TUFTS COLLEGE LIBRARY.
GIFT OF
JAMES D. PERKINS,
OCT. 1901.
41022

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME SIXIÈME

QUATORZIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SERIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1844

TUFTS COLLEGE
LIBRARY.

41022

ESSAIS

D'HISTOIRE PARLEMENTAIRE.

I.

LORD CHATHAM.

— *CORRESPONDANCE DE WILLIAM PITT.*[1] —

A l'époque où le gouvernement de la restauration penchait déjà vers sa chute, l'étude plus ou moins approfondie de l'histoire d'Angleterre était devenue un objet de prédilection pour les esprits réfléchis, et même pour beaucoup d'esprits superficiels. Frappés de la similitude qu'offraient, sous tant de rapports, les phases révolutionnaires des deux pays, et surtout les circonstances qui avaient accompagné, dans l'un et dans l'autre, le rétablissement de la dynastie déchue, ils se demandaient si le parallèle serait poussé plus loin encore. Pour résoudre

(1) *Correspondence of William Pitt, earl of Chatham*, 4 vol. London, Murray.

la question, ils comparaient, ils pesaient les analogies comme les dissemblances. Les uns faisaient entendre assez clairement que, dans leurs convictions comme dans leurs désirs, cette question était affirmativement résolue. Les autres dissimulaient leur pensée ou essayaient même, peut-être avec sincérité, de signaler entre les deux situations des différences assez fondamentales pour rendre tous ces rapprochemens insignifians et sans portée. On ne saurait nier que cette thèse conjecturale, débattue alors dans une multitude d'écrits dont la pensée était certainement plus polémique qu'historique, n'ait puissamment contribué à préparer l'opinion au grand évènement de 1830. Bien des hommes qui, mécontens du régime de la restauration, eussent pourtant reculé devant la pensée de renouveler, pour la renverser, les catastrophes terribles de 1792, accueillirent avec complaisance l'idée que sa chute pourrait être le résultat d'une révolution pareille à celle de 1688, d'où sortirait, sans bouleversement, sans effusion de sang, un nouvel ordre de choses fondé sur la légalité et sur la liberté. La plus forte barrière qui, dans les temps de partis et de désaffection, s'élève encore contre les révolutions, et qui suffit souvent pour les empêcher, alors que tout semble les appeler, la terreur vague et profonde que les ames timides ou consciencieuses éprouvent des conséquences ignorées qui en peuvent sortir, s'affaiblit ainsi et disparut presque complètement devant la perspective encourageante créée par les réminiscences de 1688. Lorsqu'on se fut habitué à considérer un tel dénouement comme la solution éventuelle de la lutte engagée entre le libéralisme et les principes de l'ancienne monarchie, l'évènement ne fut plus seulement possible, il devint probable.

Il est juste d'ajouter que l'influence du grand exemple que l'Angleterre nous avait donné ne borna pas là ses effets. Après avoir été une des causes morales de la chute de la branche aînée des Bourbons, elle a agi bien plus efficacement encore pour empêcher que leur défaite ne fût le signal du triomphe complet de l'anarchie. Il s'est trouvé là une école politique qui avait puisé, dans l'étude des faits accomplis chez nos voisins, à une époque analogue, la confiance nécessaire pour ne pas se laisser décourager par les vives attaques des niveleurs et des républicains, pour oser les combattre avec l'espérance du succès. Lors même qu'on devrait reconnaître que cette école, comme on le lui a souvent reproché, s'exagérait les analogies sur lesquelles elle fondait son système, il n'en serait pas moins vrai qu'en propageant la conviction de ces analogies, elle leur donnait une sorte de réalité que parut bientôt constater l'heureuse répression des tentatives anar-

chiques. Quelle que soit, d'ailleurs, la part qu'on voudra faire à l'esprit d'imitation dans les faits dont nous avons été témoins il y a dix ans, il est impossible de ne pas être frappé du parallèle qu'ils continuent à former avec les faits correspondans de l'histoire d'Angleterre, parallèle incomplet sans doute à quelques égards, mais dont les termes sont, cependant, plus multipliés, plus minutieux même que ne le pensent ceux qui n'ont sur ce sujet que des notions générales.

On eût pu croire qu'après avoir vu une fois encore les annales de la Grande-Bretagne devenir pour la France comme un recueil de prophéties où il nous avait été donné de lire d'avance nos destinées, la curiosité, de plus en plus excitée par une coïncidence aussi soutenue, chercherait de nouvelles révélations dans cette espèce de livre sibyllin toujours ouvert devant nous, et que nous mettrions quelque prix à savoir exactement comment s'était consolidé et affermi, de l'autre côté de la Manche, le grand changement dont nous venions de présenter la reproduction presque complète. La tâche de nous initier à cette période de l'histoire d'Angleterre s'offrait comme un vaste champ ouvert à nos historiens et à nos publicistes, et on devait présumer qu'ils y trouveraient d'autant plus d'attraits que ce champ n'avait pas été exploré, que l'ignorance la plus absolue régnait, parmi nous, sur tout ce qui a suivi l'avènement de Guillaume III.

Au moment où j'écris, cette tâche n'a pas été accomplie, cette ignorance est encore aussi profonde (1). On sait vaguement, en France, que Guillaume, *roi en Hollande* et *stathouder en Angleterre*, suivant une expression consacrée, employa les quatorze années de son règne en efforts impuissans pour dominer l'opposition successive des tories et des whigs : on a des données un peu plus précises sur les luttes de ces deux partis pendant le règne de la reine Anne, parce qu'elles eurent pour résultat de sauver la France en dissolvant la grande alliance formée contre Louis XIV, parce que, d'ailleurs, l'éclat de la polémique soutenue avec tant de talent par les Swift, les Steele, les Addison, les Bolingbroke, attache à ces luttes cette espèce d'intérêt littéraire qui est pour les faits politiques la plus sûre garantie d'un grand et lointain retentissement; mais nos connaissances historiques ne vont pas plus loin. Il est peu de personnes qui ne considèrent l'in-

(1) Nous ne devons pas oublier cependant que M. Duvergier de Hauranne travaille à une histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, que l'on dit assez avancée. Si quelqu'un était appelé, par ses études antérieures, à tenter une pareille entreprise, c'est assurément l'honorable publiciste. Nos lecteurs savent tout ce qu'on peut attendre d'un esprit aussi distingué.

tronisation de la maison de Hanovre, il y a cent vingt-sept ans, comme le dernier terme des agitations sérieuses produites par la révolution, qui ne pensent que, si, depuis cette époque, les tentatives faites à main armée par les Stuarts ont pu à deux reprises jeter dans la Grande-Bretagne un moment de désordre matériel, aucune perturbation vraiment grave n'y a, pendant ce long intervalle, entravé la marche régulière et constitutionnelle du gouvernement, que la royauté y a toujours été respectée, le pouvoir exercé avec dignité, les partis contenus dans leurs débats les plus violens par un sentiment profond de la grandeur et des intérêts du pays; en un mot, que sous George Ier, sous George II, et dans les premières années de George III, l'Angleterre s'est montrée ce que nous la voyons aujourd'hui, ou plutôt encore ce que nous l'avons vue il y a quelques années.

Telle n'est pourtant pas, à beaucoup près, la vérité. En Angleterre, comme en tout pays, l'expérience nécessaire pour diriger un gouvernement représentatif, bien qu'on y fût mieux préparé qu'ailleurs, n'a pu être acquise qu'au prix de longues et pénibles épreuves. L'esprit public, qu'on y admire à si juste titre, ne s'est formé que peu à peu, et n'est arrivé que lentement à se concilier avec l'esprit de parti, élément indispensable des états libres. Là aussi il a fallu bien du temps pour réparer les atteintes fâcheuses que portent aux principes d'ordre public et de morale politique les révolutions les plus inévitables et les plus modérées, pour rallier au gouvernement nouveau les soutiens naturels du pouvoir, ces classes de propriétaires, portées par instinct à se défier des changemens, alors même qu'elles n'y sont pas décidément hostiles, ces hommes timides et honnêtes que tout gouvernement doit s'attacher à rassurer, s'il veut lui-même s'affermir, parce que, hors d'état de rien créer par eux-mêmes, ils possèdent ce singulier privilége que leur seule adhésion peut consolider ce que d'autres ont fondé. Là, enfin, la dynastie nouvelle, long-temps en butte aux outrages des factions, accusée à chaque instant de sacrifier à ses propres intérêts les intérêts de l'état, insultée tout à la fois par ceux qui avaient contrarié son avénement et par ceux même qui, l'ayant favorisé, se croyaient en droit de lui reprocher amèrement son ingratitude dès qu'elle hésitait à satisfaire leurs exigences, la dynastie nouvelle vit s'écouler des générations entières avant de parvenir à inspirer ce respect religieux qui fait la force morale du trône, mais que les peuples accordent difficilement aux institutions qu'ils ont élevées de leurs mains, qui sont nées sous leurs yeux. Pendant près d'un siècle, l'Angleterre fut en proie à des dissensions d'autant plus incessantes,

qu'elles prenaient leur source, non pas dans l'antagonisme des grands principes politiques, — la révolution y avait mis fin, — mais dans les innombrables et mobiles combinaisons des intérêts de coteries et des ambitions personnelles.

De tels faits sont la meilleure réfutation de l'opinion trop accréditée qui conclut, de ce que la France n'est pas encore arrivée à l'état normal du gouvernement représentatif, qu'elle doit désespérer d'y arriver jamais. Je ne veux certes pas dire que les évènemens accomplis en Angleterre sont le type exact de ceux qui s'accompliront parmi nous. La situation des deux pays présente des différences qui ne permettent pas de procéder par des inductions aussi rigoureuses. Sous le régime établi à Londres par la révolution de 1688, le parti favorable à la restauration fut long-temps beaucoup plus nombreux et plus populaire que ne l'est, sous le gouvernement actuel de la France, le parti légitimiste. D'un autre côté, la maison de Hanovre n'avait pas à lutter contre une opinion radicale et démocratique s'érigeant en patrone de la liberté; l'ancienne fraction républicaine était morte avec le puritanisme, qui en était l'ame, ne laissant après elle qu'un souvenir à la fois sanglant et ridicule. L'aristocratie, plus puissante sous sa forme moderne qu'elle ne l'avait jamais été aux temps féodaux, était en pleine possession du pays, et bien que pendant assez long-temps une portion considérable de cette aristocratie, surtout dans les rangs secondaires, soit restée attachée à la cause des Stuarts, l'union des grandes familles whigs, c'est-à-dire des maisons les plus illustres et les plus riches, était hautement proclamée comme la base la plus solide de la succession protestante. Tout cela, je le répète, ressemble trop peu, en beaucoup de points, à ce qui existe aujourd'hui en France, pour qu'il fût raisonnable de puiser, dans une assimilation arbitraire, des inductions aussi inexactes que les termes de la comparaison dont on les ferait découler. De ce qu'on a réussi en Angleterre avec de tels élémens, il serait certainement peu logique de conclure, avec une pleine assurance, que le même succès est promis à un gouvernement placé dans des conditions en partie différentes; mais ce qui ressort incontestablement des souvenirs historiques rappelés tout à l'heure, c'est qu'il serait contre toute vérité et contre toute justice d'imputer exclusivement à l'organisation démocratique de la France ces longues oscillations dont la Grande-Bretagne n'a pas été préservée par la puissance de son aristocratie; c'est que si, en Angleterre, le temps a fini par y mettre un terme, il est permis d'espérer qu'il amènera pour la France le même résultat; c'est enfin que quelques années ne suffisent pas

pour apprécier les chances d'avenir et de solidité d'un établissement politique.

Ce serait sans contredit un livre d'un grand intérêt que celui qui nous présenterait sous cet aspect l'histoire de l'Angleterre au XVIIIe siècle; mais, je le répète, cette histoire, qui, même chez les Anglais, n'existe guère encore d'une manière un peu satisfaisante qu'à l'état de mémoires et de biographies, n'a pas été seulement essayée parmi nous. Sans avoir la prétention de combler la lacune que je viens de signaler, je me propose, dans le travail auquel les réflexions qui précèdent serviront d'introduction, de raconter la vie publique d'un homme qui remplit, pour ainsi dire, toute cette époque, qui résume tout ce que la politique de l'Angleterre eut d'énergique et de puissant pendant une moitié du XVIIIe siècle, et dont la carrière variée offre successivement le curieux tableau des grandeurs et des imperfections les plus extrêmes par lesquelles puisse passer un gouvernement libre, s'agitant, au sortir d'une révolution, pour trouver enfin son assiette définitive : je veux parler de l'illustre lord Chatham.

I.

William Pitt n'appartenait pas, par sa naissance, à cette haute aristocratie qui a été si long-temps en possession exclusive du gouvernement de la Grande-Bretagne On a donc pu, avec quelque raison, l'appeler un homme nouveau; cependant, si l'on voulait attacher à ce mot le sens absolu dans lequel on le prend aujourd'hui, celui d'un homme partant des basses régions de l'état social pour s'élever au sommet, il cesserait de lui être applicable. William Pitt était issu, en effet, d'une ancienne famille que son grand-père, gouverneur de Madras, avait élevée encore en l'enrichissant. La fille de ce gouverneur, tante, par conséquent, du futur ministre, avait épousé le comte Stanhope, un des personnages les plus considérables de l'époque de la reine Anne et de George Ier. — Le jeune Pitt, né le 15 novembre 1708, fit ses études au collége d'Éton et à l'université d'Oxford. Une maladie qui devait plus tard exercer sur lui de cruels ravages, la goutte, l'obligea à quitter l'université avant d'avoir pris ses degrés. Il voyagea pour sa santé en France et en Italie. A son retour en Angleterre, il entra comme cornette dans un régiment de cavalerie. Quelque minimes que fussent cette position et les avantages pécuniaires qui y étaient attachés, ils n'étaient pas à dédaigner pour un cadet de famille dont le

patrimoine ne dépassait pas cent livres sterling de revenu. Telle était encore, à vingt-sept ans, la position de l'homme destiné à gouverner un jour son pays, lorsqu'en 1735 il fut envoyé à la chambre des communes par un bourg dont son grand-père avait fait l'acquisition, par *Old-Sarum*. On sait que ces *bourgs pourris*, comme on s'habitua plus tard à les appeler, étaient alors la seule porte ouverte pour les hommes à qui leur fortune ne permettait pas ces énormes dépenses, indispensables partout où l'élection avait quelque réalité.

Au moment où Pitt commença sa carrière politique, George II occupait depuis huit années le trône sur lequel la maison de Hanovre était montée vingt ans auparavant dans la personne de son père. L'avénement de cette dynastie, véritable complément de la révolution de 1688, avait été par cela même l'avénement définitif du parti whig. Le parti tory, qui, sous le roi Guillaume et sous la reine Anne, avait pu lui disputer le pouvoir, se trouvait depuis lors réduit à une opposition impuissante, dont il ne devait plus sortir jusqu'au jour où les évènemens, en changeant complètement la face du pays, l'auraient lui-même absolument transformé. Ce jour était bien éloigné encore. Les tories, associés un moment à la révolution par le sentiment du danger dont le fanatisme imprudent de Jacques II avait menacé l'église anglicane, n'avaient jamais pu s'habituer aux résultats d'une catastrophe qui avait porté atteinte aux droits du trône, presque aussi chers à leur *loyauté* que ceux de l'église. Les doctrines de souveraineté nationale et de liberté populaire sur lesquelles se fondait le régime nouveau leur étaient souverainement antipathiques. Dominés par l'aversion profonde et instinctive qu'elles leur inspiraient, les uns avaient fini par s'unir aux partisans de la dynastie déchue et par conspirer avec eux son rétablissement; d'autres, sans vouloir pousser aussi loin la réaction, avaient, à leur insu, concouru au même but en poussant le gouvernement créé par la révolution dans des voies qui ne pouvaient que le perdre, puisque c'étaient celles du système tombé, en s'efforçant de l'entraîner à professer des maximes incompatibles avec son existence, puisqu'elles étaient la négation directe des principes au nom desquels s'était faite cette révolution. Tous ou presque tous, dans les derniers instans de la reine Anne, lorsque la pensée de rappeler le prétendant pour écarter la maison de Hanovre avait paru acquérir quelque consistance et offrir des chances de succès, ils avaient pris une attitude telle que cette maison n'avait pu s'empêcher de voir en eux des ennemis irréconciliables dont la ruine absolue était la condition première de sa sûreté. Aussi George Ier, lorsqu'il fut devenu roi, non

content de les abandonner à la vengeance des whigs, avait-il employé toute son influence à les accabler. Leurs chefs, proscrits, traduits en justice ou réduits à prendre la fuite, n'avaient pu qu'à grand'peine sauver leur vie, et si le temps avait bientôt mis fin, pour les personnes, à cet état de proscription, le parti n'en était pas moins resté exclu de la direction des affaires et presque sans espoir d'y revenir autrement que par une révolution violente.

Les whigs dominaient donc sans partage; mais, suivant l'immuable loi des passions humaines, ils s'étaient divisés aussitôt que leurs adversaires s'étaient trouvés hors de combat. A défaut de luttes de principes et d'opinions, les rivalités individuelles avaient suscité entre eux de misérables querelles, auxquelles, dans les premiers temps surtout, il était à peine possible d'assigner même un prétexte d'utilité générale. On avait vu, pendant plusieurs années, des ministres, tous sortis du sein de ce parti, se succéder les uns aux autres plutôt par l'effet de sourdes intrigues et selon les caprices des préférences royales qu'au gré des variations de l'esprit public. Après diverses vicissitudes, sir Robert Walpole, plus calme, plus patient, plus habile qu'aucun de ses rivaux, était enfin parvenu à fixer entre ses mains le pouvoir et à le garder même sous deux souverains successifs. Au moment où Pitt entra à la chambre des communes, il y avait déjà treize ans que durait ce ministère, qui tient une place si marquante dans les annales de la Grande-Bretagne.

Walpole a été l'objet de jugemens bien divers. Calomnié de son vivant comme tout homme qui occupe long-temps le pouvoir, il a trouvé depuis des appréciateurs trop indulgens peut-être. Je crois qu'on lui ferait justice en disant que, dans un temps où l'habitude des révolutions avait presque détruit toute morale politique, ce ministre, sans être à beaucoup près plus corrompu que ses contemporains, sans être même, il s'en faut, le plus corrompu d'entre eux, eut le malheur de fonder son système de gouvernement sur les vices mêmes de son siècle, qu'entendant à merveille les intérêts matériels et positifs de son pays, il ne comprit pas assez la nécessité de satisfaire aussi des besoins d'une plus noble nature, des sentimens qui peuvent sommeiller quelque temps chez un peuple, mais qui s'y réveillent tôt ou tard; qu'enfin, en s'abandonnant trop complètement à son aversion naturelle pour les intelligences élevées, pour les caractères indépendans qui osaient conserver à côté de lui la spontanéité de leurs pensées, il en vint à jeter dans l'opposition tous les hommes d'un mérite éminent, à ne plus compter parmi ses partisans que ceux dont l'esprit

étroit, la conscience facile, étaient également hors d'état, soit de lui faire obstacle, soit de lui prêter un appui efficace.

Peu à peu une coalition formidable s'était organisée contre lui dans le sein du parlement. Au petit nombre de jacobites qui avaient trouvé moyen d'y pénétrer, aux tories qui, sous la direction de sir William Wyndham, y formaient depuis long-temps la masse de l'opposition, s'étaient joints les whigs dissidens, parmi lesquels William Pulteney et lord Carteret occupaient le premier rang. Ces derniers, moins nombreux que les tories, compensaient cette infériorité par une force morale qui manquait à leurs alliés. Leurs noms, signalés par de nombreux services rendus à la cause de la liberté et de la nouvelle dynastie, devaient rallier bien des mécontens qui eussent craint de s'unir aux champions exclusifs de la prérogative royale. La coalition ainsi formée était animée de cette confiance absolue que ressentent d'ordinaire les partis depuis long-temps éloignés du pouvoir, lorsqu'ils commencent à entrevoir la possibilité de le ressaisir, lorsque le souvenir de leurs fautes passées est assez éloigné pour ne plus gêner et embarrasser leur marche au milieu de circonstances toutes différentes, lorsqu'enfin l'action du temps, en les renouvelant, a amené dans leur sein un grand nombre d'hommes étrangers aux déceptions comme aux rancunes du passé, et par conséquent accessibles encore à ces illusions généreuses, à ces espérances illimitées que détruit si promptement le contact des affaires. Mettre fin au système de corruption qui asservissait le parlement aux volontés du ministre, remplacer dans les rapports extérieurs, par une politique plus fière, plus digne, plus conforme aux intérêts permanens et aux alliances naturelles du pays, la politique timide et exclusivement pacifique de Walpole, tel était le double but que se proposait la coalition. En tout temps, dans tous les pays, c'est sur un semblable terrain que les coalitions de partis se sont formées. De pareils griefs, vrais ou simulés, sont en effet les seuls qui puissent réunir contre un gouvernement des partis intérieurs divisés de tendances et de principes.

C'est au milieu des whigs dissidens que William Pitt prit place en entrant à la chambre des communes. Ses relations personnelles, comme la direction naturelle de son esprit et de son caractère, l'appelaient nécessairement de ce côté. Il y avait déjà plusieurs mois qu'il siégeait au parlement, lorsque, le 29 avril 1736, il y prit pour la première fois la parole à l'appui d'une motion de Pulteney, qui avait proposé une adresse au roi à l'occasion du mariage du prince de Galles. Rien, dans ce qui nous a été conservé de ce discours, n'offre la trace d'une pensée

ou d'une expression remarquable. Il est pourtant certain qu'il produisit une très vive sensation, et que ce début suffit pour assurer au jeune Pitt un rang distingué parmi les orateurs sur qui reposait l'avenir du parti whig. Suivant toute apparence, un tel succès était dû moins encore au talent dont avait fait preuve le nouveau député qu'à l'habileté avec laquelle il avait su tirer parti de la position du prince de Galles, déjà signalé à la faveur des mécontens, suivant l'usage héréditaire de la maison de Hanovre, par son opposition à la politique de son père.

On assure que Walpole, frappé de ce brillant début et comptant sur le succès des moyens qui lui avaient gagné tant de partisans, voulut les employer aussi pour désarmer le formidable adversaire qui venait de se révéler. Il lui fit, dit-on, proposer un avancement rapide dans la carrière militaire, s'il consentait à renoncer à celle du parlement. Cette offre étrange fut refusée, et l'attitude de Pitt n'ayant pu laisser aucun doute sur la voie dans laquelle il continuerait à marcher, on le destitua de l'emploi subalterne qu'il occupait dans l'armée. Par l'effet de cette mesure maladroite, Pitt se vit en un instant entouré de cette auréole de popularité qui, dans les gouvernemens libres, est la conséquence presque infaillible des rigueurs du pouvoir. Célébré par les journaux, chanté par les poètes comme le champion et le martyr de la liberté, il ne tarda pas à obtenir un dédommagement plus substantiel, et que sa position de fortune lui rendait alors presque nécessaire. En récompense d'un discours dans lequel il s'était prononcé pour l'augmentation de la dotation du prince de Galles, ce prince lui donna dans sa maison un emploi beaucoup plus lucratif que le grade militaire qu'on venait de lui ôter.

A partir de ce moment, Pitt prit une part considérable à toutes les discussions de la chambre des communes, et après Pulteney et Wyndham il en devint bientôt le membre le plus important. On admirait dès lors en lui ces hautes facultés intellectuelles et ces qualités physiques dont la réunion tant recommandée, tant recherchée par les anciens comme nécessaire pour constituer la perfection de l'art oratoire, s'est si rarement rencontrée dans les temps modernes. Une taille élevée, une tournure majestueuse, des traits nobles et beaux, un œil d'aigle, un regard perçant dont la seule atteinte suffisait pour déconcerter ses adversaires, une voix douce et forte, claire et harmonieuse tout à la fois, tels étaient les dons naturels qui, lorsqu'il prenait la parole, plaçaient d'avance son auditoire sous une sorte de fascination. Il ne négligeait rien de ce qui pouvait en augmenter et en prolonger

l'effet : son geste, son action, son débit, soigneusement étudiés, l'ensemble même de son costume, avaient une dignité grave qui, s'étendant peu à peu à ses habitudes sociales, à son langage, aux formes de sa correspondance, devint pour lui comme une seconde nature, et imprima à toute sa personne un caractère en quelque sorte officiel dont la familiarité ne pouvait approcher. La grandeur de la pensée, la force de l'imagination, répondaient en lui à cet appareil imposant. Il abondait en grands mouvemens, en inspirations brillantes. Par des saillies soudaines et inattendues, il savait faire jaillir de l'incident le plus insignifiant des effets entraînans et vraiment irrésistibles. Il possédait une puissance d'invective sans exemple peut-être chez les modernes. Son élocution, vive, énergique, colorée, avait un éclat, une richesse, une facilité, dus en grande partie à l'étude approfondie de ces classiques qui seront toujours une des sources de la haute éloquence. On doit facilement comprendre qu'avec cette merveilleuse organisation, si admirablement perfectionnée par l'étude et le travail, il n'ait pas tardé à dominer le parlement. Ses contemporains, subjugués, éblouis, ne conservaient pas le sang-froid nécessaire pour s'apercevoir de ce qui manquait bien souvent à ces magnifiques harangues, une argumentation logique, des faits précis, en un mot les ressources de la véritable et complète dialectique.

Pour qu'on pût apprécier à sa juste valeur le redoutable champion qui venait de s'élever contre l'administration de Walpole, il fallut qu'un débat vraiment important fournît à son génie l'occasion de se développer tout entier. C'est ce qui arriva bientôt. La question de la paix ou de la guerre surgit tout à coup après vingt-cinq années d'un repos profond, à peine interrompu par quelques insignifiantes hostilités. Le maintien de la paix avait été l'objet constant et presque exclusif de la politique de Walpole. Outre les calculs et les goûts personnels qui pouvaient l'y porter, il avait incontestablement de très fortes raisons pour en faire le but de tous ses efforts. La Grande-Bretagne, renfermant dans son sein un parti encore nombreux dévoué à la cause du prétendant, n'était pas seulement exposée, en cas de guerre avec une puissance étrangère, aux chances ordinaires d'une pareille lutte; elle avait encore à craindre des soulèvemens intérieurs qui, se combinant avec les agressions des ennemis du dehors, pouvaient mettre en danger le gouvernement établi. C'était là évidemment son côté faible. L'expérience du passé ne permettait guère de douter que tout état étranger engagé contre elle dans une guerre sérieuse ne recourût tôt ou tard à cette arme terrible. C'était en grande partie

le sentiment de ce danger qui avait engagé Walpole à intervertir le système des alliances naturelles de l'Angleterre pour rechercher de préférence celle du gouvernement français, que sa puissance et la situation de son territoire mettaient plus qu'aucun autre en mesure, soit de prêter un appui efficace aux tentatives du prétendant, soit de les déjouer et de les paralyser. Tout récemment encore, le cabinet de Londres avait fait à cette alliance un bien grand sacrifice : se retirant dans une neutralité absolue au milieu de l'Europe en armes, il avait abandonné l'Autriche, la vieille alliée de l'Angleterre, aux attaques de la France et de l'Espagne réunies. Cette lutte inégale avait valu aux deux branches de la maison de Bourbon la Lorraine et les Deux-Siciles, et ce qui prouve que la politique pacifique de Walpole s'accordait, au moins dans une certaine mesure, avec les besoins et les dispositions véritables de la nation, c'est que l'impassibilité avec laquelle il avait assisté aux conquêtes de la France n'avait pas excité dans le parlement des réclamations assez vives pour lui causer des embarras bien sérieux.

Cette patience inaccoutumée touchait pourtant à son terme. Le système de paix, après avoir triomphé des graves difficultés qui l'avaient long-temps menacé, allait échouer contre une question dans laquelle le droit était équivoque, l'intérêt secondaire, mais qui blessait vivement les susceptibilités nationales, rendues plus irritables d'ailleurs par les sacrifices auxquels elles s'étaient résignées. On était depuis long-temps en querelle avec le gouvernement espagnol au sujet de la contrebande faite par les commerçans anglais sur les côtes des colonies américaines, et des mesures répressives auxquelles l'Espagne avait recours pour y mettre fin. Ces mesures avaient pris progressivement un caractère de rigueur qui n'épargnait pas même toujours le commerce licite. Les commerçans anglais se plaignaient de saisies illégales, de traitemens barbares infligés aux équipages des navires capturés. Non contens de réclamer des indemnités, ils demandaient que l'Espagne renonçât au droit de visite qui donnait lieu à de tels abus. L'Espagne, sans se refuser absolument à indemniser les individus injustement maltraités, ne voulait pas consentir à abandonner un droit de recherche parfaitement légal, suivant elle, et qui, d'ailleurs, était la seule garantie efficace contre des fraudes ruineuses pour son trésor. La question, on le voit, n'était pas simple : elle offrait de délicates complications, et d'un côté comme de l'autre il y avait des griefs réels à faire valoir; mais, en Angleterre, l'opinion s'était passionnée pour les réclamations du commerce, et on s'indignait de

n'avoir pas encore obtenu justice de ce qui paraissait une monstrueuse iniquité. Le parlement retentissait à ce sujet des plus véhémentes déclamations.

Walpole comprit ce que cette situation avait de dangereux. Avec son bon sens pratique, il prévoyait qu'une guerre maritime contre l'Espagne ferait un mal énorme au commerce, sans procurer au pays un dédommagement de quelque importance. Il sentait pourtant que cette guerre devenait de jour en jour plus probable, et que bientôt, si on n'arrivait à une transaction, il ne serait plus possible de l'éviter. Il redoubla donc d'efforts pour faire comprendre au cabinet de Madrid la nécessité de se concerter dans le but de prévenir une rupture également regrettable pour les deux parties. Un moment il crut y avoir réussi. Une convention préliminaire qui semblait préparer un arrangement définitif fut signée à Madrid, et l'annonce de cet évènement eut pour effet immédiat de calmer un peu les esprits; mais cette impression ne dura pas. Lorsqu'on connut en détail les clauses de la convention, bien éloignées en réalité des prétentions de l'opinion publique en Angleterre, l'irritation, un instant apaisée, se réveilla avec plus de force. Elle éclata dans la chambre des communes, où le ministère ne parvint qu'avec beaucoup de peine à faire voter une adresse de félicitation en réponse à la communication royale du traité préliminaire. Le discours de Pitt contre le projet d'adresse, plein de chaleur et d'un patriotisme un peu déclamatoire, est considéré comme le plus remarquable qui ait été prononcé dans cette discussion (8 mars 1739).

Comme l'opposition l'avait prévu, la convention de Madrid ne termina rien, et l'Espagne continuant à se refuser aux concessions qu'on lui demandait, la guerre éclata. Le système de Walpole était enfin renversé sans que son opinion personnelle se fût modifiée. Il commit alors une grande faute. Au lieu de tomber noblement avec la politique pacifique dont on s'était habitué à le considérer comme le représentant, il voulut conduire lui-même cette guerre qu'il n'avait pas cessé de désapprouver. Moins aveuglé par un intérêt personnel bien mal entendu, il eût compris qu'il n'y avait pour lui aucun avantage possible dans la position à laquelle il se résignait; que, si la guerre était heureuse, l'opposition y trouverait un texte commode pour lui reprocher de l'avoir tant différée et d'en avoir ainsi diminué les chances favorables; que, si au contraire elle tournait mal, cette même opposition en rejetterait sur lui la responsabilité en alléguant avec quelque raison qu'on est rarement apte à bien exécuter une entreprise dont on a blâmé le principe. — C'est ce qui arriva en effet. Cette

guerre, si populaire à son début, ne le resta pas long-temps. Ouverte par un succès brillant, la prise de Porto-Bello, elle fut ensuite moins heureuse. Des tentatives manquées et, bien plus encore, les pertes éprouvées par le commerce qui avait tant appelé les hostilités, changèrent en un mécontentement presque universel l'ardeur belliqueuse dont tous les esprits s'étaient d'abord montrés saisis. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, c'est sur Walpole que retomba cette irritation, et il se vit en butte dans le parlement à d'incessantes attaques.

Pitt parut encore au premier rang parmi ses adversaires. Un bill avait été proposé pour faciliter au gouvernement le recrutement de la flotte. Fidèle à ce principe de toutes les oppositions systématiques, de refuser aux gouvernans les moyens d'exécuter les grandes choses dont on leur impose l'obligation, il ne manqua pas de combattre ce bill par les invectives les plus passionnées contre les rigueurs de la presse maritime; il signala à l'indignation publique *une administration oppressive, trop ignorante pour être vraiment redoutable, mais qui semblait trouver son unique satisfaction à tourmenter, à ruiner les citoyens, à les dépouiller de leur liberté.* Le frère du ministre, Horace Walpole, crut pouvoir répondre à ces emportemens par l'expression du dédain qu'inspirait à un diplomate vieilli dans les affaires une aussi étrange forme de polémique; il tourna en ridicule ces assertions tranchantes, ces furieuses injures, ces retentissantes périodes déclamées avec des gestes véhémens et une affectation théâtrale qui trahissaient, suivant lui, l'inexpérience de la jeunesse. Pitt fut vivement blessé de cette appréciation sévère et méprisante. Sa réplique fut accablante, et on la cite encore comme un des exemples les plus frappans de la virulence qui, à cette époque, rapprochait parfois la tribune britannique de celle des peuples de l'antiquité. « Je ne m'arrêterai pas, s'écria-t-il, à rechercher si la jeunesse peut être, contre qui que ce soit, un sujet de reproche; mais ce que je ne crains pas d'affirmer, c'est que la vieillesse peut devenir justement un objet de mépris, lorsque l'expérience qu'elle procure n'a pas été mise à profit dans un but de perfectionnement, lorsque le vice continue à la dominer après que les passions se sont éteintes. Le malheureux qui, vainement averti par le funeste résultat de tant d'erreurs accumulées, persiste dans son égarement, et en qui l'âge ne fait qu'aggraver la stupidité par l'obstination, ce malheureux n'a droit, sans doute, qu'à l'horreur ou au mépris, et ses cheveux blancs ne doivent pas le mettre à l'abri de l'insulte. » Le reste du discours répondait à cet incroyable début. Quinze ans après, Pitt était l'ami politique de celui qu'il avait

ainsi outragé, il recherchait les conseils de l'homme d'état qu'il avait si prématurément stigmatisé comme accablé sous la décrépitude d'une vieillesse corrompue.

Chaque jour, les attaques dirigées contre Walpole devenaient plus vives et plus pressantes. Un membre de la chambre des communes proposa une adresse au roi pour demander qu'il fût éloigné des affaires. Pitt appuya la proposition. Il accusa le ministre d'avoir constamment travaillé à l'agrandissement de la maison de Bourbon, de s'être rendu l'esclave de la France, d'avoir imprimé à la guerre engagée contre l'Espagne une direction funeste qui avait coûté la vie à des milliers de soldats anglais. — En dépit de ses efforts, le projet d'adresse fut repoussé; mais ce devait être là le dernier succès de Walpole. Il sentait lui-même l'affaiblissement de son parti, et ne pouvant se résigner à une retraite dont il avait laissé échapper l'occasion opportune et favorable, certain d'ailleurs de la confiance illimitée du roi, il se raidissait de toutes les forces qui lui restaient, il frappait à toutes les portes pour prolonger son pouvoir expirant. Un fait à peine croyable, mais irréfragablement démontré par des documens authentiques, c'est qu'il essaya d'entrer en négociation avec le prétendant, alors retiré à Rome, et lui fit offrir de travailler à lui rendre le trône, si les jacobites étaient autorisés à voter pour les candidats ministériels dans les élections générales qui se préparaient. Le piége était si grossier, que le prétendant lui-même n'y fut pas pris, malgré cette inépuisable crédulité qui rend les émigrés accessibles à toutes les illusions.

Le résultat des élections donna à l'opposition une majorité incontestable. Walpole essaya pourtant encore de faire face à l'orage : il attendit la réunion du parlement; mais après plusieurs échecs successifs, il dut enfin subir la loi de la nécessité. Le 5 janvier 1742, il donna sa démission après s'être fait conférer la pairie sous le titre de comte d'Orford. Consulté par le roi sur la formation d'un nouveau cabinet, il mit une habileté machiavélique à diriger les négociations qui s'ouvrirent dans ce but, de manière à diviser le parti victorieux, à empêcher l'administration nouvelle de s'établir solidement, enfin à se préparer un retour prompt et triomphant dont se flattait encore son incurable ambition. Il est probable que cet espoir eût été trompé alors même que sa mort, survenue deux ans après sa retraite, n'eût pas coupé court à tous ses projets; cependant il vécut assez pour voir la dissolution complète de la coalition sous laquelle il avait succombé, et la chute irrémédiable, l'humiliation profonde de son grand rival, William Pulteney.

C'était à ce dernier, comme au chef principal des whigs mécontens, que le roi avait dû s'adresser pour le charger de composer un ministère auquel la nouvelle chambre des communes pût accorder son concours. Pulteney se trouva dans une situation très délicate. Dans l'ardeur de la lutte et pour écarter les soupçons qu'on voulait jeter sur le désintéressement de son opposition, il avait plus d'une fois proclamé sa détermination invariable de n'accepter jamais aucun emploi du gouvernement. Par cet engagement inconsidéré, il s'était créé des embarras qui maintenant pesaient sur lui de tout leur poids. Beaucoup d'hommes d'état, surtout à cette époque, n'en eussent tenu aucun compte, ou les eussent éludés par quelqu'une de ces distinctions subtiles qui ne font jamais défaut dans de semblables conjonctures. Pulteney voulut tenir sa parole, mais il ne sut pas faire le sacrifice entier, et il en perdit tout le mérite. Il crut qu'il pourrait, tout en restant en dehors du ministère, l'organiser de manière à y conserver une influence dominante. Il se laissa entraîner, sans consulter ses amis, dont peut-être il craignait la désapprobation, dans des pourparlers qui tendaient à partager les portefeuilles entre quelques-uns des chefs de l'opposition et une partie des collègues de Walpole. Ces pourparlers, qu'on avait voulu d'abord tenir secrets, excitèrent naturellement l'inquiétude de ceux des opposans qui n'y avaient pas été admis. Dans une réunion générale du parti, Pulteney fut vivement interpellé, et ses réponses, peu explicites, loin de calmer les défiances de ses anciens adhérens, leur donnèrent la conviction qu'il les avait trahis. Une éclatante rupture fut le résultat immédiat de cette conférence, en sorte que l'armée victorieuse se trouva dissoute avant même d'avoir recueilli le fruit de sa victoire.

Dans cet état de choses, Pulteney n'était plus en mesure de faire la loi à la cour; il dut accepter une transaction dans laquelle elle se ménagea des avantages marqués. Refusant pour lui-même les fonctions de premier lord de la trésorerie qu'on lui avait offertes, il s'était d'abord proposé d'en investir lord Carteret, l'un de ses auxiliaires les plus éminens dans sa lutte contre le précédent ministère. Le roi, toujours secrètement dirigé par les conseils de Walpole, ne voulut pas y consentir. Ce poste important fut donné à lord Wilmington. Deux autres collègues de Walpole, le duc de Newcastle, agent principal de cette négociation, et son frère Henri Pelham, furent maintenus dans leurs emplois de secrétaire d'état et de payeur-général de l'armée. Quant à lord Carteret, il dut se contenter d'un autre poste de secrétaire d'état. Pulteney lui-même, comprenant sans doute qu'après ce

qui s'était passé, sa position dans la chambre des communes ne serait plus supportable, entra à la chambre haute avec le titre de comte de Bath. Il y prit place pour la première fois le même jour que Walpole, qui, l'abordant d'un air de bonhomie, lui dit malicieusement : « Eh bien! milord, à dater d'aujourd'hui, nous sommes certainement, vous et moi, les deux êtres les plus insignifians de l'Angleterre. » Pulteney ne se releva pas de cette chute. Par l'acceptation de la pairie, il avait perdu jusqu'à la force morale attachée à cette réputation de désintéressement qui lui tenait tant à cœur. Bien qu'il ait encore vécu plus de vingt ans, son nom n'a plus figuré que dans d'obscures et impuissantes intrigues de cour.

La crise ministérielle qui avait suivi la retraite de Walpole n'avait donc satisfait complètement aucun parti. Sans parler même des tories, condamnés par leurs antécédens au stérile honneur de servir d'auxiliaires à toutes les oppositions, une portion considérable des whigs qui avaient combattu le précédent cabinet était restée en dehors des arrangemens convenus entre Pulteney et le duc de Newcastle. C'est assez dire qu'elle était hostile au résultat de ces arrangemens. La fraction dont je veux parler, c'est celle qu'on appelait alors le *parti cobhamite*, parce qu'elle avait pour chef avoué le vieux lord Cobham, l'un des principaux officiers-généraux de cette époque, homme considérable et populaire. Autour de lui se groupaient plusieurs jeunes députés d'un mérite éminent, tels que George, depuis lord Littleton, tels que les quatre frères Grenville, dont l'aîné, Richard, fut connu plus tard sous le nom de lord Temple, neveux, comme Littleton, de lord Cobham; tels enfin que Pitt, qui devait, plusieurs années après, épouser la sœur des Grenville. Comme tous les partis de ce temps d'oligarchie, celui dont il s'agit s'était plutôt formé dans des vues d'ambition personnelle et d'intérêts de famille que pour assurer le triomphe d'un principe ou même d'une mesure de quelque importance; mais ce qui le distinguait des autres, ce qui l'élevait fort au-dessus de ces misérables coteries, types complets de médiocrité et d'étroit égoïsme, c'étaient les talens distingués de la plupart des hommes dont il se composait. Cela explique parfaitement l'immense influence que cette réunion a exercée pendant trente années sur les destinées de l'Angleterre, bien que, parmi les subdivisions du parti whig, ce ne fût pas, à beaucoup près, celle qui comptait dans son sein les plus grandes maisons et les fortunes les plus considérables, bien que, par ses exigences impérieuses et hautaines, elle se fût attiré de bonne heure d'implacables ressentimens. Ceux dont elle avait blessé l'amour-propre ou dérangé la for-

tune l'accusaient de personnalité, d'hypocrisie, lui reprochaient de faire servir à ses calculs intéressés l'affectation du patriotisme et de toutes les vertus, de ne reculer devant aucun moyen, pas même devant l'agitation la plus factieuse, pas même devant les outrages à la royauté, pour peu qu'elle y vît une chance d'atteindre l'objet de toutes ses préoccupations, de s'imposer à la couronne, et d'accaparer à son profit les places et les pensions, contre lesquelles elle déclamait si chaleureusement lorsqu'elle était hors du pouvoir. Ces accusations, fort exagérées sans doute, mais non pas dépourvues de toute vérité, restaient impuissantes, et les hommes même qui les avaient exprimées avec le plus d'amertume étaient tôt ou tard forcés de s'allier à des rivaux investis du seul titre qui, dans un gouvernement libre, donne un droit légitime à la direction des affaires, l'éloquence unie au caractère et à l'intelligence. Tant que Pitt et ses amis restèrent unis, rien ne put leur résister.

A l'époque dont je retrace en ce moment l'histoire, les *cobhamites* n'avaient pas encore atteint ce haut degré d'influence, mais déjà leur hostilité était pour le cabinet un danger des plus sérieux. Elle eut bientôt l'occasion de se manifester. Walpole, qui, en présidant secrètement à la formation de ce cabinet, s'était beaucoup plus préoccupé de ce qui le touchait personnellement que de la cause publique, avait eu soin de faire imposer par le roi aux nouveaux ministres l'obligation de le protéger contre les poursuites juridiques auxquelles le parti victorieux pourrait vouloir le soumettre. L'engagement secret qu'ils avaient pris à cet effet était au moins soupçonné. Les contraindre à se dépopulariser en l'avouant, et pour cela diriger contre Walpole des accusations que les esprits encore irrités accueilleraient avec une extrême faveur, c'était pour l'opposition un moyen assuré de succès. Une proposition tendant à ordonner une enquête sur l'ensemble des actes de l'administration dont Walpole avait été le chef pendant vingt années fut soumise à la chambre des communes le 9 mars 1743. Pitt l'appuya énergiquement. Pour en démontrer les avantages, il prétendit que le ministre déchu avait conservé dans sa retraite apparente une influence qui le rendait encore l'ame du gouvernement, et qu'une condamnation trop bien méritée pourrait seule lui enlever, protestant d'ailleurs que cette seule considération, et non pas le désir de la vengeance, le portait à réclamer en principe une justice que rien n'empêcherait d'adoucir dans l'application. La motion fut rejetée par une majorité de deux voix; mais, presque immédiatement reproduite avec un amendement qui restreignait aux dix der-

nières années l'époque soumise à l'enquête, et qui, par conséquent, désintéressait plusieurs personnages devenus les adversaires de Walpole après avoir été quelque temps ses collègues, elle fut adoptée. Un comité fut nommé pour y donner suite. Il est vrai que des obstacles adroitement suscités par le gouvernement arrêtèrent la procédure à peine commencée, et qu'on fut obligé de l'abandonner. Quelque soin qu'eussent pris les ministres nouveaux de dissimuler leur intervention, ce manége ne trompa personne. Lord Carteret, à qui on l'imputait particulièrement, fut accusé d'apostasie et de trahison. Il perdit tout ce qui lui restait de popularité. Le but de l'opposition était donc atteint.

Ce qui désignait surtout lord Carteret à la haine des *cobhamites*, c'est qu'il commençait à prendre dans le ministère la position principale que Pulteney avait essayé de lui ménager. La direction des affaires étrangères, dont il était chargé comme secrétaire d'état, lui avait donné un moyen facile de gagner les bonnes graces du roi. George II, semblable en cela à son père, s'était toujours montré enclin à subordonner la politique extérieure de la Grande-Bretagne aux intérêts de son électorat de Hanovre, dans lequel il voyait le patrimoine de sa famille, sa propriété, son asile assuré, tandis qu'étranger aux usages, aux principes et presque à la langue de l'Angleterre, il était loin de se considérer comme inébranlablement affermi sur un sol bouleversé naguère par tant de révolutions, et de vouloir y concentrer toutes ses chances d'avenir. Cette tendance le conduisait à s'immiscer et à engager avec lui son royaume dans certaines questions continentales dont l'intérêt, pour les Anglais, était au moins fort douteux; mais jusqu'alors son penchant naturel, contrarié par les dispositions toutes différentes du parlement et par ses ministres eux-mêmes, n'avait pu se satisfaire que d'une manière très imparfaite. Un grand évènement qui menaçait de changer la face de l'Europe vint lui fournir de puissans argumens pour entraîner enfin l'Angleterre dans son système favori.

L'empereur Charles VI était mort quelque temps auparavant. La ligne masculine de la maison d'Autriche s'était éteinte en lui. La France avait formé, avec l'Espagne, la Prusse, la Saxe, la Bavière, la Sardaigne, une puissante coalition dans le but de dépouiller sa fille Marie-Thérèse de la plus grande partie de son héritage. Cette princesse, réduite aux seules ressources qu'elle trouvait dans son courage et dans le dévouement du peuple hongrois, paraissait hors d'état de tenir tête à une aussi formidable ligue. Déjà la Silésie, la Lusace, la Bohême, l'Autriche antérieure, étaient conquises. Il n'en fallait pas

tant pour réveiller dans la nation anglaise ses vieux sentimens d'affection pour la cour de Vienne et sa jalousie invétérée contre la France. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les négociations compliquées qui, après quelques vicissitudes, sauvèrent l'Autriche, déjà à moitié délivrée par la bravoure de ses populations, enlevèrent à la France presque tous ses alliés, la réduisirent momentanément à une pénible défensive, et transportèrent le théâtre de la guerre des bords du Danube à ceux du Rhin et de l'Escaut. Il suffira de dire que le roi George II, toujours dirigé par sa pensée dominante, eut encore le malheur, alors même qu'il entrait dans la pensée du pays en secourant Marie-Thérèse, de blesser les susceptibilités et d'éveiller les défiances nationales par la nature des dispositions qu'il prit à cet effet. Allié de la reine de Hongrie en sa double qualité de roi d'Angleterre et d'électeur de Hanovre, il imagina de faire passer à la solde britannique seize mille hommes de troupes hanovriennes qui devaient être employés à garder les Pays-Bas autrichiens. Cette combinaison, à laquelle lord Carteret donna son assentiment et son appui avec un zèle d'autant plus méritoire aux yeux du roi que les autres ministres n'y étaient pas aussi favorables, rencontra dans l'opinion une opposition très vive. On pensa généralement qu'elle était moins conçue dans l'intérêt de l'Angleterre et de l'Autriche que dans celui du Hanovre, qui y trouvait l'avantage d'entretenir son armée aux dépens du trésor britannique, et de faire, sans obérer ses finances, une guerre dont il recueillerait les avantages éventuels.

Pitt, toujours empressé à saisir, dans les questions politiques, le côté national, ne laissa pas échapper une aussi belle occasion d'augmenter sa popularité. Lorsque la chambre des communes eut à délibérer sur le bill qui demandait les fonds nécessaires pour l'entretien des troupes hanovriennes, il attaqua avec une grande force la mesure adoptée par le cabinet. Il s'attacha à prouver que, sous aucun rapport, elle n'était propre à atteindre le but important vers lequel elle semblait dirigée; qu'en destinant les auxiliaires à défendre les Pays-Bas que rien ne menaçait alors, tandis que l'Autriche était assaillie au centre de sa puissance, on avait évidemment obéi à une arrière-pensée; que le Hanovre, obligé par les traités à secourir la reine de Hongrie, n'avait pas le droit de se faire indemniser par l'Angleterre de l'accomplissement d'une obligation conforme, d'ailleurs, à ses intérêts les plus évidens. Récapitulant avec une amère ironie les accusations souvent lancées par l'opposition contre ce qu'il ne craignit pas d'appeler une *partialité ridicule, ingrate, perfide* pour les

possessions allemandes du roi, contre les voyages annuels de George II dans ce *délicieux pays*, contre les sommes énormes employées à l'agrandir ou à l'enrichir, « on ne peut plus en douter, s'écria-t-il enfin, ce grand, ce puissant, ce formidable royaume n'est plus considéré que comme une dépendance, comme une province d'un misérable électorat; en prenant à notre solde les troupes hanovriennes, on ne fait que mettre la dernière main au plan depuis long-temps formé et suivi avec une si rare persévérance pour asservir complètement notre malheureuse nation. »

Le bill passa pourtant, mais seulement à la majorité de 260 voix contre 193. Ce résultat n'était pas fait pour décourager l'opposition. L'année suivante, le jour même de l'ouverture de la session, l'adresse en réponse au discours du roi avait à peine été proposée, que Pitt se leva pour la combattre. Il reconnut que le gouvernement avait complètement changé sa politique extérieure, si long-temps accusée de pusillanimité; mais il le blâma d'avoir passé d'un extrême à l'autre, de l'excès de la timidité à un véritable accès de donquichotisme : « Naguère, dit-il, on négociait avec l'univers, on acceptait tout traité, même le plus déshonorant; on refuserait aujourd'hui la paix la plus raisonnable. » Le projet d'adresse complimentait le roi sur le courage dont il avait fait preuve peu de mois auparavant à la bataille de Dettingen, sur les dangers qu'il y avait courus. Pitt demanda la suppression de ce passage, et les motifs qu'il allégua à l'appui de cette demande la rendaient, s'il se peut, plus injurieuse encore. Non content d'insulter l'armée hanovrienne dont la lâcheté avait, suivant lui, compromis la victoire remportée par les soldats anglais, il affecta de jeter des doutes sur la conduite même du roi. « Supposez, dit-il, qu'il résultât de la connaissance plus approfondie des faits que sa majesté n'a couru aucun danger ou n'en a pas couru de plus graves que ceux auxquels elle est journellement exposée, lorsque sa voiture vient à verser, ou son cheval à broncher, l'adresse, telle qu'on la propose, ne serait-elle pas pour notre souverain un affront, une insulte, plutôt qu'un compliment? » Dans un discours prononcé peu de temps après, il repoussa avec une égale véhémence le vote d'un nouveau subside réclamé en faveur des troupes électorales. Il exprima l'opinion qu'il serait plus avantageux de remettre directement à l'Autriche l'argent perdu à solder *les plus mauvais soldats de l'Europe;* c'est ainsi qu'il qualifiait les Hanovriens (12 janvier 1744).

Si, dans l'emportement imprévoyant de son opposition, il en était arrivé au point de ne pas ménager les affections et la personne même

du roi, on doit concevoir qu'il n'épargnait pas davantage le ministre influent, ce lord Carteret dans lequel il ne pouvait voir qu'un renégat. Rien n'égale la virulence outrageante des apostrophes qu'il lui jetait en toute occasion. Tantôt il l'appelait *un exécrable ministre, qui semblait s'être enivré de cette potion dont l'effet, au dire des poètes, était d'effacer de l'esprit des hommes le souvenir de leur patrie;* tantôt il le désignait comme *le ministre hanovrien*, comme *l'instrument pervers des plus honteux desseins.* Il lui reprochait de n'avoir d'autre appui, d'autres partisans, que les seize mille Allemands enrôlés par lui au service de l'Angleterre. Personne n'eût pu prévoir alors que, quelques années après, Pitt consentirait à siéger dans le conseil à côté de l'homme qu'il traitait comme un vil scélérat, et que plus tard, lorsque la marche du temps, sans calmer ses passions ardentes, les aurait tournées contre d'autres adversaires, lorsque lord Carteret aurait cessé de vivre, il lui rendrait devant la chambre des pairs ce magnifique hommage : « Ses talens faisaient honneur à cette chambre et à l'humanité. Dans les départemens supérieurs de l'administration, il n'avait pas d'égal, et je m'enorgueillis de déclarer que c'est à son patronage, à son amitié, à ses leçons, que je dois tout ce que je suis. »

Pitt, par la véhémence de son opposition, devenait de plus en plus cher au parti dont il flattait les ressentimens. Il en reçut alors un témoignage singulier. L'héroïne des whigs, la célèbre duchesse de Marlborough, lui légua en mourant une somme de dix mille livres sterling, en récompense de *ses efforts pour la défense des lois et de la liberté du pays.* Dénué comme il l'était de fortune personnelle, il trouva dans ce legs l'avantage précieux d'une honorable indépendance. Vingt ans après, lorsqu'il avait déjà atteint l'apogée de sa réputation, un autre testament lui prouva d'une manière plus significative encore l'admiration qu'il inspirait. Sir William Pyment, homme d'un caractère bizarre et d'opinions ardentes, lui laissa toute sa fortune, consistant en deux mille livres sterling de revenu, sans compter un capital de trente mille livres. Ces deux legs ne sont pas les seuls qu'il ait dus à l'esprit de parti : circonstance unique peut-être dans l'histoire des temps modernes, et qui constitue un nouveau trait de ressemblance entre l'illustre orateur anglais et les grands hommes de l'antiquité, que leurs nombreux admirateurs s'honoraient d'inscrire dans leurs testamens.

Cependant le ministère dans lequel lord Carteret jouait un rôle si considérable avait déjà éprouvé une modification importante. Le premier lord de la trésorerie, lord Wilmington, était mort, et le roi lui

avait donné pour successeur le payeur-général de l'armée, Henri Pelham, qui ne tarda pas à être créé aussi chancelier de l'échiquier (juillet 1743). Pelham, je l'ai déjà dit, était frère du duc de Newcastle, l'un des secrétaires d'état. Tous deux avaient fait partie de l'administration de Walpole. Le nouveau chef du cabinet, sans posséder des talens du premier ordre, était un homme de sens, d'expérience et de modération. Le duc, personnage ridicule et médiocre, mais considérable par son rang et par son immense fortune, puisait dans l'excès de son ambition, si l'on peut honorer de ce nom l'amour démesuré des jouissances du pouvoir, une souplesse de caractère et une aptitude à l'intrigue qui le maintinrent pendant quarante ans dans tous les cabinets successifs. Ces deux frères, étroitement unis malgré des dissentimens passagers, étaient appelés par le concours de leurs facultés très diverses à exercer une grande influence. Ils voyaient avec jalousie le crédit que lord Carteret, devenu lord Granville par la mort de sa mère, s'était acquis sur l'esprit du roi; ils éprouvaient aussi quelque inquiétude des rapports d'intimité dans lesquels il était resté avec lord Bath, le célèbre Pulteney. Prévoyant d'ailleurs que son extrême impopularité ne lui permettrait pas de résister bien longtemps aux attaques de l'opposition, ils résolurent de se séparer de lui assez tôt pour ne pas être enveloppés dans sa disgrace. — A cet effet, ils s'abouchèrent avec lord Cobham et ses amis. Ils lui proposèrent la formation d'une administration nouvelle dont lord Granville serait exclu, où entreraient plusieurs *cobhamites*, et dont le principe avoué serait la diminution du subside hanovrien. Une seule difficulté arrêta quelque temps la conclusion de cette négociation. Le ressentiment que les injurieuses attaques de Pitt avaient inspiré au roi ne permettait pas de croire que ce prince consentît à lui faire une part dans la répartition des fonctions publiques. D'un autre côté, l'opposition ne pouvait laisser proscrire ainsi le plus puissant de ses chefs. On finit pourtant par s'arranger : le duc de Newcastle promit d'employer toute son influence à vaincre les préventions royales, pourvu qu'on lui en laissât le temps, et sur cette parole Pitt consentit à ajourner ses prétentions.

Il ne restait plus qu'à exécuter cette espèce de complot. Le parlement était sur le point de se réunir. Dans un conseil de cabinet tenu pour préparer les matières qui devaient lui être soumises, lord Granville proposa de demander les fonds nécessaires pour solder, comme les années précédentes, seize mille soldats hanovriens. Il trouva cette fois une résistance inattendue, et lorsqu'on alla aux voix, la majorité

du conseil, d'accord avec les deux Pelham, vota pour réduire à huit mille le nombre de ces auxiliaires. Lord Granville donna sa démission (novembre 1744). Tout était prêt pour le remplacer; le nouveau cabinet fut aussitôt formé. Lord Chesterfield, chef de l'opposition dans la chambre des lords, devint vice-roi d'Irlande et en même temps ambassadeur en Hollande. Le duc de Bedford fut mis à la tête de l'amirauté. Lord Harrington succéda à lord Granville dans le poste de secrétaire d'état. Deux des jeunes *cobhamites*, George Lyttleton et George Grenville, obtinrent des emplois subordonnés à la trésorerie et à l'amirauté; enfin lord Cobham lui-même fut promu à la dignité de maréchal, et bientôt après fit partie du conseil de régence pendant un voyage du roi en Allemagne. — Ce ministère, connu sous le nom de *ministère aux larges bases* (*broad bottom*), parce qu'il s'était formé de l'accord de toutes les nuances du parti whig avec quelques tories, réunit pendant quelque temps dans le parlement l'unanimité des suffrages. Le système politique n'avait pourtant subi aucune modification essentielle. On avait, il est vrai, suivant le vœu de l'ancienne opposition, diminué le nombre des troupes hanovriennes entretenues par l'Angleterre pour protéger les états autrichiens, et la somme provenant de cette réduction avait été remise, à titre de subside, au cabinet de Vienne; mais celui-ci s'était bien gardé de l'employer à autre chose qu'à prendre à sa solde ces mêmes Hanovriens congédiés du service anglais. Se contenter d'un tel revirement, c'était faire bon marché des principes; mais on avait pourvu à la satisfaction des ambitions personnelles, et à cette époque plus qu'à aucune autre, c'était la moyen le plus certain de s'assurer l'appui des hommes influens. Aussi, la session qui suivit cet arrangement n'offrit-elle aucune difficulté sérieuse. Pitt, laissé en dehors de l'administration, y voyait ses amis installés. On lui avait fait concevoir à lui-même de grandes espérances. Il n'hésita pas à soutenir franchement le nouveau cabinet. Un évènement qui, en réveillant l'animosité des grands partis, semblait devoir faire trève à de mesquines intrigues, vint d'ailleurs bientôt fournir plus qu'un prétexte à ceux qui pouvaient se sentir embarrassés de leur attitude nouvelle d'auxiliaires de l'administration.

La prolongation de la guerre étrangère avait tiré les partisans de la dynastie déchue de l'apathie dans laquelle ils étaient depuis long-temps plongés. La France, après quelques hésitations, avait conçu le projet d'employer contre l'Angleterre cette arme peu loyale. Une expédition de douze mille hommes avait été sur le point de s'embarquer pour donner la main aux jacobites. Ce qu'on a peine à comprendre aujour-

d'hui, ce qu'attestent pourtant tous les mémoires du temps, c'est que cette expédition, si elle eût eu lieu, aurait probablement opéré une contre-révolution, non pas que le parti jacobite eût alors dans la Grande-Bretagne une de ces immenses majorités numériques qui ne demandent qu'un point d'appui pour se manifester et tout entraîner après elles, mais par l'effet de l'absence complète d'esprit public, de la lassitude des partis, du dégoût universel qu'inspiraient les perpétuelles variations de leurs chefs, en un mot de l'immoralité politique qui peut-être est l'inévitable résultat des longues crises révolutionnaires. L'armée anglaise était peu nombreuse et presque tout employée sur le continent. La population n'était nullement disposée à s'armer pour la remplacer, et telle était la situation qu'au dire d'un des principaux officiers-généraux de cette époque, le maréchal Wade, cinq mille Français débarquant sur un point de la côte eussent conquis l'Angleterre sans avoir à livrer une seule bataille, à moins que les forces hollandaises, dont le secours était promis au cabinet de Londres, ne fussent arrivées à temps pour les repousser.

En comparant un pareil état de choses à l'attitude que la nation anglaise prit quelques années après, pendant la guerre de sept ans, à celle qu'elle devait prendre un demi-siècle plus tard, en présence des formidables préparatifs d'invasion ordonnés par Napoléon, on apprend à ne pas trop s'affecter de l'affaiblissement momentané des forces morales d'un grand peuple, et à ne pas confondre une lassitude passagère avec une déchéance complète et définitive. — Heureusement pour l'Angleterre et pour la maison de Hanovre, d'autres préoccupations empêchèrent la France de donner suite à l'expédition projetée. C'est alors que le fils aîné du prétendant, l'héroïque Charles-Édouard, déçu dans ses espérances d'une puissante coopération étrangère, osa tenter presque seul la grande entreprise de la restauration des Stuarts. On sait ce qu'il put faire à la tête d'une poignée de montagnards écossais; on sait à quel danger fut un moment exposé le gouvernement du roi George.

Le parlement avait été convoqué extraordinairement pour aviser aux moyens d'y faire face. Pitt appuya avec chaleur toutes les demandes du gouvernement. On avait proposé d'introduire, dans l'adresse par laquelle la chambre des communes protestait de son dévouement au roi, un amendement qui eût réclamé une extension des franchises électorales comme le meilleur moyen d'affermir le trône en lui conciliant l'affection des peuples. Pitt n'eut pas de peine à faire écarter une proposition qui, dans de telles conjonctures, ne pouvait que nuire

à la cause commune en laissant entrevoir des divisions d'opinions. Il combattit aussi avec succès une motion qui refusait aux officiers des corps de volontaires levés pour repousser les insurgés la permanence de leurs grades, et qui par conséquent eût pu affaiblir leur zèle.

La guerre civile durait encore, le prince Charles-Édouard occupait encore l'Écosse à la tête d'une armée victorieuse, lorsqu'une nouvelle crise de cabinet, bien étrange dans ses circonstances, vint prouver une fois de plus combien à cette époque les grands intérêts publics s'effaçaient devant les intérêts et les ressentimens personnels.

Malgré l'énergique appui que Pitt donnait au gouvernement, il continuait à rester en dehors de l'administration. Le duc de Newcastle et son frère, vivement pressés par lord Cobham de l'y faire entrer comme ils l'avaient promis, se disaient impuissans à vaincre la répugnance du roi. Les *cobhamites* en murmuraient, et déjà Pitt lui-même commençait à laisser entrevoir des symptômes de mécontentement. D'un autre côté, lord Bath et lord Granville, ou, pour les appeler par les noms qu'ils portaient au temps de leur popularité, Pulteney et lord Carteret, ces deux chefs déchus de l'ancienne opposition whig, avaient pris une position singulière, qui, à ce qu'ils espéraient, devait les reporter bientôt au pouvoir. Ils affectaient de plaindre le roi, esclave, suivant eux, d'une faction qui lui imposait ses volontés et ses caprices; ils parlaient de la nécessité de mettre fin à cette tyrannie, de retirer le gouvernement des mains de ceux qui en faisaient un véritable monopole et d'appeler aux fonctions publiques les partis auxquels cette oligarchie égoïste donnait une injurieuse exclusion. Par ce langage, si propre à flatter les penchans naturels de la royauté, ils s'insinuaient de plus en plus dans la faveur de George II, et en même temps, s'il faut en croire des assertions qui, dans leur singularité, n'ont rien de contraire aux mœurs politiques de ce siècle, ils faisaient des avances à lord Cobham; ils lui promettaient, s'il voulait s'unir à eux, de joindre leurs efforts aux siens pour ouvrir à Pitt la carrière des emplois publics. On ajoute que ces avances furent repoussées.

Évidemment, la situation devenait menaçante pour les chefs du ministère, les deux frères Pelham. Elle l'était d'autant plus que, comme ils ne l'ignoraient pas, le roi ne leur avait pas pardonné la violence qu'ils lui avaient faite en l'obligeant à se séparer de lord Granville. Dans cet état de choses, ils comprirent qu'il fallait, à tout prix, s'assurer l'alliance déjà chancelante des *cobhamites*. Après s'être concertés avec eux, ils proposèrent au roi d'opérer, dans les rangs secondaires de l'administration, quelques changemens dont le but était de

donner à Pitt la secrétairerie de la guerre, poste important et qu'il désirait particulièrement. Le roi s'y refusa, tout en laissant entrevoir qu'il pourrait consentir à conférer quelque autre emploi à l'homme qui lui inspirait une aversion si profonde; mais les ministres s'étaient trop engagés pour accepter cette transaction. Le duc de Newcastle, sur qui reposait ordinairement la conduite des négociations avec la couronne, donna sa démission, qui fut suivie le lendemain de celle de presque tous ses collègues. En réponse à cette démonstration menaçante, George II appela à son secours les deux personnages dont les conseils avaient contribué à l'entraîner dans cette voie de résistance. Sur la démission du duc de Newcastle, il nomma lord Granville secrétaire d'état, réservant à lord Bath la trésorerie. La volonté personnelle du roi triomphait donc, l'irritation qu'avaient excitée en lui les exigences de ses ministres était satisfaite; mais ce triomphe dura peu. L'opinion publique se prononça avec une extrême vivacité contre un changement qui se manifestait par la retraite des chefs des partis les plus influens. Déjà on assurait qu'un grand nombre d'officiers de l'armée allaient résigner leurs commissions. Ce n'était pas au milieu d'une guerre civile qu'on pouvait pousser plus loin une telle épreuve. Les conseillers de George II le comprirent. Lord Bath n'accepta pas la présidence de la trésorerie; lord Granville, qui était déjà entré dans les fonctions de secrétaire d'état, s'en démit presque aussitôt, et le 14 février 1746 le ministère dissous le 11 se reconstitua à la demande du roi. Pitt, au lieu de la secrétairerie de la guerre que ce monarque répugnait tant à lui donner, obtint l'emploi de vice-trésorier d'Irlande, sinécure lucrative qui le lia au gouvernement sans lui donner à exercer aucune action particulière. D'autres *cobhamites* prirent place en même temps dans l'administration. — L'étrange ministère que nous venons de voir succomber, avant même d'avoir essayé la lutte, sous le sentiment de son impuissance absolue, est désigné dans les écrits du temps sous le nom de *ministère des trois jours*, d'autres disent des *quarante-huit heures*.

Quoique Pitt n'eût pas encore obtenu une position proportionnée à son importance et à ses légitimes prétentions, il croyait avoir fait, en forçant l'entrée de l'administration, un pas décisif qui lui rendrait tous les autres faciles. Ses espérances ainsi excitées donnèrent une activité singulière au zèle avec lequel il soutenait depuis deux ans le gouvernement. Entrant pleinement dans ce système d'alliances continentales si cher au roi George, il parla en faveur des subsides demandés pour l'Autriche, la Sardaigne et le Hanovre même. Il seconda aussi

avec une chaleur extrême la demande d'une dotation de vingt-cinq mille livres sterling en faveur du duc de Cumberland, le fils favori du roi, qui venait de mettre fin, par la victoire de Culloden, à l'audacieuse entreprise de Charles-Édouard. Ces services ne restèrent pas sans récompense. Trois mois après la nomination de Pitt à la vice-trésorerie de l'Irlande, le poste de payeur-général de l'armée vint à vaquer : il lui fut donné aussitôt.

Cet emploi, considéré comme le plus important après ceux des membres même du cabinet, était d'ailleurs alors un des plus lucratifs, le plus lucratif peut-être de tous. Par un abus inconcevable, mais qu'une longue pratique avait en quelque sorte sanctionné, le payeur-général était autorisé à faire valoir pour son compte une somme de cent mille livres sterling, versée d'avance dans sa caisse pour les besoins de l'armée. Bien que cet abus eût plus d'une fois entraîné des conséquences très fâcheuses, il n'était l'objet d'aucune réclamation. Pitt en comprit toute l'énormité. Il y mit fin en envoyant les fonds de sa caisse dans celle de la banque, qui, les gardant sans en payer aucun intérêt et à titre de simple dépôt, devait être naturellement en mesure de les restituer au moment même où ils seraient réclamés pour les nécessités du service. Par cette réforme, il se priva spontanément d'un revenu annuel de trois ou quatre mille livres sterling. Un autre usage de cette époque, c'était que sur les subsides accordés aux gouvernemens étrangers le payeur-général reçût de ces gouvernemens une gratification assez considérable. Pitt refusa aussi de toucher cette gratification lorsqu'elle lui fut offerte. Pour bien apprécier la noblesse d'une telle conduite, on ne doit pas oublier que sa fortune se composait alors presque uniquement du legs de la duchesse de Marlborough, et que les bénéfices auxquels il renonçait, quelque irréguliers, quelque choquans qu'ils nous paraissent aujourd'hui, n'avaient pas ce caractère aux yeux de ses contemporains, habitués à y voir le complément légitime des émolumens attachés à son emploi. De pareils procédés expliquent peut-être, autant que la supériorité de ses talens, l'immense popularité dont il jouissait et l'impuissance où se trouvèrent constamment ses nombreux adversaires d'y porter aucune atteinte sérieuse, malgré les fréquentes variations de sa politique. On ne pouvait pas attribuer ces variations à des calculs sordides, et ces calculs sont la seule chose que l'opinion, si indulgente pour les égaremens des passions, ne pardonne pas aux hommes publics.

Investi de toute la faveur populaire, possédant au plus haut degré celle de la chambre des communes, Pitt était, de la part des ministres,

l'objet des égards les plus empressés et d'une extrême déférence. Plus d'une fois il intervint efficacement, comme médiateur, dans les querelles assez vives qui troublaient de temps en temps l'accord du duc de Newcastle et de son frère. On voulait lui dissimuler autant que possible l'infériorité officielle de sa situation pour lui faire prendre patience, et d'ailleurs, dans cette infériorité même, la puissance d'un esprit appelé à la domination ne pouvait manquer de se faire jour.

Le ministère qui comptait dans ses rangs un tel défenseur, et à côté de lui presque toutes les grandes influences du pays, était d'autant plus fort qu'une expérience récente avait appris au roi la difficulté de le renverser, et avait dû lui en ôter pour long-temps la pensée. La réconciliation qui s'opéra bientôt après entre ce ministère et lord Granville, admis un peu plus tard dans le cabinet en qualité de président du conseil, acheva de faire disparaître les obstacles qui auraient pu entraver la marche du gouvernement. Pendant les deux sessions suivantes, il y eut à peu près unanimité dans la chambre des communes. On peut s'étonner de voir un pareil résultat produit par une modification ministérielle qui n'avait donné satisfaction à aucun principe, puisque la direction du gouvernement n'avait pas été changée. C'est qu'en réalité il n'y avait plus de principes en jeu depuis que la révolution consommée par l'avénement de la maison de Hanovre avait résolu toutes les questions alors pendantes, et même avait devancé d'assez loin les exigences de l'esprit public pour que de nouvelles questions n'eussent pas encore eu le temps de s'élever. Les luttes parlementaires se réduisaient donc, je l'ai déjà dit, à des rivalités de coteries et d'ambitions personnelles. Ces rivalités sont peut-être, dans une démocratie, la source la plus inépuisable de troubles et de discordes, parce que les prétentions y sont infinies, parce qu'elles n'ont d'autres limites que l'amour-propre et l'avidité des individus, parce qu'à la place d'un ambitieux à peu près satisfait on est certain d'y voir surgir au même titre dix autres prétendans non moins redoutables; mais dans une aristocratie telle qu'était alors l'Angleterre, sous un régime où, à défaut d'une grande position de naissance et de fortune, des talens éminens donnent seuls le droit d'aspirer au pouvoir, le nombre de ces prétendans est nécessairement assez restreint pour qu'avec un peu d'adresse il ne soit pas impossible de les contenter tous, au moins pour quelque temps, et par conséquent de faire momentanément disparaître toute espèce d'opposition.

C'est sur ces entrefaites que fut conclu, le 8 octobre 1748, le traité d'Aix-la-Chapelle, qui, après huit années de combats, rendit la paix à

l'Europe et au monde. Entre l'Angleterre d'une part, la France et l'Espagne de l'autre, les choses furent exactement rétablies sur le pied où elles étaient avant la guerre. Ces questions de contrebande et de visite qui, malgré tous les efforts de Walpole, avaient mis aux prises les cours de Londres et de Madrid, ne reçurent pas même une solution. On sembla reconnaître qu'elles n'en étaient pas susceptibles, et il n'en fut fait aucune mention dans un traité particulier conclu quelque temps après entre ces deux cours pour régler leurs rapports commerciaux. Un membre des communes ayant objecté, lorsque ce traité fut présenté à leur approbation, que le droit de visite n'y était pas aboli, Pitt fit à ce sujet un aveu remarquable : « J'ai été autrefois, dit-il, l'avocat de semblables réclamations. J'étais jeune alors. J'ai maintenant dix ans de plus, je considère plus froidement les affaires publiques, et j'ai acquis la conviction que, pour que l'Espagne renonçât au droit de visiter les bâtimens anglais sur les côtes de ses colonies, il faudrait qu'elle eût été réduite à cette situation extrême où le vaincu subit toutes les conditions qu'il plaît au vainqueur de lui imposer. » C'était là, certes, une rétractation non équivoque. Déjà, dans une autre occasion, Pitt avait confessé d'une manière plus explicite encore les torts de son ancienne opposition. Le souvenir de Walpole s'étant présenté à lui au milieu d'une discussion où il soutenait une mesure proposée dans l'intérêt du pouvoir, il n'avait pas hésité à faire un pompeux éloge de cet ancien ministre, à s'accuser de l'avoir combattu, et à dire qu'il vénérait sa mémoire.

Cependant une opposition nouvelle s'était organisée sous le patronage du prince de Galles, ouvertement brouillé avec le roi. Formée en partie des restes du torysme, elle avait peu à peu acquis beaucoup de force et même une assez grande popularité. Comme toutes les oppositions, c'était au nom de la liberté menacée, des intérêts nationaux méconnus dans les rapports du pays avec les étrangers, qu'elle avait levé son drapeau. Néanmoins, le ministère se soutenait, parce qu'il continuait à se composer des chefs des partis influens, parce que les premiers orateurs de la chambre des communes siégeaient parmi ses défenseurs. Henri Fox, depuis lord Holland, William Murray, depuis lord Mansfield, le premier secrétaire de la guerre, le second avocat-général, étaient alors, avec Pitt, ses principaux champions.

La mort du prince de Galles, survenue en 1751, eut pour effet de dissoudre la coalition qui commençait à menacer le cabinet et dont les élémens hétérogènes ne pouvaient rester long-temps unis après la rupture du seul lien qui y tînt lieu de principe commun. Toute lutte

parlementaire cessa de nouveau pour faire place à ces manœuvres souterraines, à ces complications d'intrigues purement personnelles qui, dans les pays libres, occupent si tristement l'activité des esprits, lorsque les circonstances leur refusent un plus noble aliment.

Le temps s'écoulait, et, malgré les modifications partielles apportées successivement à la composition du ministère, Pitt restait toujours à l'entrée du cabinet sans pouvoir y pénétrer. Sa patience fut longue, plus longue peut-être qu'on n'était en droit de l'espérer. Il comprenait la gravité des obstacles que lui suscitaient les préventions du roi. Long-temps il espéra qu'elles céderaient aux preuves multipliées de sa conversion à la cause du pouvoir. C'était sur les bons offices du duc de Newcastle qu'il comptait pour conquérir enfin la faveur royale. Dans une lettre qu'il lui écrivit pendant un voyage que ce ministre fit en Hanovre à la suite du roi, on ne lit pas sans quelque surprise les expressions obséquieuses par lesquelles il le remercie de *lui prêter son appui dans un lieu où il en a un si grand besoin et où il a tant à cœur de consacrer le reste de sa vie à effacer le passé*. Pour expliquer, je ne dis pas pour justifier cette humiliation d'un grand caractère et d'une haute intelligence devant un homme aussi médiocre que le duc de Newcastle, il faut tenir compte de ce désespoir dont le génie qui a conscience de lui-même doit quelquefois se sentir saisi en voyant s'écouler les années de sa force et de sa puissance sans être mis en mesure de se révéler.

Le chef du ministère, Henri Pelham, mourut en 1754. Son frère, le duc de Newcastle, l'ayant remplacé à la tête de la trésorerie et du cabinet, un poste de secrétaire d'état se trouva disponible. Pitt semblait naturellement appelé à le remplir; il fut encore écarté. Ses amis obtinrent, il est vrai, dans le mouvement ministériel auquel donna lieu la mort de Pelham, des emplois très importans. Il se résigna donc ou parut se résigner à ce nouveau mécompte, mais ce ne fut pas sans faire entendre des plaintes amères. Il commençait à craindre que le duc de Newcastle ne fût pas parfaitement sincère dans les bons offices qu'il prétendait lui rendre auprès du roi. Le caractère bien connu du vieux duc n'autorisait que trop un pareil soupçon, et d'ailleurs il était dans la nature des choses que cet ambitieux personnage, tout en comprenant la nécessité de ménager un homme qu'il eût été dangereux de pousser à bout, ne se souciât pas beaucoup de l'aider à atteindre une position où, traitant d'égal à égal avec les autres ministres, il les eût dominés par son incontestable supériorité.

Dans cette situation, Pitt crut qu'il fallait recourir à d'autres moyens

pour forcer la fortune. Il se ligua avec Henri Fox, qui, ayant aspiré, comme lui, à la secrétairerie d'état laissée vacante par le duc de Newcastle, éprouvait une égale irritation du renversement de ses espérances. Les choses furent réglées entre eux sur cette base, que, s'ils réussissaient à s'emparer du pouvoir, Fox serait premier lord de la trésorerie et Pitt secrétaire d'état. Bientôt quelques attaques dirigées par ce dernier contre sir Thomas Robinson, que la faveur du roi avait porté au poste dont il s'était vu lui-même repoussé, contre Murray, à qui le duc de Newcastle accordait une confiance particulière, donnèrent le signal des hostilités préparées par cette coalition. Le duc de Newcastle s'en alarma, non sans raison, et, d'accord avec le roi, il mit tout en œuvre pour désunir les nouveaux alliés. Des émissaires leur furent envoyés séparément. Pitt et Fox se firent d'abord la confidence mutuelle des avances dont ils étaient l'objet de la part de la cour; mais l'union de ces deux rivaux n'était pas à l'épreuve de la jalousie, qu'il était facile de susciter entre eux. La défiance qu'ils s'inspiraient l'un à l'autre ne tarda pas à les séparer, et Fox, jusqu'alors simple secrétaire de la guerre, devint membre du cabinet (avril 1755).

Fox jouissait de la faveur du duc de Cumberland, fils favori du roi et constamment dévoué au parti whig. Pitt, depuis quelque temps, s'était mis, aussi bien que ses beaux-frères les Grenville, en relation avec ce qu'on appelait le *parti de Leicester*. Ce parti prenait son nom du palais habité par le jeune héritier de la couronne, depuis George III, fils de celui dont la mort avait récemment dissout l'opposition renaissante. Bien que le nouveau prince de Galles fût encore dans un âge qui ne lui permettait pas de jouer, par lui-même, un rôle politique, sa mère et le chef de sa maison, lord Bute, à qui elle accordait une confiance illimitée, étaient devenus le centre d'une coterie qui, composée en partie de tories, affectait de jeter du blâme sur les actes du ministère et sur la direction de la politique personnelle du roi. Sous un souverain plus que septuagénaire, les mécontens, les ambitieux, trompés dans leurs espérances, devaient naturellement se rallier à une combinaison à laquelle appartenait l'avenir. Pitt fut bientôt le familier, le conseiller intime et tout-puissant du palais de Leicester, l'allié de ce même lord Bute contre qui il devait un jour soutenir des luttes si violentes. Cependant, comme il n'avait pas ouvertement rompu les liens qui l'unissaient à l'administration, puisqu'il conservait les fonctions de payeur-général de l'armée, les ministres n'avaient pas entièrement renoncé à l'espoir de le calmer et de regagner son appui. Ils

entrèrent encore une fois en négociation avec lui, mais il leur déclara nettement que l'offre d'une secrétairerie d'état était la seule qu'il pût accepter. Le duc de Newcastle ayant répondu qu'à cet égard la répugnance du roi était invincible, on dut renoncer à toute idée d'accommodement.

Dans les pourparlers qui précédèrent cette rupture définitive, Pitt avait eu soin de préluder à son opposition en se prononçant d'une manière absolue contre le système d'alliances continentales et de subsides où l'on commençait à s'engager de nouveau. Quelques explications sont nécessaires pour faire comprendre les faits qui vont suivre.

Après sept années de paix, une guerre générale était sur le point de se rallumer. Deux causes très diverses la rendaient presque inévitable. En Amérique, les limites mal déterminées entre les possessions françaises du Canada et de la Louisiane et les colonies britanniques donnaient lieu, depuis quelque temps déjà, à des prétentions contraires, et même à des voies de fait qui laissaient peu de place à une transaction. Sur le continent européen, l'impératrice Marie-Thérèse, animée d'un implacable ressentiment contre le grand Frédéric, qui lui avait enlevé la Silésie en profitant des embarras du commencement de son règne, brûlait du désir de reprendre les armes pour se venger. Des négociations très compliquées se suivaient entre les divers cabinets pour préparer ou pour détourner cette lutte. On ne pouvait encore prévoir le résultat de ces délibérations; mais dans cette incertitude, George II, craignant de voir ses états d'Allemagne attaqués par les Français lorsque l'Angleterre serait en guerre avec eux, cherchait à s'assurer des alliés au moyen de subsides. Dans une de ces visites presque annuelles qu'il faisait à son électorat entre les sessions du parlement, il conclut avec la Russie et avec le landgrave de Hesse-Cassel deux traités par lesquels quarante mille Russes et douze mille Hessois furent pris à la solde de la Grande-Bretagne. Mais, par suite d'un singulier malentendu, le cabinet de Saint-Pétersbourg, avant que le traité qui le concernait eût été communiqué au parlement, qui n'était pas même encore réuni, fit présenter à l'échiquier une lettre de change de cent mille livres sterling, tirée en exécution de ce même traité. Le chancelier de l'échiquier, Legge, ami particulier de Pitt, se décida, après s'être concerté avec lui, à en refuser le paiement (septembre 1755).

Un mois après, le parlement se réunit. Dès la première séance, dans la discussion de l'adresse, Pitt et Legge, le premier toujours payeur-

général, le second chancelier de l'échiquier, attaquèrent vivement les traités de subsides conclus par le roi. Pitt surtout parut complètement oublier qu'il appartenait encore à l'administration. Revenant à ses anciennes déclamations contre l'influence de l'intérêt hanovrien, accablant les ministres des traits les plus acérés, ne ménageant pas même le duc de Cumberland, il s'efforça de montrer une banqueroute nationale comme l'infaillible conséquence de la politique qu'on voulait adopter sous le vain prétexte de maintenir la balance du pouvoir et la liberté de l'Europe. Jamais on ne l'avait vu plus éloquent, plus vif, plus incisif, plus hardi; jamais il n'avait porté plus loin cette puissance de sarcasme qui le distinguait si éminemment. Avant de prendre une telle attitude, il eût été plus loyal à Pitt et à son ami de donner leur démission; mais leur calcul était sans doute de forcer le pouvoir à se dépopulariser en les destituant. Ce calcul ne fut pas trompé. — Le ministère reçut une nouvelle organisation. Sur la démission concertée de sir Thomas Robinson, qu'on pourvut d'une pension et d'une place de cour, Fox, déjà membre du cabinet, fut enfin nommé secrétaire d'état. Pitt et Legge furent congédiés, aussi bien que les Grenville. Lyttleton, se séparant des hommes avec lesquels il avait jusqu'alors marché, devint chancelier de l'échiquier.

Le cabinet ainsi reconstitué fut appelé le *ministère du duc*, parce qu'il avait été composé sous le patronage du duc de Cumberland. Par son union, par les talens de plusieurs de ses membres, par la faveur dont il jouissait à la cour, il semblait réunir de grands élémens de force et de durée. Néanmoins il se trouva frappé dès les premiers jours d'un extrême discrédit, dû au principe même de sa formation et à l'hostilité de Pitt, dont la popularité ne cessait de s'accroître, bien qu'on eût été un peu choqué de le voir accepter, en quittant les affaires, une pension de mille livres sterling. La chambre des communes vota pourtant les subsides demandés en faveur de la Russie et de la Hesse, mais ce ne fut pas sans une vive discussion, dans laquelle Pitt redoubla de véhémence pour combattre les propositions du gouvernement. Tout en reconnaissant que les intérêts hanovriens devaient être pris en considération par la politique britannique, il s'indigna contre ceux qui voulaient en faire l'objet principal de cette politique, sans s'inquiéter de précipiter le pays dans une inévitable banqueroute. Il exprima le regret de ne pas avoir la force nécessaire pour briser les fers qui liaient l'Angleterre à l'électorat *comme un autre Prométhée à un roc stérile*. Il prétendit que, dans les circonstances où l'on

se trouvait alors, une guerre maritime était possible autant que nécessaire, mais que l'on n'était pas en état de soutenir une guerre continentale.

Cependant les hostilités avaient enfin éclaté, et déjà les Français faisaient des préparatifs qui semblaient annoncer le projet de tenter un débarquement sur le territoire britannique. Le danger parut assez grave pour qu'on crût nécessaire d'appeler en Angleterre les troupes hanovriennes et les auxiliaires hessois. La chambre des communes vota, sur la proposition de Fox, une adresse au roi qui avait pour objet de sanctionner cette mesure extraordinaire, en la présentant comme prise pour la défense de la religion et de la liberté. Fox avait donné à entendre que ceux qui s'y montreraient contraires agiraient dans l'intérêt du prétendant. Cette insinuation ne pouvait arrêter un homme tel que Pitt : au milieu de la frayeur et du découragement dont presque tous les esprits étaient alors saisis, il osa soutenir seul que l'Angleterre était assez forte pour se défendre elle-même sur son propre sol.

Cette guerre, qui devait élever si haut la puissance de la Grande-Bretagne, s'ouvrait sous de tristes auspices. Les Français s'emparaient de l'île de Minorque, et l'amiral Byng, envoyé pour la secourir, était repoussé après un combat malheureux. Au Canada, la prise du fort d'Oswego et quelques autres échecs menaçaient la sûreté des colonies anglaises. Dans l'Inde aussi, on éprouvait de graves revers, et Calcutta tombait entre les mains d'un prince du pays. Ces désastres, dus à l'insuffisance des ressources militaires dont le gouvernement pouvait disposer, et aussi à la négligence, aux hésitations qu'il avait mises dans ses préparatifs en présence d'une guerre imminente, excitèrent dans les esprits une grande irritation. Pitt s'en rendit l'interprète au sein de la chambre des communes. Dans ses tonnantes invectives contre les ministres, auteurs, suivant lui, de toutes ces calamités, il s'attaqua surtout au premier lord de l'amirauté, à l'amiral Anson : il s'oublia jusqu'à dire que cet homme illustre n'était pas capable de commander une chaloupe sur la Tamise. — Le roi et son cabinet comprirent que, dans l'état des choses, le concours de l'orateur populaire pouvait seul procurer au gouvernement la force dont il avait besoin. Ils espérèrent d'abord le satisfaire en lui donnant, dans l'administration alors existante, la place qu'il avait si long-temps attendue. Le duc de Newcastle lui annonça que le roi avait l'intention de le prendre à son service; mais Pitt répondit franchement au premier lord de la

trésorerie qu'il n'entrerait pas dans une combinaison à laquelle ce dernier continuerait à présider. Le duc de Devonshire lui fut alors envoyé par le roi pour l'autoriser à composer comme il l'entendrait un nouveau ministère, à la seule condition que Fox en ferait partie. Pitt refusa cette condition. Fox s'étant empressé, dès qu'il en fut informé, de lever par sa démission l'obstacle qui empêchait tout arrangement, les autres ministres suivirent son exemple, et le roi, après de nouvelles et vaines tentatives pour échapper à l'impérieuse volonté du dictateur des communes, dut la subir pleinement. Le duc de Devonshire fut nommé premier lord de la trésorerie, Legge reprit ses fonctions de chancelier de l'échiquier; Pitt, sous le titre de secrétaire d'état, devint le véritable chef du conseil; son beau-frère, lord Temple, succéda à Anson comme premier lord de l'amirauté; ses autres beaux-frères, George et James Grenville, rentrèrent dans les emplois qu'ils avaient antérieurement occupés (octobre 1756). Il est à remarquer qu'au moment où ces arrangemens se négociaient, Pitt était retenu chez lui par une violente attaque de goutte. Lord Temple et lord Bute, chef de la coterie du palais de Leicester, étaient ses intermédiaires et ses fondés de pouvoirs.

A l'âge de quarante-huit ans, Pitt se trouvait donc enfin arrivé au but de son ambition, à une position qui lui permettait de mettre en pratique les projets qu'il avait formés pour fonder sa propre gloire sur la grandeur de son pays. Maître absolu du cabinet dont il avait choisi tous les membres, il prenait la direction des affaires au milieu de circonstances dont la gravité, croissant de moment en moment, était faite pour mettre à l'épreuve son courage et ses talens. A la guerre maritime et coloniale engagée depuis l'année précédente allait se joindre une guerre continentale où l'Angleterre devait se trouver dans une position plus désavantageuse que dans aucune des précédentes. Par un étrange intervertissement des alliances habituelles et des rapports naturels, l'Autriche et la France se coalisaient pour dépouiller l'illustre roi de Prusse. Cette alliance, à laquelle devaient accéder successivement la plus grande partie de l'empire, la Russie et la Suède, laissait l'Angleterre sans alliés sur le continent, lui fermait les Pays-Bas, théâtre ordinaire de ses hostilités contre la France, et livrait le Hanovre à l'invasion française. Dans cette situation, le cabinet de Londres devenait forcément l'allié de la Prusse. Aussi le précédent ministère avait-il déjà conclu avec le cabinet de Berlin un traité de subside qui avait pour but d'interdire à toute force étrangère l'en-

trée du territoire germanique. Frédéric, ainsi assuré de n'être pas complètement abandonné à la ligue formidable conjurée contre lui, s'était décidé à prévenir ses attaques : par une heureuse initiative, il avait conquis la Saxe et enlevé l'armée de l'électeur coalisé avec ses ennemis.

Pitt, trouvant les affaires ainsi engagées, commença par resserrer, au moyen de nouveaux arrangemens, les liens qui unissaient l'Angleterre à la Prusse. La première fois qu'il prit la parole dans la chambre des communes après la réunion du parlement, ce fut pour appuyer la demande d'un subside de deux cent mille livres sterling, au prix duquel le gouvernement prussien s'engageait à concourir à la défense du Hanovre. Fox trouva dans une pareille demande une occasion de sarcasmes piquans contre l'ancien antagoniste du Hanovre et des subsides. Les conjonctures étaient telles, qu'à vrai dire il y avait plus d'apparence que de réalité dans la contradiction reprochée à Pitt : aussi parut-il s'en inquiéter fort peu. — Il se montra plus complètement conséquent à lui-même en faisant voter un bill qui, par l'établissement d'une milice bien organisée, mettait la Grande-Bretagne en mesure de repousser une invasion sans appeler à sa défense des soldats étrangers. A la tête de cette milice, il eut soin de placer les principaux propriétaires des comtés, les hommes appartenant à cette classe qu'on appelle en France la noblesse de province. C'était dans son sein que le torysme et même le jacobitisme avaient conservé le plus d'adhérens, et jusqu'à cette époque elle s'était maintenue en grande partie, à l'égard de la maison de Hanovre, dans une attitude d'isolement et d'opposition plus ou moins prononcée. Pitt comprit que dans l'état désespéré où était tombée la cause des Stuarts, alors que Charles-Édouard, naguère si brillant, éteignait dans d'obscurs désordres l'ardeur de son héroïsme, et que son frère venait, en acceptant le cardinalat, d'élever une barrière nouvelle entre leurs espérances et le trône enlevé à Jacques II, le parti qui semblait encore attaché à la dynastie déchue n'était plus qu'une illusion sans danger; il comprit que pour en détacher ceux qui y tenaient encore par loyauté, par souvenir, par une exagération de délicatesse, il suffisait de leur ménager une transition honorable, et que cette condition était merveilleusement remplie par la mesure qui les appelait à défendre éventuellement le pays contre une agression étrangère. — C'est dans le même esprit qu'il fit lever, parmi les montagnards d'Écosse, si dévoués quelques années auparavant à la cause du prétendant, un corps de deux mille soldats destinés à aller combattre les Français dans le Canada. Ces monta-

gnards, si cruellement traités après la bataille de Culloden et placés depuis lors sous le poids d'une surveillance dont la rigueur ne pouvait que prolonger leur hostilité, furent profondément touchés de la confiance qu'on leur témoignait en les faisant ainsi concourir à la défense de la cause commune. Par l'effet de cette inspiration hardie du génie de Pitt, la maison de Hanovre trouva de braves et vigoureux défenseurs dans le pays même qui, pendant la précédente guerre, avait fait en faveur de l'ennemi une si puissante diversion.

Une activité inaccoutumée avait succédé à la mollesse et aux hésitations de l'administration précédente. Une armée s'organisait dans le Hanovre. Déjà des escadres étaient parties pour les Indes orientales et pour les mers d'Amérique. Une expédition dirigée contre les possessions françaises sur la côte occidentale de l'Afrique s'était emparée de l'île de Gorée, et ce faible succès, venant après tant de revers, avait fait éclater en Angleterre un véritable enthousiasme. Aucune opposition ne se manifestait dans les chambres; mais en dehors du parlement, une attaque vigoureuse se préparait contre le nouveau cabinet, et Pitt, avant de pouvoir donner suite à ses grands desseins, avait encore à traverser une pénible épreuve. Une redoutable coalition s'était formée entre tous les personnages importans qu'il avait si impérieusement exclus du pouvoir. Cette coalition profita habilement, pour le renverser, de l'aversion qu'il inspirait au duc de Cumberland, dont il n'embrassait pas avec assez de chaleur la politique hanovrienne, et de quelques motifs de mécontentement que le premier lord de l'amirauté, lord Temple, avait donnés au roi. Ce dernier fut congédié. Presque aussitôt après, le duc de Cumberland, qui allait partir pour prendre le commandement de l'armée du Hanovre, ayant déclaré qu'il lui était impossible d'accepter une telle responsabilité tant que le pouvoir resterait entre les mains d'hommes dont il ne pouvait pas espérer la coopération franche et dévouée, Pitt lui-même fut destitué aussi bien que le chancelier de l'échiquier Legge (avril 1757).

La nouvelle de cette espèce de coup d'état excita dans toute l'Angleterre la plus vive indignation. La popularité, déjà si grande, des hommes qu'il frappait fut portée au comble, parce qu'on voulut voir en eux les défenseurs de la cause de la patrie sacrifiés à une méprisable intrigue de cour. De toutes parts, on vota à Pitt et à Legge des adresses de remerciemens et de regrets; on y vantait leur loyauté et leur désintéressement; on les louait d'avoir travaillé à établir un système d'économie, à restreindre l'influence ministérielle, à arrêter le torrent de la corruption par la réduction du nombre des sinécures, à

ranimer l'amour presque éteint de la vertu et du pays, à raviver l'esprit militaire, à soutenir la gloire et l'indépendance de la Grande-Bretagne, à la faire respecter de l'étranger, à concilier l'honneur et les vrais intérêts de la couronne avec les droits et les intérêts du peuple, à assurer ainsi au roi et à sa famille l'affection d'une nation libre. Un grand nombre de cités s'empressèrent de décerner le droit de bourgeoisie aux deux ministres destitués, et de leur envoyer dans des boîtes d'or le titre qui le leur conférait. L'enthousiasme dont ils étaient l'objet n'était égalé que par la fureur qui animait presque tous les esprits contre les auteurs connus ou présumés de leur disgrace. Ni le roi ni ses dangereux conseillers ne s'étaient attendus à une pareille explosion. Ce qui est presque incroyable, c'est qu'en s'attaquant à un ministère aussi puissant que celui qu'ils venaient de renverser, ils n'étaient pas même convenus des moyens de le remplacer. Lord Winchelsea et lord Mansfield avaient bien accepté l'héritage de lord Temple et de Legge; mais Pitt lui-même n'avait pas de successeur, et en présence des manifestations de l'opinion publque, il devenait presque impossible de trouver des hommes assez courageux ou assez aveugles pour braver une telle irritation.

Le roi avait cru pouvoir compter sur le concours du duc de Newcastle et de Fox. Le duc, trop timide pour se jeter dans de telles témérités et d'ailleurs mécontent de Fox, refusa de se mettre à la tête d'une nouvelle combinaison ministérielle. Déconcerté dans cette première tentative, le roi fit porter à Pitt la proposition d'un arrangement qui, en lui rouvrant l'entrée du conseil, l'eût pourtant obligé à partager le pouvoir avec d'autres influences. Lord Temple, objet de l'aversion particulière du roi, n'y devait pas trouver place. Pitt refusa de se séparer de lui. Sans se laisser décourager par ces échecs successifs, George II imagina alors de former un cabinet dans lequel, sous la direction de lord Waldegrave, son favori, se seraient réunis Fox, le duc de Bedford, lord Granville et lord Winchelsea; mais Fox et le duc de Bedford reculèrent devant un arrangement qui n'offrait aucune chance de succès. — Près de trois mois s'étaient écoulés dans ces tâtonnemens infructueux. Au milieu des circonstances si graves qui agitaient alors l'Europe, l'opiniâtreté la plus aveugle ne pouvait se faire illusion sur la nécessité impérieuse de mettre fin à un tel état de choses en recourant à la seule force qui fût capable de tirer l'Angleterre des embarras où on l'avait jetée. Le roi reconnut enfin, non sans verser des larmes de dépit, qu'il fallait subir le joug de Pitt. Cé-

dant aux conseils du duc de Newcastle, il lui fit offrir de reprendre le ministère aux conditions qu'il voudrait fixer.

Pitt, cette fois, n'abusa pas de sa victoire. L'expérience de l'année précédente lui avait appris le danger de jeter dans l'opposition un grand nombre de personnages considérables que leur mécontentement devait tôt ou tard entraîner à devenir contre lui les instrumens d'une cour malveillante. Il résolut de les comprendre tous dans son administration, où, après ce qui s'était passé, il était bien sûr de les dominer, où ils lui prêteraient l'appui de leurs talens et de leur influence sans pouvoir être tentés d'attaquer le dictateur populaire qui, tout-puissant par le vœu national, consentait à les avoir pour collègues. Le duc de Newcastle, ce membre nécessaire de tous les cabinets, fut rétabli dans ses fonctions de premier lord de la trésorerie; lord Granville conserva celles de président du conseil; lord Anson reprit la direction de l'amirauté; Fox, déchu de ses prétentions à un rôle principal, mais réduit par le désordre de ses affaires à la triste nécessité de chercher dans les emplois publics un moyen d'existence, accepta avec reconnaissance, de celui dont il avait été un moment le rival, le poste secondaire, mais lucratif, de payeur-général de l'armée. Pitt lui-même redevint secrétaire d'état; Legge, chancelier de l'échiquier; lord Temple obtint la garde du sceau privé, une de ces sinécures qui donnent l'entrée du conseil. Ces deux derniers avec George et James Granville, le premier trésorier de la marine, l'autre l'un des lords de la trésorerie, composaient, dans la nouvelle administration, le parti plus particulièrement dévoué au secrétaire d'état.

II.

Nous voici arrivés à la plus brillante époque de l'existence de Pitt, à cette période de quatre années qui devait lui assigner, parmi les hommes d'état de la Grande-Bretagne, le rang qu'il tenait déjà parmi ses orateurs. Condamné par les circonstances à user jusqu'à cinquante ans toutes les puissances de son génie et de son talent dans ces combats de tribune, dans ces luttes parlementaires dont l'éclat trompeur et les entraînantes séductions cachent souvent tant de stérilité réelle, il allait prouver que son esprit ne s'y était ni faussé, ni rétréci; que dans ses attaques violentes, injustes même contre ses prédécesseurs, il avait été inspiré par une plus noble passion que le désir pur et simple de

les remplacer; qu'en aspirant au pouvoir, il s'était proposé réellement, non pas de s'en procurer les jouissances matérielles et immédiates; mais, comme je l'ai déjà dit, de s'illustrer en agrandissant son pays, et qu'enfin cette tâche n'était pas au-dessus de ses forces.

Cette sorte d'omnipotence qu'il avait si long-temps poursuivie, et que l'opinion, l'empire des circonstances, lui déféraient alors, ce n'était pas pour lui un but, mais un moyen. Abandonnant au vieux duc de Newcastle, avec le titre et la représentation extérieure de chef du cabinet, l'exercice du patronage, cette répartition des graces et des faveurs qui, pour les esprits subalternes, est l'essence même du pouvoir, dédaignant jusqu'à l'excès peut-être les détails de l'administration, laissant à ses collègues le soin de la faire marcher et de lui ménager des appuis dans le parlement, c'est sur la conduite de la guerre et des négociations engagées pour en assurer le succès qu'il concentra toute son action personnelle. Là, il est vrai, il était bien décidé à ne souffrir aucune contradiction; sa volonté devait décider sans contrôle de tout ce qui pouvait s'y rattacher directement ou indirectement. La première fois qu'une de ses propositions rencontra dans le conseil une résistance un peu sérieuse, il menaça de donner sa démission. Il n'en fallut pas davantage pour réduire les opposans au silence, et depuis ce moment tout se tut devant lui.

On a raconté de singulières choses de l'obéissance presque servile à laquelle il avait réduit les autres ministres. On a affirmé que les lords de l'amirauté, que lord Anson lui-même, avaient dû consentir à signer sans les lire les ordres relatifs aux expéditions maritimes dont il jugeait à propos de se réserver le secret. Il y a certainement quelque exagération dans de pareils récits, mais cette exagération même prouve quelle idée on se faisait de l'omnipotence de Pitt. — Le grand principe de sa force, que n'expliquerait pas suffisamment la supériorité même de ses talens, c'est que la pensée patriotique dont il était animé, sa passion de relever l'Angleterre de l'abaissement où elle était tombée, répondaient à un grand changement qui s'était depuis peu opéré dans l'opinion, changement que son génie avait deviné comme instinctivement, lorsqu'il ne se révélait pas encore aux intelligences vulgaires. L'Angleterre commençait à se lasser des luttes de partis qui, dégénérées peu à peu en intrigues de coteries, avaient long-temps absorbé toute son activité et comme anéanti son esprit public. Il lui tardait de voir renaître ces jours de grandeur et de conquêtes qui n'avaient plus lui pour elle depuis l'avénement de la maison de Hanovre, et ses sympathies étaient tout acquises au ministre qui comprenait si bien, qui

pratiquait si vivement ces nobles inspirations. Mais cette réaction n'avait pas encore pénétré dans le monde officiel, parmi les hommes habitués à se partager comme un patrimoine les places et les honneurs. Là, tout était encore subordonné aux calculs d'un mesquin égoïsme, et les emplois, distribués dans des vues purement personnelles, étaient exercés avec cette négligence, cette absence complète de prévoyance et de zèle qui caractérisent certaines époques malheureuses. C'était un vice radical qu'il fallait absolument guérir pour se mettre en état de tenter et d'accomplir de grandes choses; seulement le remède n'était rien moins que facile à trouver. Pitt sut le découvrir. Doué lui-même d'une rare énergie, d'une activité que rien ne pouvait épuiser, d'un courage que les difficultés et les dangers semblaient exalter encore, d'une promptitude de résolution, d'une abondance de ressources qui, au milieu des circonstances les plus critiques, ne le laissaient jamais au dépourvu, il parvint en quelque sorte à transformer ses coopérateurs, à faire passer dans leur ame une partie du feu dont il était animé, à porter dans toutes les branches du service public une vigueur, une rapidité, une exactitude depuis long-temps inconnues.

Les échecs éprouvés en dernier lieu par les armes de l'Angleterre étaient dus autant peut-être à la faiblesse de quelques chefs militaires qu'à la mauvaise direction des expéditions et à l'insuffisance des préparatifs. Des exemples rigoureux prouvèrent aux généraux et aux amiraux qu'il y aurait désormais plus de danger à faire incomplètement son devoir qu'à l'accomplir avec audace, et que la perte de l'honneur, celle même de la vie, pouvait être le prix d'un moment d'indécision. Certes, on ne mettra jamais au nombre des mérites de Pitt l'inique exécution de l'amiral Byng, coupable tout au plus d'un peu d'hésitation dans sa tentative pour sauver Minorque : qu'il ait voulu réellement cette exécution, ou qu'il ait eu seulement le tort de ne pas s'y opposer, le supplice d'un innocent immolé aux préventions populaires est un crime dont on voudrait pouvoir laver sa mémoire; mais d'autres actes d'une sévérité moins exagérée méritent d'autant plus d'être loués, qu'ils portèrent sur des hommes auxquels leur position eût assuré l'impunité de la part d'un gouvernement moins ferme. C'est ainsi que sir John Mordaunt, membre de la chambre des communes, accusé d'avoir fait échouer, par son impéritie et son irrésolution, une expédition qu'on l'avait chargé de diriger sur les côtes de Bretagne, fut arrêté et mis en jugement. Il parvint, il est vrai, à se faire acquitter; mais lord George Sackville, rappelé quelque temps après de l'armée d'Allemagne, où il commandait la division des forces

anglaises et où on l'accusait d'avoir compromis le succès d'une bataille en n'exécutant pas les ordres du général en chef, fut moins heureux devant un conseil de guerre, qui le déclara incapable d'être employé à l'avenir. Pitt, en demandant à la chambre des communes l'autorisation nécessaire pour que sir John Mordaunt pût être arrêté et traduit en jugement, n'avait pas craint de flétrir la mollesse et l'incapacité qui avaient signalé les opérations des dernières campagnes, comme aussi l'inexcusable négligence de l'administration militaire. Il avait, sans ménagement comme sans passion, désigné les principaux coupables et en même temps rendu justice au petit nombre d'hommes dont la conduite faisait une honorable exception à cet entraînement presque universel de faiblesse et de désordre. Pour attaquer avec cette hardiesse un mal aussi général, il fallait être bien sûr d'en être exempt soi-même et d'avoir la force d'en triompher. Peu de mois suffirent à Pitt pour opérer cette révolution et pour changer complètement l'aspect de la guerre.

Au moment même où il ressaisissait le pouvoir, les affaires prenaient en Allemagne un aspect vraiment désastreux pour le cabinet de Londres. Le duc de Cumberland, vaincu à Hastenbeck, se voyait réduit à signer avec le maréchal de Richelieu la fameuse convention de Closterseven, qui livrait le Hanovre à l'occupation française et imposait à l'armée hanovrienne l'obligation de ne plus porter les armes. Frédéric II, après avoir perdu contre l'Autrichien Daun la terrible bataille de Kolin, était expulsé de la Bohême. Une seconde armée française, conduite par le prince de Soubise, s'avançait contre lui en Saxe. Des armées russe et suédoise, envahissant ses états du côté du nord, semblaient ne lui laisser aucune chance de salut. Déjà, le petit nombre d'alliés que l'Angleterre s'était ménagés en Allemagne, la Hesse, le Brunswick même, s'empressaient de faire leur paix avec le vainqueur, et le gouvernement britannique allait se trouver entièrement exclu du continent.

La bataille de Rosbach, gagnée par le roi de Prusse sur les Français, changea en un moment cet état de choses. Cette grande victoire n'était certes pas décisive, elle laissait subsister d'immenses dangers, mais elle donnait le temps de respirer, elle faisait entrevoir la possibilité d'une résistance prolongée couronnée par un succès définitif. C'était plus qu'il n'en fallait pour relever la confiance de Pitt. Il s'empressa de concerter avec le vainqueur de Rosbach un plan d'opérations dont la hardiesse, digne de ces deux grands hommes, devait être justifiée par l'évènement. Rompant, sous des prétextes assez légers, la con-

vention de Closterseven, il confia au duc Ferdinand de Brunswick le commandement d'une armée anglo-hanovrienne qui tomba à l'improviste sur les Français, les chassa de l'électorat, les ramena jusqu'au Rhin, et les réduisit à la défense de leur propre territoire. Dans le même moment, Frédéric battait les Autrichiens à Lissa en Silésie. En deux mois, tout avait changé de face.

Je ne poursuivrai pas le récit de cette lutte, qui, pendant sept années, inonda l'Allemagne de sang. Elle eut deux théâtres bien distincts. Entre la Prusse d'une part, l'Autriche et la Russie de l'autre, c'étaient de vraies batailles de géans, des campagnes terribles et savantes, presque comparables à celles qui devaient étonner le monde cinquante ans plus tard. Entre les Français et les Anglo-Hanovriens, les hostilités avaient plutôt le caractère d'une de ces guerres de postes et de surprises mêlées d'alternatives diverses, dont le seul résultat est de faire la réputation de quelques généraux du second ordre. Les Français, plus souvent vaincus, ne purent jamais être chassés définitivement de l'Allemagne; mais jamais non plus ils ne parvinrent à s'y établir un peu solidement. C'était tout ce que Pitt pouvait désirer. Réduit à l'alliance de la Prusse seule, il ne lui était pas permis d'espérer, sur le continent, cette supériorité que l'Angleterre, aidée d'une grande partie de l'Europe, y avait conquise du temps de Marlborough; il lui suffisait d'empêcher que la France y fît elle-même des conquêtes qui, lorsqu'on aurait à traiter de la paix, pussent donner au cabinet de Versailles, comme à la fin de la guerre précédente, les moyens de racheter les colonies qu'on lui aurait enlevées au-delà des mers.

C'était de ce côté, c'était sur cet élément si favorable à l'Angleterre que Pitt s'était préparé de bonne heure à porter les plus grands coups à la France. L'Angleterre possédait, par rapport à sa rivale, une supériorité de forces maritimes qu'elle avait augmentée encore en lui enlevant, avant toute déclaration de guerre, cinq cents bâtimens de commerce avec les matelots qui les montaient. Le gouvernement français, pour compenser autant que possible son infériorité, avait eu l'idée de confier aux Hollandais certains transports dont la neutralité de leur pavillon eût garanti la sûreté; Pitt déjoua cette tentative en ordonnant de saisir tout navire hollandais chargé pour le compte de la France.

Cependant des escadres nombreuses, équipées avec une merveilleuse rapidité, allaient, dans toutes les directions, détruire les escadres du gouvernement français, incendier ses ports, ravager ses côtes et porter au loin des troupes de débarquement destinées à lui ravir ses

plus précieuses possessions. Il serait trop long d'énumérer les succès qui couronnèrent ces audacieuses entreprises, presque toutes heureusement accomplies, parce qu'alors même que les projets de Pitt n'étaient pas parfaitement combinés, son invincible persévérance finissait par réparer les vices de la première conception et par jeter sur quelques échecs de détail l'éclat éblouissant du résultat définitif. En moins de quatre années, le Sénégal fut conquis; le Canada, bien que vigoureusement défendu, passa sous la domination britannique; les établissemens français dans l'Inde, la Guadeloupe, la Dominique, la Désirade, Marie-Galande, éprouvèrent le même sort; sur les côtes de France, Belle-Ile succomba; les flottes britanniques, victorieuses dans presque toutes les rencontres, purent impunément venir attaquer et brûler les vaisseaux français presque dans les ports et les bassins de Saint-Malo, du Havre, de Cherbourg; la prise ou la destruction de quarante-quatre vaisseaux de ligne, de soixante-une frégates, de trente-six corvettes, réduisit la marine de la France à un tel état de faiblesse, qu'elle cessa d'opposer, sur aucun point, la moindre résistance, et que le commerce, qu'elle n'était plus en mesure de protéger, se trouva anéanti.

L'Angleterre, à peine sortie d'un état d'affaissement et de marasme politique, s'était ainsi élevée en un moment à un degré de puissance et de grandeur qui rappelait les plus brillantes époques de son histoire. Cette fois, ce n'était point comme naguère au temps de la reine Anne, comme plus tard dans les guerres contre Napoléon, à l'aide d'une coalition puissante qu'elle accablait la France; c'était au contraire par ses propres forces, aidée seulement de l'alliance prussienne, qu'elle triomphait du gouvernement français, allié aux plus puissans gouvernemens de l'Europe; et pour qu'il ne manquât rien à la gloire de Pitt, pour qu'il fût bien évident que ces grands résultats lui étaient uniquement dus, il se trouvait que parmi les habiles capitaines qui concouraient, tant sur mer que sur terre, à l'accomplissement de ses projets, aucun n'était doué de facultés assez éminentes et ne jetait personnellement un assez grand éclat pour en partager l'honneur avec lui. Entre tous ces braves guerriers, le seul colonel Clive, ce fondateur de l'empire britannique dans l'Inde, mérite peut-être, par l'audace et l'originalité de son génie, d'être compté au nombre des hommes vraiment supérieurs.

En présence de ces succès prodigieux, l'Angleterre était devenue unanime. Tous les partis étaient ralliés dans un sentiment d'admiration et de respect pour le ministre qui avait fait succéder de si éclatantes

tantes prospérités aux pitoyables dissensions des années précédentes. Les whigs, fiers de voir en lui un de leurs chefs, lui prêtaient le plus cordial appui; les tories s'y associaient avec d'autant plus d'empressement, que l'adversaire de Fox, objet de leur aversion particulière, était pour eux presque un ami, et que d'ailleurs, comme nous l'avons vu, il affectait de les ménager. Quant aux jacobites, c'est à cette époque qu'on perd, pour ainsi dire, les traces de ce parti, depuis long-temps réduit à une existence presque nominale. Les droits de la maison de Hanovre cessèrent d'être contestés lorsqu'ils eurent reçu la sanction d'une grande gloire.

Quatre sessions consécutives s'écoulèrent sans qu'on vît s'élever dans le parlement le moindre débat politique. Toute opposition, tout grief semblait avoir disparu. Cet accord si extraordinaire était l'expression exacte de celui qui, en dehors des chambres, s'était établi, je le répète, entre tous les partis, et que d'obscurs pamphlétaires essayaient vainement de troubler en dirigeant contre Pitt d'injurieuses attaques qu'il méprisait profondément. Cependant, comme s'il fallait que les plus grands évènemens et les plus grands caractères fussent toujours marqués par quelque côté au coin de la faiblesse humaine, un misérable incident fut sur le point d'arrêter l'Angleterre dans la marche triomphale qu'elle suivait alors. Deux places étaient venues à vaquer dans l'ordre de la Jarretière. Lord Temple désira en obtenir une, et Pitt la demanda pour lui. Ne pouvant vaincre la résistance du roi, qui aimait peu lord Temple et qui avait destiné à d'autres personnages ces hautes distinctions, il menaça sérieusement de donner sa démission. Il fallut une assez longue négociation pour accommoder ce différend.

C'est au milieu de ce torrent de prospérités que, le 25 octobre 1760, George II termina sa longue carrière. Il mourut pleinement réconcilié avec le ministre dont l'arrivée au pouvoir lui avait arraché des larmes, mais qui avait rendu si brillante la fin d'un règne mêlé de tant d'agitations et de fortunes diverses. L'avénement de George III semblait compléter l'heureuse transformation qui venait de s'opérer dans le pays, et on eût pu croire qu'il assurerait pour long-temps l'union des partis. Ce jeune prince se présentait, en effet, sous les auspices les plus favorables. Pour la première fois depuis Charles Ier, et presque depuis Élisabeth, l'Angleterre voyait sur le trône un monarque né et élevé dans son sein, exempt de toute influence étrangère, appartenant, par ses mœurs, par ses affections, par ses habitudes, à la contrée qu'il allait gouverner. A la différence de ses deux prédécesseurs immédiats, il n'avait jamais vu et il ne devait jamais voir

le Hanovre, qui n'était pour lui que le berceau de sa famille; sa longue existence devait se terminer sans qu'il eût quitté une seule fois le territoire insulaire. Enfin, on pouvait dès-lors distinguer en lui une incontestable honnêteté de caractère, l'amour du bien, le sentiment du devoir, des goûts simples, un esprit sérieux.

Malheureusement cet esprit, dépourvu d'élévation, était susceptible de tous les préjugés de situation, de tous ceux que l'éducation pouvait y faire germer, et les idées qu'y avaient déposées les personnes chargées du soin de son enfance n'étaient pas fondées sur une intelligence bien nette du gouvernement constitutionnel. Sa mère, la princesse douairière de Galles, et lord Bute, qui possédait toute la confiance de cette princesse, intimement liée aux tories et en opposition presque permanente contre l'aristocratie whig, avaient nourri le jeune héritier de la couronne dans une aversion défiante contre ces grandes familles qui, maîtresses du parlement, tenaient depuis cinquante ans la royauté dans une véritable tutelle. George II n'avait sans doute pas été étranger à ce sentiment; mais, chez lui, il était plus que balancé par la haine que lui inspiraient les tories, en qui ce prince avait vu long-temps les ennemis plus ou moins déclarés de sa dynastie. George III, au contraire, ne les avait connus que transformés, complètement guéris de leurs penchans jacobites et disposés à reporter à la maison de Hanovre ces principes de religion monarchique qui naguère encore les empêchaient de se rallier à sa cause. Tout attirait donc vers eux un jeune prince naturellement jaloux de son autorité. Lord Bute d'ailleurs avait plus d'un motif pour l'entretenir dans ces dispositions. Avec de l'intelligence, un sens assez droit à beaucoup d'égards, un caractère modéré et bienveillant, des manières imposantes qui pouvaient faire illusion au premier abord, ce seigneur manquait tout à la fois de résolution, d'éloquence, d'esprit d'insinuation. Ne pouvant compter par conséquent, pour arriver et se maintenir au pouvoir, que sur la faveur de son souverain, il devait préférer le système politique dans lequel cette faveur eût constitué un titre suffisant.

Écarter du ministère les hommes qui, séparés ou réunis, l'avaient constamment occupé depuis Walpole, n'y admettre que ceux qui se résigneraient à ne plus y figurer comme les représentans d'une opinion et d'un parti, donner à la volonté et aux affections du monarque une influence prépondérante dans la conduite des affaires et dans la distribution des emplois, tel était donc le but instinctif de la politique du nouveau roi et de son favori. Cependant ils ne la manifestèrent pas tout entière dès le premier moment; il est même probable qu'ils

ne se l'avouèrent pas d'abord complètement à eux-mêmes, et qu'ils crurent à la possibilité d'une transaction entre ce qui existait et ce qu'ils voulaient y substituer. Quelle que fût d'ailleurs leur pensée, la guerre où l'on était engagé, et dont Pitt tenait tous les ressorts entre ses mains puissantes, ne permettait pas de brusquer un changement de ministère. Il faut ajouter que Pitt, lorsqu'il était encore dans l'opposition, avait formé, comme nous l'avons vu, avec lord Bute une liaison qui, un peu moins intime depuis quelque temps, n'avait pourtant jamais été rompue et imposait à ce dernier de grands ménagemens.

Rien ne parut donc changé dans les premiers instans qui suivirent la mort de George II. Lord Bute, bien que décoré immédiatement du titre de conseiller privé, resta même en dehors de l'administration. Ce ne fut qu'au bout de cinq mois qu'il y prit place officiellement par sa nomination à un des deux postes de secrétaire d'état, dont lord Holderness consentit à se démettre moyennant une pension et une sinécure (mars 1761). Un autre membre du cabinet, le chancelier de l'échiquier, Legge, qui sous le règne précédent avait eu le malheur d'encourir la disgrace de George III, alors prince de Galles, ou plutôt celle de lord Bute, fut aussi congédié : il eut un tory pour successeur; d'autres tories obtinrent des emplois de cour. Il ne paraît pas que Pitt ait rien fait pour s'opposer à ces mutations, pas même à la destitution du chancelier de l'échiquier, jadis son inséparable compagnon de fortune, mais qui, depuis quelque temps, s'était un peu séparé de lui pour se placer sous le patronage du duc de Newcastle. On lui laissait la direction de la guerre et de la politique extérieure, cela lui suffisait.

Mais les choses ne pouvaient en rester là. Pour faire entrer le gouvernement dans les voies nouvelles où on voulait le pousser, il fallait nécessairement se débarrasser de l'homme qui était en effet le chef du cabinet. Dès qu'on put supposer que lord Bute en avait l'intention, il trouva de nombreux auxiliaires. Pitt, que la hauteur de son génie, la force et l'impétuosité de son caractère, appelaient à la domination, manquait malheureusement des qualités propres à la faire pardonner par ceux qui étaient condamnés à la subir. Sa raideur dédaigneuse, les inégalités d'une humeur souvent aigrie par les souffrances physiques, laissaient trop clairement apercevoir le mépris profond qu'il éprouvait pour la médiocrité. Habitué depuis long-temps à imposer ses volontés à ses collègues, il ne se donnait pas la peine d'essayer de convaincre leur raison et de conquérir leurs sympathies. Ils avaient pu, au milieu des grands dangers publics, se résigner à de

pareils traitemens; mais on conçoit qu'il dut leur tarder de secouer le joug et de voir finir une guerre qui rendait en quelque sorte nécessaire la prolongation de cette dictature.

La paix fut donc le cri de ralliement de la ligue qui se forma contre ce grand homme. La portion de la presse qui lui était hostile, et dont les attaques commençaient à devenir très violentes, en fit le texte habituel de sa polémique. Elle lui reprochait de manquer à ses anciens principes en soutenant à grands frais, au cœur de l'Allemagne, une lutte dont les dépenses excessives conduisaient directement à la ruine du trésor et du crédit public. Elle s'épuisait en déclamations contre l'ambition effrénée qui, dans des vues toutes personnelles, le rendait insatiable de guerres et de conquêtes. Il est vrai que Pitt, toujours impérieux et absolu, voulait, comme il s'en est vanté depuis, profiter de ses victoires, non pas seulement pour anéantir la puissance maritime et coloniale de la France, ce but était déjà atteint, mais pour lui ôter jusqu'à la possibilité de se relever jamais sous ce double rapport. Préoccupé de cette pensée, il se refusait à tout arrangement dans lequel il ne croyait pas voir un moyen de l'accomplir.

La France, épuisée, avait demandé à traiter. Des négociations préliminaires s'étaient ouvertes en même temps à Londres et à Paris. Le cabinet de Versailles offrait de rendre l'île de Minorque, de céder le Canada, le Sénégal ou l'île de Gorée, celle de Tabago, et d'évacuer les places qu'il occupait dans le Hanovre et dans la Hesse. Pitt exigeait plus encore : il voulait tout à la fois le Sénégal et Gorée, et une extension de territoire canadien du côté de la Louisiane; il refusait certaines facilités absolument indispensables pour que les navigateurs français pussent continuer à se livrer à l'importante pêche de Terre-Neuve; il éludait toute réponse formelle sur la restitution des établissemens de la France dans l'Inde; il demandait qu'outre les places du Hanovre et de la Hesse, celles que les généraux de Louis XV avaient conquises dans les états prussiens au nom et pour le compte de l'Autriche fussent rendues à Frédéric; enfin, il repoussait de la manière la plus péremptoire la réclamation faite pour la restitution des navires capturés avant la guerre. — Ces négociations durèrent trois mois. Les notes échangées entre Pitt et le plénipotentiaire français ont été publiées. Au ton impérieux, à la froide et inflexible opiniâtreté du ministre britannique, on le prendrait pour un de ces proconsuls de Rome républicaine dictant à un ennemi faible et vaincu ces conditions qu'il n'était pas permis de discuter. Les formes même de la politesse moderne, que Pitt adopte avec une sorte de contrainte et de gêne pour ré-

pondre à la courtoisie empressée du duc de Choiseul et de son agent, font mieux ressortir encore ce qu'il y a de dur et d'hostile dans la substance de ces communications.

Cependant la France, quelque abattue qu'elle fût, était d'autant moins disposée à accepter la paix, telle qu'on voulait la lui imposer, qu'en ce moment même elle avait toute espérance d'obtenir, pour continuer la guerre, les secours de l'Espagne. Ferdinand VI, dont les tendances politiques étaient telles que Pitt avait cru pouvoir lui faire proposer de s'unir à l'Angleterre contre le chef de sa maison, était mort depuis deux ans. Son successeur, Charles III, plus sensible aux affections de famille, ne pouvait voir sans douleur l'abaissement d'un pays gouverné par un Bourbon; personnellement hostile au cabinet de Londres, il s'effrayait d'ailleurs des immenses progrès de la puissance navale de la Grande-Bretagne. Une négociation était secrètement engagée entre les cours de Versailles et de Madrid pour la conclusion du fameux pacte de famille. Pitt, qui en avait déjà quelques soupçons, cessa d'en douter lorsque l'agent du duc de Choiseul lui eut remis un mémoire par lequel la France s'interposait pour faire régler, en même temps que ses propres intérêts, quelques différends alors pendans entre l'Espagne et l'Angleterre. Une pareille intervention, dans la situation respective des trois cours, avait certainement quelque chose d'étrange et de provoquant. Pitt s'en montra vivement blessé, et cet incident ne contribua pas peu à hâter la fin des pourparlers. L'ultimatum de la France ayant été rejeté, les négociateurs que les deux gouvernemens s'étaient réciproquement envoyés furent rappelés.

Tout espoir de paix était donc perdu pour le moment. L'ardente activité de Pitt semblait s'en accroître, mais il allait s'apercevoir qu'il n'était plus le maître du conseil. Déjà ce n'était qu'à une très faible majorité qu'il était parvenu à y faire rejeter les propositions de la France. Cette majorité ne tarda pas à lui échapper. Supposant, d'après certaines données, que les Français préparaient une attaque contre Terre-Neuve, il voulut y envoyer quatre vaisseaux de ligne, qui eussent rendu cette attaque impossible. Les autres ministres s'y opposèrent, et il dut renoncer à son projet. L'évènement lui donna bientôt raison : Terre-Neuve tomba pour un moment au pouvoir de la France.

Mais Pitt, qui depuis la rupture des négociations regardait une guerre avec l'Espagne comme imminente, s'était mis en mesure de ne pas être pris au dépourvu. Une expédition se préparait par son ordre contre la Martinique et le peu d'établissemens que la France

conservait encore de ce côté. Dans sa pensée, elle devait, après en avoir pris possession, enlever aux Espagnols l'importante île de Cuba. Il voulait commencer immédiatement contre eux les hostilités, en interceptant un convoi qui apportait d'Amérique à Cadix un immense trésor. Lord Bute et lord Granville se prononcèrent, dans le conseil, contre une proposition qu'ils trouvaient téméraire et irréfléchie, qui tendait à rendre plus pesant encore le fardeau d'une guerre ruineuse, et qui, en mettant du côté de la Grande-Bretagne le tort au moins apparent d'une agression non provoquée, pouvait lui aliéner l'opinion de l'Europe. Le duc de Newcastle se renferma d'abord dans une sorte de neutralité. A l'exception de lord Temple, tous les autres ministres se rangèrent à l'opinion de lord Bute et de lord Granville. Trois conseils successifs, tenus à quelques jours d'intervalle, n'ayant laissé à Pitt aucune espérance de ramener la majorité à son avis, il termina la lutte par cette déclaration solennelle : « C'est la voix du peuple qui m'a appelé à l'administration des affaires publiques. Je me suis toujours considéré comme comptable envers lui de ma conduite. Je ne puis donc rester dans une situation où je serais responsable de mesures dont la direction ne m'appartiendrait pas. »

Le lendemain, 5 octobre 1761, Pitt et lord Temple déposèrent leur démission entre les mains du roi. George III, sans affecter une hésitation qui n'était pas dans sa pensée, et en avouant même que l'avis unanime de son cabinet l'eût à peine décidé à adopter la proposition de son secrétaire d'état, lui exprima pourtant avec cordialité le regret qu'il éprouvait à se séparer de lui, et la reconnaissance qu'il gardait de ses services. Il lui offrit, comme témoignage de sa gratitude, soit le gouvernement du Canada, sinécure à laquelle on eût attaché un traitement de cinq mille livres sterling, soit la chancellerie du duché de Lancastre. Pitt refusa ces offres; mais, sur ses insinuations, la pairie fut donnée à sa femme, avec le titre de baronne de Chatham, qui devait passer à sa postérité mâle, et il obtint pour son compte une pension de trois mille livres sterling, transmissible après lui à la nouvelle pairesse aussi bien qu'à leur fils aîné. — Lord Temple fut le seul membre du cabinet, et James Grenville le seul membre de l'administration secondaire, qui se retirèrent avec lui. George Grenville lui-même, que lord Bute était depuis quelque temps parvenu à détacher d'eux en flattant son ambition, conserva son emploi de trésorier de la marine et devint, avec Fox, le principal champion du parti ministériel dans la chambre des communes. Le poste de secrétaire d'état laissé vacant par Pitt fut donné à lord Egremont, fils de cet éloquent Wyndham qui, sous le

ministère de Walpole, avait dirigé le parti tory. Le duc de Bedford remplaça lord Temple comme gardien du sceau privé.

Les faveurs que Pitt avait acceptées en abandonnant le pouvoir portèrent quelque atteinte à sa popularité. La médiocrité envieuse, toujours si prompte à signaler les faiblesses ou ce qu'elle veut considérer comme les faiblesses des hommes supérieurs, ne manqua pas d'unir sa voix à celle des ennemis du ministre déchu pour l'accuser de s'être laissé acheter par la cour, d'avoir, au prix de l'argent et des honneurs prodigués à sa famille, sacrifié ses principes et déserté le poste où il pouvait les faire triompher. Dénoncé comme un apostat et un transfuge par la tourbe des pamphlétaires et des journalistes, Pitt trouva d'abord peu de défenseurs; il se crut obligé de descendre lui-même dans la lice pour se justifier; il fit publier, sous la forme d'une lettre au greffier en chef de la Cité, une sorte de manifeste remarquable par l'accent de noble fierté qui s'y mêle à celui de la sensibilité blessée. Cet orage dura peu d'ailleurs. Il était dit que Pitt resterait jusqu'à la fin le favori de la nation. Au bout de quelques semaines, ces fâcheuses rumeurs s'étaient entièrement dissipées, et le jour de la solennité annuelle de l'installation du lord maire, tandis que lord Bute était insulté, que le roi lui-même était accueilli avec une froideur marquée, l'apparition de l'ancien ministre excita les acclamations enthousiastes de la multitude. Bientôt, comme à sa première sortie du ministère, la Cité de Londres et les principales villes du royaume lui votèrent des adresses remplies des expressions les plus vives de leur admiration et de leurs regrets. Ces adresses, au milieu des déclamations qu'elles contenaient, présentaient une appréciation fort juste et bien sentie de ce qui avait fait réellement la gloire du ministère de Pitt : elles le remerciaient d'avoir, par son sincère patriotisme, la vigueur de son esprit, son habileté, sa prudence, arraché l'Angleterre à l'état de faiblesse et de pusillanimité où elle était tombée, d'avoir réveillé son énergie, rappelé et surpassé les jours de son ancienne gloire, porté sa puissance, ses conquêtes, son crédit, la prospérité de son commerce à une hauteur jusqu'alors inconnue, réconcilié tous les partis en les unissant pour la défense commune, assuré au pays la jouissance d'une paix profonde au milieu de l'univers en proie aux calamités de la guerre, reporté sur l'ennemi vaincu la terreur de ces invasions dont ses flottes, maintenant anéanties, menaçaient naguère encore la Grande-Bretagne, enfin d'avoir appris aux Anglais que leurs propres forces étaient plus que suffisantes pour défendre leur territoire, et qu'ils n'avaient pas besoin de recourir à ces mercenaires étrangers

dont une administration incapable ou perfide leur avait si long-temps imposé le funeste et humiliant secours. Ces adresses se terminaient toutes par les témoignages de la douleur qu'inspirait à la nation la retraite d'un ministre si habile, si patriote, si désintéressé.

La marche des événemens ne tarda pas à lui procurer un nouveau triomphe en justifiant les prévisions de la politique qu'il avait vainement essayé de faire prévaloir. L'Espagne ayant tout-à-fait jeté le masque qui couvrait encore ses dispositions hostiles, le nouveau cabinet, moins de trois mois après sa formation, se vit obligé de lui déclarer la guerre. Cet ennemi de plus n'arrêta pas le cours des victoires de l'Angleterre. Conformément au plan que Pitt avait préparé l'année précédente, les îles françaises de la Martinique, de Sainte-Lucie, de Saint-Vincent, la riche colonie espagnole de Cuba, furent conquises en quelques mois (1762). Bientôt après, la capitale des Philippines, Manille, éprouva le même sort.

Pitt, se bornant à repousser, dans la chambre des communes, les agressions dirigées contre les actes de son administration par les amis de lord Bute, seconda d'ailleurs très chaudement les propositions ministérielles qui avaient pour objet de donner à la guerre une vive impulsion. Il parla surtout avec une grande énergie à l'appui d'une demande de subsides faite dans le but de pourvoir à la défense du Portugal, attaqué par les Espagnols à cause de son alliance avec l'Angleterre; il soutint que les hostilités devaient être poussées avec un redoublement de vigueur, que la France, épuisée, ruinée, n'était plus en état de faire une résistance sérieuse, et que l'Angleterre, au contraire, indemnisée par ses conquêtes des sacrifices qu'elles lui avaient coûtés, possédait encore, quoi qu'on en pût dire, des ressources qui lui permettaient de ne pas poser les armes avant d'avoir obtenu une complète satisfaction.— Les pensées que révélait ce langage étaient peu pacifiques, mais les dispositions du ministère l'étaient davantage. Lord Bute voulait sincèrement la paix, nécessaire peut-être, nonobstant les dénégations de Pitt, à l'Angleterre fatiguée par six années de combats, indispensable surtout pour donner au roi et à son favori la possibilité de mettre en pratique leur système de gouvernement intérieur. Le roi de Prusse, fier de ses victoires et réconcilié avec la Russie et la Suède, était peu enclin à une prompte pacification qui ne lui eût pas permis de se venger de l'Autriche. Lord Bute résolut de l'y contraindre en lui retirant le subside que l'Angleterre lui payait annuellement, et dont il n'était guère en mesure de se passer. Cette circonstance devint l'occasion d'une nouvelle rupture dans le sein du ministère. Le duc de

Newcastle, depuis long-temps mécontent de l'ascendant que prenait le ministre favori et du rôle de plus en plus secondaire auquel il se trouvait lui-même réduit malgré son rang, son âge, sa position officielle de chef du cabinet, saisit avec empressement l'occasion de donner à sa retraite le prétexte spécieux d'un disssentiment sur une question de dignité nationale. Lui, qu'on avait vu pendant quarante ans subir sans murmurer, dans la conduite des affaires, les variations des influences les plus opposées, il protesta contre l'abandon de la politique suivie à l'égard de la Prusse, contre ce qu'il appelait un manque de foi, et, ne pouvant faire prévaloir son opinion, il donna sa démission sans vouloir accepter la pension qu'on lui offrait pour le dédommager de la diminution de son immense fortune, dépensée en grande partie au service de l'état ou plutôt des coteries parlementaires. Lord Bute devint alors premier lord de la trésorerie, et George Grenville lui succéda en qualité de secrétaire d'état (mai 1762).

Lord Bute, délivré ainsi de tout ce qui faisait obstacle à ses projets pacifiques, se hâta d'en profiter pour rouvrir les négociations. La paix, également désirée par les cabinets de Paris, de Londres et de Madrid, devait être bientôt conclue. Elle le fut en effet. Par le traité de Versailles, la France céda à l'Angleterre à peu près ce qu'elle lui avait offert avant ses derniers désastres, et renonça de plus à la restitution des bâtimens pris antérieurement à la guerre. L'Espagne recouvra Cuba et Manille en cédant la Floride, dont la France l'indemnisa d'ailleurs par l'abandon de la Louisiane. Bientôt après, l'Autriche et la Prusse conclurent aussi à Hubertsbourg un traité qui, à leur grand déplaisir, remit toutes choses exactement sur le même pied qu'avant les hostilités, et le monde fut pacifié.

Quelque grands que fussent les avantages recueillis par l'Angleterre pour prix de ses victoires, Pitt avait habitué ses compatriotes à concevoir de si hautes espérances, que ces conditions furent généralement accueillies avec très peu de faveur. Lorsqu'on présenta à l'approbation de la chambre des communes les articles préliminaires du traité de Versailles, Fox ayant proposé d'y adhérer par le vote d'une adresse de remerciement, Pitt prit la parole pour s'y opposer. Bien qu'il fût alors tellement souffrant, que, pour se tenir debout, il dut s'appuyer sur deux de ses amis, il parla pendant trois heures avec l'énergie et l'éloquence qui ne lui faisaient jamais défaut. Il déclara qu'au prix des plus cruelles douleurs, peut-être même au péril de sa vie, il avait voulu venir protester contre un acte par lequel le gouvernement avait effacé tout l'éclat d'une guerre glorieuse, sacrifié les plus chers inté-

rêts du pays, et violé la foi due aux alliés de l'Angleterre. Rappelant les conditions qu'il avait proposées à la France quinze mois auparavant, et qui, suivant lui, étaient encore beaucoup trop douces, qu'il eût rendues plus sévères, si ses collègues le lui eussent permis, il n'eut pas de peine à démontrer combien elles étaient plus avantageuses à l'Angleterre, plus accablantes surtout pour la France, que celles qu'on venait de lui accorder après de nouvelles victoires. Il prétendit que, moyennant les restitutions consenties par le gouvernement britannique, et particulièrement à l'aide des facilités concédées aux Français pour la pêche de Terre-Neuve, ils auraient la possibilité de rétablir un jour leur marine. « La France, dit-il, nous est principalement, sinon exclusivement redoutable comme puissance maritime et commerciale. Ce que nous gagnons sous ce rapport nous est surtout précieux par le dommage qui en résulte pour elle. » Justifiant enfin le système d'alliances continentales, les subsides et les énormes dépenses de la guerre germanique, il résuma son argumentation par ce mot profond et concis : « L'Amérique, messieurs, a été conquise en Allemagne. » Malgré tous ses efforts, le projet d'adresse présenté par Fox fut voté à une forte majorité. Pitt ne fut pas plus heureux dans l'opposition qu'il fit bientôt après à un bill qui soumettait à un droit nouveau et à l'exercice de l'excise certains objets auxquels l'excise ne s'était pas étendu jusqu'alors. C'est dans ce débat qu'il prononça ces paroles fameuses : « La maison d'un sujet anglais est une forteresse. »

Cependant lord Bute, malgré ces succès parlementaires, sentait que le terrain tremblait sous lui. En vain, pour donner à son administration plus d'ensemble et d'homogénéité, avait-il modifié à plusieurs reprises la composition du cabinet, où Fox avait enfin repris place. Ces changemens successifs, effets non équivoques d'un sentiment d'impuissance et de malaise, ne lui donnèrent pas la force dont il avait besoin pour tenir tête à une opposition sans cesse croissante. Les whigs, en voyant exclure, l'un après l'autre, des affaires leurs chefs les plus éminens, commençaient à craindre que le pouvoir ne leur échappât tout-à-fait, et sous le patronage du duc de Cumberland, leur constant protecteur, ils s'organisaient pour combattre le ministère. Le duc de Newcastle, déjà fatigué de sa retraite, cherchait dans des intrigues compliquées un moyen de rendre à sa vieillesse l'activité qui était devenue pour lui une condition d'existence; rompant avec toutes les traditions de sa longue carrière, ce courtisan assidu, ce serviteur docile de tous les systèmes ministériels auxquels l'Angleterre avait été soumise depuis quarante ans, s'alliait pour la première fois au

parti de l'opposition, de la liberté, et portait dans ce tardif noviciat une ardeur factieuse qui surprenait étrangement ses amis comme ses ennemis. Pitt, maître absolu de la Cité, où il venait de faire élire un maire à sa dévotion, soulevait l'opinion contre la marche suivie par le gouvernement. Le ministère était hautement accusé d'avoir terminé une guerre glorieuse par un traité déshonorant dans lequel on voulait voir l'œuvre de la corruption. Les retranchemens de dépenses qu'il avait dû opérer, après la paix, dans un but d'économie, les nouveaux impôts qu'il avait créés pour rétablir l'équilibre dans les finances, augmentaient le mécontentement de ceux-là même qui avaient voulu la guerre, dont ces rigoureuses mesures étaient la conséquence forcée. Enfin le grand grief qui planait par-dessus tous les autres, c'était l'influence d'un favori odieux aux grandes familles parce qu'il encourageait dans le roi la volonté de secouer leur joug, odieux au peuple par sa qualité d'Écossais, par ses préférences vraies ou supposées pour les *Bretons du nord*, que les *Bretons du midi* ne s'étaient pas encore habitués à considérer comme des compatriotes.

C'est à cette époque qu'on vit s'opérer une modification remarquable dans la physionomie des partis. Depuis long-temps, je l'ai déjà dit, il n'y avait plus en Angleterre de luttes sérieuses d'opinions et de principes, et les partis n'étaient plus que des agrégations de familles puissantes luttant les unes contre les autres pour s'arracher le pouvoir, sans autre drapeau, sans autre point de ralliement, que quelque question de circonstance, sur laquelle même on les voyait souvent varier, suivant les vicissitudes de leur position. Trop fortes contre la royauté pour avoir besoin des secours dangereux de la multitude, elles dédaignaient de flatter ses passions, et Pitt lui-même, en faisant appel à l'exaltation du sentiment national, s'abstenait de provoquer les instincts de liberté démocratique. Lorsque l'anéantissement du parti jacobite eut achevé d'affermir le trône, les choses changèrent d'aspect. George III aspirait sans déguisement à étendre sa prérogative, à briser les entraves dans lesquelles une oligarchie impérieuse avait enchaîné ses deux prédécesseurs; pour déjouer cette tentative, l'aristocratie comprit la nécessité de se ménager des auxiliaires. Elle chercha à s'assurer la faveur du peuple, en prenant, comme à d'autres époques, la défense de la liberté et des droits de la nation; elle saisit, elle fit naître les occasions d'engager le combat sur ce nouveau terrain. Sans doute, sous ces apparences nouvelles et grandioses, c'était encore d'intérêts bien étroits, bien personnels qu'il s'agissait; mais le peuple prenait naturellement au sérieux ce qui n'était qu'un prétexte pour

ses nobles agitateurs, et l'expérience de tous les temps a prouvé qu'on ne remue jamais certaines idées sans s'exposer à les faire passer un peu plus tard dans l'ordre des faits.

On revenait donc insensiblement à la lutte primitive des whigs et des tories, des partisans de la liberté et des partisans de la prérogative, lutte moins dangereuse cette fois, parce qu'elle devait se renfermer dans les limites que lui assignaient les principes mieux définis de la constitution. Ce qui est curieux, c'est que le moment où se reformèrent en effet les deux grands partis dont les noms seuls avaient survécu depuis un demi-siècle est précisément celui où ces noms disparurent momentanément du langage habituel, comme si, dans la confusion des derniers temps, ils eussent à tel point perdu leur signification propre, qu'il fût devenu impossible de s'en servir pour désigner clairement des réalités distinctes. Pendant plusieurs années, au lieu de whigs et de tories, en n'entendit presque plus parler que de *patriotes* et d'*amis du roi*. Le chef des *amis du roi*, lord Bute, était peu en état de lutter avec succès contre la formidable opposition dont les rangs grossissaient à chaque instant. Dépourvu également des grands talens, de la haute ambition de Pitt, et de l'esprit d'intrigue, de l'infatigable ténacité du duc de Newcastle, désespérant tout à la fois de tenir tête à ses adversaires et de maintenir l'union parmi les membres du cabinet, craignant peut-être que son extrême impopularité ne finît par compromettre le roi lui-même, il se décida, au moment où l'on s'y attendait le moins, à se retirer des affaires. Il n'y avait pas encore onze mois qu'il avait succédé au duc de Newcastle dans les fonctions de premier ministre. Son seul but en prenant le pouvoir, affecta-t-il de dire, avait été de donner la paix à l'Angleterre; ce but était atteint (8 avril 1763).

George Grenville le remplaça en qualité de premier lord de la trésorerie, et fut nommé en même temps chancelier de l'échiquier. Homme d'intelligence et de courage, d'une grande intégrité, vieilli dans le travail et la pratique des affaires, il était fait pour figurer utilement parmi les membres principaux de l'administration; mais il manquait de la hauteur de vues et de caractère nécessaire pour la diriger. Ce qui semble prouver que l'opinion publique ne le jugeait pas au niveau de sa situation, c'est que le ministère dont il était le chef est appelé historiquement le *ministère du duc de Bedford*, parce que ce seigneur, d'une capacité médiocre, mais puissant parmi les whigs par son rang et sa fortune, y entra, bien qu'assez tardivement, avec le titre de président du conseil. Ce ministère, en butte aux violentes

hostilités de Pitt et de ses amis, qui portaient à George Grenville toute la haine qu'on porte à un transfuge, se trouva dès l'abord dans cette pénible situation, que, sans posséder le confiance du roi, il fut considéré par le public comme un instrument de la cour, comme l'organe complaisant de lord Bute, plus puissant, disait-on, dans sa retraite apparente qu'il ne l'avait jamais été dans ses fonctions ministérielles. On affirmait, et les hommes les plus éclairés le croyaient alors, que, d'accord avec la princesse douairière de Galles, il dirigeait secrètement, dans une pensée contraire à toute liberté, les résolutions du roi et de ses conseillers officiels. Vainement lord Bute et le roi lui-même protestaient-ils, en toute occasion, contre ces assertions tant répétées; vainement, pour éviter d'y donner lieu, cessèrent-ils bientôt de se voir. La croyance à cette influence mystérieuse résista à toutes les dénégations; elle survécut au ministère de George Grenville, et pesa successivement pendant bien des années sur tous ceux qui lui succédèrent, alors même qu'ils étaient composés des hommes les plus ouvertement hostiles à cette influence prétendue, de *patriotes* qui, après s'être évertués à la combattre, après avoir contribué plus que personne à propager la conviction de son existence, étaient tout surpris de se voir, à leur tour, accusés de la subir.

Deux tristes souvenirs sont restés attachés à l'administration de George Grenville. C'est en cédant, malgré lui, à la malheureuse idée qu'avait conçue le roi de soumettre les colonies américaines à l'impôt du timbre sans le consentement de leurs chambres législatives, qu'il amena ces premiers troubles d'où devait sortir, dix ans plus tard, leur insurrection et leur indépendance; c'est en dirigeant contre un odieux libelliste, le trop fameux Wilkes, des poursuites maladroites et peut-être illégales, qu'il livra pour plusieurs années Londres et la Grande-Bretagne à une effervescence démagogique inconnue depuis longtemps dans ce pays. Le grand tort du gouvernement dans cette déplorable affaire, c'était d'avoir, en quelque sorte, lié la cause de Wilkes à celle de certains principes de droit et de liberté que des hommes scrupuleux pouvaient se croire obligés de défendre, même dans la personne d'un champion aussi odieux. Lorsque la question fut portée devant le parlement, où le ministère obtint, non sans peine, une victoire vivement disputée, Pitt, à qui l'état de sa santé ne permettait pas alors de prendre part habituellement aux discussions, se fit porter à la chambre des communes pour défendre les principes ainsi compromis. En flétrissant l'irrégularité de la procédure dirigée contre Wilkes, il s'exprima d'ailleurs dans les termes de la plus vive

indignation sur ce factieux personnage. Il le présenta comme un misérable dépourvu de tout sentiment généreux et élevé, voué à l'odieuse tâche de semer la division entre les sujets du roi, *blasphémateur de son Dieu, calomniateur de son prince, indigne d'appartenir à l'espèce humaine*, avec qui il eût rougi d'entretenir aucune relation, et dont la condamnation aurait été pour lui un sujet de joie, si elle eût été régulière, s'il n'eût pas fallu l'acheter au prix des garanties de la liberté. L'énergie de ce langage, justifié par le caractère infame des écrits de Wilkes, fait d'autant plus d'honneur à Pitt, que ce libelliste jouissait alors d'une grande popularité, et que plusieurs membres marquans de l'opposition n'avaient pas honte d'entretenir avec lui des rapports qu'ils jugeaient favorables au succès de leurs projets. La grande ame de Pitt ne pouvait se prêter à de telles capitulations avec ce qu'il méprisait, et, dans l'horreur que Wilkes lui inspirait, il eût craint de s'avilir, soit en lui donnant la moindre marque de sympathie, soit même en se bornant envers lui à ces molles désapprobations que les chefs de parti laissent parfois tomber sur leurs auxiliaires trop ardens, comme pour éviter tout à la fois de décourager leur zèle et d'en accepter la responsabilité.

Pitt eut encore, quelques mois après, l'occasion de manifester d'une manière bien remarquable le sentiment qui lui avait dicté ces paroles sévères. Un ecclésiastique de province, qui, à ce qu'il paraît, n'avait qu'une connaissance très incomplète des dispositions des partis et des hommes d'état, lui avait écrit, comme au protecteur de Wilkes, pour lui offrir de faire élire son protégé membre de la chambre des communes par un bourg dont il prétendait pouvoir disposer, et pour solliciter la permission de lui dédier un livre consacré à démontrer les avantages de la rupture de l'union entre l'Angleterre et l'Écosse, thème favori du journal de Wilkes. Pitt, dans une réponse où son irritation lui permit à peine d'observer les formes polies qui lui étaient habituelles, protesta avec indignation contre la liaison étrange qu'on lui supposait, repoussa la pensée de séparer les deux parties de la Grande-Bretagne comme ne pouvant convenir qu'aux vues de la France, et autorisa son correspondant à donner à cette déclaration non équivoque toute la publicité possible.

Cependant le ministère, déconsidéré par ses fautes et atteint d'une impopularité toujours croissante, était d'autant plus ébranlé, que, comme je l'ai dit, il ne possédait pas la confiance du roi. Il était à peine formé, que ce monarque, le jugeant hors d'état de faire face aux difficultés de la situation, avait eu l'idée de le renverser et de rap-

peler Pitt aux affaires. Ce qui est étrange, c'est que lord Bute, qui alors ne s'était pas encore éloigné de la cour, lord Bute, que le public prenait pour le mentor et l'appui secret de George Grenville, fut l'intermédiaire de cette tentative, dernier acte incontestable de son influence. Pitt, après avoir conféré avec lui, fut admis deux fois en présence du roi. Les premières explications échangées entre le souverain et l'ancien ministre parurent d'abord promettre un prompt arrangement; mais bientôt des difficultés s'élevèrent. Pitt, d'accord avec lord Temple et aussi avec le duc de Newcastle, dont il s'était un moment rapproché, exigeait un changement absolu de cabinet et la restauration de l'oligarchie des grandes familles whigs. Le roi se refusait à sacrifier entièrement ceux dont il avait, en dernier lieu, accepté les services, et il insistait surtout pour que George Grenville, qui avait peu de fortune, ne fût pas, en cessant d'être le chef du ministère, exclu de toutes fonctions publiques, pour qu'on lui donnât au moins l'emploi lucratif de payeur-général de l'armée. « Ce pauvre Grenville est votre parent, dit-il à Pitt avec une affectueuse bonhomie, vous l'aimiez autrefois! » Pitt fut inflexible. On ne put s'entendre non plus sur le choix du chef titulaire du nouveau cabinet. Le roi, fatigué de cette lutte opiniâtre, mit fin à la négociation en déclarant qu'il voyait bien qu'on n'arriverait à aucun résultat, que son honneur était engagé, et qu'il ne céderait pas. Pitt, qui s'était flatté de l'espoir d'un autre dénouement, se persuada et persuada au public que c'était aux conseils de lord Bute qu'il fallait attribuer cette rupture.

Le cabinet fut donc maintenu par l'impossibilité où le roi se trouva de le remplacer, mais il est facile de concevoir que cette tentative malheureuse n'avait pas rendu plus cordiales et plus intimes les relations du prince avec ses conseillers. Ce cabinet avait pris, d'ailleurs, à l'égard du roi, surtout depuis qu'il comptait parmi ses membres le duc de Bedford, homme faible et irascible tout à la fois, une attitude qui, tôt ou tard, devait amener une collision. Hors d'état de dominer les questions vraiment majeures, celles où il eût été honorable autant qu'utile de savoir rester les maîtres, les ministres, comme pour s'en venger et se faire illusion sur leur impuissance, contrariaient avec affectation la volonté royale dans les détails secondaires et personnels, portaient même dans cette résistance des formes très peu respectueuses, se plaignaient hautement d'une influence occulte qu'ils ne pouvaient écarter, et faisaient sans cesse apparaître, comme dernier argument, la menace de leur démission.

George III, profondément irrité, se contenait pourtant. Une cir-

constance qui blessa vivement ses sentimens intimes acheva de lui faire perdre patience. A la suite d'une maladie assez grave dont il fut temporairement atteint, le ministère crut devoir proposer au parlement un bill qui réglait le mode de formation de la régence chargée de gouverner le royaume dans le cas où cette maladie viendrait à se renouveler et à se prolonger. Ce bill était rédigé de telle sorte que la princesse douairière de Galles n'était pas comprise parmi les personnes éventuellement appelées à la régence. La chambre des communes signala et répara cette omission. Malgré les explications embarrassées des ministres, le roi, qui aimait beaucoup sa mère, ne leur pardonna pas ce procédé. Il chargea le duc de Cumberland d'ouvrir avec Pitt et avec lord Temple une nouvelle négociation qui, après de longs pourparlers, échoua comme la précédente et pour le même motif, parce que ces deux hommes d'état, non contens d'exiger l'annulation d'actes impopulaires, à laquelle le roi consentait sans difficulté, voulaient composer exclusivement le cabinet d'hommes appartenant à la fraction des whigs dont ils étaient les chefs. Par suite de leur refus, le roi retomba sous le joug qu'il n'avait fait que rendre plus pesant en essayant de le secouer, et se vit contraint d'accorder à ses ministres l'éloignement de quelques hauts fonctionnaires qui leur étaient suspects comme partisans de lord Bute, particulièrement celui de Fox, élevé peu auparavant à la pairie sous le titre de lord Holland.

Ce fut là le dernier triomphe de George Grenville et du duc de Bedford. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées, que George III, de plus en plus exaspéré contre eux, se mit directement en relation avec Pitt et lord Temple, espérant, par son intervention personnelle, les disposer plus facilement à accepter ses offres. Cette nouvelle tentative n'ayant pas obtenu plus de succès que toutes celles qui avaient eu lieu précédemment, le roi résolut de s'adresser à une autre portion de l'ancien parti whig, à celle qui avait toujours montré le plus de modération dans son opposition. Elle avait pour principal représentant dans la chambre des lords le marquis de Rockingham, un de ces hommes qui, par la noblesse de leur caractère, l'élévation de leur esprit, leurs lumières et même la distinction de leurs talens, honorent les partis dans lesquels ils figurent, et, sans avoir toute l'énergie nécessaire pour en devenir véritablement les chefs, savent s'y créer un grand ascendant. C'est à lui et au duc de Newcastle que le duc de Cumberland porta les propositions royales. On les accueillit, et le ministère de George Grenville put enfin être remplacé. Le marquis de Rockingham prit, comme premier lord de la trésorerie, la direction

du nouveau cabinet; le duc de Newcastle, à qui son grand âge ne permettait plus des fonctions bien actives, devint lord du sceau privé; le duc de Grafton et le général Conway secrétaires d'état, lord Northington chancelier.

Composé en majorité d'hommes justement honorés et dont on ne pouvait suspecter l'attachement aux libertés publiques, formé, sinon avec le concours, du moins, jusqu'à un certain point, avec l'assentiment de Pitt, ce ministère se présentait sous un aspect assez favorable, mais il manquait de force vitale. Ses membres étaient peu unis, aucun d'eux n'avait la supériorité nécessaire pour le faire marcher d'accord, et la mort du duc de Cumberland ne tarda pas à préparer la dissolution d'une combinaison dont il était presque le seul lien. J'ajouterai que, dans l'état de l'opinion, depuis long-temps habituée à considérer le retour de Pitt au pouvoir comme le seul moyen de tirer l'Angleterre de la fâcheuse situation où sa retraite l'avait peu à peu fait tomber, tout ministère dans lequel il n'entrait pas n'avait que bien peu de chances de durée. Pitt d'ailleurs, sans combattre une administration qui s'efforçait, par tous les moyens, de gagner ses bonnes graces, avait bien soin d'établir qu'il ne donnait pas une entière approbation à la politique du marquis de Rockingham et de ses collègues. Le jour même où le parlement se réunit, peu de mois après leur avénement, il prit la parole dans la discussion de l'adresse. Il s'exprima sur leur compte en termes de bienveillance et de haute estime; mais il ne dissimula pas qu'il ne pouvait leur accorder une confiance absolue, parce qu'il croyait apercevoir encore dans leur marche des traces d'une influence occulte. « Je les prie de me pardonner, ajouta-t-il; la confiance est un fruit de la jeunesse, et cet âge est depuis long-temps passé pour moi. » Il fut moins courtois pour le ministère précédent, dont il qualifia les actes avec une extrême dureté. Il stigmatisa la prétention de soumettre les colonies à l'impôt du timbre, ou à tout autre impôt non voté par elles, comme une violation flagrante d'un droit inhérent à tout sujet anglais. Il posa en principe, que les colons n'étant pas représentés dans le parlement, le parlement n'était pas autorisé à les taxer, bien qu'il possédât à leur égard la plénitude de la souveraineté et du pouvoir législatif, y compris le droit de régler leur navigation et leur commerce. Loin de blâmer la résistance des Américains, il déclara audacieusement qu'il s'en réjouissait, qu'il n'aurait pas vu sans douleur trois millions d'hommes assez complètement morts à tout sentiment de liberté pour subir volontairement l'esclavage. Il manifesta l'opinion que les forces de la Grande-

Bretagne luttant pour une bonne cause suffiraient pour réduire en atômes les colonies insurgées, mais que, contre les colonies défendant une cause aussi sacrée, le succès serait douteux, et que l'Amérique dût-elle succomber, comme Samson embrassant les colonnes du temple, elle entraînerait dans sa chute l'édifice même de la constitution. Il demanda si le moment où toute la maison de Bourbon venait, par le pacte de famille, de s'unir contre la Grande-Bretagne était celui où le cabinet de Londres pouvait penser à affronter les chances d'une véritable guerre civile? « Il faut, dit-il enfin, il faut que l'acte du timbre soit rappelé absolument, totalement, sans retard; mais l'acte qui l'abolira doit en même temps proclamer, dans les termes les plus explicites et les moins équivoques, la souveraineté de la métropole sur ses colonies. »

Ce discours a cela de remarquable, qu'il résume en quelque sorte tous ceux que Pitt a prononcés depuis sur la question américaine. Sous un autre rapport encore, il mérite de fixer l'attention : on y trouve une allusion et même une adhésion bien formelle à ces vœux de réforme électorale qui devaient un peu plus tard se révéler avec tant d'énergie. Pitt, parlant de certains bourgs où l'élection était devenue purement nominale, n'hésita pas à dire que c'était là la *partie pourrie* de la constitution, qu'avant un siècle elle aurait certainement disparu, que, si elle ne tombait pas d'elle-même, il faudrait l'amputer, et que, quant à lui, il désirait l'extension à un plus grand nombre de personnes du droit précieux de se faire représenter dans le parlement.

L'impôt du timbre fut rapporté, et les colonies rentrèrent pour quelques instans dans une apparente tranquillité; mais ni cette sage mesure, ni d'autres actes également populaires, ne purent donner au cabinet la force qui lui manquait. Sans le servir beaucoup auprès des amis de la liberté, qui, dans leur enthousiasme pour Pitt, considéraient comme autant d'intrus ceux qui détenaient le pouvoir dont il continuait à être exclu, ces actes eurent pour effet de nuire à leurs auteurs dans l'esprit de George III, si jaloux de sa prérogative. Le ministère augmenta encore ce mécontentement en négligeant de demander à la chambre des communes un surcroît de dotation en faveur des jeunes frères du roi.

La situation du pays était réellement grave. L'état incertain des colonies, en inquiétant tous les esprits, paralysait l'industrie et le commerce. Un grand nombre d'ouvriers se trouvaient sans emploi, et l'extrême cherté des vivres ajoutait à leur détresse. Ce n'était pas

un ministère chancelant qui pouvait, par le rétablissement de la confiance, guérir de telles plaies. Le marquis de Rockingham le sentait parfaitement. Déjà, d'accord avec le roi, il avait fait des démarches auprès de Pitt pour le décider à entrer dans le cabinet et à lui communiquer ainsi la force morale dont il était investi; mais la manière dont ces avances avaient été reçues avait dû donner la conviction qu'il ne convenait pas au grand orateur de prendre place dans un ministère déjà à moitié usé. Le découragement qui avait atteint le premier ministre ne tarda pas à gagner quelques-uns de ses principaux collègues. Le duc de Grafton, secrétaire-d'état, et le chancelier, lord Northington, donnèrent successivement leur démission en déclarant au roi que le seul parti à prendre était de se mettre purement et simplement entre les mains de celui que l'opinion appelait à la dictature. Dans l'impossibilité de leur trouver des successeurs, il fallut bien suivre ce conseil : le marquis de Rockingham se démit aussi de ses fonctiens, et Pitt reçut du roi l'autorisation de composer un cabinet dont il désignerait à son gré tous les membres (juillet 1766).

III.

Ici commence, dans la vie de ce grand homme, une période que ses admirateurs voudraient en retrancher, et dont au surplus toutes les circonstances ne sont pas parfaitement éclaircies. En même temps que Pitt, le roi avait fait appeler lord Temple, depuis si long-temps lié à la fortune politique du grand orateur, que rien ne semblait pouvoir les séparer. Cette intimité avait pourtant, depuis peu, reçu quelque atteinte. Dans la dernière tentative d'organisation d'un ministère qu'ils avaient faite sans succès quelque temps auparavant, ils ne s'étaient pas trouvés d'accord; Pitt s'était montré plus disposé que son beau-frère à tenir compte des répugnances et des préférences du roi. Lord Temple, d'ailleurs, s'était réconcilié avec George Grenville, contre qui, au contraire, Pitt continuait à nourrir un implacable ressentiment. Pitt cependant, ne voulant pas pour lui-même le titre de chef du cabinet, offrit à lord Temple les fonctions de premier lord de la trésorerie; malheureusement celui-ci put bientôt s'apercevoir de tout ce qu'il y avait d'illusoire dans la présidence apparente qu'on lui proposait. Sincèrement et complètement dévoué au parti avec lequel il avait marché jusqu'alors, il entrait dans sa pensée de donner à son propre avénement le caractère du triomphe de ce parti. Il n'exigea

pourtant pas le retour aux affaires de George Grenville, et ce fut sans aucune condition qu'il promit le concours de cet ancien ministre; mais au prix de cette concession, il se crut en droit de demander l'admission, dans le nouveau cabinet, de plusieurs de ses amis. Pitt avait de tout autres vues; il voulait fonder l'administration qu'il allait diriger sur une coalition de tous les partis, à l'exclusion de George Grenville et du duc de Newcastle, objets en ce moment de son aversion particulière; il voulait, d'accord en cela avec le roi, faire entrer dans cette administration un assez grand nombre de membres du ministère précédent. Ce plan n'était pas compatible avec celui de lord Temple, qui, voyant successivement repousser tous ses candidats, déclara qu'il ne lui était pas possible d'accepter à de pareilles conditions la responsabilité du pouvoir, que, lorsqu'on l'y avait appelé avec Pitt, il avait cru y être admis sur un pied d'égalité, et que, puisqu'il n'en était pas ainsi, il ne lui restait qu'à se retirer.

La rupture fut complète. Pitt fit assez peu d'efforts pour la prévenir. Peut-être n'en fut-il pas très contrarié, peut-être l'éloignement d'un homme trop considérable pour qu'il n'eût pas à compter avec lui lui parut-il un évènement heureux. Ce qui est certain, c'est qu'il ne sembla pas comprendre d'abord ce qu'il perdait en se séparant d'un tel auxiliaire. Toutefois, l'illusion ne dut pas être de longue durée. Il se trouvait maintenant presque entièrement isolé de cette brillante phalange avec laquelle il était entré trente ans auparavant dans la carrière parlementaire, et dont un seul membre, James Grenville, restait encore lié avec lui. Jusqu'à cette époque, réservant pour les affaires et pour les luttes de tribune ses puissantes facultés, c'était sur lord Temple qu'il avait pris l'habitude de se reposer du soin de négocier avec les individus, de ménager les transactions, de préparer les coalitions et les rapprochemens, si fréquens à cette époque. Privé tout à coup d'un aussi utile collaborateur, il dut se charger lui-même de cette tâche si délicate et si difficile en elle-même, plus difficile encore pour un esprit altier comme le sien, que des souffrances presque continuelles rendaient de jour en jour plus impatient de toute contradiction.

Je crois devoir avertir que les détails dans lesquels je vais entrer sur la suite des négociations engagées pour la formation d'un nouveau ministère ont été puisés dans les versions répandues par les hommes avec lesquels Pitt était alors en opposition. On est donc fondé à n'accepter qu'avec une certaine réserve l'exactitude, sinon des faits en eux-mêmes, au moins du point de vue sous lequel ils sont présentés, et de la pensée, des intentions attribuées aux divers acteurs. Cepen-

dant, à défaut d'informations plus authentiques, je ne puis me dispenser de reproduire des assertions qui ont au fond un assez grand air de vraisemblance.

Pitt, dans un sentiment exagéré de confiance, s'était persuadé que tous ceux à qui il voudrait bien faire des propositions les accepteraient avec empressement. A son grand étonnement, il éprouva des refus, et quelques-uns des membres de l'administration du marquis de Rockingham ne consentirent pas à devenir les collègues de son successeur. Il dut alors modifier ses premiers plans : il sollicita le concours d'un des personnages que lord Temple lui avait proposés et qu'il avait exclus, de lord Gower, qui à son tour refusa des offres trop tardives pour ne pas être presque blessantes. De plus en plus déconcerté, il alla frapper à la porte du marquis de Rockingham lui-même, à qui il n'avait pas voulu s'associer lorsque cet homme d'état l'en avait supplié; comme il eût dû s'y attendre, lord Rockingham refusa de le voir. Il est facile de comprendre ce que l'orgueil de Pitt devait souffrir pendant ces pénibles épreuves. Même au milieu de l'espèce d'abaissement auquel la nécessité le réduisait, cet orgueil se faisait jour, dit-on, d'une manière bien originale, dans le langage qu'il tenait aux hommes dont il sollicitait la coopération. On eût pu croire qu'il voulait cacher sous l'apparence du dédain et de la bravade l'humiliation qu'il éprouvait : à l'un, il faisait dire qu'il ne tenait qu'à lui d'avoir un emploi; à un autre, que tel poste était encore vacant; à un troisième, qu'il pouvait prendre ou ne pas prendre, selon que cela lui conviendrait, tel département ministériel. Enfin, l'œuvre si péniblement élaborée de la formation du cabinet s'acheva pourtant. Le duc de Grafton, qui, par sa défection, avait déterminé la retraite de lord Rockingham, fut en récompense porté à la tête de la trésorerie; le général Conway fut maintenu dans ses fonctions de secrétaire d'état, et eut lord Shelburne pour collègue; lord Camden, ami particulier de Pitt, devint chancelier, et lord Northington, chancelier du précédent cabinet qu'il avait abandonné comme le duc de Grafton, fut nommé président du conseil. L'ambitieux et brillant Charles Townshend, en qualité de chancelier de l'échiquier, prit la direction du parti ministériel dans la chambre des communes. Lord Granby eut le commandement en chef de l'armée. Enfin, Pitt, n'acceptant pour lui-même que le titre à peu près sans fonctions de gardien du sceau privé, réserva toute l'activité de son esprit et ce qui lui restait de forces physiques pour surveiller, animer et diriger l'ensemble du gouvernement. Comme un de ces usages dont on ne se départ jamais en Angleterre attache la pairie

au titre qu'il se faisait ainsi donner, il consentit, ce qu'il n'avait pas voulu quelques années auparavant, à quitter la chambre des communes, et à partir de ce moment c'est sous le titre de comte de Chatham qu'il figure dans l'histoire.

Ces arrangemens excitèrent dans le public une inexprimable surprise. On ne pouvait se rendre compte d'une combinaison qui réunissait à l'improviste, et sans que rien y eût préparé les esprits, des hommes appartenant aux opinions les plus diverses, des hommes qui, jusqu'alors, n'avaient eu les uns avec les autres aucune relation. Ce qui ne causait pas un moindre étonnement, c'était la résolution prise par le grand orateur des communes d'abandonner le théâtre de sa gloire et de sa puissance pour se laisser reléguer dans une chambre où il ne pouvait trouver les mêmes élémens de succès. Vainement alléguait-il les progrès de l'âge et des infirmités qui le rendaient peu propre aux fatigues des luttes journalières de la chambre basse. Cette explication paraissait peu naturelle de la part de celui qui se chargeait du gouvernement de l'état. Lord Chesterfield peint très vivement, dans une de ses lettres, ce mouvement de l'opinion publique : « On est confondu, dit-il, de cette détermination dont on ne peut se rendre compte. Il est inoui, je crois, qu'un homme dans la plénitude de sa puissance, au moment même où son ambition venait d'obtenir le triomphe le plus complet, ait quitté la chambre qui lui avait procuré cette puissance, et qui seule pouvait lui en assurer le maintien, pour se retirer dans l'hôpital des incurables, la chambre des pairs. » Ce dernier trait est remarquable en ce qu'il prouve que l'idée d'appliquer à la pairie cette dédaigneuse qualification n'est pas née en France et de nos jours. Il ne faut pourtant pas en conclure que, du temps de lord Chesterfield, les pairs de la Grande-Bretagne eussent perdu leur ascendant : cet ascendant était peut-être plus grand que jamais; mais ils l'exerçaient indirectement, ils le déguisaient jusqu'à un certain point, et le rendaient populaire en envoyant leurs puînés et leurs protégés siéger dans l'autre chambre, dont la composition élective, bien que soumise de fait aux grandes influences territoriales, simulait une démocratie bien éloignée encore à cette époque de son avénement réel.

L'opinion était mécontente. Malgré tous les efforts de lord Chatham pour justifier sa conduite, il se voyait à son tour accusé d'avoir subi, comme ses devanciers, l'influence occulte de lord Bute. Il est vrai qu'il fournit un merveilleux prétexte à cette banale imputation en consentant, sur la demande du roi, à rétablir le frère de l'ancien favori dans un emploi important que lui avait ôté le ministère de

George Grenville. C'était ainsi, d'ailleurs, qu'on s'expliquait sa rupture avec lord Temple, plus fidèle, disait-on, à ses principes et à son parti; c'était ainsi qu'on s'expliquait l'acceptation d'une pairie qui devait le soustraire à l'embarras de renier ses antécédens et de répondre aux reproches d'apostasie dans la chambre même où il avait toujours siégé. Ces accusations, développées dans une multitude de journaux et de pamphlets dont les plus mordans émanaient d'un homme illustre depuis, de Burke, qui venait alors de commencer sa carrière comme secrétaire du marquis de Rockingham, produisirent un grand effet. Elles portèrent une telle atteinte à la popularité de lord Chatham, que le conseil de la Cité, animé jusqu'alors pour lui d'un dévouement presque fanatique, rejeta à plusieurs reprises la proposition de le féliciter sur son retour au pouvoir. Sans admettre ce qu'il y avait d'injuste et d'exagéré dans ces inculpations, on doit reconnaître qu'il s'était opéré un rapprochement assez remarquable entre la politique personnelle du roi, constamment dirigée vers la destruction de l'oligarchie des grandes familles whigs, et celle de lord Chatham, mécontent alors d'une partie de ces familles et naturellement porté à désirer l'abaissement d'influences qui ne lui apparaissaient plus que comme de fâcheux obstacles. Ce rapprochement ressort d'une manière bien évidente des termes mêmes de la lettre que le roi écrivit au nouveau lord pour l'inviter à venir recevoir de ses mains le sceau privé, dont la garde lui était confiée : « Je sais, y était-il dit, que le comte de Chatham m'aidera de toutes ses forces à éteindre les distinctions de partis et à rétablir cette subordination envers le gouvernement, qui peut seule préserver la liberté, ce bien inestimable, du danger de dégénérer en licence. »

Cependant lord Chatham, poursuivi par le glorieux souvenir de son premier ministère, crut pouvoir échapper au malaise de ces contentions domestiques en ouvrant de nouveau à l'Angleterre la carrière de la politique extérieure. Il fit proposer au grand Frédéric, qui lui avait toujours témoigné autant de sympathie que d'admiration, de travailler conjointement à former une confédération du nord, dans laquelle l'Angleterre, la Prusse, la Russie et les autres puissances qu'elles pourraient y engager s'uniraient pour balancer l'alliance des souverains de la maison de Bourbon. Frédéric, mécontent du cabinet de Londres, à qui il ne pouvait pardonner de l'avoir abandonné à la fin de la guerre de sept ans, reçut cette proposition avec une extrême froideur, et profita de l'occasion qu'on lui offrait pour rappeler ses griefs. Il ne dissimula pas, d'ailleurs, qu'il lui paraissait bien difficile

d'entrer dans un concert de quelque portée avec un gouvernement qui, par l'effet des changemens continuels d'administration, ne présentait aucune garantie de stabilité et de persistance dans ses projets. L'agent britannique ayant répondu que cette mobilité était arrivée à son terme par l'avénement d'un ministre également cher au roi et à la nation, Frédéric répliqua que les renseignemens qui lui parvenaient présentaient les choses sous un tout autre aspect. « Je crains bien, ajouta-t-il, que mon ami ne se soit fait beaucoup de tort en acceptant la pairie. » La négociation n'alla pas plus loin.

La situation intérieure de l'Angleterre semblait peu faite, en réalité, pour inspirer confiance dans la force de son gouvernement. L'extrême cherté des grains, les bruits d'accaparement et de monopole que cet état de choses ne manque jamais de susciter, entretenaient dans le peuple une fermentation dangereuse. Il éclata sur plusieurs points des troubles graves. Pour apaiser les esprits plus encore peut-être que pour arrêter les progrès de la disette, le ministère se décida à prohiber l'exportation du blé. Cette mesure, prise en l'absence des chambres et par conséquent sans leur participation, dépassait incontestablement les limites régulières du pouvoir royal; mais, justifiée par la force des circonstances, elle n'eût été pour le cabinet le principe d'aucun embarras sérieux, si, lors de la réunion du parlement, quelques-uns des ministres n'eussent eu l'idée malheureuse de la défendre au moyen d'argumens tout différens. Ils crurent devoir alléguer un prétendu droit discrétionnaire inhérent à la couronne, et qui aurait dispensé les dépositaires de son pouvoir de la nécessité d'obtenir un bill d'indemnité. Tel fut le terrain sur lequel se plaça lord Chatham parlant pour la première fois (novembre 1766) devant la chambre des lords. Il fut vigoureusement combattu par lord Temple et lord Lyttleton, par lord Mansfield, le savant jurisconsulte, le défenseur habituel et parfois exagéré de la prérogative royale. Les rôles étaient étrangement intervertis dans ce débat. La conduite de lord Chatham était singulière. On pouvait s'étonner de le voir si gratuitement, si inutilement, prendre la défense d'un principe qui, à d'autres époques, avait tant égaré et compromis la royauté, et qui, même dans son application la plus modérée, devait être au moins suspect aux amis des libertés publiques. Il en résulta que le bill d'indemnité voté par les chambres devint une sorte d'échec pour les ministres, qui prétendaient ne pas en avoir besoin. Ce ne fut ni le seul ni le plus grave qu'ils éprouvèrent. La chambre des communes, par un vote fort inattendu, et qui fut généralement considéré comme la preuve que le cabinet n'y avait pas la majorité, réduisit d'un quart l'impôt territorial (février 1767).

Presque toutes les fractions du parti whig s'étaient réunies contre le cabinet. Lord Temple et George Grenville, le marquis de Rockingham et ses amis, ceux du duc de Newcastle, ceux du duc de Bedford, formaient une coalition à laquelle il n'était pas probable qu'on pût long-temps résister. Lord Chatham voulut essayer de la dissoudre. Il ne semblait pas qu'avec quelque adresse il dût lui être bien difficile d'y réussir; mais le peu de souplesse de son caractère, l'irritabilité de son humeur, l'embarras inextricable des engagemens contradictoires où il se jeta quelquefois étourdiment, les obstacles imprévus que les préventions royales lui opposèrent en quelques circonstances, toutes ces causes et d'autres encore rendirent au moins infructueuses les tentatives auxquelles il se livra. S'il parvint à gagner en effet quelques individus, d'autres, et particulièrement le duc de Bedford, dont il avait un moment désarmé l'hostilité par des promesses qu'ensuite il ne put ou ne voulut pas tenir, se rejetèrent dans l'opposition avec un surcroît d'irritation et d'amertume. Dans son propre parti, lord Chatham s'aliéna plusieurs personnages considérables, qui, croyant avoir à se plaindre de ce que leurs prétentions ou leurs droits étaient sacrifiés au besoin de satisfaire les nouveau-venus, ne purent tolérer la hauteur dédaigneuse avec laquelle il repoussa leurs réclamations. Je ne m'arrêterai pas davantage à ces négociations impuissantes, dont les monotones et fastidieux détails remplissent les mémoires du temps; il suffira de dire qu'en résultat définitif elles affaiblirent moins l'opposition que le cabinet.

C'étaient là de tristes occupations pour le grand ministre qui, quelques années auparavant, agitait le monde, écrasait la France et l'Espagne, sauvait la Prusse de sa ruine, et portait l'Angleterre au faîte de la grandeur. Fatigué de ces luttes stériles et plus affecté qu'il ne voulait le paraître de la perte de sa popularité, sa santé ne put résister à de pareilles épreuves. Il tomba si gravement malade, que toute participation aux affaires lui devint absolument impossible. Retiré à la campagne, en proie à des attaques de goutte auxquelles se mêlaient, à ce qu'il paraît, des crises nerveuses d'une extrême violence, il resta pendant plus d'une année étranger à tout ce qui se faisait et à peu près invisible même pour les autres ministres. Dans les conjonctures graves et délicates qui se présentèrent à plusieurs reprises, le cabinet, dont il était l'ame, et qui, en s'abstenant de prendre son avis, eût également craint de s'égarer et de le blesser, s'efforçait vainement d'entrer en communication avec lui. Vainement le chef nominal de ce cabinet, le duc de Grafton, sollicitait un entretien de quelques minutes, absolument nécessaire, disait-il, pour assurer la marche du gouverne-

ment; la réponse invariable à ces instances, c'était un refus motivé sur le déplorable état de santé qui ne permettait pas à lord Chatham de recevoir son collègue. Dans un moment où les circonstances étaient devenues plus urgentes encore, il ne fallut rien moins que l'intervention personnelle du roi pour triompher de cette résistance : il fallut que George III, qui, par des billets presque journaliers, ne cessait de témoigner à lord Chatham la confiance la plus absolue, et de faire à son dévouement de pathétiques appels, lui annonçât l'intention de se transporter près de son lit, afin d'entendre de sa bouche les conseils qu'il ne pouvait plus recevoir de lui par l'intermédiaire de ses autres ministres. Pour prévenir la visite royale, il accorda enfin au premier lord de la trésorerie une audience qui, comme on le pense bien, ne produisit pas de grands résultats. Ainsi livrés à eux-mêmes et affaiblis par plusieurs défections, les ministres s'épuisaient en vains efforts pour attirer à eux quelques-uns des opposans. Ceux-ci se tenaient étroitement unis. Si de part et d'autre on était assez porté à transiger sur les principes, on l'était beaucoup moins à tomber d'accord sur le partage des emplois. Il n'était pas possible de faire une part à toutes les ambitions : aussi les négociations ouvertes avec le marquis de Rockingham ne tardèrent-elles pas à être rompues.

Dans ce cabinet dépourvu d'énergie et d'homogénéité, il y avait pourtant un ministre actif, ambitieux, doué de grands talens, qui, au lieu de s'effrayer comme les autres de l'abandon où les laissait la maladie de lord Chatham, s'en applaudissait, suivant toute apparence, parce que l'absence de ce grand homme ouvrait un libre champ à ses projets : je veux parler de Charles Townshend, chancelier de l'échiquier, dont l'éloquence, au témoignage de Burke, semblait devoir surpasser un jour celle de Chatham lui-même. Aspirant presque ouvertement à le remplacer, c'était en flattant les principes et les vues personnelles du roi qu'il comptait y parvenir. Dans cette pensée, il avait fait voter un bill qui imposait des droits sur l'importation dans les colonies américaines du thé et de plusieurs autres marchandises, ressuscitant ainsi la dangereuse querelle que le retrait de l'acte du timbre avait à peine commencé à calmer. Déjà Charles Townshend avait obtenu la pairie pour sa femme, il avait fait donner à son frère aîné la vice-royauté de l'Irlande, et il allait vraisemblablement former une nouvelle administration, lorsque (4 septembre 1767) la mort vint l'arrêter à l'entrée d'une carrière qui s'annonçait avec tant d'éclat. Il fut remplacé à l'échiquier par le célèbre lord North. D'autres modifications qui eurent lieu bientôt dans la composition du cabinet, en

y introduisant quelques-uns des amis du duc de Bedford, le fortifièrent un peu et prolongèrent son existence, qui semblait sur le point de finir par épuisement.

Formé ainsi des déserteurs, et, à quelques exceptions près, des hommes médiocres de tous les partis, en butte aux attaques de deux oppositions dont l'une était dirigée par le froid et prudent George Grenville, tandis que l'autre avait pour interprète la fougueuse éloquence de Burke, le ministère retomba promptement dans une situation plus difficile que jamais. Le revenu public décroissait, le commerce était en proie aux convulsions d'une crise prolongée. Les colonies, révoltées contre le bill imprudent de Charles Townshend, étaient en scission presque complète avec la métropole. En Angleterre même, les émeutes se multipliaient. Wilkes, depuis long-temps réfugié sur le continent, venait de reparaître à Londres, au mépris des jugemens qui le frappaient. Bravant un gouvernement faible qui n'avait su se déterminer ni à gagner sa facile vénalité ni à invoquer à temps contre lui l'action des lois, il enflammait le peuple par ses pamphlets et ses discours incendiaires, il se faisait élire député au parlement.

Tout absorbée par ces tristes querelles, l'Angleterre avait cessé de peser dans la balance de la politique européenne. Elle laissait le gouvernement français prendre possession de la Corse, et le secrétaire d'état lord Shelburne, qui voulait s'y opposer, ne pouvant obtenir à cet effet l'assentiment de ses collègues, se voyait forcé de donner sa démission. Cependant lord Chatham était toujours membre de ce cabinet, dont les actes démentaient si complètement sa politique. Bien qu'il n'y prît depuis long-temps aucune part, et que l'opinion publique se complût à voir, dans sa retraite absolue, moins encore l'effet de la maladie que celui d'un dissentiment profond, les chefs du gouvernement attachaient toujours beaucoup de prix à conserver l'appui de son nom. On en avait vu un peu auparavant une preuve singulière. Il s'était présenté une de ces rares circonstances où l'intervention directe et personnelle du gardien du sceau privé est indispensablement requise. La santé de lord Chatham ne lui permettant pas d'exercer cette intervention, six semaines s'écoulèrent en délibérations et en recherches sur les moyens d'y suppléer. On finit par s'arrêter à un bizarre expédient : lord Chatham donna sa démission, des commissaires furent nommés pour le remplacer, et, lorsqu'ils eurent accompli l'acte nécessaire, il fut de nouveau appelé à l'emploi dont il venait de se démettre.

Si l'on comprend sans peine l'intérêt qu'avaient les autres minis-

tres à le conserver nominalement dans leurs rangs, on ne se rend pas aussi bien compte des motifs qui purent le déterminer à y rester si long-temps. Sans doute, il lui répugnait de terminer obscurément un second ministère qui devait faire un étrange contraste avec la gloire du premier. Il finit pourtant par sentir qu'en persistant à protéger de son nom des mesures qu'il n'approuvait pas, il en accepterait toute la responsabilité. Déjà très mécontent des voies nouvelles où l'on venait d'entrer à l'égard des colonies, il ne put se résigner à la faiblesse qui tolérait l'agrandissement de la France. Sa démission (octobre 1768), à laquelle il donna pour motif l'état de sa santé, suivit de près celle de lord Shelburne. Comme le poste qu'il occupait n'avait d'autre importance que celle du titulaire, sa retraite n'amena aucun changement dans l'administration, et le public, qui s'y attendait depuis long-temps, y fit à peine quelque attention.

Rendu à la vie privée, lord Chatham s'abstint, pendant une session entière, de toute participation aux débats du parlement. Un repos absolu lui était nécessaire pour rétablir sa santé. Il profita d'ailleurs de ce loisir inaccoutumé pour se réconcilier non seulement avec lord Temple, mais avec George Grenville, avec le marquis de Rockingham, avec tous les chefs marquans du parti whig. Ce parti, qui ne s'était détaché de lui qu'incomplètement et à regret, accueillit avec empressement le retour de son favori. Lorsqu'il reparut dans la lice parlementaire, il avait recouvré toute sa popularité.

Pendant l'année qui venait de s'écouler, d'importans incidens avaient encore aggravé la situation du pays. Les troubles des colonies avaient pris un caractère de plus en plus sérieux, qui avait donné lieu, dans les deux chambres, à de très vifs débats. Le démagogue Wilkes ayant été, comme je l'ai déjà dit, élu membre de la chambre des communes, celle-ci avait annulé l'élection ; mais les électeurs l'avaient renouvelée à plusieurs reprises, en sorte que, pour mettre un terme à cette lutte, elle s'était décidée à considérer comme non avenus les votes donnés à ce factieux, et à recevoir au nombre de ses membres le candidat sur lequel s'étaient réunis les suffrages de la minorité. Cette résolution étrange, repoussée par l'opposition comme la violation flagrante du principe même de la représentation populaire, était devenue dans le parlement, dans la presse, dans le pays tout entier, le texte d'une polémique dont les lettres de Junius nous ont transmis la fougueuse expression.

L'état des colonies et l'affaire de Wilkes, c'étaient donc là les deux grandes questions du moment. C'est par elles que lord Chatham re-

commença la lutte. Le jour de l'ouverture de la seconde session qui suivit sa sortie du conseil, il prit la parole contre le projet d'adresse en réponse au discours du trône (janvier 1770). Après avoir déploré l'injustice et la maladresse de la politique suivie à l'égard des colonies, dont il excusa les torts sans prétendre les justifier complètement, il s'attacha surtout à faire ressortir l'irrégularité de la mesure prise par la chambre des communes pour l'exclusion de Wilkes; il soutint qu'en inquiétant la nation sur la conservation de ses franchises, elle créait de très grands dangers pour le maintien de l'ordre; il proposa d'insérer dans l'adresse un amendement conçu dans le sens de ces observations. Lord Mansfield ayant objecté qu'une chambre n'était pas autorisée à s'immiscer dans les actes intérieurs d'une autre branche de la législature, et que se permettre une telle intervention ce serait s'exposer à une collision fâcheuse, lord Chatham, animé par la contradiction, combattit avec une indignation éloquente un système qui, suivant lui, ne tendait à rien moins qu'à permettre à un seul des pouvoirs de l'état de priver un sujet anglais de ses droits les plus précieux et à investir les communes du pouvoir arbitraire enlevé jadis à la royauté. Néanmoins l'adresse fut adoptée telle qu'elle avait été proposée, et le chancelier lord Camden, ami de lord Chatham, avec qui il avait voté en cette circonstance, fut destitué.

Peu de jours après, un débat plus sérieux s'engagea devant la chambre des lords. Le marquis de Rockingham demanda la formation d'un comité pour prendre en considération l'état du royaume. Dans les développemens par lesquels il appuya son opinion, il traça un tableau rapide de la marche suivie par le gouvernement depuis la mort de George II; il la montra constamment dirigée par la volonté de faire prévaloir un principe fatal à la liberté, celui que la prérogative royale suffit à elle seule pour soutenir le pouvoir, quelles que soient les personnes chargées de l'administration. Le duc de Grafton, chef du cabinet, sans s'opposer à la discussion approfondie demandée par le marquis de Rockingham, essaya de réfuter immédiatement quelques-unes de ses attaques. Lord Chatham se leva ensuite pour répondre à son ancien collègue. Le discours qu'il prononça en cette occasion est un des plus brillans et des plus violens tout à la fois qui soient sortis de sa bouche. Parlant des troubles qu'avaient excités les persécutions dirigées contre Wilkes, « la constitution, dit-il, a été violée. Si la brèche qu'on y a faite est réparée, le peuple rentrera de lui-même dans un état de tranquillité. Si elle ne l'est pas, puisse la discorde régner à jamais! Si les serviteurs du roi ne permettent pas qu'une

question constitutionnelle soit vidée suivant les formes et les principes de la constitution, il faut qu'elle le soit de quelque autre manière, et plutôt que de voir la nation livrer au despotisme ministériel les droits que tout Anglais tient de sa naissance, j'espère, milords, j'espère, vieux comme je le suis, voir encore cette question résolue par une épreuve franche et décisive entre le peuple et le gouvernement... J'ai été nourri dans les principes de la constitution; je sais que, lorsque la liberté du sujet a été attaquée et qu'on lui refuse réparation, la résistance est justifiée... La grande charte, la pétition et le bill des droits forment ce que j'appellerai la bible de la constitution britannique. Si quelques-uns des malheureux prédécesseurs de sa majesté se fussent moins confiés aux commentaires de leurs ministres, s'ils eussent mieux connu le texte même de cette bible, notre glorieuse révolution serait restée à l'état de théorie, et on n'aurait pas à rappeler à leurs successeurs une aussi terrible leçon. » Passant de cette appréciation sévère de la politique intérieure du cabinet à l'examen de sa politique extérieure, lord Chatham ne la jugea pas avec moins de rigueur. Il fit un crime au ministère d'avoir laissé la France établir sans obstacle sa domination sur la Corse. Il contesta la doctrine professée par le duc de Grafton, qu'un dommage direct porté à l'honneur et aux intérêts du pays pouvait seul autoriser le gouvernement britannique à s'interposer pour défendre un état faible et arrêter les entreprises d'un voisin ambitieux. « Toutes les fois, s'écria-t-il, que cette politique étroite, égoïste, a prévalu dans nos conseils, nous en avons éprouvé les funestes effets; le danger, différé, mais agrandi, a exigé plus tard de plus grands efforts. » Après avoir ainsi passé en revue les actes principaux de l'administration et signalé partout l'absence du sentiment de la dignité du pays et de la couronne, l'orateur, cherchant les causes de cette dégradation et de la tolérance qu'elle rencontrait, prétendit les trouver dans la corruption que les richesses énormes acquises à certains personnages par la conquête récente de l'Inde avaient répandue tout autour d'eux, dans la modification profonde qu'elle avait apportée à la composition du parlement en ouvrant à des hommes qui n'avaient aucune racine dans le sol l'entrée de la chambre des communes; il déclara que la constitution était faussée, et qu'il n'y avait plus de rapports entre les commettans et leurs représentans. Il en prit occasion de revenir, avec une circonspection singulièrement remarquable au milieu de ces violentes déclamations, sur cette question naissante de la réforme électorale, que, quelques années auparavant, il avait déjà indiquée. Rappelant ce qu'il avait dit

alors, que le droit électoral conféré à certains bourgs était la partie pourrie de la constitution, il fit remarquer néanmoins que, comme c'étaient là des infirmités naturelles, créées par le temps et inhérentes en quelque sorte au corps social, la prudence prescrivait peut-être de conserver un membre paralysé plutôt que de risquer une amputation dont les suites pouvaient être mortelles, qu'il convenait d'essayer des remèdes plus doux, qu'on pourrait atteindre le but en donnant un plus grand nombre de représentans aux comtés et aux grandes villes où la corruption n'avait pas encore pénétré, où la vie politique était réelle. Il termina enfin cette véhémente philippique en annonçant que lui et ses amis étaient désormais irrévocablement unis au marquis de Rockingham et aux siens, non pour se partager les émolumens des emplois, mais pour sauver l'état, et qu'on ne parviendrait plus à les séparer, à quelque artifice qu'on eût recours.

J'ai cru devoir analyser ce discours avec une certaine étendue, parce qu'il caractérise admirablement le mélange de vues élevées, de passions violentes, d'esprit pratique, de fierté nationale, et d'attachement à la liberté qui distinguait si éminemment lord Chatham. Après l'avoir entendu (22 janvier 1770), la chambre des lords s'ajourna à quarante-huit heures pour la prise en considération de la motion du marquis de Rockingham. Ce délai expiré, un second ajournement fut encore prononcé pour laisser au ministère le temps de se compléter par la nomination d'un nouveau chancelier. Charles Yorke, qu'on avait déterminé, non sans peine, à accepter la succession de lord Camden, accablé des témoignages de réprobation que cette espèce d'apostasie lui avait attirés de la part de ses anciens amis et même de son frère, s'était tué de désespoir. D'un autre côté, un homme considérable, lord Granby, commandant en chef de l'armée et grand-maître de l'artillerie, venait de se démettre de ces emplois pour attester son opposition au système ministériel. Le duc de Grafton, ne trouvant personne qui consentît à s'associer à une administration si violemment attaquée, se décida à donner lui-même sa démission. Lord North, tout en restant chancelier de l'échiquier, le remplaça comme premier lord de la trésorerie. Les sceaux de la chancellerie furent mis en commission.

Ce n'était là, à vrai dire, ni un changement de système, ni même un changement de personnes. Aussi l'opposition, loin de se calmer, sembla puiser un nouveau degré d'énergie dans la retraite du duc de Grafton. Le marquis de Rockingham, reprenant cette interminable question de l'exclusion de Wilkes, présenta à la chambre des lords

un projet de résolution qui tendait, dans une forme indirecte, à blâmer la conduite de la chambre des communes. Ce projet fut rejeté, et le principe même en fut condamné par une décision spéciale comme étant de nature à violer le droit constitutionnel des communes et à opérer une scission entre les deux chambres du parlement. Cette double victoire du parti ministériel avait été précédée de débats fort animés auxquels lord Chatham s'était mêlé avec son ardeur ordinaire.

Bientôt après, un membre de l'opposition, lord Craven, proposa de faire une adresse au roi pour le prier de mettre la marine sur un pied propre à faire respecter la couronne et à protéger le commerce. Lord Chatham, appuyant cette proposition et reprochant au ministère l'organisation vicieuse de la marine, trouva moyen de rattacher ce blâme à l'idée fixe qui était devenue le thème de tous ses discours. Il signala, en termes d'une incroyable violence, cette influence *secrète*, *dangereuse*, *inconstitutionnelle*, *basse et perverse tout à la fois*, qui n'avait cessé, suivant lui, de dominer le trône depuis l'avénement de George III, cette influence *invisible*, *irresponsable* des pernicieux conseils d'un favori, premier auteur de tous les troubles, de tous les malheurs de l'Angleterre, et qui, bien qu'absent, exerçait encore, au moyen de ses agens confidentiels, une puissance absolue. S'accusant d'avoir été lui-même pendant quelque temps la dupe d'un système aussi fortement organisé, il affirma que, pendant son dernier ministère, des projets importans, pour lesquels il avait obtenu l'assentiment du conseil et du roi, avaient néanmoins été abandonnés et même contrariés dans un moment où sa santé l'empêchait d'en surveiller l'exécution. Il dit qu'on avait abusé de sa loyale confiance, qu'on l'avait trompé, qu'il avait pu se convaincre qu'aucune administration indépendante n'aurait la permission de vivre long-temps. A ces étranges paroles, le duc de Grafton se leva pour défendre le roi contre des imputations dans lesquelles il ne voyait que le produit d'un esprit malade, aigri par ses propres souffrances. Lord Chatham, loin de se laisser arrêter, s'écria qu'il ne rétractait rien, qu'il ne modifiait rien de ce qu'il avait avancé. « J'ai toujours, dit-il, trouvé le roi gracieux et bienveillant dans son cabinet : plus d'une fois sa majesté a poussé la bonté jusqu'à me promettre, non-seulement de me pardonner le défaut d'assiduité auquel ma santé me condamnait, mais encore de faire ce qui dépendrait d'elle pour y suppléer. Au lieu de cela, je n'ai rencontré sur ma route que des obstacles. Les difficultés que j'ai vu s'élever contre toutes mes mesures, grandes ou petites, ne sont pas toutes nées en dehors du gouvernement : elles ont été suscitées, soutenues par la puissance

occulte dont je parlais tout à l'heure. J'ai été forcé de reconnaître qu'il y avait derrière le trône quelque chose de plus grand que le trône même. » Ce discours, qui n'empêcha pas le rejet de la proposition de lord Craven, devait laisser et laissa dans l'esprit de George III un implacable ressentiment.

Quelques jours s'étaient à peine écoulés qu'un nouveau débat s'ouvrit sur la situation obérée de la liste civile. Lord Chatham, par la violence de son langage, excita à plusieurs reprises les murmures de la chambre. Il s'emporta jusqu'à dire qu'un ministre assez hardi pour endetter la liste civile, pour mettre ainsi la nation dans l'alternative, ou de livrer son souverain à la honte de ne pas payer ses dettes, ou de devenir la proie d'un gouvernement corrompu, méritait la mort. A aucune époque de sa vie parlementaire, on ne l'avait vu plus infatigable, plus assidu, plus virulent dans ses attaques contre l'administration. Sans se laisser décourager par le peu de succès de ses précédentes tentatives, ou plutôt comptant bien plus sur l'effet moral que sur le résultat immédiat de ses agressions, il présenta un bill qui avait encore pour objet l'annulation de l'acte d'exclusion dont la chambre des communes avait frappé Wilkes. Dans le développement qu'il donna à sa proposition, il ne craignit pas de faire des vœux pour la dissolution d'une chambre corrompue, qui, en privant les électeurs de leurs droits constitutionnels, foulait aux pieds les lois et l'ordre politique. D'énergiques réclamations, des cris de rappel à l'ordre, couvrirent cette voix naguère si respectée.

Le conseil de la Cité de Londres ayant envoyé au roi une députation chargée de lui remettre une adresse qui réclamait la réparation de l'outrage fait au droit électoral, la dissolution de la chambre des communes et le renvoi des ministres, George III n'avait répondu aux députés municipaux que par une sévère réprimande dans laquelle cette pétition était repoussée comme irrespectueuse pour le trône, injurieuse pour le parlement, et contraire aux principes de la constitution. Lord Chatham proposa à la chambre haute de déclarer que ceux qui avaient conseillé au roi une telle réponse lui avaient donné un avis très dangereux. S'abaissant à un artifice de démagogue vraiment indigne de lui, il affecta d'imputer aux hommes qui ne partageaient pas son opinion un dédain aristocratique pour la bourgeoisie de Londres, dont il vanta outre mesure le patriotisme et l'attachement à la liberté. A cette motion, rejetée par une forte majorité, il en fit succéder une autre, pour que la chambre des pairs demandât elle-même au roi la dissolution du parlement. Il en donna pour motif le mécon-

tentement universel excité par la conduite d'une chambre qui avait perdu la confiance de la nation; il parla de nouveau d'augmenter la représentation des comtés pour balancer la corruption des bourgs. Cette proposition, dont très certainement il n'espérait aucun succès, fut repoussée en effet avec des témoignages d'impatience et d'irritation.

La fin de la session mit momentanément un terme à cette lutte acharnée. Si elle avait fait un tort réel à lord Chatham, non-seulement dans la faveur de la cour, mais encore dans l'opinion des hommes loyaux et sensés, elle avait achevé de lui rendre toute sa popularité. Le conseil de la Cité de Londres lui vota une adresse de remercîmens. Comme un passage de cette adresse paraissait supposer qu'il avait exprimé un vœu pour la réduction à trois ans de la durée des parlemens, il protesta, dans sa réponse, contre cette interprétation, qui l'associait aux vues de la fraction la plus exagérée des réformistes; il eut même soin de restreindre à la manifestation d'un doute le sens de ce qu'il avait dit sur la convenance d'augmenter la représentation des comtés. On aime à le voir, dans le temps même où il semblait le plus abandonné aux écarts de l'esprit de parti, ressaisir par momens sa haute indépendance pour se rattacher aux vieilles doctrines constitutionnelles qui formaient sa religion politique.

Le repos que la clôture de la session lui avait procuré fut de courte durée. Lorsque le parlement se réunit six mois après, une de ces questions de politique extérieure qui prêtent si merveilleusement aux déclamations de l'opposition venait de surgir. Des forces anglaises ayant pris possession des îles Falkland, sur lesquelles l'Espagne alléguait un droit de propriété, une expédition espagnole les en avait expulsées. On négociait pour trouver des termes d'accommodement propres à prévenir une rupture que de part et d'autre on était fort loin de désirer. Le jour même où la chambre des lords se rassembla pour la première fois, le duc de Richmond, blâmant la faiblesse du gouvernement qui laissait impunie l'insulte faite à la couronne britannique, demanda communication des documens relatifs à cette délicate affaire. Les deux secrétaires d'état répondirent que la production de ces documens ne pourrait que compromettre le succès de la négociation; ils insistèrent beaucoup sur les susceptibilités de l'honneur espagnol, sur les ménagemens infinis dont il fallait user pour ne pas le révolter. Ces objections irritèrent lord Chatham. Prodiguant aux ministres, avec l'intempérance de langage qui lui était familière, les qualifications les plus outrageantes, celles d'*indignes*, de *méprisables*, de

grands criminels, il leur reprocha de se montrer plus jaloux de l'honneur de l'Espagne, coupable de provocation, que de celui même de l'Angleterre offensée. Il se livra contre la nation espagnole aux plus sanglantes, aux plus incroyables invectives. « Je connais bien, dit-il, le caractère de cette nation, en tant au moins qu'elle est représentée par sa cour et par ses ministres, et je croirais déshonorer mon pays en comparant la bonne foi britannique à ce point d'honneur espagnol tant vanté. Le peuple anglais est un peuple franc et loyal; les Espagnols sont aussi vils, aussi astucieux qu'orgueilleux et insolens. J'ai été souvent obligé de traiter avec leurs ministres, et jamais, dans leurs procédés, je n'ai rien trouvé qui ressemblât à de la droiture ou à un sentiment de dignité, rien qu'une basse astuce et de misérables mensonges. » Après cette outrageante sortie, lord Chatham protesta pourtant qu'il ne voulait pas la guerre, mais une paix honorable et solide, et non une apparence de rapprochement au moyen de ridicules expédiens qui pourraient tout au plus retarder la guerre de quelques mois. Il reprocha au ministère d'altérer les faits, de tromper le public pour endormir les esprits justement exaspérés, et d'avoir, dans ce but, fait répandre le faux bruit que le cabinet de Madrid avait désavoué ses agens. Rentrant ensuite dans ces généralités où se complaisait son éloquence, il accusa les dépositaires du pouvoir de s'être rendus coupables du plus grand crime qu'ils pussent commettre envers leur pays en y semant la désaffection et la discorde par une suite de mesures inconstitutionnelles autant qu'oppressives, et d'avoir, par la lenteur et la faiblesse de leurs préparatifs, livré l'Angleterre sans défense aux attaques de la maison de Bourbon. Il s'écria que, si les chambres persistaient dans leur inaction, si cette maison savait profiter de ses avantages, l'Angleterre, hors d'état de lutter sans alliés contre la France et l'Espagne, était irréparablement perdue, qu'avant un mois elle ne serait plus une nation; que dans un tel état de choses il croyait remplir un devoir en sonnant l'alarme, en excitant l'esprit public, en tirant, s'il se pouvait, de leur engourdissement les ministres, le roi lui-même; qu'enfin il ne restait d'autre moyen de salut que de calmer de trop justes mécontentemens, de mettre fin à la déplorable influence des hommes d'argent, de rappeler de la retraite où on les avait relégués les chefs de ces grandes familles whigs auxquelles la maison de Hanovre devait sa couronne, et de former avec leur concours une administration populaire, établie, non plus sur de simples liaisons de parenté ou d'amitié, mais sur des bases larges et nationales (13 novembre 1770).

La chambre des lords refusa d'appuyer ces attaques passionnées. La motion du duc de Richmond fut repoussée. Quelques semaines après, la question à laquelle elle se rapportait fut résolue ou au moins ajournée au moyen d'un accommodement qui, en réalité, la laissait à peu près en suspens. Les îles Falkland furent rendues à l'Angleterre; mais, avant d'en prendre possession, le cabinet de Londres annonça, dans une forme non officielle, l'intention d'abandonner presque immédiatement un territoire d'une valeur assez douteuse en effet. Cet expédient ne pouvait manquer de soulever l'indignation des opposans. Plusieurs propositions furent faites par lord Chatham et ses amis pour flétrir une transaction dans laquelle ils ne voulaient voir, au lieu de la réparation réclamée par l'Angleterre, qu'un ignominieux compromis. Elles furent écartées par une forte majorité.

Il en fut de même de toutes les motions par lesquelles lord Chatham, reprenant sans cesse, sous des formes habilement variées, les thèmes qu'il jugeait les plus propres à entretenir l'excitation des esprits, s'attacha, pendant le cours de la même session, à provoquer de nouveau l'animadversion publique contre la mesure arbitraire de l'expulsion de Wilkes, et à reproduire le vœu de la dissolution de la chambre des communes. Dans les argumens qu'il présenta à plusieurs reprises pour établir que les droits politiques d'un sujet anglais ne pouvaient être anéantis par une résolution d'une des deux chambres du parlement, dans ceux qu'il opposa à l'étrange théorie professée par lord Mansfield et admise alors en pratique, qu'en matière de presse le jury est seulement appelé à connaître du fait de la publication, tandis que la qualification de l'écrit appartient au juge, il s'éleva à une hauteur d'éloquence, à une puissance de logique, qui lui donnèrent de nouveaux titres à l'admiration et à la reconnaissance des amis de la liberté. Malheureusement la passion l'entraîna souvent à des inconséquences semblables à celles dont j'ai déjà eu à citer trop d'exemples. C'est ainsi qu'on l'entendit se déclarer converti au principe des parlemens triennaux, qu'il repoussait encore quelques mois auparavant, mais que maintenant, disait-il, il jugeait nécessaires pour sauver la constitution et arrêter les progrès de l'énorme influence de la couronne. Dans une autre occasion, faisant allusion aux troubles des colonies, il s'oublia jusqu'à prononcer ces étonnantes paroles : « Bien que je me fasse gloire d'être plus que personne attaché à mon pays, la conduite de ceux qui le gouvernent m'est tellement odieuse, que, si j'avais dix ans de moins, j'irais passer le reste de mes jours dans une contrée qui a déjà donné les preuves les plus éclatantes de son esprit

d'indépendance, et mon âge ne m'en empêcherait même pas, si des considérations d'une extrême gravité ne me retenaient ici. »

En constatant ces tristes écarts, qu'excuse jusqu'à un certain point, qu'explique au moins la double irritation des souffrances physique et de l'ambition déçue, il est une justice que l'on doit rendre à lord Chatham : c'est que l'esprit de parti ne l'entraîna jamais jusqu'à chercher à affaiblir l'administration en refusant au gouvernement les moyens de se faire respecter au dehors. Au moment même où il usait de toute son influence sur la Cité de Londres pour la pousser dans les voies d'une opposition de plus en plus violente, quelques aldermen, sous prétexte de repousser un acte d'oppression, imaginèrent de mettre obstacle à la presse maritime qui venait d'être ordonnée, suivant l'usage, dans le but d'équiper une escadre. On était alors au plus fort de la querelle engagée avec l'Espagne au sujet des îles Falkland; la guerre se présentait comme possible, comme probable même, et on pouvait craindre que la France ne joignît ses forces à celles de l'Espagne. Le patriotisme de lord Chatham s'émut d'une tentative qui compromettait, dans de telles conjonctures, la supériorité navale de la Grande-Bretagne. Non-seulement il s'efforça de décider les aldermen à s'en désister, mais, au risque de se dépopulariser, il déclara en pleine chambre des lords que, si l'on proposait d'appeler à la barre les magistrats coupables de cet attentat à la sûreté et à la puissance nationales, il voterait pour la proposition.

En dépit de toutes les attaques parlementaires, en dépit des émeutes qu'elles provoquaient parfois, le ministère restait debout. Son nouveau chef, lord North, dont tout le monde à son avénement prédisait la chute prochaine, avait pourtant retrouvé le secret d'une stabilité que le pouvoir ne connaissait plus. Homme d'expérience et de pratique plutôt que d'un génie élevé, financier habile, doué, sinon d'un grand éclat d'éloquence, au moins d'un rare talent de discussion et d'un sang-froid, d'une égalité d'humeur que rien ne pouvait déconcerter, portant dans ses relations avec les individus un charme de manières, un don d'insinuation qui ne laissait aucune place à la malveillance personnelle, il était parvenu à acquérir dans la chambre des communes une influence presque égale à celle que Walpole y avait jadis exercée. Il y avait créé peu à peu une de ces majorités permanentes sans lesquelles il est à peu près impossible de gouverner avec efficacité, parce que sans elles le gouvernement n'est jamais sûr de son lendemain. L'esprit qui animait cette majorité, le système du cabinet qu'elle soutenait, étaient sans doute peu conformes aux instincts de gloire et de

liberté qui ont fait, à diverses époques, la grandeur de l'Angleterre. On comprend que les ames généreuses et les hautes intelligences eussent quelque peine à s'y soumettre; il est pourtant incontestable que la longue durée du ministère de lord North fut, sous un rapport assez essentiel, un véritable bienfait pour le pays. En maintenant pendant douze années le pouvoir dans les mêmes mains, la majorité mit fin à ces brusques reviremens qui, depuis l'avénement de George III, on pourrait presque dire depuis la chute de Walpole, n'avaient cessé de dissoudre et de recomposer les partis, de diviser et de réunir successivement les hommes politiques, sans autre motif, sans autre prétexte même que leurs intérêts ou leurs ressentimens. Ceux qu'à l'avénement de lord North le hasard avait rassemblés dans la même opposition, où certainement ils n'avaient pas cru entrer pour si long-temps, finirent par s'attacher aux opinions, aux principes dans lesquels ils n'avaient vu d'abord que des armes de guerre, destinées à être jetées de côté lorsqu'elles leur auraient donné la victoire. A la longue, il se forma entre eux, et aussi entre leurs adversaires, des liens trop étroits pour qu'il fût facile de les rompre brusquement. La nouvelle génération qui s'élevait dans cet intervalle était d'ailleurs étrangère aux mesquines préoccupations de la génération précédente; dans son dévouement sincère et passionné aux principes pour lesquels on lui avait appris à combattre, elle ne comprenait même plus ces tristes intrigues qui naguère avaient absorbé et épuisé toute l'énergie morale du pays, et lorsque, après la fin de ce long ministère, quelques hommes éminens, dans des vues d'ambition personnelle, voulurent recommencer cette guerre de défections et de coalitions imprévues dont le duc de Newcastle avait été le héros, et à laquelle lord Chatham lui-même s'était mêlé trop souvent pour sa gloire, l'indignation qu'ils excitèrent, la longue disgrace qui leur fit expier un succès d'un moment, durent leur prouver qu'ils s'étaient trompés d'époque. Le règne des coteries avait fait place à celui des grands partis. Les whigs et les tories se retrouvaient réellement en présence.

Le ministère de lord North fut, on le voit, un de ces régimes de transition que les peuples sont parfois condamnés à subir en expiation de leurs propres écarts et des fautes de leurs gouvernans, régimes tristes et sans éclat, mais nécessaires pour ramener par le calme les esprits égarés aux notions de la vérité et de l'ordre moral. Il est sans doute malheureux pour les ames d'une certaine trempe de venir à de pareils momens, d'avoir à respirer cette pesante atmosphère. Néanmoins on aurait tort de croire qu'un pareil état de choses ne four-

nisse aucun emploi à leur activité : c'est à elles qu'il appartient de conserver le dépôt des nobles pensées et des grands sentimens, d'empêcher par leurs protestations éloquentes qu'ils ne soient en quelque sorte frappés de proscription, et de nourrir soigneusement ce feu sacré en attendant le jour où la manifestation n'en sera plus inopportune, parce que le peuple sera redevenu capable d'en supporter la lumière.

Tel était alors le rôle que jouaient à la chambre des communes Burke et le jeune Fox. A la chambre des lords, Chatham avait quelque peine à s'y résigner, habitué qu'il était à une existence plus active, à une influence plus directe. Il était d'ailleurs peu satisfait de ses auxiliaires. Si, d'un côté, il s'irritait de la circonspection du marquis de Rockingham et de ses amis, de l'autre les procédés démagogiques et quelquefois illégaux de la Cité de Londres lui inspiraient de l'inquiétude et du dégoût. Découragé par le peu de succès des attaques multipliées qu'il venait de diriger contre le cabinet, aigri et abattu par la maladie, il cessa presque absolument pendant deux années de prendre part aux débats, et même d'assister aux séances. Lorsqu'il y reparut plus tard, ce ne fut plus que pour y traiter une seule question, qui, il est vrai, avait fini par absorber toutes les autres, la question des troubles et bientôt de l'insurrection des colonies.

Dans la vie si dramatique de lord Chatham, il n'y a peut-être rien de plus imposant que la part qu'il prit à ces grandes délibérations. C'est un noble spectacle que celui de ce vieillard s'arrachant de loin en loin de son lit de douleur pour aller signaler à son pays les dangereuses erreurs du gouvernement, annonçant d'avance les malheurs qui devaient en être la conséquence, invoquant la justice, l'humanité, la politique, également méconnues par les mesures de rigueur dirigées contre les Américains; puis, accablé par cet effort, rentrant dans sa solitude, d'où il ne doit sortir de nouveau que lorsque l'évènement aura vérifié ces tristes prédictions, lorsque d'autres témérités du gouvernement appelleront de sa part d'autres remontrances et d'autres prophéties non moins infructueuses. Jamais peut-être son éloquence ne s'était élevée à une telle hauteur. Je n'analyserai pas ces discours si énergiques, si brillans, si passionnés, où vibre si admirablement l'accent du patriotisme livré à une noble tristesse en présence de calamités dont il ne peut arrêter le cours. Soit qu'il y rende un magnifique hommage à la sagesse, à l'esprit de liberté qui dictaient les manifestes et dirigeaient les premiers actes des insurgés, soit qu'il y proteste contre les attentats du ministère aux droits des colons et au

principe même de la constitution britannique, soit qu'il propose d'en appeler aux moyens de clémence et de conciliation, soit qu'avec une assurance vraiment prophétique il prédise l'impuissance d'un recours à la force, le succès de la résistance d'un peuple défendant une cause juste et sainte, le parti que saura en tirer la maison de Bourbon pour venger sur l'Angleterre affaiblie ses anciennes défaites, soit enfin que, dans l'entraînement d'une indignation généreuse, il flétrisse ces mercenaires allemands vendus par leurs méprisables princes pour aller défendre au-delà des mers les intérêts d'un despotisme étranger, ou qu'il dénonce à l'horreur publique la conduite des autorités anglaises excitant contre les insurgés, contre des compatriotes, la férocité de l'Indien sauvage, Chatham, exalté par la grandeur du sujet, se surpasse en quelque sorte lui-même et se place au niveau des grands orateurs de l'antiquité dans ce qu'ils nous ont laissé de plus éclatant.

Il faut le reconnaître pourtant : dans cette grande lutte, où la supériorité de son intelligence, sa sagacité, son éloquence, brillèrent d'une si vive splendeur, il ne sut pas complètement se soustraire aux préjugés de ses contemporains. Plus d'une erreur capitale faussait essentiellement le jugement qu'il portait sur la question américaine. Il crut long-temps, par exemple, que la prétention du parlement britannique de taxer les colonies, occasion première de leurs agitations, en était aussi la cause fondamentale, qu'il suffirait de l'abandonner pour les rendre à la tranquillité, et que, comme l'affirmaient les colons, comme beaucoup d'entre eux le croyaient encore alors, la pensée de l'indépendance était tout-à-fait étrangère à leurs mouvemens. Pénétré de la conviction qu'ils ne pouvaient, en leur qualité de sujets anglais, être imposés que par leurs propres représentans et non par la chambre des communes où ils n'avaient pas de députés, mais qu'ils étaient d'ailleurs soumis, sous tous les autres rapports, à l'autorité législative du parlement, lord Chatham perdait de vue cette grande vérité, ce secret des gouvernemens libres, que le droit de s'imposer soi-même est surtout précieux par ses conséquences indirectes, et parce que tôt ou tard la force des choses en fait découler la liberté absolue de celui qui l'exerce. Il ne voulait pas voir qu'il est, pour les colonies, un degré de prospérité qui rend impossible la continuation de leur état de dépendance, lorsque cette prospérité repose sur des causes naturelles et intrinsèques, et non pas sur des combinaisons factices liées à leur dépendance même, lorsque d'ailleurs la population qui les habite est douée d'une civilisation et d'une force morale suffisantes pour la mettre en état de se donner un gouvernement. Sous

tous ces rapports, lord Chatham se trompait, l'Angleterre entière se trompait avec lui, et peut-être était-il impossible qu'il en fût autrement; peut-être n'est-il pas dans la nature des choses qu'un souverain ou un peuple reconnaisse la convenance de renoncer à son empire sur un autre peuple avant que l'impossibilité de le maintenir lui ait été démontrée par l'impuissance prolongée de ses efforts contre l'indépendance naissante.

Une autre erreur que lord Chatham partageait également avec tous ses contemporains, et qui ne leur laissait pas la liberté d'esprit nécessaire pour résoudre cette grande question, c'était l'opinion que la perte des colonies entraînerait inévitablement l'abaissement et la ruine de l'Angleterre. Un seul homme, le doyen Tucker, eut alors assez de sagacité pour affirmer que les *bénéfices dont l'Amérique, en qualité de province dépendante, était la source pour la Grande-Bretagne, ne pesaient pas un grain de sable dans la balance, comparés aux avantages commerciaux que cette même contrée pourrait lui assurer comme état allié*. A la distance où nous sommes aujourd'hui des évènemens, il est aisé de voir ce qui échappait également aux préventions diverses de lord Chatham et de lord North : c'est que l'émancipation des colonies était irrévocablement écrite dans le fait même des progrès de leur population, de leur civilisation et de leurs richesses; c'est que la différence du résultat de la politique la plus habile à celui de la politique la plus imprudente ne pouvait aller qu'à accélérer ou à retarder de quelques années cet évènement; c'est qu'enfin, au moment où lord North prit la direction des affaires, les choses étaient peut-être trop avancées déjà pour qu'il fût possible de différer beaucoup une catastrophe préparée par les fautes que l'aveugle opiniâtreté de George III avait imposées aux administrations précédentes. Lord North, comme tant d'autres personnages historiques, est resté chargé, aux yeux de la postérité, de la responsabilité d'évènemens auxquels il avait pris moins de part que ses prédécesseurs, mais dont l'ordre des temps le condamna à subir les conséquences.

Le jour approchait où ces conséquences allaient se développer dans toute leur étendue. Depuis deux ans déjà, les troubles des colonies avaient pris le caractère d'une insurrection formelle; depuis une année, leur congrès général avait proclamé l'indépendance des États-Unis (4 juillet 1776). Le gouvernement britannique s'était décidé à tenter un effort puissant pour écraser ce qu'il appelait encore la rébellion; un vaste plan d'opérations avait été combiné, et l'Angleterre en attendait le résultat avec anxiété, lorsqu'on apprit que la principale

division de l'armée anglaise, celle du général Burgoyne, entourée par des forces supérieures, s'était vue contrainte (16 octobre 1777) de mettre bas les armes. Cet échec, que lord Chatham avait prévu et annoncé, fit en Amérique, en Angleterre et dans toute l'Europe, une prodigieuse sensation. Il donna à la nouvelle république cette consécration que les succès militaires impriment seuls aux droits encore contestés. En portant au plus haut degré l'enthousiasme que la cause américaine excitait déjà dans les esprits, ouverts aux innovations politiques et philosophiques, il accéléra la marche des négociations que les envoyés des États-Unis suivaient depuis long-temps avec la cour de Versailles. Un traité d'alliance fut conclu entre le gouvernement de Louis XVI et celui des insurgés le 6 janvier 1778, au moment même où le cabinet de Londres se décidait enfin à proposer au parlement des moyens de transaction que, quelques années auparavant, l'Amérique eût à peine osé espérer.

Il paraît que dans ces conjonctures, d'autant plus menaçantes qu'alors l'Angleterre n'avait pas un seul allié, l'idée de reporter au pouvoir l'homme qui, à une autre époque, l'avait si glorieusement tirée d'une situation presque aussi difficile, et qui, dans ces derniers temps, en plaidant si éloquemment la cause des colonies, s'était acquis en Amérique une popularité immense, se présenta à quelques esprits. Il y eut même, entre des intermédiaires subalternes, un commencement de négociation, bientôt abandonnée, il est vrai, et dont il est assez difficile d'apprécier la véritable portée, parce qu'on peut supposer que ces intermédiaires avaient pris beaucoup sur eux. Ce qui est assez singulier, c'est que lord Bute, depuis si long-temps voué à la retraite, était mêlé à cette tentative. Lord Chatham refusa nettement d'accepter son concours, qu'on prétendit ensuite, et peut-être avec raison, ne lui avoir été offert que par suite d'un malentendu, et les choses en restèrent là. C'était un glorieux témoignage de la puissance morale attachée au nom de lord Chatham et au souvenir de son premier ministère que cet appel fait par l'opinion, au milieu des dangers de la patrie, à un vieillard accablé sous le poids des infirmités. Il n'y a probablement pas lieu de regretter, ni dans l'intérêt de sa propre gloire, ni dans celui du pays, qu'il n'ait pas répondu à un tel appel. Il est plus que douteux qu'en prenant la direction des affaires, et lors même que sa santé eût été moins altérée, il eût réussi à prévenir ou même à retarder des évènemens déjà presque accomplis. Quoi qu'il en soit de la démarche faite de la part ou au nom de lord Bute, il est certain qu'à cette époque le parti de la cour montrait

quelque disposition à s'entendre avec lord Chatham. Ce qui explique cette tendance à un rapprochement naguère encore si imprévu, c'est que, d'accord sur ce point avec les *amis du roi*, il se prononçait ouvertement contre l'idée de reconnaître l'indépendance des colonies, tandis qu'une fraction considérable de l'opposition, celle dont le marquis de Rockingham était le chef, en était déjà venue à considérer cette reconnaissance comme nécessaire.

Le duc de Richmond fit dans ce sens, à la chambre des lords, une proposition formelle, qui souleva la patriotique colère de lord Chatham. Jamais, dans les plans de transaction qu'il avait conçus en faveur des colons, sa pensée n'était allée au-delà d'une combinaison qui, en laissant au roi la souveraineté des provinces américaines, les eût seulement affranchies de la suprématie du parlement, et leur eût donné une législation aussi bien qu'une administration particulière. Abandonner complètement les colonies, leur permettre de s'organiser en un état distinct et allié de la France, c'était une humiliation dont il ne pouvait supporter la pensée. Malgré l'épuisement où le réduisaient ses souffrances, il se fit porter à la chambre des lords. On peut comprendre quelle fut l'émotion de cette assemblée lorsqu'elle le vit entrer pâle, exténué, dans l'appareil de la maladie, appuyé sur son jeune fils et sur son gendre, mais conservant encore dans son attitude, dans son regard, dans toute sa personne, cet aspect imposant et majestueux qui, depuis quarante ans, exerçait une telle fascination sur tous ceux qui l'écoutaient. Il prit la parole au milieu d'un profond silence, d'une voix faible d'abord, mais qui ne tarda pas à s'animer. « Après une longue absence, dit-il, une absence que je regrette, mais que mes infirmités m'ont imposée malgré moi, j'ai fait un effort pour venir, la dernière fois peut-être qu'il me sera possible d'entrer dans cette enceinte, y manifester toute mon indignation de l'idée que j'apprends y avoir été exprimée. Je me félicite de ce que la tombe ne s'est pas encore fermée sur moi, de ce que j'ai encore assez de vie pour protester contre le démembrement de cette noble et antique monarchie. Abattu comme je le suis par la douleur, je suis peu capable d'assister mon pays dans ce moment d'extrême danger; mais, milords, tant que je conserverai le sentiment et la mémoire, jamais je ne consentirai à priver le royal rejeton de la maison de Brunswick, l'héritier de la princesse Sophie, de la plus belle partie de son héritage. Où est l'homme qui osera conseiller une telle mesure? Milords, sa majesté a reçu de ses prédécesseurs un empire aussi vaste que glorieux. Ternirons-nous la gloire de notre nation par un abandon ignominieux de

ses droits et de ses plus belles possessions? Ce grand royaume, qui a survécu tout entier aux déprédations des Danois, aux incursions des Écossais, à la conquête des Normands, qui a soutenu sans en être ébranlé les menaces de l'*Armada* espagnole, tombera-t-il devant la maison de Bourbon? Nous ne sommes donc plus ce que nous étions? Un peuple qui, il y a dix-sept ans, était la terreur du monde, s'abaissera-t-il jusqu'à dire à son ancien, à son implacable ennemi : Prenez-nous ce que nous avons de plus précieux, donnez-nous seulement la paix?... Au nom du ciel, s'il est absolument nécessaire d'opter entre la paix et la guerre, si la première ne peut être conservée avec honneur, pourquoi ne pas commencer la guerre sans hésitation? Je ne connais pas bien, je l'avoue, l'état actuel des ressources de ce royaume; mais j'ai la confiance qu'elles suffiront pour défendre ses justes droits. Quoi qu'il en soit, milords, tout vaut mieux que le désespoir. Faisons au moins un effort, et si nous devons succomber, succombons comme des hommes! » Ce furent là les dernières paroles de lord Chatham. Le duc de Richmond lui ayant répondu avec une aigreur qui sembla le blesser vivement, il voulut répliquer. Deux ou trois fois il essaya de se lever, mais ses forces le trahirent. Il retomba évanoui sur son siége. On l'emporta, et la chambre, vivement émue, ajourna la discussion. C'était le 7 avril 1778 que se passait cette scène imposante; le 11 mai, lord Chatham, qui s'était fait conduire dans une de ses maisons de campagne, y rendait le dernier soupir à l'âge de soixante-dix ans.

Dès le lendemain, un membre de l'opposition, le colonel Barré, proposa à la chambre des communes de voter une adresse au roi pour demander que les funérailles du grand homme qui venait d'expirer se fissent aux frais de l'état, et qu'un monument lui fût élevé à Westminster. Lord North adhéra avec empressement à cette motion, en exprimant le regret de n'avoir pas eu le temps d'en prendre l'initiative. L'adresse passa à l'unanimité. Le jour suivant, lord North apporta le consentement royal au vœu manifesté par la chambre. Une autre adresse, à laquelle il s'associa également et que plusieurs membres appuyèrent en vantant le rare désintéressement de lord Chatham, appela la munificence royale sur la famille de l'illustre mort. Un bill fut voté en conséquence pour allouer à son fils aîné et à ses successeurs dans la pairie une pension de quatre mille livres sterling. Enfin, vingt mille livres sterling furent affectées au paiement de ses dettes. Il est à remarquer que ces résolutions, adoptées à l'unanimité dans la chambre des communes, ne le furent pas dans celle des lords sans quelque dissidence, et que la proposition d'assister en corps à ses funérailles y fut rejetée à la majorité d'une voix. Le conseil de la Cité

de Londres, ayant vainement demandé que les restes de lord Chatham lui fussent remis pour être enterrés dans la cathédrale de Saint-Paul, lui fit élever aussi un superbe monument.

Telle fut la fin de ce grand homme d'état, éclatante, dramatique, comme son existence tout entière. L'immense popularité dont il avait presque constamment joui de son vivant lui a survécu, et s'est maintenue sans altération jusqu'à nos jours. Sa mémoire, chère à tous les partis, est restée environnée d'une sorte d'auréole nationale. Il est demeuré pour tous les Anglais le plus glorieux symbole de la puissance et de l'honneur britanniques, de l'amour de la liberté, de l'attachement profond et sincère aux vieilles institutions du pays. Ce n'est pas seulement à ses grandes actions et à son incomparable éloquence qu'il faut attribuer cette admiration enthousiaste. Il y avait, dans tout l'ensemble de son organisation, dans l'originalité hardie de son langage et de ses manières, dans la dignité libre et fière qui les distingua toujours, quelque chose de singulièrement propre à captiver les imaginations. Sa physionomie morale rappelait celle des grands hommes de l'antiquité, et, sans tomber comme d'autres personnages des temps modernes dans l'affectation et la bizarrerie, il avait su se soustraire, ou plutôt sa puissante nature l'avait soustrait de prime-abord à la débilitante influence des convenances arbitraires de notre civilisation raffinée et un peu factice. Le contact des coteries oligarchiques et le maniement des affaires les plus compliquées n'avaient altéré en rien l'énergique grandeur, la majestueuse simplicité de ses sentimens et de ses instincts.

Ce noble caractère n'était pourtant pas exempt de graves imperfections; cette longue et glorieuse carrière ne fut pas, à beaucoup près, constamment irréprochable. Lord Chatham avait les défauts inséparables peut-être, jusqu'à un certain point, de ses rares facultés. Son patriotisme, violent et exclusif comme celui des peuples anciens, je pourrais dire comme celui des Anglais, le portait à méconnaître les lois de la modération et même de la justice dans les rapports avec les gouvernemens ennemis ou rivaux de l'Angleterre. L'âpre vivacité avec laquelle il servait la cause de son pays et de la liberté, il la portait, tout aussi indomptable, dans ses passions, dans ses ressentimens. La juste confiance qu'il avait en lui-même et qui faisait une partie de sa force le rendait impérieux, hautain, impatient de toute contradiction. Né pour le pouvoir et pour l'action, doué de tout ce qui est nécessaire pour commander efficacement aux hommes, le malaise qu'il éprouvait lorsque les circonstances contrariaient cette vocation naturelle lui inspirait une irritation qu'il ne pouvait maîtriser. Il ne sut

jamais être juste envers ceux qui occupaient la place à laquelle il se croyait appelé, et trop souvent, pour les renverser, il prit à leur égard, à l'égard du roi lui-même, à qui il ne pardonnait pas de les soutenir, une attitude vraiment factieuse.

Sans doute, ce n'est pas là ce type de grandeur morale et de dévouement absolu à la patrie qu'on se plaît généralement à présenter comme le portrait de lord Chatham. Le mobile principal de sa conduite, c'était l'ambition; mais cette ambition, fondée sur l'amour de la gloire, sur le désir de s'immortaliser en agrandissant son pays, sur la noble satisfaction qu'un homme de génie et de courage éprouve à réaliser les conceptions de son esprit, n'avait rien de commun avec le sentiment qui porte les ames médiocres à chercher de vulgaires jouissances dans l'exercice du pouvoir. Loin de se proposer comme un objet définitif le maniement matériel des affaires et la distribution des faveurs qui en dépendent, lord Chatham, en cherchant à s'emparer de l'administration, n'eut constamment qu'un but, celui de fonder un gouvernement libre et aristocratique au dedans, puissant et redouté au dehors. C'est vers ce but qu'il travailla constamment à conduire l'Angleterre, et, si elle y est arrivée, c'est surtout à lui qu'elle le doit, bien qu'à plusieurs reprises il eût vu s'écrouler l'édifice si laborieusement élevé par ses mains, bien qu'en mourant il ait pu croire que ses efforts avaient complètement échoué.

Il est facile, je l'ai déjà dit, de signaler, dans le cours de cette lutte poursuivie avec tant de persévérance, plus d'une inconséquence, plus d'une contradiction de détail; c'est là le tribut payé par les passions et les faiblesses de l'humanité, et pour s'en étonner, il faudrait n'avoir étudié ni le cœur humain ni l'histoire; mais de telles inconséquences se perdent dans l'unité de la pensée qui résume pour ainsi dire la vie des hommes véritablement grands, et dans laquelle s'idéalise leur souvenir. Lord Chatham a pu, dans des momens d'entraînement, soit déserter au pouvoir quelques-uns des principes secondaires qu'il avait proclamés dans l'opposition, soit, lorsqu'il y était rentré, chercher à embarrasser les ministres ses rivaux, en contrariant des mesures qu'il eût prises à leur place, ou que même il avait prises en effet dans des circonstances analogues. Il a pu porter successivement des jugemens divers sur les mêmes hommes, suivant qu'ils figuraient parmi ses amis politiques ou parmi ses adversaires. Si l'histoire doit lui reprocher ces faiblesses, il faut dire aussi que ces faiblesses disparaissent presque complètement aux yeux de la postérité, qui, s'attachant aux traits généraux de sa physionomie, ne veut voir en lui que le patriote inébran-

lable, le défenseur de la constitution, l'un des fondateurs du système qui a porté si haut la fortune de la Grande-Bretagne. Et qu'on ne croie pas que cette indulgence de l'opinion publique envers les hommes qui ont agrandi ou illustré une nation, cette disposition à oublier leurs fautes en considération de leurs services, a pour unique cause une admiration enthousiaste ou une aveugle reconnaissance : elle repose, à vrai dire, sur un sentiment de justice et de vérité non calculé peut-être, purement instinctif, et dont ceux qui l'éprouvent auraient quelque peine à se rendre compte, mais qui n'en est pas moins réel. Quand on pense sérieusement à tout ce qu'il faut d'énergie pour prendre une part active et efficace au gouvernement des états, à l'ardeur, à la passion qu'il est nécessaire d'y porter pour ne pas se laisser décourager par les dégoûts et les déceptions sans nombre réservés aux hommes publics, à tout ce qu'il doit y avoir d'amer et de poignant dans les mécomptes de l'ambition, dont les jouissances même sont parfois si âpres et si violentes, il est impossible de ne pas comprendre que les organisations propres à de tels combats ne peuvent être jugées d'après les règles ordinaires. La force même qui leur a été donnée pour remplir leur mission nécessaire, en les livrant aux plus terribles tentations, les expose à des écarts qu'on ne doit pas justifier sans doute, qu'on ne doit surtout pas ériger en actes de vertu, mais qu'il faut, pour être équitable, excuser dans une certaine mesure toutes les fois qu'il est possible d'en rattacher le principe à des intentions généreuses ou à de nobles illusions, toutes les fois que rien de bas, de sordide, de grossièrement égoïste ne se mêle au sentiment qui les a inspirés.

Je n'ai plus que peu de mots à dire pour terminer cette esquisse de la vie et du caractère de lord Chatham. Des mœurs exemplaires, l'amour de la famille, une extrême bienveillance pour les amis dont le cercle restreint composait sa société habituelle, tel est l'aspect sous lequel on s'accorde à nous le montrer dans la vie privée. Sa conversation était pleine d'agrément; il aimait beaucoup la musique; il avait beaucoup de goût pour la poésie et pour la littérature légère. Enfin, le jardinage et les autres occupations de la campagne lui procuraient des distractions auxquelles il semblait se plaire singulièrement. Ce n'est pas sans quelque peine que l'imagination accepte ce portrait de l'homme d'état si sévère, si impérieux, je dirai presque si intraitable dans sa vie politique. L'histoire cependant est remplie de pareils contrastes.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

L'ILE DE RHODES.

Nous venions d'arriver devant Rhodes, en vue d'un rivage doré par les rayons d'un splendide soleil. Au nord, entre des palmiers et des coupoles turques surmontées du croissant, flottaient les pavillons des consuls; dans le sud s'étendait la ville, perdue tout entière parmi les cyprès, les dattiers, et dominée par une colline verdoyante. La frégate *la Perle* mouilla devant la tour qui s'élève à l'extrémité de la jetée. Bientôt une barque se détacha de terre, elle nous amenait deux Européens : l'un, M. Drovetti, gérait le consulat de France; l'autre, M. Gandon, était officier de la santé. Celui-ci demanda d'où venait la frégate; à la réponse qui lui fut faite que le bâtiment quittait Smyrne, il donna la libre pratique, et M. Drovetti offrit de nous diriger à travers la ville. Une heure plus tard, montés dans un canot, nous voguions rapidement vers le môle.

Le grand port, de forme carrée, est fermé du côté de la terre par de hautes murailles; la jetée, avec une batterie de canons, le protége du côté de la mer; l'ouverture est défendue par une tour surmontée de petits clochetons et d'une guette où se plaçait autrefois la sentinelle. Rien de plus gracieux, de plus svelte et de plus fort cependant que cette construction, où se confond la rude architecture gothique avec l'élégance sarrasine. Cette tour nous rappelait un souvenir d'héroïsme chevaleresque : c'est là que, le jour de Noël 1522, quand Rhodes

eut capitulé, se retirèrent vingt chevaliers français résolus à mourir. Le pacha vainqueur avait pris possession du palais du grand-maître, la flotte musulmane couvrait le port, et les religieux échappés à la mort attendaient au bord de la mer les navires qui devaient les transporter en Europe. Avant leur départ, ils assistèrent au dernier assaut livré contre la tour que défendaient leurs intrépides compagnons. Quand la nuit fut venue, ils virent les galères turques glisser silencieuses près du rivage; des échelles furent dressées contre ces créneaux sur lesquels flottait dans l'ombre l'étendard de la croix; des plaintes, des hurlemens retentirent, puis tout se tut, et au lever du jour, une queue de cheval au bout d'une pique remplaçait la bannière de Saint-Jean.

Les Turcs, qui se souviennent encore vaguement du siége, savent que ce bastion isolé leur a coûté cher à emporter; aussi l'ont-ils appelé la Tour des Chevaliers, comme pour conserver dans un seul monument la mémoire de plusieurs années de combats. L'entrée de la tour est sévèrement gardée, et les murs sont blanchis plus fréquemment que ceux des autres fortifications : les musulmans croient faire illusion aux étrangers, et s'abusent peut-être eux-mêmes, en voilant sous le badigeon les blessures de leurs édifices, qu'ils ne réparent jamais.

A peine débarqués, nous fîmes demander au gouverneur la permission de visiter la tour. Un garde vint nous ouvrir la porte, mes compagnons se précipitèrent dans l'escalier, et le bruit de nos sabres sur les dalles sonores me sembla le retentissement des lourdes épées de fer des braves chevaliers. De la plate-forme, on domine la ville, entourée de larges fossés où des plantes vigoureuses croissent au milieu des boulets turcs rangés en pyramides. Pour peu que l'on s'isole et qu'on oublie, l'on se croit transporté devant une de nos vieilles cités d'Europe à ogives et à pleins cintres. On retrouve l'aspect de nos anciens manoirs dans ces sombres maisons bâties de pierres de taille, à machicoulis dans le haut, percées d'étroites fenêtres et chargées d'écussons. Des tourelles rondes ou carrées surgissent de tous côtés; quelques-unes sont surmontées de la toiture en pointe du moyen-âge, mais la plupart, ainsi que les maisons, se terminent en terrasse, où le soir les femmes se rassemblent pour jouir de la beauté des nuits orientales. La jetée est bordée de cafés avec des lits de bois en plein air sur lesquels les Turcs d'un côté, les Grecs de l'autre, restent étendus une partie de la journée. Devant ces éternels fumeurs, sur les eaux doucement agitées du port, se balancent les barques légères du Levant, chargées de fruits, de légumes et de pastèques, que les

mariniers déchargent et vendent sur le quai. Autour des matelots se pressent des femmes voilées, vêtues de tuniques de toutes couleurs, les pieds dans des bottines de maroquin; des nègres à la face écrasée, la tête couverte d'un lambeau d'étoffe écarlate; des enfans presque nus; des juifs aux robes flétries, glissant dans la foule sans toucher personne; des Grecs bavards à la mine effrontée; des soldats gênés dans l'affreux uniforme moderne, et de riches Turcs qui passent gravement couverts de longues pelisses aux manches tombantes.

Nous quittâmes la forteresse, impatiens de parcourir la vieille cité que nous venions de contempler à vol d'oiseau. La porte de la ville s'ouvre entre deux grosses tours au bout de la jetée; quand nous passâmes sous la voûte, les factionnaires, assis à l'ombre, avaient posé leurs fusils contre la muraille et caressaient paisiblement leurs pieds avec les mains. La première rue qu'on rencontre de ce côté est celle des *Chevaliers :* ce nom est sans doute une de ces enseignes que la tradition place sur les ruines, car cette, rue dont tous les voyageurs parlent de préférence aux autres, où ils ne voient qu'un amas de maisons turques ou juives, n'est, comme la ville elle-même, qu'une suite d'habitations du moyen-âge, à entrées basses, surmontées d'écussons la plupart aux armes de France. Je revis là les armoiries que j'avais si tristement foulées aux pieds à Malte, dans l'église Saint-Jean, où elles étaient usées par le frottement des chaussures. A Rhodes, taillés dans le marbre blanc et conservés par ce ciel charmant qui a respecté le Parthénon et les statues de la Grèce, ces écussons se détachent intacts dans tout l'orgueil des devises sur les noires murailles des édifices.

La rue des Chevaliers est montueuse, déserte, remplie d'herbes et de pierres roulantes; nos pas résonnaient au loin comme sur les dalles d'un caveau. Çà et là s'ouvre un arceau en pierres de taille servant d'entrée à une autre rue noire, étroite, profonde, qu'on voit serpenter dans l'ombre avec ses portails sculptés et ses écussons. Aucun bruit ne se faisait entendre. Quelques fenêtres grillées étaient garnies de fleurs; nos éclats de voix, nos surprises, faisaient apparaître des têtes de femmes ou d'enfans; de petites mains écartaient avec précaution les plantes entrelacées aux barreaux; les plus jeunes filles, à la vue des uniformes étrangers, restaient un instant étonnées, la bouche entr'ouverte, montraient leurs grands yeux ravis, leurs cheveux noirs chargés de sequins d'or; puis, rencontrant un de nos regards hardis, elles rentraient dans le feuillage comme des oiseaux. Les vieilles femmes ramenaient leur voile sur le visage; des Turcs, seigneurs actuels de

ces manoirs français, laissaient tranquillement retomber les jalousies, après avoir reconnu la cause du bruit qui troublait l'éternel silence de ce cloître.

Ces habitations ressemblent à des forteresses; tout est noir et carré depuis la base jusqu'au faîte. Des tourelles, signe de haute noblesse parmi ce peuple de nobles, s'élèvent aux angles de quelques maisons; des meurtrières défendent les portes, des machicoulis s'ouvrent sous les terrasses. Quand je plongeais les yeux dans l'intérieur, je voyais une cour humide, pavée de larges dalles disjointes, entre lesquelles l'herbe croissait épaisse et droite, comme si depuis des années, peut-être depuis la mort ou la fuite du maître, nul ne l'avait foulée.

Une de ces cours me frappa : nous étions restés à examiner un écusson français doré par les siècles comme tous les marbres de cette terre des belles ruines; les armoiries étaient d'azur à dix besans d'or; la fière devise de la maison de Rieux : *A tout heurt Rieux!* enserrait l'écu; au-dessous s'étendait le portail, enjolivé d'arabesques taillées dans le granit. Je poussai des planches qui cédèrent; aussitôt un vent frais me souffla au visage. Je pénétrai dans la cour, dont un figuier vénérable obstruait l'entrée; des mousses veloutées ornaient les murs, des fenêtres sans volets s'ouvraient çà et là, partout au-dessus des cintres brillait l'écusson. J'entrai ensuite dans une vaste salle, où le soleil faisait irruption par les embrasures; une poussière d'atomes tourbillonnait dans ses rayons, des plantes vivaces grimpaient le long des poutres sculptées, aucune trace ne révélait le passage de l'homme, et cette habitation, autrefois séjour de pénitence sous un grand-maître austère, asile des plaisirs peut-être sous un chef plus indulgent, était silencieuse comme un tombeau : l'écusson seul semblait vivre et attendre. Tel est l'intérieur de la plupart des maisons de la rue des Chevaliers. Les façades, bien conservées, ont toutes leurs armoiries, parmi lesquelles j'ai reconnu l'écusson des Beaumanoir, d'azur à onze billettes d'argent, avec la devise : *J'aime qui m'aime*, et cette autre plus charmante encore : *Que ne ferai-je pour elle!* que j'ai su plus tard être celle des Salvaing en Dauphiné.

En sortant de ces ruines, je me trouvai tout à coup face à face avec un derviche. Il portait une robe grise; ses pieds nus traînaient de sales babouches, sa tête disparaissait dans un feutre en forme de pain de sucre, ses mains balançaient un chapelet à grains rouges qu'il faisait glisser dans ses doigts par passe-temps et non pour prier comme font les chrétiens : il s'éloigna sans me voir, ainsi qu'un homme ivre. Je retrouvai mes compagnons dans l'église Saint-Jean,

qui le cède bien, par la beauté et la richesse, à sa sœur de Malte. Cependant ce pauvre bâtiment, sans sculptures, sans tombes qui parlent de la gloire passée, produit sur l'ame une impression plus vive que la superbe basilique, profanée aussi par la conquête. Quand les chevaliers établis à Malte eurent repoussé le dernier effort de la haine des Turcs, ils firent venir d'Italie des peintres et des architectes pour construire une église magnifique; ils n'avaient plus rien à craindre, et le temps était à eux. A Rhodes, comme les juifs après la servitude, les moines prirent la truelle d'une main et le glaive de l'autre; mais le jour du repos où un temple serait élevé au Seigneur ne vint jamais pour les hospitaliers. Toujours il fallut courir aux murailles; aussi ne purent-ils élever qu'un édifice à peu près semblable de forme et d'architecture à leurs propres demeures. Rien ne le distingue à l'extérieur qu'une large et haute façade percée d'une vaste fenêtre où s'engouffre le vent dans les nuits d'hiver. L'intérieur est vide. L'église paraît abandonnée, même par les Turcs. Au bruit de nos pas, des pigeons bleus s'envolèrent à travers les fenêtres brisées. Quelques versets du Koran serpentent sur les murailles, et la tribune du muphti s'élève autour de nattes étendues dans le chœur, où les croyans s'agenouillent tournés vers l'orient. Les pierres du sol paraissent avoir été soulevées; sans doute les musulmans y ont cherché ces richesses qu'ils croyaient ensevelies avec les cadavres des chevaliers; de tout temps, les Turcs ont pensé que les tombes des moines chrétiens recélaient des trésors qu'ils se procuraient par la magie. Leurs contes, qui disent si fidèlement encore les mœurs de ce peuple enfant et crédule, parlent sans cesse de grands amas d'or et de pierres précieuses enfouis dans les tombeaux par des sorciers et gardés par de hideux génies. Les chevaliers de Saint-Jean, comme leurs frères du Temple, apparaissant aux infidèles tantôt avec la lance, cavaliers sans pitié, tantôt sous les vêtemens du prêtre, devaient faire naître dans l'esprit des Sarrasins une curiosité superstitieuse et cette idée de puissance occulte qu'on attache aux mauvais esprits. Aussi, non-seulement à Rhodes, mais bien auparavant à Jérusalem, les Arabes vainqueurs fouillèrent-ils les sépulcres des templiers et des hospitaliers, dont ils jetèrent les cendres au vent.

Le 30 octobre 1522, durant le siége, deux mois avant la prise de la place, dans l'intervalle d'un de ces repos que les Turcs épuisés laissaient aux chrétiens, une scène terrible se passait dans ce lieu, aujourd'hui si désert. Les colonnes et les murs étaient tendus de noir; le grand-maître, blessé, restait assis sur son trône; les hauts dignitaires de l'ordre en-

touraient Villiers de l'Ile-Adam. Tous se tenaient debout l'épée à la main dans des stalles surmontées de leur écusson et de leur bannière; plusieurs bancs vides indiquaient le nombre des chevaliers tués sur les murailles; un drap noir couvrait la stalle qui portait les insignes de la grande chancellerie de l'ordre. L'écusson de l'hospitalier qui avait droit de s'asseoir sur ce siége était renversé en signe d'infamie, et sa bannière traînait sur le sol. Tous les religieux, la plupart blessés, se pressaient sous la nef, les regards tournés vers la pâle figure d'un chevalier à genoux près d'une bière ouverte. Ce chevalier, armé de toutes pièces, avait la tête rasée et les bras liés derrière le dos; devant lui, sur des coussins, étaient les insignes de sa dignité, plus loin gisaient des éperons d'or brisés et une épée rompue. Le nègre esclave, bourreau de la chiourme, se tenait à côté de cet homme le yatagan sur l'épaule. Une cloche tinta, et le grand-aumônier, déposant son épée nue sur l'autel, commença l'office des morts; aussitôt les frères entonnèrent les chants lugubres. Après l'évangile, quand le prêtre eut découvert le calice et versé l'eau et le vin, le grand-maître s'avança du côté de celui sur lequel tous les yeux étaient dirigés, et lui dit :

— André Amaral, pilier de la langue de Castille (1), grand-chancelier de Saint-Jean de Jérusalem, devant Dieu, auprès de qui vous allez nous précéder dans un moment, vous reconnaissez-vous coupable de félonie et de trahison envers vos frères de Rhodes?

(1) L'ordre de Rhodes était divisé en huit *langues*, qui avaient chacune un chef ou *pilier* nommé par le synode assemblé; ces piliers, le grand-maître à leur tête, formaient les hauts dignitaires de Saint-Jean. Voici les noms des différentes langues avec la charge de leur pilier, dont les attributions étaient héréditaires dans chaque langue : *Provence;* le pilier était grand-commandeur de l'ordre.—*Auvergne :* son pilier avait le titre de grand-maréchal et commandait les troupes de terre. — *France :* le pilier était grand-hospitalier, chargé des hôpitaux. Dans les premiers temps, lorsque les fonctions des frères se bornaient à soulager les malades et les pèlerins, le titre de grand-hospitalier était le plus saint et le plus noble. — *Italie :* le pilier de cette langue était grand-amiral des galères; il commandait le port, formait les chiourmes et montait la flotte dans les expéditions importantes. — *Arragon :* le pilier était conservateur ou drapier; il prenait soin des vêtemens. Dans la suite, il fut chargé des armes et des arsenaux. — *Allemagne :* le pilier était bailli ou grand-justicier. — *Castille :* son pilier avait les sceaux de la religion et portait le titre de grand-chancelier. Les chevaliers portugais appartenaient à cette langue, et cela explique pourquoi le Portugais André Amaral avait pu être nommé pilier de Castille. — *Angleterre :* le pilier prenait le nom de grand-turcopolier ou commandant de la cavalerie. Après la scission religieuse entre l'église d'Angleterre et la communion romaine sous Henri VIII, cette langue fut rayée du tableau, et les nobles anglais catholiques qui vinrent encore se croiser eurent le choix de leur incorporation.

Le misérable trembla sous la voix qui l'interrogeait; il parut lutter quelques instans, puis, courbant le front :

— Je suis innocent, balbutia-t-il; et ces mots, qui résonnaient dans le silence, furent entendus de tous. Un second cliquetis d'armures retentit sous les voûtes.

— Amaral, reprit l'Ile-Adam, au sortir de cette église, vous serez conduit à la porte d'Orient, où, après qu'on vous aura dégradé, vous aurez le poing coupé et la tête tranchée comme les traîtres. Avant de mourir, André, oserez-vous vous joindre à moi pour recevoir le corps de notre Seigneur Jésus-Christ?

Toutes les têtes se penchèrent afin d'écouter la réponse du condamné; celui-ci se souleva, un rayon d'espérance éclaira son visage, mais tout à coup, comme foudroyé à la vue du saint calice, il retomba sur les dalles. — Que Dieu vous juge donc, et qu'il vous soit miséricordieux! murmura le grand-maître. — *Amen!* répondirent les chevaliers. Le service continua. Quand l'aumônier eut donné sa bénédiction, l'esclave fit lever le chancelier, un héraut pendit à un pieu l'écu d'Amaral la pointe en haut. Alors André chercha dans la foule un ami, un complice peut-être; mais il ne vit que des faces de guerriers inflexibles. Bientôt après il monta cette rue des Chevaliers que nous avons essayé de décrire, passa devant sa maison, et vit ses armoiries couvertes d'un crêpe. Arrivé sur les remparts, le héraut lui enleva sa cuirasse, la montra au peuple en criant : Ceci est la cuirasse du traître et félon Amaral! Et il la brisa à coups de masse; puis on dépouilla le chevalier de ses cuissarts, de ses brassarts, de tous ses vêtemens, et celui qui avait vendu ses frères pour le sourire d'une fille du prophète, revêtu de la casaque d'un esclave rameur, monta sur l'échafaud, où le nègre, après lui avoir coupé la main, lui trancha la tête, qui fut exposée sur une pique à la vue des infidèles.

Les ruines du palais des grands-maîtres sont dans le haut de la rue des Chevaliers, près des fortifications. Ce château, qui dominait autrefois la ville, la mer et les campagnes, n'est plus qu'un amas de décombres du milieu desquels s'élèvent des murs flanqués de tourelles dont les débris obstruent les cours et les salles; des restes de galeries, des arcades que le lierre enlace et soutient encore, servent d'abri à de tristes oiseaux qui s'échappent en criant et se replongent dans leurs sombres repaires dès que le voyageur s'est éloigné.

En quittant ces ruines, nous suivîmes une ruelle obscure qui mène au quartier turc, et nous arrivâmes d'abord sur une place dont l'un des côtés est bordé par un lourd édifice, auquel se rattachent d'an-

ciens souvenirs. Ce bâtiment était une de ces auberges où les religieux de la même langue, dans les premiers temps de l'ordre, venaient manger ensemble. Plus tard, quand de grands seigneurs se furent engagés dans l'ordre, quand les hospitaliers, devenus des guerriers intrépides, aimèrent mieux pourfendre les infidèles que de soigner les blessés dans les hôpitaux, la vieille discipline se relâcha, et les auberges furent abandonnées aux pauvres chevaliers, tandis que leurs frères plus riches vivaient dans leurs maisons. Plusieurs auberges existent sur différentes places de Rhodes; elles étaient jadis au nombre de huit, et destinées aux huit langues qui composaient cet ordre, comparé souvent par les historiens des croisades à un nouveau chandelier à huit branches brûlant devant le Seigneur.

L'officier de la santé vint bientôt nous rejoindre; il voulait nous accompagner dans le quartier turc. M. Gandon est un de ces Français que l'on trouve semés dans tous les coins du globe, et qui conservent précieusement la gaieté de la vieille patrie. Il avait obtenu de Reschid-Pacha, dont il était secrétaire, une place dans le service sanitaire que la Porte a créé sur la demande des puissances européennes. Cette nouvelle institution ne s'est pas établie dans le Levant sans une vive opposition, et le divan lui-même n'en a jamais compris la nécessité. Se prémunir contre la peste, prévoir ce qui doit arriver d'heureux ou de funeste, est positivement contraire à ce dogme de la fatalité qui permet au mahométan d'attendre les évènemens avec une si profonde impassibilité. Aussi la plupart des Turcs sont-ils persuadés que chercher à se préserver des mauvaises exhalaisons qui soufflent selon la volonté de Dieu, c'est tenter le ciel, et vouloir ravir le fruit de l'arbre de la vie et de la mort. Le service sanitaire offre donc en Orient une carrière des plus précaires, et déjà M. Gandon se plaignait d'avoir vu ses appointemens réduits de moitié par le parti fanatique auquel Mahmoud a été si long-temps forcé d'obéir. Ce parti intriguait alors pour faire disparaître les quarantaines; il voyait dans cette institution une suite du système d'imitations et de réformes chrétiennes que le sultan avait adopté contre le vœu de la plus grande partie de l'empire. L'uniforme des troupes, les nouveaux exercices auxquels les soldats sont astreints, l'oubli des antiques traditions du sérail, toutes les tentatives enfin de Mahmoud pour faire pénétrer dans cette nation immobile des idées d'ordre et d'administration ont été regardées par les esprits religieux en Turquie comme la ruine des croyances musulmanes. Sans doute la lutte du malheureux sultan dans le cercle fatal que l'esprit mahométan traçait autour de lui a inspiré en Europe

de vives sympathies : ces essais flattaient trop les vœux universels pour que l'on ne présentât pas sous le plus brillant aspect les tâtonnemens du barbare; mais les espérances s'évanouissent dès que l'on a passé quelques jours au milieu de cette tribu patriarcale, et qu'on l'a vue paresseuse, méprisant le travail dans ses villes, véritables tentes plantées au bord de la mer. On ne peut alors s'empêcher de douter que la civilisation moderne dissipe jamais cette torpeur funeste que la terre en fleurs et le ciel le plus doux ont toujours fait peser sur la Turquie. Si l'on en excepte les hautes classes, l'Osmanli vit de rien; énervé par la chaleur, il mange peu : de l'eau pure, quelques légumes frais, des fruits, des pâtisseries, un mouton cuit entre des pieux les jours de fête, suffisent à ses besoins; un tapis étendu à terre, sous un arbre près d'une source, sa pipe qu'il fume avec lenteur, du café préparé sur une pierre, le ciel qu'il regarde et où son ame se perd; à ses pieds la mer magnifique qu'il croit être la barrière placée par Dieu pour séparer les croyans des infidèles, la prière trois fois le jour, la volonté bien arrêtée d'aller à la Mecque avant de mourir; le sommeil, ou bien ces causeries d'Orient qui plongent l'esprit dans le monde des plaisirs et des houris : voilà encore aujourd'hui la vie du Turc, et cette vie changera-t-elle jamais? Il voit l'empire qui s'écroule et il courbe la tête : peut-être à l'heure suprême aura-t-il un de ces réveils terribles qui font que tout un peuple se sacrifie dans une dernière bataille; ou bien, vaincu à l'avance, n'ignorant même pas son avenir, il se soumettra sans murmure à l'ordre d'Allah; le père de famille sellera ses ânes et ses chameaux, les petits enfans dans les bras des femmes voilées se placeront sur les bâts de voyage, et la grande caravane, reprenant le chemin du désert, se perdra bientôt dans ces solitudes inconnues d'où sont venues les nations arabes, et où elles rentrent comme pour se raviver quand elles sont épuisées.

Nous sortîmes de la ville par la porte d'Orient, près de laquelle Amaral fut décapité. Bientôt nous vîmes se dresser dans la campagne des milliers de pierres droites et plates, quelques-unes chargées de versets du Koran et d'un turban grossièrement sculpté. Là ont été ensevelis à la hâte les cent quatre-vingt mille hommes que coûta la conquête de Rhodes à Soliman. Au milieu des tombes qui entourent la ville, pressées les unes contre les autres, de petites coupoles s'arrondissent à l'ombre d'un bouquet de vieux platanes; là reposent les chefs près de leurs janissaires. Des cactus à fleurs roses, des mûriers sauvages, croissent sous les feuilles protectrices de ces beaux arbres. De tous côtés, le long des fossés, l'œil voit fuir jusqu'à l'horizon cette

armée funèbre, qui paraît menacer encore les murailles sillonnées par les boulets, et où brille de distance en distance l'écusson de Saint-Jean. Sur les parapets reposent d'énormes mortiers en bronze et des canons à larges gueules; les égouvillons, les refouloirs, sont appuyés contre les pièces. De grands oiseaux de proie planent sur les tourelles, des ânes paissent en liberté dans les douves, et le sol est couvert d'une poussière brûlante que la brise emporte avec les cendres de plus d'un sépulcre entr'ouvert pendant la nuit par des chiens affamés. Jamais entassement pareil de chefs et de soldats confondus pêle-mêle n'avait ainsi frappé mes regards. Les champs de bataille que j'avais parcourus jusqu'alors portaient de riantes moissons ou de vertes prairies; mais là, autour de la ville, rien n'est changé : devant la mer qui les a portés au rivage, ils sont tous étendus à la place où ils ont combattu; la terre n'a pas été fouillée par la charrue, et quand, selon la croyance musulmane, Asraël, l'ange de la mort, passe en revue, dans les nuits d'orage, les lugubres bataillons, chacun se trouve à son poste près des mêmes remparts, toujours debout.

Ces premières courses n'avaient fait qu'accroître notre curiosité. Aussi acceptâmes-nous avec empressement l'offre de M. Drovetti, qui nous proposa d'aller dans le quartier juif visiter un riche négociant israélite qu'il connaissait. Après avoir suivi un sentier qui tournait à travers les tombeaux, nous rentrâmes dans la ville par une nouvelle porte que défend un corps-de-garde. Les soldats avaient suspendu leurs fusils au ratelier et faisaient la sieste. Dès que nous fûmes dans la rue, tous les enfans d'Israël fondirent sur nous, tendant la main; les jeunes filles nous souriaient près de vieilles matrones qui filaient leur quenouille devant les maisons; de grands jeunes gens, les jambes nues, vêtus d'une étoffe brune serrée par une ceinture dans laquelle passait le manche d'un encrier de métal, vinrent grossir notre cortége, qui s'avança au milieu des continuelles génuflexions des hommes et des cris de surprise des femmes.

M. Drovetti avait dépêché en courrier un petit boiteux, qui reparut bientôt suivi d'un beau vieillard à barbe blanche. Cet Israélite était couvert d'une riche pelisse, et portait un turban noir. Ses fils marchaient derrière lui. Il s'avança vers le commandant de la frégate et le salua profondément, ou plutôt l'adora, en courbant la tête et en portant la main à son cœur et à ses lèvres. Le marchand nous fit alors passer à travers plusieurs rues dont les maisons, quoique pareilles à celles de la rue des Chevaliers, se distinguaient par la profusion de fleurs qui ornaient les fenêtres, les terrasses, et qui leur donnaient un

air de fête. Les écussons étaient aussi plus rares, et dans certains endroits les constructions modernes s'étaient assises sur de vieux fondemens.

Arrivé à la porte de sa demeure, le maître éloigna de la main la foule, qui voulait s'introduire après nous, et ne laissa entrer que ses parens, qui ôtèrent leurs babouches et nous suivirent dans une belle salle soutenue par des piliers antiques. Près des fenêtres à treillis de bois vernissé était une longue estrade à rampe sculptée, couverte d'un tapis de Perse et de matelas de soie. M. Drovetti, qui semblait connaître tous les recoins de la maison, ouvrit une armoire d'ébène où de rares manuscrits hébreux étaient rangés. En même temps les fils du vieillard tirèrent d'un grand coffre de bois de cèdre des voiles de lin brodés d'or, des écharpes, des tuniques de soie de couleurs éclatantes, qui exhalaient un parfum de jasmin et de rose : bientôt la salle ne fut plus qu'un bazar d'étoffes précieuses. Après nous avoir fait examiner ces merveilleux tissus, le marchand nous conduisit dans une galerie qui donnait sur un jardin; une treille épaisse étendait de toutes parts sous les poutres ses rameaux, chargés de feuilles humides et de grappes pendantes. Le maître fit asseoir le commandant sur un sofa, tandis que de petits enfans nous faisaient signe en riant de nous placer, à la manière orientale, sur des carreaux de soie rouge.

Transporté brusquement dans la maison du riche israélite, ne voyant que des turbans, des pelisses, des coussins et des fleurs, je me rappelais les tours féodales, les manoirs qui m'entouraient un instant auparavant, et cette ville française du moyen-âge où je lisais des devises gothiques sur de nobles écussons; je prêtais l'oreille à la conversation, et j'entendais nommer Constantinople, le Taurus, Chypre, le mont Carmel, Jérusalem, toutes ces contrées dont parlent sans cesse les *Mille et Une Nuits*, et que je pouvais, pour ainsi dire, voir de cette galerie où j'étais assis en pacha et fort à mon aise. Alors je me demandai tout bas si je ne rêvais pas, et si, comme ce bon porte-faix craignant Dieu, mais aimant le vin, quelque génie ne m'avait pas transporté des rives bretonnes dans un de ces kiosques arabes dont la description m'enchantait autrefois.

Tout à coup une porte s'ouvrit, et trois jeunes filles parurent : l'une portait des fruits dans un panier entouré de feuillage, l'autre des pâtisseries sur un linge blanc, et la troisième un plateau d'argent ciselé chargé de confitures, de liqueurs et de verres d'eau. Elles s'approchèrent de nous, et chacune, après un salut timide, nous présenta des

rafraîchissemens. La plus âgée de ces charmantes créatures n'avait pas vingt ans; elles étaient vêtues d'une robe étroite en soie rayée d'or et lacée sur le devant de la gorge; par-dessus cette tunique, une pelisse à manches larges relevées jusqu'au coude descendait près des hanches; leurs longs cheveux noirs tombaient en tresses semées de paillettes d'or, et leurs pieds blancs tout nus étaient chaussés de patins en bois à talons élevés.

Quand la plus jeune de ces gracieuses fées vint à moi et pencha son corps svelte pour me présenter le plateau, je restai la cuiller entre les lèvres, troublé devant ce frais visage de Rachel qui faisait rêver à tous les amours de la Bible. La jolie juive devint alors rouge comme une grenade, elle sourit et me laissa voir de petites dents blanches; ses yeux noirs veloutés, bordés de grands cils, lancèrent comme une flamme. Voyant enfin que je ne bougeais pas, la belle enfant rejeta la tête de côté, et prononça tout haut quelques mots dans une langue étrangère. Le vieillard, les femmes, tout Israël enfin partit d'un éclat de rire, je faillis m'étrangler; mais en replaçant la cuiller sur le plateau, j'interrogeai en dessous le regard qui m'avait charmé : ce regard était sans colère, on n'y lisait que la chasteté et l'innocence. Les fils du marchand nous servirent ensuite le café et de longues pipes de bois de cerisier et de jasmin à bouts d'ambre; les filles restèrent sous la vigne près de leur mère; les hommes, vis-à-vis de nous, entouraient le père de famille.

Pendant que la conversation continuait par l'intermédiaire de M. Gandon, M. Drovetti me donna des détails sur les Juifs, ces parias de l'Orient qui sont encore réduits à l'état d'abjection dans lequel nous les représentent les légendes de l'antique société chrétienne. Les Juifs sont en grand nombre à Rhodes, où, comme dans toutes les villes turques, ils habitent un quartier séparé dont ils ne peuvent franchir l'enceinte après le coucher du soleil; tous sont marchands et font des affaires avec une avidité insatiable, depuis l'armateur de navires et le maître de cent chameaux jusqu'au vendeur de parfums avariés. Ils vont et viennent dans les campagnes, sur le quai, dans les bazars, ne se fatiguent jamais et rendent au chrétien ou au musulman toute espèce de services. Un bâtiment a-t-il laissé tomber l'ancre, l'on voit aussitôt monter à l'échelle de longues figures décharnées, la tête couverte d'une loque en guise de turban : ce sont les Juifs; ils s'inclinent devant les officiers, les matelots et les mousses; à chaque voyageur ils offrent tout bas ce qu'il peut désirer. Voulez-vous des antiquités? ils tirent de leurs poches des statuettes cassées, des camées, des mé-

dailles; voulez-vous des étoffes? ils font monter un coffre noir et déploient des tissus d'or et d'argent; aimez-vous les parfums? ils lèvent un couvercle secret sous lequel se pressent des flacons d'essences, des pastilles du sérail, des bouts d'ambre destinés aux lèvres des femmes; cherchez-vous des diamans? ils connaissent le joaillier; vous faut-il des provisions de table? ils s'entendent avec le cuisinier; ils sont blanchisseurs, cordonniers : demandez l'impossible, vous l'obtiendrez. Jamais, sur une de ces faces blanches comme une vieille pièce de monnaie, vous ne verrez paraître la rougeur de la honte; injures, violences, tout passe sans laisser de traces; le Juif courbe la tête sous le bras qui se lève, et revient pareil au chien se coucher devant son maître. Jamais les Israélites ne se révoltent dans l'enceinte des murs, où souvent ils sont plus nombreux que les Turcs, qui défendent aux chrétiens d'habiter les places fortes, mais qui laissent le Juif dormir à leurs pieds. Aussi, malgré la réprobation universelle qui l'accable, malgré le mépris qui le suit partout et qui fait que chrétiens, mahométans, se croiraient souillés par son contact; malgré le yatagan suspendu sur son cou grêle, le Juif se répand partout en Orient; fidèle à sa foi insultée, il se venge des avanies qu'on lui fait subir en rejetant avec dédain tous ces cultes nés d'hier que des hommes sans mission ont tirés des saints livres dictés par Dieu lui-même à son prophète sur les cimes foudroyées du Sinaï.

A Rhodes, les Juifs font le trafic des vins : ils vendent aussi des éponges que les plongeurs trouvent en grande quantité sur la côte; mais là ne se bornent pas leurs spéculations, et au moyen du change, du courtage, de la contrebande, ils font dans tout le Levant un immense commerce invisible. Ces marchands de pastilles et de babouches qui rôdent dans les bazars, ou qui restent assis sur un mauvais tapis au coin d'une échoppe, ont des fortunes que les amendes et les confiscations ne sauraient tarir. Les Grecs, qui exploitent aussi l'Orient, ne peuvent, quels que soient leur activité, leur adresse et leur amour du gain, lutter contre les Juifs, qui semblent, comme l'aimant, attirer à eux le métal. Le Grec est bavard, il se décourage facilement et dispute autant pour un para que pour un sac de piastres; le juif s'infiltre dans les affaires comme l'eau dans les roches, avec patience, sans bruit, sans éclat. A l'exception des principaux négocians, qui, trop connus des Turcs, ne peuvent espérer les tromper, les Israélites cachent tous leurs richesses : couverts de haillons, ils n'ont en public qu'une misérable boutique dont les objets étalés valent à peine quelques gourdes; mais qu'un Européen se présente, aussitôt se dresse

un pâle vieillard qui, dans l'ombre de ce noir réduit, paraissait sommeiller. Il montre sans se lasser toutes les marchandises, et si le voyageur, ne trouvant rien à son goût, se retire, le Juif l'arrête par le bras, ferme les yeux et lève un doigt en l'air, comme pour dire : Chut, taisez-vous! Un homme silencieux sort d'un antre obscur et vient s'asseoir à la place du vieillard. Celui-ci vous dirige, vous mène, par des ruelles et de sombres passages, loin du quartier marchand. Arrivé devant une pauvre maison, le Juif frappe d'une manière convenue; on fait glisser un guichet avec précaution, la porte s'ouvre, vous êtes dans une chambre basse et sombre, devant une table chargée d'instrumens d'acier, de parcelles d'argent, d'or en bagues, en petits lingots brillant sous des verres; dans un coin, près de charbons allumés, sont des poêlons, des fourneaux grossiers; le guide vous laisse pour gardien l'enfant qui a ouvert la porte; il revient bientôt, et présente à vos yeux éblouis tous ces merveilleux joyaux que vous placiez en rêve sur le front des sultanes. Où demeure ce sordide vieillard dont le bouge cache tant de richesses? Tout le monde l'ignore dans la ville.

Notre causerie fut interrompue par le frôlement d'un petit morceau de bois sur les cordes d'une mandoline. Un des fils du marchand, accroupi sur ses talons, jouait le prélude d'un air sauvage qui me parut plein d'harmonie dès que sa plus jeune sœur, les mains croisées sur son sein, eut commencé à chanter d'une voix douce des paroles inconnues. Était-ce une prière, était-ce un de ces beaux cantiques, souvenirs de la captivité? Je l'ignore; mais soit disposition d'esprit, soit regret de la patrie absente, jamais accens plus mélancoliques ne m'avaient ainsi parlé d'exil et de vagues douleurs. Quand les dernières notes eurent retenti, mon enthousiasme se traduisit en applaudissemens si bruyans, qu'ils intimidèrent la belle chanteuse, qui disparut aussitôt. Nous quittâmes alors l'Israélite, qui demanda la permission de visiter la frégate : il s'y rendit le lendemain avec une grosse provision de marchandises, et la bourse de nos camarades paya largement l'hospitalité que nous avions reçue.

Le jour finissait : il était temps de se retirer, si nous ne voulions pas rester dans la ville, dont les portes se ferment au coucher du soleil. En nous dirigeant à la hâte du côté de la campagne où demeurent près de la mer les consuls d'Europe, je remarquai, enfouis dans le sable des rues, d'énormes boulets en pierre, les uns cassés, les autres intacts; la terre en était jonchée. D'où viennent ces boulets? Sont-ce les projectiles lancés sur la ville? C'est très probable. Bien avant le grand siége de Rhodes, les Turcs avaient déjà une artillerie formi-

dable, et dans leurs guerres contre le fameux Scanderbeg on les voit se servir de canons gigantesques. Ils en conservent encore aux Dardanelles, au château de Fouillerie, à celui de Smyrne, et beaucoup d'officiers de marine se sont introduits aisément dans ces abîmes de bronze destinés à faire plus de bruit que de mal. Mais pourquoi ces boulets sont-ils restés à la même place où depuis plus de trois cents ans s'est arrêté leur dernier bond? Est-ce une nouvelle preuve de cette vanité orientale qui se complaît à laisser long-temps comme témoins de sa victoire des pans de murs détruits et des crânes desséchés que le vent balance sur les noirs créneaux du sérail? Ne serait-ce pas plutôt un effet de cette superbe indolence qui empêche le Turc de rien changer aux lieux dont il se rend maître? Cette dernière hypothèse pourrait bien être la plus juste, car, nous ne saurions trop le répéter, tout est resté debout à Rhodes : depuis le jour où le grand-maître, avec ses frères, a abandonné l'île, le Turc n'a rien démoli, rien élevé; il est venu s'asseoir sur ses tapis avec sa pipe qu'il fume depuis des siècles, et qu'il fumera impassible sur les ruines du monde.

Nous sortîmes de la ville par une porte qui donne sur le petit port; une tour ronde et massive en défend l'entrée. Ce fut alors que le colosse de Rhodes nous revint en mémoire : M. Drovetti nous assura que cette merveille du monde devait être dans le grand port entre deux bastions qu'il nous montra. Cette opinion ne satisfit aucun de nous, et, la tradition n'ayant rien laissé de certain à cet égard, nous demeurâmes tous convaincus que le géant avait dû être élevé sur les rochers, très rapprochés les uns des autres, qui obstruent l'entrée du second bassin. Les vaisseaux anciens, qui passaient, dit-on, entre les jambes de la statue, devaient être de fort petites dimensions. Très probablement la sacolève grecque et les premières galères vénitiennes, étroites, légères, avec la pointe acérée et la voile facilement ramassée, nous donnent l'image fidèle des *vaisseaux* de l'antiquité. Dernièrement, à Pompéia, en examinant les bas-reliefs d'une tombe, sur laquelle se lisait cette touchante inscription : *Servilia amico animæ*, je vis sculptée l'allégorie qui montre la mort comme le port tranquille où l'on repose après la traversée de la vie. C'était un navire jetant l'ancre près du rivage; la voile était carguée, et les matelots la serraient : cette barque avait une ressemblance frappante avec la sacolève de l'Archipel. Il est donc assez naturel de ramener les trirèmes aux modestes proportions des bâtimens dont les fresques et les sculptures de Rome nous offrent le modèle.

M. Drovetti, en nous conduisant chez lui, nous fit longer la pointe

de sable blanc qui forme l'extrémité de l'île vers l'est. Sur cette langue de terre stérile s'élève un épais bouquet de palmiers qui couvrent la tombe vénérée d'un santon. Près du saint musulman sont abrités les sépulcres des pachas que la Porte exilait autrefois à Rhodes, quand elle ne demandait pas leur tête. Un peu plus loin commence le quartier franc, habité par quelques familles d'origine européenne, des consuls, des malades des différentes échelles qui viennent respirer l'air le plus pur de tout le Levant, et enfin par des Grecs matelots, cabaretiers, population changeante et toujours en mouvement. D'autres Grecs, répandus dans l'île, cultivent les terres que leur afferment les Turcs et les Juifs. Un firman du grand-seigneur interdit aux chrétiens le droit d'acheter des propriétés dans l'empire; quelquefois les chrétiens éludent cette défense en faisant acheter par leurs femmes, considérées comme rayas ou esclaves, les biens qu'ils veulent acquérir. C'est grace à ce stratagème que les Francs parviennent à posséder en Turquie des maisons de campagne. Le Juif, regardé par les Turcs comme un animal domestique, est affranchi de cette loi, qui a été renouvelée depuis peu par le divan. Cette mesure paraît d'abord sauvage et impolitique, puisqu'elle empêche de riches étrangers de s'établir dans des champs abandonnés qu'ils feraient revivre; ce n'est cependant que la conséquence naturelle du dépeuplement et de la misère profonde où sont plongées toutes les provinces de l'empire. La plupart des Turcs désirent vendre leurs terres de trois et quatre lieues d'étendue qu'ils ne savent et ne peuvent cultiver : que les chrétiens obtiennent la liberté d'acquérir, et sans secousses, sans bouleversemens, la surface de ce magnifique pays sera transformée, le sang jeune et actif d'Europe affluera dans les veines de ce paralytique, qui n'attend pour se lever que le toucher du doigt de Dieu; mais alors aussi la population musulmane disparaîtra ensevelie sous l'invasion chrétienne.

Les Grecs de Rhodes, comme tous ceux de la Turquie, ont une existence très douce, et cependant, soit souvenir de leur ancienne gloire, soit plutôt turbulence naturelle, les îles ne supportent qu'avec impatience la domination du sultan. Elles ont placé leur espoir dans le royaume de Grèce, sans penser que cette liberté qu'elles appellent les chargerait aussitôt de lourds impôts, du service de terre et de mer, et leur enlèverait la tranquillité dont elles jouissent sous le régime turc. A dieu ne plaise que nous condamnions chez les Grecs d'Orient ce sentiment de l'indépendance, s'il doit les exciter à vaincre ou à périr comme leurs frères d'Hydra et de Missolonghi, et si, leur délivrance accomplie, ils ne se plaignent pas des sacrifices qu'elle doit en-

traîner! Cependant, quand on voit ces heureux esclaves, inconstans, cupides, indisciplinés, ennemis de tout ce qui blesse leurs habitudes, incapables d'affections et de dévouemens durables, comparant sans cesse les jours passés au temps présent, on ne peut s'empêcher de craindre qu'une fois libres, eux aussi, dans le désert, ne regrettent les fruits des fertiles plaines d'Égypte.

C'est dans le quartier habité par les Grecs dans les villes d'Orient que se trouvent les tavernes, dont les salles sont souvent ensanglantées par des meurtres, suites des rixes et de l'ivresse. C'est là seulement aussi que veille la police turque, représentée par un gros cadi qui fume, assis dans un coin et entouré de quelques Albanais déguenillés. Près de la mer se promènent le soir les belles Grecques d'Ionie et des îles voluptueuses qui envoyaient à Athènes ces courtisanes pour lesquelles Périclès pleurait devant l'aréopage. De nombreux canots, d'où s'élèvent des chants et des accords de guitare, dérivent sur les flots endormis; des danses se forment sur la plage, tout est tumulte, amour, agitation, pendant que les chiens hurlent dans le quartier turc, enseveli jusqu'au jour dans le plus profond silence.

La nuit était venue, il fallait retourner à bord; en nous quittant, M. Gandon proposa pour le lendemain une course au vieux Rhodes, restes d'une ville antique, nous dit-il, des beaux jours de la Grèce. Ces ruines sont situées à quatre lieues dans l'intérieur de l'île. M. Gandon nous recommanda d'emporter des chapeaux de paille, et de nous munir d'une petite gourde pour le voyage. Au point du jour, sa maison était assiégée, toute la population grecque criait et gesticulait dans la rue, les conducteurs de mulets se disputaient pour le salaire; des servantes plaçaient des tapis sur les bâts des montures; enfin, à force de promesses et de menaces, l'ordre se rétablit, chacun se hissa sur sa bête, et notre caravane sortit de la ville, précédée de guides qui montraient le chemin.

Nous venions de nous engager dans un rude sentier qui tournait le flanc d'une montagne presque suspendue sur la mer, lorsqu'un chien se jeta sur moi; je lui sanglai un coup de fouet. *Demonio!* cria derrière moi une voix de stentor; je me retournai, et aperçus un gros moine vêtu d'un froc gris à large capuchon, la tête coiffée d'un chapeau à trois cornes, une carnassière sur l'épaule, une poire à poudre sous le bras gauche, le sac à plomb passé dans sa ceinture de corde, et une canardière à la main.

— *Per Bacco!* m'écriai-je, où allez-vous, mon père, en si bel équipage? Le révérend mit son fusil en joue, cligna de l'œil, et sourit en

me regardant. Je présentai ma gourde au moine, qui la prit avec calme, et me la rendit un instant après, vide et le goulot renversé; puis il me donna sa bénédiction, siffla son chien, et disparut dans la montagne. — Quel est ce bon religieux? demandai-je à M. Gandon. — C'est, me répondit-il, un moine italien établi à Rhodes depuis longtemps. Un autre frère et lui prennent soin d'une petite chapelle catholique où, à l'époque des grandes fêtes, un prêtre autrichien des îles voisines vient célébrer la messe. Ces deux religieux, pauvres comme Job, vivent de la charité des chrétiens et de la chasse de frère Paolo, qui dès le matin rôde dans les bruyères; il est connu partout, chacun lui fait bon visage, et remplit volontiers les vastes poches de son froc. — Vous n'avez donc pas de prêtres demeurant à Rhodes? — Non, ils ne font que passer, tantôt l'un, tantôt l'autre; ils baptisent, ils confessent, donnent la communion, puis ils repartent.

Ces paroles me firent faire un triste retour vers le passé. Autrefois, sous le règne de Louis XIV, la France était la reine des nations chrétiennes en Orient; toutes les îles avaient des prêtres français. La révolution a tout balayé. Maintenant les lazaristes rebâtissent nos anciens monastères; mais d'autres puissances disputent aujourd'hui l'influence religieuse à la France, qui comprend un peu tard combien l'action du clergé pourrait lui être utile en Orient. Sans parler de l'Angleterre ni de la Russie, dont l'insatiable ambition ne se cache guère, l'Autriche, plus cauteleuse, travaille dans l'ombre à rassembler autour d'elle les différentes communions catholiques de l'Orient. Elle poursuit silencieusement son œuvre sans faire parade, comme la France, de la moindre mesure utile, et sans être entravée par les esprits superficiels qui professent une défiance systématique contre la religion. L'Autriche est trop habile pour essayer une propagande romaine au milieu de Grecs dont le mépris obstiné pour les Latins lui est connu; elle se contente d'envoyer dans les îles et en Asie des prêtres qu'elle soutient généreusement. Les pauvres ecclésiastiques français sont au contraire trop souvent oubliés. On cherche, il est vrai, à remédier à ce fâcheux état de choses, mais il reste encore beaucoup à faire pour renouer dans le Levant les antiques traditions françaises. A tort ou à raison, notre pays est regardé maintenant par les populations chrétiennes d'Orient comme la puissance la plus dépourvue de sentimens religieux. Cet esprit d'irréligion et d'exagération politique qu'on nous reproche est l'écueil où vient souvent échouer la propagande des saines idées françaises à l'étranger, et c'est encore la cause qui retient des peuples portés d'ailleurs à suivre l'élan de notre civi-

lisation. Les autres états européens ne craignent pas de se rendre ridicules en se proclamant les défenseurs de leur foi; ils entrent dans la route que la France n'aurait pas dû quitter. Les Russes schismatiques appellent à eux les Grecs, l'Autriche catholique rallie les catholiques dispersés, l'Angleterre enfin vient d'envoyer un évêque et des missionnaires protestans à Jérusalem. N'y a-t-il pas là pour nous un exemple et une leçon?

Nous suivions un chemin pénible pratiqué entre d'énormes blocs de roches suspendus sur nos têtes; devant nous blanchissait la mer encore chargée des vapeurs du matin; bientôt les teintes vives du jour naissant montèrent dans le ciel et dissipèrent la brume; les Sporades sortirent des flots comme des nids de verdure, et le canal de Samos traça une barrière étincelante entre Nycère et la côte d'Asie. Les vallées de Rhodes, perdues jusqu'alors dans une morne obscurité, s'ouvrirent à la lumière et montrèrent leurs profondeurs, leurs détours et leurs forêts. Des ruines parurent au loin sur les caps décharnés; de vieilles tours féodales entourées de palmiers couronnèrent les hauteurs, et quand nous parvînmes au sommet de la montagne, un soleil splendide éclairait ce magnifique paysage.

Le médecin de la frégate, qui examinait depuis quelque temps les rochers épars autour de lui, nous fit alors remarquer que ces pierres n'étaient qu'un amas de coquillages marins incrustés dans un sable fin. Aucun de nous n'essaya d'expliquer ce phénomène à la façon expéditive de Voltaire, qui, devant les preuves évidentes du passage des eaux sur les crêtes de l'Auvergne, assure que des milliers de pèlerins se sont rencontrés sur ces hauteurs, où ils ont laissé leurs coquilles. Chacun se rendit au témoignage des yeux et du toucher, et avoua que la mer avait dû couvrir cette montagne dans un de ces cataclysmes dont les traditions de tous les peuples ont gardé le souvenir. Lors des terribles convulsions qui précédèrent la formation complète du globe, le feu renfermé dans ses entrailles chercha violemment des issues. En certains endroits, il s'ouvrit de larges vomitoires: ailleurs, soit que la résistance fût plus vive, soit que le feu eût moins d'énergie, la terre ne fit que se soulever en montagnes; mais il est des lieux où la lutte a été plus terrible, où le sol est fendu et déchiré comme à plaisir. Ainsi, dans l'archipel grec, d'étroits canaux séparent seuls de grandes îles. La Méditerranée ne doit être que l'immense cratère d'un volcan qui de temps en temps trouve encore des forces pour lancer quelques rochers, comme Délos et ses sœurs dans l'antiquité, et de nos jours cette île qui sortit un matin des mers de Sicile,

disparut un soir, et fut retrouvée par la sonde à quatre brasses sous l'eau. Quoi qu'il en soit, que Rhodes ait jailli d'un coup de trident, ou que, selon la croyance chrétienne, elle ait été submergée comme le reste du monde dans le déluge universel, il est indubitable qu'à une époque reculée les vagues ont roulé sur les rochers de l'île. Quand le sabot du mulet retentit sur ces blocs de formation si bizarre, entre les gorges de cet effroyable sentier suspendu sur l'abîme, on ne peut sans frémir lever les yeux vers ces masses rocailleuses qui semblent près de s'écrouler au moindre choc. Aussi le voyageur respire-t-il à l'aise dès que, penché sur les oreilles de sa monture, il descend vers la plaine en fleurs qui s'étend devant lui comme une terre promise.

Un temps de galop sur la plage nous conduisit dans une vallée qui conserve des vestiges d'une ancienne route tracée par les chevaliers. Au bout d'une demi-heure de marche, nous vîmes poindre à travers les arbres les tourelles d'un manoir féodal, avec son écusson mutilé au portail. Un Turc, seigneur du lieu, vivait seul dans ce château délabré, dont il nous fit voir les salles, entièrement démeublées. Sur le plancher pourri séchaient des oignons, des citrouilles et des concombres; le bonhomme invita les visiteurs à en goûter. Deux mauvais cabans étendus dans un coin lui servaient de lit. Quand un de nous s'arrêtait devant quelques sculptures, le Turc s'approchait aussitôt, et les couvrant de la main, il levait la tête, fermait les yeux, puis faisait doucement claquer sa langue, pantomime suprême au moyen de laquelle tout musulman se tire d'affaire dans les occasions difficiles.

Après avoir bu un peu d'eau et fumé la pipe de l'hospitalité, nous laissâmes ce pauvre solitaire pour continuer notre voyage à travers une campagne fertile, plantée de palmiers et de dattiers. D'anciens manoirs s'élevaient dans toutes les directions; la plupart semblaient abandonnés; à l'entour, la plaine était couverte de myrtes, de lauriers et d'oliviers enlacés comme des serpens. D'autres châteaux, habités par des Francs ou des familles grecques, se présentaient entourés de grandes vignes, à l'ombre desquelles jouaient des enfans. La route serpentait entre deux haies de ronces sauvages, de figuiers et de cactus; l'eau murmurait dans des aqueducs et s'épanchait en nappes d'argent dans les endroits où le canal était rompu. Tantôt dans le lit d'un torrent desséché il fallait se frayer un passage entre les lauriers-roses; tantôt de petits champs cultivés, où s'engouffraient des nichées d'oiseaux pillards, nous ramenaient près de la mer; puis le chemin se replongeait brusquement dans l'intérieur au milieu des bois, des fleurs et de la plus riche nature. Si l'aspect de la ville m'avait étonné, si cette

grande ruine gothique ombragée des palmiers de la Syrie, sous un ciel d'azur, au milieu de l'Archipel, avait présenté à mon esprit le mélange des souvenirs du moyen-âge et de la riante mythologie grecque, notre excursion dans les terres me sembla la réalisation magique des chants de l'Arioste, qui place ses castels sur des rives enchantées.

Il faut être voyageur, exilé de son pays, pour bien comprendre le charme mélancolique qui s'empare de l'ame, quand, sous un ciel étranger, devant une végétation inconnue, vous rencontrez inopinément de vieux débris qui vous parlent de vos pères et de cette gloire française transplantée partout. Dans tous les lieux où l'esprit guerrier de l'Europe a laissé des traces de son passage, le peuple qui domine tous les autres, celui auquel le pâtre, le chamelier, le cicerone, attribuent les hauts faits d'armes et l'occupation des forteresses sur les crêtes sauvages, c'est le peuple français, qui a fini par donner son nom aux populations répandues en Orient. Allez en Grèce, on vous parlera de chevaliers francs, ducs d'Athènes et de Corinthe; forcez les Dardanelles, vous verrez dans le sérail le trône de Baudouin, empereur de Constantinople; faites le pèlerinage de Jérusalem, un moine vous décrira le camp de Godefroy de Bouillon, dont vous chausserez l'éperon d'or sur la pierre du saint sépulcre; allez dans le désert, l'Arabe vous dira Ptolémaïs, Saint-Jean d'Acre; passez en Égypte, le dernier des mamelucks vous racontera la grande conquête française; suivez enfin notre folle caravane dans les vallées de Rhodes, et sur chaque portail de manoir, sur la dalle même des châteaux ruinés, partout vous verrez l'écusson de la France et vous lirez ses vieilles devises. Je sais bien que cette longue course à travers le monde n'a point élargi nos frontières : elle a ressemblé au passage d'un torrent qui déborde et rentre dans son lit; mais les enfans, les jeunes femmes, les vieillards, n'en chantent pas moins l'histoire du peuple français comme un poème merveilleux. Partout ce grand chevalier errant a frappé de sa hache d'armes les murailles des villes, partout il s'est reposé au bord des lacs, il a vaincu les géans; lui seul ravit le cœur des belles sultanes, qui, par amour, se font chrétiennes; avec lui se mesurent les plus fameux guerriers; c'est lui seul qui dans les fers, sur les rives du Nil, se montre si grand que les Sarrasins lui offrent le turban des califes et disent : Jamais on n'a vu un plus fier chrétien! C'est encore lui enfin qui leur apparut hier, et que les derviches prosternés appelèrent le sultan de feu.

Trois heures après notre départ de la ville, à l'extrémité d'une plaine de myrtes et de bruyères, les ruines du vieux Rhodes parurent au

sommet d'une montagne. Chacun se lança au galop, mais le sentier qu'il fallait suivre devint bientôt si raide, que nous préférâmes nous jeter à bas de nos bêtes pour gravir à pied la colline. Je fis halte à moitié route près d'une cabane en bois perdue dans le feuillage; deux jeunes garçons avec un esclave noir taillaient des pieux devant un vénérable Turc à longue barbe qui fumait sa pipe accroupi sous un arbre. Au-dessus de ma tête, mes compagnons s'étaient arrêtés dans un bois de sycomores et de pins; groupés près des mulets sur une roche, ils me faisaient signe de me hâter et montraient les bouteilles et les provisions qu'ils retiraient d'un panier. Cette vue me rendit le courage, et après un dernier effort j'arrivai dans une de ces solitudes qu'aimaient les anachorètes : le ciel, la mer, l'eau qui murmure, la plaine fuyant dans le lointain, rien ne manquait au paysage. Nos guides avaient étendu les tapis près d'une source qui tombait de la montagne dans un bassin de marbre; ils nous servirent ensuite le pain et les viandes sur de larges feuilles, plongèrent le vin dans l'eau, et tous, accoudés derrière les mulets qui secouaient leurs têtes chargées de grelots, nous commençâmes gaiement le repas.

Au moment où je portais mon verre à mes lèvres, je vis s'avancer le Turc à barbe blanche près duquel je venais de passer; ses deux fils le suivaient ainsi que l'esclave, qui portait du feu dans un pot de terre et des tasses à café dans une corbeille. Le beau vieillard, sans montrer la moindre hésitation, s'assit sur mon tapis, posa la main sur son cœur, inclina légèrement la tête et prononça lentement quelques mots gutturaux que M. Gandon nous traduisit ainsi : — Soyez les bienvenus sur mon domaine, et qu'Allah vous donne la santé! Toutes les mains placèrent aussitôt devant le musulman du pain, du pâté, de la volaille, mais il refusa; alors je lui présentai mon verre en disant : Buvez le vin des chrétiens qui rend le cœur joyeux et fait aimer les œuvres d'Allah. Il repoussa doucement mon bras et répondit: — Je dois jeûner jusqu'au soir, et le prophète a défendu le vin aux croyans. — Puisque Dieu a mis la vigne sur la terre, n'est-ce pas pour que l'homme en goûte le jus? — Dieu, reprit le Turc avec calme, a placé la grappe dans les pays d'Europe, et il n'a pas défendu le vin aux chrétiens; mais en Orient, au lieu de la vigne, Allah fait mûrir les oranges, les citrons et les pastèques, qui sont de petites sources de fraîcheur sous notre soleil de feu; Allah n'a pas voulu que nous eussions le vin, source de chaleur pour vos froids climats.

Le vieillard bourra sa pipe qu'il tendit au nègre; celui-ci posa un petit charbon sur le tabac, aspira quelques bouffées pour l'allumer,

et, essuyant le bout d'ambre avec sa main, il l'offrit à son maître, qui, après l'avoir gardée quelques instans, me la présenta en signe d'amitié. L'esclave rassembla ensuite des pierres plates, les couvrit de cendres chaudes et prépara le café, que les fils du vieillard nous servirent. Cette montagne boisée, ces champs magnifiques, les castels disséminés dans les bois d'oliviers que nous dominions du regard, appartenaient à ce Turc. Dévot musulman, il n'avait qu'un désir, celui d'aller à la Mecque avec ses enfans et de pouvoir ceindre le turban vert, marque distinctive de ceux qui ont accompli le saint pèlerinage. Il proposa de nous vendre ce riche domaine pour huit mille piastres, à peu près mille écus. Cet homme ne plantait rien, ne récoltait pas, ne travaillait jamais. Suivi de ses enfans, l'été il montait sur la colline et bâtissait une hutte sous de frais ombrages près d'un ruisseau; ses fils, comme ceux du patriarche, le nourrissaient du produit de leur chasse; quand les provisions manquaient, ils abattaient un arbre; l'esclave chargeait son âne et allait vendre le bois à la ville, d'où il rapportait du riz, du tabac et du café. Les heures brûlantes du jour se passaient dans l'extase de la prière ou dans la contemplation du merveilleux spectacle que présentent les vallées silencieuses, la mer qui se brise à la plage, et les îles groupées à l'horizon comme des navires surpris par le calme. L'hiver, ils descendaient dans la plaine et s'abritaient sous quelque ruine féodale. En me voyant couché sur des tapis devant cette solitude si riante, si embaumée, près de cette heureuse famille qui allait, ainsi qu'une couvée, se poser, selon les saisons, sur chaque branche en fleurs, je me demandai si ce peuple patriarcal n'avait pas a meilleure part sur la terre. L'Europe, travailleuse infatigable, et l'Orient prosterné devant son Dieu, me rappelaient Marthe et Marie, les deux sœurs de l'Évangile, et malgré moi je me surprenais à envier ces existences paisibles qui ne sont qu'une aspiration continuelle vers les régions mystérieuses où l'ame doit se perdre dans un bonheur sans mélange.

Il nous restait à gravir un tiers de la montagne; mais quand il fallut s'éloigner des frais ombrages de la source, mes compagnons ne purent se décider à laisser là leur pipe, ni à quitter l'oasis de verdure qui les invitait au sommeil; ils fermèrent les yeux, me souhaitèrent bon voyage, et je partis seul. Il n'y avait aucun chemin tracé; mes pieds s'embarrassaient dans les ronces et les lauriers, du milieu desquels s'élevaient des ébéniers, des cèdres et des figuiers, dont les oiseaux se disputaient les fruits. De temps en temps, adossé à un tronc d'arbre, je regardais en arrière, et le paysage qui se développait me donnait

des forces; quelquefois, dans les pierres et les débris que mes pas faisaient rouler, je cherchais avidement des traces du génie grec. Je pénétrai enfin dans le vieux Rhodes par la brèche d'une muraille, aussi fatigué, mais presque aussi fier que le premier qui jadis y entra d'assaut. J'étais sur un plateau couvert de pans de murs et de tours en ruines; des arbres croissaient parmi ces décombres où je m'obstinais toujours à chercher des vestiges de l'antiquité. Bientôt je découvris une charmante chapelle gothique presque tout entière debout. Cette vue dissipa mes doutes : le vieux Rhodes n'appartenait pas à la Grèce, je me trouvais au milieu d'un édifice du moyen-âge, mais dont les proportions et les dépendances étaient bien autrement considérables que celles de tous les gracieux châteaux que nous avions vus sur la route.

J'allai m'asseoir sur le haut de la chapelle, à l'abri d'un figuier qui avait percé la voûte, et j'interrogeai ces grandes pierres mutilées. Il n'y avait pas à s'y méprendre, cette hauteur fortifiée près de la mer, avec une chapelle enfermée dans les remparts, était une de ces commanderies que les hospitaliers avaient multipliées en Europe. Autour de ces édifices, qui tenaient à la fois du monastère, de la citadelle et du château seigneurial, se groupaient les vassaux de l'ordre cultivant les terres. A Rhodes, les commanderies ne pouvaient être que des forteresses protégeant les campagnes contre les Turcs qui débarquaient sur la côte, ravageaient le pays à la hâte et fuyaient avec leur butin. Les chevaliers usaient de représailles, et leurs galères, sans cesse en course, s'approchaient de terre à la faveur des ténèbres, jetaient l'ancre au fond des criques, et portaient la désolation dans toutes les parties de l'empire. Ce furent ces courses terribles des chrétiens sur le littoral et jusque sous les murs de Constantinople qui déterminèrent Soliman à enlever Rhodes aux hospitaliers, qui la possédaient depuis deux cents ans. Déjà Mahomet II avait poussé toutes les forces musulmanes contre ses remparts, seul point de l'Orient où flottât l'étendard de la croix. Près de succomber, l'ordre fut secouru par le chevaleresque Amé IV, comte de Savoie, qui força les Turcs à lever le siége. Depuis ce temps, Amé prit les armes de Rhodes avec ces quatre lettres pour devise : F. E. R. T. *Fortitudine ejus Rhodum tenuit.*

Plus tard, quand Soliman envoya ses janissaires et ses pachas avec l'ordre de rapporter au sérail les clés de la ville ou leurs têtes condamnées, l'Europe resta sourde au cri sublime de l'agonie des hospitaliers; en vain les frères parcoururent les royaumes, en vain les poètes chantèrent dans les cours galantes, devant les dames et les nobles, les épi-

sodes de cette iliade chrétienne; les jours de foi et de chevalerie n'étaient plus : l'Angleterre devenait protestante; François Ier et Charles-Quint se disputaient l'Italie; le pape avait le casque en tête; l'ordre abandonné succomba et s'en fut languir à Malte jusqu'au jour où, délaissé de nouveau, il fut chassé de son dernier refuge par l'Angleterre, qui put inscrire devant le palais de Lavalette cette inscription deux fois menteuse : Cette île a été donnée à l'invincible Angleterre par l'Europe reconnaissante.

Rien ne troublait ma rêverie. La chaleur était excessive : les îles, les rochers de l'Anatolie nageaient dans des vapeurs ardentes, aucun souffle ne passait dans l'air embrasé; c'était l'heure du milieu du jour où dans ce pays inondé de lumière le soleil fait languir la terre, l'homme, les fleurs, les animaux, et jusqu'à la vague qui expire au rivage. J'étais seul, les regards attachés sur la mer de Syrie, bleue tout entière comme la vaste coupole du ciel; aucun nuage ne flottait dans l'espace, aucune voile ne paraissait à l'horizon; l'onde et l'éther, océans rivaux, libres comme au premier jour, s'étendaient dans l'immensité. Vers l'ouest, une ombre couvrait les flots, l'ombre du mont Ida; à l'est étincelait Chypre; devant moi fuyait la chaîne du Taurus avec ses cimes couvertes de neiges éternelles, et là-bas, enfin, si j'avais eu des ailes, j'aurais été en peu d'heures me reposer sous les cèdres du Liban. Que de grands souvenirs, de royaumes détruits se pressaient autour de moi : l'Asie, l'ancienne Grèce, Rome, Byzance, Venise! Plus près de moi, je découvrais la ville de Rhodes, et cette Tour des Chevaliers dont les créneaux semblaient réclamer le vieil étendard qu'ils ont gardé les derniers. Qu'on ne s'étonne pas si je pensai alors avec quelque regret à la destruction de ces ordres monastiques et militaires fondés autrefois pour faire la guerre aux mahométans, et détruits sans avoir pu concilier leur mission avec les exigences d'un autre temps. La police des mers, qui soulève trop souvent d'irritans débats entre les puissances maritimes, n'aurait-elle pas été bien placée entre les mains d'un ordre qui, comme celui de Rhodes, échappait à l'influence d'un état quelconque en recevant dans son sein des chevaliers de toutes les nations? Quels services ne rendrait pas à l'Europe une gendarmerie active et désintéressée, qui mettrait sa gloire à défendre la sécurité des mers? Aujourd'hui la Méditerranée, l'Océan, sont couverts de citadelles flottantes devant lesquelles fuient les écumeurs de mer; mais les navires français, anglais, américains, n'ont pas et ne peuvent avoir la mission spéciale de les poursuivre. Chaque état, pendant la paix, envoie ses vaisseaux protéger ses nationaux en pays étranger,

entamer des traités de commerce, parcourir ses pêcheries et ses comptoirs et donner secours aux bâtimens marchands; il faut qu'une injure particulière ait été faite au pavillon d'une puissance pour que le navire de guerre abandonne sa station. Il cherche alors à travers les solitudes de l'Océan le pirate, qui lui échappe presque toujours, parce que l'officier n'a qu'un temps limité pour sa croisière et que des affaires plus graves, des négociations commencées, des troubles dans les lieux trop brusquement abandonnés, le rappellent impérieusement au point de station. Une marine fondée dans le but spécial de protéger, contre les négriers et les forbans, les intérêts communs des nations, ne pourrait-elle assurer plus complètement la sécurité des mers?

Après avoir rêvé pour Rhodes le retour d'un glorieux passé, je ne pus reporter ma pensée sans tristesse sur l'état actuel de cette île, autrefois si florissante. Les chevaliers avaient fait du port de Rhodes leur arsenal maritime. Là s'élevaient les vastes ateliers des galères et les hangars modestes des navires marchands, qui sous l'égide de la religion se livraient à un commerce très étendu. Après la conquête, les Turcs, soutenus encore par l'esprit fanatique et guerrier qui fit long-temps leur force, utilisèrent les belles forêts de chênes et de pins qui couvraient les montagnes de l'île. Des galères construites à Rhodes allèrent grossir les flottes musulmanes, ou sortirent en course contre les chrétiens. La population grecque elle-même profita d'abord des ressources immenses qu'offrait l'exploitation de ce prodigieux empire, alors dans toute sa splendeur. Dociles à leur génie national, qui depuis ne s'est pas démenti, les Grecs devinrent les facteurs de l'Asie, des villes de Syrie et d'Égypte; leurs petits bâtimens couvrirent l'Archipel, et en même temps que se comblaient le Pirée et les autres ports de la Grèce soumise, les sacolèves arrivaient en foule à Rhodes, qui devint comme l'entrepôt des différentes échelles du Levant.

En dehors de cette navigation générale qui procurait de grands bénéfices aux armateurs, les principales exportations de Rhodes consistaient dès-lors en vins du pays, en bois de construction. Les oranges, les citrons, les figues, les amandes, tous ces fruits que l'antiquité allait chercher à Rhodes, et qui sont toujours renommés, étaient expédiés à Smyrne, à Beyrouth, partout où affluaient les Vénitiens. De riches Turcs, des pachas exilés, affermaient leurs terres aux cultivateurs grecs, qui vendaient à la ville les grains que leurs compatriotes savaient diriger vers les contrées où la disette se faisait sentir. Maintenant tout est changé, et l'on ne saurait établir par des chiffres le résultat d'un commerce qui ne se révèle nulle part. Le port militaire

est désert, les vagues viennent mourir le long des grèves sur lesquelles il ne reste plus de vestiges d'ateliers; les sables arides s'étendent au pied des remparts; quelques barques de pêcheurs halées sur la plage, leurs filets étendus au soleil, des matelots couchés à l'ombre des bordages, un silence éternel, ce silence de mort qui pèse sur toute la Turquie: tel est l'aspect de ce lieu si animé autrefois, et qui retentirait bientôt des cris des marins, si un gouvernement intelligent pouvait mettre à profit les élémens de prospérité de ce beau pays.

S'il n'y a rien à dire du commerce actuel de Rhodes, on ne peut méconnaître du moins les ressources que présente cette terre fertile, dont les moissons, autrefois si abondantes, ne suffisent plus à nourrir vingt-cinq mille habitans. Les productions les plus importantes sont les vins. Quoique justement estimés, ils ne donnent cependant pas lieu à des exportations considérables. Les vins du Levant sont doux ou capiteux, et ne peuvent servir à l'usage ordinaire des Francs; celui de Rhodes seul, mitigé avec de l'eau comme ceux de France, remplacerait avantageusement, surtout par le prix, les vins d'Europe. La vigne croît sans efforts et n'exige qu'un léger travail; mais si elle était mieux cultivée, et si les principes les plus simples de la fabrication étaient connus des ignorans vendangeurs, Rhodes fournirait des vins précieux, aussi recherchés que ses fruits savoureux, qui en ce moment sont à peu près les seuls produits envoyés par l'île sur les côtes voisines.

De temps en temps arrive un navire qui vient chercher des bois de construction pour l'arsenal de Constantinople. Alors le gouverneur loue des Grecs qui vont abattre sans choix dans l'intérieur les arbres encore debout; mais comme les Turcs ne prévoient rien et ne songent jamais à l'avenir, personne ne surveille les ouvriers, qui ravagent les collines charmantes dont les chênes et les sapins auraient une valeur incalculable pour les petites marines des Sporades et des Cyclades, où le sol est complètement déboisé.

L'île est remplie d'oliviers, d'arbres à mastic et à térébenthine; ses vallées profondes, les versans des montagnes, sont couverts de ces arbustes que l'absence du maître ou sa pauvreté empêchent de soigner. Quelques Grecs possèdent de grossiers pressoirs où ils jettent pêle-mêle les olives bonnes et flétries qu'ils pillent, comme les oiseaux, dans les champs abandonnés. L'huile épaisse est consommée par les habitans, et ne sort guère de Rhodes. Toutes les îles, toutes les rives d'Orient possèdent ainsi des forêts d'oliviers, qui croissent et meurent au hasard dans les campagnes dépeuplées. Le mastic sert

principalement à parfumer une liqueur fort agréable à laquelle il donne son nom, et que les Grecs et les juifs livrent aux Turcs.

En résumé, les exportations de Rhodes consistent en bois de construction, en fruits secs, en olives, en éponges fort belles, qui se trouvent aux abords de l'île. Les importations se réduisent aux grains nécessaires à la population, qui ne sait pas tirer de son territoire le blé et le maïs, qui pourraient y venir avec facilité. Une trentaine de barques suffisent à ce commerce : les Grecs seuls naviguent, ils vont et viennent, partent avec quelques caisses et rapportent un chétif chargement de grains; mais ces bateaux qui sortent tristement du port et qui reviennent s'échouer sur les sables ne peuvent s'appeler une marine, ces échanges misérables faits par des matelots voleurs ne sauraient usurper le nom d'opérations commerciales. Il ne reste rien à Rhodes de la puissance de l'île fortunée qui, avec ses galères, résistait aux successeurs d'Alexandre et aux barbares; il n'y a plus de traces de cette prospérité de deux siècles qui s'abritait sous le fier étendard de la croix. L'île n'est maintenant qu'une savane magnifique où la nature verse en liberté tous les trésors d'une sauvage végétation que l'homme ne vient jamais ni diriger ni contraindre; dans le pâle fanal qui veille pendant la nuit sur la tour des Arabes, les navigateurs ne voient aujourd'hui qu'un point de reconnaissance pour éviter cette terre où depuis long-temps ne germent que des fleurs inutiles. Cependant les bateaux à vapeur autrichiens qui vont de Smyrne à Beyrouth font maintenant escale à Rhodes, et plusieurs navires marchands viennent y purger leur quarantaine avant de se rendre dans le Nord. Peut-être cette nouvelle navigation donnera-t-elle plus de mouvement à l'île, peut-être les passagers, les voyageurs des paquebots, les capitaines de bâtimens, trouveront-ils à vendre et à acheter dans ce port silencieux. Il faut l'espérer; mais une secousse violente peut seule tirer cette île de la léthargie profonde où elle est plongée, comme l'empire tout entier.

De grands cris m'arrachèrent à ma contemplation et me rappelèrent vers mes compagnons de voyage. Il était tard, et du haut de la montagne nous vîmes le soleil s'éteindre dans les flots; les Sporades parurent s'abîmer avec lui, les vallées s'obscurcirent, et la nuit tomba mollement, apportant avec elle un calme profond. Le lendemain, la frégate *la Perle* était sous voiles pour Athènes.

CH. COTTU,
lieutenant de vaisseau.

JEAN-PAUL.

SA VIE LITTÉRAIRE. — SES ŒUVRES.[1]

La biographie de Jean-Paul n'offre guère qu'une suite non interrompue d'idylles; c'est un état de calme dont nul orage ne saurait troubler la sérénité monotone, une pastorale sur laquelle toute influence de temps et de lieu perd ses droits, et qui semble avoir pour but de s'élever contre cette maxime de Goethe, qui prétendait « qu'il ne nous resterait plus rien, si nous nous défaisions une bonne fois de tout ce que nous tenons des hommes et des circonstances. » Ne perdons pas de vue le centre bien étroit où il était né. L'absence de toute éducation régulière, l'isolement de cette vie champêtre, ne pouvaient que livrer son enfance à toute sorte de rêveries mêlées de terreurs bizarres et de superstitions qu'il couvait avec amour déjà, lorsqu'à douze ans on le fit entrer au collége de Schwarzenbach. Là, ses progrès furent rapides; nous le voyons passer du latin au grec, du grec à l'hébreu, se farcir la mémoire de mots choisis et de citations, et

(1) Voyez la première partie, *de Wonsiedel à Baireuth*, dans la livraison du 1er septembre 1842.

donner dès cet âge dans le travers si familier aux gens d'université, travers qui, du reste, chez lui ne devait que croître et se développer avec le temps. L'imagination, comme on pense, ne perdit rien à cette vie nouvelle; aux heures de récréation, les rêveries continuaient d'aller leur train, et plus d'une fois on laissa là son thème hébreu ou grec pour attraper au vol la fine mouche de la fantaisie. Il lut des romans, apprit la musique, et se livra sur le clavier à l'improvisation qu'il appelait : *une délivrance de soi-même* (*Selbstfreylassung*). Remarquons, en passant, la répugnance qu'il témoigna dès cette époque pour les véritables études classiques, qui, de leur côté, se vengèrent bien de ses dédains.

En 1779, il se trouvait à Leipzig lorsque la nouvelle de la mort de son père vint l'y surprendre. Toute ressource allait lui manquer; il s'agissait d'embrasser une profession au plus vite, mais laquelle? Il hésita un moment, et vit la misère qui lui tendait une plume; il la prit. L'épreuve fut longue et cruelle, mais son courage ne fléchit pas. Jean-Paul avait alors dix-huit ans environ, et les trésors intérieurs de sa jeunesse lui fournirent, ainsi qu'il devait l'écrire plus tard, de quoi tenir tête aux accablantes réalités du dehors. Le croirait-on? cette jeunesse en butte à tous les déboires, à toutes les humiliantes nécessités de la vie littéraire, passa plus tard à ses yeux pour le plus heureux temps qu'il eût vécu. C'est là un thème auquel il revient sans cesse, un motif qu'il reprend et varie avec une complaisance toute naïve. Quoi de plus enchanteur que cette vie intérieure dont l'explosion splendide étouffait les rumeurs d'ici-bas! quels temps que ceux où le sourire d'une fillette, la rencontre d'une fleur dans l'herbe, un peu de musique ou de clair de lune, l'enivraient d'extase et le rendaient plus heureux que des millions désormais ne pourraient le faire! Ce souvenir de jeunesse se mêle à toutes les peines de son âge mûr comme pour en adoucir l'amertume et les amener à se résoudre en une sereine mélancolie. « Qu'il m'arrive souvent, s'écrie-t-il, de rechercher avec une douloureuse avidité ces jours comiques à la fois et sacrés où j'étais plus sot et plus heureux, plus fou et plus honnête, où je n'avais point encore été chassé du paradis de la jeunesse! » Et le vrai signe constatant à ses yeux le caractère du poète, c'était « de rester éternellement jeune, et d'être tout le long du jour et de la vie ce que les autres hommes ne sont tous qu'un moment, à savoir, amoureux ou ivre. » Sous ce point de vue, les romans de Jean-Paul peuvent compter pour autant de réminiscences de l'histoire de sa jeunesse. Partout cet état d'une ame incessamment tournée vers les rêves

d'un âge d'or vous frappe dans ses écrits; et si de la question littéraire vous passez à la morale, vous retrouvez cette innocence candide, cette pureté des premiers ans qui devait si vivement impressionner les rigides matrones du cercle de Weimar, quelque peu effarouchées de la licence où menaçait d'incliner la poésie allemande pendant la période illustre. On compta un moment sur lui pour rendre à la Muse son autorité morale fort compromise par les privautés du maître Wolfgang et les incroyables tentatives du disciple Lenz. Compter sur lui en pareille occasion, c'était ne pas le connaître. Il n'y avait et ne pouvait y avoir rien à attendre pour l'action de cette existence vouée aux rêves d'un éternel printemps, et qui plus tard, après des déceptions sans nombre et sentant bien, quant au fonds, la vanité des théories anciennes, n'en persista pas moins de parti pris dans cet enthousiasme bénévole et candide d'une ame adolescente à qui le monde ne s'est pas ouvert encore. On n'ignore pas quels désenchantemens attendent sur le seuil de la vie les ames honnêtes et crédules, dupes sublimes des plus sincères illusions, diamans bruts que le fil de l'acier va polir s'ils résistent. Eh bien! c'est là surtout que Jean-Paul excelle; jamais il ne rencontre mieux que lorsqu'il s'agit pour lui de peindre ce brusque choc de l'idéal contre la réalité, ce mélange de ridicule et de sentimental que la situation porte avec elle, témoin les *Années d'école buissonnière* (*Flegeljahre*), une de ses plus charmantes productions, la seule classique peut-être, en cela que la diffusion, ce défaut habituel du maître, ne s'y laisse presque pas surprendre. Quel dommage que les extrêmes l'aient si fort tenté dans la suite, et qu'il se soit tenu si peu à ce milieu parfait une fois trouvé entre l'exagération d'une indifférence humoristique et la sensiblerie! Et ces extrêmes dont nous parlions, n'est-ce pas aussi le propre de la jeunesse d'y donner à plein collier? n'est-ce pas elle qui, rebutée au contact du réel, se jettera soudain dans la misanthropie et le scepticisme, affectant aux yeux du monde je ne sais quelle fausse énergie de convention, quitte à se vouer huit jours plus tard au culte oisif et solitaire d'un idéal à jamais refoulé dans les profondeurs de l'être? Je viens de nommer les extrêmes où Richter se complaît. Tandis qu'il tourne avec mépris le dos à la société, tandis qu'il enveloppe en un égal sarcasme l'homme et le monde, vous le voyez se recoquiller en lui-même, s'enfermer dans tout ce que la vie a d'étroit, de borné, de mesquin, et finir par retrouver là, au sein d'une médiocrité paisible et cachée, dans le commerce des espérances d'une autre vie, le bonheur perdu pour lui au dehors. Étudiez Jean-Paul sous ce point de

vue, et vous aurez le secret de son scepticisme à la fois élégiaque et satirique, de ces échappées lumineuses perçant tout à coup le réalisme le plus bourgeois.

Du reste, le scepticisme était assez dans les idées du temps, qui prêchaient, comme on sait, la tolérance d'opinions, la liberté d'esprit, et favorisaient outre mesure toute levée de boucliers contre les systèmes et les formules du passé. Jean-Paul usa largement du privilége. On le destinait à la théologie; il y échappa sous prétexte qu'il se sentait quelque peu hétérodoxe, et les lignes suivantes écrites par lui à son précepteur Vogel prouvent du moins que dès l'âge de dix-huit ans la recherche de certaines vérités ne lui coûtait plus rien : « Envoyez-moi donc les *Fragmens* de Lessing; j'espère ne point encourir vos disgraces en continuant à vous demander ce livre que vous persistez à me refuser par des motifs dont je ne mets pas en doute la sincérité. Toutefois, je me pose ce dilemme irrésistible, à mon avis, dans tous les temps : ou ce livre contient des vérités, ou il contient des erreurs. Dans le premier cas, rien ne doit m'empêcher de le lire; dans le second, il ne saurait me convaincre qu'à la condition de produire des argumens vraiment forts, et, je vous le demande, qu'est-ce que je risque alors de remplacer une vérité qui ne s'appuie à mes yeux sur aucune base solide, qui n'existe chez moi qu'à l'état de préjugé, de la remplacer, dis-je, par une erreur qui me paraît plus vraisemblable et plus claire? » Il lut beaucoup Lessing et de bonne heure, et ses premiers aphorismes, en reproduisant presque trait pour trait le ton et les manières de l'auteur de *Nathan*, témoignent de ce commerce de prédilection. Il s'enthousiasmait pour ces lectures dont il sortait ivre de joie et le cœur plein de tendresse pour l'humanité, ce qui ne l'empêchait pas un moment après de maugréer contre le monde, qu'il appelait, en dépit des belles illusions de l'heure précédente, une folle et ridicule mascarade. « Vous voulez savoir le plan de ma vie? J'abandonne au hasard le soin de l'ébaucher. Mes vues ont jusqu'ici rencontré peu de sympathies, et je vogue sur l'océan de la destinée sans gouvernail, bien que non pas sans voiles. J'ai rompu tout-à-fait avec la théologie; je ne professe pas une science, mais toutes en tant qu'elles m'attirent ou se rapportent à mon métier d'homme de lettres. La philosophie elle-même m'est devenue indifférente depuis que je doute de tout. Mais je me sens le cœur si plein! si plein! que je me tais. Dans mes prochaines lettres, je vous parlerai de la nature de mon scepticisme et du dégoût que m'inspire cette folle mascarade et arlequinade qu'on appelle la vie. » Hâtons-nous de le dire, ces velléités

d'humeur noire lui venaient surtout de deux amis morts depuis à la fleur de l'âge et dont une hypocondrie sans remède irritait sourdement le scepticisme acariâtre. L'un d'eux, Jean-Bernard Hermann, rongé de misère et d'ennui, ne sortant de lui-même que pour darder son venin au dehors, unissait au cynisme d'un Diogène de tabagie les capricieuses fantaisies d'humeur d'une jeune fille. Jean-Paul écrivait de lui qu'il était comme l'alouette qui chante dans le bleu du ciel et bâtit en même temps son nid dans les immondices. Du reste, il eut un moment l'intention d'en faire le héros d'un roman et de peindre dans ses faiblesses et sa grandeur cette existence dévastée par le besoin et l'excès de l'étude; il voulut aussi, après sa mort, donner une édition de ses œuvres (Hermann avait publié nombre d'écrits scientifiques, entre autres un morceau particulièrement remarqué à Berlin et intitulé, je crois, *de la Pluralité des Élémens*); mais l'entreprise en resta là, ni plus ni moins que tant d'autres de ses propres œuvres qui devaient rester inachevées. Le second des deux amis, mais celui-ci d'une hypocondrie plus douce, bien que d'une indifférence religieuse non moins profonde, était Laurent de OErthel, fils aîné d'un commerçant enrichi qui habitait une terre noble dans le voisinage du collége de Hof. Laurent occupait dans la propriété de son père un délicieux pavillon construit exprès pour lui et donnant sur la Saale, bordée à cette époque d'un rideau de saules verts et de peupliers. C'était là, dans cette jolie chambre d'où la vue s'étendait sur les jardins et les prairies des environs; c'était là qu'on se réunissait le soir pour lire les romans nouveaux, là qu'on se passionnait au clair de lune pour Werther ou Siegwart. Douces larmes que d'autres bien amères devaient remplacer avant peu, douleurs factices qui préludaient aux vraies douleurs! Bientôt le noble jeune homme sur qui reposaient tant d'espérances s'inclina tristement, épuisé, lui aussi, par l'étude. A peine de retour de l'université, un mal sans espoir l'entreprit, et Jean-Paul vit s'en aller jour par jour, heure par heure, cette jeunesse délicate qui s'attachait à lui comme le lierre au chêne, et dont il finit par recueillir le dernier soupir dans cette même chambre où tous les deux ils avaient tant pleuré sur de romanesques infortunes.

Le souvenir de Laurent de OErthel se trouve évoqué avec une grace pleine de mélancolie dans l'avant-propos de la seconde édition des *Procès groënlendais* (1). « Moi et Adam OErthel de Hof, écrit Jean-Paul, nous étions à cette époque deux amis de collége, d'université

(1) Berlin, 1821.

et de jeunesse, *Gymnasium*, — *Universitäts*, — *und Jugendfreunde*, et tout cela nous le sommes encore après bien des années, je l'espère du moins, quoique l'un de nous soit mort déjà depuis long-temps. Le riche et maladif jeune homme consumait alors ses soirées, encombrées de travaux académiques, à copier pour l'impression les manuscrits de son robuste, mais pauvre ami; car celui-ci, en dépit de la main la plus nette, désespérait, en vrai littérateur novice, de pouvoir jamais écrire assez lisiblement pour le prote. Aujourd'hui, quand j'y pense, je comprends à peine comment je consentis à un si long sacrifice de sa part. — Mais c'était alors le temps de la première amitié, temps où l'on reçoit tout sans compter, parce qu'on se sent prêt à tout donner de même. Temps heureux! non, vous n'avez pas fui pour jamais dans l'éternité, votre élément divin; il nous reste de vous encore à tous de belles heures, et moi je veux les employer, ces heures, à aimer l'ami qui me viendra plus tard comme s'il était pour moi un ami de jeunesse, et à me souvenir de ce noble OErthel qui m'a quitté si tôt. »

Ce fut vers cette époque et sous l'influence de ces dispositions sentimentales, qu'il entreprit ses *Exercices en matière de pensée* (*Uebungen im Denken*), titre bizarre d'un plus bizarre ouvrage, et dont il publia les deux premières livraisons à Hof, en novembre et décembre 1780, et la troisième à Leipzig, en 1781. « Ces essais, dit-il dans un avis placé en tête, sont tout simplement composés pour moi. Je ne les ai point faits dans le but d'apprendre aux gens quoi que ce soit de neuf, mais seulement afin de m'exercer et de me mettre à même d'y arriver quelque jour. On trouvera que je me contredis et déclare faux mainte fois ce que j'avais d'abord donné pour vrai; mais que voulez-vous? on est homme, et par conséquent point toujours le même. » Jamais parole ne fut plus vraie; la contradiction avec lui-même, avec le monde, avec tout ce qui, de près ou de loin, le touche, voilà le fonds du caractère de Jean-Paul. Sous ce rapport, il est homme et jeune homme jusqu'à la fin. Je ne conseille pas aux biographes qui veulent des héros d'une seule pièce de s'adresser jamais à celui-ci. Qu'en feraient-ils, bon Dieu? Les conditions de l'art classique (et l'égalité d'humeur dans un sentiment donné en est une) n'ont rien à voir dans cette nature, qui ne procède guère que par boutades et soubresauts, qui passe du gai sourire à la mélancolie la plus sombre, de la misanthropie à l'attendrissement, tout cela de la meilleure foi du monde, sans se douter qu'un sentiment parfaitement contraire à celui qui l'absorbe va s'emparer d'elle une heure après. Vous verrez ses yeux fondre en larmes au souvenir de l'excellent camarade qu'il a

perdu; mais aussi que de sanglots non moins sincères lui coûteront les aventures de cette pauvre miss Harlowe! Humoriste dans la force du terme, sa misanthropie et son scepticisme n'ont jamais qu'une durée transitoire; l'état normal, chez lui, c'est la sérénité; le fond de son ame est d'azur comme le firmament. Çà et là quelques nuages viennent bien l'obscurcir, mais le grain passe et l'arc-en-ciel se lève, un arc-en-ciel vu à travers les larmes, et voilà pourquoi le monde, qu'il appelait tantôt une pitoyable mascarade, lui apparaît maintenant sous les riantes couleurs d'une vallée de joie et de bénédictions. On raconte qu'à la suite d'une assez longue entrevue avec l'auteur de *Werther* et de *Faust*, l'empereur Napoléon se leva brusquement, et, lui frappant sur l'épaule, s'écria : « Monsieur de Goethe, vous êtes un homme, vous! » Peut-être aurait-il dit à Jean-Paul : « Vous êtes un enfant. » Et cette fois encore son coup-d'œil si juste ne l'eût pas trompé.

Cette sérénité d'esprit que nous venons de lui reconnaître l'aidera à traverser les plus pénibles circonstances d'une vie bien cruellement éprouvée. L'affreuse misère où la mort de son père l'a laissé s'accroîtra de jour en jour, il verra un de ses frères se noyer pour ne plus être à charge à sa pauvre mère, l'autre tomber dans le vice et l'ignominie; il verra la mort éclaircir le cercle étroit de ses amis, et ses plus belles espérances d'écrivain s'en aller en fumée. N'importe, il prend une trop vive part à l'existence humaine et chérit trop ses belles illusions pour ne point tenir bon au milieu des calamités qui l'assiégent. Comment ne point secouer ce scepticisme de tête, quand on a tant de foi dans ses propres sensations? comment lui, si indulgent pour les petitesses du monde, consentirait-il long-temps à se donner des airs d'esprit fort? « Plus d'un pense avoir fait preuve de dévotion lorsqu'il a bien déclamé contre ce monde qu'il est convenu d'appeler une vallée de misères. Quant à moi, j'avise qu'il serait mieux de dire vallée de délices. Dieu, à ce qu'il me semble, doit être plus porté à se montrer content de celui qui trouve tout pour le mieux dans ce monde, que de celui à qui rien ne sourit. Au milieu de tant de délices dont regorge le monde, n'est-il point d'une noire ingratitude de l'appeler un séjour de peine et de misère? »

Jean-Paul avait dix-huit ans lorsqu'il vint à Leipzig pour y mener la vie d'université; bientôt cependant les faibles ressources dont il disposait lui manquèrent par la mort de son père. Dès-lors plus de loisirs pour les rêveries, plus de belles promenades au clair de lune, plus d'entretiens philosophiques mêlés de libations nocturnes dans la taverne des *Trois Roses*. A la médiocrité de l'existence succédait tout

à coup un dénuement profond, et le rêveur fantasque, ainsi surpris à l'improviste, avisa d'abord aux moyens de porter secours à sa vieille mère. « Savez-vous, écrivait-il à cette époque (septembre 1781), au recteur Werner de Schwarzenbach; savez-vous quelle pensée m'occupe et me pousse au travail? Ma mère. Je lui dois d'adoucir la seconde moitié d'une vie si cruellement éprouvée, et de la consoler autant qu'il est en moi de la perte que nous venons de faire, comme aussi je dois à mes frères de contribuer à leur bonheur. N'étaient ces considérations, mes études auraient, je vous le jure, une tout autre direction; je ne travaillerais alors qu'à ce qui me plaît, qu'aux choses pour lesquelles je me sentirais de véritables forces, et jamais je ne consentirais à prendre un emploi. » J'ignore de quel emploi il veut parler; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se mit à l'œuvre sans relâche, et, laissant là désormais toute étude non suivie d'un résultat immédiat, ne chercha plus dans ses lectures que les matériaux d'un ouvrage à produire. C'est ainsi qu'il dévora le livre de Hippel sur le mariage, il emprunta à Liscov son ironie acerbe, son trait satirique à Swift; il lut (je cite ici ses propres expressions) Voltaire pour l'esprit, Rousseau pour l'éloquence, Toussaint pour la finesse des aperçus, Helvétius pour la *magnificence* du style, etc. Je laisse à penser quel singulier enfantement dut résulter de ces lectures entreprises en dehors de toute considération générale, et seulement dans un but de compilation. Ce fut dans cet habit d'arlequin que le premier livre de Jean-Paul se produisit aux yeux du monde. Les *Procès groënlendais* sont tout simplement une collection d'articles satiriques sur la vie littéraire en Allemagne. Jean-Paul avait écrit à dix-huit ans un éloge de la folie, d'après Érasme, qui se trouve remanié dans ce livre, auquel on peut, il me semble, faire le reproche que son auteur adresse à si bon droit à la satire allemande du XVIIe siècle, lorsqu'il s'écrie que la satire allemande se met en chasse, moins pour forcer les loups et les bêtes fauves que pour s'amuser à forcer le menu gibier, tel que lièvres, cœurs de lièvres et autres pauvres diables. C'est là, à mon sens, le blâme le plus sérieux que puisse encourir Jean-Paul de la part de la critique; il lui arrive en effet trop souvent d'oublier le fond pour le détail, de négliger le point de vue général pour la première question incidente qui s'offre à lui, et qu'il va traiter avec complaisance, au risque de se perdre dans l'infini de je ne sais quel monde microscopique, et cela non-seulement dans ses *Procès groënlendais*, œuvre conseillée à l'inexpérience par la nécessité, *juvenalia juvenile*, comme il l'appelait lui-même en jouant sur les mots, selon son habitude, mais encore dans *les Papiers du*

Diable, qui virent le jour six ans après (1789), et généralement dans la plupart des digressions entremêlées à ses romans. Comment l'exemple de Rabener ne l'instruisait-il pas, de ce Rabener dont il disait avec tant d'esprit qu'il passa sa vie à faire des autodafés à propos de misères?

Dans la préface publiée en tête de la seconde édition des *Procès groënlandais* (Berlin 1821), Jean-Paul raconte d'une manière touchante les circonstances qui accompagnèrent la naissance de son premier livre. « Sur ces entrefaites, dit-il, vint l'hiver avec sa misère et la mienne. Le pauvre petit livre dut quitter sa ville natale et partir seul pour Berlin, où le vieux libraire Frédéric Voss l'attendait. Pendant ce temps, son père eut à supporter plus d'une de ces petites contrariétés qu'on appelle vulgairement dans la vie poêle sans feu et ventre vide. Enfin le petit voyageur revint un jour frapper à ma froide chambre, rapportant que le digne libraire, l'éditeur et l'ami de Lessing et de Hippel prenait ma modeste couvée sous sa protection, et se proposait de ne rien négliger pour qu'à la première foire de Leipzig mes petits drôles fussent mêlés et confondus parmi les autres bandes de savans et d'enfans perdus. En général les critiques, de leur côté, ne se montrèrent pas trop impitoyables. Un seul, c'était à Leipzig, je m'en souviens encore, voyant la pauvre couvée passer sous l'arbre où il se tenait perché en sentinelle littéraire, lui décocha, comme font les singes, toute sorte de ses méchans projectiles. »

Aux ennuis de toute espèce qui fondirent sur lui à cette époque, il faut ajouter les désagrémens que lui attira sa manière de se vêtir. Si, comme on l'a dit, la pensée de l'homme réagit sur son corps, un esprit aussi original que le sien ne pouvait manquer de donner à son enveloppe matérielle quelque chose de sa physionomie excentrique. Il rompit net avec la mode, porta ses cheveux ras dans un temps où la queue était en honneur, et, sous prétexte de respirer avec plus de liberté, alla sans cravate et la chemise au vent; si bien qu'un voisin devant la fenêtre duquel il passait et repassait dans ses promenades du soir, ennuyé de ce manége et prétendant jouir seul du jardin, imagina de se plaindre au nom de la morale publique, et le fit déloger incontinent. On trouve, dans sa correspondance, des pages entières consacrées à défendre sa mise. A Leipzig, on s'était ému; à Hof, ce fut bien autre chose. De retour dans sa ville natale, un ébahissement unanime l'accueillit, et cela non-seulement chez ces honnêtes bourgeois scrupuleux observateurs des mœurs antiques, mais au sein même de sa famille. Une lettre qu'il écrit à OErthel, pour le prier de lui en-

voyer un livre, se termine ainsi : « Pardonne-moi ce style misérable; mais que veux-tu? je t'écris au milieu de gens en train de s'extasier sur mes cheveux. » Le lendemain, il adresse au même un apologue sur cette espèce de révolution causée dans le pays par son costume. « Il y avait une fois un fou qui habitait une ville uniquement peuplée de fous. D'ordinaire, quelques exceptions se rencontrent, mais ici on n'en comptait aucune. Les honorables de l'endroit portaient sur leur bonnet une certaine quantité de grelots sur lesquels on voyait gravé un bel âne. Pendant long-temps, notre fou dut s'en tenir à porter à sa cape de simples jetons sans figures; enfin, un peu d'argent qu'il eut lui donna le moyen de se procurer à son tour des grelots sur lesquels il fit graver un bel âne d'après nature. Quels yeux vont ouvrir ces gens lorsqu'ils m'apercevront! se dit-il en mettant son bonnet devant la glace. Il courut la ville tout le jour, visita ses amis, visita même quelques-uns de ses ennemis, mais personne ne prit garde à lui. L'imbécile, qui oublia que les fous ne tiennent jamais compte d'une folie, lorsque cette folie est la leur! Pour qu'une extravagance soit admirée, il la faut neuve; il la faut originale pour qu'on la blâme. Notre fou s'en alla visiter une autre ville. Dans celle-ci, la mode avait adopté l'image d'un mulet. Or, la cité en question était située non loin du pays d'Utopie, où se trouve une ville qui préfère à son tour le cheval à l'âne. La vanité de notre fou portant son âne pour la première fois peut à peine donner une idée de la vanité triomphante qui gonfla toute sa personne, lorsqu'il lui advint de dépouiller ce même âne pour mettre un mulet à sa place. Un superbe animal! s'écria-t-il; c'est dommage qu'il ne se propage point comme la mode qui l'ennoblit. Le compère allait recommencer à porter haut la tête; par bonheur, un petit incident l'empêcha d'être désenchanté de nouveau. Sa mère lui écrivit : Viens pour les fêtes, et surtout veille à tes habits neufs et ne manque pas de nous rapporter ton bel âne. Lui répondit : J'arrive; mais au lieu d'âne je rapporte un mulet, qui me sied infiniment mieux. Il revint donc avec un mulet dans sa ville natale. Du plus loin qu'il l'aperçut, le surintendant s'écria : Notre jeune homme prétend donc insulter les gens d'église, qu'il dédaigne les ânes? Le ciel éclaire son esprit. — C'est un oison, dirent les femmes, il n'a point d'âne. — Qui n'a point d'âne est un âne, poursuivirent les bourgeois en chœur. Mais regardez-le donc. Dieu me pardonne! il porte un mulet! Mulet lui-même. — L'orgueil de notre fou s'accrut encore du blâme, et il se sentit si fier d'une folie que les fous critiquaient, qu'il écrivit toute l'histoire à son camarade Œrthel. » Vainement ses amis inter-

vinrent, Jean-Paul n'en démordit pas. Au lieu de se laisser convaincre par leurs argumens épistolaires, il les réfuta l'un après l'autre avec le sérieux et la patience d'un rhéteur byzantin, invoquant des raisons de fortune et de santé en faveur de ses goûts excentriques. Cette manie de porter les cheveux courts lui épargnait son temps et son argent, et le débarrassait de l'insupportable tyrannie du coiffeur. Quant à la cravate, il en faisait le procès en deux mots. Quoi de plus dangereux en effet que cette habitude de se serrer les veines du cou (il était de nature apoplectique), et comment tolérer de gaieté de cœur une si effroyable gêne? Et lorsque par hasard quelque sage du bon vieux temps, l'excellent Vogel par exemple, lui disait en souriant qu'il fallait autant que possible faire comme tout le monde, et que la vraie philosophie n'était point de prétendre que les autres se réglassent sur nous, mais bien au contraire de nous conformer, nous, à la règle commune, il se fâchait tout rouge, et commençait à déclamer contre les proverbes, « qui, poursuivait-il, ne prouvent rien, ou plutôt prouvent trop, car si je ne résiste au torrent, le torrent finira par emporter ce qu'il peut y avoir de bon en moi. Le royaume du vice est tout aussi grand, tout aussi vaste que celui de la mode, et si je dois hurler avec les loups, pourquoi ne déroberais-je point avec eux? Quant à moi, je tiens cette coutume de consulter dans nos moindres actions le jugement d'autrui pour la ruine de tout repos, de toute sagesse, de toute vertu. » Bizarre discussion où de part et d'autre, comme on pense, les sophismes ne manquent pas, où les noms de Diogène et de Rousseau devaient jouer leur rôle, et qui ressemble assez, comme toutes les discussions de ce genre, à une partie d'échecs, avec cette différence que les idées, ici, remplacent les pions dans la manœuvre.

Quand on pense à la situation de fortune où se trouvait Jean-Paul à cette époque, on ne peut s'empêcher d'admirer le ton d'enjouement qui éclate dans toute cette correspondance pleine de folles boutades et de traits mordans. Il fallait certes que cette verve humoristique dont abondent tous ses écrits fût bien profondément enracinée au cœur de son être pour ne point se démentir en d'aussi difficiles circonstances : en effet, de tous côtés la misère le pressait, cette affreuse misère de l'homme de lettres à qui l'éditeur manque, ce dénuement sans espérance contre lequel le travail lui-même ne peut rien; car si le tisserand à son métier, si le forgeron à son enclume, assurent par leur sueur de la journée le pain du soir à leur famille, le malheureux ouvrier qui n'a d'autre instrument que son cerveau, d'autre moyen d'existence que sa pensée, se débat dans le vide, seul avec ses rêves

qu'il agite et traduit dans sa veille inféconde en hiéroglyphes incompris dont nul ne veut, que nul ne paie. Jean-Paul en était là. Son premier livre avait échoué devant le public, partant point d'éditeur pour le second. Chaque jour cependant sa pénurie augmentait; ses lettres contiennent à ce sujet les plus tristes révélations : « Je dois 24 thalers à ma table d'hôte, 10 thalers à l'homme qui me loge, etc., etc.; mais, à tout prendre, ce n'est point encore là ce qui m'inquiète, car je puis les faire attendre jusqu'à la Saint-Michel, époque à laquelle je ne puis manquer d'être en mesure de payer. » Illusion de poète qui rêve un éditeur et procède déjà comme s'il le tenait! Quel auteur ne s'obstine à prendre pour de l'argent comptant le manuscrit qu'il garde en portefeuille? Comment la Saint-Michel se passerait-elle sans lui fournir un éditeur? Infailliblement à cette époque il paiera ses créanciers du produit de son livre. Aussi n'a-t-il point à se tourmenter de ses dettes; ce qui l'inquiète, ce sont les menus frais de la vie usuelle, ces dépenses inévitables que chaque jour, chaque instant amène, réalités suprêmes, désastreuses, où vient se briser la baguette de la Fantaisie impuissante à mettre un écu sonnant dans la poche du pauvre diable à qui elle fait voir des mines d'or en perspective; ce qui l'inquiète, c'est la blanchisseuse qu'il faut payer chaque semaine, c'est la laitière qui ne veut plus continuer à lui fournir son déjeuner, c'est le tailleur qui refuse de rajuster son vieil habit noir à crédit. Quel secours implorer dans une telle extrémité? à qui s'adresser? A sa mère? Hélas! la pauvre femme! elle-même aurait eu besoin qu'on vînt à son aide. Outre Jean-Paul, qui puisait dans sa bourse autant qu'il le pouvait, la digne femme avait encore d'autres enfans qu'elle assistait de ses faibles moyens : Adam, d'abord barbier à Schwarzenbach, puis soldat, et qui finit par mal tourner, et Henri, malheureux jeune homme qui se noya pour ne plus être à charge à sa mère. On le voit, de cruelles épreuves attendaient l'écrivain à l'entrée de la vie.

Sur ces entrefaites, Jean-Paul était revenu à Leipzig, inébranlable dans ses projets, résolu à dompter la fortune à force de persévérance et d'entêtement. Comme on le suppose, la Saint-Michel n'amena point de libraire. Vainement les auteurs en renom intercédèrent pour lui, vainement il offrit son ouvrage de porte en porte; nul n'osait se décider à faire cause commune avec un écrivain original sans doute, mais dont l'originalité tardait bien à réussir, et *les Papiers du Diable*, composés à cette époque, ne furent publiés que sept ans après. Le vieux Vogel ne s'était pas trompé en lui écrivant, sur le simple examen du manuscrit des secondes satires : « Votre livre ne

sera lu que des fins connaisseurs, et comme il n'a point trait au reste du monde, le reste du monde s'en abstiendra. Il y a là trop de sublimités et de casse-têtes, du moins pour le commun des martyrs. On se défie en général de ces plaisirs qu'on achète au prix de tant d'efforts, de ces merveilles qu'on n'aperçoit qu'à l'aide d'une lunette d'approche; et les gens préfèrent de beaucoup la monnaie courante et sonnante d'un héritage que le simple cours des choses amène, à l'or qu'il faut extraire des profondeurs de la terre, si précieux d'ailleurs que soit cet or. » A quoi Jean-Paul répondait en abondant dans le sens des critiques : « Vous avez pleinement raison, je suis las moi-même de cet esprit forcé, de cette expression obscure, de ces *débauches intellectuelles;* mais comment faire pour résister au mauvais goût, lorsqu'on n'a point sous la main un ami qui vous éclaire et vous ramène à l'ordre? et si par bonheur on l'avait, l'écouterait-on? D'ordinaire on ne s'en remet guère qu'à sa propre expérience. Hélas! l'expérience est une bonne école! quel dommage qu'il en coûte si cher d'y aller! » Les illusions littéraires des premiers jours s'évanouissaient à chaque heure. Jean-Paul ne perdit pas courage. La *Gazette de Berlin*, sans témoigner un bien vif enthousiasme pour la première partie des *Procès groënlandais*, avait néanmoins soutenu le livre. Mais que pouvait une voix perdue dans le nombre, une marque isolée de sympathie au milieu de ce concert de bravos et de sifflets? La prophétie de Vogel s'était réalisée. L'ouvrage n'eut pas même un succès de scandale, et de la disgrace du public tomba dans celle du libraire, qui, trouvant l'article d'un médiocre débit, déclina prudemment toute nouvelle proposition de l'auteur. C'était à en briser sa plume de désespoir et de honte! Jean-Paul avait trop de confiance en ses forces, trop de sérénité dans l'esprit et dans l'ame, pour se laisser abattre. Rebuté par l'un, il se tourna vers l'autre, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il eût fait le tour de tous les libraires de Leipzig. « J'attends un mot de vous, écrit-il à l'un d'eux, qui me rende mes espérances, car, je vous l'avouerai, jusqu'ici la fortune ne m'a point gâté, et je ne suis encore que le jouet de la contradiction qui existe entre ma vocation et ma destinée. J'abandonne entièrement à votre goût, à votre impartialité, le soin de fixer les conditions de mon travail. » Le plus souvent ces lettres demeuraient sans réponse; alors il s'adressait aux amis des libraires et les suppliait d'intervenir en sa faveur. Triste et douloureuse correspondance où se trahit à chaque ligne la misère de l'un et la sotte vanité des autres, qu'on prendrait volontiers pour des excellences à leur façon d'éconduire ce génie qu'à son avénement du lendemain ils salueront plus bas que terre.

En même temps qu'il épuisait toute démarche auprès des libraires de Leipzig, il écrivait à Berlin, à Goettingen, et sa correspondance étrangère ne réussissait pas mieux que l'autre. Décidément, la fortune lui en voulait; une succession si opiniâtre de désappointemens et de contrariétés aurait pu ébranler son courage, et dans ces tristes circonstances il chercha si son fonds littéraire ne lui fournirait point quelque préservatif moral contre les mauvaises dispositions d'esprit. Ce topique fut un petit livre de piété (*Andachtsbuch*) qu'il rédigea avec le soin le plus minutieux, espèce de bréviaire à son usage particulier, et dont il suffit de nommer divers chapitres intitulés *Douleur*, *Vertu*, *Rêves de gloire*, *Colère*, pour qu'on en devine à l'instant la destination philosophique. On y voit le pauvre écrivain, ballotté entre ses inquiétudes et ses espérances, user presque de supercherie envers lui-même pour relever ses forces abattues, et à défaut de consolations bien efficaces se proposer des sentences de résignation du genre de celles-ci par exemple : Figure-toi toujours un état pire que celui où tu es. — Au lieu d'accuser la destinée, ne t'en prends qu'à toi seul des douleurs qui t'arrivent. — L'affliction ne sert de rien, elle est au contraire le vrai mal. — Ne dis jamais : Plut à Dieu que ce fussent d'autres souffrances que celles que j'endure, je les supporterais mieux!... Mais, hélas! que peut un aphorisme contre l'affreuse réalité de la misère? La situation n'était plus tenable. Après tant de beaux rêves déçus, il fallait se résigner à retourner l'oreille basse au point d'où l'on était parti. Déjà il avait sondé sa mère à ce sujet. « En supposant que je vous revienne un de ces jours, où m'établirai-je sous le toit que vous habitez maintenant? » La maison qu'elle possédait à Hof était vendue. « Écrivez-moi si vous pouvez me donner un coin où je me glisse en arrivant. »

La grande affaire était de quitter Leipzig, car ses ennemis avaient l'œil sur lui, et d'ailleurs l'étrangeté de son costume le désignait d'une manière infaillible à la surveillance des gens intéressés. N'importe, l'époque du déménagement est fixée. La nuit venue, son ami Œrthel l'attendait avec son bagage (fardeau bien mince, on l'imagine) sur la grand' route où la diligence devait le prendre. Il ne s'agissait plus que de sortir des murs, et notre imperturbable humoriste invente à cette fin un expédient digne de Mascarille. De la dernière pièce de monnaie qui lui reste il achète une queue, la fourre sous son chapeau, et trompe ainsi la vigilance de ses argus. Comment reconnaître Jean-Paul l'excentrique sous un déguisement qui le fait ressembler à tout le monde? Du reste, le trait, bien qu'original, n'était pas nouveau. On se souvient de l'histoire du baron de Münchhausen se tirant lui-même par la queue d'un bourbier où il s'est laissé choir.

De retour à Hof, Jean-Paul reprit sa correspondance long-temps interrompue avec le pasteur Vogel, qui habitait Rehau, à deux lieues de là. Le bonhomme, quelque peu voltairien, s'arrangea à merveille du tour d'esprit hétérodoxe de notre aventureux humoriste, et des relations de plus en plus intimes s'établirent entre eux, relations qui valurent au jeune écrivain l'avantage de ne point manquer de livres dans son exil. La situation n'offrait certes rien de bien brillant encore, mais du moins pouvait-on la prendre en patience et s'y résigner sans avoir la perspective de mourir de faim au premier jour. De bonnes ames veillaient de près sur l'indigente famille, à laquelle parvenaient çà et là de petits secours discrètement ménagés. Outre le digne pasteur Vogel, je citerai dans le nombre ce Christian Otto, connu depuis sous le pseudonyme de Georgius dans les lettres allemandes, et qui, dans ces pénibles circonstances, donna toujours à la mère de Jean-Paul les plus nobles marques d'intérêt; car c'était encore la pauvre vieille mère qui pourvoyait, à force de travail et de courage, aux nécessités de la communauté. Son rouet et son économie suffisaient à tout; aussi fallait-il s'épargner la dépense. Le cabinet d'étude de Jean-Paul servait en même temps de pièce commune; c'était là qu'il vivait avec trois de ses frères et sa mère, et tandis que celle-ci nettoyait ou balayait, faisait la cuisine ou la lessive, passant des soins du ménage au travail du rouet et de la quenouille, Jean-Paul, assis dans un coin devant une table de bois chargée de manuscrits et de livres de toute espèce, extrayait, annotait, compilait, plongé jusqu'au cou dans son œuvre, dont les occupations domestiques paraissaient le distraire aussi peu que le battement d'ailes des pigeons familiers qui roucoulaient autour de lui.

Vers le commencement de 1787, le père de OErthel invita Jean-Paul à venir à sa terre de Tœpen pour y surveiller l'éducation de son second fils. Bien que dès cette époque il respirât déjà plus librement, il s'en fallait que notre poète se vît au bout de ses tribulations : d'abord, le vieux conseiller, homme de mœurs brutales et grossières, au lieu d'avoir égard à tout ce que la position du jeune écrivain commandait de ménagemens et de délicatesses, le traitait comme un de ses gens, et dans sa suffisance de marchand enrichi ne lui épargnait au besoin ni la réprimande ni les blessantes rebuffades; d'autre part, le petit écolier ne profitait en aucune manière des leçons qu'on lui donnait, et semblait prendre à tâche de déjouer toutes les espérances de son maître. Sans la présence du frère aîné, Jean-Paul eût déserté le poste; le bonheur voulut qu'il trouvât, pour lui alléger cette nouvelle

épreuve, l'amitié de ce noble Laurent, du camarade si dévoué de Leipzig, et les bons soins de sa mère, qui ne manquait jamais, au bout du mois, d'augmenter en cachette de quelques thalers les appointemens du modeste précepteur. En outre, le domaine de Tœpen avait l'incontestable avantage d'être situé aux environs de Hof, à deux pas de Rehau, et si les livres n'abondaient guère au château du riche conseiller, du moins était-il très facile de s'en procurer à l'aide de petits pèlerinages entrepris le dimanche à la bibliothèque de l'excellent Vogel. Nous avons parlé plus haut de la tolérance du digne vieillard. Le ministre chargé du soin de diriger la conscience des habitans de Tœpen était loin de professer de pareils sentimens : sous prétexte de défendre les saintes Écritures, dont il ne voyait que la lettre, impuissant d'ailleurs à comprendre la portée du paradoxe de Jean-Paul, cet homme l'attaqua de front par un libelle, le poursuivit publiquement dans sa chaire, et n'eut pas honte de le dénoncer à la famille de OErthel comme athée et capable de pervertir le jeune élève qu'on lui confiait. A cette indigne manifestation Jean-Paul riposta dédaigneusement, froidement. Nous citerons quelques mots de sa réponse, qui pourrait bien se trouver aujourd'hui de circonstance.

« Si j'ai tant tardé jusqu'ici à vous écrire, c'est que franchement j'avais mieux à faire que de m'occuper de vos injures; cependant je dois à l'honneur de monsieur le conseiller de repousser des calomnies qui doivent nécessairement l'atteindre à son tour : car si je suis un apôtre d'athéisme et de suicide, qu'est-il donc, le père qui n'hésite point à donner un tel apôtre pour précepteur à son enfant? Mais non, vous feriez mieux de me dire, vous, ce qu'est un ministre de Dieu qui intente sans preuves une aussi mortelle accusation contre un homme chrétien comme lui, et qui ne l'a jamais offensé? Peut-être mettrez-vous cette prédication indigne, également blessante pour la morale religieuse, pour les convenances humaines et pour la raison; peut-être, dis-je, la mettrez-vous sur le compte de la chaleur qu'il faisait ce jour-là (la lettre de Jean-Paul est datée du 3 septembre). Mais il s'agit ici moins de votre tête que de votre cœur, dont la démence me semble pire. Quand avez-vous reçu ma profession de foi, que vous prétendez si bien me connaître, et jouer à mon égard dans ce village le rôle de grand-inquisiteur? Pour moi, je vous l'avouerai franchement, si j'étais ministre de la religion, au lieu d'imiter ces braves pasteurs qui passent leur vie à prêcher la morale, comme si pour mériter le ciel il suffisait d'être vertueux, je les accuserais tout simplement d'hérésie; je convertirais cette sainte place en un champ

libre où je déverserais impunément mon venin et ma haine sur toute chose; j'y soutiendrais que l'erreur gagne à vieillir comme le vin, je dirais que je suis le seul sage et que les autres sont des fous, que les livres nouveaux sont malsains comme le pain nouveau, et j'étendrais si bien mon bras, qu'il finirait par se trouver aussi long que le bras temporel. J'ai dû prendre ces précautions pour qu'à l'avenir vous ne m'accusiez plus d'athéisme. Souffrez maintenant que j'aille droit mon chemin, cherchant la vérité que j'aime et que je défends, parce que c'est mon devoir de l'aimer et de la défendre. Laissez-moi croire aussi que nous n'avons dans ce bas monde à nous proposer que l'imitation de Dieu et du Christ, la connaissance parfaite de ces deux natures étant réservée à l'autre, au monde à venir, et qu'un homme qui aime mieux prouver la divinité du Christ que suivre ses préceptes évangéliques ressemble à un paysan qui passerait sa journée à rechercher si son maître est de bonne et légitime noblesse, au lieu de le servir fidèlement et de l'aimer. Croyez enfin que c'est votre entêtement seul que je hais et non vous, non votre état, de tous les états le plus vénérable et celui dont on abuse le plus. »

Enfin, après tant de longues et infructueuses démarches, Jean-Paul venait de découvrir un éditeur pour ses satires. Il ne s'agissait plus que de s'entendre sur le titre, celui que l'auteur proposait ne convenant point au libraire (1) : « Ne vous fâchez pas, lui écrivait ce dernier, si je vous avoue ici que je me suis imposé la loi de ne jamais imprimer un livre dont le titre ne me semble pas devoir du premier coup entraîner le public. Après tout, si je publie un ouvrage, c'est pour le vendre; et, sans perdre le temps en recherches inutiles, je crois qu'avec quelques petits changemens, notre livre pourrait très bien s'appeler : *Choix des papiers de sir Lucifer.* » Jean-Paul n'était point en position de repousser les exigences du libraire; il se contenta donc d'une légère variante dans le titre indiqué, et l'ouvrage fut mis sous l'invocation du diable. Toutefois le patronage infernal dont le crédit n'a jamais fait défaut aux auteurs qui l'ont invoqué ne réussit point de prime abord à produire l'ouvrage à la lumière. Il fallait que la fortune du malheureux écrivain fût bien rebelle et bien désespérée pour oser défier ainsi le diable lui-même, cet infaillible fabricateur de succès. De jour en jour, la publication était différée; enfin du 8 août on renvoya les choses au 15 mai de l'année suivante. « Pauvre livre,

(1) Jean-Paul voulait intituler son livre : *OEuvres posthumes philosophiques et cosmopolites de Faustin.*

s'écriait Jean-Paul en s'attendrissant sur la destinée de cet enfant de son génie, quand sortiras-tu des sept tours où tu gémis en captivité? quand verras-tu le monde, le beau Leipzig et sa *rue des Libraires?* Hélas! pauvre escargot, tu languis désormais dans la coquille du pupitre en attendant que le printemps te ranime! Et dire, livre infortuné, que moi je ne puis rien, et que l'éditeur, qui peut tout, ne veut rien faire! » Il était écrit que Jean-Paul viderait à cette occasion la coupe du désenchantement littéraire. Quand l'ouvrage parut, l'éditeur, qui ne se gênait guère pour traiter l'auteur en écrivain sans conséquence, l'oublia complètement dans la distribution des premiers exemplaires. Jean-Paul aimait passionnément à se voir imprimé, et cette naïveté assez commune aux gens qui débutent dans les lettres se perpétua chez lui jusqu'à la fin, avec tant d'autres sensations juvéniles dont cette ame essentiellement candide n'abdiqua jamais le partage. On comprend d'après cela quelle ardeur Jean-Paul dut mettre à relever l'oubli de l'arrogant libraire; un zèle de néophyte ne l'égare point cependant, et c'est du ton le plus modeste qu'il revendique ses droits. « Je suis certes fort heureux que mon livre soit enfin sorti de l'œuf, mais le diable et moi le serions bien davantage, si vous consentiez à nous en envoyer quelques exemplaires; nous avons à nous deux tant d'amis à qui nous voudrions l'offrir. » L'infortuné ne savait pas ce qu'il demandait, l'ouvrage arriva à la fin, mais criblé de fautes, rempli de contresens et de phrases tronquées. C'était bien la peine d'avoir attendu si long-temps, d'avoir tant supporté de déboires et d'humiliations pour qu'au jour de la publication tous les ennuis, toutes les tortures préliminaires fussent encore dépassés par la honte de voir son style si misérablement défiguré!

A ces tribulations littéraires vinrent se joindre des épreuves bien autrement douloureuses : d'abord Laurent de OErthel qui mourut, puis Hermann, les deux amis d'université, les deux figures mélancoliques et souffrantes entre lesquelles avait marché jusque-là sa jeunesse couronnée d'épines. « Quand mon frère périt (1), écrivait-il à cette époque, il me sembla que jamais pareil jour ne se lèverait pour déchirer encore mon cœur, et pourtant ce jour est venu. »

A la mort de OErthel, les liens les plus chers qui retenaient Jean-

(1) Son frère Henri, celui dont nous avons parlé plus haut, douce et noble nature, qui, voyant sa mère se débattre sous le faix du travail et de la misère, chercha la mort dans les flots pour soulager au moins d'autant celle qu'il sentait ne pouvoir efficacement secourir.

Paul à Tœpen se trouvèrent naturellement rompus; il quitta donc cette résidence et revint à Hof. Du reste, ses idées s'étaient singulièrement modifiées; l'adversité, les soucis, quelques années, avaient ramené à des mœurs plus faciles, à des goûts plus modérés, l'esprit jadis insociable et vagabond. Aussi l'étonnement fut-il grand lorsqu'on le vit inaugurer une ère nouvelle par la réforme complète du costume excentrique qu'il avait adopté. C'en était fait, l'étudiant débraillé de Leipzig sacrifiait aux convenances de l'époque son célèbre costume à la Hamlet. Jean-Paul reprenait la queue, grave et mémorable évènement qu'il a soin d'annoncer à ses amis par circulaire. « Je me suis décidé à faire peau neuve, écrit-il à Vogel, et à relier définitivement en un volume à la française mon corps autrefois broché. Me voici donc le cilice au col et les cheveux dûment noués et tordus dans une espèce de *suffixum*, ou, si vous l'aimez mieux, d'*accentus acutus* vulgairement appelé queue. En somme, je n'ai qu'à me louer de m'être enfin rendu à vos conseils si maladroitement repoussés par moi dans le temps; car depuis que j'ai dépouillé le vieil homme et traduit mon corps de l'anglais en allemand de ce pays, je sens que je vais et viens avec plus d'aisance et de liberté. » Ainsi on se laissait tout doucement aller à la pente commune, on abandonnait le paradoxe pour les idées bourgeoises; on reprenait la queue. C'est un peu l'histoire de chacun. Qui n'a senti de ces velléités de lutte, de ces tendances provocatrices qui, sous quelques manifestations puériles qu'elles se trahissent, n'en existent pas moins au fond du cœur dans cette effervescence des premiers jours? A la longue cependant, on s'aperçoit qu'on est tout seul de son parti; peu à peu l'irrésolution s'en mêle, on se demande qui a raison, et dans le doute on fait comme Jean-Paul, on se range, on reprend la queue.

De là aux idées de mariage il semble qu'il n'y avait qu'un pas. Toutefois du côté du cœur Jean-Paul conservait toutes ses illusions, toutes ses vaporeuses rêveries. Un trouble secret, une incessante aspiration vers un idéal pressenti le possède et l'agite. S'il se promène au clair de lune, s'il voit au déclin d'un beau jour d'été le soleil se coucher dans sa gloire, à l'effusion de son enthousiasme un sentiment de regret succède presque aussitôt. Il cherche autour de lui une ame sœur de la sienne pour se répandre en cantiques d'amour au spectacle de ces magnificences de la nature. On comprend à quel point, en de pareilles heures, devait déborder du sein de Jean-Paul cette passion vague de l'infini, cette extase sans nom dans notre langue, et sur laquelle il faut pourtant bien revenir, lorsqu'il s'agit d'un Allemand de

la famille du chantre d'*Hesperus*. Qu'est-ce en effet que la *Sehnsucht?* Comment la définir? Imaginez la soif ardente, l'incurable langueur d'une ame que rien n'apaise et qui se dit : Cette voix éolienne dont je fus ravie venait du ciel, ces voluptés que je rêve ne sont pas de ce monde, ce cœur qui seul me peut comprendre bat dans une autre sphère, et cependant, trésors insaisissables, ma vie se consume à les poursuivre, et mes efforts n'ont point de trève! Telle est la *Sehnsucht*. Ce sentiment faisait désormais à Jean-Paul un besoin de la société des femmes, des jeunes filles surtout, dont le naïf commerce convenait si bien à sa nature ingénue et discrète. Il s'était composé dans son entourage une petite académie à laquelle il prenait plaisir de communiquer ses inspirations. Ce fut pour cet auditoire d'élite qu'il écrivit la plupart de ses fantaisies détachées. Il les leur lisait le soir, ou les leur envoyait par lettres. Une de ces lettres donnera quelque idée du ton affectueux, presque paternel de cette correspondance où les caprices de l'imagination se mêlaient aux plus douces paroles du cœur. « Pour deux ou trois minutes dont on se souvient, on oublie des journées, des semaines entières. Et plut à Dieu, encore, qu'il nous restât de chaque jour ces trois minutes mémorables! la vie alors et la jouissance de la vie auraient un sens. Mais, hélas! le monde est ainsi fait, que c'est à peine si nos heures valent la peine, je ne dis pas qu'on se les rappelle, mais tout simplement qu'on les *vive*. Et voilà pourquoi j'imaginai hier le rêve suivant, qui n'a d'autre mérite que de prolonger en moi l'écho si doux de l'une de ces heures. Avant que le créateur eût revêtu d'un corps, pour l'envoyer sur terre, l'ame de notre jeune amie, les deux génies qui s'attachent invisibles à tous nos pas s'avancèrent devant lui. Le génie du mal, à la lèvre blême et contractée, à l'œil implacable, aux mains avides, s'élança sur la chère ame nue encore et dit : « Je veux la perdre. » A ces mots, l'ame innocente tressaillit devant lui, devant son créateur, devant son bon génie. Cependant l'esprit du mal poursuivit en grimaçant vis-à-vis d'un miroir : « C'est ainsi que je prétends la perdre, par ces minauderies qu'elle dédaignera jusqu'à ce qu'elle s'y laisse prendre et les imite. J'étalerai sous ses yeux des diamans, des fleurs et des tissus, toutes les pompes de la mode, et je l'enjôlerai en lui donnant de quoi se procurer tant de merveilles. Si ma voix qui parle en elle n'est point écoutée, j'emprunterai la voix des jeunes gens pour la flatter, la tromper, la séduire; j'éveillerai son amour sans le lui rendre, et s'il lui arrive de faire le bien, ce ne sera point pour le bien lui-même, mais parce qu'elle croira plaire davantage par là. » — Mais le

bon génie baisa l'ame frémissante, et, s'agenouillant devant le Créateur : « Couronne, dit-il, et pare d'un beau corps la belle ame, et cette enveloppe ne se détachera d'elle qu'immaculée. Donne-lui de beaux yeux, dont jamais le mensonge n'altérera l'azur céleste; mets un cœur sensible dans sa poitrine, un cœur qui ne doit s'arrêter qu'après avoir battu pour la nature et la vertu. Je te le rapporterai de la terre épanoui comme une fleur qui brise enfin son enveloppe, car je veux me mêler aux rayons de la lune, aux enchantemens des nuits de mai pour évoquer dans son sein des soupirs d'une douce langueur. Ma voix, en l'appelant, aura de musicales inflexions, et je causerai du haut de ton ciel avec elle. J'emprunterai l'accent de sa mère ou d'une amie, afin de l'attacher à moi. Souvent je veux, dans l'ombre et la solitude, voltiger autour d'elle, et, par une larme dont son œil s'embellit, lui révéler le secret de ma présence et de mon amour, et je la conduirai de la sorte à travers la chaude journée de la vie jusque dans la vieillesse, jusqu'à cette heure où son doux éclat doit pâlir devant l'éternité, comme fait la lune à l'aurore. » — Le bon génie triompha, et tous deux descendirent sur la terre, haïs de l'esprit du mal qui les accompagna (1). — O toi pour qui j'ai écrit ces lignes, pense à moi, et si ma voix éloignée sur la terre ou pour jamais éteinte par-dessous n'atteint plus jusqu'à toi, que ces pages te la rappellent. » — Je l'ai dit,

(1) Cette fantaisie nous rappelle un fragment du même genre, mais plus touchant peut-être; nous voulons parler de quelques lignes écrites à la mémoire d'une de ces gracieuses princesses d'Allemagne qui l'admirent plus tard dans l'intimité de leur petit Ferrare, et dont un agréable travail sur la duchesse Dorothée de Courlande, publié dernièrement, raconte, avec une parfaite intelligence du sujet, les hospitalières façons. « Avant qu'elle vînt au monde, écrit Richter de l'aimable muse, son génie aborda le Destin et lui dit : J'ai toute sorte de couronnes pour cette enfant, couronne de beauté, myrte du mariage, couronne de roi, couronne de laurier et de chêne, symbole de l'amour de la patrie allemande, et couronne d'épines. — Donne-lui toutes tes couronnes, répondit le Destin. Cependant il en est encore une devant laquelle s'effacent les autres.

« Et lorsque la couronne funéraire ceignit cette tête auguste, le génie revint, et comme ses larmes parlaient seules :

« — Regarde, s'écria tout à coup une voix, et le Dieu des chrétiens apparut. »

Il y a là, qui le nierait? la percée de lumière dans l'infini, cette note de la rêverie que nous avons eu déjà l'occasion de surprendre dans plus d'un *lied* d'Uhland et de Kerner. On remarquera aussi le vague des personnages : le Génie, le Destin; à quelle religion appartient cela? Au déisme de Rousseau sans nul doute, à ce culte romantique de la sentimentalité humaine, qui préfère volontiers au rite consacré l'union libre à la face du ciel, avec une urne pour autel, *cette urne dédiée par un cœur aimant au cœur aimant qu'il adora.*

d'aimables causeries littéraires entremêlées de lectures confidentielles faisaient le charme de cette réunion toute choisie, où l'intimité la plus honnête, la plus tendre, régnait entre le professeur et les élèves. Au sortir de si sensibles épreuves, l'ame du poète se rassérénait dans cette atmosphère virginale, et cet esprit d'ordinaire si ombrageux, si indépendant, aimait à se mettre au niveau de ces imaginations de jeunes filles, dont il éclairait les curiosités instinctives aux lueurs d'une philosophie douce et modérée; car on ne s'en tenait pas aux simples questions poétiques, et de temps à autre les points les plus délicats étaient touchés. Ainsi un jour une des jolies disciples demande au maître de lui exposer dans une lettre ses idées sur l'immortalité de l'ame. « L'immortalité de l'ame! s'écrie alors Jean-Paul; mais il y aurait là de quoi écrire des volumes, et vous parlez d'une lettre; mais c'est là un sujet qui sillonne la création entière, qui serpente à travers les mondes et les siècles, dont le nom seul rouvre à l'instant dans la tombe tous les yeux que la mort a fermés. L'immortalité de l'ame! mais il serait plus aisé d'en parler tout un jour que d'en parler une heure! » Néanmoins Jean-Paul se met en devoir de répondre; peu de temps après, il adresse à sa blonde métaphysicienne une dissertation en règle sur la durée de l'ame et sa conscience après la mort : programme éblouissant où je trouve en germe les idées principales qui fleuriront avec magnificence dans *la Vallée de Campan*. Il va sans dire que la teinte poétique domine, et qu'en cette philosophie de sentiment la démonstration n'affecte pas un tour bien rigoureux; cependant, à n'envisager que le but qu'on se propose, en tant que prélude à de grands travaux qui plus tard atteindront leur harmonie, c'est parfait. Vous diriez un papillon émissaire lâché dans l'azur attiédi d'une de ces belles journées par lesquelles s'annonce le printemps. Je ne résiste pas au plaisir d'extraire une pensée de ce discours, qu'il faudrait pouvoir donner dans son ensemble. « Ce n'est qu'à la condition d'avoir les yeux tournés vers une autre vie, reprend Jean-Paul en terminant, que celle-ci nous deviendra supportable ou heureuse; de même que l'arc-en-ciel, en s'arrondissant au-dessus de nos têtes, embellit encore pour nous le spectacle de la terre en fleur, ainsi ce que nous cherchons dans l'autre vie prête du charme à tout ce que celle-ci renferme. »

A mesure qu'on s'oublie à contempler le docte groupe, on voit s'en détacher trois aimables figures : Hélène, Rénée, Caroline. Je cite leurs noms de jeunes filles, les seuls qui se rencontrent dans la correspondance de Jean-Paul. Quant aux autres, ils importent peu, et ce

qui m'intéresserait bien davantage serait de savoir au juste ce qui se passa dans son cœur, et jusqu'à quel point ces familiarités intellectuelles avec de si gracieuses créatures réagirent sur ses sensations. Les aima-t-il toutes trois? Sans doute, mais de quel amour? Là est le secret, et si je m'en fie à ses tablettes, je m'aperçois que lui-même ne savait trop que penser là-dessus, lorsqu'il se posait, pour éclaircir son trouble, des questions du genre de celle-ci : « Jusqu'où doit aller l'amitié à l'égard du sexe féminin, et quelle est la différence qui existe entre elle et l'amour? » La demande avait de quoi embarrasser un ingénu de vingt-quatre ans qui agitait des mondes dans ses rêves, mais n'en baissait pas moins les yeux devant une femme. Aussi n'y répondit-il point, que nous sachions. Après tout, la grande affaire pour lui, c'était d'aimer, de se laisser vivre; qu'avait-il besoin de connaître la ligne de démarcation, d'éclairer à la lanterne sourde de l'analyse ces confuses tendresses d'une conscience encore novice? Tels grands secrets qui se dérobent à nos investigations les plus assidues vont s'échapper spontanément de nous-mêmes à l'instant où nous y songeons le moins, et peut-être eût-il suffi à Jean-Paul de relire les lettres qu'il écrivait à Caroline pour y saisir cette nuance qui décide. Évidemment ses préférences eussent incliné vers celle-ci. Il la voyait plus belle qu'elle n'était à travers ce prisme de transfiguration, qui, à défaut d'autre attribut, suffirait pour caractériser l'amour. Illusions charmantes qui ne devaient pas se prolonger! Au printemps, on se dispersa, et de tous ces beaux rêves de jeunesse il ne resta que d'agréables souvenirs que Jean-Paul enferma soigneusement et pour la vie dans le coin le plus secret de cette mémoire du cœur dont il avait reçu le don.

Je ne sais, mais il semble qu'avant de s'éloigner, ces jolies fées des premières amours conjurèrent un peu la mauvaise fortune qui s'acharnait à poursuivre Jean-Paul. En effet, on dirait qu'à dater de cette période, un rayon plus doux visite la cellule du pauvre écrivain. Mécontent de ses premiers essais dans la satire, travaillé du besoin d'établir sa réputation littéraire sur des bases moins problématiques, il entreprit d'écrire un ouvrage de plus longue haleine. C'était alors en Allemagne comme aujourd'hui en France, le roman réussissait fort. Jean-Paul déserta donc l'école de Rabener pour se ranger sous la bannière de Klinger et de Hippel, les lauréats du jour. Sans doute qu'un certain esprit de calcul dut entrer dans sa détermination. En choisissant un genre en faveur chez le plus grand nombre, il assurait du moins un éditeur à son ouvrage. Et franchement, après de si dou-

loureuses perplexités auxquelles nous l'avons vu en butte, pouvons-nous lui en vouloir de la spéculation? Dans tous les cas, ses prévisions se réalisèrent. Le manuscrit de *la Loge invisible* terminé, Jean-Paul l'adressa sans autre recommandation qu'une épître de sa main à un libraire de Berlin, lequel, chose incroyable, éprouva à la lecture de ces pages une émotion si vive et si profonde, qu'il se prit à l'instant du plus sympathique enthousiasme pour leur auteur inconnu. « Laissez-moi vous dire tout ce que j'ai dans l'ame, écrit-il à Jean-Paul, en lui accusant réception de *la Loge invisible*, dont il compte bien ne pas se dessaisir; laissez-moi vous exprimer à quel point votre œuvre m'a ravi; et j'ignore encore qui vous êtes, où vous vivez, ce que vous faites? De grace, un mot de vous. » Jean-Paul, qui n'avait signé son manuscrit que de simples initiales, se déclare alors ouvertement, et d'un ton de bonhomie qui trahit une émotion que de moins naïfs chercheraient à déguiser : « Cher ami, répond-il, combien je suis heureux de votre excellent suffrage, et surtout de cette affinité qu'il me semble découvrir entre nos ames! Pour comprendre toute ma joie, il vous faudrait connaître le sol béotien où la destinée m'a planté, connaître le froid glacial que les gens qui m'entourent affectent envers tout ce qui peut élever l'être humain au-dessus de l'état bourgeois, car ici le cœur n'est rien qu'un muscle plus ou moins volumineux; et de quelques amis capables de ressentir autre chose que des impressions physiques, il ne me reste, hélas! que les tombeaux. Vous me demandez ce que je suis? Hélas! rien, ou plutôt un faiseur de riens. Jusqu'à ce jour, mes occupations se résument en ceci : j'ai travaillé pour le diable et beaucoup lu dans la solitude. Quant à ce qui regarde les besoins de la vie, je ne saurais pas que je suis pauvre, si je n'avais une vieille mère qui devrait, elle, ne point le savoir. » Le jour où parut *la Loge invisible* fut pour Jean-Paul une véritable fête. Il comptait alors vingt-six ans, et le premier exemplaire qu'il eut de son livre lui arriva le matin même de l'anniversaire de sa naissance. On juge si l'honnête Jean-Paul négligea de célébrer la double circonstance. Voici de quel trait cette date mémorable est consignée dans son journal : 5 mars 1793 : « Le génie éternel m'ouvrit à Hof un ciel d'azur. — Mon livre était là, ma joie fut presque de l'extase; je passai deux bienheureuses journées tout entières occupées à la lecture de mon œuvre. » Ceci me rappelle un raffinement du même goût que pratiquait naguère encore en Allemagne un des plus furieux enthousiastes de l'auteur d'*Hesperus* et de *Titan*. Le brave homme dont je parle, quelque peu maniaque comme on verra, avait coutume de se

désigner à lui-même dans le cours de l'année une soirée qu'il consacrait d'avance *in petto* au culte exclusif de sa divinité. Ce soir-là, il rentrait de bonne heure, s'enfermait avec soin dans sa chambre, allumait huit bougies, et les pieds sur les chenets, sa pipe bien bourrée, il se mettait à déguster à loisir, en gourmet, la prose poétique de *Siebenkaes* ou de *Quintus Fixlein*, s'interrompant çà et là pour méditer sur sa lecture et se verser un large verre de punch aux oranges. La séance littéraire se prolongeait ainsi jusque vers minuit, heure à laquelle le volume tombait des mains du dilettante, qui d'ordinaire essuyait une larme avant de s'endormir dans les fantastiques illusions de cette double ivresse. — Notre homme appelait cela célébrer la fête de Jean-Paul.

La Loge invisible est moins un livre qu'un fragment; les deux derniers volumes n'ont jamais paru. « En dépit de mes vues et de mes promesses, dit Jean-Paul dans une préface générale publiée, vers 1825, en tête de ses œuvres complètes, *la Loge invisible* demeure une ruine née. Il y a trente ans, j'eusse terminé l'ouvrage avec toute l'ardeur que j'avais mise à l'entreprendre, mais la vieillesse ne bâtit pas; tout ce qu'elle peut faire, c'est de rapiécer les ébauches des premiers jours. En supposant que chez elle la force créatrice fût restée la même, elle n'a plus de goût pour les combinaisons, pour les sentimens d'autrefois qui ne lui paraissent pas dignes qu'on les reprenne. Si on s'enquiert de la raison pour laquelle cette œuvre n'a point été terminée, tant mieux! J'aimerais moins qu'on me demandât pourquoi elle a été commencée. Mais quelle vie ici-bas ne voyons-nous pas s'interrompre? Prenons donc notre mal en patience, et songeons, en regrettant de ne pas savoir ce qu'il advient des secondes amours de Kunz et du désespoir d'Élise (1), songeons que cette vie n'offre partout que des énigmes, énigmes dont la tombe a le secret, et que l'histoire entière de l'humanité n'est elle-même qu'un grand roman qui ne se complète jamais. » Du reste, il ne faut pas s'exagérer le mal; d'abord le mérite de l'œuvre fragmentaire telle que nous la possédons ne me semble pas de nature à justifier d'inépuisables regrets; ensuite, avec la vagabonde poétique de Jean-Paul, un volume de plus ou de moins importe assez peu, et c'est là, à mon sens, la plus vive critique qu'on puisse faire à ce genre où l'action principale ne compte pour rien, et qui ne vit que de digressions et d'épisodes. Évidemment l'inexpérience du jeune homme se trahit à chaque pas. L'imitation aussi

(1) Personnages du roman.

s'en mêle : il va des contes de revenant de Klinger aux fadeurs sentimentales de Hippel, et, brochant sur le tout, ses chaleureuses sympathies pour Rousseau se font jour dans certaines pages éloquentes sur l'éducation, dont une femme d'esprit nous disait un jour à Weimar : C'est de l'*Émile* lu au clair de lune. Quant à la donnée du livre, elle repose tout entière sur le contraste de l'idée avec la vie réelle, motif de prédilection que Jean-Paul excelle à traiter, et qu'une analyse clairvoyante retrouvera toujours au cœur de ses romans. Le héros est un de ces sublimes fous que l'idéal tourmente, une de ces ames maladives que le vol de la fantaisie emporte sans cesse au-delà de nos sphères. Avec un pareil caractère, comment s'attendre à ce que l'action marche droit et ne s'égare point en toute sorte de réflexions, de songes, d'aphorismes, d'épanchemens lyriques et de satires?

Peut-être convient-il ici de caractériser une bonne fois le roman de Jean-Paul. Remarquez que nous disons le roman, et non point *la Loge invisible*, *Hesperus*, *Siebenkaes* ou *Titan*, car parmi toutes les œuvres de Richter, on n'en citerait point une où il se résume tout entier. A la manière de la plupart des humoristes, il s'abandonne trop volontiers aux émotions qui le sollicitent, pour qu'à tout instant quelque digression inadmissible ne vienne pas déranger l'économie de sa composition. Vous le voyez commencer un livre, un chapitre, un paragraphe, avec la ferme volonté d'aller droit son chemin; puis, au premier sentier, l'humeur le gagne : adieu les caractères, le bon sens, la logique! les idées s'engendrent d'elles-mêmes, se croisent et s'entortillent en toute sorte de combinaisons bizarres, mais prodigieuses, et que lui seul sait trouver. De là un imprévu dont rien n'approche, un choc étrange, monstrueux, fantastique, où le mot devient une idée qui miroite et s'épanouit en une gerbe lumineuse d'où mille autres étincelles jaillissent, où le son jeté au hasard groupe autour de lui d'autres sons, et forme une sorte de musique accidentelle, une sorte de fugue dans le contrepoint général, quelque chose, en un mot, dont on n'a d'exemple dans aucune langue, dans aucun art, dans aucun style. Qu'on juge d'après cela si Jean-Paul est un de ces hommes qu'un simple spécimen fait connaître : inégal, capricieux, fantasque, extravagant comme on ne l'est pas, chez lui les qualités et les défauts se mêlent en un tissu inextricable, et sa main sème les diamans, un peu comme le Créateur sème les rosées, sans s'inquiéter si le sol qui les reçoit est de fange ou de fleurs. Aussi, lorsqu'il me dit que *Titan* est son chef-d'œuvre, je n'en crois rien. Richter n'a point fait de chef-d'œuvre, mais une œuvre unique, une œuvre bizarre, singulière, im-

mense, où tout se tient, le faux et le vrai, le sublime et le grotesque, où l'épopée coudoie le conte bleu, où les rayons les plus purs, les plus doux d'une philosophie éthérée plongent sans s'y confondre comme il arrive dans ces intérieurs de Rembrandt, à travers la nuit et les ténèbres; quelque chose enfin de confus et d'impénétrable comme le chaos, mais d'aussi vaste et d'aussi fécond, — et c'est cette œuvre qu'il s'agit de remuer de fond en comble, ce chaos qu'il faut débrouiller, si l'on veut connaître enfin le véritable Jean-Paul; c'est là qu'il faut aller surprendre le colosse.

En général, chez lui, le vague des idées vous irrite encore moins que la fantaisie du discours, et quelque familier que l'on puisse être avec ces nébuleuses imaginations de la métaphysique et de la poésie du Nord, quelque bonne volonté qu'on ait d'ailleurs, on se déconcerte en présence de ce style sinueux à dessein, de cet imprévu sans cesse renaissant dans la formule et dans le mot, de ces phrases serpentines qui décrivent des courbes à perte de vue, et vont se repliant sur elles-mêmes, sans aboutir jamais, car la fantaisie est leur but. Quant à la grammaire, il n'en saurait jamais être question, non que Richter ignore la syntaxe, mais ne faut-il pas que son humeur ait le dessus? Le voilà donc trafiquant avec une libéralité fastueuse des parenthèses, des phrases incidentes, inventant les néologismes par milliers, soufflant sur la poussière des archaïsmes et les remettant à la lumière; enjoué, satirique, rêveur, sentencieux jusqu'au pédantisme; disposant, accouplant, emboîtant les idées et les mots dans les combinaisons les plus charmantes, dans les plus adultères agglomérations. Il y a, dans je ne sais quel roman, une académie fantastique dont les membres sont jour et nuit occupés à piler dans un mortier des substantifs et des adverbes. Jean-Paul rappelle en tout point ces pharmaciens littéraires, il élabore ses parties du discours, comme ferait ses drogues un chimiste; il les combine, les manipule, les traite par les semblables et les contraires, et des élémens les plus simples ainsi passés à l'alambic de son esprit, il finit par extraire presque toujours des sels nouveaux qui vous ravivent. Que dire ensuite de ces éternelles métaphores, de ces allusions sans cesse renaissantes, de ces interjections prodigieuses, de ces calembours, de ces jurons, de ces veines épigrammatiques qui jaillissent tout à coup du discours? que dire de cette école buissonnière à travers les ronces et les fleurs du style et de la poésie, à travers les émeraudes et les cailloux, les ténèbres et le soleil? C'est un imbroglio dont rien n'approche; de toutes parts obscurité, dissonance, confusion : *worse confounded;* Shakspeare a trouvé le mot.

Qu'on ne pense point que là s'arrête cet esprit original, toujours en travail de minutieuses recherches. Si le style est l'homme, comme l'a dit Buffon, à plus forte raison le style est l'œuvre; et de même que la netteté de la conception entraîne toute clarté dans l'exposition, de même d'une phraséologie maniérée, sinueuse, inextricable en ses mille tours, on n'ira point conclure à l'unité du sujet, à la lucidité générale du plan. Il s'ensuit donc que cette variété singulière, ce luxe de formules inusitées, cette superfétation parasite qui nous inquiète chez Richter dans l'économie de sa pensée, se rencontreront naturellement dans toutes les grandes combinaisons de son œuvre. Il y a dans la manière dont tout cela s'arrange et s'organise quelque chose qui vous rappelle ces chinoiseries merveilleuses, ces petits chefs-d'œuvre de patience et de curiosité, où d'innombrables boules s'enchevêtrent dans l'ivoire. Impossible chez lui de trouver un morceau, fiction romanesque ou traité de morale, qui ne s'enveloppe dans toute espèce de langes fantastiques, dans quelque narration extravagante, au moyen de laquelle il se rattache à l'auteur; car il faut toujours que Jean-Paul intervienne et joue son personnage dans la pièce. C'est alors qu'il vous expose du plus grand sang-froid une géographie imaginaire dont il ne perd jamais l'occasion de faire étalage. Écoutez-le, il vous parlera fort sérieusement de Flachsenfingen, Haarhaar, Scheerau, respectables cités dont il connaît la statistique, les mœurs, la politique, la littérature, et dûment pourvues d'une collection irréprochable d'altesses sérénissimes, de conseillers auliques, de chambellans qui s'entretiennent avec lui des affaires de l'état dans le plus aristocratique dialecte, et l'encouragent le plus souvent à continuer ses travaux. Pas une histoire qui ne procède par digressions, pas un chapitre qui ne traîne avec lui des chiffons volumineux. Au moment où l'intrigue commence, où l'intérêt semble enfin vouloir poindre, arrive, on ne sait d'où, une intercalation luxuriante, un *extra-blatt*, avec ses pointes satiriques, ses allusions, ses moralités, une divagation sur des sujets que nulle intelligence ne peut prévoir, et le lecteur, abasourdi, s'épuise en conjectures, se fend la tête pour comprendre le mot de cette énigme inextricable, ou bien, las de tant de tribulations, fatigué de voir qu'on le bafoue, ferme le livre et n'y revient jamais.

Tout ceci est exact, et cependant comment oser nier que des rayons de la vérité la plus pure éclairent ce chaos, que des piliers de lumière éblouissante s'y dressent? Et d'ailleurs, est-ce bien un chaos, ou les yeux plutôt ne nous manquent-ils pas? Sommes-nous sûrs d'avoir dans le regard une assez vive, une assez profonde clairvoyance, pour

que pas un détail, pas une intention ne nous échappe, et que les phénomènes les plus dignes d'intérêt ne serpentent point par myriades dans cette prétendue obscurité? Tout se passe-t-il donc au grand soleil dans la nature? En dehors de cette création visible et sonore qui s'agite bruyamment sous le ciel, n'en est-il point une autre, mystérieuse, imperceptible, qui ne livre qu'à l'œil de la science, qu'aux plus minutieuses investigations du microscope, le secret de sa vie incessante et multiple?

Dans *Hesperus,* écrit deux ans plus tard que *la Loge invisible,* en 1794, le même ordre d'idées se reproduit. Évidemment les ingrédiens qui eussent au besoin servi à compléter le premier roman, resté inachevé, ont dû passer dans le second. La Muse est avant tout ménagère, et, pour chanter comme la cigale, elle n'en veille pas moins avec la sollicitude parcimonieuse de la fourmi sur le menu grain des idées. C'est dire qu'on retrouve ici tout l'appareil romanesque, toutes les invraisemblances de *la Loge invisible,* et que les ames visionnaires, les esprits éthérés que l'ennui de cette vie écrase, jouent un grand rôle dans la comédie. Déjà *la Loge invisible* contenait plus d'un passage ayant trait à ces natures supérieures qui, à défaut d'autres mérites, apportent sur la terre un sentiment d'ironique mépris pour tout ce qui s'y fait, une aspiration inénarrable vers la mort et l'horizon infini qui s'ouvre devant elle. Emmanuel, dans *Hesperus*, est le représentant de cette classe. Il n'y a que les mystiques d'Alexandrie, que cette extravagante légion des Jamblique, des Plotin et des Porphyre, qui puisse donner une idée de ce brahme au corps macéré, de ce pythagoricien qu'une plaisanterie afflige et que Shakspeare rend triste jusqu'à la mort, de cet être sans réalité ni pesanteur, qui torture sa chair pour alléger son esprit, avivant par le jeûne et l'abstinence les hallucinations de son cerveau. A l'exemple des esprits inquiets que je viens de nommer, Dieu et l'immortalité de l'ame incessamment l'occupent, et l'on ne saurait dire à quelle myriade d'aphorismes saugrenus donnent lieu dans sa philosophie ces deux vérités rayonnantes, cariatides inébranlables de l'ordre universel. Je prends au hasard dans le nombre : « Il n'est donné à l'homme ici-bas, observe quelque part cet incroyable personnage, que deux minutes et demie, une minute pour sourire, une autre pour soupirer, une demi pour aimer; car au milieu de cette troisième minute il meurt. » Peut-être ne saurait-on mieux apprécier de semblables folies qu'en leur appliquant les propres paroles de Jean-Paul : « Ce sont là des choses qu'on écrit lorsqu'on a trop complaisamment savouré l'acide du citron, la fleur de thé, la canne à sucre et

l'arrak. » Jean-Paul distingue plusieurs espèces d'hommes, l'homme-dieu, l'homme-bête, l'homme-plante, et c'est dans la première de ces trois catégories qu'il range son insensé Emmanuel. Ici naturellement la question sociale se présente. Qu'on se rassure, je ne la discuterai pas. Aussi bien serions-nous fort embarrassé d'émettre un jugement; car d'un côté nous avouons qu'il y a un abus étrange à vouloir présenter comme l'idéal de la race humaine des individus dont on peut dire en somme que la maison des fous les réclame, des êtres qui, sans utilité pour leurs semblables, n'en mordent pas moins, en parasites, aux plus beaux fruits de la vie, quitte à les rejeter ensuite avec dédain; de l'autre, pourquoi ne confesserions-nous pas notre faible pour cette famille errante des Werther et des René, famille humaine aussi, et qui eut pour vocation la souffrance?

Au sortir de cet idéalisme effréné de *la Loge invisible* et d'*Hesperus*, de cette poésie transcendantale toujours dans les nuages, on a peine à s'accoutumer au réalisme si borné de *Quintus Fixlein* et de *Siebenkaes*. Évidemment, dans la pensée de l'auteur, les deux romans dont je parle sont destinés à faire la contre-partie de sa première manière, qu'il retrouvera plus tard dans le *Titan* et *la Vallée de Campan*. Au premier abord, on se demande quelles relations peuvent exister entre la métaphysique de tout à l'heure et le style bourgeois d'à-présent, entre ce rêveur en démence qui se perdait dans l'infini et ce pauvre avocat de province qui se perd à son tour dans les minutieuses occupations de la vie de ménage. Et cependant, pour peu qu'on y prenne garde, on trouve le fil conducteur au moyen duquel s'opère cet embranchement de deux genres également familiers à Jean-Paul, je veux parler du caractère de Victor dans *Hesperus*, de ce singulier personnage à la fois poète et philosophe, courtisan et enthousiaste, « qui possède trois ames de fou, une ame humoristique, une ame sensible, une ame philosophique, » et qui, au fond, n'est autre que Jean-Paul lui-même, avec sa verve humoristique et sa sentimentalité.

Quintus Fixlein et le recueil de fantaisies imprimé sous le titre original de *Fleurs, Épines et Fruits*, ouvrages spécialement réservés, comme nous le disions, à l'étude de la vie domestique, à l'analyse des misères du coin du feu, commencent dans le roman de Jean-Paul une série nouvelle, la série vraiment humoristique. En persévérant dans son premier système, l'auteur de *la Loge invisible* et d'*Hesperus*, avec une verve bien autrement poétique et généreuse, une imagination déjà tempérée d'un grain de réalisme, n'en eût pas moins risqué de

passer pour continuer la manière de Klinger, et, je n'hésite pas à le déclarer, le vrai Jean-Paul, celui que l'Allemagne appelle à bon droit l'inimitable, n'existe qu'à la condition d'avoir créé ce genre, où tout lui appartient en propre, l'idée et la forme, le détail et l'ensemble. Dans la préface de *Quintus Fixlein*, Jean-Paul touche lui-même à ce point de contraste qui distingue ce livre des précédens. « Je n'ai jamais pu découvrir, dit-il, que trois sentiers à suivre pour arriver à une existence plus heureuse; le premier perce dans la hauteur et vous mène tellement au-dessus des orages de la vie que le monde extérieur, avec ses sauts de loup, ses infirmeries et ses paratonnerres, finit par prendre sous vos pieds les misérables dimensions d'un étroit jardinet d'enfant; le second mène en bas, dans le jardinet en question, ou, pour mieux dire, dans l'ornière, d'où, s'il vous arrive par hasard de mettre le nez hors de votre nid d'alouettes, vous n'apercevez plus ni infirmeries, ni paratonnerres, ni sauts de loup, mais seulement des moissons dont chaque épi vous semble désormais un arbre; le troisième enfin, qui me paraît à la fois le plus difficile et le plus sage, est celui qui va de l'un à l'autre de ces deux sentiers. » Que pensera-t-on maintenant de ces extrêmes, de cette incroyable doctrine d'un homme qui aime mieux nager dans le vide ou ramper dans le sillon que de marcher tout bonnement sur la terre en prenant les infirmeries et les sauts de loup pour ce qu'ils sont, en contemplant les montagnes et la vallée, la nature et la vie humaine, de leur point de vue régulier, et non plus de ce regard d'en haut qui rapetisse, ou de ce regard d'en bas qui grossit? Là cependant est Jean-Paul tout entier. Suivez la première de ces trois voies, vous aboutirez à l'Emmanuel d'*Hesperus*, au Spencer de *Titan*, à ces créations qu'à défaut d'un terme plus propre à rendre ma pensée j'appellerai transcendantales; prenez la troisième, elle vous mène droit à Siebenkaes, à Lenette, à Wuz, à Fixlein, à tout ce petit monde qui se débat sous le microscope de l'humoriste. On ne manquera pas d'observer qu'en ceci le point intermédiaire se trouve bien légèrement méconnu, car après tout, entre cet individu flottant dans les nuages et cet individu tapi dans son ornière, entre cet aigle et ce ciron, il y a l'homme, l'homme sérieux, moral, sain de corps et d'esprit. Mais songeons que nous sommes en Allemagne et non dans la France du XVIIe siècle, et qu'il s'agit ici de Jean-Paul Richter et non de Molière.

De même que certains élémens ont passé de *la Loge invisible* dans *Hesperus*, de même la fraîche et mélancolique idylle de *Maria Wuz* renferme en abrégé le roman de *Quintus Fixlein*, étude biographique consacrée à l'analyse de la modeste et béate félicité d'un brave

pasteur qui exerce aussi dans sa campagne les fonctions de maître d'école. Nulle part pourtant Jean-Paul n'a mieux réussi que dans *Siebenkaes* à rendre ces misères et ces joies d'une existence médiocre. Comme peinture de certaines douleurs inqualifiables qu'une ame poétique mise en contact avec les réalités suffocantes d'une vie étroite et besogneuse peut seule ressentir, *Siebenkaes, l'Avocat des pauvres*, est un chef-d'œuvre. D'une touche si délicate et si fine, d'un coloris si vrai, d'un art si merveilleux de faire intervenir l'idéal au sein de l'intérieur le plus bourgeois, il n'y a d'exemple que dans les tableaux de Mieris et de Gerard Dow. Je cherche en vain parmi nos productions contemporaines un équivalent à cette littérature. Peut-être M. de Balzac, dans quelques passages de *la Recherche de l'absolu* ou d'*Eugénie Grandet*, en donnerait-il une idée lointaine; mais non : M. de Balzac, humoriste par l'esprit seulement, plus cousin de Rabelais que de Cervantes, n'a rien de la sensibilité chaleureuse, de l'onction sympathique du sublime rêveur allemand. D'ailleurs, chez M. de Balzac, l'étude de la vie réelle recherche trop assidument certains détails dont le goût n'est point sans reproche et qu'il faudrait omettre. On y respire çà et là cette odeur nauséabonde de la pension bourgeoise décrite avec tant de complaisance dans *le Père Goriot*. Jean-Paul, au contraire, si bas qu'il descende, épure toujours à je ne sais quels filtres poétiques les réalités incompatibles avec les convenances d'une œuvre littéraire. De là sans doute le reproche qu'on lui fait de subtiliser, de quintessencier; mais l'auteur d'*Hesperus* et de *Siebenkaes* est avant tout poète. Son analyse lui vient de la Muse, un peu hermine, comme on sait, et qui, lorsqu'il s'agirait de se crotter, préfère s'en tenir à la devise bretonne : Plutôt mourir.

L'intérieur de Siebenkaes, sa misère, les tribulations à la fois si tristes et si bouffonnes de sa vie d'homme de lettres sont autant de tableaux d'une vérité frappante et que le rédacteur besogneux des *Papiers du Diable* se trouvait, hélas! mieux que personne en état de peindre d'après nature. L'ouvrage fit sensation en Allemagne. On a toujours aimé de l'autre côté du Rhin cette poésie de coin du feu, cette idylle bourgeoise qui prend pour théâtre, non plus les campagnes fortunées de l'Eurotas, mais une étroite chambre bien nue et bien obscure où s'escrime au milieu d'un tas de bouquins et de paperasses un pauvre diable d'auteur inconnu qui dépose la plume pour souffler dans ses doigts. Et puis cette fois les personnages du roman étaient connus de tous, le tableau de genre avait l'intérêt d'un portrait de famille. Comment s'y tromper en effet? Comment ne pas retrouver

Jean-Paul dans Siebenkaes, l'excentrique et insouciant libelliste des *Procès groënlandais* dans ce bonhomme toujours en humeur de productions fantasques, toujours dans les étoiles, lorsque les soins de la vie réclameraient sa présence sur la terre? Et cette Lenette prosaïque, cette femme d'ordre, de bon sens, qui ne comprend rien aux choses de l'imagination, dont les naïvetés irritent l'esprit supérieur de son époux, mais qui en revanche tient le ménage et souffre sans se plaindre, n'est-elle pas, sauf quelques modifications dans l'âge et la physionomie, faite à la ressemblance de la digne mère que nous avons vue poser à son rouet dans la maison de Hof? On connaît cette Pauline de la préface de *Quintus Fixlein* (1), cette douce et pudique jeune fille que le poète rencontre la veille de son mariage avec un ancien militaire, et dont la destinée lui inspire au soleil couchant de si mélancoliques réflexions. Telle est Lenette, telles sont presque toutes les héroïnes de Jean-Paul, natures souffrantes et résignées, chastes ames vouées au sacrifice, à l'obscurité, à l'immolation de toutes les joies, de toutes les espérances, de tous les rêves de la vie, et sur lesquelles le philosophe laisse tomber un regard de douloureuse sympathie.

Cependant il ne faudrait pas s'y méprendre, il y a dans ces pages qui respirent tant de mansuétude évangélique plus d'une atteinte portée au mariage, et tel chapitre de *Quintus Fixlein* ou de *Siebenkaes* me semble, avec sa placidité si bénigne, un plaidoyer non moins dangereux que les provocations byroniennes dont nous avons vu le règne un moment; car, avant tout, Jean-Paul est humoriste : dès qu'une douleur le frappe dans l'humanité, il s'attendrit sur elle, et vous donne ensuite son émotion telle quelle, avec franchise, loyauté, et sans trop songer à ce qu'une analyse scrupuleuse y pourra trouver de plus ou moins hétérodoxe. C'est en ce sens qu'on reproche à ses personnages de manquer de logique dans leurs actes, à ses héros de dégénérer trop souvent en caricatures, reproche qui du reste s'amoindrit singulièrement lorsqu'on envisage les conditions du genre exceptionnel où s'exerçait le génie de Richter. En effet, chez l'humoriste, le côté subjectif, le moi, joue un trop grand rôle pour qu'il puisse exister à ses yeux des êtres parfaits; il étudie en lui-même l'homme avec ses qualités et ses défauts, ses bizarres contrastes de ridicule et de grandeur. La vie et le sang des personnages qu'il met en relief ne sont autres que la vie et le sang de son propre cœur, ses créations et son ame ont même fond; il se contente de donner ce

(1) Voir le morceau cité dans notre premier article, n° du 1er septembre 1842.

qu'il a en lui, rien de plus, rien de moins : une tendresse infinie pour l'être, quel qu'il soit, une bienveillance intime, universelle, une miséricorde sans bornes. A tout prendre, l'humour est de la sensibilité, une sensibilité que le sourire accompagne, quelque chose de vague et d'indéfini, de bâtard si l'on veut, la plaisanterie mélancolique, la gaieté qui pleure. La faculté mère chez Jean-Paul, la faculté génératrice d'où dérivent tous les autres attributs, c'est l'humour. Richter est humoriste du plus profond de son ame; il sent, imagine, et procède comme un humoriste. Vous le voyez passer en un moment, presque sans transition, de la gaieté la plus vive à la mélancolie, à la tristesse, faire d'un seul trait, à l'exemple de Rubens, d'une physionomie épanouie et riante une physionomie rêveuse ou chagrine, et cela, pour une idée qui lui traverse l'ame, pour un nuage dont le ciel se voile; puis un instant après l'idée s'évanouit, le nuage se dissipe, et notre poète redevient gai, s'ouvre de plus belle au printemps, à la vie, au ciel bleu, et reprend sa chanson comme l'oiseau des bois. Richter est fantasque, je l'avoue; mais il y a tant de naïveté dans ses boutades, tant de franchise et de bonhomie dans ses divagations, dans ses lubies, qu'on les lui pardonne volontiers et qu'on finit toujours par l'aimer. Et comment ne pas l'aimer, ce noble cœur qui se passionne incessamment pour le bon, l'honnête et le juste? L'humour, faculté tout individuelle, résulte de divers élémens qui doivent se combiner à juste dose. Isolément, la verve satirique, pas plus que la sensibilité, ne constituent l'humour. L'une, mordante, sèche, acérée, aboutit à la raillerie, au trait, à l'esprit; l'autre, si quelque sel n'en relève le goût, dégénère bientôt en sentimentalité. Ici vous avez Voltaire, là Kotzebue; ailleurs sont Rabelais, La Fontaine, Cervantes, Sterne, Jean-Paul. Il me semble qu'on pourrait définir l'humour : « le romantisme dans la plaisanterie, dans le comique. » Après cela, il ne faudrait pas non plus l'envisager sous un point de vue de mansuétude universelle. Richter n'exclut pas Swift. D'ailleurs, il ne s'agit ici ni d'une vertu théologale ni d'une fade bergerie à la manière de Gessner. L'humour a ses vivacités malignes, ses quintes bilieuses, ses redoublemens, ses colères; seulement avec elle, nulle personnalité n'est à craindre. Que lui importe l'individu? c'est à l'entité qu'elle s'attaque pour la battre en ruine par le contraste de l'idée. Il n'y a point devant elle des fous, une folie déterminée; il y a la folie, il y a le monde. Vous ne la verrez pas se grimer, à l'exemple d'un comédien, pour reproduire tel ou tel ridicule. Si elle abaisse la grandeur, ce n'est point, comme la parodie, pour la mettre au niveau de la petitesse; si elle élève la petitesse, ce

n'est point comme l'ironie pour lui opposer la grandeur, mais tout simplement parce que devant l'infini toute chose est égale ou plutôt rien ne compte. Qu'on s'étonne ensuite si les humoristes portent sur leur physionomie une empreinte si grave et nous viennent en tel nombre d'un pays mélancolique.

En 1796, Jean-Paul se trouvait à la tête d'un bagage littéraire assez considérable, et de plus commençait à voir clair dans le chaos de son intelligence. Après avoir passé les neuf années qui suivirent la publication de son premier ouvrage à travailler, ainsi qu'il le dit lui-même, dans la boutique à vinaigre de la satire, la biographie aigre-douce de Wuz lui servant de transition à *la Loge invisible*, il s'était conquis un genre où ses trésors de mélancolie et de tendresse, toutes ces émotions, toutes ces larmes ineffables du printemps de la vie qu'il avait fallu jusque-là refouler dans le fond de son cœur, pouvaient enfin se donner libre cours. La destinée, jusque-là si rigoureuse, en se détendant un peu, lui permettait de se livrer désormais exclusivement et de toute l'ardeur de sa jeunesse aux pratiques de la vie littéraire. Jean-Paul usa du droit pour reprendre son indépendance. « Je n'élèverai plus d'autres enfans que les miens, écrit-il à M. de Spangenberg, qui lui propose de se charger de l'éducation des enfans du comte de Reuss-Ébersdorf, bien décidé que je suis à vivre et à mourir selon la vocation que la destinée m'a faite, et dans la médiocrité de la fortune. En me chargeant des attrayantes fonctions que vous m'offrez, il me faudrait absolument négliger ou mes élèves ou les muses. Or, ni les uns ni les autres n'admettent de partage, et je sens que j'ai tant à écrire, qu'en supposant que je ne me lève ou plutôt que je ne tombe de ma table de travail qu'à l'âge de quatre-vingts ans, je trouverai encore prématuré le *veniam exeundi* du cabinet d'étude de la vie que la mort me donnera. » Ces paroles en disent assez sur les instincts personnels du poète. Jean-Paul est homme de lettres dans toute la force du terme; il en a les goûts casaniers, l'humeur ombrageuse, tout jusqu'aux petitesses; il aime à s'enfouir seul dans sa taupinière de vieux livres pour y fureter en érudit. On a remarqué en Allemagne que là était son originalité; à notre sens, ce mot-là ne convient pas, c'est sa monomanie qu'il fallait dire; cette incroyable passion le prend dès le berceau, l'homme de lettres commence chez lui avec l'écolier. Il vous racontera quelque part qu'il se mit presque en même temps à former des lettres et à écrire des livres. Plus tard, l'étude de l'hébreu lui fournit l'occasion de rassembler autant d'alphabets, de grammaires et de commentaires qu'il peut s'en procurer; à seize et dix-sept ans, il rédige déjà

des traités sur l'exercice de la pensée, toute sorte de morceaux où se révèle un esprit prématurément enclin à la réflexion, à l'analyse, à l'examen; il tient de ses propres travaux un journal rempli d'aphorismes philosophiques, il compose un livre de piété dûment pourvu de considérations théologiques et morales. Singulier début pour un poète! Il commence par les scolies; plus tard, vers trente ans, la veine du lyrisme s'ouvrira; n'est-ce pas le monde renversé? Non content d'avoir ses pensées, il saisit au vol celles des autres. Pendant qu'il lit, sa plume trotte. Avant que d'entrer à l'université, il disposait déjà de douze volumes in-quarto de notes et d'extraits, et cette rage de corriger et de produire, à mesure qu'il avance dans la vie, ne fait que croître et embellir. Ne rien perdre, pas une minute de temps, pas un brin d'idée, pas une miette d'expérience, tel était son système de polygraphie; ne l'empruntait-il pas à Lavater? Au moment de sortir, il notait soigneusement sur ses tablettes ce qu'il dirait dans ses visites, et rédigeait à son usage une anthologie de jolies choses, de bons mots un peu cousins sans doute de ces impromptus à tête reposée dont parle Molière. Au retour, il transcrivait ce qui l'avait frappé dans les conversations auxquelles il venait de prendre part, et si c'était la nuit, ne se couchait qu'après avoir rentré son grain. Il fut un heureux temps où Jean-Paul possédait vingt volumes in-quarto de *simples ironies*, autant et plus de satires, et tous ces trésors de sublime compilation étaient rangés, distribués, classés avec l'incomparable exactitude et la ponctualité universitaire d'un cuistre étiquetant, pour les concours de Sorbonne, ses matières à discours latins. Singulière contradiction! cet homme, qu'un démon intérieur agite, pousse jusqu'à l'excès le pédantisme ridicule d'un petit professeur de sixième; ce génie indépendant, dont le style n'admet pas de règle, s'impose dans son travail les procédés les plus étroits et les plus mesquins. Lire, causer, ne compte pour rien avec lui; il faut qu'il écrive, qu'il rédige, qu'il rédige toujours, jusqu'à la mort, et si quelque chose m'étonne, c'est qu'il ait pu s'arrêter là. Comment, en effet, cette passion de l'écritoire n'a-t-elle pas ranimé ses ossemens dans le cercueil? Comment, à l'exemple de ce saint Bonaventure de la légende, n'est-il pas revenu du tombeau pour compléter sa *Selena* restée inachevée? Tout au rebours de Goethe, qui ne se mettait à écrire qu'au dernier moment et à contre-cœur, Jean-Paul n'a de vives jouissances qu'à la condition de tenir une plume entre ses doigts, et plus l'enfantement lui coûte de peine et de douleur, plus il en chérit après le résultat mignon, plus il le couve et le caresse, et prend plaisir à le montrer aux gens.

Écrire, telle est à ses yeux la loi divine et humaine; il ne reconnaît qu'une manière de perdre son temps, ne pas écrire! Les œuvres imprimées seules comptent, le reste n'est rien, et chaque volume qui vient augmenter le poids de son bagage littéraire semble l'*alléger d'autant pour l'éternité*. Cette espèce de récréation qu'on se donne si volontiers après l'étude ne le séduit pas le moins du monde. Au contraire, s'il faut absolument qu'il se repose, le remords le gagne, il se reproche de gaspiller les minutes. Aussi quelles ne deviennent pas ses perplexités au printemps, lorsque cette nature qu'il aime avec enthousiasme l'appelle au dehors avec ses mille voix de sirène! Le ciel est bleu, l'oiseau chante, il faut qu'il sorte; du moins il emportera ses tablettes, et si d'aventure quelque essaim d'idées volantes se met à l'assaillir au coin d'un bois, le voilà tout ébouriffé qui crayonne et s'escrime, maugréant contre l'exiguité du papier, car rien ne le chagrine en ses paroxismes furieux comme d'avoir à s'arrêter pour tourner la page. Il me semble voir d'ici l'étonnement de cet excellent Merkel, honnête critique de la vieille roche, assistant, à Weimar, aux excentricités de notre humoriste. Merkel et Jean-Paul allaient ensemble de Weimar à Gotha. « Pendant la route, dit Merkel, Jean-Paul, au lieu de se tenir en place dans la voiture, ne faisait que descendre et remonter. La curiosité me prit alors de savoir ce qu'il avait, et je le vis par la portière courir sur le chemin en crayonnant d'un air effaré. Lorsqu'il reprit sa place à mon côté, je lui demandai ce qu'il venait d'écrire, et lui, me prévenant, s'informa s'il avait bien entendu un point de notre précédente conversation; sur ma réponse, il tira de nouveau son carnet et rectifia. — Quelques jours après, je lui rendis visite; je le trouvai, un catéchisme à la main, assis devant son bureau, dont les différens tiroirs étaient remplis de petits morceaux de papier couverts de matières et d'extraits. Il me dit qu'il avait pour habitude de lire tout ce qui lui tombait sous la main, et qu'il ne lui était jamais arrivé de rencontrer livre si méchant dont il n'ait tiré profit d'une manière ou de l'autre (1). » Et qu'on s'étonne après cela qu'il sacrifie toute chose à cette impérieuse manie d'écrire, au point d'en oublier le boire et le manger; sans égard pour sa santé, pour ses convenances personnelles, il s'était fait un régime de vie entièrement subordonné aux exigences de sa profession. Comme goût, il n'aimait rien tant que l'eau; mais dès qu'il s'agissait d'écrire, c'était différent! Il buvait alors du vin de Roussillon, et à plein verre, pour dégager, disait-il, l'esprit

(1) *Skizzen aus meinem Erinnerungsbuche*, von G. Merkel.

de la matière. A ce compte, l'existence de son Maria Wuz devait être pour Jean-Paul l'idéal du bonheur ici-bas. Quel heureux mortel en effet, aux yeux d'un si imperturbable sténographe, que ce bonhomme de maître d'école qui passe sa vie à rédiger des volumes sur les mille et un titres dont il lit la nomenclature dans le catalogue de la librairie! Mais en vérité on se demande si la plaisanterie est permise en face d'une monomanie aussi déclarée, d'une originalité qui porte avec elle tous les symptômes de la maladie, tous les caractères de je ne sais quelle hystérie chez l'homme. « S'il m'arrive par hasard, écrit Jean-Paul, de vouloir donner à mon esprit ou à mon corps un repos de trois jours, je sens dès le second une indomptable ardeur d'incubation qui me ramène irrésistiblement à mon nid rempli d'œufs ou de craie, et le pauvre diable de Paul en sera logé là jusqu'à ce que la fièvre dévorante qui consume son sein agité se calme à la fraîcheur de la terre du tombeau. »

J'ai parlé du voyage à Weimar. Lorsqu'en 1796 Jean-Paul vint visiter l'Athènes germanique, l'attitude des héros du temps commença par le déconcerter. Il s'attendait à autre chose, à quelque vaporeuse et fantastique apparition évoquée de leurs œuvres; car, soit dit en passant, notre enthousiaste ne laissait pas que d'être un peu badaud dans ses relations avec les autres hommes, et lui-même appartenait singulièrement à cette classe de gens naïfs et simples dont nous lisons dans ses écrits, qu'ils ne sauraient se représenter un poète autrement que sous une forme éthérée, et n'imaginent pas que le favori de la Muse puisse dévorer une tranche de jambon et vider bravement son verre. Ses relations avec la plupart des grands écrivains de la pléiade weimarienne l'attristèrent. Ne trouvant rien chez eux de cette fougue juvénile, de cette ardeur immodérée, qui devaient, à son point de vue, nécessairement caractériser le sens poétique, il regretta son idéal déçu. Goethe surtout se chargea du désenchantement. « Il n'admire plus rien au monde, sa parole est de glace, même pour les étrangers, qui ne l'abordent que très difficilement; il a quelque chose d'impassible et de superbement cérémonieux. L'amour des œuvres d'art est désormais le seul qui fasse battre les nerfs de son cœur; c'est pourquoi j'avais envie de prier la personne qui me conduisait de me plonger au préalable dans quelque source minérale, afin que je pusse m'y pétrifier et paraître ensuite à ses yeux sous l'aspect incomparablement plus avantageux d'une statue. » Laissons Jean-Paul continuer et parfaire la silhouette. « D'après ce qu'on m'avait dit, j'allai chez lui sans enthousiasme et mu seulement par la curiosité. Sa maison me frappa;

elle est la seule à Weimar construite dans le goût italien. Figurez-vous dès le vestibule un panthéon rempli de tableaux et de statues; le frisson de l'angoisse vous y suffoque. Le dieu parut, froid, monosyllabique, sans accent. — Sa physionomie a de la puissance et de l'animation, son œil est un éclair. Après quelques momens d'entretien, il consentit à nous lire un fragment magnifique d'un poème inédit. Quand je dis qu'il le lut, je me trompe, il le déclama, le joua. Je n'ai jamais rien vu de pareil; vous eussiez cru entendre le roulement du tonnerre entremêlé de ce chuchotement de la pluie dans les arbres, et, pendant ce temps, on sentait la flamme jaillir à travers la couche de glace dont son cœur s'enveloppe. » Schiller n'eut pas meilleure chance auprès de lui. Jean-Paul le trouva rocailleux, anguleux, doué de facultés actives, pénétrantes, mais sans amour. Du reste, il ne faudrait point croire que l'auteur d'*Hesperus* eût en ceci le monopole des étonnemens; d'un côté comme de l'autre, on ouvrait de grands yeux, et l'impression reçue valait bien, pour l'originalité, celle qu'on pouvait causer. « J'ai vu Jean-Paul, écrivait d'Iéna Schiller à Goethe, et je l'ai trouvé iroquois comme un homme qui tomberait de la lune; bon diable au fond et le plus excellent cœur du monde, mais porté sur toute chose à ne rien voir par l'organe dont chacun se sert pour voir (1). »

On conçoit qu'avec son naturel bizarre, Jean-Paul se préoccupât en somme beaucoup moins de l'effet qu'il produisait sur les gens que de l'effet produit par les gens sur lui-même, surtout lorsque ces gens s'appelaient Goethe ou Schiller, Herder ou Wieland. Si ces manières excentriques, cet air iroquois, ostrogoth si l'on veut, provenaient, chez Jean-Paul, d'un irrésistible besoin de sympathie, d'enthousiasme, d'une veine généreuse qui ne demandait qu'à se répandre, d'une sensibilité dont, tout en admirant la bonne intention, on ne saurait cependant se dissimuler par moment la candeur un peu ingénue, j'allais dire la niaiserie; le voyage à Weimar, en portant atteinte à mainte illusion née de cette sensibilité même, en effaçant de plus d'un front canonisé d'avance le nimbe lumineux, l'auréole mystique de rigueur, devait nécessairement le laisser, pour quelques jours au moins, triste, mécontent, découragé. « Nous avons beau faire les esprits forts et ne pas vouloir nous l'avouer : chez les hommes qui nous apparaissent dans les régions célestes de la poésie, comme chez la femme que nous aimons, comme chez notre ami, nous cherchons des êtres

(1) *Briefwechsel zwischen Schiller und Goethe in den Jahren* 1794-1807. — Stuttgart, 1825, Th. II, S. 73.

parfaits, accomplis. Nous cherchons partout le dieu chez l'homme, parce que tout amour est infini et partant a besoin d'un dieu. A Weimar, c'est l'illusion qui m'a manqué. Il ne faut pas long-temps pour savoir par cœur l'humanité intellectuelle (je ne parle point ici de l'humanité morale), et j'avoue qu'on peut continuer à aimer les cœurs tout en détestant les cerveaux. En vérité, si l'on était éternel, il y aurait dans cette reproduction inexorable des mêmes inconvéniens de quoi vous faire mourir dix-huit cents fois. » Et dans une autre lettre : « Je ne veux plus désormais m'incliner devant aucun grand homme; à l'avenir, je garderai mes hommages pour le plus vertueux (1). » Ces déceptions, de jour en jour plus fréquentes, le remplissaient d'amertume; il touchait du doigt le pied d'argile; alors un bouleversement confus s'opérait dans son esprit, il pensait aux joies si pures de la famille, à ses beaux rêves de quinze ans sous le toit paternel, et peu à peu, par une transition doucement mélancolique, les idées du passé le conduisant aux idées d'avenir, de ménage, il établissait complaisamment son bonheur domestique sur les ruines de ses illusions. « Ah! de quel paradis je portais les germes dans mon ame, et dire que les oiseaux de proie ne m'ont rien laissé! Encore si j'avais une femme! je m'entends, une jeune et honnête femme, bien féminine surtout et point *géniale*, je consentirais de grand cœur à ne demander que peu de chose à la fortune, moins au monde; mais en revanche j'exigerais davantage de la vie, que mes rêves poétiques percent à jour de plus en plus. Je le répète, point de femme de génie, point de brouillon, mais un cœur ingénu, paisible, qui me rende mon enfance, les premiers jours passés auprès de mes parens, tout enfin ce que les souvenirs de l'ame font revivre éternellement à mes yeux! »

Cette compagne, évidemment faite à l'image de la douce Lenette,

(1) Pour si naïf et si crédule qu'on se le représente, le bonhomme, en amitié, ne se souciait pas d'être pris pour dupe. Du premier coup, il devina les aspérités, les angles, comme il dit lui-même, et sa sensibilité expansive dut s'en tenir à rechercher de préférence les phares moins glorieux peut-être, mais à coup sûr moins hérissés de brisans et d'écueils. De là ses relations d'intimité avec Herder, avec Wieland, Herder surtout, grand esprit, mais entaché de puritanisme bourgeois, rétréci sur plus d'un point par des nécessités de profession, et dès-lors peu porté à vouloir jouer à l'idole, — cèdre poussé dans une chaire de ministre protestant. — Pour Goethe, notre humoriste le jugeait sans appel. « Goethe ressemble à Dieu, qui, selon Pope, voit du même œil choir un monde et un passereau, ce qui lui est d'autant plus facile (à Goethe), qu'il n'a créé ni l'un ni l'autre. Mais, en revanche, il se complaît à ne voir dans son apathie pour les peines d'autrui qu'une sorte de détachement de ses propres peines. »

un ange de résignation et de passivité, Jean-Paul crut un moment l'avoir trouvée dans une gracieuse personne dont il s'éprit avec passion. L'héroïne de ce nouveau roman s'appelait encore Caroline, — il y a des noms auxquels on est voué, — et se trouvait, en dépit des répugnances de notre philosophe, être juste une muse. Qu'on parle ensuite de la logique du cœur humain. Toutefois la tache monstrueuse, la tache d'encre disparaissait dans l'enchantement du sourire. Si l'aimable pédante use son temps à feuilleter de lourds volumes, c'est tout simplement qu'elle veut s'instruire et ne ressemble point aux jeunes filles ordinaires qui ne cherchent dans la lecture qu'une sorte de manne sentimentale. Avec combien de joie il vous raconte qu'elle s'occupe aussi de botanique et de poésie, qu'elle passe de l'étude de l'histoire au classement de son herbier! « Jamais chez aucune femme, s'écrie-t-il dans un moment d'enthousiasme, je n'ai rencontré cette moralité austère, profonde, essentiellement religieuse, qui se montre dans tous les points, perce dans les moindres bourgeons. Je sens que mon union avec elle va me purifier jusqu'au fond de l'être. » Après l'énumération des qualités morales vient le tableau des qualités physiques, le portrait, qui, tout flatté qu'on le soupçonne, excuse à la rigueur cette conversion un peu bien brusque du philosophe au culte de la femme *géniale*. Elle a le teint blanc et rose, les yeux noirs, *un front à la fois poétique et féminin*, et ainsi du reste avec cette concession finale dont s'arrange assez volontiers la modestie des amoureux, à savoir qu'à défaut de beauté le piquant y est, le *certo estro*, comme disent les Italiens.

Cependant la philosophie a ses retours. Peu de temps après, la liaison se rompit, et Jean-Paul, abjurant sa tolérance d'occasion, n'en revint qu'avec plus de fougue à son vieux thème, pauvre papillon qui s'est brûlé le bout de l'aile à l'éclair d'une bougie de bal et qui jure bien qu'on ne l'y reprendra plus. « Cette rupture, que des incompatibilités morales rendaient impérieuse, ne m'empêcha point de regarder le mariage comme la seule arche de salut. En dehors d'une union légitime, notre imagination ne fait que nous entraîner en toute sorte de liaisons qui finissent toujours par briser un des deux cœurs qui sont en cause, quelquefois par les briser tous les deux Mon cœur veut la paix domestique dont on jouissait chez mes parens, cette paix que le mariage seul peut donner. Je ne demande pas une héroïne, n'étant rien moins qu'un héros; ce qu'il me faut, c'est une jeune fille aimante, affectionnée, car désormais j'estime à leur juste valeur ces *chardons flamboyans* qu'on appelle femmes de génie. » Hâtons-nous de dire

que cet espoir, si souvent déçu, d'un établissement selon ses goûts se réalisa pour Jean-Paul peu de temps après, grace à une bonne et honnête jeune fille élevée dans les mœurs sédentaires de la bourgeoisie de Berlin, autour de la table de chêne où l'on causait le soir en écoutant quelque lecture de Rousseau. Caroline Mayer plut à Jean-Paul. « Elle a, disait-il, tous les avantages des autres Carolines, moins leurs défauts.» Un front de madone, des yeux pleins de douceur, une indicible expression de tendresse et de dévouement, telles sont les séductions que son amant lui prête, séductions d'épouse et de mère, on le voit. J'oubliais une fraîcheur épanouie, cette fleur de santé qui convient à la ménagère allemande, à cette héroïque femme qui veille à tous les soins de la maison, et serre, comme dit Schiller, dans le coffre odorant le linge qu'elle-même a filé. A dater de là, on prévoit tout : Jean-Paul, marié, s'installera dans quelque paisible résidence; peu à peu cependant la famille augmentera, et les marmots alternant avec les livres, on vivra de la sorte jusqu'à la fin, modeste, charitable, le cœur et l'esprit occupés dans cet heureux Sans-souci de Bayreuth, dont une pension du roi fera les frais : tardif, mais bien délicieux canonicat de l'homme de lettres, qui mettra notre philosophe à même de ne plus *réduire son corps en cendres par la nécessité de fondre chaque jour son esprit en argent.*

Pour en revenir au voyage de Richter à Weimar, le désenchantement des premiers jours eut ses compensations à la longue. De ce qu'un rayon manquait par-ci par-là au nimbe glorieux dont on avait poétiquement coiffé les têtes dominantes, la société n'en devait pas périr. *Dura lex, sed lex :* Jean-Paul fut bien contraint d'en prendre son parti. Insensiblement les femmes intervinrent. On sait ce qu'étaient les femmes de cette cour d'Anne-Amélie. Le bourru fantasque s'humanisa, l'apôtre de vertu se laissa tout doucement réconcilier avec la supériorité intellectuelle par l'entremise de ces aimables philosophes si habiles à donner le tour sentimental à l'argument le plus ardu, et qui n'ont en somme qu'un système : leur cœur. En écoutant les femmes, il comprit mieux les hommes, il laissa aux sympathies effarouchées d'abord par l'épouvantail d'excentricité, le temps de se grouper autour de lui; aux amitiés, le temps de se former. L'affection qui s'établit à cette époque entre Herder et Jean-Paul, après avoir tenu dans l'existence des deux grands écrivains une si noble, une si large place, devait, même après la mort, revivre dans leurs œuvres. La vivacité de Jean-Paul, son humeur, sa jeunesse d'esprit et de cœur, enchantaient Herder, qui le préconisait partout. Presque chaque soir, les deux amis

soupaient ensemble, après quoi on allait se promener vers Ettersberg. On causait, on philosophait tout à son aise, et, la petite pointe de vin vieux aidant, on ne se ménageait pas ses vérités. « Si j'étais dans une île déserte, disait Herder à Jean-Paul, et que je n'eusse entre les mains d'autres livres que les vôtres, j'en voudrais faire des œuvres deux fois belles, d'abord en retranchant mainte boutade irréfléchie, puis en travaillant à mettre d'accord les passages qui se contredisent. » Ce qui n'empêchait pas l'auteur des *Idées* de s'écrier avec enthousiasme, lorsqu'il s'agissait de s'expliquer sur le compte du chantre d'*Hesperus :* « Le ciel m'a donné dans Richter un trésor que je n'eusse jamais ni mérité ni seulement rêvé ! Chaque fois que je le retrouve, il me semble que je vois s'ouvrir devant moi la cassette des rois mages, mais plus riche encore, plus remplie de merveilles éblouissantes. Oui, les mages sont en lui, et l'étoile incessamment chemine au-dessus de sa tête. » Le bon Wieland eut aussi du goût pour Jean-Paul, mais un goût moins passionné, moins transcendantal, le goût qui convenait à l'organisation normale et symétrique du poète d'*Agathon.* Ici, du reste, les originaux sont à deux de jeu, et la première entrevue eût fourni à Molière une scène de comédie. Écoutons les *à parte* de nos personnages. « J'ai vu Wieland dimanche dernier à Osmanstadt (c'est Jean-Paul qui parle); figurez-vous un vieillard élancé, encore vert, une espèce de Nestor à la tête enturbannée d'écharpes rouges, au ton modérateur, parlant beaucoup de lui, mais sans orgueil, et quelque peu épicurien; en somme excellent père de famille, mais tellement ahuri par les muses que sa femme a pu lui cacher pendant dix jours la perte d'un enfant. » Maintenant au tour de Wieland. « Ce diable d'homme (c'est de Richter qu'il parle) ressemble en tout point à ses écrits; on se sent affecté en sa présence des mouvemens les plus contraires, et rien n'est plus difficile que de l'entretenir. Il est trop LUI; n'importe, je le déclare un intéressant original. » Imagine-t-on, après cela, nos deux antipodes du monde intellectuel se rencontrant sur un point de controverse littéraire, discutant chacun selon ses vues l'antiquité par exemple, les Grecs? Naturellement la comédie continue, seulement cette fois la scène est écrite, il suffit de traduire.

JEAN-PAUL.

Je tiens les Grecs pour ce qu'ils sont : des esprits essentiellement bornés. Avec les idées puériles qu'ils avaient des dieux, quelle opinion élevée et sérieuse pouvaient-ils se former de l'humanité ?

WIELAND.

Vous les tenez pour ce qu'ils sont, à merveille; mais que sont-ils, sinon une apparition unique sur la terre, sinon le type le plus pur, le plus complet de l'humanité dans sa jeunesse, dans sa fleur, tellement qu'on dirait que tous les dons célestes qui furent jamais départis à l'homme, pour s'élever à ce degré de civilisation, de perfectionnement, tous ces dons étaient descendus sur eux, sur les Grecs, pour vivre et s'épanouir en eux, avec eux! Où voyons-nous l'idée de jeunesse dans l'humanité se reproduire sous une forme plus sereine, plus aimable, plus pure, plus splendide? N'est-ce point cette idée que glorifie l'éternelle jeunesse du divin Phébus?

JEAN-PAUL.

Mais cet heureux temps de jeunesse est passé, et nous sommes devenus des hommes. Les titans chrétiens ont escaladé l'olympe et précipité les dieux dans le tartare. Au-dessus de nos têtes, l'infini de Dieu s'est étendu; sous nos pieds, les abîmes de l'humanité se sont ouverts. Croyez-vous qu'à de pareilles idées la forme étriquée de vos Grecs et leur manie de jouer au beau puissent convenir?

WIELAND, seul dans son cabinet feuilletant Homère.

Jean-Paul traite les Grecs d'enfans! Je commençais à perdre patience!... Allons! pourquoi lui en voudrais-je? n'a-t-il point le droit d'être ce qu'il est, et ces absences de goût que je regrette, ces lacunes dont parfois j'enrage, ne sont-elles pas plus que comblées chez lui par d'éminentes qualités d'un autre genre? Prétendre inoculer le sentiment de l'antique à un génie de cette trempe, mais ce serait vouloir débarbouiller un nègre! Jean-Paul a, pour être ce qu'il est, une excuse divine qu'il tient de la nature.

Wieland ne se trompait pas; autant eût valu débarbouiller un nègre. Sur une individualité à ce point confuse et miroitante, la beauté classique perdait tous ses droits; et si l'on a pu dire que Goethe, avec sa passion de la règle, son culte souverain pour toute chose précise et déterminée, importait dans le monde littéraire les conditions de l'art plastique, Jean-Paul, insoucieux des phénomènes extérieurs, écoutant les yeux fermés gronder les mondes qui tourbillonnaient en lui, faisait dériver la poésie vers la musique (1). Or, la musique, c'est le romantisme,

(1) « Ce que je ne fais que voir m'affecte peu, s'agirait-il d'un mort; mais si la

la négation par excellence de tout sentiment plastique. J'insiste sur ce point, qui, selon moi, contient tout le secret de l'éloignement de Jean-Paul pour l'antiquité. Et s'il vous prend fantaisie d'analyser certaines sensations qu'il vous donne, vous y trouverez par moment je ne sais quoi de musical. Ne sont-ce point des mélodies que ces visions de l'éternité? Schubert chanterait-il autrement les lamentations du Christ sur les ruines de l'univers, et dans un style moins prophétique, ces mille rêves au clair de lune, ces divagations éloquentes où la vie des anges et des fleurs est devinée? Envoyez maintenant cet homme en Italie, et dites si le rayon splendide dont Goethe s'est enivré ne l'offusquera point? Entre la beauté classique et cette ame inquiète et rêveuse, préoccupée au fond de toutes les angoisses, de toutes les terreurs des temps nouveaux, aucun hymen n'était possible. S'il fallait à l'inspiration sensuelle de l'auteur d'*Iphigénie* de belles formes bien palpables, la chair dans le marbre, et par occasion aussi le marbre dans la chair, le romantisme épuré de Jean-Paul s'exaltait de moins. Un chant d'oiseau, un parfum surpris dans l'air le mettait en humeur poétique, surtout si ce doux chant, si ce parfum, venaient à s'exhaler au sein de ces nuits embaumées où s'allumait le feu d'artifice de sa fantaisie.

Nous touchons à la dernière période de l'activité littéraire de Jean-Paul, période de récapitulation plutôt que de transformation, et qui, sans apporter à la masse aucun élément bien nouveau, n'en devait pas moins produire *Titan* et les *Années d'école buissonnière* (*Flegeljahre*), œuvres fondamentales où se résume d'une manière définitive la double tendance que nous avons remarquée dans *Hesperus* et *Quintus Fixlein*. Il va sans dire que *Titan* représentera ici le côté transcendantal, sublime, *dynamique* du génie de Richter, tandis que les *Années d'école buissonnière* nous donneront une trentième édition, mais singulièrement revue et parfaite, de ces études atomistiques de la vie réelle. Les *Palingénésies*, publiées en 1799, n'offrent qu'une répétition des premières satires, et l'ouvrage imprimé vers la même époque sous le titre d'*Évènemens prochains* (*Bevorstehender Lebenslauf*) n'est

forme passe des yeux dans l'imagination, elle tient aussitôt la clé de mon cœur, et mon émotion devient extrême. » C'est ainsi qu'il traversait des villes sans rien voir, et n'avait de goût que pour les paysages. Il percevait par le son beaucoup plus que par la vue; s'il lui arrivait de boire un peu trop, il ne voyait plus, il entendait double, et la grande affaire était alors de débrouiller cette hallucination intérieure. De là ces soirées qu'il passait à improviser au piano. Se figure-t-on autrement l'inspiration de Beethoven?

autre qu'un pendant à la *Biographie conjecturale*, dont il se borne à varier l'idylle.

De 1797 à 1802 parut *Titan*. Pour peu qu'on pénètre au cœur de cette composition éminente, on sera tenté de soupçonner avec nous que Jean-Paul a voulu porter par-là une sorte de défi à *Wilhelm Meister*. En effet, quelles que soient les divergences qui vous frappent d'ailleurs, on ne peut s'empêcher de reconnaître une certaine préoccupation du roman de Goethe dans cette œuvre grandiose maintenue au niveau de l'épopée. Le héros du livre, Albano, comte de Cesara, est encore une de ces natures en proie à l'idéal, un de ces esprits de flamme qui mesurent à des compas de géant toute chose en ce monde, et qu'une volonté sans frein, une prodigalité de ces trésors de la tête et du cœur, dont ils furent comblés, entraînent de faute en faute vers l'abîme. On a reproché à Jean-Paul de prendre trop ouvertement la cause de ces erreurs et de ces faiblesses; mais en bonne conscience pouvait-il faire autrement, lui si amoureux de toute force neuve, lui dont la mélancolie rétrospective évoquait le printemps d'autrefois à travers les brumes de l'âge? Du reste, le thème ici prêtait à l'enthousiasme de l'écrivain, au lyrisme du poète. Quoi de plus saint en effet, de plus pur, que ce rayon de céleste lumière qui perce le chaos d'une ame adolescente, et que nous appelons le premier amour, la première amitié, le premier élan vers la vérité? Il faut voir avec quelle irrésistible puissance d'émotion, avec quelle magnificence d'images tout cela est décrit dans ces pages brûlantes où le sentiment de la nature emprunte les plus riches nuances au prisme enchanté de l'idéal. — Cependant plus d'une épreuve attend notre héros. Le besoin extravagant d'aimer, cette rage d'épancher sur tout ce qu'il rencontre les laves sympathiques d'un cœur qui déborde, ne tardent pas à tourner contre son bonheur. Il met sa foi dans un indigne ami; la jeune fille qu'il adore meurt, ombre charmante à peine entrevue au clair de lune. Alors une vie nouvelle s'offre à lui : l'action. Échappé à cette nébuleuse atmosphère du rêve, il se dispose à prendre part à la guerre de l'indépendance allemande : effort sublime que déjoue la titanide Linda, dont il s'affole, pour voir, comme dans ses amours avec Liane, ses espérances les plus belles presque réduites à néant. On le voit, la conclusion rappelle *Wilhelm Meister*. Enfin, après tant de rêves et de combats, Albano hérite de la souveraineté paternelle, et se résigne à descendre des hauteurs de la voie lactée dans « la sphère intermédiaire du gouvernement, » ce qui, soit dit en passant, nous paraît un assez bizarre moyen de consolation à donner à tant

d'autres malheureux, qui, sans être nés princes, peuvent appartenir, eux aussi, à la race des titans. Parmi les personnages du roman, celui de Roquairol, l'ami corrompu d'Albano, vous frappe dès l'abord comme une des plus vigoureuses études qu'on ait faites du génie humain dans la dépravation et le désordre. Il y a là une véritable création, un type cousin de Lovelace, et que nous voudrions produire ici, ne fût-ce que pour montrer ce que peut l'expression saine et contenue d'un grand esprit qui consent à se modérer. Dans la pensée du poète, ce Roquairol, incarnation de l'orgueil plutôt que du vice, en lutte ouverte avec la société, dont le train bourgeois et misérable soulève de pitié ce génie superbe; Roquairol représente l'enfant du siècle, la victime de certaines idées de rébellion et de scepticisme que plus d'un Prométhée d'aujourd'hui s'imagine encore avoir inventées, tandis qu'à l'époque où *Werther* parut, elles n'étaient déjà plus nouvelles : ce qui ferait soupçonner que l'enfant du siècle est né avant le siècle.

Gâté de bonne heure par des abus de toute espèce, rassasié de voluptés et de science, d'une imagination extravagante en ses désirs, la vie, dès vingt ans, n'offre plus à Roquairol que dégoût, ironie et contradiction. Il a anticipé sur toutes les vérités, sur tous les sentimens; toutes les conditions du cœur humain, il les a parcourues, et la poésie lui donnant un avant-goût céleste, toute réalité l'offusque dans la vie. Une passion malheureuse survient, il n'aime pas et croit aimer. Enthousiaste et libertin à la fois, il va de l'éther à la fange, et finit par se plonger à fond dans le bourbier pour s'interdire d'avance tout retour honorable : chute douloureuse, d'autant plus regrettable qu'il y avait là les instincts du génie, le courage de l'homme d'action. Maintenant empêchez que tant d'élans sublimes ne dégénèrent, groupez, ordonnez ces tendances, et vous aurez Shakspeare ou Bonaparte, ce que Jean-Paul exprime ainsi dans son langage pittoresque : « Ce qui manquait pour que la moralité la plus pure, la plus vive résonnât en lui, ce n'était point la touche, mais la clé de l'accordeur qui fait aller ensemble toutes les voix. » Et Roquairol en personne ne s'écrie-t-il point quelque part : « Vos hommes de génie, poètes tragiques et romanciers, occupés incessamment à singer Dieu et l'humanité, sont-ils donc autres que moi? » Oui, certes, car ceux-là ont laissé des œuvres, car l'étincelle dont ils furent doués, au lieu d'incendier toute chose autour d'eux, a rayonné selon les lois éternelles de l'honnête et du beau, tandis que vous, malheureux titan, vous n'avez escaladé le ciel que pour retomber de plus haut dans l'abîme, et servir d'exemple des

aberrations où doit infailliblement se perdre l'ame qui ne reconnaît d'autre inspiration, d'autre guide que la poésie (1).

Titan fut le suprême effort du lyrisme de Richter, et se dresse dans son œuvre comme une sorte de mont Hécla. Il avait mis là, c'est lui-même qui parle, tous ses *Niagaras*, toutes ses *trombes*, tous ses *nuages gonflés de tropes*. La machine épique achevée, il sentit comme une délivrance et revint discrètement à son idylle d'autrefois, à ses moutons de Panurge. Goethe, on le sait, affectait le plus profond éloignement pour ceux de ses ouvrages qui se trouvaient appartenir à une période accomplie de sa carrière intellectuelle. Jean-Paul, sans porter aussi loin l'abnégation de la paternité littéraire (il en avait la bosse et très marquée), Jean-Paul abandonna les hauteurs de l'empyrée pour des régions plus modestes, et descendit de la montagne dans la plaine, dans cette plaine où vivottaient déjà Quintus Fixlein, Maria Wuz et Siebenkaes, et dont, à dater de cette époque, il augmenta de plus d'un bon original la population excentrique. Nous ne nous arrêterons pas sur *Katzenberger, la Comète, Fibel*, qui, sous le rapport de l'invention, ne contiennent à coup sûr rien de bien neuf, mais se recommandent encore par cet imprévu du détail, par ces

(1) Il y a quelques années, une tentative fut faite dans le but d'initier le public français au style du *Titan*. L'entreprise n'eut qu'un médiocre succès. Horace l'a dit, les livres ont leur destinée; il s'agit pour eux d'arriver à temps, d'arriver surtout lorsque la voie est préparée, et de ne pas tomber des nues comme un aérolithe. Sur ce point, il nous semble que la traduction des deux premiers volumes de *Titan* n'était pas tout-à-fait exempte de reproches. M. Chasles, qui, du reste, avait plus que personne qualité pour un pareil travail, se méprit, selon nous, sur les conditions de la tâche qu'il avait acceptée. Il traita le chef-d'œuvre de Jean-Paul un peu comme il aurait fait d'un roman de Walter Scott, et, se contentant de le traduire avec esprit, le jeta, sans autre forme de procès, dans le torrent de la publicité. Or, c'était se tromper de courant. S'il y a une voie en France pour conduire Jean-Paul à cette haute estime qui ne peut lui manquer tôt ou tard, à coup sûr ce n'était point le cabinet de lecture. Avec des hommes tels que l'auteur d'*Hesperus* et de *Titan*, il faut surtout ne pas compter sur le chapitre de l'exégèse. De pareils travaux réussissent en France, on l'a prouvé, mais à condition qu'on les entoure de respect et d'amour, qu'on en fasse l'objet d'un culte presque superstitieux. A tout prendre, je préfère encore pour Jean-Paul le système adopté assez ordinairement par Mme de Staël, qui consiste à extraire d'une œuvre çà et là quelque noble morceau qu'on dispose et qu'on éclaire soigneusement, de façon à le dépayser le moins possible; mais je voudrais ce système plus large, plus harmonieux, plus nourri de méthode et de critique, s'étudiant davantage à donner le contour. Une espèce d'anthologie habilement dirigée dans tous les sens serait encore ce qu'il y aurait de mieux.

mille trouvailles de l'esprit et du style, dont le secret, il faut l'avouer, est à notre humoriste une sorte d'inaliénable apanage. On nous permettra cependant de détacher du groupe les *Années d'école buissonnière*, publiées immédiatement après *Titan*, en 1801, production écrite avec toute la verve de la jeunesse, mais d'un style moins obscur, moins touffu, dégagé autant qu'il se peut de tout ce fatras d'incidens parasites ,de superfétations que lui-même appelle plaisamment *queues de comète*. On trouvera sans doute dans cet aimable livre plus d'une réminiscence de *la Loge invisible* et des autres ouvrages du poète, réminiscences de sentiment surtout, car, pour la forme, je le répète, elle a des variétés surprenantes : ainsi de ces deux frères Walt et Wult, en qui se personnifie pour la vingtième fois peut-être la double face du génie de Richter; celui-là avec ses rêves ingénus, ses illusions de jeunesse, ses naïfs enthousiasmes; celui-ci un peu vagabond, un peu bohême, au reste fin connaisseur du monde, qu'il juge en humoriste, personnage à figurer dans un roman picaresque. On n'imagine pas de plus frais, de plus charmant tableau de cette heureuse vie de troubadour qu'on mène à vingt ans, de ces mille adorables folies qui vous traversent la tête en ces beaux jours d'ivresse et de soleil! Avec quelle vérité, quel charme indéfinissable, sont décrites ces premières joies de la maison paternelle, cette virginité, cette sainteté de l'enfance et de tout ce qui s'y rattache! Il ne se contente pas de peindre; à ces émotions nécessairement relatives, à ces infiniment petits du monde psychologique, il rend leur importance absolue, leur mirage des jours passés; on sent que cette vie bienheureuse se réveille en lui en ce moment, qu'il l'étudie, qu'il l'analyse au microscope de son cœur. Et comme il se sert à ravir de ce contraste qui lui a réussi tant de fois! comme il oppose habilement l'idéal au réel, le fier enthousiasme de l'un des frères au scepticisme de l'autre, le bon visionnaire au raisonneur *moisi!* Tout cela est excellent, écrit de main de maître, et s'il fallait opter entre *Titan* et les *Années d'école buissonnière*, deux chefs-d'œuvre chacun sur la limite extrême, peut-être inclinerait-on encore à préférer le coup d'œil si complet, si net, si poétiquement vrai, jeté dans la nature humaine, aux divagations par-delà les nuages et les étoiles.

A cet ordre d'idées transcendantales, de divagations éthérées, appartient naturellement la philosophie de Jean-Paul, philosophie religieuse par essence, résultant moins de la méditation que de ce regard prophétique du visionnaire, et dont l'expression morale doit, à mon sens, se résumer ainsi : vivre pour l'immortalité, pour la divinité! Nous

avons vu, au commencement de ce travail, combien Richter sentit à fond l'inestimable prix de la jeunesse, dans quel lustre éclatant, radieux, lui apparut cette divine aurore de la vie; attristé du cours irréparable de cet âge d'or, il imagina de le faire revivre en d'autres zones, et, liant sa propre jeunesse à la jeunesse universelle, à l'idée d'immortalité, de transporter dans le domaine de l'espérance un bien qui, en dehors de cette illusion glorieuse, était échu sans retour au passé. On n'a point oublié quelle impression solennelle produisit sur lui l'idée de la mort; il avait dix-huit ans (1), lorsque cette idée se présenta subitement à lui, un jour, comme il se promenait en pleine campagne. Ce fut là un véritable coup de foudre, d'autant plus terrible que, ne s'élevant point à l'abstraction de Herder ou de Goethe, il se laissa désormais envahir par ces mille épouvantes superstitieuses auxquelles succombe si facilement la faiblesse humaine. De là tant de fantômes dont son imagination semble par momens harcelée, de là ces dithyrambes apocalyptiques, véritables rêves d'un cerveau malade, cette vision de l'éternité traduite par Mme de Staël, et dans laquelle le Christ, au milieu du désespoir et des blasphèmes d'un monde qui se tord dans les convulsions de l'agonie, proclame le néant de la divinité. Prouver l'immortalité de l'ame, et cela par des argumens simples, plutôt humains que philosophiques, et tels que chacun croit en posséder une somme pareille dans son propre cœur, tel est le but que Richter se propose dans *la Vallée de Campan*, aussi bien que dans ses autres œuvres de la même catégorie. On a prétendu ne voir dans Jean-Paul qu'un interprète plus ou moins bien inspiré de cette philosophie critique qui fit tant de bruit en Allemagne vers la fin du siècle dernier. Sans nier tout-à-fait cette action du moment à laquelle peu de penseurs échappèrent du reste, nous dirons que Richter la subit à sa manière : en poète, en homme pour lequel la spéculation philosophique devient une pure affaire de sentiment. Avec lui, c'est toujours le sentiment qui parle, et vous le verrez appliquer au vague de nos espérances ce besoin de démonstration qu'il professe dans l'interprétation d'un rêve, d'un morceau de musique, d'un paysage vu au soleil couchant, toutes choses auxquelles il faut absolument qu'il attribue une portée mystique, ou, si vous l'aimez mieux, un texte surnaturel dont lui seul s'imagine avoir la clé.

Ainsi son argument pour l'immortalité de l'ame se fondera sur ce que l'ame humaine ayant en elle la notion du beau, de l'honnête et

(1) Voir notre premier article, livraison du 1er septembre 1843.

du vrai, le royaume du beau, de l'honnête et du vrai, n'étant pas de ce monde, devait nécessairement exister ailleurs. Il se demande quel sens pourraient avoir, dans le cas contraire, ces aspirations ineffables qui résident en nous, ces religieux élancemens de la pensée, à l'étroit sur la terre, vers le domaine de l'infini, et, supposant qu'on lui réponde en donnant pour raison d'être à ces forces spirituelles l'entretien, l'embellissement de la vie présente, il se précipite au-devant de l'objection, et s'écrie avec un enthousiasme hyperbolique : « Ainsi, un ange du ciel se verrait emprisonné dans notre corps pour y remplir, à l'égard de l'estomac, des fonctions d'esclave muet, de concierge ou de frère queux. Mais, puisqu'il ne s'agissait que de conduire le corps humain au pâturage, les instincts animaux suffisaient. Est-ce une flamme éthérée, une flamme divine qui chauffera l'appareil de la circulation dans ce corps qu'elle va calciner et dissoudre? car, on le sait, l'arbre de la science est pour le corps humain le véritable mancenilier.» Richter, dans sa métaphysique, en use un peu à la manière de notre ami le docteur Faust, il se dit bravement : Tout ou rien ; les moyens termes lui répugnent. De même qu'en ses œuvres littéraires, les extrêmes seuls l'attirent, de même en philosophie il n'admettra point de compromis entre l'ange et la bête, et nous l'entendrons s'écrier, avec son enthousiasme hyperbolique, avec cette fièvre de Titan dont l'inquiétude lui semble une preuve irréfragable de nos destinées ultérieures : « Non, Dieu n'a point pu nous créer uniquement pour la souffrance ; non, il ne l'a point dû ! L'incompatibilité qui existe entre nos espérances et notre cercle de relation, entre notre cœur et le monde terrestre, demeure une énigme, si nous devons revivre, mais serait un blasphème dans le cas où nous péririons. Hélas! comment l'ame serait-elle heureuse? L'habitant des montagnes ressent à séjourner dans les bas lieux d'incurables atteintes; nous aussi, nous appartenons à la hauteur; nous aussi, les montagnes nous réclament, et c'est pourquoi une éternelle langueur nous ronge, et toute musique produit sur nous l'effet de cette cornemuse du paysan suisse expatrié. Au matin de la vie, ces joies divines qui doivent apaiser la soif ardente de notre sein, nous les voyons briller dans les nuages de l'avenir; et cet avenir, dès que nous y touchons, convaincus d'avoir été ses dupes, nous lui tournons le dos, les yeux fixés vers ce beau jardin de la jeunesse où s'épanouit le bonheur, et nous cherchons derrière nous, à défaut de l'espérance, du moins le souvenir de l'espérance. Ainsi nos joies ressemblent à l'arc-en-ciel, qui à l'aurore nous apparaît au couchant, et vers le soir se montre à l'orient. Notre œil plonge bien aussi loin que la lumière, mais notre bras est court et n'atteint que les fruits du sol.

« Et de tout cela il faut conclure :

« Non point que nous sommes malheureux, mais que nous sommes immortels, et que cet autre monde qui habite en nous annonce en dehors de nous un autre monde qu'il infirme. Ah! que ne pourrait-on pas dire de cette vie, dont le début se manifeste si clairement dès celle-ci, et qui double si glorieusement notre être? Pourquoi la vertu est-elle une chose trop élevée, trop sublime pour nous rendre parfaitement heureux? Pourquoi notre impuissance à conquérir les biens de la terre s'accroît-elle en mesure d'une certaine pureté de caractère? D'où nous vient cette fièvre lente qui consume notre poitrine, amour infini d'un objet infini, passion dévorante qui n'a d'espoir que dans la mort?

« Oui, quand tous les bois de cette terre seraient de myrtes et de roses, quand toutes les vallées seraient des vallées de Campan, toutes les îles des Iles Fortunées, tous les jardins des Élysées, et quand la joie sereine y brillerait dans tous les yeux, oui, même alors la pureté de cette extase témoignerait à notre esprit de sa durée. Mais hélas! lorsque tant de maisons sont des maisons de deuil, tant de champs des champs de bataille, lorsque la pâleur couvre tant de visages et que nous passons chaque jour devant tant de pauvres yeux flétris, rouges, déchirés, éteints, oh! mon Dieu! se pourrait-il que la tombe, ce port de salut, fût le gouffre où tout doit s'abîmer! Et lorsque après des milliers et des milliers d'années notre terre aurait péri par le voisinage incendiaire du soleil, lorsque tout bruit vivant se serait enseveli dans ses entrailles, voyez-vous l'Esprit immortel, abaissant ses regards sur ce globe muet, se dire, en contemplant ce grand char mortuaire : « Voilà le cimetière de la pauvre humanité qui plonge dans le cratère du soleil. Sur cette sphère en cendres, d'innombrables ombres ont gémi, ont pleuré; maintenant tout s'est évanoui pour jamais. Plonge donc, désert muet, désert stérile, plonge donc dans l'abîme qui va t'engloutir à ton tour, avec les larmes et le sang dont tu fus imbibé.

« Non! Le ver torturé se redresse et dit au créateur : Tu n'as pas pu me créer pour souffrir, tu ne le devais pas!

« Et qui donne au ver de terre le droit de parler ainsi?

« Le Tout-Puissant lui-même, qui met en nous la miséricorde, l'esprit de toute bonté, dont la voix parle en notre ame et l'apaise, et qui seul éveille dans nos cœurs ces aspirations, ces élans d'espérance vers lui. »

La philosophie de Richter part des profondeurs de l'ame humaine et donne pour produit un noble système de moralité, et par instans la plus ferme, la plus sincère conviction religieuse : bien entendu qu'il

s'agit ici de religion philosophique, car, au point de vue du dogme, son procès serait vite fait, et je doute que la liberté grande avec laquelle il manipule parfois les objets les plus sacrés du culte trouvât grace devant une assemblée de fidèles. Néanmoins, je le répète, en dehors de certains passages, qui du reste appartiennent en propre à l'humoriste, les tendances de Richter sont religieuses, pieuses même, dans le plus haut sens du mot. Un principe de miséricorde et d'humilité étendu jusqu'à la bienfaisance, une foi continue, immuable en l'immortalité de l'être, en sa grandeur native, tempèrent de leur salutaire influence les élémens ardens de sa nature. Du milieu des abîmes de la vie, il contemple au ciel une étoile aimantée qui l'attire; cherchant dans l'éternel et l'invisible la solution du visible et du temporel, il a douté, il a nié, et pourtant il croit. « A votre dernière heure, dit-il quelque part dans *Levana*, quand toute faculté s'éteindra dans votre ame brisée, que de tant d'imagination, de pensées, d'efforts, de jouissances, il ne vous restera plus rien, alors à la fin la fleur nocturne de la croyance s'épanouira seule, et rafraîchira de ses rayons l'obscurité suprême. » Quant aux contradictions manifestes qui éclatent à chaque instant dans ce système de foi humaine et religieuse, il va sans dire que nous n'essaierons point de les expliquer; il nous suffira d'en reconnaître au moins la franchise et la rondeur loyale. A la métaphysique de Richter, métaphysique toute d'imagination et de sentiment, on serait mal venu de vouloir demander des conditions d'unité; autant vaudrait appliquer à ses utopies politiques les conclusions d'un homme d'état, juger du point de vue de l'histoire ses hypothèses sociales, ses théories de paradis terrestre, ou mettre la physiologie en demeure d'interpréter sa science du rêve. Et cependant physiologie, jurisprudence, politique, morale, théologie, météorologie même, il y a de tout cela dans ses écrits, mais à doses mêlées, en bizarres amalgames, subordonnés la plupart du temps aux seuls caprices de l'imagination. Poète, Jean-Paul philosophe en poète, et quand il vous a donné sa conviction du moment, quand il vous l'a donnée ouvertement, courageusement, telle que sa conscience la lui dicte, ne lui en demandez pas davantage, car ces petits écarts du philosophe ont peut-être coûté cher à l'homme, et méritent par là votre indulgence.

Certes, avec les dons extraordinaires qu'on ne saurait sans injustice lui contester, il est plus difficile de dire comment Jean-Paul aurait dû former son esprit que de dire qu'il l'a mal formé. Affectation de mauvais goût, s'écriera-t-on, fureur de vouloir produire de l'effet à tout prix! Le reproche, à coup sûr, aura du vrai, et nous ne tenterons

point d'en absoudre Richter, bien que dans le fond il ne nous paraisse point si coupable qu'il plaira probablement de le supposer à ces honnêtes coryphées de la tradition grecque et latine, lesquels ont pour habitude de ne point s'enquérir des gloires étrangères, bonnes tout au plus à leur fournir ici et là de ces noms qu'on lance étourdiment dans le cliquetis d'une de ces conversations de littérature comparée, assez à la mode aujourd'hui. Que la manière de l'auteur d'*Hesperus* et de *la Vallée de Campan* soit étrange, singulière, que son style tienne de l'arabesque et de la mosaïque, nul ne peut le nier; mais jusqu'à quel point cette manière d'écrire représente-t-elle la véritable façon de penser de l'écrivain, sa loi d'être? Là, il nous semble, est toute la question. La grande affaire est d'atteindre autant que possible à l'entier développement de son intelligence, à la plénitude de sa constitution, de se montrer dans sa propre taille et dans sa propre forme, que cette taille et cette forme soient d'ailleurs ce qu'elles voudront. Tel style n'est préférable à tel autre qu'en tant qu'il se prête davantage à l'expression des sentimens de l'écrivain qui l'emploie : d'où il suit que le style par excellence n'existe pas. Il s'agit, avant tout, d'être vrai, d'être soi, et dans l'ordre intellectuel comme dans la nature physique les rayonnemens du beau ne se peuvent calculer. « Tout homme, disait Lessing, a son propre style, comme il a son propre nez. » On reconnaît là le mot de Buffon, mais plus énergique, plus significatif dans sa crudité pittoresque. Sans doute, tous les nez ne ressemblent pas à celui de l'Apollon antique : nous conviendrons même volontiers qu'il y en a dans le nombre de dimension extraordinaire; mais faut-il pour cela qu'on les ampute? Non certes, à moins qu'ils ne soient de carton. Pour parler un langage sérieux, Lessing veut dire qu'on doit juger du style extérieur par les qualités intérieures, *subjectives*, de l'esprit qu'il sert à représenter; que, sans préjudice aux droits de la critique, le style extérieur peut varier en autant de formes qu'il plaît à la pensée d'en revêtir, et qu'en somme un écrivain, n'ayant point d'autre tâche que de se révéler au monde dans toute la puissance de son être agissant et pensant, dans toute l'originalité de sa physionomie psychologique, toute forme qui l'aidera le mieux à atteindre ce but sera nécessairement la meilleure. A ces conditions, la manière excentrique de Richter semblera peut-être plus admissible, plus *humaine*, surtout si l'on prend la peine de réfléchir que, le génie de l'homme étant donné, le style convenait, je dirai plus, devenait le seul convenable.

Avec des tendances aussi diverses, avec d'aussi incroyables préoc-

cupations que celles dont nous l'avons vu tiraillé, on avouera que le but définitif n'était point facile à atteindre, et, dans une nature où il y avait tant à développer, quelques imperfections peuvent se pardonner. Sans aucun doute, les sentiers fréquentés de la littérature mènent plus sûrement à ce but dont nous parlons, et les sympathies du grand nombre seront toujours acquises de préférence à qui se contentera d'innover dans les formes consacrées. Les lettres françaises sont là pour témoigner que les plus grands esprits ont pu, sans manquer à leur tâche, accepter des lois prescrites et s'y soumettre; et pour prendre un exemple en Allemagne, au pays de l'auteur de *Titan*, dira-t-on que Schiller et Goethe lui-même, créateurs par la pensée, inventeurs dans toute la force du terme, aient beaucoup innové du côté de la forme? A ce compte, il semblera que Richter devrait déchoir dans notre estime, et cependant nous n'osons le juger sévèrement, tant ses défauts tiennent de près à ses qualités les plus brillantes. Ici encore, ce qu'il y a de mieux, c'est la tolérance, et le mal chez Richter n'étant d'ordinaire que l'exagération du bien, c'est-à-dire une exubérance d'idées, une singulière prodigalité de richesses, on peut lui pardonner d'autant plus facilement ses défauts, qu'il y a moins de chances qu'on les imite. En somme, le génie a ses priviléges, et quand il se choisit un orbite, au lieu de crier à l'excentricité, au lieu d'aboyer après lui comme ces dogues lunatiques, travaillons à l'observer, à calculer ses lois. « En voici un qui vient avec une aile de Shakspeare, » disait le bon Wieland en parlant de Jean-Paul. D'autres l'ont comparé à un météore, à une comète qui, malgré ses aberrations infinies et bien qu'elle se dérobe souvent dans un voile nébuleux, n'en a pas moins sa place dans l'empyrée. Pour nous, sans continuer la métaphore astronomique, nous dirons qu'il y a chez Richter une pensée morale et doucement philosophique, un esprit d'humanité, d'amour, de placide sagesse, qui, joint à d'incontestables magnificences poétiques, doivent assurer dans l'avenir la durée de son œuvre, et que dans ce désert de la littérature industrielle, parmi ces landes sablonneuses remplies d'arbustes desséchés, amers, trop souvent empoisonnés, long-temps encore les écrits de cet homme s'élèveront dans leur luxe irrégulier comme une touffe de dattiers, avec leur gazon frais et leur source d'eau vive et salutaire.

HENRI BLAZE.

THÉATRE-FRANÇAIS.

REPRISE DE DON SANCHE D'ARAGON.

La Comédie-Française prouve à merveille, à notre avis, qu'elle comprend ses devoirs envers l'art et le public, en déroulant comme elle fait, et en exposant aux regards des connaisseurs et de la jeunesse, les belles toiles de son ancien répertoire depuis long-temps laissées dans l'ombre. Après la gracieuse et poétique apparition de *Bérénice*, voici venir l'imbroglio héroïque de *Don Sanche d'Aragon*, cette curieuse tragédie de cape et d'épée, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans laquelle l'auteur de *Cinna*, de *Polyeucte* et de *Rodogune*, s'est plu, suivant l'heureuse expression que lui-même nous fournit, « à chausser le cothurne un peu plus bas, » et à reprendre, par délassement ou souvenirs de jeunesse, l'allure et l'accent chevaleresques qui lui avaient valu tant d'applaudissemens dans *le Cid* (1). Pour notre part, nous

(1) Voltaire a dit à propos du sujet de *Don Sanche d'Aragon :* « Pourquoi Corneille choisit-il un roman espagnol, une comédie espagnole pour son modèle, au

verrons avec une satisfaction vive et sincère la Comédie-Française persévérer dans cette voie laborieuse d'études intelligentes. Tout le monde y gagnera; le goût du public s'étend et s'améliore par ces utiles comparaisons; la vue vacillante de la critique s'affermit devant ces fières beautés des vieux maîtres, qu'elle a été souvent tentée de prendre pour des défauts dans les poètes contemporains; le talent des acteurs eux-mêmes se retrempe et s'assouplit dans ces grandes et fortes luttes. N'est-ce pas d'ailleurs le glorieux privilége des grands artistes dramatiques de pouvoir ranimer de leur souffle les chefs-d'œuvre que l'oubli commence à atteindre? Malheureusement, bien de belles œuvres qui ne sont pas mortes encore, mais qui se refroidissent dans le silence, attendent ce souffle qui leur fait défaut; mais leur tour viendra. Nous ne voulons aujourd'hui exprimer ni regrets ni désirs. Le moment serait mal choisi. Mlle Rachel ne vient-elle pas de se montrer à nous sous deux formes nouvelles? Remercions-la, ainsi que Beauvallet, de nous avoir ainsi rendu, à un si court intervalle, deux ouvrages, non pas assurément les plus parfaits de leurs auteurs, mais deux ouvrages charmans, à divers titres, remplis d'enseignemens poétiques, et, qui plus est, à force d'avoir été oubliés, nouveaux en quelque sorte pour un grand nombre de spectateurs.

Cela est vrai surtout de *Don Sanche*. Qui de nous, je le demande, se rappelait, avant les représentations dernières, cette pièce que les plus curieux ont lue à peine une ou deux fois en courant? qui de nous avait conservé un souvenir distinct de la fable et des caractères? qui avait présens à la mémoire les traits et la physionomie de Carlos et d'Isabelle? M. de La Harpe n'a pas même cité, chose inouie! le titre de cet ouvrage dans le demi-volume qu'il a consacré à l'examen du théâtre de Corneille. M. de Schlegel ne mentionne *Don Sanche d'Aragon* dans son *Cours de littérature dramatique* que pour le placer étourdiment ou malicieusement peut-être sur la même ligne que *le Cid*. Aujourd'hui, grace à l'exquis commentaire de Mlle Rachel et de Beauvallet, nous sommes rentrés en possession de cette charmante création du père de notre théâtre. Aujourd'hui, nous comprenons pour la première fois tout ce que vaut le rôle trop peu apprécié d'Isabelle. Merveilleux pouvoir de l'art du comédien! Il suffit à une jeune

lieu de choisir dans l'histoire romaine et dans la fable grecque? » Malgré le respect que nous portons au génie de Voltaire, nous ne pouvons nous empêcher de trouver ce *pourquoi* bien étrange.

fille inspirée de toucher quelques feuillets jaunis d'un vieux livre, pour qu'une figure jusque-là voilée... que dis-je? pour que tout à coup une sœur inattendue de Pauline et de Chimène apparaisse et se révèle! La magicienne a parlé... et voilà qu'un diamant de plus a lui dans la couronne étoilée du vieux Corneille!

Je vais dire une chose qui paraîtra bizarre, mais qui pourtant me semble vraie. Il y a, si je ne me trompe, dans la principale situation de *Don Sanche*, une sorte d'à-propos piquant qui doit ajouter à l'attrait naturel de cette reprise. On nous a si souvent entretenus, depuis quelque temps, de jeunes filles couronnées, forcées d'accepter un mari délibéré en congrès européen, que la supposition d'une reine, et, qui plus est, d'une jeune reine d'Espagne à marier, telle qu'Isabelle, je veux dire telle que l'Isabelle de *Don Sanche*, trouve toutes les imaginations ouvertes à l'intérêt et préparées à comprendre ce qu'une telle position peut avoir de critique et de romanesque. La jeune Isabelle donc, à peine reine depuis deux mois, est pressée par les états de Castille de prendre un mari, et, comme il ne se trouve alors dans les Espagnes aucun roi qui la puisse épouser, elle est obligée de faire un choix parmi les grands de son royaume. Cependant Isabelle aime en secret un jeune aventurier, Carlos, un soldat qui n'a d'autres titres à l'estime publique que sa bravoure et son épée. La jeune reine combat ce penchant, dont sa fierté s'indigne et que les devoirs de son rang lui commandent de maîtriser; mais des circonstances, habilement ménagées par le poète, la contraignent à tous momens de laisser échapper quelque chose de son secret. Cette donnée, alors nouvelle et hardie au théâtre, d'une reine qui aime un cavalier sans naissance, et qui est fatalement amenée à laisser voir son penchant, fait naître plusieurs situations, qui, malgré le rang du principal personnage, touchent à la comédie. En effet, ce sujet qui semble avoir blessé la susceptibilité d'Anne d'Autriche, comme on peut l'induire d'une demi-confidence de Corneille, est, si l'on y prend garde, le même que Marivaux, un siècle plus tard, fit descendre de plusieurs degrés, et dont il tira tant d'effets agréables et de gracieuses angoisses dans *les Fausses Confidences* et *le Jeu de l'Amour et du Hasard*. Ce sujet est encore le même (tous nos lecteurs en auront déjà fait la remarque) que l'auteur de *Ruy-Blas* a reporté dans les régions royales, en le dépouillant, sans pitié, de tous ses adoucissemens chevaleresques. Il est vraiment curieux, en présence de ces deux expressions extrêmes d'une même idée, Ruy-Blas et Carlos, de

calculer le chemin qu'a fait, parmi nous, le sentiment de certaines bienséances; il est curieux de se demander quelle impression *Ruy-Blas* aurait produite sur Anne d'Autriche, qui refusa son suffrage à *Don Sanche*. Voici, sur ce sujet, le passage de Corneille (1) auquel j'ai fait allusion : « Cette pièce eut d'abord grand éclat sur le théâtre; mais une disgrace particulière fit avorter toute sa bonne fortune. Le refus d'un illustre suffrage dissipa les applaudissemens que le public lui avait donnés trop libéralement. » On a dit (2), et Voltaire a répété, que l'*illustre suffrage* qui manqua à *Don Sanche* fut celui du grand Condé. M. Taschereau, dans sa vie de Corneille (3), a parfaitement montré l'invraisemblance de cette supposition, en rappelant que le prince de Condé passa toute l'année 1650 en prison, soit au donjon de Vincennes, soit au château de Marcoussis. Or, ce fut en cette année 1650 que *Don Sanche d'Aragon* fut représenté, et non point en 1651, comme l'ont répété, après Beauchamps, tous les historiens du théâtre et tous les éditeurs de Corneille (4). M. François de Neufchâteau a émis une autre conjecture, qui ne me semble guère plus satisfaisante. Il prétend que ce qui fit avorter le succès de *Don Sanche d'Aragon* fut que la reine-mère et le cardinal Mazarin crurent voir dans Carlos, fils d'un pauvre pêcheur, quelque ressemblance avec Cromwell, fils d'un brasseur de bière. Assurément, rien ne pouvait moins rappeler le rude et sombre chef des puritains que le galant et romanesque Carlos. On aurait pu trouver plus aisément de la ressemblance entre ce brillant cavalier et le fameux duc de Buckingham. Au reste, le ton élevé qui règne dans tout l'ouvrage autorisa pleinement Corneille à donner à *Don Sanche* le titre de *comédie héroïque*. Un critique d'une érudition solide a dit, en rendant compte de cette reprise, que « l'épithète d'*héroïque* était un présent fait à Corneille par ses éditeurs. » Cette assertion n'est pas exacte. Je ne sais comment l'habile écrivain du *National*, qui a transcrit curieusement plusieurs passages de l'épître dédicatoire de Corneille au conseiller d'état

(1) *Examen de Don Sanche d'Aragon.*

(2) Ant. Jolly, *Avertissement des poèmes dramatiques de Pierre Corneille* Paris, 1738.

(3) Page 157 et suivantes.

(4) *Don Sanche* fut achevé d'imprimer le 14 mai 1650, comme on le lit au bas du privilége de l'édition originale; ce privilége est daté lui-même du 11 avril. Beauchamps donne exactement ces deux dates; il ne s'est trompé que sur l'année. M. Taschereau a le premier, je crois, rétabli ce point de chronologie théâtrale.

hollandais, M. Zuylinchem, a sauté par-dessus cette phrase décisive : « J'ajoute à cette comédie l'épithète de *héroïque*, pour satisfaire aucunement à la dignité de ses personnages qui pourrait sembler profanée par la bassesse d'un titre que jamais on n'a appliqué si haut. » Ces paroles sont suivies de quelques lignes qui m'ont paru bonnes à relever, en ce qu'elles montrent que Corneille, malgré la gêne presque continuelle où il a vécu, prenait fort galamment son parti de la contrefaçon qui se faisait de ses œuvres en Hollande. « ... Mais après tout, monsieur, continue-t-il, ce n'est là qu'un *intérim*, jusqu'à ce que vous m'ayez appris comme j'ai dû l'intituler. Je ne vous l'adresse que pour vous l'abandonner entièrement; et si vos Elzeviers se saisissent de ce poème, comme ils ont fait de quelques-uns des miens qui l'ont précédé, ils peuvent le faire voir à vos Provinces sous le titre que vous lui jugerez plus convenable.... » Mais nous voici bien loin de notre propos; revenons.

Le rôle d'Isabelle, si peu remarqué, si peu connu même jusqu'à présent, a été tracé par Corneille avec une grace et une délicatesse infinies. On conçoit que Mlle Rachel ait été tentée d'exprimer, avec la justesse et la perfection de nuances qu'on lui connaît, la succession si harmonieuse des sentimens qui agitent cette belle personne, tantôt fière et haute comme une Castillane et une reine, tantôt enjouée et moqueuse comme une jeune fille, tantôt timide et troublée comme une femme qui se craint elle-même. Toutes ces nuances si fines, le génie de Corneille les a devinées et indiquées en traits que l'on pourrait parfois désirer plus éclatans et plus profonds, mais qui ne sauraient être ni plus délicats, ni plus justes. Nous ne croyons pas, par exemple, qu'il fût possible d'exprimer d'une manière plus heureuse que l'auteur n'a fait dans les vers suivans cette mélancolie particulière aux jeunes reines :

Que c'est un sort fâcheux et triste que le nôtre,
De ne pouvoir régner que sous les lois d'un autre,
Et qu'un sceptre soit cru d'un si grand poids pour nous,
Que pour le soutenir il nous faille un époux!
A peine ai-je, deux mois, porté le diadème,
Que de tous les côtés j'entends dire qu'on m'aime;
Si, toutefois, sans crainte et sans m'en indigner,
Je puis nommer amour une ardeur de régner.
L'ambition des grands, à cet espoir ouverte,
Semble pour m'acquérir s'apprêter à ma perte;

Et, pour trancher le cours de leurs discussions,
Il faut fermer la porte à leurs prétentions.
Il m'en faut choisir un : eux-mêmes m'y convient;
Mon peuple m'en conjure et mes états m'en prient;
Et même, par mon ordre, ils m'en présentent trois,
Dont mon cœur, à leur gré, peut faire un digne choix...
. . . . . .

Tout le monde a vu dans une comédie récente Mlle Plessy rendre avec beaucoup d'esprit et de naturel les impatiences et l'ennui d'une autre jeune reine isolée et vaporeuse. Dans le tableau de Corneille, les ennuis et les faiblesses de la royauté sont peints en traits à la fois moins marqués et plus respectueux, et ils étaient par cela même plus difficiles à saisir. Mlle Rachel y est parvenue avec cette justesse dans le dessin général qui lui est propre. Nous n'oserions dire que dans les momens où la passion d'Isabelle pour Carlos s'échappe et se trahit en dépit d'elle-même, Mlle Rachel ait aussi complètement réalisé l'idéal du rôle. A la vérité, il faudrait ici que l'actrice aidât un peu au poète qui, dans plusieurs de ces occasions, ne s'est pas montré peut-être complètement égal à sa tâche. Toutefois, l'intention de l'auteur n'est pas douteuse, puisque les prétendans à la main d'Isabelle aperçoivent clairement sa passion pour Carlos et la lui reprochent hautement :

Toujours Carlos, madame! et toujours son bonheur
Fait dépendre de lui le nôtre et votre cœur!...

Il serait donc désirable, à notre avis, que lorsqu'Isabelle parle à Carlos, ou seulement quand elle parle de lui, on remarquât dans ses yeux, dans sa voix, dans son geste, plus de ces indices révélateurs, plus de ces éclairs passionnés que Mlle Mars savait si bien prêter à la voix et même au silence d'Araminte et de Silvia.

Il y a surtout, dans *Don Sanche*, une scène capitale, une scène entre Carlos et Isabelle, où celle-ci veut empêcher son amant de s'exposer à un triple duel, et où, dans son trouble, elle laisse échapper l'aveu de sa passion en termes formels :

.... Eh bien! oui, Carlos, j'aime!

Cette scène offre une frappante similitude (toutes proportions gardées néanmoins) avec une des plus belles qui soient au théâtre, celle où

Chimène s'efforce de détourner Rodrigue de se jeter en désespéré au-devant des coups de son rival. Ce cri

.... Eh bien! oui, Carlos, j'aime!

est le trait culminant de la passion d'Isabelle, comme le fameux

Sors vainqueur d'un combat dont Chimène est le prix

est la note la plus élevée, le plus clair et le plus éclatant aveu de la défaite de Chimène. Dans ces deux passages, l'actrice doit laisser parler toute son ame. Mais de pareils traits, pour remuer, comme ils le doivent, toute une salle, exigent une faculté d'expansion qui n'est pas, jusqu'à présent, la plus saillante des qualités, en si grand nombre, que nous admirons dans notre grande tragédienne. Pour bien lancer ces paroles *ailées*, comme disaient les Grecs, il faut posséder ce qu'avait à un haut degré Mlle Duchesnois, cette actrice de cœur qu'il ne faut pas trop oublier, l'élan irréfléchi et l'effusion.

Quant à la partie enjouée et moqueuse du rôle, Mlle Rachel s'en est acquittée avec une finesse et une mesure d'expression charmantes. Il y avait là pourtant un écueil contre lequel on pouvait craindre qu'elle ne se heurtât. La pointe d'ironie qui joue si souvent sur les lèvres d'Isabelle doit être exempte de toute amertume. L'innocente raillerie d'une jeune fille ne doit avoir rien de commun avec l'ironie poignante et tragique de Roxane et d'Hermione. Aussi, n'avons-nous rien vu de tel dans Isabelle. Après avoir vengé Carlos des mépris des courtisans, et l'avoir élevé à tous les honneurs, à toutes les dignités du royaume, elle ajoute :

Je l'ai fait votre égal, et, quoiqu'on s'en mutine,
Sachez qu'à plus encore ma faveur le destine;
Je veux qu'aujourd'hui même il puisse plus que moi :
J'en ai fait un marquis; je veux qu'il fasse un roi...

Et elle lui remet sa bague, avec pouvoir de la donner au plus digne. Puis, après avoir ainsi vengé Carlos, elle entend bien se venger un peu elle-même. Jouissant donc, un moment, de la stupéfaction des trois comtes qu'elle a mis à la merci de son amant, elle leur dit avec une adorable malice :

Rivaux ambitieux! faites-lui votre cour...

Ici l'accent, le regard, la pose de Mlle Rachel ont été parfaits. Elle a bien senti qu'en lançant à ces jeunes seigneurs humiliés ce sarcasme si cruel, l'enjouement du ton devait tempérer la dureté des paroles, et qu'une raillerie de reine devait toujours être adoucie par la grace. Enfin, le dirons-nous? nous avons eu pendant toute cette représentation de *Don Sanche* une pensée que probablement nous n'avons pas eue seul. Il nous semblait que par cet aimable rôle d'Isabelle, qui est comme une transition à la haute comédie, notre grande tragédienne préludait à un succès d'un autre genre, à un succès que j'ai souvent rêvé pour elle, et auquel, par la réunion de ses qualités, elle seule peut-être est en droit de prétendre aujourd'hui. J'en ai trop dit pour ne pas achever... En la voyant donc, ainsi rayonnante et sereine entre ses quatre amans, mêler si bien la dignité à la raillerie, il me semblait qu'elle se préparait, sous le regard souriant de Corneille, à nous rendre bientôt cette chose admirable et ravissante qui a disparu..... vous devinez? la souveraine et en quelque sorte la royale coquetterie de Célimène.

Jusqu'ici, j'ai à peine parlé de don Sanche, quoique, dans l'opinion générale, ce personnage soit toute la pièce. « La grandeur héroïque de don Sanche, qui se croit fils d'un pêcheur, a dit Voltaire (1), est d'une beauté dont le genre était inconnu en France; mais c'est la seule chose qui pût soutenir cette pièce..... » Ce qui m'a engagé à m'occuper d'abord exclusivement d'Isabelle, c'est, outre l'intérêt qui s'attache à cette partie de l'ouvrage, que ce personnage est, à peu de chose près, l'œuvre intacte et complète, la véritable et légitime création de Corneille, tandis que le reste de la pièce a subi des transformations qu'il est nécessaire, mais beaucoup moins attrayant de constater et de discuter.

Malgré des longueurs fatigantes et l'ennui causé par l'inutilité de plusieurs rôles, *Don Sanche d'Aragon* s'est maintenu plus d'un siècle au théâtre sans y subir de trop nombreux changemens; cette pièce a été applaudie toutes les fois qu'il s'est rencontré un acteur doué de la noblesse et des graces qu'exige le rôle de Carlos. Grandval fut, au milieu du XVIIIe siècle, le dernier, je crois, qui s'y essaya; il y excita même l'admiration, au rapport de Palissot, bon juge en ces matières; mais le reste de la pièce parut languissant et insipide (2). Cependant, au commencement de 1814, *Don Sanche* se trouva au nombre

(1) Préface de *Don Sanche*.

(2) Les dernières représentations de *Don Sanche d'Aragon* sont de février 1765.

des pièces qui devaient être remises au courant du répertoire de la Comédie-Française. Les rôles même furent distribués : Talma aurait doublé Fleury, Mlle Duchesnois devait doubler Mlle Mars. C'eût été, comme on voit, un duel entre la tragédie et la comédie. Cependant la pièce ne fut pas jouée. A part toute autre cause, les évènemens politiques auraient présenté un obstacle insurmontable. Le lendemain de la chute de Napoléon, la censure n'aurait pu laisser Carlos, un soldat de fortune, prononcer sur la scène des vers tels que ceux-ci :

On m'appelle soldat : je fais gloire de l'être.
. . . . . .
Se pare qui voudra du nom de ses aïeux :
Moi, je ne veux porter que moi-même en ces lieux.
Je ne veux rien devoir à ceux qui m'ont fait naître;
Je suis assez connu sans les faire connaître.
Mais, pour en quelque sorte obéir à vos lois,
Seigneur, pour mes parens je nomme mes exploits :
Ma valeur est ma race, et mon bras est mon père (1).

Le rôle entier de Carlos aurait été une magnifique et perpétuelle allusion au glorieux soldat de l'île d'Elbe.

On ne songea plus à cette pièce jusqu'en 1833. Alors fut donné, rue de Richelieu, avec quelque succès, le *Don Sanche* qui nous occupe en ce moment, le *Don Sanche* mis en trois actes par M. Mégalbe. Il y eut une reprise de cet ouvrage en 1837. La critique, qui, lors des deux premières épreuves, s'est montrée, à une seule exception près, indulgente pour ce travail d'arrangement exécuté avec une adresse fort remarquable, vient, à propos de la reprise actuelle, de faire entendre de violentes réclamations. Pour nous, qui sommes très opposé en principe aux changemens qu'on fait subir aux chefs-d'œuvre, et qui ne serions même pas fâché de voir les rôles de l'infante et de Livie rétablis dans le *Cid* et dans *Cinna*, nous n'éprouvons pas, à beaucoup près, les mêmes scrupules, quand les retouches ne s'adressent qu'à des pièces d'un ordre secondaire, surtout à des pièces qui ne peuvent évidemment se maintenir à la scène que par ce remède héroïque. Alors bien loin d'être un instrument de dommage, les ciseaux de l'arrangeur sont un instrument de salut; ils donnent le moyen de conserver

(1) Cette magnifique tirade se trouve en germe dans la première journée de la comédie espagnole *El Palacio confuso*, dont Corneille a tiré, comme on sait, le sujet et plusieurs heureux détails de *Don Sanche*. Cette pièce, fort rare, est la quatrième de la vingt-huitième partie des comédies de Lope de Vega.

à la vie du théâtre des ouvrages qui ne pourraient plus espérer que la vie des bibliothèques. Un parterre, qu'on y songe bien, n'est pas une académie. L'auditeur sur sa banquette n'a pas, comme vous qui me lisez, la faculté de poser le livre ou de le changer contre un autre, si l'ennui vous gagne. Ce qui importe donc, en cas de retouches indispensables, c'est que retranchemens et raccords soient faits avec l'intelligence et le respect de toutes les beautés réelles. Ne sommes-nous pas heureux, dites-moi, de pouvoir entendre de temps en temps le *Dépit Amoureux* de Molière, mis en deux actes? La plus énorme profanation qui ait été accomplie sur Corneille a passé inaperçue au commencement de ce siècle. Un inconnu s'avisa de refaire pour la scène six des plus belles tragédies de Corneille, *la Mort de Pompée*, *Rodogune*, *Sertorius*, *Nicomède*, *Horace*, *Polyeucte!* Que dites-vous du choix? et quant à la manière, ce *restaurateur de Corneille*, comme il se nomme modestement dans sa préface, avait réduit *Horace* à deux actes! En vérité, c'eût été cette main sacrilége qu'il eût fallu couper et clouer à la porte de la Comédie-Française, comme en 1833, un spirituel critique proposait de faire de la main de M. Mégalbe, dans un accès de justice un peu trop orientale.

Ce n'est pas d'ailleurs que l'arrangement de *Don Sanche* me paraisse irréprochable. Je crois qu'on aurait pu mieux faire en faisant moins. La pièce originale était trop chargée d'incidens et de personnages; la pièce actuelle pèche par la sécheresse et par le vide. Corneille avait placé la plus belle scène de la pièce, et une des plus belles du théâtre, celle de la querelle devant la reine, dans le premier acte; c'était un début plein de mouvement et de grandeur. M. Mégalbe a reporté cette scène au second acte, ce qui est d'un effet bien moins frappant. Je n'ose blâmer le retranchement des deux reines. Cependant il faut convenir que l'amour d'Elvire pour Carlos servait à rehausser encore ce cavalier et mettait en jeu un nouveau et puissant ressort, la jalousie.

Mais le plus gros péché, le péché capital de M. Mégalbe, c'est, à mon avis, le changement qu'il a apporté dans la condition du personnage principal. Carlos, dans la pièce de Corneille, se croit bien réellement fils d'un pêcheur; il ignore, comme tout le monde, que son père, roi détrôné d'Aragon, l'a caché chez de pauvres gens pour le soustraire aux rebelles. Ce n'est qu'au cinquième acte que le mystère s'éclaircit assez péniblement, et que Carlos est enfin reconnu pour don Sanche. Tout l'intérêt vient de cette ignorance où Carlos est de sa naissance. Dans la pièce arrangée, au contraire, don Sanche a pris

volontairement un nom supposé : ce n'est plus un vrai soldat de fortune; c'est un prince déguisé, cachant son nom, comme un autre Joconde, afin de se faire aimer pour lui-même. Ce travestissement d'opéra-comique détruit presque entièrement la beauté du rôle. Ces vers, par exemple, que j'ai cités, et qui sont si beaux dans la bouche d'un véritable soldat de fortune :

Se pare qui voudra du nom de ses aïeux, etc...

perdent la moitié de leur valeur en perdant leur sincérité. Il faut pourtant convenir que la prestesse du dénouement actuel, qui peut s'effectuer par un simple mot, fort bien dit par Beauvallet, a quelque avantage sur les lenteurs et les ambages de celui de Corneille. Ce grand homme, d'ailleurs, faisait lui-même assez bon marché de son dénouement. Voici comme il en parle dans le curieux *examen* qu'il a fait de *Don Sanche :* « Le sujet n'a pas grand artifice; c'est un inconnu assez honnête homme pour se faire aimer de deux reines. L'inégalité des conditions met un obstacle au bien qu'elles lui veulent durant quatre actes et demi; et quand il faut, de nécessité, finir la pièce, un bonhomme semble tomber des nues pour faire développer le secret de sa naissance... » Et plus loin : « Don Raymond n'a pas de raison d'arriver ce jour-là plutôt qu'un autre, sinon que la pièce n'aurait pas fini, s'il ne fût arrivé. » Quelle admirable bonne foi! et quelle ingénuité dans le génie! Croirait-on, après avoir lu ce passage, que Voltaire ait eu le courage d'écrire dans la préface qu'il a mise en tête de *Don Sanche :* « Corneille suppose toujours, dans tous les examens de ses pièces, depuis *Théodore* et *Pertharite*, quelque petit défaut qui a nui à ses ouvrages, et il oublie toujours que le froid, qui est le plus grand défaut, est ce qui les tue. » Je demande si Corneille atténue, dans ce qu'on vient de lire, les défauts de *Don Sanche*, et s'il est possible de se critiquer soi-même avec plus de franchise et une plus admirable bonhomie.

En résumé, je suis convaincu que si Corneille pouvait passer du foyer du Théâtre-Français dans la salle, et voir, de ses yeux de marbre, son Isabelle, si embellie par Mlle Rachel; s'il pouvait entendre applaudir de nouveau ses beaux vers que la foule avait désappris, ceux, entre autres, de la scène de la provocation, si bien dits par Beauvallet,

Comtes, de cet anneau dépend le diadème (1);

(1) Dans la pièce espagnole, la reine donne à Carlos non pas son anneau, mais un bouquet. Voltaire remarque que la bague de Carlos vaut bien l'anneau royal

Il vaut bien un combat : vous avez tous du cœur
Et je le garde...
— A qui, Carlos?
— A mon vainqueur.
Qui pourra me l'ôter l'ira rendre à la reine;
Ce sera du plus digne une preuve certaine.
Prenez entre vous l'ordre et du temps et du lieu;
Je m'y rendrai sur l'heure, et vais l'attendre. Adieu...

si Corneille, je le répète, pouvait assister à une représentation de *Don Sanche*, il regretterait, sans nul doute, bien des beaux vers, il hocherait la tête à quelques autres; mais il pardonnerait, j'en suis sûr, à l'écrivain modeste qui, quoi qu'on en dise, vient de rendre à sa mémoire tout à la fois un service et un hommage.

CHARLES MAGNIN.

de l'*Astrate*. Ce rapprochement me paraît d'autant moins à propos que, de l'aveu de Voltaire, les vers auxquels cette bague donne lieu et que nous citons, sont « dignes de la tragédie la plus sublime. »

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

29 février 1844.

La chambre des députés n'a pas pris en considération la proposition de M. de Rémusat, et le cabinet peut, sous ce rapport, se féliciter d'un succès qui a été, du reste, bien chèrement acheté. Le refus d'autoriser la lecture, prononcé par six bureaux, constatait sur cette question spéciale, il faut bien le dire, une majorité non équivoque. Cependant l'abstention volontaire d'un assez grand nombre de conservateurs et le retour à leur poste de beaucoup de députés de l'opposition en ont fort amoindri le chiffre à l'instant décisif, et un débat des plus regrettables s'est élevé sur l'appréciation faite par le bureau du vote de la chambre. Personne assurément n'a songé à mettre en doute l'entière bonne foi des hommes honorables qui le composent; mais on a pu penser que, du moment où un résultat tout différent était indiqué par l'un des secrétaires, il eût été convenable d'accorder une seconde épreuve aux réclamations de l'opposition, surtout lorsque celle-ci ne se trouve représentée au bureau que par un seul membre, contrairement aux usages parlementaires.

L'autorisation de lecture accordée peu de jours après à une proposition tendant à substituer le vote par division au vote par assis et levé est venue donner plus de gravité à cette controverse malheureuse. Nous verrions avec plaisir la chambre accueillir cette pensée par une prise en considération. On peut douter toutefois qu'elle s'engage jusque-là. Le mode que M. Combarel de Leyval propose d'emprunter aux habitudes du parlement britannique offre des inconvéniens assez graves dans la pratique. La division est une opération d'une extrême lenteur, et dont l'exactitude, quant aux résultats numériques, a été assez fréquemment contestée. Il y a à cet égard des exemples historiques fort éclatans. Elle exerce d'ailleurs, par la solennité même de l'épreuve qu'impose l'obligation d'aller se réunir de sa personne à ses adversaires habituels, un effet d'intimidation qui laisserait peu de liberté aux

caractères faibles, et qui les contraindrait presque toujours, même contrairement aux inspirations de leur conscience, à ne pas quitter le gros du parti auquel ils appartiennent. Il faut bien moins de courage pour se lever un instant de sa place que pour passer dans un autre camp avec un grand éclat. Or il importe de mesurer les lois aux tempéramens et aux mœurs, et c'est ce que ne nous paraît pas avoir fait complètement l'honorable auteur de la proposition.

M. de Rémusat a développé son projet avec la mesure, l'habileté et l'élégance qui sont le caractère distinctif de son talent. Il était fort difficile de donner quelque intérêt à une question sur laquelle toutes les opinions sont arrêtées et tous les engagemens pris. Il était plus difficile encore de détourner la chambre de la pensée qu'en consacrant le principe des incompatibilités, elle hâterait nécessairement le terme d'une dissolution. C'est devant cette appréhension qu'elle a surtout reculé; aussi, a-t-elle prononcé un ajournement plutôt qu'une décision sur le fond. Une autre préoccupation ne contribuait pas moins à troubler l'assemblée et à la détourner du débat même. Personne n'ignorait, et M. de Rémusat était trop loyal pour ne pas l'avouer, que le motif qui avait déterminé le dépôt de la proposition était le grave incident relatif à M. de Salvandy. On savait que l'ancien ambassadeur du roi à Turin mettrait une grande mesure dans ses paroles, et qu'il n'abuserait contre personne des torts qu'on avait eus envers lui; mais, en dehors de ces considérations personnelles, il fallait une explication catégorique, et la chambre avait besoin de savoir si le ministère revendiquerait le droit exorbitant de renvoyer à leur poste les fonctionnaires députés, dès qu'il le jugerait à propos dans l'intérêt de ses convenances parlementaires, et sans arguer des nécessités démontrées du service public. Là était le véritable point du débat, la vraie question constitutionnelle à poser. Ce qui s'était passé avant l'instant où M. de Salvandy s'est trouvé en communication directe avec un ministre responsable semblait devoir être écarté de la discussion, car cela ne tombait pas sous la légitime appréciation de la chambre. Toutefois, pour que le débat pût être ainsi circonscrit, une première chose était nécessaire : c'était que le cabinet l'acceptât à ses risques et périls sur le seul terrain où il pût constitutionnellement se porter. Circonscrire le champ de bataille, mais sans décliner la lutte; écarter la responsabilité de la couronne en l'assumant soi-même tout entière : tel était le devoir du ministère, telle était aussi l'attente de la chambre, attente tristement déçue! Devant une systématique persévérance à refuser toute explication, devant l'intention hautement énoncée de confondre la décision ministérielle avec l'acte antérieur attribué à la royauté, la question s'est trouvée bientôt engagée en dehors des limites constitutionnelles. Le ministère refusant toute explication, on s'est cru autorisé à remonter plus haut, et, au lieu d'un débat utile et régulier sur la manière dont il convient d'entendre le droit de présence, dans le sein du parlement, des fonctionnaires investis du mandat législatif, la France a assisté à une lutte qui a replacé le débat sur le terrain brûlant de 1839.

L'illustre membre qui s'y est engagé avec toute la fermeté et toute la décision de son esprit rassurait, du reste, plus que tout autre, par l'éclat de son nom et le souvenir de ses services, les serviteurs alarmés de la royauté. Lorsque M. Thiers se trouve dans la pénible nécessité de remonter jusqu'à la couronne, on est certain d'avance qu'il n'agit ainsi que dans l'espoir et avec la volonté de la servir. Suivant l'ancien président du 1er mars, chaque régime politique a son principe qui constitue sa puissance, principe auquel il ne saurait manquer sans compromettre son avenir.

Le gouvernement de 1830 ne peut, comme l'empire, fasciner le pays par le prestige de la gloire militaire; il ne saurait, comme la restauration, invoquer la puissance des traditions et l'autorité qu'elles assurent en Europe. Un seul élément lui reste pour consolider sa base et assurer ses destinées : la sincérité dans la pratique du régime représentatif. Ce gouvernement peut donner à la France ce qu'elle poursuit depuis cinquante ans à travers tant de déceptions et tant de périls, la monarchie et la liberté, l'inviolabilité de la couronne garantie par une sérieuse responsabilité ministérielle. C'est là ce que le pays attend de la monarchie de 1830; c'est à la mission qu'elle a reçue de la Providence qu'il importe de la rappeler toutes les fois qu'elle pourra se trouver dans le cas de s'en écarter.

De telles paroles sont hardies sans doute, et l'on peut regretter que M. Thiers se soit cru, par suite de l'attitude prise par le cabinet, dans l'obligation de les prononcer. Quelque opinion qu'on entretienne à cet égard, ces paroles ne modifient pas moins la position d'une manière grave. Sans abdiquer sa place au sein de l'opinion gouvernementale, M. Thiers s'est concilié plus que jamais la chaleureuse adhésion de la gauche constitutionnelle; il a établi entre l'avenir de ce parti et sa propre fortune politique une sorte de solidarité. Cette attitude lui donnera sans doute dans le pays une force qui pourra devenir précieuse dans un moment difficile; mais l'honorable membre a compris, avec la sagacité qui le distingue, que, pour conquérir cette force extérieure, il fallait, au sein du parlement, se désintéresser des chances d'un succès immédiat, et semer dans le présent avec la résolution de recueillir dans l'avenir.

Si le cabinet actuel devait se maintenir jusqu'aux élections générales, s'il était réservé à la tâche difficile de demander à la France une législature nouvelle, on pourrait prédire avec une sorte de certitude que M. Thiers en serait le successeur nécessaire, on pourrait affirmer qu'aucune administration intermédiaire ne saurait prendre place entre le ministère du 29 octobre et celle que l'ancien président du 1er mars recevrait la mission de former; mais toutes les probabilités constatent qu'il n'en sera pas ainsi. La majorité n'admet pas que le cabinet soit en mesure de se maintenir jusqu'à la fin de la législature actuelle, et, dans les rangs du parti conservateur, les hommes même qui verraient avec le plus de regret la chute du cabinet envisagent avec non moins de crainte, dans l'intérêt de la monarchie, la perspective d'une élection générale confiée aux soins d'une administration

dont l'autorité politique a reçu de graves atteintes. La certitude morale que le cabinet dont M. Guizot est le chef effectif ne saurait être chargé de cette épreuve décisive est un fait presque universellement admis dans les rangs du parti conservateur. Une telle croyance n'est pas assurément la moindre cause d'affaiblissement pour le cabinet; c'est presque toujours en vue d'une perspective électorale que l'on accorde son concours à un ministère, et lorsque celui-ci ne vit plus que dans le présent, la force qui le soutient est bien près de se retirer de lui.

La réconciliation de M. Thiers avec le parti dont il s'était séparé lors de la loi de régence, et qu'il avait puni de ses reproches et de ses soupçons par un silence d'une année, cet évènement parlementaire si inattendu et si grave est-il de nature à consolider la situation du cabinet, et à ouvrir devant lui des perspectives plus assurées et plus lointaines? On peut en douter. En montrant un homme d'état d'une autre chambre comme le successeur probable du cabinet, les circonstances ont fait disparaître la principale objection qui retenait une assez grande partie des centres dans une fidélité douteuse. Depuis long-temps, la formation d'un cabinet de conciliation, sous la prédominance de l'élément conservateur, est appelée par les vœux d'une partie notable du parlement et par les besoins mêmes du pays. Il y a aujourd'hui à accomplir une œuvre analogue à celle que le ministère du 15 avril reçut en héritage du ministère du 6 septembre. Dans la chambre, la majorité est faible et flottante; au dehors, l'irritation est partout, et depuis long-temps la lutte n'avait été aussi vive. Le vote regrettable de la flétrissure a réveillé des espérances et des ressentimens éteints; un jour d'irréflexion a failli compromettre l'œuvre opérée par quatorze années de sagesse et de modération. Le ministère s'est trouvé tout à coup engagé dans des mesures en opposition directe avec la politique qu'il prétendait suivre; l'habileté et la fortune lui ont manqué à la fois. Les hommes qui n'ont pas su éviter de telles fautes auront moins que d'autres la puissance de les réparer. Des élections préparées par les mains qui ont appliqué la flétrissure morale à un parti trouveraient vraisemblablement ce parti tout entier dans les rangs des adversaires du pouvoir, et personne n'ignore que la portion modérée de l'opinion légitimiste forme l'appoint d'un quart environ des élections conservatrices. Le gouvernement paraît invinciblement entraîné par la force des choses vers une double nécessité : il doit, au sein de la chambre, élargir sa base en ralliant le centre gauche au centre droit; il doit, au dehors, essayer une politique de conciliation en appliquant, dans une situation difficile et agitée, une sorte d'amnistie morale.

La composition d'un cabinet, s'il se formait sur de telles bases et avec une semblable mission, ne présenterait plus aujourd'hui les difficultés qu'elle a pu offrir en d'autres temps. On assure que les hommes politiques des diverses nuances sont libres de tout engagement, et qu'aucune solidarité d'honneur ne les lie irrévocablement entre eux; on a d'ailleurs tout lieu de les croire disposés à s'associer de leurs efforts et de leurs personnes à une œuvre qui

serait celle de l'opinion modérée à laquelle ils appartiennent. D'autre part, le chef d'un cabinet de conciliation trouverait facilement, au sein de la majorité conservatrice, des hommes d'indépendance et de talent qui, dans les situations principales ou secondaires, viendraient unir l'autorité de leur considération personnelle à celle qui entoure l'un des noms les plus justement honorés du pays. Ainsi la grande opinion sur laquelle repose l'avenir de la monarchie constitutionnelle aurait du moins un ministère de rechange, et les hommes politiques trouveraient à se mouvoir, avec profit pour le pays, en dehors de quelques compartimens où ils sont comme emprisonnés.

Une telle situation calmerait des agitations vives et dangereuses; elle préparerait heureusement la grande épreuve d'une élection générale. Alors, si le mouvement naturel des choses appelait encore un aspect nouveau, on aurait des forces en réserve, des forces disciplinées par la lutte et par l'attente.

Une politique de paix, mais fondée sur une appréciation plus légitime de la grandeur et de la force de la France, telle serait la base fondamentale de ce programme. Sans alarmer l'Europe, il relèverait le pays à ses propres yeux, il ne le laisserait plus vivre dans les tristes pensées qui le préoccupent. Il n'est pas une circonstance où le sentiment public ne se produise à cet égard sous des dehors sérieusement alarmans, parce qu'ils sont de nature à faire redouter une réaction peut-être désordonnée. Rarement la chambre et la capitale ont été plus émues qu'en apprenant par le *Moniteur* de lundi le désaveu de la conduite de M. le contre-amiral Dupetit-Thouars. Les faits étaient ignorés, le gouvernement n'avait eu aucune occasion de s'expliquer, que déjà l'opinion publique était fixée dans ses jugemens, et qu'elle voyait dans un acte peu important en lui-même, quoiqu'il le soit devenu beaucoup par les circonstances dont on semble avoir pris plaisir à l'entourer, une nouvelle atteinte portée par l'Angleterre à l'honneur du pavillon français.

Lorsqu'on a vu un honorable ami de M. Molé, à la demande d'un grand nombre de ses collègues, se porter l'interprète des sentimens de la chambre dans cette solennelle circonstance, on a compris qu'il y avait là un évènement sérieux, et qu'une question parlementaire pourrait bientôt surgir de ce débat. M. de Carné, par la nature de ses travaux politiques et la gravité de sa parole, était très propre à maintenir à cette discussion le caractère de modération qu'il importe beaucoup de lui conserver, dans l'intérêt sinon de la cordiale entente, du moins de nos rapports pacifiques avec la Grande-Bretagne.

Avant le débat ouvert aujourd'hui même sur les interpellations de M. de Carné, les faits n'étaient que très imparfaitement connus. On savait vaguement, par des correspondances nécessairement restreintes, que, depuis l'acceptation du protectorat français par la reine de Taïti, des infractions assez nombreuses aux clauses de cet acte avaient été commises, à l'instigation des missionnaires méthodistes. Ce que le bon sens public pressentait d'ailleurs, c'est que la force des choses contraindrait tôt ou tard à substituer

la domination à un mode d'occupation indéfini et bâtard, qui serait d'une application fort difficile à nos sociétés régulières, et qui devient une impossibilité véritable pour un peuple enfant, où le génie européen ne peut se mettre en contact avec le génie sauvage sans se trouver dans le cas de le dominer. Chacun était donc convaincu que la protection exercée sur les îles de la Société entraînerait tôt ou tard la proclamation de la souveraineté de la France sur ces possessions lointaines, et l'on supposait qu'en nous engageant dans une telle entreprise par des considérations d'honneur, beaucoup plus que par des motifs d'utilité, le gouvernement avait mesuré d'avance une éventualité à peu près inévitable. Personne ne supposait que l'acte complémentaire de la souveraineté française sur Taïti pût entraîner des complications diplomatiques qui ne se sont pas produites lors de la déclaration du protectorat. En droit, la situation n'était pas changée par rapport à l'Europe, puisque le traité du 9 septembre 1842 nous investit de toute la souveraineté *extérieure* de cet archipel. En fait, les motifs qui ont déterminé la conduite de l'amiral Dupetit-Thouars en 1843 paraissent d'une nature plus grave que les actes qui avaient provoqué sa première intervention en 1842. Il s'agissait alors des griefs privés de quelques-uns de nos concitoyens, pour lesquels des réparations pécuniaires ou civiles, comme on dirait en Europe, étaient amplement suffisantes. Aujourd'hui il s'agit d'une question de pavillon et de suprématie; c'est le symbole extérieur de la domination française acceptée par la reine Pomaré qui paraît avoir été insulté par la princesse indienne. On peut ne pas mettre l'occupation de Taïti sur la même ligne que les victoires d'Austerlitz, de Marengo, pour parler avec lord Brougham, et cependant se montrer blessé d'un tel procédé, surtout s'il est dû à une intervention étrangère que la France rencontre en face d'elle sur tous les points du globe. Les marins n'entendent pas raillerie sur cet article. Le drapeau, c'est pour eux la France, c'est la patrie plus chère encore, lorsqu'elle apparaît à l'extrémité du monde dans son symbole sacré. Avant de blesser de tels sentimens dans leur exagération même, il faut des torts très graves et mille fois démontrés. En est-il dans la conduite du brave amiral commandant les forces françaises, officier-général dont M. le ministre des affaires étrangères, dans la discussion de 1842, ne louait pas moins la prudence que le courage? Des instructions ont dû être données à M. le gouverneur Bruat, ou transmises par lui à l'amiral Dupetit-Thouars. Ces instructions devaient prévoir l'éventualité d'un conflit presque inévitable dans un pays soumis à tant d'influences contraires à la nôtre. Si elles ne prévoyaient pas de telles difficultés, elles auraient été rédigées avec une légèreté impardonnable; si ces difficultés étaient prévues, la question actuelle se trouvera facilement vidée, car il ne restera qu'à mettre la conduite de l'amiral français en regard de celle qui a dû être prescrite pour certaines hypothèses. Ces instructions n'ont pas été jusqu'ici communiquées en entier à la chambre, et on assure qu'il en est ainsi pour les rapports de M. Dupetit-Thouars, dont le texte

seul peut permettre au parlement et au pays d'asseoir un jugement sur la conduite de cet amiral.

Les personnes même qui inclinent à penser que la France est assez forte pour avoir le droit d'user de clémence envers une femme malheureuse s'accordent énergiquement pour blâmer la forme du désaveu qui a frappé M. Dupetit-Thouars. Deux fois les évènemens de l'Océanie ont retenti dans le parlement anglais avant que le cabinet ait pris une résolution, qui pourtant semblait facile, si elle devait porter sur la seule appréciation des faits. Telle est la considération qui a vivement saisi la chambre, et qui semble placer le ministère dans une fâcheuse alternative.

La chambre a écouté avec un vif intérêt l'exposé complet de l'affaire présenté par l'orateur qui s'était chargé d'adresser des interpellations. Il les a résumées en quelques points, sur lesquels le débat s'est trouvé naturellement engagé. Le ministère n'a-t-il donné aucune instruction à l'amiral Dupetit-Thouars et à M. le gouverneur Bruat pour le cas d'un conflit que la plus simple prévoyance rendait probable? Si des instructions ont été données, l'esprit ou la lettre en ont-ils été violés? La reine a-t-elle abaissé du haut de sa demeure le pavillon du protectorat, écartelé du drapeau français, pavillon qu'elle avait accepté depuis 1842? Enfin, comment expliquer le retard mis à publier la résolution du gouvernement, et comment ne pas lier jusqu'à un certain point cette affaire à ce qui s'est passé au sein du parlement anglais?

En répondant à ces interpellations, M. Guizot a donné une preuve de plus des ressources et de la puissance de son talent. Abordant de front quelques-unes des difficultés, tournant les autres avec une adresse incomparable, il a paru attaquer lorsqu'on le sommait de se défendre; puis, s'élevant de la question de Taïti à l'exposition de sa politique générale, il en a glorifié la nationalité et l'indépendance dans un langage peut-être plus superbe que magnifique. Il est fâcheux que la préoccupation si naturelle de se défendre l'ait amené à attaquer, avec une vivacité d'expression qu'il regrettera sans doute, deux officiers de la marine auxquels il témoignait l'année dernière une confiance illimitée dans un débat solennel. Ce discours sera un évènement pour le corps de la marine; nous désirons qu'il n'y porte pas le découragement.

M. Billault a fait à M. le ministre des affaires étrangères une de ces réponses incisives et passionnées qui ont le don de remuer fortement la chambre. Enfin M. Dufaure a paru à la tribune, et il s'est élevé, sous la puissance du sentiment national, à une hauteur d'inspiration qu'on ne lui avait pas encore connue. Sur la fin de cette séance, l'une des plus mémorables assurément dans nos fastes parlementaires, la chambre est entrée dans un état de fermentation dont le spectacle était des plus saisissans. Un vote motivé a été présenté par M. Ducos, portant que la chambre, « *sans approuver le gouvernement*, passe à l'ordre du jour. » L'adoption de cette rédaction

semblait assurée, lorsque M. le ministre des affaires étrangères est venu déclarer, au milieu d'une agitation indicible, qu'il avait de nouvelles pièces et des faits nouveaux à révéler à la chambre. La remise du débat a donc été prononcée, et l'on peut dire qu'en ce moment la question ministérielle est plus sérieusement engagée qu'elle ne l'a été depuis le commencement de cette session.

LES MYSTÈRES DE PARIS AU THÉATRE.

Fréron était d'avis, lorsqu'un livre réussissait outre mesure et excitait un de ces engouemens déraisonnables et contagieux dont il y a tant d'exemples, de laisser passer une année sans en rien dire : c'était en appeler très spirituellement au public à jeun. Les erreurs du goût sont souvent l'effet d'une surprise, et il est rare alors que ce terme d'une année ne suffise point pour dissiper l'illusion et réduire à sa juste valeur le mauvais ouvrage. Parler franchement de certains livres le lendemain de leur entrée dans le monde, c'est troubler une ovation; attendre une année, ce serait arriver fort à propos pour l'oraison funèbre. De tout temps, les lecteurs ont eu leurs jours gras; de tout temps aussi, l'impartialité a eu ses revanches, quelquefois très promptes, et l'on peut croire que le procédé de Fréron serait terrible en bien des rencontres. Eh quoi! n'y a-t-il pas de ces ouvrages médiocres qui, par un singulier concours de circonstances, obtiennent dès la première heure, rapidement, sans attendre, un de ces prodigieux succès qui, pour les vrais chefs-d'œuvre, n'arrivent que lentement, *pede claudo,* lorsqu'ils arrivent? N'y a-t-il pas des triomphes littéraires qui ressemblent beaucoup à cette ovation d'un nouveau genre, décernée, un dernier jour de carnaval, dans la salle de l'Opéra, par une foule couverte d'oripeaux et à moitié en délire? S'il s'agit de pareils triomphes, attendez une année, comme disait Fréron, et la partie sera belle, la revanche sûre; si c'est un roman, n'attendez pas même une année, attendez seulement qu'on le mette en drame. En ce cas, le drame est une expiation.

C'est donc un rude châtiment que M. Sue vient d'infliger à son livre. L'auteur dramatique a vraiment été sans pitié pour le romancier. Les onze tableaux joués par le théâtre de la Porte-Saint-Martin sont une accablante accusation contre les dix volumes publiés par le feuilleton. Il est impossible de se livrer plus complètement, de mieux découvrir ses plaies. Il y a pourtant un embarras pour la critique. Elle a trop évidemment raison, et elle peut craindre qu'on lui ne reproche d'être sans générosité et d'abuser de ses avantages. Si elle n'avait affaire qu'à l'auteur, homme de talent et d'esprit du reste, le silence serait peut-être de bon goût : on se comprendrait à demi-mot. Mais il y a le public, qui n'est pas encore suffisamment détrompé sur le livre, bien qu'il ait accueilli le drame avec une remarquable froideur, et

que ce soit seulement par un reste de curiosité qu'il va à ces *Mystères*, puisqu'il ne les applaudit pas; il y a aussi le feuilleton, qui, ne voulant pas en avoir le démenti, s'est placé cette fois sous le lustre, contre son habitude. Dès-lors le silence n'est pas de saison, et les vérités sont encore bonnes à dire.

Les Mystères de Paris, onze tableaux! magnifique titre pour le boulevard du crime! La voilà réduite en onze tableaux qui vont défiler devant vous en une soirée, cette longue iliade des mauvais lieux qu'on ne pouvait lire en moins de quinze jours! Le lecteur enthousiaste devait être enchanté; il allait goûter le même plaisir en économisant beaucoup de temps. Que pense-t-il maintenant de ses anciennes connaissances? Il les a revues, toutes ces créations qui un instant l'avaient séduit. Pourquoi les trouve-t-il repoussantes, invraisemblables ou vulgaires? Est-ce que Rodolphe ne l'intéresserait plus? Il est vrai que, dès qu'on n'a plus eu besoin de cette pauvre altesse, on l'a singulièrement négligée. Ce cher prince était-il donc comme ce manteau couleur de muraille dont on s'enveloppe pour faire ses coups sans être reconnu, et dont on se débarrasse aussitôt, quand le coup est fait, pour marcher plus vite? Je l'ignore; ce qui est sûr, c'est que le grand-duc de Gérolstein n'est plus que l'ombre de lui-même, que c'est le prince le plus ordinaire de tous les duchés d'Italie et d'Allemagne. Et qu'a fait M. Sue pour abaisser son prince des *Mille et Une Nuits* à ce triste niveau? Il lui a enlevé son entourage et ses excentricités, pas autre chose. Or, comme M. Sue place plutôt l'originalité dans les habitudes que dans le caractère, dès qu'il enlève à ses personnages l'appareil fantastique dont il aime à les entourer, il ne leur reste plus rien. Après toutes les épreuves que l'auteur avait infligées à Rodolphe dans son livre, il aurait dû lui épargner cette dernière et le traiter avec plus d'égards, ne fût-ce qu'en sa qualité de prince.

Rigolette a beaucoup perdu comme Rodolphe. Cette figure gracieuse était loin d'être originale. Cependant on ne devait pas s'attendre à ne voir, dans sa mansarde étroite et proprette, qu'une couturière très commune, qui est vertueuse, parce qu'elle n'a pas de temps à perdre, dit-elle, ce qui ne donne pas une haute idée de sa vertu. M. Sue s'est presque étudié à enlever à cette douce figure le peu de poésie qu'elle avait dans le livre. Vous verrez que l'auteur des *Mystères* ne laissera pas un seul de ses personnages intact, et que ses efforts aboutiront à prouver que toutes ses créations n'avaient qu'un faux semblant d'originalité qui disparaît dès qu'on y touche. Les personnages de beaucoup de nos romanciers n'ont qu'une apparence de vie originale, et sont, dans leurs œuvres, comme sont, dans certains caveaux, ces cadavres parfaitement conservés qui tombent en poussière aussitôt que l'air et la lumière y pénètrent. — Rigolette n'a pas résisté à l'air et à la lumière. C'est dommage; M. Sue n'avait rien de mieux à offrir au spectateur. Je la regrette, et je regrette aussi ses oiseaux. Pauvres oiseaux, qu'êtes-vous devenus? vous qui avez rendu tant de services et qui gazouilliez si bien le lendemain des feuilletons périlleux!

Une chose mérite nos éloges pourtant, c'est la transformation qu'a subie

Fleur-de-Marie. M. Sue a écouté les conseils, et la Goualeuse n'est plus une prostituée de la Cité; c'est une mendiante qui chante dans les rues; à la bonne heure, pauvreté n'est pas vice. L'auteur des *Mystères de Paris* s'est donc aperçu, en essayant de donner la vie de la scène à Fleur-de-Marie, qu'il tombait dans un abîme d'invraisemblances? Au lieu de finir par le drame, c'est par là qu'il aurait fallu commencer. Le roman y aurait gagné en vraisemblance et en moralité. Que M. Sue débute ainsi dorénavant.

Que Mme la marquise d'Harville ne soit pas un personnage très animé, cela n'a point dû surprendre; elle était froide dans le roman, et si elle est un peu plus froide dans le drame, c'est imperceptible. Mme la marquise est du reste la digne compagne de Rodolphe, et il faut avouer que si, dans leur palais de Gérolstein, les royaux époux sont comme devant la rampe, ils doivent goûter un royal ennui. Sur quoi donc M. Sue comptait-il pour le succès de sa pièce? Hâtons-nous de le dire : il comptait sur Jacques Ferrand.

Jacques Ferrand est le pivot du drame, ou plutôt c'est le drame tout entier. En traçant ce caractère, l'auteur a eu la prétention de peindre notre siècle. C'est le droit imprescriptible de l'écrivain, historien, moraliste ou romancier, de saisir un caractère original qui surgit à côté de lui, sort vivant des entrailles d'une époque, et résume d'une manière éclatante bien des traits de tous côtés épars. Ainsi, que M. Sue, le lendemain du Glandier, crée le personnage d'Ursule, dans *Mathilde;* que le lendemain d'un autre procès fameux où l'on a vu tant d'honnêtes gens dépouillés par un dépositaire infidèle, habile et audacieux, il crée le personnage de Ferrand dans *les Mystères,* il use à bon droit dans le roman du privilége qui n'est pas contesté à l'historien et au moraliste, à Tacite et à La Bruyère. Jusque-là rien de mieux. Malheureusement M. Sue ne veut pas se souvenir qu'il a déjà affaire à des exceptions, il exagère le portrait de ces êtres exceptionnels dans des proportions telles qu'il les rend impossibles, et alors il manque son but. Ainsi Jacques Ferrand, qui est chargé de la terreur, dans ce drame, comme Fleur-de-Marie est chargée de la pitié, serait autrement effrayant, s'il était dans des proportions naturelles. Il ne faut pas être trop méchant si l'on veut faire peur au théâtre; les ogres n'effraient que les enfans; les fureurs de Barbe-Bleue feraient sourire les jeunes femmes de la galerie. Le principe est de ne rien exagérer, et M. Sue exagère tout. C'est pourquoi Jacques Ferrand n'éveille dans l'auditoire qu'un intérêt de curiosité et ne fait pas frissonner une seule fois.

Il ne fait pas frissonner, et il soulève une répugnance universelle, que le jeu de l'acteur diminue de moitié pourtant. Certes, sans l'acteur, on n'aurait jamais toléré, pas même au boulevard, l'ignoble amour de Jacques Ferrand pour Fleur-de-Marie. Quel noble ou attendrissant spectacle à donner à une foule assemblée! — Remarquons en passant que M. Sue n'a pu sauver ces scènes scabreuses qu'en métamorphosant son héroïne. Fleur-de-Marie résiste avec l'obstination de la vertu et le courage du désespoir aux trésors et aux prières de l'horrible séducteur. Mais il me semble que dans le roman elle

était la maîtresse des forçats; cette nouvelle Fleur-de-Marie ne fait pas l'éloge de l'autre.

Le Maître-d'École est devenu tout bonnement le traître des vieux mélodrames; assassiner pour de l'argent, se défigurer pour échapper aux poursuites de la police, porter des guenilles, il n'y a pas là de grands efforts d'invention. Au reste, ce Maître-d'École est encore un portrait : c'est Lacenaire. L'imagination de M. Sue aime à recruter sur les bancs de la cour d'assises. C'est de là aussi que vient le Chourineur; seulement, celui-là est aussi honnête et dévoué dans son énergie grossière que le Maître-d'École est infame et dépravé. Si le dévouement du Chourineur était expliqué d'avance et bien compris du spectateur, le drame aurait au moins un côté intéressant. M. Sue a encore gâté ce personnage, qui ne produit qu'une demi-émotion; toutes ses belles actions sont comme des énigmes.

C'est avec ce personnel ainsi remanié que M. Sue a écrit ses onze tableaux. A-t-il composé un drame? Parce que la toile se lève et s'abaisse onze fois, parce que le décorateur a fait de grands frais, parce que des fanges de la Cité on passe dans l'étude d'un scélérat, d'une mansarde délabrée dans un riche salon, d'un parc élégant dans une prison, d'un repaire de bandits dans une forêt; parce qu'on accouple des princes et des comtesses avec des forçats et des assassins, on ne compose pas un drame, on accumule des évènemens, on entasse des personnages, et l'on parvient à bâtir une œuvre sans nom, où toutes les notions justes sont outragées. Croyez-vous que ce soit de l'art que de faire pousser des hurlemens de bête féroce à votre héros, et de montrer au public l'amour dans son expression la plus repoussante et la plus brutale? Croyez-vous qu'il y ait un grand mérite a reproduire dans sa vérité exacte la mansarde des Morel? Le décorateur et le costumier sont les auteurs principaux de pareilles scènes. La gloire qui vous revient cependant, c'est de nous avoir montré une idiote qui meurt de faim. Allez encore un peu plus loin, ne vous arrêtez pas en si beau chemin; encore un progrès de ce genre, et vous nous montrerez des épileptiques sur la scène!

Comme il avait voulu égayer son livre, M. Sue a voulu égayer son drame, et sa gaîté est comme sa terreur, de mauvaise origine. Que l'auteur d'*Arthur* se juge ici lui-même : s'il croit dignes de son talent ces caricatures des Pipelet, bonnes tout au plus pour les tréteaux de la foire, nous nous inclinerons sans répliquer.

Quoique rien ne se tienne dans la pièce, que la plupart du temps les personnages se heurtent sans motifs, qu'il y ait un encombrement continu d'évènemens et de personnes, l'auteur a cependant, pour alléger le vaisseau, été forcé de jeter à la mer bien des passagers et des bagages; il n'a pas fait encore assez de sacrifices, et les onze tableaux des *Mystères de Paris*, qui sont en beaucoup de parties un mélodrame à la Victor Ducange, n'ont certes pas le mérite d'action et l'habileté de contexture de *Trente ans ou la Vie d'un Joueur*. — Quant au dénouement, je suis convaincu que M. Sue, ayant fait intervenir les gendarmes, croit avoir donné satisfaction aux plus vives

exigences. D'ailleurs, va pour le gendarme! c'est le dieu recommandé par Horace; il est digne de dénouer un pareil drame.

Mais durant ces onze tableaux, au milieu des mouvemens convulsifs de ces brutales passions déchaînées, au milieu du sang et de la boue, que devient la philanthropie, qui occupait une si large place dans le roman? Elle est restée au logis; c'est l'étendard qu'on ne déploie que dans les momens de danger. Si l'on me demande également ce qu'est devenue Cécily, je répondrai que Cécily est absente, parce qu'un parterre est honnête, et que les obscénités qu'on lit sans rougir, on ne les écoute pas sans siffler.

La foule se rend aux *Mystères de Paris* et ne les applaudit point. En mettant son roman en mélodrame, M. Sue a rendu au goût public un service signalé; il s'est puni de son triomphe et s'est immolé généreusement. La démonstration est complète pour quiconque a de la bonne foi et ne manque pas de lumières. Le succès des *Mystères de Paris,* un de ces succès qui marquent les plus mauvais jours d'une littérature, ne se renouvellera pas.

P. L.

Une époque curieuse et peu connue de notre histoire provinciale, celle des comtes de Flandre, a fourni le sujet d'un ouvrage intéressant. L'auteur de l'*Histoire des comtes de Flandre* (1), M. Edward Leglay, a voulu compléter par un préambule nécessaire l'*Histoire des ducs de Bourgogne* de M. de Barante. Dans celle-ci, c'est la Flandre qui joue le rôle le plus éminent; c'est elle qui opère par les coups les plus décisifs, par ses guerres commerciales et ses révolutions d'hôtel-de-ville la clôture du moyen-âge féodal. Toutefois ces mouvemens ne dataient pas de l'époque des ducs de Bourgogne; ils n'étaient que la continuation des évènemens ou le fruit des tendances antérieures; il était donc utile de faire voir comment cette province était déjà, dans le XVe siècle, arrivée à une situation si avancée et si puissante, et de montrer dans ses premiers germes cette lutte entre deux ordres sociaux, accomplie à présent dans presque toute l'Europe, mais qui nulle part n'avait été entreprise d'aussi bonne heure ni avec autant d'énergie et de persévérance que dans ce riche pays de la Flandre. Les matériaux ne manquaient pas à cette histoire; aucune province peut-être n'a été aussi jalouse de conserver et d'éclaircir les monumens de son passé. Dès le XVe siècle, des historiens flamands essayèrent de réunir en corps d'histoire les faits épars dans les chroniques générales, les annales des églises et des abbayes, les romans de gestes et les chants populaires. De ces recherches sont sorties les histoires de Jacques de Guise, qui, à la manière des premiers antiquaires français, va chercher l'origine de nos ancêtres au temps de Priam et de Romulus; les annales de Meyer, beaucoup plus positives, éclairées d'une bonne critique, et animées d'un patriotisme ardent, enfin les précieux travaux d'Oudegherst et de Buzelin. Mais c'est

(1) *Histoire des comtes de Flandre, jusqu'à l'avénement de la maison de Bourgogne,* par Edward Leglay, 2 vol. in-8°. Au comptoir des imprimeurs-unis, quai Malaquais, 15.

peu que ces histoires générales en comparaison des vastes collections, des dissertations, des commentaires, des recueils de chartes et de légendes qui ont été publiés sur la Flandre. L'immense érudition des Bollandistes, dont la plupart étaient Flamands, s'est attachée avec une espèce de prédilection à tirer de l'agiologie les lumières qu'elle pouvait fournir sur les antiquités du pays. Un chanoine de Tournai, Wendelin, est l'auteut d'un savant commentaire sur la loi salique, Vredius a rassemblé et discuté en deux gros in-folios, tout ce que les anciens ont dit sur la Gaule septentrionale. A ces travaux systématiques on succédé les recherches plus sévères et mieux dirigées de Sanderus et d'Albert le Mire. De nos jours, plusieurs savans belges, entre lesquels se distingue M. le baron de Reiffenberg, publient et commentent les vieux romanciers, les chants nationaux, les légendes inédites. En France, un écrivain dont le père et l'aïeul ont rendu de grands services aux archives de Lille, M. Godefroy, s'occupe d'une traduction de Meyer, qu'il enrichira de remarques nombreuses et savantes, et M. Leglay père, chargé actuellement du soin de ces mêmes archives, a déjà publié plusieurs volumes de documens inédits sur des époques importantes de l'histoire de France, de Bourgogne et de Flandre.

Tant de recherches et d'efforts prouvent assez l'intérêt qui s'attache à l'histoire de la Flandre pour ceux qui ont le courage de s'aventurer dans une région encore hérissée des ronces d'une érudition bénédictine. Pour les lecteurs ordinaires, il n'y avait guère que des abrégés secs ou insignifians, publiés en Belgique, et quelques histoires plus étendues, mais lourdement écrites. M. Edward Leglay a donc bien fait de réunir, dans un ouvrage convenablement développé, les faits politiques de cette histoire, envisagés sous les rapports nouveaux découverts par la science moderne. Il en a rédigé l'ensemble avec clarté, élégance, et ce degré de chaleur qui convient à l'histoire et la fait lire avec plaisir; il a même intercalé dans son travail quelques extraits de poésies romanes, qui peignent vivement les habitudes impétueuses de la chevalerie de la France septentrionale, la fureur des guerres privées, et la vieille rivalité de l'aristocratie et de l'église. — On ne peut qu'encourager les travaux sur l'histoire de nos provinces, quand ils peuvent, comme le livre de M. Leglay, servir à éclairer et à compléter l'histoire générale du pays.

— M. Prosper Mérimée continue ses belles et savantes études sur l'histoire romaine. Un volume inédit, la *Conjuration de Catilina*, doit paraître sous peu de jours, réuni à une seconde édition de *la Guerre sociale*, déjà appréciée dans cette *Revue* (1). Il est superflu de constater l'intérêt d'une pareille publication. M. Mérimée n'a point eu pour écrire l'histoire à contrarier les tendances naturelles de son talent; préparé à cette tâche par des études sérieuses, il y était depuis long-temps appelé par l'élévation et la netteté de son esprit.

(1) Deux vol. in-8°, chez Magen.

V. DE MARS.

ARSÈNE GUILLOT.

Σὲ Πάρις καὶ Φοῖβος Ἀπόλλων,
Ἐσθλὸν ἐόντ', ὀλέσωσιν ἐνὶ Σκαιῇσι πύλῃσιν.

(Hom. II, XXII, 360.)

La dernière messe venait de finir à Saint-Roch, et le bedeau faisait sa ronde pour fermer les chapelles désertes. Il allait tirer la grille d'un de ces sanctuaires aristocratiques où quelques dévotes achètent la permission de prier Dieu, distinguées du reste des fidèles, lorsqu'il remarqua qu'une femme y demeurait encore, absorbée dans la méditation, comme il semblait, la tête baissée sur le dossier de sa chaise. « C'est Mme de Piennes, » se dit-il en s'arrêtant à l'entrée de la chapelle. Mme de Piennes était bien connue du bedeau. A cette époque, une femme du monde jeune, riche, jolie, qui rendait le pain bénit, qui donnait des nappes d'autel, qui faisait de grandes aumônes par l'entremise de son curé, avait quelque mérite à être dévote, lorsqu'elle n'avait pas pour mari un employé du gouvernement, qu'elle n'était point attachée à Mme la dauphine, et qu'elle n'avait rien à gagner, sinon son salut, à fréquenter les églises. Telle était Mme de Piennes. Le bedeau avait bien envie d'aller dîner, car les gens de cette sorte dînent à une heure, mais il n'osa troubler le pieux recueillement d'une personne aussi considérée dans la paroisse Saint-Roch. Il s'éloigna donc, faisant résonner sur les dalles ses souliers éculés,

non sans espoir qu'après avoir fait le tour de l'église, il retrouverait la chapelle vide.

Il était déjà de l'autre côté du chœur, lorsqu'une jeune femme entra dans l'église, et se promena dans un des bas-côtés, regardant avec curiosité autour d'elle. Retables, stations, bénitiers, tous ces objets lui paraissaient aussi étranges que pourraient l'être pour vous, madame, la sainte niche ou les inscriptions d'une mosquée du Caire. Elle avait environ vingt-cinq ans, mais il fallait la considérer avec beaucoup d'attention pour ne pas la croire plus âgée. Bien que très brillans, ses yeux noirs étaient enfoncés et cernés par une teinte bleuâtre; son teint d'un blanc mat, ses lèvres décolorées, indiquaient la souffrance, et cependant un certain air d'audace et de gaîté dans le regard contrastait avec cette apparence maladive. Dans sa toilette, vous eussiez remarqué un bizarre mélange de négligence et de recherche. Sa capote rose, ornée de fleurs artificielles, aurait mieux convenu pour un négligé du soir. Sous un long châle de Cachemire, dont l'œil exercé d'une femme du monde aurait deviné qu'elle n'était pas la première propriétaire, se cachait une robe d'indienne à vingt sous l'aune et un peu fripée. Enfin, un homme seul aurait admiré son pied, chaussé qu'il était de bas communs et de souliers de prunelle qui semblaient souffrir depuis long-temps les injures du pavé. Vous vous rappelez, madame, que l'asphalte n'était pas encore inventée.

Cette femme, dont vous avez pu deviner déjà la position sociale, s'approcha de la chapelle où Mme de Piennes se trouvait encore, et après l'avoir observée un moment d'un air d'inquiétude et d'embarras, elle l'aborda lorsqu'elle la vit debout et sur le point de sortir.

— Pourriez-vous m'enseigner, madame, lui demanda-t-elle d'une voix douce et avec un sourire de timidité, pourriez-vous m'enseigner à qui je pourrais m'adresser pour faire un cierge?

Ce langage était trop étrange aux oreilles de Mme de Piennes pour qu'elle le comprît d'abord. Elle se fit répéter la question.

— Oui, je voudrais bien faire un cierge à saint Roch, mais je ne sais à qui donner l'argent.

Mme de Piennes avait une dévotion trop éclairée pour être initiée à ces superstitions populaires. Cependant elle les respectait, car il y a quelque chose de touchant dans toute forme d'adoration, quelque grossière qu'elle puisse être. Persuadée qu'il s'agissait d'un vœu ou de quelque chose de semblable, et trop charitable pour tirer du costume de la jeune femme au chapeau rose les conclusions que vous n'avez peut-être pas craint de former, elle lui montra le bedeau, qui

s'approchait. L'inconnue la remercia et courut à cet homme, qui parut la comprendre à demi-mot. Pendant que Mme de Piennes reprenait son livre de messe et rajustait son voile, elle vit la dame au cierge tirer une petite bourse de sa poche, y prendre au milieu de beaucoup de menue monnaie une pièce de cinq francs solitaire, et la remettre au bedeau en lui faisant tout bas de longues recommandations qu'il écoutait en souriant.

Toutes les deux sortirent de l'église en même temps; mais la dame au cierge marchait fort vite, et Mme de Piennes l'eut bientôt perdue de vue, quoiqu'elle suivît la même direction. Au coin de la rue qu'elle habitait, elle la rencontra de nouveau. Sous son cachemire de hasard, l'inconnue cherchait à cacher un pain de quatre livres acheté dans une boutique voisine. En revoyant Mme de Piennes, elle baissa la tête, ne put s'empêcher de sourire et doubla le pas. Son sourire disait : « Que voulez-vous? je suis pauvre. Moquez-vous de moi. Je sais bien qu'on n'achète pas du pain en capote rose et en cachemire. « Ce mélange de mauvaise honte, de résignation et de bonne humeur n'échappa point à Mme de Piennes. Elle pensa non sans tristesse à la position probable de cette jeune fille. « Sa piété, se dit-elle, est plus méritoire que la mienne. Assurément son offrande d'un écu est un sacrifice beaucoup plus grand que le superflu dont je fais part aux pauvres sans m'imposer la moindre privation. » Puis elle se rappela les deux oboles de la veuve, plus agréables à Dieu que les fastueuses aumônes des riches. « Je ne fais pas assez de bien, pensa-t-elle. Je ne ne fais pas tout ce que je pourrais faire. » Tout en s'adressant ainsi mentalement des reproches qu'elle était loin de mériter, elle rentra chez elle. Le cierge, le pain de quatre livres, et surtout l'offrande de l'unique pièce de cinq francs, avaient gravé dans la mémoire de Mme de Piennes la figure de la jeune femme, qu'elle regardait comme un modèle de piété.

Elle la rencontra encore assez souvent dans la rue près de l'église, mais jamais aux offices. Toutes les fois que l'inconnue passait devant Mme de Piennes, elle baissait la tête et souriait doucement. Ce sourire bien humble plaisait à Mme de Piennes. Elle aurait voulu trouver une occasion d'obliger la pauvre fille, qui d'abord lui avait inspiré de l'intérêt, et qui maintenant excitait sa pitié; car elle avait remarqué que la capote rose se fanait, et le cachemire avait disparu. Sans doute il était retourné chez la revendeuse. Il était évident que saint Roch n'avait point payé au centuple l'offrande qu'on lui avait adressée.

Un jour Mme de Piennes vit entrer à Saint-Roch une bière suivie

d'un homme assez mal mis, qui n'avait pas de crêpe à son chapeau. C'était une manière de portier. Depuis plus d'un mois, elle n'avait pas rencontré la jeune femme au cierge, et l'idée lui vint qu'elle assistait à son enterrement. Rien de plus probable, car elle était si pâle et si maigre la dernière fois que Mme de Piennes l'avait vue. Le bedeau questionné interrogea l'homme qui suivait la bière. Celui-ci répondit qu'il était *concierge* d'une maison rue Louis-le-Grand; qu'une de ses locataires était morte, une Mme Guillot, n'ayant ni parens ni amis, rien qu'une fille, et que, par pure bonté d'ame, lui, concierge, allait à l'enterrement d'une personne qui ne lui était de rien. Aussitôt Mme de Piennes se représenta que son inconnue était morte dans la misère, laissant une petite fille sans secours, et elle se promit d'envoyer aux renseignemens un ecclésiastique qu'elle employait d'ordinaire pour ses bonnes œuvres.

Le surlendemain, une charrette en travers dans la rue arrêta sa voiture quelques instans, comme elle sortait de chez elle. En regardant par la portière d'un air distrait, elle aperçut rangée contre une borne la jeune fille qu'elle croyait morte. Elle la reconnut sans peine, quoique plus pâle, plus maigre que jamais, habillée de deuil, mais pauvrement, sans gants, sans chapeau. Son expression était étrange. Au lieu de son sourire habituel, elle avait tous les traits contractés, ses grands yeux noirs étaient hagards; elle les tournait vers Mme de Piennes, mais sans la reconnaître, car elle ne voyait rien. Dans toute sa contenance se lisait non pas la douleur, mais une résolution furieuse. La charrette s'était écartée, et la voiture de Mme de Piennes s'éloignait au grand trot; mais l'image de la jeune fille et son expression désespérée poursuivirent Mme de Piennes pendant plusieurs heures.

A son retour, elle vit un grand attroupement dans sa rue. Toutes les portières étaient sur leurs portes et faisaient aux voisines un récit qu'elles semblaient écouter avec un vif intérêt. Les groupes se pressaient surtout devant une maison proche de celle qu'habitait Mme de Piennes. Tous les yeux étaient tournés vers une fenêtre ouverte à un troisième étage, et dans chaque petit cercle un ou deux bras se levaient pour la signaler à l'attention publique; puis tout à coup les bras se baissaient vers la terre, et tous les yeux suivaient ce mouvement. Quelque évènement extraordinaire venait d'arriver.

En traversant son antichambre, Mme de Piennes trouva ses domestiques effarés, chacun s'empressant au-devant d'elle pour avoir le premier l'avantage de lui annoncer la grande nouvelle du quartier. Mais, avant qu'elle pût faire une question, sa femme de chambre

s'était écriée : — Ah! madame!... si madame savait!... — Et, ouvrant les portes avec une indicible prestesse, elle était parvenue avec sa maîtresse dans le *sanctum sanctorum*, je veux dire le cabinet de toilette, inaccessible au reste de la maison.

— Ah! madame, dit Mlle Joséphine tandis qu'elle détachait le châle de Mme de Piennes, j'en ai les sangs tournés! Jamais je n'ai rien vu de si terrible, c'est-à-dire je n'ai pas vu, quoique je sois accourue tout de suite après... Mais pourtant...

— Que s'est-il donc passé? Parlez vite, mademoiselle.

— Eh bien! madame, c'est qu'à trois portes d'ici, une pauvre malheureuse jeune fille s'est jetée par la fenêtre, il n'y a pas trois minutes; si madame fût arrivée une minute plus tôt, elle aurait entendu le coup.

— Ah! mon Dieu! Et la malheureuse s'est tuée?...

— Madame, cela faisait horreur. Baptiste, qui a été à la guerre, dit qu'il n'a jamais rien vu de pareil. D'un troisième étage, madame!

— Est-elle morte sur le coup?

— Oh! madame, elle remuait encore; elle parlait même. « Je veux qu'on m'achève! » qu'elle disait. Mais ses os étaient en bouillie. Madame peut bien penser quel coup elle a dû se donner.

— Mais cette malheureuse... l'a-t-on secourue?... A-t-on envoyé chercher un médecin, un prêtre?...

— Pour un prêtre,..... madame le sait mieux que moi.... Mais, si j'étais prêtre... Une malheureuse assez abandonnée pour se tuer elle-même!... D'ailleurs, ça n'avait pas de conduite... On le voit assez.... Ça avait été à l'Opéra, à ce qu'on m'a dit... Toutes ces demoiselles-là finissent mal... Elle s'est mise à la fenêtre; elle a noué ses jupons avec un ruban rose, et... vlan!

— C'est cette pauvre fille en deuil! s'écria Mme de Piennes se parlant à elle-même.

— Oui, madame; sa mère est morte il y a trois ou quatre jours. La tête lui aura tourné.... Avec cela, peut-être que son galant l'aura plantée là... Et puis, le terme est venu... Pas d'argent, ça ne sait pas travailler.... Des mauvaises têtes!.... Un mauvais coup est bientôt fait...

Mlle Joséphine continua quelque temps de la sorte sans que Mme de Piennes répondît. Elle semblait méditer tristement sur le récit qu'elle venait d'entendre. Tout d'un coup, elle demanda à Mlle Joséphine :

— Sait-on si cette malheureuse fille a ce qu'il lui faut pour son

état?... du linge?... des matelas?... Il faut qu'on le sache sur-le-champ.

— J'irai de la part de madame, si madame veut, s'écria la femme de chambre, enchantée de voir de près une femme qui avait voulu se tuer; puis, réfléchissant : — Mais, ajouta-t-elle, je ne sais si j'aurai la force de voir cela, une femme qui est tombée d'un troisième étage!... Quand on a saigné Baptiste, je me suis trouvée mal. Ç'a été plus fort que moi.

— Eh bien! envoyez Baptiste, s'écria Mme de Piennes; mais qu'on me dise vite comment va cette malheureuse,

Par bonheur, son médecin, le docteur K..., arrivait comme elle donnait cet ordre. Il venait dîner chez elle, suivant son habitude, tous les mardis, jours d'Opéra-Italien.

— Courez vite, docteur, lui cria-t-elle sans lui donner le temps de poser sa canne et de quitter sa douillette; Baptiste vous mènera à deux pas d'ici. Une pauvre jeune fille vient de se jeter par la fenêtre, et elle est sans secours.

— Par la fenêtre? dit le médecin. Si elle était haute, probablement je n'ai rien à faire.

Le docteur avait plus envie de dîner que de faire une opération; mais Mme de Piennes insista, et, sur la promesse que le dîner serait retardé, il consentit à suivre Baptiste.

Ce dernier revint seul au bout de quelques minutes. Il demandait du linge, des oreillers, etc. En même temps, il apportait l'oracle du docteur.

— Ce n'est rien. Elle en réchappera, si elle ne meurt pas du.... Je ne me rappelle pas de quoi il disait qu'elle mourrait bien, mais cela finissait en *os*.

— Du tétanos! s'écria Mme de Piennes.

— Justement, madame; mais c'est toujours bien heureux que M. le docteur soit venu, car il y avait déjà là un méchant médecin sans malades, le même qui a traité la petite Berthelot de la rougeole, et elle est morte à sa troisième visite.

Au bout d'une heure, le docteur reparut, légèrement dépoudré et son beau jabot de batiste en désordre.

— Ces gens qui se tuent, dit-il, sont nés coiffés. L'autre jour, on apporte à mon hôpital une femme qui s'était tiré un coup de pistolet dans la bouche. Mauvaise manière!... Elle se casse trois dents, se fait un trou à la joue gauche. Elle en sera un peu plus laide, voilà tout.

Celle-ci se jette d'un troisième étage. Un pauvre diable d'honnête homme tomberait, sans le faire exprès, d'un premier et se fendrait le crâne. Cette fille-là se casse une jambe... Deux côtes enfoncées, force contusions, et tout est dit. Un auvent se trouve justement là, tout à point, pour amortir la chute. C'est le troisième fait semblable que je vois depuis mon retour à Paris... Les jambes ont porté à terre. Le tibia et le péroné, cela se ressoude... Ce qu'il y a de pis, c'est que le gratin de ce turbot est complètement desséché... J'ai peur pour le rôti, et nous manquerons le premier acte d'*Otello*.

— Et cette malheureuse vous a-t-elle dit ce qui l'avait poussée à....

— Oh! je n'écoute jamais ces histoires-là, madame. Je leur demande : Avez-vous mangé avant, etc., etc.? parce que cela importe pour le traitement... Parbleu, quand on se tue, c'est qu'on a quelque mauvaise raison. Un amant vous quitte, un propriétaire vous met à la porte; on saute par la fenêtre pour lui faire pièce. On n'est pas plutôt en l'air qu'on s'en repent bien.

— Elle se repent, je l'espère, la pauvre enfant?

— Sans doute, sans doute. Elle pleurait et faisait un train à m'étourdir... Baptiste est un fameux aide-chirurgien, madame; il a fait sa partie mieux qu'un petit carabin qui s'est trouvé là, et qui se grattait la tête, ne sachant par où commencer... Ce qu'il y a de plus piquant pour elle, c'est que, si elle s'était tuée, elle y aurait gagné de ne pas mourir de la poitrine, car elle est poitrinaire, je lui en fais mon billet. Je ne l'ai pas *auscultée*, mais le *facies* ne me trompe jamais. Être si pressée, quand on n'a qu'à se laisser faire!

— Vous la verrez demain, docteur, n'est-ce pas?

— Il le faudra bien, si vous le voulez. Je lui ai promis déjà que vous feriez quelque chose pour elle. Le plus simple, ce serait de l'envoyer à l'hôpital... On lui fournira gratis un appareil pour la réduction de sa jambe... Mais, au mot d'hôpital, elle crie qu'on l'achève; toutes les commères font chorus. Cependant, quand on n'a plus le sou...

— Je ferai les petites dépenses qu'il faudra, docteur... Tenez, ce mot d'hôpital m'effraie aussi, malgré moi, comme les commères dont vous parlez. D'ailleurs, la transporter dans un hôpital, maintenant qu'elle est dans cet horrible état, ce serait la tuer.

— Préjugé! pur préjugé des gens du monde! On n'est nulle part aussi bien qu'à l'hôpital. Quand je serai malade pour tout de bon, moi, c'est à l'hôpital qu'on me portera. C'est de là que je veux m'embarquer dans la barque à Caron, et je ferai cadeau de mon corps aux élèves... dans trente ou quarante ans d'ici, s'entend. Sérieusement,

chère madame, pensez-y : je ne sais trop si votre protégée mérite bien votre intérêt. Elle m'a tout l'air de quelque fille d'Opéra... Il faut des jambes d'opéra pour faire si heureusement un saut pareil...

— Mais je l'ai vue à l'église... et, tenez, docteur... vous connaissez mon faible; je bâtis toute une histoire sur une figure, un regard..... Riez tant que vous voudrez; je me trompe rarement. Cette pauvre fille a fait dernièrement un vœu pour sa mère malade. Sa mère est morte.... Alors sa tête s'est perdue.... Le désespoir, la misère, l'ont précipitée à cette horrible action.

— A la bonne heure! Oui, en effet, elle a sur le sommet du crâne une protubérance qui indique l'exaltation. Tout ce que vous me dites est assez probable. Vous me rappelez qu'il y avait un rameau de buis au-dessus de son lit de sangle. C'est concluant pour sa piété, n'est-ce pas?

— Un lit de sangle? Ah! mon Dieu! pauvre fille!... Mais, docteur, vous avez votre méchant sourire que je connais bien... Je ne parle pas de la dévotion qu'elle a ou qu'elle n'a pas. Ce qui m'oblige surtout à m'intéresser à cette fille, c'est que j'ai un reproche à me faire à son occasion...

— Un reproche?..... J'y suis. Sans doute de n'avoir pas fait mettre des matelas dans la rue pour la recevoir?...

— Oui, un reproche. J'avais remarqué sa position : j'aurais dû lui envoyer des secours; mais le pauvre abbé Dubignon était au lit, et....

— Vous devez avoir bien des remords, madame, si vous croyez que ce n'est point assez faire de donner, comme c'est votre habitude, à tous les quémandeurs. A votre compte, il faut encore deviner les pauvres honteux. — Mais, madame, ne parlons plus jambes cassées, ou plutôt, trois mots encore. Si vous accordez votre haute protection à ma nouvelle malade, faites-lui donner un meilleur lit, une garde demain, — aujourd'hui les commères suffiront. — Bouillon, tisane, etc. Et ce qui ne serait pas mal, envoyez-lui quelque bonne tête parmi vos abbés, qui la chapitre et lui remette le moral comme je lui ai remis sa jambe. La petite personne est nerveuse, des complications pourraient nous survenir.... Vous seriez.... oui, ma foi! vous seriez la meilleure prédicatrice; mais vous avez à placer mieux vos sermons... J'ai dit. Il est huit heures et demie; pour l'amour de Dieu! allez faire vos préparatifs d'Opéra. Baptiste m'apportera du café et le *Journal des Débats*. J'ai tant couru toute la journée que j'en suis encore à savoir comment va le monde.

Quelques jours se passèrent, et la malade était un peu mieux. Le

docteur se plaignait seulement que la surexcitation morale ne diminuait pas.

— Je n'ai pas grande confiance dans tous vos abbés, disait-il à Mme de Piennes. Si vous n'aviez pas trop de répugnance à voir le spectacle de la misère humaine, et je sais que vous en avez le courage, vous pourriez calmer le cerveau de cette pauvre enfant mieux qu'un prêtre de Saint-Roch, et, qui plus est, mieux qu'une prise de thridace.

Mme de Piennes ne demandait pas mieux, et lui proposa de l'accompagner sur-le-champ. Ils montèrent tous les deux chez la malade.

Dans une chambre meublée de trois chaises de paille et d'une petite table, elle était étendue sur un bon lit envoyé par Mme de Piennes. Des draps fins, d'épais matelas, une pile de larges oreillers, indiquaient des attentions charitables dont vous n'aurez point de peine à deviner l'auteur. La jeune fille, horriblement pâle, les yeux ardens, avait un bras hors du lit, et la portion de ce bras qui sortait de sa camisole était livide, meurtrie, et faisait deviner dans quel état était le reste de son corps. Lorsqu'elle vit entrer Mme de Piennes, elle souleva la tête, et, avec un sourire doux et triste :

— Je savais bien que c'était vous, madame, qui aviez eu pitié de moi, dit-elle. On m'a dit votre nom, et j'étais sûre que c'était la dame que je rencontrais près de Saint-Roch.

Il me semble vous avoir dit déjà que Mme de Piennes avait quelques prétentions à deviner les gens sur la mine. Elle fut charmée de découvrir dans sa protégée un talent semblable, et cette découverte l'intéressa davantage en sa faveur.

— Vous êtes bien mal ici, ma pauvre enfant! dit-elle en promenant ses regards sur le triste ameublement de la chambre. Pourquoi ne vous a-t-on pas envoyé des rideaux?... Il faut demander à Baptiste les petits objets dont vous pouvez avoir besoin.

— Vous êtes bien bonne, madame... Que me manque-t-il? Rien... C'est fini... Un peu mieux ou un peu plus mal, qu'importe? Et détournant la tête, elle se prit à pleurer.

— Vous souffrez beaucoup, ma pauvre enfant? lui demanda Mme de Piennes en s'asseyant auprès du lit.

— Non, pas beaucoup... Seulement j'ai toujours dans les oreilles le vent quand je tombais, et puis le bruit.... crah! quand je suis tombée sur le pavé.

— Vous étiez folle alors, ma chère amie; vous vous repentez à présent, n'est-ce pas?

— Oui... mais, quand on est malheureux, on n'a plus la tête à soi.

— Je regrette bien de n'avoir pas connu plus tôt votre position. Mais, mon enfant, dans aucune circonstance de la vie, il ne faut s'abandonner au désespoir.

— Vous en parlez bien à votre aise, madame, dit le docteur, qui écrivait une ordonnance sur la petite table. Vous ne savez pas ce que c'est que de perdre un beau jeune homme à moustaches. Mais diable! pour courir après lui, il ne faut pas sauter par la fenêtre.

— Fi donc! docteur, dit Mme de Piennes, la pauvre petite avait sans doute d'autres motifs pour...

— Ah! je ne sais ce que j'avais, s'écria la malade; cent raisons pour une. D'abord, quand maman est morte, ça m'a porté un coup. Puis, je me suis sentie abandonnée.... personne pour s'intéresser à moi!... Enfin, quelqu'un à qui je pensais plus qu'à tout le monde... madame, oublier jusqu'à mon nom! oui, je m'appelle Arsène Guillot, G, U, I, deux L; il m'écrit par un Y!

— Je le disais bien, un infidèle! s'écria le docteur. On ne voit que cela. Bah! bah! ma belle, oubliez celui-là. Un homme sans mémoire ne mérite pas qu'on pense à lui. — Il tira sa montre. — Quatre heures? dit-il en se levant; je suis en retard pour ma consultation. Madame, je vous demande mille et mille pardons, mais il faut que je vous quitte; je n'ai pas même le temps de vous reconduire chez vous. Adieu, mon enfant; tranquillisez-vous, ce ne sera rien. Vous danserez aussi bien de cette jambe-là que de l'autre. — Et vous, madame la garde, allez chez le pharmacien avec cette ordonnance, et vous ferez comme hier.

Le médecin et la garde étaient sortis; Mme de Piennes restait seule avec la malade, un peu alarmée de trouver de l'amour dans une histoire qu'elle avait d'abord arrangée tout autrement dans son imagination.

— Ainsi, l'on vous a trompée, malheureuse enfant? reprit-elle après un silence.

— Moi? non. Comment tromper une misérable fille comme moi?... Seulement il n'a plus voulu de moi... Il a raison; je ne suis pas ce qu'il lui faut. Il a toujours été bon et généreux. Je lui ai écrit pour lui dire où j'en étais, et s'il voulait que je me remisse avec lui... Alors il m'a écrit... des choses qui m'ont fait bien de la peine... L'autre jour, quand je suis rentrée chez moi, j'ai laissé tomber un miroir qu'il m'avait donné, un miroir de Venise, comme il disait. Le miroir s'est cassé... Je me suis dit : Voilà le dernier coup!... C'est signe que tout est fini... Je n'avais plus rien de lui. J'avais mis les bijoux au Mont-

de-Piété... Et puis, je me suis dit que si je me détruisais, ça lui ferait de la peine et que je me vengerais... La fenêtre était ouverte, et je me suis jetée.

— Mais, malheureuse que vous êtes, le motif était aussi frivole que l'action criminelle!

— A la bonne heure; mais que voulez-vous? Quand on a du chagrin, on ne réfléchit pas. C'est bien facile aux gens heureux de dire: Soyez raisonnable.

— Je le sais; le malheur est mauvais conseiller. Cependant, même au milieu des plus douloureuses épreuves, il y a des choses qu'on ne doit point oublier. Je vous ai vue à Saint-Roch accomplir un acte de piété, il y a peu de temps. Vous avez le bonheur de *croire*. La religion, ma chère, aurait dû vous retenir au moment où vous alliez vous abandonner au désespoir. Votre vie, vous la tenez du bon Dieu. Elle ne vous appartient pas... Mais j'ai tort de vous gronder maintenant, pauvre petite. Vous vous repentez, vous souffrez, Dieu aura pitié de vous.

Arsène baissa la tête, et quelques larmes vinrent mouiller ses paupières. — Ah! madame, dit-elle avec un grand soupir, vous me croyez meilleure que je ne suis.... Vous me croyez pieuse... je ne le suis pas trop.... On ne m'a pas instruite, et si vous m'avez vue à l'église faire un cierge... c'est que je ne savais plus où donner de la tête.

— Eh bien! ma chère, c'était une bonne pensée. Dans le malheur, c'est toujours à Dieu qu'il faut s'adresser.

— On m'avait dit... que si je faisais un cierge à saint Roch... mais, non, madame, je ne puis vous dire cela. Une dame comme vous ne sait pas ce qu'on peut faire quand on n'a plus le sou.

— C'est du courage surtout qu'il faut demander à Dieu.

— Enfin, madame, je ne veux pas me faire meilleure que je ne suis, et c'est vous voler que de profiter des charités que vous me faites sans me connaître... Je suis une malheureuse fille... mais dans ce monde, on vit comme l'on peut... Pour en finir, madame, j'ai donc fait un cierge, parce que ma mère disait que lorsqu'on fait un cierge à saint Roch, on ne manque jamais dans la huitaine de trouver un homme pour se mettre avec lui... Mais je suis devenue laide, j'ai l'air d'une momie... personne ne voudrait plus de moi... Eh bien! il n'y a plus qu'à mourir. Déjà c'est à moitié fait!

Tout cela était dit très rapidement, d'une voix entrecoupée par les sanglots, et d'un ton de frénétique qui inspirait à Mme de Piennes encore plus d'effroi que d'horreur. Involontairement elle éloigna sa chaise

du lit de la malade. Peut-être même aurait-elle quitté la chambre, si l'humanité, plus forte que son dégoût auprès de cette femme perdue, ne lui eût reproché de la laisser seule dans un moment où elle était en proie au plus violent désespoir. Il y eut un moment de silence, puis Mme de Piennes, les yeux baissés, murmura faiblement :

— Votre mère! malheureuse! Qu'osez-vous dire?

— Oh! ma mère était comme toutes les mères... toutes les mères à nous... Elle avait fait vivre la sienne... je l'ai fait vivre aussi... Heureusement que je n'ai pas d'enfant. — Je vois bien, madame, que je vous fais peur... mais que voulez-vous?... Vous avez été bien élevée, vous n'avez jamais pâti. Quand on est riche, il est aisé d'être honnête. Moi, j'aurais été honnête si j'en avais eu le moyen. J'ai eu bien des amans... je n'ai jamais aimé qu'un seul homme... Il m'a plantée là. Si j'avais été riche, nous nous serions mariés; nous aurions fait souche d'honnêtes gens... Tenez, madame, je vous parle comme cela, tout franchement, quoique je voie bien ce que vous pensez de moi, et vous avez raison... Mais vous êtes la seule femme honnête à qui j'aie parlé de ma vie, et vous avez l'air si bonne, si bonne!... que je me suis dit tout à l'heure en moi-même : Même quand elle me connaîtra, elle aura pitié de moi. Je m'en vais mourir, je ne vous demande qu'une chose... C'est, quand je serai morte, de faire dire une messe pour moi dans l'église où je vous ai vue pour la première fois. Une seule prière, voilà tout, et je vous remercie du fond du cœur.

— Non, vous ne mourrez pas! s'écria Mme de Piennes fort émue. Dieu aura pitié de vous, pauvre pécheresse. Vous vous repentirez de vos désordres, et il vous pardonnera. Si mes prières peuvent quelque chose pour votre salut, elles ne vous manqueront pas. Ceux qui vous ont élevée sont plus coupables que vous. Ayez du courage seulement, et espérez. Tâchez surtout d'être plus calme, ma pauvre enfant! Il faut guérir le corps; l'ame est malade aussi, mais moi je réponds de sa guérison.

Elle s'était levée en parlant, et roulait entre ses doigts un papier qui contenait quelques louis. — Tenez, dit-elle, si vous aviez quelque fantaisie... Et elle glissait sous un oreiller son petit présent.

— Non, madame! s'écria Arsène impétueusement en repoussant le papier, je ne veux rien de vous que ce que vous m'avez promis. Adieu. Nous ne nous reverrons plus. Faites-moi porter dans un hôpital, pour que je finisse sans gêner personne. Jamais vous ne pourriez faire de moi rien qui vaille. Une grande dame comme vous aura prié pour moi; je suis contente. Adieu.

Et se tournant autant que le lui permettait l'appareil qui la fixait sur son lit, elle cacha sa tête dans un oreiller pour ne plus rien voir.

— Écoutez, Arsène, dit Mme de Piennes d'un ton grave. J'ai des desseins sur vous. Je veux faire de vous une honnête femme. J'en ai l'assurance dans votre repentir. Je vous reverrai souvent, j'aurai soin de vous. Un jour, vous me devrez votre propre estime. — Et elle lui prit la main, qu'elle serra légèrement.

— Vous m'avez touchée! s'écria la pauvre fille, vous m'avez pressé la main. — Et avant que Mme de Piennes pût retirer sa main, elle l'avait saisie et la couvrait de baisers et de larmes.

— Calmez-vous, calmez-vous, ma chère, disait Mme de Piennes. Ne me parlez plus de rien. Maintenant je sais tout, et je vous connais mieux que vous ne vous connaissez vous-même. C'est moi qui suis le médecin de votre tête... de votre mauvaise tête. Vous m'obéirez, je l'exige, tout comme à votre autre docteur. Je vous enverrai un ecclésiastique de mes amis, vous l'écouterez. Je vous choisirai de bons livres, vous les lirez. Nous causerons quelquefois. Quand vous vous porterez bien, alors nous nous occuperons de votre avenir.

La garde rentra, tenant une fiole qu'elle rapportait de chez le pharmacien. Arsène pleurait toujours. Mme de Piennes lui serra encore une fois la main, mit le rouleau de louis sur la petite table, et sortit disposée peut-être encore plus favorablement pour sa pénitente qu'avant d'avoir entendu son étrange confession.

Pourquoi, madame, aime-t-on toujours les mauvais sujets? Depuis l'enfant prodigue jusqu'à votre chien Diamant, qui mord tout le monde et qui est la plus méchante bête que je connaisse, on inspire d'autant plus d'intérêt qu'on en mérite moins. — Vanité! pure vanité, madame, que ce sentiment-là! plaisir de la difficulté vaincue! Le père de l'enfant prodigue a vaincu le diable et lui a retiré sa proie; vous avez triomphé du mauvais naturel de Diamant à force de gimblettes. Mme de Piennes était fière d'avoir vaincu la perversité d'une courtisane, d'avoir détruit par son éloquence les barrières que vingt années de séduction avaient élevées autour d'une pauvre ame abandonnée. Et puis, peut-être encore, faut-il le dire? à l'orgueil de cette victoire, au plaisir d'avoir fait une bonne action se mêlait ce sentiment de curiosité que mainte femme vertueuse éprouve à connaître une femme d'une autre espèce. Lorsqu'une cantatrice entre dans un salon, j'ai remarqué d'étranges regards tournés sur elle. Ce ne sont pas les hommes qui l'observent le plus. Vous-même, madame, l'autre soir, aux Français, ne regardiez-vous pas de toute votre lorgnette cette

actrice des Variétés qu'on vous montra dans une loge. *Comment peut-on être Persan?* Combien de fois ne se fait-on pas des questions semblables! Donc, madame, Mme de Piennes pensait fort à Mlle Arsène Guillot, et se disait : Je la sauverai.

Elle lui envoya un prêtre qui l'exhorta au repentir. Le repentir n'était pas difficile pour la pauvre Arsène, qui, sauf quelques heures de grosse joie, n'avait connu de la vie que ses misères. Dites à un malheureux : C'est votre faute, il n'en est que trop convaincu; et si en même temps vous adoucissez ce reproche en lui donnant quelque consolation, il vous bénira et vous promettra tout pour l'avenir. Un Grec dit quelque part, ou plutôt c'est Amyot qui lui fait dire :

> Le même jour qui met un homme libre aux fers
> Lui ravit la moitié de sa vertu première.

Ce qui revient en vile prose à cet aphorisme, que le malheur nous rend doux et dociles comme des moutons. Le prêtre disait à Mme de Piennes que Mlle Guillot était bien ignorante, mais que le fonds n'était pas mauvais, et qu'il avait bon espoir de son salut. En effet, Arsène l'écoutait avec attention et respect. Elle lisait ou se faisait lire les livres qu'on lui avait prescrits, aussi ponctuelle à obéir à Mme de Piennes qu'à suivre les ordonnances du docteur. Mais ce qui acheva de gagner le cœur du bon prêtre, et ce qui parut à sa protectrice un symptôme décisif de guérison morale, ce fut l'emploi fait par Arsène Guillot d'une partie de la petite somme mise entre ses mains. Elle avait demandé qu'une messe solennelle fût dite à Saint-Roch pour l'ame de Paméla Guillot, sa défunte mère. Assurément jamais ame n'eut plus grand besoin des prières de l'église.

Un matin, Mme de Piennes étant à sa toilette, un domestique vint frapper discrètement à la porte du sanctuaire, et remit à Mlle Joséphine une carte qu'un jeune homme venait d'apporter.

— Max à Paris! s'écria Mme de Piennes en jetant les yeux sur la carte; allez vite, mademoiselle, dites à M. de Salligny de m'attendre au salon.

Un moment après, on entendit dans le salon des rires et de petits cris étouffés, et Mlle Joséphine rentra toute rouge et avec son bonnet tout-à-fait sur une oreille.

— Qu'est-ce donc, mademoiselle? demanda Mme de Piennes.

— Ce n'est rien, madame; c'est seulement M. de Salligny qui disait que j'étais engraissée.

En effet, l'embonpoint de Mlle Joséphine pouvait étonner M. de Salligny, qui voyageait depuis plus de deux ans. Jadis c'était un des favoris de Mlle Joséphine et l'un des attentifs de sa maîtresse. Neveu d'un ami intime de Mme de Piennes, on le voyait sans cesse chez elle autrefois, à la suite de sa tante. D'ailleurs, c'était presque la seule maison sérieuse où il parût. Max de Salligny avait le renom d'un assez mauvais sujet, joueur, querelleur, viveur, *au demeurant le meilleur fils du monde*. Il faisait le désespoir de sa tante, Mme Aubrée, qui l'adorait cependant. Mainte fois elle avait essayé de le tirer de la vie qu'il menait, mais toujours les mauvaises habitudes avaient triomphé de ses sages conseils. Max avait quelque deux ans de plus que Mme de Piennes; ils s'étaient connus enfans, et, avant qu'elle fût mariée, il paraissait la voir d'un œil fort doux. — « Ma chère petite, disait Mme Aubrée, si vous vouliez, vous dompteriez, j'en suis sûre, ce caractère-là. » Mme de Piennes, — elle s'appelait alors Élise de Guiscard, — aurait peut-être trouvé en elle le courage de tenter l'entreprise, car Max était si gai, si drôle, si amusant dans un château, si infatigable dans un bal, qu'assurément il devait faire un bon mari; mais les parens d'Élise voyaient plus loin. Mme Aubrée elle-même ne répondait pas trop de son neveu; il fut constaté qu'il avait des dettes et une maîtresse; survint un duel éclatant dont une artiste du Gymnase fut la cause peu innocente. Le mariage, que Mme Aubrée n'avait jamais eu bien sérieusement en vue, fut déclaré impossible. Alors se présenta M. de Piennes, gentilhomme grave et moral, riche d'ailleurs et de bonne maison. J'ai peu de chose à vous en dire, si ce n'est qu'il avait la réputation d'un galant homme et qu'il la méritait. Il parlait peu; mais lorsqu'il ouvrait la bouche, c'était pour dire quelque grande vérité incontestable. Sur les questions douteuses, il « imitait de Conrart le silence prudent. » S'il n'ajoutait pas un grand charme aux réunions où il se trouvait, il n'était déplacé nulle part. On l'aimait assez partout à cause de sa femme, mais lorsqu'il était absent dans ses terres, comme c'était le cas neuf mois de l'année, et notamment au moment où commence mon histoire, personne ne s'en apercevait. Sa femme elle-même ne s'en apercevait guère davantage.

Mme de Piennes ayant achevé sa toilette en cinq minutes, sortit de sa chambre un peu émue, car l'arrivée de Max de Salligny lui rappelait la mort récente de la personne qu'elle avait le mieux aimée; c'est, je crois, le seul souvenir qui se fût présenté à sa mémoire, et ce sou-

venir était assez vif pour arrêter toutes les conjectures ridicules qu'une personne moins raisonnable aurait pu former sur le bonnet de travers de Mlle Joséphine. En approchant du salon, elle fut un peu choquée d'entendre une belle voix de basse qui chantait gaiement en s'accompagnant sur le piano cette barcarole napolitaine :

Addio Teresa,
Teresa, addio!
Al mio ritorno
Ti sposerò.

Elle ouvrit la porte et interrompit le chanteur en lui tendant la main :

— Mon pauvre monsieur Max, que j'ai de plaisir à vous revoir!

Max se leva précipitamment et lui serra la main en la regardant d'un air effaré, sans pouvoir trouver une parole.

— J'ai bien regretté, continua Mme de Piennes, de ne pouvoir aller à Rome lorsque votre bonne tante est tombée malade. Je sais les soins dont vous l'avez entourée, et je vous remercie bien du dernier souvenir d'elle que vous m'avez envoyé.

La figure de Max, naturellement gaie, pour ne pas dire rieuse, prit une expression soudaine de tristesse : — Elle m'a bien parlé de vous, dit-il, et jusqu'au dernier moment. Vous avez reçu sa bague, je le vois, et le livre qu'elle lisait encore le matin...

— Oui, Max, je vous en remercie. Vous m'annonciez, en m'envoyant ce triste présent, que vous quittiez Rome, mais vous ne me donniez pas votre adresse; je ne savais où vous écrire. Pauvre amie! mourir ainsi loin de son pays! Heureusement vous êtes accouru aussitôt... Vous êtes meilleur que vous ne voulez le paraître, Max... je vous connais bien.

— Ma tante me disait pendant sa maladie : « Quand je ne serai plus de ce monde, il n'y aura plus que Mme de Piennes pour te gronder... (Et il ne put s'empêcher de sourire.) Tâche qu'elle ne te gronde pas trop souvent. » Vous le voyez, madame, vous vous acquittez mal de vos fonctions.

— J'espère que j'aurai une sinécure maintenant. On me dit que vous êtes réformé, rangé, devenu tout-à-fait raisonnable?

— Et vous ne vous trompez pas, madame; j'ai promis à ma pauvre tante de devenir bon sujet, et...

— Vous tiendrez parole, j'en suis sûre?

— Je tâcherai. En voyage c'est plus facile qu'à Paris; cependant... Tenez, madame, je ne suis ici que depuis quelques heures, et déjà j'ai

résisté à des tentations. En venant chez vous, j'ai rencontré un de mes anciens amis qui m'a invité à dîner avec un tas de garnemens, — et j'ai refusé.

— Vous avez bien fait.

— Oui, mais faut-il vous le dire? c'est que j'espérais que vous m'inviteriez.

— Quel malheur! je dîne en ville. Mais demain...

— En ce cas, je ne réponds plus de moi. A vous la responsabilité du dîner que je vais faire.

— Écoutez, Max : l'important, c'est de bien commencer. N'allez pas à ce dîner de garçons. Je dîne, moi, chez Mme Darsenay; venez-y le soir, et nous causerons.

— Oui, mais Mme Darsenay est un peu bien ennuyeuse; elle me fera cent questions. Je ne pourrai vous dire un mot; je dirai des inconvenances, et puis elle a une grande fille osseuse qui n'est peut-être pas encore mariée...

— C'est une personne charmante... et, à propos d'inconvenances, c'en est une de parler d'elle comme vous faites.

— J'ai tort, c'est vrai; mais... arrivé d'aujourd'hui, n'aurais-je pas l'air bien empressé?...

— Eh bien! vous ferez comme vous voudrez; mais voyez-vous, Max... comme l'amie de votre tante, j'ai le droit de vous parler franchement : évitez vos connaissances d'autrefois. Le temps a dû rompre tout naturellement bien des liaisons qui ne vous valaient rien; ne les renouez pas : je suis sûre de vous tant que vous ne serez pas entraîné. A votre âge... à *notre* âge, il faut être raisonnable. — Mais laissons un peu les conseils et les sermons, et parlez-moi de ce que vous avez fait depuis que nous ne nous sommes vus. Je sais que vous êtes allé en Allemagne, puis en Italie; voilà tout. Vous m'avez écrit deux fois, sans plus, qu'il vous en souvienne. Deux lettres en deux ans, vous sentez que cela ne m'en a guère appris sur votre compte.

— Mon Dieu! madame, je suis bien coupable... mais je suis si... il faut bien le dire, — si paresseux!... J'ai commencé vingt lettres pour vous; mais que pouvais-je vous dire qui vous intéressât?... Je ne sais pas écrire des lettres, moi... Si je vous avais écrit toutes les fois que j'ai pensé à vous, tout le papier de l'Italie n'aurait pu y suffire.

— Eh bien! qu'avez-vous fait? comment avez-vous occupé votre temps? Je sais déjà que ce n'est point à écrire.

— Occupé!... Vous savez bien que je ne m'occupe pas, malheureusement. — J'ai vu, j'ai couru. J'avais des projets de peinture, mais la vue

de tant de beaux tableaux m'a radicalement guéri de ma passion malheureuse.—Ah!... et puis le vieux Nibby avait fait de moi presque un antiquaire. Oui, j'ai fait faire une fouille à sa persuasion... On a trouvé une pipe cassée et je ne sais combien de vieux tessons.... et puis à Naples j'ai pris des leçons de chant, mais je n'en suis pas plus habile... J'ai...

— Je n'aime pas trop votre musique, quoique vous ayez une belle voix et que vous chantiez bien. Cela vous met en relation avec des gens que vous n'avez que trop de penchant à fréquenter.

— Je vous entends; mais à Naples, quand j'y étais, il n'y avait guère de danger. La prima donna pesait cent cinquante kilogrammes, et la seconda donna avait la bouche comme un four et un nez comme la tour du Liban. Enfin, deux ans se sont passés sans que je puisse dire comment. Je n'ai rien fait, rien appris, mais j'ai vécu deux ans sans m'en apercevoir.

— Je voudrais vous savoir occupé; je voudrais vous voir un goût vif pour quelque chose d'utile. Je redoute l'oisiveté pour vous.

— A vous parler franchement, madame, les voyages m'ont réussi en cela que, ne faisant rien, je n'étais pas non plus absolument oisif. Quand on voit de belles choses, on ne s'ennuie pas, et moi, quand je m'ennuie, je suis bien près de faire des bêtises. Vrai, je suis devenu assez rangé, et j'ai même oublié un certain nombre de manières expéditives que j'avais de dépenser mon argent. Ma pauvre tante a payé mes dettes, et je n'en ai plus fait; je ne veux plus en faire. J'ai de quoi vivre en garçon, et, comme je n'ai pas la prétention de paraître plus riche que je ne suis, je ne ferai plus d'extravagances. Vous souriez? Est-ce que vous ne croyez pas à ma conversion? Il vous faut des preuves? Écoutez, un beau trait. Aujourd'hui, Famin, l'ami qui m'a invité à dîner, a voulu me vendre son cheval. Cinq mille francs... C'est une bête superbe. Le premier mouvement a été pour avoir le cheval, puis je me suis dit que je n'étais pas assez riche pour mettre cinq mille francs à une fantaisie, et je resterai à pied.

— C'est à merveille, Max; mais savez-vous ce qu'il faut faire pour continuer sans encombre dans cette bonne voie? Il faut vous marier.

— Ah! me marier?... Pourquoi pas?... Mais qui voudra de moi? Moi, qui n'ai pas le droit d'être difficile, je voudrais une femme... Oh! non, il n'y en a plus qui me conviennent...

Mme de Piennes rougit un peu, et il continua sans s'en apercevoir.

— Une femme qui voudrait de moi... Mais savez-vous, madame, que ce serait presque une raison pour que je ne voulusse pas d'elle?

— Pourquoi cela? quelle folie!

— Othello ne dit-il pas quelque part, — c'est, je crois, pour se justifier à lui-même les soupçons qu'il a contre Desdemone, — cette femme-là doit avoir une tête bizarre et des goûts dépravés, pour m'avoir choisi, moi qui suis noir? — Ne puis-je pas dire à mon tour : Une femme qui voudrait de moi ne peut qu'avoir une tête baroque?

— Vous avez été un assez mauvais sujet, Max, pour qu'il soit inutile de vous faire pire que vous n'êtes. Gardez-vous de parler ainsi de vous-même, car il y a des gens qui vous croiraient sur parole. Pour moi, j'en suis sûre, si un jour... oui, si vous aimiez bien une femme qui aurait toute votre estime... alors vous lui paraîtriez...

Mme de Piennes éprouvait quelque difficulté à terminer sa phrase, et Max, qui la regardait fixement avec une extrême curiosité, ne l'aidait nullement à trouver une fin pour sa période mal commencée. — Vous voulez dire, reprit-il enfin, que, si j'étais réellement amoureux, on m'aimerait, parce qu'alors j'en vaudrais la peine?

— Oui, alors vous seriez digne d'être aimé de même.

— S'il ne fallait qu'aimer pour être aimé... Ce n'est pas trop vrai ce que vous dites, madame... Bah! trouvez-moi une femme courageuse, et je me marie. Si elle n'est pas trop laide, moi je ne suis pas assez vieux pour ne pas m'enflammer encore... Vous me répondez du reste.

— D'où venez-vous, maintenant? interrompit Mme de Piennes d'un air sérieux.

Max parla de ses voyages fort laconiquement, mais pourtant de manière à prouver qu'il n'avait pas fait comme ces touristes dont les Grecs disent : *Valise il est parti, valise revenu* (1). Ses courtes observations dénotaient un esprit juste et qui ne prenait pas ses opinions toutes faites, bien qu'il fût réellement plus cultivé qu'il ne voulait le paraître. Il se retira bientôt, remarquant que Mme de Piennes tournait la tête vers la pendule, et promit, non sans quelque embarras, qu'il irait le soir chez Mme Darsenay.

Il n'y vint pas cependant, et Mme de Piennes en conçut un peu de dépit. En revanche, il était chez elle le lendemain matin pour lui demander pardon, s'excusant sur la fatigue du voyage qui l'avait obligé de demeurer chez lui; mais il baissait les yeux et parlait d'un ton si mal assuré, qu'il n'était pas nécessaire d'avoir l'habileté de Mme de Piennes à deviner les physionomies pour s'apercevoir qu'il donnait

(1) Μπάουλο ἔφυγε, μπάουλο ἐγύρισε.

une défaite. Quand il eut achevé péniblement, elle le menaça du doigt sans répondre.

— Vous ne me croyez pas? dit-il.

— Non. Heureusement vous ne savez pas encore mentir. Ce n'est pas pour vous reposer de vos fatigues que vous n'êtes pas allé hier chez Mme Darsenay. Vous n'êtes pas resté chez vous.

— Eh bien! répondit Max en s'efforçant de sourire, vous avez raison. J'ai dîné au Rocher-de-Cancale avec ces vauriens, puis je suis allé prendre du thé chez Famin; on n'a pas voulu me lâcher, et puis j'ai joué...

— Et vous avez perdu, cela va sans dire?

— Non, j'ai gagné.

— Tant pis. J'aimerais mieux que vous eussiez perdu, surtout si cela pouvait vous dégoûter à jamais d'une habitude aussi sotte que détestable.

Elle se pencha sur son ouvrage et se mit à travailler avec une application un peu affectée.

— Y avait-il beaucoup de monde chez Mme Darsenay? demanda Max timidement.

— Non, peu de monde.

— Pas de demoiselles à marier?...

— Non.

— Je compte toujours sur vous, cependant, madame. Vous savez ce que vous m'avez promis?

— Nous avons le temps d'y songer.

Il y avait dans le ton de Mme de Piennes quelque chose de sec et de contraint qui ne lui était pas ordinaire. Après un silence, Max reprit d'un air bien humble : — Vous êtes mécontente de moi, madame? Pourquoi ne me grondez-vous pas bien fort, comme faisait ma tante, pour me pardonner ensuite? Voyons, voulez-vous que je vous donne ma parole de ne plus jouer jamais?

— Quand on fait une promesse, il faut se sentir la force de la tenir.

— Une promesse faite à vous, madame, je la tiendrai; je m'en crois la force et le courage.

— Eh bien! Max, je l'accepte, dit-elle en lui tendant la main.

— J'ai gagné onze cents francs, poursuivit-il; les voulez-vous pour vos pauvres? Jamais argent plus mal acquis n'aura trouvé meilleur emploi.

Elle hésita un moment.

— Pourquoi pas? se dit-elle tout haut. Allons, Max, vous vous sou-

viendrez de la leçon. Je vous inscris mon débiteur pour onze cents francs.

— Ma tante disait que le meilleur moyen pour n'avoir pas de dettes, c'est de payer toujours comptant.

En parlant, il tirait son portefeuille pour y prendre des billets. Dans le portefeuille entr'ouvert, Mme de Piennes crut voir un portrait de femme. Max s'aperçut qu'elle regardait, rougit, et se hâta de fermer le portefeuille et de présenter les billets.

— Je voudrais bien voir ce portefeuille... si cela était possible, ajouta-t-elle en souriant avec malice.

Max était complètement déconcerté : il balbutia quelques mots inintelligibles et s'efforça de détourner l'attention de Mme de Piennes.

La première pensée de celle-ci avait été que le portefeuille renfermait le portrait de quelque belle Italienne; mais le trouble évident de Max et la couleur générale de la miniature, — c'était tout ce qu'elle en avait pu voir, — avait bientôt éveillé chez elle un autre soupçon. Autrefois elle avait donné son portrait à Mme Aubrée, et elle s'imagina que Max, en sa qualité d'héritier direct, s'était cru le droit de se l'approprier. Cela lui parut une énorme inconvenance. Cependant elle n'en marqua rien d'abord; mais lorsque M. de Salligny allait se retirer : — A propos, lui dit-elle, votre tante avait un portrait de moi, que je voudrais bien revoir.

— Je ne sais... quel portrait?... comment était-il? demanda Max d'une voix mal assurée.

Cette fois, Mme de Piennes était déterminée à ne pas s'apercevoir qu'il mentait.

— Cherchez-le, lui dit-elle le plus naturellement qu'elle put. Vous me ferez plaisir.

N'était le portrait, elle était assez contente de la docilité de Max, et se promettait bien de sauver encore une brebis égarée.

Le lendemain, Max avait retrouvé le portrait et le rapporta d'un air assez indifférent. Il remarqua que la ressemblance n'avait jamais été grande, et que le peintre lui avait donné une raideur de pose et une sévérité dans l'expression qui n'avaient rien de naturel. De ce moment, ses visites à Mme de Piennes furent moins longues, et il avait auprès d'elle un air boudeur qu'elle ne lui avait jamais vu. Elle attribua cette humeur au premier effort qu'il avait à faire pour tenir ses promesses et résister à ses mauvais penchans.

Une quinzaine de jours après l'arrivée de M. de Salligny, Mme de

Piennes allait voir à son ordinaire sa protégée Arsène Guillot, qu'elle n'avait point oubliée cependant, ni vous non plus, madame, je l'espère. Après lui avoir fait quelques questions sur sa santé et sur les instructions qu'elle recevait, remarquant que la malade était encore plus oppressée que les jours précédens, elle lui offrit de lui faire la lecture pour qu'elle ne se fatiguât point à parler. La pauvre fille eût sans doute aimé mieux causer qu'écouter une lecture telle que celle qu'on lui proposait, car vous pensez bien qu'il s'agissait d'un livre fort sérieux, et Arsène n'avait jamais lu que des romans de cuisinières. C'était un livre de piété que prit Mme de Piennes, et je ne vous le nommerai pas, d'abord pour ne pas faire tort à son auteur, ensuite parce que vous m'accuseriez peut-être de vouloir tirer quelque méchante conclusion contre ces sortes d'ouvrages en général. Suffit que le livre en question était d'un jeune homme de dix-neuf ans, et spécialement approprié à la réconciliation des pécheresses endurcies, qu'Arsène était très accablée, et qu'elle n'avait pu fermer l'œil la nuit précédente. A la troisième page, il arriva ce qui serait arrivé avec tout autre ouvrage, sérieux ou non; il advint ce qui était inévitable, je veux dire que Mlle Guillot ferma les yeux et s'endormit. Mme de Piennes s'en aperçut et se félicita de l'effet calmant qu'elle venait de produire. Elle baissa d'abord la voix pour ne pas réveiller la malade en s'arrêtant tout à coup, puis elle posa le livre et se leva doucement pour sortir sur la pointe du pied; mais la garde avait coutume de descendre chez la portière lorsque Mme de Piennes venait, car ses visites ressemblaient un peu à celles d'un confesseur. Mme de Piennes voulut attendre le retour de la garde, et comme elle était la personne du monde la plus ennemie de l'oisiveté, elle chercha quelque emploi à faire des minutes qu'elle allait passer auprès de la dormeuse. Dans un petit cabinet derrière l'alcôve, il y avait une table avec de l'encre et du papier; elle s'y assit et se mit à écrire un billet. Tandis qu'elle cherchait un pain à cacheter dans un tiroir de la table, quelqu'un entra brusquement dans la chambre qui réveilla la malade. — Mon Dieu! qu'est-ce que je vois? s'écria Arsène d'une voix si altérée que Mme de Piennes en frémit.

— Eh bien! j'en apprends de belles! Qu'est-ce que cela veut dire? Se jeter par la fenêtre comme une imbécile! A-t-on jamais vu une tête comme celle de cette fille-là?

Je ne sais si je rapporte exactement les termes, c'est du moins le sens de ce que disait la personne qui venait d'entrer, et qu'à la voix Mme de Piennes reconnut aussitôt pour Max de Salligny. Suivirent

quelques exclamations, quelques cris étouffés d'Arsène, puis un embrassement assez sonore. Enfin Max reprit : — Pauvre Arsène! en quel état te retrouvé-je? Sais-tu que je ne t'aurais jamais dénichée, si Julie ne m'eût dit ta dernière adresse. Mais a-t-on jamais vu folie pareille!

— Ah! Salligny! Salligny! que je suis heureuse! Mais comme je me repens de ce que j'ai fait. Tu ne vas plus me trouver gentille. Tu ne voudras plus de moi?...

— Bête que tu es, disait Max, pourquoi ne pas m'écrire que tu avais besoin d'argent? Pourquoi ne pas en demander au commandant? Qu'est donc devenu ton Russe? Est-ce qu'il est parti, ton Cosaque?

En reconnaissant la voix de Max, Mme de Piennes avait été d'abord presque aussi étonnée qu'Arsène. La surprise l'avait empêchée de se montrer aussitôt; puis elle s'était mise à réfléchir si elle devait ou non se montrer, et lorsqu'on réfléchit en écoutant, on ne se décide pas vite. Il résulta de tout cela qu'elle entendit l'édifiant dialogue que je viens de rapporter; mais alors elle comprit que, si elle demeurait dans le cabinet, elle était exposée à en entendre bien davantage. Elle prit son parti, et entra dans la chambre avec ce maintien calme et superbe que les personnes vertueuses ne perdent que rarement, et qu'elles commandent au besoin.

— Max, dit-elle, vous faites du mal à cette pauvre fille, retirez-vous. Vous viendrez me parler dans une heure.

Max était devenu pâle comme un mort en voyant apparaître Mme de Piennes dans un lieu où il ne se serait jamais attendu à la trouver; son premier mouvement fut d'obéir, et il fit un pas vers la porte.

— Tu t'en vas!... ne t'en va pas! s'écria Arsène en se soulevant sur son lit d'un effort désespéré.

— Mon enfant, dit Mme de Piennes en lui prenant la main, soyez raisonnable. Écoutez-moi. Rappelez-vous ce que vous m'avez promis! Puis elle jeta un regard calme, mais impérieux à Max, qui sortit aussitôt. Arsène retomba sur le lit; en le voyant sortir, elle s'était évanouie.

Mme de Piennes et la garde, qui rentra peu après, la secoururent avec l'adresse qu'ont les femmes en ces sortes d'accidens. Par degrés, Arsène reprit connaissance. D'abord elle promena ses regards par toute la chambre, comme pour y chercher celui qu'elle se rappelait y avoir vu tout à l'heure; puis elle tourna ses grands yeux noirs vers Mme de Piennes, et la regardant fixement :

— C'est votre mari! dit-elle.

— Non, répondit Mme de Piennes en rougissant un peu, mais sans que la douceur de sa voix en fût altérée; M. de Salligny est mon parent. — Elle crut pouvoir se permettre ce petit mensonge pour expliquer l'empire qu'elle avait sur lui.

— Alors, dit Arsène, c'est vous qu'il aime! — Et elle attachait toujours sur elle ses yeux ardens comme deux flambeaux.

— Il... Un éclair brilla sur le front de Mme de Piennes. Un instant, ses joues se colorèrent d'un vif incarnat, et sa voix expira sur ses lèvres; mais elle reprit bientôt sa sérénité. — Vous vous méprenez, ma pauvre enfant, dit-elle d'un ton grave. M. de Salligny a compris qu'il avait tort de vous rappeler des souvenirs qui sont heureusement loin de votre mémoire. Vous avez oublié...

— Oublié! s'écria Arsène avec un sourire de damné qui faisait mal à voir.

— Oui, Arsène, vous avez renoncé à toutes les folles idées d'un temps qui ne reviendra plus. Pensez, ma pauvre enfant, que c'est à cette coupable liaison que vous devez tous vos malheurs. Pensez...

— Il ne vous aime pas! interrompit Arsène sans l'écouter, il ne vous aime pas, et il comprend un seul regard! J'ai vu vos yeux et les siens. Je ne me trompe pas... Au fait... c'est juste!.. Vous êtes belle, jeune, brillante... moi, estropiée, défigurée... près de mourir...

Elle ne put achever, des sanglots étouffèrent sa voix, si forts, si douloureux, que la garde s'écria qu'elle allait chercher le médecin, car, disait-elle, M. le docteur ne craignait rien tant que ces convulsions, et si cela dure, la pauvre petite va passer.

Peu à peu l'espèce d'énergie qu'Arsène avait trouvée dans la vivacité même de sa douleur fit place à un abattement stupide, que Mme de Piennes prit pour du calme. Elle continua ses exhortations; mais Arsène, immobile, n'écoutait pas toutes les belles et bonnes raisons qu'on lui donnait pour préférer l'amour divin à l'amour terrestre, ses yeux étaient secs, ses dents serrées convulsivement. Pendant que sa protectrice lui parlait du ciel et de l'avenir, elle songeait au présent. L'arrivée subite de Max avait réveillé en un instant chez elle de folles illusions, mais le regard de Mme de Piennes les avait dissipées encore plus vite. Après un rêve heureux d'une minute, Arsène ne retrouvait plus que la triste réalité, devenue cent fois plus horrible, pour avoir été un moment oubliée. Votre médecin vous dira, madame, que les naufragés, surpris par le sommeil au milieu des angoisses de la faim, rêvent qu'ils sont à table et font bonne chère. Ils se réveillent encore plus affamés, et voudraient n'avoir pas dormi. Arsène souffrait une

torture comparable à celle de ces naufragés. Autrefois elle avait aimé Max, comme elle pouvait aimer. C'était avec lui qu'elle aurait voulu toujours aller au spectacle, c'est avec lui qu'elle s'amusait dans une partie de campagne, c'est de lui qu'elle parlait sans cesse à ses amies. Lorsque Max partit, elle avait beaucoup pleuré, mais cependant elle avait agréé les hommages d'un Russe que Max était charmé d'avoir pour successeur, parce qu'il le tenait pour galant homme, c'est-à-dire pour généreux. Tant qu'elle put mener la vie folle des femmes de son espèce, son amour pour Max ne fut qu'un souvenir agréable qui la faisait soupirer quelquefois. Elle y pensait comme on pense aux amusemens de son enfance, que personne cependant ne voudrait recommencer. Mais quand Arsène n'eut plus d'amans, qu'elle se trouva délaissée, qu'elle sentit tout le poids de la misère et de la honte, alors son amour pour Max s'épura en quelque sorte, parce que c'était le seul souvenir qui ne réveillât chez elle ni regrets ni remords. Il la relevait même à ses propres yeux, et plus elle se sentait avilie, plus elle grandissait Max dans son imagination. J'ai été sa maîtresse, il m'a aimée, se disait-elle avec une sorte d'orgueil, lorsqu'elle était saisie de dégoût en réfléchissant sur sa vie de courtisane. Dans les marais de Minturnes, Marius raffermissait son courage en se disant : J'ai vaincu les Cimbres! La fille entretenue, hélas! elle ne l'était plus, n'avait pour résister à la honte et au désespoir que ce souvenir : Max m'a aimée... Il m'aime encore! Un moment, elle avait pu le penser, mais maintenant on venait lui arracher jusqu'à ses souvenirs, seul bien qui lui restât au monde.

Pendant qu'Arsène s'abandonnait à ses tristes réflexions, Mme de Piennes lui démontrait avec chaleur la nécessité de renoncer pour toujours à ce qu'elle appelait ses égaremens criminels. Une forte conviction rend presque insensible, et comme un chirurgien applique le fer et le feu sur une plaie sans écouter les cris du patient, Mme de Piennes poursuivait sa tâche avec une impitoyable fermeté. Elle disait que cette époque de bonheur où la pauvre Arsène se réfugiait comme pour s'échapper à elle-même était un temps de crime et de honte qu'elle expiait justement aujourd'hui. Ces illusions, il fallait les détester et les bannir de son cœur; l'homme qu'elle regardait comme son protecteur et presque comme un génie tutélaire, il ne devait plus être à ses yeux qu'un complice pernicieux, un séducteur qu'elle devait fuir à jamais.

Ce mot de séducteur, dont Mme de Piennes ne pouvait pas sentir le ridicule, fit presque sourire Arsène au milieu de ses larmes, mais sa

digne protectrice ne s'en aperçut pas. Elle continua imperturbablement son exhortation, et la termina par une péroraison qui redoubla les sanglots de la pauvre fille, c'était : Vous ne le verrez plus.

Le médecin qui arriva et la prostration complète de la malade rappelèrent à Mme de Piennes qu'elle en avait assez fait. Elle pressa la main d'Arsène, et lui dit en la quittant : Du courage, ma fille, et Dieu ne vous abandonnera pas.

Elle venait d'accomplir un devoir, il lui en restait un second encore plus difficile. Un autre coupable l'attendait, dont elle devait ouvrir l'ame au repentir; et malgré la confiance qu'elle puisait dans son zèle pieux, malgré l'empire qu'elle exerçait sur Max, et dont elle avait déjà des preuves, enfin, malgré la bonne opinion qu'elle conservait au fond du cœur à l'égard de ce libertin, elle éprouvait une étrange anxiété en pensant au combat qu'elle allait engager. Avant de commencer cette terrible lutte, elle voulut reprendre des forces, et entrant dans une église, elle demanda à Dieu de nouvelles inspirations pour défendre sa cause.

Lorsqu'elle rentra chez elle, on lui dit que M. de Salligny était au salon, et l'attendait depuis assez long-temps. Elle le trouva pâle, agité, rempli d'inquiétude. Ils s'assirent. Max n'osait ouvrir la bouche, et Mme de Piennes, émue elle-même sans en savoir positivement la cause, demeura quelque temps sans parler et ne le regardant qu'à la dérobée. Enfin elle commença :

— Max, dit-elle, je ne vous ferai pas de reproches...

Il leva la tête assez fièrement. Leurs regards se rencontrèrent, et il baissa les yeux aussitôt.

— Votre bon cœur, poursuivit-elle, vous en dit plus en ce moment que je ne pourrais le faire. C'est une leçon que la Providence a voulu vous donner; j'en ai l'espoir, la conviction... elle ne sera pas perdue.

— Madame, interrompit Max, je sais à peine ce qui s'est passé. Cette malheureuse fille s'est jetée par la fenêtre, voilà ce qu'on m'a dit, mais je n'ai pas la vanité..... je veux dire la douleur de croire que.... les relations que nous avons eues autrefois aient pu déterminer cet acte de folie.

— Dites plutôt, Max, que, lorsque vous faisiez le mal, vous n'en aviez pas prévu les conséquences. Quand vous avez jeté cette jeune fille dans le désordre, vous ne pensiez pas qu'un jour elle attenterait à sa vie.

— Madame, s'écria Max avec quelque véhémence, permettez-moi de vous dire que je n'ai nullement séduit Arsène Guillot. Quand je

l'ai connue, elle était toute séduite. Elle a été ma maîtresse, je ne le nie point. Je l'avouerai même, je l'ai aimée.... comme on peut aimer une personne de cette classe.... Je crois qu'elle a eu pour moi un peu plus d'attachement que pour un autre.... Mais depuis long-temps toutes relations avaient cessé entre nous, et sans qu'elle en eût témoigné beaucoup de regret. La dernière fois que j'ai reçu de ses nouvelles, je lui ai fait tenir de l'argent; mais elle n'a pas d'ordre.... Elle a eu honte de m'en demander encore, car elle a son orgueil à elle... La misère l'a poussée à cette terrible résolution... J'en suis désolé... Mais je vous le répète, madame, dans tout cela, je n'ai aucun reproche à me faire.

Mme de Piennes chiffonna quelque ouvrage sur sa table, puis elle reprit :

— Sans doute, dans les idées *du monde*, vous n'êtes pas coupable, vous n'avez pas encouru de responsabilité; mais il y a une autre morale que celle du monde, Max, et c'est par ses règles que j'aimerais à vous voir vous guider... Maintenant peut-être vous n'êtes pas en état de m'entendre... Laissons cela. Aujourd'hui, ce que j'ai à vous demander, c'est une promesse que vous ne me refuserez pas, j'en suis sûre. Cette malheureuse fille est touchée de repentir. Elle a écouté avec respect les conseils d'un vénérable ecclésiastique qui l'a bien voulu voir. Nous avons tout lieu d'espérer d'elle. — Vous, vous ne devez plus la voir, car son cœur hésite encore entre le bien et le mal, et malheureusement vous n'avez ni la volonté, ni peut-être le pouvoir de lui être utile. En la revoyant, vous pourriez lui faire beaucoup de mal..... C'est pourquoi je vous demande votre parole de ne plus aller chez elle.

Max fit un mouvement de surprise.

— Vous ne me refuserez pas, Max; si votre tante vivait, elle vous ferait cette prière. Imaginez que c'est elle qui vous parle.

— Bon Dieu! madame, que me demandez-vous! Quel mal voulez-vous que je fasse à cette pauvre fille? N'est-ce pas au contraire une obligation pour moi, qui.... l'ai vue au temps de ses folies, de ne pas l'abandonner maintenant qu'elle est malade, et bien dangereusement malade, si ce que l'on me dit est vrai?

— Voilà sans doute de la morale du monde, mais ce n'est pas la mienne. Plus cette maladie est grave, plus il importe que vous ne la voyiez plus.

— Mais, madame, veuillez songer que, dans l'état où elle est, il serait

impossible, même à la pruderie la plus facile à s'alarmer.... Tenez, madame, si j'avais un chien malade, et si je savais qu'en me voyant il éprouvât quelque plaisir, je croirais faire une mauvaise action en le laissant crever seul. Il ne se peut pas que vous pensiez autrement, vous qui êtes si bonne et si charitable. Songez-y, madame, de ma part, il y aurait vraiment de la cruauté....

— Tout à l'heure je vous demandais de me faire cette promesse au nom de votre bonne tante,... au nom de l'amitié que vous avez pour moi,.... maintenant, c'est au nom de cette malheureuse fille elle-même, que je vous le demande. Si vous l'aimez réellement....

— Ah! madame, je vous en supplie, ne rapprochez pas ainsi des choses qui ne se peuvent comparer. Croyez-moi bien, madame, je souffre extrêmement à vous résister en quoi que ce soit, mais en vérité je m'y crois obligé d'honneur.... Ce mot vous déplaît? Oubliez-le. Seulement, madame, à mon tour, laissez-moi vous conjurer par pitié pour cette infortunée.... et aussi un peu par pitié pour moi.... Si j'ai eu des torts.... si j'ai contribué à la retenir dans le désordre.... je dois maintenant prendre soin d'elle. Il serait affreux de l'abandonner. Je ne me le pardonnerais pas. Non, je ne puis l'abandonner. Vous n'exigerez pas cela, madame....

— D'autres soins ne lui manqueront pas. Mais, répondez-moi, Max: vous l'aimez?

— Je l'aime.... je l'aime.... Non.... je ne l'aime pas. C'est un mot qui ne peut convenir ici... L'aimer! hélas, non! J'ai cherché auprès d'elle une distraction à un sentiment plus sérieux qu'il fallait combattre.... Cela vous semble ridicule, incompréhensible?.... La pureté de votre ame ne peut admettre que l'on cherche un pareil remède.... Eh bien! ce n'est pas la plus mauvaise action de ma vie. Si nous autres hommes, nous n'avions pas quelquefois la ressource de détourner nos passions.... peut-être maintenant.... peut-être serait-ce moi qui me serais jeté par la fenêtre.... Mais, je ne sais ce que je dis, et vous ne pouvez m'entendre..... je me comprends à peine moi-même.

— Je vous demandais si vous l'aimiez, reprit Mme de Piennes les yeux baissés et avec quelque hésitation, parce que si vous aviez de... de l'amitié pour elle, vous auriez sans doute le courage de lui faire un peu de mal pour lui faire ensuite un grand bien. Assurément, le chagrin de ne pas vous voir lui sera pénible à supporter; mais il serait bien plus grave de la détourner aujourd'hui de la voie dans laquelle

elle est presque miraculeusement entrée. Il importe à son *salut*, Max, qu'elle oublie tout-à-fait un temps que votre présence lui rappellerait avec trop de vivacité.

Max secoua la tête sans répondre. Il n'était pas croyant, et ce mot de *salut*, qui avait tant de pouvoir sur Mme de Piennes, ne parlait point aussi fortement à son ame. Mais sur ce point il n'y avait pas à contester avec elle. Il évitait toujours avec soin de lui montrer ses doutes, et cette fois encore il garda le silence; cependant il était facile de voir qu'il n'était pas convaincu.

— Je vous parlerai le langage du monde, poursuivit Mme de Piennes, si malheureusement c'est le seul que vous puissiez comprendre. Nous discutons en effet sur un calcul d'arithmétique. Elle n'a rien à gagner à vous voir, beaucoup à perdre. Maintenant, choisissez.

— Madame, dit Max d'une voix émue, vous ne doutez plus, j'espère, qu'il puisse y avoir d'autre sentiment de ma part à l'égard d'Arsène qu'un intérêt... bien naturel. Quel danger y aurait-il? Aucun. Doutez-vous de moi? Penseriez-vous que je veuille nuire aux bons conseils que vous lui donnez? Eh! mon Dieu! moi qui déteste les spectacles tristes, qui les fuis avec une espèce d'horreur, croyez-vous que je recherche la vue d'une mourante avec des intentions coupables? Je vous le répète, madame, c'est pour moi une idée de devoir, c'est une expiation, un châtiment si vous voulez, que je viens chercher auprès d'elle...

A ce mot, Mme de Piennes releva la tête et le regarda fixement d'un air exalté qui donnait à tous ses traits une expression sublime.

— Une expiation, dites-vous, un châtiment?... Eh bien! oui! A votre insu, Max, vous obéissez peut-être à un *avertissement d'en haut*, et vous avez raison de me résister... Oui, j'y consens. Voyez cette fille, et qu'elle devienne l'instrument de votre salut comme vous avez failli être celui de sa perte.

Probablement Max ne comprenait pas aussi bien que vous, madame, ce que c'est qu'un *avertissement d'en haut*. Ce changement de résolution si subit l'étonnait, il ne savait à quoi l'attribuer, il ne savait s'il devait remercier Mme de Piennes d'avoir cédé à la fin; mais en ce moment sa grande préoccupation était pour deviner si son obstination avait lassé ou bien convaincu la personne à laquelle il craignait par-dessus tout de déplaire.

— Seulement, Max, poursuivit Mme de Piennes, j'ai à vous demander, ou plutôt j'exige de vous...

Elle s'arrêta un instant, et Max fit un signe de tête indiquant qu'il se soumettait à tout.

— J'exige, reprit-elle, que vous ne la voyiez qu'avec moi.

Il fit un geste d'étonnement, mais il se hâta d'ajouter qu'il obéirait.

— Je ne me fie pas absolument à vous, continua-t-elle en souriant. Je crains encore que vous ne gâtiez mon ouvrage, et je veux réussir. Surveillé par moi, vous deviendrez au contraire un aide utile, et, j'en ai l'espoir, votre soumission sera récompensée.

Elle lui tendit la main en disant ces mots. Il fut convenu que Max irait le lendemain voir Arsène Guillot, et que Mme de Piennes le précéderait pour la préparer à cette visite.

Vous comprenez son projet. D'abord elle avait pensé qu'elle trouverait Max plein de repentir, et qu'elle tirerait facilement de l'exemple d'Arsène le texte d'un sermon éloquent contre les mauvaises passions; mais contre son attente il rejetait toute responsabilité. Il fallait changer d'exorde, et dans un moment décisif retourner une harangue étudiée; c'est une entreprise presque aussi périlleuse que de prendre un nouvel ordre de bataille au milieu d'une attaque imprévue. Mme de Piennes n'avait pu improviser une manœuvre. Au lieu de sermonner Max, elle avait discuté avec lui une question de convenance. Tout à coup une idée nouvelle s'était présentée à son esprit. Les remords de sa complice le toucheront, avait-elle pensé. La fin chrétienne d'une femme qu'il a aimée (et malheureusement elle ne pouvait douter qu'elle ne fût proche) portera sans doute un coup décisif. C'est sur un tel espoir qu'elle s'était subitement déterminée à permettre que Max revît Arsène. Elle y gagnait encore d'ajourner l'exhortation qu'elle avait projetée; car, je crois vous l'avoir déjà dit, malgré son vif désir de sauver un homme dont elle déplorait les égaremens, l'idée d'engager avec lui une discussion aussi sérieuse l'effrayait involontairement.

Elle avait beau compter sur la bonté de sa cause, elle doutait encore du succès, et ne pas réussir c'était désespérer du salut de Max, c'était se condamner à changer de sentiment à son égard. Le diable, peut-être, pour éviter qu'elle se mît en garde contre la vive affection qu'elle portait à un ami d'enfance, le diable avait pris soin de justifier cette affection par une espérance chrétienne. Toutes armes sont bonnes au tentateur, et telles pratiques lui sont familières; voilà pourquoi le Portugais dit fort élégamment : *De boás intenções esta o inferno cheio.* L'enfer est pavé de bonnes intentions. Vous dites en français qu'il est pavé de langues de femmes, et cela revient au même, car les femmes, à mon sens, veulent toujours le bien.

Vous me rappelez à mon récit. Le lendemain donc, Mme de Piennes alla chez sa protégée, qu'elle trouva bien faible, bien abattue, mais

pourtant plus calme et plus résignée qu'elle ne l'espérait. Elle reparla de M. de Salligny, mais avec plus de ménagemens que la veille. Arsène, à la vérité, devait absolument renoncer à lui, et n'y penser que pour déplorer leur commun aveuglement. Elle devait encore, et c'était une partie de sa pénitence, elle devait montrer son repentir à Max lui-même, lui donner un exemple en changeant de vie, et lui assurer pour l'avenir la paix de conscience dont elle jouissait elle-même. A ces exhortations toutes chrétiennes, Mme de Piennes ne négligea pas de joindre quelques argumens mondains : celui-ci, par exemple, qu'Arsène, aimant véritablement M. de Salligny, devait désirer son bien avant tout, et que, par son changement de conduite, elle mériterait l'estime d'un homme qui n'avait pu encore la lui accorder réellement.

Tout ce qu'il y avait de sévère et de triste dans ce discours s'effaça soudain, lorsqu'en terminant, Mme de Piennes lui annonça qu'elle reverrait Max, et qu'il allait venir. A la vive rougeur qui anima subitement ses joues, depuis long-temps pâlies par la souffrance, à l'éclat extraordinaire dont brillèrent ses yeux, Mme de Piennes faillit à se repentir d'avoir consenti à cette entrevue; mais il n'était plus temps de changer de résolution. Elle employa quelques minutes qui lui restaient avant l'arrivée de Max, en exhortations pieuses et énergiques, mais elles étaient écoutées avec une distraction notable, car Arsène ne semblait préoccupée que d'arranger ses cheveux et d'ajuster le ruban chiffonné de son bonnet.

Enfin M. de Salligny parut, contractant tous ses traits pour leur donner un air de gaieté et d'assurance. Il lui demanda comment elle se portait, d'un ton de voix qu'il essaya de rendre naturel, mais qu'aucun rhume ne saurait donner. De son côté, Arsène n'était pas plus à son aise; elle balbutiait, elle ne pouvait trouver une phrase, mais elle prit la main de Mme de Piennes et la porta à ses lèvres comme pour la remercier. Ce qui se dit pendant un quart d'heure fut ce qui se dit partout entre gens embarrassés. Mme de Piennes seule conservait son calme ordinaire, ou plutôt, mieux préparée, elle se maîtrisait mieux. Souvent elle répondait pour Arsène, et celle-ci trouvait que son interprète rendait assez mal ses pensées. La conversation languissant, Mme de Piennes remarqua que la malade toussait beaucoup, lui rappela que le médecin lui défendait de parler, et, s'adressant à Max, lui dit qu'il ferait mieux de faire une petite lecture que de fatiguer Arsène par des questions. Aussitôt Max prit un livre avec empressement, et s'approcha de la fenêtre, car la chambre était un

peu obscure. Il lut sans trop comprendre. Arsène ne comprenait pas davantage sans doute, mais elle avait l'air d'écouter avec un vif intérêt. Mme de Piennes travaillait à quelque ouvrage qu'elle avait apporté, la garde se pinçait pour ne pas dormir. Les yeux de Mme de Piennes allaient sans cesse du lit à la fenêtre, jamais Argus ne fit si bonne garde avec les cent yeux qu'il avait. Au bout de quelques minutes, elle se pencha vers l'oreille d'Arsène : — Comme il lit bien! lui dit-elle tout bas.

Arsène lui jeta un regard qui contrastait étrangement avec le sourire de sa bouche : — Oh! oui, répondit-elle. Puis elle baissa les yeux, et de minute en minute une grosse larme paraissait au bord de ses cils et glissait sur ses joues sans qu'elle s'en aperçût. Max ne tourna pas la tête une seule fois. Après quelques pages, Mme de Piennes dit à Arsène : — Nous allons vous laisser reposer, mon enfant. Je crains que nous ne vous ayons un peu fatiguée. Nous reviendrons bientôt vous voir. Elle se leva, et Max se leva comme son ombre. Arsène lui dit adieu sans presque le regarder.

— Je suis contente de vous, Max, dit Mme de Piennes qu'il avait accompagnée jusqu'à sa porte, et d'elle encore plus. Cette pauvre fille est remplie de résignation. Elle vous donne un exemple.

— Souffrir et se taire, madame, est-ce donc si difficile à apprendre?

— Ce qu'il faut apprendre surtout, c'est à fermer son cœur aux mauvaises pensées.

Max la salua et s'éloigna rapidement.

Lorsque Mme de Piennes revit Arsène le lendemain, elle la trouva contemplant un bouquet de fleurs rares placé sur une petite table auprès de son lit.

— C'est M. de Salligny qui me les a envoyées, dit-elle. On est venu de sa part demander comment j'étais. Lui, n'est pas monté.

— Ces fleurs sont fort belles, dit Mme de Piennes un peu sèchement.

— J'aimais beaucoup les fleurs autrefois, dit la malade en soupirant, et il me gâtait... M. de Salligny me gâtait en me donnant toutes les plus jolies qu'il pouvait trouver... Mais cela ne me vaut plus rien à présent... Cela sent trop fort... Vous devriez prendre ce bouquet, madame; il ne se fâchera pas si je vous le donne.

— Non, ma chère; ces fleurs vous font plaisir à regarder, reprit Mme de Piennes d'un ton plus doux, car elle avait été très émue de l'accent profondément triste de la pauvre Arsène. Je prendrai celles qui ont de l'odeur, gardez les camélias.

— Non. Je déteste les camélias... Ils me rappellent la seule querelle que nous ayons eue... quand j'étais avec lui.

— Ne pensez plus à ces folies, ma chère enfant.

—Un jour, poursuivit Arsène en regardant fixement Mme de Piennes, un jour je trouvai dans sa chambre un beau camélia rose dans un verre d'eau. Je voulus le prendre, il ne voulut pas, il m'empêcha même de le toucher. J'insistai, je lui dis des sottises. Il le prit, le serra dans une armoire, et mit la clé dans sa poche. Moi, je fis le diable, et je lui cassai même un vase de porcelaine qu'il aimait beaucoup. Rien n'y fit. Je vis bien qu'il le tenait d'une femme comme il faut. Je n'ai jamais su d'où lui venait ce camélia.

En parlant ainsi, Arsène attachait un regard fixe et presque méchant sur Mme de Piennes, qui baissa les yeux involontairement. Il y eut un assez long silence que troublait seule la respiration oppressée de la malade. Mme de Piennes venait de se rappeler confusément certaine histoire de camélia. Un jour, qu'elle dînait chez Mme Aubrée, Max lui avait dit que sa tante venait de lui souhaiter sa fête, et lui avait demandé de lui donner un bouquet aussi. Elle avait détaché, en riant, un camélia de ses cheveux, et le lui avait donné. Mais comment un fait aussi insignifiant était-il demeuré dans sa mémoire? Mme de Piennes ne pouvait se l'expliquer. Elle en était presque effrayée. L'espèce de confusion qu'elle éprouvait vis-à-vis d'elle-même était à peine dissipée lorsque Max entra, et elle se sentit rougir.

—Merci de vos fleurs, dit Arsène; mais elles me font mal... Elles ne seront pas perdues; je les ai données à madame. Ne me faites pas parler, on me le défend. Voulez-vous me lire quelque chose?

Max s'assit et lut. Cette fois personne n'écouta, je pense : chacun, y compris le lecteur, suivait le fil de ses propres pensées.

Quand Mme de Piennes se leva pour sortir, elle allait laisser le bouquet sur la table, mais Arsène l'avertit de son oubli. Elle emporta donc le bouquet, mécontente d'avoir montré peut-être quelque affectation à ne pas accepter tout d'abord cette bagatelle. — Quel mal peut-il y avoir à cela? pensait-elle. Mais il y avait déjà du mal à se faire cette simple question.

Sans en être prié, Max la suivit chez elle. Ils s'assirent, et, détournant les yeux l'un et l'autre, ils demeurèrent en silence assez longtemps pour en être embarrassés.

— Cette pauvre fille, dit enfin Mme de Piennes, m'afflige profondément. Il n'y a plus d'espoir, à ce qu'il paraît.

— Vous avez vu le médecin, demanda Max; que dit-il?

Mme de Piennes secoua la tête : — Elle n'a plus que bien peu de jours à passer dans ce monde. Ce matin, on l'a administrée.

— Sa figure faisait mal à voir, dit Max en s'avançant dans l'embrasure d'une fenêtre, probablement pour cacher son émotion.

— Sans doute il est cruel de mourir à son âge, reprit gravement Mme de Piennes; mais, si elle eût vécu davantage, qui sait si ce n'eût point été un malheur pour elle?... En la sauvant d'une mort désespérée, la Providence a voulu lui donner le temps de se repentir... C'est une grande grace dont elle-même sent tout le prix à présent. L'abbé Dubignon est fort content d'elle. Il ne faut pas tant la plaindre, Max!

— Je ne sais s'il faut plaindre ceux qui meurent jeunes, répondit-il un peu brusquement... moi, j'aimerais à mourir jeune; mais ce qui m'afflige surtout, c'est de la voir souffrir ainsi.

— La souffrance du corps est souvent utile à l'ame...

Max, sans répondre, alla se placer à l'extrémité de l'appartement, dans un angle obscur à demi caché par d'épais rideaux. Mme de Piennes travaillait ou feignait de travailler, les yeux fixés sur une tapisserie, mais il lui semblait sentir le regard de Max comme quelque chose qui pesait sur elle. Ce regard qu'elle fuyait, elle croyait le sentir errer sur ses mains, sur ses épaules, sur son front. Il lui sembla qu'il s'arrêtait sur son pied, et elle se hâta de le cacher sous sa robe. — Il y a peut-être quelque chose de vrai dans ce qu'on dit du fluide magnétique, madame.

— Vous connaissez M. l'amiral de Rigny, madame? demanda Max tout à coup.

— Oui, un peu.

— J'aurai peut-être un service à vous demander auprès de lui... une lettre de recommandation...

— Pour qui donc?

— Depuis quelques jours, madame, j'ai fait des projets, continua-t-il avec une gaieté affectée. Je travaille à me convertir, et je voudrais faire quelque acte de bon chrétien; mais, embarrassé, comment m'y prendre?...

Mme de Piennes lui lança un regard un peu sévère.

— Voici à quoi je me suis arrêté, poursuivit-il. Je suis bien fâché de ne pas connaître l'école de peloton, mais cela peut s'apprendre. En attendant, je sais manier un fusil pas trop mal..., et ainsi que

j'avais l'honneur de vous le dire, je me sens une envie extraordinaire d'aller en Grèce et de tâcher d'y tuer quelque Turc, pour la plus grande gloire de la croix.

— En Grèce! s'écria Mme de Piennes, laissant tomber son peloton.

— En Grèce. Ici, je ne fais rien; je m'ennuie; je ne suis bon à rien, je ne puis rien faire d'utile; il n'y a personne au monde à qui je sois bon à quelque chose. Pourquoi n'irais-je pas moissonner des lauriers ou me faire casser la tête pour une bonne cause? D'ailleurs, pour moi, je ne vois guère d'autre moyen d'aller à la gloire ou au temple de mémoire, à quoi je tiens fort. Figurez-vous, madame, quel honneur pour moi quand on lira dans le journal : « On nous écrit de Tri-« politza que M. Max de Salligny, jeune philhellène de la plus haute « espérance, » on peut bien dire cela dans un journal, « de la plus « haute espérance, vient de périr victime de son enthousiasme pour « la sainte cause de la religion et de la liberté. Le farouche Kourschid-« Pacha a poussé l'oubli des convenances jusqu'à lui faire trancher la « tête... » C'est justement ce que j'ai de plus mauvais, à ce que tout le monde dit, n'est-ce pas, madame?

Et il riait d'un rire forcé.

— Parlez-vous sérieusement, Max? Vous iriez en Grèce?

— Très sérieusement, madame; seulement, je tâcherai que mon article nécrologique ne paraisse que le plus tard possible.

— Qu'iriez-vous faire en Grèce? Ce ne sont pas des soldats qui manquent aux Grecs... Vous feriez un excellent soldat, j'en suis sûre; mais...

— Un superbe grenadier de cinq pieds six pouces! s'écria-t-il en se levant en pieds; les Grecs seraient bien dégoûtés s'ils ne voulaient pas d'une recrue comme celle-là. Sans plaisanterie, madame, ajouta-t-il en se laissant retomber dans un fauteuil, c'est, je crois, ce que j'ai de mieux à faire. Je ne puis rester à Paris (il prononça ces mots avec une certaine violence); j'y suis malheureux, j'y ferais cent sottises... Je n'ai pas la force de résister... Mais nous en reparlerons; je ne pars pas tout de suite... mais je partirai... Oh! oui, il le faut; j'en ai fait mon grand serment.—Savez-vous que depuis deux jours j'apprends le grec? Ζωή μου σὰς ἀγαπῶ. C'est une fort belle langue, n'est-ce pas?

Mme de Piennes avait lu lord Byron et se rappela cette phrase grecque, refrain d'une de ses pièces fugitives. La traduction, comme vous savez, se trouve en note; c'est : « Ma vie, je vous aime. » — Ce sont façons de parler obligeantes de ces pays-là. Mme de Piennes

maudissait sa trop bonne mémoire; elle se garda bien de demander ce que signifiait ce grec-là, et craignait seulement que sa physionomie ne montrât qu'elle avait compris. Max s'était approché du piano, et ses doigts, tombant sur le clavier comme par hasard, formèrent quelques accords mélancoliques. Tout à coup il prit son chapeau, et, se tournant vers Mme de Piennes, il lui demanda si elle comptait aller ce soir chez Mme Darsenay?

— Je pense que oui, répondit-elle en hésitant un peu. Il lui serra la main, et sortit aussitôt, la laissant en proie à une agitation qu'elle n'avait encore jamais éprouvée.

Toutes ses idées étaient confuses et se succédaient avec tant de rapidité, qu'elle n'avait pas le temps de s'arrêter à une seule. C'était comme cette suite d'images qui paraissent et disparaissent à la portière d'une voiture entraînée sur un chemin de fer. Mais, de même qu'au milieu de la course la plus impétueuse, l'œil qui n'aperçoit point les détails parvient cependant à saisir le caractère général des sites que l'on traverse, de même au milieu de ce chaos de pensées qui l'assiégeaient, Mme de Piennes éprouvait une impression d'effroi et se sentait comme entraînée sur une pente rapide au milieu de précipices affreux. Que Max l'aimât, elle n'en pouvait douter. Cet amour, — elle disait : cette affection, — datait de loin; mais jusqu'alors elle ne s'en était pas alarmée. Entre une dévote comme elle et un libertin comme Max s'élevait une barrière insurmontable qui la rassurait autrefois. Bien qu'elle ne fût pas insensible au plaisir ou à la vanité d'inspirer un sentiment sérieux à un homme aussi léger que l'était Max dans son opinion, elle n'avait jamais pensé que cette affection pût devenir un jour dangereuse pour son repos. Maintenant que le mauvais sujet s'était amendé, elle commençait à le craindre. Sa conversion, qu'elle s'attribuait, allait donc devenir, pour elle et pour lui, une cause de chagrins et de tourmens. Par momens, elle essayait de se persuader que les dangers qu'elle prévoyait vaguement n'avaient aucun fondement réel. Ce voyage brusquement résolu, le changement qu'elle avait remarqué dans les manières de M. de Salligny, pouvaient s'expliquer à la rigueur par l'amour qu'il avait conservé pour Arsène Guillot; mais, chose étrange! cette pensée lui était plus insupportable que les autres, et c'était presque un soulagement pour elle que de s'en démontrer l'invraisemblance.

Mme de Piennes passa toute la soirée à se créer ainsi des fantômes, à les détruire, à les reformer. Elle ne voulut pas aller chez Mme Dar-

senay, et, pour être plus sûre d'elle-même, elle permit à son cocher de sortir et voulut se coucher de bonne heure; mais aussitôt qu'elle eut pris cette magnanime résolution, et qu'il n'y eut plus moyen de s'en dédire, elle se représenta que c'était une faiblesse indigne d'elle et s'en repentit. Elle craignit surtout que Max n'en soupçonnât la cause, et comme elle ne pouvait se déguiser à ses propres yeux son véritable motif pour ne pas sortir, elle en vint à se regarder déjà comme coupable, car cette seule préoccupation à l'égard de M. de Salligny lui semblait un crime. Elle pria long-temps, mais elle ne s'en trouva pas soulagée. Je ne sais à quelle heure elle parvint à s'endormir; ce qu'il y a de certain, c'est que lorsqu'elle se réveilla, ses idées étaient aussi confuses que la veille, et qu'elle était tout aussi éloignée de prendre une résolution.

Pendant qu'elle déjeunait, car on déjeune toujours, madame, surtout quand on a mal dîné, elle lut dans un journal que je ne sais quel pacha venait de saccager une ville de la Roumélie. Femmes et enfans avaient été massacrés; quelques philhellènes avaient péri les armes à la main ou avaient été lentement immolés dans d'horribles tortures. Cet article de journal était peu propre à faire goûter à Mme de Piennes le voyage de Grèce auquel Max se préparait. Elle méditait tristement sur sa lecture, lorsqu'on lui apporta un billet de celui-ci. Le soir précédent, il s'était fort ennuyé chez Mme Darsenay, et, inquiet de n'y avoir pas trouvé Mme de Piennes, il lui écrivait pour avoir de ses nouvelles, et lui demander l'heure à laquelle il devait aller chez Arsène Guillot. Mme de Piennes n'eut pas le courage d'écrire, et fit répondre qu'elle irait à l'heure accoutumée. Puis l'idée lui vint d'y aller sur-le-champ, afin de n'y pas rencontrer Max; mais, par réflexion, elle trouva que c'était un mensonge puéril et honteux, pire que sa faiblesse de la veille. Elle s'arma donc de courage, fit sa prière avec ferveur, et, lorsqu'il fut temps, elle sortit et monta d'un pas ferme à la chambre d'Arsène.

Elle trouva la pauvre fille dans un état à faire pitié. Il était évident que sa dernière heure était proche, et depuis la veille le mal avait fait d'horribles progrès. Sa respiration n'était plus qu'un râlement douloureux, et l'on dit à Mme de Piennes que plusieurs fois dans la matinée elle avait eu le délire, et que le médecin ne pensait pas qu'elle pût aller jusqu'au lendemain. Arsène cependant reconnut sa protectrice et la remercia d'être venue la voir.

— Vous ne vous fatiguerez plus à monter mon escalier, lui dit-elle d'une voix éteinte.

Chaque parole semblait lui coûter un effort pénible et user ce qui lui restait de forces. Il fallait se pencher sur son lit pour l'entendre. Mme de Piennes avait pris sa main, et elle était déjà froide et comme inanimée.

Max arriva bientôt et s'approcha silencieusement du lit de la mourante. Elle lui fit un léger signe de tête, et remarquant qu'il avait à la main un livre dans un étui : — Vous ne lirez pas aujourd'hui, murmura-t-elle faiblement. Mme de Piennes jeta les yeux sur ce livre prétendu; c'était une carte de la Grèce reliée, qu'il avait achetée en passant.

L'abbé Dubignon, qui depuis le matin était auprès d'Arsène, observant avec quelle rapidité les forces de la malade s'épuisaient, voulut mettre à profit, pour son salut, le peu de momens qui lui restaient encore. Il écarta Max et Mme de Piennes, et, courbé sur ce lit de douleur, il adressa à la pauvre fille les graves et consolantes paroles que la religion réserve pour de pareils momens. Dans un coin de la chambre, Mme de Piennes priait à genoux, et Max, debout près de la fenêtre, semblait transformé en statue.

— Vous pardonnez à tous ceux qui vous ont offensée, ma fille, dit le prêtre d'une voix émue.

— Oui!... qu'ils soient heureux! répondit la mourante en faisant un effort pour se faire entendre.

— Fiez-vous donc à la miséricorde de Dieu, ma fille! reprit l'abbé. Le repentir ouvre les portes du ciel.

Pendant quelques minutes encore, l'abbé continua ses exhortations, puis il cessa de parler, incertain s'il n'avait plus qu'un cadavre devant lui. Mme de Piennes se releva doucement, et chacun demeura quelque temps immobile, regardant avec anxiété le visage livide d'Arsène. Ses yeux étaient fermés. Chacun retenait sa respiration comme pour ne pas troubler le terrible sommeil qui peut-être avait commencé pour elle, et l'on entendait distinctement dans la chambre le faible tintement d'une montre placée sur la table de nuit.

— Elle est passée, la pauvre demoiselle! dit enfin la garde après avoir approché sa tabatière des lèvres d'Arsène; vous le voyez, le verre n'est pas terni. Elle est morte!

— Pauvre enfant! s'écria Max sortant de la stupeur où il semblait plongé. Quel bonheur a-t-elle eu dans ce monde!

Tout à coup et comme ranimée à sa voix, Arsène ouvrit les yeux.

— J'ai aimé! murmura-t-elle d'une voix sourde. Elle remuait les doigts et semblait vouloir tendre les mains, Max et Mme de Piennes s'étaient approchés et prirent chacun une de ses mains. — J'ai aimé, répéta-t-elle avec un triste sourire. Ce furent ses dernières paroles. Max et Mme de Piennes tinrent long-temps ses mains glacées sans oser lever les yeux....

Eh bien! madame, vous me dites que mon histoire est finie, et vous ne voulez pas en entendre davantage. J'aurais cru que vous seriez curieuse de savoir si M. de Salligny fit ou non le voyage de Grèce, si.... mais il est tard, vous en avez assez. A la bonne heure! Au moins gardez-vous des jugemens téméraires. Je proteste que je n'ai rien dit qui pût vous y autoriser. Surtout ne doutez pas que mon histoire ne soit vraie. Vous en douteriez? Allez au Père-Lachaise : à vingt pas à gauche du tombeau du général Foy, vous trouverez une pierre de liais fort simple, entourée de fleurs toujours bien entretenues. Sur la pierre, vous pourrez lire le nom de mon héroïne gravé en gros caractères : ARSÈNE GUILLOT, et, en vous penchant sur cette tombe, vous remarquerez, si la pluie n'y a déjà mis ordre, une ligne tracée au crayon, d'une écriture très fine :

— *Pauvre Arsène! elle prie pour nous.* —

PROSPER MÉRIMÉE.

LA

PHILOSOPHIE CATHOLIQUE

EN ITALIE.

I.

M. ROSMINI ET SES TRAVAUX.

En Italie, les sciences morales, dédaignées par les gouvernemens, proscrites dans les académies, cultivées au hasard dans les universités, tombent d'ordinaire sous la direction d'un homme éminent, qui exerce à ses risques et périls une véritable dictature intellectuelle. Depuis 1815, tout concourt à établir ces dictatures. Les princes, en poursuivant la révolution dans les idées, ont appelé les sympathies libérales sur les penseurs; on a entravé la propagation des principes, et on a ajouté à l'importance de ceux qui en sont les représentans; la politique a voulu se séparer de la science, et c'est de la science qu'on attend toutes les améliorations politiques. Au sein des pays libres, les idées marchent seules; les partis s'en emparent, les discutent, les appliquent; on oppose théorie à théorie, système à système, et chacun

peut revendiquer le droit de libre examen. La critique abaisse les hommes au profit des principes, et la science, incessamment interpellée par des partis qui se combattent, nécessairement insultée par ceux qu'elle condamne, souvent compromise par ceux qu'elle défend, perd en crédit tout ce qu'elle gagne en publicité. Les individus luttent avec courage, mais on sait les repousser; le public s'éclaire, mais il ne se livre à personne; les célébrités s'élèvent vite, mais elles tombent de même. Rien ne résiste à cette discussion permanente qui chaque jour remet en question la société tout entière. Qu'on s'occupe de psychologie : il y aura des socialistes qui dédaigneront les facultés de l'ame, parce qu'elles n'aboutissent pas à une réforme industrielle. Publiez un traité de métaphysique: on fera de Dieu une question de démocratie. Prenez place parmi les écrivains religieux ou les libres penseurs, vous serez également attaqué. Tout se divise dans la société actuelle, il n'y a pas de théorie qui ne puisse se réfugier dans un parti, pas de folie qui ne puisse trouver un interprète et des adhérens. La critique elle-même a perdu sa force, et il ne serait pas toujours téméraire de mesurer le mérite d'un écrivain par le nombre de ses ennemis. Autrefois le blâme d'un homme supérieur était un arrêt sérieux, aujourd'hui c'est un honneur, on accepte le défi. Il y a cinquante ans, quelques voix dominaient encore ce fracas de la presse; depuis, le bruit a doublé, et de nos jours l'influence dictatoriale de Voltaire serait impossible. Il n'en est pas de même en Italie : bien que dominée par l'influence française, la presse italienne conserve de gré ou de force les allures presque solennelles de la renaissance; les écrivains italiens croient encore à l'immortalité; plusieurs d'entre eux s'adressent à la postérité; tous sont illustres, incomparables, *chiarissimi, egregi?* Les polémiques ne manquent pas, mais une barrière infranchissable les sépare de la politique. Les réputations grandissent lentement; mais, une fois établies, elles exercent une domination qu'il est difficile d'ébranler. En France, un système s'impose avec éclat par l'enseignement officiel ou par la presse politique; en Italie, il se propage obscurément par l'autorité désintéressée de la science personnifiée dans un homme. Se présente-t-il un génie doué de ce talent calme, persévérant, réfléchi, qui sait dominer les obstacles et vaincre les difficultés, les gouvernemens sont impuissans contre son ascendant personnel; en défendant la discussion, ils se sont interdit la critique; en dédaignant les idées, ils ont déconsidéré les écrivains officiels; s'ils recourent aux persécutions, ils sont sûrs de relever la victime, ils sont sûrs qu'à la longue s'établira dans le public cette su-

perstition, je dis mal, ce culte qui vénère dans le génie comme un don mystérieux, comme une puissance occulte destinée à faire revivre les grandeurs de l'Italie.

L'économiste Gioja fut au-delà des Alpes le représentant des idées sensualistes, et le juge souverain des réputations jusqu'en 1829. Gioja s'était fait connaître de bonne heure par des écrits politiques et par des satires violentes contre les chefs de la république cisalpine. Plus tard, il contint son ardeur, ou plutôt il la transporta dans les questions d'économie sociale et de philosophie. Qu'on se figure Helvétius moins l'élégance, Helvétius exaspéré par la persécution, transformé en économiste, traduisant ses démonstrations en calculs d'arithmétique, et accablant ses adversaires sous mille épigrammes mêlées de chiffres : tel était Gioja. Sans dépasser les théories de Say, il savait les relever par une érudition piquante, variée, pleine de verve et d'ironie. Comme écrivain, Gioja se montrait tour à tour sec et animé, logique et violent, aride et coloré. Géomètre par l'esprit, pamphlétaire par les passions, il enseignait à l'aide de raisonnemens peut-être vulgaires, mais irrésistibles; il séduisait par l'originalité de la critique et la richesse des aperçus.

A l'autorité acceptée et reconnue de Gioja succéda celle de Romagnosi. Jurisconsulte profond, Romagnosi associait les fortes théories du droit moderne aux grandes traditions de la jurisprudence italienne. En philosophie, il poursuivait la conciliation de Locke et de Leibnitz; en politique, il rêvait une constitution avec des corps savans pour discuter les affaires, de grands jurys de législation pour les décider, et un sénat conservateur pour garantir et protéger les institutions. Tant que dura le gouvernement napoléonien en Italie, il avait servi le pays sans faire naître, sans même deviner les occasions de succès et de fortune; il était resté simple à côté de l'intrigue, droit au milieu de la servilité du temps. Sous la domination autrichienne, il demeura inflexible avec la conscience de son intégrité. Dépouillé de ses emplois, accusé de haute trahison avec Pellico, relâché par défaut de preuves, et presque réduit à l'indigence, Romagnosi, dans ses dernières années, s'adressa au public, en établissant dans les recueils périodiques une sorte d'enseignement national au profit de la jeunesse. La politique lui étant interdite, il parlait d'administration, de droit, de statistique; il suivait dans les chambres d'Angleterre et de France toutes les questions administratives; la route était détournée, mais il finissait par atteindre le but. Les écrits de Romagnosi n'étaient pas de nature à le rendre populaire; ses idées se perdaient dans un labyrinthe d'abstrac-

tions, sa parole était obscure, et cependant on l'accueillait avec respect; les moins instruits s'efforçaient de deviner l'intention politique qu'il cachait sous les formes de la science. Sa vie fut si triste, si traversée par les évènemens, si calme pourtant par la pensée, si pleine d'espérance et en même temps de réserve; il eut besoin de tant d'énergie contre des obstacles toujours croissans; l'époque d'un triomphe rêvé par le publiciste dès la première révolution semblait à la fin si reculée, si lointaine à celui dont les amis étaient en exil ou au Spielberg, que le dernier souhait de Romagnosi mourant au milieu de la génération nouvelle fut qu'on mît sur sa tombe le mot de saint Paul : *Cursum consummavi, fidem servavi.*

Avec Gioja et Romagnosi, le XVIIIe siècle finit en Italie. M. Galluppi introduit à Naples, vers 1828, les doctrines de Reid, mais sans vues d'application, sans intentions politiques, et par conséquent sans influence réelle, malgré son talent et malgré les vingt volumes de sa philosophie écossaise. A l'heure qu'il est, par une destinée que beaucoup de personnes en France pourraient trouver bizarre, la suprématie de Gioja et de Romagnosi est passée à M. Antonio Rosmini-Serbati, l'un des hommes les plus influens du parti ultra-catholique italien. M. Rosmini-Serbati appartient à l'une des premières familles du Tyrol : il est grand seigneur, et cependant il a choisi de bonne heure l'état ecclésiastique. Ses premiers travaux, imprimés en 1821, sont des livres ascétiques; depuis, il a écrit dans les *Mémoires de religion*, recueil publié à Modène, et dans presque tous les journaux religieux de la Haute-Italie. Attaché au saint-siége et à tous les pouvoirs établis, il n'a pas cessé de combattre pour la cause de la monarchie et de la religion; sa haine contre le XVIIIe siècle éclate à chaque page de ses ouvrages; sa vie tout entière est consacrée au culte de sa foi. Jeune encore, il refusa une haute dignité qui lui ouvrait la voie du cardinalat; plus tard, quand sa réputation avait grandi, on lui offrit la place de curé dans sa ville natale : il l'a acceptée. Dans le Tyrol, on l'a vu assister des condamnés sur l'échafaud : une bulle du pape témoigne des services qu'il a rendus à l'église; en Piémont, il a fondé un nouvel ordre religieux, l'*ordre des pères de la charité chrétienne.* Certes ses actes de dévouement, sa carrière ecclésiastique, n'expliquent pas son influence; la philosophie italienne n'a pas renoncé au voltairianisme, encore moins aux tendances révolutionnaires. Cependant il y a des écrivains, des historiens, des poètes, qui se sont ralliés aux doctrines de M. Rosmini : ces doctrines sont admises ou discutées sur tous les points de l'Italie; des patriotes ont travaillé avec ardeur à

la propagation du rosminianisme, tandis qu'on l'introduisait dans les écoles du Piémont et dans plusieurs séminaires italiens. Cette contradiction apparente d'un prêtre absolutiste qui domine le mouvement d'une littérature libérale ne s'explique qu'à la lecture des livres de M. Rosmini. Là l'homme disparaît complètement devant le penseur, attachons-nous donc à l'histoire de ses idées.

I.

Nous devons nous arrêter d'abord aux *Opuscules philosophiques* que M. Rosmini recueillit en un volume imprimé à Milan en 1827. Dès la première page, on y reconnaît le prêtre de la restauration : M. Rosmini croit marcher avec la grande majorité européenne vers l'unité spirituelle de l'avenir. La *Providence*, l'*éducation*, l'*art*, voilà les trois sujets qu'il aborde avec un égal enthousiasme.

M. Rosmini se demande au début s'il faut justifier la Providence par la raison, et il répond que la raison doit céder à la foi, comme le sophisme à la vérité, comme l'illusion à la réalité. La raison, dit-il, ne nous offre que des données incertaines, ses moyens se réduisent à la sensation et à l'abstraction, sa portée expire aux confins du monde matériel; il faut donc se soumettre à la foi. D'un autre côté, douterons-nous de la raison? Non, répond M. Rosmini, les théologiens qui doutent de la raison détruisent toute certitude, et la religion elle-même se trouve enveloppée dans cette ruine universelle. Donc nous avons deux facultés, la foi et la raison, *in parte cognoscimus, in parte prophetamus*. Le rôle de la raison est de chercher à deviner Dieu dans la nature; la sagesse des anciens se développait par la voie des énigmes; de même la sagesse chrétienne doit grandir en s'exerçant sur l'énigme de la révélation. Ce n'est donc pas à une raison athée, ce n'est pas non plus à une foi aveugle qu'il appartient de défendre la Providence. M. Rosmini s'éloigne également de Leibnitz et de Bonald; il croit que les sophismes sur l'origine du mal disparaissent aussitôt que la raison se borne à deviner la révélation. Sommes-nous malheureux? Dieu ne doit rien à sa créature, nous ne pouvons pas l'accuser d'injustice, et si aujourd'hui les philosophes attendent tout de lui, c'est que par illusion ils confondent sa bonté *naturelle* avec cette bonté qui a été *naturalisée* en nous par les promesses explicites de la révélation. M. Rosmini part de là pour examiner le plan de la Providence dans la distribution du bien et du mal. Au commencement du monde, l'homme,

plongé dans la sensation, ne pouvait concevoir ni le bonheur de l'ame isolée du corps, ni la vertu qui se réalise par un acte de l'intelligence, abstraction faite des pratiques extérieures; l'homme était incapable de séparer son bonheur et sa moralité du bonheur et de la moralité de sa famille, et sa famille elle-même était identifiée avec les destinées de la patrie. Il fallait que l'homme apprît à isoler sa personne de la famille et de l'état, qu'il pût distinguer la richesse du bonheur en se sentant malheureux dans la richesse; il fallait, en un mot, que l'homme apprît à dégager le bien de toutes les circonstances accessoires. C'est Dieu qui fait l'éducation du genre humain. D'abord il récompense par des biens matériels une vertu toute matérielle; il opère des prodiges; en présence des miracles, l'intelligence de l'homme commence à distinguer Dieu de la nature, et la distinction subsiste quand la nature agit par la force de ses propres lois sous l'action première du créateur. Par une intervention surnaturelle, la Providence prend sous sa garde une famille, la suit visiblement dans ses destinées, et la protége encore quand elle forme une nation; puis, au moment où les hommes sont capables de séparer les intérêts de l'état et ceux de la religion, au moment où l'intelligence perfectionnée arrive enfin à concevoir l'abstraction du bien, Dieu donne un corps à l'abstraction, et le Fils de l'homme paraît pour élever à jamais les intérêts du ciel au-dessus des lois de la nature physique. Sans doute, après la rédemption, l'humanité ne cesse pas de regarder les biens matériels comme une récompense, les miracles viennent encore soutenir la foi, mais le mal est appelé à jouer un nouveau rôle dans l'histoire : désormais les souffrances aident notre capacité naturelle à maintenir la distinction profonde entre le bien-être et la moralité. C'est ainsi que le mal purifie l'intelligence.

M. Rosmini a trouvé l'unité de l'histoire dans le plan de la Providence, maintenant il cherche l'unité de l'avenir dans les principes de l'éducation chrétienne. « Aujourd'hui tout est livré au hasard, dit-il; nos philosophes, nos savans, sont habiles dans les sciences naturelles, dans les affaires, dans l'étude des accidens extérieurs, et tandis que le monde matériel se développe, le monde spirituel est tombé dans une profonde barbarie. Pour nous réhabiliter, il faut revenir à l'esprit, à Dieu; hors de là, tout est multiple, divisé, accidentel. » Quel sera donc le rôle de l'éducation? D'après M. Rosmini, l'homme peut être considéré par rapport à l'humanité, à l'état, à la famille et à lui-même. De là quatre modes d'éducation proposés par les philosophes : 1° l'éducation au point de vue de l'humanité; elle sacrifie les droits de l'état, de la famille et de l'individu à l'unité abstraite du genre humain;

2° l'éducation nationale, établie à Sparte et à Rome et demandée par Danton en 1793 : elle sacrifie à son tour l'humanité, la famille et l'individu à l'état; 3° l'éducation de la famille, qui aboutit à la féodalité; 4° celle de l'individu, indiquée par Épicure et Aristippe, par Rousseau et Helvétius, en un mot par tous ceux qui favorisent la liberté et l'égalité : c'est là l'expression de l'indépendance la plus sauvage ou de l'égoïsme le plus dégradé. Le christianisme, qui embrasse la nature humaine tout entière, ne néglige aucune des quatre tendances de l'homme; il s'adresse d'abord à l'esprit, c'est-à-dire aux qualités communes à tous les hommes : il accepte ensuite l'état et l'éducation nationale comme un perfectionnement de l'humanité; la famille s'ajoute à l'humanité et à la nation comme un nouveau développement; enfin l'éducation individuelle se présente dans le christianisme comme le dernier ornement de l'édifice, comme une dernière instruction que l'homme presque seul peut se donner à lui-même. D'après ces idées, M. Rosmini trace un nouveau plan d'éducation depuis les classes élémentaires jusqu'à l'enseignement supérieur : pour obtenir l'unité, il exige que l'éducation soit *exclusivement religieuse* et soumise à une sorte de conseil royal catholique.

Un poète de Milan, M. Taverna, avait adressé à M. Rosmini quelques idylles pieuses où les patriarches de l'ancien Testament remplaçaient les bergers de Virgile et de Théocrite. Ce fut pour le philosophe italien l'occasion du dernier écrit des *Opuscules*, où il applique à l'art ses idées sur l'unité à venir. En approuvant le poète, il lui rappelle que le Dieu des patriarches n'est que le Dieu terrible de la nature; nous avons découvert depuis dans l'Évangile le Dieu de la grace. Trois lois, poursuit M. Rosmini, gouvernent l'art : la *vraisemblance*, la *facilité*, le *beau*. La vraisemblance oblige la poésie à se soumettre aux croyances, et détermine la forme extérieure de l'art. Ainsi la poésie se modifie selon les siècles. L'époque des familles donne l'idylle, la cité donne la comédie; les nations s'élèvent à l'épopée et à la tragédie; enfin, lorsque l'intelligence conçoit l'unité du genre humain, les formes poétiques du Tasse, de Corneille, de Dante, nous représentent la monarchie universelle de Dieu. S'arrêtant à l'idylle, M. Rosmini nous indique les diverses phases de la poésie pastorale. Les Grecs séparent nettement la famille et la cité, la campagne et la ville; chez eux, l'idylle et la comédie ne se confondent jamais. Chez les Romains, la famille est vaincue par l'unité de l'état. Virgile purifie l'idylle, ennoblit les champs de Théocrite, et il y transporte les consuls et les empereurs du monde romain. Le poète latin embrasse la terre tout entière, il nous

montre le genre humain touchant aux dernières limites de la nature, et prêt à prendre l'essor vers les régions d'un ciel encore inconnu. Aujourd'hui, pour être vraisemblable, pour être historique, pour résumer l'époque, la poésie doit suivre la voie tracée par Virgile et se porter comme médiatrice entre le passé et l'avenir : elle doit oublier les dieux du temps pour le Dieu de l'éternité.

La seconde loi de l'art, selon M. Rosmini, c'est la *facilité*, et par ce mot on doit entendre la spontanéité d'une inspiration qui n'a rien de factice, et qui nous entraîne par l'harmonie pleine et entière de ses propres créations. Or, cette *facilité* qui nous charme dans l'idylle antique, ce calme de l'innocence qu'elle célèbre, se présentent à nous comme un mirage, comme une vision fugitive : c'est en vain qu'on cherche à transporter ce rêve dans la réalité, jamais les artifices de la civilisation ne pourront reproduire ce bonheur idéal dans son inaltérable sérénité. Le christianisme seul, avec sa simplicité, sa charité, son association universelle, ses espérances illimitées, sans violences, sans lois compliquées, par l'unique force de l'amour, protége l'innocence, et transforme en une réalité durable les rêves passagers de la poésie pastorale. Que peuvent, en effet, contre l'élan spontané de la vertu chrétienne les passions des hommes, ou la fatalité de la nature? La toute-puissance divine a placé l'idéal au-dessus de toute atteinte, le bonheur ne réside plus dans les rêves d'une imagination inquiète. Même dans les premiers âges, les poètes empruntaient à la théologie leurs plus sublimes inspirations : depuis, une fausse facilité a séduit l'art, la grace *sublime* cède à la grace *attrayante*, et la poésie arrachée au sanctuaire devient le jouet d'une plèbe impure. Qu'elle revienne à l'unité, à la théologie, au sublime, qu'elle lave ses souillures, qu'elle cesse de corrompre la société; car si maintenant elle ne mérite pas d'être bannie de la république comme le voulait Platon, certes elle doit être traitée avec sévérité et vigilance.

La troisième loi de l'art, continue M. Rosmini, c'est la beauté, en d'autres termes l'ordre, c'est-à-dire l'acte qui subordonne les moyens au but. Qu'est-ce donc que le beau? Deux systèmes se trouvent en présence : l'école idéaliste condamne la nature et cherche le beau dans une conception de l'esprit; l'école historique part du principe contraire, et soutient que la plus grande beauté se trouve dans la réalité. Laquelle faut-il croire? Interrogeons l'histoire, elle se divise en deux époques. Le monde ancien était corrompu, divisé, en guerre avec lui-même, la fatalité pesait sur lui, et, pour trouver la beauté, il se réfugiait dans l'idéal. Quand le monde fut régénéré, la réalité évangélique

surpassa le type de perfection que l'esprit avait conçu; la poésie classique, avec ses héros imaginaires, fut dépassée par les innombrables prodiges de la vertu chrétienne. Les consolations que l'art antique cherchait dans l'idéal, l'art moderne les trouvera désormais dans le monde réel. Notre intelligence agrandie peut concevoir l'ordre universel; dans l'épopée divine, il n'y a plus ni irrégularité, ni défaut, ni imperfection, et l'histoire providentielle de l'univers nous livre la plus haute expression de la beauté. Il est vrai que la muse païenne a survécu long-temps à l'avénement des idées chrétiennes; ces idées ne pénétrèrent point immédiatement dans toutes les profondeurs de la société; le christianisme n'est pas encore complètement réalisé. N'importe, notre littérature doit être religieuse; aujourd'hui le poète doit en partie voir, en partie deviner l'avenir des croyances; comme le philosophe, il doit en partie connaître, en partie prophétiser. Que le poète devance l'histoire, qu'il l'idéalise, qu'il devine la route : la religion l'encourage, elle le soutient, car elle espère, et avec une audace qui n'appartient qu'à la Divinité, elle se propose de réformer l'humanité d'après un type parfait. C'est ainsi que les inventeurs de la musique ancienne ont compris l'art; c'est ainsi que Virgile exprimait les plus pures aspirations du monde païen, que Dante exilé chantait la monarchie universelle, la réunion de tous les hommes. La *Divine Comédie* combattait les vices de l'époque, elle combat encore les divisions intestines de l'Italie; elle lui a imposé une langue et par là même une nationalité; après cinq siècles, nous applaudissons à l'œuvre de Dante, parce qu'il a dit non pas ce qui était, mais ce qui devait être. En ramenant du passé son regard sur le présent, M. Rosmini se demande quel est celui de nos lyriques qui vivra dans l'avenir, Manzoni, le poète chrétien, ou Foscolo, le poète d'une religion honteuse, d'un monde réprouvé? « Non, s'écrie-t-il, le chant des muses anciennes ne peut rallumer dans le cœur une flamme éteinte par la nature et par Dieu; c'est un bruit mélodieux qui s'arrêtera au premier mouvement de l'humanité. »

On le voit, M. Rosmini cherchait un nouvel horizon pour la littérature et la philosophie italiennes; il saluait le génie naissant de Manzoni, il pressentait la ruine de toutes les théories dominantes. Malheureusement le prêtre tyrolien confiait la cause de la philosophie à l'église, la cause de la fraternité aux princes italiens, l'unité de l'éducation universelle aux jésuites; en combattant le XVIIIe siècle au nom de l'avenir, il ne faisait que dresser l'acte d'accusation du libéralisme italien au moment où les prisons d'Italie regorgeaient de victimes.

C'était là une triste position : Gioja, provoqué, prit la plume, et l'opinion publique lui obéit pour la dernière fois. Sans s'inquiéter des abstractions du philosophe, sans discuter les théories, il alla droit aux conclusions politiques. Suivant lui, M. Rosmini demandait le gouvernement des prêtres, voulait *envoyer au diable* la littérature classique, étouffer toute liberté, nous ramener à la *scolastique*, au *mysticisme*, à la *théocratie*, au *moyen-âge*, le tout au nom de la vérité, de l'amour, du bonheur. « Vous êtes *ostrogoth* et *menteur*, » disait-il au prêtre tyrolien, et il l'injuriait, le bafouait, couvrant de ridicule ses patriarches bergers, ses idylles obscurantistes et son âge d'or, rempli de crimes et de tyrannies. M. Rosmini répondit par un volume contre Foscolo et Gioja, volume qui semble dicté par Torquemada, en collaboration avec Rousseau (1). Foscolo est d'abord représenté comme un démon incarné dans un homme, et signalé avec son parti à la vengeance des rois (2). Il fallait ensuite anéantir Gioja : ici la haine du théologien est calme, tant elle est concentrée. Gioja avait écrit peut-être trente volumes d'économie politique qui se résumaient naturellement dans une définition de la richesse : M. Rosmini prit cette définition et la mit en lambeaux. L'*Apologie de la Mode* était l'un des ouvrages les plus spirituels de Gioja : M. Rosmini démontra que l'*Apologie de la Mode* exalte tous les crimes de la barbarie civilisée. Dans un autre ouvrage, le *Code de Civilité*, Gioja appliquait les lois du plaisir à l'étiquette, à la bienséance, à la décence, et à toutes les *illusions* qui servent, selon l'économiste italien, à cacher notre égoïsme. C'était là un livre bizarre, recommandé au public par deux grands souvenirs de littérature classique, *le Courtisan* de Castiglione et le *Galateo* de monseigneur de la Casa, deux ouvrages qui retracent les vieilles mœurs italiennes, l'un avec l'élégance, l'autre avec la pompeuse éloquence du beau siècle de Léon X. M. Rosmini s'empara du *Galateo* et traça un nouveau code de civilité à l'usage des hommes de lettres. Il y dénombra tous les vices des écrivailleurs italiens : la fureur, le calme hypocrite, les injures, les assertions gratuites, la sottise, la férocité, la rigueur odieuse, les flatteries, etc. Bref, M. Rosmini fit un traité en forme sur toutes les turpitudes possibles, en démontrant à la fin de chaque paragraphe que M. Gioja était *étourdi*, *mal élevé*, *sot*, *féroce*, *hypocrite*, *insolent*, *pointilleux*, *matériel*, *écrivain mécanique*, etc., etc. Enfin M. Rosmini donna un *nouvel exposé*

(1) *Opuscoli filosofici;* Milano, vol. II, 1828.

(2) *Sulla speranza, contro alcune idee di Ugo Foscolo,* l. III, § 1.

de la philosophie de son ennemi : ici pas un mot de critique, mais une ironie haineuse, une mise en scène infernale de toutes les opinions hasardées ou compromettantes qui se trouvaient éparpillées dans les volumineux ouvrages du disciple d'Helvétius.

Pour oublier ces diatribes grossières, il faut lire les pages où M. Rosmini parle du plaisir et du bonheur. D'après Gioja, l'utile était le principe de la justice, la morale un échange de plaisirs, le mariage un commerce d'instincts. Gioja voyait dans le plaisir le dieu de la nature; dans l'illusion, le seul moyen de perpétuer l'instant insaisissable du plaisir. Une fois l'illusion adoptée, l'économiste préférait l'apparence à la réalité; il recommandait à la femme de rehausser sa beauté par le prestige de la parure, d'irriter le désir par la pudeur; il accueillait la religion, parce qu'elle berce la vertu avec l'illusion du paradis et fait la police du monde avec l'illusion de l'enfer. Ces idées circulaient en Italie depuis soixante ans; elles avaient pénétré partout, chez les hommes politiques, chez les philosophes, dans les académies littéraires, sur les théâtres. Vers la fin du XVIIIe siècle, Arlequin, Pantalon, Polichinelle, toutes ces caricatures agonisantes de la vieille Italie, retrouvaient leur verve pour célébrer l'illusion et les jouissances qu'elle procure. Le poète Foscolo exprime la même idée à sa manière : « Comme un voyageur harassé, dit-il vers la fin de sa vie, je hâte le pas à mesure que j'approche du terme; mes yeux sont fatigués par les veilles, ma main est lassée par la plume, mon cœur est ulcéré par le chagrin. Je n'ai plus que le désir d'être connu par la postérité, ou par mon siècle, ou du moins par mes amis. J'aurais été heureux de me connaître moi-même, mais je n'y parviendrai jamais. » Foscolo est réduit à la dernière, à la plus humble des illusions de la gloire; son imitation de *Werther* et ses *Tombeaux* nous montrent l'homme poussé au suicide par l'horreur de la réalité. Ainsi, Foscolo et Gioja divinisaient le plaisir et le cherchaient dans l'illusion : Foscolo, en poète, regardait tristement ce rêve de la vie; Gioja, en économiste, jouait avec les illusions pour obtenir la plus grande somme possible de plaisirs. M. Rosmini voit l'alternative et la pousse aux extrêmes. « C'est l'alternative, dit-il, du désespoir et de la folie; rejetez-vous l'illusion? vous désespérez de la vie; l'acceptez-vous? votre bonheur, c'est le bonheur de la folie. » — C'est que la nature, poursuit-il, ne suffit pas à l'homme. Aristote n'y trouve que l'image du bonheur. Épicure, attaché au plaisir, recourt aux études physiques pour combattre les appréhensions de la mort; les cyniques conseillent l'insouciance; Hégésias conseille la mort, et les pyrrhoniens, battus

par toutes les incertitudes du monde ancien, finissent par placer le bonheur dans l'incertitude même. Ce monde fini ne peut pas nous satisfaire; il ne répond pas à nos désirs, il échappe aux efforts de l'intelligence, et plus on connaît ses merveilles, plus il nous entraîne vers les profondeurs mystérieuses d'un monde surnaturel. C'est pourquoi Socrate, à la recherche du bonheur, dédaigne l'étude de la physique; Newton reconnaît avec joie que sa science ne subsiste pas toute seule; le croyant ne trouve que dans les Évangiles la révélation de ce monde infini qui doit contenter nos désirs illimités.

C'était assez pour combattre le désespoir du poète; mais qu'importait le ciel à l'économiste? M. Rosmini avait répondu à Foscolo; il lui restait à réfuter Gioja. Cette fois, il descend sur la terre, il combat les faits par les faits : Gioja célébrait la civilisation et rappelait les crimes des patriarches, M. Rosmini exalte les vertus homériques; il oppose l'inspiration antique à la réflexion moderne, la simplicité barbare à la complication de nos lois, les crimes héroïques à l'hypocrisie actuelle. De paradoxe en paradoxe, il arrive presque à reconnaître l'état de nature de Rousseau, si ce mot ne le rappelait tout à coup à lui-même. « Distinguez, dit M. Rosmini, la civilisation de la politesse; la politesse est extérieure et artificielle; la civilisation correspond aux besoins éternels de l'intelligence et de la moralité. Ces théories qui réduisent la civilisation à la politesse, et la vertu au bien-être, ce fol espoir de briser toute loi pour garder tous les agrémens de la vie, cet affaiblissement de toute énergie morale, cette corruption intime et profonde de nos sociétés, ont engendré mille erreurs, entre autres l'erreur de l'état de nature. L'état de nature, telle a été la chimère du XVIIIe siècle : un état d'où la pensée était absente, et d'où, par un miracle de l'imagination, l'on faisait sortir tous les prodiges de l'industrie; un état primitif, et cependant inconnu à l'antiquité, antérieur à l'observation, et cependant la base de mille théories, de mille systèmes tous opposés les uns aux autres. Kant nous applaudit d'être sortis de cette barbarie primitive, et nous encourage à achever l'œuvre de la raison pour nous constituer dans un état *parfaitement juridique;* Rousseau, épouvanté de cette perfection illusoire, de ce désespoir croissant, se rejette en arrière et veut nous sauver par un retour à l'ignorance des premiers âges. L'Europe savante a sacrifié des millions de victimes à ce monstre imaginaire de l'état de nature : qu'est-il devenu? Aujourd'hui l'Europe, étonnée d'elle-même, n'y voit plus que le délire du sommeil profond et maladif où elle était plongée. »

Arrêtons-nous un instant sur cette première période de la vie du philosophe italien. Prêtre à Roveredo, journaliste à Modène, écrivain ascétique à Venise, philosophe et critique à Milan, M. Rosmini se trouve engagé par conviction, par état, ensuite par dépit et par réaction, dans le parti ultra-catholique au moment de ses plus cruelles représailles contre le parti italien. Gioja donne le signal de l'attaque; M. Rosmini, accablé d'injures, combat son adversaire avec une verve éloquente, et réussit à faire défendre les œuvres de Gioja, qui venait de mourir. Par cela même il les recommande au public, et se pose en délateur aux yeux de la littérature italienne. C'étaient de fâcheux débuts pour un penseur, et le système de M. Rosmini laissait prise à bien des attaques. Disciple de Locke sur tous les points, M. Rosmini célébrait un monde spirituel que le système de Locke ne peut admettre : il réduisait nos ressources aux sens et à la réflexion, et il parlait sans cesse de la grande unité spirituelle, d'un Dieu infini, d'un monde illimité. La contradiction était flagrante, le sensualisme et le christianisme s'excluent : comment deviner l'énigme de la nature, si on ne connaît que la nature? comment rejeter le monde matériel, si la science ne peut dépasser le monde matériel? M. Rosmini s'aperçut le premier de cette contradiction, et se promit de la détruire. Après deux ans de silence, il crut avoir résolu le problème par un grand ouvrage sur l'*Origine des Idées*, publié à Rome en 1830. Ce livre décida de sa destinée philosophique, arrêta son système, et, à partir de ce moment, sa fécondité tient du prodige. En 1831, il publie une *Philosophie de la morale;* en 1832, une *Histoire comparée des systèmes moraux*, puis un traité sur *la Conscience*, un volume sur *la Philosophie de la politique*, une polémique sur le *Renouvellement de la philosophie italienne*, une *Anthropologie à l'usage des sciences morales*, une *Philosophie du droit*, une foule de brochures ascétiques, apologétiques ou critiques. M. Rosmini ne laisse pas respirer ses lecteurs, il confond la critique, il devance l'admiration. En ce moment, il promet encore une *Anthropologie surnaturelle*, une *nouvelle politique*, une *Cosmologie*, une *Psychologie*, une *Théodicée*, c'est-à-dire une vingtaine de volumes, le double de ce qu'il a écrit (1). De succès en succès, il s'est tellement élevé au-dessus de son propre parti, qu'aujourd'hui l'ennemi de Gioja rencontre parmi ses adversaires les révérends pères de la compagnie de Jésus, qu'il défendait en 1828. Si diversement

(1) Voyez *Opere edite et inedite di Antonio Rosmini-Serbati, prete roveretano*. Milan, chez Pogliani. La publication de cette série a commencé en 1835.

qu'on les ait appréciés, les travaux du philosophe tyrolien n'en ont pas moins exercé une grande influence, et méritent à ce titre un examen approfondi.

II.

M. Rosmini voulait trouver le passage du monde matériel au monde spirituel : il écrivit l'*Essai sur l'origine des Idées* dans l'intention de concilier la psychologie sensualiste et la psychologie rationaliste (1). A quelle condition, un disciple de Locke peut-il concilier ses idées avec le rationalisme? A une seule, c'est-à-dire en détruisant à demi sa propre doctrine. En effet, si, comme Locke l'assure, tout se réduit à des sensations, le monde matériel n'est plus qu'un assemblage de sons, de couleurs, d'odeurs; c'est une apparence sans substance, un rêve sans réalité. Quant au monde spirituel, puisqu'il échappe à nos sensations, le sensualiste doit le considérer comme une énigme insoluble ou le nier. C'est contre l'école de Locke que porte d'abord la critique de M. Rosmini, et sa première tâche est de démontrer que non-seulement le monde, mais la pensée elle-même est anéantie aussitôt qu'on prétend la réduire à la sensation. Qu'est-ce que la pensée? C'est un jugement; or, le jugement suppose un attribut, c'est-à-dire (Reid l'avait reconnu) une idée générale, et sans idées il est impossible que le jugement se produise. Les sensations ne se transformeront jamais en idées. Les idées n'admettent aucune limite, et les sensations sont limitées; les idées s'appliquent à tous les individus possibles, et il n'y a rien de commun entre plusieurs sensations; les idées impliquent l'idée de l'être, et les sensations sont comme si elles n'étaient pas. — On croit que les idées, continue M. Rosmini, nous viennent des sens, grace à l'intelligence qui analyse, abstrait, compare et généralise nos connaissances; mais toute comparaison, toute abstraction, toute analyse suppose déjà cette connaissance, cette pensée dont on veut retrouver l'origine, et la pensée se fonde déjà sur la préexistence d'une idée. Obscure, mystérieuse, incompréhensible, incapable de s'affirmer, parce qu'elle n'a pas en elle-même l'existence, la sensation ne peut, ni par la parole, ni par une opération de l'entendement, devenir ce qu'elle n'est pas, une idée. Donc, si tout se réduit à la sensation, le jugement manque d'attribut, la pensée est impossible, et avec la pensée

(1) Voyez les *Opuscules*, vol. II, p. 493-507 et p. 497-498, note; vol. I, p. 98 *id.*, 233, *id.*

la possibilité même de la vérité disparaît. Ainsi M. Rosmini accable l'école de Locke sous tous les argumens qui ont été produits depuis les Écossais jusqu'à Kant, les réduisant tous à cette formule déjà indiquée par Reid, à savoir que la pensée suppose une idée.

Les disciples de Locke se sont trompés en voulant faire rentrer tous les principes dans la sensation; mais, suivant M. Rosmini, l'école rationaliste s'est égarée par l'excès contraire. Elle a multiplié inutilement les principes, en supposant tantôt que toutes les idées sont innées, tantôt qu'il y a dans l'entendement une foule de formes et de catégories. Le point décisif de la philosophie, le problème qui renferme tous les problèmes, se borne à rendre possible la pensée. Or, pour atteindre ce but, une idée suffit : si l'on peut percevoir un objet, l'idée qui nous donne une perception nous donnera toutes les perceptions. A quoi bon supposer en nous une foule d'idées innées, si nous pouvons indiquer le jour et l'heure où nous les avons acquises? Dès que l'esprit perçoit, il juge, il connaît, il observe; l'expérience nous est donnée, nous pouvons comparer, abstraire, généraliser, et c'est ainsi que s'acquièrent une à une toutes les idées. Les rationalistes ont donc méconnu les droits de l'expérience; ils les ont si bien méconnus, que les uns ont supposé que les sensations étaient innées comme les idées, les autres, que le monde était créé par l'action nécessaire et irrésistible de nos formes intellectuelles.

Après avoir réfuté tour à tour les sensualistes et les rationalistes, M. Rosmini expose enfin sa propre opinion. Selon lui, il ne s'agit pas de créer le monde, il faut expliquer comment on le pense, et on le pense, non pas avec les idées générales, toutes acquises, toutes postérieures à l'expérience, mais avec cette seule idée de *l'être possible* qu'on transporte dans tous les objets aussitôt qu'ils se présentent devant nous. Par ce raisonnement, développé dans une longue suite de déductions très détaillées et très scolastiques, M. Rosmini réduit toutes les idées innées à cette idée de l'être possible, la douzième catégorie de Kant, qui doit suffire à rendre compte de l'acte de la pensée (1). Comme on le voit, le philosophe italien réfute Locke par Kant et Kant par Locke; il ne garde qu'une seule idée, et c'est avec cette idée qu'il se met à l'œuvre pour refaire la philosophie. — L'idée première, dit-il, est objective, possible, simple, une, identique, universelle, nécessaire, immuable, indéterminée; elle est dans l'esprit antérieurement au jugement et à la sensation, car nous n'avons

(1) *Nouvel Essai sur l'Origine des Idées*, vol. I.

aucune conscience du moment précis où l'on passe de la présence à l'absence de cette idée. Appliquée aux sentimens, l'idée nous révèle notre propre existence; appliquée aux sensations, qui sont en opposition avec nos sentimens, elle nous révèle le monde extérieur. Lorsque l'entendement considère les qualités en les séparant les unes des autres, et en les séparant des objets auxquels elles appartiennent, lorsqu'il les regarde comme des notions liées à l'idée du possible, abstraction faite de l'existence réelle, alors les sensations deviennent des idées et acquièrent la propriété de représenter tous les objets qui leur ressemblent.—Voilà l'origine des idées, et ici M. Rosmini observe que le sentiment et la sensation suffisent à provoquer la pensée, mais qu'il faut la parole pour provoquer les actes successifs de l'abstraction et de la généralisation. — Quant aux idées qui gouvernent, pour ainsi dire, tous les actes de l'intelligence, telles que les axiomes, les idées de substance, de cause, les formes de l'espace, du temps, la notion du mouvement pur, M. Rosmini les a fait rentrer dans l'idée de l'être possible, et par conséquent il doit les faire sortir de cette idée première. De là une longue analyse extrêmement minutieuse et subtile qui résume tous les travaux de Locke, de Kant, des écoles antérieures, reprend tous les problèmes en renouvelant toutes les solutions, et reproduit le sensualisme de Locke, complètement modifié par la présence d'une idée kantienne. On peut résumer cette analyse en disant que l'idée jointe à la sensation produit le jugement; l'idée, ne pouvant à la fois être et ne pas être, explique le principe de contradiction; l'idée jointe à une sensation donne une substance; la sensation considérée comme l'effet d'une substance donne la cause. Restent les idées de temps et d'espace. Le temps, c'est la série des phénomènes, abstraction faite des phénomènes; l'espace, c'est le corps, abstraction faite du solide. Il y a une idée du mouvement pur, parce que nous pouvons nous faire une idée abstraite du mouvement matériel. Le temps, l'espace et le mouvement semblent continus : cela vient de ce qu'avec deux termes d'une succession, ou entre deux points d'un corps, on peut toujours en supposer un troisième possible à l'infini. Le temps, l'espace, le mouvement, semblent infinis : cela tient encore à la propriété de l'idée, qui nous fait toujours supposer un temps, un espace, un mouvement possible au-delà de la réalité. Il en résulte que la continuité des corps et du mouvement matériel n'est qu'une illusion des sens; la continuité infinie de l'espace, du temps et du mouvement pur n'est qu'une illusion de l'esprit (1).

(1) *Nouvel Essai*, etc., vol. II.

Jusqu'ici, M. Rosmini n'a fait qu'expliquer l'acte de la pensée; il reste à en déterminer la valeur. Pouvons-nous nous fier au témoignage de la pensée quand elle atteste l'existence des objets? Pouvons-nous sortir de nous-mêmes pour le vérifier? Nous voilà en présence de l'ontologie; il faut la combattre ou l'accepter. Le philosophe italien s'attache à résoudre ce nouveau problème en démontrant l'infaillibilité de l'idée. Selon lui, l'idée est indéterminée, ce n'est qu'une possibilité abstraite; il est absurde d'en demander la preuve, il est impossible d'en contester l'existence : car, pour la contester, il faut un doute; le doute est un jugement, et le jugement suppose déjà l'existence de l'idée. Comment donc la nier? En la niant, on l'affirme, et le scepticisme, pour détruire toute certitude, doit se détruire lui-même. D'ailleurs, nous n'avons pas à sortir du moi pour vérifier le monde; devant l'idée, il n'y a ni intérieur, ni extérieur; ce sont là des notions purement mécaniques. Si l'idée est indéterminée, de pareilles distinctions ne peuvent la subjuguer; elle se joue de tous les sophismes des matérialistes, elle ne se laisse pas reléguer en nous comme un être matériel. On dit que nos sens pourraient nous donner de fausses représentations des objets extérieurs, soit; la croyance n'est pas dans les sens, elle est dans l'idée; l'idée indéterminée ne s'altère pas, et l'erreur des sens, s'il y a erreur dans les sens, ne peut pas remonter jusqu'au premier principe de la pensée. L'idée est donc infaillible; son infaillibilité justifie la raison et tous ses actes. Qu'est-ce que la croyance au monde? C'est la perception, c'est l'union de l'idée avec les sensations. Il y a là une équation parfaite entre l'idée du possible et la première sensation qui se présente; il en résulte, d'après M. Rosmini, la démonstration du monde extérieur. Qu'est-ce que la croyance à nous-mêmes? C'est toujours l'idée du possible appliquée à nos sentimens. Ici encore les deux termes se conviennent; donc nous existons. D'ailleurs, le moyen d'ébranler les croyances du sens commun, si elles sont toutes des applications variées d'une idée qui ne saurait nous tromper? Ainsi, le doute a beau nous assaillir de tous côtés : il est certain que nous pensons, et dès qu'il y a une idée dans la pensée, cette idée suffit à constater la vérité de toutes nos pensées (1).

Un dernier trait complète la métaphysique de M. Rosmini : le doute, le scepticisme vaincu, il faut éviter l'écueil du panthéisme sans perdre la connaissance de Dieu. Or, suivant M. Rosmini, l'idée, c'est Dieu; l'élément de la pensée est Dieu; la pensée est inséparable de Dieu. Mais la sensation limitée et finie présente des caractères opposés à

(1) *Nouvel Essai*, etc., vol. III.

l'idée; il faut donc distinguer Dieu de la création, l'être universel de tous les êtres limités. L'idée n'est ni extérieure ni intérieure; Dieu ne doit donc être ni en nous, ni hors de nous, ni complètement distinct de notre nature, ni complètement confondu avec nous. Enfin, l'idée, bien qu'identifiée avec Dieu, n'est pour nous que l'*être possible*. Le Dieu-idée qui est en nous doit donc être distingué du Dieu idéal et réel qui gouverne les mondes. Il est certain que nous concevons Dieu, il est également certain que nous ne le comprenons pas; il est sûr que l'idée est *vide de toute réalité*, il est également certain que Dieu existe positivement. Donc, ce Dieu qui n'est ni en nous ni hors de nous, que nous voyons sans le comprendre, n'est pour nous qu'une idée vide, négative, un infini qui commence, un Dieu négatif qui nous sert d'initiation au Dieu positif, réel, infini, que nous verrons dans l'éternité. En attendant, l'idée de l'être possible explique la pensée, elle nous fait sortir de nous-mêmes pour affirmer le monde, elle plane au-dessus de la création, et rend compte de ce passage continuel de l'être au néant, de la vie à la mort, que l'on voit dans la nature; c'est une possibilité qui se réalise sans cesse, et comme l'univers est harmonique, l'idée du possible nous conduit à attribuer à la cause de toutes les causes des qualités aussi grandes que le possible, c'est-à-dire l'éternité, la bonté, l'immensité, l'omniscience et la toute-puissance. C'est ainsi que M. Rosmini croit vaincre le panthéisme de Bardili, Bouterweck et Schelling. Par l'élément divin de la pensée, il réfute les sceptiques; en réduisant cet élément à l'idée du possible, il réfute les panthéistes. « Pour Platon, ajoute-t-il, la vérité résidait dans les idées, et les idées formaient autant de divinités séparées les unes des autres. Pour les pères de l'église, les idées ne sont plus que les pensées de Dieu, le verbe indivisible de Dieu; plus tard, saint Ambroise, Sinesius, Victorin, ne distinguent pas les idées divines et humaines de *la lumière qui éclaire tous les hommes en ce monde*. L'ontologie des anciens, qui cherchait l'être des êtres, coïncide donc avec la psychologie moderne, qui cherche le premier principe de la pensée : l'une et l'autre, par une double série de recherches et de preuves, identifient le premier principe de la raison et le premier principe de la création (1). »

Telle est la métaphysique de M. Rosmini; elle ne saurait être plus simple; considérée sous toutes les faces, elle ne présente que deux

(1) Voyez *Nouvel essai*, etc., vol. III, et l'*Examen du Renouvellement de la philosophie italienne*.

élémens, une idée et des sentimens ou des sensations, c'est-à-dire une idée et des modifications actives ou passives. Afin d'expliquer la pensée, M. Rosmini unit l'idée à une sensation; pour expliquer l'origine des idées, il analyse cette union; pour démontrer le monde, il la considère comme une équation; pour démontrer Dieu, il isole l'idée; pour trouver le principe de toute certitude, c'est encore l'idée qu'il analyse. Le secret du système est là, dans les deux élémens principaux qu'admet M. Rosmini. Une fois cette base acceptée, la logique fera le reste; mais c'est précisément cette base que nous discuterons avant de suivre le philosophe italien dans les applications variées de sa théorie.

Les deux élémens fondamentaux reconnus par M. Rosmini suffisent-ils à expliquer nos croyances, à démontrer nos connaissances? Selon cet écrivain, le premier élément, l'idée, n'est ni intérieure ni extérieure, ni finie ni infinie, ni en nous ni hors de nous; elle est vide, indéterminée, indifférente à tout : ce n'est qu'une possibilité abstraite. La sensation de son côté est obscure, mystérieuse, incompréhensible; ce n'est ni un objet, ni une substance; elle est comme si elle n'était pas. Réunissons les deux élémens : quels résultats pourrons-nous en tirer? D'abord ils n'expliquent pas la perception, qui chez l'homme entraîne toujours la croyance. — En effet, l'idée du possible, jointe à des sensations qui sont comme si elles n'étaient pas, ne donne tout au plus que des perceptions possibles. Nous voilà dès le point de départ au milieu d'objets possibles, nous-mêmes habitans possibles d'un monde imaginaire. — Les deux élémens ne rendent pas mieux compte de l'origine de nos idées. M. Rosmini se trompe quand il prétend tirer de l'analyse des perceptions les diverses catégories des idées. Qu'est-ce que la perception, suivant lui? C'est l'alliance de l'idée première, de l'idée du possible, avec des sensations qui n'ont rien de commun entre elles. Or, qu'on analyse comme on voudra cette alliance, on n'obtiendra jamais que deux termes, une idée qui reste seule, toujours la même, et des sensations qui, séparées de l'idée, retombent dans le demi-néant d'où elles étaient sorties par l'acte du jugement. Ainsi, après avoir repoussé les idées innées de Kant et les idées acquises de Locke, M. Rosmini se trouve réduit à l'idée seule du possible, insuffisante pour expliquer l'origine de nos autres idées. — Le philosophe italien n'est pas plus heureux quand il cherche, avec l'aide de son idée première, à démontrer le monde et notre propre existence. L'idée de l'être possible convient, dit-il, à la nature aussi bien qu'à nous-mêmes. Nous lui accordons

ce point, l'équation est parfaite, mais c'est l'équation du possible avec l'inconnu; il n'en résulte que la possibilité de l'inconnu, c'est-à-dire la possibilité de l'existence de nos sensations, ou tout au plus des objets auxquels elles se rapportent. Bien plus, il fallait démontrer que les objets existent réellement hors de nous, hors de l'esprit, hors de nos pensées, et M. Rosmini affirme au contraire que l'idée n'est ni intérieure ni extérieure, que la notion de l'*extériorité* des objets est purement mécanique, et par conséquent illusoire. On ne pouvait pas faire une plus belle part au scepticisme, et pourtant il ne nous reste pas même la ressource du scepticisme. Pourquoi croyons-nous aux objets? Par l'idée. Pourquoi les distinguons-nous les uns des autres? En vertu de l'idée. Pourquoi les plaçons-nous dans l'espace nécessairement les uns hors des autres? Toujours en vertu de l'idée, qui dirige tout le travail intellectuel de la perception; mais si l'idée n'est ni intérieure ni extérieure, si elle est contraire par son essence même à cette distinction des objets, qui est la condition nécessaire de l'existence du monde matériel, l'idée doit créer la nature et en même temps la détruire, en distinguer les objets et les confondre. Contradictoire dans ses effets, elle est donc nulle dans son essence. M. Rosmini doit donc ou nier le monde matériel ou nier l'idée; voilà deux parties de son système, l'ontologie et la psychologie, qui se détruisent l'une par l'autre.

Insuffisante pour affirmer le monde matériel comme pour expliquer la pensée, l'idée du possible ne saurait non plus nous élever à Dieu. Jamais on ne remontera d'une idée ni finie ni infinie, purement négative, exclusivement possible, à un Dieu *positif*, *infini*, *réel*. Si on ajoute le vide au vide, on n'obtient que le vide, et l'*idée vide* de M. Rosmini ne pourra jamais se remplir (*integrarsi*) à l'aide de la sensation, vide à son tour. Si le premier élément de l'idée est vide, en y joignant la sensation, qui n'a pas l'existence en elle-même, il n'en sortira jamais ni le monde, ni Dieu, ni les attributs de Dieu. D'ailleurs, comment concevoir un Dieu qui n'est ni en nous, ni hors de nous, ni dans l'idée, ni hors de l'idée, qui est l'unité indivisible, et cependant se distingue de lui-même dans le Verbe? Enfin, de quelle manière ce Dieu, qui est illimité et par conséquent contradictoire à la sensation, infini et par conséquent contradictoire au fini, immense, éternel, en un mot unique, et par conséquent contradictoire à la division de l'espace, du temps, du mouvement; de quelle manière ce Dieu pourra-t-il se concilier avec la création? Placez-le dans l'idée du possible, et il ne

pourra pas se développer dans la pensée; placez-le dans la pensée, et il n'arrivera point à la réalité. Admettez-le néanmoins comme un infini positif, et il faudra exclure la nature, parce que l'idée est en contradiction avec la sensation, comme l'infini avec le fini : de l'idée à Dieu, il y a donc deux abîmes, et quand on les a franchis, on aboutit à une absurdité.

Ainsi, nous le répétons, M. Rosmini n'explique ni la pensée, ni l'origine des idées, ni le monde, ni l'existence de Dieu. Le prêtre italien voulait rattacher à un seul principe les deux démonstrations du monde matériel et du monde spirituel. En réalité, à l'aide de ce principe, il a rapproché deux systèmes qui s'excluent mutuellement. Pour Locke, la sensation était positive, le monde physique se suffisait à lui-même, c'était là la vérité, et les idées étaient pour ainsi dire négatives, vides, nominales comme de simples signes. Pour Kant, c'est, au contraire, la catégorie de la pensée qui est positive, et la sensation n'a pas de valeur par elle-même. M. Rosmini se présente d'abord en conciliateur : disciple de Locke, il pense que la réalité positive est dans la nature; ensuite, obéissant à l'impulsion de Kant, il admet un premier principe rationnel et forcément positif. Bientôt il suit ces deux systèmes dans leurs applications critiques, et c'est alors que la contradiction éclate. D'après Kant, il traite la sensation comme une négation; d'après Locke, il traite l'idée, Dieu même, comme une seconde négation. De là un monde matériel à la fois positif et négatif, de là un monde spirituel également contradictoire, et quand on revient à l'idée première, à cette forme divine, on trouve que la contradiction s'étend même à ce premier principe de toute certitude, qui n'est ni en nous ni hors de nous, ni fini ni infini, ni l'être ni le néant.

Cette contradiction enveloppe toutes les parties du système, cette idée kantienne introduite dans les théories de Locke soulève mille antinomies. Cependant M. Rosmini veut réfuter le scepticisme; il ne lui reste, pour y parvenir, qu'à diviniser l'idée première : c'est ce qu'il fait, et il prétend que tous les actes qui relèvent de l'idée sont infaillibles. Par là, il se trouve que M. Rosmini dépasse son but; il triomphe du scepticisme, mais il se met dans l'impossibilité d'expliquer l'erreur. En effet, si l'idée première ne saurait par elle-même être mise en doute, l'idée unie à la sensation ne peut pas non plus nous tromper; le monde, nous-mêmes, nos pensées, tout est certain. D'où vient cependant que nous nous trompons à chaque instant? Ce n'est plus la vérité, c'est l'erreur qui embarrasse le philosophe italien; il l'avoue lui-même,

il le répète mainte fois : « Je ne puis pas, dit-il, admettre l'erreur dans la raison. — Le problème le plus difficile est celui de l'erreur (1). » M. Rosmini croit résoudre ce problème en combinant une théorie de Descartes (le prédécesseur de Kant) avec une théorie de Locke; le premier attribuait l'erreur à la volonté, le second à un jeu de la réflexion; le philosophe italien, en unissant la volonté et la réflexion, constitue une seconde intelligence hors de l'intelligence, une seconde raison en même temps volontaire et réfléchie, libre et arbitraire, et qu'il rend responsable de toutes les aberrations. Nous avons la conscience intime et profonde que toute erreur est involontaire; nous voyons les hommes divisés en partis, en sectes, et cependant nous savons que la mauvaise foi dans la dissidence est une exception; le sens commun ne confond jamais l'erreur avec le mensonge. D'ailleurs, rien de plus évident que l'unité et la fatalité logique de la pensée : cette fatalité supprimée, nous serions les maîtres de la vérité et de la réalité. N'importe, M. Rosmini impute l'erreur à la volonté; l'alternative est inévitable : ou son système est faux, ou il faut rejeter le témoignage du sens commun et de la conscience. M. Rosmini n'hésite pas; ne pouvant ni expliquer l'erreur, ni la nier, il imagine deux intelligences, l'une infaillible, l'autre faillible; l'une impersonnelle, l'autre personnelle, et, par cet étrange dédoublement de la raison, il transforme l'erreur en un mensonge, en une révolte de l'intelligence personnelle et volontaire contre l'intelligence impersonnelle. Une théorie analogue avait déjà perdu les cartésiens; grace à son imagination, M. Rosmini en fit le principe d'une nouvelle morale, d'une nouvelle explication du christianisme, et d'une nouvelle philosophie de la politique.

III.

C'est à la philosophie de la morale que M. Rosmini fit la première application de son système. Il consacra quatre ouvrages à cette nouvelle question : *la Philosophie de la morale*, l'*Histoire comparée des Systèmes moraux*, le traité de *la Conscience morale* et l'*Anthropologie*. Le bien, suivant lui, n'est que le vrai; l'intelligence impersonnelle proclame la loi morale dans l'acte de la perception; l'intelligence volontaire, selon qu'elle obéit ou non à l'intelligence imper-

(1) *Philosophie politique*, p. 418; *Philosophie du droit*, p. 61; *Nouvel essai*, vol. III, p. VI.

sonnelle, détermine notre moralité. Tout homme se trouvant éclairé par l'idée première ne peut se dérober à la perception du vrai. Une puissance impersonnelle, irrésistible, lui révèle la valeur des choses et le bien qu'elles renferment. Cette connaissance une fois donnée, le désir est possible, et, avec le désir, la volonté, la réflexion, en un mot l'action de notre intelligence volontaire; c'est là notre propriété, notre responsabilité, notre personnalité. Si l'intelligence volontaire *reconnaît* la vérité, elle est vertueuse; si elle la *méconnaît*, elle est criminelle. Donc le vice est une *révolte* contre la vérité, le péché un *mensonge;* l'homme dépravé se trouve en lutte avec lui-même, c'est une contradiction vivante, il viole l'identité de son être : le *remords* exprime ce déchirement, cette contradiction intérieure. La morale de M. Rosmini repose sur la réflexion; l'homme s'élève à la vertu en cherchant à conformer les jugemens de son intelligence personnelle aux lois de l'intelligence impersonnelle; la justice n'est plus que la pratique de la vérité, et la vérité ne se distingue pas de l'être absolu, de ce Dieu de l'ordre, qui dit à toutes ses créatures : « Aimez-vous comme je vous ai aimé. » Obligés d'aimer les choses en raison du bien qu'elles renferment, nous devons, d'après M. Rosmini, sacrifier la créature inanimée à l'être vivant, la brute à l'homme, respecter la divinité de la pensée dans tous les hommes, et sacrifier, s'il le faut, la création à Dieu, le plus grand de tous les êtres.

Ce roman métaphysique se développe d'une manière bizarre et hardie dans l'*Histoire comparée et critique des systèmes sur le principe de la morale*. Là M. Rosmini met sa théorie en présence de toutes les théories; c'est une sorte de défi porté à toutes les philosophies. Il ne se perd pas à décrire les systèmes, à suivre la filiation des idées; quelques mots suffisent à le mettre en règle avec l'histoire. Le philosophe italien énumère les élémens de sa morale, puis il aborde en masse toutes les philosophies, et d'un seul coup les classe, les expose, les juge et les réfute. Son but est d'interroger les philosophes sur le principe de la moralité; il commence donc par les diviser en deux classes : les uns nient la moralité (comme Protagoras), ou la connaissent (comme Carnéade) sans vouloir l'avouer. Ces philosophes sont écartés par la force même du système. Restent ceux qui reconnaissent la loi morale; M. Rosmini doit les analyser tous. Quels sont les élémens de la moralité? Il y en a quatre : *la vérité, la connaissance directe, la volonté libre, l'être*. De là quatre classes de moralistes combattus et rejetés parce qu'ils rendent impossible la morale en niant la vérité (*sceptiques*), ou la connaissance (*sensualistes*), ou la liberté (cinq classes de *fata-*

listes), ou Dieu (*athées, idolâtres, panthéistes*). Restent les philosophes qui admettent les élémens de la moralité; ici, les systèmes se subdivisent de nouveau: les uns placent le principe moral en nous, les autres hors de nous. Les premiers, subdivisés en physiciens, dynamistes, rationnalistes, se partagent encore en plusieurs classes subordonnées les unes aux autres, et donnent trente-un principes, suivant qu'ils placent la vertu dans l'ordre naturel, dans les affections animales ou intellectuelles, dans la prudence, la science, le plaisir, l'art, l'espoir, le désespoir, etc. M. Rosmini les attaque un à un, après les avoir réfutés d'avance dans les catégories précédemment établies. Il passe ensuite aux théories qui cherchent un principe hors de nous, et ici on rencontre encore seize divisions, soumises à leur tour aux catégories de l'autorité, des principes formels négatifs et des principes formels positifs; ces derniers, imparfaits chez Reinhard, Pini, Poëliz, Clarke, Martini, acquièrent leur dernière perfection chez M. Rosmini, qui se place à la dix-septième division, sous la catégorie des principes formels positifs, et répond ainsi à toutes les conditions qu'il a vainement demandées à toutes les autres théories. Le jeu de la réfutation est habilement disposé; rien n'échappe à l'appareil des distinctions dialectiques. M. Rosmini descend de catégorie en catégorie, et on dirait qu'il précipite les philosophes de chute en chute; ils sont déjà brisés quand il les saisit dans leur individualité caractéristique. Tous succombent devant cette argumentation, qui se concentre à chaque pas, et va frapper l'erreur dans ses moindres replis.

Après le combat, M. Rosmini s'occupe de régulariser son triomphe. Suivant lui, le principe moral doit présenter six caractères : il doit être simple, universel, évident, supérieur, antérieur à tout, et inhérent à la morale. Or, l'acte de l'intelligence volontaire, qui reconnaît l'intelligence impersonnelle, cet acte qui, suivant M. Rosmini, est le principe de la morale, présente seul les six caractères qui manquent à toutes les théories. Quelques philosophes ayant cependant entrevu le principe que pose le penseur italien, M. Rosmini réduit sa théorie à sept propositions, et reconnaît les rapports qu'elle offre avec les théories antérieures; sur quelques points, il se rapproche de Platon et de Zénon; sur tous, il s'accorde avec la tradition chrétienne. L'Écriture enseigne que la vertu est une avec la vérité; elle voit le principe du vice dans une révolte de la pensée (*cogitationes malæ*), elle signale la perversité de ces peuples anciens qui regardaient sans voir; le christianisme, suivant M. Rosmini, vient donc sanctifier la théorie qui place la moralité dans l'accord de la vérité avec la raison.

Le contraste de la morale antique et de la morale chrétienne inspire au philosophe tyrolien des pages vraiment élevées. L'idée de l'absolu manquait à l'antiquité; par conséquent, le principe de la vertu devait lui manquer. Les païens réduisaient la morale à la science du bien, et faute d'absolu, Épicure divinisait le plaisir pour le rendre obligatoire. L'école stoïcienne s'éleva contre Épicure; elle démontra aisément que la vertu n'est pas le plaisir, et que le plaisir n'est pas le bonheur. Victorieuse contre Épicure, elle échoua en plaçant le souverain bien dans l'adhésion à la vertu. Poussés de conséquence en conséquence, les stoïciens durent croire à l'inaltérable félicité du juste qui brûle enfermé dans le taureau de Phalaris : ils insultaient donc au sens commun, ils se séparaient de l'humanité, ils ne pouvaient pas même s'accorder entre eux. On demanda si ce sage qui jouit du souverain bien dans les transes de la mort pouvait se rencontrer parmi les hommes. Les stoïciens le nièrent ou hésitèrent, l'école se divisa, et ici finit la morale stoïcienne, détruite par elle-même. La morale ancienne avait compris que les biens du monde matériel étaient bornés et relatifs, et qu'il fallait à l'homme un bien absolu; ne pouvant découvrir ce bien absolu, elle recourut au mensonge, et elle créa un bien imaginaire. Le mensonge des épicuriens était vil, celui des stoïciens absurde. Le parti qui se plaçait entre ces deux systèmes méconnaissait aussi la vérité morale. En identifiant l'homme et le citoyen, il prétendait assurer le bonheur de l'individu par le bonheur de l'état; c'était là sacrifier l'homme à la société, en faire un instrument de la politique, établir l'esclavage le plus profond de la nature humaine. D'ailleurs, le bonheur de l'état, fût-il parfait, ne peut suffire à nous rendre heureux.

Aucun de ces systèmes, dit M. Rosmini, n'avait trouvé le plein accord de la vertu avec le bonheur. Le christianisme a résolu tous les problèmes que la morale païenne avait laissés sans solution, il a prévenu toutes les objections, satisfait à toutes les exigences de la morale en nous assurant, comme *récompense*, un bien infini, au-dessus de la nature, supérieur à tous les sophismes du plaisir, du bien public et de la vertu païenne. Le christianisme tout entier consiste à *reconnaître* Dieu; c'est là ce qui dépend de nous seuls, rien ne peut donc nous nuire dans ce monde, excepté nous-mêmes, et c'est ainsi que se consomme l'accord de la vertu et du bien-être. Le mot de *récompense* effraie M. Rosmini à l'instant même où il le prononce : la vertu peut-elle se payer? La révélation répond à ce dernier doute; ce bien qu'elle promet à la vertu, c'est la possession de Dieu même, qui n'est que l'es-

sence de toute vertu. Si la vertu et le bien n'étaient pas une seule et même chose, la vertu dans son juste orgueil dédaignerait le bien, ne pouvant rien accepter que d'elle-même. Tel a toujours été le sentiment de tous les peuples; le Koran est sur ce point d'accord avec la Bible. Mahomet raconte que Moïse a secouru les filles de Jéthro. Pour lui prouver sa reconnaissance, Jéthro l'invite à s'asseoir à sa table; Moïse refuse. Il y a dans notre famille, dit-il, cette loi inviolable : tu feras le bien sans en attendre aucune récompense. — Et dans ma famille, répond Jéthro, il y a aussi cette loi sacrée : tu ne laisseras pas partir un étranger sans lui avoir offert l'hospitalité. L'Évangile a donné la science de ce sentiment moral qui se développait obscurément dans l'histoire de l'antiquité.

Cette théorie est développée avec force par M. Rosmini, mais il faut se placer au point de départ même du philosophe. En divinisant la pensée, M. Rosmini l'a rendue infaillible; il est donc forcé d'inventer une seconde intelligence responsable, et cette intelligence rend compte à elle seule de la vertu tout entière. Qu'arrive-t-il? Tant que M. Rosmini attaque les philosophes, il est irrésistible, sa marche est sûre; comme le principe moral est étranger à la raison, les philosophes s'efforcent en vain de le saisir par la raison; ils passent de l'ordre à Dieu, à la nature, à l'instinct, et, par d'innombrables cercles vicieux, reviennent toujours au point de départ pour se débattre contre de nouvelles difficultés quand il faut concilier la Providence et le mal, la liberté et la prescience. M. Rosmini propose une théorie nouvelle, et malheureusement il échoue par la faiblesse de son propre principe. Comment y aurait-il deux intelligences dans l'homme pour expliquer l'acte unique de la pensée? Comment l'intelligence volontaire pourrait-elle haïr le bien, chérir le mal, falsifier artificieusement tous les rapports, toutes les connaissances, dans le seul but de se perdre? Cette intelligence est une chimère, c'est le génie du mal qui veut le mal pour lui-même, sans motif, sans cause; c'est une puissance imaginaire et absurde, tant elle est malfaisante. Admettons-la : supposons que le vice soit un mensonge de l'intelligence volontaire. L'important était d'indiquer le principe premier qui défend le mensonge : quel est ce principe? M. Rosmini le suppose sans cesse, et il ne l'indique jamais. Tantôt il confond le mensonge avec la contradiction, et dans ce cas le vice est impossible; tantôt il dit que le mensonge est *honteux*, et alors c'est la honte, c'est le sentiment qui oblige, et non pas la vérité. Les sentimens obligent-ils? Non, M. Rosmini a réfuté les théories qui admettent les sentimens comme obligatoires; il a raillé

Wollaston pour avoir dit que le vol et l'assassinat sont des mensonges. Où trouver donc le principe qui défend le mal? L'ordre de l'univers est-il obligatoire pour nous? Mais, selon M. Rosmini lui-même, nous ne sommes pas chargés de soutenir le monde. Devons-nous obéir à notre raison? Personne, M. Rosmini l'a reconnu, personne n'est tenu d'obéir à soi-même. Faut-il repousser le vice parce qu'il nous rend malheureux? Rien, c'est encore M. Rosmini qui parle, rien n'oblige l'homme à chercher le bien pour lui-même, il peut y renoncer. Faut-il céder à l'autorité de l'état, de l'église, des traditions? Non : Dieu lui-même nous donnerait un ordre que, sans un principe antérieur d'obligation, nous ne serions pas encore tenus d'obéir (1). Partout nous trouvons M. Rosmini victime de sa propre critique. Quant à ses idées sur la révélation, la béatification en Dieu, nous n'hésitons pas à dire qu'en ce point il n'a pas compris la grandeur du christianisme. Quel est le bonheur de la vision de Dieu? Comment est-elle possible? De quelle manière un esprit fini peut-il communiquer avec l'infini? Loin d'avoir expliqué ces mystères, le christianisme est sublime pour les avoir révélés sans les expliquer. Les religions païennes, les mystagogies orientales nous décrivent la vie à venir; l'Évangile ne la décrit pas. S'il avait parlé du bonheur céleste, le paradis chrétien aurait été livré aux discussions d'Épicure, de Zénon, d'Aristippe, d'Hégésias; on se serait demandé si le plaisir est possible sans la douleur, si le plaisir est le bonheur, si l'illusion est supérieure au plaisir, s'il faut préférer l'espoir au désespoir, etc. Le silence de l'Évangile sur la béatification est complet, il fallait le respecter. C'est ainsi que, par une divine adresse, le christianisme a protégé les espérances de l'homme contre cette critique grecque devant laquelle rien n'avait pu tenir, ni la terre, ni le ciel, ni le bonheur des hommes, ni celui des dieux. M. Rosmini a pris le mystère, en d'autres termes le problème pour la solution du problème, et, détruisant toutes les théories, il aboutit au mystère, c'est-à-dire à l'inconnu. Et si par sa théorie il ne peut s'emparer ni du bonheur ni de la vertu, si en quelque sorte il l'avoue lui-même (2), il s'ensuit qu'après ses triomphes M. Rosmini doit reculer à travers le dédale de ses distinctions dialectiques, il doit revenir sur ses pas, retourner à l'instinct, aux affections, à la nature, opter de nouveau entre le bien public et le bien individuel, entre le plaisir et l'illusion, entre l'espoir et le désespoir, en un mot retourner au point de dé-

(1) V. *Philosophie de la Morale*, ch. IV, VI, VII, et p. 99, 150, 154, 178, 146, 348.
(2) *Philosophie de la Morale*, p. 53, 54.

part, à l'alternative de Foscolo et de Gioja, libre à lui ensuite de parcourir de nouveau son cercle magnifique pour osciller dans l'alternative éternelle des antinomies de Kant. Non pas que la philosophie soit condamnée au scepticisme : l'humanité est en marche depuis cinq mille ans sans même élever un doute sur le bonheur et la vertu; mais pour se rallier à l'histoire, pour réaliser cette grande conception chrétienne, la science doit chercher la vertu et le bonheur là où ils sont, dans les forces mystérieuses de l'inspiration et de la vie, car toutes les théories qui aspirent à une vertu spéculative se détruisent toujours par elles-mêmes, grace à cette propriété merveilleuse de la raison qui anéantit l'erreur par l'erreur.

IV.

M. Rosmini a considéré la raison impersonnelle comme la vérité, l'intelligence personnelle comme la puissance de l'erreur : la première nous divinise par le christianisme, la seconde tend sans cesse à nous dégrader. C'est par cette antithèse que M. Rosmini crée une nouvelle philosophie de l'histoire, qui est peut-être la partie la plus ingénieuse de son système.

Comme le premier principe de la pensée est l'idée de l'existence, l'existence doit être le premier but de la société; plus les hommes aspirent à constituer l'état, plus ils se fortifient; plus ils cherchent à le perfectionner, plus ils s'affaiblissent. A ce point de vue, l'histoire de toutes les nations se divise en quatre époques, suivant qu'elles tiennent avant tout à l'*existence*, ou qu'elles préfèrent les accidens de la *puissance*, de la *richesse* et du *plaisir*.

Dans la première époque, les hommes éprouvent le besoin de s'arracher à l'état de souffrance et d'isolement; tous cèdent à la vérité immédiate de ce besoin, tous veulent s'associer; l'unité du but leur sert de frein moral : ils se sentent frères dans l'état, et cette fraternité les transforme en héros. Menacés dans la patrie, ils consentiront à la défendre jusqu'à la mort. C'est l'âge d'or de l'histoire; tous les moyens alors conspirent au même but; l'harmonie est complète entre l'homme et le citoyen, les mœurs et les lois, les vertus et les intérêts.

Bientôt la société, munie d'armes et de lois, passe de la défense à l'attaque, de la résistance à la conquête; elle veut grandir, et l'action des lois devient plus sévère, la propriété isole les hommes, l'ambition les rend durs et injustes. On est à la seconde époque, la *puissance* fait oublier l'*existence*, les vertus primitives s'altèrent; un patriotisme am-

bitieux n'enfante plus que des vertus apparentes, et comme l'ambition ne connaît pas de limites, comme elle s'irrite par le succès, tout bonheur disparaît, et de grandes conquêtes (*magna latrocinia*) terminent dignement une époque où la force tend à remplacer la justice.

A la troisième époque, c'est une nouvelle décadence. Fatiguées de la guerre, les nations se tournent vers l'industrie et le commerce, elles préfèrent la richesse à la puissance; pour s'enrichir, elles oublient de se fortifier, et les hommes songent beaucoup plus à eux-mêmes qu'à l'état. La corruption est au comble dans la quatrième époque; au milieu des richesses, un but plus frivole encore, le plaisir, se présente, et les nouvelles générations prodiguent dans le luxe les trésors accumulés par l'avarice des générations antérieures. La société, plus brillante à la surface, se décompose au fond; chaque citoyen se préfère à l'état, qui n'est plus qu'une abstraction; on ne sait résister ni aux révolutions intérieures, ni au choc des invasions.

Telle est la loi des peuples; c'est une loi de déchéance; ils s'affaiblissent en vieillissant. En effet, nous pouvons apprécier la capacité de l'intelligence par les quatre mesures de l'*abstraction*, du *nombre*, du *temps*, de l'*espace*, c'est-à-dire par son aptitude à abstraire, par le nombre des objets qu'elle domine, et par le temps et l'espace qu'elle embrasse. Dans la première époque, l'intelligence des masses s'attache à la fondation et à la défense de l'état; sa capacité embrasse l'*abstraction*, le *nombre*, le *temps* et l'*espace*, limités par les confins de la patrie. Dans la seconde époque, la guerre inspire des désirs illimités de puissance et de gloire; on veut tout soumettre, les choses et les hommes pour l'éternité, et quand la conquête se réalise, elle impose aux conquérans l'art de gouverner, le plus difficile et le plus abstrait de tous les arts. De là le génie des peuples conquérans. Malheureusement la conquête introduit l'esclavage, l'ambition entraîne l'égoïsme; l'intelligence, tout en embrassant les arts de la guerre, limite son essor à un but individuel. Sa capacité, qui a semblé s'étendre, diminue donc en réalité. A la troisième époque, l'intelligence se développe encore sous les quatre aspects que nous avons indiqués. Le génie de l'industrie et du commerce est inépuisable en inventions, il embrasse d'innombrables objets, il soumet tout au calcul, il franchit toutes les limites de l'espace pour mettre en communication tous les peuples de la terre; sa prévoyance recule les bornes du temps, et ses abstractions s'emparent de tous les rapports de la société, parce que tout tient à tout dans un état fondé sur le commerce. Cependant le but de l'industrie est mille fois plus borné que celui de l'ambition,

la capacité de l'intelligence subit donc une nouvelle atteinte, et le mouvement intellectuel ainsi limité s'affaiblit tous les jours. A l'âge des plaisirs, ce mouvement s'arrête, le plaisir est sensuel, et on ne saurait rien imaginer de plus fugitif dans le temps, de plus borné dans l'espace, de plus contraire à l'abstraction, de plus opposé à la prévision, de plus limité dans son but. L'intelligence s'éteint dans les sociétés corrompues, ou, si elle s'agite encore, elle ne présente que des oscillations de plus en plus affaiblies. Les anciennes formes de gouvernement subsistent, mais ce ne sont plus que des apparences; l'ancienne langue vit encore, mais le sens des mots se perd : les souvenirs de l'ancienne sagesse sont tournés en ridicule. Une littérature d'imitation, une originalité d'emprunt, insultent aux traditions de l'art; la science fait l'apologie du luxe, du vice, de l'impiété, et toutes ces causes conspirent à la dissolution de la société.

Si les nations se dégradent sans cesse en passant de l'existence à la puissance, à la richesse et au plaisir, il n'en est pas de même pour les individus. Tandis que l'intelligence collective s'éteint, l'intelligence individuelle grandit et se développe. Une fois arraché à la corruption traditionnelle de la famille, l'homme est plus fort que les hommes; il reste seul, mais il se dérobe à la décadence universelle. Les grandes conquêtes se font par des armées composées d'hommes sans famille, les fondateurs de Rome n'avaient pas de femmes avec eux; en Grèce, Cadmus, Thésée, les autres législateurs qui viennent apporter les arts, le culte, fonder des états, sont des individus isolés, ou, pour traduire plus fidèlement M. Rosmini, des célibataires (*scapoli*). Dans l'Inde, les castes résistent à la corruption des masses; c'est encore la hiérarchie fondée sur la capacité des individus qui fait toute la force de l'empire chinois. Les individus seuls résistent donc à la décadence progressive des sociétés, soit comme législateurs, soit comme fondateurs, soit comme conquérans. Les conquérans surtout sont providentiellement prédestinés à la régénération des peuples; quand ceux-ci ont perdu leurs droits à la vie, les conquérans s'en emparent et les améliorent en les associant à leur propre destinée. L'histoire de l'antiquité se développe par l'action des conquérans sur la société; la civilisation part de l'Assyrie pour arriver jusqu'à Rome de conquête en conquête; plus tard elle continue sa route vers le nord-ouest, s'affaiblissant au midi et se renouvelant par le nord.

Malheureusement l'influence des individus ne pouvait rester longtemps triomphante dans la société païenne. Il devait venir une époque où la déchéance des peuples entraînerait celle des hommes, où la cor-

ruption des vaincus se communiquerait aux vainqueurs et finirait par envahir le monde.

Cette époque arriva en effet : les conquérans, qui ne subirent pas l'influence des peuples déchus, durent les mépriser et les asservir : plus ils étaient forts, plus l'esclavage du vaincu était dur et profond. Or, l'esclavage est un arrêt de mort pour la société; il est impossible à l'esclave de se racheter ou de s'affranchir, il est impossible au maître de l'améliorer ou de l'émanciper, et l'état ainsi corrompu subit la loi de la déchéance universelle, à moins d'être conquis de nouveau, ce que la dégradation de tous les peuples finit par rendre impossible. Les législateurs sont aussi impuissans que les conquérans à ranimer les sociétés mourantes. Dans les premiers âges, l'homme qui dictait des lois était obéi, parce que les masses comprenaient la nécessité de se réunir. Les derniers législateurs doivent lutter contre la volonté de tous; loin de favoriser la liberté, ils ont à imposer des lois coërcitives; les uns sont forcés de défendre la lecture des livres sacrés, les autres de s'abaisser à de minces détails d'économie domestique, de combattre le luxe, de publier des lois somptuaires : tâche ingrate, odieuse, injuste en apparence, et enfin inutile, car les mœurs l'emportent sur les lois, et celles-ci, violées par les hommes chargés de les défendre, perdent leur action et tombent en désuétude. Les philosophes viennent échouer aussi contre les obstacles vainement combattus par les conquérans et les législateurs. Le spectacle de l'harmonie qui régnait dans les premiers âges permettait de croire à la bonté instinctive de la nature humaine : plus tard, la corruption se développe, et les philosophes doivent condamner l'instinct pour chercher ailleurs le principe de la moralité. Dès-lors la philosophie sépare la sensibilité de l'intelligence, et soumet la première à la seconde. Elle prétend s'élever à la moralité par la force des abstractions; mais la vertu, réduite ainsi à une sorte de spéculation scolastique, se trouve rejetée hors du monde par ceux même qui veulent l'y introduire. Cette vertu spéculative, partage de quelques savans, élève le type du sage tellement au-dessus de la foule, que la philosophie se voit amenée à mépriser la foule. De là les symboles, les mythes, les allégories, mystérieuses enveloppes d'une vérité qui fuyait le grand jour; de là l'indifférence des philosophes pour les mensonges de l'idolâtrie païenne; de là l'inutilité de la mort de Socrate, l'inutilité des avertissemens de Platon et d'Aristote sur les dangers de l'industrie et du commerce. Impuissante par son élévation, par son isolement, par ses disputes et ses hésitations, impuissante parce qu'elle ne savait ni dominer les illusions ni satisfaire aux grands

instincts de la nature humaine, accablée en quelque sorte par sa propre vertu, la philosophie ne put long-temps résister au courant général; elle se fit épicurienne. Alors elle pénétra partout, elle envahit les palais, le forum, les théâtres; auparavant elle contemplait, depuis elle précipita la décadence du monde ancien.

Rien donc n'arrête la dégradation progressive des masses; contenu au commencement par les individus, le mal finit par les gagner. Tel fut le sort de la société païenne : tout espoir semblait perdu pour elle, tous les liens invisibles de l'affection et du droit étaient brisés dans l'état; mais, quand le monde ancien ne put être racheté ni par les lois, ni par les conquêtes, ni par les philosophies, le christianisme annonça la bonne nouvelle, il promit la *rénovation de toutes choses*. Et nous qui venons deux mille ans après l'Évangile, ajoute M. Rosmini, nous savons qu'il a tenu ses promesses : les sociétés frappées de mort sont ressuscitées, la civilisation s'est renouvelée, l'église grandit tous les jours, elle a déjà réuni les membres les plus éloignés de la grande famille de l'humanité. Comment s'est opéré ce prodige de la rédemption? Si le miracle est divin, le fait est humain, assure M. Rosmini, et on peut l'analyser. A l'époque d'Auguste, le genre humain avait épuisé toutes les épreuves; il avait successivement cherché le bonheur dans la puissance, dans la richesse, dans le plaisir, et le bonheur lui avait sans cesse échappé. Le christianisme condamna la terre, il promit la béatitude dans le ciel; ainsi il triompha du plaisir, et toutes les espérances furent relevées. Les législateurs s'adressaient à l'état, à la famille, les philosophes aux savans; on demandait à l'homme quelques vertus seulement, parce qu'on avait méconnu l'ensemble de nos instincts. Le christianisme réclama toutes les vertus, s'adressa au cœur; il fit appel à tous les hommes sans distinction d'âge, de sexe, d'éducation, de race, de langage, d'instruction, et il devint le refuge des masses, sacrifiées à jamais par l'organisation des sociétés anciennes. L'intelligence païenne enchaînée à la sensation se flétrissait, le christianisme parla de Dieu, de l'esprit, du ciel; il ouvrit à la pensée humaine des horizons d'une largeur inattendue, elle put dès-lors embrasser le plus grand nombre, l'abstraction la plus élevée, le temps et l'espace les plus étendus qu'il fût possible de concevoir. Le christianisme comprend dans une seule étude, celle de Dieu, tous les biens et toutes les connaissances. Il dédaigne le temps, se propage dans tous les climats, et prêche un Dieu sans forme, qu'aucune figure ne représente, qui est partout, et nous commande de vivre dans ce monde comme si ce monde n'était pas : abstraction, nombre, temps, espace,

ces quatre mesures de la capacité intellectuelle, atteignent avec lui leurs dernières limites. En proclamant la *lumière divine qui éclaire tous les hommes*, l'Évangile apporta un principe vivifiant à la science qui dépérissait. La morale, qui n'avait jamais eu de bases solides dans l'antiquité, fut complétée et réhabilitée en même temps par une vertu nouvelle, par la charité. On avait gouverné le monde par la force, la ruse et la philosophie; la loi d'amour, s'élevant au-dessus de ces moyens incomplets, fit descendre la science elle-même au second rang. Enfin le christianisme, fidèle à sa mission, qui est de fortifier et d'exalter l'individu, releva la dignité humaine et constitua dans l'église, dans cette société d'hommes sans famille et sans patrie, une garantie permanente contre la corruption des masses, contre les violences impériales; il assura ainsi le véritable gouvernement de l'humanité par les individus, dans le but de l'association universelle. Ouvrons la Bible : toute l'histoire aboutit au gouvernement de l'humanité par l'église; les juifs, dans leur naïveté primitive, espèrent une Jérusalem terrestre, les biens de ce monde, l'empire de la terre. En attendant, les païens épuisent les épreuves de la vie; des patriarches, des prophètes, guident le peuple d'Israël au milieu des sociétés anciennes, dont les législateurs et les conquérans cherchent à prolonger l'existence. A la fin, la chute devient inévitable, l'humanité se meurt parce qu'elle n'a foi que dans le monde; le christianisme la sauve en lui montrant le ciel. Le monde était devenu chair, il fut convié à la communion de l'esprit; il se corrompait dans la tradition, dans la famille, dans l'état : il fut réhabilité par le gouvernement des individus, immortalisé par l'infaillibilité de l'église et par la révélation, qui montra la divinité dans tous les hommes. La société païenne était sans défense devant la séduction de la richesse, ses législateurs redoutaient le commerce et l'industrie; ils ne savaient garantir la moralité de la femme que par la réclusion domestique, la richesse était funeste aux anciens. Le christianisme résiste à tout; il adopte le commerce, l'industrie, parce qu'il propose un but éternel; il ne rejette plus les biens de ce monde, parce qu'ils peuvent servir de moyen pour obtenir le bonheur absolu. Enfin, il ne redoute plus les séductions terrestres, car *toutes les richesses de la terre ne sont rien pour celui qui perd son ame.*

Somme toute, le vice des sociétés anciennes était d'immoler le but aux moyens; le secret de la rédemption fut de subordonner tous les moyens à un but. Et si l'église contient la faillibilité des hommes, si la rédemption est permanente, si les écarts du monde ancien sont désormais impossibles, si l'humanité tend chaque jour à une association

plus étroite, c'est que le gouvernement des individus, constitué pour toujours sur les principes de l'école évangélique, verse à chaque instant des torrens de lumière dans la société : en parlant d'un bonheur sans limites, il dissipe sans cesse toutes les illusions qui se développent au sein de la civilisation (1).

D'un côté, les masses qui se dégradent entraînant les individus dans leur décadence; de l'autre, les individus qui se perfectionnent protégeant les masses contre elles-mêmes; d'un côté, la chute du monde ancien, de l'autre la rédemption du monde moderne; au commencement de l'histoire, le bonheur dans la barbarie primitive; sur la fin des temps, le bonheur dans la contemplation de l'infini; à l'origine de la création, le mal qui s'empare de l'humanité pour la précipiter d'abîme en abîme; plus tard, l'Évangile qui la rachète pour l'élever jusqu'à Dieu : telle est la philosophie de l'histoire d'après M. Rosmini. C'est un ingénieux agencement d'abstractions qui se multiplient, se compliquent, se résolvent l'une dans l'autre, et nous ramènent toujours aux premiers principes du système. Le philosophe italien avait constitué deux intelligences dans l'homme, l'une pour l'erreur, l'autre pour la vérité; il constitue deux histoires dans l'histoire, deux traditions dans la tradition, l'une pour la décadence, l'autre pour le progrès, l'une pour les masses, l'autre pour les individus, l'une pour le paganisme, l'autre pour le christianisme. Suivant M. Rosmini, l'erreur vient de la réflexion volontaire, et il se méfie du mouvement de la réflexion, c'est-à-dire de la marche des idées, du progrès des sociétés, de ce développement de l'intelligence qui constitue la vie de l'histoire. Pour lui, la vérité réside dans le premier principe de la raison, et sans dédaigner les inventions matérielles, les améliorations industrielles, il va chercher dans la notion isolée et insaisissable de l'infini toutes les grandeurs de l'histoire. Mais il suffit de rétablir l'unité de la pensée pour faire disparaître ce manichéisme du bien et du mal, de la perception et de la réflexion, du christianisme et du paganisme. La raison est la même dans la perception et dans la réflexion, dans un jugement isolé et dans une suite de jugemens; c'est donc la même faculté qui enfante les améliorations les moins importantes de l'industrie et les plus grandes conceptions religieuses. Le monde visible de l'industrie n'est-il pas à la merci du monde invisible des idées? Tout se tient dans le mouvement intellectuel : une idée peut contenir en puissance mille dé-

(1) Voyez les deux ouvrages : *Della Ragione sommaria per la quale le società stanno e rovinano;* — *Della Società e del suo fine*, liv. II.

couvertes, et c'est toujours des profondeurs de la réflexion, une et systématique dans tous ses actes, que sortent les merveilles de l'industrie et de l'art. La raison pourrait-elle s'égarer naturellement? Dans ce cas, il y aurait des raisonnemens sans raison; essentiellement logique, l'intelligence ne détruit pas pour détruire, elle n'a pas de facultés pour l'erreur ou pour la vérité, elle ne combat pas pour combattre; sans idées, elle est immobile; une fois en mouvement, elle ne détruira les idées qne par les idées; si elle détruit en construisant, c'est qu'elle construit en détruisant. Est-il un dogme qui fasse irruption dans le monde sans prendre la place d'un dogme antérieur? Ce combat incessant des idées par les idées montre qu'il n'y a pas de vides dans l'intelligence, que tout tient à tout dans la pensée, que tout obéit aux lois de la logique dans la société, et que dans l'histoire un mouvement unique rallie les moindres inventions de l'industrie aux abstractions les plus élevées de la philosophie.

Au reste, la raison, une et identique dans tous les actes de l'intelligence, est en même temps une et identique dans tous les hommes : veut-on qu'elle soit rétrograde? elle le sera dans les individus comme dans les masses; le célibat ne change pas la nature des hommes. Reconnaît-on qu'elle est progressive? elle doit l'être dans les masses comme dans les individus; le mariage ne peut pas falsifier la logique. Si les philosophes, les conquérans et les législateurs marchaient au rebours de l'humanité, jamais à aucun moment de l'histoire les individus n'auraient été compris par les masses; les uns auraient été plus que des hommes, et les autres moins que des brutes. Donc il est faux que la raison soit condamnée à des aberrations sans but, il est faux que les peuples soient livrés à une déchéance irrésistible, il est faux que le monde ancien ait été condamné à périr par les peuples. Et si la chute du monde ancien est imaginaire, que devient la rédemption divine du monde moderne? Une œuvre inutile, telle que la conçoit M. Rosmini, et, ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'après l'avoir invoquée comme un miracle nécessaire, il l'explique comme un fait très naturel. Laissons parler l'auteur anonyme d'une brochure sur M. Rosmini, évidemment inspirée par les jésuites, et dont il convient de résumer ici l'esprit plutôt que la lettre : — De notre temps, dit-il en s'adressant au prêtre tyrolien, l'incrédulité prend une nouvelle forme, elle ne nie plus la grandeur de la révolution chrétienne; Voltaire nous insultait, on réfutait la Bible, les impies préféraient le paganisme à l'Évangile, l'absence de toute religion à une religion. Aujourd'hui les philosophes aspirent à nous remplacer; réduisant

toutes les attaques à une seule, ils nient la divinité de Jésus-Christ et laissent subsister le dogme et la tradition pour faire de la philosophie nouvelle une ancienne religion, ou d'une ancienne religion une philosophie nouvelle. Pour vous, ajoute-t-il, la rédemption, c'est la révélation de l'idée première qui a toujours été dans l'homme, de l'infini dont la notion est inhérente à la pensée, du souverain bien que Platon avait signalé, de la vie à venir que tous les peuples ont toujours espérée, de la spiritualité, de l'ascétisme contemplatif, dont le principe se retrouve mille ans avant Jésus-Chrit dans le bouddhisme, et avant l'Évangile dans l'école d'Alexandrie. Le christianisme a donc révélé ce que l'on savait déjà; les apôtres ont surpassé les philosophes, mais ils n'ont pas été supérieurs à l'humanité. A ce titre, M. Rosmini peut les appeler les disciples de *l'école évangélique;* mais, s'il est chrétien, il l'est à peu près comme Platon ou tout au plus comme Hegel, il l'est autrement que nous; il parle de l'idée première, nous des prophètes et des miracles; il parle des quatre mesures de l'intelligence, nous des sacremens et de la messe. Les philosophes doivent lui savoir gré d'avoir imaginé une église fondée sur la raison individuelle, une tradition sacrée établie sur le cartésianisme le plus aigu; mais son église se trouve peut-être constituée dans quelque université allemande et non pas à Rome, où le saint-siége, seul dépositaire de la foi, est toujours infaillible parce qu'il est au-dessus de la raison. L'intention de M. Rosmini était louable, il voulait gagner les philosophes à la religion; mais, en s'engageant sur le terrain du rationalisme, il s'est laissé gagner lui-même à la philosophie : il a invoqué la révélation comme un théologien qui reconnaît l'impuissance naturelle de la raison des masses, et il a constitué une église cartésienne comme un philosophe qui croit à la perfectibilité indéfinie de l'intelligence individuelle.

Suivant nous, M. Rosmini n'a pas cherché la religion là où elle se trouve, hors de l'expérience, hors de l'intelligence, dans une suite de prophéties et de miracles; car la religion se réduit à une démonstration positive de la providence divine, fixée par l'inspiration des poètes et des prophètes, par une poésie inexplicable comme l'art, irrésistible comme le beau. Que l'expérience, que la physique nie les miracles, qu'elle dépouille tous les jours la tradition de son prestige; qu'à son tour la raison relègue Dieu hors du monde, qu'elle le rende indifférent à la prière, à la vertu, à la moralité : cette double négation, l'une expérimentale, l'autre rationnelle, n'aura d'autre résultat que de mettre en présence la création et le créateur, comme les deux termes d'un mystère inexplicable. Mais à ce moment même, quand la vérité

se perd pour le sens et pour la raison, il s'élève une voix mystérieuse, la voix que saint Jean et sainte Ildegarde entendirent dans l'extase, et dont les prophètes traduisirent en paroles les accens ineffables. Cette poésie sacrée devient la tradition, et trouve le lien qui unit le monde, privé d'une existence propre, à Dieu, que la philosophie n'atteint que par des démonstrations négatives. Pour Voltaire, l'inspiré sera malade, pour les philosophes ignorant; mais l'inspiration échappe aux yeux comme à la raison, et elle concilie la contradiction des sens et de l'entendement, en découvrant ce Dieu créateur, ce verbe, ce médiateur, qui est le Dieu de la prière, de l'art, de la moralité et de la religion. Ce grand spectacle a été perdu pour M. Rosmini. Bien que rationaliste, il a méconnu la puissance invisible de l'esprit, qui conduit d'une idée à un système, et d'un système à tous les systèmes, par un mouvement continu où la destruction est indivisible de la construction. Quoique observateur et moraliste, il n'a pas su discerner cette puissance invisible du cœur, qui précède et suit tous les progrès de l'humanité, créant toujours de nouvelles vertus pour les intérêts nouveaux, une nouvelle inspiration pour toute nouvelle société. La civilisation, ainsi dépouillée de son prestige, de son inspiration, de la sainteté de ses cultes, s'est présentée à ses yeux telle que la décrivait Gioja, comme le travail aride de l'égoïsme, comme la libre concurrence de tous les vices s'utilisant, s'appuyant, se mitigeant l'un par l'autre au profit de tous les hommes. Dès-lors M. Rosmini a condamné la civilisation; tantôt il a voulu se réfugier, comme Rousseau, dans un état presque naturel, tantôt il a voulu se réfugier de nouveau dans la contemplation de l'idée première. Double illusion, car le bonheur ne se trouve ni dans la barbarie, ni dans l'idée première, et l'accord de ces deux extrêmes est impossible; on ne parvient à les concilier ni par une chute imaginaire, ni par une rédemption inutile; l'histoire se dérobe tout entière aux antithèses de M. Rosmini, et le christianisme invoqué, comme le *deus ex machina*, pour faire disparaître toutes les contradictions, disparaît lui-même, vaincu par les contradictions qui l'entourent. Naturel si les individus sont progressifs, impossible si les masses sont rétrogrades; naturel si l'infini est en nous, de nouveau impossible dans l'absence de l'idée première, le christianisme, dans le système rosminien, aboutit à une contradiction quand il s'agit de combiner la foi et la raison. En définitive, M. Rosmini sacrifie l'infaillibilité de la raison à l'autorité de l'église, et l'infaillibilité de l'église à l'autorité de la raison. On s'explique que les théologiens lui reprochent de voir dans le saint-siége une église kan-

tienne, qui a la raison pour autorité, Platon pour fondateur, et la philosophie pour tradition. M. Rosmini a voulu dompter Kant, et c'est Kant qui finit par le dominer sans qu'il s'en aperçoive. Une seule idée kantienne, l'idée de l'être possible, suffit à ébranler tout son système en heurtant contre la masse d'idées sensualistes tour à tour invoquées par M. Rosmini afin d'éviter l'absorption du panthéisme, et repoussées pour éviter l'impuissance du matérialisme.

C'est cependant un curieux enseignement que ce dogmatisme qui se combat avec ses propres armes, ce scepticisme qui s'ignore, cette métaphysique assez riche d'inventions pour se tromper elle-même, et cependant logique dans l'incohérence, si bien qu'elle revient sans cesse au doute qu'elle veut anéantir. M. Rosmini a tout analysé; il a vu presque toutes les difficultés de la science, il les a abordées hardiment. Bien que croyant, il n'a jamais reculé devant aucun problème, il n'a hésité devant aucune assertion, quand il se croyait en présence de la vérité. Son antipathie pour les philosophes modernes est évidente, mais il ne décline jamais un instant la responsabilité de la pensée; on lui conseillait de laisser là les questions inutiles de la métaphysique, mais il pense que Dieu seul connaît ce qui est inutile; on le détournait de cette science moderne si funeste à la théologie, mais il s'y est livré avec toute l'ardeur d'un homme convaincu que Dieu a permis au doute de pénétrer dans les profondeurs intimes de la pensée, afin que la science en sortît rassurée à jamais contre un scepticisme poussé jusqu'aux dernières limites du possible. M. Rosmini, il est vrai, n'a pas triomphé dans cette lutte courageuse; il explique le beau par l'infini qui est partout, la morale par un mystère, le ciel par une énigme; il s'épuise sans cesse à réunir deux théories qui s'excluent : cependant on voit qu'il n'est vaincu que par la fatalité d'une force supérieure. Peut-on rapprocher M. Rosmini de M. de Bonald? Entre les deux philosophes, il y a un abîme. Le matérialisme le plus aveugle s'est réfugié chez les disciples de Bonald : peu importe qu'ils parlent de Dieu, de l'ame, qu'ils se disent spiritualistes : quel est le principe de leur système? L'impuissance de la raison; et dès qu'on attaque la raison, c'en est fait de la certitude, de la spiritualité, de la moralité. Qu'on parcoure leurs livres; toutes les grandes questions y sont complètement effacées, méconnues; ils s'épuisent en efforts pour combattre l'intelligence, et en définitive ils se distinguent à peine des disciples de Condillac. Croient-ils à une morale naturelle qui nous prépare à une morale religieuse? Non, il ont besoin d'être catholiques pour être honnêtes gens. Croient-ils à la pensée? Non, ils

ont besoin d'être chrétiens pour raisonner. Pourquoi? Parce qu'ils ont admis dans leur conviction tout le matérialisme du XVIIIe siècle. Sans parole, avait dit Condillac, il n'y a point de pensée; sans plaisir, avait dit Helvétius, il n'y a point de moralité; sans religion, avaient dit une foule d'écrivains politiques, il est impossible de contenir les passions, et ceux qui se croient théologiens à la suite de M. de Bonald n'échappent à ce matérialisme philosophique que par le matérialisme religieux. Ils ne discutent pas, ils attaquent la science au nom des convenances politiques, sociales et morales; ils ameutent les fidèles contre l'intelligence moderne. Sans doute M. Rosmini est ultrà-catholique, puisqu'il a combattu dans les rangs des jésuites, et puisqu'il s'est rapproché des gouvernemens absolutistes; ses convictions politiques et religieuses ont été invariables; mais si l'homme se perd, le philosophe nous appartient, l'Italie l'a reconnu. M. Rosmini, ne l'oublions pas, a fini par rallier les Italiens aux derniers progrès de la philosophie française et allemande; en théologie, il a fini par interpréter la religion comme la comprennent les esprits les plus élevés de l'Europe. Il y a bien des bizarreries dans la conduite de M. Rosmini, il y a bien des contradictions dans cet absolutiste, fondateur d'un ordre religieux et continuateur à son insu de la grande école de Descartes et de Kant. Cependant sa vie est un acte continuel de dévouement, et si l'Italie n'est pas la première nation du monde, si le mouvement philosophique italien ne brille ni par l'éclat, ni par la régularité des conceptions, il faut reconnaître que Romagnosi et M. Rosmini, l'un dans la pauvreté, l'autre dans la richesse, avec des vertus opposées, avec des convictions contraires, disons plus, l'un persécuteur, l'autre persécuté, représentent dignement les dernières idées italiennes dans cette époque de calcul et de transactions. Mais ici doivent s'arrêter nos éloges, car nous devons suspendre aussi nos critiques. Il y a dans la philosophie rosminienne tout un nouveau système, qui veut être jugé à part. M. Rosmini ne se borne pas à renouveler la morale et la philosophie de l'histoire : il veut appliquer ses idées à la politique; nous le suivrons au milieu de ses disciples, quand il développe ses utopies religieuses. Ce sera alors un autre doute à combattre, le doute politique, l'incertitude qui obsède la société moderne, partagée entre la liberté et l'autorité, la philosophie et la religion. C'est là surtout qu'il faudra chercher le lien qui unit le penseur tyrolien aux pères de la charité chrétienne, au saint-siége, et aux gouvernemens de l'Italie.

FERRARI.

DE

LA LITTÉRATURE POLITIQUE

EN ALLEMAGNE.

I.

LES ROMANCIERS ET LES PUBLICISTES.

I. — *Aesthetische Feldzüge* (BATAILLES ESTHÉTIQUES), par M. Louis Wienbarg; Hambourg, 1834.

II. — *Maha Guru, Geschichte eines Gottes* (MAHA GURU, HISTOIRE D'UN DIEU), par M. Charles Gutzkow; Stuttgart, 1834.

Oeffentliche Charaktere (CARACTÈRES POLITIQUES), par le même; Hambourg, 1835.

III. — *Liebesbriefe* (LETTRES D'AMOUR), par M. Henri Laube; Stuttgart, 1835.

IV. — *Madonna, Unterhaltungen mit einer Heiligen* (MADONNA, ENTRETIENS AVEC UNE SAINTE), par M. Théodore Mundt; Leipsig, 1835.

V. — *Die Europamüden* (LES GENS FATIGUÉS DE L'EUROPE), par M. Ernest Willkomm; Leipsig, 1838.

VI. — *Anecdota*, par MM. Bruno Bauer, Louis Feuerbach, Arnold Ruge, etc.; Zurich, 1843.

VII. — *Ein und zwanzig Bogen* (VINGT-ET-UNE FEUILLES), publié par M. George Herwegh; Zurich, 1843.

VIII. — *Dies Buch gehört dem König* (CE LIVRE APPARTIENT AU ROI), par Mme Bettina d'Arnim; Berlin, 1843.

La littérature politique est chose nouvelle au-delà du Rhin. Nous étions accoutumés depuis long-temps à ne voir dans les travaux de ce

pays que cette rêverie puissante, cette extase sans fin qui l'arrachait aux soucis de la vie pratique; maintenant tout est bien changé. Si nous ne voulons pas être toujours en retard d'un demi-siècle avec l'Allemagne et juger les enfans sur les œuvres de leurs pères, décidons-nous à abandonner nos formules de louange; ne nous obstinons pas à admirer chez elle des vertus qu'elle répudie, cessons de croire à ces ressources inépuisables de spiritualisme qui nous la faisaient aimer. La philosophie et la poésie avaient été pour elle deux sœurs sublimes toujours éprises de l'infini; aujourd'hui les voici ramenées sur la terre. Et comment s'accomplit cette transformation si grave? Est-ce par un développement régulier? est-ce par ce progrès naturel qui fait succéder au vague enthousiasme de la jeunesse la ferme décision de la pensée virile? Non; c'est avec une brusque violence qui, si l'on n'y prenait garde, déshonorerait la muse allemande. Je veux marquer les principaux caractères de cette direction nouvelle dans les idées; je tiens à constater le bien et le mal qu'elle a produit. L'importance singulière de ce mouvement imprévu, la gravité des questions qui y sont renfermées, me forcent d'interroger rapidement cette confuse histoire et de grouper d'une manière distincte et reconnaissable les écrivains qui ont pris une part active à cette lutte. S'il est permis de regretter avec larmes quelques-unes des qualités qui recommandaient le génie de l'Allemagne, on ne saurait nier pourtant que le nouveau travail de sa pensée n'ait été provoqué par des nécessités impérieuses; en recherchant l'origine de cette réaction, nous saurons peut-être ce qu'elle renferme de légitime au milieu de ses plus fâcheux excès, et comment, malgré tant de fautes commises, elle peut encore être conduite à bien.

C'est un devoir sans doute pour la France de s'enquérir avec sympathie de ces évènemens inattendus, mais elle a le droit aussi de donner librement son avis sur ces vives questions, car c'est à nous que l'Allemagne doit ce réveil de sa pensée, ces espérances, ces excitations qui parlent si haut aujourd'hui. On sait ce que produisit, du Rhin jusqu'à l'Elbe, la victoire de 1830, et quelles fortes secousses furent imprimées à l'opinion. Les préjugés factices, les rancunes surannées, que ce pays subit avec tant de facilité, et que ses gouvernemens exploitent si habilement contre nous, avaient fait place à un naturel enthousiasme. Arrachés à leurs préoccupations jalouses par l'entraînement de juillet, les peuples allemands s'étaient rappelé ce qu'ils oublient de nouveau aujourd'hui, les liens qui nous attachent à eux, la fraternité qui doit nous unir. En vain s'étaient-ils efforcés de haïr la

France, en vain croyaient-ils se défendre par la haine et la rancune contre l'influence de nos idées; juillet dissipa les ténèbres où ils s'enfermaient : ils nous reconnurent dans cet éclair.

C'est à cette date que commence la littérature dont je veux parler. Comme ce premier mouvement, dans son ardeur spontanée, avait fait naître les plus légitimes ambitions, nous pouvons voir dès ces origines le but qu'on s'était proposé et ce qu'on a fait pour l'atteindre. Or, quand la jeunesse allemande, sous l'influence de la révolution de 1830, jeta les yeux sur son pays, quand elle chercha dans les lettres et la philosophie la vraie situation de l'esprit public, quand l'Allemagne enfin frappa sur son cœur et lui demanda ce qu'il sentait, que trouva-t-elle? Les universités, qui avaient toujours gardé le dépôt des idées, présentaient, hélas! un affligeant spectacle, et qui répondait mal à tant de fougue. La philosophie, gouvernée par Hegel, qui allait mourir, s'était élevée à des hauteurs prodigieuses; mais, sur ces sommets superbes, elle dédaignait le monde et en inspirait le mépris : si la doctrine hégélienne avait régné en France en 1830, dit quelque part M. Heine, la révolution était impossible. L'érudition, toujours patiente et scrupuleuse, avait perdu cette vie puissante qu'elle communiquait jadis à l'étude, et, dans toutes choses, elle était un obstacle plutôt qu'un secours. C'était une philologie savante dont le pédantisme étouffait l'amour et l'intelligence de l'art. C'était une jurisprudence très instruite du passé, mais sans cœur, sans énergie, sans dévouement : satisfaite de son érudition oisive, heureuse de savoir comment on était juste à Athènes ou à Rome, elle oubliait de surveiller le présent, elle oubliait de réclamer contre les tribunaux secrets, contre la violation des droits de la défense, contre ces procédures effrontées qui, de temps à autre, viennent frapper l'Allemagne de stupeur. Quant aux lettres, la gloire de Goethe ne suffisait pas à voiler les fautes de la poésie et de l'imagination, son dédain des choses d'ici-bas, son insouciance pour les malheurs de la patrie, son manque de charité et d'entrailles. Aussi, soit qu'on s'adressât aux écrivains, soit qu'on interrogeât le monde des universités, quel vide partout! Une telle situation pouvait-elle satisfaire aux ardeurs nouvelles? et comment cette Allemagne si docte, si grave, mais si compassée dans sa froide science, eût-elle continué long-temps son œuvre inutile, au moment où tant d'espérances, où tant d'ambitions venaient de se déclarer si hautement? Le spiritualisme, en se séparant des généreux soucis du présent, avait autorisé une réaction nécessaire, car cette haute doctrine qui éveille ordinairement les ames avait fini par les engourdir. Sans doute il faut dé-

plorer les erreurs où cette réaction a été entraînée, il faut regretter que le matérialisme, dans la confusion de la bataille, ait voulu détrôner le vrai génie de l'Allemagne : reconnaissez pourtant que ce premier mouvement était légitime, que cette insurrection des esprits était un devoir. C'est un point qu'il importe de bien établir en commençant : je blâmerai assez sévèrement tout à l'heure les tristes excès qu'on n'a pas su éviter. Eh bien! cette insurrection, provoquée dans l'enthousiasme de 1830 par les fautes du spiritualisme germanique, éclata en peu de temps sur toute la ligne. Les universités furent troublées dans leur gloire séculaire; la vieille érudition, la vieille poésie, c'est-à-dire tout ce qui avait vieilli trop vite en refusant de prendre des forces, comme Antée, sur le sein fécond de la terre, tout cela fut poursuivi, raillé, attaqué par une école hautaine, laquelle, pour mieux marquer la différence, s'intitula fièrement *la Jeune Allemagne.*

D'où vient ce nom de jeune Allemagne? Par qui, à quelle époque fut-il proclamé pour la première fois? Comment est-il devenu un cri de guerre? Il y avait, en 1833, à l'université de Kiel, un jeune homme, un jeune *privat-docent*, plein d'esprit et de cœur, qui faisait sur l'esthétique des leçons brillantes et hardies. Il y traçait comme le programme de la révolution littéraire qui se préparait de tous les côtés: il s'était chargé d'annoncer l'esprit nouveau. Tous ces désirs dont je parlais tout à l'heure étaient exprimés par lui avec une vivacité singulière. Il battait en brèche l'ancienne éducation des universités, et, chose étrange! c'était du milieu même d'une université, c'était d'une chaire où parlaient ceux-là même dont il annonçait la ruine, c'était de cette position audacieuse qu'il lançait, comme un défi, ses brûlantes paroles. Il est vrai que le jeune orateur dut quitter bientôt ce théâtre où il n'était pas libre, et s'en aller de ville en ville, errant, persécuté, fondant des journaux et des revues, écrivant au jour le jour, portant partout la franche honnêteté de son cœur, la rare finesse d'une pensée à la fois mélancolique et ardente. Je parle de M. Louis Wienbarg, un des écrivains les plus distingués, un des plus spirituels penseurs de cette jeune Allemagne, un de ceux qui auraient été dignes de l'organiser puissamment et de la conduire vers un but glorieux. Il aurait pu lui communiquer quelque chose de sa sincère passion, de son fier idéalisme; je crains bien qu'il ne lui ait pas donné autre chose, hélas! que le nom qu'elle a porté.

En publiant sous le titre de *Batailles esthétiques* les leçons qu'il avait faites à l'université de Kiel, M. Wienbarg commençait ainsi : « C'est à toi, jeune Allemagne, que je dédie ces discours, et non pas

à l'ancienne. Chaque écrivain devrait ainsi déclarer d'avance à quelle Allemagne il destine son livre et dans quelles mains il désire le voir. Libéral, anti-libéral, ce sont là des désignations qui ne marquent point du tout la vraie différence. Tous ceux qui écrivent aujourd'hui pour la vieille Allemagne, — que ce soit pour la vieille aristocratie, pour les vieilles universités ou pour les vieux philistins, car ce sont là, comme on sait, les trois parties qui la composent, — tous ceux-là ne portent-ils pas sur leurs armes les devises de la liberté? Au contraire celui qui écrit pour la jeune Allemagne proclame par cela même qu'il ne reconnaît pas l'aristocratie des anciens jours, qu'il dévoue l'érudition décrépite de la vieille Allemagne aux caveaux souterrains des pyramides d'Égypte, qu'il déclare la guerre aux vieux philistins, et qu'il est décidé à les poursuivre sans relâche jusque sous la mèche de leur classique bonnet de nuit. C'est à toi, jeune Allemagne, que je dédie ces discours, épanchemens passagers d'une ame inquiète; ils sont tous sortis du désir qui remplit mon cœur et qui me fait souhaiter pour mon pays une vie meilleure et plus belle. Je les ai prononcés en chaire, dans une académie de l'Allemagne du nord; mais j'espère qu'ils ne vous porteront pas l'atmosphère des quatre facultés, laquelle n'a rien de très vivant, comme chacun sait. C'est à toi, jeune Allemagne, que je dédie ces discours, à l'Allemagne brune comme à l'Allemagne blonde; c'était cette dernière qui m'entourait alors : elle était la muse qui, deux fois par semaine, inspirait mon esprit. Non, rien n'enivre le cœur comme l'aspect de cette ardente jeunesse; mais la colère et le découragement se mêlent à l'enthousiasme, quand on a devant soi ces prisonniers de nos universités pédantes. L'esclavage est leur étude, ce n'est pas la liberté. Ils sont forcés de tresser eux-mêmes les liens qui garrotteront leurs mains et leurs pieds. Les malheureux! comme ils m'ont recherché, comme ils m'ont aimé quand je leur montrais, en image du moins, la liberté sainte! » Voilà des paroles décisives : en proclamant, d'une façon si nette et si fière, pour quelle partie de son pays il prenait la plume, M. Louis Wienbarg divisait à jamais les deux camps, et la jeune Allemagne fut constituée.

En même temps qu'il lui donnait un nom, M. Wienbarg aurait bien voulu donner à cette jeunesse qu'il soulevait un programme à suivre. Je le répète, il n'a pas tenu à lui que cette brillante école, aujourd'hui dispersée, pût agir avec plus de force et fonder un mouvement d'idées plus durable. Ces *Batailles esthétiques*, dédiées à la jeune Allemagne, contiennent en effet et indiquent toute une direction ferme et hardie; c'est le programme des girondins. Le livre de M. Wienbarg n'est pas

un traité philosophique, une étude calme et désintéressée des questions de l'art; n'y cherchez pas une solution à ces problèmes qui ont préoccupé Hegel et Jouffroy. L'auteur est trop ému pour entreprendre cette tâche avec la gravité et la circonspection nécessaires. Il veut ouvrir une route nouvelle aux imaginations de son pays, à toutes les ambitions littéraires. C'est une œuvre de polémique. Il étudie l'état des esprits et des lettres, il signale les maux qu'il aperçoit, il cherche aussi les réactions que ces fautes ont provoquées déjà, il les met en lumière, il les vante, et montre à tous les jeunes esprits les séductions d'une révolte poétique. Son livre a cela de curieux qu'il indique à merveille ce qu'il y avait de légitime dans cette levée de boucliers, et qu'en nous révélant ce qu'on s'était promis, il nous permet de juger plus sûrement les résultats. Louis Wienbarg attaque les universités avec la verve et l'âpreté des universités elles-mêmes, des jeunes universités du XVIe siècle attaquant la scholastique et la barbarie monacale. Ce contraste, qu'il remarque bien, l'irrite davantage encore, en lui rappelant combien les choses sont changées, combien ces universités, dépositaires autrefois des libres idées et de la science vivante, arrêtent aujourd'hui l'essor de la pensée et le mouvement de la vie. Cette même plume que Reuchlin et Ulric de Hutten armaient avec tant de verve et de colère contre les inepties de la scholastique expirante, Wienbarg s'en sert contre Gœttingue ou Iéna. De plus, c'est un homme du nord, il est né aux bords de la mer Baltique, il a toute la vigueur indomptée de ces Germains des côtes septentrionales. Ce n'est pas lui que les montagnes du Necker, les vignes du Palatinat, les ruines féodales de la Souabe ou de la Franconie, porteraient à la rêverie capricieuse des poètes de Heilbronn ou de Ludwigsbourg. « J'aime assez Uhland, dit-il quelque part, comme j'aime un blond Allemand du sud né au milieu des montagnes, des vignes en fleurs, des châteaux en ruines; mais je ne l'aime que par instans, à de certaines heures. » Il vient en effet prêcher une poésie toute différente, et au moment où l'imagination allemande cherche à quitter les régions trop élevées pour se mêler aux souffrances des hommes, à leurs luttes, à leurs ambitions, il est bien que ce soit un homme du nord qui recommande l'action et la lutte à cette Allemagne méridionale si facile à endormir, si prompte à se bercer de mille songes.

Au lieu de faire de l'esthétique une science absolue, ainsi que l'avait essayé Hegel quelques années auparavant, au lieu de ramener toutes les formes du beau à ces lois éternelles que cherche la philosophie, Wienbarg déclarait résolument qu'il n'y a rien là que de variable et

de contingent, comme on dit dans l'école. Le beau, c'est ce qui convient à une époque donnée; la forme la plus belle, le plus beau tableau, le plus beau poème, c'est celui qui représente le plus fidèlement les idées d'une époque et qui les sert avec le plus d'énergie. Ainsi, point de beau absolu, point d'esthétique universelle. Wienbarg va jusqu'au bout de son principe. Ce qui a été beau dans le moyen-âge ne l'est plus dans le monde moderne; ce que j'ai raison d'admirer aujourd'hui deviendra laid demain. Il applique à l'art, mais sans ironie, ce que Pascal dit de la morale : — Passez le Rhin, franchissez les monts, voilà toutes les règles changées et les jugemens tout à refaire; si Raphaël traverse l'Adriatique, ses œuvres adorées n'ont plus de sens. — Assurément il faut tenir compte des différences produites par l'esprit de chaque temps, et on n'a jamais nié que le caractère d'un peuple, en marquant de son empreinte ce qu'il y a d'universel dans la beauté véritable, n'ajoutât un charme nouveau et comme une distinction particulière à des œuvres qui sont belles pour tous les temps et pour tous les pays. Le mérite absolu des œuvres de l'art, et le caractère distinct qui en marque l'origine et la date, voilà certainement de quoi se composent les chefs-d'œuvre, et c'est précisément cette union qui constitue la beauté. Mais le génie idéaliste de l'Allemagne a toujours été porté à sacrifier la partie nationale de l'art à son caractère absolu et universel, et M. Wienbarg, qui s'est donné pour mission d'arracher la muse germanique à ses contemplations oisives, à son dédain des choses d'ici-bas, se rejette volontiers dans un excès tout différent; oui, l'originalité de son livre est surtout dans l'erreur contraire qu'il professe énergiquement, dans cette négation du caractère absolu de la beauté, dans cette importance exclusive qu'il accorde à la valeur polémique des œuvres de l'esprit. Encore une fois, ce n'est pas une théorie sans reproche qu'il faut chercher dans le livre du jeune écrivain : c'est le programme d'une révolution; or, on ne pouvait attaquer la question avec une fermeté plus décisive et séparer plus nettement l'ancienne Allemagne et la nouvelle.

Après avoir cherché dans l'histoire une confirmation de sa thèse et montré avec beaucoup d'esprit et de vivacité comment chaque époque avait toujours produit une forme particulière et parfaitement appropriée à ses desseins, M. Wienbarg est conduit à proclamer celle qui convient aujourd'hui à l'Allemagne, la beauté qu'il désire pour la littérature nouvelle, les triomphes qu'elle doit ambitionner. C'est là, on le voit, la partie importante de son programme. Quelle est donc l'arme qu'il donnera à son disciple? car, nous l'avons dit, le beau pour lui

est surtout un instrument, une arme puissante et redoutable. Cette arme, ce sera la plaisanterie, l'ironie, l'*humour*. Que veut en effet cette jeune école? Elle veut agir vivement sur l'esprit public, elle veut réveiller la nation qui s'endort, elle veut frapper la moderne scholastique sous son bonnet solennel, et rajeunir la vénérable science des universités. Pour cela, il faut une parole agile; il faut une muse court-vêtue qui sache marcher sur la terre; il faut une plaisanterie vive à la fois et mélancolique, qui exprime et les douleurs des générations nouvelles et leurs ambitions guerrières. Ce n'est pas, croyez-le bien, la plaisanterie de Voltaire, si acérée, si impitoyable; non, ce serait plutôt l'ironie où excellait Byron, fantasque et gracieuse, folle, vagabonde, mais ne se passant jamais du cœur et de la poésie. Schiller avait trop d'enthousiasme pour n'être pas dupe, et cette exaltation de son ame est dangereuse pour l'Allemagne, qui est trop portée à s'y oublier et à s'y perdre. Goethe a bien de l'esprit; mais, dans son ironie, quelle indifférence! quel dédain! Il faudrait, si cela était possible, le cœur enthousiaste de l'auteur de *Don Carlos*, et l'esprit si fin, si rusé, si diplomate, du poète de *Faust*. Il y a un écrivain en Allemagne qui semble avoir donné l'exemple de cette difficile alliance et offrir le premier modèle de cette inspiration corrigée par un scepticisme aimable. Personne n'a été plus ardent, plus généreusement enthousiaste que Jean-Paul; personne aussi n'a manié avec plus de grace cette moquerie affectueuse qui empêche l'esprit de s'aller perdre dans les inventions grandioses de son spiritualisme et le ramène sans cesse à la réalité. M. Wienbarg, qui cherche avec soin dans la littérature de son pays des noms glorieux à qui rattacher sa poétique nouvelle, montre que Jean-Paul en est le créateur en quelque sorte. Il cite de lui de curieuses paroles, il analyse avec finesse cette forme affectée par la pensée, et l'auteur du *Titan*, qui l'a introduite le premier dans les lettres allemandes, est à ses yeux le plus populaire des écrivains de ce pays, celui qui a le plus travaillé à l'émancipation des esprits. Mais Jean-Paul est de son siècle; Jean-Paul, comme Goethe, comme Schiller, obéit à une poétique trop impartiale, trop désintéressée; il vit dans une sphère trop éloignée de ce monde où nous souffrons, où nous devons agir, où nous avons des intérêts à défendre, des principes à faire triompher. Son ironie, malgré le bien qu'elle a fait, n'a pas de but déterminé; son caprice lui a enlevé sa force. « Oui, dit M. Wienbarg en terminant ses leçons, l'union de l'ironie avec la fantaisie a ses inconvéniens; l'exemple de Jean-Paul le prouve : avec moins de fantaisie, son ironie eût porté des coups bien plus sûrs. C'est là

l'écueil de la plaisanterie allemande; elle devient trop fantasque, elle s'éloigne trop de la ligne que s'est tracée la pensée, et, chassant de droite et de gauche, elle oublie le but. Mais vous savez, messieurs, où il faut chercher la cause de cette ironie effarouchée, de cette fantaisie qui se perd toujours dans le bleu du ciel. Souvenez-vous de Jean-Paul. Y avait-il une véritable unité dans sa vie, dans son caractère? avait-il devant lui un but déterminé? Non. Il s'élevait vers toutes les hauteurs, mais, à la manière des poètes de son temps, c'était en rêve plutôt qu'en action. Jean-Paul était un noble esprit, un libre esprit; il connaissait les fautes de son époque, il sentait la honte de la patrie, il détestait l'aristocratie et les moines, mais ses aspirations vers des jours meilleurs se perdaient sans cesse dans des rêveries sentimentales; et s'il s'armait par hasard d'une forte lance, s'il déclarait la guerre à un ennemi, c'était aux contrefacteurs, à la canaille littéraire de son temps bien plutôt qu'aux grands ennemis et aux maux sérieux de la patrie. Cette faute était celle de son siècle : aujourd'hui, l'ironie s'est cherché un champ de bataille; avec la liberté à sa droite, elle y marche contre les casques rouillés et les bonnets râpés, et, Dieu merci! il y a déjà à terre assez de pièces et de lambeaux pour attester sa force. Nous ne la laissons plus s'ébattre follement et obéir à ses boutades; ce n'est plus un coursier impatient et sans frein, qui ne suit ni routes ni sentiers, qui s'emporte à droite et à gauche et ne nous fait admirer que sa hardiesse; le cheval frémissant a un bon cavalier sur son dos, et, guidé par lui, il franchit, il renverse ces barrières détestées que la sottise et l'insolence ont élevées pour nous voler la libre jouissance de ce monde. L'ironie de notre prose nouvelle n'est plus une ironie fantasque, c'est une ironie sérieuse; c'est la sauvegarde de notre liberté civile. »

J'ai insisté sur les idées de M. Wienbarg; elles sont importantes pour l'histoire de son école. On y voit très bien l'origine du mouvement d'idées que cette école a essayé de représenter, et le but qu'on se proposait alors : on y voit éclater cette haine de la vieille Allemagne et de la scholastique, et cette vivacité d'esprit que le jeune écrivain désire pour son pays; mais je crois y découvrir aussi l'explication de toutes les erreurs de la jeune Allemagne. Pense-t-on que les programmes, dans les révolutions littéraires, se rédigent et s'imposent de cette façon? Pense-t-on qu'il suffise d'écrire une théorie, sensée et spirituelle d'ailleurs, sur la valeur de l'ironie, sur le sens politique de l'*humour*, sur la manière de l'approprier au caractère allemand? pense-t-on que cela suffise pour créer une armée d'écrivains et sus-

citer une littérature? Il paraîtra toujours singulier qu'un écrivain, persuadé qu'il faut représenter son époque, cherche d'abord quelle est l'idée importante, la mission de son temps, et se prépare ensuite à représenter cette idée. C'est le privilége du génie d'exprimer son temps sans le vouloir, sans le savoir; dans une sphère moindre, le talent, sans y prétendre, peut y réussir aussi. Quant à ces sortes de recettes, elles ne peuvent guère produire que des écrivains ridicules et des œuvres factices. En France, au XVIIIe siècle, lorsqu'une époque de lutte succéda au règne souverain des lettres, lorsque la poésie et l'imagination, après le royal développement du grand siècle, durent se transformer pour agir et prendre une vive part aux combats de chaque jour, on ne vit personne, si je m'en souviens, disserter ingénieusement sur la situation nouvelle et indiquer aux écrivains les formes qui convenaient désormais à leur pensée. On ne s'entendit pas pour réformer la langue, et ce ne fut pas pour obéir à un mot d'ordre qu'il y eut tant d'audace et de promptitude dans les esprits. Non; mais les idées d'une époque nouvelle saisissant vivement les écrivains d'alors, la langue fut transformée par cela même; elle acquit, sans les chercher, des beautés inconnues; elle fut nette, rapide, agile, étincelante, redoutable. Voilà comment naît et s'organise une forte littérature; elle sort librement du mouvement même des idées. Je sais bien que, plusieurs années déjà avant l'ouvrage de M. Wienbarg, M. Heine avait donné le premier exemple de cet *humour* si fort recommandé par le jeune et ardent critique; mais cet *humour*, cette saillie imprévue, qui fait l'originalité réelle de M. Heine, peut-elle s'indiquer comme une forme nécessaire? Parce que M. Heine venait d'annoncer l'esprit nouveau avec la moquerie libre et charmante qui a donné tant d'éclat à ses débuts, est-ce à dire que cette ironie, que cette grace de l'esprit, cette chose légère, capricieuse, fugitive, puisse être indiquée à chacun comme l'arme commune? Ces choses-là s'enseignent-elles? et discipline-t-on ce qu'il y a de plus insaisissable dans l'imagination? En prêchant ainsi cette ironie qu'il avait admirée dans les *Reisebilder* de M. Heine, M. Wienbarg ne s'apercevait-il pas qu'il ouvrait la porte à toute une foule d'écrivains imitateurs, déterminés d'avance à une tâche où l'inspiration est indispensable, et qui, le plus sérieusement du monde, avaient pris la ferme résolution d'être toujours de très spirituels humoristes?

Je ne voudrais pas railler, je ne voudrais rien dire qui pût diminuer dans l'esprit du lecteur la sincère estime que j'ai pour le talent de M. Wienbarg. Il s'est trompé, je le crois. Qui ne se trompe dans

cette effervescence des émeutes littéraires? Il a apporté dans ces premières luttes beaucoup de cœur et d'esprit; ame fine et fière, ce n'est pas l'élévation qui lui a manqué, et ses généreux désirs ont protégé long-temps le mouvement avorté de la jeune Allemagne. Désabusé aujourd'hui, il sait mieux que moi, sans doute, quelle erreur c'était de compter si naïvement sur cet *humour* qu'il recommandait jadis. Je n'ai aucun mérite, d'ailleurs, à lui signaler les inconvéniens de sa poétique, je ne fais que résumer l'histoire de la littérature allemande pendant ces dix dernières années, et c'est son école qui s'est chargée elle-même de lui révéler ce qu'il y avait de faux dans ses espérances. Je reprends rapidement mon histoire.

Ce sera donc l'*humour* qui deviendra l'arme de la nouvelle école. Attirés par l'exemple de M. Heine et par l'enseignement de M. Wienbarg, par le franc succès des *Reisebilder* et par le retentissement des *Batailles esthétiques*, les jeunes écrivains qui se croient appelés à fonder une littérature nouvelle essaieront ce style qu'on leur indique; mais on verra trop que c'est là chez eux un effort, un parti pris, et ce qu'il y avait de germes heureux chez plus d'un se corrompra dans des œuvres factices. Parmi les principaux écrivains, parmi les jeunes chefs de la nouvelle école, il faut nommer d'abord M. Charles Gutzkow. En suivant M. Wienbarg dans la carrière littéraire, je le rencontre, en effet, à Mannheim, en 1835, fondant et rédigeant, avec M. Gutzkow, *la Revue allemande* (*die deutsche Revue*). M. Gutzkow a été un des premiers amis de M. Wienbarg, un de ses premiers compagnons d'armes; mais quelle distance de l'un à l'autre! quelle différence profonde entre ces deux esprits! et comme on aperçoit, dès les premiers pas, cette absence de principes communs qui détruira une alliance impossible et la fera se disperser au moindre vent! Ils arrivent tous, — j'excepte toujours M. Wienbarg, et je mets à part ses généreuses ambitions, — ils arrivent tous comme à un rendez-vous littéraire, à une académie de beaux esprits. Cette nouvelle Allemagne, cette école nouvelle, plus jeune, plus ardente, qui doit régénérer le pays, ce n'est pour eux qu'une occasion de se faire lire ou écouter. De tout le programme de M. Wienbarg, ils n'ont compris qu'une seule chose : c'est que le style est changé. Au lieu de la prose ample et solennelle du siècle dernier, au lieu de la poésie élevée et spiritualiste de Goethe, de Schiller, de Herder, on annonce un idiome tout nouvellement inventé, ironique, fin, gracieux et spirituel, s'il est possible. Il y a là de quoi tenter ces jeunes esprits, et les prétendans frappent à la porte. Voilà, certes, une étrange manière de commencer une révolution. Il

n'est pas inutile peut-être de rappeler que tout cela se passe en Allemagne, dans le pays le plus grave et le plus sérieux de la terre. M. Wienbarg avait dit que la jeune littérature, représentée par M. Boerne et M. Heine, marchait au-devant des idées nouvelles; tous deux, c'est M. Wienbarg qui parle, tous deux, M. Boerne et M. Heine, ils s'avançaient vers ce jardin des Hespérides pour y cueillir les pommes d'or; ils y allaient, chacun à sa manière, celui-ci rude, invincible, traversant la mer à la nage et luttant sans repos contre les vagues, celui-là élégant, joyeux, porté par un dauphin comme le poète antique, et chantant aux étoiles. Eh bien! parmi ces tribuns qui veulent régénérer l'Allemagne, pas un ne songera à imiter ce pauvre Boerne, sa forte et rude franchise, sa conviction farouche; non, c'est le destin de M. Heine qui les tentera, c'est son style leste et fringant qui séduira leur plume. Ils composeront leur attitude sur la sienne; pour rivaliser avec l'auteur du *Livre des chants*, que porte ce svelte dauphin, chacun pavoisera sa barque de mille couleurs, chacun lancera gracieusement son esquif; et, tandis que Boerne meurt à la peine, cette expédition qui devait être si terrible, cette flotte redoutable qui devait vaincre Colchis, va s'amuser à une joute frivole devant les rivages d'Argos.

Voici d'abord M. Gutzkow. Le rôle qu'il a choisi est celui du scepticisme le plus froid et le plus désespéré. Non, je ne puis croire que ce mépris glacial ne soit pas un masque. Il y a là une gageure peut-être, et je ne sais si M. Gutzkow l'a gagnée dans son pays, mais il me permettra de ne pas prendre au sérieux sa maladie; j'y vois trop l'effort et l'affectation. Les deux premiers écrits de M. Gutzkow, sa tragédie de *Néron* et son roman de *Wally*, expriment avec une énergie incontestable ce rôle dont il s'était chargé. Jamais l'ironie sanglante de Méphistophelès, jamais son insolente indifférence, n'ont été plus habilement reproduites. Je me trompe, Méphistophelès est dépassé : il agit, il désire, il a des intérêts à défendre, il sait haïr; mais ce n'est point la haine qui inspire M. Gutzkow, ce n'est point une haine vigoureuse et où on sentirait battre son cœur : c'est le mépris, l'indifférence, l'ironie la plus sèche. Sa raillerie est pesante et glacée : les lèvres d'où elle tombe sont de marbre. Il faut voir dans ce drame de *Néron* avec quelle impitoyable dérision il peint les horreurs du monde romain. Les allusions qu'il fait à son époque sont manifestes. On sent à chaque pas l'intention formelle de comparer l'état actuel de nos esprits à l'abominable corruption du paganisme expirant. Si c'était là une satire véhémente, indignée, on pardonnerait à l'auteur son exagération; ce qui le condamne, c'est son sang-froid et l'es-

pèce de fatuité dédaigneuse qui conduit sa plume. Il y a telle scène horrible, enivrée de sang et de débauche, où il semble que l'auteur ait souri de ce sourire froid et blessant qu'on ne saurait excuser. Je signalerai surtout le chapitre où la maîtresse de Néron, Poppée, tue son perroquet et où elle est tuée elle-même par son amant; cette rage féroce, cet instinct sanguinaire et bestial qui lui fait tuer l'instrument de son plaisir, la joie qu'il éprouve à ses convulsions, tout cela est peint avec une énergie qui dépasse les limites de l'art. L'auteur est là, derrière, qui regarde le lecteur et lui écrit sur son livre, comme Méphistophelès sur le cahier de l'étudiant, quelques paroles bizarres qui l'épouvantent. C'est surtout dans son roman de *Wally* que M. Gutzkow a exprimé tout l'esprit de son rôle. Là, nous ne sommes plus dans l'antiquité païenne, nous sommes revenus à notre siècle; mais l'auteur a transporté à notre époque les monstruosités du vieux monde. Néron indiquait la dissolution d'une société qui pervertit ses enfans les mieux doués; ce Néron si brillant, si ingénieux, ce spirituel disciple de Senèque, cet artiste qui s'écriait en mourant : *Qualis artifex pereo!* devenu une bête sauvage sous l'influence d'un monde dépravé, accusait son époque et en révélait les infamies. Eh bien! Wally, cette coquette sans cœur, et son amant César, ce sceptique desséché, sont chargés par l'auteur d'accuser le siècle où nous vivons; ou plutôt M. Gutzkow ne l'accuse pas, il le calomnie, et, je le répète, il le calomnie froidement, sans passion, et seulement pour jouer jusqu'au bout son personnage.

Serais-je trop sévère pour M. Gutzkow? Je lis ce passage chez un des plus fermes critiques de l'Allemagne actuelle : « César, dans ce roman, c'est M. Gutzkow tout entier. Il a, comme parle l'auteur, il a derrière lui tout un cimetière de pensées mortes, de magnifiques idées auxquelles il croyait autrefois; c'est un sceptique qui a perdu jusqu'au dernier sentiment et qui ne voit plus que les ombres de ses pensées d'autrefois, le spectre de ses désirs passés. César était né pour agir; mais, comme l'action lui a été refusée, il s'est mis à ravager les intérêts les plus sacrés de la pensée. C'est aussi tout le malheur de M. Gutzkow. Il a été aigri par sa propre inactivité et par celle de son époque. La mélancolie d'Hamlet s'est changée chez lui en rage et en fureur. De là la précipitation rapide de ses œuvres, de là cette débile langueur de ses abstractions stériles, et on se tromperait fort si l'on voyait dans la triste pâleur de ses créations un signe de la fermeté de son esprit. Ce n'est pas le déchirement de l'ame qui est une chose mauvaise, c'est cette froide manière de compter avec des douleurs

éteintes; ce ne sont pas les égaremens de la passion qui sont un spectacle funeste, c'est ce sentiment meurtrier du vide et du dessèchement de la vie. Le livre de Gutzkow est le produit de cette direction; c'est ce qui fait sa faiblesse et ce qui cause nos répugnances. Le désespoir le plus furieux est de la poésie à côté de cette insultante froideur. Là au moins il y a une crise, une lutte; ici, c'est le mépris de l'humanité, un mépris sans cœur, sans ame. » C'est M. Gustave Kühne qui écrivait, il y a huit ans, ces énergiques paroles, et je l'en remercie. Pourtant, ne prenait-il pas trop au sérieux le mal de M. Gutzkow? Il est sans doute rassuré aujourd'hui sur le compte du jeune romancier. Pour moi, ce que j'aurais voulu blâmer surtout, c'est le parti pris, c'est le puéril désir de se calomnier; c'est cette affectation, la pire de toutes, l'affectation du vice et de la méchanceté; c'est le singulier orgueil de se dire : — Personne n'a plus vécu, plus souffert, plus renoncé à toutes les croyances, à toutes les espérances; personne n'est plus misérable et plus abandonné que je ne le suis. — En vérité, cette folie ferait chérir l'orgueil contraire; et lorsque Rousseau, en commençant ses *Confessions*, en ouvrant cette longue histoire de tant de misères morales, s'écrie : « Nul n'est meilleur que moi; » lorsque Lélia, cette fille indomptée de Jean-Jacques, conserve au milieu de son désespoir je ne sais quelle ardeur inextinguible, on est tenté d'opposer leur enthousiasme à ces forfanteries insensées. Quoi donc! est-il décidément vrai, comme on l'a dit, que Tartufe aujourd'hui n'aille plus à la messe, qu'il ne parle plus de sa haire et de sa discipline, mais que, le front haut, le sourire sur les lèvres, et parodiant ce don Juan qui l'imitait jadis, il fasse parade de vices qu'il n'a pas?

J'aime beaucoup mieux M. Gutzkow lorsqu'il raconte les piquantes aventures de son dieu indien. *Maha Guru, histoire d'un dieu*, est un livre fin et spirituel, où l'ironie est douce et conduite avec art. Il y a là plus d'une intention comique, plus d'une fine satire, et M. Gutzkow, en persévérant dans cette voie, pouvait se créer une originalité véritable que l'art n'eût point repoussée. Je connais peu d'inventions aussi plaisantes que celle-là : ce pauvre statuaire indien, ce directeur de la manufacture d'où sortent les images du culte du Lama, accusé d'hérésie et d'athéisme, parce qu'il a un peu changé le type consacré, parce qu'il a raccourci ou allongé le nez d'un dieu; le concile de Lassa qui délibère sur ce crime, et se décide à condamner sans miséricorde une atteinte si grave portée aux dogmes; les plaintes résignées du pauvre Hali-Yong, c'est le nom du statuaire; l'horreur qu'il a lui-même de son crime, le voyage qu'il entreprend avec une obéissance

passive pour subir la sentence de ses juges et se faire brûler à Lassa : tout cela compose un tableau fin et comique, où la part est habilement faite à la satire du présent. Rappelez-vous, si vous voulez, quelqu'une des chinoiseries de Voltaire. La seconde partie du roman est moins heureuse. L'auteur y développe, sous le voile de sa fable, son opinion particulière sur les destinées du christianisme, et ces idées, qu'il emprunte aux théories saint-simoniennes, ont souvent porté malheur à son imagination. Maha Guru, élevé pour être dieu, pour succéder au grand Lama, est éperdument épris de Gylluspa, la fille de Hali-Yong. Gylluspa l'aime aussi; mais quoi! aimer son dieu, aimer d'un amour si ardent le dieu suprême, l'intelligence infinie! Maha Guru est-il dieu véritablement? est-il bien l'incarnation du grand esprit? C'est de cela qu'il s'agit. S'il est dieu, il sauvera Hali-Yong; s'il n'est qu'un homme, Gylluspa pourra l'aimer sans crainte, et ce que la fille désire, l'amante le redoute. Mais non : Maha Guru ne sauve pas Hali-Yong; au lieu d'être une divinité, il aspire à être un homme et à pouvoir aimer Gylluspa. Quand il l'aura aimée, quand il aura pris sa part des joies de cette terre, quand il aura vécu enfin, il sera bien temps pour lui de reprendre sa divinité et de remonter au ciel. Maha Guru, pour M. Gutzkow, c'est le christianisme qui doit sortir des voies ascétiques, entrer dans le monde, se marier enfin avec la terre, et bénir toutes ses joies. Il est facile de reconnaître là le roman de 1834, la prédication saint-simonienne; mais l'audace n'est pas heureuse. Ce mélange de doctrines sociales et d'inventions souvent bizarres, l'enchevêtrement de la théorie avec la fable où l'auteur s'amuse, embarrassent singulièrement cette dernière partie; le prédicant fait tort au spirituel conteur, et lui enlève la grace malicieuse de ses premiers chapitres.

M. Gutzkow pouvait, je le répète, profiter de cette veine comique qui lui avait réussi dans certaines parties de *Maha Guru;* malheureusement il s'est cru appelé à de plus grands triomphes. Après ces premiers romans, où il avait essayé une vive satire de la société, il voulut se jeter dans la politique. Il y eut, en effet, un instant où la situation de la jeune Allemagne parut devoir changer tout à coup. Poursuivi pour son roman de *Wally,* mis en accusation et condamné, M. Gutzkow put se croire un personnage considérable. Les rigueurs qui frappaient alors la jeune Allemagne semblaient faites pour rappeler à cette école qu'elle avait eu un but politique en s'organisant et un programme à faire triompher. M. Wienbarg allait être traqué de ville en ville; on allait le chasser de Mannheim à Francfort, de Francfort à Mayence,

de Mayence à Cassel, jusqu'à ce que, dégoûté de ces tracasseries, il quittât son pays et trouvât un abri en Danemark. Cela se passait en 1835, l'année même où M. Gutzkow était jugé à Mannheim et jeté en prison. Que dire enfin? La diète s'était émue de ce qu'elle appelait les hardiesses de l'esprit nouveau, et c'était par son ordre qu'on poursuivait ainsi ces inoffensifs écrivains. Ne semble-t-il pas que ces persécutions dussent inspirer la jeune Allemagne, l'arracher à ses préoccupations de bel esprit, lui donner enfin quelques-unes de ces convictions que M. Wienbarg avait essayé en vain de lui communiquer? C'est vers la même époque que M. Gutzkow publia ses *Caractères politiques*. Je voudrais sincèrement pouvoir louer une œuvre datée de cette année 1835, et où je trouverais un vigoureux effort de la jeune Allemagne, une lutte sérieuse au nom de principes nettement définis. L'ouvrage que M. Gutzkow a intitulé *Caractères politiques* contient une série d'études sur les hommes les plus importans de l'époque. Je ne sais rien de plus affligeant que cette lecture pour qui y cherche une idée et l'expression politique de la jeune école. Une biographie vulgaire de M. de Talleyrand, quelques remarques insignifiantes sur M. Martinez de la Rosa, une suite de lieux communs sur Carrel, sur M. Ancillon, sur le docteur Francia, sur le sultan Mahmoud et Méhémet-Ali; pas une pensée, pas un point de vue; un prétexte seulement pour quelques jeux d'esprit, et pour parler beaucoup de soi, voilà ce livre. Ajoutez-y une sotte diatribe contre M. de Châteaubriand, dans laquelle le pamphlétaire, en insultant le génie poétique de l'illustre auteur de *René* et des *Martyrs*, en lui prodiguant les injures et les sarcasmes, n'a réussi qu'à montrer plus complètement la vulgarité de son esprit. La plume qui a pu écrire de telles pages s'est décréditée à jamais, et j'épargne M. Gutzkow en ne le citant pas.

Comment s'est gâtée chez M. Gutzkow une intelligence qui n'est pas sans ressources, mais à qui il eût fallu, au lieu des excitations trompeuses, une direction sévère, une surveillance attentive sur soi-même? D'où vient cette chute d'un esprit qui n'était pas mal doué? D'un mal bien commun aujourd'hui, de l'infatuation et du désir de paraître. A ce jeu-là, il a flétri les plus belles choses. Il s'est servi de la poésie pour se composer une physionomie de Faust et de don Juan, et, comme il n'a point réussi, il a cru qu'il jouerait habilement le rôle d'une victime. Je ne pardonne pas à M. Gutzkow de m'avoir fait sourire à propos des violences dirigées contre la jeune Allemagne, à propos de ces persécutions où plus d'un noble cœur a souffert. Comment, en effet, lire sérieusement cette phrase : « Celui qui ne s'est

pas accoutumé à cette idée qu'on peut le guillotiner dans le plus prochain quart d'heure ne jouera jamais un grand rôle dans notre temps! » Quoi! tout cela, pour la prison de Mannheim! C'est faire sonner terriblement son martyre. Les lecteurs de la *Revue* n'ont pas oublié ce personnage d'un spirituel roman enfermé pendant vingt-quatre heures pour une émeute, et si fier d'avoir vu les cachots! C'est à regret vraiment que je signale tant de ridicules. Pour retrouver ce qu'il y avait de sérieux dans les persécutions de la jeune Allemagne, j'ai besoin de me tourner encore vers M. Wienbarg; c'est lui qui est le représentant unique des bonnes et légitimes tendances de cette époque; et, tandis que M. Gutzkow exploitait avec une emphase plaisante les persécutions inutiles et brutales de la diète, M. Wienbarg, arrivé à Altona après tant de fatigues et de tracasseries, écrivait son voyage et ces fermes pages de la préface où respire, dans une mâle simplicité, toute la noblesse de son cœur.

M. Gutzkow a tenté deux fois la gloire : il a voulu imiter Byron et égaler Armand Carrel. Il s'est trompé deux fois. Il n'est ni un poète ni un tribun. La poésie demande un esprit plus élevé, une ame plus chaleureuse. Quant à l'influence politique, ce n'est pas, comme le disent ses amis, un théâtre seulement qui lui a manqué pour qu'il ait pu l'atteindre; ce qui lui a surtout fait faute, c'est la fermeté de l'esprit et la force de l'intelligence. Il reste à M. Gutzkow une habileté de plume incontestable, une certaine verve de contradiction, un certain sens critique, inégal, paradoxal, quelquefois grossier, quelquefois fin et subtil, mais toujours hargneux, jaloux, amer, et qui blesse les lecteurs. Il pourra écrire des pages ingénieuses sur Goethe, et des réflexions de la dernière médiocrité sur la philosophie de l'histoire. Au théâtre, où nous le retrouverons bientôt, il pourra composer des drames dans lesquels l'âpreté assez vive de son esprit remplacera la poésie et l'imagination; mais il faut qu'il renonce décidément à la gloire politique. En publiant, il y a deux ans, ses lettres écrites de Paris (*Briefe aus Paris*), il a achevé de donner sa mesure. Les spirituelles pages où notre ami M. de Lagenevais a châtié, ici même, la fatuité du touriste allemand, me dispensent d'insister davantage. Je n'ajoute qu'un mot : ces *Lettres sur Paris* terminent dignement la carrière politique de M. Gutzkow, et après de si hautes prétentions, après l'emphase des premiers débuts, il est convenable que le publiciste vienne ramasser à Paris les plus sots caquetages, les plus ridicules propos d'antichambre, et traiter avec tant de superbe un peuple qu'il n'a jamais connu! Ce théâtre qu'il cherchait, M. Gutzkow l'a

trouvé enfin, mais il n'y a pas lieu de l'en féliciter. Dans les entretiens que lui ont accordés plusieurs des hommes les plus distingués des lettres et de la politique, j'entrevois, à cause même du récit médisant de l'auteur, plus d'une fine réponse où il a compris à demi qu'on le raillait. Il est retourné dans son pays en sonnant ses fanfares, en jugeant la France sans appel. N'y aurait-il pas une scène à ajouter à *M. de Pourceaugnac?* On y verrait le hobereau de province, le journaliste allemand, moqué, raillé, baffoué, autant qu'on peut l'être, revenant à Limoges, non, à Mannheim, et racontant en style de marquis comment il a fait la leçon à Éraste.

M. Laube aussi est venu à Paris. Il n'y cherchait pas, comme M. Gutzkow, un théâtre pour son activité politique, il n'espérait pas juger en quelques mots la situation européenne, il ne voulait pas prononcer des oracles. Si M. Gutzkow a succombé sous des prétentions trop ambitieuses, s'il a détourné à son profit et compromis pour longtemps quelques-unes des espérances de l'école nouvelle, s'il a substitué sa vanité et sa personne à des intérêts généraux, ce n'est pas M. Laube qui fera ce tort à sa cause. Parmi tous les écrivains de la jeune Allemagne, il n'y en a pas un qui ait moins d'ambition véritable. M. Henri Laube n'abuse ni de la poésie ni de la politique. Que veut-il? que désire-t-il? quelle est la pensée qui conduit sa plume? comment fait-il partie de cette petite phalange d'écrivains qu'on a appelée la jeune Allemagne, et qui voulaient exercer une influence sérieuse sur le pays? On serait fort embarrassé de répondre à ces questions, si l'on ne se rappelait l'importance singulière que M. Wienbarg attachait à la forme nouvelle de style, à cette forme piquante, légère, capricieuse, empruntée par M. Boerne à Jean-Paul, et que M. Henri Heine avait aiguisée encore avec tant de verve et de gaieté. C'est là tout ce que veut M. Laube, c'est là tout ce qu'il croit : il n'a pas d'autre foi, pas d'autre programme politique. Ainsi armé, ainsi pourvu d'idées et de convictions, il s'est mis en campagne. Il a commencé par raconter des bergeries du temps de Louis XV avec beaucoup de grace, — pourquoi ne pas le reconnaître? — avec beaucoup de légèreté et de fantaisie, comme on dit aujourd'hui. C'est le livre qu'il a intitulé *Lettres d'amour*. Princesses et marquis, vicomtes et duchesses, se sont donné rendez-vous dans son récit, et la conversation est la plus spirituelle, la plus brillante, la plus galante du monde. Vous me demanderez pourquoi ces innocentes bergeries font partie de la littérature politique, et quel rapport il y a entre l'élégant conteur et les tribuns de la jeune Allemagne? Je l'ignore absolument, et il m'est impossible de comprendre

comment ce style cavalier, comment ces allures de grands seigneurs, peuvent être, selon l'expression de M. Wienbarg, une garantie, une sauvegarde pour les libertés qu'on invoque. Dans ses *Nouvelles de voyage*, M. Laube abandonne les marquis; aux bergeries aristocratiques, aux idylles de Trianon, succèdent les idylles bourgeoises. Il y a certainement beaucoup de fraîcheur dans ces petits tableaux, et c'est là un des plus agréables ouvrages de M. Laube; mais, encore une fois, qu'importe cette élégance, cet éclat tout extérieur, cette fantaisie coquette et précieuse, cette gentillesse dont il fait si grand cas? Les personnages qu'il met en scène ne sont pas des personnages vivans; ils n'ont point d'ame, point de passion. L'auteur n'a pas su leur donner une existence qui leur soit propre : ce sont des silhouettes indécises, et son caprice seul les fait paraître et disparaître avec une prestesse dont s'amusent un instant les yeux. Ce défaut dans les conceptions, ce manque absolu de vigueur et de pensée, ce culte superstitieux de la forme, de l'éclat, de la dorure, est plus choquant encore chez un écrivain qui a des prétentions à une influence sociale, et dont le nom a été cité long-temps parmi les chefs d'un mouvement politique; car, malgré la frivolité de son imagination, malgré la folle insouciance de ses débuts, M. Laube a fini aussi par se prendre au sérieux : c'est très sincèrement qu'il s'est cru un des protecteurs de l'esprit nouveau. Qu'un écrivain, un poète, amoureux de ce qu'on appelle la forme et la couleur, leur attribue une importance exclusive, qu'il emploie son talent à une œuvre impossible, qu'il veuille rendre la langue solide comme la pierre que manie Michel-Ange, resplendissante comme une toile du Titien, ce n'est là qu'une hérésie littéraire très inoffensive, et les écrivains de cette école professent ordinairement beaucoup de dédain pour les théories et les systèmes. Ce qu'il y a de curieux chez M. Henri Laube, c'est cette foi si robuste dans la valeur sociale d'une période, dans l'influence politique d'une interjection. Il en est venu à croire que l'habileté de sa plume est le fait le plus important, l'évènement décisif dans cette levée de boucliers à laquelle son nom s'est trouvé mêlé. M. Wienbarg avait dit : — Notre style nouveau, plaisant, vif, humoristique, c'est là notre liberté. — M. Boerne avait dit aussi : — Tant que la jeune Allemagne conservera ce style, elle est sauvée. — Quel était le sens de ces paroles? Je l'ai expliqué plus haut. M. Boerne et M. Wienbarg donnaient à leurs jeunes troupes une arme légère, hardie, et ils les lançaient contre les lourds bataillons des philistins. Eh bien! M. Laube, au lieu de se battre, s'est amusé à ciseler, à polir, à dorer la poignée de sa dague. Charmante puérilité! On a vu un

soldat plébéien, parti avec des projets formidables, prendre en un instant tous les ridicules d'une aristocratie cavalière, et l'enthousiasme énergique de M. Boerne, la sincère ardeur de M. Wienbarg, s'évanouir en fumée dans un feuilleton prétentieux. Décidément, M. Laube a achevé son éducation de gentilhomme. Comment ignorerait-il aujourd'hui qu'il fait de la prose? celle qu'il nous donne est si étudiée, si leste, si pimpante!

M. Théodore Mundt, qui occupe une place considérable dans le mouvement de la jeune Allemagne, est peut-être, avec M. Wienbarg, le plus convaincu de tous ces écrivains. Armé d'une sincérité véhémente que M. Gutzkow n'a jamais connue, porté vers une direction sérieuse qui est interdite à M. Laube, il a représenté plus d'une fois avec éclat les ambitions de la jeunesse. Il a cru, comme M. Wienbarg, à la régénération de l'Allemagne; comme lui, il a cherché ardemment ce qui manquait surtout à son école, des principes nettement conçus, des idées à défendre et qui les protégeraient eux-mêmes. Toutefois, il y a eu plus d'ardeur que de bonheur dans sa pensée, et le système qu'il prêchait dans ses premiers écrits, les idées auxquelles il demandait une action forte sur la société, n'étaient, il faut le dire, ni très neuves ni très fécondes. Ce que M. Mundt voulait surtout, c'était de réhabiliter, comme on dit, la matière, de justifier la chair et ses désirs. Voilà un nouveau reflet des utopies qui tâchaient de se constituer en France vers la même époque, et il est remarquable que les doctrines saint-simoniennes soient encore ce qu'il y a eu de plus clair dans ces théories de la jeune Allemagne, dans ces systèmes si hautement proclamés, annoncés à son de trompe, avec tant de fanfares retentissantes, et dont personne n'a jamais pu découvrir le premier mot. Pourtant M. Mundt n'accepte pas cette filiation de sa théorie; il ne croit pas la devoir aux enseignemens de Saint-Simon, il en fait honneur au protestantisme. Dans un de ses principaux livres, son héros écrit cette page, qui contient toute la pensée de l'auteur : « Vous avez été de faux prophètes, saint-simoniens, je vous le dis; car si vous prêchez que Dieu est chair et esprit, adorez donc en Jésus le dieu devenu homme! Votre doctrine, mêlée de scories impures, est depuis longtemps, depuis le premier jour, dans le christianisme, mais elle y est comme quelque chose de pur et qui présage un grand avenir. Je veux dire que je crois à un perfectionnement du christianisme, et que je le sens déjà en moi-même. Le christianisme n'a besoin d'aucun changement artificiel, d'aucune révolution systématique, mais il est susceptible de développement jusque dans l'éternité des siècles. Du fond des églises, du fond des cloîtres, du fond de la petite chambre consa-

crée aux prières, le christianisme s'est répandu dans l'histoire; il n'est plus comme la cellule écartée, la cellule pieuse où l'on cherchait un abri contre le tumulte du monde. Le christianisme est devenu histoire; ce n'est plus seulement le refuge des pauvres et des malades, il a achevé de se construire comme le temple universel des peuples. Ainsi s'accomplit cette idée, que Dieu est venu dans le monde, qu'il y entre toujours, toujours davantage, car si Dieu s'est uni au monde dans le christianisme, ce n'est pas là un acte déterminé, un acte irrévocable de la grace; c'est une apparition qui se renouvelle à l'infini. C'est pour cela que le christianisme, en sortant de l'église pour entrer dans l'histoire, s'associe toujours aux progrès incessans de l'humanité; oui, c'est lui qui pousse l'humanité en avant, et à son tour il est poussé par elle. Et de même qu'il était autrefois la religion de la lutte et qu'il favorisait un conflit perpétuel dans la vie d'ici-bas, il suscitera, il enfantera certainement une époque de civilisation pleine d'harmonie, et déjà cette époque se prépare puissamment de tous les côtés. Notre race commence à se sentir vraiment humaine, dans la saine unité de sa destination divine et terrestre, et elle accomplit avec joie, avec calme, les actes de la vie, avec joie, avec calme, car Dieu est devenu monde. » Ailleurs encore, en admirant à Vienne le magnifique tableau de Rembrandt, *Pilate lavant ses mains,* il se jette, comme il sied à un voyageur allemand, dans toute sorte de rêveries, méditations, divagations mystiques, et, cherchant à comprendre pourquoi le fils de Dieu s'est fait homme, il s'écrie : « *Cur Deus homo?* Cette question me rendait toujours plus sérieux, elle éveillait en moi des pensées profondément tristes. J'allais et je venais devant le tableau en tremblant, et tantôt je levais les yeux vers les sujets redoutables qu'il représente, tantôt je baissais les yeux comme aveuglé. Ah! pensais-je en soupirant, il y a dans le monde, depuis l'origine des temps, un déchirement qui ne finira pas. Dieu habitait dans le ciel, les hommes habitaient sur la terre, c'était là le premier aspect du monde, il n'y en avait point d'autre. Néanmoins, à travers cette situation, brillait toujours le souvenir merveilleux d'une antique union de l'humanité avec celui à l'image duquel elle a été créée. De là, dans toutes les histoires primitives, le merveilleux rêve du paradis. De là aussi, dans tous les esprits, un désir inextinguible de retrouver cette union; ce fut la douleur universelle... Alors il sembla que Dieu n'eût plus de repos dans le ciel, tant il avait pitié de ce monde qui ne pouvait arriver à lui par sa seule raison. Il est venu dans le monde, et le monde ne l'a pas compris. Il s'est fait chair, et il a dû mourir. Il s'est fait homme, et il a été fouetté de verges

jusqu'au sang. Dieu et le monde s'étaient embrassés dans un baiser de mort : la terre tremblait et frissonnait, et il semblait qu'en cet embrassement elle disparaîtrait dans l'éternité. Cependant elle ne disparut point; l'esprit de l'amour la pénétra, et, pleine de désirs, elle serra dans son sein ce nouveau germe de vie. Mais on ne vit point qu'elle y gagnât le bonheur et la sérénité : quelle tristesse sombre dans les premiers siècles du christianisme! Dieu et le monde s'étaient embrassés dans Jésus, et j'espérais au fond de mon cœur que l'antique douleur était consolée, que l'unité était conquise. Je regarde, je regarde encore autour de moi, et je les trouve tous deux plus divisés, plus ennemis qu'auparavant. Je frissonne jusque dans la partie la plus secrète de mon cœur, et je ne sais ni comment expliquer, ni comment accepter les pensées inquiètes qui s'agitent en moi... Ah! Dieu et le monde, au fond de mon ame, aspirent à la paix, et je me sens assez fort pour les réconcilier. Ne disparais pas sous moi, ô monde! ne t'abîme pas sur ma tête, ô ciel! ne te disperse pas dans l'infini, ô mon esprit plein de jeunesse! ne va pas te perdre et te dissoudre dans la matière, ô mon corps amoureux de la vie! Et vous me criez que je ne suis pas un Christ! et je médite, et je vous réponds à vous et à moi, je vous réponds, sans crainte d'être contredit, que je suis le Christ, si Dieu et le monde s'unissent dans mon cœur! »

Voilà les idées auxquelles M. Mundt est le plus attaché. On les retrouve dans tous ses écrits. Ce n'est pas autre chose, on le voit, que ce panthéisme à la fois mystique et sensuel vers lequel les imaginations allemandes se laissent si aisément entraîner. Lorsqu'il attribue au protestantisme tous ces dogmes nouveaux, il serait repoussé, je ne dis pas seulement par les piétistes, les méthodistes, les supernaturalistes et toutes les sectes illuminées, mais par le rationalisme lui-même. Quant aux hégéliens de la jeune école, ils ont dépassé depuis longtemps les idées de M. Mundt, et ce livre a dû paraître bien fade à des hommes qui accusent M. Strauss d'une orthodoxie pusillanime.

Il y a pourtant une certaine hardiesse dans le roman de M. Mundt, et je comprends qu'il ait occupé l'attention publique. Ce livre s'appelle *Madonna*. L'auteur, parcourant la Bohême, arrive au petit village de Dux, où Casanova écrivit ses mémoires. Il assiste à une procession, et dans la foule recueillie qui accompagne les bannières, il remarque au-dessous même de l'image de la Vierge une jeune fille d'une beauté douce, calme, grave, d'une sérénité si haute et si sainte, qu'il se découvre involontairement devant elle. Serait-ce la madone elle-même descendue des cieux sous cette forme si pure, au milieu des bonnes

gens du village? Plus tard, il la retrouve, il l'aime, et, forcé de continuer sa route, il entretient avec elle une correspondance qui est le véritable sujet du livre; car ce sujet, c'est la prédication du protestantisme, je dis du protestantisme saint-simonien tel que l'entend M. Mundt, et cette prédication, il l'adresse à une jeune fille catholique qui se convertira à ses idées et adoptera sa religion. Mais non, ce n'est pas à une jeune fille que le romancier s'adresse; les personnages disparaissent, les figures s'effacent, et aux allures épiques du récit, à l'enthousiasme poétique du style, il est facile de reconnaître que le romancier est devenu un prophète, un hiérophante. Cette jeune fille, c'est le catholicisme lui-même, le catholicisme qui abdique devant la matière justifiée. La hardiesse singulière du titre ne permet pas de doute à cet égard, et il est évident que, dans l'intention de M. Mundt, c'est la madone elle-même qui se convertit aux doctrines de Saint-Simon; oui, la madone adorée du XIIe siècle, la madone de saint Bernard, la mère de douleurs, qui s'agenouille aux pieds d'Épicure!

Un tel livre n'est possible qu'en Allemagne. Ce mélange d'enthousiasme religieux et d'impiété naïve, d'exaltation idéale et de sensualisme effronté, tout cela ne peut se présenter sous cette forme que dans le monde germanique. M. Mundt s'est efforcé, je le sais bien, d'élever sa doctrine, de purifier sa prédication; à ces pages que je citais plus haut, il a opposé un chapitre sur Casanova, destiné à mieux mettre en lumière la pensée qui l'inspire. Casanova, pour lui, c'est le sensualisme dégradant l'esprit; son héros, au contraire, c'est le spiritualisme élevant à soi et transfigurant la matière. Il y a même, dans l'éducation de son héros, un progrès qu'il faut suivre : cet homme qui a commencé par exalter Casanova, qui s'enthousiasme pour les qualités prodigieuses de son esprit, pour toutes ces facultés éminentes qu'il enfouit à plaisir dans la débauche, ce même homme finit dans les derniers chapitres du roman par opposer à la vie de Casanova un système qu'il croit beaucoup meilleur, l'union de l'esprit et de la chair dans des noces impossibles, dans les joies mystiques d'un christianisme apocryphe. Chez Casanova, c'est la chair qui fait violence à l'esprit; chez M. Mundt, il y a union volontaire, adultère consenti et longuement prémédité. Voilà l'intention morale de l'auteur : la distinction est importante, comme on voit, et un tel progrès mérite bien qu'on le proclame très haut! Après cela, comment s'étonner que M. Mundt ne puisse échapper aux périls de son sujet, et qu'il y ait dans le développement de sa fable plus d'une page véritablement illisible?

Dans un roman publié quelque temps après, *la Mère et la Fille*, M. Mundt essayait une satire violente de la société. Des deux personnages principaux de son histoire, l'un, qu'il a doué de facultés éminentes, devient un bandit à la fin du récit; l'autre, à qui il a donné une sagesse pleine de réserve, n'est plus qu'un espion à la dernière page. La brusquerie dramatique de ce dénouement fait éclater encore avec plus de vigueur cet insolent contraste. Nous savions bien qu'une partie de la société surveille l'autre sans cesse, que la prudence inquiète souvent le génie, que les esprits circonspects règlent et gênent souvent, hélas! les ames trop audacieuses; mais dans le livre de M. Mundt, il n'y a plus que des espions d'un côté, et, de l'autre, des criminels. Qu'a donc voulu M. Mundt? Pour qui tient-il? Qui flatte-t-on ici? Ce n'est plus seulement, comme on voit, le reproche ordinaire adressé à la société, la révolte douloureuse du génie malheureux contre la médiocrité triomphante; il n'y a là qu'un noir accès de misanthropie, et, malgré des qualités de style et d'imagination, le livre de M. Mundt n'échappe point à l'emphase du mélodrame. Je l'aime mieux dans un roman sur la guerre des anabaptistes, où son amour de la liberté protestante soutient une fable assez énergiquement inventée. Surtout je l'aime mieux dans ses récits de voyage. Quand il parcourt la France, l'Italie, la Suisse, quand il jette, à l'occasion des villes qu'il traverse et des hommes qu'il rencontre, des réflexions vives, brillantes, hardies, on retrouve sa causerie, sa verve, et l'avidité curieuse de son intelligence. Ses opinions ne sont pas toujours irréprochables, je ne souscrirais pas à tous les jugemens qu'il porte, je ne lui accorderais pas le coup d'œil sûr du publiciste; mais son ardeur est intéressante, et il y a là ce qui manque tant à M. Gutzkow et à M. Laube, un cœur qui bat, une ame qui cherche. Ce sont là d'ailleurs les derniers efforts de la jeune Allemagne; tandis que M. Wienbarg, ferme, quoique blessé, se réfugie dans son silence, M. Théodore Mundt court le monde, afin de découvrir, s'il est possible, dans l'étude des peuples modernes, dans l'entretien des écrivains éminens, les principes auxquels il consacrera son ardeur. S'il ne trouve pas ce qu'il désire, il rapportera du moins cette conversation brillante, ingénieuse, hardie, qui fait lire ses récits de voyages.

Mais quoi! tant de bruit, tant de promesses, tant d'efforts, pour ce résultat! Quoi! une conversation ingénieuse, un dilettantisme politique et social, beaucoup de bel esprit, d'éclat, de fantaisie, le feuilleton enfin, s'il faut dire le mot, le feuilleton parisien assez habilement imité : c'était là tout ce qu'on avait gagné dans cette révolution! Le

découragement dut se glisser dans plus d'une intelligence, et au premier enthousiasme de la jeune Allemagne succéda bientôt ce qu'on a appelé, de l'autre côté du Rhin, le *Weltschmerz*, c'est-à-dire l'ennui et le dégoût du monde, le désir d'une société nouvelle, mais surtout le désir d'un monde différent, d'une autre terre. La poésie, désespérant de régénérer la vieille Europe, a voulu s'enfuir dans les contrées vierges de l'Amérique.

Dans cette école du *Weltschmerz*, représentée surtout par M. Ernest Willkomm, je n'aperçois qu'une imitation affaiblie des idées qui ont été exprimées ailleurs avec plus de force et de poésie. Il y a longtemps que des enfans découragés de l'Europe ont jeté de telles plaintes; mais il y avait dans leur douleur une sincérité mâle qui expliquait leurs dédains et justifiait leurs espérances. Je ne parle pas seulement des premiers colons partis d'Angleterre; dans ce siècle même, nous avons entendu plus d'une éloquente invocation adressée à l'Amérique. Si les presbytériens anglais sont allés demander aux forêts du Nouveau-Monde une vie chaste et forte, à la fin du dernier siècle et au commencement du nôtre nous y avons découvert une poésie inconnue. Les représentans les plus différens de notre littérature s'y sont trouvés rassemblés, Paul et le chevalier Desgrieux, René et Amaury. La tombe voisine d'Atala a achevé de purifier le sépulcre désolé de Manon Lescaut, tandis que le frère d'Amélie et l'amant de Mme de Couaën calmaient un instant dans les solitudes les troubles mortels de leur ame. Comme la vieille Rome aux derniers jours du paganisme, lorsqu'elle semblait pressentir un avenir meilleur, nous avons dit avec son poète :

> Nos manet Oceanus circumvagus arva; beata
> Petamus arva divites et insulas.

M. Willkomm arrive bien tard après tant de poètes, pour chanter ce découragement. L'Allemagne a voulu aussi envoyer ses représentans à cette assemblée de créations charmantes qui nous appellent sur les côtes de la Floride; mais puisque Goethe, ou Schiller, ou Jean-Paul, ne l'ont pas fait, je ne sais qui y réussirait aujourd'hui. Dans cette poésie découragée, dans l'expression de ces douleurs, la médiocrité n'est pas tolérable, et l'emphase devient immédiatement grotesque. Je crains bien que les héros de M. Willkomm n'abordent jamais au rivage de l'Eldorado lointain qu'ils convoitent.

M. Willkomm a intitulé son livre : *Les Gens fatigués de l'Europe* (*die Europamüden*). Ce titre bizarre cache une histoire plus bizarre en-

core. Les personnages les plus étranges y sont réunis. C'est un conte bleu dans lequel l'auteur, en croyant peindre la société qui l'entoure, a réussi à atteindre les dernières limites de l'impossible. N'est-ce pas un singulier moyen d'exprimer les souffrances de notre époque que de réunir dans une fable incohérente les créations les plus fantastiques empruntées à tous les temps et à toutes les poésies? Ce que l'imagination épouvantée du moyen-âge avait inventé dans ses hallucinations mystiques, M. E. Willkomm le renouvelle pour peindre les douleurs d'une société toute différente. C'est une danse macabre que ce roman. Shylock et Hamlet, don Juan et Faust, Kreissler et Méphistophelès s'y sont donné rendez-vous. Méphistophelès s'appelle ici Bardeloh; c'est l'athée, mais l'athée glorifié par le poète; homme puissant, riche, bizarre, mystérieux, génie incompris, cela va sans dire, il dirige toute une conspiration formidable. Bardeloh, c'est la haine qui s'est faite homme. A qui en veut-il? A l'Europe tout entière qui ne peut satisfaire sa grande ame et lui donner une religion digne de lui. Son confident, son complice s'appelle Mardoché. Mardoché est juif, et il a juré la ruine du christianisme pour venger les dix-huit siècles d'oppression qui pèsent sur sa race. Comme Shylock qui veut couper une livre de chair à son débiteur, Mardoché, pour se payer de sa dette, enlève aux chrétiens le plus pur de leur sang; il s'est acharné à corrompre les jeunes ames qu'il a rencontrées sur sa route. Cet homme pâle est sa victime : c'est Gleichmuth, un pasteur protestant qui enseigne ce qu'il ne croit pas. Mardoché l'a perdu avec ses détestables doctrines, il l'a plongé dans des voluptés qui l'ont tué, il a ravagé son corps et son ame, et sur ce cadavre il a fait tomber le masque et le déguisement sacerdotal qu'il porte aujourd'hui. Bardeloh, Mardoché, Gleichmuth, voilà les trois puissances infernales autour desquelles s'agite une fable effrayante, un monstrueux sabbat. Un moine devenu fou, un idiot qui joue du violon comme Paganini, un poète extravagant et impie, une jeune fille sensuelle, puis des chœurs de juifs, de musiciens, de méthodistes, d'athées, de masques avinés, complètent cette ronde extravagante, que l'auteur nous donne pour une peinture de l'Allemagne et qu'il intitule de sang-froid *Scènes de la vie moderne* (*modernes Lebensbild*). Tous ces personnages d'un autre monde finissent par se tuer les uns les autres, d'où il résulte bien évidemment qu'il faut abandonner l'Europe à son malheureux sort, et un Américain, M. Burton, arrive juste à temps pour emmener sur les bords de l'Ohio ceux qui ont échappé à cette boucherie. Tout cela se passe à Cologne, dans cette ville vénérable, à l'ombre de la cathédrale inachevée. C'est là

qu'on voit, chez Bardeloh, au milieu d'un bal étincelant, le moine fou rompre sa chaîne, et, emporté par la musique délirante de son ami l'idiot, saisir une jeune fille et l'entraîner dans une danse effrénée, dont les peintres du moyen-âge n'auraient jamais imaginé la burlesque audace. C'est là qu'une des victimes de Mardoché empoisonne en riant Sara, la fille du juif. C'est là que le juif a réuni dans une salle mystérieuse ce que sa main sacrilége a volé dans les églises, des hosties consacrées, des ciboires, des statues du Christ; n'a-t-il pas placé son propre buste dans ce sanctuaire abominable? Toutes ces statues jouent un grand rôle dans le roman de M. Willkomm; quand il veut se débarrasser de quelqu'un de ses personnages, elles obéissent à un signe de sa main, et, tombant sur celui-ci ou sur celui-là, elles lui cassent la tête. C'est là enfin que Bardeloh, voulant tuer son fils, se frappe lui-même d'un coup de poignard. Ces *mystères* de Cologne, qui ont devancé les nôtres, s'étalent publiquement, devant tous les yeux; car il est bon de dire que c'est toujours dans un bal, dans un festin, que l'auteur a soin d'amener ces agréables divertissemens. Cependant, sous les fenêtres, le peuple rit et chante, les masques se croisent dans la boue, et le carnaval se barbouille de lie.

On a loué dans ces tableaux une certaine vigueur d'imagination et de style; il fallait plutôt la déplorer, car c'est la vigueur du délire. L'auteur a voulu montrer à la société les maux qui la déchirent; il a cru faire toucher à tous ceux qui le liront les plaies dont ils souffrent sans les connaître. Singulière démonstration! J'accorde à M. Willkomm qu'il y a quelqu'un ici de très malade; mais est-il bien sûr que ce soit le lecteur?

II.

L'école du *Weltschmerz*, pas plus que la jeune Allemagne, ne pouvait satisfaire aux besoins nouveaux éveillés depuis 1830, et qui contenaient, je l'ai dit, quelque chose de très légitime. On vient de voir comment cette opposition avait, dès le second jour, oublié son programme et substitué sa volonté et ses prétentions littéraires à une entreprise qui, sérieusement dirigée, pouvait avoir des résultats heureux. La lutte se déplace bientôt, et les écrivains dont je viens de parler vont être expulsés du champ de bataille par une invasion soudaine qui les dispersera en un instant bien mieux que n'avaient pu faire les persécutions de la diète. Les hommes d'imagination avaient entrepris la réforme des universités, avec quelle légèreté, avec quelle

insuffisance, je l'ai dit : eh bien ! les sciences sérieuses de la pensée, la philosophie et la théologie, vont l'essayer à leur tour; mais, avant de mettre la main à l'œuvre, elles chasseront ces représentans infidèles.

Je tiens à l'établir clairement, c'est la même direction, c'est le même mouvement d'idées qui amène sur la scène cette armée nouvelle. Les premiers voulaient rajeunir la littérature, la faire descendre des nuages d'un idéalisme excessif, la rendre plus populaire et plus sociable; ils voulaient que la muse allemande pût prendre part aux luttes de la vie active et consoler ou régénérer les peuples : c'était le but de M. Wienbarg, si vite abandonné par tant de plumes frivoles. Ces nouveau-venus veulent la même chose; ils ont décidé que la philosophie inaccessible de Hegel se ferait comprendre à tous les esprits, et leur intention est de partager au peuple les trésors que la science a découverts. Les premiers avaient pris le nom de *jeune Allemagne*, ceux-ci s'appellent la *jeune école hégélienne*. Or, c'est devant la jeune école de Hegel que s'est dispersée la jeune Allemagne. Comment cette frivolité que je signalais tout à l'heure n'aurait-elle pas indigné ces nouveaux champions si résolus, si irrités déjà? Il ne faut pas oublier ce contraste, si l'on veut comprendre les emportemens furieux qui ont succédé au dilettantisme banal de M. Henri Laube. Un excès a produit un excès plus fâcheux encore; ceux-là étaient puérils, ceux-ci seront grossiers. Craignaient-ils le piége où étaient tombés leurs devanciers, et ont-ils voulu prendre contre eux-mêmes des précautions sévères? La vérité est qu'ils ont brûlé leurs vaisseaux.

Les *Annales de Halle*, qui furent le premier organe de la jeune école hégélienne, n'épargnent guère, quand l'occasion se présente, les écrivains de la jeune Allemagne. On voit, dès le commencement, qu'ils tiennent à se séparer d'une façon très nette de cette prétentieuse et inutile émeute de gentilshommes. Pour qui voudrait railler, ce choc des deux écoles, ce contraste si vif a été plus d'une fois assez plaisant, et la déroute est désormais complète dans le camp de M. Gutzkow. C'est avec une véritable fureur, on peut le dire, que nos jeunes philosophes ont attaqué les élégans humoristes. A l'époque où les *Annales de Halle* venaient d'être fondées par M. Arnold Ruge et M. Echtermeyer, M. Henri Laube et M. Gervinus publiaient chacun une histoire de la littérature allemande. Certes ce n'était point M. Laube avec sa légèreté, sa science douteuse, son style éventé, qui convenait à ce rôle d'historien. M. Gervinus, au contraire, avait apporté dans ce travail les qualités incontestables de son esprit, une pensée nette et ferme, une érudition très sûre, et aussi, il faut le dire, l'assurance

hautaine et les vues systématiques de la nouvelle école de Hegel. Ces qualités et ces défauts devaient plaire aux *Annales de Halle*. M. Gervinus, qui ne jugeait les œuvres de la pensée et de l'imagination qu'au point de vue politique et selon leur utilité immédiate, était un allié naturel de la jeune école philosophique, si empressée aussi à proscrire l'idéal. Malgré ce grand défaut qui m'a toujours gâté son travail, l'histoire littéraire de M. Gervinus est une œuvre importante, et je ne m'étonne pas du succès qui l'a accueillie dans son pays. Les *Annales de Halle*, profitant de cette double publication, n'eurent pas de peine à accabler M. Laube, à montrer les fréquentes erreurs de son livre, et combien l'auteur avait peu compris ce dont il parlait. Il y eut une série d'articles, d'une vivacité singulière, qui s'adressaient non pas seulement à M. Laube, mais à tous ses amis. M. Laube avait parlé fort longuement de la philosophie de Hegel; il n'avait été si long peut-être que parce qu'il avait essayé de comprendre ce qu'il écrivait, et les *Annales de Halle*, qui étaient là sur leur terrain véritable, s'amusèrent beaucoup de ses contre-sens. Ces articles et d'autres encore, écrits avec une verve irritée et d'une plume mordante qui emportait la pièce, firent plus de mal aux écrivains de la jeune Allemagne que les défiances et les poursuites du pouvoir. Désormais il fut interdit à ces romanciers frivoles de s'occuper de questions politiques. Ils essayèrent bien encore de revenir à leurs premières espérances : M. Gutzkow, M. Laube, M. Mundt, écrivaient en 1840 contre Goerres, à l'occasion de la Prusse et de l'archevêque de Cologne, M. Gutzkow publia une vie de Louis Boerne; mais ce furent leurs dernières tentatives pour ressaisir une influence qu'ils avaient perdue par tant de fautes.

C'est peut-être un bonheur pour eux d'avoir été renvoyés à la pure littérature. Il n'est pas impossible qu'il y ait là pour eux une excellente leçon de goût, une bonne discipline littéraire. Le roman, depuis quelques années, est entré dans une voie meilleure. S'il renonce à son arrogance, à ses faux systèmes, il aura peut-être toute l'influence à laquelle il ne prétendra pas. En voulant peindre seulement la réalité, il ira plus sûrement au but que se proposait M. Wienbarg, et donnera aux lettres une vie que les systèmes et les prétentions détruisent toujours. Une école de romanciers plus jeunes commence à se faire heureusement connaître. On cite au premier rang M. L. Schücking, M. Berthold Auerbach. Les systèmes socialistes avaient jeté le talent dans des voies funestes; l'inspiration, le naturel, étaient étouffés par les prétentions factices. Aujourd'hui, on revient à la nature; quelque chose de frais, de gracieux, commence à refleurir après ce long hiver;

la poésie reparaît. Nous suivrons un jour ce mouvement nouveau; jusqu'ici, ce sont surtout des espérances, il faut attendre encore. Je regretterais seulement de ne pas avoir indiqué cette salutaire direction qui se déclare. M. Schücking a consacré à la Westphalie d'intéressantes nouvelles où les mœurs de son pays sont décrites avec beaucoup de bonheur. M. Berthold Auerbach publie en ce moment même une série de romans qui ont été accueillis avec l'empressement le plus légitime; ce n'est point la Westphalie, c'est la Forêt-Noire qui est le théâtre des histoires si gracieuses et si paisibles de M. Auerbach. Il y a bien un peu de monotonie dans son livre; mais cette poésie calme, sincère, cette naturelle inspiration est si douce après les grandes prétentions des faiseurs de systèmes!

Il est donc bien certain que la jeune Allemagne n'est plus, elle s'est évanouie devant la jeune école de Hegel. Tous ces écrivains se sont reniés eux-mêmes, et aujourd'hui aucun d'eux ne veut plus avoir fait partie du cénacle. M. Mundt est le seul qui ait gardé ses vives rancunes. Il ne pardonnera jamais aux hégéliens leur violente invasion. A ceux qui lui demandent ironiquement : *At tu vere cum illis eras?* M. Mundt répond hardiment que cela est vrai, et il renvoie à la jeune école de Hegel ses dédains et ses injures. M. Mundt professe aujourd'hui à l'université de Berlin, il y fait l'histoire de la littérature allemande depuis Goethe; or, toutes les fois qu'il rencontre ses rivaux sur sa route, il ne les ménage pas. Comme ses rancunes se trouvent d'accord avec la politique du gouvernement prussien, qui proscrit l'école de Hegel, il lui est permis de tout dire. Dans une de ses leçons, qui ont été récemment publiées, il s'écriait : « Tandis que la doctrine de Hegel, grace à Édouard Gans et à Marheineke, renouvelait la science du droit et la théologie, le grand défaut du système était mis à nu par des disciples médiocres et sans talent, qui, se jetant avec l'arrogance des petits esprits sur les idées de leur maître, perdirent en débauches ce glorieux patrimoine et le dispersèrent dans les ruisseaux. » Nous serons souvent du même avis que M. Mundt, mais il n'en est pas moins vrai que ces paroles sont le dernier cri de la jeune Allemagne. Que restera-t-il de cette école? De belles pages de M. Wienbarg, ses leçons sur l'esthétique, ses voyages, quelques inspirations fines et ardentes. Il restera aussi le souvenir d'une réforme nécessaire, entrevue d'abord par des esprits généreux, signalée avec enthousiasme, et compromise bientôt par toutes les vanités d'une école puérile et sans direction.

Après cette première victoire, que feront les écrivains de la jeune

école hégélienne? Ils tâcheront de sauver ce que les romanciers politiques ont si singulièrement perdu. Aussi fermes, aussi décidés que ceux-ci étaient vains et frivoles, ils s'efforceront de représenter avec vigueur les vives ambitions de l'esprit nouveau, et ce besoin d'agir qui succède toujours, même chez les nations les plus lentes, au long monologue de la pensée solitaire. La publication des *Annales de Halle*, entreprise par M. Arnold Ruge et M. Echtermeyer, n'a pas à mes yeux une médiocre importance; j'aperçois là une curieuse expérience que l'esprit allemand a faite sur lui-même, et j'y veux découvrir ce qui lui manque jusqu'à présent pour ces destinées qu'il convoite. Il s'agit de savoir si le génie de l'Allemagne, en abandonnant ces calmes sommets de la contemplation, où il avait trouvé sa gloire, saura se renouveler, se transformer, et de quelle manière enfin la muse qui régnait dans les nuées va marcher sur la terre. Voilà des hommes bien décidés, bien sûrs d'eux-mêmes, à ce qu'il semble, M. Arnold Ruge, un esprit convaincu, intrépide, M. Echtermeyer, une plume énergique et audacieuse; autour d'eux, tous ces jeunes écrivains qui s'associent à leur tâche, M. Rauwerck, M. Bruno Bauer, M. Feuerbach, M. Frauenstaedt, M. Frédéric Koppen, paraissent aussi bien résolus à faire triompher la révolution qu'ils représentent. Sachons donc ce qu'ils ont fait.

Les premiers numéros des *Annales de Halle* me donnent beaucoup de regrets pour ceux qui les ont suivis. Pendant la première année, je vois là une polémique rigoureuse, sensée, bien appropriée au but qu'elle se propose. En parcourant pour la première fois cet organe d'une opposition que je crois utile et nécessaire, je m'étais dit que je devais y trouver, pour être satisfait, une œuvre ferme malgré son ardeur, hardie, mais sûre et maîtresse d'elle-même, franche et droite dans ses desseins, quelque chose enfin qui serait pour l'Allemagne ce qu'a été pour nous *le Globe* sous la restauration. Les premiers numéros répondaient assez bien à l'idéal que je m'étais formé d'avance. En même temps que les productions nouvelles, poésie, philosophie, histoire, étaient appréciées avec une décision bien rare aujourd'hui dans la critique banale des journaux allemands, les jeunes docteurs osaient pénétrer bravement au cœur même des universités, et les soumettre toutes à un examen redoutable. Chacune des universités allemandes comparaissait à son tour devant ce jury inflexible. On interrogeait leur histoire, on leur demandait compte de leur science inutile. Une critique vive, alerte, entrait cavalièrement dans ce qu'elle appelait ces sanctuaires égyptiens; elle y portait la lumière, elle forçait

le prêtre à expliquer devant le peuple quel avait été l'emploi de sa science et si la patrie en avait profité. Ce que Reuchlin, Ulric de Hutten, Conrad Celtès, Dalberg, Rodolphe Agricola, avaient fait au XVIe siècle, lorsqu'ils renversèrent au nom des jeunes universités la science barbare de la scholastique mourante, les rédacteurs des *Annales de Halle* le faisaient tout aussi hardiment contre ces mêmes universités, devenues vieilles à leur tour et hostiles au mouvement légitime de la pensée. Ces tableaux des principales universités, ces vives peintures où brillaient, avec l'érudition et le talent, une intention droite et généreuse, produisirent en Allemagne une impression inattendue. C'était là une nouveauté pleine d'audace, mais très légitime, si je ne me trompe, et très heureuse. Sans doute, cette critique déconcerta plus d'une gloire paisiblement établie; mais puisque ce monde de la science, puisque les universités occupent en Allemagne une place si considérable et exercent une si véritable influence sur l'esprit de la nation, il est convenable qu'elles soient surveillées comme une institution politique, il est bien qu'elles aient à rendre compte de leurs œuvres. La première qui fut ainsi traduite devant l'opinion, ce fut Goettingue, Goettingue, cette vieille gloire, la plus importante des universités du dernier siècle, celle où l'esprit du nord avait eu ses plus fermes représentans. Mais Goettingue n'a conservé que son nom et ses souvenirs; sa période de gloire a duré vingt ans, de 1770 à 1790; aujourd'hui elle a perdu le mouvement et la vie. Après Goettingue, ce fut Berlin, puis Munich, puis Heidelberg. Aucune d'elles n'était oubliée. A Berlin comme à Goettingue, nos ardens écrivains avaient aussi à signaler de beaux jours, de glorieuses années. Depuis trente ans qu'elle existe, cette jeune université a représenté souvent avec une admirable énergie les ambitions de l'esprit germanique. Avec Fichte, elle a ressuscité un peuple brisé par l'épée de Napoléon; avec Hegel, elle l'a exalté dans sa victoire. Les critiques des *Annales de Halle* sont moins contens, on le pense bien, de la situation actuelle; mais tout cela est dit avec éloquence, avec sincérité, avec un sérieux amour du pays. Les Allemands n'ont point de chambres sérieusement constituées, point de vie publique; eh bien! le mouvement des universités semble aux écrivains des *Annales* le véritable théâtre des destinées de l'Allemagne. Ce que fait la presse dans les pays constitutionnels, quand elle suit avec passion les luttes d'une grande assemblée, les amis de M. Ruge le font avec la même vivacité pour ces parlemens de l'intelligence. Ils nomment les combattans, ils les placent chacun à son poste, ils désirent et provoquent la bataille. Les grandes querelles académi-

ques qui depuis la mort de Hegel ont éclaté dans son école n'ont été si passionnées que parce que le journal de M. Arnold Ruge avait nettement séparé les camps et poussé au combat ce qu'on a appelé le côté gauche dans l'école hégélienne. Or, c'est là que commencent les fautes de M. Ruge et de ses collaborateurs. Était-il prudent d'abandonner la polémique générale qu'il avait entreprise d'abord, pour s'enfermer dans un système, et dans le plus étroit de tous les systèmes, dans les doctrines exclusives de cette gauche hautaine? M. Ruge était bien fort lorsqu'il demandait à la philosophie, à la poésie, à toutes les œuvres de la pensée, de sortir des nuages, de substituer une science active, vivante, aux sciences mortes d'une scholastique renouvelée; mais quoi! abandonner ce terrain si sûr, abandonner cette critique utile et bienfaisante pour ne plus défendre qu'une seule chose, la doctrine de l'extrême gauche hégélienne, c'est-à-dire le panthéisme dans sa plus effrayante audace, dans sa plus triste nudité! Voilà l'origine de la double erreur qui a perdu les *Annales de Halle:* d'abord en s'appuyant sur les principes extrêmes de M. Bruno Bauer et de M. Feuerbach, en se servant d'un système de métaphysique, et de quel système, grand Dieu! pour transformer l'esprit public, les écrivains de ce recueil étaient ramenés eux-mêmes à ces barbaries scholastiques qu'ils avaient voulu combattre; et puis, comme les folles théories substituées par eux à leur première polémique les isolaient davantage encore, cet isolement ne devait-il pas les frapper de vertige et les pousser à ces fureurs qui ont décrédité leur plume?

M. Arnold Ruge vient de publier, sous le titre d'*Anecdota,* une série d'articles destinés aux *Annales de Halle* ou aux *Annales allemandes,* et qui furent supprimés par la censure. Ces articles sont signés des noms que j'ai cités plus haut, MM. Bruno Bauer, Rauwerck, Feuerbach, Ruge, etc., et ne forment pas moins de deux volumes. On peut voir là très clairement dans quelle fausse route est entré M. Arnold Ruge. Qu'il y a loin de ces pages à celles dont je parlais tout à l'heure, à ces vives et franches études sur les universités! Est-ce un écrivain du XVe siècle qui a fait ces lourdes dissertations? Est-ce un théologien de Cologne, un de ceux que Ulric de Hutten a si vigoureusement raillés? Oui, ces discussions théologiques sont justiciables de la plume joyeuse qui a écrit les *Epistolæ obscurorum virorum.* M. Bruno Bauer, professeur de théologie à l'université de Bonn, est expulsé de sa chaire pour un livre où il détruit précisément ce qu'il est chargé d'enseigner. On peut regretter sans doute cette mesure rigoureuse, bien que la faculté de théologie ait été consultée et qu'une majorité considérable

ait conclu à l'expulsion de M. Bruno Bauer. Peut-être, dans une faculté de théologie protestante, au milieu d'un pays qui avait donné et qui donne encore de si nobles exemples de la liberté académique, peut-être eût-il mieux valu réfuter M. Bruno Bauer que de le destituer violemment. Un gouvernement qui s'est senti long-temps assez fort pour accorder à la pensée le développement le plus libre, et qui laisse M. Michelet et M. Marheineke combattre M. de Schelling à quelques pas seulement de la chaire où il enseigne, n'aurait pas dû imiter la vieille Sorbonne arrachant à M. Arnauld son bonnet de docteur. Pourtant ce que je regrette bien davantage, c'est la pesanteur scholastique des discussions que cette mesure a fait naître. En vérité, quand la censure supprimait les articles que j'ai sous les yeux, elle servait, sans le savoir, la cause du bon goût et du bon sens, bien plutôt qu'elle n'arrêtait les violences de l'école hégélienne. Les écrivains des *Annales allemandes* avaient voulu introduire une soudaine clarté dans les formules de la philosophie, ils avaient voulu briser le sanctuaire inaccessible de Hegel, et de son autel renversé se faire une tribune démocratique : c'était, en effet, de cette manière qu'ils avaient commencé; mais est-il donc vrai qu'il soit si difficile à l'esprit germanique de se faire vif, comme il le désire tant? Et fallait-il détruire si violemment le sanctuaire métaphysique pour se rejeter bientôt dans toutes les barbaries de l'école? A ce ton d'une polémique toute hérissée de sentences hégéliennes, à ces dissertations où la critique théologique occupe une si grande place, comment reconnaître des hommes qui se sont promis d'agir sur l'esprit public et de renouveler leur pays? La belle invention, de vouloir réformer la société en contestant la traduction d'un mot hébreu, ou en rejetant un verset de saint Luc!

Tous ces écrivains ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils ne sont plus que des docteurs arrogans et qu'ils se battent dans le vide? N'est-ce pas là aussi ce qui explique les emportemens auxquels ils s'abandonnent? Rien n'irrite plus que cet enthousiasme à faux, cette exaltation dans le néant; rien ne pousse plus vite au vertige. Refoulés de tous les côtés, parlant cette langue bizarre, moitié théologique et moitié républicaine, que bien peu de personnes peuvent comprendre, reniés par les vrais disciples de Hegel comme de faux prophètes qui commentent une philosophie apocryphe, seuls en un mot dans le mouvement des partis, ils ne devaient pas tarder à se jeter en des fureurs dont on se ferait difficilement une idée. Non, je ne crois pas que chez ce peuple, où les haines de l'esprit sont si vivaces, l'infatuation ait jamais été plus hautaine et plus intrépide. On vit une poignée d'hommes vouloir s'im-

poser à toute l'Allemagne et justifier par leur intolérance les rigueurs dont on les frappa bientôt. Le génie germanique, qu'ils avaient voulu d'abord régler, diriger, conduire dans d'autres voies, ils se mirent à l'injurier avec colère. Si quelque réclamation se faisait entendre, si l'on s'écriait : « Mais nous ne sommes point ce que vous dites! nous avons toujours été une nation spiritualiste et chrétienne, et quand nos voisins, dans un moment de vertige, ont prêché l'athéisme, ces doctrines n'ont jamais trouvé d'écho en Allemagne, » M. Ruge répondait : « Oubliez-vous précisément que nous sommes les élèves de la France, et que nous avons accueilli toutes ses idées? Oubliez-vous que Schiller a écrit *les Dieux de la Grèce*, Goethe *la Fiancée de Corinthe*, que Lessing a publié les *Fragmens de Wolfenbütler*, et que le grand Frédéric a appelé Voltaire à sa cour? » Voilà, certes, une phrase hardie, et j'avoue que je ne connais rien de plus significatif dans ces vives discussions. Pour arracher un tel aveu à un écrivain allemand, il a fallu que la passion fût bien forte. Ce qui serait simple et naturel partout ailleurs acquiert ici une singulière importance. Dans la longue querelle, dans la querelle séculaire de l'esprit allemand et de l'esprit français, c'est là, il faut le reconnaître, un évènement assez imprévu, un véritable coup de théâtre. Lorsque, après les élégantes frivolités du siècle dernier, la muse française, ranimée par le spiritualisme vivace de Jean-Jacques Rousseau et les grandes épreuves de la révolution, passait le Rhin avec Mme de Staël pour chercher le calme d'une philosophie plus élevée et les libertés d'une poésie plus aventureuse, elle n'abandonnait pas pour cela son caractère, elle ne se dépouillait pas de son esprit : elle continuait le mouvement imprimé aux intelligences par l'auteur de *la Nouvelle Héloïse* et par les évènemens qui renouvelaient l'Europe; mais que l'Allemagne aujourd'hui proclame Voltaire pour son maître, on me persuadera difficilement que ce soit un progrès légitime de son génie.

Je ne voudrais pas triompher trop aisément, ni blâmer l'Allemagne pour exalter ma patrie : ne voit-on pas là cependant la différence essentielle des deux peuples, et comme nous possédons mieux ce sens de la vie pratique, cet esprit de conduite qui manquera long-temps encore à nos voisins? Nous voulons échapper au matérialisme, au scepticisme, et nous allons emprunter aux peuples allemands quelque chose de leur imagination, demeurée plus sereine et plus confiante; mais nous faisons cela sans cesser d'être nous-mêmes, quoi qu'on ait pu dire, et bien décidés à surveiller attentivement les écrivains qui nous parleront de ce pays. En Allemagne, au contraire, si une école

se forme pour donner une direction plus active à une philosophie qui a perdu le sentiment du monde réel, si elle nous demande quelques-unes de nos qualités fermes, sensées, pratiques, du premier coup elle va tout compromettre, elle nous empruntera ce qu'il y a de plus contraire à l'esprit de son pays, elle nous prendra les excès que nous avons repoussés; que dire enfin? elle tuera l'esprit national pour lui apprendre à vivre. Quand M. Bruno Bauer s'écrie dans un article reproduit par les *Anecdota :* « Nous aussi, nous avons nos prophètes; nous aussi, nous avons un patriarche, c'est le patriarche de Ferney; nous aussi, nous avons un grand nombre de saints, ils ont parlé français : étranges saints! et cependant ce sera la gloire éternelle du XVIIIe siècle de leur devoir son nom; » quand M. Bruno Bauer écrit ces lignes, je ne sais si je dois m'en réjouir pour la France. Assurément, il est bien que l'Allemagne, après nous avoir injuriés si longtemps, reconnaisse enfin la grandeur de l'esprit français, et sa puissance dans le mal, hélas! comme dans le bien. Cependant je ne suis pas sûr que M. Bauer et ses amis ne vantent pas dans la France du XVIIIe siècle ce que nous avons blâmé et séparé des luttes légitimes; surtout je ne sais pas bien si l'hommage qu'il nous rend ici ne lui est pas arraché plutôt par sa colère contre son pays que par sa reconnaissance pour nous. Certes, je ne crois pas à la supériorité philosophique de l'Allemagne; s'il s'agit de la profondeur des spéculations, je ne crois pas que le pays de Descartes et de Malebranche ait rien à envier au pays de Leibnitz; en fait de philosophie pratique, je doute que les tribuns de l'Allemagne nouvelle puissent susciter un homme qui égale jamais Voltaire, je ne dis pas seulement pour son esprit, qui est incomparable, je dis pour ses qualités sérieuses, mêlées à tant de misères morales, pour sa haine de l'oppression et son ardent amour de l'humanité. Quand je lis chez tant d'écrivains, du Rhin jusqu'au Danube, une admiration si complaisante pour les priviléges de leur génie métaphysique, je souris, et je serais très heureux d'apprendre que l'Allemagne renonce à ses dédains surannés. Mais, encore une fois, ne faudrait-il pas nous défier des éloges de M. Bruno Bauer, si nous ne les devions qu'à la fureur d'un publiciste en guerre avec l'esprit de son peuple?

C'est aussi la colère qui a dicté les *Vingt-et-une Feuilles* récemment publiées par M. George Herwegh. La polémique de M. Arnold Ruge, dont les *Anecdota* nous ont donné une idée, avait fait sur la pensée publique une impression trop fâcheuse pour que la suppression de son journal pût exciter beaucoup de mécontentemens. Les hégéliens

avaient été intolérans, et on l'était avec eux. Comme les *Anecdota*, ce journal nouveau nous arrive non pas de l'Allemagne, mais de la Suisse. Ce n'est pas précisément un journal, c'est un livre, une revue si l'on veut, et cette revue échappe à la censure, laquelle ne frappe que les journaux ou brochures qui ont moins de vingt feuilles d'impression. Malgré cette précaution, je ne sais si les *Vingt-et-une Feuilles*, puisque c'est le nom choisi par M. Herwegh, ont pu pénétrer en Allemagne. Il est certain que c'est là une série de pamphlets très audacieux. Il y a quelques bons articles dans la publication de M. Herwegh, quelques sérieuses études sur les discussions de la chambre des députés du duché de Bade pendant la session de 1842; mais ces travaux sont rares, et font bien vite place aux déclamations. La Prusse, comme on pense, a beaucoup à souffrir de ces violences. Qu'il y ait lieu à examiner, à surveiller la marche de la chose publique, cela est incontestable, mais il faut avoir qualité pour cela; or, les discussions utiles ne sont pas communes dans le recueil de M. Herwegh. L'auteur n'a pas cependant l'excuse de M. Arnold Ruge et de M. Bruno Bauer, et ce n'est pas la science théologique qui a pu l'entraîner dans des dissertations ténébreuses. M. Herwegh est poète, il a du talent, de l'éclat, de l'ardeur, et nous le retrouverons bientôt à la tête des poètes politiques : j'espérais que la philosophie ne poursuivrait pas le jeune auteur des *Poésies d'un Vivant*, et que son recueil, plus léger, plus décidé, irait droit à son but; oui, j'espérais qu'il y aurait là un système appréciable, une polémique directe, une discussion politique enfin, puisque c'est de politique qu'il s'agit et qu'on est si fier de prononcer ce grand mot. Mais non, la philosophie défend ses droits, elle veut être la première à l'émeute. Ces publicistes allemands, malgré l'envie qu'ils ont de paraître irrités, malgré leurs allures de tranche-montagne, procèdent toujours avec une circonspection parfaite, avec une méthode irréprochable. Avant d'introduire chez eux les principes extrêmes qu'ils empruntent de tous les côtés, il importe de démontrer que la philosophie allemande exige impérieusement ces réformes; il faut prouver que ces prodigieux efforts de pensée qui avaient étonné le monde, ces grandes doctrines qui se sont succédé depuis Kant et dont nous admirions l'idéalisme insatiable, il faut prouver que tout cela est parfaitement d'accord avec le matérialisme nouveau-né, avec les utopies épicuriennes que M. Herwegh prend sous sa protection. Singulier empressement de ce pays à se calomnier lui-même! Un des plus importans chapitres des *Vingt-et-une Feuilles* est celui où le publiciste compare Babœuf, Saint-Simon et Fourier, à Fichte, Schelling et Hegel.

Fichte, c'est Babœuf, c'est la même audace, la même intrépidité de doctrines, le même radicalisme inflexible. « C'est de Fichte, s'écrie-t-il avec orgueil, que date l'athéisme en Allemagne, c'est de Babœuf que date en France le communisme ou plutôt l'anarchie! » Cet athéisme et cette anarchie le remplissent de joie, et il poursuit son parallèle avec un patriotique enthousiasme. Vraiment on a de la peine à comprendre de telles aberrations. Quand la noblesse de France, dans cette nuit fameuse de la révolution, déchirait ses titres et ses priviléges, c'était là un acte héroïque, elle immolait des droits iniques aux principes généreux qui l'avaient saisie; mais vous, ce sont des titres légitimes, ce sont des priviléges glorieux que vous déchirez ainsi, et au profit de quel avenir? Quand vous aurez détruit les images de vos pères, que mettrez-vous à la place?

On le voit assez clairement, cette tentative de réforme politique frappait au cœur les forces les plus vives de la nation, ses meilleurs instincts, ses sentimens les plus féconds. Elle détruisait ce qu'il eût fallu diriger. Ainsi cette seconde épreuve n'a pas mieux réussi que la première; la jeune école hégélienne, pas plus que la jeune Allemagne, n'a compris la difficulté du problème qu'il fallait résoudre. Les romanciers s'étaient trompés par frivolité; les publicistes se sont égarés par la violence. M. Gutzkow, M. Laube, M. Mundt, avaient oublié le but qu'ils s'étaient proposé d'abord; la tâche qu'ils avaient annoncée si haut était devenue pour eux une rhétorique puérile et l'occasion de quelques impertinences littéraires. M. Arnold Ruge, M. Bruno Bauer, M. Herwegh, ont dépassé ce but; en haine de ces écrivains frivoles qu'ils remplaçaient, ils ont promptement tourné à une fureur grossière, et par là ils n'ont pas moins compromis que leurs devanciers une cause qu'ils défendaient avec une conviction plus sincère. Aujourd'hui, ils ont quitté l'Allemagne, ils sont venus chez nous, à Paris, et ce n'est pas certes le moment de frapper ces proscrits qui nous demandent un asile. Si j'avais parlé d'eux avec une sévérité qui dût les blesser, je le regretterais sincèrement; mais la franchise de mes paroles m'était commandée par la gravité du travail d'idées qui agite l'Allemagne et par l'intérêt d'une cause que je crois bonne et qu'ils ont mal servie. Puissent-ils acquérir parmi nous ces qualités qui font notre force! Je l'ai dit tout à l'heure, la situation actuelle de l'esprit allemand peut assez bien se comparer à ce qu'était en France l'opinion publique vers l'époque où *le Globe* fut fondé. En politique, en littérature, *le Globe* était le représentant des idées jeunes, actives, mais fermes et bien sûres d'elles-mêmes; il a suivi sa route avec une

décision toute française, et il a gagné la bataille. C'est cette fermeté de la pensée, cette sûreté de la plume qui a manqué aux écrivains allemands. L'esprit libre qui veut, et avec raison, renouveler la vieille Germanie a été battu après un double engagement; il a perdu la plus belle des occasions, il a compromis la plus heureuse et la plus désirable des épreuves.

Oui, c'était là une occasion éclatante, car ces désirs nouveaux sont légitimes, on n'en peut plus douter, ils se déclarent partout en Allemagne. Un livre paru il y a quelques mois, et qui a vivement ému les esprits, confirme cette opinion. C'est un ouvrage bizarre, une divagation folle, poétique, due à la femme extraordinaire dont le nom est populaire au-delà du Rhin, à Mme Bettina d'Arnim. Bettina, cette ame mystique, cette intelligence passionnée, cette singulière et charmante personne à qui l'on a permis toutes les folies, tous les délires de l'imagination, Bettina dont le nom ne peut se séparer du nom de Goethe, et qui, à seize ans, aimait le vieux poète avec l'adoration aveugle du croyant agenouillé devant son dieu, Bettina qui n'était point de ce monde, qui habitait le pays des fées, la fille des rêves enfin, la fille capricieuse des régions impossibles, oui, Bettina elle-même vient de publier deux volumes sur la politique. Elle divaguait hier avec la nature entière, avec le chevreau qui broute, avec l'étoile du ciel, avec la rose qui s'épanouit; elle répandait son ame dans un naïf et innocent panthéisme, sans souci de nos tristes discussions; aujourd'hui, elle discute tout, la métaphysique, l'église, l'état. Que va-t-elle dire? Si hardie, si impétueuse, pourra-t-elle s'arrêter? ne va-t-elle pas rencontrer sur son chemin le censeur inévitable? Ne craignez rien : l'habile fée a dérouté la censure, et de son pied fin et léger, traversant rapidement la salle redoutable, elle porte son livre, à qui? au roi lui-même. *Ce livre appartient au roi*, voilà le titre de son œuvre. Maintenant, comment la censure y toucherait-elle? et, de cette main si poétique, comment le roi de Prusse n'accepterait-il pas le don qui lui est fait?

Mme d'Arnim a toujours aimé à mettre ses pensées sous la protection des souvenirs de sa jeunesse. Tantôt c'est sa correspondance avec Goethe, tantôt ce sont ses lettres à la célèbre Mlle de Gunderode, qui lui sont une occasion de publier bien des idées nouvelles, protégées par ce stratagème de l'écrivain. Nous retrouvons ici la même ruse littéraire. Ces discussions hardies, Mme d'Arnim ne se les attribue pas; elle les reporte au temps de sa curieuse et ardente enfance, au temps de son amitié avec Goethe. Nous sommes à Francfort, en 1807, et

cette femme, qui jette avec une si étonnante vivacité tant de pensées brillantes, soudaines, imprévues, cette femme qui tient tête au bourguemestre, et qui étourdit l'honnête pasteur, l'auteur l'appelle madame la conseillère, la mère de Goethe sans doute. Personne ne s'y trompe, bien entendu; il n'y a que Bettina qui puisse parler ainsi et prophétiser si vaillamment sur son trépied.

Malgré la gravité du sujet que Mme d'Arnim a voulu traiter, sa folle imagination éclate à chaque page, et ce qui fera, en grande partie, le succès de ce livre, c'est qu'on y voit une image complète de ce bizarre esprit. Jamais elle ne s'est plus abandonnée à elle-même, jamais les défauts et les qualités de cette ardente nature, sa puissance et sa faiblesse, sa fermeté et son indécision, son éloquence entraînante et son bavardage puéril, jamais son ame tout entière ne s'est révélée avec une complaisance à la fois plus orgueilleuse et plus naïve, avec plus de hardiesse et de sincérité.

Puisqu'il s'agit de politique, j'ai essayé de savoir d'abord ce que désire l'auteur. La tâche n'est pas facile. Quelle est la signification de son livre? Quel est le système politique et social qu'elle propose, puisqu'il est convenu qu'une femme d'esprit, aujourd'hui, n'a rien de mieux à faire que de réformer l'état? Que veut-elle? Quel est son idéal? Elle adresse son livre au roi : quel est le sens de cette requête si solennellement annoncée? L'état négligeait d'aller consulter la prêtresse, et la prêtresse est sortie du temple pour porter elle-même au maître les enseignemens du sanctuaire; que contiennent donc les feuilles sibyllines? Questions embarrassantes et que j'aurai de la peine à résoudre. Parmi ces scènes si vives dont Bettina fait tous les frais, et où le pasteur et le bourguemestre n'arrivent que juste à propos pour lui donner la réplique et provoquer de nouveau sa verve bruyante; parmi ces entretiens si animés, si étranges, il y en a un qui roule expressément sur la politique, sur la meilleure forme de gouvernement, sur l'avenir de l'humanité, sur les réformes possibles et nécessaires de l'Allemagne. Malheureusement la prêtresse n'est pas toujours intelligible; l'oracle a souvent plusieurs sens. Tantôt sa hardiesse va aussi loin qu'il lui est permis, tantôt elle revient se placer humblement au pied du trône et caresse ce qu'elle frappait tout à l'heure; tantôt elle s'enthousiasme pour la révolution française, et, reprochant à Napoléon d'avoir détourné le cours de ces prodigieux évènemens, elle l'interpelle avec éloquence; tantôt enfin elle rêve un empereur pour la nation allemande, elle le prédit, elle l'annonce, elle prophétise ses magnifiques destinées, et séduite, exaltée par ses propres paroles :

« Qu'on me nomme empereur! s'écrie la pythonisse. — Cela ne peut manquer d'arriver, répond le bourguemestre, et vous serez certainement élue à l'unanimité. » La plaisanterie, la verve bouffonne, comme on voit, vient sans cesse se mêler à ces vives divagations. Ce que j'ai cru comprendre de plus clair dans les prédications de Mme d'Arnim, c'est qu'elle veut une monarchie, mais une sorte de monarchie républicaine; elle voudrait que le roi et le peuple ne fissent qu'un, que le roi fût le représentant véritable de la nation, que tous se sentissent vivre en lui. C'est là, si je ne me trompe, le sens de ses paroles, quand elle appelle dans l'avenir ce roi libre esprit qui ne craint pas le libre esprit, et qu'elle lui donne une garde de sans-culottes et de vauriens. Quant aux intermédiaires entre le roi et le peuple, ministres, députés et autres, *canaille*, *sotte espèce!* Sont-ils autre chose que des ânes monstrueux et de misérables gredins, *ungeheure Esel und gemeine Schufte?* Tout cela n'est pas très nouveau, assurément; ce qui est nouveau en Allemagne, c'est la hardiesse, le sans-façon, l'enthousiasme fantasque que Mme d'Arnim introduit dans ces discussions.

Mais à quoi bon vouloir trouver dans ce livre un système, une théorie controversable? Bettina y parle de toutes choses et de quelques autres encore. A propos de politique, elle disserte sur la métaphysique, et elle n'oublie pas la religion. Elle ne veut pas seulement reconstituer l'état et réformer la cité; puisqu'elle a commencé, lui en coûte-t-il davantage de refaire le monde depuis le premier atôme? La prophétesse publie une seconde édition de l'œuvre des six jours, revue, corrigée, perfectionnée. Il y a là un brave pasteur à qui les divagations de Bettina font perdre la tête. Il voudrait bien discuter avec elle, mais pour cela il faudrait la suivre. Il voudrait bien réfuter ses argumens, la ramener à des idées plus sages; mais le moyen de sermonner Bettina, un esprit fantasque, un enfant colère et mutin, une flamme qui vole, s'éteint, reparaît, le démon de la poésie enfin sous ses apparitions les plus folles? Tout à l'heure le bourguemestre résistait mieux : il était plus calme, plus grave, plus maître de lui; mais ce bon pasteur m'inquiète en même temps qu'il me fait sourire. Bettina l'effraie, puis elle le flatte, elle le caresse, elle lui rappelle ses sermons. Oh! les beaux sermons! que vous étiez éloquent dimanche dernier! Et, un instant après, elle refait elle-même ce sermon; le trépied s'agite, il en sort de la flamme, de la fumée, et le pasteur, épouvanté, s'imagine que c'est le diable en personne. Quand elle s'écriait : Nommez-moi empereur, empereur d'Allemagne! quand elle plaçait à Francfort, dans sa ville

natale, le siége de son empire, et qu'elle lui annonçait avec une éloquence inspirée je ne sais quelles destinées glorieuses, le bourguemestre répondait par une épigramme. Que dira maintenant ce pasteur inoffensif à cette vaillante païenne qui lui explique si bien la mythologie? Si Bettina s'exalte dans quelque dithyrambe alexandrin; si elle venge la religion grecque et les dieux de l'antique beauté; si, dans son délire, le christianisme ne lui apparaît plus que comme un plagiat du culte de Sophocle et de Phidias; si elle voit dans les vertus théologales les trois Graces du ciel païen, dans ce saint Christophe qui traverse le torrent avec le Christ enfant sur ses épaules, Hercule portant l'Amour entre ses bras, dans le Saint-Esprit qui descend en langues de feu, Apollon dieu du jour, ces idées à coup sûr ne sont pas nouvelles, et le pasteur pourrait lui répondre qu'elle n'est elle-même qu'une païenne irritée du IVe siècle, une sœur peut-être de cette célèbre Hypatie qui enseignait si éloquemment dans les écoles d'Alexandrie. Mais lorsque, s'exaltant toujours, elle s'emporte jusqu'à dire : « Mars est devenu l'archange saint Michel. Comme il s'est ennuyé long-temps! Il s'est vengé enfin; c'est lui qui a conduit la révolution française, c'est lui qui nous a rendu l'antique énergie, c'est lui qui détruira les cieux chrétiens! » quand son délire est arrivé là, le pasteur a raison de frémir, et nous répétons avec lui ce cri bizarre que lui arrache sa naïve épouvante : « Prenez garde, madame, prenez garde; votre esprit, comme Sapho, vient de tomber dans la mer! » Du reste, tout cela est écrit dans le dialecte de Francfort, dans ce dialecte fin et narquois que Goethe connaissait si bien, et dont sa langue savante a conservé plus d'une qualité. Mme d'Arnim ne se contente pas d'emprunter, comme Goethe, quelques formes nouvelles, quelques tours inusités au dialecte de sa ville natale; c'est dans ce dialecte même, c'est dans ce patois, qu'elle écrit tout son livre, pour déguiser sans doute la hardiesse de ses idées. Cette forme populaire donne, en effet, à l'ouvrage une physionomie particulière de bonhomie inoffensive. On ne sait si cela est sérieux ou s'il faut sourire. Les plus étranges bouffonneries succèdent sans cesse aux puissantes évocations, aux énergiques élans. Après quelques discours d'une audace altière, la joyeuse prêtresse se retrouve à table, son verre à la main. Après une exposition hardie de ses opinions républicaines, elle annonce gravement au pasteur qu'il sera mangé par un ours, s'il ne se fait démocrate : le pasteur prend son chapeau et se sauve au plus vite; mais vous êtes sûr que l'auteur ne laissera pas tomber la plaisanterie : il amènera tout exprès dans la rue une ména-

gerie ambulante, et un ours échappé poursuivra le pasteur jusqu'à sa maison. Vraiment, l'épilogue était inutile, et le pasteur n'en avait pas besoin pour accuser Bettina de sorcellerie.

Ce qu'il y a de sérieux dans ces folies, c'est que tous les systèmes, tous les mouvemens d'idées qui se sont produits en Allemagne depuis cinquante ans y sont fidèlement représentés. Cette imagination vive et facile n'a rien créé, elle a tout répété avec passion. Philosophie et religion, idéalisme et réhabilitation de la chair, teutonisme impérial et démocratie, communisme, socialisme, tout ce qui a occupé les esprits, tout ce qui a ému les intelligences, tout cela se croise et se mêle dans le dialogue étourdissant de Mme d'Arnim. Pour peu que vous connaissiez les principaux noms qui ont attiré l'attention publique, vous les retrouvez sans peine à chaque page : tantôt c'est Schelling, Hegel, Novalis, tantôt M. d'Arnim son mari, ou M. de Brentano son frère; ici c'est M. Gutzkow ou M. Mundt, là M. Strauss, M. Arnold Ruge, M. Feuerbach. Cette remarque devient très grave quand on se rappelle par où Mme d'Armin a commencé et dans quel monde idéal se plaisait autrefois sa fantaisie. Ces jours derniers, un critique disait d'elle dans la *Gazette d'Augsbourg :* « Si Bettina eût vécu au moyen-âge, que serait-elle devenue? Une sainte ou une sorcière. On l'aurait canonisée ou bien on l'aurait brûlée. » Eh bien! cette femme vraiment extraordinaire, cette femme enthousiaste, qui, sorcière ou sainte, prêchant le mal ou le bien, n'en était pas moins un des plus fidèles représentans de l'esprit germanique et de son idéalisme bon ou mauvais, sublime ou égaré, elle descend aujourd'hui de ces hauteurs, et la voilà, comme tous les autres, dans la mêlée politique. Je crois que ce fait est significatif. Si Bettina abandonne ces régions idéales, si elle quitte ce monde surnaturel pour le monde de tous les jours, décidément l'esprit public est changé. Elle a été la dernière sans doute à fuir ce pays du spiritualisme; mais si elle en est partie, il faut le reconnaître, l'Allemagne aussi, le génie de l'Allemagne abandonne avec elle ses anciennes voies : il aspire à des destinées nouvelles. Je ne sais si Mme d'Arnim y a songé, mais l'arrangement dramatique de son livre me rend cette idée plus sensible encore. Où sommes-nous en effet? Où se passent ces entretiens qu'elle nous rapporte? A Francfort, dans la maison de Goethe. Or, Goethe, l'artiste souverain et impassible, a été le plus illustre exemple de cet idéalisme indifférent que l'Allemagne combat désormais. Eh bien! c'est de sa maison que sort cette prédication ardente, et cette prêtresse révoltée, si avide aujourd'hui du monde réel tant dédaigné par lui, c'est son élève, son amie, son enfant, c'est Bettina.

Quand un mouvement d'idées, quel qu'il soit, s'empare de tous les esprits, quand il est empreint d'un caractère universel, non-seulement il serait absurde de le nier, mais il y aurait de la folie à vouloir le combattre. Comment le diriger, comment le conduire dans des voies légitimes et lui faire produire des fruits heureux? voilà toute la question. Qu'on regrette pour l'Allemagne ce spiritualisme qui l'avait marquée d'un signe reconnaissable parmi toutes les nations modernes, je le veux bien; mais ce regret est inutile. Il est trop tard maintenant pour regarder derrière soi. Depuis la muse souveraine jusqu'au dernier ouvrier, ces idées nouvelles, ces besoins de réforme, travaillent la nation tout entière. La muse qui régnait dans l'empyrée s'est armée de fer pour les luttes de la vie active; l'ouvrier qui chantait *le Roi de Thulé* écrit des traités politiques. En même temps que Mme d'Arnim a dit adieu aux rêveries indifférentes et aux paisibles contemplations, le tailleur Weitling prêche le communisme dans des brochures pleines de verve et d'audace. Tous ces symptômes sont graves. Il est manifeste qu'une immense transformation morale s'opère aujourd'hui chez les peuples allemands. Croit-on qu'on l'étouffera par la violence? Croit-on que, pour ramener l'idéalisme des anciens jours, il suffise de supprimer les journaux, d'anéantir la *Gazette du Rhin*, d'inquiéter la *Gazette de Leipzig?* Par là on irrite les cœurs et on les pousse au mal. Ce n'est pas la vraie politique; ce n'est ni une politique prudente, ni une politique chrétienne. Non, vous ne parviendrez pas à détruire ce nouvel esprit en sa marche puissante, formidable; mais il dépend de vous de le contenir en le dirigeant.

Je m'adresse surtout aux écrivains, aux penseurs, aux intelligences éminentes. C'est à l'élite de la nation d'entreprendre cette tâche. J'ai dit, en commençant, que la révolte de l'esprit nouveau avait été légitime, que l'Allemagne, réveillée par les secousses de la révolution de juillet, avait jeté les yeux sur elle-même, qu'elle avait été effrayée de son indifférence, de son idéalisme paresseux, de son insouciance des choses d'ici-bas. J'ai dit que l'esprit ancien fut attaqué surtout au sein des universités où il régnait. Il y fut attaqué deux fois par les romanciers et par les publicistes, mais deux fois sans succès. Les deux armées qui se succédèrent furent battues par leur propre faute. Elles avaient blessé le génie de l'Allemagne, au lieu de lui venir en aide, et leur déroute fut une punition trop méritée. Tout est donc à recommencer aujourd'hui. Or, je voudrais que les universités pussent se charger elles-mêmes de diriger cette transformation qui s'accomplit dans les ames. Dans un pays où la science occupe une place si haute, les uni-

versités pourraient être ce que furent souvent les parlemens dans l'ancienne France. Entre la résistance du pouvoir et les fureurs inconsidérées des brouillons, elles garderaient les libertés publiques, ou, pour mieux dire, elles prépareraient sagement les intelligences à ces libertés qu'on invoque. Cette conduite n'aurait pas seulement pour résultat d'enlever la défense de l'Allemagne nouvelle aux folles mains qui la compromettent; elle aurait une influence très directe et très salutaire sur l'esprit du pays. Qu'y a-t-il, en effet, de plus clair au fond de toutes ces colères politiques? Il y a surtout le désir de transformer la science, bien plutôt que le besoin de reconstituer la société; oui, chose singulière! on s'est bien plus occupé de donner à la science une direction pratique, humaine, active, que de critiquer la marche du gouvernement; on s'est bien plus occupé d'introduire le libre esprit dans les universités que de le faire triompher dans l'état. Tel est ce pays : la chose publique, en Allemagne, c'est la science; on veut aujourd'hui une science moins idéale, une poésie moins désintéressée, une philosophie plus humaine. Eh bien! que les universités, averties par ces symptômes si sérieux désormais, commencent elles-mêmes cette réforme, et que la science entre librement dans les voies qu'on lui signale.

Que de choses restent à faire dans cette direction nouvelle! Je n'ai pas la prétention de tracer un programme; il suffit de rappeler que chacune des sciences de la pensée pourrait contribuer, selon ses forces, au salut de la cause commune. Les lettres, la poésie, l'imagination, vivraient davantage dans le monde réel pour y porter le calme et la sérénité. La philosophie, sans se mettre au service des passions mauvaises, aurait un plus grand souci des choses de la terre; elle échapperait et à l'indifférence qui a éteint son cœur et à une domesticité qui le dégraderait. Mais c'est surtout dans la jurisprudence que cette réforme serait importante et féconde; les grands jurisconsultes qui savent si bien l'art d'être juste sous les décemvirs ou sous Justinien, et qui laissent conduire auprès d'eux des procédures dignes des temps de barbarie, surveilleraient enfin la justice de leur pays; cette publicité des tribunaux, toujours promise, toujours refusée, on l'obtiendrait peut-être. Les idées que j'exprime ici commencent à pénétrer dans les universités; un procès qui a épouvanté l'Allemagne a réveillé les plus insoucians. Voilà bientôt cinq ans, le 18 juin 1839, à sept heures du matin, un homme grave, respectable, un professeur de droit à l'université de Marbourg, M. Sylvestre Jordan, est arrêté chez lui et jeté en prison, comme coupable de haute trahison. Il y a

un mois seulement qu'il a été jugé. Malade, souffrant, il est resté cinq ans dans son cachot ou gardé dans sa chambre par des gendarmes. Sa femme se mourait, ses enfans aussi : rien n'y a fait, on ne voulait point le juger. Il est condamné aujourd'hui; pourquoi? Pour avoir eu connaissance d'un complot qu'il n'a pas révélé. Quel est ce complot? On n'en sait rien. Les débats, comme toujours, ont été secrets; l'accusé lui-même ignore le plus souvent le crime qui lui est imputé. Ces procédures monstrueuses ont enfin provoqué d'énergiques réclamations, et un homme considérable, un des jurisconsultes les plus distingués de l'Allemagne, un professeur de l'université de Heidelberg, l'ancien président de la chambre des députés du duché de Bade, M. Mittermaier, a écrit à ce sujet une consultation digne de son esprit supérieur et de la noblesse de son caractère.

La publicité des tribunaux, et, dans l'ordre des choses purement politiques, une loi sur la liberté de la presse, les constitutions promises en 1813, voilà ce que les publicistes, les jurisconsultes, les universités, doivent demander sans paix ni trève. La Prusse n'a pas osé condamner M. le docteur Jacoby et son livre des *Quatre Questions*, qui contenait un programme légitime et raisonnable. Quant aux écrivains qui, comme M. Edgar Bauer, raillent les efforts de l'opposition constitutionnelle en Prusse et dans le duché de Bade, et voudraient du premier coup bouleverser toute l'Allemagne, ils ne comprennent ni la situation de leur pays ni le travail qui l'agite. Qu'une opposition modérée, intelligente, se constitue avec fermeté, ce sera un progrès fécond; et, je le répète, si les universités voulaient s'emparer de ces idées nouvelles, si elles voulaient se rajeunir et régénérer la science inutile qui a excité une répulsion si vive; si, dans les lettres, dans la philosophie, dans les sciences morales et politiques, elles voulaient représenter le mouvement des esprits, elles pourraient jouer un rôle efficace et diriger puissamment les idées. Que si, au contraire, ce mouvement était abandonné ou à ces écrivains frivoles ou à ces pédans irrités dont nous venons de suivre la double tentative, tout serait perdu; l'Allemagne n'acquerrait point cet esprit de conduite, ces fermes qualités qu'elle convoite, et elle perdrait l'idéalisme qui a fait sa grandeur; enfin, les épreuves nouvelles qui auraient pu renouveler ses forces, au lieu d'être pour elle une heureuse et éclatante occasion, lui deviendraient un piége funeste où périrait ce qu'il y a de meilleur dans son génie.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

IV.

MANCHESTER.

La tradition des premiers temps de la conquête porte que Guillaume, après avoir ravagé et soumis les contrées situées au nord de l'Humber, voulut ranger à son obéissance la région voisine de Chester, la seule qui ne reconnût pas encore la nouvelle domination. On était au cœur de l'hiver, et l'armée normande rassemblée à York avait à traverser, par des chemins impraticables pour cette pesante cavalerie (1), la chaîne de montagnes qui s'étend du sud au nord dans toute la longueur de l'Angleterre, qui en est comme l'épine dorsale (*backbone*), et qui, semblable à l'Apennin en Italie, partage les eaux entre l'est et l'ouest. L'arête de cette chaîne une fois franchie, l'on entrait dans une contrée à demi sauvage, coupée par de nombreux torrens qui inon-

(1) *Histoire de la Conquête de l'Angleterre par les Normands*, liv. IV.

daient le fond des vallées, semée de marais et de tourbières, couverte de forêts impénétrables, et habitée par une race d'hommes que l'invasion n'avait jamais pu saisir ni dompter. Les soldats du conquérant, effrayés des périls sans gloire que leur promettait cette expédition, s'étaient mutinés avant le départ. Pendant la marche, Guillaume mit souvent pied à terre, et paya de sa personne dans ces rudes fatigues pour encourager son armée (1).

Cette région inconnue, inaccessible, c'était la partie méridionale du Lancashire, que sillonnent aujourd'hui tant de routes, de canaux et de chemins de fer; cette population indomptée, c'était la même qui a fondé depuis et qui a développé, avec une admirable audace, la puissance du système manufacturier. Par une destinée tout-à-fait providentielle, les accidens du sol et du climat, qui avaient élevé autant d'obstacles à la conquête, devaient être, sept cents ans plus tard, les véhicules de l'industrie. Le travail devait soumettre ces agens naturels, et faire servir d'élémens à la production l'indépendance des caractères aussi bien que l'énergie des moteurs.

Il n'y a peut-être pas un coin de terre où la nature ait accumulé avec la même profusion tous les instrumens du travail. Voyez la Normandie; elle abonde en moteurs hydrauliques, mais elle manque à la fois de fer et de charbon. Notre Flandre industrielle est assise sur de larges couches de houille, et de nombreux canaux lui donnent la facilité ainsi que le bon marché des transports; mais c'est un pays bas, sans chutes d'eau et placé loin des grands centres de consommation. L'Alsace a le génie de l'industrie comme celui de la guerre; mais ces heureuses dispositions s'y trouvent aux prises avec les circonstances les plus défavorables, avec la cherté du combustible et avec l'éloignement des débouchés ainsi que des ports d'approvisionnement. Même division des avantages naturels en Suisse et en Belgique : Zurich est à cent lieues de la houille, à deux cents des ports qui reçoivent la matière première et qui expédient les produits manufacturés; Gand, le siége le plus ancien de la population industrielle dans l'Occident, se voit à une distance égale des cours d'eau rapides, des gîtes métallurgiques et des mines de charbon.

Mais dans cet espace de quinze à seize lieues carrées, qui est compris entre l'embouchure de la Ribble et celle de la Mersey, rien ne manque de ce que la nature et l'homme peuvent fournir (2). La

(1) *Past and present State of Lancashire*, by H. Ashworth.

(2) « Le district où ces avantages se trouvent combinés de la manière la plus

chaîne élevée qui la défend des vents du nord et de l'est y donne naissance à plusieurs rivières ou ruisseaux qui, descendant rapidement des sommets et multipliant la force du courant par la pente, font mouvoir un grand nombre d'usines. L'Irwell, à lui seul, a neuf cents pieds de chute, dont huit cents sont utilisés; M. Baines compte 300 filatures ou teintureries établies sur ce cours d'eau. Un banc de houille inépuisable et à fleur de terre règne dans toute l'étendue des districts de Salford et de Blackburn; le fer se rencontre en abondance dans les comtés limitrophes d'York et de Stafford, ainsi que dans le pays de Galles; enfin Manchester est à une journée de Londres et à une heure de Liverpool.

Joignez à cela une race d'hommes incomparable, rude, mais non grossière, réfléchie et patiente, inventive, entreprenante et infatigable, s'appropriant ce qu'elle n'a pas trouvé, tournée vers le côté pratique des choses, telle qu'il la fallait en un mot pour forger les armes de l'industrie. Cette population féconde a tiré de son sein avec une égale supériorité les ouvriers, les ingénieurs, les manufacturiers et les commerçans. L'enfantement a été prompt et complet. En moins d'un siècle, le système des manufactures, système colossal sinon harmonieux dans ses proportions, s'est trouvé construit de toutes pièces. Les états de l'Europe qui l'ont transplanté sur leur territoire ne doivent pas oublier que le comté de Lancastre en fut le berceau.

En 1738, un ouvrier de Bury, John Kay, invente la navette volante. En 1764, un tisserand de Blackburn, Hargreaves, imagine la *jenny*. En 1779, un autre tisserand, qui habitait un hameau près de Bolton, Samuel Crompton, compose la *mule*, métier plus parfait et qui a remplacé la *jenny*. La *mule-jenny*, se mouvant sans le secours de l'ouvrier (*self-acting*), inventée par l'associé d'Arkwright, M. Strutt, en 1790, est perfectionnée en 1825 par un mécanicien de Manchester, M. Roberts. Le principe du tissage mécanique, découvert en 1785 par le docteur Cartwright, est amené à l'état pratique en 1803 par M. Horrocks, fabricant de Stockport. Deux habitans de la même ville, le manufacturier Radcliffe et l'ouvrier Johnson, parviennent, après deux années des expériences les plus laborieuses, à construire la machine à parer, qui a rendu possible et général l'emploi du tissage à la va-

favorable est la partie méridionale du Lancashire, ainsi que le sud-ouest du Yorkshire. Dans les comtés de Chester, de Derby et de Nottingham, ainsi que dans ceux de Renfrew et de Lanark en Écosse, districts qui sont aussi le siége de la manufacture de coton, des avantages semblables se rencontrent, quoique dans une moindre proportion. » (*Histoire de la Manufacture de Coton*, par M. Baines.)

peur. Enfin, c'est un barbier de Preston, l'homme de génie par excellence, Arkwright, qui réunit le premier ces inventions éparses, qui leur donne un corps et en forme dès l'année 1782 la manufacture de coton. En 1792, appliquant à une de ses filatures la belle découverte de Watt, il substitue au moteur hydraulique un agent nouveau, une force sans limites, la vapeur. Dès ce moment, et comme l'a dit son historien, M. Baines, il se fait dans l'industrie une révolution immense, pareille à celle qu'avait opérée l'invention de l'imprimerie dans le domaine des sciences et des arts.

L'Angleterre, on le sait, a été appelée la dernière sur ce terrain. L'industrie, venant de l'Orient avec la civilisation, a marqué sa route par des étapes brillantes dont chacune a un nom dans l'histoire : Tyr d'abord, Venise ensuite, plus tard les Pays-Bas et la France de Colbert. La Grande-Bretagne a reçu ce dépôt grossi par les contributions de tous les siècles et de tous les peuples; mais il s'est accru entre ses mains avec une rapidité qui tient du prodige, et jusqu'à balancer, par l'effort héroïque de deux ou trois générations, les progrès accomplis depuis deux mille ans. Eh bien! ce que l'Angleterre a fait pour l'Europe civilisée, les Lancastriens l'ont fait pour l'Angleterre. A mesure que les arts industriels pénétraient dans cette île, c'est à Manchester qu'ils allaient se fixer. Manchester préparait et tissait la laine, avant de fabriquer les étoffes de coton; sous une forme ou sous une autre, cette ville est restée, depuis le XVe siècle, la métropole manufacturière du royaume-uni.

Les premiers précepteurs de l'industrie anglaise furent les Flamands. Édouard III embaucha un grand nombre de ces artisans qui vivaient misérablement au milieu des splendeurs de Gand et de Bruges, « se levant de bonne heure, dit un historien (1), se couchant tard, travaillant rudement tout le long du jour, et ne se nourrissant que de harengs et de fromage moisi. » On leur promit qu'ils auraient du mouton et du bœuf à discrétion, que leurs lits seraient bons, leurs compagnes belles, que les *yeomen* se disputeraient l'honneur d'épouser leurs filles : et, de fait, ils s'enrichirent en apportant à l'Angleterre une richesse inconnue. « Les *yeomen* qui les reçurent dans leurs maisons, ajoute le même historien, s'élevèrent bientôt au-dessus des *gentlemen*, acquirent de grands domaines, et blasonnèrent leurs possessions. » Aujourd'hui les manufacturiers font encore fortune dans la Grande-Bretagne, et quand ils ont acquis un manoir, ils obtiennent

(1) *Fuller's church History.*

sans plus de difficulté le rang de baronnet; mais les ouvriers s'estimeraient bien heureux s'ils avaient toujours pour vivre la maigre pitance des Flamands du XIVe siècle, et, pour trouver ce festin de bœuf et de mouton qu'Édouard III promettait aux premiers venus ainsi qu'aux premiers nés de l'industrie, il faut qu'ils passent les mers, qu'ils aillent s'établir aux avant-postes de la civilisation, dans le Canada, aux États-Unis, dans la Nouvelle-Zélande ou dans l'Australie.

Les Anglais avaient appris des Flamands à fouler, à teindre et à tisser la laine. Au XVIIe siècle, les réfugiés français leur enseignèrent à tisser la soie et à imprimer sur étoffes; au XVIIIe, ayant étendu leurs conquêtes dans l'Inde, ils commencèrent à travailler le coton. Par un phénomène bizarre, les habitans du Lancashire, qui devaient exploiter l'industrie cotonnière avec tant de succès, effrayés un instant de sa croissance extraordinaire, semblèrent vouloir la repousser. L'inventeur de la navette volante, John Kay, pour échapper à la persécution, alla, vers 1740, se fixer à Paris. En 1768, Hargreaves, découragé par l'indifférence de ses compatriotes, avait porté son industrie à Nottingham. En 1779, les ouvriers mutinés parcoururent les environs de Blackburn (1), démolissant les *jennys*, les machines à carder et toute machine mue par une force hydraulique ou par des chevaux. Les manufacturiers eux-mêmes, ne comprenant pas encore l'utilité de ces grandes innovations, secondèrent l'émeute et protégèrent les coupables contre les rigueurs de la loi. Le grand-père de sir Robert Peel, qui, outre la destruction de ses machines, avait couru des dangers personnels, retiré à Burton dans le comté de Stafford, éleva une filature sur la rivière de Trent, et pendant quelques années on cessa complètement de filer dans les établissemens de Blackburn. Mais voici qui est plus étrange encore. Lorsque Arkwright, par une merveilleuse combinaison de toutes les découvertes faites dans cette période de création, eut obtenu des produits supérieurs à ceux qui existaient sur le marché, les manufacturiers du Lancashire se liguèrent pour en empêcher la vente. Arkwright et ses associés furent donc contraints d'étendre la sphère de leurs opérations. De filateurs qu'ils étaient, ils devinrent fabricans de tissus. Écoutons le récit d'Arkwright lui-même : « Notre premier essai fut l'emploi de ces filés dans le tissage des bas, et l'expérience réussit. Bientôt nous établîmes la manufacture de calicots, qui promet d'être une des pre-

(1) *Baine's History of Cotton manufacture.*

mières de ce royaume; mais une difficulté encore plus formidable se présenta. Les commandes que nous recevions, et qui étaient considérables, furent tout à coup contremandées, les employés de l'*excise*, refusant de laisser passer nos tissus au tarif ordinaire de trois *pence* par *yard*, et exigeant un droit additionnel de trois *pence*, parce qu'on les considérait comme des calicots, bien que fabriqués en Angleterre. En outre, les calicots imprimés se trouvaient prohibés. Grace à ces obstacles imprévus, une grande quantité de calicots s'accumula dans nos magasins. On s'adressa vainement aux commissaires de l'*excise*, et les propriétaires n'eurent plus d'autre parti à prendre que de saisir la législature, qui leur donna gain de cause après des dépenses considérables et malgré *la vive opposition que les manufacturiers du Lancashire avaient dirigée contre eux.* »

A quelques années de là, les mêmes fabricans, instruits par l'expérience, disputaient à cet homme qui n'était plus le barbier de Preston, mais que l'Angleterre saluait sous le nom de sir Richard Arkwright, la propriété ainsi que l'usage des inventions qui l'avaient enrichi, et la force des choses fixait dans le Lancashire une manufacture que la folie des hommes en avait d'abord exilée.

Dans toute lutte entre un homme et une population, l'individu doit nécessairement succomber. Les gens de Manchester l'emportèrent donc sur Arkwright. Après quinze années de privilége, et par suite d'un double procès, les inventions dont il était l'auteur tombèrent dans le domaine public. L'équité le voulait ainsi : les hommes de génie sont le produit de leur pays et de leur temps aussi bien que de leurs propres efforts, et ce n'est pas pour leur avantage exclusif que la Providence les a dotés de ces facultés splendides dont elle se sert pour donner l'impulsion au progrès des sociétés. Cependant on peut déplorer l'ingratitude de l'opinion publique à l'égard d'Arkwright. Il ne fut ni aimé ni honoré dans le comté de Lancastre, et pour s'en venger il suscita la concurrence du comté de Lanark, disant, par allusion à son premier état, « qu'il trouverait un rasoir en Écosse pour faire la barbe à Manchester. »

La rivalité s'établit en effet; mais il est permis de croire que l'intervention d'Arkwright ne fit qu'accélérer le cours naturel des choses. Glasgow n'avait pas pris moins de part que Manchester à la révolution industrielle. Le comté de Lanark avait produit Watt et Adam Smith, pendant que le comté de Lancastre enfantait Hargreaves, Crompton et Arkwright, c'est-à-dire que, celui-ci fournissant l'action, celui-là

avait donné la pensée. Quoi de plus juste que d'importer la filature au cœur de l'Écosse, quand on lui empruntait, avec la vapeur, le moyen d'utiliser ces forces latentes que le sol de l'Angleterre recélait?

Au reste, l'impopularité d'Arkwright n'était pas seulement celle qui s'attache aux débuts de tout inventeur. Les gens du Lancashire détestaient en lui l'excès des qualités et des défauts qu'ils apportaient eux-mêmes dans le monde industriel. Arkwright était le type le plus complet, le plus absolu, le plus vrai de cette race de parvenus qui joint une activité sans repos à une ambition sans bornes. Voilà ce qui le rendait pour les manufacturiers, ses concurrens et ses compatriotes, une sorte d'ennemi public.

« Les traits les plus marqués du caractère d'Arkwright, dit M. Baines, étaient une ardeur, une énergie et une persévérance étonnantes. Il travaillait ordinairement à la direction de ses nombreuses entreprises depuis cinq heures du matin jusqu'à neuf heures du soir. Il avait déjà plus de cinquante ans lorsqu'il s'aperçut que le défaut d'éducation devenait pour lui un grand obstacle dans la gestion de ses affaires et dans sa correspondance en particulier. Il prit aussitôt une heure sur son sommeil pour apprendre les règles de la grammaire anglaise, et une autre heure pour se perfectionner dans l'écriture ainsi que dans l'orthographe. Il supportait impatiemment tout ce qui venait l'arrêter dans la poursuite de ses desseins, et, ce qui le prouve d'une manière bien caractéristique, il se sépara de sa femme, après quelques années de mariage, parce que celle-ci, craignant qu'il ne réduisît sa famille à mendier en travaillant à ses combinaisons au lieu de raser ses pratiques, avait détruit les modèles des machines qui servaient à ses expériences. Arkwright économisait strictement le temps. Pour ne pas perdre un instant, il voyageait avec la plus grande vitesse dans une voiture à quatre chevaux. Le nombre et l'importance des établissemens qu'il avait entrepris dans les comtés de Derby, de Lancastre et de Lanark, montraient l'aptitude merveilleuse qu'il avait pour les affaires, ainsi que l'étendue d'un esprit qui embrassait tout. Dans la plupart de ces entreprises, il avait des associés; mais il s'arrangeait toujours de manière à gagner encore lorsque ceux-ci perdaient. Telle était sa confiance illimitée dans le succès de ses machines, ainsi que dans la richesse qui devait en résulter pour l'Angleterre, qu'il attachait peu d'importance à toute discussion sur les taxes, et avait coutume de dire qu'il paierait la dette du pays. Les plans d'un pareil spéculateur devaient êtres vastes et hardis; il se proposait d'entrer dans les opérations commerciales les plus étendues, et il ne rêvait rien moins que d'acheter

le coton produit par le monde entier pour tirer de ce monopole d'énormes profits. »

Lorsque Arkwright formait ces projets, des projets que semblaient autoriser la grandeur et la rapidité de sa fortune, vers 1792, l'Angleterre n'importait guère annuellement que 3 à 400,000 quintaux de coton en laine; les produits de la manufacture étaient évalués à 80 ou 100 millions de francs, et occupaient moins de 100,000 ouvriers. Le rêve était donc ambitieux, mais il ne franchissait pas les limites du possible. De nos jours, Arkwright pourrait passer pour un spéculateur bien timide, en présence de ces capitalistes de Liverpool qui opèrent annuellement sur plus de 5 millions de quintaux, et contre lesquels les fabricans de Manchester viennent de se liguer pour arrêter la hausse artificielle du coton. Ceux-ci, à leur tour, mènent des opérations gigantesques, et que l'imagination peut à peine embrasser. Je sais telle filature de Manchester qui occupe 1,500 ouvriers. On cite une maison de commerce de la même ville qui exporte annuellement 30,000 balles de coton filé ou de tissus, et qui paie pour ce poids de 15,000 tonnes près de 800,000 francs en frais de péage jusqu'au port d'où ces marchandises s'expédient (1). Enfin, n'est-ce pas un manufacturier du Lancashire qui s'écriait, enivré par la contemplation de cette omnipotence industrielle : « Qu'on nous ouvre l'accès d'une autre planète, et nous nous chargeons d'en vêtir les habitans? »

Mais laissons là les exemples individuels. Quoi de plus surprenant que les accroissemens de Manchester lui-même? Au commencement du dernier siècle, Manchester était une ville de petits marchands et de petits fabricans, qui achetaient des tissus écrus à Bolton et dans les villages voisins, pour les teindre et les colporter ensuite, à dos de cheval, de marché en marché. Le commerce alors, n'ayant pas de capitaux, se traînait dans les opérations du détail. Les fabricans vivaient avec une extrême économie, travaillaient et mangeaient avec leurs domestiques; une maison bâtie en brique était le luxe de ce temps-là. La fabrication proprement dite était dispersée dans les chaumières. Le tisserand était une espèce de manufacturier domestique, qui achetait le fil, quand sa famille ne pouvait pas le fournir, et qui vendait ensuite l'étoffe, sur le prix de laquelle il devait retrouver, avec ses avances, le salaire de son travail. La manufacture, à Manchester, se bornait aux opérations chimiques, à la teinture et à l'apprêt; pour tout le reste, le capitaliste urbain n'était, comme le

(1) Voir le journal *Leed's Mercury*.

fabricant de Lyon aujourd'hui, qu'un commissionnaire ou un marchand.

En 1760, la manufacture de coton, concentrée dans le Lancashire, occupait 40,000 ouvriers, tisserands pour la plupart. A vingt ans de là, malgré les développemens que cette fabrication avait pris, Manchester ne comptait pas 50,000 habitans. En 1800, la force de production dans cette cité industrieuse n'était encore représentée que par 32 machines à vapeur valant 430 chevaux.

On connaît les humbles débuts de la puissance mécanique dans l'industrie. Les machines, dans les manufactures, étaient mues par des ânes ou par des chevaux, et manœuvrées par des enfans. Le premier inventeur de la filature, Wyatt, employait dix jeunes filles dans son établissement de Birmingham; les premiers ouvriers d'Arkwright furent de jeunes enfans à Nottingham et à Crawford. La maison Peel en occupa jusqu'à mille dans ses ateliers. Ces formidables engins de l'industrie, que ses historiens, cherchant des analogies dans l'histoire, ont comparée aux cent bras du géant Briarée, eurent d'abord pour instrumens des apprentis de l'âge de six à douze ans, que l'on allait chercher par troupes dans les maisons de charité. Ce sont des orphelins ou des enfans abandonnés qui ont élevé, de leurs faibles mains, le temple des manufactures, et qui ont peuplé d'une foule maintenant exubérante les districts manufacturiers.

L'acte de la quatorzième année de George III, qui fait remise du droit additionnel de 3 *pence* par *yard* sur les calicots fabriqués en Angleterre, dit en propres termes, pour expliquer la concession, que plusieurs centaines de pauvres gens sont employés dans les établissemens nouveaux. Cette population va toujours croissant, bien que chaque progrès de la mécanique ait pour effet de diminuer le nombre des ouvriers nécessaires dans chacune des opérations de l'industrie. Un ouvrier fileur produit maintenant en un jour plus qu'il n'aurait produit autrefois en une année; M. Baines a calculé que 150,000 fileurs dirigeant autant de *mule-jennys* faisaient l'ouvrage de 40 millions de fileurs travaillant au rouet. Depuis l'invention du métier *self-acting* et du tissage mécanique, la production tend encore à s'accroître, car la manufacture est purement automatique, et l'homme n'a plus qu'à surveiller dans ses effets l'action de l'eau et de la vapeur.

Les progrès de la population dans le Lancashire s'expliquent par ceux de la production. Pendant que le nombre des habitans montait pour le comté de 300,000 à 1,660,000, et pour Manchester de 40,000 à 306,000, la manufacture de coton, dans le royaume, portait sa con-

sommation annuelle de 3 millions de livres à 600 millions, et la valeur de ses produits s'élevait, malgré la réduction continuelle des prix, de 800,000 livres sterling à 36,000,000. Aujourd'hui, le Lancashire possède les trois cinquièmes des établissemens consacrés à la filature et au tissage du coton, et plus de cent filatures existent dans la seule ville de Manchester.

Rien au monde n'est plus curieux que la topographie industrielle du comté de Lancastre. Manchester, comme une araignée diligente, est posté au centre de la toile, étendant des chemins de fer vers ces auxiliaires de la fabrique, villages autrefois, villes aujourd'hui, qui ne forment plus que des faubourgs de la grande cité. Le chemin de Leeds met à une lieue de Manchester Oldham avec ses 60,000 habitans, Bury, Rochdale et Halifax, dont chacun compte de 24,000 à 26,000 ames; le chemin de Bolton rattache à cette ville Bolton, Preston et Chorley, qui ont ensemble plus de cent filatures et 114,000 habitans; sur le chemin de Sheffield, il ne faut que quelques minutes pour atteindre les établissemens de Staley-Bridge, Ashton, Dukinfield et Hyde, peuplés de plus de 80,000 personnes; le chemin de Birmingham incorpore, pour ainsi dire, à Manchester les 50,000 habitans de Stockport, et celui de Liverpool lui rallie Wigan et Warrington. Quinze ou seize foyers d'industrie rayonnent ainsi autour de cette grande constellation.

Une commande, partie de Liverpool le matin, est discutée entre les fabricans à la bourse de Manchester vers l'heure de midi; le soir, elle est déjà distribuée entre les manufactures des environs. En moins de huit jours, le coton filé à Manchester, à Bolton, à Oldham ou dans les environs d'Ashton, est tissé dans les ateliers de Bolton, de Staley-Bridge ou de Stockport, est teint et imprimé à Blackburn, à Chorley ou à Preston, apprêté, auné et empaqueté à Manchester. Par cette division du travail entre les villes, dans les villes entre les fabriques, et dans les fabriques entre les ouvriers, l'eau, la houille et les machines travaillent sans fin; l'exécution va presque aussi vite que la pensée; l'homme participe en quelque sorte à la puissance de création, et il n'a qu'à dire: « que les produits existent, » pour que les produits soient.

Manchester, qui tient à ses ordres et comme sous sa main toutes ces agglomérations industrielles, est lui-même l'agrégation la plus extraordinaire, la plus intéressante et à quelques égards la plus monstrueuse que le progrès des sociétés ait improvisée. La première impression ne prévient pas : le site manque de relief et l'horizon de clarté. A travers les brouillards qui s'exhalent de cette contrée maré-

cageuse et sous les nuages de fumée que vomissent les ateliers, le travail y a quelque chose de mystérieux et de semblable à l'activité souterraine d'un volcan. Point de grandes lignes ni de hauteurs qui guident l'œil en l'aidant à mesurer ce vaste ensemble. La ville ne se distingue ni par ces contrastes qui caractérisaient les cités du moyen-âge, ni par cette régularité que l'on remarque dans les métropoles de récente formation. Toutes les maisons, toutes les rues se ressemblent; mais c'est l'uniformité au sein de la confusion. En y regardant de près, on découvre pourtant un certain ordre. Manchester est situé au confluent d'une petite rivière, l'Irwell grossie de l'Irk, et d'un ruisseau, le Medlock. L'Irwell sépare Manchester de son faubourg principal, de la vieille ville qui a donné son nom au district (*hundred*) de Salford; sur la rive gauche du Medlock est une autre annexe de Manchester, Chorlton *on Medlock*, qui n'avait que 675 habitans en 1801 et qui en compte aujourd'hui 30,000. Les manufactures et les usines forment comme une enceinte autour de la ville et suivent le cours des eaux. On les voit dresser leurs sept étages le long de l'Irwell et sur le bord des canaux qui, pénétrant plus avant dans Manchester, y forment une ligne intérieure de navigation. Les eaux de l'Irk, eaux noires et puantes, servent aux tanneries et aux teintureries, celles du Medlock aux ateliers d'impression, aux fabriques de machines et aux fonderies. Les bords de l'Irwell, qui semblent avoir été le siège primitif de cette civilisation, en demeurent aujourd'hui le centre. Les édifices municipaux sont dispersés le long de son cours. En descendant de la colline où s'élève la maison des pauvres, on rencontre les bâtimens du collége, la vieille église (*Old Church*), la bourse, et de l'autre côté de la rivière le palais de justice ainsi que la prison. De Pendleton à la route de Londres, une grande rue brisée, qui traverse la ville de l'ouest à l'est, étale à ses deux extrémités les boutiques auxquelles les ouvriers s'approvisionnent, et au centre, dans *Market-Street*, dans *Piccadilly*, les magasins ouverts au luxe, les librairies, les ateliers des journaux. Le quartier aristocratique de *Mosley-Street*, qui coupe *Market-Street* à angle droit, réunit les comptoirs où les fabricans de Manchester et des environs se mettent en contact avec le mouvement des affaires. Dans l'angle des deux rues sont concentrés les dépôts de matières premières et de marchandises fabriquées. Les chemins de fer, comme étant les derniers venus, s'arrêtent aux points extérieurs de cette circonférence, ceux de Liverpool et de Bolton à l'ouest, ceux de Leeds, de Sheffield et de Birmingham à l'est.

Il résulte de ces combinaisons indifférentes en apparence une grande

économie de temps et d'argent dans la production. L'on peut se plaindre de ce que l'espace n'a pas été ménagé pour les hommes, de l'absence de places publiques, de fontaines, d'arbres, de promenades et de logemens aérés; mais à coup sûr il était difficile de rapprocher davantage les produits du marché, les machines de leurs moteurs, et la fabrication des moyens de transport. Les chemins de fer arrivent portés sur des arcades jusqu'à l'endroit où il cesse d'être incommode d'aller les chercher, et quant aux canaux, ils passent sous les rues et se ramifient dans tous les quartiers, amenant les bateaux de charbon jusqu'à la porte des filatures ou jusqu'à la gueule des fourneaux.

Manchester ne présente ni le mouvement de Liverpool ni celui de Londres. Durant la plus grande partie de la journée, la ville est silencieuse et paraît déserte. Les transports glissent sans bruit sur les canaux, non pas au pied des palais comme à Venise, mais entre deux haies de filatures qui se partagent l'air, l'eau et le feu. Les convois roulent sur les chemins de fer, et font voyager les multitudes aussi facilement que les individus autrefois. On n'entend que la respiration des machines s'échappant par les hautes cheminées en sifflemens de flamme, et lançant pour ainsi dire vers le ciel, en signe d'hommage, les soupirs de ce travail imposé à l'homme par Dieu.

A certaines heures de la journée, la ville s'anime. Les ouvriers, qui entrent dans les manufactures ou qui en sortent, remplissent les rues par milliers, ou bien c'est le moment où la bourse s'ouvre, et l'on y voit affluer les chefs de cette immense population de travailleurs; mais, même dans les momens où les hommes donnent une libre carrière à leurs sentimens, le caractère sérieux et anguleux de Manchester ne perd rien de la raideur que lui communiquent les préoccupations trop exclusives de l'industrie.

Le docteur Taylor, qui a visité le Lancashire pendant la crise commerciale de 1841, et qui est un peintre un peu optimiste, quoique généralement exact, décrit, dans les termes suivans, les impressions que lui a laissées Manchester (1) : « C'est une ville d'affaires, où la recherche du plaisir est inconnue et où les amusemens sont à peine comptés pour une considération secondaire. Chaque personne que vous rencontrez dans la rue a l'air préoccupé et la démarche précipitée. On ne voit que très peu de voitures particulières; il n'existe qu'une seule rue qui soit bordée de riches boutiques, encore est-elle d'une date récente. Parmi quelques bâtimens d'un style monumental,

(1) *Notes of a tour in the manufacturing districts of Lancashire.*

un seul est consacré aux récréations des habitans; les autres appartiennent à la religion, à la charité, à la science ou aux affaires.... La bourse de Manchester est le parlement des lords du coton, c'est leur assemblée législative, une assemblée qui promulgue des décrets aussi immuables que ceux des Mèdes et des Perses, mais dans laquelle, au rebours de tous les parlemens du monde, on fait beaucoup et l'on parle très peu. Des transactions d'une immense importance s'opèrent par des signes de tête, des clignemens d'yeux ou des mouvemens d'épaules, en comparaison desquels le laconisme des anciens Spartiates pourrait passer pour un bavardage insipide et puéril. On se souvient vaguement, et comme de bien loin, d'avoir vu un jour un homme causer à la bourse; mais on en fait mention dans les termes dont on se servirait pour raconter que la sarabande a été dansée dans l'église de Saint-Pierre, ou qu'Arlequin a fait ses farces dans l'enceinte vénérable de *Old Bailey*.

« Ce qui caractérise l'assemblée, c'est le talent et l'intelligence appliqués aux grandes spéculations de l'industrie; on n'y rencontre pas plus le génie que la stupidité. Mais si le niveau intellectuel n'est pas très élevé, il paraît très évident qu'aucune faculté ne demeure sans emploi. Il m'est arrivé de visiter Manchester à une époque de prospérité et d'activité commerciales; plus récemment je l'ai vu pendant la période de détresse et de stagnation. Dans la première de ces circonstances, un étranger aurait pu se croire jeté au milieu d'une de ces communautés de derviches dansans qui ont pour règle le silence et le mouvement perpétuel. Il semblait que chacun fût incapable de rester plus de trois secondes à la même place. Tout homme de Manchester a pour principe que « rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à « faire. » Donnez-lui une occasion, et il entreprendra de pourvoir tous les marchés entre Lima et Pékin, et il sera horriblement vexé, si, par quelque distraction, il a omis un petit village qui aurait pu acheter un écheveau de ses fils ou une aune (*yard*) de ses tissus.

« L'aspect de la bourse, dans cette période de détresse, est vraiment effrayant. La contenance des habitués est sombre et inquiète; l'ardeur des esprits s'est changée en obstination. Les manufacturiers paraissent sentir que les bénéfices, sinon les capitaux, leur glissent dans les mains, et ils ont pris la détermination bien arrêtée de supporter une certaine somme de pertes, mais de ne pas se laisser entraîner au-delà. Que les affaires soient actives ou lourdes, la bourse ne dure guère plus d'une heure. Dès que l'horloge sonne deux heures après midi, l'assemblée s'écoule insensiblement et sans bruit; avant

trois heures, l'édifice est aussi vide et aussi abandonné qu'une des catacombes d'Egypte. »

Ces habitudes se ressentent de l'origine de la population. Dans nos villes manufacturières, la fabrique s'est greffée sur un état social préexistant. Mulhouse était une ville libre et avait des traditions politiques qui ont donné une physionomie particulière à son industrie; on dirait une famille, ou plutôt un clan de fabricans, tant ils se soutiennent les uns les autres, et tant les ouvriers y sont paternellement traités. Lyon est une ville littéraire et religieuse aussi bien qu'industrielle; la noblesse et le clergé y ont leurs quartiers séparés, du fond desquels ils prennent part au gouvernement de la cité. Rouen appartient aux gens de loi non moins qu'aux possesseurs des manufactures et aux propriétaires fonciers. Il y a là tous les élémens dont le concours forme ce que l'on appelle la société. Mais à Manchester, l'industrie n'a pas trouvé autre chose qu'elle-même. Tout y est semblable et tout y est nouveau; il n'y a que des maîtres et des ouvriers. La science, que les besoins de l'industrie contribuent souvent à développer, commence à se fixer dans le Lancashire: Manchester a une société de statistique, et la chimie y est en honneur; mais la littérature et les arts y sont lettre morte. Le théâtre ne sert pas à épurer le goût, et ne fournit guère que ce qu'il faut à une foule occupée, des amusemens grossiers. Dans les opinions politiques, c'est le radicalisme qui prévaut. Parmi les sectes religieuses, les plus récentes sont les mieux accueillies : Manchester renferme plus de méthodistes, de quakers et d'indépendans que de partisans de l'église établie. Cette ville réalise en quelque sorte l'utopie de Bentham. Tout s'y mesure en effet à la règle de l'utile, et le beau, le grand, le noble, ne sortiront certainement que de cette source, s'ils y naissent jamais.

Si le luxe des voitures et des chevaux est inconnu aussi bien que toute autre recherche, cela ne vient pas seulement de l'économie ni de l'austérité que les manufacturiers font régner dans leurs ménages; cela tient aussi, cela tient surtout à l'absence des classes supérieures, qui, et la nouvelle aristocratie comme l'ancienne, ne vivent pas à Manchester. La ville proprement dite, le docteur Kay Shuttleworth l'avait remarqué avant moi (1), n'est guère habitée que par les boutiquiers et par les ouvriers. Les marchands et les manufacturiers font leur résidence hors des faubourgs dans des villas qu'entoure un parc ou un jardin. Cette existence bornée à l'horizon un peu étroit de la famille

(1) *Moral and physical condition of the working classes.*

exclut les relations de société; c'est une espèce d'absentéisme local. Il arrive ainsi que, les comptoirs se fermant et les pulsations des machines s'arrêtant à la chute du jour, tout ce qui était la pensée, l'autorité, la force impulsive, l'ordre moral dans cet immense atelier, disparaît sur l'heure. La couche supérieure de la société se replie sur les campagnes; Manchester est abandonné jusqu'au lendemain aux ouvriers, aux cabaretiers, aux mendians, aux malfaiteurs, aux filles de joie et à la police, qui doit faire régner dans ce pêle-mêle un peu d'ordre matériel (1).

Comment cette population va-t-elle employer les deux ou trois heures de repos et de liberté qui lui restent entre le travail de la manufacture et le sommeil? Il semble qu'après une journée de quatorze heures, durant laquelle le mari travaillant d'un côté, la femme et les enfans de l'autre, le ménage est forcément dissous, les membres de la famille devraient être heureux de se retrouver et de respirer un moment ensemble; mais le foyer domestique, par la faute des circonstances autant que par la faute des habitudes, n'a pas de charmes pour l'ouvrier. Après un repas fait à la hâte, hommes, femmes, enfans, errent dans les rues ou s'acheminent vers les cabarets. Quand on parcourt le soir les quartiers pauvres d'*Angel-Meadow*, de *Garden-Street*, de *New-Town*, de *Saint-George-Road*, d'*Oldham-Road*, d'*Ancoats-Street*, et celui que l'on désigne sous le nom de *Petite-Irlande*, l'on aperçoit les portes des maisons ouvertes, et la foule vous coudoie; si le temps est froid ou pluvieux, le cabaret se remplit et la rue se vide; par un temps serein, c'est la voie publique qui fait tort au cabaret.

On distingue aisément, au milieu de ces multitudes, les ouvriers irlandais d'origine, qui sont au nombre de 35,000 à 40,000 à Manchester (2). Les Anglais vont par petits groupes ou s'isolent entre eux, à moins qu'ils n'aient à débattre un intérêt commun et du moment, tel qu'une augmentation des salaires ou une réduction dans les heures du travail. Les Irlandais sont perpétuellement à l'état d'agitation. Souvent ils s'assemblent par centaines au coin de la route d'*Oldham* et d'*Ancoats-Street*. Un d'entre eux lit à haute voix les nou-

(1) Selon un recensement fait en 1836, les ouvriers représentaient à Manchester 64 pour 100 de la population totale; à Salford, 74; à Bury, 71; à Ashton, 81; à Stalybridge, 90; à Dukingfield, près de 95. Le chiffre fixé pour Manchester paraît être au-dessous de la vérité; la population ouvrière doit y représenter 70 ou 75 pour 100 du nombre des habitans.

(2) Sur une population de 1,667,000 habitans, le comté de Lancastre compte 21,000 Écossais et plus de 105 mille Irlandais.

velles d'Irlande, les adresses d'O'Connell ou les circulaires de l'association; puis le tout est commenté sans fin et à grand bruit dans ces rangs pressés. Ils sont si étroitement organisés, et, pour nous servir du terme militaire, ils sentent tellement leurs coudes, qu'en un clin d'œil et au premier signal mille à deux mille sont réunis sur un point donné.

Il y a quelques années, les ouvriers irlandais formaient la partie la plus abjecte de la population; leurs demeures étaient les plus sales et les plus malsaines, et leurs enfans les plus négligés. C'était dans les caves habitées par les Irlandais que se distillaient en fraude des spiritueux grossiers. La misère, la fièvre, l'ivrognerie, la débauche et le vol y étaient en permanence. Là se retiraient de préférence les vagabonds et les malfaiteurs. Tous les jours, quelque rixe éclatait dans ces affreux quartiers, ou quelque crime les ensanglantait.

Ces faits, dont on trouve la trace dans toutes les enquêtes parlementaires ou administratives publiées depuis douze ans, sont aujourd'hui notablement changés. Les prédications du père Mathieu, secondées par les efforts du clergé catholique, ont commencé à relever ces malheureux de leur dégradation. Ils s'enivrent moins, et par suite les rixes sont moins fréquentes. Le dimanche 22 juillet 1843, vingt mille d'entre eux avaient pris l'engagement de s'abstenir de liqueurs fortes (*taken the pledge*); le lundi, la police ramassait moitié moins d'ivrognes et de délinquans. Les cabaretiers (*publicans*) jetaient les hauts cris. Tel palais du *gin* qui avait coutume de réunir cinquante hommes à la fois n'en comptait que quinze ou vingt. Ce qu'il y a de plus remarquable, c'est la surveillance exercée par le clergé sur l'éducation des enfans. Dans cette ville, où les enfans en bas âge, livrés à eux-mêmes, courent les rues pieds nus et en haillons, pendant que leurs parens s'enivrent, et où la police en recueille plus de cinq mille par an égarés ou abandonnés, les prêtres catholiques tiennent le soir les chapelles ouvertes, comme une espèce d'asile où les jeunes filles et les jeunes garçons passent le temps à chanter des cantiques et à écouter la parole de leur pasteur. J'ai vu le dimanche cinq à six mille de ces enfans défiler processionnellement sous la bannière de saint Patrick, et la demi-propreté, la décence de cette foule enfantine, est le progrès le plus grand, ainsi que le plus inattendu, qu'il m'ait été donné de constater.

Somme toute, l'ordre apparent a gagné à Manchester. Depuis l'établissement de la nouvelle police, les rues sont plus tranquilles, sinon plus sûres. On n'a plus besoin, comme il y a douze ans, de mettre en réquisition tous les dimanches des constables spéciaux pour tenir la

voie publique libre et les mauvais sujets à distance, au moment où les familles vont entendre le service divin (1). Une force de 390 hommes, sous la direction énergique du surintendant M. Beswick, suffit à réprimer les contraventions et les délits dans une ville dont la population excède celle de Liverpool, ce qui prouve que les mœurs à Manchester sont moins violentes et les habitans plus occupés.

En dépit de cette amélioration purement extérieure, les crimes et les délits semblent être en voie d'accroissement. Les tableaux publiés par le colonel Shaw, et dont on conteste, il est vrai, l'exactitude à quelques égards, portent le chiffre des arrestations à 12,417 pour l'année 1840, à 13,345 pour l'année 1841, et à 8,342 pour les sept premiers mois de 1842, ce qui supposerait pour l'année entière un total de 14,300. Les renseignemens que j'ai recueillis pour 1843, en attendant la publication des comptes-rendus officiels, admettent un nombre moyen de 40 à 50 arrestations par jour, ou de 15 à 18,000 par année. Ce serait, à peu de chose près, la proportion de Liverpool, et la ville de fabrique descendrait ainsi au niveau du port de mer.

Il faut reconnaître que Manchester joint à son caractère industriel celui d'une ville de passage; c'est une hôtellerie, un marché et en quelque sorte un port intérieur. 100,000 étrangers l'habitent; on évalue à 8,000 par jour le nombre des voyageurs qui arrivent ou qui partent par les chemins de fer. Enfin, sur 27,106 personnes admises dans l'asile de nuit en 1842, 24,986 étaient des émigrans venus de l'Irlande, de l'Écosse ou des autres comtés. Ces foules nomades doivent entrer pour beaucoup dans les désordres que la police locale est chargée de surveiller, d'arrêter et d'enregistrer.

PRINCIPAUX DÉLITS

CONTRE LES PERSONNES ET CONTRE L'ORDRE EN 1840.

	Prévenus.
Meurtre et tentative de meurtre.	15
Violences avec effusion de sang.	10
Tentative de viol, etc.	17
Rixes et violences (*common assaults*).	852
Violences commises contre les agens de l'autorité.	523
Tapage dans les rues.	1,946
Tapage fait par des prostituées.	390
Ivresse.	1,188

(1) *Committee on Factorie's regulation bill*, p. 327.

PRINCIPAUX DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

	Prévenus.
Vols avec violence ou avec effraction.	211
Vols simples.	3,203
Filouteries.	285
Faux et fausse monnaie.	72
Escroqueries.	66
Recel.	135
Gens suspects arrêtés au moment de commettre un vol.	2,053
Vagabonds.	872
Gens qui abandonnent leur famille.	82

On voit que, si les crimes contre les personnes sont plus rares qu'à Liverpool, les délits commis contre les propriétés sont pour le moins aussi nombreux. Les malfaiteurs de profession n'affluent peut-être pas à Manchester comme dans les métropoles du commerce et de l'aristocratie, les lieux où se forme la richesse convenant beaucoup moins aux criminels expérimentés que les endroits où l'on se réunit pour jouir et pour dépenser; mais, en revanche, la population laborieuse y contracte des habitudes de fraude et de larcin qui altèrent profondément dans les familles la notion de la probité. Le vol des matières premières se pratique universellement dans les fabriques de Manchester, comme à Lille, à Reims et à Lyon. Ces délits, légers en apparence, mais que la répétition des mêmes actes aggrave, quand ils ne passent pas inaperçus, restent le plus souvent impunis (1). C'est là l'exercice qui développe les mauvais penchans, et avec lequel se familiarisent de bonne heure les femmes ainsi que les jeunes garçons. Aussi les filles de fabrique, à Manchester, trouvent difficilement à se placer dans le service domestique; on leur préfère les jeunes filles de la campagne, comme offrant des garanties supérieures de moralité.

De 1836 à 1842, le nombre des crimes et des délits s'est accru, en Angleterre, dans l'effrayante proportion de 50 pour 100. L'accroissement s'est élevé à 100 pour 100 dans les comtés manufacturiers. Les femmes et les enfans y prennent, on le sait, une bien large part. Cependant Manchester, sur ce point, n'approche pas de Liverpool. En

(1) « Nous pouvons affirmer hardiment que les listes officielles n'enregistrent pas la moitié des délits de cette nature qui sont commis aujourd'hui. » (*Inquiry into the state of manufacturing population.*)

effet, les femmes commettent, à Liverpool, 51 pour 100 des délits de toute nature, et seulement 43 pour 100 à Manchester. La différence devient encore plus sensible, si l'on s'en tient aux délits qui ont de la gravité; les femmes, à Liverpool, entrent pour 54 pour 100 dans les faits renvoyés devant les assises, pendant qu'elles ne figurent, à Manchester, dans la même catégorie, qu'à raison de 28 pour 100. On observe une différence analogue entre les deux villes dans le nombre et dans la qualité des jeunes délinquans. Suivant un tableau dressé par M. Rushton (1), les jeunes délinquans renvoyés devant les assises représentent, à Liverpool, 22 1/4 pour 100 du nombre total des prévenus, et 13 3/4 pour 100 à Manchester; la proportion, à Londres, est de 19 à 20 pour 100. Ce magistrat fait remarquer encore que les récidives, qui sont, à Liverpool, de 36 1/2 pour 100 parmi les détenus adultes, et de 66 pour 100 parmi les jeunes détenus, sont, à Manchester, de 33 3/4 pour 100 dans la première classe, et dans la seconde de 43 pour 100.

La prostitution n'a pas, dans les villes manufacturières, la même hardiesse ni la même publicité que dans les capitales et dans les ports de mer; pour s'afficher moins effrontément, y est-elle moins répandue? C'est ce qu'il vaut la peine d'examiner. Les prostituées, à Liverpool, exercent très activement la surveillance de la police. Vols, rixes, tapage, ivresse, on les retrouve dans tous les désordres, et les ennuis qu'elles donnent à la force publique paraissent très clairement dans les rapports de la police, où leur nombre, leurs variétés et leurs moindres délits sont minutieusement relatés. A Manchester, ce qui prouve qu'elles laissent la police assez tranquille, c'est que le nombre même de ces malheureuses créatures est à peine indiqué dans les comptes-rendus, d'après lesquels on ne saurait s'en faire une idée. Ainsi, le rapport de 1840 suppose 285 mauvais lieux, où résident 629 prostituées. Cependant, en parcourant, à l'entrée de la nuit, les seules rues voisines de la bourse, on en rencontrera certainement cinq ou six cents, à quoi il faut ajouter celles d'un ordre un peu plus élevé, qui ne descendent pas jusqu'à provoquer les passans. Un missionnaire, qui s'est livré à une enquête personnelle dans les districts manufacturiers, M. Logan (2), affirme que Manchester renferme 1,500 prostituées.

Dans une reconnaissance nocturne dirigée par M. Beswick à tra-

(1) *Juvenile delinquency.*

(2) *An Exposure of female prostitution.*

vers le quartier général de la prostitution, j'ai remarqué que les abords en étaient généralement moins ignobles qu'ailleurs. Cela s'explique par le concours de deux circonstances qui sont décisives. En premier lieu, on comprend que les prostituées, si j'ose m'exprimer ainsi, les plus décentes accourent à Manchester, puisque Manchester est, en fait de débauche, le rendez-vous des gens comme il faut. « Il n'y a pas de maison de première classe à Rochdale, dit naïvement M. Logan, parce que les *gentlemen* visitent Manchester. » D'un autre côté, la prostitution officielle ne pourrait que glaner dans les rangs inférieurs d'une société où la prostitution clandestine est tellement répandue, et où la chasteté, au lieu d'être la règle parmi les femmes, tend de plus en plus à devenir l'exception.

Le nombre des femmes à Manchester excède (1) notablement celui des hommes; dans une société protestante, qui repousse les communautés religieuses, cette disproportion entre les sexes doit amener une certaine irrégularité de mœurs. La nature a voulu que le nombre des mâles dominât dans les naissances, parce que, les chances de mortalité étant moins grandes pour les femmes, l'excédant disparaît et l'équilibre se rétablit bientôt, grace aux accidens ordinaires de la vie. Toute société dans laquelle les femmes sont beaucoup plus nombreuses ou beaucoup moins nombreuses que les hommes va donc contre l'ordre providentiel des choses, et doit tomber dans une infaillible dégradation. Les districts manufacturiers, où dominent les femmes et les enfans, ne se trouvent pas dans une bien meilleure position que les colonies pénales de l'Angleterre, où l'on compte deux hommes pour une femme, et la promiscuité doit y régner aussi à quelque degré.

Indépendamment de cette circonstance, le système manufacturier, tel qu'on le connaît aujourd'hui, est loin de favoriser la régularité de la conduite. En rassemblant tant d'hommes, tant de femmes et tant d'enfans, sans leur proposer un autre lien que le travail, on fait naître et fermenter des passions que l'on ne cherche pas ensuite à contenir, et qui finissent par se donner un libre cours. Le mélange des sexes et la chaude atmosphère des manufactures agissant sur l'organisation comme l'ardeur du soleil dans les pays méridionaux, la puberté se déclare avant que l'âge et l'éducation aient pu développer le sentiment moral. Les filles de fabrique ne connaissent pas la pudeur. Leur

(1) D'après les documens officiels, on compte à Manchester 154,336 femmes contre 141,857 hommes; excédant 12,479, ou près de 3 pour 100.

langage est grossier et souvent obscène; quand elles ne se marient pas de bonne heure, elles forment des liaisons illicites qui les pervertissent encore plus que ces unions prématurées. Dans les intervalles du travail, on rencontre fréquemment, aux abords de la ville ou dans les rues écartées, des couples d'ouvriers et d'ouvrières que le caprice du moment a réunis. Quelquefois ils entrent ensemble dans les cabarets et s'accoutument ainsi à une double débauche. Toutes les enquêtes publiées depuis 1832 portent le même témoignage de la corruption des mœurs.

Il est vrai que dans les comtés agricoles les enfans illégitimes sont plus communs que dans les comtés manufacturiers; mais cela ne prouve pas pour la moralité des pays de fabriques. « Il est rare, dit le docteur Samuel Smith interrogé dans l'enquête de 1832 (1), que dans les districts ruraux des relations illicites n'aient pas pour conséquence la naissance d'un enfant; dans les districts manufacturiers au contraire, quand ces relations sont suivies d'une naissance, je dirai que ce fait est une exception. » Le docteur Hodgkin déclare, après lui, que la fécondité des femmes diminue lorsque les relations entre les sexes commencent de bonne heure et mènent à une sorte de promiscuité. Le docteur Malyn ajoute que l'ardeur déréglée qui prend sa source dans un développement prématuré des penchans animaux a pour effet de nuire à la reproduction. Le révérend Ball est du même avis, et dit avec une énergie purement biblique : « Le nombre des femmes qui s'abandonnent à la prostitution, dans les manufactures, est si grand, qu'elles ne peuvent plus concevoir. Une enfant qui vient à mon école du dimanche est déjà notoirement une prostituée. »

La licence qui règne dans les rangs épais de cette population est arrivée à un degré tel que la statistique est ici impuissante, et que l'observation personnelle, sans mesurer le mal dans toute son étendue, peut seule en donner une idée. Voici du moins un fait qui m'a vivement frappé, comme attestant cette froide régularité dans la débauche qui suppose l'absence du sens moral. En pénétrant dans un bouge du dernier ordre, j'aperçus une jeune fille d'une tenue assez décente, qui paraissait être employée au service de la maison. Son maintien présentait un si grand contraste avec les façons cavalières des habituées, que je voulus savoir ce qui avait pu la jeter dans un pareil lieu. Le surintendant de la police ayant eu la bonté de poser les questions pour moi, nous apprîmes, à n'en pouvoir pas douter, que cette jeune

(1) *Report from the committee on factorie's labour regulation bill.*

ouvrière, après avoir travaillé pendant treize heures dans une fabrique, venait chaque soir aider la maîtresse à faire disparaître les traces de l'orgie de la veille, et suppléer ensuite, quand il le fallait, dans leur noble métier, les Messalines de l'endroit. Les habitudes du travail jointes à celles de la débauche! l'ordre et en quelque sorte la retenue dans le vice le plus abject! n'est-ce pas là un symptôme caractéristique en même temps qu'une monstruosité?

On comprend que, dans une ville où la jeunesse laborieuse a de tels commencemens, les liens de famille ne soient ni bien étroits ni bien solides. Les comptes-rendus de la police portent 82 personnes arrêtées en 1840 et 122 dans les six premiers mois de 1842, pour avoir abandonné leurs enfans; ce qui prouve que les hommes entrent dans le mariage sans en connaître les obligations, et qu'ils rejettent le fardeau avec la même légèreté qu'ils avaient mise à s'en charger. L'enquête parlementaire de 1834 sur l'ivrognerie (1) cite quelques détails qui peuvent faire juger la moralité et la destinée de ces ménages. « Dans une seule filature qui comptait 170 ouvriers, en moins de trois ans, 24 se marièrent, savoir 13 femmes et 11 hommes. Parmi les femmes, une avait eu trois enfans avant d'avoir atteint sa vingt-deuxième année, quatre avaient eu chacune deux enfans avant cet âge, dix étaient mères ou enceintes avant de se marier. Après douze mois de mariage, quatre s'étaient déjà séparées de leurs maris. Sur les treize, une seule était en état de faire une chemise pour son mari, et quatre seulement en état de raccommoder le linge de la maison. Des onze ouvriers, quatre savaient signer leurs noms, et deux pouvaient faire une addition de quatre chiffres; mais ils avaient tous appris à jouer aux cartes dans les cabarets. »

La passion des liqueurs fortes ne fait pas à Manchester les mêmes ravages qu'à Liverpool ni qu'à Glasgow. Cependant les cabarets y sont innombrables, et c'est là que l'ouvrier va dissiper ses rares momens de loisir. Suivant le catalogue officiel de 1840, Manchester compterait 1,314 cabarets, dont 502 boutiques de spiritueux (*public houses*) et 812 boutiques de bière (*beer houses*). Les échoppes des rogomistes (*dram-shops*) ne semblent pas être comprises dans cette énumération, non plus que 400 petits restaurateurs (*licensed victuallers*). Encore faudrait-il ajouter, pour être complet, les quantités de spiritueux distillés en fraude dans les ménages irlandais, et qui échappent au contrôle de la police aussi bien qu'à l'action du fisc. Le progrès de l'ivrognerie à

(1) *Report from the parliamentary committee on drunkenness.*

Manchester est nettement indiqué, dans l'enquête de 1834, par M. Braidley, qui déclare que, si la population s'est accrue de cent pour cent, le nombre des débits de genièvre et de whiskey a quadruplé dans le même espace de temps.

Il y a vingt ans, l'ivresse à Manchester était réputée encore un plaisir honteux. On n'entrait dans les cabarets qu'à la dérobée et par des portes bâtardes (*private doors*); pour toute enseigne à ces lieux de débauche, une chandelle placée derrière la fenêtre jetait aux passans l'avertissement de sa douteuse clarté. Aujourd'hui que l'ivrognerie est entrée dans les mœurs, l'habitude a vaincu la honte, et ce qui faisait rougir les hommes n'embarrasse plus les femmes ni même les enfans. Peu à peu la lumière éclatante du gaz a illuminé les cabarets, les portes se sont élargies, l'échoppe est devenue une boutique, et la boutique une espèce de palais. L'attrait des jeux tolérés dans certaines maisons ne suffisant plus, on y a joint la musique, la danse et les spectacles qui peuvent plaire à un auditoire de gens dissolus. Les concerts au cabaret n'avaient d'abord lieu que dans la mauvaise saison. Aujourd'hui c'est pendant toute l'année que l'on entend, comme à Liverpool, retentir dans les salles hautes des lieux publics l'orgue, le piano ou le violon. Une de ces maisons, située non loin de la bourse et à l'entrée du pont Victoria, réunit chaque soir jusqu'à onze heures mille personnes à la fois. Le dimanche, pour diminuer le scandale, on module sur l'orgue ou sur le piano les tons plus graves des psaumes et des hymnes religieux (1).

Les débitans de bière, ne pouvant plus lutter à armes égales avec leurs fortunés rivaux les débitans de liqueurs, offrent aux consommateurs, pour les rappeler dans leurs échoppes, des facilités inouies. Pendant que l'ouvrier est souvent réduit, pour s'enivrer de *gin*, à mettre en gage, dans l'une des cent cinquante boutiques de prêt que Manchester renferme, sa redingote ou le châle de sa femme, les cabarets à bière le relèvent de cet embarras en recevant le paiement de leur boisson en nature, en acceptant du beurre, de la farine, du sucre, et quelquefois des effets d'habillement. Les commis et les gens de la maison, quand cela ne suffit pas pour amener des chalands, vont raccoler les ouvriers à la sortie des manufactures. Enfin, et pour dernier argument, pendant que le *public house* veut être payé comptant, le *beer house* vend à crédit.

Un observateur déjà cité, M. Braidley, s'étant placé le soir à la

(1) *Report on drunkenness*, passim.

porte d'un débit de liqueurs, compta dans l'intervalle de 40 minutes 112 hommes et 163 femmes qui venaient se joindre à la foule des consommateurs. Cela représente 412 personnes par heure; il y a tel de ces repaires qui distribue son poison à deux mille personnes par soirée. Les femmes sont peut-être plus adonnées que les hommes à cette ivresse brutale; on voit des mères assez insensées ou assez dénaturées pour la faire partager à leurs petits enfans, qui sucent le genièvre avec le lait. La passion des liqueurs fortes achève ainsi de détruire les relations de famille, auxquelles le travail des manufactures avait déjà porté une si rude atteinte. La manufacture sépare les enfans des parens et le mari de la femme; la journée finie, chacun va où ses passions l'appellent : les hommes se partagent entre la bière et le genièvre; les femmes n'ont pas le choix, et cherchent le soulagement ou l'oubli dans le poison le plus violent.

Les cabarets sont les dernières maisons qui se ferment et les premières qui s'ouvrent à Manchester. Dès cinq ou six heures du matin, les ouvriers des deux sexes, en se rendant aux filatures, entrent dans les boutiques de *gin*. On dirait que les manufacturiers eux-mêmes ont voulu favoriser ces déplorables habitudes, car c'est dans les cabarets que plusieurs d'entre eux distribuent aux ouvriers leurs salaires de la semaine; ajoutez que les paiemens se font le samedi soir, à l'heure où les ouvriers étant de loisir cèdent plus facilement aux tentations semées sur leurs pas. Il y a mieux, les enfans employés dans certaines filatures reçoivent, outre leur salaire régulier, une prime de deux ou trois *pence*, qui est aussitôt dépensée en genièvre, comme si l'on avait à cœur de les initier avant le temps aux vices des hommes faits. N'est-ce pas ainsi que les peuples de l'antiquité encourageaient la dégradation des esclaves, de peur que, leur raison s'élevant, ils n'aspirassent à la liberté?

Les ouvriers ont formé, depuis quelques années, avec le concours des manufacturiers, des associations ou instituts (*mechanics institute*) qui leur procurent un lieu de réunion, avec la jouissance d'une bibliothèque; quelquefois même ils paient des professeurs pour leur faire des cours d'histoire, de physique ou de chimie. Malheureusement, cette ressource honnête contre l'ignorance et contre l'ennui est encore d'un usage très limité; on ne compte jusqu'ici que cinq ou six instituts. Le cabaret en Angleterre est pour les ouvriers ce qu'était la place publique chez les anciens. C'est là qu'ils se rencontrent, qu'ils s'associent entre eux et qu'ils débattent leurs intérêts. Les réunions accidentelles et les réunions permanentes, les loges maçonniques, les

sociétés de secours mutuel, les sociétés secrètes, se tiennent au cabaret. On comptait à Manchester, en 1834, 30,000 ouvriers affiliés à ces associations, autant de consommateurs obligés de bière ou de *gin*.

Le samedi soir et le dimanche sont les jours de la semaine où le peuple s'enivre. Pourquoi cet emploi de son repos? par quelle conséquence des mœurs ou des institutions, le jour que la religion, après la nature, a consacré à relever l'homme du labeur quotidien, est-il follement abandonné en Angleterre à l'orgie ou à l'oisiveté? Mettons de côté les autres causes de cette dépression morale; il y a là un vice inhérent à l'état de la société moderne, vice qui se manifeste surtout de l'autre côté du détroit. Nous n'avons plus ni fêtes nationales ni fêtes religieuses. Les jeux athlétiques, auxquels nos pères avaient recours pour exercer sans fatigue les forces du corps, sont tombés en désuétude, et les cérémonies du culte, ces pompes qui faisaient perdre terre à l'esprit, qui le faisaient planer dans les régions supérieures, n'ont pas trouvé grace devant le sérieux de notre temps. Du moins, dans les villes catholiques, le goût des représentations scéniques a remplacé celui des spectacles religieux, et le théâtre pourrait devenir, sous l'impulsion d'un gouvernement intelligent, un puissant moyen d'éducation. Dans les pays protestans, où le puritanisme étroit des idées s'oppose à tout divertissement extérieur, et n'admet pas d'autre nourriture intellectuelle que la Bible le jour du sabbat, les classes laborieuses, tenues dans une immobilité stupide, ne sauraient trouver une autre diversion à l'ennui qui les ronge que l'excitation de la boisson. Aussi, plus les mœurs sont rigoureuses sur l'observation du dimanche, et plus s'accroît dans les cabarets le nombre des habitués. L'Écosse est infiniment plus puritaine que l'Angleterre; mais c'est aussi la terre classique de l'ivrognerie.

Je ne sais rien de plus repoussant que cette physionomie raide et refrognée des sectes protestantes. Tant que l'enthousiasme les anime, elles peuvent encore faire des prosélytes en violentant toutefois les ames, et non en les charmant; c'est ainsi que l'Écosse tout entière se levait à la voix du fougueux Knox, et les succès plus récens des méthodistes s'expliquent par les mêmes procédés. Dès que cet emportement sauvage s'éteint, la société protestante est littéralement coupée en deux. Placez-vous au milieu de *Briggate-Street* à Leeds, de *Mosley-Street* à Manchester, de *Lord-Street* ou de *Dale-Street* à Liverpool. Quelles sont les familles que vous voyez se diriger vers les églises en silence et avec une attitude recueillie? Il n'y a pas à s'y tromper : elles appartiennent presque exclusivement à la classe moyenne; les ouvriers

restent sur le pas de leur porte, ou se rassemblent par groupes jusqu'à l'heure où, le service étant terminé, les cabarets vont s'ouvrir. La religion se présente à eux sous des dehors tellement sombres et avec des traits tellement durs; elle affecte si bien de ne parler ni aux sens, ni à l'imagination, ni au cœur, qu'il ne faut pas s'étonner si elle demeure le patrimoine, le privilége du riche, et si elle fait du reste des parias.

Le caractère aristocratique de la société y contribue encore; on va voir comment. Si le peuple, par un beau soleil, voulait sortir le dimanche de Manchester, où irait-il? La ville n'a pas de promenades publiques ni d'avenues, pas de jardin ni même de champ communal. La population qui chercherait à respirer un air plus pur que celui des rues serait réduite à humer la poussière des grandes routes. Tout est clos dans les environs, tout est propriété particulière. Au milieu de ces campagnes de l'Angleterre, qui ressemblent à un perpétuel bosquet, les ouvriers de Manchester sont comme les Hébreux devant la terre promise qu'on leur laissait voir, mais où on leur défendait d'entrer. L'aristocratie s'est partagé le sol et y vit au large; mais elle semble craindre d'en abandonner une parcelle pour les délassemens de ce peuple qui sert de marchepied à sa richesse et à sa puissance. Même les cimetières et les jardins de botanique sont fermés le dimanche (1). Que reste-t-il donc, sinon le divertissement brutal du cabaret?

Cette manière d'employer le jour du Seigneur n'est pas nouvelle à Manchester. En 1618, Charles Ier, revenant d'Écosse et traversant le comté de Lancastre, découvrit que les ouvriers, après avoir travaillé rudement durant la semaine entière, ne prenaient le dimanche aucune récréation. Il reconnut ensuite que les habitans des autres comtés souffraient du même fanatisme, quoique non au même degré, et il publia une déclaration, remise plus tard en vigueur par Charles II, qui protestait contre la violence faite aux inclinations du peuple par les prédicateurs puritains, et qui ordonnait « qu'après le service divin les hommes et les femmes eussent la liberté de se livrer à tous les délassemens licites, tels que la danse, le saut, la voltige, le tir à l'arbalète, la plantation des arbres de mai, et même, ce que les puritains devaient considérer comme un acte d'idolâtrie, que les femmes pussent décorer l'église de fleurs et de feuillage, suivant l'usage traditionnel. »

La révolution de 1688 fit avorter cette réaction remarquable des

(1) Déposition de M. Finch, *Report on drunkenness.*

Stuarts contre les préjugés religieux de la Grande-Bretagne, qui devint ainsi la bigote Angleterre, de la joyeuse Angleterre (*merry England*) qu'elle était. Lord John Manners avance, dans une brochure récente (1), que George Ier eut la pensée de restaurer les jeux et les fêtes populaires; mais le pli était déjà pris, et que pouvaient les intentions individuelles d'un seul homme, même lorsque cet homme était le roi, contre l'esprit de secte qui s'était incorporé aux mœurs du pays?

Dans les comtés manufacturiers, la population laborieuse est exposée à des crises périodiques qui suspendent le travail, qui affament les familles, qui produisent en un mot les mêmes effets qu'une mauvaise récolte dans les districts ruraux. Sans parler d'ailleurs de cette détresse accidentelle, il y a dans les grandes villes industrielles un fonds de misère qui s'accroît d'année en année. Malgré l'élévation des salaires et la régularité du travail, Manchester se paupérise en vieillissant. En 1833, et avant la réforme de la législation qui régit les secours publics, le nombre des pauvres avait doublé à Manchester en quatre années (2), et les dépenses s'étaient élevées de 48,977 liv. sterl. à 53,799. La loi des pauvres, promulguée en 1834, en apportant une plus grande sévérité dans l'administration de la charité publique, réduisit le budget à 27,645 liv. sterl.; mais l'accroissement ne tarda pas à se manifester de nouveau : les sommes dépensées en 1841 ont excédé 40,000 liv. sterl. ou 1 million de fr. En juillet 1843, j'ai trouvé dans la maison de charité plus de 1,200 habitans; on sait qu'outre ce dépôt, Manchester comprend deux autres unions, celles de Chorlton et de Salford.

Le trait distinctif de la misère à Manchester, ce qui assimile peut-être cette population à celle de Paris, c'est la facilité avec laquelle les ouvriers se déterminent, quand la maladie les frappe, à entrer dans les hôpitaux. En 1831, 27,804 malades avaient été traités dans les infirmeries publiques (3); en 1840, le nombre des patiens fut de 42,964, ce qui représente un sixième de la population. A Paris, la moitié de la population va mourir dans les hôpitaux ou dans les hospices; à Manchester, c'est là que naissent plus de la moitié des enfans (4); naître ou mourir hors de la famille et sous les auspices des institutions charitables, voilà deux faits qui accusent également l'état social.

Cette pauvreté extrême dans laquelle vivent tant d'ouvriers tient à

(1) *A Plea for national holidays.*

(2) *Moral and physical Condition of working classes,* by Dr Kay.

(3) *Remarks on the health of english manufacturers,* by J. Roberton.

(4) La moyenne des naissances dans les hospices de maternité à Manchester était de 4,300 pour chacune des quatre années 1828, 1829, 1830, 1831.

la même cause qui assure à beaucoup d'autres une existence plus facile et l'emploi de leurs bras. Manchester, étant un grand marché pour le travail, doit être aussi un grand foyer de misère; car si l'industrie, par son immense étendue, y présente plus de ressources, elle appelle aussi au plus haut degré la concurrence des travailleurs. Ceux-ci affluent de toutes les parties de l'Angleterre et de l'Irlande, et ils font tomber le salaire, en se le disputant, au taux qui suffit pour défrayer la subsistance des plus sobres ou des plus nécessiteux. Règle générale, quoiqu'il en coûte plus cher à Manchester que dans les petites villes des environs pour se loger et se nourrir, c'est à Manchester que l'on trouve les meilleurs ouvriers, que l'on obtient le travail le plus parfait, et qu'on le paie au plus vil prix.

Le bas prix du travail doit avoir des effets particulièrement funestes dans une contrée où la richesse fait partie de la civilisation. Écoutons là-dessus le docteur Kay. « L'introduction dans les manufactures d'une race non civilisée (c'est-à-dire pauvre) ne tend pas même à augmenter la puissance de production proportionnellement au bon marché de son travail, et peut au contraire retarder l'accroissement du fonds destiné à soudoyer ce travail. Une pareille race n'est utile que comme une masse d'organisation animale qui consomme la plus petite somme de salaires. Le bon marché tient au petit nombre de besoins qu'éprouvent ces hommes et à leurs habitudes sauvages. Lors donc qu'ils concourent à la production de la richesse, leur barbarie et la dégradation morale qui en est la conséquence doivent former un des termes de l'équation. Ils ne sont nécessaires qu'à un état commercial incompatible avec des salaires tels que les exige la civilisation. Après quelques années, ils deviennent une charge pour la société, dont ils ont déprimé les forces physiques et morales, et ils dissipent une richesse qu'ils n'ont point accumulée (1). »

Une autre cause de cette misère est l'intempérance des travailleurs. A Manchester comme à Glasgow, l'on rencontre des familles qui dépensent en genièvre ou en whiskey plus qu'elles ne dépensent en pain. A Manchester comme à Londres et comme à Paris, les ouvriers les plus habiles ne sont pas ceux qui ont la meilleure conduite, et comme l'économie double le revenu, il arrive souvent qu'une famille qui a des habitudes d'ordre et de prévoyance vit mieux avec quinze francs par semaine que telle autre avec quarante francs. Le rapport de M. Chadwick en fournit des exemples nombreux.

(1) *Moral and physical Condition of working classes.*

La misère réagit à son tour et devient une cause d'intempérance; c'est dans les quartiers les plus pauvres de Manchester que l'on trouve le plus grand nombre de cabarets. Cependant rien ne fait plus de tort au bien-être des classes laborieuses que la nature essentiellement flottante d'une partie de cette population. Les ouvriers forains de Manchester ne ressemblent point aux émigrans qui fréquentent le marché parisien; ceux-ci sont des hommes et des enfans qui partent, au retour de la belle saison, de la Lorraine ou du Limousin, pour travailler pendant six à sept mois aux constructions de la capitale, en qualité de maçons, de tailleurs de pierre, de charpentiers. Ils ont un foyer et une famille aux champs, qu'ils n'abandonnent pas sans espoir de retour. Paris n'est pour eux qu'une vaste hôtellerie, où ils viennent amasser un petit pécule. Là même, ils vivent entre eux, formant une sorte de famille provinciale, et ne se mêlant pas aux vagabonds qui pullulent dans les garnis. La pensée d'un établissement lointain les garde contre la débauche et contre la dissipation. Les émigrans qui affluent à Manchester sont des familles entières, qui vont de ville en ville, de filature en filature, chercher de l'ouvrage, et qui n'ont de domicile nulle part. Ces malheureux habitent des garnis, où plusieurs ménages sont fréquemment entassés dans une seule chambre, à raison de 3 *pence* par lit. Un logement étroit et infect leur revient ainsi beaucoup plus cher qu'un logement salubre ne coûte à l'ouvrier domicilié. Mangeant dans les tavernes, ils ne peuvent pas se nourrir avec économie, à moins qu'ils n'adoptent le régime irlandais des pommes de terre (*potato diet*), et, pour combler la mesure, leur salaire est généralement inférieur à celui qu'obtiennent les ouvriers établis et connus. Il résulte des recherches faites par la *Société de statistique* (1) qu'en 1836, sur 169 mille habitans de Manchester et de Salford, 12,500 vivaient dans les garnis, et plus de 700 couchaient dans des caves avec les locataires de ces infames taudis.

Ce n'est pas tout : les ouvriers s'y rencontrant avec les mendians, avec les voleurs et avec les prostituées, de telles habitations sont également dangereuses pour leurs mœurs et pour leur santé. « Les propriétaires de ces nids à fièvre, dit le docteur Ferriar (2), placent dans chaque chambre autant de lits qu'elle en peut contenir; ces lits sont tellement rapprochés les uns des autres, qu'un homme ne saurait passer dans l'intervalle. Le spectacle que ces endroits présentent pendant la

(1) *Report on the condition of working classes.*
(2) *Report on sanitary condition.*

nuit est vraiment lamentable : les lits sont remplis d'hommes, de femmes et d'enfans couchés pêle-mêle; le plancher est couvert des haillons dégoûtans que ces gens viennent de quitter, ainsi que de leur bagage. Les exhalaisons nauséabondes et la chaleur de l'atmosphère sont intolérables pour quelqu'un qui vient du grand air. Pendant le jour, ces appartemens ne sont guère plus salubres. On y trouve généralement plusieurs personnes au lit : l'une est peut-être malade, l'autre se repose de la débauche de la nuit précédente, tandis qu'une troisième tue ainsi le temps parce qu'elle n'a pas d'occupation, ou dort le jour parce qu'elle vit de quelque œuvre de nuit. Les fenêtres restent constamment fermées, la ventilation est totalement négligée, et l'atmosphère viciée verse son poison aux nouveaux arrivans que l'habitude n'a pas rendus insensibles à ses effets. Là où les caves servent de logemens garnis, c'est l'arrière-pièce qui fait office de chambre à coucher, et cette pièce, n'ayant pas de fenêtre, ne reçoit l'air et la lumière que par la porte d'entrée. Aussi les ravages de la fièvre y sont-ils plus terribles qu'ailleurs. »

Les miasmes humains qu'exhale une foule condensée dans de pareils repaires sont des causes de fièvre et de contagion bien autrement formidables que la putréfaction des corps morts et la puanteur des rues mal pavées ou sans égouts. Le docteur Howard, qui est le praticien le plus expérimenté de Manchester, fait remarquer que les fièvres sévissent particulièrement en hiver dans cette ville, c'est-à-dire à l'époque de l'année où les garnis se peuplent outre mesure, et où le soleil ne darde pas cependant assez de chaleur pour décomposer les résidus d'une grande cité. En 1832, ce fut surtout dans les garnis que le choléra se fit sentir avec violence. Une seule maison perdit huit personnes sur dix-huit.

La densité de la population n'est pas aussi grande à Manchester qu'à Liverpool. La ville couvre un plus vaste espace (1), et les maisons ont généralement peu de hauteur. Les classes laborieuses affectionnent aussi beaucoup moins les logemens souterrains; il n'y a guère plus de 20,000 personnes qui habitent des caves, soit la moitié des troglodytes que renferme Liverpool. C'est ce qui fait que la mortalité est un peu moindre et qu'elle procède d'autres causes; la fièvre, qui amène à Liverpool 6,78/100 décès sur 100, n'en produit que 5,61/100 à Manchester.

(1) M. Duncan, qui évalue le nombre des habitans de Liverpool à 138,000 par mille carré, porte la densité de Manchester à 100,000 habitans par mille carré.

Jusqu'à l'invasion du choléra, l'état intérieur de Manchester n'avait pas éveillé la sollicitude de ses magistrats. A cette époque, un conseil de salubrité (*board of health*), organisé en toute hâte, visita les quartiers habités par les classes pauvres, et fit, sur ce qu'il avait vu, un rapport dont la substance, publiée par le docteur Kay, produisit dans toute l'Angleterre une profonde et douloureuse impression. L'enquête avait constaté que sur 687 rues 284 n'étaient pas pavées, que 53 ne l'étaient qu'en partie, que 112 étaient des impasses qui n'admettaient aucune ventilation, et que 352 contenaient des amas d'immondices ainsi que des eaux croupissantes et horriblement souillées. De 6,951 maisons visitées par les inspecteurs, 2,565 étaient infectées au point d'exiger immédiatement un lait de chaux, 960 tombaient en ruines, 1,435 étaient humides, 452 sans ventilation possible, et 2,221 manquaient des plus indispensables moyens de propreté. La description de quelques-unes de ces rues, empruntée à la brochure du docteur Kay, montrera dans quel abîme de fange et dans quelle atmosphère pestilentielle vivent les ouvriers les plus malheureux. Je choisirai les deux districts qui portent le nom de Petite-Irlande et de Gibraltar.

« Une langue de terre basse, marécageuse, exposée à de fréquentes inondations et à des exhalaisons empestées, est située entre un escarpement élevé sur lequel passe la route d'Oxford et un bras de la rivière Medlock, dont une vanne arrête le cours. Le sol, dans ce lieu insalubre, est tellement déprimé, que les cheminées des maisons, dont quelques-unes ont trois étages, atteignent à peine à la hauteur de la route. Deux cents maisons environ, entassées dans un espace aussi étroit, sont habitées principalement par la plus misérable classe d'Irlandais. Plusieurs de ces maisons ont aussi des caves dont le sol est à peine au niveau du Medlock, et se trouve souvent couvert de quelques pouces d'eau. Là se réfugient les voleurs et les bandits qui ont déclaré la guerre aux lois, et ses habitans ordinaires ressemblent à des sauvages par leurs appétits ainsi que par leurs mœurs. La Petite-Irlande est située entre deux rangées des plus vastes manufactures de Manchester, qui vomissent la fumée en nuages épais suspendus au-dessus de cette insalubre région. »

Passons maintenant à l'autre extrémité de la ville, du côté de l'Irk, cette rivière auprès de laquelle la Bièvre, dans Paris, pouvait passer pour un courant d'eau pure, même avant d'avoir été nettoyée. « Au-dessous du pont Ducie, dans un creux profond et entre deux escarpemens élevés, l'Irk environne un groupe de bâtimens en ruine. Le cours de la rivière est arrêté, à cet endroit, par une vanne; une vaste

tannerie, qui a huit étages d'élévation et qui expose à l'air la puanteur des peaux qu'elle apprête, projette son ombre sur ce labyrinthe d'habitations délabrées; on l'appelle Gibraltar. En suivant le cours de la rivière, au-delà du pont, on rencontre des tanneries, des fabriques de colle et des triperies; le cimetière de la paroisse est situé d'un côté du torrent, et de l'autre une succession de cours aussi étranges d'aspect que malsaines. On n'y pénètre que par des passages étroits et couverts qui débouchent dans la rue *Long-Millgate*, d'où il faut descendre par des gradins de pierre jusqu'au bord de l'eau. Dans la dernière de ces cours (*Allen's court*), on se trouve entouré complètement d'un côté par le roc qui s'élève droit comme un mur, des deux autres par des maisons à trois étages, du quatrième côté par l'escarpement le long duquel on est descendu, et dont le sommet est surchargé encore de murs ou de maisons. Ces maisons étaient récemment habitées par des tisserands, et chacune renfermait plusieurs familles. »

Huit ans plus tard, cet état de choses n'avait pas changé. M. Howard (1) le trouvait même plus triste; en effet, dans l'espace ouvert qui forme le centre de la *Petite-Irlande*, les habitans avaient construit plusieurs étables à porcs, qui ajoutaient, s'il se peut, à l'insalubrité du lieu. Sans doute, l'on a fait d'assez grands efforts et d'assez grandes dépenses pour assainir la ville : bien des rues ont été pavées, bien des égouts construits, et le service de propreté est aujourd'hui plus régulier; mais, en dépit de ces progrès partiels, le nombre des rues à paver, de celles qui n'ont pas d'égouts et dans lesquelles le boueur n'entre jamais, est encore considérable. « A mesure que les quartiers du centre, dit encore M. Howard, ont été assainis, d'autres quartiers ont surgi dans les faubourgs, avec des rues non pavées et sans issue pour les eaux, au milieu desquelles on jette sans cérémonie les immondices pour y exhaler leurs putrides émanations, en sorte que ces rues rivaliseront bientôt avec les cloaques qui existaient tout récemment dans l'intérieur. » Le même praticien rappelle à ce propos la description que sir Walter Scott a donnée du village de Tully-Veolan, balayé uniquement par les chiens et par les cochons, qui étaient utiles à leur manière, en dévorant les débris amassés pêle-mêle devant les portes des maisons.

Manchester n'est, en effet, selon l'expression d'un autre médecin, M. Roberton, qu'un village monstrueux, construit sans aucune espèce de plan. Chacun des huit cantons qui forment le bourg a sa loi de

(1) *Report on sanitary condition.*

police particulière. A l'exception des quartiers du centre, sur lesquels s'étend la juridiction municipale, tout propriétaire peut bâtir comme il lui plaît et sans avoir aucun règlement à observer. On a beau adosser les masures aux masures, creuser dans les rues des mares infectes, et jeter sur la voie publique des chiens ou des chats morts, la police n'a rien à y voir.

Les autorités de Manchester consacrent annuellement 5,000 liv. st. au service de la voirie. Cette somme est insuffisante, et l'organisation essentiellement défectueuse. On nettoie les rues de première classe une fois par semaine, les rues de seconde classe une fois tous les quinze jours, et les rues de troisième classe une fois par mois. Quant aux cours intérieures, aux allées, aux cloaques habités par les classes pauvres, aucune somme n'est affectée à leur entretien. L'administration municipale, on le voit, n'est guère moins aristocratique à Manchester qu'à Londres ni qu'à Liverpool. Là aussi, il y a deux villes dans une seule; d'un côté, de l'air, de l'espace et des provisions de santé; de l'autre, tout ce qui empoisonne et abrége l'existence, l'entassement des édifices et des familles, l'obscurité, l'humidité, l'infection.

Il faut donc peu s'étonner de ce que la mortalité frappe dans une proportion inégale les différentes classes d'habitans. A Manchester, les chances de la vie sont de 38 ans pour les classes supérieures (*professional persons and gentry*), de 20 ans pour les boutiquiers, qui habitent plus à l'étroit et souvent dans les mauvais quartiers, de 17 ans pour les ouvriers des manufactures et pour les journaliers. Dans la paroisse de Broughton, dépendance rurale de Manchester qu'habitent principalement les manufacturiers de cette ville, il meurt un homme sur 44,44/100, et une femme sur 89,50/100; moyenne des deux sexes, 1 sur 63. Quel commentaire pourrait être plus éloquent que le simple rapprochement de ces chiffres? et n'est-ce pas un état contre nature que celui dans lequel une classe d'hommes se réserve, pour ainsi dire, le monopole de l'existence, dans lequel un manufacturier vit quatre âges d'ouvrier, dans lequel la vie, pour le plus grand nombre, sans âge viril et sans vieillesse, s'étendant à peine jusqu'au seuil de la puberté, est perpétuée par des générations d'enfans?

Communément, il meurt autant de personnes avant l'âge de 20 ans dans les districts manufacturiers de l'Angleterre, qu'il en meurt avant l'âge de 40 ans dans les autres districts, sans excepter Londres lui-même. Sur 1,000 enfans, qui naissent à Manchester, dans les rangs de la classe laborieuse, 570 sont emportés avant leur cinquième année. Pour ceux qui atteignent l'âge viril, la vieillesse arrive prématuré-

ment; un fileur est hors de service à cinquante ans. Aucune ville ne renferme proportionnellement plus de veuves ni d'orphelins, et dans 435 cas sur 1,000, le père de famille meurt de consomption.

L'aspect général de la population ne dément pas ces lamentables données de la statistique locale. Les ouvriers de Manchester sont pâles et grêles; leur physionomie n'a pas cette animation qui est le signe de la force et de la santé. La beauté des femmes disparaît, et la vigueur des hommes, qui décline, est remplacée par une énergie fébrile. Les régimens levés dans le Lancashire, de l'aveu des officiers de recrutement, ne résistent pas à la fatigue. Il est visible que la race s'abâtardit. Les ouvriers eux-mêmes ont le sentiment de cette dégradation de l'espèce; on en trouvera la preuve dans la déposition faite en 1833 devant la commission des manufactures par un mécanicien âgé de cinquante-un ans, et né par conséquent dans le XVIIIe siècle, M. Titus Rowbotham :

« Lorsque j'arrivai à Manchester, en 1801, les ouvriers comme moi étaient mieux nourris, mieux vêtus, plus moraux et d'une plus vigoureuse constitution. Les enfans aujourd'hui sont une race plus faible que n'était celle de leurs parens. Ils ne sucent pas un lait aussi nourrissant; leurs mères n'ont ni temps ni instruction à leur donner; ils ont des penchans plus vicieux et sont plus démoralisés.

« Quand je commençai à travailler à la manufacture de coton, les ouvriers n'étaient pas régulièrement dressés à ce travail. On prenait des menuisiers, des charpentiers, et même des charbonniers, pour en faire des fileurs. Ils recevaient des salaires élevés, bien que ce fût les pires travailleurs que l'on enlevait aux autres métiers. Ces hommes, en passant dans l'industrie manufacturière, y amenaient des femmes qui avaient été habituées, comme eux, à travailler en plein air (*out-door employment*). Leurs enfans, élevés dans les manufactures, eurent une constitution plus faible, et les enfans de ces enfans sont encore plus faibles maintenant.

« Les impressions de ces premiers temps sont encore vivantes dans mon esprit. J'ai devant les yeux l'image de ceux qui ont vécu, comme s'ils n'étaient pas couchés dans leur cercueil. Les hommes que je vois aujourd'hui ne leur ressemblent pas. J'ai vu trois générations d'ouvriers. Je connais maintenant des hommes qui sont de mon âge, et même plus jeunes que moi, et qui ont passé leur vie à tourner la *mule-jenny*. Leur intelligence s'est affaiblie, et elle s'est desséchée comme un arbre. Ils sont devenus pareils à des enfans et ne sont plus tels que je les ai connus autrefois. Je sais plusieurs exemples d'ou-

vriers élevés à travailler dans les manufactures, que l'on réputait intelligens dans leur jeunesse, et dont l'intelligence est aujourd'hui éteinte; pourtant ces hommes sont plus jeunes que moi. Les longues heures du travail, ainsi que la chaleur qui règne dans les filatures, produisent la lassitude et l'épuisement. Les ouvriers ne peuvent pas manger, et ils vont boire. Les uns boivent de la bière, et les autres des liqueurs spiritueuses. Voilà le premier pas. Ils finissent par s'adonner à l'ivrognerie et au jeu; leur santé se détruit, et leur intelligence s'affaiblit; en outre, ce qu'ils dépensent de cette manière ne sert pas à nourrir ni à vêtir leurs enfans. »

Ce que l'ouvrier de Manchester dit ici des générations nées sous ses yeux peut s'appliquer, avec la même vérité, à presque tous les grands centres d'industrie. Les *wynds* de Glasgow sont peuplés des mêmes hordes sauvages qui habitent sur le Medlock le cloître de la *Petite-Irlande*, et celui de Gibraltar, au bord de l'Irk. La rue des Étaques à Lille, le quartier Martainville à Rouen, présentent, quoique sur une échelle moins étendue, des scènes semblables de misère et de prostitution. La race des manufactures dégénère sur le continent comme dans la Grande-Bretagne; elle nous donne des citoyens rachitiques, impropres au métier des armes, qui agitent leur pays sans pouvoir le défendre; c'est une serre chaude qui ne produit que des fruits avortés.

Il y a dans les agglomérations industrielles un caractère qui leur est propre; je veux parler de cette alliance en quelque sorte contre nature entre la misère et le travail, entre les excès du vice et ceux de l'activité. En général les populations ne sont pauvres que lorsqu'elles manquent d'industrie, et la moralité des races est en raison de leur application. Les livres de morale sont pleins d'axiomes destinés à mettre cette vérité en lumière; nos lois proscrivent l'oisiveté; dans les sociétés modernes, il semble que le travail ait des autels. Je ne viens pas m'inscrire en faux contre cette doctrine. Je sais que le travail manuel n'a pas seulement le mérite de fermer la porte au mal, et qu'il fortifie les membres, qu'il trempe la volonté en mettant l'homme aux prises avec les élémens. Je sais que le travail est la loi même de l'existence; mais il ne faut pas plus abuser du travail que du loisir. L'abus du travail chez les peuples du Nord mène droit à la dégradation de l'ame et du corps, tout aussi sûrement que le *far niente* chez les peuples du Midi. Je pourrais puiser à pleines mains dans les enquêtes parlementaires, administratives ou locales publiées en Angleterre depuis quinze ans pour démontrer ces affligeans résultats.

Dans l'enquête relative à l'ivrognerie, plusieurs médecins ont déclaré que l'excès de la fatigue devait nécessairement porter les ouvriers à recourir au stimulant des liqueurs fortes. D'autres affirment que cette lassitude dispose à rechercher les plaisirs des sens. Les femmes, partageant le travail des hommes, ne tardent pas à se jeter dans les mêmes écarts. Il y a des filatures à Manchester qui les occupent dix-sept heures par jour, sur lesquelles on compte quinze heures et demie de travail effectif. Quant aux enfans, on les voit, en Écosse principalement, après une semaine laborieuse, passer la journée du dimanche au lit. Il n'y a plus de devoirs ni d'éducation dans les familles. Les mères, pour n'avoir pas à s'occuper de leurs enfans pendant les heures où la *mule-jenny* les réclame, leur donnent, au lieu de lait, une préparation d'opium; d'autres laissent leurs nourrissons sous la garde de leurs jeunes frères ou sœurs, et c'est ainsi que sur 407 morts violentes, on a compté à Manchester 110 enfans brûlés par l'eau chaude ou par le feu. Ceux qui échappent aux accidens ne reçoivent ni principes ni culture. On voit dans les *wynds* de Glasgow, et il doit s'en trouver aussi à Manchester, des enfans qui, réduits à une condition purement animale, n'ont pas même de nom.

Certes, s'il existe une race au monde taillée pour le travail, c'est celle qui peuple l'Angleterre, et en particulier le comté de Lancastre. La nature lui avait prodigué dans ce but une volonté indomptable et des nerfs d'acier. Le Lancastrien est à coup sûr le meilleur ouvrier de la terre, le meilleur fileur, le meilleur mécanicien et le meilleur terrassier. C'est lui qui apporte dans l'industrie les méthodes les plus expéditives et la plus active énergie; mais aussi plus il travaille avec vigueur, et plus cette fièvre de l'action, en se prolongeant au-delà des bornes, doit l'énerver. Le travail excessif, l'*over-working*, est une maladie que le comté de Lancastre a inoculée à l'Angleterre, et l'Angleterre à l'Europe. Manchester en est le symbole; malheureusement ce funeste système s'étend au pays tout entier et fait partie de sa constitution. La politique, sur ce point, va de pair avec l'industrie. Les membres des communes donnent le jour à leurs affaires privées, afin de consacrer la nuit à la discussion des affaires publiques. Ajoutez à cela l'étude, la correspondance, les réunions dans les clubs, et la nécessité de paraître à propos de toutes choses sur les *hustings*, et vous verrez quel gaspillage incessant un homme politique fait de la vie.

Un chef de parti est constamment sur la brèche, prodiguant ses forces tant qu'elles durent et à tout instant. De là peut-être ce besoin de stimulans que Pitt, Fox, Sheridan et Byron ont éprouvé, bien avant

les ouvriers de Manchester. « L'extrême excitation, dit M. Farr (1), qui aboutit fréquemment à l'ivrognerie en Angleterre, dans toutes les classes de la société, n'est que le résultat du système anglais, qui porte tout à l'excès (*british forcing system*). Ce système est lui-même la conséquence de la liberté politique qui excite les hommes à déployer les plus grands efforts physiques et la plus grande énergie d'esprit, sans observer ce repos quotidien ni ce repos hebdomadaire que Dieu lui-même a prescrit pour rétablir l'équilibre dans la circulation. Puis, lorsque la circulation a été habituellement accélérée par une contention immodérée de corps et d'esprit, il devient nécessaire d'appeler à son aide les stimulans pour ranimer les forces qui s'épuisent. Voilà ce qui a tué le Démosthènes anglais, et le sénateur qui l'avait salué de ce titre le premier. »

C'est là une observation profonde; mais pour être complètement vrai, il faut aller par-delà la constitution britannique; et il ne faut pas rendre la liberté responsable des excès qui tiennent surtout au caractère anglais. L'Anglais n'est pas naturellement sobre, il ne l'est ni dans ses jugemens, ni dans ses appétits, ni dans sa conduite. Arrachez-le à un excès, il se jettera dans un autre; ses prédicateurs, qui le connaissent, pour le guérir de l'intempérance, lui proposent une abstinence absolue. Il a besoin d'aller en toutes choses jusqu'à la satiété. Sa langue politique est, comme la boisson du peuple, brûlante et grossière, son ambition sans bornes, et son action sans repos. En Angleterre, l'arc est perpétuellement tendu, et de là le seul danger sérieux qui puisse menacer une telle nation.

LÉON FAUCHER.

(*La suite au prochain numéro.*)

(1) *Inquiry into drunkenness.*

NOTA. — Quelques fautes se sont glissées dans les articles sur Liverpool, nos du 1er et du 15 décembre de la *Revue*. On a substitué, page 804, des livres sterling aux livres pesant qui indiquaient les quantités de coton importées. Page 1008, on a imprimé *un million* de gardes nationaux pour *un millier*. Enfin, page 1018, le nombre des décès provenant des maladies de consomption se rapporte, non pas à un an, mais à une période de trois anné .

REVUE MUSICALE.

Il faut avouer que le dilettantisme parisien est ce qu'il y a de plus capricieux, de plus fantasque au monde. Vous l'entendez journellement se récrier sur ce qu'on ne fait rien de nouveau en musique, accuser tous les compositeurs de se traîner servilement sur les traces de deux ou trois maîtres en renom, et en même temps, si quelque essai honorable est tenté, ce public intelligent le désavoue, et va froidement accueillir l'œuvre semi-originale qui se glisse à l'improviste au milieu de tant d'imitations incolores et de vulgaires plagiats. On se souvient de ce qui se passa, voici environ quinze ans, à l'occasion du *Crociato* de M. Meyerbeer. Cette production sérieuse, mais d'un genre mixte, réalisant en abrégé, pour la première fois, cet éclectisme harmonieux, savant, devenu depuis l'idéal de l'auteur des *Huguenots;* cette production, survenant au plus fort de la période rossinienne, étonna, et n'eut d'abord qu'un médiocre succès, car l'étonnement, on le sait, touche aux deux points extrêmes, et si, d'une part, il confine à l'enthousiasme, de l'autre, il aboutit à l'indifférence. Ce qui jadis eut lieu à propos de l'opéra de M. Meyerbeer vient de se renouveler l'autre semaine pour le *Corrado d'Altamura,* de M. Frédéric Ricci, partition d'un ordre évidemment supérieur, produit, elle aussi, d'un esprit italien qui a fréquenté l'Allemagne. Comme le *Giuramento*, *la Vestale*, de Mercadante, comme tous les bons ouvrages de la jeune école qui s'est formée au-delà des Alpes depuis Donizetti, *Corrado d'Altamura* affecte une certaine sévérité dans l'instrumentation, quelque chose de net et de précis qui rompt singulièrement avec le laisser-aller italien. Ce n'est plus Bellini, ce n'est pas tout-à-fait Meyerbeer; peut-être faudrait-il recourir à l'ancienne musique française, à Méhul, pour donner une idée de ce style habilement sobre, de cette modération dans l'emploi de la science qu'on se sent posséder à fond. Bien entendu qu'il ne s'agit ici que du système, et que la veine chaleureuse, le *brio* instinctif, se chargeront de réchauffer au besoin ce que cet amour du correct pourrait avoir de trop froid sur la terre classique de l'inspiration libre et spontanée. Le mérite principal de l'école dont je parle

(d'autres disent son défaut) consiste à tout donner à l'expression lyrique, au sentiment; d'où il résulte qu'on ne saurait apprécier la musique à sa juste valeur, à moins de se résigner à suivre avec quelque attention le drame auquel cette musique se trouve indissolublement liée. J'avoue qu'au premier abord la tâche pourra paraître rude au public des Italiens, d'autant plus rude, qu'on n'ignore pas à quel point la plupart de ces drames sont dénués de sens commun et d'intérêt. Mais, dira-t-on, un pareil système entraîne la ruine du dilettantisme; du jour où un opéra cesse d'être un assemblage de morceaux isolés qu'on applaudit à outrance, ou qu'on laisse passer sans y prendre garde, selon le caprice de la soirée, de ce jour cette distraction facile et de bon goût qui faisait tout le charme du Théâtre-Italien n'existe plus; autant vaut alors s'en aller à l'Opéra gémir sur les infortunes de ce bon roi Sébastien, et, pendant cinq heures d'horloge, endurer ce plaisir complexe et fatigant que vous savez. D'accord; et cependant que faire, si ce système s'accrédite de plus en plus en Italie? Des maîtres ou du public, qui l'emportera? Celui-ci imposera-t-il à ceux-là sa prédilection si déterminée pour la routine, son culte des sentiers battus? ou les maîtres, à force de talent et de persévérance, n'amèneront-ils pas le public à partager leurs convictions, à se déclarer ouvertement pour une réforme, après tout bien modérée, et qui n'exclut aucune réserve à l'égard des sympathies ayant cours? Quant à moi, j'inclinerais volontiers à cette alternative, d'autant plus que les maîtres, formant les chanteurs, auront finalement toujours raison par là des préventions les plus défavorables. Qu'on y prenne garde, Ronconi, le dernier venu dans la troupe italienne, Ronconi, ce grand chanteur tout imbu du style dramatique de la nouvelle école, parle déjà moins que les autres la langue de Donizetti. Maintenant supposez que l'année prochaine Moriani nous arrive, dès-lors il faudra bien s'attendre à voir ses impressions se modifier singulièrement, à changer de répertoire, en un mot à donner en plein dans ce système dont jusqu'ici les meilleures productions ont à peine trouvé grace devant nous. Sans Rubini, avec nos goûts retardataires, nous en serions encore à ignorer Bellini. Lorsque les illustres virtuoses dont nous avons vu le faisceau se désunir à la saison dernière vinrent inaugurer en France l'ère du chantre des *Puritains,* Rossini tenait la scène, avec quel éclat? chacun le sait. Et cependant, quelles que fussent les résistances au camp des partisans du grand maître, la nouveauté finit par donner gain de cause au débutant, et l'homme de génie, désertant l'arène, se retira, non sans quelque amertume, dans ce panthéon des gloires devenues classiques d'où l'on ne descend plus qu'à certains jours. A une période splendide, mais accomplie, il n'est personne qui ne voie avec plaisir succéder une ère nouvelle, dût cette ère jeter moins de lustre, et bien en a pris à l'âge d'or lui-même de faire place à d'autres temps.

Le *Corrado d'Altamura* de M. Ricci, l'un des plus grands succès de l'Italie contemporaine, après avoir triomphé sur toutes les scènes de Milan, de Naples, de Florence, est venu presque échouer l'autre soir à Vantadour. Je dis l'autre soir, car depuis on s'est ravisé, et la glace a fini par se fondre,

grace au mérite incontestable de l'ouvrage, grace surtout au zèle généreux des admirables chanteurs qui l'exécutent, et qui, pénétrés des beautés réelles de cette musique, ont semblé redoubler d'inspiration, de talent et de verve, pour faire partager leur conviction au public. Je le répète, pour sentir les effets d'un opéra nouveau, il faudrait se résigner à prêter quelque attention au drame qui se joue. A l'Académie royale de Musique, on applaudit Duprez et Barroilhet pour une phrase bien dite, pour un mot. Aux Italiens, au contraire, en dehors de la cavatine, les meilleures intentions passent inaperçues. On veut qu'un chanteur soit aussi comédien, et de sa pantomime, de son jeu nul ne lui tient compte. Comment en serait-il autrement, lorsque la plupart des gens qui composent l'auditoire ne se doutent pas de ce qui se dit sur le théâtre? Au troisième acte de *Maria di Rohan*, quand Ronconi se livre tout entier au mouvement de sa passion tragique, l'enthousiasme, j'en conviens, emporte la salle, et les bravos éclatent avec frénésie; mais cet inimitable talent qu'il déploie dans le cours de l'ouvrage, le soin merveilleux qu'il porte dans les moindres détails de son rôle, qui le remarque et l'encourage? qui comprend dans la salle l'exquise finesse avec laquelle il dit à Chalais, dans le duo du second acte : *La tua madre potria udir?* Maintenant, si l'on nous accorde que la jeune école musicale d'Italie tire son existence même de l'expression du sentiment et prétend se passer de tous ces ornemens oiseux, de toutes ces choses de convention desquelles le dilettantisme parisien semble ne pas vouloir encore se départir, on avouera qu'il serait au moins utile, pour apprécier les compositeurs et les chanteurs qui font la gloire de cette école, de comprendre la langue dans laquelle ils s'expriment.

La partition de *Corrado d'Altamura* est l'œuvre d'un maître, d'un homme qui possède à fond l'art si difficile de grouper les voix et de traiter l'orchestre. L'instrumentation surtout se distingue par une habileté de mise en œuvre vraiment rare, et qui dénote chez M. Ricci une étude particulière des grands musiciens de l'Allemagne. Il y a du Weber dans ces accompagnemens d'un style nerveux et condensé, dans cette manière d'employer les instrumens à vent. Je ne parlerai pas du poème, qui, sans être plus absurde que nombre de libretti auxquels journellement on s'accoutume, ne laisse pas de présenter çà et là des situations très musicales. — La fille d'un puissant seigneur italien du XIIe siècle, la belle Delizia (doux nom que la Grisi devait porter), la belle Delizia aime un galant chevalier qui l'a séduite et la trompe pour rechercher la main de je ne sais quelle princesse sicilienne plus ou moins cousine de l'Isabelle de *Robert-le-Diable*. Au moment où l'*hymen* va se célébrer, Delizia survient, renverse les projets du traître, et va se retirer dans un couvent. Lorsqu'il voit sa maîtresse lui échapper, Roggero se reprend à l'aimer avec rage, un peu comme cette reine du drame de M. Hugo. Les deux amans se retrouvent, mais le cloître réclame sa victime, et après des adieux éplorés le beau séducteur finit par tomber sous le fer de Corrado, père de Delizia. — On le voit, les motifs à finales, à duos, à morceaux d'ensemble, ne manquent pas; il y a même au troisième acte cette teinte reli-

gieuse qui fait si bien, ce grain d'encens qu'on aime à respirer au bruit des orgues. Le duo entre Roggero et Delizia, au premier acte : *Io t'ho amata e t'amo ognora,* se recommande par d'entraînantes qualités auxquelles le public de la première représentation n'a pu lui-même résister. La strette de ce morceau : *Ah! m'abbraccia ei conforti,* admirablement dite par les deux voix réunies de la Grisi et de M. de Candia, émeut aujourd'hui la salle entière, et, sauf une ressemblance, assez lointaine du reste, avec certains motifs du beau finale des *Capuletti* de Bellini, je ne vois pas ce qu'on pourrait reprocher à cette phrase, d'un élan vraiment admirable. Mais ce qu'il y a peut-être de plus remarquable dans cet acte, c'est l'air de Ronconi : *Tanto io l'adoro.* Jamais on n'a rien chanté avec cette énergie à la fois sombre et éclatante, avec cette fureur tantôt contenue, tantôt déchaînée. Nous savons qu'à ces efforts sublimes du grand chanteur le public ne ménage pas la récompense; seulement, ce que nous voudrions, moins encore pour la satisfaction de Ronconi que pour l'honneur du dilettantisme parisien, ce serait que les applaudissemens frénétiques, si empressés d'éclater sur chaque explosion de cette voix vibrante, se montrassent plus intelligens, et qu'au lieu de n'obéir qu'à la commotion électrique du son, ils se rendissent davantage à des effets moins indiqués, mais qu'un goût plus délicat relève. Je citerai par exemple cette inflexion d'ironie et de haine que la voix de Ronconi prend lorsqu'il regarde la lame de son poignard et joue avec cet instrument de mort :

Ferro long' anni nel petto celato
Balena nel pugno ministro di morte.

Kean aiguisant son couteau dans Shylock n'était pas plus grand. Après l'air de Ronconi vient une phrase exquise : *Raggio di contento,* que la Grisi dit avec une délicatesse qui rappelle ses premières années, ces jours où elle gazouillait si adorablement le finale de *la Donna del Lago.* Ce morceau, d'une élégance et d'une distinction parfaites, ne le cède en rien à la célèbre *polacca* des *Puritains.* Puis l'acte se termine par un trio entre la Grisi, la Brambilla et Ronconi, large composition admirablement rendue, magnifique ensemble qui, en Italie, ferait frémir les pierres, et que nous avons à Paris le privilége de savoir écouter froidement. Nous avons parlé du soin apporté dans les détails de l'instrumentation, de la richesse et du tour ingénieux des accompagnemens; à ce double mérite de l'œuvre de M. Ricci, il convient de joindre encore une certaine originalité dans la coupe des morceaux. Ainsi, dans les duos, la *cabalette* n'a jamais qu'une reprise; heureuse imagination qui nous délivre enfin de cet éternel chassé-croisé des deux chanteurs devant la rampe. Je passe sur un chœur de buveurs et sur la ballade de Roggero, inspiration d'un goût assez médiocre (le chœur surtout), et j'arrive au morceau capital de l'ouvrage, à celui qui seul devrait suffire, à mon sens, pour placer l'auteur de *Corrado d'Altamura* au rang des maîtres. Je veux parler du quintette avec chœur par lequel se termine le second

acte, composition puissamment conçue, habilement travaillée, et dont le dessin comme l'exécution appartiennent en propre à M. Ricci. J'ai loué tout à l'heure sa coupe originale des duos; semblable compliment peut être adressé au jeune maître au sujet de ce quintette, qui, à défaut d'autres mérites, aurait encore celui de ne rappeler en aucun point le type si rebattu désormais du célèbre finale de la *Lucia*. D'un côté se tiennent Ronconi et la Brambilla, de l'autre la Grisi, M. de Candia, Mlle Amigo; je cite cette disposition de mise en scène, parce qu'elle me paraît d'une haute importance dans l'économie du quintette considéré au point de vue général. D'une part basse et contralto, de l'autre contralto et ténor, et planant au-dessus de tout, soutenu par tous, le soprano. N'y a-t-il point là quelque chose du triangle mystique entrevu par Dante et donné pour symbole à la divinité qui n'est en somme que l'harmonie suprême? Ajoutez à cela le chœur, un orchestre parfait, sagement ordonné, vaillamment conduit, et vous aurez une idée de ce magnifique morceau d'ensemble, dont les lignes mélodieuses se développent et se combinent avec une exactitude mathématique. Évidemment une pareille composition ne saurait être l'œuvre d'un musicien ordinaire, et M. Frédéric Ricci, n'eût-il pas d'autre titre à faire valoir, aurait conquis dès aujourd'hui en France la place qu'il occupe en Italie. — C'est au troisième acte que le caractère de Corrado se montre dans toute sa physionomie dramatique. On n'imagine rien de plus touchant que cette phrase par laquelle le malheureux père supplie sa fille de renoncer à son dessein d'entrer au cloître et la conjure de rester auprès de lui. Ronconi met dans toute cette partie du rôle un accent admirable, une sensibilité déchirante, et lorsqu'enfin, cédant à la volonté de Delizia, Corrado étend la main sur le front de la jeune fille agenouillée et s'écrie en dévorant ses larmes : *Ti benedico!* le pathétique atteint son apogée. Cependant aucun bravo n'indique en ce moment dans la salle que cette émotion soit partagée; on continue à causer, à sourire, à lorgner, en attendant quelque vulgaire *cabalette* pour laquelle on sera tout enthousiasme et tout feu. Le public est ainsi fait. Supposez maintenant que tout ce monde se trouve réuni au Théâtre-Français, et pour une intention du genre de celle dont je parle, vous le verrez donner à Mlle Rachel des témoignages de fanatisme; mais, au Théâtre-Italien, on n'applaudit que la musique, et tout ce qui se passe en dehors de la cavatine du ténor ou de la prima donna est un luxe que l'on veut bien exiger du chanteur, mais qu'on ne saurait encourager. — La prière à trois voix : *O pietoso signor delle genti!* a de l'ampleur et de la solennité; j'aime moins l'air de contralto qui suit : *Tu non pensavi, o misera!* cela est languissant et monotone, et n'a d'autre mérite, à mon sens, que celui de mettre en évidence le talent de la Brambilla, cantatrice d'un grand style et d'un goût parfaitement pur, la dernière qui représente désormais cette école de Velluti, dont il y a peu d'années les conservatoires de Milan et de Naples gardaient encore la tradition. Le duo entre Corrado et Roggero se recommande pour l'adagio par une grande sensibilité d'élocution, et pour la stretta par un entraînement sans égal,

qualités que les chanteurs qui l'exécutent, Ronconi et M. de Candia, rendent irrésistibles. En effet, chacun des deux a son tour de triomphe; l'adagio, par exemple, appartient au jeune ténor, qui le dit d'une voix ravissante de timbre et d'expression; quant à la strette, Ronconi se charge de l'enlever; je ne me souviens pas d'avoir vu au théâtre une explosion de rage pareille à celle avec laquelle il s'écrie en terminant :

Vieni sguarciarti l'anima
Et maledicti io vò.

Un tigre blessé à mort n'aurait pas des bonds plus furieux. La cavatine de la Grisi : *Vorrei poter resistere,* a le tort de ne point être à sa place. Partout ailleurs ce morceau ferait merveille, car le motif en est exquis. Dans le système adopté par M. Ricci, de semblables intercalations ne sauraient s'admettre. Quand on se propose d'établir une sorte de solidarité entre le drame et la musique, de fonder entre deux élémens jusque-là contraires l'un à l'autre cette alliance intime, harmonieuse, dont l'école de Mercadante, à laquelle se rattache évidemment l'auteur de *Corrado,* cherche à résoudre le problème, il n'est plus permis de faire chanter des airs *di bravura* à une religieuse. En revanche, je n'ai que des éloges à donner au duo qui succède à cette cavatine; la conclusion surtout en est pleine de désespoir et d'angoisses, et les deux nobles voix de la Grisi et de M. de Candia y luttent d'éclat, de passion et d'entraînement. Un trio avec chœur, d'un bon effet, et dans lequel reparaît la mélodie du dernier duo, termine la partition.

Nous avons essayé d'analyser l'œuvre de M. Ricci et d'appeler l'attention du public sérieux sur d'incontestables beautés qui se rencontrent dans cette musique, évidemment mal comprise le premier jour. Dirons-nous maintenant que l'exécution de *Corrado d'Altamura* est magnifique et dépasse même par instans tout ce qu'on peut attendre des virtuoses illustres de la troupe italienne. Le rôle de Delizia convenait plus que tout autre à la Grisi. Ravissante de grace et de séduction dans les scènes d'amour, imposante et superbe dans le finale du second acte, elle s'y montre sous la double physionomie de son talent. Il y a de l'Elvire des *Puritains* et de la Norma dans la manière dont la belle cantatrice entend ce rôle, mais tout cela combiné avec cet art merveilleux qu'elle possède. Jamais M. de Candia n'avait mieux chanté, jamais cette voix si jeune et si riche, ce timbre d'or, n'avait trouvé encore de si pathétiques accens, de si chaleureuses inflexions; quant à Ronconi, on sait ce que nous pensons de lui. — A propos de Ronconi, bien des controverses se sont élevées à son endroit au sujet du rôle de Figaro dans le *Barbière* de Rossini. Plusieurs lui en ont voulu d'avoir rompu si nettement en visière avec le type consacré. Les gens qui se souviennent d'avoir vu Pellegrini, lequel n'était, à tout prendre, qu'une variété de l'espèce des Dazincourt et des Monrose, se sont choqués de la physionomie âpre, un peu brutale, que Ronconi donne au malin barbier, dont il fait une sorte de *majo* au teint bilieux, à l'œil étincelant, et, si l'occasion s'en présente, assez porté à jouer

du couteau. Maintenant, cette manière de comprendre le rôle répond-elle davantage aux conditions de la musique? Franchement, nous ne le croyons pas. La musique de Rossini, comme la pièce de Beaumarchais, dont tout l'esprit semble avoir passé en elle, vit exclusivement d'entrain, de verve, de brio, et n'a que faire de couleur locale. A ce compte, le personnage de Pellegrini conviendrait mieux; mais ce personnage était si usé, si rebattu, nous l'avions tant vu se reproduire à satiété, qu'un peu d'innovation, même en blessant certaines convenances, ne pouvait manquer de réussir. Que Ronconi ait tort ou raison aux yeux de la critique et du sens commun, il n'importe : tout le monde à cette heure lui sait gré d'une tentative qui devait avoir son excuse dans son originalité même, et, disons-le aussi, dans son succès.

Les reprises d'*Otello* et des *Puritains* ont aussi très vivement ému le public du Théâtre-Italien. *Otello* nous a rendu la Grisi dans Desdemona, et les souvenirs de Mme Viardot n'ont fait qu'exalter l'empressement du monde dilettante à venir saluer la belle cantatrice. Quant à M. de Candia, tragédien remarquable dans le More, il s'est élevé à des effets d'un pathétique extrême dans le rôle d'Arturo, et ses progrès de cette année ont établi définitivement sa position sur ce terrain de Rubini, si difficile à conquérir et qu'il tient désormais avec tant de zèle et de dévouement. — Nous ne quitterons pas le Théâtre-Italien sans dire un mot de Salvi, chanteur de mérite que l'administration semble vouloir étouffer à plaisir. Salvi, qu'on engageait, il y a dix mois, pour *briller* au premier rang, se trouve, par un de ces reviremens d'humeur auxquels nous sommes tous sujets, mais dont les directeurs de spectacle abusent trop souvent, se trouve, disons-nous, contraint à faire aujourd'hui la plus triste figure qui se puisse imaginer : celle d'un chanteur qui ne chante pas. S'il est un rôle qu'il aime, on le lui ôte; s'il en est un qui lui répugne, on le lui donne. A quoi Salvi répond par une résignation angélique, se réservant toutefois de ne point partager la conviction qu'on veut à toute force lui communiquer, à savoir qu'il déplaît au public et doit se retirer. Les rôles les plus ingrats, les plus nuls du répertoire, il les accepte, et pour toute vengeance il se contente, en homme d'esprit, de les relever par son talent, ainsi qu'il vient de faire dans *Otello* pour ce personnage de Rodrigue si parfaitement ridicule au temps de Bordogni, et sur lequel il sait attirer l'intérêt.

Le *Cagliostro* de M. Adam, que l'Opéra-Comique vient de représenter, est une de ces partitions écrites en conscience, où les idées n'abondent guère. A ce sujet, je remarquerai que chez nous le soin du détail a pour cause assez ordinaire je ne sais quelle pauvreté de fonds qu'on s'efforce de déguiser. Les deux élémens essentiels de toute musique sérieuse, la mélodie et l'instrumentation, au lieu d'aller ensemble et de se combiner à souhait pour l'harmonie de l'œuvre, paraissent le plus souvent s'exclure et procéder isolément. Ainsi, quand vous voyez dès les premières mesures l'orchestre tourner à la science, dites-vous : Bon, aujourd'hui les idées n'afflueront pas; de même que, s'il arrive au début que le maître soit en belle humeur de chanter, l'instrumentation pourra bien en souffrir. Cette fois encore M. Adam n'a pas

démenti la règle. Voici bien des modulations ingénieuses, d'habiles dessins dans l'orchestre, des accompagnemens pleins de délicatesse et d'esprit; mais la verve, le mouvement, l'entrain des jours passés, où sont-ils? Qu'est devenu ce motif leste et rond, franchement bouffe, quoiqu'un peu trivial, du *Postillon de Lonjumeau* et du *Châlet?* M. Adam veut être de l'Institut, il en a certes tous les droits, et cet opéra l'en rapproche. Si l'auteur de *Cagliostro* a prétendu faire une partition académique, dans les conditions du genre s'entend, nous ne pouvons que l'en féliciter; la voix de M. Halévy lui est acquise. Quant à la pièce, vous la composerez vous-même sur le titre, pour peu que vous soyez au fait de certaines combinaisons inévitables que le cours des choses doit nécessairement ramener à des périodes plus ou moins déterminées. L'esprit humain ne saurait se mettre en frais continuels d'invention, et M. Scribe tient en réserve d'infaillibles recettes qu'il applique chaque fois que le hasard du sujet en indique l'usage. S'agit-il par exemple d'un alchimiste, d'un de ces êtres voués aux recherches occultes, attendez-vous à voir les poudres narcotiques et autres jouer leur rôle et donner lieu aux plus piquans effets, sinon aux plus neufs. Tout cela est rangé, classé, étiqueté dans la cervelle de l'ingénieux auteur de tant d'opéras-comiques, absolument comme les fioles et les onguens dans la boutique d'un apothicaire. Je le répète, vos souvenirs de *la Marquise de Brinvilliers* (mais il ne vous en reste pas, et c'est bien sur quoi M. Scribe a compté), vos souvenirs vous suffiraient au besoin pour construire à part vous le drame de *Cagliostro*. Il y aura là naturellement une vieille douairière fort ridicule, tante ou grand'mère de quelque adorable nièce amplement pourvue de millions, et dont le charlatan recherchera la main, dans quel but? on se l'imagine. Pour se rendre la matrone favorable, Cagliostro lui proposera de la rajeunir, laquelle ruse sera découverte à point et déjouée par un petit cousin de chevalier, personnage indispensable dans une action qui se passe au XVIIIe siècle. N'oublions pas une scène de magnétisme fort habilement traitée par le musicien et qui couronne l'œuvre. Jusqu'ici nous n'avions vu que des somnambules en déshabillé nocturne et courant sur les gouttières comme des chattes; mais cette fois c'est le magnétisme à grand orchestre, le vrai magnétisme imposant les mains au *sujet* endormi, et dégageant, au bruit des violons en sourdine, des torrens de fluide électrique. Au fait, pourquoi le magnétisme ne monterait-il pas sur le théâtre? Nous l'avons, Dieu merci, assez souvent rencontré dans le monde pour ne plus nous étonner de ses passes. On se souvient de cette comédie qui se renouvelait presque chaque soir l'hiver dernier. Vous ne pouviez entrer dans un salon sans assister à quelque scène analogue à celle qu'on représente au troisième acte de *Cagliostro*. Un individu à manches retroussées torturait, sous prétexte de l'endormir, une pauvre créature chétive qui suffoquait. On n'imagine rien de plus lugubre qu'un pareil délassement. D'ordinaire, pour le plus grand succès de l'expérience, on éteignait les bougies, et les choses se passaient à ce demi-

jour si favorable aux incantations mystérieuses. Le silence aussi était de rigueur, un silence de mort, çà et là interrompu par le cliquetis d'une cuiller retombant sur la soucoupe de porcelaine ou l'éclat de rire aussitôt réprimé d'un incrédule devisant dans son coin. Que diraient Eschenmayer, Kerner, ces esprits sérieux, ces hommes de conviction et d'enthousiasme, s'ils apprenaient qu'une science à laquelle ils ont voué leur vie, qu'une étude dont ils ne s'approchaient qu'avec recueillement, sert chez nous à défrayer les loisirs d'une soirée? A coup sûr, ils n'y voudraient pas croire, et cependant rien n'est plus vrai. Pourquoi le théâtre respecterait-il des choses qu'un dilettantisme imprudent a dépouillées pour nous désormais de leur prestige scientifique? Nous avons parlé de dilettantisme; à quoi n'a-t-il pas touché? N'avons-nous pas vu le dogme catholique lui-même devenir dans ses mains un objet de distraction et d'agréable passe-temps? Le roman avait eu son heure, il fallait bien que la théologie eût la sienne. Mais que nous voilà loin de notre sujet! Aussi n'aurons-nous garde d'y revenir; passons au ballet nouveau.

Si *Cagliostro* nous montre Mme Thillon en prophétesse, le corps disparaissant sous de longs voiles, le front ceint d'un bandeau de chêne vert, *Lady Harriett* nous introduit à Bedlam. Après le magnétisme, la maison des fous; l'un mène à l'autre, rien de plus simple. Que dites-vous de ces aliénés à l'œil hagard, au sourire hébêté, de ces rois affublés de couronnes postiches, de ces poètes à longue barbe, de tant de pauvres diables, hommes et femmes en haillons, qui dansent éperdument, et pour compléter la scène finissent par s'arracher les cheveux? Un pareil spectacle vous semble-t-il de nature à vous égayer beaucoup? Or, cela s'appelle, en termes de coulisses, un ballet d'*action*. Qu'est-ce donc qu'un ballet d'action? Une chose qui d'ordinaire ne se met guère en peine de briller par l'originalité du sujet ou le mouvement des combinaisons. On le conçoit de reste; si cette action dont vous parlez tant avait eu pour elle la moindre chance de trouver ailleurs son emploi, vous en auriez fait bien vite un opéra, une comédie, un drame, un mélodrame, tout plutôt qu'un ballet. Ce qui ne saurait être dit, on le chante, s'écrie le Figaro de Beaumarchais; ce qui ne peut être dit ni chanté, on le mime. De là le ballet d'action. — Lady Harriet s'ennuie dans sa villa, et, pour rompre la monotonie de son existence désœuvrée, l'indolente jeune fille imagine de se faire servante, et la voilà se mêlant au groupe de paysannes qui vont s'engager au marché. Prendre un balai pour chasser l'ennui, l'expédient nous semble bien trouvé! Malheureusement on ne s'avise jamais de tout; le traité signé, le nouveau maître de lady Harriet entend qu'on s'y conforme; en quoi le drôle a bien raison, et tout le monde conviendra qu'un garçon de vingt ans auquel échoit, pour tenir son ménage, une fillette du minois et de la taille de Mlle Adèle Dumilatre, est en droit d'y regarder à deux fois avant de rompre son contrat. Cependant la gentille alouette prise au piége se dégage et s'envole, emportant le cœur du beau fermier, qui se fait soldat, obtient un grade dans l'armée en sauvant à la chasse les jours de la reine,

et finit, après mille tribulations, par devenir fou de désespoir et d'amour. En présence d'une pareille extrémité, lady Harriet songe à réparer le mal qu'elle a causé. Elle épouserait bien le damoiseau; mais comment faire? on ne peut cependant se marier avec un fou. Qu'à cela ne tienne; les auteurs ont trouvé dans le dénouement de *la Grace de Dieu* un moyen efficace, et qui ne saurait manquer de remettre en état cette pauvre cervelle. On ramène Lionel à la ferme, et tout à coup, à un signal donné, lady Harriet apparaît vêtue en servante, comme au premier acte. Il n'en faut pas davantage pour rendre à la raison notre amoureux, et la meilleure douche n'eût pas mieux fait. — Je le demande, quel profit la danse et la musique peuvent-elles tirer d'une action pareille? Où est la grace, le motif, dans cet assemblage de scènes qu'on prendrait pour une de ces héroïdes du boulevard dépouillée de son jargon sentimental? Non, encore une fois, le ballet n'est point cela; le ballet vit de fantaisie et n'a que faire de ces passions dont il ne parle ni ne comprend la langue. Long-temps il eut l'Olympe pour domaine; depuis *la Sylphide*, de nouveaux royaumes se sont ouverts à lui : les régions vaporeuses de l'air, la grotte des ondines, la caverne des gnomes et des kobolds. Ces régions, direz-vous, il les a toutes parcourues; n'importe, l'imagination a ses ressources. Et d'ailleurs, pourquoi la légende s'épuiserait-elle si vite, quand la mythologie a fourni des siècles d'existence? Ce qui manque, avouons-le tout de suite, ce ne sont point les idées, mais les danseuses pour les rendre; ce qui manque, c'est Taglioni, c'est la Elssler. De tant de richesses passées, on n'a su conserver que la Carlotta, talent surfait sans aucun doute, mais qui, dans l'absence d'autres plus glorieux, vaut certes bien son prix; alors pourquoi s'en passe-t-on? Est-ce à chanter dans l'opéra nouveau qu'on la destine? Vraiment, cette situation de l'Académie royale ne saurait se prolonger davantage. On éprouve je ne sais quel serrement de cœur à parler de ce noble théâtre, jadis si magnifique, si splendide, si pourvu de nombreuse et puissante clientelle, et maintenant presque abandonné. Qu'il s'agisse de musique ou de danse, d'un opéra ou d'un ballet, partout les brèches sont ouvertes, et des deux genres, menés jadis de front si vaillamment, à peine reste-t-il çà et là quelque sujet attardé, espèce d'oiseau dépareillé dont l'attitude contristée semble trahir l'isolement.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1844.

Un vote inattendu est venu tromper les prévisions publiques : il faut le comprendre et en mesurer la portée véritable. Les interpellations relatives à Taïti avaient soulevé un débat dont l'issue n'était pas douteuse, si la question ministérielle posée par M. Ducos à la fin de la première séance n'avait eu pour résultat d'en changer brusquement le cours. La chambre, associée au sentiment public, déplorait l'acte consommé par le cabinet en l'absence de renseignemens suffisans; elle était vivement blessée de l'empressement mis à condamner des hommes envoyés sans instructions à quatre mille lieues de la patrie, dans une situation délicate et difficile; son équité ne lui permettait pas de comprendre qu'on leur refusât le droit de constater les faits et de se justifier devant le gouvernement qui les avait récemment déclarés dignes de la plus entière confiance. Comment son sens intime n'aurait-il pas été froissé par un désaveu qui ne portait pas seulement sur les actes, mais qui infirmait le droit même en vertu duquel MM. Dupetit-Thouars et Bruat avaient agi ? La chambre eût compris la clémence et se révoltait contre la faiblesse. Elle était disposée à admettre que les réparations dues à la France avaient peut-être été poussées trop loin : pour le parlement comme pour le pays, quelques faits restaient obscurs, quelques circonstances avaient besoin d'être éclaircies. On eût donc compris et approuvé l'envoi d'un agent supérieur chargé de compléter l'instruction et muni de pleins pouvoirs pour aviser sur les lieux mêmes : personne n'aurait condamné des concessions faites à Taïti en parfaite connaissance de cause, en dehors de l'action de tout cabinet étranger; mais le parlement s'est ému avec la France tout entière d'un désaveu jeté, dans les formes les plus acerbes, à des marins qui ont agi sous l'inspiration de vives et légitimes susceptibilités.

Lorsqu'on engage son pays dans une entreprise lointaine et difficile, et qu'on aspire au rôle de colonisateur, il n'y a, pour un pouvoir intelligent, qu'une seule alternative. Il faut prévoir toutes les éventualités et donner des instructions applicables à toutes les circonstances, en interdisant rigoureusement de les dépasser, ou bien on doit se montrer décidé à couvrir d'une

approbation générale les actes des hommes investis de la confiance de l'administration.

Telle est la méthode invariable de l'Angleterre. Il n'y a guère plus d'un siècle que le fort William n'était qu'un point isolé sur le vaste continent asiatique : aujourd'hui cette forteresse est le centre d'un empire de soixante millions d'hommes. Ces progrès successifs sont l'œuvre, à bien dire, individuelle des personnages éminens auxquels la Grande-Bretagne a confié le soin de sa fortune dans le monde nouveau vers lequel la portait une glorieuse fatalité. Depuis lord Clives jusqu'à lord Cornwallis, presque tous ont agi sans instructions, et souvent même, dans des circonstances décisives, contrairement aux projets bien connus du gouvernement et du bureau de la compagnie des Indes. Il n'est pourtant pas une conquête qui n'ait été acceptée, pas un progrès de la puissance anglaise dans ces vastes régions qui ait été répudié par le parlement ou le cabinet. Au moment où un vaisseau cinglait peut-être du hâvre de Portsmouth pour porter dans l'Océan Pacifique l'annonce du châtiment (*castigation*) infligé par le gouvernement français aux chefs d'une division navale, la malle des Indes annonçait à l'Europe que le gouverneur-général venait de s'emparer de Gwalior, et l'Angleterre acceptait sans hésiter ce nouveau triomphe, quelque sanglant qu'en fût le prix. Or, le maharajah qui paie aujourd'hui par la perte de son royaume sa résistance aux ordres de lord Ellenborough était assurément plus fondé dans son droit que ne l'était la reine Pomaré dans ses bizarres et capricieuses prétentions. Le gouverneur-général exigeait péremptoirement que la régence fût confiée à une créature de l'Angleterre, et que les ennemis de cette puissance lui fussent livrés : il réclamait de Scindiah des parties considérables de territoire pour l'amélioration des lignes frontières, le licenciement d'une portion notable de son armée, et même, selon les journaux de Bombay, la remise d'un parc complet d'artillerie créé depuis un demi-siècle.

Ce sont ces étranges prétentions qui ont été consacrées par la double victoire de Gwalior et de Punnaïr; c'est pour cela que mille Anglais et plus de quatre mille Mahrattes sont morts dans une lutte acharnée. Soit, ne nous plaignons pas de ce succès, et subissons sans mot dire cette nouvelle extension de la puissance britannique. La conquête de l'Asie indienne, telle est l'œuvre, telle est la mission de l'Angleterre. Mais de semblables précédens ne nous donnent-ils donc pas le droit d'appliquer les lois de la guerre et les conséquences nécessaires de tout protectorat, dans les îles sans importance et sans valeur où notre gouvernement est allé placer le pavillon de la France, par une initiative toute spontanée, en faisant même une question de cabinet du maintien d'une œuvre à laquelle l'année dernière la chambre hésitait fort à s'associer? Qui osera dire qu'après le blâme solennel infligé à l'amiral Dupetit-Thouars, nous nous retrouverons à Taïti dans la position déterminée par le traité du 9 septembre? Qui ne voit que, si nous conservons encore pour quelque temps le protectorat matériel de cet archipel, le protectorat moral est désormais dévolu à l'Angleterre? Ignore-t-on d'ailleurs que le parti religieux qui a poussé dans cette affaire le cabinet anglais, parfaitement

indifférent sur la question même, ne considère pas son travail comme terminé, et que, de concert avec certains coréligionnaires français, il ne se reposera pas avant d'avoir assuré la pleine sécurité des missionnaires méthodistes, c'est-à-dire avant d'avoir obtenu l'évacuation des îles de la Société par les forces militaires de la France? Alors notre entreprise dans le grand Océan Pacifique sera ramenée aux modestes proportions qui lui avaient d'abord été assignées : la possession de quelques rochers aux Marquises, sans terre végétale et quelquefois sans eau potable, avec l'obligation ruineuse d'y transporter des rations de bord pour faire vivre la garnison.

En appréciant la question qui lui était soumise, la conscience publique n'a pu d'ailleurs l'isoler de l'ensemble de notre situation politique. C'est cette situation tout entière que l'évènement de Taïti a révélée avec toutes ses exigences, et qu'il a mise en quelque sorte en relief pour le vulgaire.

Lorsque l'esprit public est excité et qu'une idée fixe s'est emparée d'un grand peuple, il n'y a plus de question isolée; tous les faits revêtent à ses yeux la couleur dominante; il y retrouve toujours la manifestation symptomatique du mal permanent qu'il redoute et qu'il poursuit. C'est en cela que l'affaire de Taïti a été si funeste, et qu'elle a contribué peut-être plus que toute autre à pousser l'opinion sur la pente dangereuse vers laquelle elle est invinciblement entraînée depuis plusieurs années. La France est convaincue que sa politique n'est pas libre, et qu'elle est fatalement condamnée à une seule alliance. Cette alliance même la blesse beaucoup moins dans ses intérêts que cette sorte de contrainte ne la blesse dans ses plus ardentes susceptibilités. C'est là ce qu'on n'a malheureusement pas paru comprendre; c'est ce sentiment de défiance qu'on a eu parfois l'imprudence d'exciter, alors qu'il eût fallu tout faire pour l'empêcher de naître. On ne s'est pas contenté, depuis trois ans, de recueillir les bénéfices de l'alliance anglaise dans l'intérêt de la paix générale et de la consolidation de notre régime intérieur; on s'est complu à étaler cette alliance aux yeux de l'Europe, on a voulu la faire accepter au pays comme une sorte de religion politique, et l'imprudence de cette tentative a provoqué une réaction dont il est difficile de mesurer les conséquences.

La France aspirait à se rapprocher du continent : on l'a jetée violemment dans les bras de l'Angleterre, en déclarant cette union nécessaire à sa sécurité, en même temps qu'on la proclamait la plus glorieuse et la plus féconde qui se pût imaginer. On ne l'a pas présentée seulement comme une nécessité actuelle et transitoire, on l'a élevée à la hauteur d'une théorie permanente et fondamentale; on en a fait plus qu'une question ministérielle, on a quelquefois semblé la poser comme une question de dynastie.

Outragée par le brusque abandon de l'Angleterre en 1840, la France crut que, dans un isolement puissant et fier, elle pourrait être respectée de l'Europe et préparer elle-même ses destinées. Elle aimait à penser qu'il existait un milieu pour elle entre l'état de guerre et la soumission aux projets des puissances signataires de la convention du 15 juillet. Interprète des sentimens nationaux à la tribune nationale, le cabinet du 29 octobre parut un moment

prendre cette position, et sembla d'abord ménager toutes les susceptibilités de l'opinion; mais il avait à peine obtenu de la chambre l'importante mesure des fortifications de Paris, qu'il paraphait à Londres, au mois de mars, l'acte destiné à devenir, au mois de juillet, la convention des détroits, et qu'il subissait ainsi, de la manière la plus gratuite et la plus inutile, la solidarité d'une politique qui avait été conçue sans lui et contre lui. Quelques mois après, il concédait à l'Angleterre le traité du 20 décembre sur l'extension du droit de visite. Contraint bientôt de reculer devant des manifestations énergiques autant qu'unanimes, le cabinet crut pouvoir promettre, en compensation de son refus de ratifier un acte politique, des concessions commerciales plus précieuses encore pour l'Angleterre que les conventions de 1831 et de 1833. De nouvelles résistances non moins décisives dans les chambres et dans l'opinion firent évanouir ces engagemens moraux, comme elles avaient biffé l'engagement écrit du 20 décembre. Il fallut plus tard, à la veille des élections générales, et sur la déclaration unanime des préfets des départemens du nord et de l'ouest, contrarier encore les intérêts anglais par la convention linière. C'est ainsi que depuis trois ans l'opinion a lutté contre le pouvoir, celui-ci s'efforçant d'appliquer son système, celle-là s'efforçant de lui échapper, et d'en écarter toutes les conséquences, au fur et à mesure qu'elles se produisent.

De là une action faible dans le pouvoir et une opinion inquiète et alarmée; de là cette déplorable croyance, descendue aujourd'hui dans les cabarets et les hameaux, que la condition d'existence de notre gouvernement gît dans une alliance indissoluble avec l'Angleterre. C'est là une erreur, une grande erreur assurément, car la France est assez sûre de sa prudence et de sa force pour vivre seule, et quiconque connaît la situation respective des deux pays sait fort bien que le bon accord avec notre gouvernement est une nécessité impérieuse pour nos voisins beaucoup plus que pour nous-mêmes; mais quelque erronée que soit cette croyance, qui oserait nier qu'elle ne soit devenue populaire, qui pourrait contester qu'il n'y ait là le principe d'un péril?

Les seules idées vraiment redoutables au sein des masses sont les idées fixes; celles-là seules préparent les orages politiques. L'empire est tombé parce qu'on avait fini par croire qu'une guerre éternelle était la condition même de son existence. Ceci était assurément injuste, car la guerre avait été imposée à Napoléon par la force des circonstances aussi souvent que par l'effet de sa propre volonté. La restauration a croulé par l'effet de deux idées qui n'étaient guère plus fondées dans leur exagération populaire que la pensée sous laquelle avait succombé l'empire; elle est tombée parce qu'on persistait à voir dans la maison de Bourbon une dynastie ramenée dans les fourgons de Blucher et de Sacken, et parce qu'on lui supposait le projet arrêté de supprimer la liberté en soumettant la France aux jésuites. L'octroi de la charte, les expéditions de Grèce et d'Alger, les ordonnances de 1828, rien ne put détourner la nation des préoccupations par lesquelles elle était comme obsédée : l'idée fixe reparaissait toujours, sitôt qu'un fait nouveau était en mesure de lui rendre quelque autorité.

Que de tels exemples ne soient pas perdus, et que les catastrophes du passé garantissent au moins la securité de l'avenir! Osons dire la vérité tout entière, donnons au pouvoir ce témoignage d'un dévouement sincère et désintéressé. La France croit la politique de son gouvernement dominée par une seule préoccupation, et le pays eût-il tort, il n'en faudrait pas moins compter avec lui. L'émotion causée par le désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars, l'importance peut-être exagérée attachée à l'affaire de Taïti, ne sont que des symptômes nouveaux de l'état général des intelligences, du mal chronique qui les domine. Là est le germe d'un péril sur lequel force sera bien d'ouvrir les yeux, là peut-être gît le principe d'une réaction dont il faut dès aujourd'hui prévoir les résultats. Sachons donc nous y dérober en pratiquant autrement cette politique de modération et de paix qui fut librement choisie par la France après 1830, et qu'elle n'a pas cessé de tenir pour la plus morale et la plus utile. Ne nous exposons pas à compromettre le fond par la forme, le système lui-même par la manière dont on l'applique.

Pour donner à la monarchie actuelle une pleine confiance en son avenir, dans le cas même d'une complication extérieure, il devrait suffire de voir la France telle que son histoire l'a faite, cette France plus dangereuse dans son repos que dans ses épreuves, et où l'état de paix suscite au pouvoir des périls plus redoutables peut-être que l'état de guerre. D'ailleurs, quelle est la situation de l'Europe? quel cabinet avons-nous à redouter, et à quelle puissance la paix n'est-elle pas plus nécessaire qu'à nous-mêmes?

Le besoin de se concilier la France à tout prix est désormais, et pour longues années, passé en Angleterre à l'état d'axiome dans les rangs de tous les partis. L'Irlande, plus fortement organisée qu'à aucune autre époque de son orageuse histoire, verrait, dans une collision avec nous, le signal d'un triomphe que, dans une telle hypothèse, elle conquerrait même sans combat. L'état intérieur des trois royaumes constate mieux de jour en jour l'impossibilité d'affronter un conflit dont l'effet serait de livrer cette société aux forces vives qui s'agitent dans son sein. Ce mouvement marche à pas de géant, et l'avénement du ministère tory a évidemment avancé, pour la Grande-Bretagne, l'instant d'une transformation sociale, inévitable et désormais prochaine. Le terrain que le chartisme perd depuis un an est conquis par les classes moyennes, qui agissent aujourd'hui avec une énergie et un ensemble tout nouveaux. La ligue des céréales a été le lien de ces innombrables intérêts de commerce et d'industrie qui jusqu'à présent y avaient été presque constamment écrasés par la forte et compacte organisation agricole. La ligue donnera, aux prochaines élections générales, un puissant accroissement au radicalisme parlementaire; elle fera triompher le scrutin secret, les parlemens à courte échéance, elle commencera la modification de la législation économique et civile de la Grande-Bretagne. C'est au centre de ce grand mouvement que Daniel O'Connell est venu se placer avec une habileté et une audace incomparables. Sous le poids de la condamnation qui va l'atteindre, on l'a vu parcourir en triomphe cette Angleterre qu'il a maudite si long-temps du haut de ses montagnes natales. Dans la salle de Covent-Garden

et au *town-hall* de Birmingham, il a salué la prochaine victoire de cette bourgeoisie, au triomphe de laquelle il a su rattacher la libération de sa patrie.

En présence de cette révolution intérieure, imminente, le parti aristocratique, dans ses deux grandes divisions, ne commettra jamais la faute de s'exposer à une collision avec la France. Les éloges décernés en chœur aux hommes d'état qui nous gouvernent par les orateurs du whiggisme et du torysme en sont la preuve la plus convaincante. Au risque de contrarier quelques amours-propres, il nous sera permis de dire qu'on ne loue ainsi que les gens dont on a grandement besoin. Lord Palmerston lui-même a subi l'influence de la position créée à toute l'aristocratie anglaise par les périls qui la menacent. Sa motion sur les négociations relatives au droit de visite paraît indéfiniment ajournée. Sur un pareil sujet, il ne veut pas créer d'embarras à son gouvernement, il veut bien moins encore en susciter au nôtre. Lord Palmerston et lord John Russell entrevoient dans un avenir plus prochain qu'ils ne l'avaient espéré la possibilité de revenir aux affaires. Ils subissent dès-lors la loi générale qui impose désormais, comme l'un de ses premiers devoirs, à tout ministre d'Angleterre doué de sens politique l'obligation de ménager l'amitié de la France.

Dans une telle situation, à qui appartient-il de faire des concessions? à qui appartient-il d'en espérer? Sans abuser de nos avantages, sans rien réclamer au-delà des limites de l'équité et du droit, ne sommes-nous pas en mesure d'appliquer l'alliance anglaise d'une manière plus fructueuse qu'elle ne l'a été depuis trois ans? Pouvions-nous redouter, en ménageant l'amour-propre au moins de notre marine dans l'affaire de Taïti, de faire naître à Londres des embarras de quelque portée? Une telle appréhension n'est pas sérieuse; aucun homme d'état n'a pu la concevoir, quoiqu'on n'ait pas craint d'essayer sur l'imagination d'autrui un fantôme qu'on n'appréhendait pas soi-même. Si le cabinet n'avait pas si catégoriquement désavoué l'amiral Dupetit-Thouars, on eût sans doute été plus sobre d'éloges dans les deux chambres du parlement britannique pour les ministres du roi des Français : les rapports personnels des deux cours et des deux cabinets fussent devenus pour un temps moins étroits et moins intimes, il eût fallu renoncer pendant quelques semaines au bonheur de savourer aux yeux de l'Europe les platoniques douceurs de la cordiale entente; mais là se serait arrêté l'effet d'une détermination nationale qui aurait concilié la clémence avec le soin de notre propre dignité. C'est au bon sens public de décider si l'irritation universelle causée en France par une détermination inattendue est compensée par l'approbation non moins universelle qui l'a accueillie en Angleterre; c'est à lui de résoudre la question de savoir de quel côté de la Manche il importe que le gouvernement français soit populaire.

Ce problème pèse sur l'esprit de la chambre. Il inquiète sa conscience, il compromet de plus en plus son avenir. Nul ne saurait pressentir en effet ce que seront les futures élections générales, lorsque les partis pourront exploiter de tels griefs, ou, si l'on veut, de tels préjugés; nul ne pourrait

pressentir davantage ce qui sortira de cette guerre chaque jour plus ardente du clergé contre le corps enseignant, et de l'alliance étroitement cimentée entre les partis les plus hostiles à notre établissement politique. Une faute irréparable a donné à l'opinion légitimiste une importance supérieure à celle qu'elle a dans le pays; cette faute a consacré une association monstrueuse que le cabinet actuel peut désormais moins que tout autre entreprendre de dissoudre. Sa présence aux affaires serait le lien d'une coalition permanente dont les conséquences électorales ne peuvent manquer d'alarmer les bons esprits. Aussi n'est-il pas cinquante députés dans les rangs de la majorité qui croient à la possibilité de confier au ministère le soin de cette épreuve décisive. Si l'on s'en rapportait à des bruits universellement répandus, cette conviction serait aussi manifestée par un autre pouvoir, qui, en témoignant de ses intentions à cet égard, hâte par cela même l'instant où il se trouvera dans le cas de les réaliser.

La chambre comprend tout ce qu'une telle situation offre de provisoire et de précaire. Toutefois, lorsqu'une crise ministérielle lui apparaît comme conséquence immédiate d'un vote, elle recule et refuse d'en accepter la responsabilité. Elle doute de la possibilité de former ce ministère intermédiaire dont l'avénement répondrait en ce moment à de si pressantes nécessités. Démontrer au parlement qu'une telle combinaison serait facile quant aux personnes et quant aux choses, tel doit être le travail de tous les esprits intelligens et modérés. Il dépend de l'homme d'état désigné par la voix publique pour présider à cette salutaire combinaison d'avancer ce travail et de préparer l'avenir, en portant à la seule tribune qui lui soit ouverte quelques paroles qui dans sa bouche auraient un grand retentissement. Qu'il confesse ses inquiétudes, qu'il indique ses dissidences avec la réserve que sa position lui commande, et cette seule manifestation suffirait pour modifier d'une manière notable, au sein de la chambre élective, les dispositions d'une majorité qui lui a voué une estime inaltérable et une confiance que quatre années de retraite n'ont point ébranlée.

Peu satisfaite du pouvoir et non moins mécontente d'elle-même, la chambre se venge par des boutades de ses irrésolutions politiques. Peut-être est-il permis d'en voir une preuve dans la décision qui, pour la seconde fois, a exclu de la représentation nationale l'élu du collége de Louviers. Il est difficile de dire comment se terminera ce conflit entre la souveraineté électorale et la souveraineté parlementaire. Une proposition dont la chambre a autorisé la lecture est destinée à régulariser le nouveau pouvoir qu'elle s'est attribué. On doit faire des vœux pour que les développemens de cette proposition spécifient et délimitent un droit si redoutable dans ses conséquences.

En attendant la discussion des fonds secrets, la chambre achève la loi des patentes, heureusement amendée par sa commission. Le débat en a été généralement satisfaisant, et des vues larges et élevées ont inspiré l'ensemble de la loi. Une pensée rationnelle et politique va désormais présider à l'imposition du travail, et des dispositions incohérentes se trouveront enfin soumises à l'influence d'un même principe. Cette loi libérale et populaire sera

accueillie comme un bienfait, et la gravité de la discussion fera oublier le débat un peu trop *carnavalesque* de la loi sur la chasse.

Le projet de M. le ministre des travaux publics sur les chemins de fer paraît accueilli avec faveur. Jamais retard n'aura été plus favorable aux intérêts du pays. On n'évalue pas à moins de trois cents millions, pour le chemin du nord, la différence entre le taux présumé des bénéfices garantis aux compagnies par le projet actuel et celui qui leur était assuré par le projet si heureusement ajourné à la session dernière. Des procédés nouveaux de traction, une économie considérable de combustible, ont réduit de près de cinquante pour cent les frais généraux d'exploitation. L'état bénéficie aujourd'hui de cette expérience, et il est fort douteux que le dernier mot ait été dit. La commission examinera s'il n'est pas possible de rabattre quelque chose sur ces vingt-huit années de jouissance, qui représentent une aliénation de trente-deux ans, puisque le délai ne courra qu'à dater de la livraison de la ligne dans toute la longueur de son parcours. Elle recherchera sans doute avec grand soin s'il n'y aurait pas possibilité d'abréger ce terme, qui embrasse toute une génération; elle devra se demander surtout s'il n'y aurait pas un grand avantage politique à sacrifier, pour atteindre ce but de haute prévoyance, la participation éventuelle de l'état dans les bénéfices excédant six pour cent, avec deux pour cent d'amortissement du capital. Faire participer l'état aux bénéfices des compagnies est un résultat utile sans doute, mais fort secondaire. Diminuer au contraire la durée des concessions est un devoir de première importance, dont l'accomplissement peut seul rendre à l'action gouvernementale toute sa liberté. C'est dans ce sens que nous aimerions à voir se développer les efforts de la commission et de la chambre. Sacrifier les dividendes éventuels pour des avantages assurés, se mettre le plus promptement possible en mesure d'abaisser les tarifs et de développer la circulation générale, c'est là ce que semblent commander à la fois les intérêts privés et les intérêts publics.

Pendant que la chambre élective délibérera sur ces graves questions, la chambre inamovible entamera une matière plus sérieuse et plus délicate encore. L'imprudente publicité donnée aux manifestations épiscopales est venue ajouter aux difficultés de cette tâche. Le noble rapporteur auquel la commission a remis le soin de présenter à la chambre des pairs le résultat de sa longue élaboration est plus en mesure que personne de parler avec autorité dans une telle matière. L'intervention de M. le duc de Broglie sera acceptée par les hommes religieux non moins que par les membres du corps universitaire, à la tête duquel la révolution de 1830 l'avait placé. Il ne paraît pas, du reste, que la commission ait introduit dans le projet de M. le ministre de l'instruction publique de très notables changemens. On dit que, d'une part, elle supprime le privilége concédé au clergé en faveur de la moitié des élèves de ses petits séminaires, et que, de l'autre, elle a modifié d'une manière grave la composition du jury d'examen. Un assez grand nombre de prescriptions secondaires auraient aussi disparu, et les droits de l'autorité municipale dans ses transactions avec les institutions libres au-

raient été consacrés d'une manière plus large que dans le projet primitif. A cela près, le projet aurait l'adhésion presque unanime de la commission. Tels sont les bruits sur l'exactitude desquels nous ne tarderons pas à être fixés, car l'illustre rapporteur déposera son travail au premier jour.

Au dehors, aucun évènement de quelque importance n'est venu modifier la situation générale. Les meilleurs esprits hésitent à hasarder des conjectures sur l'état actuel et l'avenir de la Péninsule. En Portugal, le baron de Bomfim poursuit le ministère à la tête d'une milice insurgée. Les questions de confiance et de portefeuille se résolvent dans ce triste pays à coups de fusil plutôt qu'à coups de boules, et l'insurrection militaire est l'un des ressorts réguliers du gouvernement représentatif. L'indifférence profonde du peuple et de l'armée pour les hommes qui leur font appel vient seule modifier cet état de choses en en prévenant les conséquences sanglantes. En Espagne, Marie-Christine voit commencer sa double responsabilité comme mère et comme reine gouvernante. Prêtera-t-elle le prestige de sa force morale et de son nom, en ce moment si populaire, au ministère de M. Gonzalès-Bravo et au régime militaire organisé par le général Narvaez? Quels hommes appellera-t-elle dans ses conseils, de quelles influences entourera-t-elle sa jeune et malheureuse fille? Les personnes les plus en mesure de connaître l'opinion personnelle de Marie-Christine affirment que cette princesse a quitté la France sans parti pris, sans combinaison arrêtée, éprouvant le besoin de voir et de décider sur les lieux mêmes. On dit que M. Bresson réussit peu à Madrid, et que la froideur de ses habitudes allemandes ne s'assouplit pas aux mœurs espagnoles. L'ambassadeur de France comprendra bientôt sans doute que la première condition pour se concilier l'Espagne, c'est de se faire Espagnol et de paraître oublier le reste de l'Europe pour vivre de la vie péninsulaire. A ce prix seulement est l'influence. C'est ainsi que l'ont acquise tous les ministres étrangers qui ont laissé quelque trace de leur passage sur les bords du Manzanarès.

A l'autre extrémité de l'Europe méridionale, l'empire ottoman se débat dans l'anarchie, et le fanatisme musulman semble renaître à la vue des ruines qui croulent de toutes parts. Un conseiller stupide domine l'esprit du jeune Abdul-Medjid et le pousse à la cruauté par les soupçons qu'il lui inspire. Puisse au moins l'entente cordiale n'être pas inutile à Péra et contribuer au salut de quelques victimes! On sait la déférence systématique de M. de Bourqueney pour sir Strafford Canning, et la situation effacée qu'il s'est faite à côté de l'ambassadeur d'Angleterre. Nous en souffririons moins comme Français, si ce bon accord pouvait épargner quelques gouttes de sang chrétien. Un agent courageux et dévoué à ses devoirs soutient à Bagdad une lutte persévérante contre la suprématie britannique et le fanatisme du vieux parti turc. Un autre consul défend à Jérusalem, au péril de ses jours, l'honneur de la France, en regrettant, dit-on, amèrement de n'avoir pu obtenir la permission d'y relever son drapeau. En Syrie et dans la montagne, l'absurde organisation combinée par l'Angleterre et par l'Autriche, le double gouvernement des Maronites et des Druzes sous deux caïmacans ennemis a produit la con-

fusion et le désordre qu'il était si naturel d'en attendre. Le seul représentant possible d'un pouvoir régulier dans cette contrée, le chef de la famille Schaab, attend à Constantinople, sous la surveillance de la police ottomane et de toutes les polices européennes, qu'il convienne à la France de reprendre dans les affaires d'Orient le fil brisé de ses plus vieilles traditions. Étrangère désormais aux évènemens de la Syrie, celle-ci voit chaque jour disparaître son influence avec le souvenir de ses services : on affirme même qu'il a été question dans le Liban de réclamer le patronage d'une autre puissance catholique, celui de l'Autriche, en remplacement du protectorat religieux que les glorieuses capitulations de nos rois nous ont légué comme un droit et comme un devoir. Ceci serait plus sérieux que l'affaire de Taïti et descendrait encore plus avant au cœur de la nation; mais nous croyons fermement qu'un tel bruit est sans fondement, et que le gouvernement français n'ajoutera pas au tort d'avoir contribué à donner à ce malheureux pays un mode détestable d'administration, celui de se désintéresser dans ses destinées. Il est difficile que la session se passe sans que l'attention de la chambre et du pays soit appelée sur ce grave intérêt.

Le retour de M. Adolphe Barrot de Haïti a reporté la pensée publique sur le sort des malheureux colons de Saint-Domingue et sur cette grande île, où la race noire, dans la plénitude de sa liberté politique, se trouve appelée à décider elle-même de son avenir parmi les nations. On sait qu'un traité négocié en 1838 avait réduit à 75 millions de francs la dette de 150 millions imposée à la république, dans l'intérêt des anciens propriétaires du sol, par l'acte d'émancipation de 1825. Ce traité avait soulevé au sein des deux chambres une importante question de droit public, celle de savoir si, en stipulant pour les colons sans leur assentiment, le gouvernement français n'avait pas engagé sa garantie pour l'exécution des conventions ainsi modifiées. Dans la session de 1840, les deux chambres repoussèrent cette prétention par des motifs péremptoires. Toutefois, la commission de la chambre des députés déclara qu'à ses yeux le gouvernement avait au moins, en agissant ainsi, contracté l'engagement moral de contraindre par toutes les voies légitimes la république d'Haïti à l'exécution d'une transaction instamment sollicitée par celle-ci. A partir de cette époque, les annuités de la dette haïtienne furent régulièrement acquittées à Paris, au moyen de prélèvemens successifs sur l'ancien et célèbre trésor du roi Christophe, la seule ressource effective de ce gouvernement aux abois. Depuis, une révolution est venue rendre la situation de ce pays beaucoup plus périlleuse et tarir les dernières sources de son antique prospérité. Diminution alarmante des revenus, de la population et du travail, retour à l'état sauvage des riches vallées qui fournissaient du sucre à toute la France et à une partie de l'Europe, lutte des noirs et des hommes de couleur, haine aveugle de la race blanche, refus persistant d'accepter son concours et ses capitaux pour vivifier ce magnifique territoire, devenu stérile parce qu'il reste inculte, ce sont là des symptômes redoutables et pour les destinées de la république et pour les intérêts financiers de nos malheureux colons.

En déployant dans sa mission une fermeté tempérée par la pitié naturelle que lui inspirait le spectacle d'une telle misère, M. Barrot est parvenu à obtenir du général Hérard une somme de 1,500,000 fr. On dit le nouveau président animé d'intentions droites et doué d'une grande énergie, mais il passe pour être complètement dépourvu de connaissances administratives et d'intelligence politique. Chef nominal d'une insurrection militaire, il subit déjà, quelques efforts qu'il fasse pour s'y dérober, les exigences des hommes qui l'ont élevé au pouvoir pour en faire l'instrument de leur fortune. Une lutte prochaine est à prévoir entre le président de la république et ceux qui l'ont appelé à ce poste éminent.

Au milieu de crises dont il est impossible de presseutir le terme, les intérêts des colons français ne peuvent manquer d'être gravement compromis. Il appartient au gouvernement de prendre à cet égard des garanties et de s'assurer quelques compensations dans l'intérêt général de notre navigation et de notre commerce. Peut-être un jour, lassée de ses longues souffrances et d'une anarchie sans espoir, la population haïtienne viendra-t-elle à tourner ses regards vers l'Europe, et à désirer qu'une intervention protectrice la dérobe à une perte inévitable. C'est là une éventualité qu'il ne faudrait peut-être pas provoquer, mais dont il serait imprudent de répudier d'avance le bénéfice. D'autres puissances maritimes seraient, à défaut de la France, trop disposées à en profiter. Le ministère fera bien d'y songer. Il était, à son début, fort occupé de politique coloniale. Il avait rêvé gloire et conquête sur les points du globe où l'Angleterre a pu laisser quelque chose à glaner aux nations rivales. Il voulait défricher la Guyane en même temps que s'établir aux îles Marquises, et l'on nous menaçait déjà d'un dispendieux établissement dans les mers de Chine. Quelques comptoirs fortifiés sur la côte d'Afrique sont le seul fruit vraiment utile de ces dispositions peu méditées. Profiter de la position spéciale de la France pour lier en temps opportun des rapports avec Saint-Domingue serait assurément une pensée plus sérieuse que celle dont on poursuit encore l'application à Mayotte et dans l'archipel Pomotou. Le triste épisode de Taïti et le désaveu de l'amiral Dupetit-Thouars ont du reste sapé dans ses bases ce fragile édifice, et la politique modeste aura désormais l'esprit de son état.

— L'Académie française a nommé aujourd'hui MM. Sainte-Beuve et Prosper Mérimée aux fauteuils laissés vacans par la mort de Casimir Delavigne et de Charles Nodier; ce sont là d'heureux choix. Nous surtout, nous avons à nous féliciter de voir l'Académie appeler dans son sein deux de nos amis et collaborateurs. A la première vacance, M. Alfred de Vigny sera admis, nous l'espérons, et le concours des nouveaux élus ne manquera pas à une candidature qui réunit tant de titres glorieux et incontestables.

V. DE MARS.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

SUR

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

I.

SUPPRESSION DE LA SOCIÉTÉ DE JÉSUS

PAR LE PAPE CLÉMENT XIV, EN 1773.

I. — La Vérité sur les Jésuites et sur leur doctrine, 1844.

II. — Documens historiques, critiques, apologétiques, concernant la Compagnie de Jésus, 1828–1843.

III. — De l'Existence et de l'Institut des Jésuites, par le révérend père de Ravignan, de la Compagnie de Jésus, 1844.

La polémique soulevée à l'occasion d'un projet de loi important vient de ramener l'attention générale sur la société de Jésus. Oublié pendant une trève de douze années, son nom a reparu de toutes parts. C'est au centre même de la question de la liberté d'enseignement que la célèbre compagnie a repris sa place naturelle, car on essaierait en vain de l'écarter du débat qui va s'ouvrir devant les chambres; elle en

fait partie intégrante, essentielle, inévitable. Le bon sens public ne s'y est jamais trompé. L'attaque a été ardente, la défense n'a pas été moins vive; mais jusqu'à présent les champions des jésuites n'ont eu recours qu'à des argumens rebattus. Les apologies se multiplient tous les jours, sans nouveauté dans le fond et sans originalité dans la forme; elles ne sont pour la plupart que des réimpressions ou des redites. Rien n'arrêterait les regards sur ces publications ternes et communes, si un petit écrit de quelques pages ne s'en distinguait avec beaucoup de dignité et de grace. Dans les intervalles des clameurs discordantes poussées par la haine des partis, on a recueilli avidement l'accent d'une conscience désintéressée et d'une bienveillance sereine. Les esprits ou plutôt les cœurs ont été touchés d'une candeur inaltérable qui, à son insu, s'étend sur les objets et les transforme en les voilant. On serait heureux de s'associer à ces douces impressions, si, pour être convaincu, il suffisait de se sentir charmé.

Quoi qu'il en soit, il n'est plus au pouvoir de personne de rajeunir une discussion épuisée. Pascal a tout dit, et l'on n'a plus rien à lui répondre. Des deux côtés, on est à bout de raisonnement et de dialectique. Il n'en est pas ainsi des faits, qui sont loin d'être tous éclaircis. La controverse pour ou contre les jésuites n'est plus possible; mais leur histoire n'est pas encore écrite, et sous ce rapport beaucoup reste à dire. La suppression de l'ordre par le saint-siége a surtout été présentée sous les plus fausses couleurs. C'est une lacune véritable dans les annales du XVIIIe siècle; il serait utile d'y suppléer. Nous l'essaierons avec d'autant plus de confiance, que nous pouvons appuyer un récit impartial sur des documens authentiques. Ce n'est pas nous que l'on va entendre, ce sont les acteurs mêmes du drame : Pombal et Choiseul, Clément XIII et Clément XIV, le père Ricci et le cardinal de Bernis, Charles III et Louis XV, puis (nous le disons à regret), à côté de ces souverains et de ces ministres, une femme, une favorite, la marquise de Pompadour.

Avant d'entrer dans l'examen détaillé de cette révolution singulière, il faut protester contre une erreur généralement répandue, mais répandue à dessein. Tous les partis vaincus cherchent au dehors les causes d'une défaite dont ils trouveraient le principe en eux-mêmes. Les panégyristes de la société nous la montrent succombant à une conspiration préparée avec art, amenée de très loin, rendue inévitable par des machinations très compliquées. A les en croire, les rois, les ministres, les philosophes, se sont ligués contre elle, ou, ce qui est la même chose à ses yeux, contre la religion. Ce point de vue est faux :

pour renverser le jésuitisme, il n'y a eu dans l'origine ni préméditation, ni plan, ni concert. Sans doute beaucoup d'intérêts divers s'étaient depuis long-temps réunis contre les jésuites, qui avaient provoqué de vives inimitiés; mais ce qui les a perdus, ce n'est ni la philosophie ni la politique : c'est tout simplement le hasard. Le signal de leur chute n'est parti ni de Ferney ni de Versailles. Malgré les souvenirs de la bulle *Unigenitus*, personne en France n'avait songé à la destruction de la société; seuls intéressés à la proscrire, les jansénistes avaient trop d'ennemis pour ne rencontrer que des auxiliaires. Presque également éloignés des deux partis, les philosophes ne souhaitaient pas la destruction de l'institut, parce qu'ils voulaient encore moins le triomphe du parlement de Paris et la résurrection de Port-Royal. Il n'y eut donc pas en France, quoiqu'on ait soutenu plus tard le contraire, un parti pris d'avance contre les jésuites, il n'y eut point de conspiration ministérielle; le duc de Choiseul ne leur suscita point d'ennemis dans le midi de l'Europe; il ne chercha point de prête-nom pour un complot dont il ne fut point l'instigateur. Ce n'est, je le répète, ni la France, ni ses écrivains, ni ses hommes d'état, qui eurent le tort ou l'honneur de proscrire le jésuitisme. La philosophie elle-même ne peut en être que très indirectement accusée. Il y a plus, cet évènement s'accomplit en dehors de son influence. Les hommes qui les premiers attaquèrent les jésuites n'étaient point les adeptes de la philosophie française; ses maximes leur étaient étrangères; des causes toutes locales, toutes particulières, toutes personnelles, atteignirent la société dans son pouvoir, si long-temps incontesté; et, pour comble d'étonnement, ce corps si vaste, dont les bras s'étendaient, comme on l'a dit souvent, jusqu'à des régions naguère inexplorées, cette colonie universelle de Rome, si redoutable à tous, parfois même à sa métropole, cette société de Jésus enfin, si brillante, si solide en apparence, reçut sa première blessure, non de quelque grande puissance, non sur un des principaux théâtres de l'Europe, mais à l'une de ses extrémités, dans une de ses monarchies les plus isolées et les plus affaiblies.

I.

C'est du Portugal que partit le coup. Est-ce de là qu'on devait l'attendre? Non, si on pense à la puissance de l'ordre, qui, dans ce pays, dominait tout, le monarque et le peuple, le trône et l'autel. Oui, si

on considère ce qu'une telle position avait d'excessif, et par conséquent de peu durable; si on se rappelle surtout les circonstances qui, soit fortuitement, soit par un lien logique, quoique secret, se rattachent à l'introduction des jésuites à la cour de Lisbonne. Sans doute ils avaient rendu à cette partie de la Péninsule quelques services partiels, ils lui avaient conquis des sujets nouveaux et utiles; à la Chine et dans les Indes, ils avaient jeté sur le nom portugais l'éclat d'une prédication consacrée par le martyre. L'établissement de la société n'en coïncide pas moins avec le déclin de la monarchie portugaise. Pour le malheur du Portugal, les jésuites et l'influence étrangère y entrèrent en même temps. Cette décadence ne fut point lente et progressive, mais rapide et instantanée. Contre le témoignage de presque tous les historiens, nous n'avons garde de l'attribuer aux jésuites; nous constatons seulement qu'il fut triste pour eux d'en avoir été les témoins actifs. A tort ou à raison, la responsabilité des évènemens retourne à ceux qui exercent le pouvoir, et, on ne peut le nier, le pouvoir leur a appartenu en Portugal, sans interruption ni lacune, dans toute cette période de deux cents ans (1540 à 1750).

Du XIVe siècle au XVIe, le Portugal présente le phénomène d'une population faible, mais vivace, qui, par l'inspiration du courage, le génie de l'aventure, par un mélange de l'entraînement chevaleresque et du calcul commercial, par une sorte de compromis entre le passé et l'avenir, entre le moyen-âge et les temps modernes, s'élève subitement à la richesse, à la renommée, à la puissance, puis, arrivée à ce faîte, en redescend tout à coup, repoussée par le ressort qui l'avait fait monter si vite et si haut. C'est alors que les jésuites paraissent à Lisbonne. En 1540, ils sont présentés à Jean III. Dès ce moment, tout s'arrête. A peine reçus, ils dominent. L'inquisition elle-même les voit venir avec jalousie; elle leur oppose quelque résistance, mais en vain : l'inquisition leur cède et les adopte. Ils demandent le libre exercice de l'enseignement; l'université de Coïmbre succombe. D'abord ils partagent avec elle ses bâtimens; au bout de sept ans, ils l'en chassent. La superstitieuse jeunesse de dom Sébastien, le règne du cardinal-roi, signalent à la fois l'agonie de la monarchie portugaise et le triomphe des jésuites. Ils reçoivent les Espagnols à bras ouverts; plus tard, leur expulsion les afflige, mais ils ne tardent pas à s'imposer à la nouvelle dynastie. Ils gouvernent sous le nom des deux reines, la veuve de Jean IV et la femme d'Alphonse VI, remariée à son beau-frère du vivant de son premier mari, qu'elle détrône et qu'elle enchaîne sur

un rocher. Sous Jean V, leur domination est à son apogée; ils règnent, et le Portugal épuisé, haletant, tombe, pour ne plus se relever, entre les mains protectrices de l'Angleterre.

Le Nouveau-Monde ouvrit aux jésuites une carrière plus glorieuse; malgré les objections qu'il est possible de faire à leur établissement dans le Paraguay, il faut convenir qu'ils y donnèrent un noble exemple. On vit une poignée d'hommes désarmés porter la foi et la civilisation au milieu de peuplades sauvages. Ce spectacle a frappé tous les yeux; les jésuites ne peuvent reprocher à personne d'en avoir méconnu la singulière beauté. La philosophie elle-même leur a accordé un suffrage que leurs écrivains sont bien loin d'avoir dédaigné, car ils l'ont rappelé sans cesse et le reproduisent encore tous les jours. Nous n'ignorons pas tout ce qu'il y avait, sinon de tyrannique, du moins de très absolu, dans ce gouvernement : nous savons que l'homme ne pouvait y être heureux qu'à la condition de rester toujours enfant; mais, mieux instruits encore que nos devanciers par les révolutions subséquentes de ces contrées lointaines, témoins de l'atroce dictature de je ne sais quel docteur fantastique qui a remplacé les pères dans le Paraguay, nous devons applaudir hautement à une domination qui, pouvant être à la fois arbitraire et cruelle, s'est bornée à rester douce, quoique absolue. Il n'en est pas moins vrai que la position des jésuites en Amérique était un désordre politique. Un lien les tenait attachés en apparence aux deux monarchies péninsulaires, mais en fait ils étaient souverains. De là leur chute inévitable dès que l'une des deux cours viendrait à se rappeler ses droits. Cela devait arriver tôt ou tard et arriva en effet. Dans l'année 1753, par un traité entre les rois d'Espagne et de Portugal, il y eut un échange mutuel de *réductions* ou provinces; on y stipula que les habitans abandonneraient les territoires cédés, et qu'ils changeraient de patrie pour ne pas changer de maître. Ces malheureux résistèrent, les jésuites appuyèrent leur résistance. Depuis, ils ont nié obstinément la part qu'ils prirent à la détermination des naturels; mais, lorsque l'on compare la docilité paisible de cette population à l'activité illimitée de ses maîtres, peut-on douter de l'emploi qu'ils en firent? D'ailleurs les jésuites ont tort d'appliquer à ce fait le système de dénégation dont leurs écrivains font un constant usage. Avec plus de franchise et de hauteur d'ame, ils avoueraient leur opposition à une mesure si oppressive; ils se féliciteraient d'avoir mis généreusement obstacle à une transmigration violente. Le mode d'apologie qu'ils ont adopté les a toujours portés à tout nier dans l'intérêt du moment, même les actes courageux et honorables. Au reste,

en leur rendant sur ce point particulier une justice qu'ils n'acceptent pas, on peut se demander quel est, dans l'état actuel de l'Europe, le gouvernement qui, ayant pris, à tort ou à raison, une résolution analogue à celle des cours de Portugal et d'Espagne, souffrirait un seul instant qu'une corporation, une association quelconque, osât y apporter le moindre empêchement? Après un tel exemple, est-il donc bien difficile de trouver des motifs à l'hostilité du pouvoir séculier contre un ordre religieux assez hardi pour jeter le poids de son nom dans la balance d'un traité international? Aujourd'hui, la réponse ne se ferait pas long-temps attendre; mais avant la révolution française, dans le midi de l'Europe surtout, malgré les progrès de la philosophie, il était moins aisé de prendre contre des ennemis sacrés un parti vigoureux et décisif. Bien que clairement indiquée, la situation ne se suffisait pas à elle-même; elle avait besoin d'être comprise par un esprit net, et tranchée par une main ferme. L'énergie, dans une telle entreprise, devait aller jusqu'à l'audace. Toutes ces qualités se rencontrèrent dans Sébastien Carvalho, plus tard comte d'Oyeïras, et enfin marquis de Pombal. Nous ne lui donnerons que ce dernier nom, l'histoire l'a consacré et a oublié ses autres titres. Les haines qui poursuivent la mémoire de Pombal, les hommages dont elle fut l'objet, les attaques et les apologies qui s'y rattachent encore dans sa patrie, prouvent que ce ne fut pas une intelligence médiocre ni un caractère vulgaire. Il n'en faut croire ni ses ennemis ni ses apologistes. Sa cruauté, sa jalousie, son avarice, projettent des ombres trop épaisses sur son courage, sur sa patience, sur son infatigable énergie. Pombal ne fut pas un grand homme, mais jamais assurément il n'y eut de plus grand ministre dans un si petit état. « Le roi Sébastien est ressuscité, » disaient ses ennemis, en faisant allusion à son prénom et à sa puissance. Ses ennemis étaient les grands et les jésuites; il les abattit les uns et les autres. Voyons pourquoi il le fit et comment il sut s'y prendre.

Issu d'une famille bourgeoise, ou tout au plus très mince gentilhomme, Pombal s'était mis de bonne heure en hostilité déclarée avec l'aristocratie portugaise, l'une des plus exclusives et des plus superbes de l'Europe. Jeune encore, il avait enlevé une fille du *sang bleu* (*sangre azul*); il l'avait épousée sous les yeux de la noblesse indignée. Souple et hardi à la fois, vainement s'était-il efforcé de calmer les *fidalgues* et de se faire adopter par eux : tous ses efforts avaient échoué, et c'est de ce jour qu'au fond de l'ame il jura la ruine de ceux qu'il n'avait pu s'assimiler. Arrivé à Londres, où il était accrédité comme chargé d'affaires, il se fortifia dans ses sentimens à la vue

d'une aristocratie qui ne repoussait personne, amenait toute illustration à s'absorber dans la sienne, et qui, certes, lui aurait ouvert ses rangs, s'il fût né Anglais. L'équilibre et le jeu des pouvoirs attirèrent peu son attention; il se sentit faiblement touché d'un établissement qui met quelque chose à côté d'un roi et au-dessus d'un ministre. Ce qu'il envia à l'Angleterre, ce ne fut pas la liberté, mais l'espérance, cette fière et féconde espérance que, seul alors dans l'univers, un Anglais pouvait embrasser (1). Ce qui l'étonna surtout, ce fut la prospérité matérielle de la Grande-Bretagne. A l'aspect de tant de merveilles, il pensa au Portugal, et dans son intelligence, sinon tout-à-fait désintéressée, du moins éclairée, des idées généreuses, des vues nobles et hautes, se mêlèrent à des projets d'un ordre plus personnel. On ne peut en douter : comme Pombal fit, dès son avénement au ministère, l'application de ces principes, c'est à son séjour de Londres qu'il faut en fixer l'origine. C'est là qu'il résolut d'être l'égal ou l'oppresseur des grands, le maître de son roi et le réformateur de sa patrie.

Joseph Ier, successeur de Jean V, était le Louis XIII du Portugal. Comme le roi de France, il avait son Richelieu : ce parallèle flattait la vanité de Pombal; il s'en faisait l'application dans ses épanchemens intimes, et en public il se comparait à Sully. Joseph Ier était dépourvu même de cet extérieur imposant et de ces graces souveraines qui ennoblissent le désordre sans le justifier. Oisif, ennuyé, mélancolique, il abandonnait les affaires à son ministre, satisfait de conduire, par les beaux jours d'été, sur le Tage, une barque royalement pavoisée, remplie de femmes et de musiciens. Défiant d'ailleurs et soupçonneux, il ouvrait l'oreille aux délateurs et vivait dans la perpétuelle pensée d'une conjuration. Un tel prince était facile à conduire par la terreur. Pombal se servit avec habileté d'un moyen dont le caractère même du monarque lui conseillait l'emploi. Assidu auprès de Joseph, il ne l'entourait point d'une adulation obséquieuse, mais il le faisait trembler pour ses jours. Toutefois, la faveur ne l'aveugla jamais au point de lui faire oublier le soin de sa sûreté; jamais il ne fit la moindre démarche sans un ordre signé du roi : précaution salutaire, qui, plus tard, lui sauva la vie.

La tendance des gouvernemens au XVIIIe siècle peut se traduire dans cette formule : la réforme par l'arbitraire. Tous les princes, tous

(1) Carvalho fut ensuite ministre à Vienne, où il épousa en secondes noces une nièce du feld-maréchal Daun.

les hommes d'état de quelque valeur, procédèrent ainsi et marchèrent à ce but; mais ils portèrent plus ou moins d'hypocrisie dans l'application de leur système, et, s'ils ont eu recours au pouvoir absolu, ils se sont donné l'air d'en demander pardon à la philosophie. Pombal était peu lettré et n'entretenait pas de relations avec les encyclopédistes français (1). Il avança leur œuvre sans les consulter. Les surpassant en activité et en franchise, il ne désavoua, n'excusa rien, n'essaya pas même de bégayer le mot liberté, et proclama la civilisation fille légitime du despotisme. Chez lui, point de réticences, point d'explications, point d'amendes honorables; son esprit limité, mais opiniâtre, ne voulut admettre aucune précaution oratoire, ne voulut entrer dans aucun compromis. Il poussa jusqu'au bout l'arbitraire et lui demanda tout ce qu'il pouvait donner. Les destinées générales de l'espèce humaine ne touchaient point ce sceptique en action, son intelligence n'allait pas si loin ni si haut; mais les plaies, les souillures particulières au Portugal le frappèrent vivement : il les saisit toutes à la fois du regard et de la main. Une multitude d'édits lancés coup sur coup ne tarda pas à tirer les Portugais de leur léthargie séculaire. Nous n'apprécierons pas ces divers règlemens : l'éloge, le blâme, peuvent s'y appliquer tour à tour; ils ne sont pas tous conformes aux principes d'une saine politique; cependant on ne saurait faire un reproche à Pombal de n'avoir pas devancé la science, et dans les erreurs de son siècle ou de son esprit il ne faut pas toujours voir les calculs de l'intérêt et de la cupidité. Sans doute, il n'en était pas exempt; mais sur l'ensemble de son caractère vu à distance et loin des préventions contemporaines domine une sorte de grandeur imposante, quoique brutale, qui éclata dans une circonstance mémorable. Le tremblement de terre de 1755 avait renversé les trois quarts de Lisbonne. La cour, éperdue, n'eut que le temps de fuir; le peuple périssait dans les ruines, dans les flammes ou sous le couteau des assassins. Les courtisans voulaient emmener la famille royale à Porto. Pombal seul la retint : « La place du roi est au milieu de son peuple, dit-il à Joseph. Enterrons les morts et songeons aux vivans. » En pareille circonstance, l'ambition n'est pas au concours; le pouvoir est alors le monopole des ames fortes. Pombal le saisit de droit, il se déclara premier ministre et le fut en effet. A cette époque, les fléaux s'étaient tous réunis contre ce malheureux Portugal. Seul, le ministre

(1) Dans l'immense correspondance de Voltaire, on ne trouve pas une seule lettre adressée au comte d'Oyeïras (marquis de Pombal).

promit de les conjurer et de les vaincre. Il y avait dans ce courage quelque chose d'antique qui étonna le XVIIIe siècle. Les colonies nourrirent la métropole sans l'appui de l'étranger; des supplices terribles, mais nécessaires, épouvantèrent le brigandage, et trois cents potences firent disparaître les voleurs qui s'étaient répandus en plein jour et à main armée dans les décombres de Lisbonne. Enfin, malgré les calamités de toute espèce qui désolèrent le pays, au milieu des soucis de deux procès politiques, Pombal ne perdit ni la tête ni le cœur. Des débris de l'ancienne capitale il fit sortir une Lisbonne nouvelle. Ce fut avec justice ou plutôt avec une sorte de modestie qu'en élevant la statue de Joseph, Pombal plaça sa propre image sur le piédestal (1).

Arrivé à un crédit sans bornes, il ne songea plus qu'à exécuter ses deux grands projets, l'abaissement de l'aristocratie et la suppression des jésuites. Le premier était hardi, mais Ximénès en Espagne, Richelieu en France, avaient montré la voie au ministre portugais; en revanche, le second était sans précédent. Pombal n'en résolut pas moins de mener ces deux affaires de front.

De quelque manière qu'on envisage la résolution de détruire les jésuites, qu'on se range parmi les amis ou les ennemis de cette société, on doit convenir qu'ici le marquis de Pombal agit non en courtisan irrité ou vindicatif, mais en homme d'état; que, si pour atteindre à ce but il suivit une marche trop souvent tortueuse, du moins il fut conduit par des considérations d'une politique élevée, et non, comme on l'assure encore aujourd'hui, par la froide inspiration de l'égoïsme. Il frappa les jésuites comme dangereux au bien public et non comme dangereux à son crédit. Les jésuites n'étaient pas ses ennemis; c'étaient eux, au contraire, qui l'avaient élevé au pouvoir. Ils comptaient sur lui, et, par une dissimulation profonde, Pombal entretint en eux cette confiance jusqu'au moment même où il se déclara leur adversaire. A l'étonnement de l'ordre et de tout le Portugal, on bannit du palais les confesseurs jésuites du roi et de la famille royale; on les remplaça par des confesseurs réguliers. En même temps, les manifestes du marquis de Pombal firent peser sur les jésuites des charges terribles, que nous discuterons bientôt avec calme et impartialité. Le ministre fit part de ces griefs au pape, lui demandant instamment

(1) Le médaillon du marquis de Pombal fut enlevé par dom Miguel et remplacé par l'ordre de dom Pedro.

l'appui de ses armes apostoliques. Benoît XIV n'avait jamais aimé les jésuites, qu'il connaissait à fond, il avait prédit leur chute; mais comme il était dans la destinée de ce sage et spirituel pontife d'éluder toutes les questions décisives, il n'eut que le temps d'ordonner la visite des maisons de l'ordre par le patriarche de Lisbonne, et pour dernière fortune, il mourut sans avoir prononcé entre la société de Jésus et la couronne de Portugal (1758).

Deux familles puissantes, les Mascarenhas et les Tavora, se trouvaient alors à la tête de l'aristocratie portugaise. Pombal n'avait point de parti pris contre elles. Il s'était fait introduire par sa femme dans la société de doña Éléonor, épouse du marquis de Tavora, ancien gouverneur de l'Inde, et, à tous égards, la plus grande dame du Portugal. C'était une personne respectable, mais d'une humeur altière, et on remarquait dans ses yeux un trait fatal, présage de sa destinée (1). Pombal avait osé briguer pour son fils cette noble et inaccessible alliance. « Hélas! dit-il un jour à un religieux du sang des Tavora, le roi a beau me combler de graces, mon bonheur ne serait complet que si l'héritier de ma fortune devenait le gendre de l'illustre doña Éléonor. — Votre excellence, répondit le moine, lève les yeux bien haut. » Un refroidissement subit s'éleva dès-lors entre le ministre et la marquise; elle avait sollicité le titre de duc pour son mari, Pombal fit échouer ses demandes; enfin, de l'indifférence à la haine il n'y eut qu'un pas, et le *sang bleu* tout entier prit parti dans cette querelle. Le duc d'Aveïro surtout accabla le ministre de ses mépris. Aveïro, homme orgueilleux et insolent, était revêtu des plus grandes charges, et allié à la famille royale. Dès ce moment, l'échafaud des grands fut dressé dans l'esprit de Pombal. Entretenue dans ses ressentimens par les jésuites, cette noblesse de cour menaçait le pouvoir et même la vie du ministre, quand tout à coup, dans la nuit du 3 septembre 1758, les portes du palais se fermèrent; le roi cessa de se montrer pendant plusieurs jours; aucun bruit ne circula sur les causes de cette clôture; tous les efforts de Pombal tendirent à inspirer la plus grande sécurité à ceux qu'il avait désignés pour victimes. Enfin, après une longue attente, le duc d'Aveïro, la famille de Tavora, leurs parens, leurs amis, furent arrêtés dans leur demeure; la fière doña Éléonor, arrachée de son lit, se vit traînée, à moitié nue, dans un couvent de Lisbonne, et le reste

(1) Ce regard, qui m'a frappé dans le portrait de Mme de Tavora, se retrouve également dans celui de Strafford.

de sa famille fut enfermé dans la ménagerie de Belem, restée vide depuis le tremblement de terre.

Qu'était-il donc arrivé dans cet intervalle? pourquoi ces violences et ces tortures? qu'imputait le ministre à toute cette noblesse? Voici les faits. Doña Teresa, femme du jeune marquis de Tavora, était la maîtresse du roi. En allant la voir la nuit, Joseph avait été atteint dans sa voiture de deux coups de pistolet. Blessé au bras, il s'était enfermé dans son palais, attendant l'arrestation des accusés; ces accusés étaient le duc d'Aveïro et le mari de la maîtresse du roi, regardés comme instrumens du crime, les vieux Tavora, désignés comme complices, et les jésuites, qui passaient pour instigateurs. De tous les membres de la famille incriminée, doña Teresa fut seule traitée avec indulgence; on ne sait pas encore si la découverte de la conspiration n'a pas été son ouvrage. Louis XV témoigna à son chargé d'affaires la plus grande curiosité sur le sort de cette jeune femme (1).

Pombal ne songea point à soumettre les grands à la juridiction de leurs pairs; peut-être l'état actuel de la noblesse rendait-il impossible le maintien de ce privilége; le ministre ne les déféra pas non plus aux tribunaux ordinaires; les accusés furent cités devant un tribunal d'exception dit de *l'inconfidence*, c'est-à-dire devant une commission. L'exécution suivit de près la sentence; dans la nuit du 12 au 13 janvier 1759, un échafaud de dix-huit pieds de haut avait été élevé sur la place de Belem en face du Tage. Dès le point du jour, cette place était encombrée de troupes, de peuple, et le fleuve même était chargé de spectateurs. Les domestiques du duc d'Aveïro parurent les premiers sur l'échafaud, et furent attachés à l'un des angles pour être brûlés vifs. La marquise de Tavora arriva ensuite la corde au cou, le crucifix à la main; quelques vêtemens déchirés l'enveloppaient à peine, mais tout en elle était empreint de force et de dignité. Le bourreau, voulant lui lier les pieds, souleva un peu le bas de sa robe. « Arrête, lui dit-elle, n'oublie pas qui je suis, ne me touche que pour me tuer. » Le bourreau s'agenouilla devant doña Éléonor et lui demanda pardon. Elle tira une bague de son doigt et lui dit: « Tiens, je n'ai que cela au monde; prends, et fais ton devoir; » puis la courageuse femme se mit sur le billot et reçut le coup de la mort. Son mari, ses fils, dont le plus jeune n'avait pas vingt ans, son gendre et plusieurs serviteurs périrent après elle dans d'affreux tourmens. Le duc d'Aveïro fut amené le der-

(1) Dépêches du duc de Choiseul à M. de Saint-Julien, chargé d'affaires de France à Lisbonne.

nier, on l'attacha sur la roue, le corps couvert de haillons, les bras nus, les cuisses découvertes; rompu vif, il n'expira qu'après de longues tortures, faisant retentir la place et le fleuve d'épouvantables hurlemens. Ensuite on mit le feu à la machine; en un moment roue, échafaud, cadavres, tout fut brûlé et jeté dans le Tage.

Les palais des condamnés furent rasés, on sema du sel sur la place où ils s'élevaient, leurs armes furent effacées de tous les lieux particuliers et publics, notamment de la salle des chevaliers, au château de Cintra, où l'on voit encore leur écusson couvert d'un voile noir, comme le portrait de Faliero au palais ducal de Venise. Enfin Pombal fit dresser, sur une des places de Lisbonne, un pilori que, par un privilége spécial, il consacra uniquement à la haute noblesse. Plus tard, à la fin de sa carrière ministérielle, il maria de force une Tavora, petite-fille de doña Éléonor, au comte d'Oyeïras, son fils. Une postérité nombreuse est sortie de cet hymen tragique. Le sang du persécuteur et des victimes coule paisiblement aujourd'hui confondu dans les mêmes veines.

Les griefs de Pombal contre les fidalgues, malgré sa haine, malgré les injures qu'il avait subies, n'avaient été pour lui qu'un moyen. Il en voulait aux jésuites encore plus qu'à l'aristocratie; mais il était plus difficile de les atteindre. Leurs relations avec les conjurés n'avaient rien de douteux, ils étaient leurs conseillers et leurs amis; ils avaient pris une part certaine aux mécontentemens, aux murmures, même à l'opposition des fidalgues; pouvaient-ils cependant être convaincus d'avoir trempé dans le complot régicide? Pombal n'hésita pas à les accuser. Le jour même de l'arrestation des Tavora, les maisons des jésuites furent cernées par les troupes, les pères y restèrent consignés, on jeta leurs chefs dans les prisons, et trois d'entre eux, Mattos, Alexandre et Malagrida, restèrent sous l'accusation formelle d'avoir fomenté la conjuration. Pombal remplit l'Europe de ses manifestes. On les lut avec avidité. La catastrophe, et surtout l'évènement qui l'avait amenée, fixèrent l'attention de tous les cabinets. Ce régicide suivait immédiatement celui de Damiens. Un instinct secret, quoique obscur, faisait pressentir aux princes qu'un orage n'était pas loin. On pouvait croire que l'opinion en France, plus qu'ailleurs, serait disposée à bien accueillir les accusations du ministre portugais. Les encyclopédistes auraient dû lui servir d'auxiliaires zélés et fidèles. Pourtant il n'en fut pas ainsi. Les pièces émanées de la cour de Lisbonne parurent ridicules dans la forme et maladroites au fond. Cet holocauste des chefs de la noblesse choqua les classes supérieures, jusqu'alors soi-

gneusement ménagées par les philosophes. Tant de cruauté contrastait trop avec les mœurs d'une société déjà frondeuse, mais encore très élégante. On eut pitié des victimes, on se moqua du bourreau; on rit de son appel aux idées du moyen-âge, de cette période de l'histoire que la mode réprouvait alors aussi vivement qu'elle l'a réhabilitée de nos jours. Ces titres arrachés des greffes, ces écussons effacés, ces anathèmes proclamés à son de trompe, semblèrent un sacrifice insensé à des préjugés barbares. Il y eut aussi une réprobation générale contre les maximes despotiques répandues à profusion dans les manifestes (1). Enfin ce qui révolta surtout les philosophes français, ce fut de voir que Pombal n'acceptait point leur patronage et ne songeait pas à se donner pour leur adepte. En poursuivant la société, il n'accusait pas les jésuites d'appartenir à un institut coupable ni de professer des maximes immorales et mauvaises : il leur reprochait seulement d'être restés moins fidèles que leurs devanciers aux principes de saint Ignace, et même il se faisait gloire d'être attaché au tiers-ordre de Jésus et d'en observer scrupuleusement les pratiques (2). Si Pombal avait rompu avec Rome, s'il avait chassé les jésuites, ce n'était donc point au nom de la philosophie. Les reproches qu'il leur avait adressés dans ses manifestes ne reposaient point sur des idées générales, mais sur des faits particuliers, contestables et mal exposés. Non-seulement le ministre portugais ne s'était point appuyé sur l'élite des philosophes de la France, mais il avait semblé prendre soin de se dérober à toute solidarité avec eux; il n'avait pas même osé s'élever jusqu'aux libertés de l'église gallicane, courage bien facile alors, et qui pourtant lui avait manqué, ou qu'il avait dédaigné. La philosophie ne lui pardonna point de telles négligences; elle lui pardonna moins encore de s'être adressé au pape pour faire juger Malagrida et ses confrères. Voltaire s'en plaignit plus d'une fois, avec quelque décence dans le *Siècle de Louis XV*, et ailleurs très indécemment (3).

Pombal avait consulté le saint-siége; la réponse se fit attendre. Rezzonico régnait alors sous le nom de Clément XIII. Il venait de succéder à l'aimable et sage Benoît XIV. Entièrement dévoué aux jésuites, Clément n'avait pas compris que, dans cette circonstance, le

(1) Correspondance du duc de Choiseul.

(2) Papiers d'état et manuscrits du marquis de Pombal : bibliothèque de M. S., vicomte d'A., à Lisbonne.

(3) *Siècle de Louis XV*, t. XXIX, p. 38, édit. Delangle. — *Sermon du rabbin Akib*, t. XLIII, p. 231.

roi de Portugal avait rendu un dernier hommage aux antiques exigences de la papauté. En Portugal, le tribunal du nonce avait jusqu'alors conservé le droit de prononcer sur les ecclésiastiques. Décidé à les soumettre à une commission nommée par lui-même, Pombal n'avait pas cru pouvoir se dispenser de solliciter une autorisation nominale à la cour de Rome. Celle-ci avait pris la demande au sérieux et différa l'envoi d'un bref. L'impatient ministre ne l'attendit pas; le bref se croisa avec la loi d'expulsion. Tous les évêques de Portugal reçurent du gouvernement l'ordre d'ôter aux jésuites l'instruction de la jeunesse, de les remplacer sur-le-champ à l'université de Coïmbre et partout. En quelques jours, les bâtimens de la marine royale et marchande se remplirent de ces religieux, qu'on jeta sur les côtes d'Italie. Les mêmes injonctions, parvenues au Brésil et dans toutes les colonies portugaises, y furent immédiatement exécutées. Le pape, à cette nouvelle, fit brûler en place publique le manifeste de Pombal. Pour toute réponse, le ministre portugais confisqua les biens de la société et les déclara réunis à la couronne (1). Il fit plus : profitant d'une démarche imprudente du nonce, il lui envoya ses passeports et rappela de Rome, avec un éclat affecté, l'ambassadeur de Portugal accrédité près du saint-siége.

Peu favorables d'abord à l'administration de Pombal, les philosophes du XVIIIe siècle se rendirent-ils alors à l'excès de son zèle? Rome humiliée, un nonce chassé, les jésuites abolis, n'était-ce pas assez pour eux? Dans tous les pays soumis à l'esprit nouveau, en Angleterre, en France surtout, le ministre portugais ne devait-il pas être devenu l'idole de l'opinion? Voltaire, Diderot, d'Alembert, ne devaient-ils pas porter aux nues l'ennemi déclaré des jésuites et du pape? Ils s'en abstinrent plus que jamais. On en comprendra aisément la raison : Pombal était le destructeur des jésuites, mais le protecteur de l'inquisition. Sûr du patriarche de Lisbonne et débarrassé du nonce, il avait trouvé dans ce corps redoutable une arme commode et prompte, une sorte de comité de salut public; aussi n'en parlait-il qu'avec enthousiasme. Il disait un jour à un chargé d'affaires de France : « Je veux réconcilier votre pays avec l'inquisition et faire voir à l'univers

(1) Voici une anecdote dont nous pouvons garantir l'authenticité. Dans la précipitation du départ, les jésuites de Lisbonne confièrent leurs trésors à l'un de leurs serviteurs; celui-ci les conserva et les fit passer à ses maîtres avec une telle fidélité, qu'ils lui firent, par reconnaissance, une grande fortune. C'est de lui que descend un homme politique qui a beaucoup marqué dans les dernières vicissitudes du Portugal.

l'utilité de ce tribunal ; il n'a été établi sous l'autorité du roi très fidèle que pour remplir certaines fonctions des évêques, fonctions bien plus sûres entre les mains d'une corporation choisie par le souverain qu'entre celles d'un individu qui peut tromper ou se tromper. » Pour appuyer de telles maximes par un exemple, Pombal trouva piquant de les appliquer aux jésuites. Il tira le père Malagrida de la prison où il languissait oublié, et le fit accuser d'hérésie par l'inquisition, qui le livra au bras séculier, c'est-à-dire au tribunal de *l'inconfidence*, commission arbitraire établie depuis la conspiration des grands. Malagrida fut ensuite étranglé et brûlé dans un auto-da-fé solennel. Voltaire réprouva hautement cette cruauté hypocrite. Il montra que dans toute cette affaire *l'excès du ridicule était joint à l'excès d'horreur*, et, avec son sens exquis quand il n'était pas troublé par la passion, il affirma qu'il y avait lâcheté et inconséquence à condamner pour hérésie un homme accusé de haute trahison (1). Pombal ne recueillit donc que beaucoup de dégoûts et nulle sympathie, même parmi ceux qui croyaient les jésuites coupables. Encouragés par ce résultat, les amis de la société poussèrent les récriminations plus loin. Ils prétendirent que la conspiration était imaginaire, que le ministre n'avait fait jouer lui-même des ressorts si criminels que pour mieux assurer son empire sur un prince pusillanime. Ils allèrent jusqu'à attribuer au pouvoir ce semblant d'un attentat dont il faillit tomber victime. Notre génération ne sera pas étonnée de cette manœuvre de parti. Cependant, comme à cette époque on ne poussait pas la hardiesse jusqu'à nier effrontément le péril d'un roi visé par des assassins, hors les jésuites et leurs affidés, personne ne douta que Joseph n'eût été blessé. Pour admettre le contraire, il faudrait, ou que, par une audace voisine de la démence, Pombal se fût exposé à tuer le roi, son unique appui, ou bien que la blessure eût été supposée, et alors la complicité de Joseph deviendrait nécessaire, mais inexplicable. Lui-même avait consacré le souvenir de cet attentat par le modèle de son bras troué de balles, déposé en ex-voto dans une des églises de Lisbonne. La connivence du roi de Portugal ne peut être admise sérieusement. Cette opinion n'en prit pas moins faveur parmi les défenseurs de la société de Jésus, et il en reste encore beaucoup de traces en Portugal. On ne peut dissiper entièrement des ténèbres que Pombal a trop épaissies, et dont sa mémoire supporte justement la responsabilité. Il paraît certain que la vie du roi a été attaquée par quelques-uns des accusés : tous sont-ils

(1) *Siècle de Louis XV*, t. XXV, p. 133.

entrés dans le complot? voilà où le doute est permis. Observons cependant que, lors de la révolution de palais qui fit rétablir la mémoire des victimes, la réaction provoquée contre Pombal par le parti triomphant ne put appuyer sur aucune preuve les accusations qu'elle dirigea contre lui. L'histoire a donc mille raisons de croire à la légalité de l'arrêt; mais elle ne peut ni le confirmer hautement, ni en approuver les formes. Elle doit surtout repousser le choix des moyens. Si Pombal a été juste, sa cruauté a mal servi sa gloire.

Dans le nombre vraiment prodigieux de publications répandues en ce moment par les jésuites ou par leurs défenseurs, le nom du duc de Choiseul est constamment associé à celui du marquis de Pombal. On les montre alliés dès l'origine pour la destruction de la société. On répète, d'après l'abbé Georgel et tant d'autres pamphlétaires, que de tout temps Choiseul avait haï les jésuites. On le représente comme l'instigateur de leur chute; on a voulu, on veut encore tous les jours prouver cette erreur matérielle par des anecdotes hasardées. Les jésuites eux-mêmes y ont donné cours. Supposant une liaison entre ces deux ministres, ils les ont montrés solidaires de la destruction de l'ordre. A en croire ces écrivains de parti, Pombal et Choiseul se sont partagé les rôles : le premier devait commencer, le second venir ensuite. Rien de plus faux; les correspondances diplomatiques, les lettres les plus intimes du duc de Choiseul, ont passé toutes sous nos yeux. Dans un mémoire secret adressé à Louis XV lui-même, le duc rappelle au roi qu'il n'avait point pris l'initiative de cette grande mesure : « Votre Majesté, lui dit-il, le sait bien... quoique l'on ait dit que j'ai travaillé à renvoyer les jésuites... de près ni de loin, ni en public ni en particulier, je n'ai fait aucune démarche sur cet objet (1). » Ces deux hommes d'état n'étaient point unis, ils ne s'entendaient pas, ils ne pouvaient s'entendre. Il n'y avait rien de commun entre le lourd, le vindicatif Portugais, et le brillant, le léger, le gracieux ministre de Louis XV. Jamais Choiseul n'applaudit aux procédés de Pombal; il n'en parlait qu'avec froideur, souvent même avec mépris. Sa rudesse lui semblait grossière, son emphase déplacée, son audace impertinente. Il s'en moquait souvent avec le prince Kaunitz : « Ce monsieur, disaient-ils, a donc toujours un jésuite à cheval sur le nez. » Comme ministre, comme favori, plus encore comme grand seigneur, le duc repoussait toute comparaison avec le marquis

(1) Papiers d'état et manuscrits du duc de Choiseul.

parvenu. Tout dans Pombal choquait Choiseul, qui le trouvait injuste, cruel, et, qui pis est, de mauvais goût.

Cependant ils se rapprochèrent un moment. Choiseul avait résolu le pacte de famille; il espéra y entraîner le Portugal, à cause de l'origine capétienne de la maison de Bragance. D'ailleurs, une haine commune les réunissait : la France était alors en guerre avec les Anglais, et le plus vif dépit animait secrètement contre eux le marquis de Pombal. Sa conduite avec l'Angleterre avait été bizarre. Une ou deux pièces diplomatiques très hardies lui ont valu et lui valent encore la réputation de patriote et d'ennemi des Anglais. Le parti qui s'inspire des idées de ce ministre (et ce parti existe toujours en Portugal) exalte son indépendance, qui n'était qu'apparente. Opposé à l'Angleterre en paroles, Pombal lui était toujours soumis de fait. Tandis qu'il proclamait hautement la liberté du Portugal, il soulevait la ville de Porto pour l'établissement de la compagnie qui livrait aux Anglais le monopole des vins. Il est même de tradition dans le monde politique à Lisbonne que ces rodomontades du marquis étaient parfois concertées avec le cabinet de Londres pour servir de voile à des complaisances (1). Il y eut pourtant un refroidissement réel entre l'Angleterre et le Portugal; les Anglais, qui le croirait? avaient vu de mauvais œil l'expulsion des jésuites : le commerce en avait souffert, tant les intérêts de l'ordre y avaient été engagés. Les possessions portugaises d'outre-mer virent alors éclater des troubles que Pombal, dans des pièces officielles, dont nous pouvons garantir l'authenticité, attribue à l'influence britannique (2).

L'union entre les cabinets de Paris et de Lisbonne ne pouvait être de longue durée. Dans les relations du Portugal avec l'Angleterre, la plainte et l'obéissance sont également inévitables. Choiseul s'efforça d'attirer le Portugal dans le pacte de famille; ce fut là qu'il échoua. Les ambassadeurs d'Espagne et de France présentèrent simultanément, au nom de leurs cours, des notes pour engager le roi

(1) Le marquis de Pombal, lié avec les whigs et particulièrement avec M. Pitt (lord Chatham), trouva beaucoup moins de sympathie dans le parti tory, représenté au ministère, peu après l'avénement de George III, par lord Bute.

(2) On trouve une trace de cette singulière imputation dans les lettres de Mme du Deffand. Lady Rochford, ambassadrice d'Angleterre, passait pour intriguer avec les jésuites et avec le duc de Lavauguyon, leur protecteur. (Lettre du 13 février 1769.) — Nous avons trouvé des accusations du même genre aux archives impériales de Rio-Janeiro, dans la correspondance du marquis de Pombal avec les vice-rois du Brésil; nous en possédons des copies.

de Portugal à se déclarer en leur faveur et à fermer ses ports à l'Angleterre, sous peine d'être traité en ennemi; ils exigeaient une réponse dans le plus bref délai. Le ton de leur demande annonçait qu'ils s'attendaient moins à une adhésion qu'à un refus. Pombal répondit avec noblesse et modération : il réclama la neutralité du Portugal. Tandis qu'il opposait le raisonnement au parti pris, les troupes d'Espagne franchissaient la frontière, annonçant qu'elles ne venaient pas attaquer les Portugais, mais les délivrer du joug britannique. Pombal, à cette nouvelle, se livra à un de ces mouvemens de fierté qui plaisent dans l'homme d'état, parce qu'ils prouvent que la tête n'exclut pas toujours le cœur. Dénué de tout, sans moyen de défense, surpris à l'improviste, il n'attendit pas le manifeste de l'Espagne; le premier, il déclara la guerre. Malgré une dissidence plus apparente que réelle, les secours de l'Angleterre ne pouvaient lui manquer; il les réclama. Ainsi d'un côté étaient la France et l'Espagne, de l'autre le Portugal et la Grande-Bretagne. Les mesures de la défense furent mieux prises que celles de l'invasion. Pombal déploya une grande activité, il releva l'esprit militaire qu'il avait lui-même contribué à abattre. Cette guerre, mal commencée par l'armée gallo-hispanique, n'eut qu'une assez courte durée, et le Portugal, qui depuis quelques années avait occupé l'Europe, retomba dans son silence accoutumé. L'attention publique se reporta ailleurs (1).

II.

Au bruit de la chute des jésuites dans une contrée lointaine, leurs ennemis s'étaient partout éveillés. On s'étonna, en France, de la facilité avec laquelle l'ordre avait subi son arrêt. Le défaut de résistance enhardit l'inimitié. Jusqu'alors, la réputation d'habileté des révérends pères avait été pour eux en France la plus puissante des protections : personne n'avait voulu ouvrir la brèche contre eux; mais lorsqu'on les vit se rendre sans combattre, lorsque la rupture d'une petite cour avec le saint-siége se fut bruyamment déclarée à leur occasion sans amener aucun trouble, sans avoir même causé une sensation profonde, il arriva ce qu'on remarque souvent dans les choses humaines : la probabilité du succès doubla le nombre des adversaires. Il ne fallait qu'une occasion, et, par une autre loi de l'humanité, l'occasion ne se fit pas

(1) Manuscrits de Fr.-Em. comte de Saint-Priest, ambassadeur et ministre sous Louis XV et Louis XVI.

long-temps attendre. La ruine des jésuites de France devint inévitable. Une intrigue de cour l'avait préparée, un scandale public l'acheva.

Il est très vrai qu'après avoir tenté une négociation auprès des jésuites, Mme de Pompadour ne put s'entendre avec eux et résolut leur perte. Ici, le témoignage de la favorite est trop précieux, il est rédigé en termes trop singuliers, il peint trop bien l'époque où il fut rendu, pour qu'une simple transcription ne soit pas infiniment préférable à tous les commentaires. Il faut écouter Mme de Pompadour. Ce sont des instructions données par elle-même à un agent secret envoyé à Rome.

« Au commencement de 1752, déterminée (par des motifs dont il est inutile de rendre compte) à ne conserver pour le roi que les sentimens de la reconnaissance et de l'attachement le plus pur, je le déclarai à sa majesté en la suppliant de faire consulter des docteurs de Sorbonne, et d'écrire à son confesseur, pour qu'il en consultât d'autres, afin de trouver des moyens de me laisser auprès de sa personne (puisqu'il le désirait) sans être exposée au soupçon d'une faiblesse que je n'avais plus. Le roi, connaissant mon caractère, sentit qu'il n'y avait pas de retour à espérer de ma part, et se prêta à ce que je désirais. Il fit consulter des docteurs, et écrivit au père Perusseau, lequel lui demanda une séparation totale : le roi lui répondit qu'il n'était nullement dans le cas d'y consentir, que ce n'était pas pour lui qu'il désirait un arrangement qui ne laissât point de soupçon au public, mais pour ma propre satisfaction; que j'étais nécessaire au bonheur de sa vie, au bien de ses affaires; que j'étais la seule qui lui osât dire la vérité, si utile aux rois, etc. Le bon père espéra dans ce moment qu'il se rendrait maître de l'esprit du roi, et répéta toujours la même chose. Les docteurs firent des réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger, si les jésuites y avaient consenti. Je parlai dans ce temps à des personnes qui désiraient le bien du roi et de la religion, je les assurai que, si le père Perusseau n'enchaînait pas le roi par les sacremens, il se livrerait à une façon de vivre dont tout le monde serait fâché. Je ne persuadai pas, et l'on vit en peu de temps que je ne m'étais pas trompée. Les choses en restèrent donc (en apparence) comme par le passé jusqu'en 1755. Puis, de longues réflexions sur les malheurs qui m'avaient poursuivie même dans la plus grande fortune, la certitude de n'être jamais heureuse par les biens du monde, puisque aucuns ne m'avaient manqué et que je n'avais pu parvenir au bonheur, le détachement des choses qui m'amusaient le plus, tout me porta à croire que le seul bonheur était en Dieu. Je m'adressai au père de Sacy, comme à l'homme le plus pénétré de cette vérité, je lui montrai mon ame toute nue, il m'éprouva en secret depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de janvier 1756. Il me proposa dans ce temps d'écrire une lettre à mon mari, dont j'ai le brouillon qu'il écrivit lui-même. Mon mari refusa de me jamais voir. Le père me fit demander une place chez la reine pour plus de décence, il fit chan-

ger les escaliers qui donnaient dans mon appartement, et le roi n'y entre plus que par la pièce de compagnie. Il me prescrivit une règle de conduite que j'observai exactement; ce changement fit grand bruit à la cour et à la ville, les intrigans de toutes les espèces s'en mêlèrent; le père de Sacy en fut entouré, et me dit qu'il me refuserait les sacremens tant que je serais à la cour. Je lui représentai tous les engagemens qu'il m'avait fait prendre, la différence que l'intrigue avait mise dans sa façon de penser, etc. Il finit par me dire : « Que l'on s'était trop moqué du confesseur du feu roi quand M. le « comte de Toulouse était arrivé au monde, et qu'il ne voulait pas qu'il lui « en arrivât autant. » Je n'eus rien à répondre à un semblable motif, et après avoir épuisé tout ce que le désir que j'avais de remplir mes devoirs put me faire trouver de plus propre à le persuader de n'écouter que la religion et non l'intrigue, je ne le vis plus. L'abominable 5 janvier 1757 arriva, et fut suivi des mêmes intrigues de l'année d'avant. Le roi fit tout son possible pour amener le père Desmarêts à la vérité de la religion : les mêmes motifs le faisant agir, la réponse ne fut pas différente, et le roi, qui désirait vivement de remplir ses devoirs de chrétien, en fut privé, et retomba peu après dans les mêmes erreurs, dont on l'aurait certainement tiré, si l'on avait agi de bonne foi.

« Malgré la patience extrême dont j'avais fait usage pendant dix-huit mois avec le père Sacy, mon cœur n'en était pas moins déchiré de ma situation; j'en parlai à un honnête homme en qui j'avais confiance, il en fut touché et il chercha les moyens de la faire cesser. Un abbé de ses amis, aussi savant qu'intelligent, exposa ma position à un homme fait ainsi que lui pour la juger; ils pensèrent l'un et l'autre que ma conduite ne méritait pas la peine que l'on me faisait éprouver. En conséquence, mon confesseur, après un nouveau temps d'épreuve assez long, a fait cesser cette injustice, en me permettant d'approcher des sacremens, et, quoique je sente quelque peine du secret qu'il faut garder (pour éviter des noirceurs à mon confesseur), c'est cependant une grande consolation pour mon ame.

« La négociation dont il s'agit n'est donc pas relative à moi, mais elle m'intéresse vivement pour le roi, à qui je suis aussi attachée que je dois l'être; ce n'est pas de mon côté qu'il faut craindre de mettre des conditions désagréables; celle de retourner avec mon mari n'est plus proposable, puisqu'il a refusé pour jamais, et que par conséquent ma conscience est fort tranquille à ce sujet, toutes les autres ne me feront aucune peine; il s'agit de voir celles qui seront proposées au roi, c'est aux personnes habiles et désirant le bien de sa majesté à en chercher les moyens.

« Le roi, pénétré des vérités et des devoirs de la religion, désire employer tous les moyens qui sont en lui pour marquer son obéissance aux actes de religion prescrits par l'église, et principalement sa majesté voudrait lever toutes les oppositions qu'elle rencontre à l'approche des sacremens; le roi est peiné des difficultés que son confesseur lui a marquées sur cet article, et il est persuadé que le pape et ceux que sa majesté veut bien consulter à Rome,

étant instruits des faits, lèveront par leur conseil et leur autorité les obstacles qui éloignent le roi de remplir un devoir saint pour lui et édifiant pour les peuples.

« Il est nécessaire de présenter au pape et au cardinal Spinelli la suite véritable des faits, pour qu'ils connaissent et puissent apporter remède aux difficultés qui sont suscitées, tant pour le fond de la chose que par les intrigues qui les suscitent. »

Ici la marquise change de style sans en avertir le lecteur, et parle à la troisième personne comme César.

« Le roi a dans le cœur une amitié et une confiance pour Mme la marquise de Pompadour, qui fait la douceur et la tranquillité de sa vie; ces sentimens de sa majesté sont totalement étrangers à ceux que la passion excite; l'on peut assurer, avec la vérité la plus pure, qu'il ne se passe depuis quatre ans et plus, dans le commerce du roi et de Mme de Pompadour, rien qui puisse être taxé de passion, et, par conséquent, rien qui soit contraire à la régularité des mœurs la plus exacte.

« Il y a quelques années que les dispositions du roi et de Mme de Pompadour étant telles que l'on vient de les dépeindre, avec la ferme résolution des deux parties de les maintenir dans cet état, le roi écrivit à son confesseur, qui alors était le père Perusseau, qu'il désirait approcher des sacremens; ce confesseur lui répondit qu'il ne pouvait pas prêter son ministère aux désirs du roi, à moins qu'il n'éloignât de lui Mme de Pompadour, objet, selon le confesseur, de scandale. Le roi répliqua au confesseur que Mme de Pompadour n'étant ni par sa conduite ni par sa volonté, une occasion de péché pour lui, il ne voulait pas sacrifier le bonheur de sa vie et de sa confiance, puisque dans le fond Mme de Pompadour n'était pas une raison véritable pour lui de péché; le confesseur persista, et le roi n'approcha point des sacremens. Telle est la situation de la conscience du roi; depuis ce temps, le père Desmarêts a succédé au père Perusseau dans la charge de confesseur; plus borné que son prédécesseur, et entouré de même que lui des personnes qui, voulant éloigner Mme de Pompadour de la cour, lui font entrevoir du déshonneur à donner l'absolution au roi, il suit les mêmes principes (1). »

Voilà ce qu'écrivait Mme de Pompadour. Elle se promit d'agir en conséquence et tint fidèlement parole. Peut-être dira-t-on qu'en cette occasion les jésuites se perdirent pour n'être pas restés eux-mêmes. Nous serons plus juste : cette passagère inhabileté les honore. Dans une autre occasion encore plus décisive, ils furent moins heureux. Rappelons en peu de mots une aventure trop connue. Le père

(1) Manuscrits du duc de Choiseul.

Lavalette, hardi spéculateur doué de cette sorte d'esprit que son siècle proscrivit, mais que le nôtre adopte, se trouvait à la tête d'un grand établissement de l'ordre à la Martinique. Il en profita pour faire des affaires, il créa une banque. Des amis jaloux, peut-être des confrères, entravèrent ses opérations. Ses lettres de change furent protestées, tant en France qu'à la Martinique. Une maison de Lyon et de Marseille déposa son bilan, accusa hautement de sa déconfiture le jésuite négociant et incrimina la société tout entière comme solidaire d'un de ses membres. Ici, la société dément encore une fois sa vieille réputation d'habileté, mais moins noblement qu'auprès de Mme de Pompadour. Au lieu de payer, au lieu de faire contribuer l'ordre entier, le général livre le père Lavalette et la maison de la Martinique. Il commit une faute bien grave en faisant attribuer le jugement du procès à la grande chambre du parlement de Paris. Les jésuites, disent leurs écrivains, cédèrent à des conseils perfides. Cela se peut; mais pourquoi les écouter? A quoi bon cette adresse si renommée, si ce n'est pour éviter les piéges? Quoi qu'il en soit, s'il y eut piége, ils y tombèrent. Ce procès eut le plus grand retentissement. Les jésuites, déclarés solidaires pour la dette du père Lavalette, furent condamnés à payer à la maison de Marseille *un million cinq cent deux mille deux cent soixante-six livres*, et à tous les dépens; leurs biens, mis en séquestre, devaient être vendus, si besoin était, pour le parfait paiement. Cette perte matérielle, qu'un peu de résolution et de tact aurait facilement couverte, n'était rien auprès de la blessure morale que reçut en même temps la société. Dans le cours du procès, elle fut sommée de produire sa règle, cette règle jusqu'alors soigneusement dérobée aux regards profanes. Dès-lors, toutes les petites questions disparurent : les maîtresses, les banqueroutes, Mme de Pompadour, le père Lavalette, le déficit des banquiers (qui ne furent jamais payés), tous les accidens de cette affaire s'effacèrent devant la société elle-même. En France, une grande cause se maintient difficilement dans le cercle des personnalités. Une affaire qui n'est que particulière tombe bientôt dans l'oubli; dès qu'elle prend un caractère public, elle se rattache aux idées générales, qui seules, quoi qu'on fasse, parviennent à nous passionner. Par un caractère d'esprit qui appartient à la France et dont rien assurément ne pourra la corriger, la question accidentelle disparaît toujours devant la question de principes; c'est là qu'en fin de compte aboutit tout débat, tandis qu'ailleurs on retombe presque toujours dans les discussions individuelles. On l'a vu en Portugal : l'application pratique avait été vive et pressante; les vues premières

étaient bornées et mesquines; tout était resté renfermé dans le cercle étroit de quelques noms propres et de quelques faits partiels. En France, il n'en fut pas ainsi : les griefs de telle favorite, l'ambition de tel ministre n'occupèrent que faiblement l'opinion publique; mais on remonta à l'origine de la querelle. Ces discussions dogmatiques si oubliées reprirent toute la force de l'intérêt présent, tout l'attrait de la nouveauté. Partout on voulut voir, on voulut toucher ces constitutions mystérieuses. Les femmes, les jeunes gens, y portèrent l'ardeur de vieux légistes. Pascal devint le saint du moment, et La Chalotais en fut le héros. Son *compte rendu*, dont en vain les jésuites ont voulu lui ravir la gloire; ceux de l'avocat-général Joly de Fleury et du procureur-général Ripert de Montclar, le rapport de Laverdy, le réquisitoire de l'abbé Chauvelin, se montrèrent sur toutes les toilettes à côté de *Tanzaï* et des *Bijoux Indiscrets*. Dans les foyers des spectacles, on oubliait la pièce du soir pour le factum du matin. Tartufe pâlit devant Escobar. Dans les vastes hôtels de la Cité et de l'île Saint-Louis, habités à titre héréditaire par les antiques familles de la magistrature, aussi bien que dans les sombres arrière-boutiques où des générations de marchands s'entassaient depuis des siècles, le débat, plus sérieux et plus sincère, n'était ni moins passionné, ni moins ardent. Tous les sexes, tous les âges, tous les états, s'arrachaient les écrits échappés à profusion de l'officine des Blancs-Manteaux; on ne parla plus que de probabilisme, de capitulations de conscience, de maximes relâchées, de restrictions mentales. Bref, on en parla tant alors, qu'aujourd'hui nous n'en dirons rien du tout.

A leur tour, les philosophes trouvèrent qu'on en parlait trop. Le triomphe des jansénistes les fit pencher du côté des jésuites. Ils les dirent justement punis de ce qu'ils appelaient leur insolence; ils sourirent à cette chute consentie par les grands et les riches, dont ces pères étaient toujours les commensaux; ils se sentirent bien aises de les voir tomber comme moines, mais, comme jésuites, ils commencèrent à les plaindre. Les jansénistes devenaient trop puissans. Vaine et tardive opposition! le mouvement était donné. Voltaire lui-même n'aurait pu l'arrêter, l'eût-il voulu, ce qui n'est pas sûr. Restait cependant un obstacle plus sérieux à surmonter, c'était la résistance du roi. Il y avait dans Louis XV un singulier mélange d'impressions diverses et d'habitudes contradictoires. Il avait été élevé dans le respect des jésuites, mais ce respect n'était pas exempt de crainte. Les vieilles accusations de régicide n'avaient pas fait une médiocre impression sur son esprit timide. A l'exemple de tous ses prédécesseurs,

depuis Henri IV, il voyait dans le maintien d'un confesseur jésuite près de sa personne non-seulement une bienséance morale, mais une garantie matérielle; en un mot, se brouiller avec les pères lui semblait hasardé et même dangereux. Il était d'ailleurs convaincu de leur aptitude à l'enseignement, mais ce motif d'utilité générale touchait peu l'ame égoïste d'un tel prince; le soin de sa sûreté l'occupait bien autrement. Né sur le trône, objet de l'adulation dès l'âge de cinq ans, arraché à la mort au bruit des acclamations publiques, déclaré le bien-aimé de son peuple, Louis XV avait mis un prix immense à sa propre vie; il était d'ailleurs petit-fils de Louis XIV, et ne l'était pas en vain : comme son aïeul, mais non pas avec la même force d'ame, il se croyait d'une nature supérieure au reste des mortels. Telle était l'éducation de Versailles. Louis XIV pensait très franchement, très sincèrement, de la meilleure foi du monde, que le dévouement des rois à la religion et à ses ministres rachetait suffisamment leurs faiblesses, et les maintenait dans une sphère séparée de la foule des pécheurs. « Vous serez damné, » dit-il un jour à Choiseul. Le duc se récria, et prit la liberté de faire observer à sa majesté qu'après un jugement si sévère, on pouvait aussi trembler pour elle; que, placée si fort au-dessus du reste des hommes, elle avait de plus que ses sujets le tort du scandale et le danger de l'exemple. « Nos situations sont bien différentes, reprit le roi, je suis l'oint du Seigneur. » Pour mieux expliquer sa pensée, il fit entendre au duc que Dieu ne permettrait pas sa damnation éternelle, si, comme roi, il soutenait la religion catholique. Poussant plus loin et trop loin peut-être le commentaire des paroles royales, Choiseul prétend qu'à cette condition Louis XV croyait pouvoir, en sûreté de conscience, se livrer à toutes ses faiblesses. « Le roi, ajoute-t-il, était instruit de sa religion comme une tourière de Sainte-Marie. On ne pouvait l'en entendre parler sans dégoût, et ce qui est incroyable, ce que je ne crois que parce qu'il me l'a dit, c'est qu'il ne s'est déterminé à s'allier avec la maison d'Autriche que dans l'intention, bien mal digérée, d'anéantir le protestantisme après avoir écrasé le roi de Prusse (1). »

La résistance de Louis XV eût été insurmontable, si la légèreté de son caractère n'avait dominé les préjugés de son éducation. Mme de Pompadour, et le duc de Choiseul, pour plaire à cette favorite, circonvinrent le monarque; ils lui montrèrent les parlemens et le peuple animés contre les jésuites, ils lui donnèrent la peur d'une nouvelle

(1) Manuscrits du duc de Choiseul.

fronde. Placé entre deux extrémités, le roi en vint à adopter celle qu'on lui présentait comme la moins périlleuse. Choiseul le mit dans l'alternative de l'expulsion des jésuites ou du renvoi des parlemens. Louis XV n'était pas encore préparé à ce coup d'état. La suppression de l'ordre lui sembla plus facile. On lui dit que la religion chrétienne avait subsisté quinze siècles sans les jésuites, et qu'elle subsisterait sans eux. Les maximes régicides de quelques casuistes furent remises sous ses yeux. Fatigué plus que convaincu, cherchant d'ailleurs en toute chose bien plus le repos que les lumières, Louis XV se rendit; toutefois, par un sentiment de modération qui lui fait honneur, il ne consentit pas à la destruction immédiate de l'ordre : il fit écrire à Rome pour obtenir une réforme, mais pour l'obtenir sur-le-champ, sans hésitation, sans subterfuge, courrier par courrier. Choiseul en dressa lui-même le programme et l'envoya au saint-siége. Par l'organe du cardinal de Rochechouart, il fit savoir au pape que cinquante-un évêques de France avaient été réunis, non pas en assemblée régulière et authentique, mais en conférence privée chez le cardinal de Luynes, l'un d'entre eux, pour donner non une décision à l'église gallicane, mais une consultation au roi; que là, à l'unanimité moins six voix, et après un examen approfondi des constitutions de l'ordre, il avait été résolu que l'autorité illimitée du général résidant à Rome était incompatible avec les lois du royaume; que pour concilier toutes les convenances, le général devait nommer un vicaire qui résiderait en France, chose d'ailleurs conforme aux statuts, car ils autorisaient le général à nommer un vicaire dans les cas pressans. Le régime intérieur de la société ne serait point changé par cette mesure; loin de là, si par hasard le général lui-même venait résider en France, il exercerait toute autorité sur son ordre, et les pouvoirs du vicaire resteraient suspendus. Ainsi seraient conciliés le maintien de la compagnie et l'exécution des lois du royaume, notamment de l'édit de Henri IV, de 1601, dont une clause porte formellement qu'un jésuite, muni de pouvoirs, demeurerait toujours auprès du roi, comme gage et caution de la société (1).

Cette transaction était honorable en tout temps, inespérée dans les circonstances présentes. On sait comment elle fut acceptée par les jésuites : *sint ut sunt aut non sint;* « qu'ils soient comme ils sont ou qu'ils ne soient plus. » Leurs écrivains nient aujourd'hui cette réponse. L'impossibilité de se modifier dans le fond, tout en prenant

(1) Dépêche du duc de Choiseul au cardinal de Rochechouart, du 16 janvier 1762.

des formes diverses, est à la fois la force et la faiblesse de cette société; c'est là ce qui la met si souvent à l'agonie, mais c'est là aussi ce qui l'empêche de mourir. Enfin, malgré les efforts d'un parti puissant à la tête duquel étaient M. le dauphin et Mesdames, Louis XV renvoya de France la compagnie de Jésus (1764).

III.

Deux ans après, ce fut le tour de l'Espagne. Ici une obscurité impénétrable enveloppe encore les causes de la mesure. Jamais motif plus léger n'amena un résultat plus décisif. Le nom donné par l'histoire à cet évènement en démontre la frivolité : on le nomme *l'émeute des chapeaux*. On portait alors à Madrid de grands chapeaux à longues ailes, semblables à celui que Beaumarchais donne à Basile. Dans l'ardeur de réforme qui alors s'appliquait aux petites choses comme aux grandes, Charles III voulut les supprimer. Il y était d'ailleurs autorisé par les nombreux abus qui résultaient de cette coiffure, jointe à l'usage de grands manteaux. Le ministre Squillace voulut défendre les *capas* et les *chambergos;* mais ce ministre était Napolitain : les Espagnols ne voulurent pas obéir, ils se révoltèrent. Squillace fut assiégé dans sa maison, qui s'écroula sous mille bras; le ministre n'échappa à la mort que par la fuite. En vain les gardes wallones marchèrent contre le peuple, en vain le roi lui-même harangua les séditieux du haut d'un balcon; ni la force armée, ni la majesté royale, ne parvinrent à apaiser le tumulte : seuls, les jésuites y réussirent avec tant de facilité, qu'on les accusa d'avoir fomenté l'émeute. Le roi le crut et ne l'oublia pas.

La révolte avait duré plusieurs jours. Les ambassadeurs étaient alors peu familiarisés avec ces épisodes populaires. Le marquis d'Ossun, qui représentait la cour de Versailles à Madrid, poussé par un zèle chevaleresque, offrit au roi d'Espagne les secours de la France. Il ne fut pas désavoué, la mode n'en était pas encore établie; mais Charles III, Castillan de cœur, répondit par un refus qui mit à l'aise le roi de France. Louis XV avait été très effrayé des troubles de Madrid. Curieux des moindres détails de cet évènement, il les recherchait avec l'anxiété d'une ame faible et la prescience d'un esprit juste. A cette époque, une révolte était encore un accident, et le bruit d'une émeute dans un pays voisin avait de quoi réveiller le souverain le plus apathique. D'ailleurs, malgré son insouciance, Louis XV se sentait profondément

blessé d'un si grand oubli de la majesté royale. Quelle image que celle d'un prince de son sang sommé de comparaître devant la plus vile populace! Néanmoins, et en dernier résultat, comme la paresse de Louis devait l'emporter sur son indignation, il intima à son ambassadeur de ne faire désormais aucune proposition au cabinet d'Aranjuez, et déclara qu'il s'en reposait aveuglément sur *la sagesse du roi son cousin.*

Abandonné à ses propres inspirations, le duc de Choiseul aurait montré moins de patience. Il porta un jugement sévère sur la faiblesse de Charles III et sur l'incapacité du ministre Grimaldi; le retour possible aux affaires de don Ricardo Wall et du duc d'Albe, ennemis de la France, aigrit encore son humeur. Il était indigné de l'inaction de Charles (1). Le souvenir de cette émeute s'effaçait rapidement. En effet, depuis le 27 mars 1766 jusqu'au 2 avril 1767, à force d'être impunie, elle fut oubliée, et personne ne songeait plus ni aux causes ni aux suites de ce mouvement, lorsqu'au moment où l'Espagne et l'Europe s'y attendaient le moins, un décret royal parut, qui abolissait l'institut des jésuites dans la Péninsule et les chassait de la monarchie espagnole.

Qu'on se représente l'étonnement de l'Europe à cette nouvelle; rien n'y avait préparé les esprits : point de menaces, point d'avant-coureur de l'orage; au contraire, un redoublement de louanges et de respects. La crédule société s'était endormie à ce bruit flatteur : proscrite par la France, elle se vantait de l'amitié du roi catholique, et au moment même où elle s'en targuait avec le plus d'ostentation, le bras qui semblait la soutenir s'éleva pour l'écraser. Comment parer le coup? comment surtout expliquer une si humiliante réprobation? Jusqu'alors l'amour-propre des jésuites s'était mis à couvert. En butte aux attaques des ministres philosophes, des parlemens jansénistes, les pères, selon leur constant usage, rendaient la religion solidaire de leurs défaites. Les maximes de leurs persécuteurs sanctifiaient leur chute. Cette fois, quel motif alléguer? D'Aranda, chef du conseil, Moniño, Roda, Campomanès, ministres inférieurs, sont certainement imprégnés du venin des doctrines modernes; mais, s'il est facile de reconnaître en eux quelques traits affaiblis des Pombal et des Choiseul, le roi don Carlos ressemble-t-il à un Joseph de Bragance, à un Louis de Bourbon? est-il, comme ces deux monarques, assoupi par la pa-

(1) D'Ossun à Choiseul (27 mars 1766). — Réponse officielle de Choiseul à d'Ossun (20 mai). — Lettre particulière de Choiseul à d'Ossun.

resse, énervé par les plaisirs? Il est actif, vertueux, même chaste; il n'est point soumis à ses ministres, il examine tout avec l'œil du maître, il concilie dans l'exercice du pouvoir un sens droit et une ame ardente; sa piété est d'ailleurs aussi vive que sincère. Jamais prince ne fut plus catholique dans toute la rigueur du mot; des miracles récens, contemporains, n'étonnent point sa raison. Loin de se montrer hostile à la cour de Rome, de dédaigner ses faveurs spirituelles, il les désire, les recherche et les sollicite. La canonisation de quelque moine est toujours mise en première ligne dans les instructions qu'il donne à ses ambassadeurs près le saint-siége. Tous ces faits, bien connus du public, embarrassaient les jésuites et leurs partisans; ils ne savaient comment s'y prendre pour expliquer la conduite du roi d'Espagne, pour justifier cette flétrissure imprimée à leur société par un prince moral, sincère, et d'une dévotion exaltée. Leurs premières insinuations furent dirigées contre les dominicains, ordre rival auquel appartenait le père Osma, confesseur du roi (1). Quoiqu'il y eût une grande animosité entre les divers ordres religieux, cette explication n'était pas suffisante; il en fallait une plus plausible. Le nom de Choiseul se présenta naturellement : seul, le duc avait tout fait; ses machinations avaient soulevé la populace de Madrid pour amener l'expulsion des jésuites. Ce ministre, d'après la version jésuitique, voulant porter le dernier coup à la piété chancelante de Charles III, s'était déterminé à un faux en seing privé. Une lettre attribuée, dit-on, par Choiseul à Ricci, et où l'écriture de ce général de l'ordre était parfaitement imitée, tendait à faire passer le roi d'Espagne pour un bâtard d'Alberoni et l'infant don Louis (2) pour souverain légitime. Cette accusation est absurde; il est également impossible que Choiseul eût supposé la lettre et que le général de l'ordre l'eût écrite. Ni l'un ni l'autre n'étaient frappés d'aliénation mentale; ils savaient qu'une pareille manœuvre n'aurait trouvé que des incrédules. L'ambition fut la seule passion d'Élisabeth Farnèse, mère du roi; jamais on ne l'accusa de galanterie. Dans l'absence complète d'une démonstration mathématique, l'histoire a recours aux inductions morales. Ici, son jury doit prononcer entre les révérends pères et le roi

(1) Coxe et Muriel, *l'Espagne sous les rois de la maison de Bourbon*, t. V, p. 31.

(2) L'abbé Georgel, *Mémoires*, t. Ier, p. 110 et 112. Georgel, ex-jésuite, ennemi passionné de M. de Choiseul, s'autorise des *dépêches secrètes d'un ambassadeur* qu'il ne prend pas même la peine de nommer.

d'Espagne, entre une compagnie très ambitieuse et un prince d'un esprit étroit, mais d'une loyauté, d'une franchise reconnues. Nous avons vu les allégations de la société, le témoignage de Charles III ne nous manque pas; nous le trouvons dans un entretien du roi avec l'ambassadeur de France. Charles III jura sur l'honneur au marquis d'Ossun qu'il n'avait jamais eu d'animosité personnelle contre les jésuites, qu'il avait même, avant le dernier complot, repoussé tous les avis donnés contre eux à plusieurs reprises. Des serviteurs fidèles avaient eu beau l'avertir que, depuis 1759, ces religieux ne cessaient de diffamer son gouvernement, son caractère et même sa foi : il répondait à ses ministres qu'il les croyait prévenus ou mal informés. Mais l'insurrection de 1766 avait ouvert les yeux au roi : les jésuites l'avaient fomentée, Charles en était sûr, il en avait la preuve, plusieurs des membres de la société avaient été arrêtés distribuant de l'argent dans les groupes; après avoir infecté la bourgeoisie d'insinuations calomnieuses contre le gouvernement, les jésuites n'avaient attendu qu'un signal. La première occasion leur avait suffi; ils s'étaient contentés des prétextes les plus puérils : ici, la forme d'un chapeau ou d'un manteau; là, les malversations d'un intendant, les friponneries d'un corrégidor. L'entreprise avorta parce que le tumulte avait éclaté dès le dimanche des Rameaux. C'est le jeudi saint, pendant les stations des églises, que Charles III devait être surpris et entouré au pied de la croix. Les rebelles ne voulaient pas sans doute attenter à sa vie; ils prétendaient seulement recourir à la violence pour lui imposer des conditions. Telle est la substance des motifs exposés par le roi d'Espagne au marquis d'Ossun. Le monarque protesta une seconde fois de la vérité de ses paroles; il en appela au témoignage de tout ce que ses états renfermaient de juges intègres, d'incorruptibles magistrats; il assura même que, s'il avait quelque reproche à se faire, c'était d'avoir trop épargné ce corps dangereux. Puis, poussant un profond soupir, il ajouta : *J'en ai trop appris* (1).

La procédure contre les jésuites dura un an, elle s'instruisit dans un profond silence; jamais secret ne fut mieux gardé. C'est le chef-d'œuvre de la discrétion espagnole. Choiseul lui-même ne fut averti qu'un instant avant la publication de l'édit. Le comte d'Aranda craignait sa légèreté, ses indiscrétions avec les courtisans et les femmes (2).

(1) Dépêches du marquis d'Ossun au duc de Choiseul.

(2) L'abbé Georgel (t. I, p. 120) affirme que Charles III ne fit aucune confidence au duc de Choiseul : ce fait n'est exact qu'à moitié; cependant il renferme assez

Pour mieux assurer son ouvrage, il ne négligea aucune précaution; il s'appliqua surtout à endormir la cour de Rome. Le roi et le ministre n'admirent à leur confidence que don Manuel de Roda, membre du conseil, jurisconsulte habile et ancien agent d'Espagne à Rome. Quant à Moniño et Campomanès, magistrats très influens, d'Aranda conférait avec eux par des moyens singuliers et presque romanesques; tous deux se rendaient séparément, à l'insu l'un de l'autre, dans un lieu écarté, une espèce de masure. Là ils travaillaient seuls, et ne communiquaient ensuite qu'avec le premier ministre. Le comte recueillait leurs avis, les transcrivait lui-même ou chargeait de ce soin de jeunes pages, des enfans dont on ne pouvait se méfier (1). Jamais les ordonnances, les mémoires relatifs aux jésuites n'ont passé par les bureaux de son ministère. Lui-même portait les diverses expéditions au roi et n'admettait en tiers ni Moniño, ni Campomanès; il contenait d'un mot leur amour-propre en leur déclarant qu'il voulait être le maître, et que cela était juste, parce qu'il jouait sa tête.

Tenace, inflexible, fort de sa volonté, fort de son courage, d'Aranda alla droit au but. Par ses conseils, Charles III ne consulta point le pape et lui annonça l'expulsion des jésuites comme un fait accompli. Il n'y eut ni ambassade extraordinaire, ni démarches inusitées. Un simple courrier porta à Clément XIII une lettre autographe, et dans le même moment une pragmatique publiée par ordre du roi supprimait la société dans toute la monarchie espagnole. D'après cette pragmatique, un ex-jésuite ne peut rentrer en Espagne sous aucun prétexte; toute correspondance avec ce pays lui est interdite sous les peines les plus graves. Défense expresse est faite aux autorités ecclésiastiques de permettre en chaire aucune allusion à l'évènement présent; les Espagnols de toutes les classes sont tenus de garder sur ce sujet le silence le plus absolu. Toute controverse, toute déclamation, toute critique et même toute apologie du nouveau règlement sera réputée crime de lèse-majesté, *parce qu'il n'appartient pas aux particuliers de juger et d'interpréter les volontés du souverain.*

de vérité pour détruire l'accusation dont nous avons déjà parlé, et qui se trouve quelques lignes plus loin. Selon l'abbé, ce fut le duc de Choiseul qui fomenta la révolte de Madrid, afin d'amener l'expulsion des jésuites. Coxe (tome IV de l'*Histoire des Bourbons d'Espagne*) insinue le même fait, en l'attribuant à d'autres motifs. Rien n'est moins exact. On n'en trouve aucune trace dans la correspondance privée et diplomatique de M. de Choiseul avec M. d'Ossun, son ami, son allié, et l'un des exécuteurs les plus aveugles de sa politique.

(1) Georgel, t. I, p. 117. — *Souvenirs et Portraits du duc de Lévis*, p. 168; article *Aranda*.

Les ordres de la cour furent exécutés sur-le-champ. Le 2 avril 1767, le même jour, à la même heure, en Espagne, au nord et au midi de l'Afrique, en Asie, en Amérique, dans toutes les îles de la monarchie, les gouverneurs-généraux des provinces, les alcades des villes ouvrirent des paquets munis d'un triple sceau. La teneur en était uniforme : sous les peines les plus sévères, on dit même sous peine de mort, il leur était enjoint de se rendre immédiatement, à main armée, dans les maisons des jésuites, de les investir, de les chasser de leurs couvens, et de les transporter comme prisonniers dans les vingt-quatre heures à tel port désigné d'avance. Les captifs devaient s'y embarquer à l'instant même, laissant leurs papiers sous le scellé, et n'emportant qu'un bréviaire, une bourse et des hardes.

Au premier bruit de cette mesure, le gouvernement pouvait craindre quelque émotion populaire; mais le flegme espagnol reprit son empire, le peuple resta spectateur indifférent, les nombreux cliens que les jésuites comptaient dans la grandesse, dociles aux ordres du roi, renfermèrent leur déplaisir au fond de leurs palais, et mirent toute leur espérance dans la fermeté de la cour de Rome. Clément XIII, infirme vieillard, versa des larmes abondantes. Le cardinal Torrigiani qui le dominait, quoique frappé au cœur, laissa pleurer le pape et résolut d'agir. Torrigiani gouvernait Clément XIII et subissait lui-même un joug très dur. Secrétaire d'état, il ne fut jamais que le fondé de pouvoirs des jésuites. Accablé de maladies, il voulait depuis long-temps quitter le ministère; mais le père Ricci, général de l'ordre, le retenait despotiquement au pied du trône. Il imposait à Torrigiani le devoir de mourir pour la société; le cardinal obéissait. La souplesse tant reprochée aux jésuites était bien étrangère à leur chef. Il leur importait d'ailleurs de paraître cruellement persécutés. Pour eux, point de milieu entre le rôle de souverains et celui de martyrs; un malheur médiocre n'eût fait que les dégrader. Ricci résolut de sacrifier les individus à la communauté. Déjà il n'avait accueilli qu'avec froideur et dédain les émigrés portugais et français; il voyait dans l'exil, dans la proscription, un opprobre réel pour une compagnie qui, en grande partie, avait fondé sa gloire sur un bonheur constant. La chute des jésuites d'Espagne, de cette terre nourricière des ordres monastiques, lui semblait encore plus humiliante. Charles III les envoyait dans les ports de l'état romain; Ricci résolut de les en repousser. Docile à ses suggestions, ou plutôt à ses commandemens, Torrigiani fit dire au ministère espagnol que le pape ne recevrait pas les jésuites. Charles méprisa cet avis et ordonna de les débarquer de gré ou de force.

Il faut en convenir, l'arrestation des jésuites et leur embarquement se firent avec une précipitation nécessaire peut-être, mais barbare. Près de six mille prêtres de tous les âges, de toutes les conditions, des hommes d'une naissance illustre, de doctes personnages, des vieillards accablés d'infirmités, privés des objets les plus indispensables, furent relégués à fond de cale et lancés en mer sans but déterminé, sans direction précise. Après quelques jours de navigation, ils arrivèrent devant Cività-Vecchia. On les y attendait : ils furent reçus à coups de canon. Les jésuites partirent furieux contre leur général; ils lui reprochèrent sa dureté et l'accusèrent de tous leurs malheurs. Le commandant espagnol, bravant les faibles défenses du pape, pouvait débarquer de force, mais il s'en abstint et cingla vers Livourne et Gênes. Là un nouveau refus accueillit ces malheureux. La diplomatie entama des négociations qui échouèrent. Quel parti prendre? Restait l'île de Corse. Nous l'occupions alors; le roi d'Espagne pria Choiseul d'ouvrir cet asile aux fugitifs. Marbeuf, commandant français, s'y opposa, parce que l'île était dénuée de toutes ressources; à peine y avait-il la place nécessaire pour l'armée d'occupation; de villes nulle part, de villages presque point; partout des rochers stériles et des repaires de brigands. Les troupes elles-mêmes tiraient leur subsistance du dehors. L'envoi de quelques vaches maigres ou de quelques chèvres n'était qu'un effet de la courtoisie de Paoli. La pénurie était telle que l'entretien de trois mille hommes coûtait à la France un million par an outre la solde. Marbeuf ne pouvait recevoir un surcroît de deux mille cinq cents jésuites, il s'y refusa; Choiseul le soutint. Charles III s'en irrita; enfin, vaincu par les instances du roi d'Espagne, ne voulant pas le mécontenter pour des moines (1), Choiseul ordonna leur débarquement en Corse. Ce fut ainsi qu'après avoir erré pendant six mois sur les mers, sans secours, sans espérance, accablés de fatigue, décimés par la maladie, repoussés par leur ordre même, les jésuites espagnols trouvèrent dans des casemates un asile misérable et un sort peu différent de leur détresse.

Las de ces querelles monastiques, étonné, indigné de leur importance, Choiseul voulait en finir avec elles; il le voulait à tout prix. Ses premiers efforts pour établir une réforme dans la société ayant été repoussés, les suites qu'il avait voulu prévenir s'étaient trop étendues à son gré; elles le détournaient d'occupations plus graves. Il résolut

(1) Lettre confidentielle de Choiseul à Grimaldi, datée de Saint-Hubert, 24 juin 1767.

donc de trancher le lien qu'il n'avait pu dénouer : il profita de l'accès de colère du roi d'Espagne et lui proposa une démarche audacieuse, mais définitive; il l'engagea à demander au saint-siége, d'accord avec la France et Naples, l'abolition complète et générale, la suppression de la société de Jésus. Il proposa cette grande mesure sans colère et sans haine, simplement par impatience et par lassitude. Qu'on en juge par un seul exemple. L'ambassadeur de France travaillait au renvoi du cardinal secrétaire d'état. Il en écrivit au duc de Choiseul, dont voici la réponse *officielle :* « Vous êtes embarrassé, monsieur, du choix d'un secrétaire d'état si le cardinal Torrigiani venait à manquer, et moi je suis excédé d'un sot nonce que vous m'avez envoyé, et qui certainement ne peut être bon dans aucun temps en France; unissons nos deux embarras, et travaillez là-bas pour que le nonce soit secrétaire d'état : il vaudra à coup sûr autant et aussi peu qu'un autre, et j'en serai débarrassé ici (1). » Certes ce n'est pas là le langage d'un persécuteur fanatique. Ce ne fut donc pas par un sentiment profond dont les jésuites lui font honneur que Choiseul suggéra au roi d'Espagne la demande de la suppression de l'ordre; il céda à de nouvelles instances du parlement de Paris, dont il avait épousé les intérêts. Qu'importe, disaient ces magistrats, que nous ayons chassé les jésuites de France, s'ils ne disparaissent pas à jamais? Leur retour parmi nous reste toujours possible. Que faut-il pour cela? Un changement de règne ou de ministres, peut-être moins, le caprice d'une maîtresse, un accès de dévotion dans un roi dont l'âge décline. Louis XIV n'en a-t-il pas donné l'exemple? Et alors que n'a-t-on pas à craindre du retour de prêtres ulcérés et triomphans? Ainsi pensait le parlement; Choiseul, indifférent, le laissa faire. Avec sa légèreté naturelle, il s'imagina rendre service aux jésuites en demandant l'abolition définitive de la société. Il les persécuta par pitié et sollicita leur perte par humanité. Il vit avec peine le traitement infligé par des rois puissans à des vieillards désarmés. Leur course sur les mers, leur pénurie en Corse, l'affligeaient sincèrement. Selon lui, la mesure proposée était dans l'intérêt des jésuites eux-mêmes. Débarrassés de toute préoccupation, à l'abri de la haine des gouvernemens, ils retrouveraient la paix dans l'intérieur de leurs familles; ils vivraient sans crainte, soumis aux lois de leur patrie, et seraient trop heureux de rentrer dans la vie commune (2).

(1) Choiseul à d'Aubeterre; Versailles, décembre 1768.
(2) Choiseul à d'Ossun; Marly, 11 mai 1767.

Charles III et le duc de Choiseul tendaient au même résultat, mais par des moyens que leurs caractères respectifs rendaient très différens. Il y avait un singulier contraste entre ce ministre insouciant qui immolait une société religieuse à l'esprit du jour, et ce roi, franc catholique, persécuteur avec toute la partialité, tout le zèle, tout le sérieux d'un dominicain. On devait se préparer à voir la proposition du duc avidement accueillie à Madrid. Contre l'attente du ministre, Charles III recula devant la suppression de l'ordre. Sa conscience lui représenta l'expulsion des jésuites d'Espagne comme une mesure de simple police, et l'abolition complète de la compagnie comme un holocauste à la philosophie voltairienne. La proposition de Versailles fut donc reçue très froidement à l'Escurial. Pour comble de surprise, Naples, Venise, le Portugal même, s'arrêtèrent tout court devant un projet si vaste et une résolution si tranchée. Ces cabinets objectèrent l'impossibilité d'obtenir un bref de sécularisation sous le règne de Clément XIII : ils prièrent Choiseul d'attendre au prochain conclave; mais tous ces délais irritaient sa pétulance. Le duc avait proposé de supprimer l'ordre uniquement pour ne plus en entendre parler. Il représenta avec force que laisser vivre une corporation si puissante et si offensée, c'était exposer l'existence de la maison de Bourbon. On croit entendre le langage exagéré de la haine; ce n'était que celui de l'impatience. Les lettres confidentielles du duc de Choiseul nous l'attestent. Encore une fois, il ne haïssait pas les jésuites; il en était fort ennuyé.

Néanmoins le moment favorable n'était pas encore venu; il fallait une occasion nouvelle pour décider cette grande affaire : le saint-siége lui-même la fit naître. Clément XIII provoqua une explosion que Benoît XIV avait prévue, mais qu'il mit toute son industrie à éviter. Naples et Parme avaient suivi l'exemple de l'Espagne. N'osant frapper Naples, Clément XIII crut pouvoir tirer vengeance de l'infant de Parme, très petit prince sans doute par l'étendue de ses états, mais puissant par ses alliances. Le pape ne vit qu'un Farnèse dans un petit-fils de France infant d'Espagne; il crut n'attaquer qu'un ancien fief du saint-siége, et s'en prit à une des annexes de la grande monarchie bourbonienne. La déchéance du duc de Parme fut promulguée par une bulle. Ni Charles III ni Louis XV ne s'étaient attendus à cet éclat. Ils en furent également étonnés, mais chacun dans le sens de son caractère. Livré à lui-même, Louis n'aurait pris aucune part à ce débat ecclésiastique; ce n'était pas assez pour son apathie, c'était trop pour la vivacité de Choiseul. Indigné, hors de lui, le ministre courut chez

le roi; il représenta toutes les conséquences de l'entreprise du pape, flétrit éloquemment cette résurrection des projets de Grégoire VII et de Sixte V. Louis XV montrait plus de chagrin que d'indignation. Élevé par les molinistes, il craignait Rome; il ne voulait pas se brouiller avec elle; il était flottant, irrésolu, et d'une faiblesse qui excluait tout sentiment, hors l'orgueil. Nous l'avons vu : jamais prince ne se crut plus que lui du sang des dieux. Choiseul l'attaqua par là; d'une main sûre, il toucha cette corde : il montra un Rezzonico, le fils d'un marchand de Venise, insultant un petit-fils de saint Louis. Les raisons politiques n'étaient rien auprès d'un pareil tableau; cependant le ministre ne crut pas devoir les négliger. Si le pape avait quelques démêlés à régler avec l'infant, n'était-il pas de son devoir de s'adresser à la cour de France? Après une pareille injure, Louis XIV aurait fait venir le cardinal Torrigiani pour demander pardon au milieu de la galerie de Versailles; son successeur emploiera des moyens plus doux, mais non moins efficaces. Il sommera Clément XIII de révoquer son monitoire, et si, après un délai de huit jours, le pape répond par un refus, les ambassadeurs des deux rois quitteront Rome, les nonces seront renvoyés de Versailles et d'Aranjuez (1). C'est ainsi que Choiseul faisait parler l'honneur national; le parlement de Paris lui prêta son appui accoutumé, en supprimant le nouveau bref.

Charles III n'était ni moins ardent ni moins pressé que Choiseul. Tous deux se hâtèrent de se consulter. Leurs courriers se croisèrent en route. A peine le roi d'Espagne eut-il reçu les nouvelles de Parme, qu'il se déclara personnellement offensé. Il réunit son conseil extraordinaire, composé de laïcs d'un caractère grave et de plusieurs évêques. Comme le ministre français, il opina au rappel des ambassadeurs accrédités près du saint-siége. Le comte d'Aranda s'opposa à cette mesure; il prouva que le départ des plénipotentiaires étrangers mettrait le pape trop à l'aise; leur présence était d'ailleurs indispensable dans le cas d'un conclave, et, en attendant cet événement que la santé et l'âge du pape rendaient très prochain, eux seuls pouvaient exiger le rapport du monitoire, et, si le saint-père résistait encore, le menacer de l'occupation d'Avignon par les troupes françaises, de Bénévent et Castro par celles du roi de Naples. Choiseul adopta le plan du ministère espagnol (2). En matière ecclésiastique, il déférait toujours à l'avis

(1) Lettres du duc de Choiseul à MM. d'Ossun et Grimaldi. — Lettres de Grimaldi au comte de Fuentes.

(2) Consultation du conseil extraordinaire d'Espagne au sujet du bref du pape contre l'infant duc de Parme, rédigée par Moniño. Madrid, 21 février 1768.

du roi d'Espagne, réservant son influence pour des occasions qu'il jugeait plus importantes. Il ordonna au marquis d'Aubeterre, ambassadeur à Rome, de se concerter avec l'archevêque de Valence, Azpurù, chargé d'affaires d'Espagne, et le cardinal Orsini, ministre de Naples. Leurs instructions reçues, tous les trois demandèrent une prompte audience au pape. Cet incident était dangereux pour les partisans des jésuites; le vieux Rezzonico pouvait faiblir, il fallait le préparer à soutenir ce choc. Torrigiani et les cardinaux *zelanti* ne le perdirent pas un moment de vue jusqu'à l'instant décisif. Ils lui montraient dans une victorieuse résistance la gloire du martyre, souvent désiré par le pieux Clément XIII. Ils lui dirent que Benoît XIV avait abaissé la thiare devant les souverains, et que Dieu le prédestinait à la relever. Des moyens matériels vinrent encore à l'appui de ces excitations; Rezzonico trouva dans ses appartemens plusieurs copies des fresques de Raphaël représentant saint Léon marchant à la rencontre d'Attila. En un mot, les jésuites n'oublièrent ni les discours ni les images; ils dictèrent au pape déjà affaissé par l'âge les réponses les plus violentes. Clément se ressouvint parfaitement de leurs leçons dans les premières phrases de son entretien avec d'Aubeterre; il daigna à peine jeter un regard sur le mémoire que lui présentait l'ambassadeur, et il lui déclara qu'il mourrait mille fois plutôt que de révoquer son décret; qu'en reconnaissant la légitimité des droits de l'infant de Parme, *il commettrait une grande faute envers Dieu;* qu'il contreviendrait à ce que lui dictait sa conscience *dont il était seul juge*, et dont il n'avait à rendre compte qu'au tribunal de Dieu. Mais cette fermeté ne put se soutenir longtemps. Lorsqu'en poursuivant sa lecture, le vieillard fut arrivé au mot de *représailles*, il se mit à trembler de tout son corps, une sueur froide couvrit ses joues, et il s'écria d'une voix entrecoupée : « Le vicaire de « Jésus-Christ est traité comme le dernier des hommes! Il n'a sans « doute ni armées ni canons; il est facile de lui prendre tout, mais il « est hors du pouvoir des hommes de le faire agir contre sa con- « science. » Cette protestation s'acheva au milieu d'un torrent de larmes.

La ville cependant ne partageait point la sécurité des conseillers du pape. Loin de là, elle était remplie de crainte sur l'issue de ce conflit. Rome blâma le saint-père, elle l'accusa d'avoir imprudemment rejeté la médiation des grandes puissances, moyen honorable qui aurait sauvé l'amour-propre de Clément XIII. Les terreurs des Romains ne tardèrent pas à se réaliser. Ils apprirent que les Français s'étaient emparés d'Avignon, les Napolitains de Bénévent et de Pontecorvo.

Satisfaites d'avoir infligé ce grand châtiment, les trois cours remplacèrent leur première vivacité par une froideur dédaigneuse. Leurs ministres déclarèrent qu'ils ne voulaient plus conserver aucune relation avec le cardinal Torrigiani, et s'opposèrent même à ce qu'il correspondît avec les nonces de France et d'Espagne (1).

En ce moment, les embarras du pape se multiplièrent. La république de Venise, le duc de Modène, l'électeur de Bavière, tentèrent aussi d'imiter l'exemple de l'infant de Parme. Le pape, lassé d'un long combat, feignit d'ignorer ce nouvel échec. Il n'avait plus d'espoir que dans la maison d'Autriche; mais l'habile Marie-Thérèse, sans mêler son nom à la publicité de pareils débats, savait merveilleusement en tirer parti. Le prince de Kaunitz parut d'abord très irrité contre le pape, il annonça même hautement le projet de l'attaquer par un mémoire. Au fond, la cour de Vienne avait envie de s'emparer de la direction exclusive de cette affaire pour faire renaître sur les ruines des prétentions pontificales ce qu'elle appelait ses droits à la suzeraineté de Plaisance. Sitôt que les rois de France et d'Espagne se furent vivement interposés entre Clément XIII et l'infant, Kaunitz se refroidit beaucoup, joua l'indifférence et ne reparla plus de son mémoire. Tandis que l'impératrice-reine prêtait l'oreille aux plaintes du vieux pontife, qu'elle ne lui épargnait ni les attentions flatteuses, ni les messages consolans, le comte de Firmian, son ministre en Lombardie, forçait au silence le cardinal Pozzo-Bonelli, archevêque de Milan, et défendait sous les peines les plus graves l'usage de la bulle *in cœna Domini*. La voix de l'impératrice ne s'élevait point au milieu des cris de Rome et de Parme; mais à Versailles, à l'Escurial comme au Vatican, ses agens diplomatiques distribuaient à tout le monde les assurances d'une sympathie générale.

Cependant Clément XIII refusait toujours de révoquer son bref. L'irritation des rois Bourbons devint extrême; celle de leurs plénipotentiaires la surpassait encore. Il s'établit même entre eux une lutte, une émulation de violences contre la cour pontificale. On trouve avec quelque surprise, dans les dépêches du marquis d'Aubeterre, le conseil de bloquer et d'affamer Rome (2). Cet ambassadeur propose froidement au duc de Choiseul de faire passer par mer une dizaine de bataillons français, de l'île de Corse à Orbitello et Castro, d'engager l'Espagne à imiter cet exemple en adjoignant à ces dix bataillons quatre ou cinq

(1) D'Aubeterre à Choiseul; Rome, 23 novembre 1768.

(2) Dépêche du 30 novembre.

mille Napolitains, et de porter toutes ces troupes sur les bords du Tibre, autour de Rome, pour empêcher l'arrivage des vivres. Il ajoute que, réduit à la famine, le peuple se soulèverait nécessairement et forcerait le pape à céder à l'exigence des couronnes. C'est, dit-il, *le seul moyen d'obtenir l'expulsion des jésuites.* Qu'étaient donc les jésuites pour qu'on essayât contre eux l'insurrection populaire? et combien était grande l'inexpérience des hommes de ce siècle qui osaient penser à réveiller le peuple pour repousser des moines! A la vérité, cette opinion ne prévalut pas au conseil; mais, ce qui est beaucoup, elle n'y parut pas ridicule. Choiseul crut devoir recourir à un moyen moins brutal et plus concluant. Il ne différa plus la demande impérieuse de l'abolition totale et de la sécularisation des membres de la société de Jésus; le 10 décembre 1768, l'ambassadeur de France l'exigea par un mémoire présenté à sa sainteté au nom des trois monarques.

Ce coup était inattendu, du moins par sa promptitude. Le pape, en le recevant, resta anéanti, sans parole et sans regard. Il ne se remit plus d'un choc aussi violent. Peu de jours après, à la suite d'un léger rhume et d'une fatigue exessive essuyée dans une cérémonie, il se trouva mal, et mourut subitement (1769). Sa mort, disent les écrivains jésuites (1), ne sembla pas naturelle : insinuation gratuite et dénuée de toute vraisemblance. Qu'un pape doué d'une santé robuste, d'une force supérieure à son âge, brave les menaces d'un parti puissant, signe la ruine de ce parti, et n'éprouve qu'alors les premières atteintes du mal auquel il finit par succomber, le doute devient raisonnable et le soupçon permis; mais qu'un vieillard de quatre-vingt-deux ans, assailli d'humeurs apoplectiques, toujours assoupi, toujours malade à tel point que les dépêches diplomatiques sont remplies de conjectures sur sa mort prochaine et sur un futur conclave; que ce vieillard meure enfin à la suite d'une forte secousse, ce fait si simple doit paraître naturel à tout le monde. D'ailleurs personne n'avait intérêt à frapper Clément XIII. Ses infirmités calmaient suffisamment l'impatience des couronnes, qui n'avaient rien à gagner à sa mort, car lui-même aurait cédé à leurs vœux. Secoué par la main de l'Europe, l'arbre du jésuitisme devait tomber.

Rezzonico s'était efforcé de retarder cette chute. Les historiens pli-

(1) Georgel, t. I, p. 123. — Cet ex-jésuite fait même tenir au pape un langage qui semblerait confirmer ces imputations par le témoignage de la prétendue victime; mais c'est un faux matériel. Clément XIII, tombé en apoplexie, ne fut pas secouru à temps, n'eut la force d'appeler personne, et dès le premier moment perdit la parole sans retour.

losophes ne lui ont pas épargné le blâme, les amis de la société lui ont dressé des autels. De part et d'autre, on s'est trompé. Pour sauver l'autorité de Rome, la temporisation était désormais impuissante. Clément XIII était un pape du XIIe siècle égaré dans le XVIIIe. Sous son pontificat, la puissance du saint-siége finissait dans l'ombre. Ce vieillard n'a pu supporter cette humiliation. Il a essuyé l'insulte, il ne l'a pas acceptée. Au lieu de se borner à la résistance, il a été assez aveugle pour donner le signal de l'attaque, et dans la résistance même il n'a montré ni prévoyance, ni intelligence, ni adresse; mais à défaut de tête, il avait du cœur. Il fut toujours médiocre, jamais méprisable. Il ne protégea point les arts, et les arts l'ont protégé. Le mausolée de Clément XIII, érigé par ses neveux dans la basilique de Saint-Pierre, reproduit son attitude pieuse et ses traits vénérables. Des lions sont à ses pieds; flatterie posthume, symbole d'une force que le pontife rêva toujours et ne réalisa jamais. La statue de la Religion, qui le soutient, présente une image plus fidèle. Canova lui a donné des formes lourdes et gothiques comme les priviléges surannés que Clément XIII voulut en vain ressusciter et défendre.

Clément XIII à peine expiré, les ambassadeurs de France et d'Espagne résolurent de se rendre maîtres du conclave. Ils proclamèrent à haute voix la nécessité d'élire un pape agréable aux couronnes, et n'admirent pas la possibilité d'une résistance. Leur projet n'était pas d'une exécution facile. La vacance du saint-siége venait les surprendre au moment où ils s'y attendaient le moins. A force de prévoir et d'annoncer la mort de Clément XIII, ils avaient fini par n'y plus arrêter leur pensée. Cet évènement dérangeait tous leurs plans d'attaque. L'ambassadeur de France surtout se trouvait dans une situation embarrassante. Les instructions de sa cour, dans le cas qui se présentait alors, ne manquaient ni de clarté, ni d'énergie : elles prescrivaient au marquis d'Aubeterre une action immédiate et positive sur le sacré collége; mais ce diplomate n'avait aucun moyen pour l'exercer. Si la France comptait à Rome plusieurs pensionnaires, elle n'y avait pas un ami. Ceux qui puisaient le plus largement dans son trésor prenaient à peine le soin de déguiser leur aversion. Honteux de voir leur vote à l'enchère et trop avides pour renoncer à se vendre, ils croyaient se réconcilier avec l'honneur en trahissant l'étranger qui les achetait. D'un autre côté, le général des jésuites possédait toutes les ressources dont le représentant de Louis XV était entièrement dépourvu; il ne tenait qu'à lui de s'en servir pour précipiter l'élection.

Un seul moment pouvait tout décider. La victoire devenait le prix de la ruse ou de l'audace. Lutter d'habileté avec des prélats italiens, c'était combattre à armes trop inégales. Les délégués des Bourbons s'en aperçurent aisément. Un langage hardi, résolu, presque arrogant, pouvait seul dominer l'adresse jésuitique. Rome dégénérée ne pouvait être vaincue qu'à l'aide des vieilles armes de Rome triomphante. Faute de pouvoir la séduire, il fallait lui faire peur. Les instructions de l'ambassadeur de France étaient conçues dans cet esprit. Il les exécuta à la lettre; il se plut même à les exagérer. Affichant la plus étroite union avec les ministres d'Espagne et de Naples, d'Aubeterre déclara qu'il ne prétendait pas créer le pape futur, mais que ni lui ni ses collègues ne permettraient jamais qu'un nouveau pontife fût nommé sans l'assentiment des trois cours. Il exigea ensuite, en termes précis, qu'on ajournât l'élection jusqu'à l'arrivée des cardinaux français et espagnols. Ces injonctions, jetées dans le public, furent répétées d'un ton menaçant à chacun des membres du sacré collége. Les ministres représentèrent à leurs éminences qu'une élection hostile amènerait une rupture entre le saint-siège et les princes de la maison de Bourbon, que leurs représentans refuseraient de reconnaître le pape élu, quitteraient Rome avec éclat et se retireraient à Frascati jusqu'à la réception d'ordres ultérieurs. Voilà le langage hautain que les envoyés des puissances tenaient alors aux héritiers du sénat romain. Les cardinaux soumis promirent d'attendre leurs collègues étrangers, et, après avoir achevé en toute hâte les obsèques de Clément XIII, ils se formèrent en conclave (1).

La lutte suspendue par Clément XIII et décidée par sa mort présentait un intérêt réel, et ne manquait ni de gravité ni d'importance. Il n'y allait pas seulement de la destinée d'un ordre religieux : il s'agissait pour le saint-siége de vaincre les maximes gallicanes adoptées par l'Espagne et Naples, ou d'abandonner à jamais ses antiques prétentions, en un mot de ressaisir l'omnipotence ou de l'abdiquer sans retour. Les jésuites n'étaient qu'une occasion. En eux résidait la forme et non le fond du débat. Dans l'état des affaires, à cette époque, il n'y avait plus de transaction possible. La fierté des Bourbons ne leur permettait pas de renoncer à l'entreprise commencée. Après avoir banni les jésuites de leurs propres états, ils se croyaient engagés d'honneur à les effacer de la terre. Malgré la faiblesse du pontificat,

(1) D'Aubeterre à Choiseul, février 1769.

cette tâche ne laissait pas d'être compliquée, car enfin c'est au saint-siége lui-même qu'il fallait arracher ce sacrifice, c'est lui qui de bonne grace devait licencier cette milice que le XVIe siècle vit naître tout armée pour combattre l'esprit nouveau. Fallait-il la laisser périr sous les coups d'une philosophie menteuse? Fallait-il reconnaître les droits de cette fille de la réforme, plus dangereuse que sa mère? Les princes ennemis des jésuites n'avaient qu'un moyen d'y réussir; il ne leur restait qu'à intimider le conclave, à nommer le pape. Quoique occupée d'objets plus immédiats, l'Europe fut attentive à ce débat ecclésiastique; notre génération ne s'en étonnera pas.

Si telle était la tendance de l'opinion publique, qu'on juge de l'anxiété des jésuites. Ce n'était pas pour eux un simple intérêt de curiosité, c'était la vie ou la mort. La présentation du mémoire de Parme avait glacé de terreur la compagnie de Jésus. Le père Delci était parti précipitamment pour Livourne, entraînant les trésors de l'ordre, qu'il voulait transporter en Angleterre; le général, moins pusillanime, l'arrêta dans sa fuite; Ricci sentit, dès l'ouverture du conclave, que désormais il fallait mesurer l'audace au danger. Son activité se multiplia comme par miracle. Rome, pendant la vacance du saint-siége, présente toujours un spectacle singulier. Le comique, le burlesque même abonde dans ses rues, dans ses places, et se glisse jusque dans les corridors du Vatican. En 1769, la situation des jésuites prêta quelques traits nouveaux à la physionomie de ces jours d'ivresse. A travers les nombreux détachemens des gardes nobles, escorte pompeuse des repas des cardinaux, qui traversent la ville dans de riches litières, au milieu de la foule grave des Transteverins, de la tourbe bigarrée et curieuse des conducteurs de buffles, des bergers, des contadines accourus de la Sabine, de Tivoli, d'Albano, du fond des Marais-Pontins, pour voir la grande cérémonie, l'attention générale s'arrêtait sur le père Ricci, qu'on rencontrait partout, inquiet, essoufflé, hors d'haleine. Dès la pointe du jour, il parcourait les quartiers de Rome depuis le Ponte-Molle jusqu'à la basilique de Latran. A l'exemple de leur supérieur, les jésuites *de considération* (ainsi les désigne un document contemporain) ne cessaient de faire des visites aux confesseurs, aux amis des éminences. Les mains pleines de présens, ils s'humiliaient devant les princes et les dames romaines. Ce soin n'était pas superflu. Déjà on s'éloignait des pères, déjà (fatal pronostic!) le prince de Piombino, partisan de l'Espagne, venait de retirer au général le carrosse que sa famille allouait depuis un siècle pour ce pieux usage. Introduit auprès des cardinaux pendant le peu de jours

qui précèdent la clôture définitive du conclave, Ricci embrassait leurs genoux qu'il mouillait de larmes; il leur recommandait, à haute voix, cette société approuvée par tant de pontifes, confirmée par un concile général; il rappelait ses services, il les vantait, sans inculper aucune cour, aucun cabinet. Puis, à voix basse et dans la liberté d'un entretien secret, il représentait aux princes de l'église l'indignité du joug que les princes du siècle voulaient leur imposer. Il leur faisait sentir qu'ils ne pouvaient s'y soustraire que par une élection précipitée. Au lieu d'attendre ces Français et ces Espagnols, il fallait les contraindre à baiser les pieds du pape nommé sans leur aveu. Ces conseils violens, soutenus par Torrigiani et par l'ancien cardinal patron, ne restaient pas sans écho au Vatican. Les *zelanti* furent même sur le point de les faire prévaloir. L'élection de Chigi, un des leurs, n'avait échoué que faute de deux voix. D'Aubeterre, averti à temps, déjoua ces intrigues par une attitude noble et calme. En public, dans les salons de la noblesse romaine, il refusa d'y ajouter foi, ne pouvant croire, disait-il, que le saint-siége *voulût se perdre*. En même temps, il écrivit à sa cour pour presser l'arrivée des cardinaux français (1).

La politique du cabinet de Versailles, si compliquée à Rome, ne pouvait se passer d'intermédiaires habiles. Les conclaves ont toujours été notre écueil. La confiance poussée jusqu'à l'indiscrétion est parmi nous un trait national, et dérive de nobles qualités; à Rome, c'est une faute irrémissible. Entraînés par la vivacité de leur imagination, nos négociateurs s'égarent sans cesse dans un labyrinthe de finesses qu'ils ne comprennent pas. Les cardinaux italiens se tiennent en bataillon serré : ceux de France, au contraire, sont constamment désunis; ils s'entourent de conclavistes jeunes, ambitieux, avides d'informations, plus avides encore de paraître informés. Ces élémens de publicité ne peuvent lutter avec avantage contre une dissimulation continuelle, inspirée par la nécessité et l'amour-propre, car la dissimulation est à Rome la mesure des talens d'un homme d'état; sans cette base, les dons les plus heureux seraient généralement méconnus. En effet, qu'on examine la situation d'un prélat romain à cette époque. Il est placé entre le besoin de plaire à sa cour, presque toujours compromise avec les puissances, et la nécessité non moins impérieuse de ménager ces puissances, dont le *veto* pourrait l'anéantir. Aussi, dès que son ambition voit poindre le chapeau, même dans un lointain obscur, son visage se couvre d'un masque, que le sommeil, dernière expression

(1) D'Aubeterre à Choiseul, février 1769.

de la lassitude, parvient seul à lui arracher. A-t-il atteint le prix de cette patience prodigieuse, l'habitude s'est changée en tempérament, et les vieux *porporati*, étayés de conclavistes méfians et spirituels, ne sont occupés qu'à deviner, à tromper, à dérouter les *barbares* qu'ils sont forcés d'accepter pour collègues.

Le choix du ministère français devait naturellement tomber sur le cardinal de Bernis. Retiré dans son diocèse d'Alby après sa chute, il avait déployé des vertus épiscopales que sa jeunesse n'avait pas fait espérer. La plus grande partie de ses revenus passait en aumônes, le reste suffisait au maintien de sa dignité extérieure. Charitable et magnifique, Bernis jeta plus d'éclat du fond de son évêché qu'au faîte du pouvoir. Louis XV s'en aperçut. Il exprima son approbation devant les amis du cardinal. Ceux-ci se souvinrent que Bernis avait déjà été ministre; Choiseul les comprit : il résolut d'éloigner son ancien protecteur, qui pouvait devenir un rival. Trop habile pour le déprécier, il s'arma contre lui de son mérite même, vanta au roi ses talens diplomatiques, et se plut à exhumer les souvenirs de son ambassade de Venise, si agréable à Benoît XIV. L'assentiment d'un tel pape recommandait fortement Bernis à la cour de Rome. Choiseul, pour l'engager à s'y rendre, lui promit la place du marquis d'Aubeterre, et Bernis promit à Choiseul de créer un pape dévoué à la France. Il arriva à Rome convaincu qu'il tiendrait parole. Son amour-propre lui disait que le choix du chef de l'église n'était réservé qu'à lui; son collègue, le cardinal de Luynes, homme assez médiocre, devait à peine lui sembler un collaborateur. Bernis ne doutait donc pas du succès; mais, quoiqu'au fond du cœur il regardât son entrée au conclave comme une prise de possession, il eut le bon goût de tempérer l'éclat d'un triomphe certain par un langage modeste. Loin d'affecter l'arrogance d'un dictateur, il redemanda à ses vieilles habitudes toutes les graces d'un homme de cour aimable et conciliant. Il se plut à les prodiguer. S'il laissa percer un peu sa supériorité, il ne l'étala jamais, et si sa prétention d'exercer une influence sans bornes ne fut pas un seul instant douteuse, du moins il eut le soin de l'indiquer avec tant de mesure, qu'elle pouvait être aperçue sans donner prise au reproche. « La France, disait-il à ses confrères, ne forme qu'un vœu, celui de voir élever sur le trône un prince sage, modéré, pénétré des égards dus aux grandes puissances. Le choix du sacré collége ne peut s'arrêter que sur la vertu, puisqu'elle brille dans chacun de ses membres; mais la vertu ne suffit pas. Qui pourrait surpasser Clément XIII en religion, en pureté de doctrine? Ses intentions étaient

excellentes; cependant, sous son règne, l'église a été troublée jusqu'au fond des entrailles. Que vos éminences rétablissent la concorde entre le saint-siége et les états catholiques, qu'elles ramènent la paix dans la chrétienté, la France sera contente. » Cette bienveillance générale servait de voile à des instructions plus précises. Bernis était chargé de négocier secrètement le retour du comtat d'Avignon à la France (1); mais toutes ses démarches étaient subordonnées à un accord parfait avec les représentans de l'Espagne. Ceux-ci ne se montraient pas encore. Bernis profitait de leur éloignement pour s'assurer un ascendant fondé sur la dignité et le charme des manières. Son affabilité un peu théâtrale, mais toujours séduisante, transportait la cour de Louis XV au milieu des tristes cellules du Vatican. Pour rendre ses succès universels, il n'oublia pas l'opinion publique qui siégeait à Ferney, et s'empressa d'y adresser quelques billets prétentieux.

Toutes ces graces prodiguées à une assemblée de vieillards eurent bientôt un témoin plus jeune et plus illustre. Joseph II arriva subitement à Rome. Ce fut là un grand évènement. Par un souvenir mal éteint, par un faux reflet des temps antiques, Rome accordait encore aux empereurs une sorte de suprématie idéale, et depuis plus de deux siècles aucun césar n'avait reparu dans ses murs. Charles-Quint fut le dernier; il s'y était montré dans la pompe de son triomphe de Tunis, bardé de fer, entouré de ces mêmes bandes qui, sous le connétable de Bourbon, avaient porté naguère la désolation et le deuil dans la métropole du christianisme. Joseph dédaigna le faste. Un contraste étudié, mais frappant, le présenta aux Romains sous la modestie d'un incognito dont il était l'inventeur. Son costume, ses manières, l'absence de toute décoration, le petit nombre des personnes de sa suite, semblaient appartenir au comte de Falkenstein, possesseur d'un petit fief immédiat en Alsace. Son frère, Léopold de Toscane, l'accompagnait sous un déguisement semblable. Cette bonhomie monarchique, alors presque inconnue, produisit un effet merveilleux. Trop nouvelle pour être soupçonnée d'artifice, on l'accepta comme candide et sincère. Le contraste de tant de simplicité avec une telle puissance étonnait et charmait à la fois. C'était comme la réalisation inattendue des utopies du *Télémaque*. Une si douce impression réagit sur l'ame de Joseph, et l'heureux résultat de cet essai l'engagea dès-lors dans un système que depuis il poussa si loin. Après le premier

(1) Mémoire pour servir d'instructions à MM. les cardinaux de Luynes et de Bernis, 19 février 1769.

tribut accordé à l'enthousiasme, les Romains se demandèrent quel parti l'empereur allait prendre dans la querelle du moment. Ses moindres paroles allaient être saisies, commentées avec avidité. Joseph se plut à déjouer toutes les conjectures. Déjà rempli de ses projets de réforme, mais retenu par les scrupules de sa mère, il se dédommageait de cette contrainte en frondant également les amis et les ennemis des jésuites. Il affectait de ne pouvoir comprendre l'importance que de grands souverains prêtaient à une question monacale, il laissait entrevoir que leur préoccupation naissait de craintes pusillanimes. En même temps il affichait un mépris extrême pour les jésuites et ne leur permettait pas d'espérer son appui. Ces pères s'en étaient pourtant flattés. Joseph dissipa leur illusion dans la visite qu'il fit par curiosité au *Gran-Gesu*, maison professe de l'ordre, miracle de magnificence et de mauvais goût. Le général alla au-devant de l'empereur et se prosterna devant lui avec une humilité profonde. Joseph, sans attendre qu'il eût pris la parole, lui demanda froidement quand il quitterait son costume. Ricci pâlit, se troubla, murmura quelques mots inarticulés, convint que les temps étaient bien durs pour ses frères, mais qu'ils mettaient leur confiance dans Dieu et dans le saint-père, dont l'infaillibilité serait à jamais compromise, s'il détruisait un ordre approuvé par ses prédécesseurs. Ici l'empereur se prit à sourire, et presque aussitôt, fixant ses regards sur le tabernacle, il s'arrêta devant la statue de saint Ignace, tout entière d'argent massif et ruisselante de pierreries. Il se récria sur la somme prodigieuse qu'elle devait avoir coûté. « Sire, balbutia le père général, cette statue a été faite avec les deniers des amis de la société. — Dites, reprit Joseph, dites plutôt avec les profits des Indes. » Après ces paroles sévères, il quitta les pères et les laissa livrés au plus morne abattement. Dans la double intention d'humilier à la fois et le pape et les Bourbons, Joseph ne cessa de se récrier sur le prix que mettaient les princes de cette maison à l'élection d'un nouveau pape; selon, lui ce choix n'avait aucune importance, il n'était pas digne d'occuper la pensée d'un monarque au XVIIIe siècle, et, pour mieux prouver son désintéressement à cet égard, il avait défendu au cardinal Pozzo-Bonelli, son ministre, de porter ni d'écarter aucun candidat.

Une indifférence si offensante ne pouvait échapper à la sagacité du sacré collége. Seuls parmi les puissances catholiques du premier ordre, Marie-Thérèse et Joseph n'avaient eu encore aucun démêlé sérieux avec le saint-siége. Pour donner le change sur l'intimité précaire de

leur cour avec l'empereur, les cardinaux résolurent de lui rendre des honneurs inusités; malgré l'étiquette séculaire qui ferme le conclave aux plus grands princes, Joseph fut supplié d'y paraître. Il s'y rendit accompagné du grand-duc Léopold. Les cardinaux allèrent tous processionnellement à leur rencontre. L'un des membres les plus distingués du sacré collége, que l'opinion publique portait au rang suprême, le cardinal Stoppani, prit Joseph par la main et l'introduisit au conclave. Quand l'empereur, selon l'usage, voulut déposer son épée, un cri général l'engagea à garder cette arme, proclamée le soutien du saint-siége. Tous les cardinaux l'entourèrent alors avec les témoignages d'un tendre respect. Albani, dévoué à l'Autriche, feignit même de pleurer de joie à sa vue. Joseph reçut ces avances extraordinaires avec une froide courtoisie. Il caressa l'amour-propre de Bernis par un accueil flatteur; en revanche, lorsque Torrigiani lui fut présenté, il se contenta de lui dire : « J'ai beaucoup entendu parler de vous. » Mais son premier soin fut de demander le cardinal d'York : « Le voici, lui répondit le petit-fils de Jacques II; voici le cardinal que votre majesté impériale veut bien honorer de son souvenir. » Joseph salua Stuart avec une nuance d'égards très marquée, il le pria de lui montrer sa cellule : « Elle est bien petite pour votre altesse, » dit-il après l'avoir visitée. En effet, Whitehall était plus grand.

Au moment où l'empereur se disposait à prendre congé de leurs éminences, les démonstrations devinrent plus impétueuses. « Sire, s'écriait-on de toutes parts, que votre majesté impériale protége le nouveau pape, afin qu'il puisse mettre un terme aux troubles de l'église. » Les cardinaux obtinrent pour réponse que « c'était à eux d'y pourvoir, en choisissant un pape qui sût imiter Benoît XIV, et ne vouloir rien de trop; que l'autorité du pape était incontestable dans le spirituel, qu'il devait s'en contenter; que surtout, en traitant avec les souverains, il ne devait jamais s'oublier au point de violer les règles de la politique et *de la bonne éducation.* » Après cet avis, l'auguste voyageur prit congé de ses hôtes, refusa les fêtes déjà préparées, et partit la nuit même pour Naples (1).

Certes, c'était avec désespoir que le sacré collége se courbait ainsi devant les princes, mais la nécessité qui l'y forçait l'exposait à toutes

(1) Tous les détails relatifs à la visite de l'empereur au Vatican et au *Gran-Gesu* ont été donnés par ce prince lui-même au marquis d'Aubeterre, ambassadeur de France. Joseph s'étendit avec complaisance sur sa politique dédaigneuse à l'égard du saint-siége, déclara en propres termes *qu'il connaissait trop la cour de Rome*

les humiliations. Le conclave durait depuis près de trois mois. Ces vieillards, enfermés dans des tanières, ne pouvaient supporter une réclusion si longue et jusqu'alors si infructueuse; ils se rappelaient avec effroi que Lambertini n'avait été élu qu'après six mois révolus. Quelques-uns d'entre eux touchaient à la décrépitude, car, dans ce combat décisif, ni l'âge ni les infirmités n'avaient refroidi l'ardeur des partis. On vit transporter au conclave le fanatique évêque de Viterbe, Oddi, âgé de quatre-vingt-dix ans, et Conti, ennemi des jésuites, déjà frappé d'une maladie mortelle. L'impatience gagnait les cardinaux. Tous les matins, ils se rendaient au scrutin avec la ferme résolution de le clore; mais Lacerda et Solis, plénipotentiaires de l'Espagne, avaient retardé leur marche. Pour abréger leur voyage, ils avaient d'abord annoncé qu'ils le feraient par mer. A cette nouvelle, la joie s'était répandue au Vatican; elle fit place à un dépit non moins violent lorsqu'on apprit qu'au port de Carthagène, Solis et Lacerda, puérilement effrayés du bruit de la mer, étaient retournés sur leurs pas et se rendaient à Rome par la voie de terre. La chaleur commençait à se faire sentir. Les maladies menaçaient de s'introduire dans les cellules. On n'avait pas même la ressource des intrigues politiques pour tromper l'ennui des heures. Les cours bourbonniennes avaient insinué plus de trente arrêts d'exclusion; le cercle des choix possibles se resserrait chaque jour. Ces exclusions si nombreuses étaient illégales, chacune des puissances ne pouvait en indiquer qu'une seule et perdait son droit en l'exerçant, mais les cardinaux (tel était alors l'état de la cour de Rome) se croyaient obligés de les respecter en masse. Les délais des Espagnols paralysaient tout; leurs collègues les attendaient au milieu d'inconvéniens de tout genre et dans l'irritation provoquée par un affront d'autant plus sanglant qu'il n'était pas possible de le dissimuler.

La France, dans cet intervalle, aurait pu dicter des lois au conclave et satisfaire le roi d'Espagne sans le concours de ses agens. D'Aubeterre le conseillait, mais Bernis, esprit plus fastueux qu'énergique, se contentait d'hommages extérieurs qu'il préférait à la réalité du pouvoir. D'ailleurs, il ne faut jamais perdre de vue que cette affaire semblait secondaire au duc de Choiseul, et que, par une complaisance aveugle pour les fantaisies théologiques du roi d'Espagne, il achetait

pour ne pas la mépriser, et apprécia très légèrement son admission au conclave. *Ces gens-là,* dit-il en parlant des cardinaux, *m'ont fait valoir cette distinction, mais je n'en suis pas la dupe. Ils ont voulu m'examiner curieusement, comme ils auraient fait du rhinocéros.*

la docilité absolue de ce monarque dans toutes les questions de paix ou de guerre européenne. Le plan de la cour de Madrid était d'enchaîner le pape futur par la promesse *écrite* et *signée* d'abolir l'ordre des jésuites; elle invoquait l'antique exemple de Clément V et des templiers. L'élection du candidat était à ce prix. Pressé par d'Aubeterre de prévenir les vœux de Charles III, Bernis recula; sa conscience était alarmée; il déclara une telle entreprise non-seulement impraticable, mais inutile. Selon lui, rien ne garantissait l'exécution d'un pareil engagement; le cardinal capable de signer d'avance un tel marché déshonorerait son pontificat futur, parce qu'à la fin tout devient public. D'Aubeterre, ambassadeur de France, le prélat Azpurù, ministre d'Espagne, s'efforcèrent en vain de vaincre ses scrupules; ils lui déclarèrent que leur projet avait obtenu l'approbation des casuistes les plus éclairés : Bernis, frappé de leur insistance, ne voulut pas s'attirer leur inimitié; il promit de réfléchir, de consulter quelque canoniste consommé, quelqu'une des lumières du sacré collége, et il nomma le cardinal Ganganelli.

Arrêtons-nous devant ce nom et jetons un regard en arrière, sur cette vie obscure encore à l'ombre de la pourpre, mais qui pour quelque temps du moins va occuper le monde. Laurent Ganganelli naquit au bourg de Saint-Arcangelo, le 31 octobre 1705, d'une famille plébéienne. Son père était laboureur, d'autres disent chirurgien de campagne (1). Il s'engagea de bonne heure dans l'état monastique, et sa vocation était sincère. Tout son être se trouva facilement en harmonie avec la vie contemplative. Corruptrice pour beaucoup de cœurs, la solitude fut bonne à Ganganelli. Le cloître ne façonna pas son caractère aux habitudes d'une misanthropie chagrine. Quoiqu'il se livrât exclusivement à l'étude de la théologie, quoiqu'il fût ferme dans la foi, très solide sur le dogme, on ne le vit jamais fanatique. Son caractère plus que son esprit l'avait élevé jusqu'à la tolérance. L'ame de l'anachorète, discrètement repliée sur elle-même, s'ouvrait à toutes les sensations naïves et calmes; ses traits, un peu communs, mais pleins de douceur, en étaient le miroir. Il connut l'amitié; son attachement à un pauvre cordelier, nommé Francesco, ne se démentit jamais. Il connut aussi les charmes de la nature : la botanique, l'histoire naturelle surtout, occupaient tous ses loisirs; il passait souvent des heures entières à analyser un insecte ou une fleur. Un livre à la main, il se

(1) Caraccioli, copié par la *Biographie universelle*, fait descendre Ganganelli d'une famille noble. Rien de plus faux : Ganganelli était réellement plébéien.

perdait volontiers dans les bois. Ganganelli était à la fois candide et ambitieux. Son ambition était ardente, profonde, invétérée, mais en même temps pleine de bonhomie, empreinte d'une confiance mystique dans l'avenir. Qu'on ne s'en étonne pas; ce qui est contradictoire n'est pas toujours contraire, et le nier c'est méconnaître l'homme. Ganganelli se croyait appelé par la Providence à des destinées merveilleuses. Dès l'enfance, un but éblouissant se plaça devant ses yeux; il eut toujours foi en lui-même et marcha d'un pas ferme, appuyé sur la prédestination. Quand ses parens le détournaient de la vie monastique, il leur rappelait que le froc avait souvent précédé la pourpre, et que les deux derniers Sixte étaient sortis de l'ordre de saint François. Le nom de Sixte-Quint, sans cesse présent à sa pensée, le poursuivit dans toutes les phases de sa carrière. C'est que rien en Italie n'égale la popularité de ce nom, rien ne flatte à un plus haut degré l'orgueil démocratique. Le chevrier de l'Abruzze, le laboureur de la Sabine, se souviennent avec orgueil que le plus fier des pontifes naquit paysan, mendiant, gardeur de pourceaux. Ganganelli fut toute sa vie un moine, un homme du peuple. Dans aucune tête, le sillon de Sixte-Quint ne s'était gravé si profondément.

Des prédictions, des présages auxquels Ganganelli fut toujours accessible, entretinrent ses vagues espérances, et, quoi qu'en disent ses panégyristes, dont les aveux mêmes nous serviront de preuves, il résolut d'arriver au faîte des grandeurs. La dignité de général de son ordre se présenta à lui : tentation vulgaire! Il la repoussa sans peine, et l'humilité servit de voile à des calculs d'une bien autre portée. Faut-il l'avouer? Dans l'origine, Ganganelli accepta, il rechercha même la protection des jésuites. Le général de cet ordre le recommanda au neveu du pape; Clément XIII le revêtit de la pourpre, et ce seul fait atteste l'influence de la société, car Clément ne fit jamais un pas sans la consulter. A la nouvelle de sa promotion, Ganganelli se jeta aux pieds de Rezzonico, il le supplia de choisir un plus digne, mais il eut le plaisir de se voir refusé avec colère. Parvenu au cardinalat, il conserva la simplicité de ses habitudes. C'était sincèrement qu'il préférait à de vaines cérémonies une table frugale, de longues promenades à cheval dans le désert de Rome, l'amitié de Francesco, les visites de quelques étrangers instruits, et surtout l'entretien paisible des pères du couvent des Saints-Apôtres. Touché de la réalité du pouvoir, il n'en aima jamais la pompe; mais ces joies douces et uniformes ne le détournaient pas des soins d'une politique assidue et même assez tortueuse. Son intérêt, d'accord avec sa prudence, le portait à blâmer les

résistances de la cour de Rome; il exaltait la puissance des souverains. « Leurs bras sont bien longs, disait-il souvent, ils passent par-dessus les Alpes et les Pyrénées. » Ganganelli ne tarda pas à abandonner les jésuites et à se ranger sourdement du parti des couronnes. Dans les congrégations, il émit (avec précaution pourtant) des opinions favorables aux princes. Le duc de Parme trouva en lui un appui discret, mais sûr. Une correspondance étendue et mystérieuse suppléait à la timidité de ses démarches politiques. Ganganelli écrivait secrètement au père Castan, religieux de son ordre, retiré à Avignon, et livré à l'intrigue. Ce moine l'avait recommandé à Jarente, évêque d'Orléans, qui tenait alors en France la feuille des bénéfices. Cependant, au moment du conclave, les instructions de Versailles n'appuyèrent pas Ganganelli. Les historiens, qui l'affirment tous, sont tous dans l'erreur. A la vérité, ce cardinal fut inscrit sur la liste *des bons sujets*, c'est-à-dire des sujets qui ne seraient pas désagréables aux Bourbons; mais son nom, mêlé à beaucoup d'autres, est accompagné de notes restrictives. La France, loin de le préférer au reste des candidats, le soupçonnait de manége et de duplicité. L'attitude de Ganganelli dans le conclave n'était pas propre à dissiper ces préventions. Familier jusqu'alors avec les Français, il avait paru attaché à leurs intérêts; pendant toute la durée du conclave, il affecta de les fuir. En outre, Ganganelli était peu aimé des cardinaux. Toujours renfermé dans sa cellule, il évitait ses collègues. On put aisément attribuer tant de réserve à une ambition latente. Aussi personne, dans les premiers jours du conclave, ne pensa qu'il pût être élevé au trône. On ne sait si Bernis le pressentit sur le pacte mystérieux proposé par l'Espagne. Étant lui-même contraire à cette mesure, le cardinal français ne pouvait pas la présenter sous un point de vue séduisant; peut-être même laissa-t-il percer sa répugnance, ce qui força l'Italien à la rejeter avec indignation. Quoi qu'il en soit, Bernis et Luynes persistèrent dans leurs scrupules, et les firent partager à Louis XV, qui accordait toujours au dogme le respect qu'il refusait à la morale.

Le temps s'écoulait, et la négociation n'avançait pas. Les Espagnols pouvaient seuls l'entreprendre et la terminer : ils arrivèrent enfin; ils laissèrent à Bernis tous les dehors de l'influence, ils flattèrent son amour-propre par des marques de déférence, mais ils résolurent d'agir à son insu. Guidés par d'habiles conclavistes, ils devinèrent sur-le-champ l'ostentation et la mollesse du caractère de leur collègue; ils surprirent aussi dans son cœur une secrète pitié pour les jésuites; ils virent que ce sentiment n'avait pas échappé aux regards perçans des

zelanti, et que leur audace s'en était accrue. En conséquence, ils résolurent d'endormir et de jouer Bernis. D'abord ils traversèrent sourdement sa négociation pour assurer Avignon à la France, et prétendirent que la question jésuitique devait être traitée isolément; toute autre affaire nuisait à la principale. Ensuite, ils laissèrent Bernis chercher un candidat, et, munis de renseignemens particuliers sur les dispositions de Ganganelli, ils entamèrent avec lui directement une négociation mystérieuse. Solis, du fond de sa cellule, correspondit en secret avec Ganganelli, qui ne quittait jamais la sienne. Celui-ci, de son côté, se mit en rapport avec Albani, chef de la faction des *zelanti*, et tandis que ces deux reclus tenaient dans l'ombre le fil de cette grande intrigue, le cardinal-poète étalait sa bonne mine, ses airs de cour, recevait les hommages du sacré collége, et, dans l'effusion de sa vanité, s'écriait assez plaisamment : « Jamais les cardinaux de France n'ont eu plus de pouvoir que dans ce conclave! »

Comme, après tout, il avait beaucoup d'esprit, Bernis finit par se douter de quelques menées souterraines; mais les adroites réponses des Espagnols déroutaient sa frivolité : ils l'amusaient par de fausses confidences et négociaient toujours. Ganganelli de son côté, tous les monumens authentiques l'attestent, aspirait à la tiare avec ardeur. Bon, facile, conciliant, il admirait Benoît XIV et voulait faire revivre cette mémoire chérie; il aimait les arts et voulait les protéger. Bénir le monde du haut de Saint-Pierre, quelle séduction pour un prêtre! vivre au milieu des chefs-d'œuvre du Vatican, quel charme pour un Italien! Clément XIII avait failli provoquer des schismes, Ganganelli allait réconcilier Rome avec les princes. Ce dessein était noble, il pouvait toucher une ame telle que la sienne; mais pour l'accomplir, les moyens qu'il employa furent-ils tous également dignes de lui? Est-il vrai que Ganganelli ait pris des engagemens formels contre les jésuites? est-il vrai que, pour gage de son élection future, il ait remis aux Espagnols, sur leur sollicitation, un écrit *signé de sa main*, qui, sans impliquer formellement la promesse de la destruction des jésuites, en eût donné l'espérance? est-il vrai que ce billet ait été conçu en ces termes : *Je reconnais que le souverain pontife peut en conscience éteindre la société des jésuites en observant les règles canoniques?* Nous ne prononcerons pas.

Cependant l'unanimité des suffrages qui allait se réunir sur Ganganelli donna de violens soupçons à Bernis. Le cardinal français ne tarda pas à les éclaircir; sûr d'avoir été joué, il voulut du moins sauver les apparences. Les Espagnols lui laissèrent volontiers ce rôle spécieux,

qui convenait si bien au faste de ses manières. Bernis se rendit auprès du pape futur; il espéra lui donner le change en se vantant d'avoir disposé tous les suffrages en sa faveur. Ganganelli se prêta volontiers à cette fiction et s'épuisa en protestations de reconnaissance pour la France et pour son ministre. On peut croire que cet excès de dissimulation lui causa un peu d'embarras; il éprouva sans doute quelque peine à exprimer sa prétendue gratitude, car il eut recours à des paroles bizarres et d'un goût équivoque : « Je porte, dit-il, Louis XV dans mon cœur et le cardinal de Bernis dans ma main droite. » Il accompagna cette déclaration d'un retour étudié sur son indignité, et balbutia même une espèce de refus. Bernis ne prit pas la peine de répondre à ces protestations d'humilité, et, avec le ton d'un homme qui va décider du destin de l'église, il demanda nettement au cardinal ses intentions à l'égard des jésuites et de l'infant de Parme. Sur ce dernier point, Ganganelli répondit de la manière la plus satisfaisante; il promit non-seulement de se réconcilier avec l'infant, mais de bénir lui-même son prochain mariage dans la basilique de Saint-Pierre. Quant aux jésuites, instruit sans doute des secrètes pensées de son interlocuteur, il reconnut l'abolition utile, mais il insista sur la nécessité d'y procéder avec prudence et réserve; puis, pressé par Bernis, qui se croyait obligé de demander la destruction immédiate de la société par un coup d'état, il le pria de garder son ame en repos et de bien croire qu'une fois intronisé, le pape futur ne s'en tiendrait pas aux paroles. Enfin, Ganganelli promit à Bernis tout ce qu'il voulut; il lui laissa même entrevoir la possibilité du retour d'Avignon à la France, et il s'engagea à nommer aux premières places de l'état ecclésiastique les sujets qu'indiquait la cour de Versailles.

Bernis, se croyant sûr d'avoir tout obtenu, courut à l'instant chez le cardinal Pozzo-Bonelli, chargé du secret de l'Autriche. Cette puissance avait témoigné une indifférence affectée pour le résultat d'une si longue lutte. Son représentant adhéra sur-le-champ au nouveau choix. Albani et Rezzonico, chefs du parti des jésuites, Orsini, cardinal napolitain, s'étaient également rendus chez Pozzo-Bonelli, et à peine Bernis eut-il parlé, que les cardinaux réunis en collége allèrent baiser la main du pape désigné. Ganganelli accepta leurs hommages, et, après un scrutin de pure formalité, Clément XIV fut proclamé souverain pontife (1). Ainsi se dénoua un conclave mémorable, qui, faute de documens officiels, n'a cessé d'être présenté sous un faux jour.

(1) Par suite du culte superstitieux que Ganganelli portait à la mémoire de Sixte-

IV.

Ganganelli était enfin arrivé au but éclatant de ses vœux secrets (1769). Son avénement fut le signal de l'enthousiasme le plus vif et le moins contesté. La France et l'Espagne s'attribuaient l'honneur de l'avoir élu. Satisfait de sa popularité, fort de l'appui des puissances, Ganganelli put alors se croire appelé à fermer les plaies de l'église. Aussi, de l'aveu de tous les spectateurs, le jour de son couronnement, il était radieux; il se livra avec abandon à sa gaieté naturelle. Au moment d'entrer dans la basilique vaticane, il aperçut une pierre sur laquelle, simple moine encore, il avait voulu voir défiler le cortége du pape Rezzonico. « Voilà, dit-il en la montrant, voilà la pierre d'où on m'a chassé il y a dix ans. » Un des biographes de Clément XIV, Caraccioli, prétend qu'il s'endormit si profondément la nuit de son exaltation, qu'on eut beaucoup de peine à le réveiller. C'est vanter son humilité aux dépens de sa raison. Dans une telle situation, ce sommeil eût été stupide. En effet, quel emploi d'une nuit solennelle! Cette nuit ne dut-elle pas être troublée par des réflexions amères? Arrivé à ce trône si désiré, quel parti prendre? Comment tenir une parole imprudente, mais obligatoire? Comment supprimer les jésuites, comment les conserver? Faut-il braver la colère des plus grands princes de l'Europe, les pousser au schisme, peut-être à l'hérésie? Faut-il exposer le saint-siége à perdre non-seulement la propriété de Bénévent et du Comtat, mais encore l'obédience filiale du Portugal très fidèle, de la France très chrétienne, de l'Espagne très catholique? D'un autre côté, comment rayer de la liste des choses vivantes un ordre approuvé par tant de papes, réputé le boulevard de l'église, le bouclier de la foi? Telles étaient les réflexions qui devaient empêcher Clément XIV de dormir, sous peine de folie; elles l'assaillirent sans doute à l'issue même de son adoration, car, bien loin de déployer cette obstination, cette fermeté inébranlable dont ses ennemis et ses panégyristes lui font également honneur, il résolut de temporiser, d'amuser les princes par des promesses, de contenir les jésuites par des hésitations concertées, en un mot d'éluder le péril au lieu de le

Quint, il voulut s'imposer le nom de Sixte VI, mais ses amis lui firent sentir ce qu'un tel rapprochement avait d'ambitieux, et l'engagèrent à continuer le nom de Clément, porté par l'auteur de sa fortune.

braver. Dès ce jour, il voua son pontificat à toutes les ressources, à tous les artifices d'une faiblesse laborieuse.

Des obstacles insurmontables s'opposaient à l'exécution de ce projet, qui cependant n'était que l'absence de tout projet. L'Espagne et la France à sa suite demandaient avec autorité la suppression immédiate de l'ordre. Pour parer une attaque si vive, Clément redoubla d'égards et de flatteries envers les deux couronnes; surtout il n'épargna rien pour satisfaire la vanité de Bernis, qui succédait définitivement au marquis d'Aubeterre. Quand le cardinal vint lui faire sa cour, il ne voulut point recevoir de lui les hommages dus au souverain pontife. Il lui interdit les génuflexions, lui offrit plusieurs fois sa tabatière, et voulut même le forcer à s'asseoir en sa présence. Bernis se retirait d'un air profondément respectueux; Clément insista avec familiarité. « Nous sommes seuls, disait-il, personne ne nous voit, laissons là l'étiquette, et vivons dans la vieille égalité du cardinalat. » Quelques jours plus tard, lorsque Bernis lui présenta une lettre de Louis XV, Clément la saisit, la baisa avec transport, et s'écria : « Je dois tout à la France! La Providence m'a choisi parmi le peuple, comme saint Pierre; elle s'est servie de la maison de Bourbon pour m'élever sur la chaire du prince des apôtres. Elle a permis, ajouta-t-il en embrassant Bernis, elle a permis que vous fussiez le ministre du roi auprès du saint-siége; toutes ces circonstances inespérées semblent m'assurer la protection du ciel, qui m'a ménagé celle de si grands princes. J'aurai en vous, mon cher cardinal, une confiance sans bornes. Point de voies indirectes, point de mystères entre nous. Je vous communiquerai tout, je ne ferai rien sans vous consulter. Ne craignez pas que je suive l'exemple de quelques-uns de mes prédécesseurs, que j'emploie d'autres moyens que ceux de la bonne foi et de la vérité. Vous en serez constamment juge, car je ne vous renverrai jamais à mon secrétaire d'état, et je vous prie d'avance de vous adresser toujours directement à moi-même. »

Ces assurances exaltaient Bernis; il se croyait maître de Rome. Le pape entretenait soigneusement une telle illusion, et se servait de la vanité du cardinal pour le rendre complice de son système dilatoire. Aussi Bernis ne cessait-il d'écrire à sa cour pour la prier d'approuver des délais nécessaires à la dignité du pape et inévitables, selon lui, en des matières qui touchent à la discipline ecclésiastique (1). Charles III

(1) Bernis à Choiseul, dans un très grand nombre de dépêches.

était toujours ardent, toujours impatient; Louis XV, au contraire, semblait se refroidir. Ses velléités de dévotion, ses remords intermittens, lui inspiraient beaucoup d'indulgence pour le pape. Le duc de Choiseul à son tour, dégoûté d'une négociation longue et fastidieuse, sentait son zèle se ralentir : il ne se trompait pas, comme Bernis, sur les motifs de Clément XIV, il s'exagérait même des artifices qu'il attribuait à la perfidie; mais, devenu très insouciant sur l'issue d'une affaire qu'il avait jadis provoquée, il semblait oublier la part qu'il y avait prise, et ne cachait plus dans ses dépêches sa lassitude ni son dédain. « Je finirai l'histoire des jésuites, écrivait-il à Bernis, en mettant sous vos yeux un tableau qui, je crois, vous frappera. Je ne sais s'il a été bien fait de renvoyer les jésuites de France et d'Espagne; ils sont renvoyés de tous les états de la maison de Bourbon. Je crois qu'il a été encore plus mal fait, ces moines renvoyés, de faire à Rome une démarche d'éclat pour la suppression de l'ordre et d'avertir l'Europe de cette démarche. Elle est faite, et il se trouve que les rois de France, d'Espagne et de Naples sont en guerre ouverte contre les jésuites et leurs partisans. Seront-ils supprimés, ne le seront-ils pas? Les rois l'emporteront-ils? les jésuites auront-ils la victoire? Voilà la question qui agite les cabinets et qui est la source des intrigues, des tracasseries, des embarras de toutes les cours catholiques. En vérité, l'on ne peut pas voir ce tableau de sang-froid, sans en sentir l'indécence, et si j'étais ambassadeur à Rome, je serais honteux de voir le père Ricci l'antagoniste de mon maître (1). » C'est ainsi que, par une légèreté incroyable, Choiseul blâmait une démarche dont il était l'auteur! Le pape, en demandant du temps, trouva donc quelque appui à la cour de Louis XV; le roi de France se chargea de tempérer la fougue de son cousin d'Espagne, qui, par déférence pour le pacte de famille, permit à regret un ajournement.

Clément XIV respira; il s'applaudit au fond du cœur de son adroite politique et espéra bien y trouver de nouvelles ressources pour des délais indéfinis. Cette trève fut le plus heureux moment, le seul moment heureux de son pontificat. Il en jouit avec délices. La gaieté de son caractère reparut sans contrainte, et ceux qui l'approchèrent alors ne virent en lui ni un moine morose, ni un parvenu ébloui de sa puissance, mais un bon prêtre, de mœurs irréprochables et d'un commerce rempli d'agrément. Le rang suprême n'avait rien changé à ses manières. Il mesurait avec le calme d'un témoin désintéressé l'espace

(1) Lettre du duc de Choiseul au cardinal de Bernis; Compiègne, 20 août 1769.

immense qu'il avait franchi. Il se rappelait l'humilité de ses premières années, ses commencemens si pénibles, et en parlait souvent, trop souvent peut-être, ce qui donnait à sa conversation plus de charme que de dignité. Bienveillant pour tous en apparence, il n'accordait sa faveur à personne. Le sacré collége, bien accueilli par le pape, n'avait aucune part à sa confiance. Clément était d'une discrétion à toute épreuve. La justice qu'on lui rendait sous ce rapport le flattait singulièrement. Il portait cette vertu jusqu'à l'excès. Croyant pouvoir suffire à tout, il n'appelait personne à partager ses travaux: aussi perdait-il le temps en détails trop minutieux pour un souverain. Toutefois, comme l'homme ne peut vivre seul, il accordait aux subalternes la confiance qu'il refusait à des personnages considérables. Les impressions du cloître avaient beaucoup d'empire sur lui. Il les cherchait auprès du frère Francesco. Au bord du lac d'Albano, sous les berceaux de Castel-Gandolfe, le souverain pontife passait des heures entières avec le vieux témoin de son jeune âge. Francesco était à la fois son ami, son majordome et son cuisinier; Clément ne touchait qu'aux mets grossiers apprêtés par ses mains. Francesco n'avait ni lettres, ni connaissance des hommes; néanmoins, d'accord avec un autre religieux, le père Buontempi, il exerçait un grand ascendant sur son maître. Il l'entourait de gens inconnus, mais dévoués à son crédit. Ganganelli aimait à vivre parmi eux. Peu habitué au monde, imbu d'une aversion plébéienne pour les grands, il s'en défiait et les écartait avec soin. Il n'était heureux qu'entouré de ceux qu'il avait vus jadis ses égaux. On sent que les jésuites ne devaient pas négliger ce canal secret. Le sacré collége et la haute noblesse les secondaient dans leurs efforts. Les cardinaux et les princes étaient privés de tout moyen direct de communiquer avec le pape. Pour arriver jusqu'à lui, ils mettaient leur espoir dans le savoir-faire de la société, car elle avait toujours eu l'art d'associer les hautes classes à ses intérêts particuliers. Dans les palais de Rome, les jésuites étaient les intendans des maris, les précepteurs des enfans, les directeurs des femmes; à toutes les tables, dans toutes les *conversazione*, régnait despotiquement un jésuite. Leur triomphe assurait celui de la noblesse. Le pape cependant se prêtait peu à leurs avances; il ne les recevait pas en public, et secrètement leur répondait par des paroles évasives. Il les faisait passer sans relâche de la confiance à la crainte et du découragement à l'espoir. Ganganelli essayait le même jeu avec les couronnes. Cette sécurité trompeuse lui donna quelques momens de bonheur, elle embellit encore à ses yeux cette nature d'Albano déjà si belle et dont son ame

sensible appréciait si bien les charmes, mais son illusion n'eut que la durée des beaux jours d'automne. A peine rentré dans Rome, Ganganelli sentit qu'il s'était flatté en vain de couler le reste de sa vie sur les bords d'un lac enchanté, dans l'oisiveté d'un équilibre puéril, tenant la balance entre les jésuites et les rois, et les endormant tour à tour par des promesses renouvelées sans cesse, mais jamais accomplies.

Incapable d'une plus longue attente, le roi d'Espagne redoubla d'instances, il s'emporta même jusqu'à la menace. Les jésuites, de leur côté, eurent recours à de semblables moyens. La séduction ne leur avait pas réussi, ils firent de la terreur. Ils n'avaient pas besoin de toute leur perspicacité pour connaître Ganganelli; un jour leur avait suffi pour le pénétrer. Le jour de son avènement devait être celui de leur ruine, ils s'y étaient attendus, ils s'y étaient résignés : Ganganelli hésita, dès-lors la société méprisa un ennemi qui la laissait vivre. Les jésuites n'épargnèrent rien pour infiltrer par degrés la peur dans l'ame de Clément XIV. D'abord on lui représenta le danger d'irriter le sacré collége et la noblesse, on lui allégua ensuite la nécessité de ménager les cours d'Autriche et de Sardaigne, qui honoraient les pères de leur protection; mais, comme les menaces de l'Espagne, soutenues par la France, dominaient ces considérations secondaires, il fallut recourir à des argumens personnels. Il fallut effrayer Ganganelli, non pas sur sa politique, mais sur sa vie. Obsédé par un entourage perfide, il ne put résister à ces impressions. Bientôt sa gaieté disparut, sa santé s'altéra, les traces d'une inquiétude extrême s'imprimèrent sur son visage; il rechercha la solitude avec une nouvelle ardeur, et veilla plus que jamais à ce que les mets de sa table fussent tous préparés par le vieux moine, son compagnon d'enfance.

Cependant les messages de Charles III se multipliaient. Choiseul, par complaisance pour l'Espagne, les appuyait avec force. Placé entre deux écueils également dangereux, Clément essaya de calmer la colère des princes; il mit tout son espoir dans le cardinal de Bernis, qui avait acquis beaucoup de considération à Rome par la noble affabilité de ses manières et l'éclat presque royal de sa représentation. Le pape, dès l'origine, lui témoigna des égards qui depuis se changèrent en confiance, et Bernis y répondit par une vive sympathie. Ganganelli s'était étudié à prévenir les moindres désirs du cardinal français; il lui avait accordé, sans hésitation, une foule de petites graces, telles que dispenses, sécularisations, diminutions de droits à la daterie, etc. Cette condescendance réclamait quelque retour; le moment était venu pour Bernis de témoigner sa reconnaissance. Le pape prenait tous

les tons pour se concilier les Bourbons, sans s'associer à la vengeance qu'ils voulaient tirer des jésuites. Tantôt il insistait sur la dignité du souverain pontife, qui ne peut, qui ne doit jamais céder à la force; tantôt il alléguait la nécessité de réflexions profondes avant d'en venir à une mesure de cette importance. Enfermé avec Marefoschi et d'autres canonistes consommés, il compulsait les livres, les mémoires relatifs à la société; il faisait même venir d'Espagne, pour gagner du temps, les correspondances de Philippe II avec Sixte-Quint. Puis, après avoir épuisé tous les moyens de ce genre, il se perdait dans un labyrinthe de motifs frivoles. Il feignait de craindre le ressentiment de Marie-Thérèse et d'autres princes catholiques; il en appelait même à des gouvernemens séparés de l'église romaine, à la Prusse, à la Russie; enfin, il promettait de chasser les jésuites après avoir obtenu le consentement de toutes les cours sans exception. Ce procédé, d'une longueur extrême, d'une difficulté inouie, souriait à sa faiblesse, parce qu'il espérait se sauver à travers ces mêmes longueurs, ces mêmes difficultés. Son embarras lui suggérait d'autres expédiens, également inacceptables. Il promettait de ne point donner de successeur à Ricci, de ne plus admettre de novices. Il parlait même d'assembler un concile pour se décharger sur lui du soin de juger cette haute question. Toutes ces propositions finissaient par le mot de *réforme*. Telles étaient les angoisses de Clément dans ses entretiens avec Bernis. Le cardinal cherchait à ranimer son courage, et lui faisait quelques tendres reproches. « Hélas! s'écriait alors le pape dans sa détresse, je ne suis pas né pour le trône. Je m'en aperçois tous les jours. Pardonnez à un pauvre moine des défauts contractés dans la solitude. » Il ajoutait même avec naïveté : « Je crois impossible à un religieux de se défaire entièrement de l'esprit attaché au capuchon (1). » Bernis n'avait la force de rien répondre, car, à travers le voile de ses paroles, il sentait le cœur de Ganganelli frappé d'une émotion vive et intime. Tandis que le pape s'épuisait en raisonnemens politiques, l'idée du poison le glaçait de crainte. Alors Bernis, ému de compassion, flatté surtout de voir un souverain pleurant dans ses bras, un pape presque à ses pieds, Bernis unissait sa propre faiblesse à celle de Clément XIV. Il le plaignait au lieu de le rassurer. Il entrait dans ses vues et les justifiait auprès du ministère français. Ravi d'exercer une sorte de patronage sur le saint-père, il priait Choiseul

(1) Dépêches de Bernis du 9 septembre, 20 novembre 1769, 31 janvier, 29 avril 1770, 26 juin 1771.

de l'abandonner à ses soins. Il promettait de prodiguer, dans ses entretiens avec Clément XIV, ces graces, cette persuasion qu'il croyait irrésistibles. C'était, selon lui, le seul moyen d'obtenir quelque chose du pape. En le heurtant, on ne parviendrait qu'à l'avilir, à compromettre sa santé, peut-être sa vie. En le livrant aux séductions du cardinal de Bernis, on était sûr de l'y voir céder tôt ou tard. C'est ainsi que le bon cardinal servait l'indécision du pape en croyant la dominer. Il est vrai que dans le même moment il donnait à sa cour le conseil de renoncer à la demande de suppression, en exigeant en revanche le retour d'Avignon à la couronne. Cet expédient était peut-être indiqué par Clément XIV lui-même. Les engagemens de la cour de Versailles avec celle d'Aranjuez s'opposèrent à l'exécution du projet. Choiseul riait de la pusillanimité du pape, il traitait ses scrupules de *moineries*, ses terreurs de lâchetés; il refusait de croire que les jésuites fussent capables d'un homicide, et répondait que personne ne serait sûr de mourir dans son lit, si tous les intrigans devenaient des assassins. Charles III, plus sérieux et plus ardent, opposait la même incrédulité aux allégations du saint-père, mais il ne s'amusait pas à de froides railleries. Excité par le ministre Roda, par Moniño, par le duc d'Albe, afin d'ôter tout prétexte à Clément, il offrit de faire débarquer six mille hommes à Civita-Vecchia pour le défendre contre ses ennemis; puis, suspectant la bonne foi de Bernis dans cette négociation, il le dénonça à la cour de France, et sollicita son rappel.

Bernis sentit la secousse qui avait failli le renverser. Pour détourner le péril, il changea de procédé avec le pape. De facile qu'il avait été, il devint exigeant. Faute de mieux, il l'engagea à apaiser Charles III par une lettre. Les amis de Bernis lui avaient conseillé cette démarche comme l'unique moyen de regagner les bonnes graces de ce monarque. Ganganelli ne sut pas éviter le piége; il ne sentit que la joie d'échapper à un mal présent, et ne vit pas qu'en s'engageant par écrit, il grevait son avenir d'un obstacle invincible. Pressé de calmer le roi d'Espagne, il donna à ses promesses un caractère positif et irrévocable. Dans cette lettre, il refusait le secours offert par sa majesté catholique, il demandait du temps pour opérer la suppression des jésuites; mais en même temps il la reconnaissait indispensable, et convenait en propres termes que *les membres de cette société avaient mérité leur ruine par l'inquiétude de leur esprit et l'audace de leurs menées* (1770). C'est là cette lettre que tous les historiens ont confondue avec l'engagement, beaucoup plus vague, signé, dit-on, par Ganganelli avant son élection. Guidés par des notions imparfaites, ils ont transporté ce dernier écrit

à une date antérieure. Ici les faits se trouvent rétablis d'après les papiers d'état les plus authentiques (1).

Maître d'un pareil écrit, Charles III le devenait dès-lors de toute la négociation. Il ne craignait plus rien, Ganganelli s'était fait son vassal. Jamais conduite ne fut plus maladroite. Il fallait ou ne point s'enchaîner par des termes aussi positifs, ou procéder sur-le-champ à la dissolution de l'ordre; mais Clément XIV n'avait pas cette vigueur qui sauve les grandes mesures par une prompte décision. Il avait éloigné pour quelque temps le calice d'amertume; cette trève lui suffisait. Avant d'en venir à une guerre ouverte, il voulait, disait-il, s'accoutumer au bruit du canon. Aussi, pour donner un premier gage aux cours, il

(1) Voici le texte même du cardinal de Bernis, dans sa dépêche du 29 avril 1770; il est de la plus haute importance et ne peut être réfuté :

« La question n'est pas de savoir si le pape ne désirerait pas d'éviter la suppression des jésuites, mais si, *d'après les promesses formelles qu'il a faites par écrit au roi d'Espagne*, sa sainteté peut se dispenser de les *exécuter. Cette lettre que je lui ai fait écrire* au roi catholique le lie d'une manière si forte, qu'à moins que la cour d'Espagne ne changeât de sentiment, le pape est forcé malgré lui d'achever l'ouvrage. Il n'y a que sur le temps qu'il puisse gagner quelque chose; mais les retardemens sont eux-mêmes limités. Sa sainteté est trop éclairée pour ne pas sentir que, si le roi d'Espagne faisait imprimer la lettre qu'*elle* lui a écrite, elle serait déshonorée, si elle refusait de tenir sa parole et de supprimer une société de la destruction de laquelle elle a promis de communiquer le plan, et dont elle regarde les membres comme dangereux, inquiets et brouillons. »

Certes, il ne peut y avoir rien de plus clair. Quand les jésuites affirment l'existence d'une lettre, ils n'ont pas tort, mais ils se trompent sur l'époque. — Le cardinal-ambassadeur est encore plus explicite, ou du moins plus fécond en démonstrations, dans une dépêche du 21 août de la même année. « On croit communément que le pape est très fin et très habile; cette opinion ne me paraît nullement fondée. S'il avait été si fin et si habile, il ne se serait pas engagé par écrit à détruire les jésuites; il aurait évité de peindre ces religieux, dans sa lettre au roi d'Espagne, comme ambitieux, brouillons et dangereux. D'après ce jugement, on peut lui démontrer qu'il est obligé en conscience de supprimer cet ordre. En prenant un engagement par écrit (si le pape avait été fin et habile), il l'aurait subordonné à la restitution de Bénévent et d'Avignon, et il n'aurait pas manqué de raisons plausibles pour établir cette condition. Quelle a donc été l'intention du pape en se liant par écrit? Celle de calmer l'impatience des cours, de se procurer de la tranquillité, de gagner du temps par sa correspondance avec le confesseur de sa majesté catholique, et de supprimer enfin les jésuites, si les souverains de la maison de France persistaient à l'exiger. Cette suppression dépend donc essentiellement de la volonté des trois monarques, et le moment en sera accéléré ou retardé par la vivacité ou la longueur de leurs instances. Si le pape n'avait voulu qu'amuser nos cours, il n'aurait pas promis par écrit. » Ne semble-t-il pas que, par cette répétition du même argument, Bernis ait voulu détruire une objection sérieuse qu'il avait prévue?

prit une résolution sans exemple dans les annales du souverain pontificat. La lecture de la bulle *in cœna Domini* fut omise le jeudi-saint; Clément XIV la supprima, non sans crainte. En effet, quoique commandée par les circonstances et sollicitée par toutes les cours, une si grave résolution causa beaucoup d'étonnement dans Rome. Il y eut des plaintes dans le parti *zelante*, mais au bout de huit jours ces murmures tombèrent. Clément XIV, très agité jusqu'au moment décisif, éprouva une agréable surprise en apprenant qu'aucune manifestation fâcheuse n'avait suivi cet acte de vigueur.

Un autre succès plus important rassura le pape et releva son ame abattue. Dès son avénement, il avait noué une correspondance secrète avec le Portugal. Rétablir les anciennes relations de ce royaume et du saint-siége était l'un de ses vœux les plus chers. Pombal avait essayé vainement de prolonger la rupture; une telle situation avait fini par devenir impossible. La haute noblesse du Portugal était, on ne l'ignore pas, la plus inabordable, la plus exclusive de l'Europe. Les seigneurs portugais ne s'alliaient qu'entre eux et ne formaient qu'une famille. Le pape cependant n'envoyait plus de dispenses, et toutes celles qui n'émanaient pas de Rome passaient pour autant de sacriléges. L'archevêque d'Evora, pour plaire à Pombal, essaya d'en distribuer; les dons du prélat courtisan furent repoussés avec mépris. Les plaintes, d'abord sourdes et timides, éclatèrent générales et publiques (1). Le roi de Portugal lui-même en fut ému, il eut des scrupules, il conçut des doutes, il traita son ministre avec froideur. Un jour ce prince ne répondit à ses argumens contre le saint-siége qu'en lui tournant le dos à la vue de toute sa cour. Pombal effrayé s'aperçut qu'il avait été trop loin; il redoubla de zèle pour l'inquisition. Jusque-là elle n'avait porté que le titre d'excellence; un édit la titra de majesté. Le peuple de Lisbonne soupirait après un auto-da-fé légitime; celui de Malagrida, déjà ancien d'ailleurs, n'avait pas réjoui les ames pieuses : un nouvel auto-da-fé, accordé avec grace par Pombal, fut célébré avec magnificence. Ce n'était pas assez; les Portugais de toutes les classes demandèrent une réconciliation complète avec le pape, et l'admission immédiate d'un nonce à Lisbonne. Ce n'était qu'un cri, poussé à la fois par le peuple, la bourgeoisie et les fidalgues. Tout inflexible qu'était Pombal, il céda. La douce tolérance de Clément XIV ne lui laissait plus, auprès de Joseph Ier, la ressource de l'accusation. Ganganelli

(1) Dépêches de MM. de Merle, de Saint-Priest et de Clermont d'Amboise, ambassadeurs de France à Lisbonne pendant le ministère du marquis de Pombal.

suppliait, il ne menaçait pas. Le roi parla avec autorité pour la première fois. Pombal obéit; il accorda la paix au pontife, mais à deux conditions : le chapeau pour un de ses frères, et la promesse formelle de supprimer la société de Jésus. Les deux conditions furent acceptées, la seconde seulement resta secrète.

Rome applaudit avec transport aux talens de Clément XIV. La nouvelle de l'accueil fait par le roi de Portugal au nonce Conti, l'apparition de ce prélat dans le Tage sur la galère royale chargée de soixante-dix rameurs richement vêtus, les acclamations du peuple répandu sur le rivage, tous ces détails, grossis par les gazettes, exaltèrent la vanité romaine. Clément XIV n'était plus le vassal des couronnes, c'était un pontife habile qui mûrissait ses plans dans le silence. Lui-même parut enivré de son succès. Il fit frapper une médaille, ordonna des réjouissances, annonça le retour de la brebis égarée au giron de l'église, et dans l'excès de son enthousiasme, de sa reconnaissance pour Pombal, Clément vanta les vertus de ce ministre et même *son attachement au saint-siége*. L'illusion dura peu. Ces démonstrations, accordées à la conscience intimidée du roi et à la piété des peuples, n'avaient point changé les projets de Pombal. Le nonce vivait à Lisbonne environné d'hommages extérieurs, mais il réclamait en vain le rétablissement du tribunal de nonciature. La malveillance fut même poussée au point que plus d'une fois le nonce demanda son rappel. A des refus décisifs Pombal joignit une foule de petites mortifications.

Tanucci, ministre principal de Ferdinand IV, roi de Naples, résolut de vaincre Pombal en mauvaise grace. Ennemi personnel de Ganganelli, Tanucci ne lui avait su aucun gré de l'omission de la bulle *in cœna Domini*, et tous les jours sa haine se signalait par des insultes qui ne se bornaient pas aux hostilités théologiques. Un jour, à l'improviste, il donna l'ordre d'enlever les marbres qui depuis plus d'un siècle décoraient le palais Farnèse. Le grand-duc de Toscane imita cet exemple; il fit dépouiller la villa Médicis. Tous deux agissaient dans leur droit, mais l'indignation des Romains n'en fut pas moins profonde lorsqu'ils virent l'Hercule et le taureau Farnèse s'acheminer vers Naples, la famille de Niobé prendre la route de Florence. Les affronts de ce genre sont les plus sensibles, parce qu'ils visent plus directement à la partie délicate de l'amour-propre national. Pour la France, les arts ne sont pas toute la vie, et cependant, lorsqu'elle perdit à la fois des provinces et des chefs-d'œuvre, on ne sait laquelle de ces pertes fit battre son cœur d'une plus généreuse colère. L'irritation des Romains ne connut plus de bornes. Le séquestre prolongé de Bénévent et

d'Avignon en augmentait la violence; Clément XIV tomba dans le mépris de ses sujets. Le peuple s'indignait de voir un pape prosterné aux pieds des princes, et prosterné sans espérance; il demandait à quelle époque Avignon, Bénévent, ces conquêtes chères à l'orgueil romain, seraient enfin le prix de l'avilissement de Ganganelli. Sa pauvreté volontaire, qui jadis l'avait rendu si populaire parmi les Transteverins, devint un sujet de railleries; elle lui fut imputée à crime comme une honteuse avarice. Il n'avait ni favoris, ni neveux, il n'enrichissait pas sa famille; on ne lui en savait aucun gré. Par suite d'une administration négligente, la disette régnait dans Rome. Les cardinaux, de leur côté, ne pouvaient supporter l'éloignement du pontife pour leurs avis. Les grands seigneurs, les dames romaines n'avaient ni crédit, ni influence. Tous confièrent leur vengeance aux jésuites. Ceux-ci s'étaient ranimés, ils étaient revenus d'un premier étourdissement, ils portaient la tête haute. Pour endormir ou pour compromettre Ganganelli, ils répandirent les bruits les plus hasardés. A les en croire, le roi d'Espagne, mieux éclairé, ne songeait plus à les persécuter. La France les soutenait : une des filles de Louis XV, Mme Louise, devenue religieuse, plaidait leur cause auprès de ce monarque, et Bernis leur avait promis son appui. Ils s'efforcèrent d'éblouir tous les regards par l'étalage de leur prétendue victoire. Dans la réalité, le pape se voyait menacé par les trois cours de la maison de Bourbon, par le Portugal, dont la froide réconciliation était au prix du bannissement des jésuites, par le grand-duc Léopold et l'empereur Joseph, qui essayaient déjà la réforme qu'ils poursuivirent depuis avec tant de persévérance. Rome n'avait plus de protecteur dans le monde catholique. Charles-Emmanuel lui restait fidèle; mais, en présence de l'hostilité des deux premières cours catholiques, l'appui du roi de Sardaigne n'aplanissait guère les obstacles sous les pas du saint-père.

Clément XIV était bien digne d'intérêt et, si on ose le dire, de commisération. Dieu n'avait point créé son ame pour de si rudes tempêtes. Doux et humain, il était aimable dans l'intimité, non comme Benoît XIV, par un tour d'idées original ou des aperçus très fins, mais par une bonhomie spirituelle, par une humeur égale, sans fadeur ni monotonie. Il ne sortait jamais des bienséances de son état de prêtre et de son rang de souverain pontife, mais il ne réprouvait pas une raillerie innocente. Pourtant, c'est à tort qu'on a voulu lui faire une réputation d'écrivain. Jamais on n'a pu produire les originaux des lettres publiées sous son nom par le marquis Caraccioli. D'ailleurs, authentiques ou supposées, ces lettres sont assez médiocres, et l'esprit

de parti peut seul expliquer la popularité d'une fiction moderne très ingénieuse, mais tout-à-fait romanesque, qui établit une correspondance suivie entre ce pape et Arlequin.

Ganganelli admettait les dissidences d'opinion toutes les fois que l'expression en était décente. Comme ses prédécesseurs, il avait fulminé des bulles contre les livres philosophiques, mais il ménageait les philosophes sans les flatter, et quoiqu'il n'eût jamais permis à Voltaire de correspondre avec lui, il en recevait avec bonté quelques complimens indirects. Il riait de ses plaisanteries et faisait dire au patriarche de Ferney, par son vieil ami le cardinal de Bernis, qu'il oserait l'aimer, s'il finissait par devenir un bon capucin. Une autre fois, Voltaire avait chargé un voyageur de lui rapporter les oreilles du grand-inquisiteur. Clément XIV le sut, et fit répondre au joyeux patriarche que, depuis quelque temps, le grand inquisiteur n'avait plus d'yeux ni d'oreilles. Chez un moine qui n'avait cultivé d'autre science que la scholastique et qui devait manquer d'usage du monde, ce ton était gracieux et devait plaire. Tout Italien aime les arts. Clément XIV n'était pas connaisseur, mais il savait que les arts sont une gloire du souverain pontificat. Il ordonna des fouilles dans la ville, dans la campagne et même dans le lit du Tibre. Il acquit des chefs-d'œuvre, réunit des collections éparses et forma le musée nommé depuis Pio-Clémentin. Cependant l'honneur de cette association des noms des deux pontifes est justement resté au successeur de Ganganelli. Pie VI accomplit ce que Clément XIV avait commencé. Nous ne reviendrons pas sur la simplicité de sa vie privée, qui tenait de l'anachorète et de l'homme du peuple. Il n'aimait pas les grands et les jugeait avec une sévérité extrême. Loin de les mettre dans sa confidence, il châtiait sans pitié leurs déportemens. La noblesse le haïssait. Les étrangers, en revanche, éprouvaient pour lui une haute estime et lui témoignaient un respect sincère. Il exerçait très dignement à leur égard la noble hospitalité qui fait encore de Rome le rendez-vous de l'Europe entière. Par un de ces hasards dont cette ville offre seule l'exemple, le prince Charles-Édouard y rencontra le duc de Glocester, frère de George III. Leurs voitures se croisèrent sur la place Navonne. Rivaux, mais surtout gentilshommes, ils se saluèrent avec une froide courtoisie. Ganganelli, dévoué aux gouvernemens de fait, était, comme tous les papes, peu curieux de légitimité. Il n'accorda jamais le traitement royal au prince Stuart. En agissant autrement, il aurait trop offensé l'Angleterre. Clément XIV la ménageait, il laissa même éclater son penchant pour elle avec une franchise qui donna beaucoup d'om-

brage à l'Espagne. Charles III découvrit l'envoi secret du prélat Caprara à la cour de Londres et s'en plaignit amèrement. Le roi d'Espagne accusa le pape de menées avec le cabinet britannique. Ganganelli s'excusa en alléguant qu'il devait veiller sur les intérêts de ses fils d'Irlande, et, en effet, il paraît que le gouvernement anglais avait promis quelques concessions aux catholiques de ce pays dans le cas où leur clergé consentirait à souscrire à la déclaration de l'église gallicane. Clément XIV conduisit secrètement cette affaire avec Hervey et d'autres évêques irlandais; mais une telle négociation devait nécessairement échouer. Malgré cet échec, Clément traitait toujours les Anglais avec sympathie. Ceux-ci renouvelèrent en sa faveur l'honneur décerné jadis à Benoît XIV : on vit ses portraits et ses bustes dans les châteaux de plusieurs lords connus par leur influence politique. Cet accord ne pouvait échapper aux jésuites : ils résolurent d'en profiter, ils flattèrent les Anglais, s'étayèrent de leur protection auprès du pape et se vantèrent de l'envoi d'une escadre britannique à Civita-Vecchia, dans le cas où l'Espagne demanderait la dissolution de l'ordre à la pointe des baïonnettes (1).

Au milieu de ce conflit bizarre d'intérêts si divers et si opposés, un évènement plus décisif ranima les espérances de la société : le duc de Choiseul venait de tomber (25 décembre 1770). Dans ce premier moment, l'exaltation de la société passa toute mesure; elle rêva, non pas son rétablissement, mais son triomphe, et se prépara à la vengeance. Bien instruite de la haine du duc d'Aiguillon pour son prédécesseur, elle résolut de l'exploiter. Un mémoire fut immédiatement présenté à Louis XV. Les jésuites s'y exprimaient en termes très respectueux pour le roi; ils se *prosternaient en esprit à ses pieds*, mais ils n'épargnaient ni le dernier ministère, ni le pape lui-même; ils peignaient sa sainteté *entourée d'une cabale et entièrement subjuguée par ses prestiges*. Après avoir vanté leurs services et protesté contre l'iniquité de la persécution qu'ils enduraient, ils demandaient la mise en jugement de l'abbé Béliardy et d'autres agens subalternes du duc de Choiseul; ils cherchaient à arriver jusqu'à l'ancien ministre lui-même, dans l'espoir de lui faire intenter un procès criminel (2). D'Aiguillon s'y serait prêté avec joie, mais la nécessité de ménager le roi d'Espagne le fit

(1) Ces détails secrets et curieux des relations du pape avec les Irlandais et de l'appui prêté par l'Angleterre aux jésuites se trouvent dans les dépêches de Moniño, ministre d'Espagne à Rome, adressées au marquis de Grimaldi. Ces dépêches sont très intéressantes, mais malheureusement en petit nombre.

(2) Ce mémoire existe.

renoncer à toute tentative de ce genre. Déjà, à la nouvelle du changement de ministère, Charles III, profondément affligé de la disgrace d'un ami, n'avait pas caché ses défiances sur les intentions de son successeur. Loin de chercher à irriter ce monarque, d'Aiguillon avait besoin de le rassurer. Une conduite claire et nette dans l'affaire que le roi catholique poursuivait avec tant d'ardeur pouvait seule apaiser un prince si absolu. D'Aiguillon se rendit à cette nécessité, qui contrariait à la fois son penchant et ses projets. Il était attaché aux jésuites; leur cabale l'avait porté au ministère. En protégeant la société, en lui rendant le pouvoir qu'elle avait perdu, Mme Du Barry, sa protectrice, s'assurait d'ardens défenseurs. Que d'éloges! quels panégyriques! le jésuitisme, comme l'Encyclopédie, allait avoir sa Pompadour. C'était mieux : grace à des plumes complaisantes et sacrées, la favorite devenait une Maintenon. Ce plan flattait à la fois l'ambition du ministre et l'amour-propre de Mme Du Barry; cependant les exigences du roi d'Espagne dominaient ces considérations. Tout successeur de Choiseul lui semblait suspect; il fallait désarmer sa défiance, le gagner, lui donner des gages. En conséquence, le nouveau ministre débuta par une de ces lâchetés qui rendirent depuis son administration si fameuse. Bernis, trop tiède au gré du roi Charles III, lui déplaisait depuis long-temps. D'Aiguillon livra les dépêches du cardinal au comte de Fuentes, ambassadeur d'Espagne (1); ces dépêches accusaient la mollesse des poursuites du cardinal contre les jésuites. D'Aiguillon promit d'y mettre un terme par des ordres sévères; mais en même temps il demanda un profond secret à l'égard de Bernis. Telle est l'allure des gouvernemens faibles, et par conséquent perfides.

Tous les doutes de Charles III furent dissipés. Dès ce moment, il oublia Choiseul, et, pour témoigner sa reconnaissance à d'Aiguillon, il traita directement avec lui la négociation sur les jésuites. L'ambassadeur de France à Madrid et celui d'Espagne à Versailles poussèrent même la confiance jusqu'à s'envoyer mutuellement leurs dépêches : celles de Florida Blanca furent expédiées de Madrid en France (2).

A cette époque, la situation de Clément XIV devint très malheureuse. Tous les délais étaient épuisés; les menaces des jésuites gron-

(1) Lettre de Grimaldi au comte de Fuentes, ambassadeur d'Espagne en France, 18 mai 1772. (Copie légalisée et certifiée par la signature de M. de Fuentes.) — Lettre de don Joseph Moniño au marquis de Grimaldi; Rome, 9 juillet 1772.

(2) Ces copies jettent un grand jour sur les négociations de Clément XIV, et corrigent, par une utile controverse, les éloges emphatiques que s'accorde le cardinal de Bernis.

daient autour de lui avec une nouvelle énergie, et, pour mieux frapper son imagination, prenaient une forme fantastique. Sa mort prochaine était annoncée par des fourbes dont les prédictions trouvaient du crédit parmi le peuple. Une paysanne du village de Valentano, nommée Bernardina Beruzzi, s'érigea en prophétesse; elle annonçait la vacance du saint-siége par un assemblage d'initiales mystérieuses, P. S. S. V., ce qui signifiait : Le saint-siége sera bientôt vacant; *prestò sara sede vacante*. Le pape était trop éclairé et trop religieux pour admettre la possibilité de lire dans la destinée; mais il pouvait croire qu'il était facile à certains devins de prédire un avenir dont ils se rendraient les maîtres, il craignait que le fer ou le poison ne vînt à leur secours. C'est dans les cercles de Rome, c'est presque en public et à haute voix, que les partisans des jésuites accusaient Clément et qu'ils flétrissaient son nom. L'idée de sa déposition, de son remplacement, n'effrayait pas leur audace. Des images insultantes, des tableaux hideux, annonçaient une catastrophe prochaine sous la forme d'une vengeance providentielle. Bien loin de repousser l'appui d'un mensonge honteux, le père Ricci ne recula pas devant une entrevue avec la sorcière de Valentano (1). Encore si le pape n'avait eu à combattre qu'une seule crainte, si les princes lui rendaient le repos que lui enlevaient les théologiens; mais leur colère assoupie pendant deux ans se réveillait plus violente que jamais. Charles III perdit entièrement patience; il menaça le pape de le déshonorer en imprimant sa lettre. Clément, frappé de terreur d'une part, et de l'autre accablé de honte, n'osait plus lever les yeux sur les ministres étrangers; il évitait de les rencontrer. Sous prétexte de soins nécessaires à sa santé, il leur refusait les audiences ordinaires et se retirait à Castel-Gandolfo, seul avec son fidèle Francesco. Bernis lui-même ne trouvait plus d'accès auprès de lui. Un incident nouveau redoubla son embarras. Azpurù, archevêque de Valence, était mort. Charles III résolut de le remplacer à Rome par un homme ferme et nomma Moniño. Aucun choix ne pouvait être plus significatif; ce nom était déjà une hostilité (1772).

François-Antoine Moniño, depuis comte de Florida Blanca (2), était

(1) Il la vit chez l'avocat Achilli. Il faut des preuves pour de pareils faits. Le lecteur impartial ne les révoquera pas en doute, lorsqu'il saura que ces accusations sont articulées positivement dans une lettre très longue et très détaillée, adressée par Florida Blanca au pape Pie VI, et qu'elles ne sont ni réfutées ni niées dans la réponse de ce pontife (février 1775). Au reste, dans plusieurs pamphlets publiés en ce moment, on réhabilite la sorcière de Valentano.

(2) Il fut ensuite premier ministre pendant tout le règne de Charles III et pendant les premières années de Charles IV.

un magistrat déjà célèbre en Espagne. Comme *fiscal* ou procureur-général, il défendit toujours avec force les droits de l'empire contre les empiètemens du sacerdoce, et son zèle pour cette cause fut si vif, qu'on l'attribua à une animosité personnelle. Il partageait avec d'Aranda, Roda et Campomanes l'éclat et le danger d'avoir provoqué le bannissement des jésuites d'Espagne. Rien ne devait donc sembler plus formidable à Clément XIV que le choix de cet ambassadeur. A son arrivée, les jésuites furent consternés. Bernis, de son côté, ne se sentit pas plus tranquille. Averti de la réputation de Florida Blanca, que le duc d'Aiguillon lui avait ordonné de suivre pas à pas, le cardinal essaya de gagner la confiance de son collègue et déploya dans leur première entrevue ces graces qu'il croyait toujours irrésistibles. Il se plaignit avec douceur des préventions de la cour de Madrid, et, n'oubliant jamais ses propres louanges, il s'embarrassa dans une apologie plus spécieuse que solide. Florida Blanca l'écouta avec beaucoup d'égards; mais, après les premières civilités, il lui fit entendre clairement que le temps de la faiblesse était passé, que désormais elle deviendrait suspecte, et que le roi son maître voulait absolument une conclusion. Bernis entendit ce langage. Il aimait sa place, qu'il remplissait avec beaucoup d'agrément et d'éclat, et il la voyait entre les mains du roi d'Espagne : pour la conserver, il devait se livrer aveuglément à Charles III; aussi, dès cette entrevue, renonçant à tous les petits artifices, à tous les subterfuges de l'OEil-de-Bœuf, il assura le ministre espagnol d'une franche coopération. Même, pour mieux le convaincre, il tomba d'accord, de très bonne grace, sur les fautes du pape; il se moqua de ce *ton d'oracle* qu'il affectait depuis long-temps, insista sur la nécessité de le forcer à s'expliquer, et alla même jusqu'à jeter quelque doute sur la bonne foi du saint-père. Florida Blanca en demandait beaucoup moins.

Cependant Clément XIV était en proie à des transes inexprimables. S'il posséda jamais cette fermeté d'ame, ce grand caractère que plusieurs historiens lui accordent, il ne le prouva guère en cette occasion. L'approche de Florida Blanca l'avait frappé d'une crainte puérile. Vainement il affectait du calme; ses traits, sa contenance, la pâleur de son front, révélaient aux moins clairvoyans son trouble intérieur. Des actes firent bientôt connaître ses véritables sentimens; il recula de huit jours l'audience de l'envoyé d'Espagne; enfin, après un délai si inutile, il consentit à le voir (1). L'embarras du pape frappa cette pre-

(1) Bernis à d'Aiguillon, juillet 1772. — Moniño à Grimaldi, juillet 1772.

mière audience d'une complète nullité. Florida Blanca se retira mécontent, et ne tarda pas à solliciter une seconde entrevue. Le pape essaya encore une fois de le faire attendre. Sans projet, sans conviction, flottant entre les jésuites et les cours, n'osant ni affronter ses ennemis ni servir ses amis, il crut caresser l'amour-propre de Florida Blanca en traitant Bernis avec froideur; mais l'Espagnol, ardent dans ses passions, quoique flegmatique dans ses formes, n'acceptait pas ce léger sacrifice. Un crédit apparent ne lui suffisait pas; le succès complet de son plan pouvait seul le satisfaire. Ne pouvant arriver jusqu'au pape, il tourna en ridicule cette fuite subite, ces maladies feintes, ces eaux prises hors de saison. Il déclara hautement qu'il mettrait obstacle à un voyage d'Assise projeté par le saint-père. Il affecta de demander si sa sainteté s'enfermait pour jouer aux quilles avec le père Buontempi et le frère Francesco; puis, faisant succéder la menace au sarcasme, il s'adressa aux familiers du pape, il leur donna à choisir entre les piastres de l'Espagne et la colère de Charles III. Séduits et intimidés, les favoris lui promirent une audience. Ganganelli, pressé de toutes parts, implora la protection de Bernis. Le cardinal-ambassadeur, surveillé lui-même de très près, n'essaya pas de le consoler : il l'exhorta à la soumission.

Florida Blanca reparut alors devant Clément; les entrevues se multiplièrent; elles furent toutes humiliantes pour la tiare. Le successeur des apôtres tremblait devant un fiscal castillan, et, si le respect fut maintenu dans les formes du langage, l'exigence la plus impérieuse en dicta l'esprit. Tantôt, malgré la résistance du pape, Florida Blanca le forçait d'entendre la lecture d'un projet d'abolition; tantôt il annonçait que l'Espagne pourrait bien cesser d'être pays d'obédience, et deviendrait, comme un état voisin, pays de libertés. Il lui présentait dans l'avenir les libertés castillanes établies fraternellement à côté de celles qui leur auraient servi de modèle. Pour Rome, l'hérésie eût été moins effrayante. Ganganelli tâchait de ressaisir le temps qui fuyait sous lui, il s'efforçait de prouver que, sous le coup d'une dissolution, les jésuites étaient moins redoutables que jamais, il suppliait Florida Blanca d'attendre la mort prochaine de leur général, le père Ricci; mais le fougueux ministre rejetait avec mépris ces nouveaux délais. « Non, saint-père, s'écriait-il; c'est en arrachant la racine d'une dent qu'on fait cesser la douleur. Par les entrailles de Jésus-Christ, je conjure votre sainteté de voir en moi un homme plein d'amour pour la paix; mais craignez que le roi mon maître n'approuve le projet adopté par

plus d'une cour, celui de supprimer tous les ordres religieux. Si vous voulez les sauver, ne confondez pas leur cause avec celle des jésuites. — Ah! reprenait Ganganelli, je le vois depuis long-temps, c'est là qu'on en veut venir! On prétend plus encore : la ruine de la religion catholique, le schisme, l'hérésie peut-être, voilà la secrète pensée des princes! » Après avoir laissé échapper ces plaintes douloureuses, il essayait sur Florida Blanca la séduction d'une confidence amicale et d'une douce naïveté. L'objet de tant de soins y résistait avec une inflexibilité stoïque. Forcé de renoncer à cette ressource, Clément cherchait à éveiller la pitié de son juge; il parlait de sa santé, et l'Espagnol laissait percer une incrédulité si désespérante, que le malheureux Ganganelli, rejetant en arrière une partie de ses vêtemens, lui montra un jour ses bras nus couverts d'une éruption dartreuse. Tels étaient les moyens employés par le pape pour fléchir l'agent de Charles III. C'est ainsi qu'il lui demandait la vie (1).

Cependant, au milieu d'un abaissement si profond, Clément XIV retrouvait par accès la dignité d'un pontife et d'un prince. Un jour, Florida Blanca appuya ses instances d'un argument intéressé, il garantit au pape la restitution d'Avignon et de Bénévent aussitôt après la promulgation du bref; mais le vicaire de celui qui chassa les vendeurs du temple lui répondit avec un courage très noble : « Apprenez qu'un pape dirige les ames et n'en trafique pas. » Après ces mots, il rompit la conférence, et se retira indigné. Rentré dans ses appartemens, sa douleur s'échappa en sanglots, et il s'écria : « Dieu le pardonne au roi catholique! »

Mais l'heure était sonnée; plus de délais possibles, plus de promesses acceptables. Vainement les jésuites recommencèrent à semer la terreur; la fantasmagorie des prophétesses eut beau renouveler ses prestiges : il fallait que Ganganelli cédât. Pourtant une faible lueur d'espoir lui restait encore : la cour de Vienne s'opposerait peut-être à la destruction de la société? Elle envoya son consentement. Cette négociation est racontée de plusieurs manières différentes. Selon le récit le plus accrédité, le roi d'Espagne dissipa la confiance que portait Marie-Thérèse aux révérends pères, en lui faisant parvenir sa confession générale transmise par son directeur à la société. Cette version est invraisemblable; il y a pourtant un fait positif : on ne peut révoquer en doute les instances de Charles III auprès de l'impératrice-reine

(1) Moniño à Grimaldi, 16 juillet 1772.

pour obtenir son adhésion. La détermination de Marie-Thérèse est due surtout aux importunités de Joseph, qui prenait peu de part à l'affaire des jésuites en elle-même, mais qui convoitait leurs biens avec une avidité impatiente. Une clause spéciale trahit ici les principes, les intérêts et l'influence occulte du jeune empereur. La cour de Vienne ne consentit à faire cause commune avec les Bourbons qu'à la condition expresse de disposer arbitrairement des biens des jésuites, sauf à compenser les pertes des individus par des pensions. Au reste, si le vœu de la France et de l'Espagne fut accueilli par cette cour, on ne saurait en accuser notre ambassadeur, car d'après le témoignage formel de l'abbé Georgel, son secrétaire et son ami, le prince Louis de Rohan oublia son mandat au point de recommander la société à l'impératrice (1).

Après avoir subi une dernière épreuve, Clément XIV prit enfin son parti. La publication du bref fut décidée; mais avant d'arriver à ce grand acte, le pape, selon sa propre expression, voulut annoncer la foudre par quelques éclairs. Pensant que la déconsidération des jésuites devait précéder et justifier leur chute, il usa de cette influence étrange que la cour pontificale exerce sur les tribunaux. On permit aux particuliers de suivre les actions intentées depuis long-temps à la compagnie, et suspendues jusqu'alors par autorité supérieure. Les Romains apprirent avec étonnement que les jésuites relevaient aussi de la loi. Jusqu'alors les révérends pères n'avaient jamais perdu de procès à Rome; c'est ce que le pape lui-même apprit au cardinal de Bernis (2). Leurs dettes, la mauvaise administration de leurs séminaires, dérobées jusqu'alors avec un soin religieux, furent enfin livrées au grand jour. Trois visiteurs nommés pour examiner leur fameux *Collegio Romano* confisquèrent les propriétés de cet établissement au profit des créanciers. Ils déposèrent les meubles précieux au mont-de-piété, et vendirent à l'encan les provisions qui y étaient accumulées. On s'empara également des maisons de l'ordre à Frascati et à Tivoli. La rigueur fut plus grande encore dans les légations. Le cardinal Malvezzi, archevêque de Bologne, visita les instituts de la société dans son diocèse, y blâma tout avec une sévérité très partiale, et quitta les pères en emportant leurs clés et en laissant des menaces pour adieu.

(1) Le prince Louis de Rohan au duc d'Aiguillon; Vienne, 11 septembre 1773. — On voit dans une autre partie de cette correspondance que le prince de Kaunitz méprisait le sacré collége et engageait leurs majestés impériales à ne plus répondre à ses lettres de bonnes fêtes, *comme perte de temps inutile.*

(2) Bernis à d'Aiguillon, 27 janvier 1773.

Ces menaces ne tardèrent pas à se réaliser. Les élèves et les novices furent renvoyés à leurs parens, l'enseignement public, l'assistance des prisonniers, interdits aux ignatiens, et plusieurs d'entre eux jetés dans les prisons.

Ces préliminaires achevés, Ganganelli n'hésita plus; il se fit apporter le bref, le relut, leva les yeux au ciel, prit la plume et signa; puis, regardant son ouvrage, il dit en soupirant : « La voilà donc cette suppression! Je ne me repens pas de ce que j'ai fait!... Je ne m'y suis déterminé qu'après l'avoir bien pesé!... Je le ferais encore, mais cette suppression me tuera, *questa suppressionne mi dara la morte.* »

Enfin, le 21 juillet 1773, le bref *Dominus ac Redemptor* parut. Nous ne rapporterons pas ici cette pièce mémorable; elle est partout. Aussitôt après la promulgation du bref, les prélats Macedonio et Alfani se rendirent à la maison professe du *Gesù*. D'autres prélats prirent en même temps la route des nombreux établissemens qui dépendaient de l'ordre. Les soldats corses qui les suivaient s'en emparèrent dedans et dehors. On assembla les religieux de la société, et le bref qui les dissolvait leur fut lu par l'organe des notaires. Les scellés étant mis sur les maisons de l'ordre, les députés en confièrent la garde à la force armée et se retirèrent. Le jour suivant, on ferma les écoles, les jésuites cessèrent leurs fonctions, et leurs églises furent immédiatement desservies par des capucins. Le même jour, on transféra l'ancien général de la maison professe au collége des Anglais. Dépouillé des marques de sa dignité, revêtu des habits d'un simple prêtre, il fut gardé à vue, avec un frère lai pour le servir. La dissolution de son ordre l'avait frappé d'une douloureuse surprise; de son propre aveu, il ne s'attendait qu'à une réforme. Son procès fut commencé; une commission l'interrogea; il répondit avec simplicité. Cet interrogatoire est dénué d'intérêt. Ricci s'étendit sur l'innocence de la compagnie, protesta qu'il n'avait ni caché ni placé d'argent, mais il convint de ses rapports secrets avec le roi de Prusse. Les commissaires traînèrent l'instruction en longueur; enfin, après avoir épuisé toutes les ressources d'une subtile procédure, on incarcéra l'ex-général au château Saint-Ange. Il fut traité avec une rigueur que les ennemis même des jésuites n'attendaient ni n'exigeaient d'un pape (1). Les encyclopédistes exaltèrent le courage et la philosophie de Clément XIV; apothéose intéressée et factice qui n'était qu'une tactique de parti.

(1) Processo fatto al sacerdote Lorenzo Ricci, gia generale della compagnia di Gesù.

Ils ne prenaient pas leur grand homme au sérieux, et plus d'une fois, dans ses épanchemens secrets avec le roi de Prusse, d'Alembert se moqua de ce qu'il appelle *la maladresse du cordelier*. Ce langage n'était pas public, mais ce fut très hautement que, dans les cercles philosophiques, on blâma le pape d'avoir exproprié les jésuites sans assurer leur existence, de n'avoir pas su concilier l'humanité avec la justice; dureté d'autant moins excusable qu'on ne pouvait l'attribuer à la passion.

Clément s'étonna du succès de son audace. Il en jouit, il en fut enivré, jamais son humeur n'avait été plus gaie; sa santé même redevint florissante (1). Quoique mécontens, la noblesse et le sacré collége lui-même gardèrent le silence. Les Transteverins, dont Ganganelli craignait la colère, le reçurent avec enthousiasme; une diminution adroite sur le prix de quelques denrées avait préparé cet accueil. La prompte restitution d'Avignon par la France, de Bénévent par la couronne de Naples, mit le sceau à la popularité du pape. Un essai de sédition fomenté par le parti vaincu avorta dès sa naissance, et Rome entière semblait avoir oublié le bref *Dominus ac Redemp'or*. Ganganelli était heureux, les moindres indices trahissaient sa joie; comme son caractère, elle était naïve et enfantine. Un jour, suivi du sacré collége et de toute la prélature romaine, il se rendait à cheval à l'église de la Minerve. Une grosse pluie survint à l'improviste; *porporati, monsignori*, tout disparut : les chevau-légers eux-mêmes cherchèrent un abri; seul le pape, riant des terreurs de son escorte, continua bravement sa route à travers l'orage. Le peuple, enchanté, l'applaudit beaucoup. Ce n'étaient pas là des prouesses de malade, et cette mauvaise santé, dont les amis des jésuites gratifiaient Clément XIV, avait encore échappé à tous les yeux. Hors une éruption cutanée qui le soulageait plus qu'elle ne lui était nuisible, Clément XIV n'avait jamais éprouvé aucune infirmité, et on peut en croire l'abbé Georgel, qui nous apprend, dans un accès de distraction, *que la forte constitution de Ganganelli semblait lui promettre une plus longue carrière* (2). Néanmoins, en dépit des apparences, de sourdes rumeurs circulèrent. Tandis qu'aux cérémonies publiques, dans les rues, dans les églises, partout enfin, on voyait le pape plein de force et de vie, le bruit de

(1) *Sa santé est parfaite et sa gaieté plus marquée qu'à l'ordinaire.* — Expressions textuelles du cardinal de Bernis à la date du 3 novembre 1773.

(2) Georgel, *Mémoires*, t. I, p. 160.

sa mort était généralement répandu. La pythonisse de Valentano l'annonçait avec une persistance très caractéristique. Ces nouvelles étaient prématurées, on se hâtait trop de préparer les esprits. Tout à coup, vers la semaine sainte de l'année 1774, tous ces bruits semblèrent se réaliser. Le pape se renferma brusquement dans son palais et refusa toutes les audiences; le corps diplomatique même ne put pénétrer jusqu'à lui. Enfin, le 17 août, les ministres des grandes puissances furent admis à l'audience. La vue du pape les frappa de surprise : un squelette se dressait devant eux. Clément les devina, et s'empressa d'affirmer que jamais sa santé n'avait été meilleure; le respect seul fit adopter cet heureux présage, démenti par la conviction. Dès ce jour même, les membres du corps diplomatique disposèrent leurs cours à l'idée d'un prochain conclave. Comment en si peu de temps Clément XIV était-il passé de la force à la décrépitude et de la vie à la mort? Après huit mois d'une santé parfaite, le pape, se levant de table, sentit une commotion intérieure suivie d'un grand froid. Il en fut troublé; cependant il se remit peu à peu et finit par attribuer cette sensation soudaine au hasard d'une digestion mal faite. Tout à coup ses plus intimes confidens furent frappés de signes alarmans; la voix du pape, jusqu'alors pleine et sonore, fut entièrement voilée par un enrouement d'un genre singulier. Une inflammation qui se développa dans l'intérieur de la gorge le forçait à tenir la bouche constamment ouverte; des vomissemens, des faiblesses dans les jambes, lui rendaient impossibles ces longues promenades qu'ordinairement il achevait toujours sans fatigue; son sommeil, jusque-là profond, fut sans cesse interrompu par des douleurs cuisantes. A la fin, il ne connut plus le repos; une prostration de forces absolue, une dissolution anticipée, succédèrent subitement à une agilité, à une vigueur peu différentes de la jeunesse, et bientôt la douloureuse conviction d'un attentat qu'il avait toujours redouté rendit Clément XIV méconnaissable à ses propres yeux. Son caractère changea comme par magie; l'égalité de son humeur fit place au caprice, la douceur à l'emportement, l'abandon à une défiance continuelle. Les poignards, les fioles empoisonnées, étaient sans cesse devant ses yeux. Quelquefois, sûr d'avoir été frappé, il alimentait son mal par d'inefficaces contre-poisons; quelquefois aussi, dans l'espoir d'échapper à un malheur qu'il ne croyait pas accompli, il se nourrissait de mets échauffans mal préparés par ses propres mains. Son sang se corrompit, l'atmosphère renfermée de ses appartemens, dont il ne voulait plus sortir, aggrava les effets d'une

nourriture malsaine. Dans ce désordre de la nature physique, le moral céda à son tour. Il ne resta plus rien de Ganganelli; sa raison même s'égara (1). Des fantômes le poursuivaient dans son sommeil; au milieu du silence de la nuit, il s'arrachait à des songes monstrueux, il se prosternait aux pieds d'une petite image de madone qu'il avait tirée de son bréviaire, et devant laquelle, depuis quarante ans, deux cierges brûlaient nuit et jour. Là, dans l'horrible croyance de sa damnation éternelle, il s'écriait avec des sanglots : « Grace! grace!... on m'a fait violence. *Compulsus feci! compulsus feci.* » Toutefois, il ne fit aucune rétractation par écrit, et c'est à tort qu'un écrivain de la société se hasarde à l'affirmer (2).

Enfin, après plus de six mois de tortures, Clément XIV vit arriver sa délivrance; en ce moment suprême, la raison lui fut rendue. Ce fut dans la plénitude de son intelligence et de ses douleurs qu'il entra en agonie. Il voulut parler, un moine murmura quelques mots à son oreille; aussitôt la parole se glaça sur ses lèvres et la vie dans ses veines (22 septembre 1774). La nouvelle de sa mort fit peu de sensation. Le peuple romain l'accueillit avec indifférence. Les ennemis du pape ne rougirent pas de faire éclater une joie indécente : ils applaudissaient aux satires les plus infames, qu'eux-mêmes colportaient de palais en palais. Cette conduite pouvait donner lieu à des conjectures étranges. En effet, les soupçons ne manquèrent pas. La vue du cadavre de Ganganelli suffisait pour les provoquer; il avait perdu jusqu'à cette forme humaine que la nature laisse encore à nos dépouilles au moment où elle les livre à la mort. Déjà quelques jours avant sa fin, ses os, selon l'expression énergique de Caraccioli, s'exfoliaient et diminuaient comme un arbre qui, piqué dans sa racine, se flétrit et perd son écorce. Les hommes de l'art appelés pour l'embaumer trouvèrent un cadavre au visage livide, aux lèvres noires, à l'abdomen enflé, aux membres amaigris et couverts de taches violettes. Le volume du cœur était très diminué, tous les muscles détachés et décomposés dans l'épine dorsale. On eut beau remplir le corps d'aromates et de parfums, rien ne

(1) Pie VII, prisonnier à Fontainebleau en 1814, s'écriait qu'on finirait par le faire *mourir fou comme Clément XIV. — Il papa* (Pie VII) *non prendeva riposo la notte e gustava appéna tanto di cibo, quanto bastava per tenerlo in vita, onde* (*sono sue parole*) *sarebbe morte pazzo come Clemente XIV.* — Ces lignes sont tirées textuellement des Mémoires du cardinal Pacca (*Memorie storiche del ministero del cardinale Bartolomeo Pacca*; Roma, 1830, p. 238).

(2) Georgel, *Mémoires.*

put dissiper ses exhalaisons méphytiques. Les entrailles de Clément rompirent le vase qui les contenait. Lorsqu'on le dépouilla de ses habits pontificaux, une grande partie de sa peau y demeura collée. La chevelure resta tout entière sur le coussin de velours qui soutenait la tête, et un simple frottement fit tomber tous les ongles l'un après l'autre. Arrêtons-nous : cette hideuse esquisse suffira; peut-être a-t-elle déjà révolté le lecteur.

Le fait était trop évident pour être sacrifié à des considérations particulières : personne dans le moment ne douta d'une mort violente. Les médecins avaient parlé bien bas, les funérailles parlèrent trop haut, et Rome entière s'écria alors : Clément XIV a péri par l'*aqua tofana de Peruggia* (1). Les dénégations vinrent plus tard. Cet évènement passe encore pour un problème historique. Selon les uns, ce ne fut pas le poison, mais la crainte du poison, qui donna la mort à Clément XIV; selon d'autres, Ganganelli fut tué par le remords. La crainte, il l'éprouva sans doute, mais elle ne l'avait pas attaqué jusque dans les sources de la vie. Le remords, il ne s'y livra que dans les accès de la démence, et il en parut tout-à-fait exempt plus d'un an après la suppression. Pourquoi des regrets si tardifs? Quel crime avait-il commis dans l'intervalle? Le remords admet-il un ajournement? D'ailleurs, s'il est facile d'opposer le raisonnement au raisonnement, il est moins aisé de combattre des témoignages respectables. C'est la base de tous les procès, et dans celui-ci on ne saurait récuser Bernis. Ce cardinal a toujours été persuadé de l'empoisonnement de Clément XIV, et un tel témoin est trop important pour que ses paroles ne se trouvent pas consignées ici. Ce qu'on va lire est extrait de la correspondance officielle de Bernis avec le ministère français. Le cardinal commence par le doute, mais son hésitation même, qui prouve sa franchise, le conduit d'autant mieux à la découverte de la vérité. Il y arrive pas à pas.

« 28 août. Ceux qui jugent avec imprudence ou malice ne voient rien de naturel dans l'état du pape; on hasarde des raisonnemens et des soupçons avec d'autant plus de facilité, que certaines atrocités sont moins rares dans ce pays-ci que dans beaucoup d'autres. — 28 septembre. Le genre de maladie du pape et surtout les circonstances de la mort font croire communément qu'elle n'a pas été naturelle... Les médecins qui ont assisté à l'ouverture du cadavre s'expliquent avec prudence, et les chirurgiens avec moins de circonspection. Il vaut mieux croire à la relation des premiers que de cher-

(1) Gorani, ennemi déclaré du saint-siége, nie pourtant l'empoisonnement.

cher à éclaircir une vérité trop affligeante et qu'il serait peut-être fâcheux de découvrir. — 26 octobre. Quand on sera instruit autant que je le suis, d'après les documens certains que le feu pape m'a communiqués, on trouvera la suppression bien juste et bien nécessaire. Les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi la mort du dernier pape, excitent également l'horreur et la compassion..... Je rassemble actuellement les vraies circonstances de la maladie et de la mort de Clément XIV (1), qui, vicaire de Jésus-Christ, a prié comme le rédempteur pour ses plus implacables ennemis, et qui a poussé la délicatesse de conscience au point de ne laisser échapper qu'à peine les cruels soupçons dont il était dévoré depuis la fin de la semaine sainte, époque de sa maladie. On ne peut pas dissimuler au roi des vérités, quelque tristes qu'elles soient, qui seront consacrées dans l'histoire. »

Quelle était donc la force de la conviction du cardinal, puisqu'elle lui arrachait ces paroles amères contre des hommes dont jusqu'alors il avait plaint le malheur? Veut-on un témoignage bien autrement imposant? on ne récusera pas celui d'un souverain pontife, de Pie VI, successeur de Clément XIV; c'est encore Bernis qui nous le transmettra. Écoutons-le parlant froidement et sans passion, plus de trois ans après la mort de Ganganelli. Il écrit le 28 octobre 1777 : « Je sais mieux que personne jusqu'où s'étend l'affection de Pie VI en faveur des ex-jésuites, mais il les ménage encore plus qu'il ne les aime, parce que la crainte a plus d'empire sur son esprit et sur son cœur que l'amitié... Le pape a de certains momens de franchise dans lesquels ses vrais sentimens se développent: je n'oublierai jamais trois ou quatre effusions de cœur qu'il a laissé échapper avec moi, par lesquelles j'ai pu juger qu'il était fort instruit de la fin malheureuse de son prédécesseur, et qu'il voudrait bien ne pas courir les mêmes risques. »

Fin malheureuse en effet et trop peu méritée. La faiblesse doit-elle être punie comme un crime? Si Ganganelli ne fût pas venu trop tôt après Benoît XIV, il aurait fait une grande fortune dans son siècle. Grimm l'a dit avec raison. Arrivé au trône vers 1740 ou 1750, Clément XIV aurait vécu parfaitement heureux. Il eût vieilli entouré de la considération publique; il eût porté paisiblement cette triple couronne qu'il avait tant convoitée, et qui, en 1772, brûla ses cheveux blancs. Après s'être donné le tort de faire une promesse, il n'avait que deux partis à prendre, et un seul était tout-à-fait honorable. Dès le

(1) Nous avons vainement cherché cette relation; elle a disparu.

lendemain de son intronisation, il devait supprimer les jésuites, qui s'y attendaient; ou bien, si le maintien de la compagnie lui semblait un devoir supérieur à la foi donnée, il devait affronter la colère du roi d'Espagne, laisser imprimer ses lettres, et se présenter fièrement aux princes, appuyé sur les bulles de ses prédécesseurs et sur les apologies audacieuses de l'ordre qu'il aurait sauvé. De toutes les résolutions, il choisit la pire : la faiblesse l'emporta. C'est qu'il n'y avait dans Ganganelli rien du grand homme. Ses panégyristes l'ont déprécié en s'efforçant de le diviniser. Leur froide rhétorique n'a pu agrandir un cadre trop rétréci. Ganganelli, quoique éclairé et spirituel, ignorait les hommes et les choses. Incapable de traiter les affaires, il ne visa jamais qu'à les assoupir. Sa politique manqua à la fois d'élévation et d'habileté. Mais à ce tableau, trop sévère peut-être, si on oppose une modération constante, une tolérance véritable, des mœurs de la primitive église, on conviendra sans peine que la vie de Clément XIV fut digne d'un respect sincère, sa mort d'une éternelle pitié.

Ici s'arrête la carrière que nous nous sommes tracée. Un récit authentique de la suppression de la compagnie de Jésus nous avait paru manquer aux nombreux documens dont cette congrégation fameuse a été l'objet. Nous n'avons pas besoin de rappeler notre impartialité : le lecteur, quel qu'il soit, s'en est aisément aperçu. Nous n'avons rien déguisé. En Portugal, les fautes de la société ont précipité sa chute, moins encore que des circonstances fortuites; le caractère d'un ministre y a surtout contribué. En France, l'existence de l'ordre a été compromise par une généreuse résistance aux caprices d'une favorite; mais une banqueroute très scandaleuse a achevé la ruine qu'un refus très noble avait provoquée. C'est ainsi que nous avons dit la vérité tout entière, au risque de ne satisfaire personne. Nous avons surtout combattu cette orgueilleuse prétention qui, dans l'opinion de la société de Jésus, identifie ses intérêts à ceux du christianisme, et les montre en butte à une conspiration permanente. Sans méconnaître les grandes choses qu'elle a tentées ou accomplies, principalement dans le Nouveau-Monde, nous n'avons pas dissimulé que trop souvent l'opiniâtreté de la compagnie à défendre sa propre cause devient un obstacle au retour des esprits vers la religion. Combien de réactions heureuses, après des temps d'incrédulité et de doute, se sont arrêtées devant la crainte de la domination des jésuites, et combien peu

ils ont essayé de calmer, par une prudente réserve, ces craintes bien ou mal fondées, mais vives, persistantes, tranchons le mot, invincibles! Nous en avons un exemple frappant dans ce récit. Faute de consentir à une réforme non-seulement modérée, mais presque illusoire, ils ont été bannis de France. Incapable de se subordonner aux intérêts généraux du catholicisme, incapable surtout de comprendre qu'entre elle et la religion il n'y a d'autre solidarité que celle du péril, la société, par sa résistance, a failli jeter dans le schisme les cours du Midi, et a rempli d'amertume la vie et la mort de Clément XIV. Toutefois, qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée. Cet exposé de faits authentiques n'est point un réquisitoire; nous n'accusons personne; nous ne cherchons pas à expliquer des mystères impénétrables. La mort a des secrets qu'il faut savoir respecter. Nous nous bornons à répéter, avec l'infortuné Ganganelli, dans son bref de suppression, « que les divisions, les troubles, ont été élevés par la société de Jésus, non-seulement dans son sein, mais encore entre les autres ordres réguliers, le clergé séculier, les académies, les universités, les colléges,... et que les membres de cette compagnie n'ont pas peu troublé la république chrétienne. »

Cte Alexis de Saint-Priest.

POÈTES

ET

ROMANCIERS CONTEMPORAINS.

—

SECONDE PHASE.

I. — Mme SAND.

Que dans l'histoire des littératures sont rares et courtes les époques où l'artiste, l'écrivain, se croient tellement en possession de la vérité religieuse et morale, qu'ils ne prennent pas souci de la chercher, mais uniquement de la peindre! Quand Racine écrivait *Athalie*, l'inspiration du poète se confondait avec la foi du chrétien; la veine était féconde parce que l'ame était pleine, et le génie n'avait d'autre travail que de trouver à ses sublimes croyances une expression qui ne les déparât pas. Un autre homme, Bossuet, doit l'admirable unité de son œuvre historique et oratoire à son inébranlable orthodoxie. Malheureusement, dans les annales de l'art, cette harmonie complète entre la forme et le fond est éphémère : on dirait qu'elle ne brille d'un rapide et vif éclat que pour annoncer des luttes et des oppositions nouvelles.

(1) *Œuvres complètes* de George Sand; 16 vol. in-18 sont en vente chez Perrotin.

Tout ce qui a porté le trouble dans les croyances religieuses a été aussi pour l'art une cause de révolution. En effet, lorsque les fondemens de la certitude et de la société sont ébranlés, le poète, avant d'exprimer des pensées, des sentimens, doit s'enquérir de leur vérité. Ses devoirs augmentent. Plus heureux que lui, ses devanciers ont pu recevoir des mains de la tradition et de la foi la matière de l'œuvre qu'ils devaient façonner; mais le poète des temps d'examen et de révolte doit tout fournir, le fond non moins que la forme, et il arrivera qu'il aura pour caractère plutôt la force que la beauté.

C'est la force qui domine dans les œuvres importantes du XVIIIe siècle, aux dépens de l'unité et de l'harmonie. Il s'agissait à la fois de nier une partie des vérités reçues, d'en introduire de nouvelles, et de donner à cette œuvre de destruction et d'enfantement une forme vivante. Pour écrire *Candide*, les lettres de Saint-Preux et *le Père de Famille*, il a fallu que les auteurs eussent passé par l'initiation philosophique la plus laborieuse et la plus tourmentée. Ils élevaient leurs monumens avec les ruines qu'ils faisaient eux-mêmes.

En vérité, à la fin du XVIIIe siècle, on eût pu, avec quelque vraisemblance, douter qu'il y eût encore de beaux jours possibles pour les lettres françaises. Tout n'avait-il pas été dit, tant du côté de la tradition que dans le camp de la philosophie? La foi et la pensée avaient produit chacune leur littérature : oui, mais ni la pensée ni la foi n'étaient épuisées. Avec deux romans, M. de Châteaubriand entreprend une réaction chrétienne, et voilà la guerre qui recommence.

Le caractère de notre littérature au XIXe siècle est polémique. Partout nous y trouvons la lutte et l'effort. Où est la foi commune? Qu'est devenue cette naïveté féconde de l'artiste qui produit son œuvre sans vouloir en faire une démonstration, un plaidoyer, une attaque, une vengeance? Soit pour le fond, soit pour la forme, tout a dégénéré en schismes, en divisions. En voici qui, avec un succès inégal, marchent péniblement dans la voie rouverte par l'auteur de *René*. Desservans plus empressés qu'utiles des autels de l'art chrétien, on les a vus plus d'une fois défigurer à grands frais la religion qu'ils prétendent servir. D'autres, loin du sanctuaire antique, demandent leurs inspirations à la nature, à l'enthousiasme parfois violent et grossier des passions, au culte de l'humaine individualité. Il y a dans la démarche de leur muse quelque chose de hautain et de fier qui étonne, mais le charme est absent. C'est qu'au fond toutes ces ames d'artistes sont troublées. Ni chez les interprètes de la vieille foi, ni chez les chercheurs de croyances nouvelles n'habite la paix, parce que les premiers chantent sans croire,

parce que les seconds s'agitent sans mettre la main sur rien qui les puisse contenter et nourrir.

Nous parlons de foi solide et de découvertes véritables. La critique littéraire peut adopter ce mot de l'Évangile : *Vous les connaîtrez par leurs œuvres*. Pour savoir combien peu le sens intime du christianisme anime certains hommes, il n'y a qu'à lire leurs vers, à entendre leurs sermons, à regarder leurs toiles et leurs marbres. Les ébauches informes qu'enfantent les systèmes nouveaux portent sur la valeur des systèmes un témoignage redoutable.

Voilà pourquoi, dans les productions contemporaines, il y a beaucoup de choses remarquables et très peu de vraiment belles. A défaut de cette naïveté féconde dont nous parlions tout à l'heure, et qui, nous le reconnaissons, n'a qu'un temps dans l'histoire des lettres et de l'art, l'unité et l'harmonie des œuvres ne sauraient sortir que d'une conviction réfléchie, achetée par les plus longues méditations. Or, aujourd'hui, où sont les artistes qui méditent? On produit, on fabrique. N'auriez-vous pas quelques sujets de roman à m'indiquer? disait dernièrement un libraire; l'auteur que j'édite travaille tant, qu'il n'a pas le loisir d'en chercher.

Au moment où les conditions de l'art deviennent plus difficiles et plus dures, l'ame de nos artistes s'amollit. Puisque dans la sphère des croyances et des idées il y a lutte et doute, il faudrait un travail sérieux de la pensée pour choisir et pour bien choisir. Puisque l'histoire du passé agrandit chaque jour sur tous les points ses horizons et ses profondeurs, l'artiste, pour s'en servir avec justesse et succès, devrait se plier à des études persévérantes. Comme dans chaque genre d'innombrables œuvres ont été produites, il est clair qu'une originalité, même restreinte, ne saurait être la récompense que d'une réflexion opiniâtre. Nous n'exceptons pas les natures les plus heureuses; car, si elles mettent de la légèreté dans la direction de leur talent, elles n'échapperont pas aux réminiscences, à l'imitation. Néanmoins combien d'artistes oublient qu'ils vivent sous l'empire de ces rudes devoirs! méconnaissance funeste qui pourra valoir, même aux plus forts, l'interruption de leur gloire, et comme des funérailles anticipées.

Non-seulement on ne songe pas à ces nécessités sévères qui sont pour tous des lois inflexibles, mais beaucoup de nos poètes et de nos écrivains semblent ne pas penser que le temps coule pour eux et leur impose des obligations nouvelles. Cependant suivez dans leur carrière les artistes qui y ont laissé un grand nom après s'y être lancés jeunes. Que de développemens! que de transformations! Le génie est comme

le point géométrique capable d'irradier en tout sens et à l'infini. Seulement il ne saurait se passer du temps, qui est pour lui la condition vitale. Le temps est la succession des pensées : combien tel esprit en contient-il? voilà la question. Tel écrivain tourne depuis long-temps dans le même cercle de sentimens et d'idées; ou sa nature est pauvre, ou, plus souvent encore, sa volonté est faible. Il y a, il est vrai, des artistes d'élite dont les qualités sont plus éminentes que nombreuses, instrumens destinés à ne nous charmer que par quelques mélodies. Toutefois, si vous voyez une source poétique tarir soudain, ne vous hâtez pas de croire que la nature elle-même fait défaillance; souvent elle ne paraît stérile que parce qu'elle n'est pas cultivée assez fortement. Le terrain semble désormais sec et aride; sachez le remuer, sachez en creuser les entrailles à la sueur de votre front, et bientôt des eaux souterraines vous rapporteront en jaillissant la fécondité.

Nous avons sous les yeux des artistes et des écrivains qui ne marchent pas avec la vie. Ils restent ce qu'ils étaient au début : ce qu'ils disaient en commençant, ils le répètent encore. Leurs procédés sont les mêmes; leurs intentions principales et leurs moyens d'effet ne changent pas. On s'étonne de les trouver à la fois déjà si vieux et encore si jeunes; car enfin ils entrent à peine dans la maturité, dans cet âge où l'esprit, lorsqu'il est bien conduit, est si énergique et sagement fécond. Il est un temps où l'imagination de l'écrivain l'emporte, il en est un autre où il la mène; alors l'esprit est pleinement en possession, en jouissance de lui-même; il ne va qu'où il veut, il atteint aussi loin qu'il l'a décrété. Il se contient : comme un coursier bien dressé, on dirait qu'il est rassemblé par une main habile pour mieux courir, et c'est en se modérant qu'il grandit. De nos jours, on est assez enclin à penser, nous le savons, que la force n'appartient qu'aux premiers feux de la jeunesse. Étrange erreur que les faits confondent. Vingt-un ans après avoir écrit *Werther*, Goethe composa *Wilhelm Meister*. Dans l'intervalle, le temps, l'étude approfondie de l'antiquité, une contemplation savante de la nature, l'expérience de la vie, la connaissance de l'homme, avaient décuplé les forces de l'artiste. Bossuet avait des cheveux blancs quand il couronna par un suprême effort d'éloquence ses oraisons et ses histoires, glorieuses filles de sa maturité. C'est à cinquante-sept ans que Kant publia sa *Critique de la Raison pure;* neuf ans après, ses deux autres *Critiques* avaient paru, et il les fit suivre jusqu'à sa mort d'essais originaux où respire toute la vigueur de son génie. On voit que ce métaphysicien révolutionnaire ne manquait ni d'haleine ni de patience. Voltaire avait

soixante-six ans quand il fit jouer *Tancrède*, celle de ses tragédies qui a le plus de mouvement et d'intérêt. Rien n'est plus vivace que l'esprit fortifié par le travail. De sa nature n'est-il pas immortel? *Spiritus intus alit.* Sachons au moins le garder actif et fort jusqu'au jour où, sous les coups du temps, doit tomber une enveloppe périssable.

Cependant, à côté des artistes qui, restés immobiles, n'ont su avoir qu'une manière, et de ceux qui ont déserté le culte de l'art pour les calculs et les convoitises de l'industrie, il en est quelques-uns dont les transformations remarquables veulent être étudiées. Parmi ces derniers, il faut distinguer Mme Sand. Si cette femme célèbre, fidèle à ses premières inspirations, donnait encore d'aimables sœurs à *Indiana*, à *Valentine*, et à *André* de dignes compagnons, nous n'aurions pas à nous occuper d'elle. Les productions gracieuses et originales par lesquelles Mme Sand a signalé les premiers momens de sa carrière ont été dans la *Revue* l'objet d'une critique judicieuse et forte dont il serait à la fois inutile et téméraire de vouloir répéter ou réviser les arrêts. Mais, depuis l'époque où ces jugemens ont été consignés dans les pages de ce recueil, que de voies nouvelles tentées par l'auteur de *Mauprat!* Nous avons dessein d'y suivre ses aventures et ses erreurs.

Toute transformation est un signe de puissance. Pour les organisations riches et fortes, il y a des phases successives où le bien et le mal se heurtent et se combattent. L'ordre dans lequel se développent les propriétés des natures vigoureuses dépend non-seulement de la volonté, mais des circonstances et de l'atmosphère morale où cette volonté s'agite. Jusqu'au milieu de la vie, un homme aura montré de la modération et de la mesure dans sa manière d'agir et de penser : tout à coup il manifeste une vivacité imprévue, il sort brusquement de la sphère dans laquelle il avait l'habitude de graviter; il en a été arraché par des impressions violentes venues du dehors. Dans des temps ordinaires, cet homme aurait toujours paru sage; mais des tempêtes politiques viennent allumer ses passions, et il éclate. C'est un malheur attaché à notre condition que les hommes réunis en société se créent à eux-mêmes comme une fatalité sous le joug de laquelle beaucoup sont contraints de courber la tête. Les jouets de ce destin seront surtout ceux chez lesquels le sentiment domine, et non pas la raison; natures sans défense contre elles-mêmes et contre les autres, natures qui se laissent envahir par les impressions extérieures et les passions populaires, comme une ville ouverte. Ceux au contraire chez lesquels la raison est foncièrement plus forte que le sentiment acquièrent chaque jour en avançant dans la vie l'empire d'eux-mêmes :

pour eux, les entraînemens juvéniles ne se perpétuent pas au-delà du terme marqué par la nature, leur volonté s'affermit, leur jugement s'étend et s'épure, et ils se mettent à remplir avec une application courageuse tous les devoirs que leur imposent la vie, leur siècle et leur intelligence.

Ont-ils bien réfléchi sur la nature et les difficultés de l'art, les écrivains et les poètes qui de nos jours se sont si fort félicités de vivre dans une époque où l'indépendance est absolue, où les règles et les classifications qui spécifiaient les genres sont tombées? Les poètes et les artistes grecs eurent l'insigne bonheur de vivre dans des sociétés où la beauté humaine était l'expression révérée de la vérité divine. La religion maintenait l'art dans une grandeur régulière, et les bizarreries d'une fantaisie désordonnée, en admettant qu'alors elles eussent été possibles, auraient été considérées comme autant de sacriléges. Alors l'ame de l'artiste restait étrangère à ces désirs de révolte qui ont si fort tourmenté les modernes; elle n'employait sa force que pour s'élever à l'idéal qui lui était imposé, c'est-à-dire à l'harmonieuse unité de l'énergie humaine et du calme divin. Le christianisme fut la contradiction la plus formelle de cette harmonie; loin d'identifier la religion et l'art, il ne permit à ce dernier, et encore assez tard, de se développer qu'à la condition d'une entière dépendance. Il ne s'agissait plus de représenter la beauté, la puissance, mais une sainteté mélancolique. L'artiste était contraint de s'agenouiller et de croire avant de construire, de peindre ou de chanter : sans la foi, hors de la foi, il ne pouvait rien; la foi le vivifiait en le contenant. L'art aujourd'hui ni ne se confond avec la religion, ni n'en dépend; il ne relève plus que de l'individualité humaine, et voilà, comme nous l'avons dit au début, ce qui est effrayant pour ceux qui ambitionnent de se signaler par des œuvres d'imagination.

Aujourd'hui, la société dit aux artistes : Je ne vous impose rien, ni formes sacramentelles, ni restrictions sur le fond des choses; vous êtes libres, vous pouvez tout oser. On ne vous accusera pas, comme Eschyle, d'avoir révélé quelque chose des mystères de Cérès, on ne condamnera plus vos tragédies au nom d'Aristote, et vos romans ne seront plus brûlés au pied du grand escalier. Vous n'avez plus rien à craindre, plus rien que vous-mêmes. Allez, je me réserve, non plus de vous entraver, mais de vous juger. — Enchantés de tant d'indépendance, les artistes donnent carrière à leur audace, à leurs fantaisies. Ils s'enivrent des applaudissemens qu'arrache plus à la surprise qu'à l'admiration leur pétulant essor; en rois absolus, ils foulent aux pieds

principes, règles et convenances. Cependant, autour d'eux murmure sourdement une réaction profonde, elle s'étend, elle éclate, et nos triomphateurs, violemment arrachés de leur char, voient, par une révolution irrésistible, tomber leur couronne, et leur dictature s'évanouir.

La véritable critique ne saurait avoir ce caractère de vivacité souvent injuste qui ne manque jamais aux réactions. Comme elle n'a pas le langage d'un enthousiasme irréfléchi, elle ne saurait prendre l'allure d'une proscription ardente. Elle ne s'inspire ni des passions d'une époque, ni des caprices de la mode, elle a les yeux fixés sur les lois permanentes de l'art, et sur les conditions du beau dont elle cherche à pénétrer l'essence. A ces lois, à ces conditions, à ces principes, elle compare les productions des inventeurs, et c'est en vertu de cette comparaison qu'elle rend ses arrêts. La cause de l'art n'est pas moins servie par la critique que par l'invention. Le poète crée, la critique explique cette création au poète lui-même et aux autres; elle en signale les beautés, elle en marque les imperfections, les faiblesses et les vices. Dans la sphère de l'art, l'esprit humain se développe autant par le jugement que par l'imagination, et, pour avoir l'entière conscience du beau, il n'a pas moins besoin des philosophes que des artistes.

De nos jours, plusieurs écrivains semblent courir au-devant des jugemens de la critique avec un empressement singulier; en effet, à peine à la moitié de leur carrière, ils nous donnent leurs œuvres complètes, et ils nous les donnent le plus qu'ils peuvent dans des éditions dites populaires. Nous ne voulons pas rechercher si à cet amour de la renommée ne se mêlent pas souvent des convoitises moins nobles : peut-être tel auteur qui prétend n'avoir d'autre ambition que de se mettre entre les mains du peuple, a souvent entassé bien des calculs sur les gains considérables qu'il attend; mais nous écartons à dessein tout ce qui ne relève pas exclusivement de la juridiction littéraire de la critique. Autrefois, c'était seulement dans les dernières années de leur vie que les auteurs songeaient à rassembler complètement leurs œuvres, plus souvent même ils laissaient cet office à leur famille ou à l'amitié. Aujourd'hui, à voir avec quel soin, avec quelle hâte des écrivains encore dans la force de l'âge recueillent tous leurs titres, on dirait qu'ils n'ont plus de confiance dans leur avenir, et qu'en quelque sorte ils l'abdiquent. Quoi qu'il en soit, la critique trouve dans ces collections prématurées une occasion légitime de dire sa pensée avec plus d'ensemble, de réflexion et de franchise.

Une certaine puissance lyrique et le talent de conter sont les qualités qui distinguent surtout Mme Sand. Jusqu'à un certain point, ces

qualités sont contradictoires, et pour les associer harmoniquement, afin qu'elles concourent au même but, il est besoin d'un art savant. Leur réunion chez le même écrivain témoigne que la nature l'a richement doué, mais cette générosité n'est pas sans périls pour ceux qui en sont l'objet. Un de ces dons peut nuire à l'autre. Si la faculté lyrique n'est pas bien dirigée, fortement contenue, si elle se manifeste et s'épuise en saillies capricieuses, au lieu de se développer dans un ordre puissant, non-seulement elle manque les effets qu'elle eût dû produire, mais elle exerce une influence funeste sur les autres parties du talent de l'artiste. Quand il devrait conter, l'écrivain déclame; peindre, il déclame encore : il a perdu la force de se conduire, de varier les développemens, les formes de ses compositions, et, par un entraînement dont il ne peut triompher, il tombe dans une irrémédiable monotonie.

Dans l'œuvre de Mme Sand, nous trouvons à la fois des romans et des poèmes en prose. Dès les premiers romans, le lyrisme commence à poindre, et dans les meilleurs poèmes on remarque un récit habile; ainsi chaque production de l'auteur met en présence, dans une mesure inégale, les deux qualités principales que nous avons dites. Toutefois, il vaut mieux commencer par étudier à part chacune de ces qualités dans les compositions où elle joue le premier rôle. Adressons-nous d'abord aux romans.

Une des choses que font le mieux les femmes qui écrivent, c'est de conter. Les évènemens de la vie domestique produisent d'ordinaire sur l'esprit des femmes des impressions vives qui les préparent, même à leur insu, au talent de peindre ce qu'elles ont vu, ce qu'elles ont éprouvé. Lisez les lettres qu'elles écrivent dans l'intimité de l'amitié, ou dans l'entraînement d'une passion plus vive, et vous y trouverez des récits piquans, animés, de charmans tableaux. La plume court avec agilité, les faits se déroulent, les traits se succèdent avec une prestesse brillante. Ce talent qu'ont inégalement toutes les femmes distinguées, Mme Sand l'a porté au plus haut point. Dans ses bons momens, elle fait passer sous les yeux du lecteur les scènes les plus pittoresques avec une facilité magique. On admirera toujours le coloris si frais et si pur des deux premières parties de *Valentine*, et de nombreuses pages d'*André*.

Mais l'habileté du récit ne suffit pas, et le conteur n'est que la moitié du romancier. Dans l'histoire, dans le roman, les évènemens dépendent surtout du caractère des personnages, et c'est l'homme qu'il s'agit de représenter. L'historien n'a pas à inventer, mais il a tout à

comprendre; il est spectateur, juge et peintre. S'il s'élève à la compréhension de lois générales et nécessaires, il n'ignore pas que ces lois ne sont autre chose que les résultats et les rapports de l'individualité humaine. C'est donc l'homme qui est toujours en jeu, en scène, en question. Étudier dans tous les sens cette nature humaine si diverse et pourtant si fidèle à elle-même, en suivre l'unité à travers toutes les civilisations, quel qu'en soit le symbole, l'aigle de Jupiter, le croissant ou la croix, en mettre en relief, en action l'originalité, les passions, les grandeurs et les vices, voilà l'œuvre de l'historien, qui doit avoir à la fois la profondeur d'un philosophe et la plastique d'un statuaire.

Le romancier commence par créer ce que l'historien n'a qu'à dégrossir; il crée la matière première avec laquelle il travaillera : les faits et les personnages. Il nous donne la mesure de lui-même, non-seulement par sa manière de peindre, mais par le choix des choses qu'il veut peindre. Lieu de la scène, situations, caractères, tout par lui est inventé, et, pour prouver qu'il est un observateur véridique de la nature humaine, il doit auparavant se montrer poète.

Dans le roman comme dans l'histoire, la principale affaire est la connaissance de l'homme, c'est-à-dire la peinture des caractères. Les incidens, les aventures, les coups de théâtre, toute cette fantasmagorie constitue la partie inférieure de l'art. Tracer des caractères vraisemblables, réels, complets, animer des personnages qui paraissent au lecteur aussi vivans que ceux qu'il trouve dans l'histoire, voilà l'ambition d'un grand romancier. Entre les qualités dont il dote ses héros et les évènemens que ceux-ci traversent, il établit des rapports intimes. Sous sa plume, pas un fait ne se produira sans concourir à développer l'individualité humaine, qui naturellement doit réagir contre tout ce qui lui est obstacle. Il faut que les caractères soient la cause féconde et simple des évènemens.

Le poète dramatique n'a qu'une manière de peindre les hommes : c'est de les faire agir, c'est de mettre leurs qualités, leurs passions, aux prises avec une situation décisive. S'il a du génie, une scène, quelques traits du dialogue, un mot, lui suffiront pour graver d'une manière ineffaçable la physionomie de ses personnages dans la mémoire des hommes. Qui peut oublier Shylock, Tartufe, ou le vieil Horace? Ici le romancier est nécessairement vaincu par le poète dramatique. Rien ne peut égaler ces grands effets du théâtre où l'art non seulement imite la nature, mais en double la puissance en concentrant, en idéalisant les traits de l'individualité humaine pour les rendre plus vrais à nos propres yeux.

Toutefois, le romancier a certains dédommagemens. Il tient à sa disposition un espace infini; il peut suivre ses personnages dans tous les détails de leurs destinées et de leurs caractères. Des évènemens habilement variés mettront en jeu, en lumière, tous les ressorts, tous les secrets de la nature humaine; à ces récits, pourra s'associer une analyse délicate de tous nos sentimens, analyse par laquelle le romancier pénétrera, s'il en a la force, dans les derniers replis du cœur. Enfin, il pourra de temps à autre parler en son nom, intervenir par ses propres réflexions comme le chœur des tragédies antiques, et suggérer ainsi au lecteur ce qu'il doit penser et sentir.

Les ressources dont dispose le romancier sont grandes; mais, pour qu'en ses mains elles soient vraiment fécondes, il doit n'avoir pas moins de jugement que d'invention. La verve, le feu créateur de l'imagination, donnent la vie aux personnages; puis, pour les faire agir et penser, il faut une intelligence énergique et maîtresse d'elle-même. Reproduire dans un tableau complet toutes les faces de la nature humaine et tous les accidens vraisemblables de la destinée est une œuvre qui demande un esprit étendu, libre et calme au sein de ses inspirations les plus vives.

Si l'imagination de l'écrivain, plus sensible que forte, recevait tour à tour les impressions les plus diverses sans le contre-poids d'une raison capable de les contrôler, si des émotions sans mesure et sans frein poussaient sa plume, il serait inévitable que ce désordre de l'ame ne passât dans son œuvre. Les conceptions seraient plutôt ébauchées avec une ardeur hâtive que réalisées avec puissance et sûreté; les mœurs des personnages, les situations où le lecteur les trouverait placés seraient fausses; la physionomie des caractères serait défigurée par de mensongères enluminures; enfin, au milieu de signes épars de talent et de vigueur, on n'assisterait guère qu'à des efforts avortés, à une décadence laborieuse.

Dès les premiers momens où Mme Sand entra dans la carrière, elle avoua qu'elle écrivait ses romans avec certaines préoccupations sur notre état social. « Le narrateur espère, disait-elle dans la préface d'*Indiana*, qu'après avoir écouté son conte jusqu'au bout, peu d'auditeurs nieront la *moralité* qui ressort des faits, et qui triomphe là comme dans toutes les choses humaines. » Alors, il est vrai, Mme Sand protestait contre les prétentions philosophiques qu'elle devait afficher plus tard si hautement; elle marchait un peu au hasard, sans bien savoir elle-même la portée de ce qu'elle écrivait. Tantôt ce qu'on est convenu d'appeler, dans le langage du jour, les questions sociales, semblait l'attirer; tantôt on eût dit qu'effrayée de ces graves pro-

blèmes, elle revenait avec amour aux charmantes fantaisies de son imagination.

Ce n'est pas nous qui nous montrerons surpris ou mécontent des velléités philosophiques dont à toutes les époques fut animée Mme Sand. Nous avons dit plus haut comment notre littérature était nécessairement marquée d'un caractère polémique, et pourquoi de nos jours l'esprit de discussion dominait en toute chose et dans tout écrivain. A nos yeux, l'auteur d'*Indiana* était donc irrésistiblement destiné au rôle de romancier philosophe; mais ce rôle, comment a-t-il été rempli? L'institution du mariage telle que notre société l'a faite a été, dès le premier roman de Mme Sand, l'objet de ses attaques. On ne saurait s'étonner qu'un pareil sujet ait préoccupé une femme. Il y avait même quelque chose d'opportun dans l'intervention d'une femme douée d'un vrai talent, à une époque où les théories nouvelles des uns et le scepticisme des autres appelaient l'examen et la critique sur les fondemens de tout ce qui constitue la moralité sociale. Enfin les femmes allaient avoir un interprète de leurs sentimens, interprète qui, on pouvait l'espérer, saurait toujours unir à l'éclat de l'imagination une délicatesse habile et ce tact heureux qui n'est pas moins une puissance qu'un charme. Le champ était immense. Pour ne pas s'y perdre, il fallait à la femme qui descendrait dans l'arène un grand empire sur elle-même; elle devait naturellement se trouver environnée de périls et d'écueils. Tout devait conspirer contre son indépendance, contre sa liberté, les coteries, les sectes, les partis, et ce qu'il y avait de plus dangereux, surtout dans cette circonstance, les admirateurs. Que de difficultés à vaincre pour conserver dans cette atmosphère ardente une imagination calme et pure, sans en altérer l'énergie féconde! Nous ignorons si, pour toute autre femme, ces difficultés eussent été insurmontables; mais Mme Sand n'a pas su en triompher.

Quand on passe en revue les compositions de l'auteur d'*Indiana*, on est frappé des impressions diverses et contradictoires sous l'empire desquelles elles ont été écrites. Dans ses romans, Mme Sand est naturellement disposée à donner aux femmes le premier rôle, le rôle le plus noble, le plus beau : on l'y voit goûter un plaisir d'orgueil et presque de vengeance à rabaisser, parfois même, comme dans *Leone Leoni*, à dégrader les caractères masculins. Ces intentions passionnées et malignes sont contraires aux grands effets de l'art, car elles ôtent à l'esprit la claire et pure vision des réalités qu'il doit peindre. Voilà déjà un écueil qu'une intelligence plus forte aurait su éviter. Cependant un autre danger attendait l'auteur de *Valentine*, c'était de subir l'influence de cette même puissance masculine contre la-

quelle elle levait l'étendard de la révolte. Cette femme, qui semblait animée d'un courroux si fier contre les prétentions de notre sexe, contre sa tyrannie, son égoïsme, ne peut échapper à la loi commune, et les hommes que tour à tour elle rencontre à travers la vie laissent dans son imagination et dans ses écrits la trace de leur passage. Successivement les hommes les plus divers seront l'objet de son enthousiasme et de son émulation. Au critique succédera le poète, dont l'auteur d'*Aldo le Rimeur* voudra imiter la capricieuse allure et l'audacieuse gaieté. Quand Mme Sand aura causé avec un prêtre éloquent, elle écrira les *Lettres à Marcie*, et croira trouver dans les fantaisies du néo-catholicisme une source d'inspirations. Voici un avocat démocrate dont le prosélytisme impérieux et rude entend mettre la plume de *Lélia* au service de son parti, et veut enchaîner cette muse vagabonde au culte d'une liberté farouche. Enfin un métaphysicien socialiste qui a l'ambition de fonder une religion nouvelle est aujourd'hui pour l'auteur de *la Comtesse de Rudolstadt* comme un autre Mahomet, dont il faut s'employer à répandre la parole à travers le monde.

En portant successivement tous ces jougs, l'auteur de *Mauprat* n'en aura pas moins de brusques accès de sauvage indépendance. Dans certains momens elle regardera les plus sages conseils comme des attentats à sa liberté; elle s'irritera contre ceux qui voudront, dans l'unique intérêt de sa gloire, éclairer son esprit, épurer ses œuvres. C'est alors qu'elle s'écrie, comme saisie d'un enthousiasme bizarre et d'une fébrile impatience : « O verte Bohême! patrie fantastique des ames sans ambition et sans entraves, je vais donc te revoir! J'ai erré souvent dans tes montagnes et voltigé sur la cime de tes sapins; je m'en souviens fort bien, quoique je ne fusse pas encore née parmi les hommes, et mon malheur est venu de n'avoir pu t'oublier en vivant ici. » Quelles sont donc ces réminiscences étranges qui viennent porter le trouble dans l'ame de Mme Sand? On dirait qu'en se plongeant dans le passé, elle cherche à saisir des souvenirs de famille et de race, souvenirs encore pleins des émotions désordonnées de la vie de théâtre et de la vie de guerre.

Il y eut un moment où l'auteur de *Jacques* paraissait surtout frappé de ce qu'a de noble et de pur la vocation du poète, quand il écrit ce qu'il sent dans la complète indépendance de son génie. En comparant les artistes aux hommes politiques, Mme Sand pensait alors que les premiers étaient plus sincères et plus heureux que les seconds, parce qu'ils n'étaient pas condamnés à tout sacrifier à un but, unique objet de leurs soucis, de leurs efforts. Qu'il est fâcheux qu'elle n'ait pas tou-

jours jugé de même de l'art et de la politique! Après avoir prodigué dans ses premiers romans tant de fraîches couleurs et d'expansions naïves, le talent de Mme Sand devait naturellement prendre un caractère plus ferme et plus réfléchi. On peut saisir les symptômes de ce changement dans *Lélia* et dans *Jacques*. Si, à cette époque, Mme Sand eût persévéré dans la préférence qu'elle donnait à l'art sur la politique, elle était sauvée.

C'était pour son talent et sa renommée un intérêt de premier ordre que le choix des idées principales qui devaient désormais dominer dans ses œuvres. Plus un artiste s'élève dans la sphère de la pensée, plus il s'approche des régions du beau; mais s'il s'égare, s'il se croit en possession de la vérité philosophique quand il n'est que la dupe de conceptions incomplètes, le jouet de sentimens exclusifs, le disciple aveugle de systèmes vicieux, alors la splendeur de son talent se ternit, et, sous la pernicieuse influence des erreurs de son jugement, l'art se dégrade. Telle est malheureusement l'histoire de Mme Sand dans la seconde phase de sa carrière. Au lieu d'affermir et d'élever son intelligence par l'examen impartial des choses humaines, elle se laissa envahir par des passions de partis qui se rendirent entièrement maîtresses de son imagination. Aussi ne vit-elle plus les faits et les hommes de son époque que sous un jour faux : des fureurs coupables lui parurent héroïques; elle adopta, elle admira sans réserve des théories et des actes qui devaient au contraire être cités avec courage au tribunal d'une raison ferme. Malheur à l'artiste, au poète qui se laisse enrôler par un parti! Il perd sa noble et féconde indépendance, il ne retrouvera plus les libres et purs élans de l'esprit; souvent même il ne sera plus maître de choisir lui-même l'objet de ses chants. Sujet, idées, sentimens, tout lui sera suggéré, imposé, et son génie, au lieu d'être sa loi à lui-même, ne sera plus entre les mains de ceux qui l'asserviront qu'un instrument mutilé.

Pendant que l'auteur de *Jacques* s'abandonnait ainsi sans réserve à des inspirations, à des influences qui devaient si fort l'égarer, il se passait quelque chose de contraire dans la plupart des esprits. Ces passions démagogiques, ces théories sociales qui séduisaient Mme Sand, étaient jugées sévèrement. On était revenu des premières émotions inséparables d'un grand mouvement populaire; on sentait le besoin de sortir d'une exaltation désormais stérile pour entrer dans un mouvement régulier. On comprenait que ni les peuples, ni les individus, ne sont faits pour vivre éternellement de la double fièvre des révolutions et de la jeunesse. Il s'opérait donc autour de Mme Sand des transfor-

mations qui contredisaient la sienne. Ici, dans cette *Revue*, la politique, la philosophie, l'art, l'histoire, la poésie, étaient traités avec plus de maturité, avec plus d'expérience et de réflexion. Entre cette marche plus mesurée et les nouvelles allures de Mme Sand, il y avait un désaccord inévitable que chaque jour aggravait. Enfin, il vint un moment où les compositions offertes par Mme Sand à ce recueil formaient un si étrange contraste avec les principes sociaux et littéraires qui s'y trouvaient défendus, qu'elles n'y purent plus trouver place. Comment le roman d'*Horace* et *le Compagnon du tour de France* eussent-ils pu être insérés dans la *Revue?* Entre les emportemens démocratiques de Mme Sand et l'esprit de ce recueil, l'incompatibilité était trop flagrante, et la force des choses amena une séparation.

Alors on vit l'auteur d'*Horace*, par un des plus funestes caprices qui aient jamais pu égarer un écrivain, tourner le dos à cette société d'élite, à ce monde dont il avait brigué souvent et mérité plusieurs fois les suffrages. Mme Sand s'imagina qu'elle ne devait plus écrire que pour le peuple, pour les prolétaires, pour quelques étudians excentriques et leurs maîtresses. Elle n'eut plus pour tout le reste de la création qu'injure et anathèmes; elle déclara que dans les mansardes il se débitait plus d'esprit en une heure que dans les salons de Paris pendant un mois. Il n'y avait donc plus à balancer; il fallait changer de lecteurs, de public, et Mme Sand entra enseignes déployées dans le champ de la littérature non plus classique ou romantique, mais prolétaire.

Pour qui faut-il écrire? eh! pour tout le monde. Regardez Molière, Voltaire, Jean-Jacques, nos plus populaires auteurs; ont-ils jamais songé à se mettre au niveau des classes dont cependant ils ambitionnaient les suffrages? C'étaient elles qui devaient monter, et ce n'était pas à eux de descendre. C'est précisément l'excellence des lettres et des arts de concentrer dans leurs chefs-d'œuvre ce qui touche et affecte tous les hommes, si variées que puissent être leurs conditions sociales, qu'ils soient couverts de bure ou de soie. Le beau, le vrai, appartiennent à tous, et, pour trouver la puissance d'en faire jouir toutes les ames, ce n'est pas apparemment dans des situations étroites et hostiles qu'il faut se placer.

Consultez les instincts du peuple, vous qui vous vantez à tort d'être les meilleurs interprètes de ses besoins et de ses désirs. Son admiration ne s'égare pas; au milieu de nos théâtres et de nos musées, elle va droit à ce que l'art et la poésie ont de plus grand, de plus pur et de plus vrai. Livré à lui-même, il admirera naïvement ce qui est au-

dessus de lui; il s'enthousiasmera pour les rois, pour les chefs de république, quand il les verra briller de l'éclat douloureux du malheur et du génie. Il s'associera à tous les sentimens élevés, à toutes les délicatesses morales, qui sont le fruit d'une grande éducation et d'une haute fortune. Qu'on ne croie donc pas que le plus sûr moyen de captiver l'attention du peuple, de le tenir suspendu au spectacle d'un drame, à la lecture d'un roman, soit de lui raconter sa propre histoire, de lui peindre ses mœurs, et de transporter ses obscures misères dans le monde que crée l'imagination. Nous n'ignorons pas qu'en ce moment on abuse de ce procédé facile et grossier; mais sans doute on ne niera pas qu'avant notre époque les lettres et les arts, sans se vouer uniquement à la reproduction servile des types populaires, aient su procurer au peuple de nobles plaisirs et de profondes émotions.

On tomberait aussi dans une lourde méprise, si l'on pensait que, pour bien peindre le peuple, il faut se placer au point de vue de ses passions et de ses préjugés. Tous les grands artistes qui ont mis le peuple en scène, Thucydide, Shakspeare, Molière, Walter Scott, montrent une intelligence supérieure aux acteurs qu'ils font mouvoir. Cette supériorité seule leur permet d'être vrais : ils n'exagèrent ni les travers, ni les vertus de ceux qu'ils représentent. Cette sûreté de coup-d'œil, qui est la condition nécessaire de la justesse dans l'exécution, a tout-à-fait manqué à Mme Sand, quand elle s'est aventurée dans la peinture des mœurs populaires. On dirait, en lisant *le Compagnon du tour de France*, que l'auteur est un jeune gars nouvellement initié, et qui, sous le charme des merveilles du compagnonnage, n'est encore le maître ni de ses impressions, ni de ses idées.

« Il y aurait toute une littérature nouvelle à créer avec les véritables mœurs populaires, a écrit Mme Sand dans l'avant-propos qui précède *le Compagnon*. Cette littérature commence au sein même du peuple; elle en sortira brillante avant qu'il soit peu de temps. C'est là que se retrempera la muse romantique, muse éminemment révolutionnaire, et qui, depuis son apparition dans les lettres, cherche sa voie et sa famille. » Toutes ces idées sont confuses et fausses. Il n'y a pas de littérature spéciale à créer pour la peinture des mœurs populaires; de tout temps, cette peinture a été un des élémens des compositions des grands maîtres. La muse romantique n'est pas une muse éminemment révolutionnaire; elle est la fille des temps modernes, elle est l'expression même de la civilisation qui a succédé au polythéisme. Pendant que Mme Sand revendique le romantisme au profit des révo-

lutionnaires, on s'écrie, au nom du catholicisme, que la muse romantique est exclusivement chrétienne et monarchique. Mais le beau, mais l'art et la poésie tels que les comprend le génie moderne, ne s'identifient ni dans ces formes, ni dans ces passions.

Comment s'étonner qu'avec une poétique aussi erronée, aussi mesquine, le roman, au lieu d'être un tableau vrai de la vie, ne soit plus qu'une déclamation monotone? Aussi *le Compagnon du tour de France* n'est qu'un factum dirigé contre toutes les classes de la société au nom de la dernière. Pour avoir l'ame élevée, le sens droit, le sentiment des beautés de la nature et de l'art, il faut être prolétaire. Si l'on appartient à la bourgeoisie ou à la noblesse, on se trouve entaché d'un vice originel qui corrompt les meilleures ames. Cet homme pouvait aimer sincèrement la liberté; mais, que voulez-vous? c'est un bourgeois : il ne sera jamais, comme le prolétaire, à la hauteur du problème social. Voici un vieillard bienveillant, aimable, qui emploie sa fortune à vivifier par le travail la contrée qu'il habite; malheureusement il y a dans son caractère un fonds d'égoïsme et d'hypocrisie : en peut-il être autrement? c'est un grand seigneur. Pierre Huguenin, compagnon menuisier, et son ami *le Corinthien* concentrent en eux seuls toutes les grandes qualités. L'homme par excellence, c'est Pierre Huguenin; *le Corinthien*, voilà le grand artiste; à celui-ci la palme de l'art, à l'autre la couronne de la vertu!

Mme Sand ne se contente pas, pour son héros de prédilection, d'une vertu ordinaire; elle en fait le continuateur du Christ. Voici ce que dit *le Corinthien* à Pierre Huguenin : « Je ne serai jamais impie, et, dût-on se moquer de moi, je ne me moquerai jamais de Jésus, le fils du charpentier. Qu'il soit dieu ou non, qu'il soit tout-à-fait mort ou qu'il soit ressuscité, je ne peux pas examiner cela, et je ne m'en inquiète pas. Il y en a même qui disent qu'il n'a jamais existé. Moi, je dis qu'il est impossible qu'il n'ait pas existé, et j'en suis sûr depuis que j'ai compris ce que tu penses et ce que tu veux faire comprendre aux autres. Pourquoi serais-tu le premier ouvrier qui aurait eu de telles idées? Je ne conçois pas comment je ne les ai pas eues plus tôt, et je me dis que tu ne les aurais pas, si des hommes ou des dieux comme Jésus ne les avaient pas répandues dans le monde. » Est-ce assez d'incohérence et de désordre dans les idées? Nous ne parlons ici qu'au point de vue de l'art et dans l'intérêt du goût. Peut-on imaginer un objet plus blessant pour la raison qu'un ouvrier comparant son compagnon à Jésus-Christ, qui sera, au choix de chacun, un dieu ou un homme? C'est une question que le prolétaire ne tranche pas. Voilà

donc la poésie nouvelle qu'on nous promet! C'est avec ces belles imaginations qu'on prétend rajeunir la littérature épuisée!

Pour un observateur impartial, pour un peintre ingénieux, la société de la restauration est pleine des plus piquans tableaux. Cette société a disparu, mais on peut la reconstruire. Beaucoup de ses acteurs s'agitent encore sous nos yeux, et sont comme des indications vivantes des caractères de cette époque. Seulement, pour la représenter avec fidélité, il faut avoir l'esprit libre de préjugés iniques et haineux. Dans *le Compagnon du tour de France*, Mme Sand n'a sur la société de la restauration que des observations superficielles, des appréciations vulgaires; elle n'aperçoit plus les choses et les hommes qu'à travers son enthousiasme exclusif pour Pierre Huguenin, le menuisier révélateur. Toutefois, avant de fermer ce roman, n'oublions pas une figure qui attire et satisfait les regards du lecteur : c'est la physionomie d'une femme du peuple, de la *Savinienne*, qui tient une hôtellerie occupée par des ouvriers compagnons. Cette femme est belle, bonne, active, fait avec simplicité des actes de dévouement et de vertu. Elle plaît précisément parce qu'elle est tout-à-fait en dehors des intentions systématiques de l'auteur. Cette création naïve est la meilleure critique des autres personnages populaires que Mme Sand a si prétentieusement posés.

Nous dirons des passions de la jeunesse ce que nous avons dit de celles du peuple : pour bien les représenter, il faut que l'écrivain les domine par la maturité de sa raison. Goethe, dans ses romans et dans ses drames, met souvent en scène la jeunesse des universités. Avec quelle vérité il peint les pétulances de l'âge, ses nobles ardeurs, ses témérités, son inexpérience, son dédain des sages conseils, ses aspirations vers un avenir inconnu, sa soif de l'infini! Les jeunes et brillans héros de Goethe sont vrais. Pourquoi? Parce que le poète qui les a créés les juge en les faisant mouvoir, et amène le spectateur à les juger comme lui. On les suit avec intérêt, tout en riant doucement de leur ignorance de la vie. Le poète n'oublie pas non plus de transporter ses personnages dans une sphère qui les sépare d'une réalité triviale. Comment l'auteur d'*Horace* a-t-il pu s'imaginer que, pour peindre avec vérité la jeunesse de nos jours, il fallait nous la montrer *se rejetant sur les côtelettes plus larges et les beefstakes plus épais de M. Pinson, dont la cuisine est excellente, très saine et à bon marché?* Mme Sand, en écrivant *Horace*, s'est trompée sur tous les points. Elle a cru qu'il fallait se faire étudiant pour peindre les étudians; elle a pensé qu'elle devait mettre le lieu de la scène entre la Chaumière et le Pont-Neuf.

De toutes ces méprises, il est sorti quelque chose d'informe que nous caractériserions sévèrement, si le souvenir des gracieuses *artisanes* d'*André* ne nous arrêtait pas.

Après avoir montré comment chez Mme Sand les qualités du romancier se sont altérées au milieu de l'atmosphère de préjugés et de passions dont elle s'est laissé envelopper, disons un mot des compositions où ses instincts poétiques ont surtout cherché à se faire jour. Cet examen nous rendra plus facile l'appréciation de la dernière production de Mme Sand, de *Consuelo*, où l'auteur semble vouloir prendre tous les tons, et se montrer en même temps romancier, poète et philosophe.

Dans la civilisation antique, les objets chantés par les poètes étaient positifs, saillans, précis. On célébrait des dieux dont les attributions et les qualités étaient claires pour tous les esprits, on louait des héros dont le caractère et les passions étaient vivement en relief, on faisait des tragédies avec d'illustres infortunes, éclatans témoignages de l'inflexibilité du destin. Les types que la religion et la société fournissaient aux artistes étaient frappans, complets; sans doute les artistes y mettaient aussi l'empreinte de leur génie individuel, mais avec réserve et sobriété. Simonide, Pindare, Sophocle, donnent cours à leurs propres pensées : néanmoins on sent toujours que leur lyrisme est inspiré et contenu par la puissance du culte et des traditions historiques. Chez les modernes, la situation est inverse, c'est l'individualité du poète qui domine et transforme les objets qu'il chante : elle s'est faite souveraine. Aussi le lyrisme moderne cherche surtout ses inspirations dans l'infini, dans l'essence des choses. Rien ne le limite, il peut tout atteindre et tout envahir :

Omnia pontus erant : deerant quoque littora ponto.

Ici l'écueil est grand. Concilier l'infini de la pensée avec la précision de la forme, sans laquelle les œuvres de l'art n'existent pas, est l'éternelle difficulté que les poètes modernes doivent vaincre, s'ils veulent vivre. C'est parce qu'il en a triomphé que Byron est si grand. Il a su donner à des pensées et des sentimens modernes l'adorable précision de l'art antique.

On dit qu'il y eut un moment où l'auteur de *Lélia* aurait voulu aller rejoindre Byron sur le sol de la Grèce, tant cette jeune imagination était déjà frappée par l'héroïsme et le génie du poète qui se faisait soldat! En effet, il est facile de reconnaître, en lisant certains ouvrages de Mme Sand, l'impression profonde qu'a produite sur elle le chantre

de *Childe-Harold*. Poète, elle se sentait naturellement attirée vers un grand poète.

Il y a chez Mme Sand une poésie réelle. Les magnificences de la nature la touchent, et les peintures qu'elle en fait sont limpides et éclatantes. Le monde moral, les idées qui sont débattues de nos jours, les partis politiques qui sont en présence, le scepticisme des uns, les penchans religieux des autres, ont produit sur elle des impressions plus vives que claires, qui ont amassé dans son ame de tumultueux orages. De là un lyrisme impétueux qui ne sait ni modérer ses élans ni ménager ses expansions. Le torrent déborde, se trouble et se perd. C'est surtout dans *Lélia* qu'on vit sourdre une poésie incomplète et véhémente. En écrivant ce livre, après l'avoir écrit, Mme Sand traversait une époque, une crise, qui devaient être décisives pour son talent. *Lélia* était comme une protestation passionnée contre la torpeur morale qui, suivant l'auteur, engourdissait à la fois le corps social et le cœur de chacun. Les attaques étaient vives; mais, si l'écrivain voulait affirmer quelque chose en son nom, son indécision était visible.

C'est alors, comme nous l'avons dit, que Mme Sand, au lieu de se replier sur elle-même, de s'examiner, de s'attendre, se livra; elle se livra à de faux théoriciens, à une mauvaise école de philosophie. Est-il donc dans la destinée des femmes, même en apparence les plus fortes, de ne pouvoir retenir la direction d'elles-mêmes? Alors, au lieu de chercher à féconder sa faculté poétique, en interrogeant elle-même les choses et les hommes, en descendant avec ses propres forces dans les abîmes du cœur et de la pensée, Mme Sand ne sut plus qu'accepter des opinions , des théories toutes faites : on la vit recevoir avec docilité les enseignemens et les inspirations des néo-chrétiens, des démocrates et des humanitaires . Elle ne s'appartint plus : ce ne fut plus une muse, mais un écho.

Spiridion fut, en 1838 et en 1839, l'expression poétique de cette phase nouvelle. Nous voulons d'abord dire de ce livre tout le bien qu'on peut raisonnablement en penser. Dans *Spiridion*, le style est brillant encore; la diffusion des développemens est encore resserrée dans certaines limites; l'attention est parfois réveillée par des échappées, par des élans d'imagination et d'éloquence. Néanmoins, malgré ces qualités, *Spiridion* fit éprouver à la majorité des lecteurs un mécompte véritable. Pour ceux qui demandaient à cette composition de Mme Sand un intérêt romanesque, comme pour d'autres qui y cherchaient une poésie philosophique forte et nouvelle, la déception fut égale. Immédiatement avant *Spiridion* avait paru *l'Uscoque*, histoire de pirate

contée par Mme Sand avec la verve entraînante de ses meilleurs jours. On fut généralement d'accord pour préférer *l'Uscoque* à *Spiridion*. Cette préférence choqua vivement l'auteur des deux ouvrages, qui la considéra comme une preuve du mauvais goût des lecteurs; à ses yeux, *l'Uscoque* était la pire chose qu'il eût faite, *Spiridion* la meilleure. Nouvelle preuve de la prédilection touchante des écrivains pour leurs enfans malheureux.

Si le début de *Spiridion* a le mérite d'éveiller la curiosité, le milieu et la fin ont le tort de ne pas la satisfaire. L'auteur, en commençant, a un sincère et vif désir de s'ouvrir pour lui-même et pour ses lecteurs des régions nouvelles, il aspire à des choses extraordinaires et grandes; mais le résultat ne répond pas à l'effort. Ni Angel, ni Alexis, ni Fulgence, ni Spiridion ne nous font entrer dans ce monde inconnu où nous devions voir la vérité face à face. C'est en pure perte qu'à la place du fameux manuscrit qui devait nous dévoiler les mystères de l'éternité, nous en trouvons trois. Le premier est l'Évangile selon l'apôtre saint Jean, chose assez connue; le second est l'*Introduction à l'Évangile éternel;* il était écrit, nous dit Mme Sand, de la propre main de l'auteur, le célèbre Jean de Parme. Cependant cet évangile éternel a été successivement attribué à un autre Jean, un des généraux des frères mineurs, puis à Amaury, enfin à des disciples d'Amaury. Mme Sand eût été moins prompte à faire exclusivement honneur de l'évangile éternel à Jean de Parme, si elle se fût souvenue que, sur l'intervention expresse du cardinal Ottobon, toute poursuite contre ce religieux fut arrêtée, et qu'il vécut fort tranquille pendant trente ans dans le couvent de Grecchia près de Rieti. Quoi qu'il en soit, qu'annonçait cet évangile éternel, qui était au XIIIe siècle le livre favori des joachimites, et qui fut condamné par le concile d'Arles en 1260? Il annonçait, comme s'en plaignit expressément l'archevêque d'Arles, que pendant la religion mosaïque c'était Dieu le père qui avait régné, que le règne du fils, de Jésus-Christ, venu avec le christianisme avait duré douze cent soixante ans, et devait faire place au règne du Saint-Esprit prédit par saint Jean. Ainsi le christianisme finissait, et le véritable règne de la grace et de la vérité allait commencer. Telle est l'hérésie du XIIIe siècle, que plusieurs ont cherché depuis long-temps à accommoder aux besoins du XIXe. Mme Sand vient un peu tard. Enfin nous ouvrons le troisième manuscrit qui doit être, suivant la conjecture d'Alexis, la clé des deux autres. Ce dernier manuscrit est l'œuvre même de l'abbé Spiridion; cette fois sans doute nous allons apprendre quelque chose de nouveau. Vaine espérance! Il est vrai que Jésus-Christ lui-même apparut à Spiridion, qui raconte

dans son manuscrit cette vision merveilleuse, mais c'était uniquement pour lui dire que le christianisme devait avoir trois époques, et que les trois époques étaient accomplies. Maintenant commence l'ère d'une religion nouvelle. Par quelle imagination bizarre est-ce le Christ qu'on charge de nous l'apprendre?

Comme œuvre d'art, *Spiridion* a peu de charme; comme morceau philosophique, il est sans force. La fable a peu d'intérêt, et les héros déclament au lieu d'agir. Les idées auxquelles cette fable est destinée à servir de cadre manquent de solidité, de substance. C'est ainsi que, pour n'avoir pas assez mûrement réfléchi tant sur la forme que sur le fond de sa composition, un écrivain d'un brillant talent ne satisfait ni ceux qui veulent être émus ou agréablement distraits, ni ceux qui cherchent à être éclairés et instruits.

A chaque pas se trahit l'inexpérience d'un esprit s'attaquant à des questions qu'il n'a entrevues que d'hier. Comment ne pas sourire quand on lit que Bossuet est un *protestant mal déguisé?* Bossuet, le représentant le plus énergique du dogmatisme traditionnel! L'auteur nous dit encore que Spiridion est au-dessus de Bossuet, oubliant qu'au point de vue de l'art rien n'offusque plus le bon sens que la comparaison d'un personnage fantastique avec un grand homme de l'histoire. Mme Sand a commis la même faute quand elle ose un moment faire parler Bonaparte, et lui prête une tirade qu'elle mêle aux récits du père Alexis. Elle accueille tous les caprices, toutes les fantaisies qui se présentent à son esprit, elle écrit avec une précipitation, avec une étourderie funestes.

Nous retrouvons la même hâte, la même irréflexion dans *les Sept Cordes de la Lyre*. Il est dans le monde poétique des types, des caractères qui ont reçu du génie une physionomie si frappante, une empreinte si vive, qu'il n'est plus permis de les reproduire. Assurément Faust et Méphistophelès sont au nombre de ces créations immortelles. Ç'a donc été de la part de Mme Sand une bien imprudente fantaisie de ressusciter Faust dans le personnage de maître Albertus et de mettre à côté de lui Méphistophelès qui s'écrie : « Pédant mystique, tu me donnes plus de peine que maître Faust, ton aïeul. » Et c'est au courant de la plume, dans une improvisation diffuse, que Mme Sand s'aventure à entrer en concurrence avec Goethe! Nous sommes assez disposé à croire qu'il n'y a pas eu chez elle de préméditation orgueilleuse : elle a plutôt cédé à une boutade; elle s'est mise à écrire sans trop savoir où elle s'engageait. Une fois cette rapide esquisse terminée, elle n'eut pas le courage de la condamner, et cependant les conseils ne lui

manquèrent pas. Il faut avoir plus de sévérité envers soi-même quand on veut tenir son rang dans la famille des vrais artistes. De nos jours, il est un poète qui a été tellement obsédé pour ainsi dire par l'apparition de Faust, qu'il n'a pu résister au désir d'oser une création analogue : c'est Byron; mais quel soin il a pris pour éviter toute ressemblance de costume et de formes avec ce même Faust qui lui inspirait une émulation irrésistible ! Manfred n'aura rien qui rappelle le docteur; il est gentilhomme, il est comte, il a un château dans les hautes Alpes, de nombreux vassaux. Dans de longues veilles, Faust se consume sur les livres innombrables qui encombrent son cabinet; Manfred vit le plus souvent au milieu des montagnes, qu'il parcourt avec l'agilité d'un chasseur de chamois. C'est chose curieuse de voir comment Byron a lutté contre le célèbre monologue de Faust saluant les rayons de la lune, sa sombre et triste amie, qui vient jeter une pâle lumière sur ses livres et ses manuscrits. Manfred aussi se complaît au spectacle nocturne de la nature; du haut de la tour de son château féodal, il contemple la lune resplendissant sur les cimes neigeuses des montagnes, et sa clarté lui rappelle qu'autrefois il errait à Rome au milieu des ruines du Colysée durant d'aussi brillantes nuits. Alors il nourrissait dans son cœur un amour silencieux des grands débris du monde antique, qui, comme le cirque du gladiateur, paraissait encore debout, quoique détruit. Ainsi Byron appelait à son aide les plus puissans souvenirs; il pensait que ce n'était pas trop de l'image de Rome elle-même, de ses palais et de ses tombeaux renversés pour que la figure de Manfred ne pâlit pas tristement devant la solitude et la lampe du docteur Faust. Toujours les artistes de génie font tourner à leur gloire l'admiration qu'ils ont pour leurs rivaux et le respect qu'ils ont d'eux-mêmes.

Cependant il devait arriver un moment où Mme Sand, excitée par ceux qui l'adulaient, pour la mieux dominer, s'affranchirait de toute réserve. On ne remonte pas les mauvaises pentes, elles vous précipitent. *Consuelo* fut pour Mme Sand comme une Bohême littéraire où elle se permit tout. Elle goûta cette fois sans scrupule et sans gêne le plaisir d'errer à l'aventure; enfin elle put se croire tout-à-fait indépendante. Elle commence son roman sans savoir où elle va, ce qu'elle veut, c'est le droit et la liberté du génie. Autour d'elle, qui songerait à le lui demander ? Dans le monde où elle vit désormais, elle est à l'abri de tout avertissement, de tout conseil fâcheux. Une très-jeune cantatrice d'un talent réel, mais inégal, était l'amie de Mme Sand; elle deviendra l'héroïne du roman et s'appellera Consuelo. Nous sommes à Venise, qui inspire toujours bien l'auteur des *Lettres d'un voyageur*.

Rien de plus vif et de plus gracieux que la peinture des naïves amours du bel Anzoleto et de la sauvage élève du professeur Porpora. Malheureusement ces charmantes scènes durent peu : bientôt fond sur le lecteur une trombe d'incidens, d'aventures, de mystiques visions, de déclamations philosophiques. Tous les tons sont confondus, toutes les couleurs mêlées : ce sont à la fois les fantaisies d'un conte, les prétentions d'un poème, les développemens d'une dissertation.

L'auteur de *Consuelo* voulait-il se donner le plaisir d'écrire un roman plein d'événemens merveilleux, d'apparitions, de fantômes? soit. C'était déroger. Mais après tout il n'est pas défendu à un artiste de chercher parfois dans des genres inférieurs des diversions à ses habituels travaux. Seulement dans ces excursions on doit au moins se tenir àla hauteur des vocations spéciales avec lesquelles on entre en rivalité. Une femme, Mme Radcliffe, s'est fait un nom célèbre par la composition de romans à aventures. Elle intrigue le lecteur par son récit, elle l'y attache en l'effrayant : elle a le don de répandre dans ses histoires une sorte de terreur. Sans être de premier ordre, le talent de Mme Radcliffe est remarquable : nous le comparerions volontiers, pour les effets qu'il produit, à celui de deux de nos auteurs dramatiques, Crébillon et Lemercier. Ces deux tragiques, bien au-dessous des grands maîtres, ont néanmoins la puissance d'émouvoir fortement le spectateur en l'épouvantant. Les romans de Mme Radcliffe laissent dans l'imagination du lecteur des impressions analogues. En nous conduisant au *château des Géans*, habité par les seigneurs de Rudolstadt, Mme Sand avait bien l'intention d'arriver aux mêmes effets que l'auteur des *Mystères d'Udolphe*. Elle égare Consuelo dans d'innombrables escaliers, dans d'interminables corridors, dans un labyrinthe infini de galeries et de passages; elle nous montre des chapelles secrètes, des statues blanchâtres, des tombes mystérieuses; elle voudrait bien nous faire peur, mais bientôt elle en désespère et se met à dire : « Si l'ingénieuse et féconde Anne Radcliffe se fût trouvée à la place du candide et maladroit narrateur de cette très-véridique histoire, elle n'eût pas laissé échapper une si bonne occasion de vous promener, madame la lectrice, à travers les corridors, les trappes, les escaliers en spirale, les ténèbres et les souterrains pendant une demi-douzaine de beaux et attachans volumes pour vous révéler, seulement au septième, tous les arcanes de son œuvre savante. » Évidemment Mme Sand s'était imaginé au début que rien ne lui serait plus facile que de faire mouvoir les ressorts de ce *merveilleux* dont Mme Radcliffe connaissait si bien les secrets : bientôt elle a reconnu que toutes ces combinaisons lui demanderaient trop de temps et de travail, aussi elle y renonce brusque-

ment. Plus tard elle voudra y revenir; mais le charme est rompu, le talisman est brisé, et cette maladroite imitation des scènes romanesques de l'auteur du *Confessionnal des Pénitens noirs* demeure sans attraits pour le lecteur, sans effet possible sur son imagination.

Nous croyons que Mme Sand elle-même a fini par s'ennuyer au château des Géans, car nous la voyons se remettre à courir la campagne avec son héroïne. Consuelo, après s'être guérie d'une fièvre cérébrale que lui avaient causée les transports bizarres et les hallucinations d'Albert de Rudolstadt, après avoir entendu Albert lui faire des leçons historiques sur les Taborites, les Orébites, jouer du violon et disserter sur Satan, reprend sa course à travers l'Europe avec d'autant plus d'ardeur qu'elle veut fuir Anzoleto, le beau Vénitien, qui, lui aussi, arrive un jour, on ne sait comment, dans le château des Géans. Voici maintenant un voyage d'artiste avec des digressions sur la musique; puis nous entrons dans Vienne, et Consuelo se trouve en face de l'impératrice Marie-Thérèse.

Mettre aux prises la chanteuse et l'impératrice pour abaisser Marie-Thérèse devant Consuelo a paru à Mme Sand une idée hardie et poétique : elle s'est trompée; l'idée est vulgaire et peu juste. C'est se faire le complice de l'orgueil ridicule de certains artistes et de certains musiciens. Le poète ne doit pas aduler les puissances de la terre, mais il ne faut pas non plus qu'il les dégrade pour élever au-dessus d'elles les rois et les reines de théâtre; il n'y a là ni indépendance d'esprit ni grandeur dans l'imagination. Malheureusement, chez Mme Sand, la haine des noms illustres de l'histoire et de la politique va maintenant jusqu'à la manie. Avant de paraître devant Marie-Thérèse, Consuelo avait rencontré dans un des salons de Vienne le prince de Kaunitz. « Ce n'est point là l'idée, dit-elle à son maître Porpora, que je me faisais d'un homme d'état. — C'est que tu ne vois pas comment marchent les états, lui répond le *maestro*. Si tu le voyais, tu trouverais fort surprenant que les hommes d'état fussent autre chose que de vieilles commères. » Quelques jours après, Consuelo dit à son maître : « Souvenez-vous de ce que nous avons dit du grand ministre Kaunitz en sortant de chez la margrave; eh bien! je vous dis maintenant : Sa majesté l'impératrice reine de Hongrie est aussi une commère. » Voilà comment aujourd'hui Mme Sand entend peindre les personnages de l'histoire, les cours et le monde. Nous verrons bien autre chose quand Consuelo aura quitté Vienne pour Berlin : ce sera le tour du grand Frédéric et de Voltaire. Ils se tireront des mains de Mme Sand comme ils pourront.

Entre les aventures de Consuelo et celles de la comtesse de Rudolstadt, qui n'est autre que Consuelo anoblie par son mariage avec Albert, Mme Sand a placé un morceau historique intitulé *Jean Ziska, épisode de la guerre des Hussites*. Ce sont des notes qui lui restaient de ses lectures sur l'histoire de la Bohême. Si elle les donne ainsi sans façon, c'est que plusieurs dames lui ont demandé ingénument ce qu'était ce Jean Ziska, dont parlait si souvent le comte Albert de Rudolstadt. Loin de dédaigner cette *sainte* ignorance, Mme Sand est charmée de pouvoir faire part à ses lectrices du peu qu'elle a lu sur la matière. C'est fort bien : seulement nous craignons que ses lectrices n'échangent leur ignorance, appelée *sainte* nous ne savons pourquoi, que contre des notions peu exactes. En effet, Mme Sand nous apprend qu'elle enrichit ce qu'elle a lu de quelques contradictions *prises sous son bonnet*. Cette déclaration pourra surprendre des gens scrupuleux; qu'ils sachent donc que l'auteur de *Consuelo* a toujours été convaincu qu'un *savant sec ne valait pas un écolier qui sent parler dans son cœur la conscience des faits humains*. Depuis long-temps, Mme Sand avait envie de faire la guerre aux savans secs. Les hommes graves sont aussi suspects à ses yeux; ce sont des pédans qui veulent, dans les matières historiques, reprendre les choses à leur origine. Quelle prétention ridicule! L'auteur de *Consuelo* choisit une route plus courte; il n'apprend pas l'histoire, il la devine.

N'oublions pas d'ailleurs que Mme Sand n'écrit plus pour les hommes graves ou légers, prolétaires ou bourgeois, riches, nobles ou pauvres, elle n'écrit plus que pour les femmes. En effet, nous l'entendons s'écrier : « Femmes, quand je me rappelle que c'est pour vous que j'écris, je me sens le cœur plus à l'aise... » Sans s'en apercevoir, Mme Sand traite ici les femmes assez légèrement. Si elle écrivait pour des hommes, elle prendrait souci de l'origine des choses et de l'exactitude des faits; mais pour les femmes, tant de travail est inutile. En se donnant la mission d'instruire son sexe, l'auteur de *Consuelo* s'est créé pour son propre usage une méthode particulière. Quand elle ignore les choses, on sait où elle va les prendre : sous son bonnet; puis elle s'abandonne à toutes les divinations du sentiment. Les savans secs en penseront ce qu'ils voudront, mais Mme Sand écrit l'histoire avec son bonnet et son cœur. A quoi servent les dons les plus heureux, si une femme qui, dans des compositions charmantes, a montré un talent supérieur, tombe dans ces aberrations déplorables? C'est que l'esprit le mieux doué peut se gâter lui-même à force d'aveuglement et d'infatuation.

S'il y eut jamais quelque chose de périlleux, c'est de faire parler

des hommes illustres qui, indépendamment du génie que révèlent leurs actions ou leurs œuvres, ont eu beaucoup d'esprit. Mme Sand a couru au-devant de ce danger avec sa légèreté ordinaire. La difficulté de mettre en scène les deux hommes les plus spirituellement originaux du siècle dernier, Frédéric et Voltaire, ne l'a pas arrêtée un instant. Elle n'a éprouvé sur ce point aucune des terreurs d'un véritable écrivain; elle a eu toute l'audace d'un faiseur de vaudevilles. En racontant la vie qu'il menait à Potsdam, Voltaire nous dit : « Les soupers étaient très agréables. Je ne sais si je me trompe, il me semble qu'il y avait bien de l'esprit. Le roi en avait et en faisait avoir, et ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que je n'ai jamais fait de repas si libres. » Retrouvons-nous ces soupers dans la caricature esquissée par Mme Sand? Au milieu du repas, Frédéric devient tout à coup *rêveur*, se lève de table brusquement et sort. Les convives, ignorant qu'il se rend auprès de Consuelo, le croient encore dans la chambre voisine, et n'osent rien dire qu'il ne puisse entendre. Voltaire respire quand il apprend que le roi est véritablement sorti. Mme Sand n'a pas été heureuse en évoquant l'auteur de *Candide;* pas un trait, pas un mot qui puisse un moment produire quelque illusion au lecteur. En conscience, nous sommes obligé de le déclarer, Mme Sand n'a pas tout-à-fait autant d'esprit que Voltaire. Pour Frédéric, il faut voir comment Consuelo le malmène. Ce causeur caustique, dont en Europe on redoutait les saillies mordantes à l'égal de ses armées, se sent tellement inférieur à la cantatrice dans les conversations qu'il a avec elle, que, pour s'en venger, il la fait enfermer à Spandaw. Que d'illustres victimes immolées à la gloire d'une chanteuse : le prince de Kaunitz, Marie-Thérèse, Voltaire et Frédéric-le-Grand!

Cette immolation préméditée de tout ce qui est illustre et glorieusement historique a ses causes dans certaines idées systématiques qui ont été suggérées à Mme Sand. Voici en substance la philosophie de l'histoire qui lui a été enseignée. Depuis dix-huit cents ans, le monde se trompe et il est trompé; depuis dix-huit cents ans, le christianisme est perverti. Sous la tiare, sur le trône, ceux que l'assentiment du genre humain a proclamés de grands hommes n'ont jamais été que des imposteurs et des tyrans. Ni dans l'orthodoxie religieuse, ni dans les institutions politiques qui sont le fondement et la vie de la société moderne, il n'y a jamais eu vérité. Puisque le monde orthodoxe et légal est l'empire de l'erreur, la vérité est donc bannie de la terre? Non; mais, pour la trouver, il faut entrer dans un monde obscur, souterrain, secret. C'est le monde des hérétiques, des sectaires, des con-

spirateurs, des révoltés : là est le règne de Dieu. La vérité est donc dans l'hérésie, et la véritable gloire, la véritable grandeur, dans les membres des sociétés secrètes, depuis les johannites jusqu'aux carbonari.

Qui doute qu'il n'y ait eu dans l'histoire des hérésies nécessaires et des révoltes légitimes? Qui voudrait méconnaître le génie de plusieurs dissidens illustres qui ont laissé dans les annales du christianisme une trace immortelle, et l'héroïsme de ceux qui ont engagé contre l'injustice et la tyrannie des luttes désespérées? Apparemment personne ne niera non plus que l'église et la royauté n'aient eu d'indignes représentans. Le bien et le mal sont indistinctement répandus parmi les hommes et les choses humaines. Il n'y a pas pour le bien de classes privilégiées, ni de castes éternellement vouées au mal. Les théoriciens qui prétendent, au nom de la philosophie, caserner les vices et les crimes dans les palais des grands, des riches de la terre, et qui dotent la pauvreté de toutes les vertus, font à la vérité un outrage dangereux, qu'il soit ou non volontaire. Jamais un vrai philosophe ne descendra à une aussi triste partialité qui, pour premier châtiment, rapetisse l'esprit et le cœur de ceux qui s'y abandonnent.

Que deviendra aussi le poète avec une aussi pauvre façon d'apprécier les choses humaines? Entre le monde et lui sont répandues des ténèbres qui lui en dérobent la vue. Il n'apercevra plus la varieté des caractères, les contrastes entre les qualités personnelles et les situations sociales, la diversité des mœurs, des physionomies, la nature humaine, en un mot, avec toutes ses contradictions et tous ses ressorts. Nous pouvons constater ici comment de fausses théories sont parvenues à appauvrir, à dévaster une belle imagination. Le naturel heureux, la facilité brillante, la nature vigoureuse et *instruisable*, suivant une expression de Montaigne, de l'auteur de *Jacques* et de *Lélia*, autorisaient l'espérance d'une maturité féconde en résultats meilleurs encore. Aujourd'hui le talent du romancier, l'inspiration du poète, sont altérés et flétris sous le souffle aride de doctrines mensongères. On exige que l'artiste n'ait plus d'autre pensée que la propagation de ces doctrines, et l'auteur de *Consuelo*, à l'exemple de son héroïne, semble devenu l'humble servante de certains illuminés.

Jugemens sur l'histoire, idées philosophiques, Mme Sand accepte tout de la main de ses nouveaux maîtres avec une docilité sans exemple. Elle affirmera sans hésiter que, comme il n'y a qu'une religion, il n'y a qu'une hérésie. Cette hérésie est la religion secrète qui, commençant à la prédication de Jésus, aboutit à la révolution française, se reforme

et se discute aujourd'hui dans les clubs chartistes, dans l'exaltation communiste; cette hérésie est toujours la même, malgré la diversité des formes et des noms. Voilà ce qu'on fait écrire aujourd'hui à Mme Sand, voilà comment on lui apprend l'histoire. On lui dit que les hérésies du passé ne sont autre chose que le communisme d'aujourd'hui; elle le croit, et s'évertue à le faire croire à d'autres.

Cependant ni Arius, ni Sabellius, ni Eutichès, n'étaient communistes, et probablement saint Paul ne songeait pas aux chartistes quand il prononçait cette parole célèbre : *Il faut qu'il y ait des hérésies.* Les maîtres de Mme Sand ne lui ont pas expliqué qu'il était inévitable qu'à chaque dogme fondamental du christianisme correspondît une hérésie, que les idées métaphysiques avaient pour les Grecs et pour les Orientaux un attrait irrésistible, et qu'elles faisaient le fond de toutes les doctrines professées par les grands hérésiarques des premiers siècles de l'église. On a pensé sans doute qu'il était inutile de faire connaître à Mme Sand toutes ces choses, qu'il était préférable de la laisser sur tous ces points dans une *sainte* ignorance, et qu'elle n'en aurait que plus d'ardeur pour prêcher l'*hérésie,* qui se trouverait ainsi avoir à ses yeux la même unité que le catholicisme.

Il a fallu toutes les préoccupations dont est aujourd'hui assiégée Mme Sand pour qu'elle ait pu croire trouver dans la franc-maçonnerie un monde poétique nouveau, et des effets par lesquels il lui serait facile de saisir et de charmer l'esprit. Rien de plus connu, rien de plus usé que la franc-maçonnerie, qui compte partout aujourd'hui tant d'innocens adeptes, et dont les mystères ont été si souvent révélés depuis cinquante ans (1). Encore si Mme Sand eût choisi quelque époque bien reculée où les associations secrètes pouvaient, jusqu'à un certain point, répondre au génie et aux besoins du temps! Pourquoi ne nous a-t-elle pas montré au XIVe ou au XVe siècle quelque société mystérieuse nourrissant dans son sein de grands projets et des passions ardentes? Avant l'imprimerie, il était permis de croire à la puissance du mystère. Mais quel intérêt prendre à des *invisibles* qui sont contemporains de Diderot et de Jean-Jacques? Nous n'ignorons pas qu'au XVIIIe siècle il y eut en Allemagne comme une recrudescence de maçonnerie. Il y eut des maçons à Manheim, à Berlin, à Dresde; il y eut des templiers à Jéna, il y en eut à Vienne; la Bavière et les

(1) Parmi les livres écrits sur ce sujet, nous citerons *le Voile levé pour les curieux, ou Histoire de la Franche-Maçonnerie* (Liége, 1826), et *la Maçonnerie considérée comme le résultat des religions égyptienne, juive et chrétienne,* par Reghellini de Schio; Paris, 1833, 3 vol. in-8o.

cercles du Rhin se peuplèrent d'illuminés. Dans ces associations, il y avait des têtes frivoles, des cerveaux faibles, plus d'un traître, et quelques hommes sincères, qui, malgré leur bonne foi, jouaient un rôle subalterne, s'agitaient dans des efforts impuissans. La force n'était plus dans les trames secrètes, elle s'épanouissait, elle mûrissait au grand jour. Il n'était plus nécessaire que le génie de l'innovation conspirât dans l'ombre, puisqu'il multipliait ouvertement ses complices sur les trônes, dans les cours, dans les salons, dans les académies, dans les écoles. Confondre le succès des idées nouvelles avec les destinées de la maçonnerie est une conception fausse qui, dans le domaine de l'art, devait être stérile. Les effets de mélodrame prodigués par Mme Sand dans *la Comtesse de Rudolstadt*, cette peu divertissante série d'initiations, d'épreuves, de surprises, d'apparitions, toutes ces scènes maçonniques forment un contraste puéril avec un monde, avec une société où l'on entend les éclats de rire dont retentissent les soupers de Frédéric, où l'on aperçoit le boudoir de Mme de Pompadour.

Au surplus, il est juste de reconnaître que, dans les intentions de Mme Sand, cette mise en scène avait un but philosophique. Elle voulait rendre frappantes et populaires les idées que ses maîtres et ses amis désirent propager. Le mariage nouveau et solennel de Consuelo avec Albert, qu'elle retrouve sous le masque de l'*invisible* Liverani, devait offrir le spectacle d'une rupture éclatante avec le vieux monde et ses principes. Nous assistons, en effet, aux rites du nouveau culte. Nous voyons les spectateurs de l'union de Consuelo Porporina avec Albert Podiebrad ne pas rester indifférens au lien moral qui se contracte devant eux, mais étendre les bras sur les époux pour les bénir, puis se prendre tous ensemble par les mains et former autour d'eux une chaîne d'amour fraternel et d'association religieuse. Apparemment c'est une danse symbolique. Écoutons, du reste, la sibylle Wanda, qui prend la parole et donne cours à son enthousiasme. Elle recommande aux ministres du nouveau culte de ne pas intervenir, comme des prêtres catholiques, comme des magistrats du vieux monde, dans l'exécution du serment que se font les époux. Elle veut que le sacrement soit une permission religieuse, une exhortation à la perpétuité de l'engagement; mais elle défend qu'il soit un commandement, une obligation, une loi. « N'inscrivez pas le serment sur un livre de mort, pour le rappeler aux époux par la terreur et la contrainte; laissez Dieu en être le gardien. » On a vu des réformateurs chercher à substituer à des règles anciennes des règles nouvelles. Ici l'esprit novateur montre d'autres prétentions; il ne veut aucune loi. Les époux devront être fidèles l'un à l'autre,

mais aucun pouvoir n'aura le droit de punir l'infidélité, qui d'ailleurs sera fort rare. L'amour, dans l'avenir, sera tellement idéal, il sera si différent de ce que nous le voyons aujourd'hui, qu'il pourra durer. « Et qui sait alors? s'écrie la sibylle, la *frémissante* Wanda, peut-être un jour le prêtre et le magistrat, comptant avec raison sur le miracle permanent de l'amour, pourra-t-il consacrer au nom de Dieu même des unions indissolubles avec autant de sagesse et de justice qu'il y porte aujourd'hui, à son insu, d'impiété et de folie. » Il y a donc de la sagesse dans la permanence et l'indissolubilité du mariage, puisque le progrès qui doit s'accomplir sera de les rétablir après les avoir détruites? Nous prenons acte de la concession que fait ainsi au vieux monde la *frémissante* Wanda, et nous la prions, elle et ses amis, de réfléchir encore quelque temps avant d'abroger le code civil. Quand Mme Sand écrivait *Jacques* et *Lélia*, elle s'élevait contre certains vices, contre certains préjugés de notre ordre social avec une éloquente douleur; il était permis alors d'espérer que cette indignation serait féconde et la conduirait, quand sa raison serait plus mûre et plus forte, à des critiques philosophiques dont peut-être, dans l'avenir, le législateur aurait pu profiter. Dix ans sont passés, et l'auteur de *Consuelo*, au lieu de nous dire des choses raisonnables, rend sur le mariage des oracles sibyllins.

Le second mariage d'Albert avec la comtesse de Rudolstadt, qui est le symbole des hyménées de l'avenir, sert de *conclusion* à l'interminable roman de Mme Sand. Cependant tout n'est pas encore achevé. Après la conclusion vient un épilogue. Ceux qui aujourd'hui inspirent Mme Sand ont désiré sans doute que le dénouement suprême concordât avec les prémisses. Puisque sur la terre le vice et le crime sont toujours triomphans, puisque la vertu s'y trouve toujours opprimée, Consuelo et Albert, qui sont comme les prophétiques modèles des vertus de l'avenir, devaient nécessairement finir dans la misère et dans l'opprobre. Ils retombent dans la vie errante des bohémiens; puis on perd tout-à-fait leur trace; des derniers temps de leur vie et des circonstances de leur mort, on ne sait absolument rien. Enfin est-ce tout? Non; avant de prendre définitivement congé du lecteur, Mme Sand l'accable par une nouvelle et dernière dissertation philosophique; mais, cette fois, il est clair que ce n'est plus elle qui parle. Elle a remis docilement la plume aux mains d'un révélateur qui a imaginé de mettre sa religion à la queue d'un roman pour la populariser.

L'Inde, l'Égypte, la Grèce, ont connu le Dieu en trois personnes que le christianisme prétend avoir révélé seul. Comme Dieu, l'homme

est un et triple. Cette trinité de l'homme s'appelle sensation, sentiment, connaissance. Celui qui oserait dire que l'essence divine, qui est beauté, bonté, puissance, ne se réalisera pas sur la terre, celui-là est Satan. Celui qui oserait dire que l'essence humaine, créée à l'image de Dieu, et qui est sensation, sentiment, connaissance, ne se réalisera pas sur la terre, celui-là est Caïn. — Nos lecteurs se rappelleront peut-être que le fond de ces idées constitue la doctrine d'un livre dont nous les avons entretenus dans ce recueil (1). Comme cette doctrine est, aux yeux de celui qui nous l'a révélée, le dernier terme de la science humaine, il a pensé qu'elle devait servir d'épilogue aux aventures de Consuelo, qui sont l'image des destinées de l'humanité. C'est une singulière fin pour un conte romanesque qu'une dissertation sur Pythagore, sur la tétrade, sur Jésus-Christ et la trinité, dissertation extraite d'un livre publié il y a quatre ans; mais sans doute ces scrupules littéraires auront paru frivoles en face des hauts intérêts de la religion de l'avenir. Il est permis aux hommes qui ont de grands desseins de s'affranchir des règles ordinaires; seulement, si l'on compare les tribulations de la pauvre Consuelo et du malheureux Albert au résultat final offert au lecteur, c'est vraiment alors qu'ils paraissent à plaindre. Quoi! tant d'épreuves, d'infortunes, de persécutions, de mystères, pour apprendre que Pythagore était socialiste! C'est une révélation achetée bien cher.

Nous éprouvons un déplaisir profond, quand nous voyons un artiste supérieur comme Mme Sand garrotté dans les liens d'une métaphysique erronée. Les saines idées philosophiques n'entravent pas l'imagination; elles la nourrissent et la fortifient. Elles ne lui imposent pas des formules lourdes et abstruses; elles lui laissent toute sa liberté pour créer des formes belles et divines. On sent parfois que Mme Sand se fatigue du joug qu'elle porte; elle s'échappe par des digressions, elle se permet quelquefois des épisodes, des tableaux qui n'ont heureusement rien de commun avec les prédications sur la religion nouvelle : révoltes trop rares, sans lesquelles il ne serait pas possible de croire que la même main a écrit *Valentine* et *Consuelo*.

Le talent de conter, la faculté lyrique de Mme Sand, ont été tour à tour l'objet de notre examen. Il ne nous reste plus qu'à reconnaître quelle est chez elle la force et la compétence du penseur. Il y eut un temps où Mme Sand trouvait étrange qu'on exigeât d'elle une certaine gravité philosophique : elle ne voulait être que le *petit George*. Elle

(1) *De l'Humanité*, par M. Pierre Leroux (*Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1840.)

disait alors qu'elle n'était qu'un pauvre poète qu'on n'avait pas le droit d'interroger sur ses sentimens et ses croyances; qu'elle n'était ni Bossuet ni Montesquieu, et qu'on devait la laisser tranquille. Plus tard, elle a cessé d'opposer ces fins de non-recevoir à la critique; elle s'est occupée ouvertement des plus graves questions. Elle a eu raison de changer ainsi de conduite et de langage, car autrement on eût pu lui dire : Si vous êtes le *petit George*, pourquoi ambitionnez-vous de réformer le monde? ou, si vous avez cette ambition, consentez à être responsable de vos idées et de vos croyances.

Recueillir sa pensée, la concentrer, la mûrir, contrôler avec vigilance ses observations et ses jugemens, sont des actes de l'esprit qui demandent de la force et de l'empire sur soi-même. Ils étaient pour Mme Sand d'autant plus difficiles à accomplir, qu'elle avait plus de verve et de facilité. Pourquoi étudier, pourquoi réfléchir, quand on peut si rapidement couvrir avec de brillantes divagations de nombreuses feuilles de papier? Écrivons, moquons-nous des pédans. Le lecteur est trop heureux que nous voulions bien lui jeter au nez nos impressions, quelles qu'elles soient, les plus fugitives ou les plus contradictoires. Nos ennuis, nos voyages, nos distractions, nos plaisirs, nos douleurs, nos fantaisies, des idées à peine entrevues, des théories adoptées sans examen, nous répandrons tout cela pêle-mêle sur le grand chemin de la publicité.

Mais plus tard le lecteur voudra revoir ce qui l'avait d'abord étonné et séduit. Quel changement! Maintes choses qui avaient paru splendides ont pâli, ou bien leur éclat menteur se fait reconnaître. Par un triste contraste, les défauts semblent saillans et grossiers. Être relu, voilà pour un écrivain la véritable épreuve. C'est la gloire des grands maîtres d'en sortir sans cesse victorieux et plus admirés. Ils ont mis dans leurs œuvres la plus pure substance d'eux-mêmes. Ils se sont donné le temps de choisir parmi leurs idées, parmi leurs conceptions, les plus fortes, les plus fécondes, et, entre leurs sentimens, les meilleurs. Quand nous les lisons, leur ame répond à la nôtre, dans ce que la nature humaine a de plus élevé, d'impérissable : morts illustres, morts chéris, qui semblent plus vivans à mesure que les siècles et les années s'accumulent entre eux et nous. Comment le style d'un écrivain aura-t-il une consistance et des qualités qui en rendent la beauté durable, sans un travail courageux de la pensée améliorant sans relâche le fond et la forme? Il faut que le temps mûrisse les choses dans le cerveau de l'écrivain; puis le goût les choisit, la réflexion les coordonne, l'imagination les dessine et les colore. En relisant Mme Sand, surtout

les écrits des dernières années, que de fois nous avons déploré ce fougueux mépris du temps et de la réflexion qui éclate dans ses pages et les gâte! On dit qu'un orateur antique, lorsqu'il haranguait le peuple, avait derrière lui un esclave qui devait, lorsque son maître s'abandonnait à des mouvemens trop impétueux, l'avertir de se calmer en lui faisant entendre les doux sons d'une flûte. Quand elle écrit, Mme Sand aurait besoin de quelque avertissement semblable. On souffre en voyant une diffusion effrénée dénaturer si fort l'harmonie, l'intérêt, la vérité de ses compositions. Mme Sand n'a donc jamais songé à quel degré inférieur tombe l'écrivain dont on peut çà et là supprimer des pages nombreuses en se retrouvant au même point de la pensée?

Parmi les femmes qui sont l'honneur de l'esprit français, il en est deux qui ont incontestablement la préséance, Mme de Sévigné et Mme de Staël, l'une sujette enthousiaste de Louis XIV, l'autre ennemie courageuse de Napoléon. Avoir autant, plus d'esprit qu'homme de France, tout en gardant le privilége des femmes, celui d'être injuste et légère avec une gracieuse impunité, immortaliser par un style inimitable la causerie de son siècle, rester charmante en déraisonnant sur Descartes, en méconnaissant Racine, en se montrant cruelle envers les protestans, telle fut la gloire de Mme de Sévigné, qui prit pour muse la plus pure des passions, l'amour maternel. Mme de Staël aima son père autant que Mme de Sévigné chérit sa fille : à cette piété chaleureuse elle joignit l'ambition déclarée de s'élever à toute la hauteur du génie masculin. Toutefois elle sut rester femme; elle sut captiver des hommes supérieurs, profiter de leur commerce, garder au milieu d'eux une sorte de prééminence contre laquelle ils ne se révoltaient pas. Quand en 1800, au début de notre siècle, la question du romantisme fut posée pour la première fois, elle trouva son Aristote dans Mme de Staël, qui eut parmi les femmes le trop rare avantage de tempérer l'éclat et l'ardeur de l'imagination par la fermeté du bon sens. A la fin de sa vie, l'auteur de *Corinne* était devenu un écrivain politique de premier ordre. Un moment, il y a dix ans, après les éclatans débuts de Mme Sand, on eut la magnifique espérance que les deux femmes illustres dont nous parlons auraient une rivale. Avec quelle joie tous ceux qui sont sensibles aux beautés de l'imagination et de l'art ne voyaient-ils pas une femme jeune, brillante, s'engager d'un pas résolu dans les sentiers qui devaient la conduire au sommet de la double colline! Nos lecteurs savent maintenant par quelle suite de déviations funestes elle s'est égarée bien loin des hauteurs où l'appelaient tant de vœux. Quelle distance incalculable la sépare aujourd'hui de Mme de

Staël, sur laquelle elle a eu l'inexplicable imprudence de laisser échapper des paroles de dédain!

Pourquoi l'auteur de *Consuelo*, jugeant lui-même un passé qui l'a fait déchoir, ne chercherait-il pas pour l'avenir des inspirations meilleures? Les fautes commises sont grandes, elles ne sont pas irréparables. Avec le talent vigoureux et souple dont elle est douée, Mme Sand pourrait se corriger elle-même, se transformer encore; mais pour cela il faut qu'elle reprenne sa liberté, qu'elle pense par elle-même, et non pas par d'autres. On a étrangement abusé de son imagination; on lui a donné des idées, des notions fausses; on lui a peint l'histoire sous de menteuses couleurs. Elle pourrait encore répudier ces enseignemens erronés et en appeler à sa propre raison, à des études nécessaires. Puisse la critique avoir à signaler dans quelques années ce changement heureux!

Il s'est répandu de nos jours une étrange erreur. On a cru qu'il suffisait de frapper les airs des mots d'avenir, d'humanité, de progrès, pour enfanter une poésie nouvelle. Cette illusion ne serait pas moins funeste aux véritables intérêts de l'art qu'un matérialisme grossier ou que l'imitation impuissante qui tourmente la forme classique sans la féconder.

Jamais on n'extraira une poésie forte d'idées incomplètes et vagues. *Ex nihilo nihil.* Voyez sur quel fonds substantiel, inépuisable, ont travaillé les grands poètes. L'idéal qui les inspirait était fort positif.

Il y a aujourd'hui comme une suspension, comme un point d'arrêt dans la production des œuvres que l'art peut avouer. Les poètes déjà célèbres se reposent ou se sont mis à dédaigner la poésie pour la politique. Quant aux fatigues incessantes de quelques autres écrivains, on ne sait vraiment si dans le bilan littéraire elles sont profits ou pertes. Il faut donc en venir au chapitre des espérances; il faut attendre l'heure, le moment des imaginations fraîches et neuves qui aspirent à s'ouvrir, l'avénement d'artistes jeunes, encore ignorés de tous, et qui se cherchent eux-mêmes. A ceux-là, à ces talens inconnus, nous conseillerons de se demander pourquoi tant de naufrages autour d'eux, et comment il est possible d'éviter un pareil sort. Pour peu qu'ils se posent à eux-mêmes ces questions d'une manière précise et sincère, ils reconnaîtront, nous en sommes persuadé, combien il leur serait fatal de tomber, eux aussi, dans les piéges d'un idéal faux. Le véritable idéal est une lumière pure qui colore et vivifie tout; l'autre est une lueur vacillante qui laisse bientôt au milieu des ténèbres ceux qu'elle devait guider.

LERMINIER.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

IV.

MANCHESTER.[1]

Cette dégradation physique et morale des classes laborieuses, dont le spectacle est si affligeant à Manchester, mais qui frappe généralement les grands centres d'industrie, préoccupe vivement les esprits en Angleterre. Il y a là un scandale qui pèse à la conscience publique; chacun sent bien que, dans un pays où de pareilles maladies se déclarent, les hommes qui président à la direction de l'ordre social ne sauraient échapper à toute responsabilité. Quelle que soit la forme de ses institutions, aristocratie ou démocratie, l'Angleterre se gouverne elle-même et elle s'appartient. Ses destinées ne sont pas entre les mains d'une domination étrangère; aucun pouvoir artificiel ou absolu ne contraint le sentiment national. Les classes que le mouvement naturel de la société a pour effet d'élever exercent librement cette puissance, et. pour la part d'action qui leur revient sur les destinées du

(1) Voyez la livraison du 15 mars.

peuple, elles doivent compte à la Providence ainsi qu'au monde du bien qu'elles n'ont pas fait, comme du mal qu'elles n'ont pas empêché.

Les souffrances de l'industrie importunent encore l'amour-propre de la nation. Il est triste, quand on aspire à une renommée de richesse, de force et de moralité, de se voir montré au doigt en Europe, et de devenir pour les uns un sujet de reproche, pour les autres un objet de pitié. L'Angleterre affecte volontiers la supériorité sur les autres peuples. Elle se pose en modèle lorsqu'elle ne peut pas se draper en maître, et le monde l'a jugée long-temps sur parole, ébloui qu'il était par le prestige de ses derniers succès; mais les doléances dont le parlement lui-même retentit ont rompu le charme : il n'y a pas d'enfant en Europe qui ne sache aujourd'hui qu'à côté de ces monstrueuses grandeurs il y a d'égales misères, et la science ne consiste plus qu'à compter, qu'à sonder les ulcères qui rongent maintenant le colosse affaibli.

Enfin, l'Angleterre comprend que son avenir même est menacé. Un peuple aussi profondément attaché au culte de la matière doit mettre la force physique au premier rang des élémens sur lesquels repose la puissance d'un état, et il doit s'alarmer plus qu'un autre dès qu'il voit décliner, sous l'influence des privations combinées avec l'intempérance et avec l'excès du travail, la constitution des ouvriers. Consultez les généraux anglais, et vous les entendrez attribuer leurs succès bien moins à une supériorité de tactique qu'à la vigueur physique de leurs soldats, qui leur permet dans les combats de tenir pied plus long-temps. Lisez les documens parlementaires, vous y verrez avec quel soin on s'étudie à démontrer que les ouvriers anglais l'emportent par la force du corps sur les ouvriers de toutes les contrées, et que cet avantage constitue la véritable prééminence de la nation. Le peuple anglais a la prétention d'être un peuple athlétique. Avec la même attention que les Romains apportaient à dresser pour les jeux du cirque les diverses espèces des gladiateurs, il s'est organisé pour une sorte de lutte universelle avec le monde civilisé, qu'il défie tout ensemble dans les acquisitions de territoire et dans les conquêtes aussi peu pacifiques de l'industrie. Comment ne tremblerait-il pas à la seule idée d'une diminution probable dans l'efficacité des instrumens avec lesquels il combat et il produit?

Lorsque les premières atteintes du mal industriel se firent sentir en Angleterre, on essaya d'abord d'en détourner les yeux, l'on en contesta la réalité. M. Baines, dans ses recherches d'ailleurs pleines d'intérêt, entreprit d'établir que le travail des manufactures n'était pas plus nuisible à la santé des ouvriers que tout autre genre d'occupations. Le

docteur Ure, renchérissant sur cette apologie, représenta les manufactures comme l'Arcadie de la civilisation et comme le *palladium* des travailleurs. Plus tard, le recensement de la population ayant fait connaître l'effroyable mortalité des districts manufacturiers, et la publication des tables criminelles ayant montré l'accroissement des délits, il ne fut plus possible de prolonger ces illusions. Alors la discussion se porta sur les causes du désordre nouveau qui venait de se révéler. Pendant que l'aristocratie foncière en accusait l'industrie elle-même et ne voyait dans l'activité des ateliers que des germes de mort, l'aristocratie industrielle s'en prenait aux lois et à l'état de la société. Bientôt les avocats des manufactures, quittant la défensive, ont cherché à établir que la condition des populations rurales était encore inférieure à celle des ouvriers fileurs ou tisseurs; mais tout ce qu'ils ont prouvé, en jetant sur les faits cette horrible lumière, c'est que le mal existait des deux côtés.

Les désordres qui se manifestent dans les agglomérations industrielles sont-ils la conséquence nécessaire du système manufacturier? Faut-il les considérer comme un accident ou comme un phénomène régulier de la production? Ne peut-on filer et tisser le coton, la laine, le fil ou la soie par grandes masses et à bon marché, en développant toute la puissance des machines, qu'au prix de cette effroyable série d'horreurs qui sont : la destruction de la famille, l'esclavage, la décrépitude et la démoralisation des enfans, l'ivrognerie des hommes, la prostitution des femmes, la décadence universelle de la moralité et de la vie? Ou bien, n'y a-t-il là que les inévitables douleurs qui accompagnent, dans les sociétés, l'enfantement de toute révolution?

Certes, s'il fallait acheter la richesse industrielle aux dépens de tout ce qui fait la force d'un peuple, il vaudrait mieux cent fois y renoncer; car ce serait abdiquer, pour un morceau de pain, les attributs essentiels de l'humanité, et, comme l'a dit un poète latin, laisser périr, pour vivre, le principe même de la vie.

Et propter vitam vivendi perdere causas.

Si l'industrie, en élevant le salaire des ouvriers, devait infailliblement les corrompre et les énerver, le *Standard* aurait eu quelque raison de prononcer cet anathème : « L'Angleterre serait tout aussi puissante et tout aussi heureuse, quand une immense catastrophe engloutirait dans une ruine commune les fabriques du royaume-uni. »

Mais je ne puis pas croire que la Providence envoie aux nations des présens aussi funestes. Il n'est pas possible que le progrès des arts industriels ait pour fin et pour résultat l'abaissement de l'espèce hu-

maine. Quand la pensée de l'homme s'élève, par un effort de génie, jusqu'aux grandes combinaisons de la mécanique et de la vapeur; quand il devient en quelque sorte maître des élémens, il ne se peut pas que ces découvertes ajoutent naturellement à sa faiblesse. Jusqu'à ce jour, tous les pas faits par la civilisation ont accru le bien-être ainsi que les lumières; c'est la destinée du monde que nous habitons, et cette destinée ne se démentira pas. Seulement, il y a pour les peuples, il y a pour les institutions d'un pays des époques de transition qui sont traversées par bien des misères. Le système manufacturier en Angleterre et ailleurs est dans cette période d'épreuve. La rapidité même de sa croissance, l'énormité de ses proportions, tout, jusqu'à l'énergie qu'il lui a fallu déployer pour percer les rangs d'une société féodale et pour s'y établir, prouve qu'il est loin encore de son état normal. Les forces nouvellement créées, hommes et choses, ont à prendre leur équilibre. La manufacture, animée par une concurrence sans frein, est semblable aux soldats que Cadmus fit naître en semant les dents du dragon, et qui, à peine nés, s'entretuèrent. Évidemment l'industrie obéit aujourd'hui à un mouvement anarchique; elle fera tôt ou tard un meilleur usage de sa liberté.

Parmi les causes qui prolongent ce malaise temporaire, aucune n'agit plus fortement que l'agglomération dans les villes des usines et des ateliers. Les métropoles de l'industrie sont des foyers de corruption au fond desquels la population ne jouit pas d'une atmosphère plus salubre ni plus morale que dans les grandes réunions formées par les institutions politiques ou par les intérêts commerciaux. Considéré de ce point de vue, Manchester se place à peu près sur la même ligne que Londres et que Liverpool. Les cités manufacturières ont une influence pestilentielle de moins, qui est l'oisiveté des classes pauvres; en revanche elles comptent une maladie de plus, qui est la fermentation développée dans les rangs des ouvriers par le contact étroit des âges et des sexes pendant les longues heures du travail. On arrive ainsi aux mêmes résultats par des chemins différens.

Si l'on veut comprendre à quel point les agrégations urbaines vont contre le but naturel de l'industrie, que l'on regarde les petites villes manufacturières dont Manchester est environné. Là, point de mouvement commercial, point de luxe, peu ou point de populations flottantes, rien de ce qui peut troubler l'économie ordinaire d'une cité; cependant les désordres y sont les mêmes qu'à Manchester. A Bolton, ville de 50,000 ames, la durée de la vie moyenne est pour les ouvriers de dix-huit ans, un an de plus qu'à Manchester, et trois ans de plus

qu'à Liverpool, mais quatre ans de moins qu'à White-Chapel et six ans de moins que dans le Strand. Preston, cette manufacture modèle, sombre comme une mine de houille, voit s'accroître d'année en année le nombre de ses malfaiteurs. A Bolton, la police, en 1841, avait arrêté 2,583 personnes, proportion qui est exactement celle de Manchester. Dans la même ville, on compte 90 maisons de prostitution; Leeds en renferme 175, et la petite cité de Rochdale, selon le témoignage du missionnaire Logan, réunit une centaine de prostituées du plus bas étage dans un seul district. Les excès de boisson n'y sont pas moins communs : Bolton compte 289 cabarets à bière ou à genièvre, Leeds 908, et Ashton 117 pour ses 20,000 habitans.

Je pourrais multiplier les exemples; mais en voilà bien assez pour montrer que l'industrie urbaine, quelques proportions qu'elle affecte, étendue ou restreinte, qu'elle réunisse 300,000 hommes ou 30,000, se trouve placée dans des conditions tout aussi désavantageuses pour la moralité des ouvriers que pour leur santé. Il faut donc, avant toutes choses, frapper au plus épais de ces agrégations pour les éclaircir. La réforme doit s'attacher à diminuer le contact des ouvriers entre eux dans les manufactures, et à disséminer les manufactures qui se nuisent réciproquement par leur proximité. Les ateliers à sept étages rappellent les maisons élevées de l'ancienne Rome, que l'on comparait à des îles (*insulæ*), sans doute pour indiquer la nécessité d'isoler, d'environner d'air et d'espace, ces gigantesques bâtimens. Le travail est comme le blé, qui, lorsqu'on le sème à l'ombre des grands arbres, vient rare, grêle et manque de vigueur.

Dans l'ordre régulier des sociétés, les villes doivent servir de rendez-vous au commerce, à la richesse, aux lumières. C'est là que viennent s'accumuler ou s'échanger les produits de l'activité humaine; mais ce n'est pas là que doit s'établir l'industrie qui a besoin, pour produire, d'un certain recueillement. Les villes furent d'abord des marchés, et leur destinée finale se lit clairement dans ce caractère originel. Aux villes appartiennent les entrepôts, les magasins, les comptoirs, les banques, les musées, les bibliothèques, les grandes écoles, les clubs, les académies, les arts mécaniques et libéraux; leur lot est assez grand et assez beau sans y joindre l'industrie.

Dans l'origine de la manufacture, au moment où le travail du coton et par suite celui de la laine cessèrent d'être une occupation domestique, les filatures, cherchant des moteurs, s'établissaient le long des cours d'eau, et comme la force hydraulique est le résultat de la pente donnée au courant, les nouveaux ateliers gardaient forcément entre

eux une assez grande distance; chacun d'eux, au lieu de s'agréger à un ensemble déjà formé, devenait un centre autour duquel se groupaient les travailleurs, comme autrefois les paysans sous la protection du château féodal. L'invention de la machine à vapeur a renversé pour un temps le cours naturel des choses. Les manufacturiers, au lieu d'aller vers la force motrice, l'ont obligée à venir à eux; et comme le charbon se trouve à peu près partout en Angleterre, ils n'ont plus considéré, pour le choix du lieu où ils devaient se fixer, que la facilité plus ou moins grande que leur offraient les centres commerciaux pour acheter les matières premières et pour vendre les produits fabriqués. De là, cette concentration des usines dans les villes principales ou à portée de ces villes; de là, cet accroissement désordonné de Manchester, de Glasgow, et, par contre-coup, de Liverpool.

Le progrès des communications par les routes de terre, par la voie d'eau, ainsi que par les chemins de fer, rend aujourd'hui possible, autant qu'elle est à souhaiter, la décentralisation des manufactures. Une filature peut s'établir à l'orifice d'une mine de houille, sur un canal qui lui apporte le charbon, ou à cheval sur un torrent, sans perdre pour cela les avantages que procure la proximité d'un grand marché. Les filateurs de Hyde ou de Turton sont rendus en moins d'une heure à la bourse de Manchester, tout comme s'ils habitaient *la petite Irlande* ou les bords de l'Irk. Les distances ont disparu, l'économie de temps devient partout facile. Il n'y a donc plus de raison pour se disputer à prix d'or et aux dépens de la santé quelques pieds de terrain au milieu d'un fourré impur de rues et de maisons.

La supériorité de la manufacture rurale sur la manufacture urbaine n'est pas une pure conception du raisonnement; en Angleterre, si je ne me trompe, l'expérience l'a déjà démontrée. Les exemples que l'on en peut citer présentent sans contredit le caractère d'une ébauche imparfaite ou hâtive; mais tels qu'ils sont, les germes d'un avenir meilleur pour la classe laborieuse s'y manifestent déjà. Les propriétaires de ces établissemens comptent au nombre des hommes les plus intelligens, aussi bien que parmi les plus humains, et leur conduite à l'égard des ouvriers, dans une époque traversée par tant de crises politiques et commerciales, est peut-être le fait qui honore le plus leur pays. Tout le monde en Angleterre rapprochera de cette allusion les noms de MM. Strutt, manufacturiers à Belper, de MM. Greg à Bollington et à Quarry-Bank, de M. Grant à Bury, de MM. Ashton à Hyde, et de MM. Ashworth à Turton.

Il est à remarquer que la première filature établie conjointement,

en 1776, par M. Arkwright et par M. Strutt sur les bords de la Derwent, reste encore aujourd'hui un modèle de discipline et d'organisation. De l'autre côté du détroit, les traditions se conservent dans les familles industrielles aussi bien que dans celles de l'aristocratie. Les héritiers de M. Strutt, devenus riches et récompensés de leurs labeurs par un siége au parlement, tiennent à honneur de faire vivre et de mener à bien la colonie d'ouvriers qui s'était formée sous la tutelle de leur père. Quelque chose de cette magnifique inspiration qui a créé les manufactures survit en eux et ne leur permet pas de dégénérer. La noblesse du travail a ainsi sa chevalerie, comme la noblesse sortie de la guerre, et dans une industrie où les établissemens ainsi que les ouvriers n'arrivent presque jamais à la vieillesse, une fabrique qui compte soixante années d'existence se recommande, non moins qu'un manoir qui daterait du moyen-âge, à la vénération du public.

« Les manufactures de cette éminente famille, disait le docteur Ure en 1835 (1), ont fourni, pendant un demi-siècle, un travail régulier et une aisance honnête à plusieurs milliers d'ouvriers. Durant cette longue période, l'habileté, la prudence et les capitaux des propriétaires ont maintenu l'établissement dans un état de perfectionnement progressif à peu près exempt de ces fluctuations qui ont si souvent réduit à la détresse les ouvriers des champs. Telle est la haute réputation de leurs produits, qu'un ballot estampé de leur marque se vend couramment sans examen sur tous les marchés du monde. Sous leurs auspices s'est élevée la jolie ville de Belper, bâtie et pavée en pierre de taille, avec des maisons commodes, où les familles de la classe laborieuse coulent doucement leurs jours. Les filatures, élégamment construites en pierre, ainsi que celles de Milford, situées à trois milles au-dessous, sont mises en mouvement par 18 grandes roues hydrauliques qui ont la force de 600 chevaux. Un régulateur attaché à chaque roue en modère ou en active la vitesse, selon les besoins du travail. Comme on n'emploie pas de machines à vapeur, ce village manufacturier a tout le pittoresque d'un paysage italien, avec sa rivière, avec ses rivages boisés et les collines qui ferment l'horizon.

« Un réfectoire très propre a été ménagé dans les bâtimens. Les ouvriers qui le désirent peuvent s'y procurer pour un sou (*half a penny*) une pinte de thé chaud ou de café avec le sucre et le lait. Ceux qui prennent régulièrement part à ce rafraîchissement ont droit en outre aux consultations du médecin. Une salle de danse est aussi ouverte pour servir à la récréation des jeunes filles et des jeunes garçons. La manufacture est parfaitement aérée et aussi propre que le salon d'une bonne maison. Les enfans sont bien constitués et travaillent avec une dextérité qui annonce leur contentement. »

(1) *Philosophy of manufactures.*

Les propriétaires de cette manufacture veillent, comme on voit, avec une grande sollicitude au bien-être et à la moralité des ouvriers. Ils ont établi des écoles de jour pour les plus petits enfans, des écoles du soir et du dimanche pour ceux qui sont occupés pendant le jour. Les femmes, avant d'entrer dans la filature, prennent des vêtemens de travail, et l'on exige d'elles une grande propreté. Enfin, si l'on n'admet pas complètement, avec le docteur Ure, la supériorité des habitans de Belper, sous le rapport des mœurs et de la santé, il faut reconnaître que ceux qui ont vécu pendant quelques années de ce régime sont plus heureux et plus moraux que les autres ouvriers.

Une autre république industrielle a été fondée par la famille Greg à Quarry-Bank, près de Wilmslow, dans le comté de Chester. La maison Greg, qui a donné aussi un membre au parlement, tient le premier rang parmi les manufacturiers. Elle consomme annuellement près de 4 millions de livres de coton, possède 5 filatures, 4,000 métiers à tisser, et emploie plus de 2,000 personnes à Bury, à Bollington, à Caton, à Lancaster et à Wilmslow. La filature de Quarry-Bank a cela de particulier, que l'on y occupe principalement des apprentis tirés de la maison de charité de Liverpool, ainsi que cela se pratiquait dans l'origine des manufactures et à l'exemple d'Arkwright. M. Greg avait d'abord employé de jeunes garçons; il préfère aujourd'hui les jeunes filles, qui se laissent plus aisément diriger. La filature forme ainsi une sorte de pépinière ou de pensionnat industriel. On nourrit, on vêtit et l'on élève ces enfans, qui étaient abandonnés, et qui retrouvent une famille dans l'enceinte des travaux. On leur enseigne la lecture, l'écriture et l'arithmétique; les filles apprennent en outre à coudre et à s'acquitter des diverses fonctions du ménage. Chaque jour, les pupilles de M. Greg vont prier Dieu dans une chapelle élevée par ses soins. Cette jeunesse grandit sous les yeux de ses maîtres, qui se partagent la surveillance, et, quand les jeunes filles sont en âge de se marier, elles épousent quelque ouvrier de la fabrique. On leur donne alors un salaire plus élevé, pour les mettre en état de couvrir les premières dépenses de leur établissement. La santé des apprentis est tellement supérieure à celle des habitans du Lancashire, que l'on compte à peine un décès sur 150; et, quant au succès des ménages sortis de la manufacture, M. Greg affirmait en 1833 que deux seulement étaient tombés à la charge de la paroisse en quarante ans.

Il est vrai que les apprentis de Quarry-Bank gagnent bien le pain qu'on leur donne et méritent le soin que l'on prend de leur avenir. La plupart travaillent douze heures effectives par jour. M. Robert Greg, à qui l'on demandait dans l'enquête de 1833 si les enfans étaient

disposés, après une journée aussi bien remplie, à fréquenter l'école du soir, et s'ils profitaient de cet enseignement, répondit : « Nous n'avons pas d'exemple du contraire; nous trouvons que les enfans sont beaucoup plus fatigués et bien moins disposés à aller à l'école après un jour de fête qu'après un jour de travail : le dimanche, ils demandent toujours à se coucher plus tôt. » Le docteur Ure rend le même témoignage des apprentis employés dans les filatures de MM. Ashworth et de MM. Grant, qui se font remarquer, suivant lui, par un regard aussi clair et par un air aussi dispos que les enfans que l'on voit dans les écoles pendant le jour. La comparaison pèche par sa base. On conçoit que les apprentis d'une manufacture bien ordonnée, étant mieux nourris et mieux surveillés que les autres enfans, ne paraissent pas inférieurs à ceux-ci en force ni en intelligence, malgré la surcharge d'un travail continu; mais qui oserait dire que ces petits esclaves ne sentiraient pas s'accroître leur vigueur et s'étendre la portée de leur esprit avec une tâche moins accablante? Je plains ceux qui trouvent naturel qu'un enfant, après avoir travaillé douze heures, aille s'enfermer encore pendant deux heures dans une salle d'étude, et que son attention soit incessamment attachée à un objet ou à un autre, sans autre repos que le temps du sommeil. Il me paraît que celui qui envoie la rosée aux plantes a voulu qu'il y eût aussi pour l'homme dans le travail quotidien des intervalles consacrés à rafraîchir son imagination et à soulager son cœur.

On vient de voir ce que les frères Greg ont fait pour leur colonie d'orphelins. Examinons maintenant comment ils ont organisé le travail pour les familles. Deux lettres non signées, mais que la voix publique attribue à M. R. H. Greg, ont paru dans le numéro LXVII de la *Revue de Westminster*. Elles renferment des renseignemens d'un si haut intérêt, qu'on me pardonnera d'en reproduire la substance, tantôt par l'analyse et tantôt par la traduction. En suivant ce récit, remarquable à tant d'égards, on croirait assister à la fondation d'une colonie en pays lointain.

« Nous prîmes possession de cette filature, mes frères et moi, dans l'été de 1832. Nous n'y trouvâmes que les murs, avec une vieille roue hydraulique, et environ cinquante maisons d'ouvriers (*cottages*). Ces chaumières étaient généralement bien construites et d'une grandeur raisonnable, mais mal entretenues et manquant d'eau, de hangars à charbon, de placards, de toutes les choses essentielles à la propreté et au comfort. Deux ou trois familles résidaient dans ce lieu; mon premier soin fut de donner congé à ces aborigènes, et de commencer l'œuvre à nouveau.

« Les deux premières années furent presque entièrement employées en

travaux d'appropriation, à bâtir, à rétablir les réservoirs et le moteur, à construire la charpente, à monter les machines, à poser les conduits pour le gaz, et à rassembler le nombre nécessaire d'ouvriers. Dans cette recherche, nous jetâmes nos vues sur les familles que nous connaissions pour honnêtes ou qui passaient pour telles, et qui nous donnaient l'espoir, si nous leur procurions une certaine aisance, de rester auprès de nous et de s'attacher à l'établissement. Il s'agissait de les amener à trouver et à se créer un foyer domestique (*home*), de leur faire perdre graduellement ces habitudes remuantes et vagabondes qui caractérisent la population manufacturière, et qui forment le plus grand de tous les obstacles à l'amélioration de son sort. Dans cette pensée, et afin de leur donner une occupation innocente aux heures de loisir, nous fîmes l'acquisition de trois champs situés entre les chaumières et la manufacture, et nous les divisâmes par des haies d'épine de manière à attacher un jardin à chaque maison.

« Au printemps de 1834, les constructions étant à peu près terminées et une population nombreuse établie sur les lieux, je jugeai qu'il était temps d'instituer une école du dimanche pour nos enfans. Je fis d'abord part de mes vues aux plus âgés; ceux-ci les ayant accueillies et ayant offert leurs services, je convoquai une réunion générale des ouvriers. Le règlement fut arrêté, le comité formé, les maîtres désignés, et l'école s'ouvrit le dimanche suivant dans une cave, les enfans qui se présentaient étant en plus grand nombre que nous n'en pouvions recevoir.... La classe des filles renferme aujourd'hui 160 enfans, et celle des garçons 120. Chaque classe est sous la direction d'un surintendant et d'un certain nombre de maîtres qui remplissent gratuitement ces fonctions, se relevant de deux dimanches l'un. Les maîtres sont des hommes et de jeunes femmes attachés à la manufacture. Le surintendant, le trésorier et le secrétaire sont élus tous les ans par les maîtres assemblés, et le comité est désigné aussi par la voie de l'élection. Le surintendant de l'école des filles, qui dirige cet enseignement, est lui-même un apprêteur et travaille, durant la semaine, avec autant de zèle et d'humilité que le plus humble de ses compagnons; mais lorsque le travail de la semaine est terminé et que se lève le soleil du dimanche, qui rend l'ouvrier libre comme le maître, le digne homme se couvre du long manteau noir, qui est le signe distinctif de sa fonction, prend sa canne et son chapeau à larges bords, et, métamorphosé ainsi en ministre méthodiste, il devient l'ami, le pasteur de ses voisins, l'homme le plus important et le plus honoré de notre petite société.

« Dans l'automne de la même année, nous ouvrîmes nos classes de dessin et de musique. La classe de dessin se fait tous les samedis soirs en hiver, de six heures à sept heures et demie; la moitié du temps se passe à dessiner, l'autre moitié s'emploie en leçons d'histoire naturelle et de géographie. Je la dirige moi-même; elle se compose de 25 jeunes garçons, dont quelques-uns ont fait de grands progrès. Dans la semaine, ils s'occupent le soir chez eux à copier des dessins que nous leur prêtons; cela remplit leurs heures de

loisir et les attache au foyer domestique, ce qui est le principal objet que j'ai en vue. Aussitôt que la classe de dessin est terminée, la classe de musique commence et dure jusqu'à neuf heures. Cette réunion se compose de jeunes filles et de jeunes hommes, au nombre de vingt-huit. Nous nous bornons à la musique sacrée. La classe de musique est très populaire, surtout parmi les jeunes filles, et l'on considère comme un grand privilége d'y être invité. »

Les propriétaires de l'établissement ne se contentent pas de pourvoir à la culture intellectuelle et morale de la jeune population qui croît sous leurs yeux. Persuadés que l'oisiveté est la principale cause de la dépravation, et que les ouvriers n'iraient pas au cabaret si on leur offrait des amusemens honnêtes dans leurs momens de repos, ils ont formé un lieu de récréation et ont établi des jeux. Ils ont voulu rendre le travail attrayant, et, après avoir poursuivi l'ignorance, combattre l'ennui.

« Nous eûmes la pensée, dit M. Greg, d'instituer des jeux et des exercices gymnastiques. Nous réservâmes, dans cette intention, un champ situé auprès de la filature, et qui devait d'abord être partagé en jardins, puis, profitant d'un jour de fête et d'une belle après-midi, nous appelâmes les garcons et nous nous mîmes à l'œuvre. On commença par le palet, la balle, le jeu de *cricket* et le cheval fondu. Mais le nombre des joueurs s'augmentant, et le champ de récréation se remplissant chaque jour davantage, d'autres jeux furent introduits; on fit des règlemens pour maintenir l'ordre, on assigna une place particulière à chaque jeu, et l'on choisit un certain nombre de personnes pour y présider. Les filles prenaient un coin du champ et les garçons un autre, menant leurs jeux séparément. L'été suivant, nous établîmes une escarpolette; on se mit à jouer aux *graces,* aux boules, à la corde raide et à la balançoire. Le palet est le jeu favori des hommes, le cerceau et la corde raide ceux des garçons, le cerceau et l'escarpolette ceux des jeunes filles; l'escarpolette est perpétuellement en réquisition. Au moyen du cerceau, les garçons et les filles peuvent jouer ensemble, et nous encourageons cette camaraderie comme développant les bonnes manières, la douceur des sentimens, et la notion des convenances ainsi que des devoirs respectifs.

« Au commencement de ces jeux, les actes de rudesse et d'inconvenance n'étaient pas rares; mais comme je me faisais un devoir d'assister aux amusemens, et comme je donnais à entendre que les jeux cesseraient au moment où je me retirerais, je pus observer ceux qui s'écartaient des bonnes manières, et je parvins par degrés à les y ramener. Voici bientôt trois étés que le champ de récréation est ouvert, et pendant la saison actuelle je n'ai pas remarqué un seul acte d'inconvenance ni de grossièreté. Ma présence est devenue inutile; cependant j'assiste généralement aux jeux, parce que j'en jouis autant que les ouvriers, et que c'est pour moi une excellente occasion

d'entamer avec eux des relations. Le champ de récréation n'est ouvert que les samedis soirs et les jours de fête durant l'été. »

Mais la partie la plus remarquable de ce plan de civilisation appliqué à la classe ouvrière consiste dans les efforts que MM. Greg paraissent avoir faits pour rehausser les ouvriers à leurs propres yeux et pour leur donner, avec les habitudes d'une société décente, le sentiment de leur dignité. La philanthropie, dans ses momens d'erreur, s'est quelquefois proposé d'élever les travailleurs au-dessus de leur condition; de là, tant de positions équivoques, d'individus déplacés, d'existences manquées. MM. Greg agissent plus raisonnablement; c'est la condition même des classes ouvrières qu'ils cherchent à élever. Ils renversent la barrière qui séparait les manufacturiers de ceux que les manufacturiers emploient, et les uns déposant leur hauteur, les autres se dépouillant de leur grossièreté, un rapprochement peut s'établir entre eux. Écoutons encore M. Greg.

« Un des expédiens les plus heureux auxquels nous ayons eu recours pour civiliser nos ouvriers a été celui de leur donner des soirées pendant l'hiver. Nous réunissons ordinairement trente personnes, les plus âgés des jeunes filles et des jeunes garçons, en nombre égal. Ils viennent sur une invitation spéciale; l'on envoie à chacun d'eux une petite carte imprimée sur laquelle sont indiqués le jour et l'heure de la réunion. Il entre dans nos plans de montrer autant d'égards qu'il est possible à ceux que j'engage ainsi à se joindre à notre société. Nous ne les invitons pas indistinctement, et parmi tant d'ouvriers que j'emploie il en est nécessairement quelques-uns qui, d'après mon système, n'ont jamais pris part à ces soirées. Nous portons sur notre liste ceux qui se distinguent de leurs camarades par le maintien et par le caractère, et ceux auxquels il n'a manqué pour se polir qu'un peu d'encouragement et la fréquentation de la bonne société. J'ai soin de n'oublier entièrement aucune famille ayant des membres en âge de participer à ce divertissement, surtout lorsqu'ils fréquentent l'école du dimanche; en sorte que, sur les trois cents ouvriers de la manufacture qui vivent dans notre colonie, le nombre des éligibles s'élève à cent soixante. Parmi ceux-ci toutefois, les plus distingués, ceux qui forment l'aristocratie de l'endroit, sont invités plus fréquemment que les autres, soit parce que leur présence est absolument nécessaire pour le bon ordre et pour le succès de la réunion, soit parce que nous voulons montrer par des attentions particulières le cas que nous faisons d'eux.

« Ces soirées se tiennent dans la salle de l'école, que j'ai disposée avec élégance, qui est garnie de bustes, de peintures, et où se trouve aussi un piano. Comme elle est attenante à ma maison, cette proximité facilite les arrangemens à prendre pour les rafraîchissemens ainsi que pour les jeux

Avant l'arrivée de nos hôtes, des livres, des magasins pittoresques ou des dessins sont placés sur les tables; ils s'amusent à les parcourir, jusqu'à ce que l'on serve le thé. Le thé et le café circulent ensuite de main en main, et ils causent avec moi ou entre eux jusqu'à la fin du repas. Je vais d'une table à l'autre, et j'en trouve toujours plusieurs qui sont capables non seulement de faire une question ou d'y répondre, mais encore de soutenir la conversation d'une manière qui vous surprendrait. Je ne m'adresse jamais à toute la société à la fois, et j'évite, autant que possible, toute gêne, toute formalité, les traitant comme s'ils étaient dans mon salon et comme mes amis et mes égaux. Après le thé, nous nous mettons à nos amusemens, qui consistent à réunir les fragmens d'une carte de géographie ou d'une gravure, à jouer aux dames ou aux échecs, à bâtir des châteaux de cartes, à nous livrer à des expériences amusantes de physique. Ceux qui ne jouent pas lisent ou discutent les nouvelles de la semaine et la politique de la colonie. Quelquefois nous avons un peu de musique et de chant; vers la fin de la soirée, pour réveiller les esprits, nous nous rabattons sur les jeux de Noël, tels que les propos interrompus, la toilette de madame, colin-maillard, etc. Quelques minutes après neuf heures, je leur souhaite une bonne nuit, et ils se dispersent.

« J'aurais dû ajouter qu'une petite antichambre est annexée à l'école, que les hôtes y déposent leurs bonnets ainsi que leurs chapeaux, et qu'ils y trouvent toujours un bon feu, de sorte qu'après leur promenade du soir ils entrent dans la salle propres et dans une tenue qui fait honneur à leur goût. Les filles et les garçons s'asseient à des tables différentes pour prendre le thé; mais dans le cours de la soirée, les rangs sont rompus, et les deux sexes se livrent de concert à différens jeux. Les réunions que j'ai décrites sont celles des adolescens; mais quelquefois nous avons une soirée d'enfans. Ces soirées sont les plus agréables, car la réserve, qui est de mise dans une réunion moins jeune, deviendrait ici inutile et déplacée. Il y a donc beaucoup de rires, de charges comiques et de gaieté. Les réunions ont lieu toutes les trois semaines durant l'hiver, le samedi soir; ce jour-là, les classes de dessin et de musique doivent vaquer. »

Si l'on ajoute que la séparation des sexes existe dans les ateliers de M. Greg, que la plus grande politesse est exigée des contre-maîtres et la plus rigoureuse décence des ouvriers, que l'eau des chaudières est utilisée pour fournir des bains chauds aux familles, que les jeunes filles de dix-sept ou dix-huit ans qui se distinguent par leur bonne conduite reçoivent en forme de décoration une croix d'argent, on aura une idée de ce que peut faire pour le bien-être et pour la moralité de cinq ou six cents travailleurs l'humanité intelligente et résolue d'un seul manufacturier. M. Greg a commencé, selon mon humble opinion, la science que j'appellerai l'économie morale des manufactures. S'il n'en

a pas donné le dernier mot, c'est d'une part qu'en prenant soin d'améliorer la condition de ses ouvriers, il n'a pas cependant établi entre eux et lui une communauté d'intérêts; c'est d'autre part qu'il lui a manqué, pour agir plus fortement sur les esprits, ce principe d'autorité qu'aucun homme et qu'aucune classe d'hommes ne représente de nos jours.

Dans les établissemens dirigés par les frères Ashton et par les frères Ashworth, la sollicitude du maître pour l'ouvrier ne descend pas aux mêmes détails, elle est plus extérieure et ne suit guère la population hors de l'atelier; mais chacune de ces communautés industrielles a une physionomie qui lui est propre et qui demande à être mise en relief.

La petite ville de Hyde n'était au commencement du siècle qu'un hameau de huit cents ames, planté sur une colline argileuse, dont le sol ne nourrissait pas ses habitans. Les frères Ashton ont peuplé et enrichi ce désert. Dix mille personnes sont aujourd'hui établies autour de leurs cinq filatures, où le salaire quotidien s'élève à 25,000 fr. par jour (7,500,000 francs par an). Le chef de cette famille, le seigneur du lieu, M. Thomas Ashton, s'est construit une charmante villa au milieu des arbres et des fleurs; de l'autre côté de la route, on aperçoit ses deux manufactures situées entre un torrent qui fournit l'eau pour les machines à vapeur, et deux mines de charbon qui en alimentent les foyers. M. T. Ashton emploie 1,500 ouvriers des deux sexes; une salle immense, chargée de métiers à tisser, en réunit 400. Les jeunes filles sont bien vêtues et décentes; un uniforme de travail, espèce de tablier qui descend des épaules jusqu'aux pieds, protége, comme à Belper et comme à Turton, la propreté de leurs vêtemens; la santé des hommes ne paraît pas mauvaise, mais je n'ai vu nulle part ces formes robustes ni cette fraîcheur que le docteur Ure paraît avoir remarquées huit ans plus tôt.

Les maisons habitées par les ouvriers forment de longues et larges rues. M. Ashton en a bâti 300 qu'il loue à raison de 3 shillings ou de 3 1/2 shillings par semaine (200 à 225 francs par an). Chaque maison renferme au rez-de-chaussée un parloir ou salon, une cuisine et une arrière-cour; au premier étage, deux ou trois chambres à coucher. Sur le prix du loyer, le propriétaire prend à sa charge l'approvisionnement d'eau, les frais de réparation et les impôts locaux. Une tonne de charbon ne coûtant que 8 à 9 shillings, le chauffage est presque gratuit. A toute heure du jour, on trouve dans chaque maison de l'eau chaude et le feu allumé. Partout règne une propreté qui annonce l'ordre et l'aisance. L'ameublement, quoique très simple, atteste

le goût du comfort; dans quelques maisons, on aperçoit une pendule, dans d'autres un sofa, dans d'autres encore un piano; les livres ne sont pas rares, mais j'ai vu peu de bibles, ce qui semble attester cette indifférence religieuse qui a été signalée parmi les ouvriers de M. Ashton.

A défaut de religion, l'on a du moins cherché à répandre l'instruction parmi eux. Il résulte d'un tableau communiqué en 1833 à la commission des manufactures que, sur 1,175 ouvriers, 87 ne savaient ni lire ni écrire, 512 savaient lire, 576 lisaient et écrivaient couramment. La proportion des ouvriers lettrés est ici infiniment supérieure à celle que présentent les manufactures de Manchester et de Glasgow. M. Ashton a élevé une magnifique maison d'école, qui sert en même temps de chapelle, et où 700 enfans se réunissent le dimanche. Il y a en outre des classes le soir pour les plus avancés, et, dans le jour, chaque famille peut y envoyer ses petits enfans pour une rétribution modique de 2 *pence* (4 sous) par semaine, M. Ashton prenant les maîtres à ses frais. Il paraît cependant que le nombre des enfans qui mettent cet enseignement à profit est très restreint; les parens préfèrent les laisser vaguer dans les rues. En revanche, la musique a plus d'attraits pour cette population; les ouvriers ont contribué spontanément à l'érection de l'orgue jusqu'à concurrence de 160 livres sterl.

Pour se consoler de ce que ses efforts n'obtiennent pas un succès complet, M. Ashton jette volontiers un regard sur le passé. « J'ai vu le temps, me disait-il, où, sur trois cents personnes assemblées dans une taverne de Birmingham, une seule se trouvait en état de lire le journal aux autres. » Il croit aussi que la moralité n'a pas fait moins de progrès que l'instruction, et cette illusion lui est permise, quand il contemple les résultats de l'ordre qu'il a établi. La population de Hyde tranche honorablement sur les autres villes manufacturières; le genièvre n'y a pas encore élevé ses palais; on y voit peu d'ivrognes, et on n'y souffre pas de prostituées. Les naissances illégitimes sont assez rares; par une exception peu commune dans les districts manufacturiers, les femmes mariées s'occupent en général de leur ménage, ou, quand elles travaillent à la filature, paient une servante pour prendre soin de leurs enfans.

Je demandais à M. Ashton si les ouvriers de ses manufactures, recevant des salaires beaucoup plus élevés que les journaliers et que les laboureurs, trouvaient le moyen de faire des économies. « Quelle est la classe en Angleterre, me répondit-il, qui fait des épargnes sur ses revenus? » En effet, nous exigeons des ouvriers des vertus dont les maîtres ne donnent pas l'exemple. On veut que les classes infé-

rieures économisent sur leur nécessaire, dans un temps où les classes supérieures ne savent pas économiser sur leur superflu. Quel grand seigneur ne dépense pas chaque année la rente de ses terres, et souvent même n'en hypothèque à l'avance le produit? Un fabricant ou un négociant augmente sa fortune par des spéculations; mais quand il a cessé d'acquérir, c'est tout au plus s'il conserve ce qu'il a amassé. Dans les rangs de la classe laborieuse, on épargne pour s'établir; mais la famille une fois fondée, on vit au jour le jour, et l'on s'en remet à la destinée. En France, l'habitude de l'épargne dure plus long-temps, parce que chacun vise à devenir propriétaire; en Angleterre, on ne saurait se proposer un tel but. Plus un peuple est riche, et moins il est économe; il n'y a pas d'ouvriers mieux payés ni plus dissipateurs que les ouvriers anglais. En général, l'accumulation des capitaux ne s'opère pas dans la Grande-Bretagne par le même procédé que chez nous. L'Anglais s'enrichit par ce qu'il produit, et le Français par ce qu'il épargne. Si nous avons, sous ce rapport, les vertus antiques, nous avons aussi contracté quelque chose de la stérilité de cet ordre social. Nos voisins sont moins modestes dans leurs appétits; mais, s'ils consomment beaucoup, ils créent davantage encore. Notre richesse vient principalement de l'économie et la leur de la production.

La manufacture de M. T. Ashton présente un contraste parfait avec celle de M. H. Ashworth, contraste aussi grand que l'est dans des conditions également honorables celui de leur caractère personnel. M. Henry Ashworth est une figure austère qui réunit la rigidité du quaker à l'énergie que donnent l'esprit d'entreprise et les intérêts mondains. Sa philanthropie n'est pas bornée par l'horizon de sa filature; il s'occupe d'idées générales : il est membre de la société de statistique et de la ligue qui combat les lois sur les céréales. Il tient à la règle autant qu'au progrès, et chez lui tout est écrit, les devoirs du maître comme ceux de l'ouvrier. M. Thomas Ashton est, lui, un homme essentiellement pratique, qui ne refuse pas ses sympathies au bien général, mais qui songe principalement à celui qu'il peut réaliser. Sorti de la classe laborieuse, il en a gardé la simplicité ainsi que la bonhomie. C'est un vieillard encore ingambe qui est dans toute la verdeur de son bon sens. Il n'a pas voulu de règlemens écrits dans sa manufacture, les trouvant gênans pour le bien et inefficaces contre le mal. « L'autorité du manufacturier, dit-il, doit être absolue; c'est un gouvernement qui doit être despotique, si l'on veut qu'il soit paternel. Il faut qu'il ait le droit de fermer les yeux sur des négligences accidentelles, et, en cas d'habitude, il vaut mieux renvoyer un ouvrier

que de le punir. Les amendes, dont on frappe les femmes ou les enfans, partent d'un mauvais système, et cette retenue exercée sur les salaires aigrit le plus souvent sans corriger. »

Les deux filatures des frères Ashworth peuvent occuper cinq cents ouvriers des deux sexes, et font vivre mille personnes, hommes, femmes ou enfans. Ce sont des édifices comparativement récens et dans le site le plus romantique. La manufacture de Turton est cachée dans un pli du vallon, entre deux collines boisées, dont la maison de M. Henri Ashworth, d'un côté, et de l'autre les chaumières des ouvriers, couronnent les sommets. La manufacture d'Egerton, remarquable par une immense roue hydraulique de soixante pieds de diamètre, dont je n'ai vu la pareille qu'à Wesserling, occupe le fond d'une vallée plus ouverte, et les maisons des ouvriers, comme pour donner la bien-venue aux visiteurs, sont rangées des deux côtés de la route. Je préfère, pour mon compte, les chaumières de Turton à cause du petit jardin qui s'y trouve joint, et dans lequel on peut cultiver des arbustes ou des fleurs. L'un et l'autre village sont construits du reste sur le même plan. Rien de plus commode que ces habitations, dont l'aménagement intérieur invite à l'ordre et à la propreté. Un fourneau en fonte, qui sert à cuire le pain aussi bien que les alimens, est fixé au foyer de chaque cuisine; l'office est assez vaste pour recevoir toute sorte d'approvisionnemens; l'étage supérieur renferme souvent quatre chambres. Mais ici l'intention bienveillante du propriétaire a devancé de trop loin les habitudes de ses ouvriers. Les gens du peuple n'ont pas le sentiment de la pudeur assez développé pour séparer les enfans des deux sexes pendant la nuit. Il n'y a jamais que deux chambres occupées, et c'est déjà beaucoup que les parens sentent la nécessité d'étendre un rideau ou de mettre une cloison entre eux et leurs enfans.

A Turton et à Egerton comme à Hyde, l'on n'emploie dans la filature que les femmes qui ne sont pas mariées. Pour former un intérieur à leurs ouvriers, MM. Ashworth distribuent quelques travaux à domicile, et occupent les femmes qui restent chez elles à dévider ou à réparer; cela aide sans être lucratif. Néanmoins un ménage n'atteint à l'aisance que lorsqu'il peut associer les enfans au travail. Il y a plaisir à voir le bon ordre de ces intérieurs avec leurs armoires remplies de linge et de vêtemens de rechange, avec leurs meubles polis, leur vaisselle luisante, avec des livres partout, des livres de piété ou d'histoire, tels que la Bible et la traduction du *Mémorial de Sainte-Hélène*, des journaux hebdomadaires et particulièrement l'*anti-bread tax circular*. Le loyer de chaque maison ne revient pas à plus de 200 à 250 francs

par an, elle coûte 3,000 francs à construire; c'est donc un placement à 7 ou à 8 pour 100. Les ouvriers recherchent ces habitations, auxquelles rien dans les environs ne saurait se comparer.

MM. Ashworth ont acheté une grande étendue de terrain, afin de pouvoir exclure les cabarets de leurs villages. Ils attachent une grande importance à la moralité des ouvriers, et ne reçoivent pas ceux qui sont mal notés; plusieurs de ceux-ci demeurent fixés, depuis dix-huit ans, auprès de leurs établissemens, et M. H. Ashworth affirme qu'il a vu leurs mœurs s'améliorer d'année en année. Cependant, malgré la discipline sévère qui règne à Turton, en trois ans et demi, sur une seule filature, on a compté vingt-quatre naissances illégitimes. M. Ashworth fait remarquer que la séduction n'a pas été pratiquée dans la filature même, et que les séducteurs, à l'exception d'un seul, appartiennent à des établissemens voisins; mais qu'importent le nom et le lieu? Il faut bien que le régime des manufactures amollisse la vertu des femmes, puisqu'elles cèdent avec cette facilité.

Les ouvriers de Turton, comme ceux de Hyde, ne sont pas étiolés au même degré que ceux de Manchester; mais si la charpente est plus solide, l'écorce paraît aussi plus grossière. M. Ashworth reconnaît que l'intelligence n'éprouve pas dans ces lieux écartés le même frottement que dans les grandes villes; les ouvriers sont moins habiles, quoique plus appliqués et vivant mieux. J'ai lié conversation avec plusieurs d'entre eux que j'ai trouvés très-préoccupés du sort des ouvriers sur le continent, et curieux d'établir des points de comparaison avec leur propre condition. Un grand nombre appartiennent aux sociétés de tempérance, tout en considérant le thé comme un détestable aliment. Ils sont chartistes en politique et dissidens en religion. En cela comme en toutes choses, leurs tendances sont prononcées pour les doctrines de nivellement; ils n'entrent pourtant qu'avec répugnance dans les coalitions d'ouvriers (*trades unions*), et dans les troubles de 1841 leur probité a protégé la propriété qui les fait vivre : pas un fruit n'a été enlevé aux arbres qui couvraient le jardin de MM. Ashworth. On trouve en Écosse quelques manufactures dirigées d'après les mêmes principes et qui présentent de semblables résultats. Je citerai les établissemens de Lanark et de Catrine : le premier, purgé des semences de désordre que le socialisme de M. Owen y avait introduites; le second, dans lequel M. Buchanan ne s'est pas contenté de bâtir pour ses ouvriers des habitations commodes, mais où il a travaillé encore, en leur inspirant le goût de l'économie, à les rendre propriétaires de ces maisons. Selon le témoignage rendu par les inspecteurs des ma-

nufactures, le village de Catrine, qui réunit trois mille habitans, présente les meilleures conditions de salubrité; dans les cinq années qui avaient précédé 1839, la moyenne des décès avait été de un sur cinquante-quatre, pendant qu'elle était à Glasgow de un sur trente-un.

Voilà donc les avantages qu'un pays manufacturier semblerait devoir retirer de la décentralisation et de l'isolement des manufactures; la santé des ouvriers s'améliorerait, et la durée de leur existence serait plus longue, quand ils pourraient, après le travail, au sortir de cette atmosphère chaude et épaisse, respirer un air pur et vivifiant et se reposer auprès de leur famille dans un logement commode, salubre et spacieux. Les mœurs n'y gagneraient pas moins, car aux tentations que fait naître le contact des sexes dans des ateliers communs ne viendraient pas s'ajouter les occasions de mal faire et les incitations du dehors. En outre, la population, contractant des habitudes sédentaires, perdrait le caractère d'une horde de nomades, pour prendre celui d'une société civilisée. Il se passerait quelque chose d'analogue à l'établissement des barbares dans l'empire romain, et l'ordre social, un moment troublé par ce déplacement perpétuel des existences dans l'industrie, retrouverait bientôt son équilibre et son aplomb.

Mais il ne faut pas croire que cette transformation purement extérieure porte remède à tous les maux. Le travail manufacturier a ses conséquences nécessaires comme le travail des champs. L'homme, quand il applique ses forces à la culture du sol, étant exposé aux variations de la température, succombe quelquefois dans cette lutte contre les élémens qui doit cependant le fortifier et l'endurcir. Une industrie exercée à couvert le garantit des maladies soudaines et violentes, mais elle énerve aussi et détend sa constitution. Bien que l'on ait introduit dans les manufactures une ventilation plus parfaite, le corps humain ne s'accommodera jamais de cette réclusion prolongée pendant quatorze ou quinze heures par jour, et si l'occupation devient héréditaire, la race finira toujours par s'affaiblir. Joignez à cela que l'industrie manufacturière, dans toute branche du travail, renferme certaines opérations qui affectent directement et immédiatement la santé des travailleurs. Les ouvriers employés au cardage du coton doivent changer fréquemment d'atelier et d'emploi, sous peine de tomber en peu de temps dans le marasme et la phthisie. Il en est de même dans les opérations de blanchissage et de teinture, dans la préparation des métaux. Certains travaux agissent comme un empoisonnement à jour fixe, et quand un ouvrier les entreprend, on pourrait marquer à l'avance le terme de sa vie. A Sheffield, un émouleur (*dry-*

grinder), quelle que soit la vigueur de sa constitution, ne dépasse jamais l'âge fatal de trente-cinq ans.

On a fait des idylles charmantes sur l'intérieur des manufactures. M. Baines et M. Ure après lui ont prétendu que le travail dans une filature, au lieu de fatiguer l'ouvrier, était éminemment léger et facile. « C'est la vapeur, disent-ils, ce sont les machines qui travaillent; l'homme n'a qu'à leur fournir les matières premières, qu'à surveiller leurs mouvemens, et qu'à transporter les produits d'une mécanique à une autre à mesure que la confection en est terminée. Les manufactures de laine présentent les travaux les plus pénibles; elles ont cependant les plus robustes ouvriers. » Il est vrai que l'industrie n'exige pas généralement un grand déploiement de force musculaire; mais faut-il féliciter l'ouvrier de ce changement dans sa condition? J'en appelle à M. Baines lui-même. Il reconnaît que les ouvriers en laine, qui exercent davantage leurs muscles, jouissent d'une santé meilleure que les ouvriers en coton. Les ouvriers des forges à leur tour sont plus robustes que les ouvriers en laine. D'où vient cela, si ce n'est de la nature même de leur occupation? Ce qui fatigue le corps humain, ce n'est pas la grandeur, c'est la permanence de l'effort. Nous avons besoin de lutter contre les élémens, de triompher de la résistance de la matière, d'agir en un mot sur la nature et sur nous-mêmes, pour tenir nos forces en équilibre, et au besoin pour les développer. Les anciens, à défaut des travaux corporels, se livraient aux exercices violens de la gymnastique; ils savaient que la fatigue entre dans l'hygiène, mais à la condition des intervalles et du repos.

Les travaux des champs sont rudes. Creuser la terre avec la pioche et avec la bêche ou la retourner avec la charrue, voilà une occupation qui exerce tout ensemble les jambes et les bras; mais après un vigoureux coup de collier, bêtes et gens reprennent haleine, l'homme prend le temps d'essuyer la sueur qui coule de son front. Dans le tra-travail industriel, il n'y a pas un instant de relâche. Au lieu de commander aux machines, ainsi qu'on l'a dit, l'homme les sert. L'ouvrier est un esclave obligé de régler ses mouvemens sur ceux de la machine à laquelle il est attaché, avançant quand elle avance et reculant quand elle recule, luttant avec elle de vitesse, et ne pouvant pas plus qu'elle s'arrêter. Les officiers expérimentés déclarent qu'un soldat ne resterait pas sans inconvénient sous les armes plus de six à huit heures par jour. Que sera-ce d'un fileur, qui doit tous les jours non-seulement se tenir debout, mais aller d'une machine à l'autre durant treize ou quatorze heures, et dont l'attention doit rester constamment fixée

aussi bien que les muscles se raidir? Il parcourt de cette manière, ainsi que l'enfant qui fait le métier de rattacheur, huit milles (trois lieues) en douze heures selon M. Greg, et vingt milles (huit lieues) suivant lord Ashley (1). Le travail des manufactures sera funeste à la santé tant qu'on n'en aura pas abrégé la durée. Il faudra donner aux ouvriers le temps de se livrer aux exercices du corps comme à ceux de l'esprit, si l'on veut que cette race puisse marcher de pair avec celle des laboureurs. Mais la réduction des heures du travail n'est pas un problème simple ni que la volonté d'un peuple suffise à résoudre. C'est une question européenne, une question de concurrence entre les nations.

Quant à l'influence morale des manufactures, on doit comprendre aussi que la réforme ne saurait aller ni bien haut ni bien loin. Le travail en commun, le travail par bandes, a changé la face de l'état social; il a développé de nouvelles vertus et de nouveaux vices. On peut épurer ces tendances, on peut même les agrandir; mais ce serait folie que de songer à la restauration de l'ordre qui existait encore il y a soixante ans. L'industrie a eu son âge d'or, qui était le travail en famille. A l'époque où l'ouvrier, vivant principalement de la culture des champs, ne considérait la filature ou le tissage que comme une ressource supplémentaire, qui apportait l'aisance dans un ménage où le nécessaire se trouvait déjà, il jouissait d'une indépendance qui tenait moins à son caractère qu'à sa position. Son existence était purement domestique, et ses idées ne s'étendaient pas au-delà; elles étaient aussi bornées que ses besoins. Cette vie sédentaire, ayant peu de tentations, rendait la vertu facile; des hommes enfermés pour ainsi dire dans le cercle des affections n'étaient dangereux ni pour les classes supérieures ni pour le gouvernement.

L'atelier a fait brèche à la famille; pour élargir ce cercle désormais trop étroit, on a commencé par le briser. Il faut en prendre son parti, la vie, pour les ouvriers comme pour les maîtres, aura deux faces à l'avenir, le foyer domestique et la société. Quoi que nous fassions, nous ne rendrons pas aux liens qui existent entre la femme et le mari, entre le fils et le père, toute la force qui leur appartenait quand les hommes n'avaient guère d'autres devoirs. D'autres associations se sont formées aujourd'hui, qui absorbent et qui doivent absorber une partie des sentimens. Les ouvriers, se rencontrant dans les manufactures, ont appris à mettre en commun leurs opinions et leurs intérêts. De là, les sociétés de secours mutuel, les coalitions, les sociétés secrètes.

(1) Chambre des communes, séance du 15 mars 1844.

Les femmes ont leurs clubs en Angleterre aussi bien que les hommes, et prétendent avoir les priviléges de ceux dont elles partagent les travaux. Manchester, qui réunit le plus grand nombre d'ouvriers, est le chef-lieu de ces associations; c'est là que réside leur *grand orient* (1).

L'atelier dépravé, mais il ouvre aux travailleurs tout un monde d'idées. Aiguillonnés tantôt par le besoin et tantôt par la richesse même de leur salaire, ils veulent monter plus haut et sentent la nécessité de cultiver leur esprit. Le Lancashire est le comté qui achète le plus de livres. Le *Magazine* publié par M. Chambers à Édimbourg, et qui circule à 85,000 exemplaires, est surtout lu dans les districts manufacturiers; le Lancashire en reçoit 20,000 exemplaires. Nulle part la société ne s'agite davantage pour tendre vers un meilleur avenir.

Les ouvriers du comté de Lancastre cherchent vainement à s'organiser. Toute organisation suppose une hiérarchie, et, dans leurs projets chimériques, ils commencent toujours par s'isoler, excluant de parti pris les chefs naturels de la société. Les manufacturiers, de leur côté, ne sont guère plus sensés. On dirait qu'ils ont adopté la devise brutale : « tout pour le peuple et rien par le peuple; » tant ils tiennent les ouvriers à distance, stipulant avec le pouvoir et parlant à l'opinion publique en leur propre et privé nom, comme s'ils n'avaient sous leurs ordres que des automates humains.

La manufacture rurale, telle que je la conçois, devrait être une véritable communauté industrielle, une association étroite et permanente entre le maître et les ouvriers. Je n'entends proposer ici rien qui ressemble à ces plans radicaux de réforme mis en avant par les socialistes modernes; je prends la société telle qu'elle est, j'observe ses tendances, et je croirais avoir assez fait si j'en indiquais la véritable direction. Je désire encore moins revenir au passé et rejeter l'industrie dans la paix artificielle des cloîtres ou dans l'immobilité des corporations. La liberté aujourd'hui est la condition vitale du travail, et c'est au souffle même de la société qu'il doit s'animer.

Le clergé se livre de nos jours en France à des tentatives plus ou moins heureuses pour attirer à lui l'industrie. Comme il n'est pas sans intérêt de comparer ces essais, qui ont un caractère très tranché, aux ébauches d'organisation dont le comté de Lancastre m'a fourni des

(1) « Il y a plusieurs sociétés différentes dans ce royaume, connues sous le nom de *Vieux Compagnons* (*Old Fellows*). Il y a l'*Unité de Londres*, l'*Unité de Leeds*, l'*Unité de Sheffield* et l'*Unité de Bolton*. L'*Unité de Manchester*, qui est la plus vaste, comprend 3,059 loges et embrasse 230,000 personnes. » (*Inquiry into the state of Stockport*.)

exemples, je crois pouvoir dire quelques mots des *saintes familles* fondées dans les départemens du Rhône et de la Loire par les frères Pousset. Les renseignemens que l'on va lire m'ont été adressés par un honorable député de la Loire, qui a jugé cet institut avec une parfaite liberté d'esprit.

« Ces deux ecclésiastiques ont pour toute fortune un domaine de médiocre valeur que leur père leur a laissé dans la commune de Cordelle, située sur la rive gauche de la Loire, à dix kilomètres sud de Roanne. L'aîné est curé de l'église des Chartreux, à Lyon. Il a commencé son œuvre par recueillir quelques pauvres filles enlevées à la misère et au vice; leur travail était à peu près la seule ressource de l'asile qu'il leur ouvrait, et quand il y a organisé un atelier, il ne songeait guère à toutes les conséquences économiques que cette institution pouvait avoir.

« Il existe aujourd'hui quatre maisons de *saintes familles,* une à Lyon, une autre à Beaujeu (Rhône), une troisième à Cordelle (Loire), et une quatrième à Mornand (Rhône). La première a quinze ans d'existence, et la troisième en a six; celle de Mornand est récente. Je n'ai vu que la maison de Cordelle, qui renfermait 53 personnes au mois de septembre dernier.

« Cette maison est située dans un lieu élevé; elle est entourée d'un vaste jardin, où les filles qui l'habitent cultivent des fleurs pour leur amusement. La nature de leurs travaux ne permet pas qu'elles se livrent à une culture plus rude ni plus fatigante. Le bâtiment a été construit pour sa destination.

« La cuisine, le blanchissage, la couture et la réparation du linge, ainsi que des vêtemens, enfin le service de propreté, regardent les filles de la maison; elles s'y livrent, suivant la nature de ces occupations, tour à tour ou en commun. Le travail rétribué consiste dans le dévidage de la soie teinte et dans le tissage des étoffes de satin pour la fabrique de Lyon. Les négocians de Lyon envoient la soie en écheveaux, on leur rend le satin en pièces. Le travail est toujours fait avec le plus grand soin, et les correspondans de la maison ont la certitude de recevoir le poids qu'ils ont donné; avec les ouvriers qui travaillent en chambre, ils ont souvent la certitude contraire.

« Sur les vingt-quatre heures de la journée, huit sont données au sommeil, douze au travail, et quatre se partagent entre la prière, les repas, la récréation, les soins de propreté; mais les heures du travail sont coupées par quatre intervalles différens. Le régime alimentaire est sain, abondant et fortifiant. Le linge de corps et la literie sont proprement tenus. Le travail se fait dans un atelier commun; il y a des heures auxquelles le silence est prescrit, d'autres pendant lesquelles la conversation est permise, d'autres consacrées à chanter des cantiques en chœur.

« Les résultats économiques ne paraissent pas à dédaigner. Ces filles sont mieux nourries, mieux vêtues, mieux logées que les ouvrières libres. On a dit que l'abbé Pousset faisait des bénéfices énormes; je crois, pour ma part,

qu'il fait une bonne œuvre sur laquelle il ne perd pas, et les bonnes œuvres qui s'alimentent elles-mêmes sont les seules qui durent.

« L'abbé Pousset ne m'a point communiqué sa comptabilité, quoique je lui aie fait quelques questions qui le mettaient sur la voie de me l'offrir. Il paraît que chaque fille a un compte ouvert, sur lequel on porte ce qu'elle gagne par son travail, et ce qu'elle coûte, soit pour sa part dans les dépenses communes, soit pour ses besoins particuliers; à la fin de l'année, on lui remet l'excédant. Cet excédant, m'a-t-on dit, s'est élevé pour quelques-unes à 125 francs par an; il est rarement inférieur à 50 francs. Aucune ouvrière libre n'obtient, dans le même métier, un semblable résultat, et ce résultat tient bien moins aux avantages de la vie commune qu'à l'éloignement de toutes les distractions coûteuses ou corruptrices.

« La première pensée des fondateurs avait été, en recueillant de pauvres filles, de leur apprendre un métier et de les rendre ensuite à la société avec un moyen honnête de gagner leur pain. Ils supposaient qu'une rotation assez rapide s'établirait ainsi dans le personnel de la maison; cette prévision ne s'est point réalisée. En contractant des habitudes d'ordre, de propreté et de bien-être, en apprenant à se respecter elles-mêmes, les réfugiées prennent en répugnance la vie grossière de leurs proches et ne veulent plus retourner auprès d'eux. Leur ambition est de devenir *sœurs*, c'est-à-dire de faire des vœux triennaux qui les attachent définitivement aux *saintes familles*. Quoique le seul lien qui les retienne consiste en ce que celle qui quitterait la maison ne pourrait plus y rentrer, quoique, sous cette condition, la porte principale en soit toujours ouverte, depuis six ans pas une seule de ces filles n'est sortie de l'établissement, pas une seule ne s'est mariée. Cela tient peut-être à la position du lieu, à son isolement, et dans une ville les choses se seraient autrement passées; mais cette circonstance, jointe à l'air de calme et de contentement qui se lit sur tous ces visages, prouve au moins que, sous le rapport du bonheur individuel, les familles de l'abbé Pousset atteignent leur but. »

Les *saintes familles* des frères Pousset ne sont pas un fait isolé dans les départemens du Rhône et de la Loire. Dans ces contrées éminemment catholiques, les communautés de femmes se multiplient depuis quelques années, et la vie que l'on y mène est religieuse et laborieuse à la fois. L'industrie de la soie, jointe aux ouvrages de broderie, alimente sans peine le travail de ces établissemens, qui font partout avec avantage concurrence au travail libre. S'ils venaient à se développer sur une plus grande échelle, ils affecteraient certainement d'une manière grave le prix de la main-d'œuvre, car leur organisation leur permet de réduire le salaire bien au-dessous de la limite à laquelle peut descendre l'ouvrier libre, qui a toujours, outre la charge de sa propre subsistance, quelque autre fardeau à supporter. Le couvent

industriel, c'est l'individu faisant concurrence à la famille, concurrence redoutable, mais immorale, et qui va directement contre les fins de l'ordre social.

Ni le prêtre catholique, ni le manufacturier protestant n'ont l'intelligence des conditions normales du travail. L'un, n'ayant ni famille ni patrie et s'exilant dans son caractère comme dans une solitude, cherche perpétuellement à détacher du monde ceux qui viennent à lui; l'autre, placé au centre même du mouvement général et tenant à tous les intérêts, semble vouloir rendre ces positions inacessibles et s'y retrancher contre ses inférieurs. Dans les deux cas, on procède par voie d'exclusion. La maison de Cordelle procure aux jeunes femmes qui l'habitent tout le bonheur qu'on peut goûter dans l'isolement, les petites villes de Hyde dans le comté de Chester et de Lowell aux États-Unis montrent les ouvriers aussi heureux qu'ils peuvent l'être dans un état de choses qui maintient la séparation des classes; mais le bonheur complet, le bonheur de l'individu au sein de la famille et de la famille au sein de la société, ne peut naître que d'une étroite association entre les inférieurs et les supérieurs.

La position du manufacturier à l'égard des ouvriers qu'il emploie est, sauf la différence des époques, ce qu'était la position du baron féodal en présence de ses vassaux. Il y a pour l'ouvrier la protection de moins, je n'ose pas affirmer qu'il y ait la liberté de plus. Dans l'état actuel de l'Angleterre, la dépendance des travailleurs se resserre de jour en jour. Non-seulement l'offre de la main-d'œuvre en excède communément la demande, mais tous les progrès de l'industrie tendent à donner la supériorité au capital sur le travail. Les petits capitalistes sont une classe inconnue, les capitalistes moyens disparaissent peu à peu, les grands capitalistes résistent seuls à la violence de la lutte, et il se fait autour d'eux comme un désert. Ils transportent le travail de l'homme à la femme, et des femmes aux enfans; au besoin, la perfection des machines dispense de l'habileté acquise par l'ouvrier.

Tels sont les effets de l'antagonisme qui s'établit entre l'ouvrier et le maître. Si l'on veut que l'harmonie règne dans la production, il faut réconcilier ces deux grands intérêts; il faut que le maître associe l'ouvrier à sa destinée. Cette nécessité d'une association entre les capitalistes et les travailleurs est apparue aux meilleurs esprits. M. Babbage, dans son *Économie des manufactures*, met en avant un système qui consisterait, non pas à intéresser les maîtres à la bonne conduite des ouvriers et les ouvriers au succès des maîtres, mais à confondre le capital avec le travail, et à faire des ouvriers autant de petits fabricans.

L'auteur de cette utopie part de deux données également inexactes. Il suppose d'abord que les ouvriers ont des épargnes, et que, plusieurs se réunissant, ils pourraient former un fonds suffisant pour entreprendre une industrie; or, les ouvriers pris en masse ne font pas d'économies, et l'épargne est un phénomène individuel dont on ne peut tirer aucune induction de quelque étendue. M. Babbage veut ensuite que chacun des ouvriers compris dans sa brigade de petits fabricans ne reçoive, à titre de salaire, que la moitié du prix que son travail obtiendrait sur le marché, sauf à recevoir une part proportionnelle dans les bénéfices de l'année. C'est vraiment demander l'impossible, car le salaire excède rarement les besoins des classes laborieuses, et l'ouvrier ne consentira jamais à se mettre, lui et sa famille, à la demi-ration pendant une année entière, dans l'espoir d'un bénéfice éventuel.

Il faut se défier de tous les plans, quelque séduisans qu'ils soient, qui ont pour objet de substituer, dans la direction de l'industrie, l'intérêt collectif à l'intérêt individuel. L'industrie est un champ de bataille, et, dans une armée d'ouvriers comme dans une armée de soldats, ce n'est pas la multitude qui peut commander ou déférer le commandement. L'élection, en pareil cas, détruirait la responsabilité et produirait l'anarchie. La manufacture a ses chefs naturels, qui ne relèvent que d'eux-mêmes; elle ne saurait être organisée en république, car aucune monarchie n'exige plus d'unité ni plus de vigueur dans l'action. Prenons donc le système industriel tel qu'il existe, ne cherchons pas à lui enlever l'individualité des intérêts qui fait sa force; bornons-nous à souhaiter qu'il emploie les hommes autrement que les machines, et que l'ouvrier soit intéressé au succès du maître dont il demeure aujourd'hui séparé par sa position non moins que par ses préjugés. Au reste, l'expérience a prononcé; le plan de M. Babbage est demeuré à l'état de théorie.

C'est dans la pratique des nations qu'il faut chercher les bases du nouveau contrat. En l'interrogeant avec soin, l'on y trouvera des indications précieuses. Dans la pêche au filet, sur les côtes méridionales de l'Angleterre, la moitié du produit appartient au propriétaire du bateau et du filet, l'autre moitié appartient aux pêcheurs qui montent le bâtiment. Une répartition semblable des profits s'opère entre les armateurs et les équipages des vaisseaux envoyés à Terre-Neuve ou des navires baleiniers. Toute maison de commerce ou de banque qui veut exciter le zèle de ses employés leur attribue un intérêt dans ses affaires. Les fabricans qui cherchent à diminuer le déchet des matières

premières allouent à leurs ouvriers la moitié de l'économie obtenue par leurs soins. A Paris, un peintre en bâtimens, M. Leclaire, a eu la bonne pensée d'associer ses ouvriers à la répartition des bénéfices faits dans son établissement, et l'établissement a prospéré.

Le même principe peut s'appliquer aux grandes manufactures; je dirai comment. Il n'en est pas en Angleterre du manufacturier comme du propriétaire foncier. Celui-ci n'est qu'un capitaliste, qui, ayant placé son capital en fonds de terre, en reçoit l'intérêt des mains du fermier; mais c'est le fermier qui possède les instrumens du travail et qui exploite le sol. Le manufacturier au contraire réunit en lui la double qualité de propriétaire et de fermier. Le capital d'exploitation ou fonds de roulement lui appartient, aussi bien que le capital représenté par l'usine, par les machines qu'elle renferme, et par le sol sur lequel s'élèvent les bâtimens; tout cela n'a de valeur que par son industrie. Les filateurs du Lancashire, pour se rendre compte des résultats de leurs opérations, mettent d'abord en ligne de compte l'intérêt et l'amortissement de leur capital, les sommes dépensées pour l'achat des matières premières, pour le salaire des ouvriers, pour l'entretien et pour la réparation des machines; ce qui reste, après ces diverses attributions, des sommes réalisées par la vente des produits, constitue leur bénéfice net.

Dans une association qui mettrait en présence d'un côté le manufacturier, et de l'autre le corps des employés attachés à son établissement, la répartition devrait naturellement se modifier. On poserait d'abord en principe que toute fonction serait rétribuée, et le manufacturier s'allouerait un traitement, de même qu'il paie aux ouvriers un salaire; le salaire, étant une marchandise, se réglerait selon les cours admis dans le marché. Viendraient ensuite les dépenses d'entretien, de réparation et d'amélioration. L'intérêt du capital ne serait prélevé que pendant la durée de l'amortissement. Quant aux bénéfices, après avoir mis à part un cinquième pour le fonds de réserve, on les partagerait par égales moitiés, entre le maître et le corps des ouvriers. Il va sans dire que j'entends ce partage comme une concession volontaire, à laquelle chaque manufacturier apporterait ses conditions. On comprend encore que tous les ouvriers ne devraient pas y être indistinctement admis. Une certaine résidence ferait titre, si d'ailleurs la bonne conduite du co-partageant ne s'était pas démentie. Le fabricant n'aurait point à produire ses livres, il serait cru sur parole. Il conserverait aussi le droit d'indiquer l'emploi d'une partie de cette

libéralité, et d'exiger par exemple que chaque ouvrier versât une certaine somme à la caisse d'épargne, afin de s'assurer une pension viagère pour ses vieux jours.

J'ai la ferme conviction que le premier fabricant qui aura le courage d'appeler ceux qu'il emploie au partage de son gain annuel ne fera pas en résultat un sacrifice. Il est clair que cette concession attirera auprès de lui les meilleurs ouvriers, que le travail s'accomplira avec plus de soin et de zèle, et que ses produits gagneront en quantité ainsi qu'en qualité. Il s'établira de cette manière entre les ouvriers et les maîtres une solidarité étroite, à l'épreuve du temps et des circonstances. Ceux qui auront partagé la bonne fortune de la maison s'associeront plus volontiers à ses revers, et le poids des mauvais jours s'allégera lorsque chacun en voudra prendre sa part. Les coalitions cesseront du côté des maîtres comme du côté des ouvriers, car elles n'auront plus d'objet. La cheminée de la manufacture deviendra comme le clocher de la nouvelle communauté, et les bohémiens de la civilisation industrielle auront enfin une patrie.

Le partage des bénéfices entre le maître et les ouvriers mettrait fin aux abus du système de troc ou d'échange (*truck-system*, *cottage-system*), au moyen duquel des manufacturiers peu scrupuleux réduisent indirectement le taux des salaires, et contre lequel le parlement britannique a fulminé en vain jusqu'à trente-sept statuts. Dans ce système, le fabricant se constitue le fournisseur général de tous les objets dont les ouvriers peuvent avoir besoin, et il paie leur travail en marchandises au lieu de le payer en argent, ou bien il les amène, tantôt par un accord réciproque, tantôt en abusant de son influence ou de son autorité, à dépenser leur salaire en tout ou en partie dans les boutiques qu'il a établies. Sans doute, si le manufacturier n'avait pas d'autre but que de procurer à ses ouvriers des marchandises de bonne qualité et à bas prix, un tel arrangement leur serait très avantageux. Il y a plus, la position d'une usine située loin des villes et des marchés peut rendre cette combinaison nécessaire; il peut entrer dans les devoirs du fabricant de fournir à la population groupée autour de lui le logement, les alimens et les vêtemens qu'elle ne trouverait pas ailleurs. C'est la nature des choses qui a donné naissance au système; mais il n'y en a pas dont il soit plus facile d'abuser. Dans les crises commerciales, le maître éprouve une tentation trop vive de réduire le prix réel des salaires, dont il laisse subsister le prix nominal, en augmentant la valeur, ou, ce qui revient au même, en alté-

rant la qualité des marchandises qu'il vend aux ouvriers. M. Ferrand en a cité, devant la chambre des communes, des exemples qui n'ont pas été démentis (1).

Le système de troc est d'un usage à peu près universel en Angleterre : les forges et les potteries du Staffordshire le pratiquent aussi bien que les mines du pays de Galles et du comté de Durham; il est employé dans les fermes de l'Écosse et du Northumberland comme dans les manufactures du Lancastre, et, pour reproduire une observation de sir Robert Peel, le gouvernement y a lui-même recours, puisqu'il habille et nourrit les soldats ainsi que les matelots. En Écosse, les propriétaires eux-mêmes reçoivent une partie du fermage en nature; le prix est stipulé moitié en argent, moitié en blé. Les bergers des monts Cheviots sont payés en gruau, en farine et en autres denrées. Dans certaines manufactures, les ouvriers qui demandent à recevoir leur salaire en monnaie et non en farine, en viande ou en épiceries, sont à l'instant renvoyés. On pointe leurs noms sur un livre noir qui circule parmi les fabricans confédérés, et s'ils veulent trouver de l'ouvrage, il faut qu'ils changent de district. Dans quelques mines du Staffordshire, les ouvriers ne sont payés que tous les mois; en attendant le paiement, on leur donne des bons au moyen desquels ils obtiennent les choses nécessaires à la vie en les achetant 25 pour 100 au-dessus du cours. D'autres manufacturiers prennent à bail un certain nombre de petites maisons ou *cottages*, qu'ils obligent ensuite les ouvriers à sous-louer, en réalisant sur ces marchés un bénéfice annuel de 50 à 75 pour 100. Quelquefois les fabricans ne craignent pas de traiter avec la faim de leurs ouvriers comme les usuriers parisiens traitent avec la prodigalité des fils de famille. A Sheffield, un fabricant fut condamné à l'amende par les magistrats pour avoir contraint un ouvrier à recevoir en paiement, à raison de 35 shillings le *yard*, une pièce de drap qui valait 11 shillings. D'autres, quand leurs employés demandent des avances, les font à raison de 5 pour 100 par semaine. On en a vu qui fournissaient les cercueils à la mort des ouvriers, et qui trouvaient dans cette ignoble spéculation matière à bénéfice. Dans le district des poteries, les maîtres allaient jusqu'à désigner aux ouvriers les places que ceux-ci devaient occuper dans les chapelles, et déduisaient le prix de ces places du salaire qui devait leur revenir. Ces abus sont récens; mais ils n'approchent pas de l'état de choses qui exis-

(1) Séance du 19 avril 1842.

tait il y a vingt-cinq ans dans certaines industries. « Dans nos villes, dit une des personnes interrogées par le comité d'enquête sur la bonneterie, les paiemens en argent étaient devenus si rares, que plusieurs de mes voisins ont dû payer en marchandises l'achat d'autres marchandises; par exemple, ils ont payé en sucre les drogues qu'ils achetaient chez le pharmacien et les étoffes qu'ils achetaient chez le marchand de drap. En général, pour tout paiement, on était contraint de négocier perpétuellement des échanges. Je sais de bonne source qu'une personne a été obligée de payer une demi-livre de sucre, plus un *penny*, pour se faire arracher une dent. Un de mes voisins m'a même dit que le fossoyeur avait reçu son paiement en sucre et en thé pour avoir creusé une fosse; et comme je savais, avant de venir à Londres, que je serais interrogé sur ce sujet, j'ai prié ce voisin de demander au fossoyeur si le fait était vrai. Celui-ci hésita pendant quelque temps, craignant de nuire à la personne qui l'avait payé; enfin il dit : « J'ai reçu plusieurs « fois mon paiement de cette manière; je sais que plusieurs de mes « camarades ont été payés de même dans d'autres villes. » Le système porté à ce point d'exagération ramenait les hommes à l'enfance de la société; il n'y avait plus de moyen universel d'échange, la monnaie était supprimée, et les villes manufacturières de la Grande-Bretagne, au milieu des merveilles de l'industrie, descendaient au-dessous de la civilisation propre aux peuplades sauvages, qui reconnaissent du moins dans le commerce, à défaut d'argent, quelque grossière unité de la valeur.

Le système de troc semble inhérent à la manufacture rurale. Quel est le moyen d'empêcher qu'il n'en résulte pas pour l'ouvrier une véritable oppression dans les temps où la misère le livre sans défense à la cupidité du fabricant? Sir John Graham et sir Robert Peel, le gouvernement du pays en un mot, ne conçoivent d'autre frein à ces indignes procédés que la libre concurrence, qui est aujourd'hui la loi du monde industriel. Mais la libre concurrence existe en Angleterre depuis plus d'un demi-siècle, et si elle n'a pas prévenu jusqu'ici les excès dont on se plaint, je ne vois pas comment elle pourrait être plus efficace à l'avenir. Tant que la population débordera les moyens de travail, il y aura toujours des ouvriers prêts à accepter les conditions des maîtres, quelque dur que soit ce traité.

M. Babbage donne pour correctif à l'avidité des maîtres l'association des ouvriers. « Quand un grand nombre d'ouvriers, dit cet auteur, se trouve fixé sur le même point, il serait bien à désirer qu'ils

pussent se réunir et nommer un agent qui serait chargé d'acheter en gros le thé, le sucre, le lard et autres objets nécessaires, et qui les leur vendrait en détail à des prix tels qu'ils pussent couvrir le prix d'achat en gros et la dépense de l'agent employé. Si cette opération pouvait être dirigée par une commission nommée par les ouvriers et aidée peut-être de l'avis du maître, et si, de plus, l'agent se trouvait intéressé par son mode de rétribution à acheter des marchandises de bonne qualité, une combinaison semblable serait avantageuse. » La combinaison que propose M. Babbage a été essayée à Belper dans l'établissement de M. Strutt, en observant les principes qu'il établit; voici, selon le docteur Ure, quels en ont été les effets : « Il y a quelques années, plusieurs ouvriers formèrent une société coopérative dans le but d'acheter en gros les provisions ainsi que les étoffes qui leur étaient nécessaires, et de s'approprier de cette manière les bénéfices faits par le détaillant. L'association reçut le concours des propriétaires, dont l'un voulut même entrer dans le comité d'administration. Pendant quelque temps, le succès parut certain : les marchandises étaient achetées au comptant et en apparence au plus bas prix, on les distribuait entre les sociétaires selon leur désir et dans la proportion de leurs ressources, les bénéfices étaient répartis entre eux à la fin de l'année, et couvraient souvent pour chacun d'eux ses frais de loyer; mais bientôt des abus, que l'on n'avait pas prévus, commencèrent à se révéler. Des marchands, qui voyageaient pour obtenir des commandes, trouvèrent leur avantage à donner un pot de vin au secrétaire ou au trésorier pour obtenir la préférence dans la vente des articles. Des soupçons et des différends ne tardèrent pas à s'élever. Le comité, bien qu'il fût choisi librement parmi les ouvriers, se recrutait naturellement parmi les plus capables, tels que les contre-maîtres de la manufacture, et ses pouvoirs étaient prolongés d'année en année. Il arriva ainsi que plusieurs se mirent à étudier leur intérêt personnel bien plus que celui de l'association; en fait, les marchés à contracter pour l'association ou pour eux-mêmes commencèrent à occuper leur pensée au détriment des devoirs de chaque jour. Cependant la conséquence la plus fâcheuse de ce système fut qu'il fit perdre aux ouvriers l'habitude de disposer de l'argent qu'ils devaient recevoir pour leur salaire, ce salaire étant absorbé, à mesure qu'il devenait exigible, par la boutique coopérative, où l'on prenait des articles qui n'étaient pas strictement nécessaires, et que l'on aurait certainement laissés de côté, s'il avait fallu les payer en espèces. Les ouvriers les plus intelli-

gens, ayant reconnu le mal et sentant que leur indépendance d'action était pour ainsi dire annulée, résolurent de mettre fin à l'association, qui fut de la sorte abandonnée volontairement après une expérience de treize années. »

Le contrepoids nécessaire à la prépondérance des maîtres dans l'industrie n'est donc ni la concurrence des capitalistes ni l'association des ouvriers entre eux. Les abus naissent de la séparation des intérêts; ils ne cesseront que par un traité d'union entre les deux classes qui concourent au travail. La participation des ouvriers aux bénéfices de la manufacture simplifie les difficultés devant lesquelles est venue se briser la puissance législative; c'est le moyen de faire tourner à l'avantage des ouvriers ce qui pourrait aller à leur détriment (1). Néanmoins, en supposant que l'on assure par là l'ordre intérieur et la paix des fabriques, il reste encore à mesurer la portée des commotions qui viennent du dehors.

C'est une grande question dans l'industrie que la constance, ainsi que la régularité du travail. La Providence, pour nous enseigner sans doute la prudence et l'économie, n'a pas voulu que l'œuvre des saisons fût uniforme. Il y a des années d'abondance et des années de disette; chaque été n'a pas la même mesure de pluie ni de soleil. Il s'ensuit que, même dans l'industrie agricole, le travail est sujet à des alternatives, et que chaque jour n'amène pas son pain. Dans les arts que la civilisation a créés, les variations sont encore plus fréquentes. Tout métier a sa morte saison, toute industrie a ses crises; mais aussi plus l'emploi est irrégulier, et plus le niveau des salaires s'élève, car il faut que la subsistance de l'ouvrier pendant les jours de chômage soit prise sur le revenu produit par les journées de travail.

Dans les contrées purement agricoles, une mauvaise récolte compromet de deux manières la subsistance des laboureurs : en premier lieu, elle affecte leur salaire, car le propriétaire et le fermier, disposant d'un moindre revenu, ajournent toutes les améliorations qui ne sont pas indispensables, et, la demande du travail diminuant, le travailleur est obligé de louer ses bras à vil prix; en second lieu, la cherté des provisions concourt à réduire leurs moyens d'existence, et affame

(1) « Dans ses relations avec le grand propriétaire et avec le grand capitaliste, l'ouvrier trouve l'avantage d'un emploi plus stable et d'un revenu plus régulier. Il y a aussi un avantage réciproque à ce que le salaire soit donné sous la forme de logemens ou de *comforts* permanens et assurés, c'est-à-dire sous la forme de ce qui est le meilleur emploi du salaire, et non pas entièrement en argent. » (*Report on the sanitary condition of labouring classes.*)

ces populations, qui vivent uniquement des fruits du sol. Cependant, comme il faut, bon an, mal an, cultiver la terre, et que la charrue ne chôme point, les laboureurs ne restent jamais absolument sans ressources; une année de disette est pour eux une année de privations, mais voilà tout. Dans l'industrie manufacturière, les crises ont de plus graves conséquences; on va voir pourquoi.

Lorsque la manufacture est encore à l'état domestique, que les travailleurs vivent dispersés, et que leur existence se partage entre des occupations de diverse nature, le travail se distribue et se fait très irrégulièrement; mais l'ouvrier, le maître et la société tout entière souffrent peu de cette irrégularité : le maître, parce que, menant ses affaires avec un faible capital, il n'a pas à supporter des pertes d'intérêt; l'ouvrier, parce que, la navette ou le rouet s'arrêtant, il reprend la pioche ou la charrue; la société, parce que, le déclassement des travailleurs s'opérant par individualités et non par masses, elle peut plus facilement venir à leur secours ou bien ouvrir à leur activité une autre issue. Mais quand l'industrie manufacturière, grace à l'accroissement des capitaux et au progrès des inventions mécaniques, construit des bâtimens immenses, y entasse les machines par milliers, enrégimente par troupes les hommes, les femmes et les enfans; quand un seul capitaliste fait souvent mouvoir tout cet engrenage, alors l'effet inverse se produit. Le travail se régularise, il devient quotidien, et, comme pour rattraper le temps consacré au repos du dimanche, il prend chaque jour au-delà de ce que les forces humaines peuvent raisonnablement donner. Par cela seul que le travail des manufactures est régulier, et que, dans les temps de calme, il ne laisse pas perdre un jour aux ouvriers, leur salaire doit rarement excéder les besoins habituels de la vie; ajoutez que ceux-ci, accoutumés à compter sur la constance de leur emploi, ne songent pas à faire des épargnes, et que ce marché qui reste toujours ouvert semble être pour eux un encouragement à la prodigalité.

Les proportions et la vigueur de l'industrie manufacturière lui permettent de résister aux crises qui frappent de temps en temps le commerce d'un pays, lorsque ces accidens n'ont pas une longue durée. Les filateurs du Lancashire, en particulier, font tête à l'orage avec une résolution que l'on ne saurait trop admirer, mais qui leur est aussi commandée par leur intérêt bien entendu. C'est ce que M. H. Ashworth a démontré avec la dernière évidence dans un essai (1) que la société de

(1) *Statistics of the present depression of trade at Bolton*, april 1842.

statistique de Londres a publié. « Le manufacturier, dit M. Ashworth, qui a dépensé les quatre cinquièmes de son capital en bâtimens et en machines, ne peut pas fermer son établissement sans s'exposer à des pertes tellement considérables, qu'il sera ruiné, s'il ne possède pas un ample fonds de réserve. Même la diminution que l'on obtient dans la production, en réduisant les heures du travail (*working short time*), entraîne de grands sacrifices. » M. Ashworth présente ensuite des calculs établis par la chambre de commerce de Manchester, et dont il résulte qu'une filature de 52,000 broches, qui a coûté, avec les machines, 1 million de francs, et qui exige un fonds de roulement de 300,000 francs, supporte des charges équivalant à 121 liv. st. 16 sh. (3,050 fr.) par semaine, ou à 6,334 liv. st. (158,600 fr.) par an. Une filature de 52,000 broches produit 12,000 livres de coton filé par semaine. Les dépenses qui se rattachent à cette production sont de 292 liv. st. par semaine, ce qui, avec la dépense fixe de 121 liv. 16 sh., donne un total de 413 liv. st. 16 sh. (10,325 fr.), et ce qui porte les frais à 8 d. 1/2 (90 cent.) par livre de coton; mais dans les époques de crise, et lorsque le propriétaire est obligé de réduire le travail à trois jours par semaine, les dépenses s'élèvent à 267 liv. st. 16 sh. (6,775 fr.) par semaine pour 6,000 livres de coton filé, ce qui porte les frais de production par livre à 10 d. 3/4 (1 fr. 10 cent.), et ce qui équivaut à une perte de 60 liv. st. (1,200 fr.) par semaine, ou de 3,167 liv. sterl. 16 sh. (109,175 fr.) par an. « Ceux qui pèseront ces calculs, ajoute M. Ashworth, comprendront comment il se fait que la production ne diminue pas, que souvent même elle augmente, quand les prix de vente viennent à baisser. Si le manufacturier trouve que la perte sera moindre pour lui en produisant tout ce qu'il peut produire qu'en réduisant les heures du travail, il choisit de ces deux sacrifices celui qui lui fait le moins de tort. » Suivant la déclaration de la chambre de commerce, cette règle de conduite est celle que les manufacturiers du comté de Lancastre se sont tracée. Dans les mauvais jours, bien qu'il fallût travailler à perte, ils n'ont pas tous fermé leurs ateliers. Néanmoins cette persévérance, qui tient à la puissance des capitaux autant qu'à l'intelligence des capitalistes, et qui fait aujourd'hui la garantie des ouvriers, n'est pas à l'épreuve d'un malaise qui se prolongerait pendant plusieurs campagnes; l'évènement l'a bien montré.

Toutes circonstances égales, les crises qui font fermer les manufactures, et qui mettent les ouvriers sur le pavé, sont plus ou moins fréquentes, et elles ont plus ou moins d'intensité, selon que l'industrie destine ses produits aux marchés étrangers, ou qu'elle se borne à

l'approvisionnement du marché intérieur. Les manufacturiers qui travaillent pour la consommation nationale ne sentent pas d'autre excitant ni d'autre frein que la concurrence qui s'établit entre eux; et, comme le champ qu'ils exploitent a des limites qui leur sont connues, rien ne les poussant à devancer par une production immodérée le mouvement naturel de la richesse et de la population, ils n'ont plus qu'à faire face aux accidens que le cours des saisons ou la marche du gouvernement amène dans la situation du pays. Toutefois, cela ne constitue pas une industrie bien vigoureuse, car le travail que l'on met à l'abri des chocs extérieurs est comme le corps d'un homme qui n'aurait jamais été exposé à l'inclémence de l'air; il reste faible, et végète dans la médiocrité. C'est ce qui arrive à la France derrière la triple muraille de ses tarifs protecteurs.

Une industrie qui s'organise pour aller chercher des consommateurs sur tous les marchés du monde est au contraire un édifice qui a besoin de solidité non moins que de grandeur, et dont les fondemens doivent reposer, pour ainsi dire, sur le roc. En revanche, rien n'est plus mobile ni plus variable, et il y a un tel conflit dans les chances qui l'attendent, qu'elle ne peut se sauver qu'en renouvelant et qu'en agrandissant perpétuellement ses combinaisons. Il faut qu'elle lutte contre la concurrence du dedans et contre celle du dehors, qu'elle connaisse les habitudes et les ressources de toutes les contrées, qu'elle prenne garde aux tarifs étrangers comme aux tarifs nationaux, qu'elle veille, avec la même sollicitude, sur ses approvisionnemens et sur ses débouchés, qu'elle étudie les dérangemens du crédit aussi bien que ceux du commerce, et qu'en étendant ainsi le domaine de la prévoyance, elle se réserve encore quelque défense contre l'imprévu. Une guerre survenant ou même une loi de douanes peut lui retrancher du coup tout un peuple de consommateurs. Une panique monétaire peut lui enlever sur l'heure ses moyens d'action. Plus ses opérations sont colossales, et plus les commotions qui la frappent sont pour elle à redouter.

De tous les pays manufacturiers, l'Angleterre est celui où la manufacture tient le plus de place, et affecte au plus haut degré les destinées de la population. Les travaux de l'agriculture, qui emploient en France les deux tiers des habitans, n'en occupent en Angleterre que 25 sur 100. Les comtés manufacturiers et commerçans, dont la surface représente à peine la troisième partie du territoire, renferment plus de la moitié (54 pour 100) de la population. « L'industrie manufacturière, disait récemment sir J. Graham devant la chambre des communes, est l'arbre auquel notre petite île doit sa prospérité, qui a

étendu le bonheur sur ce grand empire, et qui a rendu cette nation la plus puissante comme la plus civilisée. » Ce bonheur, je crois l'avoir prouvé, n'a pas été sans mélange, mais on ne saurait contester que l'industrie n'ait changé la face de l'Angleterre, et qu'elle n'ait agrandi la sphère où ce peuple se meut. La manufacture est devenue le trait principal du pays, à tel point que toutes les autres industries en ont contracté plus ou moins le caractère, et qu'elles en suivent l'impulsion.

L'industrie manufacturière a donné à la Grande-Bretagne ce point d'appui qu'Archimède cherchait pour soulever le monde. La manufacture britannique travaille surtout pour l'exportation, et ce n'est pas d'elle que l'on peut dire que ses meilleurs consommateurs lui sont fournis par le marché national. Entre toutes ces industries qu'alimentent les commandes venues de l'étranger, celle du coton et, dans l'industrie cotonnière, celle de Manchester, dépend plus qu'aucune autre du commerce extérieur. Dans les exportations de l'Angleterre, les filés et les tissus de coton comptent pour moitié, 24 millions sterling sur 49. « Le commerce du coton, dans ce pays, dit M. H. Ashworth (1), est principalement un commerce d'exportation. Sur sept balles de filés ou de tissus que nous manufacturons, une seule est destinée à la consommation intérieure. Ainsi toutes les classes de sujets anglais réunies ne contribuent au développement de cette industrie que dans la proportion d'un jour de travail par semaine; il s'ensuit que nous dépendons des étrangers pour les six septièmes de l'ouvrage que nous faisons, et, comme les six septièmes de nos produits manufacturés sont vendus dans les marchés libres du monde, on voit qu'aucune espèce de protection, alors même qu'elle nous serait offerte, ne pourrait nous servir. »

M. Ashworth a dit vrai : au point où la manufacture de coton est arrivée de l'autre côté du détroit, le gouvernement ne peut plus rien pour la protéger, mais il peut beaucoup pour lui nuire. La liberté commerciale devient pour cette industrie une question de vie ou de mort. Toute restriction que l'on écrit dans les lois du pays lui ferme au dehors quelque débouché important, et pour qu'elle prime, sur les marchés les plus lointains, la concurrence étrangère, il faut qu'aucune entrave ne gêne son essor. De là, cette lutte si vive et si durable entre les manufacturiers qui veulent ouvrir le marché anglais et les propriétaires fonciers qui s'efforcent de le tenir fermé, sachant bien

(1) Discours de M. H. Ashworth à Covent-Garden, le 1er mars 1844.

que les représailles exercées par les autres peuples ne pèseront pas sur les produits du sol.

Le danger vient donc, pour la manufacture de coton en Angleterre, tantôt du dedans et tantôt du dehors; quelquefois la crise intérieure concourt avec la crise extérieure à ébranler l'édifice, qui chancelle sous l'effort de cette double secousse et semble près de s'abîmer. Il se passe alors dans les districts manufacturiers un phénomène semblable à ces convulsions de la nature dans les Antilles, où l'ouragan enveloppe le ciel et la terre, et où le sol tremble pendant que le vent jonche sa surface de débris. Les signes précurseurs de l'ouragan commercial se manifestent d'abord dans les relations du crédit. Les banques resserrent leur circulation et diminuent leurs escomptes. Les manufacturiers réduisent les heures de travail ou ferment leurs ateliers. Les boutiquiers, perdant leurs consommateurs ou obligés de vendre à crédit, font faillite. Les ouvriers, n'ayant plus de travail, dévorent leurs faibles épargnes, empruntent sur gages, et finissent par tomber à la charge de la bienfaisance publique. La taxe des pauvres est doublée et triplée au moment où la richesse se raréfie. Les travailleurs qui avaient émigré des districts ruraux sont impitoyablement renvoyés à la charge de leurs paroisses. Pour suppléer à l'insuffisance des secours officiels, l'on ouvre de toutes parts des souscriptions, et des missionnaires de charité pénètrent dans les réduits les plus misérables afin d'y porter avec l'aumône quelques paroles de consolation. Les manufacturiers s'assemblent dans les villes, et recherchent les causes du mal. Les ouvriers, affamés et désespérés, s'agitent jusqu'à l'émeute. Les pétitions pleuvent dans la chambre des communes, et les motions se succèdent; le parlement ordonne des enquêtes, la reine demande des prières au clergé. L'Angleterre est un malade qui s'agite vainement sur son lit de douleur.

Depuis un quart de siècle, l'industrie cotonnière a passé par trois grandes crises, celle de 1819, celle de 1829, et celle de 1841. La dernière durait encore au commencement de 1844, et les germes en étaient déjà manifestes au sein de la prospérité vraiment fabuleuse de 1836. En 1835 et en 1836, des récoltes abondantes avaient fait tomber le prix du blé à une moyenne de 44 sh. 8 d. (environ 56 francs) par *quarter*. L'élévation des salaires se combinant avec le bas prix des subsistances, l'ouvrier des manufactures vivait dans une aisance supérieure à celle des travailleurs agricoles; ceux-ci commencèrent à émigrer des comtés du sud vers les districts du nord, et, à peine ar-

rivés, ils y trouvèrent aussitôt de l'emploi. On n'avait qu'à frapper la terre du pied pour en faire sortir des ouvriers, et comme la demande des produits anglais aux États-Unis allait sans cesse en augmentant, comme les banques locales (*joint-stock banks*) offraient à l'industrie des crédits illimités, la spéculation enfla ses voiles. Du 1er janvier 1835 au 1er juillet 1838, l'on construisit dans les seuls comtés de Lancastre et de Chester des usines qui représentaient une force égale à 13,226 chevaux de vapeur (1), dont 11,826 destinés à l'industrie du coton; les usines en construction représentaient en outre une force de 4,187 chevaux. La dépense étant de 500 livres sterl. par cheval de force, et chaque cheval entraînant l'emploi de cinq ouvriers, il s'ensuit qu'en moins de cinq années 200 millions de francs furent absorbés par la construction des bâtimens et des machines dans deux comtés de l'Angleterre, et que 87,000 ouvriers, avec leur cortége de bouches inutiles, vinrent s'ajouter à la population.

Cette concurrence désordonnée aurait suffi pour amener un engorgement dans la production; mais la crise fut encore accélérée et aggravée par les circonstances extérieures. Une succession de désastres commença, pour la manufacture de coton, vers la fin de 1836, au moment où une faillite universelle frappa les banques et par suite les maisons de commerce aux États-Unis. Après avoir diminué ses importations par la banqueroute, l'Amérique s'efforça de les réduire encore par l'action des tarifs; les droits de douane, qui n'excédaient pas une moyenne de 20 pour 100, furent élevés au-dessus de 30 pour 100, afin de protéger contre la concurrence de l'Angleterre les manufactures naissantes du Maine, du Massachusetts et de la Pensylvanie. Plusieurs états de l'Europe imitèrent cette politique commerciale, et, si Manchester put encore introduire ses filés dans les états de l'union germanique, il vit exclure ses tissus. En même temps, la concurrence des manufactures étrangères devenait plus formidable. La fabrique de Lowell obtenait la préférence sur les produits anglais dans les marchés de l'Amérique méridionale. La bonneterie saxonne disputait à celle de Leicester et de Nottingham le marché des Etats-Unis et même celui de l'Angleterre (2). Pour achever cette détresse, plu-

(1) *Inquiry into the state of the population of Stockport*, april 1842.

(2) « En 1829, la Saxe importait aux États-Unis pour moins de 100,000 dollars de bas de coton; elle en a importé en 1839 pour plus d'un million de dollars.

« En 1839, la Saxe importait en Angleterre des bas et des gants de coton pour une valeur de 170,000 liv. sterl., soit le tiers de ce que l'Angleterre consommait. »

(*Report of the anti-corn-law conference*, march 1842.)

sieurs mauvaises récoltes portèrent le prix du blé, durant les années 1838, 1839, 1840 et 1841, à une moyenne de 66 sh. 5 d. le *quarter*, et pendant que cette augmentation de 50 pour 100 dans la valeur de son principal aliment imposait de grandes privations à l'ouvrier, le taux des salaires diminuait de 20 à 25 pour 100. Joignez à cela que, la nécessité de solder en or les achats de blé faits dans les ports du continent ayant épuisé les réserves de la banque, les directeurs, cédant à la panique générale, contractèrent brusquement la circulation, et frappèrent ainsi le commerce et l'industrie. Tous les établissemens qui n'avaient pas une grande solidité tombèrent alors comme des châteaux de cartes; ce fut une immense catastrophe, dont les traces sont encore visibles aujourd'hui.

Au mois de juillet 1843, lorsque je visitai le comté de Lancastre, l'industrie se relevait lentement de ses ruines. Quelques villes cependant, plus éloignées du mouvement ou qui avaient souffert plus que les autres, n'avaient pas repris leur activité. Bolton et Stockport en particulier présentaient l'image de la plus complète désolation. Les maisons étaient fermées, les cheminées des manufactures ne fumaient plus, les rues étaient désertes; on n'entendait ni paroles ni bruit; on aurait cru être dans cette ville enchantée des *Mille et une Nuits*, dont un génie malfaisant avait changé les habitans en pierres. L'enchanteur ici, c'était la misère; des documens authentiques déposent de l'étendue de ces souffrances, que l'imagination se refuse à embrasser. A Bolton, dans une ville de 50,000 ames, 50 manufactures (1) employaient ordinairement 8,124 ouvriers; en 1842, 30 de ces établissemens étaient fermés ou ne travaillaient que quatre jours par semaine : 5,061 ouvriers se voyaient ainsi privés de leurs moyens de subsistance en totalité ou en partie. Sur 2,110 ouvriers en fer ou mécaniciens, 785 avaient été congédiés; les 1,325 qui restaient, des ouvriers surchargés en 1836 au point de produire dans une semaine l'équivalent de neuf à douze journées, étaient réduits à quatre ou cinq jours de travail. Les autres métiers avaient subi la même réduction. En somme, si l'on joint à la diminution des salaires l'augmentation du prix des alimens, on trouve que la perte des classes laborieuses était de 320,560 livres sterling par année, ou de 1,000 livres sterling (25,000 francs) par jour de travail. La charité publique est impuissante en présence de telles calamités.

En décembre 1841, la société formée à Bolton pour la protection des

(1) *Statistics of the depression of trade at Bolton.*

pauvres visita 1,000 familles, qui comprenaient 5,305 individus. La moyenne du salaire était de 1 fr. 25 cent. par tête; ils n'avaient entre eux que 1,553 lits, un lit pour trois personnes et demie; la moitié de ces lits n'avaient pas de matelas, et n'étaient remplis que de paille ou de chiffons. 53 familles n'avaient pas de lit, et 425 personnes couchaient par terre pendant la nuit. Ces pauvres gens mettaient en gage leurs vêtemens ou leur mobilier; sur 200 familles examinées, le nombre moyen des reconnaissances était de 20 à 25 par famille; quant au mobilier qui leur restait, M. Ashworth l'évalue en moyenne et par chaque famille à 5 sh. 6 d. (environ 7 francs). Enfin, ce qui ajoute à l'impression mélancolique de ce tableau, c'est la dignité, le courage moral avec lequel les ouvriers supportaient leur misère, n'acceptant qu'à la dernière extrémité les secours de la paroisse, et aimant mieux souffrir que mendier.

La faim est *mauvaise conseillère;* les progrès du crime suivent de près ceux de la pauvreté. « A Bolton, dit M. Ashworth (1), le nombre des prisonniers renvoyés devant le jury a été, en 1840, de 116, de 190 en 1841, et de 318 en 1842. A Preston, en 1836, on ne comptait que 27 individus résidens accusés de crimes (*felonies*); en 1842, le nombre s'est élevé à 183. Si vous allez à la prison de *New-Bailey*, vous trouverez que les résultats sont les mêmes pour le district entier de Salford. En dix ans, l'accroissement des accusés de crimes a été presque de 100 pour 100 (835 en 1833, 1,619 en 1842). »

En janvier 1842, la commission des pauvres envoya deux de ses membres à Stockport pour faire une enquête sur l'état de la population. Ils constatèrent que 21 manufacturiers avaient fait faillite depuis 1836, qu'une force de 1,058 chevaux de vapeur restait sans emploi, et plus de 5,000 ouvriers sans travail. Sur près de 7,000 habitations, 1,632 étaient inoccupées, et les locataires de 3,000 autres, descendant du rang de contribuables à celui de pauvres, se trouvaient hors d'état d'acquitter l'impôt local (*poor-rate*). La taxe des pauvres, en trois années, s'était accrue de 300 pour 100. La maison de charité était remplie jusqu'aux toits. Les familles ne pouvant plus payer leur loyer, ou leur mobilier ayant été saisi par les propriétaires, se réfugiaient dans des caves, deux ou trois à la fois. Quelques ouvriers sollicitaient la charité des passans; d'autres assiégeaient les bureaux des agens d'émigration, demandant à quitter le sol natal; d'autres mouraient littéralement de faim.

(1) *Observations at a meeting of the chamber of commerce*, feb. 1843.

Manchester, à cause de sa richesse et de son étendue, a mieux résisté à la crise que les villes des environs. Cependant le catalogue de ses misères est encore bien lamentable. En mars 1842, on comptait dans cette métropole 116 filatures ou autres usines qui avaient cessé de travailler (1); 681 boutiques ou comptoirs étaient fermés; 5492 habitations n'étaient pas occupées. La valeur des usines et des bâtimens avait baissé au moins de moitié; 5 filatures estimées 211,000 liv. sterl. (5,275,000 fr.) n'avaient trouvé d'acheteurs qu'au prix de 66,000 liv. st. (1,650,000 fr.). Les bouchers, les épiciers, les lingers déclaraient que leurs ventes quotidiennes avaient diminué de 40 pour 100.

Un comité de secours, formé pour distribuer aux pauvres des objets de literie et des vêtemens, visita, dans le cours de l'année 1840, 10,000 familles comprenant 45,591 individus (2); 2,000 familles ne purent pas être secourues, faute de fonds. Les réduits habités par ces malheureux étaient entièrement dépourvus de mobilier. Des briques, des morceaux de bois y tenaient lieu de tables et de chaises; des tas de copeaux ou une litière de paille souillée de toute sorte d'impuretés y servaient de lits. Fréquemment plusieurs familles occupaient les extrémités opposées de la même chambre, les sexes n'étant séparés que par l'espace libre qui régnait entre les grabats. Quelquefois les parens et les enfans couchaient dans le même lit, sans égard à l'âge ni au sexe. Le dialogue suivant s'établit entre un membre du comité et une pauvre veuve qui demandait un lit : « N'avez-vous pas de lit? — J'en ai un seul. — Et ce lit ne vous suffit pas? — Non, car j'ai un fils. — Quel âge a-t-il? — Dix-neuf ans. — Où a-t-il couché jusqu'à présent? — Avec moi; autrement il aurait été obligé de coucher par terre. » On accorda un lit pour le fils. L'Angleterre n'a pas le monopole de ces scènes révoltantes, et l'on en trouverait des exemples dans nos arrondissemens manufacturiers.

Dans une autre enquête dirigée par le maire de la ville, sir Thomas Potter, on reconnut que 2,000 familles, comprenant 8,136 personnes, n'avaient pour subsister que 6 sh. 3 d. 1/4 ou 1 sh. 6 d. 1/2 (1 fr. 90 c.) par tête et par semaine. Ces familles avaient engagé 27,417 articles pour une somme de 2,835 liv. sterl. (70,875 fr.), qui représentait le tiers de leur valeur réelle. « C'était un spectacle touchant, dit un membre du comité, de voir le soin avec lequel ces pauvres gens tiraient, pour nous les montrer, d'un pli de leurs haillons ou de quel-

(1) *Report of the anti-corn-law conference.*

(2) *Distress in Manchester,* by Joseph Adshead.

que coin de leur misérable demeure, les paquets de reconnaissances qui formaient leur titre à la possession des effets ou des objets d'ameublement dont la faim les avait obligés de se dessaisir l'un après l'autre, et qu'ils avaient bien peu de chances de recouvrer. »

En 1841 et en 1842, la condition des classes laborieuses devint plus déplorable encore. Il fallut augmenter la taxe des pauvres, et la somme des secours recueillis par la charité publique présenta, comparativement à l'année 1839, un accroissement de 63 1/2 pour 100. Chaque jour, dès six heures du matin, l'on distribuait des soupes à trois mille personnes, et tel était l'empressement de la faim, que l'on voyait ces malheureux rôder devant la porte de l'établissement plusieurs heures avant la distribution. Dans les villes de l'Angleterre, le clergé des différentes communions se partage les quartiers, et envoie de pieux visiteurs dans les réduits qu'habitent les pauvres; c'est ce que l'on appelle les missions urbaines, *town missions*. A Manchester, les missionnaires ont étendu leur sollicitude à trente-cinq mille familles; les extraits de leurs rapports, que M. Adshead a publiés, peuvent faire juger des terribles épreuves que le peuple du comté de Lancastre a dû traverser.

Le récit des missionnaires est uniforme; dans tous les quartiers de Manchester, ils ont trouvé un tiers ou la moitié des ouvriers sans emploi, un autre tiers occupé une partie de la semaine, quelques-uns travaillant plus régulièrement, mais avec une forte réduction de salaire. La misère s'étendait à toutes les classes d'ouvriers sans exception. Les consommations s'arrêtant, toute marchandise perdait la moitié de sa valeur; en revanche, le prix des chiffons et des haillons avait haussé : il y avait concurrence dans la misère, mais dans la misère seulement. Les ouvriers passaient très souvent deux jours sans manger; la plupart étaient tellement exténués, qu'ils n'auraient pas pu travailler quand ils auraient trouvé du travail. Quelques-uns avaient entièrement perdu courage et restaient couchés sur la paille, attendant la mort; d'autres fumaient du tabac pour tromper la faim; d'autres, après avoir tenté sans succès tous les moyens de gagner un morceau de pain, aux cris de leur femme et de leurs enfans, tombaient dans un égarement sauvage qui finissait par la folie. Des familles vivaient de pelures de pommes de terre; d'autres subsistaient des trois ou quatre shillings par semaine que produisait le travail d'un enfant. « Nous ne vivons pas, disaient ces malheureux, nous existons. » Les meubles, les vêtemens, le linge, tout ayant été vendu ou engagé pour prolonger cette triste existence, on enveloppait les enfans comme des

paquets dans un morceau de calicot; le père et la mère, ne pouvant plus se montrer, ne sortaient plus de la chambre froide ou de la cave humide qui leur servait de refuge. Dans cette situation, les uns se résignaient, et allaient disant : « Il n'y a rien à faire; l'Angleterre est une nation à son déclin (1). » D'autres, pensant qu'il ne pouvait leur arriver pire, appelaient un changement, quel qu'il fût, et n'auraient pas regardé aux moyens. Quatre hommes étaient entrés dans la boutique d'un libraire d'un air menaçant : « Que voulez-vous? demanda le maître. — Nous mourons de faim. — Pourquoi sollicitez-vous ainsi la charité par troupes? — Pour arracher à la crainte ce que nous n'obtiendrions pas de la volonté. — Pourquoi ne tenez-vous pas des réunions publiques pour faire connaître votre détresse? — Si vous voulez vous placer à notre tête, nous vous suivrons partout où vous nous conduirez, quand il faudrait brûler ou saccager les propriétés. »

On peut le dire à l'honneur de l'espèce humaine, lorsque les peuples souffrent, la résignation est leur première pensée, la révolte ne vient qu'après. Au mois de juillet 1841, les tisserands sans emploi s'étaient réunis à Manchester, et ils avaient publié l'adresse qui suit :

AUX MARCHANDS, AUX MANUFACTURIERS ET AUX PROPRIÉTAIRES (*gentry*) DE MANCHESTER ET DES ENVIRONS,

« Messieurs,

« La crise qui existe dans les districts manufacturiers pèse lourdement sur les classes laborieuses de la société, et plus particulièrement sur l'infortuné tisserand, dont le misérable salaire, même lorsqu'il est constamment occupé, suffit à peine pour lui procurer les choses les plus nécessaires à la vie, condition qu'attestent d'une manière si évidente la pauvreté de ses vêtemens et la faiblesse famélique de sa complexion. Comment se peut-il faire, messieurs, que dans un temps comme celui-ci, le tisserand ne trouve pas d'emploi, et que sa femme et ses enfans affamés lui demandant du pain, il n'en ait pas à leur donner? Au milieu de cette détresse, que peut-il faire, que doit-il faire? Il n'enfreint aucune loi, il ne commet aucun désordre; mais il s'assied dans une contemplation silencieuse, couvant ses malheurs, jus-

(1) Les ouvriers de Stockport avaient le même sentiment. On lit dans le rapport de la commission : « Le cri universel parmi eux est que l'Angleterre est une contrée en décadence, et que toutes les colonies seront des contrées ascendantes pendant quelque temps. Ils disent que l'industrie quitte l'Angleterre, et que les choses ne sont plus ce qu'elles étaient, ni quant au taux des salaires, ni quant à la facilité d'obtenir du travail. »

qu'à ce qu'enfin les cris de ses enfans affamés le jettent dans un transport voisin de la démence. Telle est, messieurs, la malheureuse position de cette classe d'hommes pauvres, mais méritans, qui furent autrefois le témoignage vivant de la grandeur de l'Angleterre, et dont les chaumières répandaient l'abondance autour d'eux. Et maintenant, messieurs, nous nous adressons à vous, en votre qualité d'hommes et de chrétiens, sachant que, dans d'autres occasions, nous ne vous avons pas implorés en vain. Nous espérons sincèrement que vous répondrez à cet appel de l'humanité souffrante, et que vous arracherez nos malheureux enfans à la faim ainsi qu'à la mort. »

Un an plus tard, les souffrances de la population la poussant au désespoir, dix mille hommes armés de bâtons entraient dans Manchester, arrêtaient les machines, contraignaient les ouvriers à se joindre à eux, et décrétaient une suspension générale du travail jusqu'à ce que l'on eût fait droit à leurs griefs. L'émeute resta maîtresse de la ville pendant plusieurs jours, et il fallut rappeler des troupes de l'Irlande pour la déloger de cette position.

On a écrit des livres en Angleterre dans lesquels on se félicitait bien haut de ce que les ouvriers, au plus fort de la révolte, avaient respecté les machines, contre lesquelles se tournait autrefois leur première fureur. Je ne conteste pas ce progrès des esprits. Les ouvriers sentent aujourd'hui que leur sort est lié à celui des machines; ils voient dans ces instrumens de la force non plus des concurrens, mais des compagnons de travail. Les voilà désormais réconciliés avec la puissance mécanique, mais ils n'en sont que plus exigeans à l'égard des capitaux et des capitalistes qui mettent cette puissance en mouvement. Leur hostilité a changé d'objet; elle a passé des machines aux manufacturiers; y a-t-il bien là de quoi se réjouir et de quoi s'exalter dans son orgueil?

Heureusement pour l'Angleterre, l'industrie se remet vite, dans ce pays, des catastrophes qui fondent sur elle. Ce qui serait pour un autre peuple une révolution n'est pour celui-ci qu'une secousse. La sève de la civilisation, dans ces climats nébuleux, a la même activité que la sève de la matière sous les tropiques, et, malgré tous les obstacles, elle ne tarde pas à se faire jour. Des fortunes nouvelles s'élèvent sur les ruines des fortunes renversées. Les ateliers, qui avaient été fermés, se rouvrent et se multiplient; l'ouvrier enfin prend la place de celui qui a péri, ou qui a émigré, ou qui est allé s'ensevelir dans la maison de charité. On a oublié les souffrances de la veille, on ne prévoit pas les périls du lendemain, et la Grande-Bretagne répète son cri de marche : « Tout va bien (*all right*). »

Pour une industrie douée de cette vitalité, ce qui trouble, ce qui inquiète, c'est moins la situation présente que l'avenir. Si la manufacture de coton, si l'Angleterre, en tant que pays manufacturier, pouvait rester stationnaire, elle trouverait moyen de régulariser les chances du travail; mais voilà précisément ce qui lui est interdit. La grande industrie, l'industrie qui accumule les machines, les bâtimens, les capitaux et les ouvriers, l'industrie qui destine ses produits à l'exportation, n'a pas en elle-même sa limite ni sa mesure; par une conséquence directe de sa nature, elle contemple des espaces sans bornes; elle est organisée pour la conquête, et observe la discipline d'une légion. La capital s'accumule toujours, la population déborde; il faut donc que la production augmente sans cesse. La loi du progrès n'est nulle part plus impitoyable. Le jour où l'industrie aurait atteint son apogée, où le travail n'aurait plus aucune perspective d'accroissement, ce jour-là, l'Angleterre commencerait à décliner, et devrait faire place à la fortune ascendante de quelque autre nation.

LÉON FAUCHER.

POÉSIE.

A MON FRÈRE, REVENANT D'ITALIE.

Ainsi, mon cher, tu t'en reviens
Du pays dont je me souviens
Comme d'un rêve,
De ces beaux lieux où l'oranger
Naquit pour nous dédommager
Du péché d'Ève.

Tu l'as vu, ce ciel enchanté
Qui montre avec tant de clarté
Le grand mystère;
Si pur, qu'un soupir monte à Dieu
Plus librement qu'en aucun lieu
Qui soit sur terre.

Tu les as vus, les vieux manoirs
De cette ville aux palais noirs
Qui fut Florence,
Plus ennuyeuse que Milan
Où du moins, quatre ou cinq fois l'an,
Cérito danse.

Tu l'as vue, assise dans l'eau,
Portant gaiement son mezzaro,
La belle Gènes,
Le visage peint, l'œil brillant,
Qui babille et joue en riant
Avec ses chaînes.

Tu l'as vu, cet antique port
Où, dans son grand langage mort,
Le flot murmure;
Où Stendhal, cet esprit charmant,
Remplissait si dévotement
Sa sinécure.

Tu l'as vu, ce fantôme altier
Qui jadis eut le monde entier
Sous son empire.
César dans sa pourpre est tombé;
Dans un petit manteau d'abbé
Sa veuve expire.

Tu t'es bercé sur ce flot pur
Où Naple enchâsse dans l'azur
Sa mosaïque;
Oreiller des lazzaroni,
Où sont nés le macaroni
Et la musique.

Qu'il soit rusé, simple ou moqueur,
N'est-ce pas qu'il nous laisse au cœur
Un charme étrange,
Ce peuple ami de la gaieté
Qui donnerait gloire et beauté
Pour une orange?

Catane et Palerme t'ont plu.
Je n'en dis rien ; nous t'avons lu.
Mais l'on t'accuse
D'avoir parlé bien tendrement,
Moins en voyageur qu'en amant,
De Syracuse.

Ils sont beaux, quand il fait beau temps,
Ces yeux presque mahométans,
De la Sicile;
Leur regard tranquille est ardent,
Et bien dire en y répondant
N'est pas facile.

Ils sont doux, surtout quand le soir
Passe dans son domino noir
La toppatelle.
On peut l'aborder sans danger
Et dire : « Je suis étranger,
Vous êtes belle. »

Ischia! C'est là qu'on a des yeux.
C'est là qu'un corsage amoureux
Serre la hanche.
Sur un bas rouge bien tiré
Brille, sous le jupon doré,
La mule blanche.

Pauvre Ischia! bien des gens n'ont vu
Tes jeunes filles que pied nu
Dans la poussière.
On les endimanche à prix d'or;
Mais ton pur soleil brille encor
Sur leur misère.

Quoi qu'il en soit, il est certain
Que l'on ne parle pas latin
Dans les Abruzzes,
Et que jamais un postillon
N'y sera l'enfant d'Apollon
Ni des neuf Muses.

Il est bizarre, assurément,
Que Minturne soit justement
Près de Capoue.
Là tombèrent deux demi-dieux,
Tout barbouillés, l'un de vin vieux,
L'autre de boue.

Les brigands t'ont-ils arrêté
Sur le chemin tant redouté
De Terracine?
Les as-tu vus dans les roseaux
Où le buffle aux larges naseaux
Dort et rumine?

Hélas! hélas! tu n'as rien vu.
Oh (comme on dit)! temps dépourvu
De poésie!
Ces grands chemins sûrs nuit et jour
Sont ennuyeux comme un amour
Sans jalousie.

Si tu t'es un peu détourné,
Tu t'es à coup sûr promené
Près de Ravenne,
Dans ce triste et charmant séjour
Où Byron noya dans l'amour
Toute sa haine.

C'est un pauvre petit cocher
Qui m'a mené sans accrocher
Jusqu'à Ferrare.
Je désire qu'il t'ait conduit.
Il n'eut pas peur, bien qu'il fît nuit;
Le cas est rare.

Padoue est un fort bel endroit
Où de très grands docteurs en droit
Ont fait merveille.
Mais j'aime mieux la polenta
Qu'on mange au bord de la Brenta
Sous une treille.

Sans doute tu l'as vue aussi,
Vivante encore, Dieu merci,
Malgré nos armes,
La pauvre vieille du Lido
Nageant dans une goutte d'eau
Pleine de larmes.

Toits superbes! Froids monumens!
Linceul d'or sur des ossemens!
Ci-gît Venise.
Là mon pauvre cœur est resté.
S'il doit m'en être rapporté,
Dieu le conduise!

Mon pauvre cœur, l'as-tu trouvé
Sur le chemin, sous un pavé,
Au fond d'un verre?
Ou dans ce grand palais Narni
Dont tant de soleils ont jauni
La noble pierre?

L'as-tu vu sur les fleurs des prés,
Ou sous les raisins empourprés
D'une tonnelle?
Ou dans quelque frêle bateau
Glissant à l'ombre et fendant l'eau
A tire-d'aile?

L'as-tu trouvé tout en lambeaux
Sur la rive où sont les tombeaux?
Il y doit être.
Je ne sais qui l'y cherchera,
Mais je crois bien qu'on ne pourra
L'y reconnaître.

Il était gai, jeune et hardi.
Il se jetait en étourdi
A l'aventure.
Librement il respirait l'air,
Et parfois il se montrait fier
D'une blessure.

Il fut crédule, étant loyal,
Se défendant de croire au mal
Comme d'un crime.
Puis tout à coup il s'est fondu
Ainsi qu'un glacier suspendu
Sur un abîme...

Mais de quoi vais-je ici parler,
Et que fais-je à me désoler,
Quand toi, cher frère,
Ces lieux où j'ai failli mourir,
Tu t'en viens de les parcourir
Pour te distraire?

Tu rentres tranquille et content;
Tu tailles ta plume en chantant
Une romance.
Tu rapportes dans notre nid
Cet espoir qui toujours finit
Et recommence.

Le retour fait aimer l'adieu;
Nous nous asseyons près du feu,
Et tu nous contes
Tout ce que ton esprit a vu,
Plaisirs, dangers, et l'imprévu,
Et les mécomptes.

Et tout cela sans te fâcher,
Sans te plaindre, sans y toucher
Que pour en rire;
Tu sais rendre grace au bonheur,
Et tu te railles du malheur
Sans en médire.

Ami, ne t'en va plus si loin.
D'un peu d'aide j'ai grand besoin,
Quoi qu'il m'advienne.
Je ne sais où va mon chemin,
Mais je marche mieux quand ma main
Serre la tienne.

ALFRED DE MUSSET.

REVUE MUSICALE.

Encore un de ces aimables chefs-d'œuvre dont MM. Scribe et Auber possèdent seuls le secret. Une fois par an, ces deux imaginations charmantes se réunissent; ces deux talens si ingénieux, si français, si merveilleusement faits pour se comprendre, mettent en commun leurs richesses et livrent sur la scène de l'Opéra-Comique une de ces batailles dont on sort toujours en vainqueur, quand on a, d'une part, de l'esprit et de l'habileté dramatique, de l'autre, un tact musical, une verve, un goût, en un mot cent recettes mélodieuses dont le fonds semble ne pas devoir s'épuiser. Long-temps on eut pour coryphée Mme Damoreau. Scribe, Auber, Mme Damoreau, l'ensemble atteignit alors son plus haut point, et donna pour résultat *l'Ambassadrice, Actéon, le Domino noir, Zanetta,* toute sorte de délicieuses fantaisies spirituellement imaginées, où la musique intervient avec grace, où le mot et le motif se combinent pour le succès. Cependant le groupe aimé se désunit : Mme Damoreau, cédant à je ne sais quelle fièvre un peu tardive de locomotion, partit, abandonnant le jeu si bien tenu à trois depuis des années; sur quoi plus d'un s'émut dans le public. De l'émotion on en vint aux inquiétudes; on se disait : M. Auber va désormais se taire; privé de la cantatrice à laquelle il avait attaché la fortune de ses chefs-d'œuvre, de la virtuose affectionnée qu'il avait voulu suivre dans sa migration de l'Académie royale de Musique à Favart, le compositeur français par excellence cessera d'écrire. Funestes préventions, que parut un moment accréditer l'avénement de M. Auber aux fonctions de directeur du Conservatoire. En effet, aux yeux d'un certain monde, composer des opéras comiques et gouverner l'établissement de la rue Bergère sont deux choses parfaitement incompatibles. Un véritable successeur de Cherubini, s'il s'avise d'écrire, peut tout au plus se permettre une fugue ou quelque bon morceau de contrepoint, rédigé, selon la formule, sur

des paroles de liturgie, et l'on ne saurait, en bonne conscience, diriger le Conservatoire sans se tirer sur les deux oreilles ce bonnet fourré de docteur dont la muse de M. Halévy se plaît à rester affublée, même en ses plus folâtres caprices. Mais bah! on n'échappe pas à sa nature, et qui a chanté chantera. D'abord ce fut Mme Thillon que l'heureux musicien intronisa, un peu à ses dépens sans doute, car, si *les Diamans de la Couronne* et *le Duc d'Olonne* ne réussirent pas comme ses autres ouvrages, qu'ils égalaient au moins en mérite, M. Auber dut bien se dire que la faute en était à sa cantatrice, à cette voix, à ce geste, à cet accent, dont un assez joli minois ne rachèteront jamais le ton discordant, saccadé, et la gaucherie, à la longue insupportable. Aujourd'hui, un sujet nouveau se présente, et M. Auber de s'en emparer à l'instant. Nous voulons parler de Mlle Lavoye. Celle-ci semble créée et mise au monde tout exprès pour ce genre. Vous diriez Mme Damoreau à vingt ans. C'est une pureté, une inflexion charmante, une voix de nature délicate, mais sachant à merveille ménager ses effets, et de l'agilité la plus rare. A ses gammes chromatiques, pas une note ne manque, pas une étincelle aux éblouissantes fusées qui s'échappent de son gosier. Avec un peu plus de diction, de tenue et de physionomie, l'idéal de la cantatrice d'opéra comique serait trouvé. Mais qui sait? les qualités que nous demandons ôteraient peut-être à ce talent cet air de fraîcheur qui nous charme, cette beauté du diable qui fait son succès au début. Ce que j'aime chez M. Auber, c'est le soin qu'il met à protéger partout où il les trouve les vocations naissantes. Au rebours de certains maîtres qui ne s'adressent jamais qu'à des gloires toutes faites, et laisseraient moisir leurs partitions dans un tiroir plutôt que de les confier à des talens que l'auréole du succès n'aurait point consacrés, l'auteur de *la Muette* et de *Gustave* prend volontiers tout ce qui se présente, et sait, dans l'occasion, tirer parti des dispositions les plus modestes. On a comparé souvent M. Auber à M. Scribe. Leurs deux natures, en effet, se ressemblent en plus d'un point, mais le trait que je cite les caractérise également l'un et l'autre. Qui a formé plus de sujets pour le théâtre que l'auteur ingénieux de *Bertrand et Raton* et du *Verre d'eau?* La même chose peut se dire de M. Auber, esprit éminemment fécond dans son activité, et réunissant en sa sphère, si restreinte qu'elle soit d'ailleurs, toutes les qualités d'un véritable chef d'école.

La Sirène s'est classée dès le premier jour parmi les meilleures productions que l'Opéra-Comique ait représentées depuis long-temps. Jamais l'heureuse association n'avait trouvé mieux. Sans doute tout n'est pas nouveau dans l'opéra d'hier, sans doute il y a là bien des airs de famille avec certains aimables chefs-d'œuvre de même origine, et pour peu que vous vouliez y regarder de près, vous découvrirez plus d'une réminiscence du *Lac des Fées*, plus d'un écho de *Fra Diavolo* ou de *la Part du Diable;* mais ces réminiscences sont déguisées avec tant d'art, ces échos se reproduisent avec tant de grace et de séduction, qu'on s'y laisse prendre dès l'abord. Et sur des sensations d'opéra comique, je le demande, qui pensa jamais à revenir?

Avec M. Scribe, on le sait, rien ne se perd; une situation lui en fournit une autre, et des rognures de telle idée qu'il traite aujourd'hui sortira, tout armée pour le succès, la pièce de demain. C'est ainsi, j'imagine, que la chanson de Carlo Broschi, dont le motif sacramentel agissait comme la baguette d'une fée dans son dernier ouvrage, l'aura conduit aux combinaisons de *la Sirène*. Entre son *musico* de *la Part du Diable,* qui échappe à la mort en fascinant le roi d'Espagne par sa voix, et cette sirène qui sauve un bandit à force de roulades et de points d'orgue, il n'y a guère que la différence d'un motif; mais un motif peut beaucoup à l'Opéra-Comique, surtout lorsqu'il est de M. Auber. Du reste, le dénouement ne manque pas d'originalité. Le bandit Marco Tempesta, le héros de la pièce, s'est attardé dans le château du gouverneur des Abruzzes, lorsqu'une descente de justice vient l'y surprendre. Des chaloupes de douaniers gardent les issues du château du côté de la mer, et le grand-juge, assisté de ses greffiers, entre dans la salle, commandant de faire feu sur quiconque essaiera de s'échapper. L'heure devient critique pour le contrebandier. Que faire? Une dernière chance de salut s'offre à lui; il saisit sur la table un morceau de musique, le présente à sa sœur, et la sirène de chanter. On devine le reste. La voix irrésistible opère ses prodiges. A ces gammes chromatiques étincelantes, à ces vocalisations prestigieuses, les sentinelles quittent leur poste, chaque trille en amène une, et peu s'en faut que le vénérable grand-juge lui-même, dans la crainte de tomber aux pieds de la diva et de compromettre ainsi la gravité de la magistrature, ne se fasse lier à son fauteuil, comme jadis le vieil Ulysse à son mât de vaisseau. Cependant Marco Tempesta, qui sait le nombre des gendarmes composant le détachement commis à son arrestation, les a comptés l'un après l'autre, et les voyant là tous jusqu'au dernier, se met à décamper vaillamment par la fenêtre.

Toute cette scène est traitée par le musicien avec une habileté singulière. M. Auber excelle dans ces morceaux qui décident d'une situation capitale, et jamais, en pareil moment, son inspiration ne lui fait défaut. On se souvient de cette ravissante fantaisie du *Sultan Misapouf* dans *l'Ambassadrice :* pour l'esprit, la verve et l'élégance, l'air de Zerlina, au dénoument de *la Sirène,* ne le cède en rien à la cavatine d'Henriette. C'est une imagination délicieuse, un caprice plein de goût et de délicatesse, et qui, merveilleusement exécuté en ses mille nuances par Mlle Lavoye, couronne l'œuvre comme le bouquet d'un feu d'artifice. A peu de chose près, il n'y a qu'à louer dans la partition nouvelle de M. Auber. Les préludes de la sirène, qu'on entend sans la voir pendant tout le premier acte, sont d'une fraîcheur et d'une grace exquises. Vous ne trouveriez rien dans *le Lac des Fées* de plus vaporeux, de plus aérien que ces légers sons jetés par Zerlina aux échos de la montagne, et qui reviennent si heureusement après chaque strophe de la ballade chantée sur la scène. Je citerai encore cet adorable motif de valse dans l'ouverture, l'une des meilleures sans contredit que M. Auber ait écrites, un quatuor fort habilement disposé, et surtout la première phrase

du joli duo entre Marco Tempesta et sa sœur, au second acte. Que de finesse et de séduction mélodieuse dans ce motif dialogué! Il y avait au second acte de *Lestocq* un petit duo de ce genre, qui, dès les premières mesures, éveillait dans la salle ce frémissement de plaisir, avant-coureur ordinaire des applaudissemens. Pourtant la phrase de *Lestocq*, plus coquette peut-être, n'avait pas cette douce émotion qui vous charme tant ici, et je n'hésiterais point, s'il me fallait opter entre ces deux bijoux, à me décider pour celui qui brille dans *la Sirène*. Où M. Auber va-t-il donc puiser tant de merveilles? Quelle est cette mine orientale qui, de *la Bergère Châtelaine* et d'*Emma* à *la Part du Diable* et à *la Sirène*, lui fournit incessamment de nouveaux trésors. J'ai toujours eu du goût pour la musique de M. Auber, j'ai toujours beaucoup aimé cette vive imagination qui sait se dépenser avec simplicité, avec grace, et rester modeste à une époque où le premier barbouilleur de symphonies se croit en droit de prendre des airs de Beethoven et de réglementer en législateur du Parnasse un art dont il ignore les plus simples lois; mais j'avoue que, depuis que M. Auber est directeur du Conservatoire, ma sympathie pour lui tient de l'admiration. En effet, continuer à n'être qu'amusant, lorsqu'on pourrait, à si peu de frais, être sublime, composer des opéras comiques lorsqu'on pourrait n'écrire que des messes, divertir son époque à force de talent, de jeunesse et de verve, lorsque rien ne vous empêcherait de l'assommer de contrepoint et de science, c'est là, ou je me trompe fort, un paradoxe des plus aimables, le paradoxe d'un homme d'esprit par excellence, et M. Auber l'est même en dehors de sa musique.

Nous voudrions cependant bien trouver enfin à l'Opéra quelque succès à constater : personne plus que nous ne souhaiterait d'avoir à louer une bonne fois quelque ouvrage, ballet ou partition, capable de rendre ce malheureux théâtre à ses glorieuses destinées; pourtant que faire en présence de ce qui se passe? Est-ce notre faute si l'administration persiste à s'engager de plus en plus dans une voie funeste, et si le caprice de Mme Stoltz semble être désormais l'unique loi dont on s'inspire? L'illustre virtuose de la rue Lepelletier aurait pourtant de quoi se montrer moins exigeante en ses fantasques ambitions. Dieu merci, on lui a fait la part assez large. Depuis quatre ans, combien de rôles écrits pour elle! Nous l'avons vue en reine de Chypre, en favorite du roi d'Espagne, en sultane, en villageoise animée du souffle prophétique et jouant à la Jeanne d'Arc; tant de richesses ne suffisaient pas, un rôle de garçon manquait à son répertoire, il fallait à l'impérieuse prima donna un travestissement fait à sa jolie taille. A tout prendre, elle avait bien eu déjà l'Ascanio du *Benvenuto Cellini* de M. Berlioz; mais comment songer à exhumer de la poussière cette singulière partition, si outrageusement conspuée aux jours anciens? Mieux valait encore inventer du nouveau, d'autant plus qu'on pouvait s'en tirer à peu de frais, ainsi que les auteurs du *Lazzarone* semblent avoir pris à tâche de nous le démontrer. Raconter dans ses détails ce proverbe en action, franchement

on ne le saurait. L'auteur choisit pour motif cet axiome du fabuliste, que la fortune vient en dormant, et il poursuit sa thèse à travers toute sorte de combinaisons qui, pour la nouveauté, rappellent assez bien l'ancienne comédie de la foire. Un vieux tuteur prévaricateur, Cassandre si vous voulez, après s'être emparé des biens de sa pupille, imagine de la faire passer pour morte. Heureusement Colombine porte à son cou cette fameuse croix d'or qui, de Jodelle à M. Bayard, a servi à tant de dénouemens de drames et de tragédies, d'opéras comiques et de ballets. Un charlatan improvisateur, à qui un malade révèle la chose *in articulo mortis*, se met en quête de l'enfant abandonné, le retrouve et finit par l'enrichir aux dépens du vieil avare, et même aux siens, car, en recouvrant sa fortune, Colombine n'a rien de plus pressé que d'aller la déposer au coin de la borne où dort au soleil son lazzarone.

On dira que tout ceci ne brille point par l'invention, que ces personnages entrent et sortent, vont et viennent, sans qu'on s'explique trop pourquoi, qu'il règne sur cette action, du commencement à la fin, une monotonie, un décousu, dont on ne se fait pas d'idée; mais Mme Stoltz a la jambe si fine, et si svelte l'encolure! l'habile cantatrice est si parfaitement bien sous son double costume de Mazaniello et de dragon napolitain! car il faut qu'on sache que Beppo, dans un mouvement de désespoir amoureux, s'engage un peu à l'exemple de ce paysan du *Philtre,* et reparaît bientôt, casque en tête, sabre traînant, et de plus entre deux vins, pour ne pas mentir au précepte de Figaro. De bonne foi, peut-on en demander davantage? Un opéra où Mme Stoltz mange du macaroni sur la scène, danse un pas au second acte, et quitte le caleçon du lazzarone pour la culotte de peau d'un dragon de la garde en goguette, un pareil opéra n'est-il point la perfection du genre? J'ai dit que Mme Stoltz dansait, oui, une vraie saltarelle, les jambes en avant, le corps renversé en arrière, avec accompagnement de castagnettes, et, l'avouerons-nous aussi? de sifflets; car le public, ennuyé à la longue de toutes ces minauderies d'enfant gâté, a fini par perdre patience, et peu s'en est fallu que la représentation, déjà fort compromise, ne subît à ce moment un échec des plus graves. Où veut-on en venir avec un semblable système? Il y avait dans les traditions du vieil Opéra-Comique certains jours consacrés aux travestissemens, espèces de saturnales où les femmes remplissaient les rôles d'hommes dans les pièces du répertoire; vous trouverez encore à l'orchestre de Favart d'honnêtes amateurs, dilettanti retardataires, qui vous parleront sérieusement des *Maris Garçons* et des *Rendez-Vous bourgeois*, représentés de la sorte il y a quelque cinquante ans. Veut-on par hasard introduire à l'Académie royale de Musique ces habitudes de carnaval, qu'on laisse ainsi la confusion se mettre dans les genres, et les cantatrices empiéter sur le terrain des danseuses? De semblables spéculations indiquent plus qu'on ne croit la décadence d'un théâtre. Quand vous aurez fait danser une cantatrice ou chanter une danseuse, en admettant que la tentative réussisse, où vous mènera-t-elle? La curiosité d'un public désœuvré, un moment

excitée par ces stimulans d'un goût pour le moins équivoque, ne se maintient guère, et tôt ou tard il faut en revenir à l'exploitation normale de son répertoire. Une institution telle que l'Académie royale de Musique a sa force dans la valeur des œuvres qu'elle représente, dans le mérite des chanteurs qui les exécutent, et, lorsqu'elle se trouve sérieusement menacée de ce côté, ce n'est point par des expédiens dignes d'une troupe foraine qu'on la raffermit et qu'on la sauve. Dans tout ceci, le plus à plaindre, c'est M. Halévy, et je crains bien qu'il ne voie se renouveler à cette occasion sa mésaventure du *Drapier*. M. Halévy a tort de persister à vouloir écrire des opéras en deux actes; cette forme leste et rapide du *Comte Ory*, du *Philtre*, exige, de la part de celui qui la traite, des conditions de verve, de facilité, d'entrain, que l'auteur de *la Juive* ne possédera jamais, quoi qu'il fasse. Ces qualités académiques qui font partout ailleurs la meilleure partie du talent de M. Halévy, ne peuvent se développer dans un cadre qui n'admet point les grandes combinaisons du drame, ou, si elles se développent, c'est en dépit du sujet, comme il arrive dans la plupart des morceaux du *Lazzarone*. Cependant, dira-t-on, M. Halévy a écrit *l'Éclair;* oui, sans doute, et *l'Éclair* lui-même, qu'est-ce autre chose qu'un délicieux travail de marqueterie, qu'une œuvre exquise de patience et de goût? On a pu s'y tromper; toutefois le mérite de cette partition relève incontestablement des habitudes ordinaires de son auteur, qui s'était plu, en cette occasion, à réduire sa manière à des proportions exclusivement ingénieuses. Or, quand il écrit pour l'Académie royale de Musique, soit qu'il se trouve moins bien inspiré par son sujet, soit qu'il pense, avec quelque raison, qu'en cette vaste salle les moyens d'opéra comique échoueraient, M. Halévy adopte un style pompeux que rien ne motive, une phraséologie déclamatoire de l'effet le plus fatigant. On aurait tort néanmoins de conclure de là que tout mérite manque en cette œuvre. Il y a dans *le Lazzarone* plus d'un morceau de choix, et qui peut-être ailleurs, mieux disposé, plus adroitement mis en lumière, eût fait fortune : je citerai, entre autres, un charmant trio au premier acte; mais, je le répète, la monotonie de l'ensemble tue les détails, et telle intention heureuse, tel trait surpris au passage vous amène à regretter d'autant plus les conditions du genre où le musicien se complaît, lequel genre, s'il fallait l'appeler par son nom, ne serait, je le crains bien, que le genre ennuyeux.

C'en est fait de la saison musicale : les Italiens nous ont chanté leurs adieux cette semaine sur les plus éloquentes inspirations de Rossini et de Bellini; les concerts diminuent, les jours grandissent, voici le printemps. Aussi bien il fallait en finir, sous peine d'avoir à prendre en dégoût le plus séduisant, le plus aimable et le plus recherché des beaux arts. Depuis tantôt deux mois, c'était à ne pas s'y reconnaître au milieu de cette averse de matinées et de soirées musicales. Singulière manie d'accumuler ainsi tous les concerts à l'extrémité de la saison! On laisse passer l'hiver sans souffler mot, puis tout à coup, au premier rayon de soleil, l'invasion commence, et vous diriez ce fantastique dégel de notes dont parle Rabelais. Mentionnons en pas-

sant le concert de M. Hallé, pianiste d'un grand style, organisation studieuse et réfléchie, avec laquelle on a toujours à profiter. Chaque fois que M. Hallé s'assied au piano, vous pouvez être sûr d'avance que c'est sous l'invocation des maîtres, de Beethoven surtout, dont il a mieux que personne pénétré l'esprit. N'oublions pas non plus la matinée de Doehler et la ravissante fantaisie composée par lui sur des motifs de *Saffo*. Il y a chez Doehler une corde amoureuse, chantante, qui n'est pas du Nord. Je ne sais, mais sa manière m'a rappelé Bellini; après cela, peut-être aussi faut-il attribuer cette impression au caractère tout italien du morceau qu'il exécutait. N'importe, entre Listz et Thalberg, c'est la plus mélodieuse nuance que je connaisse.

Voilà pour les concerts publics; quant aux concerts *priés*, tous les honneurs de la saison reviennent sans contredit à la soirée musicale donnée le 22 par Mme la comtesse Merlin. En tout autre lieu que cet hôtel de la rue de Bondy, où la *Norma* fut essayée pour la première fois, et dont toutes les gloires musicales contemporaines connaissent le gracieux salon, nous en citerions plus d'un qui se serait effrayé du programme. En effet, il ne s'agissait de rien moins que du finale de la *Beatrice di Tenda* pour terminer la première partie, et du *Stabat* de Rossini pour la seconde. Nous ne parlerons pas des duos et des cavatines, qui partout ailleurs auraient suffi aux plaisirs d'une soirée de choix, mais dont l'intérêt devait ici naturellement s'effacer devant la mise en scène d'une des plus belles compositions de Bellini, encore inédite parmi nous. Le finale de *Beatrice di Tenda*, large d'étoffe, riche de broderies, d'un pathétique et d'un mouvement admirables, se classe parmi les chefs-d'œuvre de l'auteur de *la Straniera*, de *Norma* et des *Puritains*. Il y a même là je ne sais quel air de jeunesse, quelle fraîcheur native qui, chez un maître exclusivement mélodiste, décore la première inspiration, et que vous chercheriez peut-être vainement ailleurs. Depuis, Bellini a mieux fait. Pour la grandeur du style et la puissance de l'émotion, le finale de la *Norma* l'emporte de beaucoup sans doute sur le morceau dont nous parlons, mais je doute que cette voix si mélancolique et si tendre ait jamais trouvé d'accent plus naturellement poétique, d'expression plus franche et plus spontanée. Beaucoup de gens ont cru découvrir le chant du cygne dans le caractère dominant de la musique des *Puritains*. A ce compte, je dirai qu'il y a du premier amour dans la *Beatrice*. Parlerons-nous maintenant de l'explosion d'enthousiasme produite par ce morceau? Salvi chantait la partie du ténor, Ronconi celle du bariton, et Mme Merlin s'était chargée de la partie du soprano qu'elle a dite avec une verve, une *anima*, un prestige d'exécution vraiment dignes d'une grande cantatrice. Je laisse à penser quel ensemble devait résulter, dans un salon, d'un pareil trio soutenu par des chœurs composés de voix jeunes et vaillantes, accoutumées pour la plupart à briller au premier rang, et qui voulaient bien, en faveur de la solennité, consentir, ce soir-là, à s'éclipser au second. J'allais oublier la dernière scène de *Torquato Tasso*, où Ronconi s'est élevé à des effets de la plus dramatique, de la plus foudroyante inspiration. Des difficultés

indépendantes de la volonté du chanteur avaient empêché cet hiver la mise en scène au Théâtre-Italien de l'ouvrage de Donizetti, et ce n'a pas été un des moindres avantages de cette soirée, intéressante à tant de titres, de nous montrer Ronconi dans une scène que l'Italie entière proclame la plus belle de son répertoire. Citons encore, pour effleurer le détail, une très brillante cavatine d'Alary, merveilleusement enlevée (c'est le mot) par Mme la comtesse Merlin.

Ce concert fera époque, et nous ne pensons pas nous compromettre en avançant qu'il n'y a qu'une maison à Paris où l'on puisse entendre de semblable musique. On croit trop généralement dans le monde que la bonne musique est un de ces luxes faciles à se procurer. Assurément rien n'est plus facile que d'*avoir* chez soi des chanteurs illustres et des virtuoses en renom : pour peu qu'on veuille jeter l'or et s'en donner la peine, on aura vite un programme où brilleront les noms les mieux recommandés; mais franchement cela peut-il s'appeler faire de la musique? Oui peut-être pour un public d'Anglais, non s'il s'agit d'un auditoire éprouvé et qui se pique de dilettantisme. Là encore, comme dans les plus simples choses de la vie, il y a le secret de bien faire, le goût, l'art si l'on veut. Ces chanteurs qui figuraient au concert de Mme Merlin, on les a rencontrés partout dans le monde cet hiver, mais toujours plus ou moins égaux à eux-mêmes, et sans qu'on songeât à distinguer leur inspiration d'aujourd'hui de celle d'hier. Comment nier l'influence de certains lieux privilégiés? Ce salon où la Malibran et la Sontag ont chanté pour la première fois ensemble l'immortel duo de *Tancredi*, ce salon où Rossini et Bellini ont passé, renferme des souvenirs irrésistibles. L'enthousiasme du chanteur grandit au sein de cette atmosphère musicale; il sent d'avance qu'il sera compris, qu'il aura, pour l'apprécier et pour l'entraîner au besoin, une ame intelligente, prompte à saisir au vol chaque intention, chaque nuance, chaque trait, et sachant mieux que personne communiquer à tous l'étincelle électrique de ses impressions. De là cet ensemble parfait, cette communauté sympathique entre l'auditoire et les exécutans. Partout ailleurs le chanteur ne donne que sa voix, là il livre son ame. De pareils concerts, s'ils pouvaient se renouveler souvent, exerceraient une influence dont l'art musical n'aurait qu'à se féliciter. En épurant le goût, en habituant l'oreille des gens du monde à des beautés d'un ordre supérieur, on rendrait à la longue impossibles ces programmes dérisoires qui menacent d'envahir tous les salons. La musique ainsi comprise, ainsi exécutée, en élevant les sensations des uns, décourage le faux dilettantisme des autres. Le moyen en effet, au sortir d'une fête musicale de ce genre, d'inviter les gens à venir entendre chez soi Mlle Puget ou M. Meccati!

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 mars 1844.

Nous laissions pressentir qu'il ne s'engagerait aucun débat sérieux à l'occasion des fonds secrets, et nos prévisions n'ont point été trompées. Une discussion politique ne saurait s'élever sans qu'il y ait un terrain pour le combat, et sans que les partis soient bien décidés à l'accepter. Or, aucun fait nouveau ne s'était produit depuis le vote de confiance provoqué par l'amendement de l'honorable M. Ducos, à l'occasion de Taïti, et l'on ne pouvait raisonnablement supposer que la majorité, qui, pour ne pas renverser le cabinet, venait de faire violence à ses propres sentimens sur une question nationale, le ferait tomber quinze jours après sur une allocation de fonds secrets.

Le débat ne pouvait donc porter que sur des redites et semblait appartenir de plein droit à toutes les excentricités parlementaires. Les honorables membres placés en dehors des grandes divisions constitutionnelles de la chambre s'étaient maintenus, depuis l'ouverture de la session, dans une réserve dont il semblait juste de leur tenir compte en leur abandonnant la tribune.

M. Ledru-Rollin y a porté des paroles hardies sans doute, mais dont l'audace aurait exigé une chaleur plus vraie et une plus grande nouveauté d'aperçus. Révéler à la France l'existence d'un pouvoir permanent qui poursuit ses plans et ses projets en dehors des vicissitudes ministérielles, c'est ne lui rien apprendre qu'elle ne sache parfaitement. Ce fait n'échappe pas plus à sa sagacité qu'à celle de l'Europe; mais, en lui-même, il n'offre rien de contraire aux saines doctrines parlementaires, du moment où l'action du

pouvoir irresponsable est toujours couverte par celle de son cabinet, et où la majorité législative consacre par son adhésion spontanée un système dont elle devient l'instrument régulier.

On peut envisager cette politique sous des aspects fort différens : les uns peuvent en admirer les inspirations et penser qu'elle correspond à tous les besoins de la France, les autres peuvent croire qu'elle se concentre dans un point de vue exclusif, et qu'elle ne domine le présent qu'en compromettant l'avenir; mais nul n'est autorisé à la dénoncer comme une violation des principes de la constitution de l'état. Jamais la majorité n'a manqué à cette politique au sein du parlement; elle ne lui a pas manqué davantage au sein du corps électoral, et aucune manifestation émanée de la royauté n'a laissé soupçonner, chez celle-ci, l'intention de résister à la volonté de la France légalement manifestée. Le but du gouvernement représentatif n'est pas d'anéantir l'influence légitime de la couronne, lorsque la royauté est en mesure d'en exercer : ce qu'il se propose, c'est d'organiser la monarchie pour toutes les éventualités, même pour celles qui amèneraient des princes sans aucune valeur personnelle. Les reproches qui atteignent la royauté française depuis 1830 n'ont pas été épargnés à Guillaume d'Orange, non plus qu'aux deux premiers souverains de la maison de Hanovre. On les a fréquemment accusés de sacrifier les intérêts nationaux de l'Angleterre à des préoccupations dynastiques, en s'appuyant, pour faire prévaloir leurs intérêts de famille, sur des majorités corrompues. Ce sont là des reproches d'une nature toute différente de ceux qu'on adressait à Charles Ier et à Jacques II : ces reproches ne portent point sur la violation des lois fondamentales et le mépris des prérogatives constitutionnelles du parlement; ils ne constatent rien autre chose que l'opposition d'un système à un autre.

Que M. Ledru-Rollin et le parti qu'il représente attaquent donc la politique qui prévaut depuis 1830 comme mauvaise et comme insuffisante, c'est leur droit, peut-être est-ce leur devoir; mais venir prétendre, en face d'une chambre librement associée à toutes les phases de cette politique, que celle-ci fonctionne par des influences irrégulières et des procédés inconstitutionnels, c'est là ce qui n'est pas moins contraire aux convenances qu'à la vérité.

En écoutant M. de Lamartine après M. Ledru-Rollin, la chambre n'a pas été sans quelque appréhension de voir s'agrandir encore le débat peu parlementaire ouvert par ce dernier. Depuis un an, l'illustre orateur paraissait résolu à quitter le terrain que les partis se complaisent à nommer celui des fictions légales, et à attaquer à sa source même la pensée qui dirige les destinées du pays. Ce discours était annoncé comme l'œuvre capitale du grand poète; c'était, disait-on, le résumé de ses méditations, le programme complet de toute sa vie politique. Toutes les prévisions ont été trompées, car, après avoir lu ce discours, il est un peu plus difficile qu'auparavant de déterminer d'une manière précise la situation parlementaire de l'orateur. Ses vues rétrospectives sur les grandes transactions diplomatiques de ces

dernières années ont paru manquer d'à-propos, de quelque éclat qu'il ait su les colorer. Le moment n'est pas venu de juger l'œuvre du 29 octobre avec l'impartialité froide et le dégagement d'esprit de l'historien; ce rôle d'ailleurs réussit peu à la tribune, et l'attitude de l'orateur pendant le cours de la session dernière y avait peu préparé la chambre et le public.

Les hommes qui ont suivi de près les débats des affaires étrangères se rappellent sans doute que M. de Lamartine, à l'origine de la question d'Orient, avait énoncé des vues en désaccord avec celles qui prévalurent à cette époque; ils n'ont pas oublié qu'il était fort opposé à l'établissement égyptien, et qu'il avait conçu, relativement à la Syrie, des projets d'intervention directe d'une réalisation impossible, du moment où la France subordonnait son action à celle des autres puissances, et où la doctrine du concert européen était solennellement proclamée. Quelle que pût être d'ailleurs la valeur de ces projets mêmes, il est évident qu'ils ne sont pas de nature à prévaloir contre les faits accomplis, et qu'ils ne sauraient surtout servir de base à une agression contre le cabinet, auquel on peut à coup sûr imputer des torts beaucoup plus sérieux que celui de ne pas s'être engagé dans une voie où il n'aurait été suivi par personne.

On doit en dire autant du programme de politique intérieure que M. de Lamartine aurait souhaité voir proclamer par le cabinet auquel il a prêté un concours de deux années. La révision des lois de septembre, la réforme électorale, l'indemnité aux députés, ce sont là autant d'idées incompatibles avec l'existence d'un cabinet conservateur constitué d'après les bases sur lesquelles s'est élevée l'administration actuelle. A chacun son œuvre, à chacun ses principes, à chacun sa responsabilité. Lorsqu'après la chute du 1er mars, M. de Lamartine appuyait avec une si grande chaleur la politique de M. Guizot, il n'attendait pas sans doute de ce ministre l'application des idées dont il a commencé, l'année dernière, la propagation si éclatante et si soudaine. Il est licite de vouloir substituer une politique à une autre, mais il ne faut jamais accuser un gouvernement pour n'avoir pas adopté des doctrines diamétralement contraires à celles qu'il représente et par lesquelles il existe.

Chaque jour fait déplorer davantage les évolutions de l'homme éminent qui semble avoir pris à tâche de dérouter toutes les conjectures par la mobilité de sa physionomie parlementaire. Appelé par ses antécédens et tous les instincts de sa noble nature à représenter l'opinion gouvernementale dans ses tendances les plus hautes et les plus pures, M. de Lamartine, en se maintenant dans cette ligne, aurait rendu à cette opinion un service signalé; il eût été son interprète à la tribune et son ministre dans les conseils de la couronne; il était en mesure de tenter avec des chances de succès l'association des idées conservatrices et progressives, qui seraient à la fois l'honneur et la sécurité de la France et de son gouvernement. Alors qu'il eût pu suffire à ce rôle, ce rôle ne lui a pas suffi à lui-même, et après une campagne de quatre années, faite sous le drapeau du 15 avril, du 12 mai et du 29 oc-

tobre, on l'a vu tout à coup replier sa tente pour se diriger vers les horizons brumeux de la démocratie humanitaire.

Quelque vague que fût cette situation nouvelle, elle offrait cependant un côté formidable. M. de Lamartine, portant au parti démocratique l'autorité de son caractère et la puissance de son talent, était à la fois une menace pour le pouvoir et une sorte de garantie pour l'ordre social dans les chances incertaines de l'avenir. Si on pouvait blâmer sa résolution, il était impossible d'en méconnaître l'audacieuse grandeur. S'étant volontairement rendu impossible dans toutes les combinaisons de l'état politique normal, il se présentait dans un lointain obscur comme une ancre dans la tempête et peut-être dans le naufrage. Si cette attitude n'était pas celle d'un homme d'état, elle allait du moins au poète, et lord Byron eût applaudi M. de Lamartine, lorsque tous ses amis politiques le condamnaient. A en juger par divers symptômes, l'honorable député paraît déjà las de ce rôle; il s'isole, assure-t-on, des liaisons et des amitiés nouvelles où il s'était d'abord si vivement engagé. Son attitude depuis l'ouverture de cette session ferait croire que ses illusions ont vite disparu au contact des hommes et des choses. C'est ainsi que la droiture de ses instincts et l'élévation même de son caractère sont devenus un obstacle insurmontable à cette importance politique qui ne se fonde qu'à force de persévérance dans une direction déterminée. Quoi qu'il en soit, le dernier discours de M. de Lamartine écarte l'idée qu'il puisse devenir désormais le chef d'une portion notable de la gauche, et laisse planer une grande incertitude sur la place que pourra prendre à l'avenir l'illustre orateur.

Une seule question était en réalité à l'ordre du jour dans le débat des fonds secrets, car seule elle préoccupait vivement la chambre, et elle était restée jusqu'alors sans solution. Aussi a-t-on écouté, avec un intérêt qu'on ne lui accorde pas toujours, M. Isambert venant dresser à la tribune le bilan de la situation religieuse et l'acte d'accusation du clergé. Si le débat des fonds secrets avait été retardé de quelques jours, l'honorable membre aurait pu y joindre un acte beaucoup plus sérieux que les faits nombreux énumérés par lui. Que sont les banalités déclamatoires de quelques lettres épiscopales, adressées, au mépris de toutes les convenances, à un ecclésiastique condamné par le jury, auprès de la réponse de M. l'archevêque de Paris à M. le garde-des-sceaux? Ici, la forme ne manque sans doute ni de mesure ni de convenance; mais le prélat manifeste d'une manière non équivoque l'intention de protester contre plusieurs articles organiques de la loi du 18 germinal an x, qui, aux yeux de l'autorité civile, a seule déterminé jusqu'à ce jour les rapports administratifs de l'église et de l'état, rapports qui n'ont été réglés qu'au point de vue spirituel par le concordat de 1801. Cette prétention a une singulière portée, et, lorsqu'elle émane d'un prélat aussi modéré que M. l'archevêque de Paris, elle constate au sein du clergé français un travail profond dont on ne saurait mesurer encore les conséquences der-

nières. En se lançant avec l'autorité de ses précédens et l'ardeur de ses plus vieilles convictions dans un débat auquel la chambre voulait conserver tout son calme, quelque émotion qui la dominât, M. Dupin a retrouvé les inspirations les plus jeunes de son énergique talent. Rarement une assemblée fut impressionnée d'une manière aussi vive, et jamais orateur ne fut en communion plus étroite avec son auditoire. Ce discours est l'un des évènemens de la session, et les applaudissemens de la chambre ont paru ébranler un instant le fauteuil même de M. Sauzet. Nous ne méconnaissons pas ce qu'il y a de grave et de spécieux dans la réponse de M. de Carné : nous croyons que le vieux droit parlementaire ne saurait suffire pour régler, sous l'empire de la charte de 1830, une situation fondée sur des principes différens, et nous ne sommes pas de ceux qui aspirent à appliquer à la société nouvelle les règles qui prévalaient à une époque où le clergé formait un corps politique dans l'état, et où celui-ci était légalement catholique; mais quelles seront les bases de l'ordre nouveau? jusqu'à quel point le clergé est-il disposé à accepter le droit commun avec ses charges non moins qu'avec ses bénéfices, et à renoncer, pour gage des libertés qu'il réclame, à des avantages qu'il a paru jusqu'ici estimer à si haut prix? C'est ce que l'honorable orateur n'a pas dit, et c'était sur ce point cependant qu'il aurait fallu appeler l'attention de la chambre et du pays.

La situation de M. Martin du Nord était des plus délicates pendant le cours de ce débat, et elle est devenue plus difficile encore depuis la publication de la réponse de M. l'archevêque de Paris. Le prélat constate que la signature collective du *Mémoire au roi* n'avait été, de la part du ministre des cultes, l'objet d'aucune observation, et insinue avec une grande dextérité de langage que ces tardifs scrupules de légalité ont eu leur source dans des embarras de position ministérielle. On dit M. le garde-des-sceaux fort affecté, et le bruit de sa retraite, répandu depuis long-temps, a pris une grande consistance. Une modification partielle aurait lieu après la session, et permettrait à M. le ministre des affaires étrangères d'appeler à l'important ministère de la justice et des cultes un de ses amis personnels. Ce portefeuille serait réservé à M. Dumon. Les conjectures les moins concordantes se produisent relativement au choix du successeur de M. le ministre des travaux publics, mais elles ne sont pas assez sérieuses pour nous occuper. Parmi ces conjectures, il en est une pourtant qui doit être mentionnée, parce qu'elle est un symptôme de la situation incertaine de quelques hommes politiques. On dit que M. Dufaure pourrait bien consentir à reprendre un département où il a laissé d'honorables souvenirs. On explique ainsi la réserve de l'ancien ministre du 12 mai. M. Passy envoyé à la chambre des pairs, M. Dufaure amnistié par M. Guizot, telle serait la fin d'un parti qui, l'année dernière, à la tête de ses quinze voix, aspirait encore à conquérir le pouvoir et à dispenser souverainement les portefeuilles! Nous ne croyons pas ces bruits fondés, et peut-être M. Dufaure les considère-t-il comme injurieux pour son

caractère politique; mais telles sont les susceptibilités de l'opinion et les périls de la vie parlementaire, qu'on s'y compromet aussi souvent par son silence que par ses paroles.

Les succès du ministère ont été interrompus par un échec qui n'est pas sans gravité, sur la disposition principale de la loi du recrutement. On peut dire de cet échec, ce qui est vrai de beaucoup d'autres, qu'il a été gratuitement cherché. Rien, en effet, de moins nécessaire qu'une loi générale sur cette matière, lorsqu'on était décidé à n'y introduire aucun principe nouveau. La loi du 21 mars 1832 est déjà consacrée par un usage décennal. Les dispositions de cette loi sont connues du pays et entrées dans les mœurs; on rend pleine justice à l'autorité mixte chargée de l'appliquer dans nos départemens. Pourquoi dès-lors la soumettre à un débat contradictoire et à une refonte qui ne font qu'en affaiblir beaucoup la puissance morale?

On l'aurait compris, s'il s'était agi de renforcer d'une manière sensible la constitution de l'armée, en fondant la réserve sur des bases plus larges. Telle avait été la pensée de M. le ministre de la guerre, pensée que la chambre aurait probablement accueillie, s'il avait cru devoir y persister; mais on l'a vu retirer successivement et l'idée d'une réserve militairement organisée, et celle du passage sous le drapeau de la totalité du contingent. Dès-lors comment la chambre aurait-elle pu justifier à ses propres yeux et aux yeux des populations elles-mêmes l'énorme aggravation proposée dans la durée du service? Une telle surcharge imposée aux citoyens ne pouvait être légitimée que par de hautes considérations d'intérêt général. Or, après le rejet de l'amendement de la commission, qui, en stipulant l'appel intégral des 80,000 hommes, tendait à généraliser les habitudes militaires, aucun motif n'existait plus pour porter à huit années la période d'un service qui, sous l'empire de la loi de 1832, n'excède pas six ans et demi. C'est ce qu'a pensé la chambre avec justice, et l'influence du cabinet, qui s'est exercée d'une manière très vive, a pu seule réduire à quelques voix une majorité qui semblait plus considérable.

Une partie seule de la loi nouvelle aura une importance véritable; elle eût pu former une loi spéciale sur les conditions du remplacement, et ce mode de procéder aurait évité au gouvernement l'inconvénient de remettre en question des faits et des principes consacrés. Le remplacement est une nécessité des sociétés modernes : en vain quelques esprits dogmatiques le condamnent-ils comme une atteinte à l'égalité, comme un privilége accordé à l'opulence au détriment des classes laborieuses. Ainsi que l'a fait observer à la chambre l'honorable rapporteur, l'état des mœurs et l'intérêt véritable du pays protestent contre de telles attaques. Dans une société livrée aux soins de l'industrie, et où chacun est obligé de se créer laborieusement sa place au prix de veilles incessantes, il est impossible d'arracher à la jeunesse qui se prépare aux professions libérales les plus belles et les plus fécondes années de la vie. Il ne suffit pas au rôle actif que la France joue dans le monde que sa

population ait, comme celle de la Prusse, passé tout entière quelques mois sous le drapeau : il lui faut une armée fortement organisée, toujours active et disponible; il lui faut un corps puissant et nombreux qui, sans être, par son esprit politique, distinct de la nation, ait pourtant des mœurs et des habitudes spéciales, et dont les membres confient leur avenir et leur fortune à la carrière des armes, comme d'autres aux professions civiles et aux spéculations industrielles.

Le remplacement devient, sous un pareil régime, une nécessité manifeste, et la seule mission du pouvoir est d'en moraliser les conditions. Les comptes-rendus de la justice militaire constatent que, parmi les jeunes soldats, la proportion est d'un prévenu sur quatre-vingts, et d'un condamné sur cent trente-deux, tandis qu'elle s'élève pour les remplaçans à un prévenu sur quarante-quatre et à un condamné sur soixante-deux. Cette proportion de près du double est beaucoup plus élevée encore en ce qui se rapporte aux peines disciplinaires, d'après les livres de punition des diverses armes de l'armée.

Le projet de loi introduit des garanties nouvelles dans le double intérêt de l'ordre public et du remplacement même. Les certificats de bonne conduite délivrés par les maires devront être désormais accompagnés d'une attestation confirmative émanée des sous-préfets, les actes de remplacement seront passés par devant notaires, et la somme convenue devra être déposée dans une caisse publique, selon les formes qui seront ultérieurement déterminées par un règlement d'administration. Enfin des dispositions heureusement combinées provoquent et favorisent les remplacemens au corps. Ce sont là des améliorations véritables qui auraient frappé davantage l'opinion publique, si l'on n'avait eu le tort de les noyer au milieu de dispositions générales. La même chose avait eu lieu pour la loi sur la chasse, dont quatre articles seuls avaient de l'importance et comblaient une lacune. Puisse ce double exemple détourner les administrations publiques de ce besoin de codifier, qui est une des tentations les plus dangereuses de notre temps, avec des chambres constituées comme le sont les nôtres!

Les propositions individuelles abondent, quoiqu'elles aient été rarement converties en résolutions législatives depuis que le droit d'initiative a été attribué aux membres du parlement. La chambre a craint, en accueillant la proposition de M. Monier de la Sizerane, relative à la réduction du *quorum* au chiffre de cent membres, d'encourager ces habitudes de relâchement dans les devoirs de la vie publique dont chaque session atteste le progrès; elle n'a pas voulu légaliser une négligence qu'elle conserve le droit de blâmer, sans avoir la puissance de l'atteindre. — En présence des faits qui se passent en Belgique, en Angleterre et jusque dans le royaume de Naples, il était impossible de repousser la lecture d'une proposition sur le droit de conversion de la rente 5 pour 100. Conformément à la doctrine qui a prévalu jusqu'à ce jour, les ministres ont unanimement déclaré qu'ils reconnaîtraient le principe en combattant l'opportunité. Dans la situation

actuelle du crédit, et au taux où est parvenue cette valeur, l'opération se réduirait à la réduction pure et simple d'un 1/2 pour 100 d'intérêt, car personne ne songerait évidemment à réclamer le remboursement d'un fonds qui, même sous le coup de l'opération, se maintiendrait fort au-dessus du pair. Les difficultés financières ne seraient donc pas sérieuses, et chacun sait que les obstacles sont tout politiques. Il est plus que douteux que la chambre ait à la fois la volonté et l'énergie nécessaires pour les lever.

La discussion sur la prise en considération de la proposition de M. Chapuis-Montlaville, pour la suppression du timbre, n'a pas encore eu lieu. Il est à désirer que la chambre s'y prépare, et mesure la haute importance de la question qu'elle est appelée à résoudre.

Aucun bon esprit ne saurait contester que la constitution de la presse périodique en France la place en quelque sorte en dehors du droit commun. Qu'est-ce qu'une propriété contrainte de payer au fisc la moitié de son revenu brut? Quelles chances d'utile développement peuvent être réservées à une pareille industrie? La force des choses ne la concentrera-t-elle pas tôt ou tard dans les mains de quelques capitalistes assez puissans pour s'en assurer le monopole par des avances considérables? Un journal peut-il se fonder aujourd'hui sans s'exposer à dévorer son capital et sans avoir la presque certitude de ruiner ses actionnaires? Cette perspective, nous ne le voyons que trop, n'arrête ni les fondations nouvelles ni les désastres inévitables : il y aura dans tous les temps des charlatans et des dupes, et, grace à Dieu, il est aussi parfois des dévouemens désintéressés qui ne reculent pas devant une telle perspective; mais est-ce donc là une situation bien morale à imposer à la plus haute de toutes les entreprises? Est-ce là une position normale dans un pays de liberté et d'égalité? Y a-t-il pour un gouvernement un avantage quelconque à constituer au profit de quelques spéculateurs une presse de monopole, instrument redoutable dans la main des partis, puissance non moins exigeante lorsque les pouvoirs réguliers sont contraints de traiter avec elle?

Comment nier, à la vue de ce qui se passe et devant les aveux même des intéressés, que l'industrie des annonces ne soit désormais l'élément indispensable et le principal produit de toute la presse quotidienne? On dit, il est vrai, que rien n'est plus naturel qu'une telle association, et que, si l'annonce va chercher la grande publicité, c'est que cette publicité elle-même a été préalablement acquise et méritée par la valeur intellectuelle de la rédaction. Dans ce système, l'annonce est une sorte de prix d'honneur, voire même de prix Monthyon, décerné aux plus habiles et aux plus vertueux. Sans prétendre enlever sur ce point sa propre admiration à qui que ce soit, comment ne voit-on pas que chaque jour la rédaction elle-même fléchit sous l'influence de l'industrie, et que la pensée tend à se retirer de plus en plus devant les envahissemens successifs de la réclame? Celle-ci domine chaque jour davantage la direction littéraire des feuilles les plus accréditées; elle est la com-

pagne obligée, la suivante fidèle de l'annonce; elle parle dans les colonnes des journaux d'une voix si assourdissante, qu'il devient à peu près impossible de s'y livrer désormais à une critique sérieuse et loyale. La presse quotidienne expirera en France entre les *puffs* de la réclame et les gravelures du feuilleton.

La solution la plus naturelle consisterait à dégager la pensée de l'industrie, l'entreprise intellectuelle de l'œuvre commerciale, en d'autres termes à affranchir la rédaction et à imposer les annonces. On comprend fort bien que cette pensée ne soit pas acceptée sans résistance par ceux qui ont contribué plus que tous autres à préparer à la presse périodique la déplorable situation qui pèse aujourd'hui sur elle. Quoi qu'il en soit, ce principe serait le plus rationnel et le plus moral. C'est au gouvernement et aux chambres qu'il appartient de le comprendre et de l'appliquer. On sait qu'en Angleterre un droit fixe est perçu sur les innombrables annonces qui encombrent les feuilles publiques. C'est là une perception naturelle et légitime, car elle porte sur une spéculation commerciale, et n'atteint pas la pensée dans ce qu'elle devrait avoir d'inviolable. Nous verrions avec satisfaction le pouvoir entrer dans cette voie de bon sens et de justice.

Sous peu de jours, la crise qui a si soudainement agité l'Angleterre aura eu son dénouement. Le déplacement de la majorité, provoqué par la proposition de lord Ashley, a causé en Europe une sensation d'autant plus vive, que rien n'est plus contraire qu'une telle péripétie aux traditions parlementaires de la Grande-Bretagne. La discipline des partis ne comporte pas dans ce pays ces actes d'indépendance et d'entraînement dont nos assemblées politiques sont coutumières. Quoique persuadés de la victoire définitive de sir James Graham dans la nouvelle lutte si résolument provoquée par lui, nous ne pouvons nous empêcher de voir dans les deux échecs infligés au cabinet sur la clause des *douze heures de travail*, et dans la scission persévérante de son propre parti, un symptôme éclatant de l'affaiblissement de l'administration de sir Robert Peel. Il est des libertés qu'on ne prend qu'avec les pouvoirs affaiblis, et celle que vient de se donner une portion fort notable du parti tory est évidemment de ce nombre. Le succès de lord Ashley est le contre-coup des échecs du cabinet en Irlande, du procès O'Connell et du triomphe récent du libérateur au sein de la vieille Angleterre. C'est une protestation contre les progrès de la ligue des céréales, dont il est impossible de se dissimuler désormais la haute importance politique. Les tories, profondément aigris par le cours des évènemens, comprennent que leurs concessions ont été inutiles, et se vengent sur sir Robert Peel de la modération qu'il a su leur imposer. La haute église, de son côté, se voit de plus en plus menacée par le puyséisme et les sympathies populaires, qui inclinent vers l'Irlande; dans une telle disposition d'esprit, elle aime à faire preuve de charité, ne fût-ce que par vengeance.

Jamais peut-être débat parlementaire ne projeta un jour plus douloureux

sur l'organisation factice et précaire de cette grande société anglaise. A une réclamation fondée sur l'humanité la plus vulgaire, sur le devoir sacré de ne pas exténuer l'enfance, il se rencontre un gouvernement civilisé contraint par des devoirs plus impérieux encore de répondre ce qui suit : « Vos réclamations sont parfaitement légitimes, et dix heures de travail dans les usines indiquées par le bill sont en effet une tâche amplement suffisante; mais les lois de la concurrence commerciale contraignent à excéder cette mesure. Si nous étions arrêtés par des considérations d'humanité, la production britannique ne pourrait plus lutter contre la production étrangère dans des conditions de supériorité indispensables au placement de ses produits. Or, dans le cas où le monopole de la production lui échapperait, la misère à laquelle vous voulez remédier assaillirait la population d'une manière bien autrement affreuse; l'abaissement des salaires serait d'ailleurs la conséquence immédiate de l'abaissement du travail. Il n'y a, pour nos populations ouvrières, d'autre alternative que de périr de faim ou de végéter en s'étiolant. En leur maintenant cette dernière ressource, nous sommes plus charitables et plus éclairés que vous, car votre philanthropie, c'est la diminution dans la production, c'est-à-dire la famine et la mort! »

Voilà ce qu'un gouvernement chrétien est réduit à opposer à ses adversaires, voilà ce qu'il est amené à confesser solennellement devant le monde civilisé? Jamais question de cabinet fut-elle ainsi posée sur la vie même des générations? jamais ministère eut-il raison dans une plus humiliante extrémité et dans une plus triste cause? Quoi que fasse le gouvernement anglais, cette affaire aura au dehors une grande portée, car elle est une révélation complète des plaies intérieures qui rongent cette société. Les plus aveugles reconnaîtront désormais que la Grande-Bretagne est placée entre un effroyable bouleversement et le maintien de la paix à tout prix, expression qui semble aujourd'hui n'avoir pu être trouvée que pour elle. Chaque jour viendra dérouler une phase nouvelle de cette situation, et peut-être finira-t-on par comprendre qu'il ne faut pas acheter une alliance lorsqu'on est en position de la vendre.

Quelques organes de la presse étrangère ont accueilli beaucoup trop légèrement le bruit d'un voyage du roi en Angleterre, dans le courant de l'été prochain. L'âge du monarque le dispense à coup sûr d'une visite où il a été plus d'une fois suppléé par les princes ses fils. Cette démarche, n'étant dès-lors imposée par aucune convenance, resterait toute politique, et, quels que soient les sentimens du ministère sur l'alliance anglaise, nous le croyons trop éclairé pour exposer le chef de notre nouvelle dynastie à une ovation qui serait plus dangereuse pour elle que les clameurs de ses plus implacables ennemis.

Un jeune membre du parlement fort attaché à la France, où il compte de nombreux amis, vient d'annoncer, concurremment avec lord Palmerston, et dans un esprit tout opposé, une motion sur la traite des noirs. Il voudrait

faire consacrer par la chambre des communes le caractère éminemment transitoire des conventions sur cette matière, et le droit pour les gouvernemens signataires d'en modifier les dispositions selon les circonstances. Nous craignons que son dévouement, si honorable d'ailleurs, à l'alliance française n'ait inspiré à M. Milnes une démarche imprudente. Il est certaines déclarations de doctrines très dangereuses à demander, et nous doutons fort que le parlement anglais consente à s'engager jusque-là. Néanmoins, pour qui connaît l'embarras actuel de l'Angleterre, il n'est plus douteux que la négociation relative à la révocation des actes diplomatiques de 1831 et 1833 n'obtienne un résultat favorable, si elle est conduite par le cabinet français avec habileté et décision. On dit M. le ministre des affaires étrangères plein d'espérance. C'est une disposition d'esprit fort habituelle chez lui.

Les efforts de l'alliance ne paraissent pas avoir amené à Constantinople les résultats annoncés naguère comme prochains et assurés. Le gouvernement ottoman refuse de sacrifier le droit terrible que sa loi fondamentale lui prescrit d'exercer sur les renégats; il le refuse au nom de sa souveraineté politique et de sa foi religieuse, enlacées dans une indissoluble unité. Il y a long-temps que tous les bons esprits ont désespéré de la société musulmane, à raison même des bases sur lesquelles elle repose. Ce qu'on demande à la Turquie n'est rien moins, en effet, que l'abdication de sa croyance et de sa barbare nationalité; c'est le Coran qu'on veut atteindre, et qui, sur ce beau sol opprimé par lui depuis plus de quatre siècles, livre, pour se défendre, un suprême et dernier combat. Il en est de certaines sociétés comme de certaines races, condamnées à mourir sans pouvoir être transformées. La société musulmane est constituée, dans l'ordre politique, sur l'intolérance, et, dans l'ordre civil, sur la polygamie; c'est pour cela qu'il est impossible de ne pas prendre en pitié ces rêves de rénovation et de réforme dont l'application est vainement essayée par tant de charlatans. C'est la conscience de cette irrémédiable impuissance des Osmanlis qui donne aux races chrétiennes de l'empire ce redoublement d'activité et d'espérance dont les symptômes se révèlent sur tous les points. Le royaume de Grèce est jusqu'à présent le seul centre politique dont l'influence puisse agir fortement sur ces populations éparses. C'est pour cela que l'Orient tout entier a suivi avec une vive anxiété les phases diverses de la révolution de septembre. L'Europe a aussi compris que l'établissement constitutionnel qui se fonde en Grèce avait bien moins d'importance par lui-même que par l'action réservée, au milieu de la dissolution imminente d'un vaste empire, à la jeune tribune d'Athènes. Qui oserait calculer d'avance la portée d'une pareille voix, lorsqu'elle ira retentir dans les montagnes de la Macédoine et de la Thrace, dans les îles de l'Archipel et de la mer Égée, lorsqu'elle prononcera le mot de liberté dans les plaines désolées de l'Asie mineure, et qu'elle ira réveiller au sein même du Fanar le patriotisme assoupi de tout ce qui porte encore un cœur d'Hellène? La fondation d'une double tribune en Grèce est l'un des évènemens les plus

menaçans pour l'intégrité de l'empire ottoman. Jusqu'ici, la Grèce avait disparu sous la Bavière : elle va désormais vivre de sa vie propre, et se livrer, dans toute la liberté de ses espérances et peut-être de ses rêves, aux projets d'avenir, dont la grandeur suffira pour la consoler de ses misères présentes.

La constitution que vient de jurer le roi Othon, et qu'il paraît avoir acceptée avec toute la loyauté de son caractère, n'a par elle-même qu'une importance fort accessoire. La principale valeur politique de cette charte est dans l'action que le jeu du gouvernement représentatif est appelé à exercer au-delà des frontières où les protocoles de 1828 ont enfermé la Grèce. Les dispositions en sont copiées avec plus de fidélité que de discernement sur les chartes des nations occidentales, et l'application d'un tel régime aux populations démocratiques et pauvres des petits cantons de l'Attique et du Péloponèse ne peut manquer de soulever les plus graves difficultés. Dans les cent sept articles qui composent l'œuvre délibérée à Athènes, la France, la Belgique, l'Espagne, et même les États-Unis, peuvent reconnaître grand nombre de dispositions textuellement empruntées à leur législation; ce sera au génie grec de vivifier ce pastiche et d'imprimer au gouvernement émancipé de l'Hellénie un cachet d'originalité qui lui manque. La Grèce regrettera bientôt d'avoir, sous la jalouse influence du parti autochtone, exclu des droits constitutionnels et de toute participation aux fonctions publiques les Hellènes nés en dehors des étroites frontières imposées au nouvel état par la diplomatie européenne. Si de pareils actes se reproduisaient encore, l'assemblée nationale de la Grèce prouverait au monde qu'elle ne comprend pas la mission que lui a départie la Providence. Cette faible monarchie devrait être éminemment assimilatrice, pour parler la langue aujourd'hui consacrée : ce n'est qu'à ce prix qu'elle pourra résister aux grandes influences qui la pressent. La Grèce est évidemment destinée à s'étendre ou à disparaître.

C'est cette nécessité même d'embrasser un horizon plus vaste que celui des monts de Thessalie qui deviendra l'obstacle permanent au bon accord des légations de France et d'Angleterre à Athènes. En admettant que MM. Lyons et Piscatory aient toujours triomphé jusqu'ici des difficultés de leur position respective, il est impossible de ne pas prévoir que cette entente devra cesser dans un prochain avenir, à moins que l'un des deux cabinets dont ils sont les agens n'abdique son rôle naturel dans les affaires de ce pays. La France, par ses intérêts autant que par ses sympathies, appelle de ses vœux l'extension successive et régulière de l'influence grecque en Orient, tandis que dans aucune hypothèse l'Angleterre ne saurait accepter la Grèce en dehors des limites où plus qu'aucun autre cabinet elle a contribué à l'enfermer. Les obstacles que l'Angleterre et l'Autriche ont suscités à ce pays, lors de son émancipation de 1821 à 1828, obstacles qu'il n'a vaincus qu'à force d'héroïsme, et par le chaleureux concours de la France, se reproduiront à chaque phase décisive de sa vie nationale. L'œuvre de la Grèce lui est tracée par la force des choses. L'Angleterre subit une politique de tra-

dition et de nécessité qu'elle ne saurait non plus abdiquer; de son côté, la Russie a ses vues, que chacun connaît. La France aura-t-elle aussi une politique à Athènes? Là est la question, et bien hardi serait celui qui oserait la résoudre par l'affirmative dans les circonstances actuelles.

Une grande agitation règne en Italie. Les voyageurs qui reviennent du royaume de Naples et des Légations s'accordent unanimement pour déclarer que jamais la fermentation n'a été aussi vive et l'état du pays plus alarmant. Aucun résultat sérieux ne sortira néanmoins de ces mouvemens partiels, tant que l'intervention autrichienne ne rencontrera pas d'obstacles, et qu'elle sera acceptée par la France comme la conséquence immédiate de tout mouvement révolutionnaire dans les états romains ou le duché de Modène. La France est plus que jamais le pivot du système européen, quelques efforts qu'on ait faits à l'envi pour lui enlever cette situation formidable. Un simple changement dans son attitude, et c'en est fait de la paix du monde. Cette paix ne fut peut-être jamais moins assurée qu'en ce moment, quelque confiance qu'affectent les banquiers et les cabinets, quelque souci qu'on prenne pour faire prévaloir les intérêts matériels sur les intérêts de l'ordre moral et politique. Qui oserait garantir pour un temps bien éloigné le maintien des relations actuelles de l'Angleterre et de la France? Qui ne comprend à quels périls est exposé le royaume-uni dans son propre sein et par-delà l'Atlantique? Comment ne pas voir que la crise orientale se précipite vers un dénouement, qu'elle se compliquera nécessairement un jour, et des agitations croissantes des peuples slaves, et des convulsions de cette Pologne, qui ne mourra pas dans ses tortures? L'Italie est, de l'aveu de tous, une mine chargée de poudre, de la frontière des Alpes à l'extrémité de la Sicile. La péninsule ibérique, engagée dans une sorte d'enfer du Dante, parcourt un de ces cercles sanglans au-delà duquel l'œil entrevoit confusément des cercles sans espoir et sans fin. La France seule arrête, dans le monde entier, par son attitude inviolablement pacifique, le cours naturel des évènemens; elle semble suspendre et enrayer la marche même de l'histoire. Les hommes et les choses que nous voyons sont-ils taillés pour suffire long-temps encore à ce rôle? La politique du cabinet acquiert-elle de nouvelles forces? est-elle aussi acceptée dans la nation que dans les chambres? A-t-elle poussé des racines assez profondes pour permettre à l'Europe de ne plus songer désormais qu'à négocier des actions de chemins de fer? Nos vœux sont, sur ce point, beaucoup moins problématiques que les faits eux-mêmes.

Un de nos amis, un des collaborateurs les plus sérieux que comptait la *Revue*, vient de nous être soudainement enlevé. M. Adolphe Lébre, dont on avait remarqué les solides et brillans travaux sur la philosophie alle-

mande et sur la littérature slave (1), est mort à Paris le 26 mars; il avait à peine trente ans. M. Lébre nous était venu de Suisse, bien qu'il fût né Français. Son père, officier de la vieille armée, avait trouvé, vers 1815, en rentrant dans ses foyers du Midi, à Ganges, une fermentation extrême d'opinions politiques et religieuses qui l'avait décidé à émigrer dans la Suisse française. Il avait emmené son très jeune fils, qui reçut ainsi à Lausanne une éducation excellente et forte qu'il était allé compléter ensuite à Munich. M Lébre appartenait à la religion réformée ; ses croyances sincères s'alliaient à un noble essor d'idées philosophiques, et c'est le besoin de concilier la foi du passé avec les tendances de l'avenir, c'est cette lutte intime de l'intelligence et du cœur qui a contribué surtout à le dévorer. Ses obsèques ont eu un caractère bien touchant. Tous ses amis de Suisse, qui se trouvaient à Paris, y assistaient; le canton de Vaud, dont M. Lébre était citoyen, y paraissait représenté au complet par M. Charles Monnard, président du grand-conseil, et par M. Auguste Jaquet, président du conseil d'état de ce canton, que des circonstances diverses ont conduits l'un et l'autre à Paris en ce moment. M. le pasteur Édouard Verny, qui menait la cérémonie funèbre, a prononcé sur la tombe un discours et des prières qui, par leur profonde vérité et leur justesse pénétrante, allaient au cœur des assistans. Il n'a pas craint, en rappelant tous les dons si élevés et si aimables dont s'ornait la nature modeste de notre ami, d'indiquer la plaie secrète, ce doute inquiet et douloureux, mais qui n'était autre ici que le désir, la soif presque immodérée de la pure vérité. Ce qui pour tant de rêveurs et de discoureurs n'est qu'un jeu emphatique et frivole avait été pour M. Lébre la pensée ardente des jours et des nuits; il avait pris au sérieux toutes choses, et il s'y est consumé. Sa disparition laissera un éternel souvenir dans sa patrie lausannaise, et ici même, au cœur de ceux qui l'ont familièrement connu; elle excitera une pensée de regret chez tous ceux qui n'ont pas oublié les beaux et sérieux travaux dont ils avaient distingué l'auteur. La *Revue* fait en lui une perte sentie et profonde.

Le monde slave est depuis quelque temps l'objet d'une curiosité d'autant plus vive qu'elle n'est encore qu'à moitié satisfaite. On peut s'étonner que la France ait si peu étudié jusqu'à ce jour une race qui semble appelée à jouer un rôle considérable en Europe, et surtout en Orient. Aussi doit-on accueillir avec faveur tous les ouvrages, malheureusement trop rares, qui viennent ajouter quelques renseignemens, quelques faits nouveaux au faible dépôt de nos connaissances sur ce sujet. Il y a encore pour nous dans ces

(1) Voir la *Revue* du 15 avril 1842, du 1er janvier et 15 décembre 1843.

travaux le charme d'une révélation, parfois même l'intérêt d'une découverte. On ne s'étonne pas que des esprits sérieux soient attirés vers les pays slaves, parmi ces peuples qui gardent encore intactes, au milieu de leurs solitudes vierges, les coutumes et les traditions de la vie patriarcale et primitive. Parmi les voyageurs qui ont été guidés vers les Slaves par cet intérêt sympathique, il faut placer l'auteur d'un livre sur les *Slaves de Turquie* (1), dont les diverses parties ont paru successivement dans cette *Revue*. L'attention de M. Cyprien Robert s'est portée tour à tour sur l'histoire, les mœurs, la situation politique, le développement industriel et commercial des cinq peuples gréco-slaves. C'est avec amour, on peut le dire, que M. Robert a étudié ces peuples; il n'a écrit son livre qu'après un séjour de plusieurs années parmi les montagnards chrétiens des Balkans. Les élémens de ce livre, il les a recueillis tour à tour sous la tente du pâtre albanais, du guerrier monténégrin, dans les assemblées politiques de la Serbie, ou sous le paisible toit du laboureur bulgare. Il ne nous appartient pas de louer ici l'ouvrage de M. Cyprien Robert : ni ses récits ni ses jugemens ne sont oubliés de nos lecteurs. Nous croyons seulement pouvoir garantir la sincérité, l'ardente et ferme conviction du voyageur, qui en ce moment même est retourné, dans la péninsule gréco-slave, étudier sur les lieux les graves problèmes qui s'y agitent. Les nouvelles recherches de M. Robert sont, comme les premières, destinées à la *Revue*, qui attend de son collaborateur une suite d'articles sur l'état actuel des pays slaves. De si persévérans efforts ajoutent un nouvel intérêt au livre de M. Robert, qui prendra place, nous l'espérons, parmi les ouvrages les plus neufs et les plus curieux qu'on ait consacrés à la Turquie d'Europe.

(1) Deux vol. in-8°, chez J. Labitte, quai Voltaire.

V. DE MARS.

BENJAMIN CONSTANT

ET

MADAME DE CHARRIÈRE.

LETTRES INÉDITES.

Rien de plus intéressant que de pouvoir saisir les personnages célèbres avant leur gloire, au moment où ils se forment, où ils sont déjà formés et où ils n'ont point éclaté encore; rien de plus instructif que de contempler à nu l'homme avant le personnage, de découvrir les fibres secrètes et premières, de les voir s'essayer sans but et d'instinct, d'étudier le caractère même dans sa nature, à la veille du rôle. C'est un plaisir et un intérêt de ce genre qu'on a pu se procurer en assistant aux premiers débuts ignorés de Joseph de Maistre; c'est une ouverture pareille que nous venons pratiquer aujourd'hui sur un homme du camp opposé à de Maistre, sur un étranger de naissance comme lui, parti de l'autre rive du Léman, mais nationalisé de bonne heure chez nous par les sympathies et les services, sur Benjamin Constant.

Il en a déjà été parlé plus d'une fois et avec développement dans cette *Revue*. Un écrivain bien spirituel, dont la littérature regrette

l'absence, M. Loève-Veimars, a donné sur l'illustre publiciste (1) une de ces piquantes lettres politiques qu'on n'a pas oubliées. Un autre écrivain, un critique dont le silence s'est fait également sentir, M. Gustave Planche, a publié sur *Adolphe* (2) quelques pages d'une analyse attristée et sévère. Plus d'une fois Benjamin Constant a été touché indirectement et d'assez près, à l'occasion de notices, soit sur Mme de Staël, soit sur Mmes de Krüdner ou de Charrière; mais aujourd'hui c'est mieux, et nous allons l'entendre lui-même s'épanchant et se livrant sans détour, lui le plus précoce des hommes, aux années de sa première jeunesse.

Dans l'article que cette *Revue* a publié, si l'on s'en souvient, sur Mme de Charrière (3), sur cette Hollandaise si originale et si libre de pensée, qui a passé sa vie en Suisse et a écrit une foule d'ouvrages d'un français excellent, il a été dit qu'elle connut Benjamin Constant sortant de l'enfance, qu'elle fut la première *marraine* de ce Chérubin déjà quelque peu émancipé, qu'elle contribua plus que personne à aiguiser ce jeune esprit naturellement si enhardi, que tous deux s'écrivaient beaucoup, même quand il habitait chez elle à Colombier, et que les messages ne cessaient pas d'une chambre à l'autre; mais ce n'était là qu'un aperçu, et le degré d'influence de Mme de Charrière sur Benjamin Constant, la confiance que celui-ci mettait en elle durant ces années préparatoires, ne sauraient se soupçonner en vérité, si les preuves n'en étaient là devant nos yeux, amoncelées, authentiques, et toutes prêtes à convaincre les plus incrédules.

Un homme éclairé, sincèrement ami des lettres, comme la Suisse en nourrit un si grand nombre, M. le professeur Gaullieur, de Lausanne, se trouve possesseur, par héritage, de tous les papiers de Mme de Charrière. En même temps qu'il sent le prix de tous ces trésors, résultats accumulés d'un commerce épistolaire qui a duré un demi-siècle, M. Gaullieur ne comprend pas moins les devoirs rigoureux de discrétion que cette possession délicate impose. En préparant l'intéressant travail dont il nous permet de donner un avant-goût aujourd'hui, il a dû choisir et se borner : « il est, dit-il, dans les papiers dont nous « sommes dépositaire, des choses qui ne verront jamais le jour; il « existe tel secret que nous entendons respecter. Il est d'autres pièces « au contraire qui sont acquises à l'histoire, à la langue française,

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1er février 1833.
(2) 1er août 1834.
(3) 15 mars 1839.

« comme aussi à la philosophie du cœur humain. Si la postérité n'a « que faire des faiblesses de quelques grands noms, elle a droit de re- « vendiquer les documens qui la conduiront sur la trace de certaines « carrières étonnantes, qui lui dévoileront les vrais élémens dont s'est « formé à la longue tel caractère historique controversé. »

Au nombre de ces pièces que la curiosité publique est en droit de réclamer, on peut placer sans inconvénient (et sauf quelques endroits sujets à suppression) la correspondance de Benjamin Constant avec Mme de Charrière. Elle comprend un espace de sept années 1787-1795; Benjamin a vingt ans au début, il est dans sa période de Werther et d'Adolphe; s'il est vrai qu'il n'en sortit jamais complètement, on accordera qu'à vingt ans il y était un peu plus naturellement que dans la suite. Pour qui veut l'étudier sous cet aspect, l'occasion est belle, elle est transparente; on a là l'épreuve *avant la lettre,* pour ainsi dire.

Tout d'abord on voit le jeune Benjamin fuyant la maison paternelle, ou plutôt s'échappant de Paris, où il passait l'été de 1787, pour courir seul, à pied, à cheval, n'importe comment, les comtés de l'Angleterre. Il est parti, pourquoi? il ne s'en rend pas lui-même très bien compte, il est parti par ennui, par amour, par coup de tête, comme il partira bien des fois dans la suite et dans des situations plus décisives. Des pensées de suicide l'assiègent, et il ne se tuera pas; des projets d'émigration en Amérique le tentent, et il n'émigrera pas. Tout cela vient aboutir à de jolies lettres à Mme de Charrière, à des lettres pleines déjà de saillie, de persiflage, de moquerie de soi-même et des autres. Puis, au retour en Suisse, pauvre pigeon blessé et traînant l'aile, assez mal reçu de sa famille pour son équipée, il va se refaire chez son indulgente amie à Colombier près de Neuchâtel; il passe là six semaines ou deux mois de repos, de gaîté, de félicité presque; il s'en souviendra long-temps, il en parlera avec reconnaissance, avec une sorte de tendresse qui ne lui est pas familière. Voilà le premier acte terminé.

Le second s'ouvre à Brunswick, à cette petite cour où sa famille l'a fait placer en qualité de gentilhomme ordinaire ou plutôt fort extraordinaire, nous dit-il; il y arrive en mars 1788, il y réside durant ces premières années de la révolution; il s'y ennuie, il s'y marie, il travaille à son divorce, qu'il finit par obtenir (mars 1793); il s'est livré dans l'intervalle à toutes sortes de distractions et à un imbroglio d'intrigues galantes pour se dédommager de son inaction politique, qui commence à lui peser en face de si grands évènemens. Placé au foyer de l'émigration et de la coalition, il est réputé quelque peu aristocrate par ses amis de France qui l'ont perdu de vue, et tant soit peu jacobin

par ceux qui le jugent de plus près et croient le connaître mieux; mais il nous apparaît déjà ce qu'il sera toujours au fond, un girondin de nature, inconséquent, généreux, avec de nobles essors trop vite brisés, avec un secret mépris des hommes et une expérience anticipée qui ne lui interdisent pourtant pas de chercher encore une belle cause pour ses talens et son éloquence.

L'astre de Mme de Charrière n'a pas trop pâli durant tout ce premier séjour; il lui écrit constamment, abondamment, et même de certains détails qu'il n'est pas absolument nécessaire de raconter à une femme. Il se reporte souvent en idée à ces deux mois de bonheur à Colombier, et il a l'air, par momens, de croire en vérité que son avenir est là. Un voyage qu'il fait en Suisse, dans l'été de 1793, dut contribuer à le détromper; quelques années de plus, quelques derniers automnes avaient achevé de ranger Mme de Charrière dans l'ombre entière et sans rayons. Il retourne encore à Brunswick au printemps de 1794, mais il n'y tient plus, il revient en Suisse, il y rencontre pour la première fois Mme de Staël le 19 septembre de cette année. Un plus large horizon s'ouvre à ses regards, un monde d'idées se révèle; une carrière d'activité et de gloire le tente. Il arrive à Paris dans l'été de 1796, il y embrasse une cause, il s'y fait une patrie.

Le reste est connu, et l'on a raison de dire avec M. Gaullieur que « cette avant-scène de la biographie de Benjamin Constant est la seule « dont il soit piquant aujourd'hui de s'enquérir : elle forme, dit-il, « comme une contre-épreuve de la première partie des *Confessions* de « Jean-Jacques. C'est le même sol et le même théâtre; ce sont d'abord « les mêmes erreurs et les mêmes agitations, presque les mêmes idées, « mais passées à une autre filière et reçues par un monde différent. »

On peut se demander avant tout comment une influence aussi réelle, aussi sérieuse que l'a été celle de Mme de Charrière, n'a pas laissé plus de trace extérieure dans la carrière de Benjamin Constant, comment elle a si complètement disparu dans le tourbillon et l'éclat de ce qui a succédé, et par quel inconcevable oubli il n'a nulle part rendu témoignage à un nom qui était fait pour vivre et pour se rattacher au sien. M. Gaullieur n'hésite pas à reconnaître un portrait de Mme de Charrière dans cette page du début d'*Adolphe :*

« J'avais, à l'âge de dix-sept ans, vu mourir une femme âgée, dont « l'esprit, d'une tournure remarquable et bizarre, avait commencé à « développer le mien. Cette femme, comme tant d'autres, s'était, à « l'entrée de sa carrière, lancée vers le monde, qu'elle ne connaissait « pas, avec le sentiment d'une grande force d'ame et de facultés vrai-

« ment puissantes. Comme tant d'autres aussi, faute de s'être pliée à « des convenances factices, mais nécessaires, elle avait vu ses espé- « rances trompées, sa jeunesse passer sans plaisir, et la vieillesse enfin « l'avait atteinte sans la soumettre. Elle vivait dans un château voisin « d'une de nos terres, mécontente et retirée, n'ayant que son esprit « pour ressource, et analysant tout avec son esprit (1). Pendant près « d'un an, dans nos conversations inépuisables, nous avions envisagé « la vie sous toutes ses faces, et la mort toujours pour terme de tout; « et après avoir tant causé de la mort avec elle, j'avais vu la mort la « frapper à mes yeux. »

Quoiqu'il y ait quelque arrangement à tout ceci, que Benjamin Constant, à l'âge de vingt ans, n'ait peut-être pas trouvé d'abord Mme de Charrière une personne aussi *âgée* qu'Adolphe veut bien le dire, et qu'il ne l'ait pas vue précisément à son lit de mort, l'intention du portrait est incontestable, et on ne saurait y méconnaître celle qu'on a une fois rencontrée. — « J'avais, dit encore Adolphe, j'avais contracté « dans mes conversations avec la femme qui, la première, avait déve- « loppé mes idées, une insurmontable aversion pour toutes les maximes « communes et pour toutes les formules dogmatiques. » On va voir, en effet, que les maximes communes n'étaient guère d'usage entre eux, et ce sont justement ces conversations inépuisables, ces excès même d'analyse, que nous sommes presque en mesure de ressaisir au complet et de prendre sur le fait aujourd'hui. Adolphe va en être mieux connu; ses origines morales vont s'en éclairer, hélas! jusqu'en leurs racines.

M. Gaullieur, dans son introduction, a eu le soin de s'arrêter sur quelques circonstances de la biographie de Mme de Charrière, de développer ou de rectifier plusieurs points où les renseignemens antérieurs avaient fait défaut. La notice de la *Revue des Deux Mondes* avait dit d'elle qu'elle était *médiocrement jolie;* M. Gaullieur fournit des preuves très satisfaisantes du contraire : « son buste par Houdon,

(1) Un parent de Benjamin Constant, M. d'Hermenches, connu par la correspondance générale de Voltaire, était moins sévère ou plutôt moins injuste quand il écrivait à Mme de Charrière, plus jeune il est vrai : « Je voudrais, aimable Agnès, « qu'avec la réputation d'une personne d'infiniment d'esprit, on ne vous donnât pas « celle d'une personne singulière, car vous ne l'êtes pas. Vous êtes trop bonne, trop « honnête, trop naturelle; faites-vous un système qui vous rapproche des formes « reçues, et vous serez au-dessus de tous les beaux-esprits présens et passés. C'est « un conseil que j'ose donner à mon amie à l'âge de vingt-six ans. Adieu, divine « personne. » (Note de M. Gaullieur.)

« dit-il, et son portrait par Latour, qu'on peut voir dans la bibliothè-
« que de Lausanne, témoignent de l'*étincelante* beauté de Mme de
« Charrière. L'épithète est d'un de ses adorateurs. » On avait dit encore qu'elle avait eu quelque difficulté à se marier, étant *sans dot ou à peu près*. M. Gaullieur montre qu'elle reçut en dot 100,000 florins de Hollande et qu'à aucun moment les épouseurs ne manquèrent; qu'elle en refusa même de maison souveraine, et que, si elle se décida pour un précepteur suisse, c'est que sa sympathie pour le Saint-Preux l'emporta.

Mais, laissant ces minces détails, nous introduirons sans plus tarder le personnage principal. La situation est celle-ci : Mme de Charrière, auteur célèbre de *Caliste*, et qui ne doit pas avoir moins de quarante-cinq ans, est venue passer quelque temps à Paris dans la famille de M. Necker, ou du moins dans le voisinage. Benjamin Constant y est venu de son côté; à ce moment, l'assemblée des notables, les conflits avec le parlement, excitent un vif intérêt; la curiosité universelle est en jeu, et celle du nouvel arrivant n'est pas en reste. Il voit le monde de Mme Suard, il suit les cours de La Harpe au Lycée, il dîne avec Laclos. Cette vie oisive et sans but déplaît au père de Benjamin : il veut que son fils, qui aura dans quelques mois ses vingt ans accomplis, embrasse un état; il lui enjoint de quitter Paris et de venir le retrouver sur-le-champ dans sa garnison de Bois-le-Duc (1), où le jeune homme sera sommé de choisir entre la robe ou l'épée, entre la diplomatie ou la finance. Voici quelques-unes des premières lettres, où le caractère éclate tel qu'il sera toute la vie. Quant au style, il est ce qu'il peut, il n'est pas formé encore, mais l'esprit va son train tout au travers. Nous ne faisons qu'extraire le travail de M. Gaullieur, et y emprunter notes et éclaircissemens.

Douvres, ce 26 juin 1787.

« Il y a dans le monde, sans que le monde s'en doute, un grave auteur allemand qui observe avec beaucoup de sagesse, à l'occasion d'une gouttière qu'un soldat fondit pour en faire des balles, que l'ouvrier qui l'avait posée ne se doutait point qu'elle tuerait quelqu'un de ses descendans.

« C'est ainsi, madame (car c'est comme cela qu'il faut commencer pour donner à ses phrases toute l'emphase philosophique), c'est ainsi, dis-je, que lorsque tous les jours de la semaine dernière je prenais tranquillement du thé en parlant raison avec vous, je ne me doutais

(1) Le père de Benjamin Constant était au service des États-généraux de Hollande.

pas que je ferais avec toute ma raison une énorme sottise; que l'ennui, réveillant en moi l'amour, me ferait perdre la tête, et qu'au lieu de partir pour Bois-le-Duc, je partirais pour l'Angleterre, presque sans argent et absolument sans but.

« C'est cependant ce qui est arrivé de la façon la plus singulière. Samedi dernier, à sept heures, mon conducteur et moi nous partîmes dans une petite chaise qui nous cahota si bien, que nous n'eûmes pas fait une demi-lieue que nous ne pouvions plus y tenir, et que nous fûmes obligés de revenir sur nos pas. A neuf, de retour à Paris, il se mit à chercher un autre véhicule pour nous traîner en Hollande, et moi, qui me proposais de vous faire ma cour encore ce soir-là, puisque nous ne partions que le lendemain, je m'en retournai chez moi pour y chercher un habit que j'avais oublié. Je trouvai sur ma table la réponse sèche et froide de la prudente Jenny (1). Cette lettre, le regret sourd de la quitter, le dépit d'avoir manqué cette affaire, le souvenir de quelques conversations attendrissantes que nous avions eues ensemble, me jetèrent dans une mélancolie sombre.

« En fouillant dans d'autres papiers, je trouvai une autre lettre d'une de mes parentes, qui, en me parlant de mon père, me peignait son mécontentement de ce que je n'avais point d'état, ses inquiétudes sur l'avenir, et me rappelait ses soins pour mon bonheur et l'intérêt qu'il y mettait. Je me représentai, moi, pauvre diable, ayant manqué dans tous mes projets, plus ennuyé, plus malheureux, plus fatigué que jamais de ma triste vie. Je me figurai ce pauvre père trompé dans toutes ses espérances, n'ayant pour consolation dans sa vieillesse qu'un homme aux yeux duquel, à vingt ans, tout était décoloré, sans activité, sans énergie, sans désirs, ayant le morne silence de la passion concentrée sans se livrer aux élans de l'espérance qui nous raniment et nous donnent de nouvelles forces.

« J'étais abattu; je souffrais, je pleurais. Si j'avais eu là mon consolant opium, c'eût été le bon moment pour achever en l'honneur de l'ennui le sacrifice manqué par l'amour (2).

(1) Il s'agissait d'une demande en mariage, faite quelques jours auparavant. Mlle Jenny Pourrat, vivement recherchée par Benjamin Constant, avait répondu de manière à laisser bien peu d'espérances, ou du moins sa réponse décelait beaucoup de coquetterie et de calcul.

(2) Quelque temps auparavant, Benjamin Constant, contrarié dans une inclination, avait eu quelque velléité de suicide. Il en reparlera plus tard, il en reparlera sans cesse. C'est la même scène qui se renouvellera bien des fois dans sa vie, et qui, toujours commencée au tragique, se terminera toujours en ironie.

« Une idée folle me vint; je me dis : Partons, vivons seul, ne faisons plus le malheur d'un père ni l'ennui de personne. Ma tête était montée; je ramasse à la hâte trois chemises et quelques bas, et je pars sans autre habit, veste, culotte ou mouchoir, que ceux que j'avais sur moi. Il était minuit. J'allai vers un de mes amis dans un hôtel. Je m'y fis donner un lit. J'y dormis d'un sommeil pesant, d'un sommeil affreux jusqu'à onze heures. L'image de Mlle P... embellie par le désespoir me poursuivait partout. Je me lève; un sellier qui demeurait vis-à-vis me loue une chaise. Je fais demander des chevaux pour Amiens. Je m'enferme dans ma chaise. Je pars avec mes trois chemises et une paire de pantoufles (car je n'avais point de souliers avec moi), et trente et un louis en poche. Je vais ventre à terre; en vingt heures je fais soixante et neuf lieues. J'arrive à Calais, je m'embarque, j'arrive à Douvres, et je me réveille comme d'un songe.

« Mon père irrité, mes amis confondus, les indifférens clabaudant à qui mieux mieux; moi seul, avec quinze guinées, sans domestique, sans habit, sans chemises, sans recommandations, voilà ma situation, madame, au moment où je vous écris, et je n'ai de ma vie été moins inquiet.

« D'abord, pour mon père, je lui ai écrit; je lui ai fait deux propositions très raisonnables : l'une de me marier tout de suite; je suis las de cette vie vagabonde; je veux avoir un être à qui je tienne et qui tienne à moi, et avec qui j'aie d'autres rapports que ceux de la sociabilité passagère et de l'obéissance implicite. De la jeunesse, une figure décente, une fortune aisée, assez d'esprit pour ne pas dire des bêtises sans le savoir, assez de conduite pour ne pas faire des sottises, comme moi, en sachant bien qu'on en fait, une naissance et une éducation qui n'avilisse pas ses enfans, et qui ne me fasse pas épouser toute une famille de Cazenove, ou gens tels qu'eux (1), c'est tout ce que je demande.

« Ma seconde proposition est qu'il me donne à présent une portion de quinze ou vingt mille francs, plus ou moins, du bien de ma mère, et qu'il me laisse aller m'établir en Amérique. En cinq ans je serai naturalisé, j'aurai une patrie (2), des intérêts, une carrière, des conci-

(1) C'est encore une tribulation matrimoniale. Benjamin Constant fait ici allusion à un mariage qu'on avait voulu lui faire contracter à Lausanne quelque temps auparavant. La famille Cazenove est aujourd'hui à peu près éteinte.

(2) Il est à remarquer que Benjamin Constant éprouva toujours une grande répugnance à s'avouer Suisse : cela tenait en partie, comme on le verra, à l'antipathie que lui inspirait le régime bernois, dont la famille Constant eut souvent à se plaindre.

toyens. Accoutumé de bonne heure à l'étude et à la méditation, possédant parfaitement la langue du pays, animé par un but fixe et une ambition réglée, jeune et peut-être plus avancé qu'un autre à mon âge, riche d'ailleurs, très riche pour ce pays-là, voilà bien des avantages.

« Peu m'importe quelle des deux propositions il voudra choisir, mais l'une des deux est indispensable. Vivre sans patrie et sans femme, j'aime autant vivre sans chemise et sans argent, comme je fais actuellement.

« Je pars dans l'instant pour Londres; j'y ai deux ou trois amis, entre autres un à qui j'ai prêté beaucoup d'argent en Suisse, et qui, j'espère, me rendra le même service ici. Si je reste en Angleterre, comptez que j'irai voir le banc de mistriss Calista à Bath (1). Aimez-moi malgré mes folies; je suis un bon diable au fond. Excusez-moi près de M. de Charrière. Ne vous inquiétez absolument pas de ma situation : moi, je m'en amuse comme si c'était celle d'un autre (2). Je ris pendant des heures de cette complication d'extravagances, et quand je me regarde dans le miroir, je me dis, non pas, « Ah! James Boswell (3)! » mais, « Ah! Benjamin, Benjamin Constant! » Ma famille me gronderait bien d'avoir oublié le *de* et le *Rebecque;* mais je les vendrais à présent *three pence a piece.* Adieu, madame.

CONSTANT. »

« *P. S.* Répondez-moi quelques mots, je vous prie. J'espère que

L'affranchissement du pays de Vaud fut une des premières idées de Benjamin. Il est vrai qu'il ne se rendait pas trop compte de la manière de l'opérer. Quand le canton de Vaud fut formé, il ne crut pas d'abord à la durée de cette création démocratique.

(1) C'est une allusion à un passage du meilleur des romans de Mme de Charrière, *Caliste, ou Lettres écrites de Lausanne:* « Un jour, j'étais assis sur un des bancs « de la promenade;... une femme que je me souvins d'avoir déjà vue vint s'asseoir à « l'autre extrémité du même banc. Nous restâmes long-temps sans rien dire, etc. »

(2) Tout Benjamin Constant est déjà là : se dédoubler ainsi et avoir une moitié de soi-même qui se moque de l'autre. Cette moitié moqueuse finira par être l'homme tout entier. Le refrain habituel de Benjamin Constant, dans toutes les circonstances petites ou grandes de la vie, était : « *Je suis furieux, j'enrage, mais ça m'est bien égal.* » Nous surprenons ici la disposition fatale dans son germe déjà éclos.

(3) Mme de Charrière, enthousiaste de Paoli, avait engagé Benjamin Constant à traduire de l'anglais l'ouvrage de James Boswell, intitulé : *An Account of Corsica, and Memoirs of Pascal Paoli,* qui eut une très grande vogue vers 1768. La traduction fut entreprise, puis abandonnée, comme tant d'autres choses, par l'*inconstant* (c'est ainsi qu'on désignait notre Benjamin dans la société de Lausanne).

je pourrai encore *afford to pay* le port de vos lettres. Adressez-les comme ci-dessous, mot à mot :

« H. B. CONSTANT, esq.
« LONDON.
« To be left at the post office
« till called for. »

Chesterford, ce 22 juillet 1787.

« Vous aurez bien deviné, madame, au ton de ma précédente lettre, que mon séjour à Patterdale était une plaisanterie; mais ce qui n'en est pas une, c'est la situation où je suis actuellement, dans une petite cabane, dans un petit village, avec un chien et deux chemises. J'ai reçu des lettres de mon père, qui me presse de revenir, et je le rejoindrai dans peu. Mais je suis déterminé à voir le peuple des campagnes, ce que je ne pourrais pas faire si je voyageais dans une chaise de poste. Je voyage donc à pied et à travers champs. Je donnerais, non pas dix louis, car il ne m'en resterait guère, mais beaucoup, un sourire de Mlle Pourrat, pour n'être pas habitué à mes maudites lunettes. Cela me donne un air étrange, et l'étonnement répugne à l'intimité du moment, qui est la seule que je désire. On est si occupé à me regarder, qu'on ne se donne pas la peine de me répondre. Cela va pourtant tant bien que mal. En trois jours, j'ai fait quatre-vingt-dix milles; j'écris le soir une petite lettre à mon père, et je travaille à un roman que je vous montrerai. J'en ai, d'écrites et de corrigées, cinquante pages in-8o; je vous le dédierai si je l'imprime (1). — J'ai rencontré à Londres votre médecin, je l'ai trouvé bien aimable; mais je ne suis pas bon juge et je me récuse, car nous n'avons parlé que de vous. Écrivez-moi toujours à Londres. On m'envoie les lettres à la poste de quelque grande ville par laquelle je passe.

« J'ai balancé comment je voyagerais; je voulais prendre un costume plus commun, mais mes lunettes ont été un obstacle. Elles et mon habit, qui est beaucoup trop *gentleman-like*, me donnent l'air d'un *broken gentleman*, ce qui me nuit on ne peut pas plus. Le peuple aime ses égaux, mais il hait la pauvreté, et il hait les nobles. Ainsi quand il voit un gentleman qui a l'air pauvre, il l'insulte ou le fuit. Mon seul échappatoire, c'est de passer, sans le dire, pour quelque *journeyman* qui s'en retourne, de Londres où il a dépensé son argent,

(1) Ce livre n'a jamais paru. Nous avons, dit M. Gaullieur, les feuilles manuscrites qui ont été mises au net, et l'ébauche du reste. C'est un roman dans la forme épistolaire.

à la boutique de son maître. Je pars ordinairement à sept heures; je vais au taux de quatre milles par heure jusqu'à neuf. Je déjeune. A dix et demie, je repars jusqu'à deux ou trois. Je dîne mal et à très bon marché. Je pars à cinq. A sept, je prends du thé, ou quelquefois, par économie ou pour me lier avec quelque voyageur qui va du même côté, un ou deux verres de *brandy*. Je marche jusqu'à neuf. Je me couche à minuit assez fatigué. Je dépense cinq à six shellings par jour. Ce qui augmente beaucoup ma dépense, c'est que je n'aime pas assez le peuple pour vouloir coucher avec lui, et qu'on me fait, surtout dans les villages, payer pour la chambre et pour la distinction. Je crois que je goûterai un peu mieux le repos, le luxe, les bons lits, les voitures et l'intimité. Jamais homme ne se donna tant de peine pour obtenir un peu de plaisir.

« Vous croirez que c'est une exagération, mais quand je suis bien fatigué, que j'ai du linge bien sale, ce qui m'arrive quelquefois et me fait plus de peine que toute autre chose; qu'une bonne pluie me perce de tous côtés, je me dis : « Ah ! que je vais être heureux cet automne, « avec du linge blanc, une voiture et un habit sec et propre ! »

« Je réponds de mon père : il sera fâché contre moi et de mon équipée, quoiqu'il m'assure l'avoir pardonnée, mais je suis déterminé à devenir son ami en dépit de lui. Je serai si gai, si libre et si franc, qu'il faudra bien qu'il rie et qu'il m'aime (1).

« En général, mon voyage m'a fait un grand bien ou plutôt dix grands biens. En premier lieu, je me sers moi tout seul, ce qui ne m'était jamais arrivé. Secondement j'ai vu qu'on pouvait vivre pour rien; je puis à Londres aller tous les jours au spectacle, bien dîner, souper, déjeuner, être bien vêtu pour douze louis par mois. Troisièmement j'ai été convaincu qu'il ne fallait pour être heureux, quand on a un peu vu le monde, que du repos.

« Je vous souhaite tous ces bonheurs et mets le mien dans votre indulgence. Demain je serai à Methwold, un tout petit village entre

(1) C'est de son père que Benjamin Constant parle dans *Adolphe*, quand il dit : « Je ne demandais qu'à me livrer à ces impressions primitives et fougueuses qui « jettent l'ame hors de la sphère commune... Je trouvais dans mon père, non pas « un censeur, mais un observateur froid et caustique ..... Je ne me souviens pas, « pendant mes dix-huit premières années, d'avoir eu jamais un entretien d'une « heure avec lui. Ses lettres étaient affectueuses, pleines de conseils raisonnables « et sensibles; mais à peine étions-nous en présence l'un de l'autre, qu'il y avait « en lui quelque chose de contraint que je ne pouvais m'expliquer, et qui réagis- « sait sur moi d'une manière pénible. »

ceci et Lynn, et au-delà de Newmarket, dont Chersterford, d'où je vous écris ce soir, n'est qu'à cinq lieues. — Adieu, madame, ajoutez à ma lettre tous mes sentimens pour vous, et vous la rendrez bien longue.

CONSTANT. »

Westmoreland. — Patterdale, le 27 août 1787.

« Il y a environ cent mille ans, madame, que je n'ai reçu de vos lettres, et à peu près cinquante mille que je ne vous ai écrit. J'ai tant couru à pied, à cheval et de toutes les manières, que je n'ai pu que penser à vous. Je me trouve très mal de ce régime, et je veux me remettre à une nourriture moins creuse. J'espère trouver de vos lettres à Londres, où je serai le 6 ou 7 du mois prochain, et je ne désespère pas de vous voir à Colombier (1) dans environ six semaines : cent lieues de plus ou de moins ne sont rien pour moi. Je me porte beaucoup mieux que je ne me suis jamais porté : j'ai une espèce de cheval qui me porte aussi très bien, quoiqu'il soit vieux et usé. Je fais quarante à cinquante milles par jour. Je me couche de bonne heure, je me lève de bonne heure, et je n'ai rien à regretter que le plaisir de me plaindre et la dignité de la langueur (2).

« Vous avez tort de douter de l'existence de Patterdale. Il est très vrai que ma lettre datée d'ici était une plaisanterie; mais il est aussi très vrai que Patterdale est une petite *town*, dans le Westmoreland, et qu'après un mois de course en Angleterre, en Écosse, du nord au sud et du sud au nord, dans les plaines de Norfolk et dans les montagnes du Clackmannan, je suis aujourd'hui et depuis deux jours ici, avec mon chien, mon cheval et toutes vos lettres, non pas chez le curé, mais à l'auberge. Je pars demain, et je couche à Keswick, à vingt-quatre milles d'ici, où je verrai une sorte de peintre, de guide, d'auteur, de poète, d'enthousiaste, de je ne sais quoi, qui me mettra au fait de ce que je n'ai pas vu, pour que, de retour, je puisse mentir

(1) Près de Neuchâtel; Mme de Charrière y passait la plus grande partie de l'année.

(2) Un des premiers désirs de Benjamin Constant, à son adolescence, fut de voyager seul, à pied, vivant au jour le jour, comme Jean-Jacques Rousseau; mais il y avait entre l'illustre Genevois et le gentilhomme vaudois cette différence, que celui-ci trouvait à peu près partout, grace à son nom et au crédit de sa famille, des bourses ouvertes et un accueil que le pauvre Jean-Jacques ne put jamais rencontrer au début de sa carrière. On vient de voir comment le voyage pédestre s'est transformé en promenade à cheval. Le jeune Constant pouvait bien ressentir, grace à son imprévoyance calculée, une gêne d'un moment, mais jamais les angoisses de la misère. Sa détresse était plus ou moins factice.

comme un autre et donner à mes mensonges un air de famille. J'ai griffonné une description bien longue, parce que je n'ai pas eu le temps de l'abréger, de Patterdale. Je vous la garantis vraie dans la moitié de ses points, car je ne sais pas, comme je n'ai pas eu la patience ni le temps de la relire, où j'ai pu être entraîné par la manie racontante. Lisez, jugez et croyez ce que vous pourrez, et puis offrez à Dieu votre incrédulité, qui vaut mille fois mieux que la crédulité d'un autre.

« J'ai quitté l'idée d'un roman en forme. Je suis trop bavard de mon naturel. Tous ces gens qui voulaient parler à ma place m'impatientaient. J'aime à parler moi-même, surtout quand vous m'écoutez. J'ai substitué à ce roman des lettres intitulées : *Lettres écrites de Patterdale à Paris dans l'été de* 1787, *adressées à madame de C. de Z.* (Mme de Charrière de Zoel). Cela ne m'oblige à rien. Il y aura une demi-intrigue que je quitterai ou reprendrai à mon gré. Mais je vous demande, et à M. de Charrière, qui j'espère n'a pas oublié son fol ami, le plus grand secret. Je veux voir ce qu'on dira et ce qu'on ne dira pas, car je m'attends plus au châtiment de l'obscurité qu'à l'honneur de la critique. Je n'ai encore écrit que deux lettres; mais, comme j'écris sans style, sans manière, sans mesure et sans travail, j'écris à trait de plume...

A dix-huit milles de Patterdale, Amblesïde, le 31.

« Je suis resté jusqu'au 30 à Patterdale. Je n'ai point encore été à Keswick. Je n'y serai que ce soir, et j'en partirai demain matin pour continuer tout de bon ma route que les lacs du Westmoreland et du Cumberland ont interrompue. Je viens d'essuyer une espèce de tempête sur le Windermere, un lac, le plus grand de tous ceux de ce pays-ci, à deux milles de ce village. J'ai eu envie de me noyer. L'eau était si noire et si profonde (1), que la certitude d'un prompt repos me tentait beaucoup; mais j'étais avec deux matelots qui m'auraient repêché, et je ne veux pas me noyer comme je me suis empoisonné, pour rien. Je commence à ne pas trop savoir ce que je deviendrai. J'ai à peine six louis : le cheval loué m'en coûtera trois. Je ne veux plus prendre d'argent à Londres chez le banquier de mon père. Mes amis n'y sont point. *I'll just trust to fate.* Je vendrai, si quelque heureuse aventure ne me fait rencontrer quelque bonne ame, ma montre et tout ce qui pourra me procurer de quoi vivre, et j'irai comme Goldsmith, avec une viole et un orgue sur mon dos, de Londres en Suisse.

(1) Parodie de ce passage célèbre de *la Nouvelle Héloïse :* « La roche est escarpée, l'eau est profonde, et je suis au désespoir!... »

Je me réfugierai à Colombier, et de là j'écrirai, je parlementerai, et je me marierai; puis, après tous ces *rai*, je dirai, comme Pangloss fessé et pendu : « Tout est bien. »

A quatorze milles d'Ambleside, Kendal, 1er septembre.

« ... C'est une singulière lettre que celle-ci, madame, — je ne sais trop quand elle sera finie, — mais je vous écris et je ne me lasse pas de ce plaisir-là comme des autres. — Me voici à trente milles de Keswick, où j'ai vu mon homme. — J'ai vingt-deux milles de plus à faire. Je vous écrirai de Lancaster. La description de Patterdale est dans mon porte-manteau, — et je ne puis le défaire. Je vous l'enverrai de Manchester, où je coucherai demain; — je vais à grandes journées par économie et par impatience. — On se fatigue de se fatiguer comme de se reposer, madame. — Pour varier ma lettre, je vous envoie mon épitaphe. — Si vous n'entendez pas parler de moi d'ici à un mois, faites mettre une pierre sous quatre tilleuls qui sont entre le Désert et la Chablière (1), et faites-y graver l'inscription suivante; — elle est en mauvais vers, et je vous prie de ne la montrer à personne tant que je serai en vie. — On pardonne bien des choses à un mort, et l'on ne pardonne rien aux vivans. —

EN MÉMOIRE

D'HENRI-BENJAMIN DE CONSTANT-REBECQUE,

Né à Lausanne en Suisse,
le 25 nov. 1767 (2).

Mort à , dans le comté
de
en Angleterre.

Le septembre 1787.

D'un bâtiment fragile imprudent conducteur,
Sur des flots inconnus je bravais la tempête.

(1) Campagnes près de Lausanne, appartenant alors à la famille Constant.

(2) Benjamin Constant, comme bien des gens, se trompait sur la date précise de sa naissance. Voici ce qu'on lit dans les registres de l'état civil de Lausanne : « *Benjamin Constant*, fils de noble Juste Constant, citoyen de Lausanne et capitaine au service des États-Généraux, et de feue Mme Henriette de Chandieu, sa

La foudre grondait sur ma tête,
Et je l'écoutais sans terreur.
Mon vaisseau s'est brisé : ma carrière est finie.
J'ai quitté sans regret ma languissante vie,
J'ai cessé de souffrir en cessant d'exister.
Au sein même du sort j'avais prévu l'orage;
Mais entraîné loin du rivage,
A la fureur des vents je n'ai pu résister.
J'ai prédit l'instant du naufrage,
Je l'ai prédit sans pouvoir l'écarter.
Un autre plus prudent aurait su l'éviter.
J'ai su mourir avec courage,
Sans me plaindre et sans me vanter.

« Pas tout-à-fait sans me vanter pourtant, madame, voyez l'épitaphe...

A vingt-deux milles de Kendal, Lancaster, 1er septembre.

« Mes plans d'Amérique, madame, sont plus combinés que jamais. Si je ne me marie ni ne me pends cet hiver, je pars au printemps. J'ai parlé à plusieurs personnes au fait. Je compte aller sérieusement chez M. Adams (1), avant de quitter Londres, prendre encore de nouvelles informations; et, si le démon de la contrainte et de la défiance ne veut pas quitter mon pauvre Désert, je lui céderai la place (2). — J'emprunterai d'une de mes parentes, qui m'a déjà prêté souvent et qui m'offre encore davantage (ce n'est pas Mme de Severy), huit mille francs, si elle les a, et je me ferai *farmer* dans la Virginie. N'est-il pas plaisant que je parle de huit mille francs, quand je n'ai pas six sous à moi dans le monde?

Sur mon grabat je célébrais Glycère,
Le jus divin d'un vin mousseux ou grec,
Buvant de l'eau dans un vieux pot à bière.

Je cite tout de travers, mais une de vos aimables qualités est d'entendre tout bien, de quelque manière qu'on parle. Je défigure encore

défunte femme, né le dimanche 25 octobre, a été baptisé en Saint-François, le 11 novembre 1767, par le vénérable doyen Polier de Bottens, le lendemain de la mort de madame sa mère. » Ainsi, Benjamin Constant, orphelin de mère, pouvait dire avec Jean-Jacques Rousseau : « Ma naissance fut le premier de mes malheurs. » On sent trop, en effet, qu'à tous deux la tendresse d'une mère leur a manqué.

(1) Le célèbre John Adams était alors en mission à Londres pour les États-Unis.

(2) Les ennuis domestiques de Benjamin Constant provenaient en grande partie de sa belle-mère.

cette phrase, et c'est bien dommage. — Si vous vous rappelez son auteur, c'est ma meilleure amie et la plus aimable femme que je connaisse (1). Si je ne me rappelais votre amour pour la médisance, je me mettrais à la louer. Pardon, madame, — revenons à nos moutons, — c'est-à-dire à notre prochain, que nous croquons comme des loups.

Même date, au soir.

« Je relis ma lettre après souper, madame, et je suis honteux de toutes les fautes de style et de français; mais souvenez-vous que je n'écris pas sur un bureau bien propre et bien vert, pour ou auprès d'une jolie femme ou d'une femme autrefois jolie (2), mais en courant, non pas la poste, mais les grands chemins, en faisant cinquante-deux milles, comme aujourd'hui, sur un malheureux cheval, avec un mal de tête effroyable, et n'ayant autour de moi que des êtres étranges et étrangers, qui sont pis que des amis et presque que des parens... »

C'est assez de ce début; on en a plus qu'il n'en faut pour savoir le ton; Benjamin Constant continue de ce train railleur durant bien des pages, durant quinze grandes feuilles *in-folio*. Sa caravane pourtant tire à sa fin; il ne se tue pas, il ne meurt pas de fatigue; il arrive par monts et par vaux chez un ami de son père, qui lui refait la bourse et le remet sur un bon pied, sa monture et lui. Bref, dans une dernière lettre datée de Londres, du 12 septembre, il annonce à Mme de Charrière par des vers détestables (il n'en a jamais fait que de tels), qu'en vertu d'un compromis signé avec son père, il va partir pour la cour de Brunswick, et y devenir quelque chose comme lecteur ou chambellan de la duchesse; mais il passera auparavant par le canton de Vaud et par Colombier, ce dont il a grand besoin, confesse-t-il un peu crûment, car, à la suite de ce beau voyage sentimental, il lui faut refaire tant soit peu sa santé et son humeur.

Ce qui a dû frapper dans ces premières lettres, c'est combien l'esprit de moquerie, l'absence de sérieux, l'exaltation factice, et qui tourne aussitôt en risée, percent à chaque ligne : nulle part, un sentiment ému et qui puisse intéresser, même dans son égarement; nulle part, une plainte touchante, un soupir de jeune cœur, même vers des chimères; rien de cet amour de la nature qui console et repose, rien de ce premier enchantement où Jean-Jacques était ravi, et qu'il nous

(1) La phrase défigurée est de Mme de Charrière

(2) Ceci a bien l'air d'une épigramme échappée par la force de l'habitude. Mme de Charrière aurait pu être la mère de Benjamin Constant.

a rendu en des touches si pleines de fraîcheur. Adolphe, Adolphe, vous commencez bien mal; tout cela est bien léger, bien aride, et vous n'avez pas encore vingt ans (1)!

(1) A vingt ans, Benjamin Constant se considérait déjà comme bien blasé, bien vieux, et il lui échappait quelquefois de dire : *quand j'avais seize ans,* reportant à cet âge premier ce qu'on est convenu d'appeler la jeunesse. Et puisque nous en sommes ici à ses lettres, nous nous reprocherions de ne pas en citer une écrite par lui, à l'âge de douze ans, à sa grand'mère, pendant qu'il était à Bruxelles avec son gouverneur. M. Vinet l'a donnée dans les premières éditions de son excellente *Chrestomathie,* mais il l'a supprimée, je me demande pourquoi, dans la dernière. Cette lettre est très peu connue en France; elle peint déjà le Benjamin tel qu'il sera un jour, avec sa légèreté, sa mobilité d'émotions, ses instincts de joueur et de moqueur, et aussi avec toute sa grace. La voici :

Bruxelles, 19 novembre 1779.

« J'avais perdu toute espérance, ma chère grand' mère; je croyais que vous ne vous souveniez plus de moi, et que vous ne m'aimiez plus. Votre lettre si bonne est venue très à propos dissiper mon chagrin, car j'avais le cœur bien serré; votre silence m'avait fait perdre le goût de tout, et je ne trouvais plus aucun plaisir à mes occupations, parce que dans tout ce que je fais j'ai le but de vous plaire, et dès que vous ne vous souciez (*sic*) plus de moi, il était inutile que je m'applique (*sic*). Je disais : Ce sont mes cousins qui sont auprès de ma grand' mère qui m'effacent de son souvenir; il est vrai qu'ils sont aimables, qu'ils sont colonels, capitaines, etc., et moi je ne suis rien encore; cependant je l'aime et la chéris autant qu'eux. Vous voyez, ma chère grand' mère, tout le mal que votre silence m'a fait: ainsi, si vous vous intéressez à mes progrès, si vous voulez que je devienne aimable, savant, faites-moi écrire quelquefois, et surtout aimez-moi malgré mes défauts; vous me donnerez du courage et des forces pour m'en corriger, et vous me verrez tel que je veux être, et tel que vous me souhaitez. Il ne me manque que des marques de votre amitié : j'ai en abondance tous les autres secours, et j'ai le bonheur qu'on n'épargne ni les soins, ni l'argent, pour cultiver mes talens, si j'en ai, ou pour y suppléer par des connaissances. Je voudrais bien pouvoir vous dire de moi quelque chose de bien satisfaisant, mais je crains que tout ne se borne au physique; je me porte bien et je grandis beaucoup. Vous me direz que, si c'est tout, il ne vaut pas la peine de vivre. Je le pense aussi, mais mon étourderie renverse tous mes projets. Je voudrais qu'on pût empêcher mon sang de circuler avec tant de rapidité, et lui donner une marche plus cadencée; j'ai essayé si la musique pouvait faire cet effet : je joue des *adagio,* des *largo,* qui endormiraient trente cardinaux. Les premières mesures vont bien; mais je ne sais par quelle magie les airs si lents finissent toujours par devenir des *prestissimo.* Il en est de même de la danse : le menuet se termine toujours par quelques gambades. Je crois, ma chère grand' mère, que ce mal est incurable, et qu'il résistera à la raison même; je devrais en avoir quelque étincelle, car j'ai douze ans et quelques jours; cependant je ne m'aperçois pas de son empire : si son aurore est si faible, que sera-t-elle à vingt-cinq ans? Savez-vous, ma chère grand' mère, que je vais dans le grand monde deux fois par semaine; j'ai un bel habit, une épée, mon chapeau sous le bras, une main sur la

Il est de retour en Suisse au commencement d'octobre 1787. Je crois bien qu'avant de se rendre à Lausanne, il passa (et je lui en sais gré) par Colombier : il y arriva *à pied, à huit heures du soir, le* 3 *octobre* 1787, lui-même a noté presque religieusement cet anniversaire. Le lendemain 4, il était à Lausanne, et il écrit aussitôt : « Enfin m'y « voici, je comptais vous écrire sur ma réception, mes amis, mes pa- « rens, mais on me donne une commission pour vous, madame, et je « n'ai qu'un demi-quart d'heure à moi. Mon oncle, sachant que M. de « Salgas (1) doit venir *enfin* chercher sa femme (2), voudrait que vous « vinssiez avec lui. Vous trouveriez, dit-il, une famille toute disposée à « vous aimer, à vous admirer, et, ce qui vaut mieux, le plus beau pays « du monde. Mon manoir de Beausoleil est bien petit, mais, si vous « venez avec M. de Salgas, je vous demande la préférence sur mon « oncle et sur sa résidence plus comfortable; je le lui ai déjà déclaré. « Ce n'est qu'une petite course, et, si vous voulez m'admettre pour « votre chevalier errant, nous retournerons ensemble à Colombier. »

poitrine, l'autre sur la hanche; je me tiens bien droit, et je fais le grand garçon tant que je puis. Je vois, j'écoute, et jusqu'à ce moment je n'envie pas les plaisirs du grand monde. Ils ont tous l'air de ne pas s'aimer beaucoup. Cependant le jeu et l'or que je vois rouler me causent quelque émotion. Je voudrais en gagner pour mille besoins que l'on traite de fantaisies. A propos d'or, j'ai bien ménagé les deux louis que vous m'avez envoyés l'année dernière, ils ont duré jusqu'à la foire passée; à présent, il ne me manque qu'un froc et de la barbe pour être du troupeau de saint François; je ne trouve pas qu'il y ait grand mal : j'ai moins de besoins depuis que je n'ai plus d'argent. J'attends le jour des Rois avec impatience. On commencera à danser chez le prince ministre tous les vendredis. Malgré tous les plaisirs que je me propose, je préférerais de passer quelques momens avec vous, ma chère grand' mère : ce plaisir-là va au cœur, il me rend heureux, il m'est utile. Les autres ne passent pas les yeux ni les oreilles, et ils laissent un vide que je n'éprouve pas lorsque j'ai été avec vous. Je ne sais pas quand je jouirai de ce bonheur; mes occupations vont si bien, qu'on craint de les interrompre. M. Duplessis vous assure de ses respects; il aura l'honneur de vous écrire. Adieu, ma chère, bonne et excellentissime grand' mère; vous êtes l'objet continuel de mes prières. Je n'ai d'autre bénédiction à demander à Dieu que votre conservation. Aimez-moi toujours, et faites-m'en donner l'assurance. » — On se demande involontairement, après avoir lu une telle lettre, s'il est bien possible qu'elle soit d'un enfant de douze ans. Quoi qu'on puisse dire, elle ne fait, pour le ton et pour le tour d'esprit, que devancer les nôtres, qui semblent venir exprès pour la confirmer.

(1) Le baron de Salgas, gentilhomme protestant de la maison de Pelet, dont les ancêtres avaient quitté la France à la révocation de l'édit de Nantes; il avait passé des années à la cour d'Angleterre en qualité de gouverneur d'un des jeunes princes de la maison de Hanovre. Retiré à Rolle dans le pays de Vaud, il y vivait étroitement lié avec M. de Charrière.

(2) La femme de M. de Constant, la *générale* de Constant, comme on disait.

— Mme de Charrière vint en effet, et emmena au retour le jeune Constant, ou du moins celui-ci l'alla rejoindre; ces deux mois de séjour, de maladie, de convalescence, auprès d'une personne supérieure et affectueuse, semblèrent modifier sa nature et lui communiquer quelque chose de plus calme, de plus heureux. Par malheur, l'aridité des doctrines gâtait vite ce que la pratique entr'eux avait de meilleur, et on achevait, en causant, de tout mettre en poussière dans le même temps qu'on réussissait à se faire aimer. Mme de Charrière écrivait alors ses lettres politiques sur la révolution tentée en Hollande par le parti patriote, et Benjamin Constant, par émulation, se mit à tracer la première ébauche de ce fameux livre sur les religions qu'il fut près de quarante ans à remanier, à refaire, à transformer de fond en comble. L'esprit dans lequel il le conçut alors n'était autre que celui du XVIIIe siècle pur, c'est-à-dire un fonds d'incrédulité et d'athéisme que l'ambitieux auteur se réservait sans doute de raffiner. On lit dans une lettre de Mme de Charrière, d'une date postérieure, quelques détails singuliers sur cette composition primitive : « Après mon retour de Paris, dit-elle, « fâchée contre la princesse d'Orange, j'écrivis la première feuille des « *Observations et Conjectures politiques*, puis vinrent les autres; j'exi- « geais de l'imprimeur qu'il les envoyât, l'une après l'autre, à mesure « qu'il les imprimait, à M. de Salgas, à M. Van Spiegel, à M. Charles « Bentinck. Je voulais qu'on les vendît à Paris comme tout autre ou- « vrage périodique (1). Benjamin Constant survint, il me regardait « écrire, prenait intérêt à mes feuilles, corrigeait quelquefois la ponc- « tuation, se moquait de quelques vers alexandrins qui se glissaient « parfois dans ma prose. Nous nous amusions fort. De l'autre côté de « la même table, il écrivait sur des cartes de tarots, qu'il se proposait « d'enfiler ensemble, un ouvrage sur l'esprit et l'influence de la reli- « gion ou plutôt de toutes les religions connues. Il ne m'en lisait rien, « ne voulant pas, comme moi, s'exposer à la critique et à la raillerie. « Mme de Staël en a parlé dans un de ses livres. Elle l'appelle un « *grand ouvrage*, quoiqu'elle n'en ait vu, dit-elle, que le commence- « ment, quelques cartes sans doute, et elle invite la littérature et la « philosophie à se réunir pour exiger de l'auteur qu'il le reprenne et « l'achève. Mais elle ne nomme point cet auteur, ne donne point son « adresse, de sorte que la littérature et la philosophie eussent été « bien embarrassées de lui faire parvenir une lettre. »

1 On trouve dans quelques catalogues du temps ces *Observations* attribuées à Mirabeau. Avis à M. Quérard et aux bibliographes.

Voilà de l'aigreur qui perce un peu vivement et sans but, nous en sommes fâché pour Mme de Charrière. Le fait est que l'ouvrage dont parlait Mme de Staël ne devait déjà plus être le même que celui qui s'esquissait sur un jeu de cartes à Colombier. Benjamin Constant était le premier à plaisanter de ces transformations de son éternel ouvrage, de cet ouvrage toujours continué et refait tous les cinq ou dix ans, selon les nouvelles idées survenantes : « L'utilité des faits est vraiment merveilleuse, disait-il de ce ton qu'on lui a connu ; voyez, j'ai rassemblé d'abord mes dix mille faits : eh bien! dans toutes les vicissitudes de mon ouvrage, ces mêmes faits m'ont suffi à tout; je n'ai eu qu'à m'en servir comme on se sert de soldats, en changeant de temps en temps l'ordre de bataille. »

Une circonstance caractéristique de cette première ébauche, c'est qu'elle ait été écrite au revers de cartes à jouer : fatal et bizarre présage! — On raconte qu'un jour, une nuit, peu de temps avant la publication de l'ouvrage, quelqu'un rencontrant Benjamin Constant dans une maison de jeu lui demanda de quoi il s'occupait pour le moment : « Je ne m'occupe plus que de religion, » répondit-il. Le commencement et la fin se rejoignent.

En réduisant même ces accidens, ces légèretés de propos à leur moindre valeur, en reconnaissant tout ce qu'a d'éloquent et d'élevé le livre de *la Religion* dans la forme sous laquelle il nous est venu, on a droit de dénoncer le contraste et de déplorer le contre-coup. L'esprit humain ne joue pas impunément avec ces perpétuelles ironies; elles finissent par se loger au cœur même et comme dans la moelle du talent, elles soufflent froid jusqu'à travers ses meilleures inspirations. Un je ne sais quoi circule qui avertit que l'auteur a beau s'exalter, que l'homme en lui n'est pas touché ni convaincu. Ainsi tout ce livre de *la Religion* laisse lire à chaque page ce mot : *Je voudrais croire*, comme le petit livre d'*Adolphe* se résume en cet autre mot : *Je voudrais aimer* (1).

Quant à la conjecture sur l'esprit originel du grand ouvrage, ce

(1) En politique de même, il perce au fond de tous les écrits de Benjamin Constant un grand désir de convaincre, si toutefois l'auteur était convaincu. Après son équipée des Cent-Jours, quelques amis lui conseillaient d'adresser un mémoire, une lettre au roi. Il promit de s'en occuper, et comme on s'informait près de lui, avec intérêt, si elle était écrite, il répondit qu'il venait de l'achever. — « Et en êtes-vous content? — Mon Dieu! moi-même, elle m'a presque persuadé. » C'est ainsi qu'il se raillait et se calomniait à plaisir. Les hommes se font pires qu'ils ne peuvent, a dit Montaigne.

n'en est pas une, à vrai dire, et tout ce qui trahit les sentimens philosophiques de l'auteur à cette époque, ne laisse pas une ombre d'incertitude. Nous en pourrions citer cent exemples; un seul suffira. Voici une lettre écrite de Brunswick à Mme de Charrière dans un moment d'expansion, de sincérité, de douleur; mais l'irrésistible moquerie y revient vite, amère et sifflante, étincelante et légère, telle que Voltaire l'aurait pu manier en ses meilleurs et en ses pires momens. Cette lettre nous représente à merveille ce que pouvaient être les interminables conversations de Colombier, ces analyses dévorantes qui avaient d'abord tout réduit en poussière au cœur d'Adolphe.

Ce 4 juin 1790.

« J'ai malheureusement quatre lettres à écrire, ce matin, que je ne puis renvoyer. Sans cette nécessité je consacrerais toute ma matinée à vous répondre et à vous dire combien votre lettre m'a fait plaisir, et avec quel empressement je recommence notre pauvre correspondance, qui a été si interrompue et qui m'est si chère. Il n'y a que deux êtres au monde dont je sois parfaitement content, vous et ma femme (1). Tous les autres, j'ai, non pas à me plaindre d'eux, mais à leur attribuer quelque partie de mes peines. Vous deux, au contraire, j'ai à vous remercier de tout ce que je goûte de bonheur. Je ne répondrai pas aujourd'hui à votre lettre : lundi prochain 7 j'aurai moins à faire, et je me donnerai le plaisir de la relire et d'y répondre en détail. Cette fois-ci, je vous parlerai de moi autant que je le pourrai dans le peu de minutes que je puis vous donner. Je vous dirai qu'après un voyage de quatre jours et quatre nuits je suis arrivé ici, oppressé de l'idée de notre misérable procès (2), qui va de mal en pis, et tremblant de

(1) Benjamin Constant s'était laissé marier à Brunswick, en 1789, avec une jeune personne attachée à la duchesse régnante. A cette date de juin 1790, ses tribulations conjugales n'avaient pas encore commencé. Il cherchait à faire partager à Mme de Charrière sur son mariage des illusions qu'elle paraissait peu disposée à adopter.

(2) Au moment où durait encore le premier charme, si passager, de l'union avec sa Wilhelmine, Benjamin Constant avait reçu la nouvelle foudroyante que son père, au service de Hollande, dénoncé par plusieurs officiers de son régiment, était sous le coup de graves accusations. Ces plaintes des officiers suisses contre leurs supérieurs, dans les régimens capitulés, étaient alors, comme elles le sont encore, assez fréquentes. Les ennemis que M. de Constant avait à Berne, où on lui reprochait son peu de propension et de déférence pour le patriciat régnant, travaillèrent activement à le perdre. Il y avait dans les faits qu'on lui imputait plus de désordre que de malversation réelle. Néanmoins, le gouvernement hollandais, financier rigide, exigea des comptes et prit l'hésitation à les produire pour un indice de culpabilité.

devoir repartir dans peu pour aller recommencer mes inutiles efforts. Je serais heureux, sans cette cruelle affaire; mais elle m'agite et m'accable tellement par sa continuité, que j'en ai presque tous les jours une petite fièvre et que je suis d'une faiblesse extrême qui m'empêche de prendre de l'exercice, ce qui probablement me ferait du bien. Je prends, au lieu d'exercice, le lait de chèvre, qui m'en fait un peu. Mon séjour en Hollande avait attaqué ma poitrine, mais elle est remise. Si des inquiétudes morales sur presque tous les objets sans exception ne me tuaient pas, et surtout si je n'éprouvais, à un point affreux que je n'avoue qu'à peine à moi-même, loin de l'avouer aux autres, de sorte que je n'ai pas même la consolation de me plaindre, une défiance presque universelle, je crois que ma santé et mes forces reviendraient. Enfin, qu'elles reviennent ou non, je n'y attache que l'importance de ne pas souffrir. Je sens plus que jamais le néant de tout, combien tout promet et rien ne tient, combien nos forces sont au-dessus de notre destination, et combien cette disproportion doit nous rendre malheureux. Cette idée, que je trouve juste, n'est pas de moi; elle est d'un Piémontais, homme d'esprit dont j'ai fait la connaissance à La Haye, un chevalier de Revel, envoyé de Sardaigne. Il prétend que Dieu, c'est-à-dire l'auteur de nous et de nos alentours, est mort avant d'avoir fini son ouvrage; qu'il avait les plus beaux et vastes projets du monde et les plus grands moyens; qu'il avait déjà mis en œuvre plusieurs des moyens, comme on élève des échafauds pour bâtir, et qu'au milieu de son travail il est mort; que tout à présent se trouve fait dans un but qui n'existe plus, et que nous, en particulier, nous sentons destinés à quelque chose dont nous ne nous faisons aucune idée; nous sommes comme des montres où il n'y aurait point de cadran, et dont les rouages, doués d'intelligence, tourneraient jusqu'à ce qu'ils se fussent usés, sans savoir pourquoi et se disant toujours : Puisque je tourne, j'ai donc un but. Cette idée me paraît la folie la plus spirituelle et la plus profonde que j'aie ouie, et bien préférable aux folies chrétiennes, musulmanes ou philosophiques, des Ier, VIIe et XVIIIe siècles de notre ère. Adieu; dans ma prochaine lettre, nous rirons, malgré nos maux, de l'indignation que témoignent les stat-

Des enquêtes commencèrent; des mémoires scandaleux furent publiés contre M. de Constant, qui perdit un moment la tête, et crut devoir se dérober par une fuite momentanée à la haine de ses ennemis. En cette rude circonstance, Benjamin Constant se montra parfait de dévouement filial. Laissant toute autre préoccupation, s'arrachant d'auprès de sa jeune femme, il courut en Hollande pour faire tête à l'orage. C'est au retour de ce voyage qu'il écrit.

houders et les princes de la révolution française, qu'ils appellent l'effet de la perversité inhérente à l'homme. Dieu les ait en aide! Adieu, cher et spirituel rouage qui avez le malheur d'être si fort au-dessus de l'horloge dont vous faites partie et que vous dérangez. Sans vanité, c'est aussi un peu mon cas. Adieu. Lundi, je joindrai le billet tel que vous l'exigez. Ne nous reverrons-nous jamais comme en 1787 et 88? »

On a souvent dit de Benjamin Constant que c'était peut-être l'homme qui avait eu le plus d'esprit depuis Voltaire; ce sont les gens qui l'ont entendu causer qui disent cela, car, si distingués que soient ses ouvrages, ils ne donnent pas l'idée de cette manière; on peut dire que son talent s'employait d'un côté, et son esprit de l'autre. Comme tribun, comme publiciste, comme écrivain philosophique, il arborait des idées libérales, il épousait des enthousiasmes et des exaltations qui le rangeaient plutôt dans la postérité de Jean-Jacques croisée à l'allemande (1). Mais ici, dans cette lettre qui n'est qu'une conversation, cet esprit à la Voltaire nous apparaît dans sa filiation directe et à sa source, point du tout masqué encore.

Voltaire, à son retour de Prusse et avant de s'établir à Ferney, passa trois hivers à Lausanne (1756–1758); il s'y plut beaucoup, en goûta les habitans, y joua la comédie; c'était dix ans avant la naissance de Benjamin Constant; il y connut particulièrement cette famille. Sa nièce, Mme de Fontaine, ayant appelé en Parisienne M. de Constant un *gros Suisse*, « M. de Constant, lui répondit Voltaire tout en colère, « n'est ni Suisse ni gros. Nous autres Lausannais qui jouons la co- « médie, nous sommes du pays roman, et point Suisses. Il y a Suisses « et Suisses : ceux de Lausanne diffèrent plus des Petits-Cantons que « Paris des Bas-Bretons (2). » Benjamin Constant s'est chargé de justifier aux yeux de tous le propos de Voltaire, et de faire valoir ce brevet de Français délivré à son oncle ou à son père par le plus Français des hommes.

Nous revenons au séjour de Benjamin à Colombier; il y concevait donc son livre sur les religions, il donnait son avis sur les écrits de Mme de Charrière et en épiloguait le style. Souvent, quoique porte à porte, dit M. Gaullieur, ils s'adressaient des messages dans lesquels

(1) Par contraste avec cette lettre de 1790, il faut lire ce qu'écrivait en 1815 le même Benjamin Constant au sortir de ses entretiens mystiques avec Mme de Krüdner; toutes les diversités de cette nature mobile en rejailliront. (Article sur Mme de Krüdner, dans la *Revue* du 1er juillet 1837.)

(2) Voir un piquant opuscule intitulé : *Voltaire à Lausanne*, par M. J. Olivier (1842).

ils échangeaient leurs observations de chaque heure, et continuaient sans trève leurs conversations à peine interrompues. Bien des incidens de société y fournissaient matière. On faisait des vers satiriques sur l'*ours de Berne*, on se prêtait *les Contemporaines* de Rétif. Le Rétif était alors très en vogue à l'étranger. Le *Journal littéraire* de Neuchâtel en raffolait; l'honnête Lavater en était dupe. Ces *Contemporaines* m'ont tout l'air d'avoir eu le succès des *Mystères de Paris*. Benjamin Constant, qui en empruntait des volumes à M. de Charrière *pour se former l'esprit et le cœur*, en parlait avec dégoût, s'en moquait à son ordinaire, et ne les lisait pas moins avidement. On aura le ton par les deux billets suivans :

« ..... Je n'ai pu hier que recevoir et non renvoyer les C. (*Contemporaines*). Je ne suis pas un Hercule, et il me faut du temps pour les expédier. En voici cinq que je vous remets aujourd'hui, en me recommandant à M. de Charrière pour la suite. C'est drôle après avoir dit tant de mal de Rétif. Mais il a un but, et il y va assez simplement; c'est ce qui m'y attache. Il met trop d'importance aux petites choses. On croirait, quand il vous parle du bonheur conjugal et de la dignité d'un mari, que ce sont des choses on ne peut pas plus sérieuses, et qui doivent nous occuper éternellement. Pauvres petits insectes! qu'est-ce que le bonheur ou la dignité (1)? Plus je vis et plus je vois que tout n'est rien. Il faut savoir souffrir et rire, ne serait-ce que du bout des lèvres. Ce n'est pas du bout des lèvres que je désire (et que je le dis) de me retrouver à Colombier le 2 de janvier.

H. B. »

« Je me porte bien, madame, et je me trouve bien bête de ne pas vous aller voir; mais je résiste comme vous l'ordonnez. Mon Esculape Leschot est tout plein d'attention pour moi. Cependant je puis vous assurer que, si ma tête n'est pas blanche, elle sera bientôt chauve.

« J'attends qu'on m'apporte de la cire et je continue :

« Je lis Rétif de La Bretonne, qui enseigne aux femmes à prévenir les libertés qu'elles pourraient permettre, et qui, pour les empêcher de tomber dans l'indécence, entre dans des détails très intéressans (2), et décrit tous les mouvemens à adopter ou à rejeter. Toutes ces leçons sont supposées débitées par une femme très comme il faut, dans un

(1) *Qu'est-ce que le bonheur ou la dignité?* Fatale parole! celui qui l'a dite à vingt ans ne s'en guérira jamais.

(2) On aimerait mieux lire : *très indécens.*

Lycée des mœurs! Et voilà ce qu'on appelle du génie, et on dit que Voltaire n'avait que de l'esprit, et d'Alembert et Fontenelle du jargon. Grand bien leur fasse!

« Quant à moi, et malgré l'enthousiasme de votre *Mercure* indigène pour Rétif, je serai toujours rétif à l'admirer. Ma délicate sagesse n'aime pas cette indécence *ex professo*, et je me dis : « Voilà un fou bien dégoûtant qu'on devrait enfermer avec les fous de Bicêtre. » Et quand on me dira : « L'original Rétif de La Bretonne, le bouillant Rétif, etc., » je penserai : c'est un siècle bien malheureux que celui où on prend la saleté pour du génie, la crapule pour de l'originalité, et des excrémens pour des fleurs! Quelle diatribe, bon Dieu!

« Trève à Rétif! Votre nuit, madame, m'a fait bien de la peine. La mienne a été bonne, et tout va bien.

« Imaginez, madame, que je fais aussi des feuilles politiques ou des pamphlets à l'anglaise; les vôtres par leur brièveté m'encouragent. Il faut que je m'arrange, si je parviens à en faire une vingtaine, avec un libraire. Je lui paierai ce qu'il pourra perdre pour l'impression des trois premières. S'il continue à perdre, *basta*, adieu les feuilles! S'il y trouve son compte, il continuera à ses frais, à condition qu'il m'enverra cinq exemplaires de chacune à Brunswick.

« Mais pour vendre la peau de l'ours,
« Il faut l'avoir couché par terre.

« Il est une heure, et je finis : presque point de phrases.

H. B. C. »

Pourtant il a fallu partir, il a fallu quitter ce doux nid de Colombier au cœur de l'hiver et se mettre en route pour Brunswick. Aux premières lettres de regrets et de plaintes, on sent, chez le voyageur, qui a tant de peine à s'arracher, un ton inaccoutumé d'affection et de reconnaissance qui touche; on reconnaît que ce qui a manqué surtout, en effet, à cette jeunesse d'Adolphe pour l'attendrir et peut-être la *moraliser*, ç'a été la félicité domestique, la sollicitude bienveillante des siens, le sourire et l'expansion d'un père plus confiant. Aux persécutions, aux tracasseries intérieures dont il est l'objet, on comprend ce que ce jeune cœur a dû souffrir et comment l'esprit chez lui s'est vengé. Il y a d'ailleurs dans toutes ces lettres bien de l'amabilité et de la grace; celle par laquelle il réclame de Mme de Charrière son audience de congé, à son passage de Lausanne à Berne, est d'un tour léger, à

demi coquet, qui trahit un certain souci de plaire. Nous donnons, d'après M. Gaullieur, cette série curieuse à laquelle il ne manque pas un anneau.

« MADAME,

« Je partis hier de Lausanne pour venir vous faire mes adieux; mais je suis si malade, si mal fagotté, si triste et si laid, que je vous conseille de ne pas me recevoir (1). L'échauffement, l'ennui, et l'affaiblissement que mon séjour à Paris a laissé dans toute ma machine, après m'avoir tourmenté de temps en temps, se sont fixés dans ma tête et dans ma gorge. Un mal de tête affreux m'empêche de me coiffer; un rhume m'empêche de parler; une dartre qui s'est répandue sur mon visage me fait beaucoup souffrir et ne m'embellit pas. Je suis indigne de vous voir, et je crois qu'il vaut mieux m'en tenir à vous assurer de loin de mon respect, de mon attachement et de mes regrets. La sotte aventure dont vous parlez dans votre dernière lettre m'a forcé à des courses et causé des insomnies et des inquiétudes qui m'ont enflammé le sang. Un voyage de deux cent et tant de lieues ne me remettra pas, mais il m'achèvera, c'est la même chose. Je vous fais des adieux, et des adieux éternels. Demain, arrivé à Berne, j'enverrai à M. de Charrière un billet pour les 50 louis que mon père a promis de payer dans les commencemens de l'année prochaine, avec les intérêts au 5 p. 0/0. Je le supplie de les accepter, non pour lui, mais pour moi. En les acceptant, ce sera me prouver qu'il n'est pas mécontent de mes procédés; en les refusant, ce serait me traiter comme un enfant ou pis.

« Si vous avez pourtant beaucoup de taffetas d'Angleterre pour cacher la moitié de mon visage, je paraîtrai. Sinon, madame, adieu, ne m'oubliez pas. »

Il obtint assurément la permission de paraître, et sans taffetas d'Angleterre encore. Le lendemain il était définitivement en route, et à chaque station il écrivait.

Bâle.

« Je n'ai que le temps de vous dire quelques mots, car je ne couche point ici, comme je croyais. Les chemins sont affreux, le vent froid, moi triste, plus aujourd'hui qu'hier, comme je l'étais plus hier qu'avant-hier, comme je le serai plus demain qu'aujourd'hui. Il est

(1) C'est ainsi qu'on parle quand on est sûr d'être reçu.

difficile et pénible de vous quitter pour un jour, et chaque jour est une peine ajoutée aux précédentes. Je me suis si doucement accoutumé à la société de vos feuilles, de votre piano-forte (quoiqu'il m'ennuyât quelquefois), de tout ce qui vous entoure, j'ai si bien contracté l'habitude de passer mes soirées auprès de vous, de souper avec la bonne Mlle Louise, que tout cet assemblage de choses paisibles et gaies me manque, et que tous les charmes d'un mauvais temps, d'une mauvaise chaise de poste et d'exécrables chemins ne peuvent me consoler de vous avoir quittée. Je vous dois beaucoup physiquement et moralement. J'ai un rhume affreux seulement d'avoir été bien enfermé dans ma chaise : jugez de ce que j'aurais souffert si, comme le voulaient mes parens alarmés sur ma chasteté (1)..., j'étais parti coûte que coûte. Je vous dois donc sûrement la santé et probablement la vie. Je vous dois bien plus, puisque cette vie qui est une si triste chose la plupart du temps, quoi qu'en dise M. Chaillet (2), vous l'avez rendue douce, et que vous m'avez consolé pendant deux mois du malheur d'être, d'être en société, et d'être en société avec les Marin, Guenille et compagnie; je recompte ainsi dans ma chaise ce que je vous dois, parce que ce m'est un grand plaisir de vous devoir tant de toutes manières. Tant que vous vivrez, tant que je vivrai, je me dirai toujours, dans quelque situation que je me trouve : Il y a un Colombier dans le monde. Avant de vous connaître, je me disais : Si on me tourmente trop, je me tuerai. A présent je me dis : Si on me rend la vie trop dure, j'ai une retraite à Colombier.

« Que fait mistriss? Est-ce que je l'aime encore? Vous savez que ce n'est que pour vous, en vous, par vous et à cause de vous que je l'aime. Je lui sais gré d'avoir su vous faire passer quelques momens agréables, je l'aime d'être une ressource pour vous à Colombier; mais si elle est *saucy* avec vous,

Then she may go a packing to England again.

Adieu tout mon intérêt alors, car ce n'est pas de l'amitié, vous m'avez appris à apprécier les mots.

(1) Il est évident que la famille de Benjamin Constant s'était fort alarmée de ce séjour à Colombier et y avait vu plus de mystère qu'il n'y en avait peut-être au fond; on le croyait dans une île de Calypso, et on en voulait tirer au plus vite ce Télémaque déjà bien endommagé d'ailleurs.

(2) Le ministre Chaillet, rédacteur du *Journal littéraire* de Neuchâtel, homme d'esprit, un peu trop admirateur de Rétif, ce qui ne l'a pas empêché de laisser cinq volumes d'édifians sermons.

« Je lis en route un roman que j'avais déjà lu et dont je vous avais parlé : il est de l'auteur de *Wilhelmina Ahrand* (1). Il me fait le plus grand plaisir, et je me dépite de temps en temps de ne pas le lire avec vous.

« Adieu, vous qui êtes meilleure que vous ne croyez (j'embrasserais Mme de Montrond sur les deux joues pour cette expression). Je vous écrirai de Durbach après-demain, ou de Manheim dimanche.

H. B.

« ... Dites, je vous prie, mille choses à M. de Charrière. Je crains toujours de le fatiguer en le remerciant. Sa manière d'obliger est si unie et si *inmaniérée*, qu'on croit toujours qu'il est tout simple d'abuser de ses bontés. »

Rastadt, le 23 (février).

« Un essieu cassé au beau milieu d'une rue me force à rester ici et m'obligera peut-être à y coucher. J'en profite. Le grand papier sur lequel je vous écris me rappelle la longue lettre que je vous écrivais en revenant d'Écosse, et dont vous avez reçu les trois quarts. Que je suis aujourd'hui dans une situation différente! Alors je voyageais seul, libre comme l'air, à l'abri des persécutions et des conseils, incertain à la vérité si je serais en vie deux jours après, mais sûr, si je vivais, de vous revoir, de retrouver en vous l'indulgente amie qui m'avait consolé, qui avait répandu sur ma pénible manière d'être un charme qui l'adoucissait. J'avais passé trois mois seul, sans voir l'humeur, l'avarice et l'amitié qu'on devrait plutôt appeler la haine, se relevant tour à tour pour me tourmenter; à présent faible de corps et d'esprit, esclave de père, de parens, de princes, Dieu sait de qui! je vais chercher un maître, des ennemis, des envieux, et, qui pis est, des ennuyeux, à deux cent cinquante lieues de chez moi : de chez moi ne serait rien; mais de chez vous! de chez vous, où j'ai passé deux mois si paisibles, si heureux, malgré les deux ou trois petits nuages qui s'élevaient et se dissipaient tous les jours. J'y avais trouvé le repos, la santé, le bonheur. Le repos et le bonheur sont partis; la santé, quoique affaiblie par cet exécrable et sot voyage, me reste encore. Mais c'est de tous vos dons celui dont je fais le moins de cas. C'est peu de chose que la santé avec l'ennui, et je donnerais dix ans de santé à Brunswick pour un an de maladie à Colombier.

(1) Il s'agit sans doute du roman de *Herman und Ulrica*.

« Il vient d'arriver une fille française, qu'un Anglais traîne après lui dans une chaise de poste avec trois chiens, et la fille et ses trois bêtes, l'une en chantant, les autres en aboyant, font un train du diable. L'Anglais est là bien tranquille à la fenêtre, sans paraître se soucier de sa belle, qui vient le pincer, à ce que je crois, ou lui faire quelque niche à laquelle son amant répond galamment par un ... prononcé bien à l'anglaise. — Ah! petit mâtin, lui dit-elle! et elle recommence ses chansons. Cette conversation est si forte et si soutenue, que je demanderai bientôt une autre chambre, s'ils ne se taisent.... *Heaven knows I do not envy their pleasures*, *but I wish they would leave....* (1).

« Je lis toujours mon roman : il y a une Ulrique qui, dans son genre, est presque aussi intéressante que Caliste; vous savez que c'est beaucoup dire; le style est très énergique, mais il y a une profusion de figures à l'allemande qui font de la peine quelquefois. J'ai été fâché de voir qu'une lettre était une flamme qui allumait la raison et éteignait l'amour, et qu'Ulrique avait vu toutes ses *joies* mangées en une nuit par un renard. Si c'était des *oies*, encore passe. Mais cela est bien réparé par la force et la vérité des caractères et des détails.

« Adieu, madame. Mille et mille choses à l'excellente Mlle Louise, à M. de Charrière et à Mlle Henriette; mais surtout pensez bien à moi. Je ne vous demande pas de penser bien de moi, mais pensez à moi. J'ai besoin, à deux cent lieues de vous, que vous ne m'oubliiez pas. Adieu, charmant Barbet. Adieu, vous qui m'avez consolé, vous qui êtes encore pour moi un port où j'espère me réfugier une fois. S'il faut une tempête pour qu'on y consente, puisse la tempête venir et briser tous mes mâts et déchirer toutes mes voiles! »

Darmstadt, le 25.

« Du thé devant moi, *Flore* à mes pieds, la plume en main pour vous écrire, me revoilà comme en Angleterre, et celui qui ne peindrait que mon attitude me peindrait le même qu'alors. Mais combien mes sentimens, mes espérances et mes alentours sont changés! A force de voir des hommes libres et heureux, je croyais pouvoir le devenir : l'insouciance et la solitude de tout un été m'avaient redonné un peu de forces. Je n'étais plus épuisé par l'humeur des autres et

(1) Les mots qui suivent sont usés dans le pli du papier, mais reviennent à dire : Je ne leur demande qu'une chose, c'est de me laisser les *sombres plaisirs d'un cœur mélancolique.*

par la mienne. Deux mois passés à Beausoleil, trop malade en général (quoique pas de manière à en souffrir) pour qu'on pût s'attendre à beaucoup d'activité de ma part, trop retiré pour qu'on me tourmentât souvent, me disant toutes les semaines : Je monterai à cheval et j'irai à Colombier; j'avais goûté le repos : deux mois ensuite passés près de vous, j'avais deviné vos idées et vous aviez deviné les miennes; j'avais été sans inquiétudes, sans passions violentes, sans humeur et sans amertume. La dureté, la continuité d'insolence et de despotisme à laquelle j'ai été exposé, la fureur et les grincemens de dents de toute cette...., parce que j'étais heureux un instant, ont laissé en moi une impression d'indignation et de tristesse qui se joint au regret de vous quitter, et ces deux sentimens, dont l'un est aussi humiliant que l'autre est pénible, augmentent et se renouvellent à chaque instant. Je vous l'écrivais de Bâle : je serai chaque jour plus abattu et plus triste; et cela est vrai. Je me vois l'esclave et le jouet de tous ceux qui devraient être (non pas mes amis, Dieu me préserve de profaner ce nom en désirant même qu'ils le fussent!), mais mes défenseurs, seulement par égard et par décence. Malade, mourant, je reste chez la seule amie que j'aie au monde, et la douceur de souffrir près d'elle et loin d'eux, ils me l'envient. Des injures, des insultes, des reproches. Si j'étais parti faible au milieu de l'hiver, je serais mort à vingt lieues de Colombier. J'ai attendu que je *pus* (1) sans danger faire un long voyage que je n'entreprenais que par obéissance, et contre lequel, si j'avais été le fils dénaturé qu'on m'accuse d'être, j'aurais, à vingt ans, pu faire des objections. J'ai voulu conserver à ce père l'ombre d'un fils qu'il pourrait (2) aimer. Vous avez vu, madame, ce qu'on m'écrivait. Je sais que je suis injuste, mais je suis si loin de vous que je ne puis plus voir avec calme et avec indifférence les injustices des autres. Quand je suis auprès de vous, je ne pense point aux autres, et ils me paraissent très supportables; quand je suis loin de vous, je pense à vous et je suis forcé de m'occuper d'eux : or, la comparaison n'est pas à leur avantage.

« Je relis ma lettre et je meurs de peur de vous ennuyer. Il y a tant de tristesse et d'humeur et de jérémiades que vous en aurez un *surfeit*, et peut-être renoncerez-vous à un correspondant de mon espèce. Je

(1) Que je *pusse :* on sent que Benjamin Constant n'est pas encore tout-à-fait naturalisé Français. Ces fautes, au reste, sont en bien petit nombre, et presque toutes les lettres autographes d'écrivains en offriraient autant. Le voyageur n'a pas pris le temps de se relire.

(2) Pouvait?

vous conjure à genoux de me supporter : ne plus vous être rien qu'une connaissance indifférente serait bien pis que les persécutions des sottes gens qui font le sujet de cette sotte lettre. Aussi faut-il avouer qu'il est bien sot à moi de tant vous en occuper. Dans une lettre à vous, pourquoi nommer Cerbère et les Furies? Mais j'ai des momens d'humeur et d'indignation qui ne me laissent pas le choix de les contenir. Je répète tous les jours plus sincèrement le vœu qui terminait ma dernière lettre, et j'attends la tempête comme un autre le port.

« A propos, madame, j'ai pensé au moyen de vous écrire de la cour où je vais tout ce que je croirai intéressant ou tout ce que j'aurai envie de vous dire. C'est à l'aide de vos petites feuilles. Je prendrai le numéro de la page, etc. (suit un détail de chiffre). Je vous prouverai ce que mes lettres ne doivent pas vous avoir fait soupçonner jusqu'ici, et ce qui m'est très difficile quand je vous écris, que je sais être court. Si cependant cela vous fatigue, écrivez-moi seulement : « Plus de numéros. »

« Adieu, madame. A genoux je vous demande votre amitié et, en me relevant, une petite lettre à poste restante. En vous écrivant, je me suis calmé. Votre idée, l'idée de l'intérêt que vous prenez à moi, a dissipé toute ma tristesse. Adieu, mille fois bonne, mille fois chère, mille fois aimée. »

La moquerie pourtant et le sentiment du ridicule ne font jamais faute long-temps avec lui; tout ce qui y prête et qui passe à sa portée est vite saisi. Et en même temps on notera cette continuelle mobilité d'impressions d'un homme qui, à cet âge, semble déjà avoir vécu de tous les genres de vie, qui va devenir courtisan et chambellan, qui a peu à faire pour achever d'être le plus consommé des mondains, et qui tout d'un coup, par accès, se reprend à l'idée de ces doctes et vénérables retraites telles qu'il les a pratiquées dans ses années d'études à Erlang ou à Édimbourg, car tour à tour il a été étudiant allemand, et il s'est assis autour de la table à thé de Dugald Stewart.

Gœttingue, le 28 février 1788.

« J'ai failli rester ici; le goût de l'étude m'a repris dans cette ville universitaire, et si je n'avais couru la poste, j'eusse planté là mes projets de courtisan. — Il est encore une autre circonstance qui aurait pu déterminer mon changement de plan. J'ai fait une visite au professeur Heyne (1) et j'ai vu sa fille.

(1) Le célèbre philologue.

« Mon entrée chez celle-ci fait tableau : imaginez une chambre tapissée de rose avec des rideaux bleus, une table avec une écritoire, du papier avec une bordure de fleurs, deux plumes neuves précisément au milieu, et un crayon bien taillé entre ces deux plumes, un canapé avec une foule de petits nœuds bleu de ciel, quelques tasses de porcelaine bien blanche, à petites roses, deux ou trois petits bustes dans un coin ; j'étais impatient de savoir si la personne était ce que cet assemblage promettait. Elle m'a paru spirituelle et assez sensée.

« Il faut toujours faire des *allowances* à une fille de professeur allemand (1). Il y a des traits distinctifs qu'elle ne manquent jamais d'avoir : mépris pour l'endroit qu'elles habitent, plainte sur le manque de société, sur les étudians qu'il faut voir, sur la sphère étroite ou monotone où elles se trouvent; prétention et teinte plus ou moins foncée de romanesquerie, voilà l'uniforme de leur esprit, et Mlle Heyne, prévenue de ma visite, avait eu soin de se mettre en uniforme. Mais, à tout prendre, elle est plus aimable et beaucoup moins ridicule que les dix-neuf vingtièmes de ses semblables... On parle toujours beaucoup en Allemagne de J.-J. Rousseau; aussi ne saurais-je trop vous encourager à travailler à son éloge (2)... Je vous écrirai de Brunswick; adieu, je vous aime bien, vous le savez. »

Mme de Charrière a lieu de croire, en effet, qu'il l'aime; si sceptique qu'elle soit de son côté, il doit lui être difficile de ne pas se laisser ébranler un moment aux témoignages multipliés qu'il lui envoie de ses regrets, de ses souvenirs. A peine arrivé à Brunswick, il lui adresse l'épître suivante, que nous donnons dans toute sa longueur, et qui

(1) Il veut dire qu'il faut toujours leur passer quelques travers, en prendre son parti d'avance avec elles.

(2) Mme de Charrière, en apprenant par les journaux que l'Académie française proposerait probablement l'éloge de Jean-Jacques Rousseau pour sujet de concours, écrivit à Marmontel, secrétaire perpétuel de l'Académie, pour s'enquérir du fait. Marmontel répondit : « Pour vous répondre, madame, il a fallu attendre et observer « l'effet de la seconde partie des *Confessions*. La sensation qu'elle a produite a été « diverse, selon les esprits et les mœurs; mais, en général, nous sommes indulgens « pour qui nous donne du plaisir. Rien n'est changé dans les intentions de l'Aca- « démie, et Rousseau est traité comme la Madeleine : *Remittuntur illi peccata* « *multa quia dilexit multum.* » Mme de Charrière concourut, en effet, pour l'éloge de Jean-Jacques Rousseau; elle n'eut pas le prix. C'est un de ses points de contact avec Mme de Staël d'avoir traité le même sujet; mais cette concurrence littéraire entre ces deux dames fut précisément une des causes de leur brouillerie. (Note de M. Gaullieur, comme le sont au reste un grand nombre des précédentes et des suivantes. Je n'avertis plus.)

ressemble à un journal, ou plutôt à un *heural* (1), comme ils disaient: c'est une image, intéressante et fidèle, et très curieuse pour la rareté, de ce qu'était l'ame de Benjamin Constant à ses meilleurs momens. Nous y trouvons aussi, sauf deux ou trois points, une finesse de ton bien agréable et bien légère.

Brunswick, le 3 mars 1788.

« Me voici enfin à ma destination. Tout à l'heure je vous ferai part de mes impressions; mais pour l'instant je suis pressé de vous donner des nouvelles de vos compatriotes que j'extrais de la *Gazette de Brunswick*, le premier objet qui me tombe sous la main. Est-ce une prédestination?

(*Extrait de la Gazette de Brunswick*) (2).

« Les États de Hollande ont *cédé* aux *magnanimes* représentations du stathouder et accordé une *amnistie générale*. On n'a excepté *que* : 1° tous les régens, membres et administrateurs de la justice qui ont *séduit* par des *promesses* ou *effrayé* par des *menaces;* 2° ceux qui ont eu des correspondances *non permises*, *unerlaubte ;* 3° ceux qui ont *attiré* des troupes *étrangères* ou *abusé* du nom du *souverain;* 4° ceux qui ont *effrayé* la nation par la *fausse nouvelle* d'une *attaque* de la part du roi de Prusse; 5° ceux qui ont *eu part* au traité de 1786; 6° ceux qui ont *guidé* les mécontens et *eu part* à l'assemblée de 1787; 7° ceux qui, tant régens que bourgeois, ont *participé* à l'expulsion des magistrats; 8° les chefs, commandans et secrétaires des corps francs; 9° ceux qui ont *menacé indécemment* les magistrats; 10° ceux qui ont voulu rompre les digues nonobstant l'ordre du magistrat; 11° ceux qui ont *résisté* aux magistrats; 12° ceux qui se sont emparés des portes; 13° tous les ministres et ecclésiastiques qui ont suivi les corps francs, ou *participé à l'opposition* des soi-disant patriotes (*pflichtvergessene Prediger*); 14° les directeurs et écrivains des gazettes historiques, patriotiques, etc., etc., etc.; 15° tous ceux qui se sont rendus coupables de meurtres, de *violences ouvertes* ou *d'autres excès graves*. »

« J'ai retranché toutes les épithètes, et la pièce a perdu dans ma tra-

(1) *Heural*, journal heure par heure.

(2) Dans ce qui suit, on devra aussi reconnaître la prédisposition *opposante* de Benjamin Constant, ses opinions *libérales* préexistantes, ses instincts de justice politique, le tout exprimé, il est vrai, avec une parfaite irrévérence et avec cette pointe finale d'impiété qui caractérise en lui sa *période voltairienne*.

duction beaucoup de beautés originales. Quelle superbe amnistie! Il n'y a pas un stathoudérien qui n'y soit compris. Quel beau supplément à la générosité et aux princes! Cela me rappelle un psaume (1) où on célèbre tous les hauts faits du dieu juif : il a tué tels et tels, dit-on, car sa divine bonté dure à perpétuité ; il a noyé Pharaon et son armée, car sa divine bonté dure à perpétuité ; il a frappé d'Égypte les premiers-nés, car sa divine bonté, etc., etc., etc. Monseigneur le stathouder est un peu vif.

3 au soir.

« Il y a précisément quinze jours, madame, qu'à cette heure-ci, à dix heures et dix minutes, nous étions assis près du feu, dans la cuisine, Rose derrière nous, qui se levait de temps en temps pour mettre sur le feu de petits morceaux de bois qu'elle cassait à mesure, et nous parlions de l'affinité qu'il y a entre l'esprit et la folie. Nous étions heureux, du moins moi. Il y a une espèce de plaisir à prévoir l'instant d'une séparation qui nous est pénible. Cette idée, toute cruelle qu'elle est, donne du prix à tous les instans; chacun de ceux dont nous jouissons est autant d'arraché au sort, et on éprouve une sorte de frémissement et d'agitation physique et morale qu'il serait également faux d'appeler un plaisir sans peine ou une peine sans plaisir. Je ne sais si je fais du galimathias, vous en jugerez, mais je crois m'entendre.

« J'ai été présenté ce matin plus particulièrement à toutes les personnes à qui j'avais été présenté hier en courant. J'ai été très bien reçu; je croirais presque qu'ils s'ennuient,

Si l'on pouvait s'ennuyer à la cour.

Le 4.

« J'ai pris un logement aujourd'hui, et je veux lui donner un agrément et un charme de plus en y relisant vos lettres et en vous y écrivant. J'espérais recevoir une de vos lettres aujourd'hui; mais les infâmes chemins que le ciel a destinés à me tourmenter et à me vexer de toute façon ont arrêté le porteur de votre lettre, j'espère, et il n'arrivera que demain matin. Pour m'en dédommager, je relis donc vos anciennes lettres, et je vous écris. Vous êtes la seule personne à qui je n'écrive pas pour lui donner de mes nouvelles, mais pour lui

(1) Voici le mauvais goût du temps et de la jeunesse, la petite fanfaronnade d'impiété qui commence.

parler. Je vous écris comme si vous m'entendiez; je ne pense pas du tout à la nécessité ni au moment d'envoyer ma lettre. Je l'ai parfaitement oublié hier par exemple. Je ne songe qu'à m'occuper de vous et de moi avec vous. Je crois que, si l'on me disait que vous ne liriez ma lettre que dans un an, je vous en écrirais tout de même, tantôt quelques lignes, tantôt quelques pages, et presque avec le même plaisir. La seule différence qu'il y aurait, ce serait qu'en finissant de vous écrire, je craindrais que ma lettre ne fût une vieille guenille peu intéressante au bout de l'année; mais, hors de là, je vous écrirais tout aussi *fleissig* (1) qu'à présent. Vous êtes si bien faite pour le bonheur de vos amis, que l'on a, lorsqu'on vous a bien connue et qu'on vous a quittée, plus de plaisir en pensant à vous que de peine en vous regrettant. Mais ce n'est qu'en vous écrivant qu'on a ce plaisir. Penser à vous dans de grandes assemblées est fort pénible et fort désobligeant pour les autres; aussi, j'ai pris le parti d'avoir toujours une lettre commencée que je continue sans ordre et où je verse, jusqu'au jour du courrier, tout ce que j'ai besoin de vous dire; tantôt une demi-phrase, tantôt une longue dissertation, n'importe. Pourvu que j'écrive à celle avec qui j'ai été si heureux pendant deux courts mois, c'est assez (2).

« J'ai le plus joli appartement du monde. J'ai une chambre pour recevoir ceux qui viendront faire leur cour au gentilhomme de son Altesse; j'ai un petit boudoir à l'allemande où l'on ne voit pas clair, mais cela est quelquefois très heureux; j'ai une très jolie chambre pour écrire et un clavecin mauvais, mais sur lequel je joue continuellement depuis *Pour vous j'ai soupiré, je voulus*, etc., jusqu'à *L'amant le plus tendre*, dont j'ai parfaitement oublié l'air en me souvenant parfaitement des paroles (3).

« J'ai un *bureau* (4) (je suis si accoutumé aux titres que j'avais écrit *baron*) où j'ai fait un arrangement qui me fait un plaisir extrême. Dans quelques-uns des tiroirs, j'ai mis toutes les parties et introductions de mes grands et magnifiques ouvrages; dans l'un des deux

(1) Assidument, régulièrement.

(2) Cette longue lettre, que celui qui l'écrivait trouvait encore trop courte à son gré, est toute chamarrée aux marges de *post-scriptum*; en voici un qui se rapporte à cet endroit : « Vous voyez par tout ceci que je rêve et que je subtilise pour tâcher de rattraper les plaisirs passés. C'est tout comme vous: j'aime à vous ressembler, je me trouve moins seul; aussi je m'accroche aux plus petites ressemblances. »

(3) C'étaient des romances de Mme de Charrière.

(4) Il y a en effet une rature à ce mot.

autres, j'ai mis toutes vos lettres, tous vos billets, et tous ceux de mon ami d'Écosse. Il s'y est aussi fourré, et je vous en demande pardon, trois billets de ma belle Genevoise, de Bruxelles. J'ai long-temps hésité, mais enfin cédé. Cette femme m'aimait vraiment, m'aimait vivement, et c'est la seule femme qui ne m'ait pas fait acheter ses faveurs par bien des peines. Je ne l'aime plus, mais je lui en saurai éternellement bon gré. Or, où mettre ses billets? Sûrement pas dans l'autre tiroir, avec les oncles, cousins, cousines, et tout le reste de l'enragée boutique. Il a donc bien fallu les mettre au paradis, puisque je ne pouvais les mettre en enfer et qu'il n'y avait point de purgatoire; mais si vous les voyiez, modestement roulés et couverts d'une humble poussière, se tapir en tremblant dans les recoins obscurs de ce bienheureux tiroir, pendant que vos billets s'y pavanent et s'y étendent, vous pardonneriez aux monumens d'un amour passé d'avoir usurpé une place en si bonne compagnie.

Le 5.

« Point de lettres de vous, madame. J'avais bien prévu, en calculant que je ne pouvais pas en recevoir avant vendredi; mais ce calcul ne m'arrangeait pas, et j'ai éprouvé un nouveau dépit en apprenant ce que je savais déjà. En revanche, j'en ai reçu une de mon pauvre père, qui est bien tendre et bien triste. Votre conseil a produit un très bon effet, et ma lettre a été fort bien reçue. Les affaires de mon père vont très mal, à ce qu'il dit; il est bien sûr que dans notre infâme et exécrable aristocratie, que Dieu confonde (je lui en saurais bien bon gré)! on ne peut avoir long-temps raison contre les ours nos despotes. Je n'ai jamais douté que la haine et l'acharnement de tant de puissans misérables ne finît par perdre mon père. Si jamais je rencontre l'ours May, fils de l'âne May, hors de sa tannière, et dans un endroit tiers où je serai un homme et lui moins qu'un homme, je me promets bien que je le ferai repentir de ses ourseries. Ce n'est pas le tout de calomnier, il faut encore savoir tuer ceux qu'on calomnie (1).

Le 6.

« J'ai été hier d'office à une redoute où je me suis passablement ennuyé. Toute la cour y allait, il a bien fallu y aller. Pendant sept mortelles heures enveloppé dans mon domino, un masque sur le nez et

(1) Benjamin Constant prévoyait déjà les graves ennuis que son père allait rencontrer dans son service militaire. La jalousie des patriciens bernois contre les officiers du pays de Vaud, leurs sujets, les passe-droits et les vexations auxquelles

un beau chapeau avec une belle cocarde sur la tête, je me suis assis, étendu, chauffé, promené. « Vous ne tanze pas, monsieur le baron? « — Non, madame. — *Der Herr Kammerjunker danzen nicht* (1). — « *Nein, Eure Excellenz.* — Votre Altesse sérénissime a beaucoup « dansé.—Votre Altesse sérénissime aime beaucoup la danse.—Votre « Altesse sérénissime dansera-t-elle encore? — Votre Altesse sérénis- « nissime est infatigable. » A une heure à peu près, je pris une indigestion d'ennui, et je m'en allai avant les autres. Mon estomac est beaucoup plus faible que je ne croyais; mais, en doublant peu à peu les doses, il faut espérer qu'il se fortifiera.

Le 6 au soir.

« Que faites-vous actuellement, madame? Il est six heures et un quart. Je vois la petite Judith qui monte et qui vous demande : Madame prend-elle du thé dans sa chambre? Vous êtes devant votre clavecin à chercher une modulation, ou devant votre table, couverte d'un chaos littéraire, à écrire une de vos feuilles (2). Vous descendez le long de votre petit escalier tournant, vous jetez un petit regard sur ma chambre, vous pensez un peu à moi. Vous entrez. Mme Cooper bien passive, et Mlle Moulat bien affectée (3), vous parlent de la princesse Auguste ou des chagrins de miss Goldworthy. Vous n'y prenez pas un grand intérêt. Vous parlez de vos feuilles ou de votre Pénélope, M. de Charrière caresse *Jaman;* on lit la gazette, et Mlle Louise (4) dit : Mais! mais! mais! — Moi, je reviens d'un grand dîné, et je ne sais que diable faire. Je pourrais bien vous écrire, mais ce serait abuser de votre patience et de celle du papier. Ma lettre, si je n'y prends garde, deviendra un volume. Heureusement que la poste part demain. J'espère aussi que demain au soir ou après-demain matin elle m'apportera une de vos lettres. Pour à présent, il n'y a plus de calcul qui tienne, et petit *Persée* (5) doit paraître, ou ce sera la faute de celle qui le porte. Charmant petit *Persée*, tu me procureras un moment bien

ceux-ci étaient en butte, entrèrent pour beaucoup dans la révolution helvétique. — Les May étaient des patriciens bernois : il y avait le régiment de May, dont un May de Buren était colonel, et le père de Benjamin Constant lieutenant-colonel. — L'*ours*, on le sait, figure dans les armes de Berne.

(1) « Monsieur le chambellan ne danse pas? — Non, votre Excellence. »

(2) Toujours les feuilles sur la révolution de Hollande.

(3) Ces deux dames avaient été gouvernantes dans de grandes maisons en Angleterre.

(4) Mlle Louise de Penthaz, sœur de M. de Charrière.

(5) C'était le cachet de Mme de Charrière.

agréable. Aussi je t'en témoignerai ma reconnaissance : j'ouvrirai avec tout le soin possible la lettre que tu fermes, pour ne pas défigurer ton joli visage. Si cette lettre pouvait être aussi longue que ce bavardage-ci! Mais c'est ce qu'elle se gardera bien d'être. Mme de Charrière a des opéras, des feuilles, des *Calistes* à faire, et un pauvre diable, à deux cents lieues d'elle, ne peut manquer d'être oublié. Quand elle recevra ceci, jamais elle ne pensera à m'écrire longuement. Elle attendra le jour du courrier, elle prendra une feuille, écrira trois pages, à lignes bien larges, et l'adresse sur la quatrième. (Je vous fais réparation avec bien du plaisir et de la reconnaissance.)

Le 7.

« Adieu, madame, je ferme ma lettre. Puissent tous les bonheurs vous suivre! Puisse votre santé être on ne peut pas meilleure! Puissent toutes les modulations se présenter à vous assez tôt pour ne pas vous fatiguer, et assez tard pour que vous ayez du plaisir en les trouvant! Puissent les souverains de l'Europe (vous n'écrivez du moins jusqu'ici, à ce que je crois, que pour l'Europe et pour les nations favorisées), puissent, dis-je, les souverains de l'Europe s'éclairer en lisant vos feuilles et se conformer en partie à vos sages vues (je dis en partie, parce que, pour les dédommager d'être rois et princes, il faut bien leur laisser l'exercice de leur pouvoir et la jouissance de quelques-unes de leurs fautes)!

« Une lettre de vous! Dieu ou le sort, ou plutôt ni Dieu ni le sort (que diable ont-ils à faire dans notre correspondance?), mais l'amitié soit bénie! Comme la poste part dans une ou deux heures, je n'ai pas le temps d'y répondre; mais je vous en remercie. Quant au conte de Mlle Moulat, j'en ai ri. Mais je n'ai pas pardonné à la jérémisante donzelle : pardonner, c'était bon à Colombier; j'étais près de vous, je me souciais bien de tous ces clabaudages; j'étais Jean qui rit, je suis Jean qui pleure, et Jean qui pleure ne pardonne pas. J'ai écrit à Mlle Marin, de Bâle et d'ici, deux petitissimes lettres, et je lui ai dit, en lui donnant mon adresse, que j'espérais qu'elle m'écrirait ici. C'est tout ce que je puis faire. Le ton de sa première lettre me guidera pour mes réponses. Quant à mon oncle, qui a eu sa part dans ces clabauderies, je lui ai aussi écrit un bref billet de Rastadt, d'où je vous écrivis aussi. Je le remercie dans ce billet des amitiés qu'il m'a faites, etc., etc., et j'ajoute : *Les inquiétudes même que vous avez eues sur mon séjour à Colombier, quoique absolument sans fondement, n'en étaient pas moins flatteuses, puisqu'elles prouvaient l'intérêt que vous*

daignez prendre à moi. Voilà à peu près ma phrase, du moins quant au sens. J'en ai ri bien de mauvaise humeur en l'écrivant.

« Une chose qui me fait plaisir, c'est de voir que nous avons, pour nous dédommager de ne plus nous voir, recours aux mêmes consolations, ce qui prouve les mêmes besoins. Si vous lisez les marges de mes Grecs, je lis et conserve les adresses même des petits billets adressés chez mon Esculape.

« Une chose m'a fait rire dans votre lettre. Je la copie sans commentaire. Si c'est une naïveté, je l'aime; si c'est une raillerie, je la comprends. *Vous intéressez ici tout le monde, et M. de Ch.* (Charrière) *vous fait ses complimens.*

« Adieu, madame, votre lettre m'a mis *in very good and high spirits.* Puisse la mienne vous rendre le même service! Mille choses à tout le monde, mais cent mille à l'excellente Mlle Louise. »

« Je recommence une nouvelle lettre qui partira le 11 ou le 14. Je suis toujours en compte ouvert de cette manière avec vous. C'est pour moi le seul moyen de supporter notre éloignement. »

« Adressez

A monsieur
monsieur le baron DE CONSTANT,
gentilhomme à la cour de S. A. S.
monseigneur le duc régnant.
A BRUNSWICK. »

On croit que cette longue lettre est finie; elle ne l'est pas encore. Benjamin Constant trouve moyen d'y ajouter de plus, aux marges, je l'ai dit, et aux moindres angles du papier, des *post-scriptum* de tous genres, sur les *feuilles* politiques de Mme de Charrière qu'il attend, sur la confiance presque absolue qu'elle peut avoir que les lettres ne seront pas ouvertes à la poste. Mais de tous ces *post-scriptum*, on ne saurait omettre celui-ci à cause de son extrême importance : « *Flore* a soutenu le voyage on ne peut pas mieux; elle n'a point encore accouché, mais son terme avance. Dites-le à *Jaman.* Je garderai celui de ses petits qui ressemblera le plus à ce digne chien, et je ne négligerai rien pour lui donner la noble insolence de son père. »

Certes, une telle lettre, dans toute son étendue, est, à mon sens, le meilleur témoignage qu'Adolphe, quoi qu'on puisse dire, a été sensible, qu'il aurait pu l'être, qu'il était surtout parfaitement aimable et presque bon quand il s'oubliait et se laissait aller à la nature. Une telle lettre doit lui faire beaucoup pardonner.

Le post-scriptum précédent a tellement sa gravité, qu'il se rattache au début de la prochaine lettre; il faut se donner encore pendant

quelque espace l'entier spectacle de cette libre pensée qui court, qui s'ébat, qui se prend à tout sujet, qui a en un mot tout le mouvement varié d'une intime conversation. Avoir entendu causer Benjamin Constant, maintenant qu'il ne vit plus, n'est pas une chose indifférente. Eh bien! ici, portes closes, nous l'entendons causer. « Pardonnez-moi *le style désultoire* de ma lettre, » écrit-il quelquefois à Mme de Charrière : pour nous, bien plutôt nous l'en remercions.

Ce 9 mars.

« *Flore* a accouché avant-hier au soir de cinq petits, dont un ressemble à *Jaman*, à l'exception des taches noires de cet illustre chien sur le dos que son fils n'a pas. Il est tout blanc et n'a de noir que les deux oreilles. Je l'ai appelé *Jaman* du nom de son père, et je lui destine *the most liberal education....*

« Je vous prie de m'envoyer le livre de M. Necker (1) par les chariots de poste, Berne, Bâle, Francfort et Cassel. Il n'y a rien de plus aisé. Cela me coûtera peut-être un peu de port; mais, comme j'ai beaucoup plus envie que mes remarques sur cet ouvrage paraissent bientôt que je ne désire garder un louis dans ma bourse, je vous prie instamment de me l'envoyer. Si j'avais votre talent, je vous dirais : Faites brocher le livre de M. Necker, mettez-le entre deux poids pendant deux heures, déchirez la couverture et envoyez-la-moi : je la considérerai bien des deux côtés, je jugerai le livre et j'imprimerai (2).

« Mais, comme je ne l'ai pas, je vous supplie de m'envoyer vulgairement tout l'ouvrage. L'idée que vous me donnez de prendre occasion d'esquisser mes propres idées me paraît excellente. Si vous vouliez donc faire partir le Necker tout de suite, vous me feriez le plus grand plaisir. Dans six mois, il ne sera plus temps, au lieu qu'à présent mes observations pourront faire quelque sensation.

« On continue toujours ici à me traiter assez bien. Je dîne presque tous les jours ou à la cour régnante ou à l'une des deux autres cours. Du reste, je ne m'amuse ni ne m'ennuie. J'ai fait connaissance, aujourd'hui 10, avec quelques gens de lettres, et je compte profiter de leurs bibliothèques beaucoup plus que de leur conversation. Les Allemands

(1) Le livre *de l'Importance des Idées religieuses*, qui parut en 1788 : il voulait le réfuter, d'après ses idées religieuses ou anti-religieuses à lui.

(2) Il paraît que Mme de Charrière avait le talent de critiquer les livres en prenant tout juste la peine d'y jeter les yeux : « J'en ai lu dix moitiés de page au moins, disait-elle de je ne sais quel ouvrage; ainsi, vous ne m'accuserez pas, comme à propos des *Opinions religieuses*, de juger sur la couverture du livre. »

sont lourds en raisonnant, en plaisantant, en s'attendrissant, en se divertissant, en s'ennuyant. Leur vivacité ressemble aux courbettes des chevaux de carrosse de la duchesse : *they are ever puffing and blowing when they laugh*, et ils croient qu'il faut être hors d'haleine pour être gai, et hors d'équilibre pour être poli. »

Nous supprimons (ne pouvant tout donner) une assez drôle histoire d'un professeur de français, Boutemy, un pédagogue bien arriéré, bien réfugié, et qui veut faire le Parisien du dernier genre; il est moqué et drapé sur toutes les coutures. Benjamin Constant excellait à ce jeu-là. On sait que Mme de Staël écrivait de lui, pendant leurs excursions et leurs séjours en province : « Le pauvre Schlegel se meurt d'ennui; Benjamin Constant se tire mieux d'affaire avec les bêtes. » Les bêtes et les sots, il avait appris de bonne heure à en tirer parti et plaisir : cette petite cour de Brunswick lui fournit une ample matière; mais, à la façon dont il y débute, on voit qu'il n'en était plus depuis long-temps à ses premières armes.

Le 11.

« J'ai passé mon après-dîné à faire des visites, et j'avais passé ma matinée à acheter, angliser, arranger, essayer un cheval. C'est le seul plaisir coûteux que je veuille me permettre; encore ai-je *contrived* de le rendre aussi peu coûteux que possible : mon cheval, qui n'est pas mauvais pourtant, ne me coûte que dix louis.

« Pour en revenir à mes visites, l'exactitude allemande m'a bien tristement diverti : je dis tristement, parce que c'est comme cela qu'on se divertit dans ce pays. Il y a à la cour un grand et raide jeune homme, gentilhomme de la chambre comme moi, qui, selon l'humeur froide et inhospitalière des Brunswickois, m'avait fait une belle révérence et laissé dans mon coin, sans se soucier de moi, ce que je trouve assez naturel. Une petite dame d'honneur de la duchesse, parente de ce froid monsieur, m'ayant pris tout à coup très vivement sous sa protection, lui recommanda de me faire faire des connaissances, et de me présenter partout où il croirait que je pourrais m'amuser. Voilà que le monsieur, depuis quatre jours, vient tous les jours à quatre heures et demie chez moi, me dit : « Monsieur, il nous faut faire des « visites; » et, chapeau bas, l'épée au côté, le pauvre homme me mène dans cinq ou six maisons où nous ne sommes d'ordinaire point reçus, grelottant et glissant à chaque pas, car il continue toujours le matin à neiger, et le reste du jour à geler à pierre fendre. A six heures et demie, il me remène jusqu'à ma porte et me dit : « Monsieur, j'aurai

« l'honneur de *fenir* vous prendre *temain* à quatre heures et *temie.* » Il n'y manque pas, et nous recommençons le lendemain nos froides et silencieuses expéditions.

« Je reçois une de vos lettres et j'y réponds article par article.

« Vous savez combien j'aime les détails même des indifférens, et vous me demandez si votre *heural* me fatigue. Cette question est sans exagération la chose la plus extraordinaire que vous ayez dite, pensée ou écrite de votre vie : elle mériterait un long sermon et une plus longue bouderie; mais je suis trop paresseux pour prêcher par lettre, et trop égoïste pour vous bouder. Si j'étais plus près de vous, vous n'en seriez pas quitte à si bon marché, et il y a, outre cette hérésie absurde, bien d'autres choses qui mériteraient un châtiment exemplaire. Vous êtes comme mon oncle, dont j'ai reçu, en même temps que votre lettre, une lettre bien aigre-douce, bien ironique, bien sentimentale, à laquelle j'ai répondu par une lettre de deux pages très sérieuse, très honnête et très propre à me mettre avec lui sur le pied décent et poli, qui convient entre des gens qui ne s'aiment qu'à leur corps défendant, pour ne pas être ou ne pas paraître, l'un insensible et un peu ingrat, l'autre entraîné par son humeur acariâtre; — vous êtes, dis-je, comme mon oncle. Il ne veut jamais croire que je l'aime : j'ai eu beau, pendant deux grands mois, le lui dire de la manière la moins naturelle et la plus empruntée deux fois par jour, il n'en veut rien croire. Vous venez me faire semblant de croire que votre manière d'écrire m'ennuie. Vous et mon oncle, mon oncle et vous, vous mériteriez que je vous répondisse : Vous avez raison. Ce qui me fâche le plus, c'est que je crois que c'est par air. D'abord, quant à mon oncle, j'en suis très sûr. Il fait des phrases sur mon insensibilité. *Vous avez la bonté*, me dit-il, *de me faire des remerciemens et des complimens : ce n'était pas ce que je souhaitais de vous; nous aurions bien voulu pouvoir vous inspirer un peu d'amitié, parce que nous en avons beaucoup pour vous; mais vous n'êtes point obligé de nous la rendre; tout de même, nous vous aimerons parce que vous êtes aimable; tout de même, nous nous intéresserons tendrement à vous parce que vous êtes intéressant; je suis seulement fâché que vous vous soyez cru obligé de nous faire des remerciemens; vous vous êtes donné là un moment d'ennui qui aura ajouté à votre fatigue; vous aurez maudit les parens et l'opinion des devoirs; je vous prie de ne pas nous en rendre responsables; nous sommes bien loin d'exiger et d'attendre rien.* Avouez que voilà une agréable et amicale correspondance. C'est uniquement pour avoir quelque chose à dire et un canevas sur lequel broder. Passe encore. Mon

oncle et moi nous aimerions assez à nous aimer, et, comme nous ne le pouvons pas tout simplement et tout uniment, nous voulons au moins avoir l'air de nous quereller comme si nous nous aimions. Nous suppléons à la tendresse par les bouderies et les pointilleries des amans; et comme, à 16 ans, je disais : *Je me tue, donc je m'amuse* (1), mon oncle et moi nous disons : Nous nous faisons d'amers reproches, les reproches sont quelquefois tendres, les nôtres ne le sont pas, mais ils pourraient l'être, donc nous nous aimons très tendrement.

« Mais vous, madame, vous qui n'avez pas besoin de tordre le col à de pauvres argumens pour croire à notre amitié, pourquoi me dire : *Si mes longs et minutieux détails vous ennuient...* (2) ? Vous êtes drôle avec vos minuties : c'est dommage que vos lettres ne soient pas des résumés de l'histoire romaine, et que dans ces lettres vous parliez de vous. Que n'abrégez-vous la vie d'Alexandre et de César? cela serait amusant et point minutieux.

Le 12 à midi.

« J'arrive d'une promenade à cheval où j'ai cru cent fois me casser le cou. Il gèle toujours plus fort, et toutes les rues sont des mers de glace. Mon cheval qui avait peur d'avancer, sautait et se cabrait, tout en glissant à chaque pas, et, pour comble de malheur, j'ai eu toute la ville à traverser. Brunswick est un cercle presque aussi exact qu'on pourrait en tracer un sur du papier. Et moi qui ne connais pas trop les rues et qui ai toujours la fureur de ne pas demander le chemin, j'ai erré ce matin au moins une heure et demie dans la ville sur ces rues glacées, et je ne me suis approché de chez moi qu'en tournoyant. Depuis les remparts, dont j'avais fait le tour, voilà comme j'ai été chez moi. Le cheval est bon au reste, et me servira beaucoup cet été. Il est un peu vif, mais point ombrageux, et je connais tant de bêtes ombrageuses et point vives, que ce contraste me prévient en faveur de la mienne plus que je ne saurais dire (3).

(1) Autre forme et variante de son refrain favori; ainsi, il ne s'en faisait faute dès l'âge de seize ans.

(2) Benjamin Constant a bien de la peine à persuader à ses amis qu'il les aime; ceux-ci pressentent qu'il lui sera impossible de ne pas leur échapper bientôt. Il s'ennuie si vite, il se distrait si aisément! Mais peut-être ont-ils tort de le lui dire; il est tel blâme (lui-même l'a remarqué avec finesse) *qui ne devient juste que parce qu'il fut prématuré*. Toutes ces pages datées de Brunswick sont autant de pièces justificatives et explicatives du début d'*Adolphe*.

(3) Benjamin revient à diverses reprises sur ce cheval et sur les mérites qu'il

A deux heures.

« J'arrive de chez son excellence M. le grand-maréchal de la cour, conseiller privé et principal ministre, le baron de Münchausen, qui m'a remis ma patente de gentilhomme de la chambre; demain je serai proclamé en cour, et toutes mes ambitions brunswickoises seront gratifiées...

Le 13 à minuit.

« J'arrive de la cour où j'ai eu la plus singulière distraction qui ait jamais eu lieu. J'avais été depuis dix heures du matin en *staat*, tout galonné, toujours la tête et les épaules en mouvement; et Barbet de cour était plus fatigué de ses grands tours que jamais Barbet de Colombier ne l'a été, même quand l'académie est venue assister à quelque représentation (1). Je fis la partie d'un des princes cadets qui jouait!!! et causait!!! et je m'ennuyais suffisamment. Au milieu de la partie, j'oubliai parfaitement que j'étais à Brunswick ou plutôt que vous n'y étiez pas; je me dis : Je reverrai cette personne (ce qu'il y a de drôle, c'est que je ne pensais pas directement à vous par votre nom, mais que je n'avais que l'idée vague d'une personne avec qui j'aimais à être, et avec laquelle je me dédommagerais de la contrainte et de la fatigue de la cour). Cette idée se fortifia, je supportais paisiblement l'ennui du jeu, l'ennui du souper, et j'attendais avec toute l'impatience imaginable le moment où je rejoindrais la personne indéterminée que je désirais si vivement. Tout d'un coup je me demandai : Mais qui est donc cette personne? Je repassai toutes mes connaissances ici, et il se trouva que cette amie qui devait me consoler, avec qui *I was to unbosom and unburthen myself* le même soir, était *vous*, à deux cent cinquante lieues de l'endroit de mon exil. Je m'étais si fortement persuadé que je ne pouvais manquer de vous retrouver au sortir de la cour, que j'eus toute la peine du monde à me rapprivoiser avec l'idée de notre séparation et de l'immense distance où nous étions l'un de l'autre. Cette espèce de distraction me prend quelquefois. Quand je me dis : J'aurai un moment très ennuyeux, ou je me trou-

lui trouve : « Mon cheval et mes projets de chevaux m'amusent et me tiennent lieu des ânes. Ce sont d'excellentes bêtes que les chevaux; je leur veux tant, tant de bien! ils sont si bonne compagnie! »

(1) Ce *Barbet de Colombier* a tout l'air d'être Mme de Charrière en personne, qu'il appelle souvent de ce petit nom de *Barbet*, par allusion sans doute à la fidélité d'amitié qu'ils s'étaient promise. Mme de Charrière faisait souvent représenter chez elle de petites comédies de sa composition.

verai dans un petit embarras, ou j'éprouverai une sensation désagréable, je me réponds : J'ai une personne avec qui je m'en consolerai bien vite; et puis il se trouve que je suis à un bout du monde et que vous êtes à l'autre. Bonsoir, madame, à demain (1).

« Vous aurez ri de cette distraction qui m'a fait croire une fois que je vous retrouverais en sortant de la cour. Elle ne dure pas toujours aussi long-temps, mais elle me reprend assez fréquemment. Ce soir, en jouant au loto, j'ai pensé à vous, comme vous le croyez bien. Votre idée s'est apprivoisée, amalgamée, pour mieux dire, avec la chambre où nous étions, et, en me déshabillant il y a un moment, je me demandai : Mais qui ai-je donc trouvé si aimable ce soir chez la duchesse? et, après un moment, il se trouva que c'était vous. C'est ainsi qu'à 250 lieues de moi vous contribuez à mon bonheur sans vous en douter, sans le vouloir (2). — Mille et mille pardons encore une fois de ma vilaine lettre; mais voyez-y pourtant combien vous me faites de peine par cette défiance continuelle; pensez à ce que les reproches vagues et répétés entraînent de gêne, de picoteries, de peines de toute espèce. C'est comme cela que mon père et moi nous ne sommes jamais bien, et c'est aussi, je crois, de là que viennent beaucoup de mauvais ménages. On se reproche vaguement un tort indéterminé; on s'accoutume à se le reprocher. On ne sait qu'y répondre, et ces reproches séparent et éloignent plus de maris de leurs femmes et de femmes de leurs maris que de beaucoup plus grands torts ne pourraient faire. Vous, madame, devriez-vous avoir avec moi ce ton vulgaire et si affligeant pour moi? Je vous conjure de me dire quels petits mystères vous me reprochez. Je conviendrai de tout ce qu'il y aura de vrai, et je ne vous fatiguerai pas d'une longue justification sur ce qu'il y aura de faux. Je vous dirai : « Vous vous êtes trompée, » et j'ose espérer que vous me croirez...

(1) Tout ceci et ce qui suit est sans doute très aimable, très spirituel, d'un tour infiniment galant et séduisant, mais il y manque je ne sais quoi pour convaincre. On sent trop qu'au fond il s'agit, en effet, d'une personne *indéterminée*, qui n'a pas de nom, ou qui peut en changer, qui peut être aujourd'hui l'une et demain l'autre. On conçoit que de si flatteuses paroles n'aient pourtant pas persuadé celle à laquelle il les adressait. Dans toutes ces lettres, si gracieuses de ton et si fines de manière, il n'y a, après tout, ni flamme, ni jeunesse, ni amour, ni même le voile d'illusion et de poésie. Adolphe eut beau faire, il fut toujours un peu étranger à ces choses.

(2) Toujours je ne sais quel tour de plaisanterie qui peut faire douter les gens un peu sceptques.

Le 16 au matin.

« ... C'est après-demain seulement que vous recevrez ma première lettre. J'attends ce jour avec impatience et toujours en me reprochant bien vivement de ne vous avoir rien écrit plus tôt. Je n'imaginais pas quelle monstrueuse lacune l'omission de deux courriers faisait à 250 lieues l'un de l'autre. Si vous avez voulu, vous avez pu vous venger bien cruellement. Avant le 3 (si vous ne m'avez pas écrit avant la réception de ma lettre), je n'ai rien à espérer de vous. Je vous avouerai que je trouve bien un peu dur que vous ayez passé tout d'un coup du charmant *heural* à une correspondance ordinaire, et que vous ne commenciez vos lettres qu'en recevant les miennes et pour les faire partir tout de suite. Si nous nous mettons à attendre mutuellement que des lettres qui restent douze jours en chemin arrivent, pour nous y répondre, ce sera une triste et mince consolation pour moi que de recevoir une fois tous les mois des lettres de trois pages, pendant que j'espérais en recevoir de six au moins toutes les semaines. Vous devriez bien me traiter aussi charitablement que le public (1). Vous lui avez écrit quinze fois en douze semaines, et vous ne voulez m'écrire que douze fois par an. — Comme je me suis fait une loi de répondre à tout ce que vous me dites ou me demandez (loi que j'espère que vous voudrez bien adopter aussi), je relis vos lettres sans ordre et répondrai à chaque article comme il se présente..... *Vous ne pouvez rien cacher de votre esprit sans y perdre,* me dites-vous. Eh! qu'est-ce que j'y perdrai, je vous en prie? J'espère ne jamais passer pour un imbécile; mais, du reste, que m'importe que l'on dise : *Il afait beaucoup de l'esprit*, ou *il afait métiokrement de l'esprit?* Croyez-vous qu'en ne paraissant pas un aigle, je paraîtrai beaucoup au-dessous de tous les oisons d'alentour? Croyez-vous qu'en me montrant autant aigle que je puis, j'en sois beaucoup plus recherché par ces oisons? Croyez-vous enfin que l'opinion que j'ai de moi-même dépende beaucoup de celle que l'on aura de moi à la cour? Je vous l'ai dit il y a long-temps, je ne veux point faire sensation, je veux végétailler décemment. Cependant je vous dirai bien en confidence que je ne suis pas parvenu à *un* atmosphère bien *imposant* (2). Il y a quelques jours que la duchesse, en parlant du service de gentilhomme de la chambre, qui ne consiste

(1) L'épigramme s'échappe malgré lui, et il donne un petit coup de griffe à la femme auteur.

(2) Il se trompe de genre pour *atmosphère,* comme le font, au reste, beaucoup de Français eux-mêmes.

qu'à faire asseoir les gens selon leur rang, dans l'absence du grand-maréchal, dit, à mon grand étonnement et scandale : « Ce sera bien drôle de voir Constant faire son service. » Que diable y aura-t-il donc de si drôle?... »

Au milieu de ces sottes fonctions, de ses ennuis, de ses bavardages épistolaires, il se remet à l'étude; car, qu'on ne l'oublie pas, l'étude a toujours ses heures réservées au fond de ces existences qui plus tard marqueront; il avait entrepris une *Histoire de la civilisation en Grèce*, il relit ses classiques sur le conseil de Mme de Charrière, laquelle les lisait elle-même dans les textes, au moins les latins. La lettre se termine ainsi par une dernière feuille datée du 17 au matin :

« ... J'ai repris mes petits Grecs qui grossissent à vue d'œil. Quand ils seront arrivés à grandeur naturelle, je les envoie dans le monde *to shift for themselves*. J'ai tout plein de ressources, mais, comme je vous le disais vendredi, je n'en fais que peu d'usage. Suivant votre conseil, je compte prendre une heure avec un professeur ici pour relire tous mes classiques. C'est un plaisir de faire quelque chose d'utile que vous avez conseillé. Adieu, madame. Mille et mille choses à tous ceux qui veulent bien penser au *diable blanc* (1). Le petit *Jaman* est superbe, voilà pour Mlle Louise. Les sapins de ce pays-ci sont tortus, petits et vilains : je ne conseille pas à Mlle Henriette d'envoyer jamais de traîneau en prendre ici. Adieu, madame. Barbet, le plus aimé qui fut jamais au monde, adieu. »

Le moment où Benjamin Constant peut réfuter avec une entière sincérité les petites méfiances de Mme de Charrière et où il continue d'être pleinement sous le charme du souvenir est si court et si prompt à s'envoler, que nous donnerons encore quelques pages qui en sont la vive et bien affectueuse expression.

Brunswick, ce 19 mars 1788.

« Que béni soit l'instant où mon aimable Barbet est né! Que béni soit celui où je l'ai connu! Que bénie soit l'influence perfide qui m'a fait passer deux mois à Colombier et quinze jours chez M. de Leschaux (2)! Le courrier qui arrive ordinairement le mardi n'est arrivé qu'aujourd'hui, et, en ne recevant point de lettres de vous hier, je m'étais résigné et j'attendais vendredi avec crainte et impatience.

(1) C'était apparemment son sobriquet à Colombier.

(2) Ou Leschot; c'était le docteur qui logeait à côté de Colombier.

Jugez de mon plaisir quand, à mon réveil, mon fidèle de Crousaz (1) m'a présenté le petit *Persée*.

« Il y a un bien mauvais raisonnement dans cette lettre dont je vous remercie si vivement, et je ne sais si ce raisonnement ne mériterait pas que j'étouffasse ma reconnaissance. *Dans quelques semaines, dans peu de jours peut-être, vous aurez des habitudes et des occupations avec lesquelles vous vous passerez très bien de ces fréquentes lettres.* Qu'est-ce, s'il vous plaît, que cela veut dire? *Aussi long-temps que vous aurez des visites à faire, des devoirs de société à remplir, des terrains à sonder, des arrangemens à prendre, vous aurez besoin de mes lettres, parce que vous n'aurez pas d'intérêt assez vif pour que vous m'oubliiez; mais quand vous aurez fait toutes vos visites, que vous n'aurez plus rien à faire, que votre curiosité, si vous en avez, sera rassassiée jusqu'au dégoût, que vous saurez d'avance ce qu'on vous dira, et que votre journée de demain sera la sœur et la jumelle la plus ressemblante de l'ennuyeuse journée d'aujourd'hui, oh! alors je ne vous écrirai plus si souvent, parce que les vifs plaisirs de votre manière de vivre vous tiendront lieu de mon amitié.* Barbet, Barbet, vous êtes bien aimable et je vous aime bien tendrement; mais vous raisonnez bien mal, et vos raisonnemens me font de la peine pour vous et pour moi.

« Dites-moi un peu, singulière et charmante personne, où tend cette modestie? Croyez-vous réellement que j'aie tant de penchant à la confiance et à l'ingratitude qu'au bout de trois ou quatre semaines je me sois formé quelque douce habitude avec quelque *fraulein* allemande ou quelque *hofdame* qui me tienne lieu de vous et de votre amitié? Croyez-vous que tant de douceur, de bonté, de charme, je ne puis exprimer autrement ce que vous avez pour moi, soit aisément remplacé et aisément oublié? Croyez-vous que, quand même je ne serais point susceptible d'amitié, quand ce serait sans reconnaissance et sans tendresse que je pense à notre séjour de deux mois ensemble, à cette espèce de sympathie qui nous unissait, à l'intérêt que vous preniez à moi malade, maussade, abandonné, exilé, persécuté, je sois assez bête pour ne pas regretter cette intelligence mutuelle de nos pensées qui circulait, pour ainsi dire, de vous à moi et de moi à vous? Est-ce un air, est-ce un ton, est-ce pour me dire quelque chose? Je suis porté à le croire. Entre beaucoup d'amis, les reproches et les doutes reviennent à mes : *Eh bien! madame?* c'est pour relever la

(1) Son domestique.

conversation qui tombe. Mais en avons-nous besoin? Croyez, madame, que rien ne me fera moins regretter ni moins désirer votre amitié et notre réunion (voilà une sotte et singulière phrase; mais vous la comprenez, et je vous demande pardon du *croyez, madame*, et de l'équivoque). Rien ne me fera oublier combien j'ai été heureux près de vous; je ne formerai jamais d'habitude qui vous rende moins chère, et jamais occupation quelconque ne me tiendra lieu de vous. C'est pour la dernière fois que je l'écris, parce que me justifier m'afflige. J'ai un grand plaisir à vous dire : Je vous aime, mais j'ai encore plus de peine à imaginer que vous en doutez. Désormais toutes les pages où vous vous livrerez à cette défiance et à cette modestie d'acquit, je les regarderai comme blanches, et je me dirai : Mme de Charrière m'aime encore assez pour me faire savoir qu'elle ne m'a pas oublié entièrement, et pour cela elle a proprement plié une feuille de papier blanc et l'a cachetée du petit *Persée;* je lui en suis bien obligé, mais je suis bien fâché qu'elle n'ait rien eu à m'écrire, et que du papier blanc soit la marque de souvenir qu'elle ait cru devoir m'envoyer.

Le 20 de mars et le dix-neuvième jour de mon ennuyeuse résidence dans cet ennuyeux pays. A dix heures du matin.

« Je travaille à mes petits Grecs de toutes mes forces, et je les trouve, quelque médiocres qu'ils soient, beaucoup meilleure compagnie que les gros Allemands qui m'environnent. Mais ce ne sont plus les petits Grecs que vous connaissez. C'est un tout autre plan, un autre point de vue, d'autres objets à considérer. Ce que vous avez lu n'était qu'une traduction faite à la hâte pour plaire à mon père, et que je n'avais jamais revue, lorsqu'il voulut à toute force la faire imprimer (1). Ce

(1) Benjamin Constant, nous apprend M. Gaullieur, avait entrepris une traduction de l'*Histoire de la Grèce,* par Gillies (*History of the ancient Greece, its Colonies and Conquets*); mais, prévenu par un autre écrivain, comme pour l'*Histoire de la Corse,* il renonça à son projet. Cependant, pour ne pas perdre entièrement le fruit de ses veilles, il se décida à publier un spécimen de sa traduction (à Londres, et à Paris, chez Lejay, 1787) : « Il existe, dit-il dans sa préface, un autre « ouvrage en anglais dont le sujet n'est pas moins intéressant et dont les vues sont « plus vastes et plus importantes, qui sera désormais l'objet de tous mes efforts; « je veux parler de l'*Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain,* « par M. Gibbon. Mais, comme il ne faut pas défigurer les chefs-d'œuvre des grands « maîtres, je veux, avant de me livrer à ce travail, consulter le public et savoir « si mon style et mes connaissances dans les deux langues pourront y suffire. C'est « dans ce dessein, et non pour être comparé au traducteur de M. Gillies (Carra).

que je fais sera une histoire de la civilisation graduelle des Grecs par les colonies égyptiennes, etc., depuis les premières traditions que nous avons sur la Grèce jusqu'à la destruction de Troie, et une comparaison des mœurs des Grecs avec les mœurs des Celtes, des Germains, des Ecossais, des Scandinaves, etc. Vous sentez que vos critiques sur les phrases enchevêtrées me seraient un peu inutiles; mais je vous enverrai des demi-feuilles bien serrées de mes Grecs actuels lorsqu'ils seront un peu plus avancés, et je vous demanderai les critiques les plus sévères : vous garderez les demi-feuilles, parce que vous aurez ainsi plus présent et plus net l'ensemble de tout l'ouvrage, et vous ne m'enverrez que les remarques. Je suis très orgueilleux que M. Chaillet s'intéresse à quelque chose que je fais, et cet orgueil me rendra peut-être moins docile, mais non pas moins reconnaissant. Pourrez-vous m'envoyer le *Necker?* Cela me ferait un bien grand plaisir. Mais si cela était bien difficile et que cela vous donnât bien de la peine, ou que cela ne vous plût pas, j'y renoncerais avec regret, mais sans murmurer...

Le 21.

« Je puis vous jurer qu'en vous supposant au milieu de Neuchâtel, dans une grande assemblée, chez Mme du Peyrou, jouant au *tricette* (?), ou dans une assemblée de savans Lausannois, au samedi de Mme de Charrière de Bavoie, vous n'aurez pas une *adequate idea* de l'ennui de cette ville. Il y a quelque chose de si morne dans son aspect même, quelque chose de si froid dans ses habitans, quelque chose de si languissant dans leur *intercourse together*, quelque chose de si *unsociable* dans leur manière de se voir; ils n'ont ni intrigues de cour, ni intrigues de cœur, ni intrigues de libertinage; il y a des femmes de la cour qui couchent avec leurs laquais; il y a des *street-walkers* qui sont à l'usage des soldats et des gentilshommes de la cour qui en veulent. Il y a bien encore des filles entretenues que les Anglais, entre autres, logent, nourrissent et habillent pour aller tuer le temps; mais

« que je publie cet essai. » Cet opuscule, intitulé *Essai sur les Mœurs des temps héroïques de la Grèce*, est bien certainement la première publication imprimée de Benjamin Constant. Tous les bibliographes jusqu'ici l'ont ignoré. Barbier attribue fautivement l'*Essai* à Cantwell. Quant à la traduction de Gibbon, Benjamin Constant ne sut pas non plus arriver à temps; il fut devancé par Leclerc de Sept-Chênes et son royal collaborateur, Louis XVI : leur premier volume parut en 1788. Gibbon, qui vivait à Lausanne, avait fort encouragé Benjamin Constant à traduire son livre, et il regretta beaucoup ce peu de fixité, qui fit manquer le jeune auteur à une sorte d'engagement envers le public.

toute cette tuerie de temps est si maussade, c'est avec tant de peine qu'on parvient à le tuer tout-à-fait, et il a des momens d'agonie si pénibles pour son bourreau! Il y a bien aussi tous les quinze jours un opéra italien, où trois acteurs et trois actrices, dont l'une est borgne et a une jambe de bois, nous jouent des farces auxquelles personne ne comprend rien (car il n'y a pas deux personnes qui sachent l'italien ici). Il y a aussi des remparts où il y a un pied de boue, des fossés où les égouts de la ville se déchargent des deux côtés, des sentinelles à chaque pas, et on peut s'y promener et y enfoncer à cheval jusqu'à mi-jambe. Il y aussi des Anglais qui s'enivrent et qui jouent au pharaon.

« A propos de pharaon, j'y ai joué deux fois : j'ai perdu peu de chose; mais je crains de m'y laisser entraîner, et pour prévenir toute séduction, je vous envoie un engagement solennel de ne plus jouer aucun jeu de hasard ni de commerce entre hommes d'ici à cinq ans. Vous verrez tout ce que j'y atteste et tout ce que j'y prends à témoin de ma résolution. Un engagement où je consens à perdre votre amitié si je le romps, je ne le violerai sûrement pas (1).

« Je relis ma lettre, et dans la seconde page je vois un *de toutes mes forces*, à propos de mes Grecs, qui n'est malheureusement pas tout-à-fait vrai. J'y travaille, mais ce n'est pas de toutes mes forces, c'est languissamment. »

Au sein de cette *Béotie brunswickoise*, comme il l'appelle, Benjamin Constant ne tarde pourtant pas à faire quelque trouvaille de personnes assez distinguées. Il y rencontre, il y apprécie M. de Mauvillon, l'ami et le collaborateur de Mirabeau, « ou, pour mieux dire, *le seul auteur* de l'ouvrage sur la *Monarchie prussienne;* » Mme de Mauvillon

(1) Voici le texte anglais de ce singulier engagement, dont nous conservons, dit M. Gaullieur, l'original écrit sur une carte (un valet de cœur), et dûment signé. Pour qui connaît la vie ultérieure de Benjamin Constant, la pièce a tout son prix : « By all that is deemed honorable and sacred, by the value I set upon the esteem of my acquaintance, by the gratitude I owe to my father, by the advantages of birth, fortune and education, which distinguish a gentleman from a rogue, a gambler and a blackguard, by the rights I have to the friendship of *Isabella* and the share I have in it, I hereby pledge myself, never to play at any chance-game, nor at any game, unless forced by a lady, from this present date to the 1st of jany 1793 : which promise if I break, I confess myself a rascal, a liar, and a villain, and will tamely submit to be called so by every man that meets me.

H. B. DE CONSTANT.

Brunswick, the 19th of march 1788. »

elle-même est une femme de mérite et spirituelle. Mais bientôt il se dissipe ailleurs, il se répand; il s'applique à justifier les reproches de Mme de Charrière. Il a beau lui écrire encore de profondes et désespérées tristesses, comme celle-ci : « Je me suis livré à une paresse mélancolique qui m'empêche de faire des visites, et, quand j'en fais, de parler (1). En tout, je suis (je ne sais si vous ne croirez pas que je vous trompe pour mes menus plaisirs) très malheureux. Mais enfin la vie se passe, et mourir après s'être amusé ou s'être ennuyé dix ou vingt ans, c'est la même chose. Il y a déjà 44 jours que je suis ici, et 57 que je ne vous ai pas vue. Quand il y en aura 114, ce sera toujours le double de gagné, et le tiers d'une année *will have been crept through* (2). Que font, à propos, vos pauvres petits orangers que vous vouliez planter? l'avez-vous fait? sont-ils venus? vivent-ils encore? Je ne veux pas en planter, moi. Je ne veux rien voir fleurir près de moi. Je veux que tout ce qui m'environne soit triste, languissant, fané (3).... » Il lui dit encore : « Adieu, vous que j'aime autant que je vous aimais, mais qui avez détruit la douceur que je trouvais à vous aimer, et qui m'avez arraché les pauvres restes de bonheur qui me rendaient la vie supportable. » Il cherche pourtant à retrouver ces *pauvres restes* et à ne pas tout perdre, quoi qu'il en dise. L'aveu lui en échappe à la lettre suivante qui est de sept semaines ou deux mois

(1) Il est très certain que, dans cette première partie de sa vie, Benjamin Constant était volontiers taciturne : ceux qui l'avaient vu à Lausanne et même à Colombier, et qui le revirent à Paris dans l'été de 1796, ne le trouvaient pas le même homme, tant il leur parut brillant de conversation dans le salon de Mme de Staël, tenant tête avec entrain et saillie aux personnages divers et de tous bords qui s'y pressaient. On peut dire que jusque-là l'air et le stimulant lui manquaient. « On me demandait hier pourquoi je ne parlais pas; c'est, ai-je répondu, que rien ne m'ennuie tant que ce qu'on me dit, excepté ce que je réponds. »

(2) Cette habitude qu'a Benjamin Constant d'emprunter à l'anglais et quelquefois à l'allemand pour relever ses phrases rappelle ce qu'il dit dans *Adolphe* : « Les idiomes étrangers rajeunissent les pensées et les débarrassent de ces tournures qui les font paraître tour à tour communes et affectées. » Il use abondamment de la recette. On sent qu'à cette période de sa vie il est entre trois langues, et comme entre trois patries; il n'a pas encore fait son choix. Cette facilité de recourir familièrement à une langue étrangère, dès qu'elle vous offre un terme à votre convenance, est attrayante, mais elle a son écueil : il en résulte que, lorsqu'on s'y abandonne, on néglige de faire rendre à une seule langue tout ce qu'elle pourrait donner.

(3) Ces dernières paroles pourraient servir d'épigraphe à *Adolphe*, qui est, en effet, un livre triste et fané, d'une teinte grise. *Je ne veux rien voir fleurir près de moi!* le vœu a été rempli.

tout au plus après : « 9 juin 1788. Vous demandez ce que j'ai produit d'effet à la cour : je m'y suis fait quatre ennemis, entre autres deux A. S. (altesses sérénissimes), par de sottes plaisanteries dans des momens de mauvaise humeur. Je m'y suis fait sept à huit amis, mais de jeunes filles, une bonne et aimable femme, voilà tout. Les circonstances ont changé mon goût : à Paris, je cherchais tous les gens d'un certain âge, parce que je les trouvais instruits et aimables ; ici, les vieux sont ignorans comme les jeunes, et raides de plus. Je me suis jeté sur la jeunesse, et, *quoi qu'on die*, je ne parle presque plus à des femmes de plus de trente ans. Au fond, quand j'y pense, tout ceci est indigne de vous et de moi : médire un peu, bâiller beaucoup, se faire par-ci par-là des ennemis, s'attacher par-ci par-là quelques jeunes filles, se voir faner dans l'indolence et l'obscurité, voir jour après jour et semaine après semaine passer, *Kammerjunker* (1), et quoi encore? *Kammerjunker*, quelle occupation! Enfin vous êtes au fait. *Virginibus puerisque canto.* »

Qu'il lui répète, après cela, qu'il l'aime, elle sait ce que ce mot veut dire; c'est pour d'autres qu'il *chante* désormais. Les confidences qui suivent ne lui laisseraient guère d'illusion, si elle était femme à en garder (2). Benjamin Constant voit beaucoup dès-lors une jeune personne (Wilhelmina ou *Minna*) attachée à la duchesse régnante, et songe sérieusement à l'épouser; il mêle d'une façon étrange ces espérances nouvelles aux souvenirs de fidélité qu'il prétend garder, et il fait du tout un hommage très bigarré à Mme de Charrière. Ainsi après de longs détails sur sa santé, de plus en plus chétive et nerveuse : « Mon humeur, écrit-il, comme cela est tout simple, se ressent beaucoup de ces variations. Je suis quelquefois mélancolique à devenir fol, d'autres fois mieux, jamais gai ni même sans tristesse pendant une demi-heure. Si vous voyiez comme Minna me console, me supporte, me plaint, me calme, vous l'aimeriez. Vous l'aimez déjà, n'est-ce pas? Il y aura bientôt un an que j'arrivai à pied à huit heures du soir à Colombier, le 3 octobre 1787. J'avais de jolis momens qui m'attendaient sans que je le susse... » On se demande si c'est sans ironie qu'il poursuit de la sorte, si un nuage de germanisme, comme il

(1) Chambellan.

(2) Elle en gardait très peu, il est le premier à l'attester : « Je veux faire rougir une personne que j'aime de sa disposition à prendre ma plus simple, ma plus naïve pensée pour un mensonge prémédité..... » Une pensée *naïve!* elle ne pouvait admettre en lui cela.

arrive trop souvent en ces liaisons mixtes d'au-delà du Rhin, lui dérobe à lui-même l'indélicatesse de l'accommodement, ou s'il n'y a pas dans son fait une pointe de cruauté très française, comme de quelqu'un qui sait trop bien son Laclos.

On n'a pas les réponses de Mme de Charrière, ou du moins nous n'en avons sous les yeux que quelques-unes; ces réponses existent pourtant, elles sont en d'autres mains. Qu'y verrait-on? Nous ne croyons pas nous tromper ni même deviner trop au hasard, en affirmant que, sur un fonds d'indulgence et sous un air d'enjouement, des accens douloureux en sortiraient. Ces lettres, d'un ton parfaitement vrai, d'une impression profondément triste, seraient celles, à coup sûr, d'une femme qui parle avec un cœur généreux et froissé, d'une pauvre personne supérieure à qui l'esprit, la distinction, la sensibilité, n'ont été qu'un tourment de plus. Benjamin Constant semble lui-même reconnaître ce qu'elle souffre lorsque, dans cette lettre où il prodigue de si équivoques épanchemens, il lui échappe de dire à propos des *égards* qui sont une triste manière de réparer : « Une cruelle expérience dont je suis bien fâché que vous soyez la victime m'a trop prouvé que des égards ne suffisent pas. » Elle souffrait de bien des manières, elle manquait de secours et d'appui dans ses alentours, elle en venait à douter tout-à-fait d'elle-même : « Vous n'avez pas comme moi ces momens où je ne sais plus seulement si j'ai le sens commun, mais encore faudrait-il être connue et entendue! » Et faisant allusion à ce qu'elle avait pu espérer d'être un moment pour lui, elle disait encore : « On ne veut pas seulement que quelqu'un s'imagine qu'il pouvait être aimé et heureux, nécessaire et suffisant à un seul de ses semblables. Cette illusion douce et innocente, on a toujours soin de la prévenir ou de la détruire. »

Certes Mme de Charrière ne fut jamais pour Benjamin Constant une Ellénore; elle n'en eut jamais la prétention, je crois; son âge était trop disproportionné. Elle eut toujours assez de raison pour se dire, sans avoir besoin que d'autres le lui rappelassent, que, si elle avait su garder, posséder presque durant ces six semaines le jeune M. de Constant, c'est qu'il était malade, qu'il ne pouvait se distraire ailleurs, qu'autrement il se serait vite ennuyé. Pourtant le cœur a des contradictions tellement inexplicables, qu'elle put amèrement souffrir de voir s'échapper sans retour ce qu'elle n'avait jamais ni espéré ni réclamé de lui. On peut dire de l'Ellénore de Benjamin Constant comme de cette Vénus de l'antiquité, qu'elle est encore moins un portrait particulier qu'un composé de bien des traits, un abrégé de bien des portraits

dont chacun a contribué pour sa part. Mme de Charrière fut peut-être la première à lui faire entendre, même en l'étouffant, ce genre de reproche et de plainte, à lui faire comprendre cette souffrance qui tient à l'inégalité d'un nœud.

C'est à ce moment qu'un grave incident survint dans l'existence de Benjamin Constant. L'affaire de son père éclata en Hollande; nous avons déjà indiqué que M. de Constant père, accusé par des officiers de son régiment, crut devoir, dans le premier instant, se dérober par la fuite à l'animadversion et aux manœuvres de ses ennemis. Cette catastrophe soudaine, dans laquelle Benjamin se montra un fils dévoué et ne songea plus qu'à défendre l'honneur de son nom, vint troubler et empoisonner les préliminaires et les premiers mois de son mariage, qui eut lieu au commencement de 1789. Il fit le voyage de La Haye; il s'y retrouvait en présence de la famille de Mme de Charrière. Celle-ci lui donna apparemment quelque conseil trop particulier, elle crut pouvoir toucher, en amie confiante et sûre, le point douloureux; au lieu de modérer, elle irrita. Elle reçut de La Haye la lettre la plus étrange, la plus dure, la plus offensante : « Votre manière mystérieuse d'écrire n'ennuie et me fatigue; je n'aime pas les sibylles. Il faut parler clair ou se taire, d'autant plus que j'ai à peine le temps de vous répondre et encore moins celui de vous deviner. Je n'ai rien à atténuer... La conduite de mon père, dans toutes ses parties, a été légale, excepté lorsque la force ouverte l'a écarté d'ici. Dans plusieurs points, elle a été infiniment méritoire. Si vous me disiez ce qu'on vous a raconté, je pourrais vous éclairer; mais, avec votre affectation de brièveté que vous croyez si majestueuse, je ne puis rien vous dire. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde, etc., etc. Ce 14 septembre 1789. » La réponse ou le projet de réponse qu'elle lui adressait est sous nos yeux, sur le papier même et au revers de la lettre d'injure : « Faites-moi la grace de me dire si vous êtes bien ingrat et bien mauvais, ou si vous n'êtes qu'un peu fou. Il se pourrait même que ce ne fût qu'une folie passagère, et en ce cas-là je la compterais pour peu de chose... » Suivent plus de détails qu'on n'en pourrait désirer. Elle garda cette réponse et ne l'envoya pas. Au jour de l'an 1790, Benjamin Constant lui récrivit, elle fut *transportée de plaisir;* la correspondance se rengagea dans les mois suivans; il était marié, il était occupé à suivre ce procès pour son père, ses affaires se dérangeaient; il répondait, après avoir reçu d'elle quelque lettre de clémence et de tristesse : « Votre dernière lettre m'a fait grand plaisir, un plaisir mêlé

d'amertume comme de raison, un plaisir qui fait dire à chaque mot : *C'est bien dommage.* Effectivement c'est bien dommage que le sort nous ait si entièrement et pour jamais séparés. Il y a entre nous un point de rapprochement qui aurait surmonté toutes les différences de goûts, de caprices, d'engouemens, qui auraient pu s'opposer à notre bonne intelligence; nous nous serions souvent séparés avec humeur, mais nous nous serions toujours réunis. C'est bien dommage que vous soyez malheureuse à Colombier, moi ici; vous malade, moi ruiné; vous mécontente de l'indifférence, moi indigné contre la faiblesse, et si éloignés l'un de l'autre que nous ne pouvons mettre ni nos plaintes, ni nos mécontentemens, ni nos dédommagemens ensemble. Enfin vous serez toujours le plus cher et le plus étrange de mes souvenirs. Je suis heureux par ma femme, je ne puis désirer même de me rapprocher de vous en m'éloignant d'elle, mais je ne cesserai jamais de dire : C'est bien dommage. Votre idée me rend toujours une partie de la vivacité que m'ont ôtée les malheurs, la faiblesse physique, et mon long commerce avec des gens dont je me défie. On ne peut pas me parler de vous sans que je me livre à une chaleur qui étonne ceux qui souvent ne m'en parlent que par désœuvrement ou faute de savoir que me dire. A des soupers où je ne dis pas un mot, si quelqu'un me parle de vous, je deviens tout autre. On dit que le Prétendant, abruti par le malheur et le vin, ne se réveillait de sa léthargie que pour parler des infortunes de sa famille... (11 mai 1790.) »

Quoi qu'il en soit de cette reprise, qui dure sans interruption pendant les trois années suivantes, il y a eu, depuis la lettre de La Haye, un déchirement, un *accroc* notable dans leur liaison. Si peu idéale, si peu riche d'illusion qu'on la fasse à aucun moment, elle achève dès-lors de perdre sa lueur, elle se décolore de plus en plus; entre eux, à partir de ce jour (septembre 1789), comme entre Adolphe et Ellénore, des mots *irréparables* avaient été prononcés. Pour l'observateur, pour le moraliste qui étudie curieusement le fond des caractères, celui de Benjamin Constant ne se dessine sans doute que mieux; ce *mélange d'égoïsme et de sensibilité,* qui se combine dans la nature d'Adolphe pour son malheur et celui des autres, n'est plus désormais masqué par rien; il se remet à écrire à Mme de Charrière comme à l'esprit le plus supérieur qu'il connaisse, il lui dit tout et plus que tout, il s'analyse et se dénonce impitoyablement lui-même, il ne craint plus d'offenser en elle cette première délicatesse ni même cette pudeur de l'amitié qu'il a violée une fois; les confidences les plus étranges,

les plus particulières, se multiplient et s'entrecroisent; il sait être encore aimable, encore touchant par accès, spirituel toujours (1), mais aussi il ose avoir toute sa sécheresse, tout son ennui désolant; il y a du cynisme parfois. Et ici ce n'est pas à lui que nous en ferons le reproche, c'est à elle pour l'avoir permis, pour avoir été philosophe et de son siècle au point d'oublier combien elle favorisait l'aridité de ce jeune cœur en se faisant la confidente de son libertinage d'esprit.

On n'attend pas des preuves, on a déjà des échantillons. Nous avons hâte d'arriver à la politique, qui va devenir sa distraction, son recours, et à laquelle il essaiera de se prendre pour s'étourdir. Comme explication nécessaire toutefois, comme image complète de sa situation malheureuse en ces années de Brunswick, il faut savoir que ce premier mariage qu'il venait de contracter si à la légère tourna le plus fâcheusement du monde; que, dès juillet 1791, il en était à reconnaître son erreur; qu'il résumait son sort en deux mots : *l'indifférence, fille du mariage, la dépendance, fille de la pauvreté;* que l'indifférence bientôt fit place à la haine; qu'après une année de supplice, il prit le parti de tout secouer : « On se fait un mérite de soutenir une situation qui ne convient pas; on dirait que les hommes sont des danseurs de corde. » Le divorce était dans les lois; il y recourut; ce n'avait été qu'à la dernière extrémité : « Si elle eût daigné alléger le joug, écrivait-il, je l'aurais traîné encore; mais jamais que du mépris!... Ah! ce n'est pas l'esprit qui est une arme, c'est le caractère. J'avais bien plus d'esprit qu'elle, et elle me foulait aux pieds. » Le procès qui devait amener le divorce traîna en longueur. Le 25 mars 1793, dans son impatience d'en finir, il s'écriait : « Hymen! Hymen! Hymen! quel monstre! » Le 31 mars, six jours après, en apprenant la décision, il écrivait : « Ils sont rompus tous mes liens, ceux qui faisaient mon malheur comme ceux qui faisaient ma consolation, tous, tous! Quelle étrange faiblesse! depuis plus d'un an je désirais ce moment, je soupirais après l'indépendance complète; elle est venue et je frissonne! je suis comme attéré de la solitude qui m'entoure; je suis effrayé de ne tenir à rien, moi qui ai tant gémi de tenir à quelque chose... » Ainsi allait ce triste cœur mobile, ainsi va le pauvre cœur humain.

Il était temps, on le voit, que la politique vînt jeter quelque va-

(1) La jolie lettre que nous avons donnée précédemment, à l'appui de ses opinions *anti-religieuses* d'alors, et où il parle d'un chevalier de Revel qu'il a vu à La Haye, se rapporte aux premiers temps de cette reprise (4 juin 1790).

riété et quelque ressource, susciter un but, même factice, à travers ces misères obscures où il se consumait. Il l'aborde du premier jour avec inconséquence; même avant 89, il est démocrate, il rêve à dix-neuf ans la république américaine et je ne sais quel âge d'or de pureté et d'égalité au-delà des mers, tandis qu'en attendant il se ruine de toute façon à Paris, qu'il pratique de son mieux le vers de Voltaire :

Dans mon printemps j'ai hanté les vauriens,

et mène la vie d'un jeune patricien assez dissolu. Ces inconséquences sont ordinaires de tout temps; elles l'étaient surtout à la veille de 89. Sa condition à Brunswick ne fait que le rejeter plus avant dans le mépris des grands et des cours, mais elle n'est guère propre à lui rendre cette estime sérieuse et ce respect de l'humanité qui est pourtant le fond de toute politique généreuse et libérale. Son esprit nous étale tour à tour sur ce point toutes ses vicissitudes : « Je crois que je me livrerai à la botanique, écrit-il le 17 septembre 1790, ou à quelque science de faits. La morale et la politique sont trop vagues, et les hommes trop plats et inconséquens. Tout en prenant cette résolution, je suis à faire un ouvrage politique qui doit être achevé en un mois pour de l'argent. Je me suis mis en tête qu'avec les restes de mon esprit je pourrais payer mes dettes, et j'ai fait avec un libraire l'accord de lui faire un petit ouvrage d'environ 100 pages (anonyme, comme vous le sentez bien) sur la révolution du Brabant..... » Ces projets, ces ébauches d'ouvrages démocratiques se succèdent rapidement sous sa plume et occupent ses loisirs de chambellan. Nous le retrouvons occupé plus sincèrement à réfuter Burke dans la lettre suivante, qui est bien assez jolie pour être citée en entier; elle est de sa meilleure et de sa plus voltairienne manière. Il a repris, en l'écrivant, ses *high spirits*, comme il dit.

Ce 10 décembre 1790.

« Je relis actuellement les lettres de Voltaire : savez-vous que ce Voltaire que vous haïssez était un bon homme au fond, prêtant, donnant, obligeant, faisant du bien sans cet amour-propre que vous lui reprochez tant? Mais ce n'est pas de quoi il s'agit. Il s'agit qu'en relisant sa correspondance, j'ai pensé que j'étais une grande bête et une très grande bête de me priver d'un grand plaisir parce que j'ai de grands chagrins, et de ne plus vous écrire parce que des coquins me tourmentent. C'est-à-dire que parce qu'on me fait beaucoup de mal je veux m'en faire encore plus, et que parce que j'ai beaucoup d'afflic-

tions je veux renoncer à ce qui m'en consolerait. C'est être trop dupe. Je mène ici une plate vie, et, ce qui est pis que plat, je suis toujours un pied en l'air, ne sachant s'il ne me faudra pas retourner à La Haye, pour y répéter à des gens qui ne s'en soucient guère qu'ils sont des faussaires et des scélérats. Cette perspective m'empêche de jouir de ma solitude et de mon repos, les deux seuls biens qui me restent. Elle m'a aussi souvent empêché d'achever des lettres que j'avais commencées pour vous. Ma table est couverte de ces fragmens qui ont toujours la longueur d'une page, parce qu'alors je suis obligé de m'arrêter, et quelque chienne d'idée vient à la traverse, je jette ma lettre, et je ne la reprends plus. Dieu sait si celle-ci sera plus heureuse. Je le désire de tout mon cœur. Je m'occupe à présent à lire et à réfuter le livre de Burke contre les *levellers* français. Il y a autant d'absurdités que de lignes dans ce fameux livre; aussi a-t-il un plein succès dans toutes les sociétés anglaises et allemandes. Il défend la noblesse, et l'exclusion des sectaires, et l'établissement d'une religion dominante, et autres choses de cette nature. J'ai déjà beaucoup écrit sur cette apologie des abus, et, si le maudit procès de mon père ne vient pas m'arracher à mon loisir, je pourrais bien pour la première fois de ma vie avoir fini un ouvrage. Mes Brabançons (1) se sont en allés en fumée, comme leurs modèles, et les 50 louis avec eux. Le moment de l'intérêt et de la curiosité a passé trop vite. Vous ne me paraissez pas démocrate. Je crois comme vous qu'on ne voit au fond que la fourbe et la fureur; mais j'aime mieux la fourbe et la fureur qui renversent les châteaux forts, détruisent les titres et autres sottises de cette espèce, mettent sur un pied égal toutes les rêveries religieuses, que celles qui voudraient conserver et consacrer ces misérables avortons de la stupidité barbare des juifs, entée sur la férocité ignorante des Vandales. Le genre humain est né sot et mené par des fripons, c'est la règle; mais entre fripons et fripons, je donne ma voix aux Mirabeau et aux Barnave plutôt qu'aux Sartine et aux Breteuil... Je serais bien aise de revoir Paris, et je me repens fort, quand j'y pense, d'avoir fait un si sot usage, quand j'y étais, de mon temps, de mon argent et de ma santé. J'étais, n'en déplaise à vos bontés, un sot personnage alors avec mes... et mes..., etc., etc. (Il indique deux ou trois noms de femmes). Je suis peut-être aussi sot à présent, mais au moins je ne me pique plus de veiller, de jouer, de me ruiner, et d'être malade le

(1) Il s'agit de ce petit ouvrage sur la révolution du Brabant dont il parlait tout à l'heure.

jour des excès sans plaisir de la nuit. Si une fois le hasard pouvait nous réunir à l'hôtel de la Chine, dût *Schabaham* (1), qui est au fond une bonne femme, et Mme Suard, qui est plus ridicule et n'est pas si bonne, nous ennuyer quelquefois!... Ma lettre est une assez plate et décousue lettre, mais mon esprit n'est pas moins plat ni moins décousu. La vie que je mène m'abrutit. Je deviens d'une paresse inconcevable, et c'est à force de paresse que je passe d'une idée à l'autre. Je voudrais pouvoir me donner l'activité de Voltaire. Si j'avais à choisir entre elle et son génie, je choisirais la première. Peut-être y parviendrai-je quand je n'aurai plus ni procès ni inquiétudes. Au reste, je m'accroche aux circonstances pour justifier mes défauts. Quand on est actif, on l'est dans tous les états, et, quand on est aussi paresseux et décousu que je je suis, on l'est aussi dans tous les états. Adieu. Répondez-moi une bonne longue lettre. Envoyez-moi du nectar, je vous envoie de la poussière, mais c'est tout ce que j'ai. Je suis tout poussière. Comme il faut finir par là, autant vaut-il commencer aussi par là. »

Il revient à tout moment sur cette idée du néant des efforts et de la volonté; il répète de cent façons qu'il n'existe plus. Il y a des jours (comme dans la lettre précédente) où il le dit avec tant d'esprit et d'antithèses que Mme de Charrière a raison de lui dire qu'elle n'en croit rien. Il le dit d'autres fois d'un ton de langueur si expressif et si abandonné (2), avec une obstination d'analyse si désespérante (3), qu'elle s'effraie pour lui et lui prodigue d'affectueux, de salutaires conseils : « N'étudiez pas, mais lisez nonchalamment des romans et de l'histoire. Lisez de Thou, lisez Tacite; ne vous embarrassez d'aucun

(1) Mme Saurin, à laquelle ils avaient donné ce sobriquet.

(2) « ..... Si je pouvais m'astreindre à suivre un régime, ma santé se remettrait, mais l'impossibilité de m'y astreindre fait partie de ma mauvaise santé; de même que, si je pouvais m'occuper de suite à un ouvrage intéressant, mon esprit reprendrait sa force, mais cette impossibilité de me livrer à une occupation constante fait partie de la langueur de mon esprit. J'ai écrit il y a long-temps au malheureux Knecht (un ami) : *Je passerai comme une ombre sur la terre entre le malheur et l'ennui!* (17 septembre 1790). »

(3) « (2 juin 1791.) ..... Ce n'est pas comme me trouvant dans des circonstances affligeantes que je me plains de la vie : je suis parvenu à ce point de désabusement que je ne saurais que désirer, si tout dépendait de moi, et que je suis convaincu que je ne serais dans aucune situation plus heureux que je ne le suis. Cette conviction et le sentiment profond et constant de la brièveté de la vie me fait tomber le livre ou la plume des mains, toutes les fois que j'étudie..... Nous n'avons pas plus de motifs pour acquérir de la gloire, pour conquérir un empire ou pour faire un bon livre, que nous n'en avons pour faire une promenade ou une partie de whist... »

système, *ne vous alambiquez l'esprit sur rien*, et peu à peu vous vous retrouverez capable de tout ce que vous voudrez exiger de vous. »

Certes il avait bien de la peine à prendre avec sérieux et d'une manière un peu suivie à la politique, à l'histoire, et à réfuter Burke sans faiblir, celui qui écrivait dans le même moment :

Brunswick, ce 24 décembre 1790.

« ..... Plus on y pense, et plus on est *at a loss* de chercher le *cui bono* de cette sottise qu'on appelle le monde. Je ne comprends ni le but, ni l'architecte, ni le peintre, ni les figures de cette lanterne magique dont j'ai l'honneur de faire partie. Le comprendrai-je mieux quand j'aurai disparu de dessus la sphère étroite et obscure dans laquelle il plaît à je ne sais quel invisible pouvoir de me faire danser, bon gré, mal gré? C'est ce que j'ignore; mais j'ai peur qu'il n'en soit de ce secret comme de celui des francs-maçons, qui n'a de mérite qu'aux yeux des profanes. Je viens de lire les *Mémoires de Noailles*, par Millot, ouvrage écrit sagement, un peu longuement, mais pourtant d'une manière intéressante et philosophique. J'y ai vu que vingt-quatre millions d'êtres ont beaucoup travaillé pour mettre à la tête de je ne sais combien de millions de leurs semblables un être comme eux. J'ai vu qu'aucun de ces vingt-quatre millions d'êtres, ni l'être qui a été placé à la tête des autres millions, ni ces autres millions non plus, ne se sont trouvés plus heureux pour avoir réussi dans ce dessein. Louis XIV est mort détesté, humilié, ruiné; Philippe V, mélancolique et à peu près fou; les subalternes n'ont pas mieux fini, et puis voilà à quoi aboutit une suite d'efforts, du sang répandu, les batailles sans nombre, des travaux de tout genre; et l'homme ne se met pas une fois pourtant en tête qu'il ne vaut pas la peine de se tourmenter aujourd'hui quand on doit crever demain. Thomson, l'auteur des *Saisons*, passait souvent des jours entiers dans son lit, et quand on lui demandait pourquoi il ne se levait pas : *I see no motive to rise, man*, répondait-il. Ni moi non plus, je ne vois de motif pour rien dans ce monde, et je n'ai de goût pour rien. »

Ce qui fait que Benjamin Constant est bien véritablement ce que j'ai appelé un *girondin* de nature, un inconséquent qui obéit, non pas à des principes, mais à des instincts, et qui ne cherchera guère jamais dans les luttes publiques que de plus nobles émotions, c'est qu'il persiste, au milieu de ces dégoûts et de ces anéantissemens, à être libéral et démocrate quand il est quelque chose. « Que la morale soit vague, que l'homme soit méchant, faible, sot et vil, et de plus

destiné à n'être que tel, » il le croit très habituellement, il ose l'écrire, et pourtant..... Voici des pages beaucoup trop démonstratives de ce que nous avançons :

Vendredi, ce 6 juillet 1791.

« ..... La politique, qui est la seule chose qui pique encore un peu ma faible curiosité, me persuade plus tous les jours ces vérités affligeantes. Croiriez-vous que les gens les plus violens dans l'assemblée nationale, ceux qui affichent le républicanisme le plus outré, sont de fait vendus à l'Autriche? Merlin, Bazire, Guadet, Chabot, Vergniaux, le philosophe Condorcet (1), sont soudoyés pour avilir l'assemblée, et les démarches incroyables dans lesquelles ils l'entraînent sont autant de piéges qu'ils lui tendent; ils se déshonorent pour la déshonorer. Ce Dumouriez que je croyais fol, mais de bonne foi, est du parti des émigrés. C'est pour quelqu'argent qu'il a fait déclarer la guerre, qu'il sacrifie des millions d'hommes. Ces gueux-là ne sont pas même des scélérats par ambition, ou des enthousiastes de liberté. Ils sont démagogues pour trahir le peuple. Cet excès d'infamie, dont j'ai vu les preuves, m'a inspiré un tel dégoût, que je n'entends plus les mots d'humanité, de liberté, de patrie, sans avoir envie de vomir... »

Nous continuons de démontrer le *pour* et *contre* en ce grand et mobile esprit du futur tribun :

« (1792). Je crois bien qu'à deux cent lieues d'ici l'argument que je suis à Brunswick fait un effet superbe contre mon prétendu jacobinisme. Si l'on savait que je ne vais point à la cour, que je ne sors que pour me promener et pour voir Mme Mauvillon, qu'on ne m'invite jamais, qu'on ne me fait pas même faire mon service, enfin que je suis ici comme si je n'y étais pas, et que les démocrates prudens évitent de me voir de peur de passer pour jacobins, cet argument ferait peut-être moins d'effet... »

« (17 mai 1792). Si nous parlons de gouvernement, je crois que vous serez contente de moi. En raisonnement, je suis encore très démocrate, il me semble que le sens commun est bien visiblement contre tout autre système; mais l'expérience est si terriblement contre celui-ci, que si, dans ce moment, je pouvais faire une révolution contre

(1) Il est inutile de remarquer qu'il se trompe au moins pour quelques-uns de ces noms; il subit l'influence des fausses informations dont on se repaissait à Brunswick; il va tout à l'heure se rétracter.

un certain gouvernement, dont vous savez que nous n'avons guère à nous louer (1), je ne la ferais pas... »

On a, sous le directoire, lancé contre Benjamin Constant, qui venait de se déclarer républicain en France, une imputation absurde et calomnieuse : on l'a accusé d'avoir rédigé la proclamation du duc de Brunswick; ce sont là de ces inventions de parti comme celle de l'assassinat d'André Chénier contre Marie-Joseph; c'est ce qu'on appelle jeter à son adversaire un *chat en jambes*. Or, nous lisons à la date du 5 novembre 1792 : « Voilà nos armées qui s'en reviennent, non pas comme elles sont allées... Voilà Longwy et Verdun, ces deux premières et seules conquêtes rendues aux Français, et 20,000 hommes et 28 millions jetés par la fenêtre sans aucun fruit. Quand je dis sans aucun fruit, je me trompe, car la paix va se faire, au moins entre la Prusse et la France, et c'est un grand bien... J'espère que le parti de Roland, *qui est mon idole*, écrasera les Marat, Robespierre, et autres vipères parisiennes... »

Nous retrouvons là Benjamin Constant revenu à son vrai point, il est girondin avec Roland, ou plutôt encore avec Vergniaux, avec Louvet, avec les moins puritains du parti; il abhorre Robespierre; mais, même lorsqu'il voit celui-ci menaçant, il ne rend pas les armes, il ne dit pas que tout est perdu : « Je vois beaucoup de mal (4 mai 1792), je vois une distance immense et de nombreux et profonds abîmes entre le bien et l'époque actuelle; mais il est sûr que nous marchons. Est-ce vers le bien? je l'ignore; mais je n'en désespérerai que lorsque nous nous serons arrêtés au mal. » Remarquez ce *nous* par lequel il s'associe tout-à-fait à la France; il me semble dans tout ceci que le politique, le tribun se dégage et commence à poindre. Il nous révèle beaucoup trop pourtant le secret du rôle politique dans le passage suivant. Il s'agit de je ne sais quel travail dont il avait raconté le projet à Mme de Charrière :

Ce 7 juin (1792).

« ..... Je vous ai déjà marqué que l'insertion ne peut avoir lieu, 1° parce que l'ouvrage n'est pas fait; 2° parce qu'il ne sera pas de nature à être inséré. Du reste, nous ne sommes pas du même avis sur les livres, et nous différons de principe. J'aimerais l'insertion pour la raison même pour laquelle vous ne l'aimez pas. Croyez-moi, nos doutes, notre vacillation, toute cette mobilité, qui vient, je le crois,

(1) Celui de Berne.

de ce que nous avons plus d'esprit que les autres, sont de grands obstacles au bonheur dans les relations et à la considération, qui, si elle n'est pas toujours flatteuse, est toujours utile et très souvent nécessaire. Qu'est-ce que la considération? Le suffrage d'un nombre d'individus qui, chacun pris à part, ne nous paraissent pas valoir la peine de rien faire pour leur plaire, j'en conviens; mais ces individus sont ceux avec qui nous avons à vivre. Il faut peut-être les mépriser, mais il faut les maîtriser, si l'on peut, et il faut pour cela se réunir à ce qui se rapproche le plus de nos vues, quitte à penser ce qu'on veut, et à le dire à une personne tout au plus, à vous, car si je ne vous avais pas, je n'aurais pas mis cette restriction. Nous sommes dans un temps d'orage, et, quand le vent est si fort, le rôle de roseau n'est point agréable. Le rôle de chêne isolé n'est pas sûr, et je ne suis d'ailleurs pas un chêne. Je ne veux donc point être moi, mais être ce que sont ceux qui pensent le plus comme moi, et qui travaillent dans le même sens. Les partis mitoyens ne valent rien; dans le moment actuel, ils valent moins que jamais. Voilà ma profession de foi, que j'abrège, parce que je suis sûr que vous ne serez jamais de mon avis, dont je ne suis guère. Réservons cette matière pour une conversation; il est impossible de s'expliquer par lettres. Quant à l'incognito, c'est très fort mon idée de le garder. Je serai deviné, soit, mais pas convaincu.... »

Ceux qui se laissent éblouir par ces grands rôles sonores et ces représentations publiques des Gracchus et des tribuns de tous les bords et de tous les temps ne sauraient trop méditer ces tristes aveux d'un homme qui, lui aussi, a été une idole et un drapeau. Je ne veux certes pas dire que tous les personnages qui obtiennent les ovations populaires soient tels, mais beaucoup le sont, et il y a une grande part de ce calcul, de cette fiction dans chacun, même dans les meilleurs (1).

A de certains momens, lui-même il se relève le mieux qu'il peut, il est tenté de s'améliorer, de croire à l'inspiration morale, il s'écrie : « (17 mai 1792)... Une longue et triste expérience m'a convaincu que le bien seul faisait du bien, et que les déviations ne faisaient que du

(1) Dans cette même lettre si pleine d'aveux, Benjamin Constant en fait un autre encore que nous ne pouvons manquer d'enregistrer au passage, bien qu'il n'ait pas trait à la politique. Souvent il s'était moqué avec Mme de Charrière de la littérature allemande; Mme de Charrière, dans sa hardiesse d'idées, avait plutôt l'esprit français, le tour du XVIIIe siècle; Benjamin Constant visait déjà au XIXe, et il avait des instincts plus larges, plus flottans, plus aisément excités à toute nouveauté. « Un sujet de plaisanterie que nous aurons perdu, c'est la littérature allemande. Je

mal, et je combats de toutes mes forces cette indifférence pour le vice et la vertu qui a été le résultat de mon étrange éducation et de ma plus étrange vie, et la cause de mes maux. Comme elle est opposée à mon caractère, je la vaincrai facilement. Je suis las d'être égoïste, de persifler mes propres sentimens, de me persuader à moi-même que je n'ai plus ni l'amour du bien ni la haine du mal. Puisqu'avec toute cette affectation d'expérience, de profondeur, de machiavélisme, d'apathie, je n'en suis pas plus heureux, au diable la gloire de la satiété! je rouvre mon ame à toutes les impressions, je veux redevenir confiant, crédule, enthousiaste, et faire succéder à ma vieillesse prématurée, qui n'a fait que tout décolorer à mes yeux, une nouvelle jeunesse qui embellisse tout et me rende le bonheur. »

Ces reprises heureuses, ces secousses de printemps passent vite; il retombe, et la fin de cette année 1792 ne nous le livre pas dans une disposition plus vivante, plus ranimée; il continue de s'analyser en tous sens et de se dénoncer lui-même. Il se voit à la veille de l'arrêt de divorce, il est résolu à quitter Brunswick, il flotte entre vingt projets :

Brunswick, ce 17 décembre 1792.

« ... Je l'ai senti à 18 ans, à 20, à 22, à 24 ans, je le sens à près de 26; je dois, pour le bonheur des autres et pour le mien, vivre seul. Je puis faire de bonnes et fortes actions, je ne puis pas avoir de bons petits procédés. Les lettres et la solitude, voilà mon élément. Reste à savoir si j'irai chercher ces biens dans la tourmente française ou dans quelque retraite bien ignorée. Mes arrangemens pécuniaires seront bientôt faits.... Quant à ma vie ici, elle est insupportable et le devient tous les jours plus. Je perds dix heures de la journée à la cour, où l'on me déteste, tant parce qu'on me sait démocrate que parce que j'ai relevé les ridicules de tout le monde, ce qui les a convaincus que j'étais *un homme sans principes* (1). Sans doute tout cela est ma faute.

l'ai beaucoup parcourue depuis mon arrivée. Je vous abandonne leurs poètes tragiques, comiques, lyriques, *parce que je n'aime la poésie dans aucune langue;* mais, pour la philosophie et l'histoire, je les trouve infiniment supérieurs aux Français et aux Anglais. Ils sont plus instruits, plus impartiaux, plus exacts, un peu trop diffus, mais presque toujours justes, vrais, courageux et modérés. Vous sentez que je ne parle que des écrivains de la première classe. » Mais ce qui est plus vrai que tout, c'est qu'*il n'aime la poésie en aucune langue.*

(1) Ce sont exactement les mêmes expressions qu'au début d'*Adolphe* : « ..... Je me donnai bientôt par cette conduite une grande réputation de légèreté, de persiflage, de méchanceté..... On disait que j'étais un homme immoral, un homme peu

Blasé sur tout, ennuyé de tout, amer, égoïste, avec une sorte de sensibilité qui ne sert qu'à me tourmenter, mobile au point d'en passer pour fol, sujet à des accès de mélancolie qui interrompent tous mes plans, et me font agir, pendant qu'ils durent, comme si j'avais renoncé à tout, persécuté en outre par les circonstances extérieures, par mon père à la fois tendre et inquiet..., par une femme amoureuse d'un jeune étourdi, platoniquement, dit-elle, et prétendant avoir de l'amitié pour moi, persécuté par toutes les entraves que les malheurs et les arrangemens de mon père ont mises dans mes affaires, comment voulez-vous que je réussisse, que je plaise, que je vive?... »

Il deviendrait fastidieux d'assister plus longuement à ces vicissitudes sans terme, mais on n'aurait pas sondé tout l'homme si nous en avions moins dit. Nous serons rapide sur ce qui nous reste à parcourir, bien que les ressources de cette correspondance ne soient pas moindres en avançant et qu'elles renaissent volontiers à chaque page. Nous trouvons Benjamin Constant à Lausanne en juin 93; il y revint avec une véritable joie; il s'étonnait de se sentir attiré vers ce beau lac et vers ces montagnes. « Il serait singulier, disait-il, et pourtant je le crois presque, que moi qui ai toujours mis une sorte de vanité à détester mon pays, je fusse atteint du *heimweh* (1). » Il revoit tout d'abord Mme de Charrière, mais l'idéal des jours anciens ne se recommence jamais; ce rapprochement ne se passe point sans des brouilleries nouvelles, des explications, des refroidissemens à perte de vue; on assiste aux derniers sanglots d'une amitié vive qui s'éteint, ou, pour parler plus poliment, qui s'apaise pour se régler finalement dans une affectueuse indifférence. Il revoit sa famille, ses tantes et ses cousines, qui le traitent comme un très jeune homme sans conséquence; il les laisse dire et les raille; il raille les Lausannois comme il a fait les Brunswickois; il ne ménage pas à la rencontre les émigrés français qu'il trouve installés partout comme chez eux : aucun de leurs ridicules ne lui échappe, et il n'a pas de peine à se garantir de leurs opinions. Sa ligne girondine s'établit et se dessine de plus en plus : il s'obstine à croire une république possible sans la terreur, et il ne veut des recettes de restauration à aucun prix. Les Mallet du Pan, les Ferrand, ne sont en rien ses hommes, et plus d'une de ses lettres s'exprime sur leur compte assez plaisamment (2). Pressé pourtant, persé-

sûr : deux épithètes heureusement inventées pour insinuer les faits qu'on ignore, et laisser deviner ce qu'on ne sait pas. »

(1) Le mal du pays.

(2) « Je ne comprends pas bien, écrit-il, ce que vous voulez dire par votre incer-

cuté de nouveau par sa famille, il repart en novembre pour cet éternel Brunswick. Arrêté à la frontière allemande par les opérations militaires, il est heureux d'un prétexte et s'en revient. Il ne se remet en route pour l'Allemagne qu'en avril 1794, et arrive encore une fois à sa destination; mais cette condition de domesticité princière lui est devenue trop insupportable, il jette sa clé de chambellan, et le voilà décidément libre et de retour à Lausanne dans l'été de cette même année. C'est durant ce dernier séjour seulement, le 19 septembre, qu'il rencontre pour la première fois Mme de Staël, ou du moins qu'il fait connaissance avec elle. Il avait conçu quelques préventions contre sa personne, contre son genre d'esprit, et obéissait en cela aux suggestions de Mme de Charrière, qui était alors en froid avec *l'ambassadrice*, comme elle l'appelait. Une lettre de Benjamin Constant à Mme de Charrière, publiée par la *Revue Suisse* (1), a donné le récit de cette première rencontre, de ces premiers entretiens; il ne s'y montre pas encore revenu de ses impressions antérieures : « 30 septembre 1794... Mon voyage de Coppet a assez bien réussi. Je n'y ai pas trouvé Mme de Staël, mais l'ai rattrapée en route, me suis mis dans sa voiture, et ai fait le chemin de Nyon ici (à Lausanne) avec elle, ai soupé, déjeuné, dîné, soupé, puis encore déjeuné avec elle, de sorte que je l'ai bien vue et surtout entendue. Il me semble que vous la jugez un peu sévèrement. Je la crois très active, très imprudente, très parlante, mais bonne, confiante, et se livrant de bonne foi. Une preuve qu'elle n'est pas uniquement une machine parlante, c'est le vif intérêt qu'elle prend à ceux qu'elle a connus et qui souffrent. Elle vient de réussir, après trois tentatives coûteuses et inutiles, à sauver des prisons et à faire sortir de France une femme, son ennemie, pendant qu'elle était à Paris, et qui avait pris à tâche de faire éclater sa haine pour elle de toutes les manières. C'est là plus que du parlage. Je crois que son ac-

titude entre Ferrand et Mallet. Je suis très décidé, moi, et le choix ne m'embarrasse pas, car je ne veux ni de l'un ni de l'autre. Grace au ciel, le plan de Ferrand est inexécutable. Si par le malade vous entendez la royauté, le clergé, la noblesse, les riches, je crois bien que l'émétique de Ferrand peut seul les tirer d'affaire; mais je ne suis pas fâché qu'il n'y ait pas d'émétique à avoir. Je ne sais pas quel est le plan de Mallet. Peut-être est-ce ma faute. Je sais qu'en détail il conseille une annonce de modération, *fût-ce*, dit-il, *par prudence!* mots qui ont un grand sens, mais qui certes ne sont pas prudens. Enfin, je désire que Mallet et Ferrand, Ferrand et Mallet, soient oubliés, la Convention bientôt détruite, et la république paisible. Si alors de nouveaux Marat, Robespierre, etc., etc., viennent la troubler et qu'ils ne soient pas aussitôt écrasés qu'aperçus, j'abandonne l'humanité et j'abjure le nom d'homme. »

(1) N° du 15 mars 1844.

tivité est un besoin autant et plus qu'un mérite; mais elle l'emploie à faire du bien.... » Ce qu'il y a d'injuste, de restrictif dans ce premier récit se corrige généreusement, trois semaines après, dans la lettre suivante, qui nous rend son impression tout entière, et qui mérite d'être connue, parce qu'elle a en elle un accent d'élévation et de franchise auquel tout ce qui précède nous a peu accoutumés, parce qu'aussi elle représente avec magnificence et précision, en face d'une personne incrédule, ce que presque tous ceux qui ont approché Mme de Staël ont éprouvé. Qu'on ne demande pas au témoin qui parle d'elle d'être tout-à-fait impartial, car on n'était plus impartial dès qu'on l'avait beaucoup vue et entendue.

Lausanne, ce 21 octobre 1794.

« ... Il m'est impossible d'être aussi complaisant pour vous sur le chapitre de Mme de Staël que sur celui de M. Delaroche. Je ne puis trouver malaisé de lui *jeter*, comme vous dites, quelques éloges. Au contraire, depuis que je la connais mieux, je trouve une grande difficulté à ne pas me répandre sans cesse en éloges et à ne pas donner à tous ceux à qui je parle le spectacle de mon intérêt et de mon admiration. J'ai rarement vu une réunion pareille de qualités étonnantes et attrayantes, autant de brillant et de justesse, une bienveillance aussi expansive et aussi cultivée, autant de générosité, une politesse aussi douce et aussi soutenue dans le monde, tant de charme, de simplicité, d'abandon dans la société intime. C'est la seconde femme que j'ai trouvée qui m'aurait pu tenir lieu de tout l'univers, qui aurait pu être un monde à elle seule pour moi : vous savez quelle a été la première. Mme de Staël a infiniment plus d'esprit dans la conversation intime que dans le monde; elle sait parfaitement écouter, ce que ni vous ni moi ne pensions; elle sent l'esprit des autres avec autant de plaisir que le sien; elle fait valoir ceux qu'elle aime avec une attention ingénieuse et constante qui prouve autant de bonté que d'esprit. Enfin c'est un être à part, un être supérieur tel qu'il s'en rencontre peut-être un par siècle et tel que ceux qui l'approchent, le connaissent et sont ses amis, doivent ne pas exiger d'autre bonheur. »

Ce qui frappe d'abord ici, c'est combien le ton diffère de celui de tant de pages précédentes : on entre dans une sphère nouvelle; il y a dignité, élévation. Le dirai-je? ces qualités sont précisément ce qui manquait à la relation de Benjamin Constant et de Mme de Charrière. L'excès d'analyse, la facilité de médisance et d'ironie, une habitude d'incrédulité et d'épicuréisme, venaient corrompre à tout instant ce

que cette influence pouvait avoir d'affectueux et de bon; Mme de Charrière était le XVIIIe siècle en personne pour Benjamin Constant; il rompit à un certain moment avec elle et avec lui. Homme singulier, esprit aussi distingué que malheureux, assemblage de tous les contraires, patriote long-temps sans patrie, initiateur et novateur jeté entre deux siècles, tenant à l'un, à l'ancien, par les racines, hélas! et par les mœurs, visant au nouveau par la tête et par les tentatives, il fut heureux qu'à une heure décisive, un génie cordial et puissant, le génie de l'avenir en quelque sorte, lui apparût, lui apprît le sentiment, si absent jusqu'alors, de l'admiration, et le tirât des lentes et misérables agonies où il se traînait. Il eût été guéri à coup sûr par ce bienfaisant génie, s'il eût pu l'être; il fut convié du moins et associé aux nobles efforts; il put se créer et poursuivre le fantôme, parfois attachant, d'une haute et publique destinée.

Les opinions politiques de Benjamin Constant durant cette fin d'année 1794, se poussent, s'acheminent de plus en plus dans le sens indiqué et concordent parfaitement avec celles qu'il produira deux ans plus tard, en 96, dans ses premières brochures :

« La politique française, écrit-il agréablement à Mme de Charrière (14 octobre 1794), s'adoucit d'une manière étonnante. Je suis devenu tout-à-fait talliéniste, et c'est avec plaisir que je vois le parti modéré prendre un ascendant décidé sur les jacobins. Dubois-Crancé, en promettant la paix dans un mois, si l'unanimité pouvait se rétablir dans l'assemblée, et Bourdon de l'Oise, en appelant la noblesse une classe malheureuse et opprimée qui a eu des torts, mais qui doit s'attacher à la république, oublier ses ressentimens, reprendre de l'énergie, m'ont fait une impression beaucoup plus douce que je ne l'aurais attendu d'un démocrate défiant et féroce tel que je me piquais de l'être. Je sens que je me modérantise, et il faudra que vous me proposiez anodinement une petite contre-révolution pour me remettre à la hauteur des principes.... Si la paix se fait, comme je le parie, et que la république tienne, comme je le désire, je ne sais si mon voyage en Allemagne ne sera pas dérangé de cette affaire-là, et si je n'irai pas voir, au lieu des stupides Brunswickois et des pesans Hambourgeois, les nouveaux républicains,

Ce peuple de héros et ce sénat de sages! »

Il fit en effet le voyage de Paris dans l'été de 1796. Nous rejoignons ici le début du piquant article de M. Loève-Veimars. Benjamin Constant n'a pas vingt-neuf ans; il passe au premier abord pour un jeune

Suisse républicain et très candide, il vient de perdre à peine son air enfantin. Quelques lettres d'un émigré rentré et ami de Mme de Charrière nous le peignent alors sous son vrai jour extérieur; nous savons mieux que personne le dedans :

Paris, 11 messidor.

« J'ai vu notre compatriote Constant (1); il m'a comblé d'amitiés... Vous avez vu de son ouvrage dans les nouvelles politiques du 6, 7, 8 messidor... Benjamin est de tous les muscadins du pays le plus élégant sans doute. Je crois que cela est sans danger pour sa fortune. On fait bien des choses avec un louis de Lausanne quand il vaut 800 francs, et que les denrées ne sont point en raison de la valeur de l'or.... Il me paraît conserver ici la même existence d'esprit que M. Huber lui avait vue à Lausanne. Il ne dit rien. On ne le prend pourtant pas pour un sot... *Tout cela* voit beaucoup un jeune Riouffe, qui est auteur des *Mémoires d'un Détenu*, qui ont eu de la célébrité. Ce Riouffe est extrêmement aimable... Benjamin est logé dans la rue du *Colombier;* j'ai cru voir dans ce choix un souvenir sentimental. »

23 messidor.

« . . . . L'aimable jeune homme! car il est vraiment aimable, vu avec beaucoup de monde. Le salon de l'ambassade lui vaut mieux que le petit cabinet de Colombier. Quand on est entouré de beaucoup, on veut plaire à beaucoup et on plaît beaucoup plus. Vous ne serez pas fâché contre moi, n'est-ce pas? Si vous n'étiez pas si sauvage, que vous voulussiez rassembler dans votre cabinet vingt-cinq personnes, que l'un fût girondin, l'autre thermidorien, l'autre platement aristocrate, l'autre constitutionnel, un autre jacobin, dix autres rien, alors j'aimerais à voir Constant écouté de tous à Colombier et goûté par tous. Le salon d'ici lui va mieux... Le salon le fatigue, il n'en peut plus. Sa santé se délabre, son physique si grêle souffre déjà; cette taille, qui était tout-à-coup devenue élégante, reprend aujourd'hui cette courbure que Mlle Moulat (2) a si bien saisie. Il dit qu'il pense à la retraite : il soupire après la douce solitude de l'Allemagne... Je sors de chez lui. J'ai mangé des cerises avec lui... il s'est endormi au milieu de notre déjeuné. Nous avons reparlé de la soirée d'hier et de ce Riouffe dont je vous ai déjà parlé. Il est impossible d'avoir plus d'esprit que ce jeune homme et une expression plus heureuse. Ce jeune

(1) L'émigré qui écrit ces lettres à Mme de Charrière s'était fait naturaliser en Suisse; c'est pour cela qu'il dit *notre* compatriote.

(2) Elle faisait fort bien les silhouettes.

homme a été persécuté comme girondin et il est l'admirateur zélé des grands talens qu'a produits ce parti. Il disputait avec un constituant sur le mérite de la gironde. Le constituant, comme de raison, l'attaquait, mais sans raison lui refusait de grands talens. Tout cela voulait dire : J'ai plus de talent que vous, monsieur le girondin. — Riouffe, au milieu d'une discussion très orageuse, a ainsi analysé les révolutions de France depuis cinq ans. — « Il y a eu en France trois révo-« lutions : une contre les priviléges, vous l'avez faite; une contre le « trône, nous l'avons faite; une contre l'ordre social, elle fut l'ou-« vrage des jacobins, et nous les avons terrassés. Vous ébranlâtes le « trône et n'eûtes pas le courage de le renverser. Nous soutenions « l'ordre social et nous le rétablissons. »

L'excellent Riouffe se donne à lui et à ses amis un rôle qui pourra bien paraître un peu flatté : on assiste là, du moins, aux conversations du jour et au premier début de Benjamin Constant dans le monde politique; il fit ses premières armes de publiciste durant cet été de 1796 et lança la brochure intitulée : *De la Force du Gouvernement actuel et de la Nécessité de s'y rallier.* On y trouverait bien de l'ingénieux et aussi du sophisme; nous sommes trop dans le secret pour ne pas en trouver avec lui. J'aime mieux y noter une sorte de sincérité relative, un accord incontestable entre les opinions qu'il y professe et celles qu'il fomentait depuis quelques années. Il était de retour en Suisse au commencement de septembre; mais nous n'avons plus à le suivre désormais. Pour clore le chapitre de sa relation avec Mme de Charrière, il suffira d'ajouter que celle-ci lui pardonna toujours, lui écrivit jusqu'à la fin (elle mourut en décembre 1805); il lui répondait quelquefois. Elle recevait ses lettres avec un plaisir si visible, que cela faisait dire à une personne d'esprit présente : *Certains fils sont fins et deviennent imperceptibles, cependant ils ne rompent pas.* Il se mêlait bien à ce commerce prolongé un peu de littérature, au moins de sa part à elle, quelques commissions pour ses ouvrages; elle le chargeait de lui trouver à Paris un libraire. Il y réussissait de temps en temps, il lui arrivait d'autres fois de garder ou de perdre les manuscrits.

La dernière lettre de lui à elle que nous ayons sous les yeux est du 26 mars 1796, à la veille de son départ pour la France; elle se termine par ces mots et comme par ce cri : « Adieu, vous qui avez embelli huit ans de ma vie, vous que je ne puis, malgré une triste expérience, imaginer contrainte et dissimulante, vous que je sais

apprécier mieux que personne ne vous appréciera jamais. Adieu, adieu! »

Nous n'avons pas besoin d'excuses, ce semble, pour avoir si longuement entretenu le lecteur d'une relation si singulière et si intime, pour avoir profité de la bonne fortune qui nous venait, et des lumières inattendues que cette correspondance projette en arrière sur les origines d'une existence célèbre. Benjamin Constant n'est plus à connaître désormais; il sort de là tout entier, confessant le secret de sa nature même : *Habemus confitentem reum*. On se demande, on s'est demandé sans doute plus d'une fois comment, avec des talens si éminens, une si noble attitude de tribun, d'écrivain spiritualiste et religieux, de vengeur des droits civils et politiques de l'humanité, avec une plume si fine et une parole si éloquente, il manqua toujours à Benjamin Constant dans l'opinion une certaine considération établie, une certaine valeur et consistance morale, pourquoi il ne fut jamais pris au sérieux autant que des hommes bien moindres par l'esprit et par les services rendus : on peut répondre aujourd'hui en parfaite certitude; c'est que tout cet édifice public si brillant, si orné, était au fond destitué de principes, de fondemens; c'est que le tout était bâti sur l'amas de poussière et de cendre que nous avons vu. Il passa sa vie à faire de la politique libérale sans estimer les hommes, à professer la religiosité sans pouvoir se donner la foi, à chercher en tout l'émotion sans atteindre à la passion. Il assista toujours par un coin moqueur au rôle sérieux qui s'essayait en lui; le vaudeville de parodie accompagnait à demi-voix la grande pièce; il se figurait que l'un complétait l'autre; il avait coutume de dire, et par malheur aussi de croire, qu'*une vérité n'est complète que quand on y a fait entrer le contraire*. Il y réussit trop constamment; de là, malgré de nobles essors et des secousses généreuses, une ruine intime et profonde. Il a le triste honneur d'offrir le type le plus accompli de ce genre de nature contradictoire, à la fois sincère et mensongère, éloquente et aride, chaleureuse et terne, romanesque et anti-poétique, insaisissable vraiment; telle qu'elle est, on n'en saurait citer aucune de plus distinguée et de plus rare. C'est bien moins le blâmer avec dureté que nous voulons en tout ceci, que l'étudier moralement et pousser jusqu'au bout l'exemple. Il a commencé à le retracer, nous achevons. Qu'on relise maintenant *Adolphe*.

****

ÉCRIVAINS

MODERNES

DE L'ALLEMAGNE.

Mme D'ARNIM.

Il est peu d'exemples assurément, dans l'histoire des livres et de leur fortune, d'un succès pareil à celui qu'obtint, en 1836, la première publication de Mme d'Arnim (*Correspondance de Goethe avec un enfant*). Le retentissement fut soudain, électrique; l'enthousiasme des femmes, des étudians et des rêveurs, public puissant en Allemagne, s'alluma et se communiqua avec une rapidité contagieuse; de violentes critiques protestèrent aussitôt, un combat s'engagea, long et acharné; la louange et l'outrage, l'admiration et le blâme, également excessifs, injustes, aveugles, se renvoyèrent le nom de *Bettina*, qui conquit ainsi, du sein de ces querelles passionnées, une célébrité hors de toute mesure avec la valeur véritable et l'importance réelle de son œuvre.

Sept années à peine se sont écoulées (1), et Mme d'Arnim, dans le

(1) Le dernier livre de Mme d'Arnim a paru en 1843. En 1840, elle a publié sa

sentiment de sa force et la conscience de cette autorité que donne un talent reconnu, appuyé sur de nombreuses sympathies, publie un livre dont le titre seul (*ce Livre appartient au roi, dies Buch gehœrt dem Kœnig*) accuse une ambition immodérée. Par ce titre, Mme d'Arnim s'arroge le droit de parler au souverain directement, publiquement, de puissance à puissance, de majesté à majesté; elle prend, pour ainsi dire, un rôle officiel; elle se croit appelée à imposer des conseils au monarque, à le rendre attentif aux besoins de son peuple, et, chose bizarre, ce livre, malgré le style familier et la forme du dialogue, choisie sans doute pour le rendre plus populaire, malgré toutes les questions sociales qu'il effleure en courant, et bien qu'il essaie de flatter toutes les passions du jour, ce livre n'éveille ni amour ni haine, ni intérêt ni colère. Il ne soulève pas une controverse, il n'appelle aucune persécution, pas même celle de la censure (1); il eût passé peut-être inaperçu sans l'excès même de son extravagance et sans le bruit dérisoire qui se fait toujours pendant quelques heures autour d'une tentative arrogante et ridicule.

D'où vient cela? D'où vient, après tant d'engouement, une si prompte et si complète justice? après tant de transports tant d'indifférence? Après tant de brûlantes larmes, pourquoi de si froids, de si moqueurs sourires? Nous croyons bien, à la vérité, que cela peut tenir en partie au mérite très inégal des deux livres, mais cela tient davantage encore à une transformation notable qui s'est faite dans les goûts et les tendances littéraires de l'Allemagne depuis l'époque où parut la *Correspondance de Goethe avec un enfant.* A cette époque, le romantisme germanique, qui touchait à sa fin, luttait de toutes ses forces contre le sentiment d'une décadence prochaine. *Les dieux s'en étaient allés;* il salua dans Bettina la sibylle qui ramenait la foule aux autels déserts; il crut voir revivre en elle et par elle toute sa gloire et toute sa

correspondance avec Mlle de Günderode. Ces trois ouvrages composent jusqu'ici l'ensemble de ses œuvres littéraires.

(1) Lorsque la pensée vint à Mme d'Arnim de publier ce singulier livre, elle voulut s'assurer auparavant qu'il serait donné intact au public, et que la censure n'en retrancherait pas une ligne. « Dans mes états, les dames sont exemptes de toute censure, » lui fit répondre le roi de Prusse, à qui elle avait adressé sa requête. La réponse était galante sans doute, trop galante pour être bien flatteuse. Bonaparte montra moins de courtoisie envers l'auteur des *Considérations.* Frédéric-Guillaume a remercié Mme d'Arnim, dans une gracieuse lettre, de la dédicace et de l'envoi qu'elle lui a fait de son livre politique : il sait trop bien qu'il n'a rien à en craindre. La meilleure apologie des pouvoirs absolus est, à coup sûr, les aberrations et les extravagances des visionnaires démagogues.

puissance passée. Ce ne fut là qu'une illusion. L'esprit allemand faisait halte, une réaction sourde se préparait dans les intelligences, un travail latent de critique et d'analyse s'opérait *sur place*, si l'on peut s'exprimer ainsi, et ce travail continué sans relâche, pour n'être encore ni bien retentissant ni bien fécond, pour avoir eu ses tâtonnemens et même ses écarts, n'en a pas moins exercé déjà une action certaine dont il est facile aujourd'hui de se rendre compte. L'effort des talens nouveaux tend de plus en plus à dégager le génie allemand des obscurités et du mysticisme où il a toujours semblé se complaire, à le faire descendre des nuages pour le rapprocher de la réalité. Le bon sens, la précision, la méthode de nos grands écrivains, sont aujourd'hui un objet d'étude et d'émulation salutaires en Allemagne; les préjugés nationaux s'effacent, la critique des frères Schlegel et de leur école, critique élevée, mais trop souvent injuste à notre égard, a perdu son influence. L'Allemagne témoigne une volonté sincère de se rapprocher de nous; elle applaudit avec joie, en quelques-uns de ses prosateurs et de ses poètes contemporains, à des qualités essentiellement françaises; le style clair, rapide, incisif de Börne, la verve mordante de Henri Heine, l'allure décidée et railleuse des poésies d'Herwegh, sont un symptôme sensible de cette direction nouvelle. On peut également regarder le tiède accueil que vient de recevoir le livre de Mme d'Arnim comme un signe non équivoque de retour à un goût plus épuré, nous oserions dire plus français, et nous pensons qu'en raison même du peu de succès de ce livre, il ne sera pas sans intérêt de jeter, à ce propos, un coup d'œil en arrière, non-seulement sur les œuvres précédentes, mais encore sur la vie de l'auteur; car il s'agit ici, à vrai dire, beaucoup moins d'un livre que d'un individu, beaucoup moins d'une pensée à suivre dans sa marche et ses développemens que d'une force capricieuse à saisir en ses écarts, beaucoup moins enfin d'un écrivain ou d'un penseur que d'un phénomène singulier, d'une espèce de farfadet qui bondit au hasard à travers les choses, et dont on ne saurait comprendre les excentricités ni les fantaisies, si l'on n'a auparavant quelque intelligence de sa nature propre et de son être anormal. Il ne faut surtout pas perdre de vue que ce personnage bizarre représente avec un certain éclat, dans ses qualités comme dans ses défauts, dans la poésie qui jaillit à pleine flamme de son cerveau comme dans la fumée qui s'en échappe, tout un côté du génie germanique. La liaison de Bettina avec Goethe, ses relations intimes avec les esprits les plus distingués de son temps, l'entourent d'ailleurs d'un prestige qui attire, et nous espérons qu'on

ne craindra pas trop de la suivre avec nous dans les sentiers poétiques où elle aime à s'égarer; sentiers abruptes, obstrués, sans issue, mais émaillés de fleurs charmantes, égayés de merveilleux chants d'oiseaux, et traversés par les chauds rayons d'un soleil splendide.

C'est à Francfort sur le Mein, non loin de la maison où était né Goethe, qu'Élisabeth ou Bettina Brentano vint au monde en 1785. Son père, Maximilien Brentano, était d'origine italienne et de religion catholique. Il s'établit fort jeune à Francfort, y fonda une maison de commerce, se maria deux fois, et eut de ses deux femmes un grand nombre d'enfans (1). Les facultés de l'imagination semblent avoir été prédominantes dans cette famille; l'excentricité des Brentano était proverbiale; elle se détachait d'ailleurs en saillie sur les mœurs paisibles des habitans de Francfort; on répétait volontiers dans les cercles de cette ville d'honnête négoce, où la dépense de l'esprit était réglée et prudente comme celle des revenus, ce mot d'un écrivain célèbre : « Là où, chez d'autres, s'arrête d'ordinaire la folie, elle ne fait que commencer chez les Brentano. »

Orpheline de fort bonne heure, Bettina Brentano grandit à peu près sans direction, suivit sans contrôle tous ses instincts, qui, comme on le verra bientôt, n'étaient pas ceux d'une organisation commune, et se développa librement, selon sa nature, tantôt sous les yeux de sa vieille grand'mère, Sophie Laroche, tantôt au milieu de ses frères et de ses sœurs, tantôt dans un chapitre de chanoinesses où la conduisait chaque jour son amitié passionnée pour l'une d'entre elles, douce, timide et rêveuse créature réservée à un destin funeste : Mlle Caroline de Günderode. C'est dans la correspondance qui s'établit de 1804 à 1806 entre les deux jeunes filles que nous apprendrons à connaître cette enfance étrange qui s'est perpétuée en dépit des années, et qui aujourd'hui touche à la vieillesse sans avoir traversé la maturité. Ce livre, publié en 1840 seulement, cinq années après la publication de la correspondance avec Goethe, bien qu'il soit moins éclatant de couleur et moins puissant d'émotion que le premier, est, selon nous, d'une lecture infiniment plus bienfaisante et laisse une impression meilleure. Les mêmes sentimens s'y exhalent : ce recueil de lettres est inspiré par une imagination qui a conservé toujours les mêmes ardeurs inassouvies et poursuivi les mêmes chimères; mais ces pre-

(1) Une des filles a épousé M. de Savigny, le célèbre jurisconsulte. Un des fils, Clément Brentano, mort, il y a un an, à Aschaffenbourg, était un des poètes les plus distingués de l'école romantique.

mières expansions d'une jeunesse qui s'ignore encore, ces effusions d'un enfant dans le sein de sa première amie, cet attrait réciproque de deux êtres remarquablement doués, n'ont rien qui surprenne et qui froisse en nous l'instinct des convenances naturelles. Toutes choses restent dans l'ordre, bien que dans une sphère supérieure et idéale, tandis que plus tard, quand nous verrons la jeune fille, la femme faite, initiée au langage des passions, se jeter éperduement à la tête d'un vieillard dont elle n'est point aimée, nous demeurerons insensibles à ses plaintes, et nous détournerons les yeux comme d'un spectacle fait pour blesser toutes les délicatesses du cœur. Goethe, on le sait, et il ne le lui déguisait guère, n'a jamais éprouvé pour Mlle de Brentano qu'une curiosité complaisante; il l'observe en psychologue; il lui accorde l'attention qu'il mettrait à examiner quelque variété bizarre d'un genre connu, et cesse de s'occuper d'elle aussitôt qu'il a déterminé la place juste qu'il convient de lui assigner dans son musée. Aussi le blâme des esprits délicats a-t-il frappé la publication trop peu motivée de ces lettres, qui ne sont au fond qu'une longue et pénible dissonance, tandis que rien n'altère ni ne contriste le charme naturel du livre intitulé *Gündenrode*. C'est pourquoi, malgré l'apparente interversion des dates, nous préférons nous en occuper en premier lieu, car nous y trouvons véritablement la fleur de la vie de Bettina, fleur imprudemment ouverte et desséchée bientôt sous les ardeurs malfaisantes d'un amour véhément et solitaire.

Ce devait être une angélique créature, et bien digne d'un sort meilleur, que cette Caroline de Günderode qui fut la première, la seule amie de Bettina. Il nous semble la voir telle que l'a peinte celle-ci, avec ses cheveux bruns tombant en molles ondulations sur ses épaules, avec ses yeux de Pallas et son front de Platon, dans son vêtement de deuil, dont les plis souples entourent amoureusement sa taille flexible; sa démarche est harmonieuse et doucement cadencée au point qu'elle semble glisser plutôt que marcher sur le sol; son rire même, l'expansion de sa joie, est si contenu, qu'il ressemble au roucoulement d'une colombe, et telle est sa timidité naturelle, que le cœur lui bat, que le rouge lui monte au visage quand vient son tour, à la table du chapitre, de dire à haute voix le *Benedicite*. L'ame de Caroline était calme et profonde, son intelligence avide de connaître; elle répétait souvent avec cette exaltation tranquille et ce grand sentiment des choses que donnent les approches confusément pressenties d'une mort volontaire : « *Beaucoup comprendre et mourir jeune.* » Elle avait appris, pour nous servir de sa noble expression, à *penser avec douleur*, et elle

croyait que *penser c'était prier*. La douleur chanta en elle de douces lamentations, et Mlle de Günderode écrivit, sous le nom de *Tian*, un recueil de poésies remarquables. Ses lettres à Bettina sont souvent entremêlées de vers qui peignent d'exquises souffrances. L'une de ces pièces de vers nous a singulièrement ému parce que nous avons cru y voir se trahir les premières angoisses de cet amour funeste qui l'égara deux années plus tard jusqu'au suicide. En voici quelques strophes :

« Tout est muet et vide, — rien ne me fait plus joie. — Les parfums, ils ne parfument pas, — l'air, il n'*aère* pas — mon cœur si lourd!

« Tout est désert et mort; — mon esprit et mon cœur inquiets — voudraient... je ne sais quoi, — me poussent sans relâche — je ne sais où.

« Les fleurs du printemps, fidèles, — reviennent de nouveau; — mais non plus le bonheur de l'amour; — hélas! il ne revient pas. — Il est beau, mais point fidèle.

« L'amour peut-il être si peu aimable? — Si loin de moi ce qui est mien? — La joie peut-elle être si douloureuse? — L'infidélité si touchante? — O délices! ô tourment! »

Il est curieux de voir cet esprit grave, replié sur lui-même, cherchant la vérité avec respect et persévérance, il est curieux de le voir tout d'un coup en présence de l'instinct vagabond qui commence, chez Bettina, à se répandre au dehors et à s'enivrer du spectacle extérieur des choses. Caroline d'abord essaie de contenir cet instinct; elle voudrait déterminer son amie à un travail régulier; elle ne se dissimule pas néanmoins que les résultats de ce travail seront, selon toute apparence, plus curieux que féconds, plus faits pour surprendre que pour satisfaire. « Puisque tu es assez aimable, écrit-elle à Bettina, pour vouloir devenir mon élève, je serai émerveillée un jour, j'en suis bien sûre, de l'étrange oiseau que j'aurai couvé là.... N'importe. Je ne te demande qu'une chose, c'est que tu ne commences pas tout à la fois et pêle-mêle. Ta chambre ressemble à une plage où une flotte aurait échoué. Schlosser voulait deux grands in-folios qu'il a empruntés pour toi à la bibliothèque de la ville, et que tu gardes depuis trois mois déjà sans y jeter les yeux. L'Homère gisait ouvert par terre; ton serin ne l'avait pas épargné. La jolie carte que tu as inventée pour l'Odyssée était auprès, et la boîte à couleurs renversée, la sépia répandue; cela a fait une tache brune sur ton beau tapis de paille. Je me suis efforcée de tout remettre en ordre. Le flageolet que tu voulais emporter et que tu as cherché en vain, devine où je l'ai trouvé?

Dans la caisse d'oranger sur le balcon, où il était planté en terre jusqu'à l'embouchure : tu espérais sans doute à ton retour voir pousser là un *flageoletier*. Lisbeth a arrosé l'oranger immodérément; l'instrument est gonflé : je l'ai mis à un endroit frais, afin qu'il puisse sécher lentement et ne se fende point; mais je ne sais que faire de la musique qui était là aussi : je l'ai mise provisoirement au soleil; elle ne saurait plus paraître devant qui que ce soit, elle n'aura jamais une mine présentable. Puis le ruban bleu de ta guitare flotte de toute sa longueur hors de la croisée, à la plus grande joie des enfans de l'école en face; il a reçu la pluie et le soleil, et a considérablement déteint. Ton grand roseau, près du miroir, est encore vert; je lui ai fait donner de l'eau fraîche; l'avoine, je ne sais quoi encore, a poussé pêle-mêle dans la caisse; il me semble qu'il s'y trouve beaucoup de mauvaise herbe, mais, ne la sachant pas bien distinguer, je n'ai pas osé l'arracher. En fait de livres, j'ai trouvé à terre Ossian, *Sakontala*, la *Chronique* de Francfort, le second volume d'Hemsterhuys, que j'ai emporté parce que j'ai le premier chez moi; *Siegwart*, roman des temps passés, était sur le piano, l'encrier dessus; heureusement il s'y trouvait très peu d'encre..... Quelque chose clapottait dans une petite boîte; j'ai eu la curiosité d'ouvrir; deux papillons que tu y avais enfermés en chysalides se sont envolés sur le balcon, où ils ont apaisé leur première faim dans les glycines en fleur. Lisbeth, en balayant, a ramené de dessous le lit *Charles XII* et la Bible, et aussi un gant de peau qui n'appartient point à la main d'une femme. J'ai également trouvé deux lettres cachetées dans un tas de papiers barbouillés d'écriture. Comment est-il possible que, recevant si rarement des lettres, tu sois si peu curieuse ou plutôt si distraite? J'ai remis les lettres sur la table. Tout est maintenant bien en ordre, ainsi tu pourras reprendre tes études avec application et contentement. — Je t'ai dépeint ta chambre avec un véritable plaisir, parce qu'elle rend comme un miroir d'optique ta manière d'être particulière, parce qu'elle résume ton caractère tout entier; tu rassembles toute sorte de matériaux singuliers pour y allumer la flamme du sacrifice; elle brûle et consume, mais j'ignore si les dieux s'en trouvent honorés. »

Ainsi, dès le début, nous voilà introduits par une image familière et caractéristique dans l'intimité de ce personnage fantasque qui a nom Bettina; nous voilà touchant au doigt, pour ainsi dire, les secrets de cette nature désordonnée qui ne changera plus, qui ne se modifiera même pas. Ce sera toujours, partout, malgré Mlle de Günderode, malgré Goethe, malgré toutes les sagesses qu'elle a côtoyées, un

entassement confus de matériaux incohérens, un pêle-mêle de poésie et de vulgarité, de religiosité et d'enfantillage qui choquera le bon sens et le goût. C'est l'amie indulgente et compréhensive qui nous en instruit, l'amie à qui rien n'est caché, à qui rien n'échappe, celle à qui Bettina s'est confiée tout entière dans le plus tendre abandon. Ce qu'elle a vu dans la chambre de Mlle Brentano, nous le voyons aujourd'hui encore dans la vie et dans les écrits de Mme d'Arnim : le ruban bleu flottant au vent et faisant rire les écoliers qui passent, les papillons oubliés dans la boîte, l'Homère becqueté par le serin, Hemsterhuys dans la poussière, le flageolet dans la caisse d'oranger, la Bible sous le lit, la religion, la science, l'art, abordés cavalièrement et quittés avec irrévérence; mais, comme le dit la docte chanoinesse dans son langage un peu païen, la flamme du sacrifice, c'est-à-dire le désir ardent, le sentiment universel, brûle au sein de ce chaos, et c'est pourquoi la réprobation hésite sur les lèvres les plus sévères, c'est pourquoi il en coûte de prononcer que *les dieux ne se trouvent point honorés.*

Les douces réprimandes et les avertissemens maternels de Mlle de Günderode modèrent un instant les fantaisies de Bettina. Mlle Brentano prend avec un maître des leçons d'histoire; elle a promis à son amie de lui rendre compte des résultats, et le fait d'une façon si plaisante, que nous croyons devoir citer textuellement, de peur d'altérer le charme espiègle de ces pages écrites avec une verve d'*humour* et d'enjouement inimitable. « Le professeur d'histoire vient trois fois la semaine; il enseigne de telle façon, que probablement je vais à jamais tourner le dos à l'avenir; le cher présent même me serait dérobé, si les abricots du jardin de ma grand' mère n'éveillaient mon instinct du vol qui me servira, je l'espère, à saisir quelque chose de plus profitable que ceci par exemple : *L'histoire des premiers temps de l'Egypte est obscure et incertaine.* — C'est fort heureux, sans cela il faudrait encore s'en occuper. — *Menès est le premier roi de qui nous sachions quelque chose.* — Qu'à cela ne tienne, pourvu que nous en sachions quelque chose de bon. — *Mœris creusa le lac Mœris;* puis vint *Sésostris le conquérant, qui se tua.* — Pourquoi? Était-il beau? A-t-il aimé? Était-il jeune? Était-il mélancolique? — A tout cela, point de réponse du maître; rien que l'observation *qu'on doit plutôt se le figurer vieux.* — Je lui démontre qu'il était jeune, uniquement pour donner une impulsion à la roue du temps qui reste toujours embourbée dans la boue historique de l'ennui. Il a encore marmotté je ne sais trop quoi de Busiris qui construisit Thèbes, de Psammetichus

qui réunit les états divisés, de Nabuchodonosor, à qui Cambyse, fils de Cyrus, les reprit. Les Égyptiens se réunissent à la Libye, reconquièrent la liberté, guerroient contre les Perses jusqu'à ce qu'arrive Alexandre, qui, à ma plus grande satisfaction, met fin à la dispute et à l'histoire. — Telle est la teneur de la première leçon. Tu vois que j'ai bien écouté; ce qui m'encourageait, c'était la pensée de faire la chasse à l'ennui et de te faire voir aussi combien il est inutile de souffler encore sur des cendres dont la nature ne saurait plus tirer de sel; il n'en sortira jamais une étincelle; laissons donc ces vieux souverains continuer de pourrir en paix dans leurs pyramides. — Le printemps gonfle la terre; tout à l'entour, il pousse les germes et verdit les feuilles déployées; il presse aussi mon ame, il gonfle ma lèvre d'ivresse, de telle sorte qu'au nouveau soleil les enveloppes et les boutons de mes pensées viennent à s'ouvrir aussi. Ce matin, je suis allée dans la forêt dès le soleil levant qui entourait les cimes d'une ceinture resplendissante; sur le sol humecté alternaient l'azur des *vergissmeinnicht* et l'or des renoncules; c'était si humide, si chaud, si moussu, si ardent au visage, si frais à terre! La rosée était si forte que j'en fus toute baignée; comme je rentrais à la maison, le maître d'histoire m'aborde avec la *dix-huit centième année du monde, dans laquelle Nemrod a fondé Babylone;* je n'ai pas voulu demander qui était Nemrod, de peur qu'il ne me l'apprît et que cela ne servît de rien. Si ce Nemrod était un bon diable et plus à mon gré que les hommes d'aujourd'hui, je lui accorderais volontiers l'immortalité; mais le professeur met tout de suite à ses trousses Ninus l'Assyrien qui conquiert l'empire; je n'ai donc pas de repos jusqu'à ce que l'empire soit de nouveau conquis par Nabopolasar, qui arrive également on ne sait d'où. Nabuchodonosor envahit l'Égypte; les Babyloniens, les Assyriens, les Mèdes font la guerre jusqu'à ce que Cyrus le Perse conquière à son tour tous ces royaumes. L'histoire babylonienne comprend 1600 ans; elle a commencé à onze heures, fini au coup de midi; — je cours au jardin. »

Mais voici la jeune étourdie qui s'arrête au plus fort de ses divagations; elle pense à son frère Clément, à ce frère qu'elle chérit et dont la présence l'illumine d'*éclairs intérieurs*. « N'écris rien de moi à Clément, dit-elle tout à coup à Mlle de Günderode, ne lui parle pas de mes extravagances; il me croit souvent possédée du démon, il me fait mille questions, il s'étonne de ce que je suis ainsi, il scrute, il examine, il cherche la cause et interroge les gens pour savoir si je suis amoureuse. Il n'approuverait pas, s'il le savait, que je monte le soir sur le toit et que je joue sur le flageolet une sérénade au soleil cou-

chant. » La chanoinesse promet de ne rien dire à ce frère inquiet; elle partage les appréhensions de Clément et craindrait de les augmenter. Singulière ironie du destin qui donne à la folle Bettina pour mentors et pour guides deux graves et sensés personnages dont l'un va tout à l'heure accomplir de sang-froid la plus grande, la seule irréparable folie, et précipiter sa jeunesse dans les abîmes dont nul ne revient, tandis que l'autre, après avoir atteint le dernier terme de l'exaltation mystique, finira par s'absorber dans la contemplation des stigmates de la nonne de Dülmen (1) et mourra dans les accès d'une sombre misanthropie. L'objet de leur sollicitude, au contraire, l'enfant sans frein et sans raison qu'ils essaient vainement de modérer, de contenir, de diriger, traversera le monde sans se heurter à rien et comme portée par des esprits bienfaisans; elle trouvera la paix au foyer, l'allégresse au dehors, le contentement partout; elle chante encore aujourd'hui même, sur les tombeaux de ceux qu'elle a aimés, son monologue dithyrambique à la vie universelle.

Des études historiques, faites ainsi que nous venons de le voir, devaient porter bien peu de fruits. La chanoinesse, pensant mieux réussir que le maître d'histoire, conduit son élève, un moment docile, sur le terrain de la philosophie; mais presque aussitôt elle a lieu de s'en repentir : ces nouvelles études causent d'affreux ravages dans un esprit si mal préparé. L'histoire n'avait fait qu'ennuyer Bettina et irriter en elle l'amour de la nature : le sybaritisme de son intelligence fuyait instinctivement toute contrainte; mais l'étude de la philosophie jette un trouble épouvantable dans son cerveau et y allume une fièvre mêlée de délire à laquelle elle est sur le point de succomber. Elle demeure quinze jours entiers presque sans connaissance. Le passage de ses lettres à Goethe où elle raconte, plusieurs années après, cet état en quelque sorte cataleptique, est un des plus curieux du livre.

« Aussitôt que je fermais les yeux, j'avais d'immenses et très lucides visions. Je voyais le globe céleste; il gravitait devant moi, et son mouvement était incommensurable, de sorte que je ne voyais pas ses bornes, mais j'avais le sentiment de sa forme sphérique. Le chœur des étoiles passait devant mes yeux sur un fond sombre; les astres se mouvaient en cadence comme des figures animées que je sentais être des esprits; je voyais s'élever des édifices portés sur des colonnes

(1) Anne-Catherine, religieuse augustine au couvent d'Agnetenberg, près Dülmen, morte le 9 février 1824. Elle croyait avoir assisté à la passion de notre Seigneur, et était marquée à la poitrine, aux mains et aux pieds, des saints stigmates.

derrière lequelles les étoiles disparaissaient; les constellations s'abîmaient dans un océan de couleurs; des fleurs montaient et s'épanouissaient à la surface; des ombres lointaines et dorées les abritaient contre une lumière supérieure et trop éclatante. Ainsi, dans ce monde intérieur, une apparition succédait à l'autre. En même temps, mon oreille entendait un doux bruissement; peu à peu, ce bruissement devenait un son qui grandissait et augmentait de puissance à mesure que j'écoutais; je me réjouissais, car ce son perçu par l'ouïe fortifiait l'ame. Dès que j'ouvrais les yeux, tout s'anéantissait, tout était muet, et je ne me sentais pas troublée; seulement je ne pouvais distinguer le monde appelé *réel*, dans lequel les autres hommes prétendent se sentir vivre, de ce monde des sons ou de la fantaisie; je ne savais quelle était la veille ni quel était le rêve, et je finissais par croire de plus en plus que je ne faisais que rêver la vie réelle. Aujourd'hui encore je demeure incertaine, et ce doute me restera durant des années. »

Mlle de Günderode, apprenant la maladie de Bettina, accourt auprès d'elle; elle la regarde avec effroi, croyant sans doute apercevoir des signes de folie sur son visage. Lorsque enfin elle la voit guérie et reprenant le cours ordinaire de ses pensées, elle lui interdit à tout jamais les études abstraites et les spéculations philosophiques. Le frère espère encore que cette imagination vagabonde est une force créatrice qui n'a pas conscience d'elle-même et qui n'a pas su trouver sa forme; Clément Brentano croit à sa sœur un *énorme talent;* il voudrait qu'elle écrivît en vers; l'art, selon lui, devra être le dernier mot de la destinée de Bettina; il reproche à Caroline de la laisser errer à l'aventure et s'évaporer à tout vent : « Les cailloux du chemin, dit-il dans sa fraternelle indignation, doivent s'émouvoir de pitié en la voyant ainsi passer oisive et distraite. » Mais la chanoinesse est plus clairvoyante : « Ta pensée n'agit pas au dedans de toi, écrit-elle à Bettina avec une sagacité bien rare dans un si jeune esprit, elle s'abandonne passive aux choses du dehors et s'évapore comme un brouillard; tu n'es pas née pour agir et sentir humainement, et pourtant tu es toujours disposée à t'unir à tout, à vouloir t'emparer de tout. Auprès de toi, Icare serait un jeune homme plein de prudence, de réflexion et de jugement, car, du moins, c'était avec des ailes qu'il tentait de fendre l'océan de lumière; mais toi, tu n'emploies pas tes pieds pour marcher, ton intelligence pour comprendre, ta mémoire pour comparer, et l'expérience ne te sert point à conclure. Tu ne peux pas être poète parce que tu es ce que les poètes appellent *poétique*. Il faut une volonté pour donner une forme à la matière, elle ne se

crée pas seule. » — Bettina, du reste, ne se fait elle-même aucune illusion. Elle peint ainsi son impuissance : « Toute cette vie, ce frémissement et ce bouillonnement intérieurs passent sans rien produire et renaîtront peut-être en moi de mille manières sans laisser aucune trace. » Ailleurs encore elle compare ses idées à des papillons sur des fleurs ; « ils fuient, dit-elle, dès qu'elle essaie de les retenir. »

Cependant, délivrée de l'histoire et de la philosophie, Bettina se jette de nouveau, et avec plus d'ivresse, au sein de la nature. Elle prélude, elle improvise sur tous les incidens vrais ou imaginaires de sa vie; elle poétise toutes ses impressions, tous les battemens de son cœur. Tantôt elle raconte son premier remords lorsqu'il lui arrive de tuer au vol un pauvre oiseau qu'elle enterre avec larmes sous sa fenêtre; tantôt elle gémit sur les beaux peupliers du jardin de sa grand'-mère abattus en son absence, et ses lamentations, vagues et harmonieuses, ont je ne sais quoi d'entraînant dans leur obscurité même :

« Arbres qui m'abritez, votre verdure ombreuse se reflète dans mon ame, et du haut de vos cimes je regarde au loin, émue de désir.

« Le jour fuit, et ma pensée épie la réponse que peut-être une brise messagère lui apporte de toi, ô nature!

« O toi que j'invoque! pourquoi ne me réponds-tu pas? Toujours également splendide! toute vivante!

« Seigneur! Seigneur! ta création me donne frissonnement sur frissonnement!

« Voici que le char du tonnerre descend; les monts retentissent; l'atmosphère est remplie de bruits, de souffles, de parfums.— Où courez-vous, nuées? Brumes, où allez-vous toutes? — Pourquoi suis-je? pourquoi m'attirer sur ton sein, ô nature, puisque ce qui émane de tes profondeurs ne m'apaise pas plus que les eaux qui s'échappent de ton sein ne désaltèrent la montagne?

« Je t'entends, ô tonnerre, passer lentement sur les monts pendant le jour paisible, et ton écho retentissant vibre dans les cordes de mon ame; elle tremble, mon ame, et ne peut soupirer.

« Joie et espoir, vous m'avez souvent bercée comme les cimes frémissantes; vous me sembliez éternels naguère, comme l'est aujourd'hui, pour moi, le jour morne et désolé.

« Voici que les nuées s'entr'ouvrent, éclatent sous ta force, ô tonnerre sauveur! et la terre se désaltère. Et tes foudres, où vont-elles? Et vous respirez de nouveau, ombrages qui m'abritez!

« Et je veux revivre avec vous tous, arbres qui buvez les eaux bénies du ciel et qui frissonnez au vent, pleins d'une nouvelle allégresse.

Quelquefois, et au plus fort de ses ravissemens, l'inspiration s'élève et grandit en elle au point qu'elle semble véritablement une pythonisse sur son trépied, et qu'on a pu, en se laissant gagner par la contagion de son délire, la considérer comme une prêtresse extatique de la nature, comme une sibylle du panthéisme, comme la sainte Thérèse du *Dieu-univers*. Nous citerons encore ce passage éloquent où, s'adressant à Mlle de Günderode, elle lui dit : « Sens-tu cela aussi? Être heureuse rien que parce que tu respires, quand tu marches librement sous le ciel et que tu vois l'éther incommensurable au-dessus de toi, que tu l'aspires par tous les pores, que tu as avec lui des affinités si intimes que toute vie coule en toi par lui! — Ah! comment cherchons-nous encore un objet à aimer? — Être bercé, ému, nourri, animé par la vie universelle, tantôt reposant sur son sein, tantôt emporté sur ses ailes, n'est-ce pas là l'amour? La vie entière n'est-elle pas amour? Et tu demandes qui tu pourrais aimer? Aime donc la vie qui t'aime, qui te pénètre, qui, éternellement puissante, t'attire à elle, de qui toutes les félicités émanent. Pourquoi donc faudrait-il que ce soit précisément quelqu'un ou quelque chose à qui tu t'abandonnes? Reçois tout ce qui te plaît comme une parole tendre, comme une caresse de la vie elle-même; attache-toi avec enthousiasme à la vie qui t'anime. — Que tu vives, c'est la preuve de l'ardent amour de la vie pour toi. Elle seule est le but de l'amour; elle anime ce qui existe, ce qu'elle chérit. Et toute créature vit de l'amour, de la vie elle-même. »

Ces élans lyriques, ces transports d'un esprit exalté, ne remplissent pas seuls néanmoins les lettres de Bettina. Heureusement pour nous, qui avons peine à respirer dans ces nuages chargés d'électricité, elle en redescend parfois; elle égaie de mille récits piquans, d'anecdotes malicieuses, de traits railleurs, de silhouettes fines et caractéristiques, les pages inintelligibles où elle vient de tracer le *credo* d'une religion nouvelle, et où elle effleure déjà ces extravagantes théories musicales auxquelles Goethe plus tard aura tant de peine à se convertir (1). Il y a plaisir à lui entendre conter une lecture du roman de *Delphine*, *la plus absurde chose qu'elle ait jamais ouïe*, chez le banquier Maurice Bethmann, à qui elle déclare qu'elle n'y saurait tenir, qu'elle va quitter

(1) Bettina est revenue sur ces étranges théories dans sa correspondance avec Goethe, qui ne sut jamais voir, comme elle, dans la *septième diminuée un médiateur entre le monde sensible et le monde des esprits, un sauveur qui s'est fait chair pour délivrer la chair*. Elle dit aussi quelque part : « La musique est incompréhensible, donc la musique est Dieu. » Ceci est un échantillon de la logique de Bettina.

Francfort et n'y reviendra qu'après lecture faite du chef-d'œuvre en cinq volumes. Elle se représente très drôlement, pendant toute cette lecture, occupée à faire de son mouchoir une poupée qui provoque le rire et distrait les plus attentifs. Le riche, galant et spirituel banquier reparaît, au reste, fort souvent sous sa plume. Elle compare l'impression qu'elle reçoit de ses flatteries délicates au pollen embaumé des calices qu'une tiède brise lui jetterait à la face. Elle confesse même de petites faiblesses à son endroit; au retour d'une fête champêtre, elle est seule avec lui dans un élégant équipage qui fend, à la lueur mouvante des torches enflammées, les ténèbres de la forêt; elle s'abandonne tout entière à l'enivrement de la course rapide, de l'air vif des heures qui précèdent l'aube, et du doux langage que murmure à son oreille un jeune et beau cavalier. Elle lui fait don d'une écharpe qu'il promet de placer à son chevet pour continuer les délicieux rêves du bal. On pourrait la croire absorbée, tout au moins profondément émue; mais non : en rentrant seule chez sa grand'mère, elle voit sur le pas de sa porte un beau jardinier qu'elle a souvent aidé dans ses travaux d'horticulture, ou, pour parler sa langue, avec qui *elle a partagé le service du temple*, et elle lui jette en passant, avec le plus tendre sourire, la guirlande de cinéraires qui ornait ses cheveux pendant la fête.

Est-ce duplicité? Est-ce coquetterie? En aucune façon; nous ne le pensons pas du moins. Sa grave amie ne l'en accuse pas une seule fois. Goethe, plus tard, ne fera que sourire à une foule de traits analogues qu'elle lui contera naïvement. Bien que cela doive paraître peu croyable à nos lecteurs, et surtout à nos lectrices, nous oserons affirmer qu'il ne faut voir dans tout cela que les formes diverses d'un seul et même sentiment, l'expression irréfléchie du besoin que Bettina éprouve de se répandre au dehors, de rendre hommage à tout ce qui est beau. C'est une sorte de charité poétique, sans retour sur elle-même, bien différente de la coquetterie; car, et sa vie entière est là pour le prouver, toute souffrance lui est chère et sacrée autant et plus que toute beauté, et nous verrons l'instinct de son cœur généreux l'entraîner partout où gémit une douleur. Tantôt ce sera vers un pauvre poète, devenu fou, qui ne lui est connu que par ses œuvres (1), tantôt vers les israëlites opprimés que Goethe dédaigne, tantôt dans les montagnes du Tyrol où l'on meurt pour la patrie,

(1) Hœlderlin, poète et écrivain d'une grande élévation d'idées et de sentiment, mort à Tubingen, après quarante ans d'une folie morne. Schiller lui porta un tendre intérêt. Il avait été camarade d'études de Schelling et de Hegel.

tantôt enfin dans les greniers du Vogtland (1), où sa présence seule tarit les pleurs et apaise les cœurs irrités.

Un autre trait saillant de l'esprit de Bettina, révélé presqu'à chaque page de sa correspondance, c'est le dégoût, on pourrait dire la haine, de tout ce qui est science, raison, logique. Elle répugne à étudier quoi que ce soit, de peur de porter atteinte à la spontanéité de son inspiration, de peur d'élever une barrière entre elle et son démon familier, et de lui rendre plus difficile l'accès de son cerveau. Le sentiment intime est tout pour elle; les moindres objections tirées de l'expérience la mettent en fureur; elle ne les conçoit pas, elle ne veut écouter d'autres conseils que ceux des étoiles, elle n'admet de morale que celle qui découle du principe de la liberté illimitée, — de droit, que celui que donne une volonté forte; elle croit fermement qu'en *voulant bien on resusciterait un mort*, et demande si *le génie n'est pas la vertu*. Rien de plus divertissant que les railleries perpétuelles qu'elle fait pleuvoir sur l'esprit *philistin* (2). Elle représente les philistins comme enveloppant la société tout entière d'un vaste filet dont chaque maille est un préjugé. Cette comparaison nous a fait plus d'une fois sourire; il nous a été impossible de ne pas nous figurer Bettina comme un petit animal cabalistique, comme une souris rongeuse dont les dents s'essaient incessamment à détruire le fatal réseau; mais, par malheur, les mailles sont fortes et résistantes, ses dents s'y ébrèchent en vain. Impatiente, elle va, elle vient le long de l'immense filet, entame un nœud, puis l'autre, quitte et reprend la besogne, et rien ne cède, et rien ne bouge sous son activité inutile.

Vers la fin de la correspondance avec Mlle de Günderode, la teinte générale s'obscurcit, quelques ombres s'étendent. Une figure sérieuse apparaît et commande le respect. C'est la grand'mère de Bettina, la belle Sophie Laroche, jadis aimée et chantée par Wieland, âgée alors de quatre-vingts ans, retirée à Offenbach, où elle semble prendre un

(1) Le Vogtland est le quartier le plus misérable de Berlin.

(2) On sait que ce mot, d'origine universitaire, est passé de l'argot des étudians dans la langue générale; beaucoup d'écrivains ont employé en vers et en prose le mot *philistin* et tous ses dérivés, *philisterei*, *philisterös*, etc., et il est aujourd'hui complètement vulgarisé. Ce mot flétrissait, dans la pensée des étudians, tout ce qui n'était pas eux, considérés comme le peuple élu des libres penseurs et des esprits forts; il signifie habituellement un honnête diseur de lieux communs, un individu lié par tous les fils du préjugé, et qui n'oserait avoir une opinion ni une fantaisie non autorisée par la coutume.

dernier plaisir aux excentricités de sa petite-fille bien-aimée. Elle a pleuré en silence la destruction de ses beaux peupliers, et le chagrin violent qu'en a ressenti Bettina appelle toute sa confiance. Bettina trace d'elle un portrait majestueux. Elle nous la montre avec ses boucles de cheveux argentées, dans sa robe de gros de Tours à longue taille et à queue traînante, si pleine de dignité, d'un si grand air, que tout ce qui l'entoure semble commun auprès d'elle. Chaque soir, elles se promènent ensemble dans le jardin, où l'aïeule ne saurait souffrir le moindre désordre. Il faut que Bettina aille, d'arbuste en arbuste, de branche en branche, couper les fleurs et les feuilles flétries; elle-même, attentive, soigneuse, s'occupe à redresser les tiges trop inclinées, à séparer ou à rejoindre les jeunes rameaux, donnant ainsi à la jeune fille une leçon détournée et muette sur l'œuvre de la vie. Elle chérit tendrement toute cette vie végétale; elle parle aux branches indisciplinées : Où donc vas-tu ainsi? s'écrie-t-elle en les liant l'une à l'autre avec de petits brins de soie écarlate. Elle ne veut pas qu'aucune reste en souffrance; il faut que *toutes puissent boire et manger à l'aise*, dit-elle. Bettina lui fait observer que, dans ses joies naïves, elle semble un enfant qui verrait toute chose pour la première fois. « Qu'ai-je donc à faire? lui répond-elle avec une simplicité grave et douce; qu'ai-je à faire, que de redevenir enfant? Maintenant que toutes les fleurs de ma jeunesse sont flétries, que les feuilles tombent, que mon existence en ce monde est achevée autant qu'il m'a été donné de l'achever selon les desseins de Dieu, il faut que l'esprit se prépare à germer dans une existence nouvelle. »

Cependant la tristesse des lettres va croissant; la correspondance se ralentit du côté de Mlle de Günderode; Bettina lui fait des reproches, et la chanoinesse s'excuse à peine. Mlle Brentano s'abandonne alors à de tristes pressentimens; elle écrit à son amie : « Je n'ai jamais pu souffrir tes discours sur la vie et la mort, quoique je sache que ton ame plane au-dessus des nuages qui projettent leur ombre à tes pieds... Tu as raison en toutes choses; mais un sentiment douloureux me pénètre : il est plus fort que tout ce que tu me dis de grand sur toi-même, plus fort que les conseils sacrés que tu me donnes. L'ami qui va partir pour un pays lointain parle ainsi au jour des adieux. Tes lettres précédentes n'étaient point ainsi, elles entraient dans le libre jeu de mes pensées; maintenant tu es sur la hauteur, tu promènes ton regard tout alentour, et tu commandes comme si tu allais me quitter. Ce qui m'afflige, c'est de te voir distinguer et séparer si facilement

nos deux voies, prendre pour tienne la voie d'épines, et me dire que je n'ai à m'inquiéter de rien, que je suis dans la terre de lait et de miel. »

Ces impressions douloureuses, ces premières ombres de la mort aperçues, terminent les deux volumes de la correspondance avec Mlle de Günderode. Le suicide est raconté dans les lettres à Goethe; nous ne séparerons pas ce récit de l'histoire, dont il forme le dénouement, car, selon nous, cette première affection, c'est la vie de Bettina tout entière, qui se montre dès les premières années ce qu'elle sera toujours : vide d'évènemens et pourtant bizarre, tranquille à la surface, mais tourmentée sans relâche d'aspirations vagues et de désirs indéfinis.

« J'ignorais, dit Bettina, quelles étaient ses relations en dehors de moi; elle m'en avait toujours dit fort peu de chose. Elle m'avait parlé une fois de Daub de Heidelberg, et aussi de Creutzer, mais j'ignorais si l'un des deux lui était plus cher que l'autre. Un jour, elle vint gaiement à ma rencontre et me dit : « Hier, j'ai causé avec un chirurgien; il m'a dit qu'il était très aisé de se tuer. » Elle ouvrit vivement sa robe, et me montra la place sous son beau sein; son œil étincelait de joie. Je la considérai avec stupeur; pour la première fois, je me sentis épouvantée. Je m'écriai : — Et que ferai-je donc quand tu seras morte? « Oh! me dit-elle, jusque-là ma mort te sera devenue indifférente; nous ne serons plus aussi liées; alors je me serai brouillée avec toi. » Je me tournai vers la fenêtre pour cacher mes pleurs et les battemens de mon cœur irrité; elle s'était tournée vers l'autre fenêtre et gardait le silence. Je l'apercevais à demi : son œil était levé vers le ciel, mais le rayon en était brisé, comme si toute la flamme se fût repliée à l'intérieur. Après que je l'eus considérée un instant, je ne pus me contenir davantage; j'éclatai en sanglots, je me jetai à son cou, je l'entraînai violemment sur un fauteuil; puis, m'asseyant sur ses genoux, je pleurai à chaudes larmes, je l'embrassai, je lui arrachai sa robe, je baisai la place où elle avait dit qu'on frappait le cœur, et je la priai avec larmes d'avoir pitié de moi. Je me jetai encore à son cou, et je couvris de baisers ses mains. Elles étaient froides et tremblantes; ses lèvres remuaient convulsivement. Elle était glacée, immobile, pâle comme la mort, et ne pouvait élever la voix. Elle murmura : « Bettina, ne me brise pas le cœur... » Je la pris par la main et la conduisis au jardin, sous la treille; j'arrachai les jeunes pousses, et, les jetant devant elle, je les foulai aux pieds en lui disant : Vois, c'est ainsi que

tu traites notre amitié. Je lui montrai les oiseaux sur les branches, et j'ajoutai que jusqu'ici nous avions vécu ensemble, en jouant, mais toujours fidèles l'une à l'autre. — Tu peux bien compter sur moi, lui dis-je; il n'y a pas d'heure du jour, de la nuit, où, si tu me fais savoir ta volonté, j'aie un seul instant d'hésitation. Viens devant mes fenêtres et appelle-moi à minuit, et je te suis, sans plus de préparatifs, jusqu'au bout du monde. Comment peux-tu trahir un pareil dévouement? — Je la regardai; elle était interdite et baissa la tête. Nous demeurâmes long-temps silencieuses. — Günderode, lui dis-je, lorsque ce sera sérieux, avertis-moi. — Elle fit un signe d'assentiment. »

Les deux amies se séparent. Mlle de Günderode va dans le Rhingau, d'où elle écrit à peine. Bettina se rend à Marburg, chez sa sœur. Elle y rencontre le professeur Creutzer, dont elle devient jalouse, parce qu'il semble afficher des droits à l'affection de Caroline. Elle ne cache pas son aversion pour lui, et finit par éclater en paroles injurieuses. Deux mois se passent sans qu'elle obtienne de réponse aux nombreuses lettres qu'elle écrit à la chanoinesse. Enfin, revenue à Francfort, elle court au chapitre, entr'ouvre la porte bien connue, et demande timidement si elle peut entrer. Mlle de Günderode la regarde d'abord avec froideur, puis se détourne et garde le silence. « Günderode, s'écrie Bettina, un mot seulement, et je suis dans tes bras. — Non, dit-elle, ne viens pas plus près, va-t-en; il faut nous séparer. — Que veux-tu dire? — Je veux dire que nous nous sommes trompées, reprend la chanoinesse, et que nous ne sommes pas faites l'une pour l'autre. » Bettina, attérée, désespérée, rentre chez elle, appelle sa sœur Méline, et la supplie d'aller au chapitre pour obtenir de Caroline qu'elle puisse lui parler une minute, une seule minute. Méline n'obtient rien; elle revient en pleurant dire à Bettina que tout est fini, que son amie ne l'aime plus.

« Un moment, s'écrie Bettina, je crus que la douleur allait m'écraser; mais bientôt je sentis que j'étais encore debout. Eh bien! pensai-je, si le sort ne veut pas me favoriser, jouons à la balle avec lui. Je me montrai gaie, rieuse; mais je passais les nuits à sangloter. » Deux jours après, elle entre chez la conseillère de Goethe, et va droit à elle : « Je viens de perdre une amie, lui dit-elle, dans la personne de la chanoinesse de Günderode; il faut que vous la remplaciez. — Essayons, » répond la conseillère, et dès ce moment un nouveau fil se noue dans la vie de la capricieuse enfant, un nouvel élément est offert à ces bouillonnemens de jeunesse, à ces élans d'enthousiasme, qui sont

l'existence même de Bettina, et que la plus vive douleur ne saurait un instant suspendre. Bientôt son frère l'emmène dans le Rhingau. Arrivés à Geisenheim, elle entend conter par une servante la fin tragique d'une jeune dame qui vient de se noyer dans le fleuve. « C'est Günderode, » s'écrie-t-elle, et elle ne se trompait pas. « Le lendemain de bon matin, dit Bettina, nous continuâmes notre voyage. Franz avait ordonné au batelier de se tenir vers l'autre rive, pour éviter de passer trop près de la place fatale; mais Fritz Schlosser était là, et le paysan qui avait trouvé Caroline montrait l'endroit où la tête reposait, où étaient ses pieds, et le gazon où elle était étendue. Le batelier rama involontairement de ce côté. Franz, hors de lui, me répétait dans le bateau tout ce qu'il pouvait entendre à distance du récit du paysan. Il me fallut écouter les épouvantables fragmens de cette histoire : la robe rouge délacée, et le poignard qui m'était bien connu, et le mouchoir rempli de pierres autour du cou, et la large blessure; mais je ne pleurai pas, je me tus... et je regardai devant moi. Le Rhin superbe s'étendait au loin avec ses îles d'émeraude; et je voyais les rivières qui accouraient de tous côtés et s'unissaient à lui, et les villes riches et paisibles sur ses bords, et les coteaux fertiles : je me demandai si le temps apaiserait en moi le sentiment de la perte que j'avais faite. Alors je pris la résolution de rassembler toutes mes forces et de m'élancer au-delà de mon malheur, car il me semblait indigne de moi de témoigner un désespoir que je pourrais maîtriser un jour. »

Le chagrin n'a pas long-temps prise sur des natures comme celle de Bettina. L'ame chrétienne, quand la douleur l'éprouve, s'arrache aux choses de la terre, et embrasse, humble et résignée, la croix de Jésus; mais les ames que domine le sentiment de la vie universelle (nous dirions le sentiment *panthéistique*, si ce néologisme ambitieux n'effrayait pas les oreilles délicates), celles qui, avec Bettina, aiment l'existence pour le seul bonheur d'exister, celles-là repoussent de toutes leurs forces la pensée de la douleur et de la destruction. Elles se jettent d'un mouvement plus impétueux au dehors quand elles se sentent atteintes au dedans, et voudraient, si cela dépendait d'elles, pousser le flot de la vie, afin qu'il recouvrît au plus vite la tombe importune qui fait obstacle et les avertit du néant. Ainsi Bettina, déjà préoccupée depuis toute une année de ce colosse de l'intelligence, de ce poète olympien que l'Allemagne entière déifiait alors par son culte comme par son blasphème, Bettina, un instant arrêtée dans son essor par le brisement douloureux de sa première affection, retrouve bientôt auprès de la vieille mère de Goethe tout son enthousiasme et toutes ses

joies. Chaque jour, elle vient s'asseoir aux pieds de la vénérable matrone, et la prend pour confidente des élans de son cœur et de son esprit vers le dieu absent.

Dans un ouvrage plein de talent, mais trop empreint de partialité, Börne a dit de Mme d'Arnim, dont l'ignorance était un titre à sa sympathie, car il considérait les fautes d'orthographe comme *la fleur de l'amabilité féminine*, que Bettina s'était toujours sentie attirée vers les lieux élevés; qu'elle avait aimé passionnément à grimper, à escalader les murs, les arbres, les tours, et que, par suite du même instinct, elle avait voulu aussi grimper tout au haut de l'intelligence de Goethe, pour plonger de là son regard dans des horizons sans limites. La conseillère ne prit probablement pas plus au sérieux l'amour de Bettina pour son fils, car elle encouragea sans aucun scrupule cette *schwärmerei* (1), dont les conséquences possibles eussent alarmé tout autre qu'elle. Elle supposait, elle espérait d'ailleurs, et tout se tut devant cet espoir maternel, que l'imagination de Bettina, jeune, vive, désordonnée, que son esprit pétulant qui ne respectait rien, seraient pour le poète déjà vieilli un agréable sujet d'étude, ou tout au moins un délassement nouveau. Elle essaya bien un peu, comme l'avait fait Mlle de Günderode, de tempérer la fougue de cette imagination sans contrepoids, de retenir ce feu d'artifice qui, suivant sa propre expression, *éblouit plus qu'il n'éclaire;* mais, voyant que la passion de Bettina débordait, elle finit, quand celle-ci lui dit dans son beau langage imagé : « Je suis semblable à un vaisseau dont la voile est gonflée et qui est retenu à l'ancre sur la rive étrangère, » par lui permettre de partir et d'aller trouver à Weimar l'objet encore inconnu de cette passion chimérique.

C'était une singulière personne que la conseillère de Goethe. On ignore si sa jeunesse avait connu les affections vives; mais depuis bien long-temps déjà, à l'époque dont nous parlons, elle était entrée dans son caractère de mère, et cette Romaine dépaysée, cette Cornélie francfortoise, ne se considérait plus elle-même et ne considérait tout autre individu que dans ses rapports avec son fils immortel. *Je suis la mère de Goethe*, dit-elle à Mme de Staël dans leur rencontre chez Mme Bethmann. *Appelle-moi ta mère*, écrit-elle encore à Bettina, *c'est le nom qui comprend à lui seul toutes mes félicités.* Son existence était tout à la fois modeste et solennelle, officielle et retirée; ses re-

(1) La *schwärmerei* est une rêverie chronique, une folie grave et raisonneuse, autorisée et en quelque sorte consacrée en Allemagne par les plus illustres exemples.

venus étaient fort modiques, mais ses toilettes toujours pompeuses : elle aimait à se montrer en grande tenue, dans son vêtement de soie couleur de feu garni de dentelle, les joues couvertes d'un doigt de rouge, et la tête chargée d'un magnifique édifice de boucles poudrées. Souvent visitée par de hauts personnages, souvent mandée chez des reines ou des princesses, ces visites ne lui causaient aucun émoi et servaient seulement de prétexte aux interminables histoires qu'elle contait avec verve et bonheur, et qui tenaient ses voisins bouche béante, oreille tendue, pendant des heures entières, assis en cercle autour de son fauteuil. Elle entrait au théâtre comme chez elle, avertissait les acteurs de sa présence, applaudissait d'autorité et à pleines mains, comme si elle eût voulu qu'on *l'entendît à Weimar;* et quand *madame* la reine de Prusse la fait mander à Darmstadt, elle s'endort sans façon dans le salon d'attente, au grand ébahissement des courtisans indignés. Son seul amour, son seul culte, nous le répétons, c'est ce fils qu'elle a eu l'honneur de mettre au monde; elle se mire dans sa création, et toute sa personne révèle le sentiment d'un repos glorieux comme celui d'un autre septième jour.

Forte de l'assentiment de la conseillère et munie d'une lettre de Wieland, l'ami de sa grand'mère Laroche, Bettina vole à Weimar. Elle-même raconte à la conseillère sa première entrevue avec Goethe en des termes tels qu'aucun lecteur français ne pourrait y voir autre chose que l'aveu peu voilé d'un abandon complet de sa personne aussi bien que de son cœur; mais le lecteur allemand, plus compétent en matière de *schwärmerei*, n'en a pas jugé ainsi, et nous nous rangeons volontiers à son opinion. « Je montai l'escalier; il y avait le long du mur des statues en plâtre; elles commandent le silence. Tout est charmant, mais solennel. Dans les appartemens règne la plus grande simplicité, mais une simplicité si engageante!... La porte s'ouvrit, et il parut, solennel et grave, et me regarda fixement. J'étendis les bras vers lui, je crois; bientôt je n'eus plus conscience de rien; Goethe me reçut sur son cœur. « Pauvre enfant, vous ai-je effrayée? » telles furent les premières paroles avec lesquelles sa voix m'entra dans le cœur; il me conduisit dans sa chambre, et m'assit sur le sopha vis-à-vis de lui. Nous demeurâmes tous deux muets; enfin il rompit le silence : — Vous avez vu dans le journal que nous venons de faire une grande perte par la mort de la duchesse Amélie? — Hélas! lui dis-je, je ne lis pas les journaux. — Vraiment! j'avais cru que tout ce qui se passait à Weimar vous intéressait. — Non; rien ne m'intéresse que vous, et je suis trop impatiente pour feuilleter des journaux. —

Vous êtes une aimable enfant. (Longue pause.) — Moi clouée sur ce fatal sopha et pleine d'angoisses; vous savez qu'il m'est impossible de rester assise, en personne bien élevée. Hélas! mère, est-il possible de se trahir ainsi? Je dis tout à coup : — Je ne saurais rester sur ce sopha, et je sautai en l'air. — Eh bien! dit-il, faites à votre gré. — Alors je volai dans ses bras; il m'attira sur ses genoux et me pressa contre son cœur; tout fut silence, tout s'anéantit. Je n'avais pas dormi depuis long-temps; des années s'étaient écoulées dans le désir. Je m'endormis sur sa poitrine, et quand je m'éveillai, *une nouvelle vie était commencée.* »

Les dates et les faits même des deux livres de Bettina ont été fortement controversés. Le philologue Creutzer et d'autres personnes dignes de foi ont démontré maint anachronisme, mainte erreur palpable, dans les récits de Mme d'Arnim. La conseillère de Goethe et Mlle de Günderode la plaisantent souvent sur son peu de véracité, et généralement aujourd'hui sa réputation sous ce rapport est plus que compromise. L'erreur principale, et volontaire selon toute apparence, de Bettina, est celle qui, en diminuant son âge et en ajoutant aux années de Goethe, établit entre eux une disproportion telle qu'elle excuse, ou du moins atténue, la liberté de certains tableaux et la hardiesse passionnée de certaines expressions. Cependant, si l'on se dit que Mlle Brentano n'avait pas moins de dix-sept ans lors de sa première visite à Weimar en 1808, et que Goethe n'en avait pas plus de cinquante-trois, les choses changent d'aspect : les limites, évidemment posées par Goethe et non par Bettina dans ces rapports étranges, sont encore beaucoup trop éloignées de la bienséance pour qu'il soit possible d'approuver l'étalage qu'a fait l'auteur des sentimens de la femme, et la célébrité convoitée et achetée au prix de si intimes révélations.

Cette liaison d'ailleurs ne fut jamais pour Goethe une chose pleinement consentie. Les visites de Bettina lui étaient importunes; il aimait ses lettres parce qu'il y trouvait la matière de très beaux vers, mais sa conversation désordonnée le fatiguait et sa personne ne lui était point agréable. Il finit par s'en exprimer ouvertement devant sa femme, jalouse, comme on peut le croire, de Mlle Brentano, et peu soucieuse de la voir en tiers sous le toit conjugal. Mme Goethe n'attendit pas long-temps pour entamer une querelle dans laquelle Bettina, irascible et emportée, ne ménagea rien; au plus fort de son courroux, elle osa appeler Mme la conseillère, qui avait le malheur d'être courte, grasse et rouge, *une saucisse enragée.* Le poète fut pris pour juge entre les deux femmes. Il demanda à Bettina de se sacrifier à la

paix du ménage, et la congédia poliment en lui laissant un vague espoir d'avenir qui ne se réalisa point. Ce fut très peu de temps après que Mlle Brentano épousa M. d'Arnim, écrivain distingué de l'école romantique, ami intime de son frère Clément, avec qui il avait fait, sous le titre du *Cor enchanté* (*das Wunderhorn*), une publication de chants populaires. M. d'Arnim était un homme d'un très beau visage et d'un caractère aimable. Il avait avec Bettina des affinités d'esprit qui ne se sont peut-être jamais rencontrées à ce point entre deux individus unis par le sort. Le monde surnaturel lui était plus familier que le monde réel; dans son penchant à un naturalisme mystique, il regardait les phénomènes sensibles comme des symboles, des figures de l'absolu, au sein duquel il vivait plongé dans une sorte d'ivresse tranquille. Supérieur à Bettina par le don de la création, il avait pourtant aussi une grande peine à tracer des contours, et se laissait facilement égarer par l'amour du bizarre. On conçoit que les manières insolites de Bettina, ses allures cavalières et ses inconséquences, ne devaient pas le frapper beaucoup. Il vivait au-dessous et au-dessus de la région où se passent ces choses, qui étaient comme non avenues à ses yeux. M. et Mme d'Arnim vécurent tendrement ensemble pendant de longues années (1). La correspondance avec Goethe avait cessé; mais M. d'Arnim ne s'en fût point inquiété si elle eût continué, car il conduisit lui-même sa femme à Weimar, dans l'espoir de ramener le cœur du grand poète à des sentimens meilleurs. Ce fut en vain : Goethe demeura inflexible; les tentatives ultérieures de Bettina n'eurent aucun succès, ses lettres restèrent sans réponse, et la dernière fois qu'elle vint à Weimar, dans l'année 1826, le ministre refusa brusquement de l'admettre en sa présence. En 1831, M. d'Arnim mourut d'un coup d'apoplexie. Goethe cessa de vivre deux ans plus tard.

Les deux volumes intitulés *Correspondance de Goethe avec un enfant* sont assez connus en France pour que nous n'y insistions pas beaucoup; ce sont de riches improvisations, mais monotones dans leur continuité, sur la nature, sur la liberté de l'esprit, sur l'amour,

(1) Mme d'Arnim a presque toujours vécu à Berlin depuis son mariage; elle a eu un grand nombre d'enfans, et a mis en pratique pour leur éducation son unique principe : celui de la liberté illimitée. On doit dire que jusqu'ici ce principe a porté les meilleurs fruits. Ses fils ont fait d'excellentes études; ses deux filles aînées sont des modèles accomplis d'amabilité et de grace. La troisième, âgée de onze à douze ans, ravissante et poétique créature, semble seule devoir perpétuer l'esprit capricieux et lutin des Brentano.

des invocations à Goethe et des retours de Bettina sur elle-même, pleins d'une humilité exagérée. « Tu es immensément bon, dit-elle à Goethe, de *supporter* mon amour qui me rend heureuse par-dessus tout. » Et ailleurs : « Il faut que tu aies une haute opinion de moi pour *exprimer en ma présence* des sentimens et des pensées si rares. » Il ne faudrait pas chercher dans la fermentation perpétuelle de ces lettres ce que l'on aime surtout à retrouver dans ces femmes privilégiées que leur destin a fait chérir d'un homme supérieur : l'image d'un vaste et haut esprit dans un cœur limpide et profond, quelque chose comme le spectacle du Mont-Blanc réfléchi dans le lac de Chède. Ainsi que nous le disions plus haut, Goethe ne répond aux brûlantes effusions de Bettina par aucun épanchement; il n'y a de sa part aucune intimité réelle, aucune confiance (1). De loin en loin, il lui adresse un billet laconique, qui n'est guère autre chose qu'un accusé de réception ou un encouragement à continuer sa correspondance, dont il pourra, dit-il, tirer parti. Aussi, nonobstant une ténacité rare et certes sans exemple dans l'histoire du cœur, cette correspondance commencée dans toute la fougue, l'éclat, la véhémence et la certitude enflammés de la jeunesse, vient finir en un chant de désespoir dont on n'a pas assez remarqué, ce nous semble, la triste beauté.

20 octobre 1821.

« C'est à toi que je veux parler, non pas à celui qui m'a repoussée, qui n'a pas voulu voir mes pleurs, et qui, dans son avarice, n'a ni bénédiction ni malédiction pour moi : ma pensée s'éloigne de celui-là; c'est à toi, génie! créateur et préservateur du feu! à toi qui, de tes ailes puissantes, as souvent ranimé l'étincelle de la cendre éteinte, à toi qui voyais avec une secrète délectation la jeune source s'élancer en murmurant, et, se révoltant contre le rocher, se frayer un chemin jusqu'à la baie tranquille, jusqu'à tes pieds. Mes yeux dans tes yeux!

(1) Goethe a été très sérieusement attaqué dans la presse allemande pour n'avoir pas aimé Mlle Brentano. Nous n'entreprendrons pas de le justifier ici d'une chose qui ne demande, en vérité, aucune apologie. Nous ferons seulement observer que Bettina semble avoir été prédestinée aux amours malheureux. Mlle de Günderode, sa première amie, rompt brusquement avec elle, et ne craint pas de la jeter dans le désespoir par sa mort volontaire. Goethe, après l'avoir abreuvée d'humiliations, finit par l'éconduire, et le plus grand amour de Bettina, l'amour de la nature, n'est pas non plus payé de retour. La nature a été pour elle une marâtre; elle lui a refusé le seul don que rien ne remplace aux yeux d'une femme : elle ne lui a pas donné la beauté.

vie unique! Il n'est pas d'inspiration qui s'élève plus haut que toi plus haut que le bonheur d'être vue de toi et de te contempler!

« Oui, le temps écoulé est maintenant un songe, l'éclair de l'inspiration a consumé rapidement ton vêtement terrestre, et je t'ai vu ce que tu étais, un fils de la beauté; maintenant, c'est un songe.

« Je m'étais offerte moi-même en sacrifice à tes pieds (mystère terrible et silencieux!), muette et cachée comme le germe dans son enveloppe. Il devait mûrir à ton soleil, au soleil de ton amour!

« Tous les torts involontaires, toutes les fautes, je voulais les avouer, je voulais en arracher le pardon de tes yeux, par mon regard chargé de larmes, par mon sourire; je voulais l'arracher de ta conscience par l'ardeur de mon cœur que tu ne retrouveras plus. — Mais tout cela n'était qu'un songe!

« Dix ans de solitude se sont élevés sur mon ame, m'ont séparée de la source où je puisais la vie. Depuis ce temps, je ne me suis servie d'aucune parole; tout était anéanti, tout ce que j'avais pressenti, éprouvé. Voici quelle fut ma dernière pensée : un temps viendra où je renaîtrai, car, pour ce temps-ci, ils ont enterré mon esprit et enseveli mon cœur. — Ce temps à venir, ô mon ami! il plane au-dessus de moi comme le vent du désert qui enfouit dans le sable tant d'existences, et pas une voix ne m'éveillera, si ce n'est la tienne, et ceci, sera-ce encore un songe?

« Alors je demandais à Dieu cette unique grace, que je pusse recevoir ton dernier soupir dans un baiser; j'aurais voulu toucher de mes lèvres ton ame s'envolant vers le ciel! — Temps écoulés, retournez-vous encore une fois vers moi au lointain horizon, car vous emportez l'image de ma jeunesse couverte de voiles épais. »

En cherchant à nous expliquer non pas le génie de Bettina (ce mot ne peut guère s'appliquer à la force singulière qui tourbillonne en elle), mais ce que les Allemands nommeraient avec justesse sa *génialité*, en essayant de nous rendre compte de ces riches germes demeurés stériles, de cet avortement perpétuel de la pensée, de cette énergique impuissance, de ce style tantôt touchant au sublime, tantôt lâche et trivial, il nous était venu à l'idée que Bettina devait être un artiste détourné par les circonstances de sa vocation véritable, un génie musical entravé peut-être, quelque Beethoven ignorant les lois de la musique, qui n'avait pu se servir de sa langue naturelle, et qui, au lieu de traduire sa pensée avec les sept notes de la gamme, s'était vu contraint de parler avec les vingt-quatre lettres de l'alphabet. De là

venaient sans doute le tourment, l'angoisse, l'effort pénible, qui se font sentir dans ses écrits. L'imagination de Bettina, pensions-nous, est captive; c'est une princesse enchantée dont la syntaxe est la prison et dont la basse chiffrée eût été le libérateur. Cette hypothèse nous avait paru très vraisemblable, et nous croyions de bonne foi avoir découvert la seule explication raisonnable des écrits de Mme d'Arnim, lorsque d'infortune il nous tomba entre les mains un cahier de *Lieder* mis en musique par Bettina (1). Des lettres de l'auteur nous prouvent en outre qu'elle accorde à ces compositions une importance extrême. Elle les a méditées longuement; elle les commente, elle les explique avec un sérieux qui a droit de surprendre. Elle ne semble pas douter de l'excellence de ses œuvres musicales. Il nous est impossible, nous l'avouons, d'être en cela de son avis; ces malencontreuses mélodies ont détruit pour nous une illusion chère, et nous leur en gardons rancune. En les entendant, nous nous sommes écrié avec chagrin : Ainsi donc Mme d'Arnim sait les règles de la composition musicale! Ainsi donc Bettina n'est point une musicienne condamnée à écrire en prose! Ainsi donc rien ne l'a empêchée de devenir Beethoven, Weber ou Schubert, si telle eût été sa destinée! Qu'est-ce donc que Mme d'Arnim? Son troisième livre va nous l'apprendre. Elle est, ou du moins elle croit être un écrivain politique, un homme d'état, un philosophe réformateur.

Ce Livre appartient au roi; mais il appartient aussi au public, ce qui nous a permis de le lire et nous permet aujourd'hui d'en dire notre avis avec une sincérité entière. Dès le début, et sans autre préambule que cette phrase mise en vedette : *Madame la conseillère raconte,* nous tombons sur un long monologue de la conseillère de Goethe, ou plutôt de Bettina elle-même, qui s'identifie avec ce personnage respecté, afin sans doute de pouvoir s'abandonner plus impunément à toutes les audaces de son esprit armé en guerre. On dirait qu'effrayée à l'avance de ce qu'elle va dire, Mme d'Arnim voudrait tenir la critique à distance, lui imposer par le costume et le masque vénérable de la mère du grand poète. Le prétexte de ce monologue est le récit d'une visite de Mme la conseillère à *madame la reine de Prusse;* mais, à travers le voile transparent de l'anachronisme et de la fiction, il est aisé de reconnaître Bettina, qui s'adresse personnellement à Frédéric-Guillaume IV. S'efforçant d'enflammer le roi pour la pensée dont elle est possédée, Mme d'Arnim le prépare insensiblement, dans ces

(1) Douze Mélodies sur des paroles de Goethe, dédiées à Spontini par Bettina d'Arnim.

premières pages, aux merveilleux conseils qui vont suivre. Le principe qu'elle pose tout d'abord est celui-ci : Le souverain n'a qu'un devoir : conquérir la liberté, non-seulement pour lui, mais pour son peuple. Or, qu'est-ce que la liberté? C'est la vérité. Comment arrive-t-on à la vérité? Par la critique, c'est-à-dire en secouant résolument toutes les notions imposées, toutes les traditions sociales ou religieuses, en s'abandonnant sans réserve à l'instinct, en étant *soi* enfin, rien que soi, et, une fois parvenu à cet affranchissement suprême, en brisant les chaînes du peuple et en le dégageant de ses devoirs conventionnels. Le peuple, selon Bettina, c'est le corps, dont le souverain est l'ame; il est donc indispensable que ce corps jouisse du plein exercice de sa force, si l'ame veut jouir elle-même de la plénitude de ses facultés. Cette image, étourdiment choisie par Mme d'Arnim pour exprimer le rapport des princes aux sujets, des gouvernans aux gouvernés, entraîne l'auteur à une énorme inconséquence qui détruit déjà, et sans aller plus loin, la valeur philosophique de tout l'ouvrage. Bettina, apôtre de la démocratie nouvelle, s'adresse au prince comme à l'élu de Dieu; elle le supplie à genoux de vouloir bien communiquer à son peuple le souffle de vie. Reconnaissant ainsi le principe du droit divin et la légitimité de la puissance individuelle, elle exhorte le monarque à se montrer homme de génie; elle l'invite à se faire le premier démagogue de l'Allemagne, et le presse tout simplement de se détruire lui-même en appelant ses sujets à la liberté et à l'égalité absolues. Mais prenons patience, nous ne sommes pas à bout de contradictions. Dans la seconde partie du premier volume, Mme la conseillère, ennuyée sans doute de parler seule, appelle, pour exciter sa verve, deux interlocuteurs, dont l'un, M. le curé, va prendre à tâche de soutenir les intérêts de l'église, tandis que l'autre, M. le bourguemestre, représentant en sa personne la classe entière des *philistins*, se chargera de défendre tant bien que mal la lettre de la loi écrite. Ces nouveaux personnages disputent sur un ton presque toujours burlesque et dans le pur dialecte francfortois avec Mme la conseillère, qui met en déroute, aux cris de *vive la liberté* et de *vive la fantaisie!* la masse compacte de leur érudition et de leur expérience. Elle en veut surtout au théologien, à qui elle verse abondamment du vin de Champagne, et lui démontre, en trinquant avec lui (*klirr, klirr*, écrit Mme d'Arnim pour indiquer la joyeuse rencontre des verres au fort de la dispute), que le plus insupportable de tous les jougs, c'est celui des croyances bibliques. Les sept jours de la création apparaissent à la conseillère comme le symbole de toutes les

erreurs qui ont envahi le monde; elle accuse les sept jours de tous les maux et de toutes les sottises du genre humain. Il va sans dire que Bettina, dans sa critique du dogme, ne part d'aucun principe et ne se place à aucun autre point de vue que celui de son propre caprice. Elle ne démontre rien; elle affirme. Elle ne cherche pas à convaincre, mais à éblouir ses adversaires, et, pour mieux en venir à bout, elle leur jette à la face des poignées de poussière ramassée sur tous les chemins et dans tous les sentiers du XVIIIe siècle. Mme d'Arnim possède au suprême degré l'aplomb complaisant que donne l'ignorance des choses déjà dites; elle répète donc et donne comme siennes de grossières railleries sur les mystères de la foi, dont le moindre tort est d'être devenues extrêmement banales. Tout lui est bon, rien ne répugne à son goût d'écolier; les plaisanteries semblent lui plaire, la ravir, en raison même de ce qu'elles ont de brutal et de vulgaire. Lorsque Mme d'Arnim pense avoir détruit sous ses coups tout l'édifice de la théologie chrétienne, elle abandonne la Bible et se lance bride abattue à travers tous les systèmes du jour, qu'elle salue en passant du geste et de la voix. Toutes les idées qui s'agitent aujourd'hui dans le monde, le saint-simonisme et le fouriérisme, l'excellence des penchans, la possibilité pour l'homme d'acquérir des sens nouveaux dans un avenir de perfectibilité indéfinie, la justification ou plutôt la négation du mal, le droit de punir contesté à la société, le travail attrayant, et jusqu'à la notion hégélienne du *devenir*, tout cela apparaît et disparaît presque aussitôt à l'horizon de sa fantaisie.

Napoléon préoccupe aussi Mme d'Arnim, car elle est de nature ailée et bourdonnante : tout ce qui est lumière et flamme l'attire. L'appréciation qu'elle fait de l'empereur, son intention très marquée de le présenter au roi de Prusse comme un exemple de ce qu'il doit faire et de ce qu'il doit éviter, nous paraissent assez curieuses pour que nous n'hésitions pas à citer ici les lignes enthousiastes qu'elle lui consacre. L'empereur a traversé Francfort; Bettina l'a vu; le regard de Napoléon a percé son ame de part en part. Elle pense qu'il faudrait l'avertir qu'il court à sa perte; elle veut le suivre, s'attacher à ses pas, devenir son bon ange, le sauver. La conseillère n'est point de cet avis. L'humanité n'est pas mûre, pense-t-elle, pour les grandes choses que Napoléon devrait accomplir.... « C'est l'humanité qui l'entraîne encore plus que son propre orgueil. Si ce qui l'entoure, si son temps avait en soi la grandeur, cette grandeur se serait nécessairement exprimée en lui. Non, il n'aurait pas pu saisir le mal, si la grandeur s'était montrée à lui avec puissance dans le miroir du monde.....

Quand l'aigle-héros ne prend pas son vol au plus haut des airs, c'est parce que l'atmosphère est trop lourde, c'est parce que des nuages opaques répandent des vapeurs méphitiques et paralysent sa force. Il est nécessaire qu'un grand sentiment de personnalité et des sentimens libéraux dans les masses se rencontrent. Comment démontrer à une ame d'esclave que la liberté est en elle?.... Qu'il ne soit donc plus question de calomnier Napoléon, car nous portons la moitié de sa faute dans notre propre cœur. Il y a un juge au-dessus de lui moins sévère que nous, c'est sa propre conscience. Celle-là a un baume qu'elle répand sur chaque blessure, sur les rêves et les espoirs déçus de cet homme qui a terrassé les monstres de la révolution (les monstres de la révolution! ô Bettina, que sont devenus vos instincts démagogiques et vos rêves de liberté absolue?); mais aussi il voit plus clairement que personne combien son égoïsme et son ambition ont été peu raffinés, car un esprit plus grand que le sien lui aurait fait choisir un idéal supérieur à ce bonheur où sa grandeur morale a échoué et où sa grandeur politique échouera encore. Combien il se fût montré redoutable à toute l'Europe par d'austères vertus républicaines! avec quelle puissance morale il se montrerait à nous, et quelle riche moisson nous aurions vu mûrir en France, s'il avait semé de sa main ces vertus grandies en lui! »

Toute une moitié du second volume, sans qu'on sache trop pourquoi ni comment, est consacrée au détail circonstancié de quelques misères particulières. Ce sont des noms de pauvres, leur adresse, le nombre de leurs enfans, le triste relevé de leur dépense journalière : un registre de bureau de bienfaisance; et l'auteur ne propose d'autre moyen, pour guérir ces maux profonds d'une civilisation corrompue, que le remède, à coup sûr fort hasardé, de la liberté illimitée. Malheureusement cette liberté, dont elle nous donne un spécimen littéraire dans son livre, où rien ne s'enchaîne, rien ne se déduit, rien ne s'explique, n'est pas faite, ainsi entrevue, pour tenter beaucoup les esprits amoureux de beauté morale.

Quant à nous en particulier, confessons-le, il ne nous est resté qu'une impression pénible du livre socialiste de Mme d'Arnim. Autant nous avions été charmé, séduit, entraîné par la poésie lyrique et le caprice tout individuel de sa correspondance avec Mlle de Günderode, autant ce caprice s'attaquant aux idées qui décident du sort des peuples et cette poésie dégénérée en fièvre de métaphores (1) nous ont

(1) Bettina dit quelque part, en personnifiant le soleil couchant : *Il se retire si doucement, que l'on n'entend pas le bruit de ses semelles à l'horizon.*

désagréablement affecté. Nous n'avions pas besoin de ce nouvel exemple pour déplorer la sottise maussade qui gagne de proche en proche parmi les femmes de ce temps-ci, et cette manie d'être *importantes* qui les étourdit, les aveugle et les fait choir en toute sorte de ridicules. La faiblesse et la frivolité de l'esprit féminin ne se trahissent jamais mieux que dans sa prétention à la doctrine et dans les produits avortés de ses savantes méditations; cherchez bien, vous trouverez toujours au fond de tout la coquetterie et la mode. La mode exerce sur les femmes un empire irrésistible; celles qui la dédaignent dans leurs ajustemens la subissent avec une servilité d'autant plus grande dans le choix de leurs opinions. Les femmes se vêtissent de systèmes, se parent d'érudition et de philosophie; les taches d'encre à leurs doigts ont le même sens que les perles à leur cou; elles posent des idées sur leur tête comme elles y poseraient une guirlande, et la publication d'un premier livre est pour elles aujourd'hui quelque chose d'analogue à ce qu'était naguère une présentation à la cour, exercée, répétée à l'avance sous la direction du maître de maintien et de graces. Or, la mode est de nos jours aux systèmes humanitaires, aux grandes rénovations sociales et religieuses. Il est peu d'entre nous qui aient complètement échappé à la tentation de se mettre en campagne et de marcher à la conquête de quelque cité des béatitudes, de quelqu'une de ces Jérusalem impossibles, dont les murailles sont de brouillard et dont les citoyens sont des fantômes. Les femmes, on pouvait le prévoir, n'ont eu garde de rester en arrière; elles se sont hâtées de broder toute sorte de drapeaux à l'usage de toute sorte d'utopies; elles ont vaillamment combattu de la plume et de la voix, ici pour le phalanstère, là pour le dieu Enfantin, ailleurs pour le nouveau messie, qui ne peut manquer de naître d'un nouveau charpentier, ailleurs encore, qui le croirait? pour un néo-catholicisme inventé en des heures d'inquiet loisir, et dont Rome à bon droit fait justice.

L'une (pourquoi faut-il, hélas! qu'on soit contraint de se souvenir d'elle ici?), l'une attelle les divins papillons de sa fantaisie à la plus lourde des charrues philosophiques; elle enchaîne le beau génie de sa jeunesse et le condamne comme les réprouvés de Dante à marcher péniblement courbé sous un manteau de plomb. O Indiana! ô Valentine! ô Juliette! appelez donc à vous par son plus doux nom celle qui vous oublie; dites-lui que vous attendez vos sœurs; dites-lui que nos espérances attristées, mais constantes, les convient avec vous à une existence immortelle!

L'autre, en proie à quelque démon ambulant, s'en va de porte en

porte, de maison en maison, triste commis-voyageur de l'avenir humanitaire, offrir aux ames sensibles l'échantillon des félicités promises. Lui arrive-t-il de rencontrer quelques esprits récalcitrans, quelques cœurs obstinés dans la vieille routine : — Vous êtes catholique, s'écrie-t-elle alors, qu'à cela ne tienne, nous le sommes aussi; le catholicisme a du bon, nous le gardons, soyez tranquille. Seulement le diable nous déplaît, sa galanterie nous est suspecte; supprimons le diable, nous sommes d'accord. — Et si l'on vient à lui demander à quel chiffre environ répond ce *nous*, qui semble indiquer toute une communauté de fidèles, la femme humanitaire se redresse fièrement et vous dit d'un ton à rendre sage toute une maison de fous : — J'ai sept apôtres; c'est peu, j'en conviens, mais Jésus-Christ n'en a pas eu plus de douze. — La conclusion est claire : encore un peu de temps, d'argent et de paroles, et la femme humanitaire succède à Jésus-Christ dans l'empire des ames et la domination du monde.

D'autres enfin, en trop grand nombre, et qu'il serait fastidieux d'énumérer ici, aristocrates ou démagogues, déistes, méthodistes, panthéistes, néo-chrétiennes ou néo-amazones, *mères de l'église* ou *mères des compagnons*, toutes, quel que soit le nom dont elles se nomment ou dont on les nomme, prêchent, enseignent, évangélisent, à toute heure, en toute occasion, et l'on chercherait en vain dans ce tapage insensé une parole saine et bienfaisante venue de la conscience ou d'un cœur vraiment ému. Toutes ces choses semblent dites, écrites et proclamées pour satisfaire je ne sais quelle dépravation de l'esprit; on y respire les miasmes de la vanité surexcitée. C'est encore du fard, ce sont des mouches et des paniers mille fois plus ridicules, à coup sûr, que ne l'était l'accoutrement fantasque de nos grand'mères. Celui-là, du moins, ne masquait que le corps, tandis que le pédantisme des femmes philosophes défigure l'ame elle-même. La condamnation des femmes de ce temps-ci est tout entière, à nos yeux, dans un seul fait sensible à tous : elles ont tué la grace en elles, elles l'ont écrasée sous une virilité d'emprunt, et, dans leur hâte à se donner des missions humanitaires, elles ont failli à leur mission véritable, elles ont forfait aux lois naturelles; car la grace, ce n'est pas seulement un attribut de l'être féminin, c'est le principe même de son existence, c'est le souffle de Dieu dans la femme, c'est le feu sacré dont elle est la gardienne et la prêtresse mystérieuse. Et qu'on ne pense pas ici que nous voulions amoindrir le rôle de la femme dans l'association humaine; tout au contraire. Il y a une philosophie profonde dans le langage. Or, le mot de *grace* ne s'y entend pas seulement de la délicatesse et de l'élégance

des formes, il y prend souvent une signification plus haute. Selon l'acception religieuse, il exprime le don divin. L'action de graces encore, c'est l'élan reconnaissant du cœur vers le bienfaiteur éternel; faire grace, c'est pardonner. Et toutes ces notions se retrouvent dans l'idée que nous concevons de la femme; elle est sur la terre l'esprit de mansuétude et de pardon, elle est la prière qui s'élève au ciel, elle est l'inspiration qui en descend. Son intelligence, moins apte que celle de l'homme au travail de la pensée, est plus ouverte aux vérités intuitives : si elle est moins capable d'application aux affaires publiques et de cette domination sur la matière qui fait l'industrie et tout un côté de l'art, elle plane avec plus de liberté dans ces régions du sentitiment où l'on entend d'ineffables échos des harmonies divines, et elle en rapporte dans son sourire, dans son regard et dans son langage, je ne sais quelle vertu apaisante et conciliatrice sans laquelle l'homme succomberait tôt ou tard, accablé sous le fardeau de la science et du travail.

Un nom cependant vient ici sur toutes les bouches, et ce nom paraît être la réfutation victorieuse de ce que nous venons de dire. Une femme, qui semble encore présente au milieu de nous, tant sa mémoire y est honorée, Mme de Staël, ne s'est pas bornée à l'étude des mystères du cœur. Elle a osé aborder les grands problèmes de la politique moderne; elle a écrit, sur les évènemens, sur leurs causes et leurs conséquences, des pages d'une haute raison que nul ne lira jamais sans respect. Champion ardent de la liberté, elle l'a défendue sous le plus fascinateur des despotismes. Elle a lutté de tout son pouvoir pour ramener l'opinion incertaine aux grandeurs de la révolution française, et son talent n'a point failli à son courage, et son esprit ne s'est point égaré; il a été s'éclaircissant, s'affermissant de plus en plus dans la sagesse. Mais, outre qu'il nous serait trop facile de conclure de cette exception glorieuse pour la vérité de nos assertions, qui ne voit, au premier coup d'œil, que le principe vital du talent de Mme de Staël, c'est le sentiment, c'est le cœur? Ce n'est point assurément le futile amour-propre de se montrer homme dans ses opinions et sa vie qui l'entraîne hors de la voie commune. L'amour filial lui met la plume à la main, les exemples de la maison paternelle l'excitent et la soutiennent. La fille de M. Necker ne pouvait rester étrangère à la politique sans une insensibilité coupable, et cette première inspiration du cœur, ces premières impressions d'une enfance enthousiaste, développées par les plus salutaires influences, lui tracent le cercle où nulle autre peut-être après elle ne sera aussi naturellement introduite. Quel

contraste avec nos modernes réformatrices, et combien le principe de la grace est toujours là qui tempère tout et ramène à la mesure et à la simplicité!

Quel contraste surtout avec Mme d'Arnim, plus coupable qu'aucune autre de ce crime de lèse-grace que nous leur reprochons à toutes! Bien différente en cela de Mme de Staël, Bettina n'a jamais voulu mettre de frein ni à ses pensées ni à son langage. Au lieu de se *réconcilier avec ses contraires*, comme parle excellemment un spirituel moraliste, ce qui est le travail naturel des esprits sains, elle a été outrant et poussant à l'extrême tous ses défauts. Lorsqu'elle a vu que la curiosité et la mode s'attachaient à ses extravagances, elle s'y est complu, elle les a entassées à plaisir, elle en a bâti un piédestal à sa vanité. Aujourd'hui elle affecte de dédaigner tout ce qui lui manque, le bon sens, la réflexion et l'expérience; mais à ces heures de solitude et de vérité auxquelles n'échappent point les plus fuyans esprits, elle regrette, nous en avons la certitude, tant de richesses imprudemment prodiguées. Une voix lui crie qu'en se précipitant, comme elle l'a fait, sans grace et sans prudence, à travers toutes les idées et toutes les doctrines, elle a plus compromis qu'elle ne l'a servie la cause sainte de cette liberté qu'elle aime; et sous l'éclair de sa célébrité d'un jour, elle reconnaît sans doute déjà qu'elle a passé étourdiment tout à côté d'une gloire durable, et qu'elle a failli au religieux accomplissement d'une belle destinée.

DANIEL STERN.

ESSAYISTS ANGLAIS.

II.

FRANCIS JEFFREY.

Contributions to the Edinburgh Review.[1]

Ceux qui, malgré la défaillance où sont tombées en ce moment les littératures européennes, reportent encore une pensée émue vers les jours glorieux qu'elles ont eus au commencement de ce siècle, ceux qui mesurent à l'étendue et à la vivacité de leurs regrets l'élan de leurs vœux, et qui fécondent leurs espérances avec leurs souvenirs, ne feront pas un accueil indifférent aux volumes que vient de publier Francis Jeffrey. Ces pages où le critique anglais a réuni les principaux morceaux de discussion politique, philosophique et littéraire qu'il a écrits pour la *Revue d'Édimbourg* durant une collaboration de près de quarante années, ces pages sont les bulletins d'une époque littéraire dont la publication qui les rassemble aujourd'hui marque la dernière heure. Et cette époque est celle qui, seulement dans la poésie, ouverte avec tant de vigueur par Cowper et par Burns, fut si ri-

(1) *In four volumes. London*, 1844.

chement dotée par Crabbe, Campbell, Moore, Southey, Coleridge, Wordsworth, et reçut de Walter Scott et de Byron un lustre immortel.

Il n'y a pas, je pense, de témérité, si rapprochée qu'elle soit de nous, à placer l'ère de Walter Scott et de Byron parmi les grands âges de l'histoire des lettres. L'influence que M. Jeffrey y a exercée au nom d'un des intérêts les plus sérieux de la littérature recommande donc hautement les volumes que nous nous proposons d'examiner. Peut-être ne fut-il jamais plus important qu'aujourd'hui de se bien rendre compte de la solidarité qui unit la prospérité des lettres à la force de l'esprit critique : il serait assurément difficile de trouver pour une étude si opportune des lumières plus précieuses que celles que nous apportent les *essais* de M. Jeffrey.

Lorsque le public distrait ou rebuté accueille les travaux littéraires par l'indifférence ou quelquefois par des engouemens plus injurieux pour l'art que la brutalité naïve d'un mépris absolu, lorsque, sauf des exceptions bien rares, ceux d'entre les poètes chez lesquels la lassitude ou le découragement n'a point éteint, je ne dis pas l'inspiration, mais l'activité productrice, semblent faire de leur mieux pour justifier les dédains du public, c'est un pressant devoir pour les intelligences élevées d'appliquer leur attention aux causes qui animent et entretiennent la vie littéraire dans les sociétés. L'indifférence commune, loin d'envahir les esprits de cet ordre, ne peut que redoubler en eux le souci des intérêts de la littérature. Il ne faudrait pas seulement qu'ils eussent réprimé les aspirations les plus puissantes et les plus douces que développe la culture intellectuelle, il faudrait qu'ils se fussent lâchement détournés des grandes ambitions, pour cesser de voir et d'aimer dans les lettres la splendeur qui multiplie et consacre ce souvenir perpétué de toutes les grandes choses qui s'appelle la gloire. Ces esprits succomberaient-ils plutôt sous les désappointemens prodigués avec une libéralité si cruelle à la situation présente? Parce que le succès n'a pas couronné toutes les espérances conçues il y a vingt ans, parce que toutes les promesses n'ont pas été tenues, parce que bien des gloires ont vu se ternir leur éclat précoce et se sont flétries dans leur fleur, faut-il se punir soi-même par le découragement des fautes de la présomption? Faut-il délaisser désormais comme une préoccupation aussi stérile qu'importune l'étude des lois mystérieuses qui président à l'enfantement des âges littéraires? Si des siècles privilégiés élèvent des œuvres impérissables, si des époques déshéritées survivent à la ruine des édifices qu'elles avaient construits avec orgueil, la sagesse est-elle d'attendre dans une oisiveté insoucieuse l'impulsion

de la main supérieure qui combine ces vicissitudes suivant un dessein inconnu? Faudrait-il donc se résigner aux décadences comme à des situations irrévocables et fatales? Au lieu d'exciter et de nourrir nos efforts par l'émulation des grands exemples, les œuvres de nos devanciers ne sauraient-elles plus nous commander l'admiration qu'en nous humiliant dans la conscience désespérée d'une incurable faiblesse?

Je comprends ces arrêts dans la bouche de ceux qui pensent sauver leur fierté en feignant de ne pas porter pour eux-mêmes le deuil de leurs ambitions déçues; mais, placés au-dessus de l'indifférence qui dédaigne parce qu'elle ignore, les esprits élevés ne sont pas moins protégés contre l'indifférence que le découragement inspire. Ils savent bien qu'il n'en est pas des sociétés comme des individus, que la Providence ne leur a pas avarement mesuré une seule jeunesse, une seule virilité; ils savent que, tant que les sociétés ont une raison d'être, c'est-à-dire tant qu'elles ont le besoin et la force d'agir, le travail assidu de l'imagination et de l'esprit sur la parole, qui est la forme la plus directe, l'expression continuelle et nécessaire de leur activité, ne peut être interrompu en elles. L'histoire des phases diverses à travers lesquelles les littératures se renouvellent et se transforment est, à cet égard, une leçon significative et une suffisante garantie pour l'avenir. Voyez la littérature anglaise; elle ne s'est pas absorbée dans le siècle qui l'ouvre et qui la domine de si haut. La spontanéité et la richesse d'inspiration dont les écrivains de l'âge d'Élisabeth furent doués, toutes les qualités qui se sont une fois donné rendez-vous dans Shakspeare, ne semblent plus, il est vrai, pouvoir se produire encore avec la même exubérance de sève, avec une aussi riche variété de formes, avec la même fraîcheur de fleurs, de fruits et de parfums. Le travail de la poésie et des lettres n'est pas terminé cependant. A la littérature d'inspiration succède la littérature d'esprit, née des habitudes et des exigences que donnent au jugement l'étude des œuvres de l'antiquité et les mœurs raffinées d'une société polie. C'est du jugement surtout, qui a acquis dans la familiarité des anciens modèles et dans les agrémens artificiels de la vie distinguée une finesse pénétrante, que cette littérature développe l'exercice et prépare les plaisirs. Aussi le choix et la parure de l'expression deviennent-ils son objet principal. Elle mesure avec dextérité la nuance et le relief du mot au ton et au trait de l'idée. Sous ses mains industrieuses, la phrase, comme un tissu docile aux intentions d'une coquetterie savante, dessine les contours les plus déliés de la pensée, et s'ajuste en plis élégans aux attitudes les

plus délicates de l'esprit. Je ne compare pas les littératures de raffinement aux littératures d'inspiration spontanée : entre Dryden et Spenser, entre Pope et Shakspeare, entre l'aimable simplicité, l'ingénieux badinage d'Addison et la prose large, touffue et majestueuse de Jeremy Taylor, je ne voudrais pas exprimer une préférence qui fût une exclusion. N'est-ce pas d'ailleurs l'incontestable et suffisant mérite des littératures raffinées, de dresser pour ainsi la langue et d'assurer par d'habiles travaux la souveraineté définitive de l'esprit sur l'expression? Sans doute elles s'épuisent dans l'excès de leurs tendances; l'application exclusive à l'arrangement de la forme éteint à la longue l'imagination dans une imitation minutieuse et glacée, elle engendre je ne sais quelle puérile pusillanimité, quelle susceptibilité maladive, qui finissent par énerver et décolorer l'expression elle-même. Mais, effrayées de l'aridité que fait l'esprit dans la littérature, à force de s'éloigner du cœur, les natures généreuses franchissent un beau jour la distance et vont redemander la vie aux sources fécondes des émotions. C'est le moment d'un troisième âge littéraire, qui, joignant à la science expérimentée des formes la sève vivifiante des sentimens et la mâle hardiesse des idées, réunit les conditions désormais permanentes de la littérature dans les sociétés qui ont atteint à un certain degré de civilisation. L'invention spontanée peut y montrer encore la variété et la facilité merveilleuse de ses créations dans des organisations spécialement douées, comme Walter Scott par exemple: l'inspiration y éclot plus ordinairement sous le regard attentif et profond de la pensée, comme dans Cowper, et, aux deux extrémités de l'axe poétique, dans Crabbe et dans Byron. Il est évident que des horizons sans limites s'ouvrent à cette situation littéraire. Tandis que, durant les deux premières périodes, l'art n'avait guère exprimé que les sentimens simples et généraux, l'analyse des sentimens individuels et la peinture de leurs combinaisons infinies dans le mobile mécanisme de la vie sociale lui fournissent maintenant des matériaux qui se renouvellent sans cesse. Dans la poésie lyrique et élégiaque et dans le roman, il apporte à l'exposition des sentimens, des passions et des caractères individuels, l'attention studieuse qu'il avait mise durant la période précédente à éprouver le vocabulaire et à fixer les ressorts de la langue. Ce rajeunissement de la littérature par le retour de l'esprit vers le cœur fait en même temps refluer l'ame vers la nature; en pénétrant la nature de son amour et de sa vie, le sentiment y multiplie ses vibrations en des échos vierges et sonores, et y trouve une variété inépuisable de formes et de couleurs, dont il peut emprunter les beautés

splendides ou suaves toutes les fois qu'il ne serait pas plus beau dans sa nudité simple.

Quoique cette triple évolution ne se soit pas accomplie partout sous la même forme, il ne serait pas difficile d'en signaler les principaux caractères chez tous les peuples modernes. Au degré de culture où elles sont parvenues, les nations européennes sont entrées dans cette troisième période où les élémens d'abord divisés de l'activité littéraire se rejoignent. Réunissant les conditions complètes du développement des littératures, cette situation est loin d'être de nature à en accélérer la décadence, à en précipiter la ruine; elle semblerait au contraire devoir les conduire à un degré plus élevé de puissance, de fécondité et de splendeur. Si l'inspiration s'arrête aujourd'hui, ce n'est donc pas que les sources qui l'abreuvent soient ou inconnues ou taries, ce n'est pas que la science des formes lui fasse défaut : la science des formes est une conquête toujours ouverte à l'étude laborieuse.

Il est certain qu'un grand mouvement poétique et littéraire ne se produit jamais par sa propre spontanéité; il est ordinairement la conséquence d'une émotion provoquée dans les esprits par des intérêts moraux ou politiques. Lorsque les esprits sont émus, lorsqu'une impulsion puissante les emporte et les soulève, toutes les sèves de l'activité humaine s'échauffent et s'agitent. L'intelligence vit d'une vie plus haute, plus large, plus rapide; l'effervescence universelle communique alors à l'inspiration poétique l'élan, le courage, l'ambition, l'enthousiasme indispensables en littérature, comme partout, pour l'accomplissement des grandes œuvres. Il serait superflu d'en signaler des exemples : peut-être l'objet de ces pages m'autorise-t-il à rappeler ceux que présente le développement de la littérature anglaise; le premier âge de cette littérature suit le vaste ébranlement imprimé aux esprits par la réforme, il est contemporain des glorieuses prospérités du règne de la fille d'Anne de Boleyn. La littérature élégante et fine, spirituelle et sensée, du règne d'Anne, reflet brillant de la société aristocratique qui la protégeait pour la faire servir à ses desseins politiques, s'éteignit et disparut lorsque cette société lui retira son patronage. Et quels furent les faits précurseurs de la renaissance de la fin du XVIIIe siècle? N'est-ce pas l'impulsion imprimée à la politique par le génie impétueux et altier de lord Chatham? N'est-ce pas cette fièvre d'entreprise que vint allumer au sein de la nation anglaise la merveilleuse extension donnée dans l'Inde à la puissance et aux richesses britanniques par Clive et Warren Hastings? N'est-ce pas le sentiment religieux réveillé par le pieux enthousiasme de Wesley, et les grandes

luttes provoquées par les secousses répétées coup sur coup de la révolution américaine et de la révolution française?

L'inspiration poétique ne se mesure donc pas à elle-même ses périodes d'activité et de repos; il n'est au pouvoir d'aucune force humaine de susciter à volonté les circonstances qui l'animent et qui l'exaltent : le refroidissement et l'abaissement de l'inspiration littéraire sont la faute des temps plus que celle des hommes, cela est vrai; mais les temps de ralentissement et de halte ont aussi leurs devoirs et leurs travaux. Ne faut-il pas s'y préparer à de nouveaux essors, y consolider les résultats antérieurement acquis, y perpétuer les traditions transmises, et si l'on n'y fait plus de nouvelles conquêtes, ne pas laisser entamer les anciennes?

Aussi le temps où l'invention s'allanguit dans l'art ne doit pas être perdu pour la réflexion; la critique doit veiller plus que jamais lorsque l'inspiration sommeille. En effet, quand le poète se retire, la société ne s'en va pas, le public reste. Or il y a entre le public et le poète une intime solidarité, une étroite correspondance. On le disait il y a longtemps; il me semble que le mot est de La Bruyère : « S'il n'y a pas assez de bons écrivains, où sont ceux qui savent lire? » et c'est précisément la tâche des critiques, déjà les représentans éminens du public vis-à-vis des inventeurs, de former, de discipliner, de protéger le goût du public en lui rendant compte des impressions que les œuvres d'art lui font éprouver, en lui apprenant à remonter jusqu'aux sources de ses émotions, en l'initiant à mille délicates beautés qui échappent à l'observation superficielle et pressée. En même temps qu'elle défend auprès du poète l'intérêt des plaisirs intellectuels du public, la critique prépare ainsi un public au poète. La mission de la critique n'est donc pas interrompue par les lassitudes de la création littéraire; elle a alors à travailler pour le poète futur. Aussi l'autorité critique remplit-elle ordinairement les interrègnes de la poésie. Je remarque que, dans l'intervalle qui sépare l'ère d'Anne de la renaissance de la fin du XVIIIe siècle, le plus grand nom littéraire est celui du critique Johnson, qui a été contemporain de Pope et qui a pu lire Cowper.

La nécessité d'élever le public à un niveau littéraire supérieur, afin de rehausser la littérature elle-même, est un des intérêts les plus importans d'une société civilisée; mais un mouvement poétique suppose dans le public un courant d'activité et de sympathies auquel il s'associe et qui le soutient. Je n'ai pas de peine à comprendre, par exemple, les dernières ardeurs de vie littéraire que nous avons eues en France sous la restauration et au commencement de ce règne. Je vois, à ces

époques, un public jeune que les grandes choses au milieu desquelles il s'était formé et auxquelles il travaillait lui-même provoquaient à de hautes ambitions, et que l'ambition faisait studieux et hardi. Les déplacemens qu'opéra 1830, la perturbation qu'il apporta dans la stratégie des intérêts, rompirent déjà les rangs de ce public; tant que durèrent les secousses à travers lesquelles s'est fondé l'ordre de choses actuel, il y eut cependant encore un mouvement littéraire, parce qu'il y avait encore je ne sais quel inquiet sentiment d'attente qui tisonnait un reste de feu sacré dans les esprits. Mais depuis que la consolidation de l'œuvre de 1830 a été assurée, que les ambitions désordonnées et sans but ont été refroidies, on a pu voir qu'il n'y avait plus en France de public assez nombreux, assez uni, assez actif, et il me semble que les artistes sérieux ont dû éprouver l'embarras cruel de ne plus savoir à qui s'adresser. Aussi, en ce moment où cette dispersion de l'auditoire ému et éclairé d'avant 1830 se fait si douloureusement regretter, je connais peu de questions aussi intéressantes que celles-ci : comment peut-on reformer en France un public littéraire? Où faut-il en aller chercher les élémens?

Ai-je besoin de dire que je ne désigne pas, par les mots de public littéraire, la foule, sur laquelle les œuvres d'art peuvent exercer des impressions plus ou moins vives, mais qui ne sont, pour ainsi dire, qu'instinctives? que je ne parle que de la portion la moins nombreuse, de cette élite, de cette aristocratie du public, capable de jouir doublement de ses impressions, en les analysant et en rapportant ses émotions à leurs causes? C'est un public de cette sorte qui s'associe à un mouvement littéraire, et qui en signe, pour ainsi dire, tout entier les grandes œuvres. Ainsi, à travers les inspirations politiques et la langue altière et profonde qui les exprime, si admirées dans Corneille, — à travers les dialogues d'Auguste et de Cinna, de Sertorius et de Pompée, vous entendez distinctement parler cette génération qui servit ou se disputa l'état au temps de Richelieu et du coadjuteur. La cour de Louis XIV vous explique également Racine, et l'intelligence de la littérature du XVIIIe siècle vous manque, si vous n'avez saisi dans les mémoires et dans les correspondances de cette époque l'esprit de la société polie et des salons, où cette littérature se faisait et avait ses juges. Jusqu'à ce siècle donc, en France, la littérature a toujours trouvé son public naturel, le public de qualité dont je parle, dans l'aristocratie, active et mâle encore aux alentours de la fronde, éclairée ensuite des reflets de la majesté du grand roi, enfin corrompue et frivole, mais élégante et spirituelle, sous la régence et sous Louis XV.

J'appellerai encore un public de qualité celui qu'a eu le mouvement littéraire de la restauration. Le caractère élevé des intérêts qui se débattaient alors, le prestige attaché à ces causes qui s'appelaient autorité ou liberté, hiérarchie ou égalité, passé ou avenir, s'était communiqué à la tenue d'esprit de ceux qui prenaient part à la lutte. Aujourd'hui que tout s'est affaissé et dispersé, en fait de gouvernement littéraire, nous sommes en plein dans la brutale anarchie du suffrage universel; le public littéraire, cet auditoire d'élite où l'esprit doit être jugé par ses pairs, est envahi par la démocratie; ne sont-ce pas nos cinq cent mille lecteurs de romans-feuilletons qui font les scandaleux succès dont vous gémissez?

Mais dans l'état actuel de notre société, de quel côté, dans quelle direction faut-il chercher à rallier l'esprit critique et à former ainsi ce premier public ayant qualité pour apprécier? Là apparemment où le mouvement peut renaître et où se rencontrent les conditions premières de l'esprit critique : dans ces positions supérieures qui, suggérant le goût des succès de vanité, ou imposant la nécessité des succès d'ambition, obligent la pensée à appeler à son aide toutes les forces et toutes les séductions de la parole. Or ces conditions résultent ou de l'élégance et de la finesse déliée de mœurs distinguées, ou d'un mouvement imprimé aux esprits par de grands intérêts. Lorsque les délicates exigences que l'oisiveté développe au sein des sociétés aristocratiques disparaissent, attendu qu'il n'y a vraiment plus d'aristocratie oisive, c'est donc autour d'un grand intérêt, d'une puissante préoccupation, qu'il faut chercher ces conditions d'activité intellectuelle qui forment l'esprit critique et un public littéraire. Ai-je besoin d'indiquer l'intérêt, la préoccupation, qui dominent l'activité et les mœurs de notre société nouvelle? Oserai-je avouer qu'à mon avis, la littérature n'a pas de meilleure manière de travailler pour elle-même que de s'associer à l'esprit politique pour l'étendre, l'élever, le fortifier et l'orner, et qu'elle ne peut même se préparer une restauration glorieuse qu'en ranimant d'abord la littérature politique?

« Il y a en France trois sortes d'état, écrivait l'ingénieux auteur des *Lettres Persanes*, l'église, l'épée, la robe. Chacun a un mépris souverain pour les deux autres. Tel par exemple que l'on devrait mépriser parce qu'il est un sot, ne l'est souvent que parce qu'il est un homme de robe. » Malheureusement, il ne paraît pas que nous soyons guéris de ce travers. A la tournure qu'ont prise les choses, il semble qu'il faudrait peu de temps pour que la littérature et la politique en vinssent à avoir l'une pour l'autre un mépris souverain. Il y a des deux côtés

une tendance peu courtoise à s'éconduire réciproquement. Ici le lettré est suspect de légèreté, de faiblesse d'esprit; là on se défie et on raille de l'homme politique comme d'une intelligence naturellement lourde, sans délicatesse, grossière. Que l'on ait souvent raison sur les hommes, je ne le conteste pas; mais que l'on se laisse entraîner à vouloir étendre aux choses cette jalousie étroite et quelque peu impertinente, qui finirait par déprimer à la fois la littérature et la politique, en affranchissant l'une de l'intervention du bon sens, en réduisant l'autre à je ne sais quelle pratique inculte et barbare, là commence le travers maladroit contre lequel on ne saurait trop vivement protester.

Dans les pays libres, dans les pays où la souveraineté universelle est décidément dévolue à l'opinion, et où tous les genres de succès se disputent par devers l'opinion, où la parole est par conséquent le moyen de puissance le plus général et le plus grand, l'esprit littéraire et l'esprit politique, ne pouvant se passer l'un de l'autre, feraient mieux d'échanger l'estime que le dédain et de s'allier de bon cœur. Je demande l'alliance, et je m'empresse de délimiter ma pensée en déclarant que je veux moins que personne la confusion et les empiètemens. Je goûte parfaitement en effet le mot épigrammatique de Louis XIV sur Racine et le marquis de Cavoie. Si, du temps de Versailles, le gentilhomme et le poète, en s'efforçant, pour satisfaire une vanité puérile, d'échanger leurs distinctions naturelles, étaient conduits au ridicule par l'affectation, je ne crois pas davantage qu'il convienne à l'ode de se traduire en prose parlementaire du haut d'une tribune, et je suis loin d'inviter la plume qui vient de calculer une combinaison de douane à écrire une élégie ou un paysage. Je demande seulement à l'esprit littéraire de voir dans l'esprit politique un associé naturel, et de ne pas oublier, s'il tient à être apprécié à sa valeur, qu'il ne peut l'être dans notre société que grace aux développemens de l'esprit politique. Je ne lui demande que les aptitudes critiques : j'ai garde d'exiger de celui-ci les facultés créatrices; j'en attends la pénétration qui reconnaît les beautés de l'art, le goût qui les recherche et l'intelligence exercée qui se les assimile.

La culture de deux branches de la littérature qui appartiennent de plein droit à l'esprit politique, l'histoire et l'éloquence, doit nécessairement le préparer aux facultés critiques dont je parle. Lors même que les hommes qui veulent agir immédiatement sur le présent ne seraient pas forcés de demander à l'histoire la connaissance des grandes lois qui gouvernent le mouvement des sociétés, une tendance toute spontanée les porterait encore vers cette étude. La société naturelle

de ces esprits d'élite n'est pas circonscrite par les limites de leur existence. L'élévation de leur nature fait des grands hommes des siècles passés leurs vrais contemporains. Quelque médiocres que puissent être les choses qui les environnent, comme ces esprits ne peuvent dominer le présent sans l'enthousiasme qui le dépasse, au-dessus du présent le passé leur ouvre une société supérieure qu'ils visitent souvent de la pensée et où ils nouent d'étroites liaisons; la fréquentation de ce monde qu'habite dans les monumens de la parole écrite tout ce qui a été illustre sur la terre, les soulevant par momens au-dessus des petitesses de la réalité, leur transmet avec des tressaillemens sublimes une extraordinaire puissance. Tant que l'humanité subsistera, les intelligences actives, recherchant l'intimité des grands hommes dans les œuvres achevées où ils revivent encore, aimeront dans la langue littéraire le seul intermédiaire par lequel elles puissent communiquer avec eux.

L'usage de la parole comme moyen d'ascendant, l'éloquence politique, les lie plus fortement peut-être à la culture littéraire. Il ne s'agit ici ni d'un penchant désintéressé, ni d'un luxe de bel esprit, mais d'une nécessité impérieuse, la nécessité de connaître à fond tous les procédés par lesquels la parole peut, en allant de l'oreille au cœur des hommes, y remuer les sentimens et y déterminer les résolutions. J'accorderai sans peine que l'énumération des qualités que Cicéron exige, dans ses dialogues, de l'homme politique accompli des pays libres, n'est que l'ostentation orgueilleuse de celles qu'il possédait lui-même. Cependant, avant le vainqueur de Catilina, l'ambition seule avait fait une nécessité aux hommes qui poursuivaient l'influence sur le public le moins cultivé, sur les masses, de s'initier aux ressources de l'expression par un laborieux apprentissage. Je ne dis rien d'Athènes; mais à Rome, où le peuple était bien loin des susceptibilités de l'atticisme, on connaît les études que firent les Gracchus sous les maîtres que Cornélie leur avait choisis parmi les plus célèbres de la Grèce, et on sait jusqu'où le plus jeune poussait le raffinement du dilettantisme oratoire.

Si l'on songe que toutes les branches de la littérature sont solidaires et se prêtent de mutuels secours, puisqu'elles veulent toutes la même chose, produire l'émotion, et par le même moyen, par la puissance de l'expression; si l'on songe encore que la principale affaire des hommes politiques est la connaissance profonde des intérêts et des sentimens humains qu'ils veulent conduire, il semble que personne ne doive être plus sensible qu'eux aux beautés des œuvres purement litté-

raires qui révèlent et agrandissent les ressources de la parole, il semble que la peinture des caractères et des passions ne puisse trouve des spectateurs plus curieux et des appréciateurs plus compétens. Il est donc aussi naturel aux hommes politiques de vivre dans la familiarité des poètes qu'au poète lui-même de fréquenter l'atelier du peintre ou du sculpteur. Aussi, je comprends l'attention intelligente que les hommes d'état distingués de l'Angleterre ont toujours prêtée à la littérature. Je ne suis pas surpris, en feuilletant les lettres précieuses que lord Chatham écrivait à son jeune neveu Grenville, de voir la connaissance intime et le goût sûr que ce grand homme y révèle des littératures classiques de l'antiquité et des temps modernes. Je ne suis pas surpris de voir Pitt, qui avait su déjà apprécier et récompenser le mérite du prosateur élégant et délicat qui a écrit *l'Homme de sentiment* et *Julia de Roubigné*, de voir Pitt, après la lecture du *Lai du dernier Ménestrel*, manifester à l'égard du jeune poète des intentions que sa mort prématurée l'empêche de réaliser. Je comprends l'estime que faisaient Walter Scott et Byron des félicitations empressées de Canning. Et lorsque Fox, lassé de la longue impuissance de son opposition, cesse, en 1797, de prendre une part régulière aux débats du parlement, ce n'est pas moi qui trouverai étrange ou ridicule l'ardeur avec laquelle il se remet à l'étude des poètes, et ce retour de fougue juvénile qui lui fait annoncer dans sa correspondance avec ses amis des projets tels que ceux-ci : la publication d'une édition de Dryden, une étude sur Euripide, et une défense de Racine et de la scène française.

Je ne crois pas que ces réflexions m'aient éloigné de l'objet de cette étude. M. Jeffrey, que Walter Scott et Byron et l'Angleterre avec eux ont proclamé le premier critique de ce siècle, représente précisément en effet l'esprit critique dans une société où la discussion des affaires politiques domine et règle tout le mouvement intellectuel. Dans les qualités sérieuses qui distinguent ses travaux, dans la nature du recueil auquel il a attaché son nom, dans le caractère général de sa vie, qu'un rôle littéraire rempli avec éclat n'a pu distraire des devoirs et des succès d'une profession active, on reconnaît l'influence indirecte de la vie politique : la vigoureuse portée qu'elle donne aux esprits, les habitudes laborieuses et la mâle tenue qu'elle leur inspire.

On sait que M. Jeffrey (je devrais dire lord Jeffrey, si je me conformais à l'usage anglais, puisqu'il occupe la place éminente de *lord-justice*, de juge de la cour de session d'Écosse), on sait que M. Jeffrey fut un des quatre ou cinq jeunes gens qui fondèrent en 1802 la *Revue*

d'Édimbourg. La pensée de ce recueil vint au révérend Sydney Smith, qui en a été assurément l'écrivain le plus spirituel et le plus vif. Il eut tout de suite pour associés M. Jeffrey, M. Brougham, M. Horner, qui s'acquit bientôt à la chambre des communes une autorité universellement reconnue dans les questions financières et commerciales, et qu'une mort prématurée empêcha seule d'arriver aux positions les plus considérables. Walter Scott y travailla pendant les premiers temps; mais les tendances politiques de la *Revue d'Edimbourg* lui firent cesser sa collaboration. M. Sydney Smith ne fut à la tête de la rédaction que pendant une année; M. Jeffrey prit la direction du recueil en 1803 et ne la quitta qu'en 1829. Il en fut pendant toute cette période le rédacteur le plus assidu. Il y a tel numéro dans lequel j'ai compté jusqu'à quatre ou cinq articles de sa plume. Élu, en 1829, doyen de l'ordre des avocats d'Édimbourg, il ne crut pas pouvoir concilier la dignité qui venait de lui être conférée à l'unanimité par ses confrères avec la position de directeur d'un journal de parti, et il résigna ses fonctions d'*editor*. Il cessa aussi de prendre une part active à la rédaction : il n'a pas écrit depuis lors pour l'*Edinburgh Review* plus de quatre articles. Les positions élevées qu'il occupa bientôt après dans la magistrature durent naturellement ralentir sa collaboration. Édimbourg l'envoya en 1831 à la chambre des communes; il fit partie de l'administration de lord Grey comme *lord-advocate* (procureur-général) d'Écosse. Sa carrière parlementaire fut de courte durée. Une immense réputation d'écrivain l'avait devancé à la chambre des communes; ses amis, ses compatriotes, témoins de ses succès au barreau d'Édimbourg, lui présageaient d'éclatans triomphes oratoires sur la première scène politique du royaume-uni. La curiosité, les grandes espérances qui s'attachaient à son début parlementaire lui furent nuisibles : quoique doué d'une extraordinaire facilité de parole, il n'obtint auprès de l'auditoire des communes qu'un succès d'estime, ce qui était un échec, comparé aux succès d'enthousiasme que les journaux écossais avaient promis. Je crois que M. Jeffrey commençait trop tard sa carrière parlementaire. Sur une assemblée composée comme la chambre des communes, c'est par une argumentation vive, mais familière, et dont il faut combiner d'ailleurs les évolutions rapides sous le feu des mobiles impressions de l'auditoire, que la parole acquiert un ascendant assuré. Or, la nature d'éloquence qui réussit le plus sur les assemblées politiques, ce talent de la discussion pratique, que les Anglais définissent d'un mot en donnant à ceux qui en sont doués le nom de *debater*, est rarement innée; elle ne s'ac-

quiert ordinairement que par l'habitude. De notre temps, il n'y a que lord Stanley qui soit né *debater*. Burke, le plus éloquent pamphlétaire, le plus grand écrivain politique que l'Angleterre ait produit, ne l'a jamais été. Aussi faisait-il peu d'impression sur la chambre; les bancs se dégarnissaient et l'on allait dîner lorsqu'il prenait la parole. Erskine échoua au parlement après de magnifiques succès au barreau. Fox devint un *debater* consommé; mais pour arriver à cette supériorité, pendant les cinq premières années qu'il passa à la chambre, il se fit une loi (qu'il observa) de prendre la parole au moins une fois tous les soirs. M. Jeffrey ne fut pas tenté de commencer si tard ce difficile apprentissage. Maître du premier rang ailleurs, la région du second ordre ne pouvait lui convenir à la chambre des communes : il en sortit en 1835 pour prendre le poste de juge de la cour de session d'Écosse qu'il remplit aujourd'hui.

J'ai dit comment a fini la carrière active de M. Jeffrey avant de parler des circonstances qui en décidèrent la direction. Parmi celles-ci, je crois devoir compter en première ligne le caractère particulier de la ville où il est né, de la société au milieu de laquelle il s'est formé. Édimbourg présentait, à la fin du XVIIIe siècle surtout, l'ensemble de conditions le plus propre à placer la jeunesse distinguée dans cet heureux milieu qui la provoque à développer les forces vives qui sont en elle, en même temps qu'elle lui apprend à les diriger et à les régler. Comme capitale de l'Écosse, cette ville était le siége des premières fonctions administratives et le séjour habituel de la haute aristocratie du pays. Par son université, elle attirait dans son sein les esprits les plus éminens dans les sciences, dans la philosophie et dans les lettres. Les deux aristocraties, celle de la naissance et de la fortune, et celle de l'intelligence, s'y rencontraient donc et s'y mêlaient avec une considération et un empressement mutuels. C'est à cette liaison du monde et des lettres que Hume et Robertson avaient formée au nom de celles-ci, que continuèrent Henri Mackenzie, les professeurs Fergusson, Dugald Stewart, Playfair, et plus tard Walter Scott, M. Jeffrey lui-même et d'autres hommes de mérite trop peu connus hors d'Angleterre pour que je les nomme; c'est à cette liaison assurément que la société d'Édimbourg est redevable de la supériorité qu'elle a conservée sur les autres villes du royaume-uni. Édimbourg était même en meilleure position que Londres, pour que ce rapprochement du monde et des lettres portât ses fruits. Le retentissement de la politique s'y faisait suffisamment sentir pour y entretenir la virilité des esprits, mais non pour les étourdir de son tumulte ou les

absorber dans la confuse mêlée de ses intrigues. On y était également à l'abri du grossier tapage de l'industrie et du commerce. La vie purement intellectuelle, la vie d'observation, de réflexion et de poésie, y trouvait ce repos, ce loisir, cet isolement des autres préoccupations, à la faveur desquels elle se déploie si volontiers. Au sein de cette société naturellement bien classée, on pouvait, dans la fréquentation assidue de cercles choisis, tirer des échanges intimes de la pensée ce renouvellement des forces de l'intelligence que les esprits supérieurs aiment et recherchent dans les rapports de cette nature. Ce caractère distingué de la société d'Édimbourg devait avoir une vive influence sur la jeunesse instruite de cette ville : il s'y reflétait en une généreuse ardeur pour les travaux d'imagination et de réflexion, en une active et féconde émulation de talent. De là ces *debating societies*, ces nombreuses associations de jeunes gens où l'on se réunissait pour se former aux discussions littéraires et politiques. Ce fut dans un cercle de ce genre que sir James Mackintosh rencontra notre Benjamin Constant, « Suisse de mœurs originales et de grand talent, » comme il dit dans son journal. Dans la plus remarquable de ces réunions, la *speculative society*, M. Jeffrey lia avec Walter Scott une étroite amitié. Ce que ces jeunes esprits gagnaient à ces exercices en étendue, en profondeur, en force et en souplesse, ils l'ont montré depuis. On peut dire que la *Revue d'Édimbourg* en est sortie; la *debating society* est bien reconnaissable dans l'origine de ce recueil.

La *revue critique*, telle qu'elle fut fondée par MM. Sydney Smith et Jeffrey, est en effet la discussion vaste et approfondie et le gouvernement représentatif pour ainsi dire introduits dans la littérature. Une entreprise semblable ne pouvait être tentée que par des esprits façonnés par les mœurs politiques d'un pays libre; elle devait bien l'être dans la situation nouvelle qui s'ouvrait à l'Angleterre au commencement de ce siècle. C'était l'époque où l'agitation imprimée aux idées depuis le ministère de lord Chatham commençait à avoir un retentissement large, profond, et qui ne devait plus s'arrêter, dans cette extension des classes moyennes, qui allait modifier la constitution de la société anglaise. Accrues, fortifiées, enrichies, remuées en tout sens par les progrès des intérêts industriels, que la guerre combinée avec les inventions mécaniques provoquait alors, les classes moyennes, en entrant d'une manière plus sérieuse et plus suivie dans le mouvement politique, allaient porter sur toutes choses une plus curieuse activité de pensée. Il fallait faire l'éducation de ce nouveau public créé par un mouvement politique. Des esprits fortifiés eux-mêmes par l'activité

politique s'en chargèrent et en étaient seuls capables; la *revue critique*, qui introduisait la division du travail et la discussion dans la sphère intellectuelle en ramenant tout aux intérêts présens, fut le moyen dont ils se servirent. S'ils sont arrivés à leurs fins, je le laisse dire à M. Jeffrey lui-même.

« La *Revue d'Édimbourg*, on le sait bien, écrit-il dans le court avertissement qui précède ses essais, visait haut dès le début; elle ne voulait pas se borner à l'humble tâche de prononcer sur le mérite littéraire des ouvrages qui se présentaient à elle; elle faisait profession d'approfondir les principes sur lesquels ses jugemens devaient s'appuyer, et d'exposer des vues larges et originales sur les questions auxquelles ces ouvrages pouvaient se rapporter. En somme, je pense qu'il est aujourd'hui généralement admis qu'elle a atteint le but qu'elle se proposait. Des erreurs nombreuses, quelques grosses étourderies, ont pu être commises; on s'est laissé entraîner à des excès par l'esprit de parti, par une présomptueuse confiance et une tendance trop vive au blâme. Malgré ces fautes, on accordera, je pense, que sur les grands objets que poursuit l'esprit humain, la *Revue d'Édimbourg* a réussi à familiariser le public avec des spéculations plus élevées, des vues plus profondes et plus étendues que celles auxquelles il était accoutumé; on accordera qu'elle a réussi à augmenter l'influence de cette sorte d'écrits périodiques, non-seulement dans ce pays, mais dans la plus grande partie de l'Europe, qu'elle a agrandi la capacité du public croissant auquel ces écrits s'adressent, et lui a donné un goût plus vif pour la forte nourriture qui lui était offerte alors pour la première fois.»

M. Jeffrey peut revendiquer avec un légitime orgueil la plus grande part de ce succès. Les quatre volumes qu'il vient de publier contiennent à peine le tiers de ce qu'il a écrit dans la *Revue d'Édimbourg;* la diversité des travaux qui y sont reproduits suffit pour donner une prodigieuse idée de l'ampleur et de l'activité de son esprit. Il n'y a qu'à citer les divisions sous lesquelles il les a classés : littérature générale et biographie littéraire, — histoire et mémoires historiques, — poésie, — psychologie, métaphysique et jurisprudence, — romans et œuvres d'imagination en prose, — politique générale, — mélanges. On voit que M. Jeffrey a porté à peu près sur tout l'esprit critique et l'analyse. On voit sur quelle variété d'objets, dans une société à laquelle la discussion des intérêts politiques imprime un puissant mouvement, l'esprit critique exerce et nourrit ses forces. Je ne veux pas discuter le classement que M. Jeffrey a cru devoir faire de ses essais; je les examinerai dans un ordre plus simple et plus logique,

distinguant les discussions purement littéraires de celles qui se rattachent à des intérêts moraux ou politiques, et des travaux qui intéressent purement la curiosité. Les essais de critique littéraire sont d'ailleurs ceux qui occupent la plus grande place dans ces volumes; ce sont également ceux qui ont le plus contribué à la renommée de l'auteur; ils doivent à ce titre attirer de préférence et d'abord notre attention.

La publication actuelle s'ouvre par un des articles les plus estimés de M. Jeffrey : une étude approfondie sur le goût et sur le beau. Un critique consciencieux et conséquent doit s'être mis scrupuleusement d'accord avec lui-même sur la portée et les droits de l'autorité dont il veut être l'organe, et avoir fixé un point solide où il puisse attacher avec assurance le fil de ses déductions. Rechercher la nature du beau et du goût, c'était précisément soumettre à cette épreuve les fondemens de la critique, puisque la prétention de la critique est d'être l'exercice le plus parfait de la faculté qui perçoit le beau. M. Jeffrey a rempli cette tâche avec la dextérité d'analyse et l'exactitude d'esprit qui distinguent les philosophes écossais, mais aussi avec une vigueur et un coloris de style que l'on n'est pas habitué à rencontrer chez les ingénieux psychologistes d'Édimbourg. Je n'indiquerai dans cette belle et longue dissertation que les idées qui peuvent faire comprendre les doctrines critiques de M. Jeffrey.

Définir philosophiquement le beau, c'est-à-dire la source de l'émotion poétique, n'est point un facile problème : il n'en est pas des sentimens qu'allument en nous les rayons du beau comme des impressions simples et immédiates qui nous arrivent par les sens, lesquelles se définissent elles-mêmes. Je parle du rouge, et j'explique la sensation que je désigne ainsi, je justifie le nom que je lui donne en montrant un objet rouge; mais le beau n'est pas défini par lui-même, puisque tous les hommes ne sont pas d'accord sur les sentimens dont ils attribuent l'origine à la beauté, puisque, tandis que la lumière est lumière pour tous, ce qui est trouvé beau par les uns est loin souvent de paraître tel aux autres, et qu'on pourrait dire pour la beauté ce que Pascal disait de la justice : « Un méridien en décide. » Cette diversité d'opinions indique déjà que la beauté n'est pas une propriété réelle des objets, s'adressant en nous d'une manière uniforme à un sens spécial et distinct : il suffit, pour s'en convaincre, de songer en combien d'objets différens nous en voyons le caractère. Les propriétés réelles et constitutives des choses sont identiques dans chacune de celles auxquelles elles sont communes. Je dis que la neige est blanche,

que le lis est blanc, et l'œil reconnaît, en effet, dans le lis et dans la neige la même propriété annoncée à l'esprit par le même mot. Il n'en est pas ainsi de la beauté. Dans un seul ordre, celui des formes, si je parle d'un beau vase, d'un bel arbre, d'une belle femme, où est, dans ces divers objets, le caractère identique qui détermine et révèle la beauté? Dans d'autres ordres encore, à quelle propriété commune et semblable reconnaissez-vous la beauté d'une belle fleur et d'une belle symphonie, d'un beau poème et d'un beau paysage? L'unité des sentimens qu'éveillent en nous des choses si différentes ne saurait donc être une propriété inhérente à ces choses : elle consiste en une sensation de plaisir que la présence de ces objets nous suggère; mais cette jouissance intérieure n'est pas un caractère suffisant pour déterminer la beauté, puisque nous n'appelons pas belles toutes les choses qui éveillent en nous des émotions agréables. Suivant M. Jeffrey, ce qui distinguerait la sensation du beau et l'émotion poétique, ce serait d'être le retentissement de plaisirs, d'émotions plus simples, antérieurement éprouvés. La beauté attribuée aux objets, au lieu de leur appartenir en propre, leur viendrait de sensations anciennes auxquelles ils demeureraient unis dans notre mémoire, soit qu'ils eussent été la cause immédiate de ces sensations, soit qu'ils leur eussent été indirectement et accidentellement associés : elle ne serait que le reflet de nos propres émotions; les objets qui nous plaisent comme beaux ne feraient ainsi que nous rendre, dans des combinaisons nouvelles et à travers des faces prismatiques, ces affections que nous aurions autrefois déposées en eux, ces effluves, ces émanations, ces irradiations de l'ame humaine, dont nous les aurions, pour ainsi dire, pénétrés, imprégnés et colorés.

M. Jeffrey indique avec une sagacité délicate ces sentimens premiers, dont les reflets nous attirent et nous charment dans la beauté, et il semble justifier complètement sa théorie en décrivant plusieurs des associations nécessaires ou accidentelles qui unissent ces sentimens aux objets. Ainsi, dans la beauté d'une jeune fille, ce n'est pas la combinaison de certaines formes, la réunion et l'harmonie de certaines couleurs en elles-mêmes que nous aimons : ce sont les qualités dont ces couleurs et ces formes sont pour nous l'expression si habituelle, que nous avons fini par les confondre avec elles; c'est l'épanouissement et la plénitude de la vie, c'est la première et pure fraîcheur des sentimens. Vous ne verriez pas la beauté dans ces ravissans sourires, s'ils étaient le langage de la douleur, ou si la nature y eût fait éclater la méchanceté au lieu d'y faire luire l'innocence; vous ne la verriez pas

dans ces couleurs où fleurissent à la fois la jeunesse et la pureté, dans ces regards où vous lisez l'intelligence, la vivacité, la tendresse, s'ils n'eussent jamais peint que les ruines de la vie, les dégradations du vice, ou l'humiliante insensibilité de l'idiotisme. Il en est de même de la nature morte. M. Jeffrey, interrogeant la réflexion en présence de paysages divers qu'il reproduit avec une heureuse richesse de pinceau, montre aisément que nous ne sentons, que nous n'aimons dans les beautés de la nature que les jouissances ou les peines dont l'humanité l'a comme peuplée et animée. C'est ce qui explique la diversité que l'on observe dans les types du beau suivant les temps et les latitudes : la beauté n'étant déterminée que par l'union souvent variable qui existe entre nos sympathies et les circonstances extérieures qui y sont attachées par l'habitude et le souvenir, les types extérieurs de la beauté doivent varier avec ces circonstances. De là les caractères particuliers qui distinguent les différens goûts nationaux dans les arts; c'est ainsi que les différences d'éducation et d'instruction modifient nos perceptions de la beauté : voilà pourquoi chaque homme a, suivant les circonstances de sa vie, des préférences de beauté et un goût personnel.

Je le répète, je ne fais qu'indiquer la pensée première de la théorie de M. Jeffrey, je ne peux le suivre dans les longs développemens par lesquels il la justifie; je ne la discuterai pas davantage, je n'examinerai pas si elle peut satisfaire ceux qui veulent suivre les racines de ce qu'ils appellent la philosophie de l'art jusque dans les plus subtiles origines métaphysiques, mais j'en accepte volontiers les conclusions : elles ont l'avantage de mettre fin à ces questions sur les règles absolues et invariables du goût, qui, comme le dit avec raison M. Jeffrey, ont été le prétexte de tant de débats impertinens. Si les choses ne sont pas belles en elles-mêmes, si elles ne sont belles qu'autant qu'elles servent à suggérer à l'ame les émotions qu'elle aime, il n'y a d'invariable dans la beauté que ce qui est invariable dans l'essence de notre nature, et l'indépendance des goûts est délivrée des entraves artificielles dans lesquelles d'étroits critiques avaient voulu la garrotter.

Ces larges idées sur les sources de l'émotion poétique ont permis à M. Jeffrey de conserver une libérale tolérance à l'égard des dissidences qui divisent les littératures des peuples européens. Cette tolérance n'était pas peu méritoire au commencement de ce siècle, avant que la révolution tentée par M. de Châteaubriand et Mme de Staël dans notre littérature fût devenue un fait irrévocable et consacré. Bien peu d'esprits pouvaient alors comprendre parmi nous que des nations

voisines, liées par des rapports quotidiens, arrivées au même degré de civilisation, nourries dans l'admiration et dans le respect des mêmes modèles antiques, suivissent en littérature des idées et des formes différentes. Ils ne voulaient expliquer ces divergences que par des infériorités naturelles, bien entendu qu'ils se réservaient à eux-mêmes et à leur pays le monopole du goût irréprochable. Cette présomption, qui s'était montrée si insolente à l'égard de Shakspeare et de la littérature anglaise, n'arrachait à M. Jeffrey aucune représaille. C'était avec le sang-froid du bon sens qu'il lui répondait. Nous reconnaissons sans doute des fautes dans Shakspeare, disait-il dans un article sur la *Littérature* de Mme de Staël, et il n'en vaudrait que mieux, s'il ne les avait pas; mais il y a des choses que les Français appellent des fautes et que nous considérons délibérément, nous, comme des beautés. Je crains qu'ici la discussion ne puisse admettre d'arrangement, parce que je donne raison aux deux parties, si elles sont sincères; le goût est la faculté de jouir des œuvres poétiques; le meilleur goût est celui qui procure le plus de jouissances. Les Anglais qui, comprenant le français aussi bien que leur langue, préfèrent cependant Shakspeare à Racine, n'ont pas de justification plus complète et plus décisive à alléguer de leur préférence que de l'avouer modestement et fermement; ils n'ont qu'à déclarer que leurs mœurs, leurs études et leurs occupations leur font goûter, à la plus riche variété d'images, à la flexibilité supérieure de ton, à l'imitation plus étroite de la nature, à la succession plus rapide des incidens et aux élans plus véhémens de passion que l'on rencontre dans l'auteur anglais, un plaisir beaucoup plus grand qu'à l'immuable majesté, à la composition travaillée et à la poésie épigrammatique du poète français. « Pour le goût de la nation anglaise, dit encore M. Jeffrey, je ne comprends pas qu'il soit besoin d'une autre apologie; et quoiqu'il pût être désirable qu'elle tombât d'accord avec ses voisins sur ce point aussi bien que sur beaucoup d'autres, je n'en sais aucun sur lequel leur dissidence entraîne moins d'inconvéniens. » Au moment où M. Jeffrey écrivait ces lignes, à la fin de 1812, il ne prévoyait pas sans doute que ce dissentiment, qui lui paraissait avec raison le moins fâcheux, dût si tôt disparaître, et fût même le seul qui pût s'évanouir tout-à-fait.

Si les idées de M. Jeffrey sur la beauté poétique lui permettaient de comprendre la variété des goûts en littérature, elles ne le conduisaient pas cependant à ce scepticisme qui justifie tous les caprices, qui légitime toutes les boutades de la fantaisie. Suivant lui, le but du poète doit être de procurer le plaisir poétique à un aussi grand

nombre de personnes que possible, mais surtout à celles qui, par leur éducation et leur position, semblent être appelées à régler le jugement des autres. C'est par conséquent le devoir du poète de rechercher ce qui plaît à ce public choisi, et de développer ses inventions dans les limites qui se peuvent déduire de cette recherche. Après avoir stipulé les droits de chacun et la liberté de conscience, pour ainsi dire, en littérature, M. Jeffrey, qui croit cependant qu'il y a un goût supérieur, un goût préférable, un bon goût, celui qui a les perceptions de beauté les plus puissantes et les plus nombreuses, et qui doit se rencontrer là où les affections dont le beau nous donne les reflets sont plus vives et plus exercées, M. Jeffrey place nécessairement ce bon goût sous la sauvegarde d'une aristocratie. Il aime mieux à cet égard peser les suffrages que les compter, et il émet formellement le doute, dans sa critique de *la Dame du Lac* de Walter Scott, que la poésie populaire soit communément la meilleure.

On a vu que, si M. Jeffrey accepte toutes les nationalités poétiques, ce n'est pas pour abdiquer le patriotisme littéraire : il porte aussi loin que possible la délicatesse et la fierté de ce patriotisme. Il y a pour lui un génie britannique, une muse tout anglaise, auxquels il réserve ses sympathies et son culte. C'est dans le mouvement littéraire qui précède les guerres civiles, dans l'âge que décorent les noms de Shakspeare, Bacon, Spenser, Hooker, Sydney, Taylor, Barrow, Milton, Cudworth et Hobbes, que M. Jeffrey voit fleurir dans sa vigueur et dans sa richesse ce véritable génie anglais. « Ce sont des œuvres de géans, dit-il en parlant des ouvrages de ces auteurs, et de géans d'une même famille : forts, intrépides, originaux, un caractère de *pur sang* (*raciness*) anglais les distingue de tout ce que l'on a produit depuis conformément aux modèles en honneur en Europe. » — « Cette profusion de pensées brillantes, dit-il ailleurs, d'images neuves, d'expressions splendides, dont ils ornaient et illuminaient même les matières les plus obscures et les plus difficiles, n'a jamais été égalée dans aucun âge, dans aucun pays, et place leur imagination au niveau de leur robuste raison et de leur vaste intelligence. La plupart de ces écrivains furent poètes dans le sens le plus élevé et le plus large du mot. Sans parler de ceux qui soumirent leur pensée à la mesure du vers, et se proposèrent pour but principal de plaire, je ne crains pas d'avancer qu'il y a dans chacun des in-folio de prose de Jeremy Taylor plus de belle fantaisie et d'images originales, plus de grandes pensées et d'expressions étincelantes, plus en un mot de ce qui est l'ame et le corps de la poésie, que dans toutes les odes et toutes les épopées qui

ont été écrites depuis en Europe... On ne saurait avoir une juste idée des richesses de notre langue et de notre génie, si l'on ne s'est familiarisé avec les prosateurs et les poètes de cette mémorable période. »

Cet essor du génie anglais fut interrompu par les guerres civiles. M. Jeffrey déplore et maudit l'invasion étrangère qui, à la restauration, l'arrêta et le proscrivit. Les Stuarts et leurs courtisans rapportèrent en Angleterre, avec les mœurs de la cour de Louis XIV, la poétique française. Plus spirituel, plus minutieusement attentif à sa toilette, portant une plus visible empreinte du travail de l'art, adopté, recommandé par la cour et le bon ton, le nouveau style s'imposa à l'Angleterre comme le style de l'Europe cultivée et le calque exact de celui de l'antiquité polie. M. Jeffrey ne méconnaît pas les services que put rendre l'école continentale : elle corrigea les grossièretés de la langue, elle en accrut la précision, elle en aiguisa le fil et la pointe, elle répandit sur toutes choses un ton de bon sens net et condensé; mais il ne lui pardonne pas d'avoir acheté ces qualités au prix des charmes les plus attrayans de la muse anglaise, d'avoir transformé cette muse, autrefois si tendre dans sa fierté farouche, si amoureuse des champs et de la nature, se livrant dans sa naïveté à des entraînemens si sublimes, révélant dans sa démarche inexpérimentée et fantasque de si éblouissantes beautés, en une grande dame prétentieuse et coquette, curieuse des ruses de l'esprit, oubliant les grands mouvemens de la passion et de la fantaisie pour les minauderies du babillage mondain et les subtiles évolutions de l'ironie, mettant le fard et la mouche à sa phrase musquée, au lieu de rafraîchir et de purifier ses couleurs aux vives brises de l'inspiration. M. Jeffrey définit sa répugnance pour cette école, dont Pope a été le représentant le plus accompli, en l'appelant une poésie de ville, de grand monde et de vie purement littéraire (*of town life*, *high life and literary life*), et il voit avec joie son règne finir au temps où les grandes affaires de l'Angleterre cessèrent de préoccuper l'aristocratie seule, lorsque l'esprit de la nation, l'esprit anglais, réveillé par de grands évènemens, répandit des courans de force et de vie dans toutes les artères de la littérature, lorsque Junius et Burke, du côté de la politique, rendirent à la prose des mouvemens plus amples et plus vigoureux, une voix plus mâle et plus retentissante, lorsque Cowper brisa le réseau artificiel où l'école continentale avait emprisonné la poésie. M. Jeffrey ne ferme pas les yeux sur les défauts de Cowper; « mais, dit-il, il y avait quelque chose de si délicieusement rafraîchissant à voir des phrases et des images naturelles déployer encore leurs graces libres, et balancer leurs cimes

vierges dans les jardins enchantés de la poésie, qu'il ne fallait pas songer à se plaindre des erreurs de son goût. »

Ce ne serait pas, je crois, hasarder une interprétation inexacte du patriotisme littéraire de M. Jeffrey, que de dire qu'au fond il n'est autre chose que l'amour de la franchise et de la sincérité dans l'art. Ainsi, accorder la liberté à l'invention, mais lui imposer le devoir de faire admettre le mérite de ses créations par la partie du public dont le jugement et les sentimens sont le plus développés et le plus cultivés, et de ne pas trahir la vérité de l'expression que veulent la nature, le génie national et la langue, par un calque servile des goûts étrangers ou par des formules artificielles, tels sont les principes élémentaires de la critique de M. Jeffrey.

Les progrès qu'ont fait faire dans notre siècle à la critique les esprits éminens, distingués, ingénieux, qui s'y sont appliqués, y ont marqué deux écoles, deux manières, qui se complètent l'une l'autre par des qualités opposées. Dans celle que, avec sa justesse habituelle d'intuition, l'écrivain qui en est, ce me semble, le fondateur, rattachait à l'école hollandaise, la poésie domine. C'est la fantaisie présentant et agitant elle-même le miroir devant les effets de l'œuvre qu'elle a aperçus avec la vive et sûre pénétration de l'instinct. Elle a d'admirables facultés de sympathie pour s'identifier ainsi aux œuvres qu'elle veut montrer : vous diriez qu'elle les recompose elle-même, à la finesse avec laquelle elle s'est assimilé et vous révèle les découvertes qu'elle y a faites. Le procédé dialectique l'emporte dans l'autre manière. Les effets de l'œuvre y sont plutôt discutés que montrés avec une amoureuse complaisance. Les combinaisons de caractères et de passions y sont décomposées, leurs rapports sont mesurés, leurs effets sont déduits. Le ton de cette critique ne saurait avoir la vivacité, la capricieuse souplesse de l'autre : elle traite en effet de la poésie comme d'une chose des plus sérieuses, comme d'une chose qui a tout droit à préoccuper gravement la réflexion et la raison. On ne peut appeler cette critique pédantesque que lorsqu'elle n'est pas profonde, que lorsqu'elle prononce ses jugemens sans en délibérer les motifs, lorsqu'elle veut s'imposer à vous de confiance au lieu de vous posséder par la persuasion, lorsqu'elle croit pouvoir remplacer la force indispensable de l'argument par l'exemple arbitrairement choisi des modèles ou par l'autorité illusoire d'une règle inexpliquée.

De ces deux manières, la seconde, on le devine, est celle de M. Jeffrey : si j'avais à me prononcer sur les deux, je n'en exclurais certainement aucune; mais il me semble que la méthode dialectique con-

viendrait mieux à l'appréciation des œuvres isolées, qui ont besoin, à leur entrée dans le monde, d'être contestées et discutées, et je réserverais l'autre pour l'appréciation de l'œuvre entière du poète, pour la vue d'ensemble à jeter sur la portée générale, sur l'harmonie, sur la nature intime et particulière de ses compositions, que l'on mettrait dans leur vrai jour en les éclairant par la vie et le caractère de l'auteur. Les essais de M. Jeffrey ont ordinairement pour objet les œuvres isolées : la discussion y a la première place. Après ses travaux, il resterait encore à faire, sur chacun des poètes dont il a discuté les créations, l'étude d'ensemble et le portrait, qui parfois pourraient, je pense, heureusement modifier ou compléter les arrêts portés sur les œuvres séparées. La biographie littéraire et le portrait tels que je les conçois ici ne seraient pas d'ailleurs dans la nature du talent de M. Jeffrey. Le critique écossais ne paraît pas avoir cette sorte de passion nécessaire au portraitiste littéraire, qui le porte, pour s'approprier complètement une physionomie, à s'effacer et à chercher en quelque sorte à vivre lui-même dans le modèle qui pose devant lui. M. Jeffrey ne s'oublie pas ainsi en face de l'objet de son observation. Il y a dans les volumes qu'il vient de publier plusieurs travaux qui prêtaient à ce genre, les articles sur Swift, sur Cowper, sur Burns, par exemple; mais on y entend toujours le juge moraliste, lorsque ce n'est pas le juge littéraire qui parle.

En revanche, M. Jeffrey a les meilleures qualités du critique dialecticien. Sa pensée est mâle, juste et modérée comme le bon sens; il a la main ferme et sûre dans l'analyse; il est assez maître de son style nerveux et ample, nourri à l'école des prosateurs du XVIIe siècle, pour le laisser traduire en grandes images les sentimens que la beauté poétique qu'il analyse lui inspire, ou prendre les allures élégantes que l'esprit suggère, sans que le souci de l'expression le détourne de la ligne logique qu'il s'est tracée. Cette sûreté avec laquelle M. Jeffrey s'avance dans la déduction logique de sa pensée me frappe peut-être surtout parce qu'elle est une des qualités que l'esprit français, malgré sa renommée de netteté, est le plus en péril de perdre dans la critique. En aucun pays, depuis Balzac, Voiture et les *cabinets d'Arténice* jusqu'à nos jours, on n'a, dans les salons, ou la plume à la main, autant sacrifié qu'en celui-ci à l'épigramme, au bon mot, au trait. Je ne sais vraiment pas si, parmi nous, la chute du sonnet d'Oronte a jamais perdu son procès contre le misanthrope : il me semble qu'en toutes choses c'est toujours à cette fine chute que nous visons. Dans une nation comme la nôtre, chez laquelle la causerie a été si long-temps

un des exercices les plus goûtés de l'esprit, il était impossible que la préoccupation du bon mot ne prît cet ascendant, et il est tout naturel qu'en écrivant sur les choses de l'esprit, on fût perpétuellement agité de la sollicitude du trait épigrammatique. Benjamin Constant en voulait même au bon mot d'interrompre dans la causerie le fil des pensées sérieuses : il disait que c'est un coup de fusil que l'on tire aux idées des autres, et qui abat la conversation. Il me semble qu'on peut être indulgent pour cette aimable mousqueterie dans la conversation, car elle y rend souvent le service d'abattre de peu regrettables sottises; mais en écrivant, pour peu qu'on n'y prenne garde, le bon mot est un coup de fusil qu'on tire à ses propres idées. Le jugement perd sa voie, chancelle, et difficilement revient à son but.

Le signe irrécusable du succès pour la critique dialectique, c'est, lorsqu'elle est servie par une intelligence vaste, par un sens droit, par un style robuste et souple, la domination mêlée de terreur qu'elle exerce. M. Jeffrey a largement moissonné ce genre de succès. Il s'est fait craindre autant qu'estimer des premiers poètes de son temps. Cet ascendant redouté se conquiert surtout par la hardiesse des agressions et par l'opiniâtreté des luttes; aussi est-ce une inestimable fortune pour un critique de rencontrer devant lui un poète ou une école qui froisse le bon sens par l'exagération de tendances systématiques, qui jette à la censure d'irritans et continuels défis avec une obstination superbe, et qui ait d'ailleurs assez d'élévation de talent pour qu'il ne soit pas sans gloire de lui faire une guerre rude et prolongée. Cette bonne fortune n'a pas manqué non plus à M. Jeffrey. L'école des *lakists* lui a fourni l'occasion d'assurer et de maintenir son autorité en entretenant ses forces militantes. Il a été sévère jusqu'à la cruauté contre Wordsworth, Coleridge et Southey. Il a continuellement poursuivi de ses argumens et de ses sarcasmes leurs excentricités poétiques. Ce n'est pas qu'il méconnût leurs talens, qui justifiaient, comme il l'a écrit, l'anxiété éprouvée pour leur renommée par les admirateurs de Shakspeare et de Milton. Il savait aimer la douce sensibilité, la tendresse d'ame de Wordsworth; il proclamait la richesse d'imagination, la variété et la puissance d'expression de Southey; il avait admiré dans sa conversation même, qui paraît avoir été une des plus remarquables de ce siècle, la chaleur d'esprit, l'éblouissante éloquence de Coleridge. Mais il reprochait à ces poètes, à Wordsworth surtout, la fadeur de leurs pastorales, l'emphatique solennité qu'ils donnaient aux choses et aux pensées les plus puériles; à Southey, la redondance souvent vide de ses amplifications outrées; à

Coleridge, cette tendance, qu'il tenait du mauvais germanisme, à chercher la profondeur sous des mots dont la creuse sonorité impatiente les bons esprits, auxquels elle fait plus vivement sentir l'absence de la pensée. Il ne pardonna jamais à cette école son affectation prétentieuse et ses mystiques et dédaigneuses manières de secte et de petite église. M. Jeffrey n'a reproduit dans la réimpression actuelle aucun de ses articles sur Coleridge, avec lequel la lutte devint personnelle. Il en est un cependant, le plus véhément de tous, celui qu'il publia à propos de la *Biographia litteraria* de cet écrivain, et où il avait à repousser des attaques directes, que je regrette pour une esquisse du caractère et du talent de Burke, qui me paraît devoir figurer parmi les plus excellentes pages de M. Jeffrey. Il y a dans ces volumes deux articles sur Wordsworth (l'un sur *l'Excursion*, l'autre sur le *White Doe*), et un article sur le *Roderick* de Southey. M. Jeffrey les a reproduits parce que ce sont ceux où il a mis le plus de bonne volonté à signaler les beautés réelles de ces poètes, où il s'est le plus relâché de sa sévérité habituelle.

Rien n'était plus opposé à l'exagération, à l'emphase, aux ambitieuses singularités, au mysticisme, à tout ce côté faux de l'école des lacs, contre lequel M. Jeffrey protestait au nom de la saine nature, que la poésie de Crabbe. Le modeste *curate*, dont Burke protégea les premiers efforts, dont Fox mourant lisait le *Parish Register*, encore inédit, n'a pas eu de plus zélé patron que M. Jeffrey. Il occupe dans la publication actuelle une place plus considérable qu'aucun des poètes ses contemporains. M. Jeffrey persiste à penser aujourd'hui encore qu'on n'a pas rendu à l'auteur du *Borough* et des *Tales of the Hall* toute la justice qu'il mérite; il croit remplir un devoir envers la renommée de Crabbe en reproduisant les appréciations qu'il avait consacrées à ses œuvres; il est convaincu que cet observateur exquis a déployé dans le dessin de ses sobres esquisses assez d'imagination et de grace pour leur assurer une admiration prolongée. Il semble en effet que Crabbe, en dégageant avec une attention si scrupuleuse des régions obscures de l'existence la poésie qu'elles recèlent, ait acquis des titres à une sympathie durable auprès d'un public nombreux. Ces labeurs pénibles qui n'aboutissent qu'à des moissons insuffisantes, ces luttes qui ne connaissent d'autres repos que l'accablement des lassitudes, ces espérances dont l'essaim tremblant fuit et se disperse sans cesse, ces joies dont des sueurs ou des larmes mal essuyées semblent tremper de tristesse les ternes et vacillantes lueurs, et à travers tout cela les passions nouant au hasard leurs racines désor-

données, tordant leurs rameaux désolés comme des plantes qui se sont trompées de climat et ne portent que des fleurs étiolées et des fruits amers; — ces misères réelles, que Crabbe reproduit habituellement sur le canevas de sa poésie, doivent éveiller l'émotion en plus d'un cœur, depuis les classes populaires jusque bien avant dans la partie de la société que les Anglais nous ont appris à appeler les classes moyennes. On a reproché à Crabbe la désespérante uniformité de ses tableaux. Sans doute, en peignant des détails qu'il avait si bien observés, il ne s'est pas toujours arrêté à la limite au-delà de laquelle ils deviennent repoussans, mais on ne contestera jamais la vérité de ses représentations. Ceux de nos socialistes qui ont eu l'idée d'introduire le peuple dans la littérature trouveraient en lui à cet égard d'utiles leçons. S'ils avaient, comme l'honnête *clergyman* de Trowbridge, ce que la Bible appelle l'intelligence du pauvre, s'ils observaient avec une consciencieuse exactitude les souffrances du peuple, s'ils en reproduisaient avec sincérité l'origine et l'histoire, il sortirait de leurs études, comme de celles de Crabbe, une moralité bien autrement puissante que les syllogismes socialistes : au lieu de demander à un remaniement chimérique de la société l'extinction de la misère, ils chercheraient dans la discipline éprouvée d'une morale vraiment religieuse le moyen de combattre le vice, de redresser les habitudes, de diriger les passions, et d'élever l'ame purifiée au-dessus des dégradations de la pauvreté.

M. Jeffrey s'était montré si sévère contre le libertinage de jeunesse auquel Moore s'était laissé aller dans ses premiers essais, que le pétulant poète répliqua par un cartel à la mercuriale du critique. L'intervention de la police empêcha cette égratignure de plume de faire couler réellement du sang. Le résultat singulier et heureux de ce duel avorté, auquel Byron fit une maligne allusion dans sa satire des critiques écossais et des poètes anglais, fut d'être la cause de l'intime amitié qui se forma plus tard entre le grand seigneur poète et Moore. M. Moore et M. Jeffrey ne restèrent pas long-temps ennemis. L'auteur des *Mélodies irlandaises* devint lui-même un des rédacteurs de la *Revue d'Édimbourg*, et M. Jeffrey accueillit *Lalla Rookh* par un brillant article qu'il a réimprimé. C'était un mérite de M. Jeffrey de savoir conserver son impartialité envers ses amis; c'était un de ses plus précieux talens de leur signaler tout d'abord, par un avertissement finement enchâssé dans de légitimes éloges, la mauvaise pente de leur manière : il ne perdit pas ce mérite, et montra bien ce talent dans l'appréciation de *Lalla Rookh*. Il reconnut la verve de coloris vraiment

orientale déployée par Moore, il se déclara émerveillé de l'étincelante joaillerie d'images et des scintillantes ciselures dont le poète irlandais avait surchargé les détails de son œuvre; mais il avoua que ce poème péchait par l'excès de ses qualités, comme toutes les œuvres qui manquent l'effet en l'outrant, qu'il fatiguait le regard de l'imagination à force de l'éblouir, qu'il ne surprenait l'admiration qu'en inspirant l'étonnement, qu'il s'adressait trop à l'esprit au lieu de s'attacher le cœur par de vives et durables sympathies.

Cet équilibre parfait des qualités poétiques rêvé par les critiques, et dont on composerait l'idéal en éliminant tous les défauts qu'ils censurent, il semble que M. Jeffrey l'ait trouvé dans Campbell. Il ne pouvait reprendre dans l'auteur de *Gertrude de Wyoming* ni les pompeuses puérilités des lakistes, ni l'exubérance de couleur de Moore, ni la dureté de Crabbe, ni les négligences et les vulgarités de Walter Scott, ni la sombre monotonie de Byron; mais l'absence des grands vices ne donne pas les grandes vertus. Malgré la douce harmonie qui existe entre la délicatesse de sa sensibilité et l'élégante pureté de son style, Campbell n'attirera ni autant, ni aussi long-temps l'attention que les poètes que nous venons de citer. Je ne suis pas étonné d'ailleurs de l'espèce de prédilection du critique de la *Revue d'Edimbourg* pour l'irréprochable Campbell, lorsque je vois Byron, marquant les places qu'avaient dans son estime les poètes ses contemporains, écrire le nom de Campbell le premier sur la liste, dans laquelle il ne comptait pas, il est vrai, Walter Scott, qu'il mettait hors de ligne, et où il ne parlait pas non plus de lui-même.

M. Jeffrey avait été de bonne heure l'ami de Walter Scott. Il avait débuté au barreau à peu près à la même époque que l'illustre poète. Dans une séance de la *speculative society*, après lui avoir entendu lire un morceau sur les ballades, je crois, il eut le désir de lui être présenté : il alla le voir le lendemain et le trouva dans un petit cabinet encombré de livres en désordre : ils se donnèrent rendez-vous pour la soirée dans une taverne où ils soupèrent ensemble. Tel fut le commencement de l'amitié qui unit les deux écrivains les plus remarquables de leur temps qu'Edimbourg ait produits. On présume bien que cette amitié entre deux hommes qui avaient mutuellement pressenti leur mérite ne dut pas s'éteindre lorsque la célébrité leur arrivant vint ratifier l'opinion qu'ils avaient, obscurs encore, conçue l'un de l'autre. Lorsque Jeffrey était dans la gloire de ses premiers succès à la *Revue d'Edimbourg*, une personne qui le vit un jour chez Walter Scott raconte que le romancier excitait, avec une sorte

de plaisir et d'orgueil fraternel, le critique à déployer les brillantes qualités qui le distinguaient dans la causerie. De longues années après, en 1827, quoique séparés par de profonds dissentimens politiques, je vois Walter Scott témoigner le même goût pour la société de M. Jeffrey. « Je ne sais d'où cela vient, écrit-il à propos d'un dîner qu'ils avaient fait ensemble, mais lorsque je me trouve avec mes amis de l'opposition, la journée m'est beaucoup plus agréable que si je suis avec les nôtres. Est-ce parce que ce sont de plus habiles gens? Jeffrey et..... sont à coup sûr des hommes extraordinaires, etc. » Si les dissidences d'opinions n'avaient pas altéré leurs sentimens mutuels, elles avaient cependant modifié leurs rapports. Walter Scott, je l'ai déjà dit, prenait part dans le principe à la rédaction de la *Revue d'Edimbourg;* mais la fougue avec laquelle ses collaborateurs se jetèrent dans le parti whig effaroucha le loyalisme tory qu'il avait reçu avec le sang de ses ancêtres jacobites. Plusieurs fois il fit des représentations à M. Jeffrey sur les tendances de la *Revue*. M. Jeffrey avouait que l'ardeur juvénile de ses associés les emportait quelquefois trop loin; mais il ajoutait qu'il lui était impossible de prévenir ces écarts, et se comparait à un roi féodal investi seulement d'un léger contrôle sur ses grands vassaux, et ne pouvant les empêcher de faire de temps en temps un peu de guerre pour le compte de leurs opinions ou de leurs ressentimens personnels. Walter Scott aurait voulu alors qu'on donnât une moindre place à la politique, qu'on fît de la littérature le principal fonds du recueil. M. Jeffrey répondait qu'avec l'influence politique que la *Revue* avait déjà acquise, suivre ce conseil serait s'exposer à compromettre son autorité littéraire elle-même. « La *Revue*, disait-il familièrement, marche sur deux jambes; la littérature est l'une des deux sans doute, mais c'est la politique qui est la jambe droite. » Enfin un violent article de M. Brougham sur l'occupation de l'Espagne par les Français blessa trop rudement les susceptibilités politiques de Walter Scott pour lui permettre de continuer sa collaboration. Séparé de la *Revue d'Edimbourg,* il entra avec chaleur dans le plan alors préparé à Londres, sous l'influence de M. Canning, pour opposer à ce recueil une publication rivale, et il fut un des plus zélés fondateurs du *Quarterly*.

Ni leur amitié, ni cette rupture de leurs rapports littéraires, qui avait abouti à créer à la *Revue d'Édimbourg* une redoutable concurrence, n'ont rien enlevé à la critique de M. Jeffrey, à l'égard de Walter Scott, de son indépendance et de sa justice; elles lui ont plutôt donné une délicatesse de touche qui est loin assurément d'en diminuer la

précision et le mérite. La critique de *la Dame du Lac* est, à ce point de vue, un chef-d'œuvre de dextérité. Le succès de ce poème était incontestable; il s'en était déjà vendu plus de trente mille exemplaires lorsque M. Jeffrey en rendit compte. Sa décision ne pouvait plus agir sur la fortune du livre. Le public avait prononcé l'arrêt : M. Jeffrey prit le parti de le commenter, et il se servit précisément de cet arrêt même pour expliquer la nature du talent de Scott. Il se demanda d'abord jusqu'à quel point la popularité, en littérature, implique le mérite, et il démontra que la meilleure poésie ne devait ordinairement être goûtée que du petit nombre : il rechercha ensuite quelles sont les qualités poétiques les plus propres à attacher la sympathie populaire, et montra que ce n'est pas assurément l'élégance, la finesse, l'originalité, la fantaisie, la profondeur. « Le style populaire, disait-il, est celui qui apporte plutôt dans ses images et dans ses descriptions une grande variété et de l'éclat qu'un fini exquis, celui qui effleure beaucoup de passions, sans en élever aucune assez haut pour dépasser la portée des hommes ordinaires ou sans s'y arrêter assez long-temps pour épuiser leur patience. » — Arrivant à l'appréciation de Walter Scott : « M. Scott, se demandait-il, a-t-il à ce sujet la même opinion que nous, et a-t-il à dessein conformé sa pratique à sa théorie? ou bien les caractères de ses compositions découlent-ils simplement des tendances naturelles de son génie? Nous n'avons pas la présomption d'en décider; mais qu'il ait fait usage des recettes que nous avons indiquées pour la popularité, cela nous paraît évident, et nous ne savons rien de plus curieux que l'adresse singulière ou la bonne fortune avec laquelle il a concilié ses titres à la faveur populaire avec ses prétentions à une admiration plus distinguée. Confiant dans la force et l'originalité de son génie, il n'a pas craint de se servir de lieux communs d'expression et de sentiment, toutes les fois qu'ils lui ont paru beaux et de nature à faire impression, les employant toujours néanmoins avec l'habileté et la verve d'un inventeur... Le grand secret et le principal caractère de sa poésie nous paraissent consister en ceci : qu'il a fait usage de choses, d'images et d'expressions communes plus qu'aucun poète original de nos jours, et qu'en même temps il a déployé plus de génie et d'originalité qu'aucun auteur récent qui ait travaillé sur les mêmes matériaux : par ce dernier trait, il a acquis des titres à l'admiration de toutes les classes de lecteurs; par le premier, il s'est recommandé d'une manière spéciale aux inhabiles, au risque d'offenser légèrement quelquefois les plus cultivés et les plus difficiles. » Je ne cite ici que l'énoncé de la pensée de M. Jeffrey, je

ne peux le suivre dans les développemens ingénieux et piquans par lesquels il la justifie. Est-ce le blâme, est-ce l'éloge? se demande-t-on à la fin de cette analyse, où les défauts du poète sont si adroitement accusés par le relief même donné à ses qualités. L'éloge à coup sûr ne manque pas. Il s'y trouve également assez de sincérité pour que le tempérament irritable de plus d'un poète de notre connaissance y eût découvert de perfides noirceurs. Je crois que les juges impartiaux et Walter Scott lui-même n'y ont vu que la vérité, et ce n'est pas un petit mérite, du moins à nos yeux (à des yeux français), de dire la vérité sur un ami.

D'ailleurs, si M. Jeffrey n'a jamais craint de reprendre dans Walter Scott les négligences, les imperfections, les trivialités même de la forme, personne n'a mieux apprécié que lui ce fécond et facile génie qui, en cinq ans, dans la maturité de l'âge, produisait des créations aussi originales et aussi diverses que *Waverley*, *Guy Mannering*, les *Contes de mon Hôte*, *l'Antiquaire*, *Rob Roy*, *Ivanhoë*. L'admiration de Walter Scott est présente dans tous les essais que M. Jeffrey a consacrés à la littérature contemporaine.

Byron est le poète sur lequel la critique a exercé le plus d'influence; je ne me sers peut-être pas du mot propre, mais j'expliquerai ma pensée avec les paroles mêmes de Byron. « Personne n'a pu être plus fier des éloges de la *Revue d'Édimbourg* que je ne le fus, ou plus sensible à sa censure. » Jusqu'où alla sa sensibilité à l'égard de cette censure, la satire des bardes anglais et des critiques écossais le dit suffisamment. On se rappelle que cette boutade de colère fut inspirée par la critique dédaigneuse que la *Revue d'Édimbourg* avait faite des premiers essais du jeune lord. « Je sais par expérience, écrivait Byron à Murray (à propos de la mort du jeune poète John Keats, qu'on attribuait à l'effet d'une sévère critique du *Quarterly*), je sais qu'un article hostile est aussi dur à avaler que la ciguë; celui qu'on fit sur moi (et qui provoqua *les Bardes anglais*, etc.) m'abattit, mais je me relevai. Au lieu de me rompre un vaisseau, je bus trois bouteilles de vin et commençai une réponse, quoique l'article ne m'eût rien offert qui pût me donner le droit de frapper Jeffrey d'une façon honorable. » Lord Byron attribuait à tort cet article à M. Jeffrey; plusieurs fois d'ailleurs il a manifesté un vif repentir de l'emportement auquel il s'était laissé aller contre le célèbre critique; sur un exemplaire de cette satire qui appartenait à M. Murray, il écrivait en marge, quelques années après, à côté des invectives lancées à l'adresse de M. Jeffrey : « Cela n'est pas juste. » — « Trop féroce. » — « C'est de la folie toute

pure, etc. » Mais il est curieux d'observer dans sa correspondance par quelle progression il revint complètement de ses premiers ressentimens contre le rédacteur de la *Revue d'Edimbourg*. Il y a dans la manière dont il exprime les impressions que lui font éprouver les jugemens, désormais bienveillans, portés sur ses œuvres par la *Revue* si redoutée, un ton de naïve franchise et de bon naturel qui charme et qui touche, surtout lorsqu'on voit de quelles ombres restrictives la *Revue* tempérait presque toujours ses éloges. On ne me reprochera pas, je pense, de recueillir ici ces aveux, qui peuvent d'ailleurs ne pas être indifférens dans une appréciation de M. Jeffrey. L'article de l'*Edinburgh* sur *le Giaour* parut peu de temps après le mariage de M. Jeffrey. « Jeffrey est allé en Amérique, écrivait Byron, qui ne s'attendait pas à être aussi bien traité, épouser une belle dont il était éperdument amoureux depuis plusieurs années... L'article sur *le Giaour* doit avoir été écrit par Jeffrey amoureux. » On peut juger de l'effet que produisit sur lui cet article par une phrase de son journal : « Excepté l'*Edinburgh*, rien ne m'a fait autant de plaisir que le billet de mistress Inchbald à Rogers, à propos du *Giaour*. » Revenu de sa première surprise, il écrivait quelque temps après d'un ton plus sérieux : « J'ai lu le numéro de la *Revue d'Edimbourg* qui vient de paraître; on m'y fait un fort beau compliment. Je ne sais si cela est très honorable pour moi, mais cela fait assurément beaucoup d'honneur à l'auteur, parce qu'il m'avait auparavant amèrement critiqué. Bien des gens rétracteraient des éloges; il n'y a qu'un homme de beaucoup d'esprit qui sache rétracter un jugement défavorable. J'ai souvent, depuis mon retour en Angleterre, entendu vanter Jeffrey par ceux qui le connaissent pour autre chose que ses talens; je l'admire, non pour les éloges qu'il m'a donnés, on m'a tant prodigué d'éloges et de censures, que l'habitude m'y a rendu indifférent autant qu'on peut l'être à vingt-six ans, mais parce qu'il est le seul homme capable d'en agir ainsi après les rapports que nous avons eus ensemble..... La hauteur à laquelle il s'est élevé ne lui a pas donné de vertiges. Un homme de peu de talent eût persisté jusqu'à la fin dans son système de critique. Quant à la justice des éloges qu'il a faits, c'est une affaire de goût; bien des gens la mettent en question. » — « Je fais le plus grand cas de l'approbation qu'il veut bien m'accorder, disait-il dans une autre lettre; ce sont les éloges d'hommes tels que lui qui donnent du prix à la renommée. » A propos du compte-rendu de *Lara*, il écrivait à Moore : « Le n° 45 de la *Revue d'Édimbourg* a paru. Je suppose que vous l'avez reçu. Jeffrey n'y est que trop indul-

gent pour moi, et je commence à me croire un faisan doré et à me rengorger sous le beau plumage dont il lui a plu de me revêtir. » Dans le courant de l'année 1815, ce retour de sentimens alla si loin, que Byron médita de faire un voyage à Édimbourg avec Moore, afin de s'y lier personnellement avec son critique. « Vous et moi (sans nos femmes), écrivait-il à Moore, prendrons notre vol vers Édimbourg pour aller embrasser Jeffrey. » Ce projet ne put se réaliser. Il y eut l'année suivante dans la *Revue* une violente critique du *Christabel* de Coleridge; Byron ayant patroné cet ouvrage de ses éloges, quelques traits de la censure rejaillissaient sur lui; il ne s'en montra pas blessé. « Je suis très fâché que Jeffrey ait attaqué Coleridge, dit-il, car le pauvre diable en souffrira moralement et du côté de la bourse. Quant à moi, il est bien libre. — Je n'en estimerai pas moins Jeffrey, malgré tout ce qu'il pourra dire contre moi ou mes ouvrages à l'avenir. » Et en 1817, sur l'appréciation du troisième chant de *Childe-Harold*, il écrivait à Moore : « Je suis parfaitement content de l'article de Jeffrey, et je vous prie de le lui dire, en lui présentant mes souvenirs, non que je suppose qu'il lui importe ou qu'il lui ait jamais importé que je sois satisfait de lui, mais c'est une simple politesse de la part de quelqu'un qui n'a encore eu avec lui que de simples relations de bienveillance, mais qui pourra bien faire sa connaissance quelque jour. Je voudrais aussi que vous ajoutassiez ce que vous savez fort bien : c'est que je n'ai jamais été et ne suis pas même à présent l'homme sombre et misanthrope pour lequel il me prend, mais un joyeux compagnon, fort à mon aise avec mes amis intimes, et aussi loquace et aussi enjoué que si j'étais un bien plus habile homme. »

Il y avait une réelle bonté d'ame, dans un poète comme Byron, à se montrer si heureux des éloges de Jeffrey, et à se contenter de relever ses critiques sur le ton de légèreté enjouée qu'on vient de voir. M. Jeffrey louait, il est vrai, dignement son style, ce style patricien dont Walter Scott écrivait qu'il avait fondé une sorte de chambre haute dans la poésie. « De tous les écrivains vivans, disait-il en l'opposant comme contraste aux lakistes, il est le plus concis et le plus condensé. Dans ses vers nerveux et mâles, on ne trouve ni amplification laborieuse de sentimens communs, ni de ces petits mots polis avec une coquetterie mesquine, et j'espère que le brillant succès qui a récompensé son dédain pour ces pitoyables artifices couvrira pour toujours de confusion cette race de poètes gémissans et vains, qui peuvent vivre, durant un demi-volume, sur une seule pensée, et couvrir plusieurs pages in-quarto des détails d'une description ennuyeuse. Dans

lord Byron, au contraire, nous avons un jaillissement incessant de fantaisies abondantes et pressées, — un jet perpétuel d'images fraîches écloses qui semblent naître de l'explosion soudaine des émotions qui débordent en lui, et donnent à son style, parfois abrupte et irrégulier, une force et un charme qui réalisent souvent tout ce que l'on dit de l'inspiration. » Mais il lui reprochait la désolante uniformité de ses conceptions mystérieuses : ce sont toujours les mêmes sentimens, disait Jeffrey de la poésie de Byron, et ses portraits, avec quelques modifications légères dans la draperie et dans l'attitude, sont tous copiés du même modèle. C'est toujours la même teinte voluptueuse à la surface, et au cœur la même plaie de misanthropie; Byron ne peut reproduire les changemens d'une vie variée, ou se transporter dans la condition des caractères infinis dans leur diversité qui doivent peupler la poésie comme le monde. L'intense énergie de ses sentimens, la superbe hauteur de sa nature ou de son génie, l'empêchent de descendre à cette identification. Il se complaît à peindre une exaltation maladive, une sorte de sublimité démoniaque, empreinte des traits de l'archange déchu. Il est presque toujours préoccupé de l'image d'un être dévoré par de violentes passions, déchiré par le souvenir des catastrophes qu'elles ont causées, et, bien que s'étant consumé à les assouvir, impuissant à soutenir le fardeau d'une existence qu'elles cesseraient d'animer; plein d'orgueil, altéré de vengeance et endurci, méprisant la vie et la mort, et l'humanité et lui-même, et foulant aux pieds dans ses dédains non-seulement les formalités menteuses de la société polie, mais ses vertus domestiques et ses affections esclaves; néanmoins, abaissant par moment un regard d'envie sur ces créatures qu'il méprise, et fondant pour ainsi dire en douceur et en compassion lorsque l'enfance sans appui et la femme frêle et fragile font appel à sa générosité. Il est impossible, ajoutait M. Jeffrey, de mieux représenter ce caractère que ne l'a fait lord Byron, ou plutôt d'en présenter dont les colères soient plus terribles et les attendrissemens plus attrayans; mais il y a en lui un trop sombre mélange de crime et de tristesse pour que le spectateur ne se lasse de le voir occuper toutes les scènes du drame et tous les drames de l'auteur. C'est une belle chose sans doute de contempler parfois les mers tempétueuses et les montagnes ébranlées par le tonnerre, mais on préférerait passer ses jours dans les vallées abritées, au murmure des eaux plus calmes. Enfin M. Jeffrey accusait la portée immorale de ces créations où le génie épuise ses ressources à donner au coupable le prestige de l'héroïsme, à associer en lui les plus sublimes vertus à

une sorte de férocité, à montrer des dons si précieux, un indomptable courage, l'énergie de l'amour, la hauteur de l'imagination non-seulement alliés au crime, mais engendrant le malheur, tandis qu'il semble vouloir nous faire fuir et mépriser les dons modestes qui peuvent seuls apporter le bonheur et la paix.

Du vivant de Byron, la critique, après avoir proclamé son génie, ne pouvait point ne pas lui opposer ces objections; c'était son devoir. Cependant ces objections où tendent-elles, sinon à effacer l'originalité même qui fait de Byron une des plus grandioses et des plus saisissantes figures de la poésie? L'explication de l'œuvre de Byron ne peut se passer de l'étude de son ame et du commentaire de sa vie; c'est pour lui surtout que je regrette de ne pas rencontrer chez M. Jeffrey une appréciation générale prise à ce point d'intersection unique demandé par la perspective critique, d'où l'on saisit l'unité harmonieuse et la signification réelle de l'œuvre d'un poète. Le critique de la *Revue d'Édimbourg*, qui avait parfaitement raison de proposer le style de Byron pour enseignement aux poètes affectés, aux puérils et emphatiques maniéristes de son époque, se trompait évidemment lorsqu'il indiquait à Byron, comme un modèle à suivre, la variété qui anime les inventions de Walter Scott, et la moralité consolante qui y règne. Est-il des natures poétiques plus différentes que celles du baronnet d'Abbotsford et de l'auteur de *Childe-Harold?* Il y a des poètes, ce sont d'ailleurs les privilégiés du génie, et Walter Scott était de cette famille, qui semblent planer sur la vie et s'en emparer par l'observation, qui ont étudié d'un œil curieux toutes les nuances des caractères humains, qui, depuis la joie jusqu'à la douleur, ont retenu toutes les notes de la gamme des sentimens, et les rappellent et les réunissent avec une merveilleuse habileté dans des combinaisons où leur cœur n'est pas néanmoins directement intéressé, où il n'est amené que par les jeux de leur imagination, les calculs de leur raison et les évocations de leur mémoire. Le poète qui ricane avec Méphistophelès s'est-il tué bien sincèrement par désespoir d'amour avec Werther? Celui qui souffle à Falstaff ses joyeuses bouffonneries, ou dont l'insouciante fantaisie entrelace les arabesques du *Songe d'une Nuit d'été*, s'est-il, comme Lear, abreuvé jusqu'au délire du fiel de l'ingratitude filiale, ou, après des déchiremens horribles, a-t-il succombé avec Hamlet sous le poids d'un affreux devoir? Mais il est d'autres poètes, qui s'enferment dans leurs propres émotions, qui n'écoutent pour les répéter aussitôt que les frémissemens mélodieux que la douleur ou la joie imprime aux fibres de leur cœur. Ils char-

tent les féeries de leurs rêves, les fortunes de leurs espérances, leur expérience personnelle des passions.

> Leurs déclamations sont comme des épées :
> Elles tracent dans l'air un cercle éblouissant,
> Mais il y pend toujours quelques gouttes de sang.

Ce sont les poètes élégiaques : ne leur demandez compte que d'eux-mêmes; ils ont bien mérité de la poésie, s'ils ont réellement teint de leur sang la lame reluisante et sonore qu'ils agitent devant vous; par quel contresens voudriez-vous trouver en eux l'impersonnalité du poète dramatique ou épique? Or telle est la famille à laquelle appartient Byron. Son œuvre, égoïste à coup sûr, n'est, à ce titre même, qu'une élégie dont son talent a varié les tons et le rhythme, et à laquelle la hauteur de sa nature et l'énergie de ses passions ont donné des accens d'une sublimité tragique, inconnus, il est vrai, jusqu'alors, à l'élégie. Est-on plus fondé à lui reprocher l'absence de moralité? Si l'on veut dire qu'il serait dangereux de décalquer ses peintures sur la vie réelle, on a raison. Cependant croit-on que les témoignages prononcés sur la vie par une organisation comme celle de Byron soient d'un prix médiocre pour le moraliste? Si la grande affaire de l'existence est une question de bonheur, quelle voix aurait plus d'autorité et apporterait plus d'enseignemens sur ce problème que celle des poètes dans lesquels les facultés de jouir sont développées à un degré si élevé? N'y a-t-il pas de terribles questions à se poser devant ce fait étrange, que ceux qui ont été investis de ces puissances supérieures, au moment même où elles atteignent à leur plus grande énergie, soient ceux que la douleur ait le plus cruellement visités, si bien qu'ils n'obtiennent ce qu'ils appellent le calme qu'en survivant à leur jeunesse et qu'en entrant dans ce premier sépulcre que l'âge et les caduques habitudes creusent au désir émoussé et à la passion éteinte? Qui a poussé, sous l'étreinte de cette douleur, des cris plus effrayans et plus déchirans que Byron? qui a chanté avec une éloquence plus désespérée cette mystérieuse lutte du désir aux prises avec les satiétés des sens et de la pensée? Et, quoiqu'il n'ait pas su le trouver, qui a cherché cependant avec une anxiété plus vraie *ce qu'il faut mettre à la place du désespoir* que l'auteur de *Childe-Harold*, de *Manfred*, de *Don Juan*, de *Sardanapale* et de *Caïn?*

Ces désespoirs, qui ont été, en ce siècle, la maladie de tant d'ames, ne paraissent pas toucher beaucoup M. Jeffrey; il en a jugé un peu comme le poète contemplant la tempête du rivage. On n'aperçoit pas

dans ses nombreux essais une seule trace des douloureuses inquiétudes de l'esprit et du cœur. L'ensemble de sa carrière explique cette majestueuse sérénité. Remplie par l'action, elle a toujours fourni à ses facultés l'aliment qu'elles réclamaient, et à ses désirs le succès, cette infaillible récompense du courage des tentatives et de la persévérance des efforts. Il se peut que cette situation d'esprit n'ait pas été la plus convenable pour apprécier des poètes qui chantaient des angoisses morales qu'il n'avait jamais ressenties; mais en somme, en affranchissant son intelligence de la fixité de préoccupation qui accompagne ces angoisses et qu'il reprochait à Byron, elle a bien servi ses aptitudes critiques : elle lui a permis de porter sa pensée librement curieuse et toujours maîtresse d'elle-même sur une multitude de sujets intéressans, et de retirer de ses excursions intellectuelles tout le plaisir à la fois et tout le profit qu'on y pouvait recueillir.

La critique de la poésie, à un certain point de vue la plus importante, puisque, de toutes les formes de l'activité de l'esprit, la poésie est celle qui s'adresse au public le plus nombreux, et qui, grace aux charmes saisissans dont elle est parée, exerce sur lui la plus vive influence, n'a donc pas suffi à M. Jeffrey. Encore sur la limite de la poésie, j'aurais à signaler un article excellent sur l'ouvrage de Mme de Staël, *la Littérature dans ses rapports avec les institutions*, une appréciation du *Wilhelm Meister* de Goethe, qu'il n'accepte pas comme un chef-d'œuvre incontestable, et un jugement sur Richardson. Je remarque à l'occasion de ce dernier essai que plusieurs écrivains anglais à peu près investis chez nous de l'inviolabilité classique sont loin de régner aussi paisiblement et aussi glorieusement dans leur propre pays. Il s'en faut que M. Jeffrey éprouve même une faible partie de l'enthousiasme que *Clarisse Harlowe* inspirait à Diderot. Il ne peut souffrir non plus que Mme de Staël offre pour exemple de l'esprit anglais ce qu'il appelle le pitoyable verbiage de Sterne. C'est un des plus singuliers phénomènes littéraires que ces réputations transplantées. Heureusement, sur ce point, nous ne sommes pas les créanciers de l'Angleterre, et nous gardons sur elle l'avantage du change. Quoi! nous vous faisons injure d'attribuer au génie anglais la spirituelle affectation du *Voyage sentimental?* J'y consens, puisque vous le voulez : mettons sur le compte d'un reflet d'esprit français le plaisir que nous goûtons aux subtiles boutades de *Tristram Shandy;* mais vous, critiques écossais, de quelles singulières qualités de l'esprit britannique êtes-vous donc si fort épris, que vous en contempliez l'image avec une complaisance si obstinée dans le miroir de M. Paul de Kock? Si je ne me croyais pas

tenu en ce moment à m'acquitter envers M. Jeffrey des devoirs de l'hospitalité, je ne lui pardonnerais pas d'avoir, dans une note, laissé s'introduire le romancier de nos grisettes à côté de noms qui s'offenseraient à bon droit de ce voisinage. L'erreur peut-être n'est-elle que vénielle. M. Jeffrey, je suppose, n'aura jamais lu M. Paul de Kock; il ne l'aura connu que par la réputation que les revues anglaises lui ont faite.

M. Jeffrey a trop le sentiment des plus charmantes élégances de l'esprit français, pour qu'il ne répugne pas en effet de lui imputer la responsabilité de cette faute. Je trouve ce sentiment dans un article sur la correspondance de Mme du Deffand, et dans un autre sur la correspondance de Grimm. M. Jeffrey y a rendu lui-même avec beaucoup de sagacité et de goût la physionomie de cette société du XVIIIe siècle, où les condescendances forcées d'une partie de la noblesse, la finesse des femmes et la culture des hommes de lettres étaient parvenues à donner de l'esprit même aux financiers, ces *partisans* tant méprisés par le siècle précédent, lequel les avait laissés à cet égard si pauvrement pourvus. Je suis moins content des pages consacrées à Mlle de Lespinasse : elles sont irréprochables au point de vue moral, mais j'aurais voulu une touche plus profonde et plus sensible dans l'étude de cette nature brûlée par la passion, venue, comme une fleur d'une autre saison et d'une autre latitude, au temps de Voltaire et à côté de la froide et caustique amie de Pont-de-Vesles. Dans la catégorie difficile à définir de ces analyses où le critique, auquel je laisserais alors de préférence le nom anglais de *reviewer*, résume tout le saillant, le piquant, l'instructif qu'il a extrait d'un livre, je citerai ses articles sur les Mémoires d'Alfieri, les *Considérations sur la Révolution française*, de Mme de Staël, les Mémoires de Mme de Larochejaquelein, ceux de la margrave de Bareith, la vie de Christophe Colomb, par Washington Irving, celle de William Penn, le *Voyage* de l'évêque Heber dans l'Inde, etc. C'est un genre dans lequel M. Jeffrey sait encore se faire remarquer par son habileté d'analyste, par son esprit de méthode et par le judicieux discernement qui préside au choix de ses citations.

Je ne puis laisser inaperçue la division que M. Jeffrey a consacrée à ses travaux philosophiques. La préoccupation de la philosophie le disputait d'abord en lui à la sollicitude des choses purement littéraires. Ses essais sur ces graves matières remontent aux premières années de la *Revue d'Edimbourg*. Les plus importans sont une discussion des principes de Bentham, et diverses appréciations sur l'école psychologique, qui avait à cette époque pour représentant cet esprit net et dé-

licat, cet écrivain élégant et disert, Dugald Stewart. Dans le travail sur le fondateur de l'école utilitaire, M. Jeffrey démontre très bien que, malgré la force d'intelligence que révèlent ses classifications, malgré les clartés intéressantes qu'elles jettent sur beaucoup d'idées et de choses, les conséquences fondamentales qui sont au bout des théories de Bentham n'apportent rien de nouveau dans la pratique de l'humanité. Les dissertations sur les psychologues écossais touchent à plusieurs points intéressans de métaphysique et de méthode, et prouvent qu'avec sa sûreté habituelle d'esprit, M. Jeffrey est allé droit au nœud des difficultés; aussi je pourrais dire comme Voltaire de Zadig : qu'il sait de la philosophie ce qu'on en a su de tout temps, c'est-à-dire pas grand' chose, si ce n'était précisément parvenir au sommet difficile à atteindre des sciences philosophiques que d'arriver comme Socrate ou Pascal à cette conscience réfléchie et puissante de son ignorance. Ceux que ces sciences intéressent liront avec plaisir l'article sur M. Reid, où M. Jeffrey réfute par des argumens péremptoires les magnifiques espérances que les Écossais avaient conçues sur la prétendue application de la méthode expérimentale, de l'induction de Bacon à la psychologie. Dugald Stewart a essayé de répondre à cet article dans ses *Essais philosophiques*. M. Jeffrey y démontre encore, par des raisons auxquelles il nous paraît difficile de répliquer, que la pure métaphysique est impuissante à réfuter l'idéalisme. Chose curieuse! c'est sur cette impossibilité même que sont fondés les systèmes allemands qui ont succédé à Kant, et en faveur desquels je doute que M. Jeffrey soit fort prévenu.

M. Jeffrey a banni de son recueil les articles de politique de circonstance : il n'y a fait figurer que quelques morceaux de politique générale, parmi lesquels se distinguent surtout des considérations pleines de sens et de patriotisme sur l'heureuse influence des partis de juste milieu (*middle parties*), et un essai sur le gouvernement représentatif, écrit à une époque où les idées absolutistes tenaient en Angleterre même un langage assez hardi pour donner de sérieuses inquiétudes aux amis de la liberté. M. Jeffrey ne s'amuse pas, dans l'examen du mécanisme représentatif, à la prétendue balance des trois pouvoirs, qui a tant occupé Delolme et Montesquieu. Il n'estime cette forme de gouvernement que parce qu'elle offre aux forces et aux intérêts des moyens simples, réguliers, pacifiques, de se manifester et de former cet équilibre normal auquel ils n'arrivent dans les autres systèmes qu'à travers mille difficultés, mille périls, mille vio-

lences. Ce qui me plaît surtout, c'est la noble fierté des institutions représentatives qui respire dans ces pages de M. Jeffrey, comme d'ailleurs dans tous les écrits et dans toutes les paroles des Anglais. Pourquoi, en cela, ne suivons-nous pas encore leur exemple? Certes, je n'ai pas de peine à comprendre que l'amour et l'orgueil des libertés parlementaires se confondent avec l'orgueil patriotique dans les pays où les institutions représentatives ont duré assez long-temps pour que tous les droits aient pu s'abriter sous leurs garanties, pour que tous les intérêts aient appris à trouver en elles les moyens de se défendre et de se développer, pour que ces institutions se soient confondues ainsi aux yeux de tous avec le génie et la force de la patrie elle-même; mais nous, irions-nous attendre que nos institutions soient vieillies pour en être épris et fiers? Si récente qu'en soit la date, ne sont-elles pas l'œuvre de toute notre histoire, d'une histoire de quatorze siècles? Ne devons-nous pas vénérer en elles les efforts et les vœux de nos pères, les travaux de tant de générations conduites par tant de grands hommes? Et si ce n'était assez encore du passé pour nous les rendre chères et sacrées, ne devrions-nous pas les exalter sur nos ambitions et aimer en elles les grandeurs courageusement espérées de notre avenir?

Mais dans la généreuse admiration de M. Jeffrey pour l'édifice (*the fabric*) de la constitution anglaise, il y a plus qu'un noble sentiment de patriotisme; il y a encore, au nom de la pensée et des lettres, un hommage de reconnaissance. C'est à l'activité politique que les Anglais sont indirectement redevables des mouvemens littéraires qui ont jeté sur eux le plus d'éclat. Leur grande prose a été presque exclusivement inspirée par elle; ils lui doivent cette intelligence intime et ce goût des littératures de l'antiquité, où ils retrouvent sous des formes immortelles les attachantes vicissitudes de la vie passionnée des peuples libres, dont ils ressentent eux-mêmes les fécondes agitations. C'est ce que M. Jeffrey a bien compris, et je m'estime heureux, au terme de cet essai, d'avoir au moins indiqué, en m'appuyant sur son autorité, et dans un moment où la littérature et la politique se plaignent toutes deux en France de la langueur des esprits, les mutuels services qu'elles sont appelées à se rendre; je voudrais avoir réussi à signaler la parenté des deux grandeurs, la solidarité des deux gloires; et, puisque des hommes comme Burke, comme l'auteur des lettres de Junius, comme Fox, Pitt, Canning, contribuent à former le public le plus élevé que puisse envier la littérature, je voudrais convier quelques-unes des intelligences jeunes et distinguées, que les circonstances actuelles ne sollicitent pas

assez puissamment à l'invention, à se mêler de haut à la politique. Il y a toujours dans cette voie assez d'alimens pour occuper les esprits chaleureux, et la noblesse du but n'y fait pas défaut à la générosité des ambitions. Sous les inspirations fortifiantes du patriotisme, — en présence des intérêts qui se disputent notre société et des hommes appelés à la diriger, — il y a à chercher la conciliation des sciences politiques avec les exigences des besoins variables; il faut continuellement élargir l'esprit national en le tenant au courant des intérêts, des idées, des mœurs et des procédés des peuples avec lesquels les affaires le mettent en contact. Chassant de cette arène les utopistes fainéans qui prennent et énervent trop souvent la jeunesse au piége ridicule des systèmes absolus, il s'agit en un mot de donner à la politique pratique quotidienne, dont les moindres faits ont toujours des élémens de grandeur, puisqu'ils régissent des multitudes de destinées humaines, le lustre attrayant que la culture littéraire apporte avec elle.

E. Forcade.

LE SALON.

Le jury a voulu, à ce qu'il paraît, se venger, par une épigramme, de la petite insurrection que les artistes ont essayée contre lui l'an dernier. Il a reçu bon nombre de morceaux précédemment refusés, et a de plus grossi le chiffre du livret d'un millier environ des plus pitoyables toiles qui lui sont tombées sous la main. Le but de cette malice est probablement d'offrir au public un specimen de ce que serait un salon soustrait à son inspection et à sa censure, espérant que l'effroi causé par le résultat de cette tolérance imposera désormais silence aux réclamations, et qu'on sera forcé d'implorer comme un bienfait la sévérité dont on avait eu la sotte indiscrétion de se plaindre. Dans cette supposition, le jury sans doute n'eût pas été fâché de s'entendre cette fois reprocher sa faiblesse, pour se donner le droit de faire tout à son aise de la rigueur. Il n'a pas eu, que nous sachions, et n'aura pas cette satisfaction. En fait, cette prétendue leçon porte à faux, et ne s'adresse à personne. On ne s'est jamais plaint précisément que le jury fût trop sévère ou qu'il ne le fût pas assez, bien qu'on eût le droit à certains égards de lui adresser ces deux reproches en apparence contradictoires. On s'est plaint surtout, et on devra se plaindre encore, de l'arbitraire de ses décisions, dont la dureté ou l'indulgence est également sans règle. Il n'importe guère

qu'on reçoive peu ou beaucoup; le résultat général est le même. Il reste toujours vrai que bon nombre des ouvrages exclus valent autant que bon nombre des admis, et c'est ce défaut d'équité distributive et relative qui blesse particulièrement les intéressés. Les mots de sévérité et d'indulgence sont d'ailleurs ici tout-à-fait déplacés. Le jury est un tribunal; il n'a d'autre mission, d'autre devoir, d'autre règle de conduite que la justice. Il n'a ni à dispenser des faveurs, ni à exercer des rigueurs. Il se peut sans doute qu'en acceptant en 1844 tels ou tels ouvrages rejetés en 1843, il ait réparé accidentellement une injustice ou une erreur, mais rien ne garantit pourtant qu'il ait mieux jugé cette seconde fois que la première. La contradiction des deux décisions les rend également suspectes, et, dans tous les cas, il y en a nécessairement une de mauvaise. Ces choquantes inconséquences ne sont certes guère propres à rassurer les artistes sur la légitimité des jugemens prononcés par un tribunal sujet à de telles distractions. Il n'y a donc pas à se demander si le changement d'humeur manifesté cette année par le jury a eu des conséquences bonnes ou mauvaises, mais bien si ces brusques transitions de l'extrême rigueur à l'extrême tolérance, si ces hausses et baisses subites dans le chiffre des admissions, ne sont pas en elles-mêmes l'indice certain d'un vice radical dans la constitution et le mode d'opérer de ce comité? Ce fait seul que, sur une masse à très peu près égale d'objets soumis à son contrôle, le jury peut, *ad libitum*, en prendre ou en laisser mille de plus, mille de moins, prouve jusqu'à l'évidence que ses opérations ne sont soumises à aucune sorte de principe ou règle appréciable. De telles disproportions dans les résultats, à quelques mois de distance, ne s'expliquent que par le caprice et le hasard. Au lieu donc de féliciter le jury de sa condescendance, réelle ou affectée, aux réclamations du public et des artistes, il faut mettre cette condescendance même au nombre des griefs qu'une critique sérieuse est en droit d'élever contre cette institution. Un pouvoir qui jouit d'une latitude d'action assez élastique et assez absolue pour avoir le droit de pousser si loin les complaisances est évidemment établi sur une base essentiellement vicieuse, et quelles que puissent être les intentions et les lumières des hommes qui l'exercent, il faillira inévitablement à sa tâche, tant que ses fonctions, ses droits et ses devoirs ne seront pas mieux définis et délimités, et tant que ses délibérations et ses jugemens ne seront pas soumis à des formes plus rigoureuses.

Nous n'avons pas l'intention de revenir sur la question du jury. Elle a été trop souvent traitée ici et ailleurs pour n'être pas épuisée.

Ce qui précède n'a d'autre but que de renvoyer au jury la petite leçon qu'il a voulu donner à la critique en la chargeant cette année d'un surcroît de besogne, dont elle se serait assurément bien passée.

L'aspect général du salon a paru plus décourageant que de coutume. L'absence systématique de quelques artistes qui ont pris le parti prudent d'assurer leur gloire en ne l'exposant plus à des comparaisons, la fournée additionnelle de sept ou huit cents tableaux, dont on peut se dispenser de parler, mais qu'on ne peut éviter de voir, donnent à la galerie des peintures une physionomie des plus tristes et des plus maussades. Il faut dire aussi que la satiété est pour beaucoup dans cette impression. A peine sortis d'un salon, on nous fait entrer dans un autre, dont l'aspect ne diffère guère du premier que comme une rue parcourue en un sens diffère de la même rue parcourue en sens inverse. Et comment en serait-il autrement? Que pouvez-vous attendre de nouveau et d'imprévu du travail de quelques mois d'artistes dont les trois quarts exposent, depuis dix, douze, quinze et vingt ans, avec la plus cruelle ponctualité? En 1824 (notre mémoire ne va pas plus haut), M. Rouillard envoya *dix-huit* portraits à l'huile, grandeur de nature; en 1836, il se réduisit ou on le réduisit à huit; dans ces dernières années, son contingent varie entre six et trois. Il y a progrès sans doute, mais enfin la centième de ces estimables peintures ne nous apprend rien de plus que la première. Ceci est un exemple entre mille. Rien de plus rare au salon que les visages nouveaux, et ceux qui s'y montrent de temps en temps vieillissent si vite, qu'ils se confondent presque immédiatement avec ceux des anciens habitués. Ce régime d'exposition coup sur coup est véritablement accablant. Au lieu de stimuler et de propager le goût du grand et du beau, il l'énerve et l'affadit par l'habitude, et au lieu de développer l'activité intellectuelle de l'art, il ne provoque peut-être en définitive que les efforts matériels d'une fabrication.

Ce dernier effet se révèle déjà avec un caractère de généralité inquiétant. Le salon tend évidemment à se transformer en bazar. La masse des ouvrages produits en vue d'une vente immédiate augmente de jour en jour, et cette année un bon tiers des tableaux ne sont évidemment que des articles de commerce. Paris est aujourd'hui la grande fabrique de peintures de l'Europe. Il expédie en gros des tableaux, comme des gants, des châles et des tabatières. Pour suffire à la demande, l'art a dû prendre les allures d'une industrie, et se soumettre aux deux premières conditions de la production industrielle, la rapidité d'exécution et le bon marché. De là cette masse toujours

croissante de produits de pacotille qui encombrent les étalages des marchands et les salles de vente publique. Les conséquences de ce régime industriel pour l'avenir de l'art sont faciles à prévoir. L'exemple de l'Angleterre pourrait au besoin en donner une idée, et il n'est que trop certain que nous faisons en France beaucoup de progrès dans cette voie de perdition. L'institution du salon, qui semblerait devoir maintenir l'art dans la haute sphère d'idées et de sentimens désintéressés dont il ne peut descendre sans se rapetisser et mourir, risque de devenir, par l'usage irréfléchi qu'on en fait et par les abus de son administration, l'instrument le plus actif de cette corruption et de cette décadence. En fait, il est notoirement envahi déjà par ce misérable art de boutique, et on y respire en certains endroits une sorte d'air mercantile nauséabond. Ce noble et splendide palais du Louvre, qui ne doit s'ouvrir qu'à la gloire, serait-il donc destiné à n'être à la longue qu'un entrepôt, un marché central du commerce des tableaux? Le salon est, avant tout, un musée où l'art national vient, à certains jours choisis, se produire, comme sur un théâtre, et recevoir des applaudissemens en échange et pour prix de ses nobles services. C'est en vue de ce but élevé que le premier salon public, ouvert par la convention nationale, fut nommé un *concours*, et que plus tard on créa, pour consacrer cette pensée, la grande et belle institution du prix décennal. Il est encore un concours aujourd'hui, même au sens matériel, car chaque année des récompenses et des honneurs sont distribués, au nom du chef de l'état, aux artistes qui se sont distingués. L'exposition perdra-elle ce caractère pour devenir, par la désertion des talens supérieurs et par l'envahissement de l'industrialisme artistique, une sorte de foire périodique pour les objets d'art, analogue à celle de Leipzig pour les livres? C'est ce que l'expérience de quelques années nous fera voir; mais on peut assurer qu'elle tend déjà à cette fâcheuse transformation. Des causes générales d'une puissance irrésistible poussent à ce résultat. Les préservatifs auxquels on pourrait songer n'auraient probablement qu'une influence indirecte et peu marquée; sans compter que, s'il est facile d'en imaginer et d'en indiquer plusieurs, il serait impossible d'obtenir qu'on en essayât un seul.

C'est à toutes ces circonstances réunies qu'il faut attribuer la triste physionomie du salon et l'impression générale qu'on en a reçue. Il ne faudrait pas pourtant trop accorder à cette première impression. A la longue, l'œil s'habitue au monotone concert des tons blafards, terreux et rougeâtres répandus sur la plupart de ces toiles; les

objets se classent peu à peu dans leur ordre de mérite, et il s'établit une échelle de proportions, grace à laquelle la valeur des œuvres placées au sommet devient bientôt absolue de relative qu'elle était, et leur acquiert, à ce titre, une attention et un intérêt qu'on n'aurait pas cru possible de leur accorder au premier abord. Il arrive quelque chose de tout-à-fait semblable lorsqu'on assiste en province aux débuts d'une troupe d'opéra. Le premier jour, tous les chanteurs sont détestables; on veut sortir au premier acte. Le lendemain, on supporte la pièce, et on commence même à reconnaître quelque mérite au ténor. Les jours d'après, on s'y plaît, et on prend parti pour la Dugazon, qu'une cabale veut siffler. On arrive ainsi par degrés à se dire qu'à tout prendre, l'opéra ne se chante pas si mal en province qu'on se le figure à Paris. Ceci ne prouve peut-être qu'une chose, c'est qu'on s'habitue à tout; mais nous préférons interpréter le fait autrement et conserver la consolante pensée qu'on trouvera d'autant plus de choses à admirer au salon qu'on y passera plus de temps, quoique cette expérience ne nous ait que très médiocrement réussi, comme on va le voir.

I.

Nous paierons cette fois notre première visite à la SCULPTURE. C'est le moins qu'on puisse faire pour cette pauvre délaissée, qui grelotte de froid et se meurt d'ennui dans ces caveaux humides et déserts. Depuis quelque cent ans, la France a toujours été peu hospitalière pour elle; il ne serait pas étonnant que, dégoûtée par ce froid accueil, elle disparût un beau jour pour ne plus revenir. Du reste, c'est à peine si elle ose se montrer, car elle entre tout au plus pour un vingtième dans le total des ouvrages exposés. Mais s'il est déjà douloureux de compter ces sculptures, il ne l'est pas moins de les regarder. Quand on songe que c'est là à peu près tout ce que la France peut faire, ou du moins montrer, en ce genre, on est bien tenté de prononcer l'oraison funèbre d'un art réduit à cette détresse.

Cependant, en appliquant la règle de proportion dont nous parlions tout à l'heure, on finit par s'arrêter avec plaisir devant quelques-uns de ces plâtres et de ces marbres dont le banal et froid aspect n'explique que trop la morne solitude qu'ils créent autour d'eux. Il en est même deux ou trois qui n'ont pas besoin d'être comparés à leurs voisins pour être admirés. De ce nombre sont certainement les gra-

cieux et élégans *Fonts baptismaux* de M. Jouffroy, que le livret a tort d'appeler un *baptistère*, car le baptistère est le lieu où l'on administre le baptême, et non pas la cuve ou le bassin qui contient l'eau qui sert à baptiser. Le groupe des trois jeunes enfans adossés est un motif qui, pour avoir été souvent traité, conserve encore toute sa naïveté et sa fraîcheur. En art, les idées les plus rebattues sont au fond les meilleures. Tout gît dans l'exécution. Le talent de M. Jouffroy, qui nous avait paru, dans sa figure de la *Désillusion*, s'égarer à la poursuite de je ne sais quel idéal romanesque, radicalement antipathique à la sculpture et à ses propres instincts, est rentré ici dans le grand chemin de cet art franc du ciseau, qui n'entend rien aux subtilités, et qui ne doit songer à exprimer d'autres idées que celles qu'il peut faire toucher. Il nous a donc mis cette fois entre les mains trois petits corps enfantins, bien gras, bien fins, bien souples, surmontés de trois têtes joufflues, gracieuses et naïves, qu'on est tenté de caresser. On a en revanche une disposition toute contraire à l'égard de ce marmot voisin (n° 2245, M. Jehotte), qui rechigne si disgracieusement dans sa lutte avec un petit chien, caricature de Boucher, entremêlée de quelques réminiscences de *l'Enfant à l'oie*. Nous allions oublier de dire, à l'endroit des *Fonts* de M. Jouffroy, que le livret attribue à Mme de Lamartine la *composition* originale de ce morceau. Cette explication n'est pas assez claire pour nous apprendre au juste quelle est la part de chacun des auteurs dans cette œuvre, et par conséquent dans quelle proportion on doit les louer, mais il suffit que nous sachions que c'est M. Jouffroy qui a *exécuté*, pour n'avoir pas à craindre d'avoir mal distribué nos éloges.

Nous avons pris au premier abord le portrait en pied de miss Adélaïde Kemble (de M. Dantan jeune) pour la muse de la tragédie. Ce n'est que la muse de l'opéra-seria, en costume de Norma. L'explication nous a gâté cette figure. Il est désagréable de prendre une prima donna pour une déesse, et une défroque de théâtre pour la tunique et la chlamyde de Melpomène. M. Dantan a probablement éprouvé les mêmes préoccupations en modelant sa statue; car, gêné apparemment par la difficulté de réunir dans sa figure les caractères individuels d'un modèle réel, miss Kemble, ceux d'un personnage fictif, la Norma, et enfin ceux d'un personnage idéal, la Muse, il n'a produit qu'un être équivoque qui n'est, en définitive, ni la femme, ni l'actrice, ni la déesse, quoiqu'il prétende réaliser cette trinité. Avec toute son habileté, M. Dantan ne pouvait guère faire mieux sur un thème aussi embrouillé. Nous recommanderons avec plus de confiance ses bustes-

portraits (nº 2192 et 2193), et particulièrement celui de Thalberg, tous deux parfaitement, quoique sérieusement, ressemblans.

On retrouve dans le petit caveau le *David* de M. Bonnassieux, qu'on a déjà vu dans une exposition des envois de Rome. C'est une figure du genre de celles qu'on appelle d'*étude* en langage d'école, mais qui ne manque ni d'élégance ni de distinction, ce qui n'arrive pas d'ordinaire à ses pareilles, sauf cependant la tête, dont le type, quoique évidemment très cherché, n'est pas heureux. On se souvient encore de cet *Amour coupant ses ailes*, sculpture d'un style discret, délicat et fin, que M. Bonnassieux envoya de Rome il y a quelques années : nous retrouvons dans son buste de la comtesse de C... (nº 2163) les mêmes qualités, avec un peu plus de sévérité et de précision. Ce portrait, traité dans le goût antique, révèle une intelligence et un sentiment de l'art qu'on rencontre rarement dans ces centaines de marbres dégrossis d'après les recettes de l'atelier. M. Bonnassieux a la grace; qu'il y joigne la force. L'union de ces deux choses est le beau, dit-on.

Sous le titre d'une *Étude de jeune femme*, M. Dumont nous donne, avec quelques variantes, une nouvelle édition du type de la Vénus d'Arles, ce qui ôte à sa statue le mérite de l'imprévu. Cependant, comme il y a toujours à gagner, surtout pour un homme habile, dans ce commerce intime avec les Grecs, la figure de M. Dumont a ce jet franc et juste de la pose et du geste qui donne tant de tournure aux statues antiques. Quant à la *Pomone* de M. Gatteaux, assez maladroitement placée côte à côte de la précédente, elle mériterait, selon nous, à plus juste titre que celle-ci, la dénomination modeste d'*étude*. Cette Pomone-là n'est pas assurément celle pour qui le beau Vertumne fit tant de folies.

On a fait aussi les honneurs du caveau à une *Geneviève de Brabant*, groupe en marbre de M. Geefs (de Bruxelles), d'une composition un peu tourmentée, mais cependant assez heureuse par le choix des lignes générales et l'agencement des figures. La pose de la figure principale est une reproduction assez littérale de celle de la femme de Caïn dans le tableau de M. P. Guérin qui est au Luxembourg. L'exécution fine, ou plutôt très travaillée, et peut-être aussi un peu molle, jointe à la grande variété des aspects créés par le jeu compliqué des lignes, donne à ce morceau une harmonie agréable, semblable à celle qu'on obtient en peinture par le clair-obscur. Il manque malheureusement d'une qualité qui, en sculpture, ne peut être suppléée par aucune autre, le style. Les portraits du roi et de la reine des Belges, du même artiste, sont également d'un travail très étudié, mais sans caractère.

Nous regrettons de ne pas voir auprès de la *Geneviève de Brabant*, de M. Geefs, la *Geneviève de Paris*, qu'un artiste français qui s'est fait distinguer dans les précédentes expositions, M. Mercier, se proposait de nous montrer. Le jury a mis, on ne sait pourquoi, son *veto* sur cette figure, qui est destinée au jardin du Luxembourg. Faudra-t-il donc croire que M. Mercier, auteur de plusieurs statues commandées par le gouvernement, exposant depuis dix ans, a désappris dans l'intervalle d'une année l'art auquel il a consacré sa vie et son intelligence et dû les succès les plus légitimes, et que de maître qu'il était, il est devenu tout à coup assez écolier pour que sa dernière œuvre soit jugée indigne de figurer dans une exhibition française à côté de celles de MM. Gramzow, Geefs, Schoenewerck, etc...?

A ce propos, nous observerons, en passant, que les produits de l'art étranger abondent à l'exposition. Il nous en est venu de Londres, de Berlin, de Dusseldorf, d'Anvers, d'Amsterdam, de La Haye, de Francfort, de Florence, de Rome, de Bruxelles surtout, et même de Cracovie. Si ce mouvement se soutient, le salon de Paris pourra bien devenir celui de l'Europe. Il faut souhaiter cordialement la bienvenue à ces visiteurs; mais le jury pousse trop loin peut-être la courtoisie de l'hospitalité. Lorsqu'un hôte étranger vient frapper à la porte, il serait malséant de lui refuser un coin du foyer, mais il ne faut pas, pour lui faire place, chasser les gens de la maison. Quelle nécessité y avait-il, par exemple, d'installer au plus bel endroit du salon carré ces grandes bêtes à cornes de grandeur naturelle, de M. Verboeckhoven, de Bruxelles? N'avait-on rien de plus intéressant à mettre là que les portraits en pied de deux vaches flamandes? Paul Potter a fait, nous le savons, un chef-d'œuvre en ce genre; mais c'est là un de ces tours de force de l'art qui ne se font pas deux fois. Nous sommes, il est vrai, un peu cousins avec la Belgique, et entre alliés on se doit quelques égards. Soit. Seulement il faudrait de la réciprocité, et qu'on nous traitât bien à notre tour en pareille occasion. Or, les artistes français n'ont guère, dit-on, à se louer de l'accueil qu'on fait à leurs ouvrages dans les expositions de nos voisins, et cela n'est pas bien. Nous invitons donc ces bons voisins à réprimer, au moins devant nous, une susceptibilité nationale qui, à l'égard de la France, est tout ce qu'on peut imaginer de plus ridicule, à vouloir bien se persuader que les droits de nos artistes ne doivent pas plus être contestés dans ce pays que ceux de nos savans, de nos écrivains et de nos soldats, et à admettre enfin que nous ne pouvons être généreux qu'autant qu'ils seront modestes.

Le grand groupe en marbre de M. Bosio, représentant *l'Histoire et les Arts consacrant les gloires de la France*, est placé si haut et si mal éclairé, qu'on pourrait facilement, malgré ses proportions monumentales, passer devant sans le voir. La sculpture, privée de lumière, disparaît complètement. L'œuvre de M. Bosio ne pouvait être placée sous ce rapport dans une condition plus défavorable. On ne peut donc guère, dans les ténèbres où elle est plongée, juger que de la disposition générale des grandes masses. La France, assise au centre de la composition, coiffée d'une couronne murale et une lance à la main, a un peu l'air d'une Minerve, quoique la sagesse ne soit pas peut-être la plus connue de ses qualités. L'Histoire, un genou en terre, à ses pieds et à sa droite, la regarde et s'apprête à écrire ses pensées et ses actions; à gauche, trois petits génies, représentant les arts, complètent le groupe. Si cette grande machine allégorique, destinée probablement aux galeries de Versailles, n'a rien de nouveau par l'invention soit de l'ensemble, soit des détails, elle offre cependant au plus haut degré cette sorte de dignité et de régularité théâtrales qui distinguent la méthode académique, et qui satisfont, bien mieux souvent que ne pourraient le faire des œuvres d'un style plus individuel et d'une conception plus originale, aux conditions de l'effet monumental.

Nous passerons un peu plus vite entre les deux files de statues et de bustes de la galerie. Nous ne nous arrêterons pas à demander, par exemple, à M. Chambard pourquoi son *Oreste* est si glacialement inanimé malgré ses gestes de forcené? pourquoi il lui a donné la pose du Castor de Monte-Cavallo? enfin, quel est le motif pressant qui lui a fait entreprendre un *Oreste poursuivi par les furies?* et à M. Daniel, pourquoi il a fait, lui, une colossale *Cléopâtre* livrant son long bras à la morsure de l'aspic? Il y a à côté de cette Cléopâtre un certain *Encelade foudroyé par Jupiter*, dont on ne peut pas dire non plus que le besoin s'en faisait généralement sentir. De bonne foi, de quelle utilité peut être ce titan pris de tétanos? Il en est à peu près de même de ce grand groupe en marbre de *Céphale et Procris*, envoyé de Rome par M. Rinaldi, et qui a toutes les qualités classiques d'invention, de style et d'exécution d'une peinture de Camuccini. Nous ne voudrions pas davantage avoir à demander compte à M. Legendre-Héral, praticien fort habile du reste, de la parfaite insignifiance de sa *Psyché*, qu'il appelle *l'Éveil de l'ame*, dont le principal mérite est de n'avoir aucun défaut choquant, ce qui ne suffit pas pour fixer l'attention sur une œuvre d'art, ni à M. Suc de l'incorrection générale de cette femme nue que le livret nomme la *Mélancolie*.

Le type du Christ est un de ceux que l'art a eu le plus de peine à réaliser, et il n'y est même jamais parvenu d'une manière complètement satisfaisante. L'expression la plus haute qui ait été atteinte est probablement celle de *la Transfiguration*, et encore ici peut-on dire que c'est là le Christ dans sa manifestation divine, et non ce fils de l'homme qui a marché et parlé au milieu de nous et partagé la condition de la vie humaine, celui qui a relevé la femme adultère, appelé à lui les petits enfans, condamné le mauvais riche, séché le figuier stérile, et dont les paroles, d'une tendresse et d'une douceur souveraines, éveillaient dans le cœur des hommes des sentimens inconnus. L'art byzantin et l'art gothique ne prirent guère que le côté sombre ou souffrant de cette sublime physionomie, et en tirèrent un type qui eut quelquefois une sorte de grandeur barbare, mais sans vie et sans beauté. C'est ce type qui, dégrossi par Giotto et remanié par ses successeurs, prédomina toujours en Italie. Raphaël, qui seul semblait devoir compléter cet idéal et le fixer, hésita évidemment et n'y parvint qu'à demi. Léonard de Vinci s'en approcha peut-être plus près encore, mais une seule fois, et sa pensée ne fut probablement pas comprise, car elle ne fut pas suivie. Michel-Ange, sortant, comme il le fit, de la tradition, s'éloigna d'autant plus du but qu'il mit plus de force et d'individualité dans ses propres inventions. Le formidable Christ du *Jugement Dernier* n'est en définitive qu'un sublime caprice, et sa statue du *Christ triomphant* (à l'église de la Minerve à Rome) n'est qu'une figure d'homme nu, d'un savant et admirable travail, mais qui n'a d'autre titre à représenter le Christ que la grande croix qu'elle tient. Comment concevoir d'ailleurs un Christ nu? L'exemple de Michel-Ange était sans précédens; il resta sans imitateurs. Après ces grands maîtres, l'art ne fit que divaguer et s'égarer de plus en plus. Les Allemands ont essayé de se remettre, pour le personnage du Christ, sur la trace de la tradition. Leur peintre Overbeck donne à peu près la mesure de ce qu'on peut attendre de ces essais de restauration. La figure colossale du *Sauveur*, pour le fronton d'une église de Copenhague, par Thorwaldsen, offrirait plus d'originalité et un sentiment plus profond de l'idéal du Christ, tel qu'il peut s'offrir à la conception de l'artiste moderne. L'art français n'a contribué en rien à cette élaboration du type du Christ; il en perdit même de très bonne heure le sens, car il ne fut pas donné à Poussin de le saisir, même de loin. Son génie allait dans une autre direction. Il va sans dire que le XVIIIe siècle ne s'inquiéta pas beaucoup de cette recherche, et le règne de David ne dut pas, comme on le pense bien, l'encourager davantage. Nos

peintres paraissent, depuis quelques années, vouloir, comme les Allemands, s'essayer à la restitution de l'art chrétien. La sculpture est également un peu entrée, quoique plus difficilement, dans cette voie. Jusqu'ici, elle n'y a pas fait des pas aussi marqués et aussi saillans que la peinture. On conçoit aisément en effet que des artistes qui ont passé huit ou dix ans de leur jeunesse à copier l'Apollon, le Gladiateur et le Cincinnatus, soient un peu dépaysés lorsqu'ils se trouvent en face de la Vierge, d'un apôtre ou du Christ.

Tout ceci n'a d'autre but que d'épargner à deux artistes d'un talent incontestable, MM. Ottin et Husson, une critique directe des deux figures de *Christ couronné d'épines* (*ecce homo*), dont ils sembleraient s'être communiqué le projet, tant elles se ressemblent dans la pose, le geste, l'ajustement. Tout ce que nous y désapprouverions porterait à peu près uniquement sur le côté, pour ainsi dire, métaphysique de leur œuvre, et nous ne sommes pas plus disposés à faire de la métaphysique qu'ils ne le sont sans doute à en écouter. Sous le rapport purement sculptural de l'exécution, elles offrent toutes deux de belles parties et portent la marque d'études consciencieuses, d'un goût exercé et d'une main habile. Celle de M. Husson est même particulièrement remarquable par la disposition et le style des draperies, qui présentent de belles masses sans minutie ni lourdeur.

La *Velléda*, de M. Maindron, éveille une certaine curiosité. M. Maindron appartient au parti des novateurs ou de ceux qui voudraient l'être. Le contrecoup du mouvement opéré dans la peinture s'est fait, avons-nous dit, sentir également dans la sculpture. Là aussi on a tenté, quoique bien plus timidement, d'ouvrir à l'art des perspectives nouvelles. Malheureusement on a cru qu'il fallait, pour cela, transporter dans la sculpture les idées qui se faisaient jour dans la peinture. Mais, loin d'agrandir un art en le mettant à la suite d'un autre, on ne fait inévitablement que le fausser et le corrompre. Les conditions et les lois de la peinture et de la sculpture sont tellement différentes et indépendantes au fond, malgré quelques analogies superficielles, que dès que l'un de ces arts essaie, sous un prétexte quelconque, de se régler sur l'autre, il s'abâtardit. Cela s'est vu plus d'une fois. Dans la première moitié du XVIIIe siècle, la sculpture, fourvoyée par le Bernin, l'Algarde et leurs disciples, prit les allures de la peinture et prétendit rivaliser avec elle, sur son propre terrain, en singeant ses effets. A la fin de ce même siècle, un mouvement en sens inverse eut lieu. L'école de David subordonna la peinture à la sculpture. Aujourd'hui nous marchons peut-être vers une réaction directement opposée à la précédente. On com-

prend que la sculpture, ennuyée de se morfondre dans l'immobilité et l'abandon, tandis que sa compagne courait les aventures et se signalait par quelques exploits brillans et heureux, veuille aussi tenter la fortune et faire du nouveau; mais pour cela elle ne doit compter que sur ses propres ressources. C'est en bâtissant sur son propre fonds, avec ses propres moyens, d'après ses propres lois, qu'elle doit procéder à sa réforme, si réforme il y a. Michel-Ange et les Florentins, Jean Goujon, Puget, ont innové. Ils ont fait voir qu'on pouvait faire parler au marbre une autre langue que la langue grecque et romaine; mais ils ne sont pas allés demander des secours à la peinture et encore moins à la littérature : ils n'ont cherché à mettre dans la pierre que ce qu'elle peut recevoir, c'est-à-dire des lignes et des formes, et par ces lignes et ces formes une expression générale de la vie et du mouvement. Innover en sculpture ne consiste donc pas à changer le but et les fonctions de cet art, mais à trouver dans ce monde des formes et des mouvemens organiques, des types jusque-là inaperçus ou incomplètement réalisés; non à lui imposer une idée étrangère, mais à faire rendre à la sienne des développemens inattendus. C'est là uniquement ce qu'ont voulu faire, ou du moins ce qu'ont fait, les sculpteurs, si rares, qui sont parvenus à se créer une manière, c'est-à-dire, en d'autres termes, à découvrir et à mettre en saillie quelque côté nouveau de l'idéal accessible à la sculpture, car ce qui, dans l'artiste, s'appelle une manière est, dans l'œuvre, quelque chose de fixe et de permanent qui fait désormais partie du monde réel, ou plutôt n'est qu'une des faces de ce monde rendue visible par la vertu créatrice de l'art.

Ces observations suffiront peut-être pour faire comprendre que le genre d'innovation dans lequel paraît vouloir décidément entrer M. Maindron ne saurait être approuvé. Sa *Velléda* est une conception pittoresque ou même littéraire, plutôt que sculpturale; il a voulu faire exprimer à son marbre un ensemble d'idées et de sentimens subtils et compliqués à peine abordables pour la peinture, et que la poésie pouvait seule dérouler; il a cru qu'on pouvait traduire en sculpture une page des *Martyrs*. Cette page, qu'on lit dans le livret, nous instruit de son dessein; mais ce qu'il a fait est fort différent de ce qu'il a voulu faire, et tellement différent, que sa figure est en perpétuelle contradiction avec le texte du poète, loin d'en être une traduction ou même une simple imitation. Qu'est-ce d'ailleurs qu'un morceau de sculpture qui, pour se faire comprendre et juger, a besoin d'une page d'explications? Le bras du *Moïse*, détaché, conserve toute sa valeur. Que la statue soit détruite, il restera un chef-d'œuvre.

Toute sculpture qui ne peut pas se soumettre à cette épreuve, et demande à être jugée d'une autre manière, n'est pas de la sculpture. Avec tout son talent, M. Maindron a dû échouer dans cette poursuite de l'impossible. Il serait donc oiseux de se demander si cette figure qui a nom *Velléda* ne pourrait pas tout aussi bien être une *Mélancolie*, une *Rêverie*, une *Désillusion*, une *Méditation*, une *Attente* ou telle autre de ces êtres métaphysiques qui servent de prétexte aux sculpteurs pour faire une figure de femme? Remarquons seulement que, sous le rapport même du caractère historique qu'il était permis et même commandé de chercher, et qu'on pouvait suffisamment indiquer par le costume ou quelques accessoires, la figure de M. Maindron déroute complètement toutes les idées qu'on pourait s'être faites d'une druidesse. Avec sa faucille, suspendue à son flanc comme un carquois, sa tunique courte et serrée vers le milieu de la cuisse, le petit plumeau de feuillage qui se balance sur sa tête, ses bras et ses jambes nus, elle aurait plutôt l'air d'une héroïne des *Incas*, d'une *Azémia*, d'une *Alzire*, que d'une prophétesse gauloise. Mais passons sur ces inutilités.

Comme sculpture, la figure de M. Maindron a de la tournure et du mouvement, et c'est un mérite. Plusieurs parties, telles que les bras, les mains, sont finement exécutées. La tête est ce qu'il y a de moins heureux; elle est d'un type romanesque insupportable en sculpture, et d'ailleurs, à force de vouloir être expressive, elle minaude et grimace. Le goût général des formes est assez équivoque, et surtout peu homogène. Les mains, courtes, grasses, délicates, finissant brusquement par des doigts en fuseau, contrastent avec des pieds longs, secs et puissans; le bas du corps, à partir du bord de la tunique, est masculin. On sent bien dans tout cela que l'artiste a voulu sortir à tout prix des banalités du métier, et il a rencontré par ci par là, en modelant sa figure, quelques inspirations heureuses; mais nous ne voyons pas, à notre grand regret, que l'exécution de cette figure soit assez remarquable pour lui faire pardonner complètement la donnée systématique et fausse dont il paraît être parti en la composant. On ne peut donc accepter ce système de sculpture comme une manière originale et légitime. Il y a un jeune homme qui, dit-on, a en lui quelque chose de cet instinct qui découvre dans le marbre de nouveaux filons, et qui sait les faire quelquefois admirablement jaillir. Ce sculpteur dont le public n'a jamais pu, par suite d'une interdiction systématique cruelle et peut-être illégale, connaître que le nom, est M. Préault.

Le groupe du *Christ au Jardin des Olives*, de M. Dieudonné, est bien autrement ambitieux. Ici, le pittoresque va jusqu'à la charge, et

si le jury sait ce qu'il fait, nous devons estimer bien bas les ouvrages qui n'ont pas été jugés dignes de concourir avec cette énorme et disgracieuse pochade.

Voici une œuvre de meilleur aloi : la statue couchée de l'évêque d'Hermopolis, par M. Gayrard, destinée à surmonter un tombeau. Ce genre, simple et grave, de monumens funéraires, fut long-temps presque universellement adopté dans le monde chrétien jusqu'au milieu du XVIe siècle. Ce fut Michel-Ange qui introduisit l'usage d'un système de composition plus compliqué et plus architectural, dont il donna l'exemple dans ses tombeaux des Médicis. Cette figure est une imitation intelligente et habile de la nature. La tête est d'un sentiment juste et calme, elle exprime plutôt le sommeil que la mort; mais, dans l'idée chrétienne, ces deux états se ressemblent beaucoup. L'exécution générale est extrêmement soignée, et même trop recherchée peut-être. Il y a, dans l'arrangement des mains croisées sur la poitrine et l'entrelacement des doigts, de petites intentions de coquetterie qui ne vont guère à un évêque, surtout lorsqu'il est mort. Suivant l'ancien usage, l'artiste a mis au pied du mort un petit chien, dont la signification symbolique serait trop longue à expliquer. Nous insistons avec d'autant plus de satisfaction sur le mérite de cette statue de M. Gayrard, que nous serions obligé, si nous examinions son grand bas-relief d'*Henri IV combattant à Arques*, de substituer la critique à l'éloge.

La plupart des morceaux qu'il nous reste à voir sont des portraits historiques en pied de divers personnages illustres, destinés à des monumens publics de Paris ou des départemens. En aucun temps, si ce n'est toutefois chez les Grecs, on n'a élevé autant de statues que dans celui-ci. On peut partir aujourd'hui de ce monde avec la presque certitude d'être embaumé d'abord, et puis placé dans quelque niche. On n'est jamais mort dans des conditions plus agréables. Il est fâcheux seulement que les artistes chargés de transformer de simples mortels en demi-dieux ou en saints (car c'est là la forme moderne de l'apothéose) mettent tant de négligence dans leur besogne et en abandonnent les trois quarts aux mains des *scarpellini*. C'est ce qu'il est permis du moins de supposer à l'égard de plusieurs des morceaux de ce genre, au nombre de huit ou neuf.

Voici d'abord un *Mathieu Molé*, de M. Droz, statue en pierre qui doit occuper une des niches de l'Hôtel-de-Ville, et dont on peut dire seulement qu'elle est convenable; puis le *Portalis*, de M. Ramus, dont la tête a de la vie et de la vérité, mais dont le manteau sénatorial

est bien lourd : — jambes finement étudiées et modelées. Réparons ici à l'égard de cet artiste une omission inexcusable, en mentionnant ses deux figures en marbre de *la Bienfaisance* et des *Arts*, dont la première surtout offre des draperies d'un grand style et une belle tournure. Après *Portalis* vient un autre grand dignitaire de l'empire, qui heureusement, ainsi que le savant et profond législateur, avait d'autres droits au marbre ou au bronze que ses honneurs et ses titres, *le marquis de Laplace*. Cette figure assise, de M. Garraud, est une de celles qui ont certainement coûté le moins à l'artiste, car sauf la tête, où paraissent quelques traces d'étude et de travail, le reste est tout de fabrique. Il n'en est pas de même du dauphin *Louis de France*, fils de Louis XV, par M. Dantan aîné, morceau de sculpture coquette, curieusement façonnée et poudrée. Les habits du temps prêtaient au marivaudage. M. Dantan en a fait, mais avec discrétion cependant et esprit. C'est une jolie statuette de cinq à six pieds. L'esprit et la distinction ne sont pas, en revanche, les qualités qui frappent le plus dans le *Bossuet* de M. Feuchères, figure sans caractère, chargée plutôt que vêtue d'une draperie de caprice, à petits plis carrés, brisant la lumière comme un miroir à facettes.

Passons sans y regarder deux fois devant le portrait du duc d'Orléans, et rappelons seulement que M. Jaley est l'auteur d'une des meilleures statues qui aient été faites de notre temps, le *Mirabeau* du vestibule de la chambre des députés. — L'*Étienne Pasquier*, de M. Foyatier, est bien posé, bien assis, mais d'un goût terriblement banal dans l'ensemble et dans les détails. Je ne sais si ce bon Pasquier ressemblait à la tête que lui donne l'artiste, et dans ce cas je le plaindrais, car elle est passablement ingrate et hétéroclite. Si l'on essayait de caractériser en peu de mots le *Bessières*, de M. Molchnet, on pourrait dire de cette sculpture qu'elle est froide, sèche, raide, dure et maigre; ce qui surprend d'autant plus que cet artiste passe pour être un de ceux qui caressent, comme on dit, le plus volontiers le marbre. Il faut donc croire qu'il ne s'est pas souvent approché de celui-ci. — Quant au *Colbert*, de M. Debay, le dernier dont nous nous souvenions, c'est une masse de pierre carrée, solide, bien équilibrée, en présence de laquelle la première idée qui vous vient est de demander : Combien cela peut-il peser? L'habileté bien connue de l'artiste permet de supposer que ce marbre a quelque autre mérite que celui du poids, et nous nous associons d'avance à tous les éloges qu'on pourra donner à cette estimable figure que nous avons eu l'inexcusable négligence de ne pas assez regarder.

Il y a aussi quelques *animaux* de grande et petite dimension, tels que : une *lionne* couchée, de M. Contour; un *jaguar*, de M. Demay, pour lesquels une simple mention suffit; un petit groupe en bronze (cerf pris par des chiens), de M. Mène, qui a le tort de rappeler les admirables compositions de M. Barye, à tout jamais proscrites par le jury; quelques cadres de médailles et médaillons, dont un de M. Klagmann; un grand crucifix en bois, de M. Dubois. Un grand nombre de bustes-portraits, parmi lesquels on doit distinguer ceux de Bartolini, de Florence (2162), de Mme Dubufe (portrait de M. Delaroche), de MM. Dantan, Debay, Louis et Joseph Brian, Desbœufs, Étex, Jouffroy, Maggesi, complètent cette exhibition sculpturale, une des plus faibles dont on ait mémoire.

II.

Peinture. — Cette longue halte dans la galerie des sculptures nous impose l'agréable obligation de réduire nos remarques sur les peintures au strict nécessaire. Nous ne faisons pas une statistique du salon; elle est dans le livret. La critique n'est pas tenue de tout voir et de tout juger; c'est là l'affaire du jury. Il y a au salon cette année plus de DEUX MILLE tableaux ou dessins, dont chacun a naturellement la prétention de se faire regarder. En présence d'une telle cohue de peintures et de noms, il faut bien se décider à de grands sacrifices. Nous allons donc résolument nous frayer un passage dans cette masse compacte, nous arrêtant un instant devant quelques rares toiles de choix, saluant de la main en courant quelques autres, et passant impitoyablement sur le corps de tout le reste. Ce procédé expéditif expose à des erreurs, mais nous pouvons positivement promettre de n'oublier aucun chef-d'œuvre.

La hiérarchie des genres, et à certains égards celle des talens, nous fait rencontrer d'abord le *Christ au Jardin des Olives*, de M. Chasseriau, artiste jeune encore, quoiqu'on l'en félicite depuis assez de temps, et dont les efforts constans et sérieux sont dignes d'intérêt et d'approbation. Cette nouvelle œuvre, sans être un progrès bien saillant, témoigne que ces efforts ne sont pas stériles. Ce serait, d'ailleurs, faire tort à M. Chasseriau, de mesurer la portée de son talent sur ce dernier ouvrage, lorsqu'on a une base d'appréciation bien plus large dans ses belles peintures monumentales de l'église Saint-Merry. Nous nous sommes assez expliqué sur nos scrupules à l'égard des représentations

modernes du Christ pour ne pas examiner trop curieusement la partie mystique ou métaphysique de cette composition. Le sujet est donné par ce verset de saint Marc : « il retourna ensuite vers ses disciples et les trouva endormis. » Il est probable qu'en rêvant à ce thème touchant, une foule d'idées ont traversé la tête du peintre, et rien n'empêche d'admettre qu'elles étaient extrêmement ingénieuses. Il a dû profondément méditer sur le sens moral et religieux du récit évangélique, et la sublimité de la pensée et des sentimens qu'il n'aura pas manqué d'y découvrir a été peut-être le motif déterminant du choix du sujet et le point de mire idéal dont il s'est le plus préoccupé dans l'exécution. On ne saurait assurément blâmer ces préoccupations qui témoignent d'une nature d'esprit élevée. On peut remarquer toutefois que tout ce travail d'intelligence, auquel un artiste est si porté à se complaire et à attacher une extrême importance, ne passe pas d'ordinaire de sa tête sur sa toile. Pendant que sa pensée erre dans les régions célestes, son œil et sa main, qui ne peuvent atteindre si haut, s'occupent d'une besogne moins sublime, mais indispensable, l'exécution du tableau. Ceci veut dire qu'il ne faut pas chercher des mystères dans ce tableau de M. Chasseriau; il faut y voir seulement ce que l'art y montre et y pouvait montrer aux yeux, c'est-à-dire un homme qui marche et s'approche de trois autres hommes couchés et endormis. Nous ne prétendons pas que la peinture de cette scène ne soit soumise à quelques conditions particulières, résultant de cette circonstance que l'homme qui marche est Jésus et les hommes endormis des apôtres; mais nous disons que la partie purement matérielle du fait est le motif essentiel de la représentation pittoresque, celui qui domine tous les autres et se subordonne toutes les idées, morales ou autres, que l'artiste a voulu ou pu vouloir exprimer. Ce n'est pas là rabaisser le but de la peinture, c'est seulement indiquer ses véritables limites et ses conditions fondamentales. Nous n'avons pas, heureusement, le temps d'expliquer ce point d'esthétique qui pourra paraître hétérodoxe, particulièrement aux artistes qui croient que pour faire du beau et du grand il faut avoir un monde d'idées dans la tête, et qui s'imaginent de bonne foi être capables de mettre sur une toile des subtilités psychologiques, des nuances morales que l'esprit seul peut saisir et que la parole peut à peine rendre. Ces remarques ne s'adressent pas spécialement à la peinture de M. Chasseriau, qui en est le prétexte plutôt que l'objet. Nous aimons à reconnaître même que sa composition, jugée, à tort ou à raison, du point de vue que nous venons d'indiquer, offre des parties fort louables.

La figure du Christ est malheureusement la moins réussie. Son geste est équivoque. La draperie dans laquelle il est contenu forme, des pieds à la tête, un parallélogramme trop symétrique, sans accidens, sans mouvement. Il ne faut pas être nu et vide à force d'être simple. Du reste, l'ajustement est peut-être la partie faible de M. Chasseriau. Il ne nous semble pas qu'il en soit bien maître et paraît s'y embarrasser facilement. Les trois figures d'apôtres, particulièrement les deux du premier plan, à gauche et en face du Christ, sont en revanche d'un grand goût de pose et de dessin, d'une exécution ferme, serrée et énergique. Le ton général manque un peu de vie et d'éclat, mais non de force et d'harmonie. Bien que M. Chasseriau ne soit nullement coloriste, dans le sens ordinaire du mot, sa couleur est véritablement sienne et participe de l'individualité incontestable de son style et de son dessin. Nous ne dirons pas que cette individualité atteint la grande originalité, mais assurément elle n'est pas vulgaire; elle n'est pas assez saillante pour étonner, assez puissante pour s'imposer, mais elle l'est assez pour se faire distinguer. Nous espérons, sans y compter pourtant complètement, que ce jugement ne sera pas trop en désaccord avec l'idée que l'artiste qui en est l'objet doit déjà vraisemblablement s'être faite lui-même de la nature, de la portée et de l'avenir de son talent.

Nous avons peu de confiance aux restaurations, aussi peu en art qu'en politique, qu'en religion; et c'est merveille que tant de peintres se fourvoient encore dans ces inutiles essais de contre-révolution. Il est à remarquer que ce sont d'ordinaire les plus gens d'esprit et les plus instruits qui s'abandonnent à ces velléités archaïques. Tel est incontestablement M. Sturler, qui, habitant d'ordinaire Florence, s'y est pris pour les fresques qui couvrent les vieux murs d'un amour qui va quelquefois jusqu'à l'adoration et au culte. Son *Incrédulité de saint Thomas* est un spécimen de l'art florentin du temps de Giotto : morceau curieux, sans doute, sous le rapport de l'érudition, mais qui, nous l'espérons, ne sera qu'un épisode dans la carrière d'un artiste qui sait, lorsqu'il le veut, trouver dans ses inspirations personnelles ce qu'il va inutilement demander à de vieilles sources taries.

M. Savinien-Petit ne remonte pas si loin. Il a cru devoir s'arrêter, dans sa *Descente de Croix*, à l'école qui a précédé immédiatement Raphaël. Rien dans cette peinture n'appartient à l'auteur; le style, le dessin, la couleur, le ton, le système de composition, la méthode d'exécution, tout est emprunté. C'est du pur italien, parlé avec un peu d'accent allemand. Et pourtant ce singulier travail n'est ni un

pastiche, ni un plagiat. C'est une simple assimilation habile, savante et intelligente du goût et de l'esprit d'une autre époque. Considérée en elle-même, cette œuvre n'est nullement méprisable. Comme composition, comme style, et surtout comme expression, elle n'aurait certes rien à craindre de la comparaison avec aucune autre des peintures du même genre de notre temps. Son seul défaut est de vouloir produire, et de produire réellement, une illusion sur sa date. Il est bon de s'appuyer sur la tradition, mais il ne faut pas la recommencer. Il arrive de là que cette peinture, assurément fort méritoire, n'a pas, que nous sachions, excité l'intérêt qu'on accorde à des œuvres très inférieures. M. Savinien-Petit, après avoir mis tant d'intelligence et de talent à refaire des choses faites, songera, sans doute, une autre fois un peu plus à lui, et ne voudra plus mettre son individualité, évidemment heureuse et bien douée, sous la protection de souvenirs qui l'absorbent entièrement à leur profit et l'annulent.

Pour arriver de cette *Descente de Croix* à *l'Entrée de Jésus-Christ à Jérusalem*, de M. Muller, il faut passer par-dessus quatre siècles au moins, si toutefois l'œuvre de M. Muller appartient à une phase de l'art quelconque. On peut, sans être trop pédant, s'étonner d'un tel mépris de toute vérité historique, de toute convenance locale et morale. Les peintres coloristes ont fait, en général, assez bon marché de tout cela, et on ne les chicane pas trop sur des anachronismes et des caprices d'invention dont ils nous indemnisent largement par le charme et la puissance de leur exécution. Mais la peinture de M. Muller n'a pas le droit d'user et d'abuser de la liberté à ce point, qu'il lui soit permis de transformer une scène de l'Évangile en une scène de carnaval ou une foire de bohémiens. Il lui est encore moins permis de braver les règles de la perspective et des proportions, et il devrait avant tout mettre ses figures à leur place. Ceci est de règle. Il y a cependant dans ce chaos un certain entrain d'exécution, et un véritable sentiment de couleur. Malheureusement tout l'effet se réduit à un tapage de tons plus étourdissant que piquant. Le groupe des trois hommes, à droite, plongés dans la demi-teinte, est peint avec une grande finesse et transparence de tons, jointes à beaucoup de vigueur. Le maître de M. Muller, M. Delacroix, aura lieu d'être content de ce morceau, qu'il ne désavouerait peut-être pas. Si M. Muller parvenait un jour à s'assurer de ce qu'il cherche et de ce qu'il veut, au lieu de divaguer, comme il paraît le faire, en proie à une sorte de manie de colorisme sans but et sans frein, on pourrait espérer de son incontestable talent quelques œuvres mieux digérées. Cette manie, du reste, s'étend, et attaque jusqu'à des ar-

tistes qui n'y paraissent guères portés par la nature de leur talent, s'il faut en juger par ce *Jésus guérissant les malades*, lourde contre-façon vénitienne, dans laquelle M. Chambellan a cru mettre de la couleur en cousant çà et là sur sa toile quelques lambeaux d'étoffes taillés dans les *Noces de Cana*.

Cette recherche de l'effet matériel de la peinture aux dépens de la signification morale a conduit aussi M. Glaize à rabaisser jusqu'à la familiarité bourgeoise, dans sa *sainte Élisabeth de Hongrie*, une scène d'un pathétique noble et élevé. C'est un Ostade en grand, moins cependant la finesse et l'harmonie. Des tons vigoureux, une touche ferme, des contrastes fortement accusés, donnent à cette peinture un grand relief et une physionomie originale. Avec un peu plus de délicatesse, de transparence, et moins de papillotage, M. Glaize pourra certainement arriver au résultat qu'il paraît poursuivre; mais il nous permettra de regretter qu'il n'ait pas continué à marcher dans la voie qui lui avait si bien réussi pour sa *Psyché* et son *Armide*. Le *saint Didyme et saint Théodore*, de M. Bigand, quoique exécuté aussi au point de vue du coloriste, réalise l'effet cherché sans des sacrifices trop coûteux. Un bon sentiment de couleur ne saurait jamais gâter une peinture, religieuse, historique, de style, ou de quelque nom qu'on l'appelle.

La *Notre-Dame de Pitié*, ou, comme on dit en Italie, la *Pietà* de M. L. Boulanger, nous offre une nouvelle variation du goût de cet artiste; et ce ne sera pas probablement la dernière. M. Boulanger est un peintre éclectique, comme on peut s'en assurer par ses peintures de la chambre des pairs, où il a changé de style et de manière aussi souvent que de sujets et de panneaux, allant des Italiens aux Espagnols, de ceux-ci aux Flamands, non sans faire quelques pointes sur le domaine des maîtres contemporains. Ceci n'est ni une critique ni un éloge, c'est un simple fait. Dans ces variations, il n'a conservé que sa couleur, qui n'est ni des plus distinguées, ni des plus riches, ni, s'il faut le dire, des plus aimables. Sa *Pietà* est, il est vrai, un sujet triste, qui n'exigeait pas d'éclat, mais il a peut-être un peu trop prodigué les tons gris, fumeux et sourds. L'exécution, en général, manque de fermeté et de ressort. Cette mollesse, ce défaut d'accentuation se retrouvent également, et dans la composition, qui est bonne comme disposition générale des figures, mais qui n'offre aucun motif neuf ou saillant, et dans le style qui, sans être vulgaire, manque cependant de caractère et de grandeur, et dans l'expression, qui est d'une vérité un peu commune et n'atteint pas au haut pathétique réclamé par le

sujet. Malgré tout cela, ce tableau porte la marque d'un travail consciencieux, habile, intelligent, et s'il n'a pas des qualités supérieures, il est loin pourtant de devoir être confondu avec la foule des peintures du même genre. L'œuvre et l'artiste sont assez forts pour motiver la critique, et par conséquent pour la supporter. L'auteur d'une autre *Pietà*, M. Comairas, nous pardonnera de nous borner, à l'égard de sa peinture, à une simple indication, quoiqu'elle méritât mieux. Nous ajouterons cependant que si, par l'énergie de l'exécution et par d'autres qualités d'un ordre élevé, l'œuvre qu'il expose est assez remarquable pour rappeler son très beau *Christ au tombeau*, elle ne l'est pas assez pour le faire oublier.

Si quelques études de carnations, comme on disait autrefois, peintes avec une grande adresse ou plutôt une grande rouerie pratique, suffisaient pour constituer un tableau d'église, M. Champmartin en aurait certainement fait un dans son *Christ aux petits enfans*. C'est vraiment dommage que tous ces petits corps frais et rosés ne se détachent les uns des autres et du fond de la toile que par des contours de noir de suie, d'une dureté et d'une opacité qui font tache. Comment peut-on être si inhabile et si habile en même temps? La figure en chemise, assise au centre, n'est probablement désignée comme un Christ par le livret que pour indiquer que le tableau est destiné à une église.

L'annonce de trois tableaux de M. Ziégler avait fait quelque sensation avant l'ouverture du salon. On se demandait avec une sorte d'inquiétude ce que pouvait avoir de nouveau à montrer l'auteur des peintures de la coupole de la Madeleine. On parlait d'une *Notre-Dame des Neiges*, d'une *Vénitienne*, d'une *Rosée qui répand des perles*, désignations singulièrement énigmatiques et mystérieuses. Pour notre part, nous n'avons jamais partagé cette curiosité; nous ne comprenions pas qu'il y eût, à l'égard de M. Ziégler, matière à question, après un fait aussi considérable que celui des peintures de la Madeleine. Nous supposions qu'il n'y avait qu'un avis sur ce travail, ou tout au plus deux, celui de l'auteur et celui du public et des artistes. On pouvait donc avoir l'esprit parfaitement en repos sur le résultat d'une nouvelle expérience.

Notre-Dame des Neiges est tout simplement une Vierge, *col bambino*, assise sur un tertre en plein air. A quelque distance, des hauteurs couronnées de neige expliquent le surnom donné à cette madone, à l'imitation sans doute de ceux de Vierge à *la chaise*, au *lézard*, au *poisson*, aux *candélabres*, qui servent à distinguer celles de Raphaël. M. Ziégler a dû naturellement songer à ce précédent et

s'en autoriser. Quoi qu'il en soit, cette madone est une figure d'un style prétentieux et qui cherche à avoir une physionomie, d'un coloris froid et sans ressort, d'une exécution qui vise à la correction et à la précision du modelé, mais qui manque essentiellement d'étoffe et de corps. C'est une peinture toute en surface. On ne peut cependant refuser à cette composition une certaine tournure qui voudrait être élégante et noble, et qui peut à la vérité produire un instant cette illusion. Nous ne dirons rien de cette bizarre idée de mettre la Vierge dans la neige, et de faire grelotter ce pauvre enfant-Jésus sous un ciel inclément, quelque soin que prenne la mère de réchauffer ses petites mains dans les siennes. Quant à la *Rosée*, c'est une figure de femme, entièrement nue, debout, entourée de touffes luxuriantes de feuillage et de fleurs, qui étend et arrondit ses bras au-dessus de sa tête, comme une joueuse de castagnettes, et laisse tomber négligemment de ses mains entr'ouvertes des gouttes d'eau, que M. Dorat et M. Ziégler appellent des perles. Ce programme était certainement imprévu. Il nous reporte à ces temps ingénieux où l'on intitulait un tableau : les *Amours d'un Papillon et d'une Rose*, ou *Vénus vaccinée par Esculape*. La filiation d'idées qui a pu conduire M. Ziégler à la conception, à l'invention et à la dénomination de cette figure, est cependant la chose la plus simple du monde. Il avait chez lui, dit-on, un vieux tableau de l'école de Primatice, représentant une femme nue qui, se retenant avec ses deux mains aux branches d'un arbre, se balance mollement sur ses bras. A ses pieds était un petit amour. Otez maintenant le petit amour et l'arbre, la femme restera dans sa pose primitive, et vous aurez la figure du tableau de M. Ziégler. Substituez aux couleurs un peu dégradées, mais encore chaudes et brillantes, de la vieille toile, des tons gris-bleuâtres, blafards et ingrats, et vous aurez la peinture que vous voyez. C'est ainsi que *Vénus* a été transformée en *Rosée*. Telle est l'explication qu'on nous a donnée de cette énigme, et qui nous paraît très vraisemblable. Dans cette supposition, en effet, le jet hardi, élégant et gracieux de la figure se comprendrait aussi facilement que les qualités moins aimables de l'exécution; et chaque chose serait remise à sa place. Reste la *Vénitienne*, figure nue à mi-corps, occupée à dérouler les longues tresses d'une brune chevelure. Nous aimons à retrouver dans l'exécution de ce morceau quelques bons souvenirs du *Giotto*, qui fut le début de M. Ziégler, et qui lui valut un succès brillant et mérité.

Lorsque, il y a environ vingt-cinq ans, M. Couder gagnait un prix de peinture historique avec son fameux *Lévite d'Éphraïm*, lorsqu'il fai-

sait ensuite le *Combat d'Hercule et d'Antée*, *les Adieux de Léonidas*, *Vénus et Vulcain*, il ne se doutait pas qu'il dût un jour, lui, le dernier élève de David, abandonner les traditions sacrées des ateliers de la république et de l'empire, passer en transfuge dans le camp des barbares qui ont détruit le culte du deltoïde et de la draperie mouillée, servir gaiement dans cette nouvelle campagne de l'art avec l'ardeur d'un volontaire, et y acquérir une gloire presque égale à ses classiques triomphes. Ces transformations, fort communes en politique, sont rares dans les arts. On abandonne beaucoup plus aisément un maître, un parti, un drapeau, que des habitudes d'esprit, de goût et de main. Parmi les artistes ses contemporains, M. Couder est peut-être le seul qui soit franchement homme de son temps. Cette circonstance fait honneur à l'indépendance de son esprit et à la souplesse de son talent. Son dernier tableau de *la Fédération* n'est pas proprement un tableau d'histoire; c'est une peinture de panorama, une vue générale topographique du Champ-de-Mars, tel qu'il put s'offrir de loin à un spectateur placé sur une hauteur, le 14 juillet 1790, vers l'heure de midi. Les figures ne sont que des élémens partiels d'un effet d'ensemble; elles n'entrent dans la composition que comme masses; elles n'ont individuellement aucune signification particulière, pas plus celle-ci que celle-là. On pouvait concevoir et représenter autrement ce grand fait, mais si on accepte le principe de la composition, qui est de subordonner le côté historique et moral du fait à l'aspect matériel général de la scène, on doit reconnaître que M. Couder a parfaitement rempli son programme. Les lignes générales sont habilement disposées; il y a de l'air et de la lumière partout; les innombrables petites figures des premiers plans sont pittoresquement groupées, galamment tournées, spirituellement touchées. M. Couder en a pris naturellement un peu partout, dans les peintures, les caricatures, et les ouvrages illustrés du temps; mais il a fort ingénieusement et adroitement mis en œuvre ces matériaux indispensables.

Parmi les tableaux qu'on nomme officiels, il y a, comme de coutume, quantité de batailles, qui ne diffèrent guère que par l'uniforme des combattans. Il est remarquable que, bien qu'en théorie rien ne semble devoir exciter plus d'intérêt et d'émotion que la vue d'hommes qui s'entretuent dans une lutte à mort, il n'y a rien, en fait, qui soit regardé plus froidement que ces sortes de peintures, et il faut un talent d'un ordre supérieur pour vaincre cette indifférence. M. Debay, dans une *Bataille de Dreux*, a amoncelé un énorme matériel d'armes, de drapeaux, d'harnachemens, de panaches et d'équipages de guerre,

mais une mauvaise disposition de ses masses et de sa lumière ôte tout effet à son tableau, peint d'ailleurs avec largeur et facilité. Cette bataille nous en rappelle une autre que le jury n'a pas laissé voir au public; œuvre d'un artiste d'un talent jeune, hardi, plein de verve et d'entrain, la *Bataille d'Hastings*, de M. Debon. Dans sa *Bataille d'Ascalon*, M. Larivière a rencontré cette fois quelques combinaisons un peu moins banales que celles qui défraient d'ordinaire sa grande exploitation, et on aurait lieu de le féliciter de l'ordonnance ingénieuse de sa composition, et de l'invention de quelques motifs heureux, si l'on ne devait avant tout se plaindre du défaut de caractère de son style et de la triviale facilité de son exécution.

On trouvera naturel et même respectueux que nous nous taisions sur la peinture officielle de M. Biard, qui n'a d'historique que les noms, les costumes et le lieu. On trouvera à se procurer un accès de gaieté moins inconvenante devant son *Appartement à louer*, et ses *Inconvéniens d'un Voyage d'agrément*.

Si l'on veut voir une œuvre d'art véritable, non du premier ordre, ni même peut-être du second, mais d'une grande distinction relative, il faut aller dans la galerie de bois s'arrêter devant ce frais morceau de couleur qu'il a plu à M. Couture d'appeler *l'Amour de l'or*. M. Couture est et veut, avant tout, être coloriste. Il faut donc avec lui, comme avec ses pareils, accorder beaucoup à la fantaisie et au caprice, ne pas trop s'inquiéter du sujet, et aller droit à la peinture. Sous ce point de vue, son nouvel ouvrage développe, sur une échelle un peu plus large, et avec un degré supérieur d'accentuation, les qualités qui se trouvaient déjà, quoique moins clairement écrites, dans son *Trouvère* de l'an dernier : une grande finesse et transparence de tons, et une distribution harmonieuse de la lumière. Sa couleur n'a ni beaucoup de richesse ni beaucoup de ressort, mais elle a un jeu et un mouvement qui amusent et attachent l'œil. Ce n'est pas un coloris, qu'on nous passe le terme, de style, car il y a aussi du style dans la couleur, comme celui des maîtres en ce genre, celui d'un Titien, d'un Rubens, d'un Véronèse. Celui-ci est, pourrait-on dire, d'une étoffe plus mince, plus légère et bien moins résistante. Il est un peu à la superficie; au lieu d'adhérer fortement aux objets et de faire corps avec eux, il n'en est que le vêtement. Il y a dans l'exécution de M. Couture plus de pratique qu'on ne le croirait d'abord, et pas mal de petits secrets d'atelier. Elle a cependant une physionomie assez caractérisée pour constituer une manière. Si nous remarquons plus spécialement les qualités techniques de cette composition, ce n'est pas qu'elle n'en ait point

d'autres. Il est impossible de mettre du sentiment, du goût, de la vie et de l'intelligence dans la couleur, sans en mettre aussi dans tout le reste. Du moins nous ne croyons pas que cela soit jamais arrivé; et si parmi les coloristes de quelque valeur il en est beaucoup, même des premiers, qui aient été relativement assez faibles dans l'expression des pensées et des hautes passions, peu scrupuleux sur le choix des formes, et assez indifférens à l'effet moral de leurs œuvres, il n'en est aucun qui n'ait mis dans ses figures ou de la vérité, ou de la grace, ou de l'esprit. Nous ne nous chargerons pas de dire à quelle dose tout cela peut se trouver dans la peinture de M. Couture; c'est assez qu'elle soit suffisante pour que sa composition puisse plaire à ceux même qui ne cherchent et ne sauraient voir dans un tableau qu'une scène de comédie ou de tragédie plus ou moins bien jouée, ou le récit plus ou moins clair et circonstancié d'un fait.

Nous pensons que ce jeune artiste vient de donner dans ce dernier ouvrage la mesure de la portée et de l'avenir de son talent. N'aller que jusque-là, lorsqu'on va jusque-là, c'est presque indiquer qu'on ne peut aller plus loin, et cette œuvre aurait beaucoup plus de prix si l'on pouvait croire qu'elle n'est qu'une promesse.

Bonheur, Malheur, telle est l'antithèse philosophique que M. Gallait a essayé de formuler en peinture, sous l'emblème de deux mères dont l'une, couverte des haillons de la pauvreté, le teint hâve, les traits flétris, debout en face d'une pierre tumulaire, porte dans ses bras et serre contre son sein desséché deux petits enfans endormis, tandis que l'autre, richement parée, entourée de fleurs, resplendissante de jeunesse, de vie et de santé, contemple avec tendresse son enfant jouant sur ses genoux. Ces deux tableaux, de même dimension, se font pendant. Nous n'aimons pas en peinture ces moralités larmoyantes du drame bourgeois. Au temps de Diderot, cette idée seule eût valu à M. Gallait les honneurs du salon. On était alors très sensible, et on ne parlait de la vertu qu'avec la larme à l'œil. Pour nous en tenir à la question d'art, nous dirons que la pauvre veuve nous paraît, pour le caractère et l'expression, de la famille bien connue des femmes malheureuses de M. A. Scheffer. Sans se distinguer par des qualités bien supérieures, ces deux morceaux de l'auteur de l'*Abdication de Charles-Quint* sont dignes d'attirer l'attention des artistes non moins que la sympathie des ames sensibles. Le *Malheur* particulièrement est peint avec beaucoup de finesse et d'un ton harmonieux. Dans le *Bonheur* il y a un peu trop de clinquant dans l'effet, et si nous ne nous trompons, la couleur manque de vérité. M. Gallait a aussi un portrait

d'homme (salon carré) largement et vigoureusement peint, et une scène de bataille (*Prise d'Antioche par les croisés*) qui n'est guère qu'une esquisse assez vivement touchée.

Le *Giorgione peignant un portrait*, de M. Baron, est un morceau de peinture vive, sémillante, propre et coquette, comme il sait en faire et comme il n'en avait jamais mieux fait. Nous ne répondrions pas cependant qu'avec tant de couleurs, M. Baron ait fait véritablement de la couleur. C'est moins la variété et l'intensité des tons locaux que l'harmonie générale du mélange, qui constitue la puissance et le charme du coloris. M. Baron a le tort de vouloir appeler l'œil partout; il ne sait pas faire de sacrifice. Il résulte de là que sa peinture manque d'effet. Il y a aussi une singularité peu heureuse dans sa composition, — c'est ce chevalet et le châssis qu'il supporte qui, placés de biais, coupent la scène en deux moitiés dont chacune est un tableau, — et en outre une faute de perspective dans la ligne qui sépare le parquet de l'estrade placée au fond. On ne saurait non plus faire compliment à Giorgione de la tête d'orang-outang que M. Baron a mise sur ses épaules. Mais ce sont là des peccadilles. Puisque nous parlons couleur, n'oublions pas les *Bohémiens* de M. Diaz. La peinture de M. Diaz est le pays de la fantaisie, dans le royaume de Lilliput; elle chatoie devant vous comme un mirage où passent et repassent, sans se fixer, de gracieuses apparitions. Tout ce qu'on voit est charmant, mais on ne sait pas ce qu'on voit. Nous croyons avoir entrevu cependant parmi ces Bohémiens bon nombre de jolies petites têtes, blondes et brunes, spirituelles et souriantes, à la fois enfantines et coquettes, pleines de malice et d'innocence. Toutes ces femmes vont évidemment au sabbat ou en reviennent. Il y a deux autres toiles de M. Diaz bariolées des mêmes couleurs. M. Diaz excelle à ce jeu de main qui est aussi un jeu d'esprit, et de cet esprit-là n'en a pas qui veut. Nous n'entendons pas cependant mettre ces charmantes pochades tout-à-fait sur la même ligne de l'art que la *Transfiguration* et le *Jugement dernier*.

Citons encore, parmi ces petites toiles de genre, *le Traîneau Russe* et *le Voyage dans le Désert*, deux impressions de voyage de M. Horace Vernet; *la Fontaine arabe*, de M. de Chacaton, talent nouveau qui paraît vouloir se frayer une route entre M. Decamps et M. Marilhat; *les Cantonniers*, de M. Adolphe Leleux, déjà vus trop souvent sous d'autres noms pour mériter des éloges nouveaux; *les Laveuses*, de son frère (M. Armand Leleux), petite composition peinte avec beaucoup de sentiment et d'un goût original; et enfin le magnifique assortiment de *Fruits et de Fleurs* de M. Saint-Jean. Nous allions ou-

blier M. Papety! (*Tentation de saint Hilarion*), qui aurait pu effectivement nous échapper. Comment se douter qu'un talent aussi ambitieux, qui ne se plaît que dans les grands espaces et sur les hauteurs, s'était caché là?

Sur les deux mille quatre cent vingt-trois morceaux exposés, il y a plus de SEPT CENTS portraits, c'est-à-dire près du tiers du chiffre total. Avions-nous tort de dire que la fabrique envahissait le salon? Nous prendrons la liberté de laisser admirer tous ces visages à ceux qui les portent, et nous ne ferons pas servir la critique à l'annonce. Distinguons pourtant l'art de la fabrique.

Le *duc de Nemours*, par M. Winterhalter, est d'une élégance un peu fade pour un jeune guerrier botté, et dont la main s'approche de la garde de son épée : peinture, du reste, d'un goût distingué et d'une exécution fort adroite.

Le portrait de Mme la princesse de B. est à la fois un malheur et une calomnie. Comment un artiste du talent et du goût de M. Lehmann a-t-il pu se rendre si digne de commisération et si coupable? On ne comprend rien à cette manière d'interpréter la nature. Et c'est en cherchant le style, le caractère, en courant après quelque idéal probablement introuvable, que M. Lehmann a laissé échapper le corps pour l'ombre, et découpé sur sa toile cette image froide, immobile, morte! Il y a cependant dans cette singulière peinture, et dans sa singularité même, l'empreinte d'un esprit élevé qui ne va si loin dans l'erreur que pour s'éloigner davantage de la vulgarité. Le portrait de femme, de M. Perignon (salon carré), robe plissée brune, cheveux noirs, les mains rapprochées, est une œuvre moins profondément méditée, mais plus heureuse, et il est peu de portraits du salon qui soient si long-temps regardés. Celui de M. le baron Pasquier n'offre rien qui puisse ajouter à la gloire de M. Horace Vernet, qui n'est pas fondée sur ce genre de peinture. Les petits portraits au pastel de M. Vidal (*Pasquita*, *Needjmè*, *Noëmi*) sont particulièrement remarquables par le caractère élégant et original du dessin, et le goût piquant de l'exécution. On pourrait en distinguer quelques autres, tels que ceux de MM. H. Scheffer, Court, Lepaulle, Brémond, Rouillard, Hesse, Blondel, Dubuffe, Guignet, d'une dame, Mme Lavalard, sans compter ceux de Mme de Mirbel, que nous n'avons pas vus, mais que nous supposons parfaitement semblables à leurs aînés. La plupart de ces talens sont si connus qu'une mention ne peut guères avoir d'autre but que de constater leur assiduité au salon et le zèle qu'ils mettent à mériter le suffrage du public.

Après une assez longue absence, M. Marilhat a fait enfin sa rentrée avec huit morceaux, dont sept appartiennent à cette brillante illustration de l'Orient, dont il détache de temps en temps quelques pages. M. Troyon avec sa *Forêt*, M. Corot avec son *Paysage* (du grand salon), M. Aligny avec sa *Vue de l'Acropolis d'Athènes* et sa *Campagne de Rome*, M. Flandrin avec ses paysages composés, M. Français avec sa *Vue des environs de Paris*, M. Jadin avec ses tableaux de chasse, M. Flers, M. Joyant avec ses belles vues de villes, représentent à peu près les principales directions suivies par nos paysagistes. Dans les *marines*, toujours clair-semées, nous n'ajouterons au nom de M. Gudin que ceux de MM. Émeric (*Falaise d'Etretat*), Durand-Brager (*Combat de la frégate le Niemen*), et Heroult (aquarelle).

Dans l'architecture, nous avons remarqué les *Études* sur l'art décoratif en Italie à différentes époques, par M. A. Denuelle, travail consciencieux, savant et utile; en gravure, une très belle estampe de M. Ach. Martinet, d'après une madone de Raphaël.

Telles sont les œuvres, tels sont les noms qu'il nous semble voir surnager au-dessus de cet immense chaos des produits de l'art contemporain. Ce coup d'œil jeté sur l'ensemble du travail intellectuel d'un grand peuple fait voir que la condition de l'art est la même que celle de la société : une multitude de petites individualités, point de grands caractères, du talent partout, du génie nulle part, beaucoup de mouvement et point de direction, une immense activité et pas de résultats. Ce spectacle est triste.

L. Peisse.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 avril 1844.

On a donné avec quelque raison à la session actuelle le nom de *session des propositions;* jamais en effet elles ne furent aussi multipliées. Faut-il voir en cela un moyen de conquérir de l'importance individuelle, ou doit-on trouver dans ce fait la manifestation de besoins sociaux qui échappent à l'initiative du pouvoir? L'une et l'autre interprétation ne manquerait pas de justesse, et peut-être faudrait-il les combiner pour rencontrer l'exacte vérité.

La chambre des députés a converti en résolution la proposition relative à la falsification des vins. C'est un intérêt de morale et d'hygiène publiques auquel il était juste de donner satisfaction, intérêt qui, à un certain point de vue, prend d'ailleurs des proportions plus vastes que celles qu'entendaient lui donner les propriétaires vinicoles. On peut y voir un pas de plus dans cette route de réglementation de l'industrie, carrière nouvelle hérissée d'obstacles et semée d'écueils, mais vers laquelle le développement du principe de libre commerce pousse nécessairement tous les pouvoirs publics.

La proposition qui se rapporte à l'uniformité de la taxe des lettres a été inspirée par le besoin d'égalité et d'universel développement inhérent à une société comme la nôtre. Faire participer toutes les classes de la population aux avantages qui pour les générations antérieures étaient restés l'apanage du petit nombre, compenser l'abaissement du prix par l'extension de l'usage, tel est le double problème dont l'application ne se rencontre pas moins dans la réforme postale que dans l'établissement des chemins de fer. Il est d'ailleurs un autre principe de rigoureuse justice auquel il serait à désirer qu'une commission pût trouver moyen de satisfaire sans blesser les intérêts du trésor, que nous n'hésitons pas à placer en première ligne dans les débats de cette nature. Chacun sait que, dans les revenus des postes françaises, le prix du service rendu au public pour le transport des lettres représente à peine le quart de la taxe acquittée : dès-lors, en bonne justice, cette portion du prix pourrait seule varier à raison des distances parcourues. Le reste,

étant perçu à titre d'impôt pur et simple, devrait être appliqué à toutes les parties du territoire, sous la condition de la plus stricte égalité. Or, il n'en est point ainsi, et, de quelque subtilité qu'on s'enveloppe pour échapper à l'évidence, il est constant que l'impôt des postes atteint de la façon la plus inégale l'habitant de la banlieue de Paris et celui de la Provence ou du Dauphiné.

La commission nommée pour l'examen de la proposition de M. Chapuis-Montlaville va, dit-on, ouvrir une sorte d'enquête sur la situation de la presse périodique et sur les moyens de modifier, sans compromettre gravement les intérêts du trésor, les prescriptions de la loi du 12 décembre 1830 relatives au timbre proportionnel. Nous la suivrons avec un vif intérêt dans cette voie, et nous verrions avec bonheur qu'il fût possible de dégager la publicité sérieuse des entraves fiscales sous lesquelles est menacée d'expirer aujourd'hui toute entreprise indépendante. On ne saurait demander à l'état, en présence de besoins trop constatés, qu'il renonce à une recette de 3 millions 500,000 fr.; mais, s'il était possible de faire porter sur l'industrie l'impôt qui atteint aujourd'hui la pensée elle-même, cette solution serait assurément fort approuvée par l'opinion. Nous persistons à penser que la commission de la chambre fera bien de diriger dans ce sens les investigations auxquelles on assure qu'elle est disposée à se livrer. Arracher la presse au monopole qui menace de l'absorber serait rendre un service véritable au pouvoir non moins qu'à la liberté. Sachons défendre contre l'omnipotence des capitaux cosmopolites nos journaux aussi bien que nos chemins de fer.

Les développemens donnés par M. Saint-Marc Girardin à sa proposition relative à l'organisation des carrières administratives ne lui ont pas ôté le caractère un peu vague auquel elle a dû peut-être l'unanime adhésion de la chambre. Chacun est frappé des vices de la situation actuelle et des embarras suscités à tous les hommes politiques, depuis les ministres jusqu'aux simples députés, par la foule chaque jour croissante des solliciteurs. Toutes les ambitions excitées, toutes les intelligences uniformément développées, toutes les fortunes amoindries par les prescriptions de nos lois civiles, concourent à amener un état de choses auquel il sera difficile d'opposer un remède efficace. Déjà, malgré les influences qui les dominent, et peut-être pour échapper à l'action de ces influences même, les chefs des principales administrations ont pris des mesures que la proposition des six honorables députés n'a guère pour but que de sanctionner législativement. La direction générale des forêts a fondé à Nancy son école polytechnique. Un double examen est requis dans l'administration de l'enregistrement avant l'admission au surnumérariat et comme condition de la promotion au grade de receveur. Un examen préalable subi devant les directeurs des départemens est nécessaire pour entrer dans les douanes et dans les contributions indirectes. On sait aussi que de nombreuses exigences de plans et de mémoires sont imposées par la direction générale des contributions directes, et que la carrière même des perceptions a été réglementée en 1839 par l'honorable M. Passy, alors ministre des finances. Enfin personne n'ignore qu'il n'est pas une

grande administration qui n'ait des règles intérieures pour l'avancement, et qu'on n'accorde à la faveur, dans la plupart des carrières financières, que ce qu'il serait malheureusement impossible de lui refuser, lors même que la proposition discutée dans les bureaux de la chambre serait convertie en résolution législative.

Le régime actuel semble devoir suffire pour tous ces services : aussi le projet de M. Saint-Marc Girardin et de ses honorables collègues se réduit-il à peu près à réclamer des ordonnances spéciales dont on ne détermine ni la matière ni les dispositions principales. Nous doutons que les auteurs de la proposition et les membres de la commission élue pour l'examiner veuillent l'application rigoureuse du principe des épreuves préalables et de l'avancement hiérarchique aux carrières politiques proprement dites, c'est-à-dire celles qui dépendent des départemens de l'intérieur et des affaires étrangères; nous doutons surtout qu'ils osent aller, avec la Prusse et le Wurtemberg, jusqu'à affecter de droit au concours la plupart des fonctions administratives, de manière à constituer en France une classe d'aspirans administratifs analogues aux caméralistes de l'Allemagne. Dès-lors il est permis de croire que cette proposition aura plus pour effet de proclamer quelques maximes salutaires que de déterminer le vote de dispositions effectives. C'est une question mise à l'étude avec l'intention de l'y laisser long-temps.

Une autre question appelait une solution plus nette et plus prochaine, et c'est pour cela, sans aucun doute, que le cabinet est parvenu à la faire écarter à la majorité de quelques voix. La France a embrassé résolument la politique de la paix ; si cette politique est quelque chose de plus qu'un expédient imposé par les circonstances, si elle est véritablement un système, ce système doit être appliqué avec ses conséquences naturelles. Notre pays doit, au moins, comme l'Europe entière, avoir les profits d'un état de choses auquel il a fait plus de sacrifices que personne. Au premier rang de ces bénéfices se placent naturellement la diminution de l'effectif militaire et l'abaissement de l'intérêt de la dette publique. On peut croire que la chambre maintiendra ses précédens sur la première question ; mais elle vient de les sacrifier complètement sur la seconde.

L'objection préjudicielle faite à la proposition n'était pas plus sérieuse que celles qui ont été opposées à la mesure elle-même. La prise en considération n'entraînait qu'un vote de principe, elle laissait à une commission le soin de déterminer, d'accord avec le gouvernement, le mode, le terme et les conditions de l'opération. Ceux qui ne sont pas étrangers aux phases de cette grande affaire n'ont pas oublié que c'est toujours de l'initiative de la chambre que sont sortis les projets de conversion, ainsi que l'a fort bien fait observer l'auteur de la proposition. Dans un rapport sur le budget de 1832, M. Jacques Lefebvre rappela le premier au gouvernement les devoirs qui lui étaient imposés, dans le double but d'abaisser le taux général de l'intérêt et d'alléger les charges publiques. En 1836, M. Gouin saisit la chambre d'une proposition semblable, que le cabinet repoussait alors, comme aujourd'hui,

par l'éternel argument de l'inopportunité. Malgré sa résistance, on se rappelle que ce projet, pris en considération à la chambre des députés, en 1838, y fut voté à la majorité des deux tiers des voix, le gouvernement s'étant, à cette époque, résolu à l'accepter. Plus tard, le *veto* de la chambre des pairs arrêta la réalisation d'une mesure qui se présentait alors dans des conditions beaucoup moins favorables qu'en ce moment.

Personne ne pouvait en effet se préoccuper de la crainte d'un remboursement éventuel, lorsque le taux du 4 1/2, qui serait offert aux rentiers, se livre aujourd'hui à la bourse fort au-dessus du pair, et que la rente 5 pour 100, de l'aveu de M. le ministre des finances, ne fléchirait probablement pas au-dessous de 112 sous le coup de l'opération. Où iraient d'ailleurs les capitaux? Serait-ce en Belgique, où les deux chambres viennent, par un concert unanime, de réduire l'intérêt d'un demi pour 100? Serait-ce en Angleterre, où on leur offrirait le chiffre réduit de 3 1/4 après l'opération que vient de faire le chancelier de l'échiquier sur la masse énorme d'un fonds de six milliards?

Mal à l'aise pour combattre une proposition qu'il a contribué plus que personne à vulgariser dans la chambre, et dont sa haute expérience financière lui démontrait la réalisation sûre et facile, M. Lacave-Laplagne a porté dans ce débat un embarras et un découragement visibles. Il s'est refusé à une discussion sérieuse, laissant clairement comprendre, par son attidude même, que les objections soulevées par la mesure n'avaient rien de financier. La chambre sait fort bien qu'un emprunt de 300 millions d'une réalisation douteuse, et, dans tous les cas, assez lointaine, d'après les prévisions même du budget dont elle est saisie, n'est pas un obstacle véritable à une opération dont le seul effet serait de donner au 3 pour 100 une élasticité qu'il a perdue sous la compression permanente du 5. Elle ne méconnaît, nous aimons à rendre cette justice à sa sagacité, aucun de ces faits éclatans d'évidence : si elle a reculé, c'est devant des résistances toutes politiques, qui lui ont paru engager l'existence même du cabinet.

C'est un nouveau vote de confiance obtenu de cette assemblée. Le chiffre de la majorité ne s'est, il est vrai, élevé qu'à cinq voix. Cela est grave pour la session prochaine, et disposera vraisemblablement le ministère à envisager la question sous un aspect nouveau. Si la situation générale de la France se maintient une année encore sur le pied actuel, la cause de la conversion sera donc irrévocablement gagnée, quelque effort que l'on fasse pour y susciter d'artificielles difficultés, et échapper à une économie que les gouvernemens de Belgique, d'Angleterre, de Naples et de Prusse jugent, en cet instant même, à un point de vue si différent du nôtre.

Les projets de chemins de fer sont venus rendre à la chambre une animation qu'elle semblait avoir perdue. M. Fulchiron a renouvelé sa jeunesse comme celle de l'aigle. On l'a vu, dans tout l'éclat de son activité et de sa gloire, organisant les coalitions, distribuant les listes, donnant le mot d'ordre à ses dociles amis, et mettant toute cette politique de clocher sous la protection des principes conservateurs, dont il se dit l'incarnation vivante. Une

proposition maladroite, émanée de l'opposition, est venue fortifier la trame si habilement tissue par l'honorable député du Rhône. Le cabinet s'est empressé d'adopter ces listes, de telle sorte que les plus grands intérêts de l'état se trouvent remis aux mains d'hommes dont l'opinion est parfaitement connue d'avance sur toutes les questions de finances et de tracés engagées dans cette immense affaire. Les honorables commissaires seront dominés par une seule préoccupation, celle de faire passer des projets qu'ils ont inspirés, et qui garantissent tous les intérêts qu'ils ont mission spéciale de défendre. Au lieu d'un résumé impartial, le rapport de la commission semble devoir être une plaidoirie. On dit la chambre fort émue de cette situation délicate, et l'on affirme même qu'une réaction peut-être exagérée s'y prépare contre des projets qu'il ne serait pas moins dangereux de repousser par irritation que d'acueillir par complaisance.

Le parti de l'exécution par l'état gagne chaque jour du terrain au sein du parlement, et trouve dans l'empressement même des compagnies des motifs nouveaux pour assurer au pays des bénéfices qui ne sont plus contestés. Entre des compagnies qui se refusent à prêter leurs capitaux sans être assurées d'un intérêt d'au moins 6 pour 100, et des prêteurs disposés à en fournir à 4, ce parti n'hésite pas à conseiller l'emprunt. L'état qui a construit la voie de fer et auquel la loi du 11 juin 1842 a imposé l'œuvre la plus difficile et la plus longue, l'état qui a fait tous les travaux d'art, tous les terrassemens, qui n'a plus qu'à revêtir la voie de ses rails, et possède même déjà des rails pour commencer ce revêtement, les posera-t-il au prix de quelques sacrifices pour rester propriétaire du chemin, ou les fera-t-il poser par des compagnies en leur en abandonnant l'exploitation pendant une période variant de 28 à 47 ans, pour prendre les termes extrêmes des divers projets présentés par le gouvernement?

En posant lui-même les rails, l'état entre en jouissance immédiate de bénéfices assurés, il reste libre de modifier les tarifs suivant les besoins de la circulation, et, par la concession de baux d'exploitation à court délai, il se dérobe aux difficultés d'une opération délicate. Quel motif pourrait le déterminer, en présence de ces avantages manifestes, à aliéner une propriété aussi précieuse que celle des chemins construits par lui? Est-ce une surcharge annuelle de 28 millions, en attribuant dix années à la confection du réseau total de 300,000 kilomètres, qui compromettra la fortune publique? Cette surcharge ne sera-t-elle pas couverte par un bénéfice portant sur la totalité des capitaux consacrés à la confection des chemins, capitaux qui, dans le système opposé, resteraient improductifs pour l'état pendant une génération tout entière? Comment croire qu'une pareille somme, ajoutée à celle dont la loi de 1842 impose déjà la charge au pays, sera de nature à porter atteinte à son crédit, et qu'il ne pourrait la réaliser sans l'assistance de compagnies exploitantes? Celles-ci ont-elles actuellement dans leurs caisses les 285 millions que présupposent la pose des rails et l'achat du matériel d'exploitation sur la totalité du réseau? N'est-ce pas à des prêteurs futurs

qu'elles se réservent de les demander en échange d'actions déjà livrées à l'agiotage, et l'état n'obtiendrait-il pas les mêmes capitaux des mêmes prêteurs à des conditions beaucoup plus favorables? Faut-il accepter l'intermédiaire de compagnies de spéculateurs qui veulent retirer 10 et 15 pour 100 des rails qu'elles auront posés, lorsqu'on peut s'adresser directement aux rentiers pour obtenir à des conditions beaucoup plus favorables l'argent avec lequel l'état achètera les rails? Faut-il, en un mot, emprunter à un cours exceptionnel lorsqu'on peut emprunter au cours de la place?

Voilà ce que diront avec insistance et énergie les partisans chaque jour plus nombreux de l'exécution par l'état. Nous ne prétendons pas nous associer d'une manière absolue à une théorie souvent plus spécieuse que fondée; mais, pour répondre à une telle argumentation, pour n'être pas accusé de servir des intérêts particuliers chaque jour plus puissamment patronés, un seul moyen restera au gouvernement, celui d'établir que le maximum des conditions qu'il propose de faire aux compagnies n'excède pas la mesure d'un bénéfice modéré et légitime. Les concessions faites par la compagnie du Nord depuis la clôture de la session dernière ne sont pas de nature à déterminer la chambre à des résolutions hâtives. Elle s'est trop bien trouvée d'un retard qu'on n'hésitait point alors à qualifier de funeste pour vouloir désormais aliéner l'avenir, et s'engager avec des compagnies avant que celles-ci soient en mesure de commencer la part de travaux qui leur est affectée dans le système de la loi de 1842. Or, deux années au moins s'écouleront avant que le chemin proposé de Paris à Lyon et celui d'Orléans à Bordeaux soient en mesure de recevoir des rails sur aucun point de leur vaste parcours. Quelque habileté qu'on ait pu mettre à lier cette dernière affaire à celle d'Orléans à Tours, on saura bien les distinguer, et faire comprendre à la chambre que ce chemin seul appelle une décision prompte et définitive. Concéder à une compagnie l'un des tronçons les plus productifs de tout le royaume, pour la déterminer à une entreprise vaste sans doute, mais pour laquelle l'état, après avoir pris à sa charge plus des deux tiers de la dépense, octroie une concession d'environ quarante-sept ans, c'est épuiser trop tôt, et sans aucune urgence, la dernière mesure des sacrifices. Il est à croire que la chambre, à défaut de sa commission, saura distinguer ce qui a été confondu. La considération du parlement est engagée tout entière dans ce débat : il sera, nous aimons à le penser, aussi jaloux de la maintenir que de préserver les intérêts généraux du pays.

Une matière non moins grave appellera bientôt après l'attention de la chambre. M. le ministre du commerce a présenté la loi de douanes destinée à régulariser les ordonnances provisoires rendues dans l'intervalle des deux sessions, et à obtenir la sanction législative pour les traités de commerce conclus par les soins de M. le ministre des affaires étrangères.

On sait que l'année 1842 n'a pas réalisé toutes les espérances que permettait de concevoir la prospérité des années précédentes. La crise industrielle de l'Angleterre, celle des États-Unis, les modifications introduites en Espagne

dans le régime des douanes, ont ralenti l'essor des exportations françaises. Il résulte des déclarations du ministre que l'ensemble de notre commerce présente, relativement à 1841, une diminution de 5 pour 100, et que les valeurs exportées en produits du sol et des manufactures se sont réduites de 15 pour 100. Notre navigation a également perdu dans les relations de concurrence environ 7 pour 100, et 2 pour 100 dans les relations réservées, comprenant le commerce colonial et les grandes pêches maritimes.

Cependant, si l'on s'en rapportait à l'exposé des motifs dont M. Cunin-Gridaine a fait précéder la loi des douanes, cette décroissance, dont les causes principales se sont déjà modifiées, ne serait pas de nature à inspirer d'inquiétude. Elle ne tient en effet à aucun embarras intérieur qui nous soit propre; elle constate la limite naturelle de nos moyens de production, qui ont suivi depuis vingt-cinq ans une marche constamment progressive, mais qu'il serait dangereux de surexciter au-delà des besoins véritables du marché intérieur et des débouchés ouverts au dehors. Si les progrès de la France s'arrêtent, s'ils n'ont pas égalé l'ascension rapide d'autres pays dans la carrière maritime et commerciale, M. le ministre fait observer que notre marche n'en est que plus sûre, et que la rareté de nos crises industrielles, en présence de celles qui affligent périodiquement quelques états rivaux, est un ample dédommagement des avantages d'une autre nature qu'ont pu leur assurer leur génie particutier et leur situation géographique.

Nous donnons un complet assentiment à ces sages principes, et nous les trouvons heureusement appliqués dans les plus importantes dispositions du projet sur lesquels les chambres sont appelées à statuer.

Celle qui regarde les machines et mécaniques nous paraît, comme à M. le ministre du commerce, d'une nécessité absolue. Protégée par un tarif élevé, la métallurgie française, malgré les progrès qu'elle a réalisés depuis quinze ans sous le double rapport du bon marché et de la qualité du produit, exerce sur la production de nos machines une influence limitative. En refusant de donner à nos ateliers en construction l'appui nécessaire pour les développer, nous nous condamnerions par cela même à n'occuper qu'un rang secondaire dans l'échelle des nations commerçantes. On sait que l'Angleterre avait prohibé long-temps la sortie de ses machines. Entrée depuis quelques années dans une voie différente, elle en encourage aujourd'hui l'exportation, et nous devons défendre notre propre marché contre une invasion qui atteindrait à sa source notre puissance productrice, puisqu'en cas de guerre la France se trouverait placée, par rapport à la fabrication des machines, dans un état fort dangereux d'infériorité. Le projet maintient le droit de 3 pour 100 sur les machines à vapeur, et élève le droit actuel sur les autres mécaniques de manière à consacrer la protection sur les différentes sortes d'appareils pour lesquels l'insuffisance du tarif actuel est manifeste

De longues études ont précédé la résolution que le gouvernement a été appelé à prendre à propos de l'importation de la graine de sésame. Personne n'ignore que cette plante oléagineuse de l'Orient, importée à Marseille

en quantité toujours croissante depuis 1837, y a donné naissance à de magnifiques établissemens industriels, mais qu'elle menace d'un autre côté de porter un coup funeste à la culture des plantes oléifères, qui sont une des richesses de notre sol. Des départemens du Nord, de la Somme et du Pas-de-Calais, où elle s'était d'abord montrée, la production des graines grasses s'est étendue progressivement dans la vallée de la Seine, et elle gagne aujourd'hui les provinces de l'ouest du royaume. On comprend dès-lors que l'importation des graines oléagineuses étrangères, qui, du chiffre de 17,000,000 kilogrammes, est montée en moins de dix ans à plus de 68,000,000, ait dû causer de sérieuses alarmes à l'agriculture française. C'est une phase nouvelle de l'éternel problème posé entre le nord et le midi, entre la culture et la navigation nationales. Appelé à concilier l'intérêt des nombreuses savonneries de Marseille et celui des producteurs de colza, le gouvernement a essayé une transaction sur des bases assez rationnelles.

L'impôt prélevé pour les huiles de toute espèce est en moyenne de 28 fr. par 100 kilogrammes. Or, les graines exotiques ne paient pas aujourd'hui au-delà de 3 fr. A introduire des graines au lieu d'huiles, on trouve donc un bénéfice de 21 fr. au moins pour celles dont le rendement est de 50 pour 100, et de 17 francs sur celles dont le rendement est de 30. Il y a donc un double dommage et pour la production indigène et pour le trésor : le moyen le plus naturel d'y échapper était d'établir le tarif des graines oléagineuses proportionnellement à leur rendement, et c'est ce que propose la loi de douanes. Ce n'est pas là sans doute une solution de principe, mais nous tenons pour prudent de n'en pas chercher gratuitement de cette espèce, lorsque les principes et les intérêts sont à peu près inconciliables.

Le ministre soumet à l'approbation de la législature le traité du 29 août 1842 avec la Sardaigne. Ce traité repose sur le principe de concessions parallèles et réciproques, il assimile les deux pavillons dans les ports respectifs des deux états pour tous les droits maritimes et sanitaires. Il introduit et précise des mesures répressives de la contrefaçon littéraire; enfin il accorde à la Sardaigne des dégrèvemens spéciaux sur quelques-uns de ses principaux produits en échange de réductions sur nos vins et eaux-de-vie, nos modes et nos porcelaines. La seule question sérieuse que puisse soulever cette transaction diplomatique est celle qui se rapporte à l'introduction des bestiaux sardes, moyennant un droit au poids limité par un maximum de 40 fr. sur chaque pièce. Le droit fixe de 55 fr. par tête, et tel qu'il est aujourd'hui établi, fait supporter au bétail étranger, à raison de la différence de la taille et du poids, les charges les plus inégales : c'est ainsi qu'il est, pour la Sardaigne et pour l'Espagne, du triple de ce qu'il est pour l'Allemagne et pour la Belgique. Un tel tarif, déjà très restrictif sur la frontière septentrionale, a dû arrêter complètement l'importation sur les frontières de l'est et du midi. De là des plaintes réitérées auxquelles il était impossible de ne pas donner quelque satisfaction. Peut-être la chambre trouvera-t-elle qu'on est allé un peu loin dans la concession faite à la Sardaigne; mais elle consacrera, nous

aimons à le penser, par une adhésion unanime la substitution du droit au poids au droit par tête, dont on s'étonne que l'application soit aussi long-temps différée par les administrations municipales dans le service de leurs octrois.

Le traité conclu le 16 juillet 1842 avec la Belgique sera l'objet d'un débat plus sérieux. Cette convention avait été rendue nécessaire par la modification que l'ordonnance du 28 juin avait apportée au tarif de nos fils et toiles. La France ne voulait pas, en atteignant l'industrie anglaise, frapper d'un dommage irréparable la Belgique, où les conditions de la fabrication, beaucoup plus rapprochées des nôtres, ne menacent pas d'une manière aussi directe les produits de notre industrie. Cette exception était inspirée par l'équité et par la bonne politique. Toutefois, il aurait fallu que les avantages concédés à la France par la Belgique en compensation d'un régime de faveur eussent au moins quelque réalité. Or, peut-on considérer comme sérieux l'abaissement de 25 pour 100 concédé à nos vins sur les droits de l'accise, et celui de 20 pour 100 accordé à nos soieries, lorsque, par un acte qui a suivi presque immédiatement la signature du traité, le gouvernement belge a cru pouvoir accorder aux produits similaires de toutes les autres provenances les réductions qui n'étaient évidemment dans la pensée des négociateurs que le prix des avantages spéciaux concédés par la France? Si le gouvernement belge n'a pas manqué, dans cette affaire, à la loyauté la plus vulgaire, il faut reconnaître que le ministère aurait manqué de prévoyance autant que d'habileté, en laissant à la Belgique la faculté d'annuler d'un trait de plume le seul élément de compensation que la France se fût réservé. Il est temps que cette affaire soit éclaircie, et que chacun porte la part de sa responsabilité.

La loi de douanes contient aussi une série de dispositions destinées à régler le régime spécial à l'Algérie. L'Afrique française n'est guère entrée qu'en 1836 dans le cercle de notre système commercial. Sa position fut réglée par l'ordonnance du 11 novembre 1835. Depuis cette époque, le commerce général de l'Algérie s'est élevé de 16 à 77 millions, et, dans cette dernière somme, les exportations de notre jeune colonie figurent déjà pour plus de 7 millions. Le projet ministériel maintient pour nos produits la franchise entière de toute taxe d'importation. Pour les marchandises étrangères, il élève la taxe au tiers du tarif métropolitain, avec surtaxe du dixième en sus sur les importations par navires étrangers. Divers objets fabriqués, dont la France est en mesure d'approvisionner entièrement ses possessions d'Afrique, sans aggravation de prix pour la colonie, ont été en outre taxés de manière à imprimer à nos exportations une impulsion nouvelle.

Ces dispositions, prudemment combinées, sont de nature à offrir un gage de plus à l'avenir, désormais assuré, de notre France africaine. L'expédition de Biskara, si brillamment conduite par un de nos princes, est venue constater que notre domination matérielle et morale s'étend aujourd'hui sans obstacle sérieux des rives de la Méditerranée aux sables du Sahara. La France possède la Régence aussi solidement que les conquérans turcs qui l'ont occupée pendant plusieurs siècles. C'est un grand résultat dont la nation ren-

voie l'honneur à son admirable armée, qui en dix ans a conquis une vaste contrée, brisé la puissance d'Abd-el-Kader, ouvert quatre cents lieues de route, construit des villages, et préparé un avenir auquel elle aura bientôt cessé d'être nécessaire. Nous plaindrions sincèrement la commission des crédits supplémentaires, si elle n'était pas saisie par la grandeur de ce spectacle, et si elle s'exposait à provoquer un vote qui ne serait pas douteux, puisque la chambre devrait le faire en face de la France.

La chambre des pairs est sortie des débats fort compliqués auxquels a donné lieu la loi relative à la police des chemins de fer pour écouter le grand travail de M. le duc de Broglie sur l'instruction secondaire. Ce rapport est digne de son auteur et de la question elle-même. Nous voudrions pouvoir ajouter qu'il est destiné à la trancher; malheureusement il est permis d'en douter, lorsqu'on se rend compte de la gravité des problèmes et des puissans intérêts qui se groupent derrière eux.

Au moment où l'opinion publique accueillait ce document et se disposait à l'étudier, un incident est venu la rejeter vers le pénible souvenir de Taïti. Des dépêches sont arrivées au ministère de la marine, et ce fait a motivé dans l'une et l'autre chambre les interpellations auxquelles il était naturel de s'attendre. M. le ministre des affaires étrangères a devancé le débat au Palais-Bourbon, en déposant sur le bureau du président la dépêche écrite en mer par M. le contre-amiral Dupetit-Thouars, à la date du 15 novembre dernier. Un enseignement grave est résulté d'une discussion dont la forme a d'ailleurs manqué parfois de convenance : c'est que, s'il est dans le droit et souvent dans le devoir d'un cabinet de refuser des communications de pièces en engageant devant les chambres sa responsabilité tout entière, il n'est jamais dans son intérêt de dénier l'existence des documens qu'il possède. En agissant autrement, on n'échappe aux embarras du jour qu'en se créant pour l'avenir des difficultés d'une nature beaucoup plus délicate. Lorsqu'il y a six semaines la chambre s'efforçait de se rendre compte des motifs qui avaient déterminé l'amiral français à transformer en souveraineté le protectorat établi aux îles de la Société, il est évident que la correspondance de nos officiers chargés du gouvernement provisoire à Papéïti, aux termes de l'acte du protectorat, était un élément nécessaire à la discussion. La communication de ces documens fut alors refusée, non qu'on en déclarât la production dangereuse, mais parce qu'on affirmait ne rien posséder de plus que ce qu'on soumettait à la chambre.

Le rapport de l'amiral Dupetit-Thouars ne jette pas un jour nouveau sur les évènemens : tous les faits qu'il signale sont déjà connus tant par les correspondances arrivées en France que par les documens parlementaires récemment publiés par le ministère anglais. Il paraît que les choses se passèrent paisiblement à Taïti dans les trois premiers mois qui suivirent l'établissement du protectorat de la France; mais, en janvier 1843, la corvette anglaise *Talbot* arriva en rade de Papéïti, et son commandant usa de tous les moyens pour soulever la population et déterminer la reine Pomaré à retirer l'assen-

timent sincère qu'elle avait donné jusqu'alors au traité du 8 septembre. Les intrigues redoublèrent lorsque le consul-missionnaire Pritchard eut abordé à Taïti à bord de *la Vindictive*. Des prédications furibondes s'efforcèrent d'appeler les indigènes aux armes, et le commodore Nicholas engagea avec les autorités françaises une correspondance déjà connue par les documens britanniques. Ce fut dans ces circonstances et sous ces inspirations que la reine accepta ce pavillon que l'amiral Dupetit-Thouars trouva flottant sur la demeure de Pomaré, lorsqu'au 1er novembre il aborda Taïti à la tête d'une force militaire considérable pour y porter la ratification du roi au traité du protectorat. On connaît sa résolution et la suite qu'a cru devoir lui donner le cabinet. Puissent de nouvelles lumières sortir du débat auquel la chambre paraît disposée à se livrer!

M. le ministre des affaires étrangères fait annoncer, comme une éclatante victoire remportée sur l'obstination du divan, la promesse adressée aux représentans de la France et de l'Angleterre à Constantinople de ne plus exécuter à mort les renégats qui reviendront à la foi de leurs pères. Nous ne méconnaissons point l'importance de cette concession, quoiqu'elle reste sans garantie; mais, que le cabinet nous permette de le lui dire, ce n'est pas là l'intérêt le plus sérieux qui appelle en Orient l'intervention spéciale de la France. Ces meurtres juridiques étaient fort rares; ils soulevaient dans toute l'Europe chrétienne une indignation qu'il est difficile, même à la barbarie musulmane, de braver impunément. Des crimes et des atrocités bien autrement graves ensanglantent le Liban. L'anarchie la plus furieuse décime ces populations, dont le glorieux patronage échappe ou à notre indifférence ou à notre faiblesse. On assure qu'en apprenant la résolution de les soumettre au gouvernement d'un caïmacan druze, les Maronites ont fait éclater le plus violent désespoir, et manifesté l'intention de se soustraire, fût-ce par la mort, à une oppression odieuse. On affirme de plus que des démarches sont déjà tentées près de la cour de Vienne pour réclamer officiellement une protection qui jusqu'à ce jour était l'attribut exclusif de notre gouvernement. Le droit qu'elle tenait de ses pères, la France l'a malheureusement abandonné, elle a consenti à n'intervenir désormais que collectivement dans une œuvre que le sang des croisades avait baptisé de son nom. Si la France abdique aux dépens de sa gloire, au moins ne faut-il pas qu'elle abdique aux dépens de l'humanité. Le moment n'est pas éloigné où cette affaire deviendra sérieuse, et il est bien temps qu'on y songe.

V. DE MARS.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 508 688